

*100. 100. 100.
20 June 1840*

PRÉCIS DE REFERENCE BOOK L'ART DE LA GUERRE,

OU

NOUVEAU TRAITÉ ANALYTIQUE

DES PRINCIPALES COMBINAISONS DE LA STRATÉGIE, DE LA GRANDE TACTIQUE
ET DE LA POLITIQUE MILITAIRE;

SUIVI

DU TABLEAU ANALYTIQUE

DES

PRINCIPALES COMBINAISONS DE LA GUERRE

ET DE LEURS RAPPORTS AVEC LA POLITIQUE DES ÉTATS,

POUR SERVIR D'INTRODUCTION

AU TRAITÉ DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES;

PAR LE BARON DE JOMINI,

GÉNÉRAL EN CHEF, AIDE DE CAMP GÉNÉRAL DE S. M. L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES, GRAND' CROIX DE PLUSIEURS ORDRES;

COMPLÉTÉ PAR

L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE SEPT ANS EN ALLEMAGNE,

PENDANT LES ANNÉES 1756 ET SUIVANTES;

Avec Atlas,

Traduit de Lloyd, auteur anglais;

RÉDIGÉE SUR LA CORRESPONDANCE ORIGINALE DE PLUSIEURS GÉNÉRAUX FRANÇAIS, ET PRINCIPALEMENT SUR CELLE DE
M. DE MONTAZET, LIEUTENANT GÉNÉRAL; PAR LE C. ROUX DE FAZILLAC.

NOUVELLE ÉDITION.

TOME SECOND,

COMPRENANT LES CINQ DERNIERS VOLUMES DE L'ÉDITION DE PARIS.

Bruxelles,

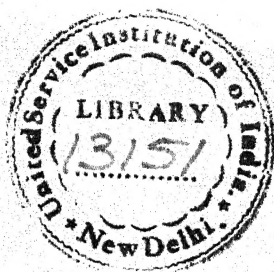
LIBRAIRIE MILITAIRE DE J.-B. PETIT,
RUE MARCQ, N° 1.

1840.

OLD COLLECTION

Not to be taken out

RECEIVED BOOK



✓

35
JGP

V-2

Chy

✓

SECTION

A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

DE TOUTES LES RUSSIES, ETC., ETC., ETC.

SIRE,

VOTRE MAJESTÉ IMPÉRIALE, dans sa juste sollicitude pour tout ce qui peut contribuer aux progrès et à la propagation des sciences, daigna ordonner la traduction, en langue russe, de mon TRAITÉ DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES, pour les instituts de la couronne.

Jaloux de répondre aux vues bienveillantes de VOTRE MAJESTÉ, je crus devoir augmenter cet ouvrage d'un TABLEAU ANALYTIQUE, qui lui servirait de complément. Ce premier essai, publié en 1830, remplissait le but pour lequel il avait été rédigé. Mais j'ai pensé dès lors qu'en élargissant un peu son cadre, il serait possible de le rendre plus utile et d'en faire un ouvrage complet par lui-même. Je crois avoir obtenu ce résultat.

Malgré son peu d'étendue, ce précis renferme aujourd'hui les principales combinaisons que le général d'armée et l'homme d'État peuvent faire pour la conduite d'une guerre : jamais objet si important ne fut traité dans un cadre à la fois plus resserré et plus à la portée de tous les lecteurs.

Je prends la liberté de faire hommage de ce précis à VOTRE MAJESTÉ IMPÉRIALE, en la suppliant de vouloir bien l'accueillir avec indulgence. Mes vœux seraient comblés, si ce travail pouvait mériter les suffrages d'un juge aussi éclairé, d'un monarque aussi versé dans l'art important qui élève et conserve les empires.

Je suis avec vénération,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ IMPÉRIALE,

Le plus humble et fidèle serviteur,

LE GÉNÉRAL BARON DE JOMINI.

Saint-Pétersbourg, 6 mars 1837.

AVERTISSEMENT.

Il y a de la témérité peut-être à publier un ouvrage sur la guerre, au moment où les apôtres de la paix perpétuelle sont seuls écoutés. Mais la fièvre industrielle et l'accroissement des richesses qu'on en espère, ne seront pas toujours les seules divinités auxquelles les sociétés sacrifieront. La guerre est à jamais un mal nécessaire, non-seulement pour élever ou sauver les États, mais encore pour garantir même le corps social de dissolution, comme l'a si judicieusement observé l'illustre Ancillon dans son brillant *Tableau des révolutions du système politique européen*.

Je me décide donc à la publication de ce *Précis*, en le faisant précéder de quelques explications sur les diverses métamorphoses qu'il a subies, et sur ce qui les a motivées.

S. M. l'Empereur ayant ordonné de traduire mon *Traité des grandes opérations militaires*, qui n'avait jamais été terminé comme ouvrage d'ensemble, je résolus d'abord d'en remplir les lacunes en rédigeant, en 1829, le *Tableau analytique des principales combinaisons de la guerre*. Exécuté un peu précipitamment, et conçu dans l'unique but de servir d'annexe à mon susdit *Traité*, ce premier essai ne dut point être considéré comme un ouvrage séparé.

Appelé l'année dernière à lui donner quelques développements pour le faire servir à l'instruction d'un auguste prince, je le rendis assez complet pour lui accorder

un brevet d'émancipation, et en faire un ouvrage indépendant de tout autre.

Plusieurs articles nouveaux sur les guerres d'opinions et nationales, sur la direction suprême des opérations de la guerre, sur le moral des armées, sur les lignes de défense, sur les zones et lignes d'opérations, sur les réserves stratégiques et les bases passagères, enfin sur la stratégie dans la guerre des montagnes, sur la manière de juger les mouvements de l'ennemi et sur les grands détachements, en ont fait un ouvrage tout à fait neuf, sans parler des nombreuses améliorations faites aux autres articles. Toutefois, malgré ces changements, il parut d'abord sous son ancien titre; mais cédant à l'opinion des libraires mêmes, je me convainquis de la nécessité de lui en donner un nouveau pour le distinguer des essais partiels qui l'avaient précédé. Je le nommai donc *Précis de l'art de la guerre*, ou *Nouveau Tableau analytique*, etc.

Je donne la seconde édition de ce *Précis*, comme mon dernier mot sur les hautes combinaisons spéculatives de la guerre: elle sera encore augmentée de plusieurs articles intéressants, sur les bases et fronts d'opérations, sur la logistique ou art pratique de mouvoir les armées; sur les grandes invasions lointaines, sur les lignes stratégiques, les manœuvres pour tourner les lignes de bataille. Outre cela, presque tous les autres articles ont reçu de nouveaux développements.

N'ayant pu pousser plus loin les investigations sur les détails pratiques de l'art, auxquelles mon cadre et mon but se refusaient également, j'ai indiqué les ouvrages où ces détails se trouvent enseignés autant que la chose est faisable. C'est à bien appliquer les combinaisons spéculatives de la grande guerre que tous ces détails doivent tendre; mais chacun procédera naturellement à cette application selon son caractère, son génie, sa capacité : ici les préceptes deviennent difficiles et ne servent que de jalons approximatifs.

Je serai heureux si mes lecteurs trouvent dans ce livre, les bases essentielles de ces combinaisons, et s'ils l'accueillent avec bienveillance. Je demande grâce pour son style, surtout pour les éternelles répétitions d'expressions techniques : aujourd'hui que l'art de faire des phrases court les rues, chacun a le droit d'être difficile; mais le mérite réel d'un ouvrage didactique plein de définitions compliquées, est incontestablement celui d'être clair; or, pour y réussir, il faut se résoudre à ces fréquentes répétitions de mots et même d'idées que rien ne saurait remplacer, et ne point viser à l'élégance des phrases.

On me reprochera peut-être d'avoir poussé un peu loin la manie des définitions; mais, je l'avoue, je m'en fais un mérite: car, pour poser les bases d'une science jusqu'ici peu connue, il est essentiel de s'entendre avant tout sur les diverses dénominations qu'il faut donner aux combinaisons dont elle se compose, autrement il serait impossible de les désigner et de les qualifier. Je ne dissimule pas que quelques-unes des miennes pourraient être encore améliorées, et comme je n'ai aucune prétention à l'infailibilité, je suis prêt à admettre avec empressement celles qui seraient plus satisfaisantes. Enfin, si j'ai cité souvent les mêmes événements comme exemple, je m'y suis décidé pour la commodité des lecteurs qui n'ont pas toutes les campagnes dans leur mémoire ou dans leur bibliothèque. Il suffira ainsi de connaître les événements cités pour rendre les démonstrations intelligibles, une plus grande série de preuves ne manquera pas à ceux qui connaissent l'histoire militaire moderne.

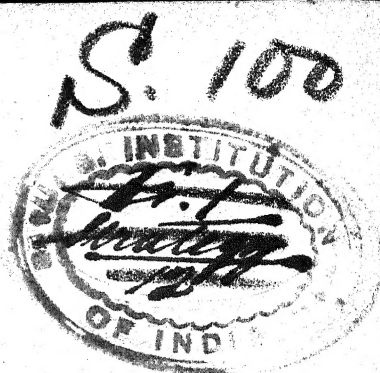
G. J.

Le 6 mars 1837.



NOTICE

SUR LA



THÉORIE ACTUELLE DE LA GUERRE

ET SUR SON UTILITÉ.

Le précis de l'art de la guerre, que je soumetts au public fut rédigé dans l'origine pour l'instruction d'un auguste prince, et grâce aux nombreuses additions que je viens d'y faire, je me plais à croire qu'il sera digne de sa destination. Afin d'en mieux faire apprécier le but, je crois devoir le faire précéder de quelques lignes sur l'état actuel de la théorie de la guerre. Je serai forcé de parler un peu de moi et de mes œuvres ; j'espère qu'on me le pardonnera, car il eût été difficile d'exposer ce que je pense de cette théorie, et la part que je puis y avoir prise, sans dire comment je l'ai conçue moi-même.

Ainsi que je l'ai dit dans mon chapitre de principes, publié isolément en 1807, *l'Art de la guerre a existé de tout temps*, et la stratégie surtout fut la même sous César que sous Napoléon. Mais l'art, confiné dans la tête des grands capitaines, n'existait dans aucun traité écrit. Tous les livres ne donnaient que des fragments de systèmes, sortis de l'imagination de leurs auteurs, et renfermant ordinairement les détails les

plus minutieux (pour ne pas dire les plus niais), sur les points les plus accessoires de la tactique, la seule partie de la guerre, peut-être, qu'il soit impossible de soumettre à des règles fixes.

Parmi les modernes, Feuquières (1), Folard et Puiségar avaient ouvert la carrière ; le premier, par des relations critiques et dogmatiques fort intéressantes ; le second, par ses commentaires sur Polybe et son traité de la colonne ; le troisième, par un ouvrage qui fut, je crois, le premier essai de logistique, et une des premières applications de l'ordre oblique des anciens.

Mais ces écrivains n'avaient pas pénétré bien avant dans la mine qu'ils voulaient exploiter, et, pour se faire une idée juste de l'état de l'art au milieu du XVIII^e siècle, il faut lire ce qu'écrivait le maréchal de Saxe dans la préface de ses *Réveries*.

« La guerre, disait-il, est une science »
» couverte de ténèbres, au milieu desquelles »
» on ne marche point d'un pas assuré ; la »
» routine et les préjugés en sont la base, »
» suite naturelle de l'ignorance.

(1) Feuquières ne fut pas assez apprécié par ses contemporains, du moins comme écrivain ; il avait

l'instinct de la stratégie, comme Folard celui de la tactique, et Puiségar celui de la logistique.

» Toutes les sciences ont des principes, la guerre seule n'en a point encore : les grands capitaines qui ont écrit ne nous en donnent point ; il faut être consommé pour les comprendre.

» Gustave-Adolphe a créé une méthode, mais on s'en est bientôt écarté, parce qu'on l'avait apprise par routine. Il n'y avait donc plus que des usages, dont les principes nous sont inconnus. »

Ceci fut écrit vers le temps où Frédéric le Grand préludait à la guerre de sept ans par ses victoires de Hohenfriedberg, de Soor, etc. Et le bon maréchal de Saxe, au lieu de percer ces ténèbres dont il se plaignait avec tant de justice, se complaisait lui-même à rédiger des systèmes pour habiller les soldats en blouses de laine, pour les former sur quatre rangs, dont deux armés de piques ; enfin, pour proposer des fusils-canon qu'il nommait des *ammusettes*, et qui méritaient vraiment ce titre par les plaisantes images dont ils étaient entourés.

A la suite de ces guerres de sept ans, quelques bons ouvrages parurent : Frédéric lui-même, non content d'être grand roi, grand capitaine, grand philosophe et grand historien, se fit aussi auteur didactique par son instruction à ses généraux. Guichard, Turpin, Maizeroy, Menil-Durand, soutinrent des controverses sur la tactique des anciens comme sur celle de leur temps, et donnèrent quelques traités intéressants sur ces matières. Turpin commenta Montécuculi et Végèce ; le marquis de Sylva en Piémont, Santa-Cruz en Espagne, avaient aussi disputé quelques parties avec succès ; enfin, d'Escremeville ébauchait une histoire de l'art, qui n'était pas dénuée de mérite. Mais tout cela ne dissipait nullement les ténèbres dont se plaignait le vainqueur de Fontenoy.

Un peu plus tard vinrent Grimoard, Guibert et Lloyd : les deux premiers firent faire des progrès à la tactique des batailles et à

la logistique (1). Ce dernier souleva dans ses intéressants mémoires des questions importantes de stratégie, qu'il laissa malheureusement enfouies dans un dédale de détails minutieux sur la tactique de formation, et sur la philosophie de la guerre. Mais quoique l'auteur n'ait résolu aucune de ces questions de manière à en faire un système lié, il faut rendre la justice de dire que le premier il montra la bonne route. Toutefois sa relation de la guerre de sept ans, dont il n'acheva que deux campagnes, fut plus instructive (pour moi du moins), que tout ce qu'il avait écrit de dogmatique.

L'Allemagne produisit, dans cet intervalle entre la guerre de sept ans et celle de la révolution, une multitude d'écrits plus ou moins étendus sur différentes branches secondaires de l'art, qu'ils éclairèrent d'une faible lueur. Thielke et Faesch publièrent en Saxe, l'un, des fragments sur la castrametation, l'attaque des camps et positions, l'autre, un recueil de maximes sur les parties accessoires des opérations de la guerre. Scharnhorst en fit autant dans le Hanovre : Warnery publia en Prusse un assez bon ouvrage sur la cavalerie : le baron de Holzen-dorf, un autre sur la tactique des manœuvres. En Autriche, le comte de Kevenhuller donna des maximes sur la guerre de campagne et sur celle des sièges. Mais rien de tout cela ne donnait une idée satisfaisante des hautes branches de la science.

Enfin, il n'y eut pas jusqu'à Mirabeau qui, revenu de Berlin, publia un énorme volume sur la tactique prussienne, aride répétition du règlement pour les évolutions de peloton et de ligne, auxquelles on avait la bonhomie d'attribuer la plus grande partie des succès de Frédéric !! Si de pareils livres ont pu contribuer à propager cette erreur, il faut avouer toutefois qu'ils contribuèrent

(1) Guibert, dans un chapitre excellent sur les marches, effleura la stratégie, mais il ne tint point ce que ce chapitre promettait.

aussi à perfectionner l'ordonnance de 1791 sur les manœuvres, seul résultat qu'il était possible d'en espérer.

Tel était l'état de l'art de la guerre au commencement du xix^e siècle, lorsque Porbeck, Venturini et Bulow publièrent quelques brochures sur les premières campagnes de la révolution. Le dernier surtout fit une certaine sensation en Europe par son *Esprit du système de guerre moderne*, œuvre d'un homme de génie, mais qui n'était qu'ébauchée, et qui ajoutait peu de chose aux premières notions données par Lloyd. Dans le même temps parut aussi en Allemagne, sous le titre modeste d'*Introduction à l'étude de l'art militaire*, un ouvrage précieux de M. de Laroche-Aymon, véritable encyclopédie pour toutes les branches de l'art, excepté pour la stratégie, qui n'y est qu'à peine indiquée ; mais, malgré cette lacune, ce n'en est pas moins un des ouvrages classiques les plus complets et les plus recommandables.

Je ne connaissais pas encore ces deux derniers livres, lorsqu'après avoir quitté le service helvétique comme chef de bataillon, je cherchais à m'instruire par moi-même, en lisant avec avidité toutes ces controverses qui avaient agité le monde militaire dans la dernière moitié du xviii^e siècle ; commençant par Puiségur, finissant par Menil-Durand et Guibert, et ne trouvant partout que des *systèmes* plus ou moins complets de la tactique des batailles, qui ne pouvaient donner qu'une idée imparfaite de la guerre, parce qu'ils se contredisaient tous d'une manière déplorable.

Je me rejetai alors sur les ouvrages d'histoire militaire pour chercher, dans les combinaisons des grands capitaines, une solution que ces systèmes des écrivains ne me donnaient point. Déjà les relations de Frédéric le Grand avaient commencé à m'initier dans le secret qui lui avait fait remporter la victoire miraculeuse de Leuthen (Lissa). Je m'aperçus que ce secret consistait dans la

manœuvre très-simple de porter le gros de ses forces sur une aile de l'armée ennemie, et Lloyd vint bientôt me fortifier dans cette conviction. Ensuite je retrouvai la même cause aux premiers succès de Napoléon en Italie, ce qui me donna l'idée qu'en appliquant par la stratégie, à tout l'échiquier d'une guerre, ce même principe que Frédéric avait appliqué aux batailles, on aurait la clef de toute la science de la guerre.

Je ne pus douter de cette vérité en relisant ensuite les campagnes de Turenne, de Marlborough, d'Eugène de Savoie, et en les comparant à celles de Frédéric, que Tempelhoff venait de publier avec des détails si pleins d'intérêt quoique un peu lourds et par trop répétés. Je compris alors que le maréchal de Saxe avait eu bien raison de dire qu'en 1750 il n'y avait point de principes posés sur l'art de la guerre, mais que beaucoup de ses lecteurs avaient aussi bien mal interprété sa préface en concluant qu'il avait pensé que ces principes n'existaient pas.

Convaincu que j'avais saisi le vrai point de vue sous lequel il fallait envisager la théorie de la guerre, pour en découvrir les véritables règles et quitter le champ toujours si incertain des systèmes personnels, je me mis à l'œuvre avec toute l'ardeur d'un néophyte.

J'écrivis, dans le courant de l'année 1803, un volume que je présentai d'abord à M. d'Oubril, secrétaire de la légation russe à Paris, puis ensuite au maréchal Ney. Mais l'ouvrage stratégique de Bulow, et la relation historique de Lloyd, traduite par Roux-Fazillac, m'étant tombés alors entre les mains, me déterminèrent à suivre un autre plan. Mon premier essai était un traité didactique sur les ordres de bataille, les marches stratégiques, et les lignes d'opérations ; il était aride de sa nature et tout coupé de citations historiques qui, groupées par espèces, avaient l'inconvénient de présenter ensemble, dans un même chapitre,

des événements souvent séparés par un siècle entier ; Lloyd surtout me convainquit que la relation critique et raisonnée de toute une guerre avait l'avantage de conserver de la suite et de l'unité dans le récit et dans les événements, sans nuire à l'exposition des maximes, puisqu'une série de dix campagnes suffit amplement pour présenter l'application de toutes les maximes de guerre possibles. Je brûlai donc mon premier travail, et recommençai avec le projet de donner la suite de la guerre de sept ans, que Lloyd n'avait pas achevée. Ce mode me convenait d'autant mieux, que je n'avais que vingt-quatre ans et peu d'expérience, tandis que j'allais m'attaquer à beaucoup de préjugés et à de grandes réputations un peu usurpées, en sorte qu'il me fallait le puissant appui des événements que je laisserais parler pour ainsi dire eux-mêmes. Je m'arrêtai donc à ce dernier plan, qui me paraissait d'ailleurs mieux convenir à toutes les classes de lecteurs. Sans doute un traité didactique eût été préférable, soit pour un cours public, soit pour retracer avec plus d'ensemble les combinaisons de la science, un peu éparses dans la narration de ces campagnes ; mais comme j'avais beaucoup plus profité de la lecture attentive d'une campagne raisonnée que de tous les ouvrages dogmatiques, et que mon livre publié en 1805 était d'ailleurs destiné à des officiers d'un grade supérieur, non à des écoliers, je devais croire que mon plan leur conviendrait aussi bien qu'à moi. La guerre d'Autriche, survenue la même année, ne me permit pas de donner à l'ouvrage tous les soins désirables, et je ne pus exécuter qu'une partie de mon projet.

Quelques années après, l'Archiduc préluda à son bel ouvrage par un in-folio sur la grande guerre, où le génie du maître se montrait déjà. Vers le même temps parut une petite brochure sur la stratégie, par le major Wagner, alors au service d'Autriche ; cet essai, rempli de vues sages, promettait

que l'auteur donnerait un jour quelque chose de plus complet, promesse qu'il vint de tenir tout récemment. En Prusse, le général Scharnhorst commença aussi à sonder ces questions avec succès.

Enfin, dix ans après mon premier *Traité des grandes opérations*, parut l'important ouvrage de l'archiduc Charles, qui réunit les deux genres didactique et historique, ce prince ayant d'abord donné un petit volume de maximes stratégiques, puis quatre volumes d'histoire critique sur les campagnes de 1796 et 1799 pour développer l'application pratique. Cet ouvrage, qui fait autant d'honneur à l'illustre prince que les batailles qu'il a gagnées, mit le complément aux bases de la science stratégique, dont Lloyd et Bulow avaient soulevé le premier voile, et dont j'avais indiqué les premiers principes en 1805 dans un chapitre sur les lignes d'opérations, et en 1807 dans un chapitre sur les principes fondamentaux de l'art de la guerre imprimé séparément à Glogau en Silésie.

La chute de Napoléon, en rendant beaucoup d'officiers studieux aux loisirs de la paix, devint comme le signal de l'apparition d'une foule d'écrits militaires dans tous les genres. Le général Rogniat donna matière à controverse en voulant ramener le système des légions, ou des divisions de la république, et en attaquant le système un peu aventureux de Napoléon. L'Allemagne fut surtout fertile en ouvrages dogmatiques, Xilander en Bavière, Théobald et Muller dans le Wurtemberg ; Wagner, Decker, Hoyer et Valentini en Prusse, publièrent différents livres, qui ne présentaient au fond que la répétition des maximes de l'Archiduc et des miennes, avec d'autres développements d'application.

Bien que plusieurs de ces auteurs aient combattu mon chapitre des lignes d'opérations centrales avec plus de subtilité que de succès réel, et que d'autres aient été parfois trop compassés dans leurs calculs,

on ne saurait refuser à leurs écrits les témoignages d'estime qu'ils méritent, car tous contiennent plus ou moins des vues excellentes.

En Russie, le général Okouneff traita l'article important de l'emploi combiné ou partiel des trois armes, qui fait la base de la théorie des combats, et il rendit par là un service réel aux jeunes officiers.

En France, Gay-Vernon, Jacquinet de Presle et Rocquancourt, publièrent des cours qui ne manquaient pas de mérite.

Dans ces entrefaites, je m'étais assuré par ma propre expérience qu'il manquait, à mon premier traité, un recueil de maximes pareil à celui qui précède l'ouvrage de l'Archiduc; ce qui m'engagea à publier, en 1829, la première esquisse de ce *Tableau analytique*, en y ajoutant deux articles intéressants sur la politique militaire des États.

Je profitai de cette occasion pour défendre les principes de mon chapitre sur les lignes d'opérations que plusieurs écrivains avaient mal saisi, et cette polémique amena du moins des définitions plus rationnelles, tout en maintenant les avantages réels des opérations centrales.

Un an après la publication de ce *Tableau analytique*, le général prussien Clausewitz mourut, en laissant à sa veuve le soin de publier des œuvres posthumes qu'on a présentées comme des ébauches non achevées. Cet ouvrage fit grande sensation en Allemagne, et, pour ma part, je regrette qu'il ait été écrit avant que l'auteur connût mon *Précis de l'art de la guerre*, persuadé qu'il lui eût rendu quelque justice.

On ne saurait contester au général Clausewitz une grande instruction, et une plume facile; mais cette plume, parfois un peu vagabonde, est surtout trop prétentieuse

pour une discussion didactique, dont la simplicité et la clarté doivent être le premier mérite. Outre cela, l'auteur se montre par trop sceptique en fait de science militaire: son premier volume n'est qu'une déclamation contre toute théorie de guerre, tandis que les deux volumes suivants, pleins de maximes théoriques, prouvent que l'auteur croit à l'efficacité de ses doctrines, s'il ne croit pas à celles des autres.

Quant à moi, je l'avoue, je n'ai su trouver dans ce savant labyrinthe qu'un petit nombre d'idées lumineuses et d'articles remarquables; et loin d'avoir partagé le scepticisme de l'auteur, aucun ouvrage n'aurait contribué plus que le sien à me faire sentir la nécessité et l'utilité des bonnes théories, si j'avais jamais pu les révoquer en doute: il importe seulement de bien s'entendre sur les limites qu'on doit leur assigner pour ne pas tomber dans un pédantisme pire que l'ignorance (1); il faut surtout bien distinguer la différence qui existe entre une *théorie de principes* et une *théorie de systèmes*.

On objectera peut-être que, dans la plupart des articles de ce *Précis*, je reconnais moi-même qu'il y a peu de règles absolues à donner sur les divers objets dont ils traitent: je conviens de bonne foi de cette vérité, mais cela veut-il dire qu'il n'y ait pas de théories? Si sur 45 articles les uns ont dix maximes positives, les autres une ou deux seulement, n'est-ce pas assez de 150 à 200 règles pour formuler un corps fort respectable de doctrines stratégiques ou tactiques? Et si à celles-là vous ajoutez la multitude de préceptes qui souffrent plus ou moins d'exceptions, n'aurez-vous pas plus de dogmes qu'il n'en faut pour fixer vos opinions sur toutes les opérations de la guerre?

A la même époque où Clausewitz semblait

(1) Un homme ignorant, doué d'un génie naturel, peut faire de grandes choses; mais le même homme, bourré de fausses doctrines étudiées à

l'école, et farci de systèmes pédantesques, ne fera rien de bon, à moins qu'il n'oublie ce qu'il avait appris.

ainsi s'appliquer à saper les bases de la science, un ouvrage d'une nature tout opposée paraissait en France, c'est celui du marquis de Ternay, émigré Français au service d'Angleterre. Ce livre est sans contredit le plus complet qui existe sur la tactique des batailles, et s'il tombe quelquefois dans un excès contraire à celui du général prussien, en formulant en doctrines des détails d'exécution souvent inexécutables à la guerre, on ne peut lui refuser un mérite vraiment remarquable, et un des premiers rangs parmi les tacticiens.

Je n'ai fait mention, dans cette esquisse, que des traités généraux et non des ouvrages particuliers sur les armes spéciales. Les œuvres de Montalembert, de Saint-Paul, de Bousmard, de Carnot, d'Aster, de Blesson, ont fait faire des progrès à l'art des sièges et de la fortification. Imbert s'est efforcé de la rattacher aux principes de la tactique. Les écrits de Laroche-Aymon, Muller et Bismarck ont aussi éclairé maintes questions sur la cavalerie. Dans un journal dont je n'ai eu malheureusement connaissance que six ans après sa publication, le dernier a cru devoir attaquer moi et mes œuvres, parce que j'avais dit, trop légèrement peut-être, mais sur la foi d'un illustre général, que les Prussiens lui reprochaient d'avoir copié, dans sa dernière brochure, l'instruction inédite du gouvernement à ses généraux de cavalerie. En blâmant mes œuvres, le général Bismarck a usé de son droit, non-seulement à titre de représailles, mais parce que tout livre est fait pour être jugé et controversé. Cependant au lieu de prouver l'injustice de ce reproche et d'articuler un seul grief, il a trouvé plus simple de riposter par des injures, auxquelles un militaire ne répliquera jamais dans des livres, qui doivent avoir une autre destination que de recueillir des personnalités. Ceux qui com-

pareront la présente notice aux ridicules prétentions que me prête le général Bismarck jugeront entre nous.

Il est assez extraordinaire de m'accuser d'avoir dit que l'art de la guerre n'existait pas avant moi, tandis que dans le chapitre de Principes publié en 1807, dont j'ai parlé ci-dessus, et qui eut un certain succès dans le monde militaire, la première phrase commençait par ces mots : « *L'art de la guerre a existé de temps immémorial.....* » Ce que j'ai dit, c'est qu'il n'y avait pas de livres qui proclamassent l'existence des principes généraux, et en fissent l'application, par la stratégie, à toutes les combinaisons d'un théâtre de la guerre : j'ai dit que j'avais le premier tenté cette démonstration, et que d'autres l'ont perfectionnée dix ans après moi, sans cependant la rendre encore complète. Ceux qui nieraient cette vérité ne seraient pas de bonne foi.

Du reste, je n'ai jamais sali ma plume en attaquant personnellement les hommes studieux qui se dévouent pour la science, et si je n'ai pas partagé leurs dogmes, je l'ai exprimé avec modération et impartialité, il serait à désirer qu'on en agit toujours de la sorte. Revenons à notre sujet.

L'artillerie, depuis Gribeauval et d'Urtubie, a eu son aide-mémoire, et une foule d'ouvrages particuliers, au nombre desquels on distingue Decker, Paixhans, Hoyer, Ravichio et Rouvroy. Les discussions de plusieurs auteurs, entre autres celles du marquis de Chambray et du général Okouneff sur les feux de l'infanterie : enfin les dissertations d'une foule d'officiers consignées dans les intéressants journaux militaires de Vienne, de Berlin, de Munich, de Stuttgart et de Paris, ont contribué également aux progrès successifs des parties qu'ils ont discutées (1).

Quelques essais ont été tentés aussi pour

(1) Au nombre des rédacteurs de ces écrits, on doit signaler MM. Scheel, Wagner et Proketsch

comme ayant contribué à la juste réputation du *Journal militaire autrichien*.

une histoire de l'art depuis les anciens jusqu'à nos jours. Tranchant-Laverne l'a fait avec esprit et sagacité, mais incomplètement. Carrion-Nisas, trop verbeux pour les anciens, médiocre pour l'époque de la renaissance jusqu'à celle de la guerre de sept ans, a complètement échoué sur le système moderne. Rocquancourt a traité les mêmes sujets avec plus de succès. Le major prussien Ciriaci et son continuateur ont fait mieux encore. Enfin le capitaine Blanch, officier napolitain, a fait une analyse intéressante des différentes périodes de l'art écrit et de l'art pratiqué.

D'après cette nombreuse nomenclature des écrivains modernes, on jugera que le maréchal de Saxe, s'il revenait parmi nous, serait fort surpris de la richesse actuelle de notre littérature militaire, et il ne se plaindrait plus des ténèbres qui couvrent la science. Désormais les bons livres ne manqueront pas à ceux qui voudront étudier, car aujourd'hui on a des principes, tandis qu'on n'avait au XVIII^e siècle que des méthodes ou des systèmes.

Cependant, il faut en convenir, pour rendre la théorie aussi complète que possible, il manque un ouvrage important, qui selon toute apparence manquera encore longtemps; ce serait un examen bien approfondi des quatre différents systèmes suivis depuis un siècle : celui de la guerre de sept ans; celui des premières campagnes de la révolution; celui des grandes invasions de Napoléon; enfin celui de Wellington. De cet examen comparé, il faudrait déduire un système mixte, propre aux guerres régulières, qui participât des méthodes de Frédéric et de celles de Napoléon; ou pour mieux dire, il faudrait développer un double système pour les guerres ordinaires de puissance à puissance et pour les grandes invasions. J'ai esquissé un aperçu de cet important travail dans l'art. 24, chapitre III; mais comme le sujet exigerait des volumes entiers, j'ai dû me borner à indi-

quer la tâche à celui qui se sentira le courage et le loisir de la bien remplir, et qui serait en même temps assez heureux pour trouver la justification de ces doctrines mixtes, dans de nouveaux événements qui lui serviraient de preuves.

En attendant, je terminerai cette esquisse rapide par une profession de foi sur les polémiques dont ce *Tableau* et mon premier *Traité* ont été le sujet. En pesant tout ce qui a été dit pour ou contre, en mettant en parallèle les immenses progrès faits dans la science depuis trente ans, avec l'incrédulité de M. Clausewitz, je crois être en droit de conclure que l'ensemble de mes principes et des maximes qui en dérivent a été mal saisi par plusieurs écrivains; que les uns en ont fait l'application la plus erronée; que d'autres en ont tiré des conséquences exagérées qui n'ont jamais pu entrer dans ma tête, car un officier général, après avoir assisté à douze campagnes, *doit savoir que la guerre est un grand drame, dans lequel mille causes morales ou physiques agissent plus ou moins fortement, et qu'on ne saurait réduire à des calculs mathématiques.*

Mais je dois également l'avouer sans détour, vingt ans d'expérience n'ont fait que me fortifier dans les convictions ci-après :

« Il existe un petit nombre de principes fondamentaux de la guerre, dont on ne saurait s'écarter sans danger, et dont l'application au contraire a été presque en tout temps couronnée par le succès.

» Les maximes d'application dérivant de ces principes sont aussi en petit nombre, et, si elles se trouvent quelquefois modifiées selon les circonstances, elles peuvent néanmoins servir en général de boussole à un chef d'armée pour le guider dans la tâche, toujours difficile et compliquée, de conduire de grandes opérations au milieu du fracas et du tumulte des combats.

» Le génie naturel saura sans doute, par des inspirations heureuses, appliquer les principes aussi bien que pourrait le faire la

théorie la plus étudiée; mais une théorie simple, dégagée de tout pédantisme, remontant aux causes sans donner de systèmes absolus, basée en un mot sur quelques maximes fondamentales, suppléera souvent au génie, et servira même à étendre son développement en augmentant sa confiance dans ses propres inspirations.

» De toutes les théories sur l'art de la guerre, la seule raisonnable est celle qui, fondée sur l'étude de l'histoire militaire, admet un certain nombre de principes réguliers, mais laisse au génie naturel la plus grande part dans la conduite générale d'une guerre, sans l'enchaîner par des règles exclusives.

» Au contraire, rien n'est plus propre à tuer le génie naturel et à faire triompher l'erreur, que ces théories pédantesques, basées sur la fausse idée que la guerre est une science positive dont toutes les opérations peuvent être réduites à des calculs infailibles.

» Enfin les ouvrages métaphysiques et sceptiques de quelques écrivains ne réussiront pas non plus à faire croire qu'il n'existe aucune règle de guerre, car leurs écrits ne prouvent absolument rien contre des maximes appuyées sur les plus brillants faits d'armes modernes, et justifiées par les raisonnements mêmes de ceux qui croient les combattre.»

J'espère qu'après ces aveux on ne saurait m'accuser de vouloir faire de cet art une mécanique à rouages déterminés, ni de prétendre au contraire que la lecture d'un seul chapitre de principes puisse donner, au premier venu, le talent de conduire une armée. Dans tous les arts comme dans toutes les situations de la vie, *le savoir* et *le savoir-faire* sont deux choses tout à fait différentes, et si l'on réussit souvent par le dernier seulement, ce n'est jamais que la réunion des deux qui constitue un homme supérieur et assure un succès complet. Cependant, pour ne pas être accusé de pédantisme, je

me hâte d'avouer que, par *savoir*, je n'entends point une vaste érudition; il ne s'agit pas de *savoir beaucoup*, mais de *savoir bien*; de savoir surtout ce qui se rapporte à la mission qui nous est donnée.

Je fais des vœux pour que mes lecteurs, bien pénétrés de ces vérités, accueillent avec bienveillance ce nouveau *Précis*, qui aujourd'hui peut, je crois, être offert comme le livre le plus convenable à l'instruction d'un prince ou d'un homme d'État.

G. J.

Je n'avais pas cru devoir faire mention dans la notice ci-dessus, des ouvrages historiques militaires, qui ont signalé notre époque, parce qu'au fond ils n'entraient pas dans le sujet que j'avais à traiter. Cependant, comme ils ont aussi contribué aux progrès de la science, en cherchant à expliquer les causes de succès, on me permettra d'en dire quelques mots.

L'histoire purement militaire est un genre ingrat et difficile, car pour être utile aux hommes de l'art, elle exige des détails non moins arides que minutieux, mais nécessaires pour bien faire juger des positions et des mouvements. Aussi jusqu'à l'ébauche imparfaite de la guerre de sept ans que Lloyd a donnée, tous les écrivains militaires n'étaient pas sortis de l'ornière des relations officielles ou des panégyriques plus ou moins fatigants.

Les historiens militaires du XVIII^e siècle qui avaient tenu le premier rang, étaient : Dumont, Quincy, Bourcet, Pezay, Grimoard, Retzow et Tempelhof, le dernier surtout avait fait en quelque sorte école, bien que son ouvrage soit un peu surchargé de détails sur les marches et les campements : détails fort bons sans doute pour les jours de combat, mais fort inutiles dans l'histoire de toute une guerre, puisqu'ils se représentent presque chaque jour sous la même forme.

L'histoire purement militaire a fourni en France comme en Allemagne des écrits si nombreux depuis 1792, que la nomenclature seule formerait une brochure; je signalerai néanmoins ici les *Premières Campagnes de la révolution* par Grimoard; celles du général Gravert; les *Mémoires* de Suchet et de Saint-Cyr; les *Fragments* de Gourgaud et de Montholon; la grande entreprise des *Victoires et Conquêtes* sous la direction du général Beauvais; la *Collection précieuse des Batailles* du colonel Wagner et celle du major Kaussler. La *Guerre d'Espagne* par Napier; celle d'Égypte par Reynier. Les *Campagnes de Suwarow* par Laverne, les *Relations partielles* de Stutterheim, etc., etc. (1).

L'histoire à la fois politique et militaire, offre plus d'attrait, mais est aussi beaucoup plus difficile à bien traiter, et se concilie difficilement avec le genre didactique; car pour ne pas tuer sa narration, on doit supprimer précisément tous ces détails qui font le mérite d'une relation de guerre.

Depuis bien des siècles l'histoire politique et militaire n'avait eu, jusqu'à la chute de Napoléon, qu'un seul ouvrage vraiment remarquable; celui de Frédéric le Grand intitulé : *Histoire de mon temps* (2). Ce genre qui demande à la fois un style élégant, et des connaissances vastes et profondes en histoire et en politique, exige aussi un génie militaire suffisant pour bien juger les événements. Il faudrait décrire les rapports ou les intérêts des États comme Ancillon, et raconter les batailles comme Napoléon et Frédéric, pour produire un chef-d'œuvre

dans ce genre. Si nous attendons encore ce chef-d'œuvre, il faut convenir que quelques bons ouvrages ont paru depuis 30 ans : au nombre de ceux-ci nous devons mettre la *Guerre d'Espagne* de Foy; le *Précis des événements militaires* de Mathieu Dumas, et les *Manuscrits* de Fain, bien que le second manque de points de vue fermes, et que le dernier pêche par trop de partialité. Ensuite viennent les ouvrages de M. Ségur fils, écrivain plein de verve et de vues sages, qui nous a prouvé par l'*Histoire de Charles VIII*, qu'avec un peu plus de naturel dans le style, il pourrait enlever aux précédents la palme historique du grand siècle, qui attend encore son Polybe. Au troisième rang nous mettrons les histoires de Toulangeon et de Servan (3).

Enfin, il est un troisième genre; celui de l'histoire critique, appliquée aux principes de l'art, et plus spécialement affectée à développer les rapports des événements avec ces principes. Feuquières et Lloyd en avaient indiqué le chemin sans avoir eu beaucoup d'imitateurs jusqu'à la révolution. Ce dernier genre, moins brillant dans ses formes, n'en est peut-être que plus utile dans ses résultats; surtout quand la critique n'est pas poussée jusqu'à un rigorisme qui la rendrait souvent fausse et injuste.

Depuis 20 ans cette histoire, moitié didactique moitié critique, a fait de plus grands progrès que les autres, ou du moins elle a été cultivée avec plus de succès et a produit des résultats incontestables. Les campagnes publiées par l'archiduc Charles, celles ano-

(1) On pourrait citer encore les relations intéressantes de Labaume, de Saintine, de Mortonval, de Lapenne, Lenoble, Lafaille, ainsi que celles du major prussien Spath sur la Catalogne, du baron Volderndorf sur les campagnes des Bavares, et une foule d'autres écrits de même nature.

(2) Plusieurs historiens politiques, comme Ancillon, Ségur père, Karamsin, Guichardin, Archenholz, Schiller, Daru, Michaud, Salvandy, ont ra-

conté aussi avec talent bien des opérations de guerre, mais on ne saurait les compter au nombre des écrivains militaires.

(3) Je ne parle pas de la *Vie politique et militaire de Napoléon racontée par lui-même*, attendu qu'on a dit que j'en étais l'auteur; quant à celles de Norvins et de Thibaudeau, elles ne sont point militaires.

nymes du général Muffling, les relations partielles des généraux Pelet, Boutourlin, Clausewitz (1), Okouneff, Valentini, Ruhle; celles de MM. de Laborde, Koch, de Chambray : enfin les fragments publiés par MM. Wagner et Scheel, dans les intéressants journaux de Berlin et de Vienne, ont tous plus ou moins concouru au développement de la science de la guerre. Peut-être me serait-il permis aussi de revendiquer une petite part à ce résultat en faveur de ma longue *Histoire critique et militaire des guerres de la révolution* et des autres ouvrages historiques que j'ai publiés; car, spécialement rédigés pour prouver le triomphe permanent de l'application des principes, ces ouvrages n'ont jamais manqué de ramener tous les faits à ce point de vue dominant, et sous ce rapport du moins ils ont eu quelques succès (2); j'en appelle, pour appuyer cette assertion, à la piquante analyse critique de la guerre de la succes-

(1) Les ouvrages de Clausewitz ont été incontestablement utiles, quoique souvent ce soit moins par les idées de l'auteur que par les idées contraires qu'il fait naître. Ils eussent été plus utiles encore si un style prétentieux ne les rendait pas fréquemment inintelligibles. Mais, si comme auteur didactique il a plus soulevé de doutes qu'il n'a dévoilé de vérités, comme historien critique il a été imitateur peu scrupuleux. Les personnes qui auront lu ma campagne de 1799, publiée dix ans avant la sienne, ne nieront pas mon assertion, car il

sion d'Espagne, donnée par M. le capitaine Dumesnil.

Grâces à ce concours des ouvrages didactiques et de l'histoire critique, l'enseignement de la science n'est plus aussi difficile, et les professeurs qui seraient embarrassés aujourd'hui de faire de bons cours avec mille exemples pour les appuyer, seraient de tristes professeurs. Il ne faut pas en conclure néanmoins que l'art en soit arrivé au point de ne pas faire un pas de plus vers la perfection. Il n'y a rien de parfait sous le soleil!! Et si l'on rassemblait, sous la présidence de l'archiduc Charles ou de Wellington, un comité composé de toutes les notabilités stratégiques et tactiques du siècle, avec les plus habiles généraux du génie et de l'artillerie, ce comité ne parviendrait pas encore à faire une théorie parfaite, absolue et immuable, sur toutes les parties de la guerre, notamment sur la tactique!!

n'est pas une de mes réflexions qu'il n'ait répétée.

(2) On a pu reprocher bien des longueurs à quelques-uns de ces volumes, mais il est difficile de contenter tous les goûts en fait de relations militaires : les uns veulent tous les détails possibles, et les autres n'en veulent pas. J'avoue que séduit par l'école de Tempelhof, j'ai trop abondé dans le sens des premiers. Ces détails sont bons pour une relation de campagne isolée, mais non pour une guerre. Je me suis bien corrigé de ce défaut dans les derniers ouvrages.

PRÉCIS

DE

L'ART DE LA GUERRE.

DÉFINITION DE L'ART DE LA GUERRE.

L'art de la guerre, tel qu'on le conçoit généralement, se divise en cinq branches purement militaires ; la *stratégie*, la *grande tactique*, la *logistique*, l'*art de l'ingénieur* et la *tactique de détail* ; mais il est une partie essentielle de cette science qu'on en a, mal à propos, exclue jusqu'à présent, c'est la *politique de la guerre* (1). Bien que celle-ci tienne à la science de l'homme d'État plus particulièrement qu'à celle du guerrier, depuis qu'on a imaginé de séparer la toge de l'épée, on ne peut disconvenir toutefois que, si elle est inutile à un général subalterne, elle est indispensable à tout général commandant en chef une armée : elle entre dans toutes les combinaisons qui peuvent déterminer une guerre, et dans celles des opérations qu'on pourrait entreprendre :

(1) Il n'existe, à ma connaissance, que bien peu d'ouvrages sur cette matière : le seul même qui en porte le titre, c'est la *Politique de la guerre*, par Hay du Châtelet (1767). On y trouve qu'une armée voulant passer par un pont de pierres, doit le faire visiter par des charpentiers et des architectes, et que Darius n'eût pas été vaincu si, au lieu d'opposer toutes ses forces à Alexandre, il ne l'eût combattu qu'avec la moitié ! Étonnantes maximes de politique militaire ! Maizeroy a eu quelques

dès lors elle appartient nécessairement à la science que nous traitons.

D'après ces considérations, il semble que l'art de la guerre se compose réellement de six parties bien distinctes.

La 1^{re} est la politique de la guerre ;

La 2^e est la stratégie, ou l'art de bien diriger les masses sur le théâtre de la guerre, soit pour l'invasion d'un pays, soit pour la défense du sien ;

La 3^e est la grande tactique des batailles et des combats ;

La 4^e est la logistique ou l'application pratique de l'art de mouvoir les armées (2) ;

La 5^e est l'art de l'ingénieur, l'attaque et la défense des places ;

La 6^e est la tactique de détail.

On pourrait même y ajouter la philosophie ou la partie morale de la guerre ; mais il paraît plus convenable de la réunir

idées tout aussi vagues dans ce qu'il nomme la dialectique de la guerre. Lloyd est entré le plus avant dans la question ; mais combien son ouvrage laisse à désirer, et combien il a reçu de démentis par les événements inouïs de 1792 à 1815 !

(2) J'expliquerai à l'article 41 les motifs qui m'avaient déterminé à parler d'abord de la logistique sous un point de vue plus secondaire : on me saura gré, j'espère, des nouveaux rapports sous lesquels je l'ai envisagée.

dans une même section avec la politique.

Nous nous proposons d'analyser les principales combinaisons des quatre premières parties, notre but n'étant point de traiter la tactique de détail, ni l'art de l'ingénieur qui fait une science à part.

Pour être un bon officier d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, il est inutile de connaître toutes ces parties également bien; mais pour devenir un général, ou un officier d'état-major distingué, cette connaissance est indispensable. Heureux sont ceux qui les possèdent, et les gouvernements qui savent les mettre à leur place !

CHAPITRE I^{er}.

DE LA POLITIQUE DE LA GUERRE.

Nous donnerons ce titre aux combinaisons par lesquelles un homme d'État doit juger lorsqu'une guerre est convenable, opportune, ou même indispensable, et déterminer les diverses opérations qu'elle nécessitera pour atteindre son but.

Un État est amené à la guerre :

Pour revendiquer des droits ou pour les défendre ;

Pour satisfaire à de grands intérêts publics, tels que ceux du commerce, de l'industrie et de tout ce qui concerne la prospérité des nations ;

Pour soutenir des voisins dont l'existence est nécessaire à la sûreté de l'État ou au maintien de l'équilibre politique ;

Pour remplir les stipulations d'alliances offensives et défensives ;

Pour propager des doctrines, les comprimer ou les défendre ;

Pour étendre son influence ou sa puissance, par des acquisitions nécessaires au salut de l'État ;

Pour sauver l'indépendance nationale menacée ;

Pour venger l'honneur outragé ;

Par manie des conquêtes et par esprit d'invasion.

On juge que ces différentes espèces de guerre influent un peu sur la nature des opérations qu'elles exigeront pour arriver au but proposé, sur la grandeur des efforts qu'il faudra faire à cet effet et sur l'étendue des entreprises qu'on sera à même de former.

Sans doute chacune de ces guerres pourra être offensive ou défensive; celui même qui en serait le provocateur sera peut-être prévenu et réduit à se défendre, et l'attaqué pourra prendre aussitôt l'initiative s'il a su s'y préparer. Mais il y aura encore d'autres complications provenant de la situation respective des partis.

1° On fera la guerre seul contre une autre puissance ;

2° On la fera seul contre plusieurs États alliés entre eux ;

3° On la fera avec un puissant allié contre un ennemi seul ;

4° On sera la partie principale de la guerre, ou auxiliaire seulement ;

5° Dans ce dernier cas, on interviendra dès le début de la guerre ou au milieu d'une lutte déjà plus ou moins engagée ;

6° Le théâtre pourra être transporté sur le pays ennemi, sur un territoire allié, ou dans son propre pays ;

7° Si on fait la guerre d'invasion, elle peut être voisine ou lointaine, sage et mesurée, ou extravagante ;

8° La guerre peut être nationale, soit contre nous soit contre l'ennemi ;

9° Enfin il existe des guerres civiles et religieuses également dangereuses et déplorables.

La guerre une fois décidée, sans doute il faut la faire selon les principes de l'art, mais on conviendra toutefois qu'il y aura une grande différence dans la nature des opérations qu'on entreprendra, selon les diverses chances que l'on est appelé à cou-

rir. Par exemple, deux cent mille Français, voulant soumettre l'Espagne soulevée contre eux comme un seul homme, ne manœuvreraient pas comme 200,000 Français voulant marcher sur Vienne, ou toute autre capitale, pour y dicter la paix (1809); et l'on ne fera pas, aux guérillas de Mina, l'honneur de les combattre comme on a combattu à Borodino (1). Sans aller prendre des exemples si loin, pourrait-on dire que les 200,000 Français dont nous venons de parler dussent également marcher sur Vienne quel que fût l'état moral des gouvernements et des populations entre le Rhin et l'Inn ou entre le Danube et l'Elbe. On conçoit qu'un régiment doive toujours se battre à peu près de même, mais il n'en est pas ainsi des généraux en chef.

A ces différentes combinaisons, qui appartiennent plus ou moins à la politique diplomatique, on peut en ajouter d'autres, qui n'ont de rapport qu'à la conduite des armées. Nous donnerons à celles-ci le nom de *politique militaire*, ou *philosophie de la guerre*, car elles n'appartiennent exclusivement ni à la diplomatie, ni à la stratégie, et n'en sont pas moins de la plus haute importance dans les plans d'un cabinet, comme dans ceux d'un général d'armée. Commençons par analyser les combinaisons qui se rapportent à la diplomatie.

ARTICLE PREMIER.

Des guerres offensives pour revendiquer des droits.

Lorsqu'un État a des droits sur un pays voisin, ce n'est pas toujours une raison pour les réclamer à main armée. Il faut consulter les convenances de l'intérêt public avant de s'y déterminer.

(1) Ceci en réponse à M. le major Proketch, qui, malgré son érudition bien connue, a cru pouvoir soutenir que la politique de la guerre ne sau-

La guerre la plus juste sera celle qui, fondée sur des droits incontestables, offrira encore à l'État des avantages positifs, proportionnés aux sacrifices et aux chances auxquels il s'expose. Mais il se présente malheureusement de nos jours tant de droits contestables et contestés, que la plupart des guerres, quoique fondées en apparence sur des héritages, des testaments, des mariages, ne sont plus réellement que des guerres de convenance. La question de la succession d'Espagne sous Louis XIV était la plus naturelle en droit, puisqu'elle reposait sur un testament solennel, appuyé sur des liens de famille et sur le vœu général de la nation espagnole; néanmoins ce fut la plus contestée par toute l'Europe: elle produisit une coalition générale contre le légataire légitime.

Frédéric II, profitant d'une guerre de l'Autriche contre la France, évoque de vieux parchemins, entre en Silésie à main armée, et s'empare de cette riche province qui double la force de la monarchie prussienne. Le succès et l'importance de cette résolution en firent un coup de maître; car, si Frédéric n'eût pas réussi, il eût été tout-fois injuste de l'en blâmer; la grandeur de l'entreprise et son opportunité pouvaient excuser une telle irruption, autant qu'une irruption est excusable.

Dans une pareille guerre, il n'y a pas de règles à donner: *savoir attendre et profiter est tout*. Les opérations offensives doivent être proportionnées au but proposé. La première est naturellement celle d'occuper les provinces revendiquées; on peut ensuite pousser l'offensive selon les circonstances et les forces respectives, afin d'obtenir la cession désirée en menaçant l'adversaire chez lui; tout dépend des alliances qu'on aura su se ménager, et des moyens militaires

rait influencer sur les opérations, et que l'on doit toujours faire la guerre de même.

des deux partis. L'essentiel, dans une pareille offensive, c'est d'avoir un soin scrupuleux de ne pas éveiller la jalousie d'un tiers qui viendrait au secours de la puissance qu'on se propose d'attaquer. C'est à la politique à prévoir ce cas et à détourner une intervention, en donnant toutes les garanties nécessaires à ses voisins.

ARTICLE II.

Des guerres défensives en politique et offensives militairement.

Un État, attaqué par son voisin, qui réclame de vieux droits sur une province, se décide rarement à la céder sans combattre, et par pure conviction de la réalité de ces droits; il préfère défendre le territoire qu'on lui demande, ce qui est toujours plus honorable et plus naturel. Mais au lieu de demeurer passivement sur la frontière en attendant son agresseur, il peut lui convenir de prendre l'initiative ou l'offensive; tout dépend alors des positions militaires réciproques.

Il y a souvent de l'avantage à faire la guerre d'invasion; il y en a souvent aussi à attendre l'ennemi chez soi. Une puissance fortement constituée chez elle, qui n'a point de motifs de divisions, ni de craintes d'une agression tierce sur son propre territoire, trouvera toujours un avantage réel à porter les hostilités sur le sol ennemi. D'abord, elle évitera le ravage de ses provinces, ensuite, elle fera la guerre aux dépens de son adversaire, puis elle mettra toutes les chances morales de son côté, en excitant l'ardeur des siens, et frappant au contraire l'ennemi de stupeur dès le début de la guerre. Cependant, sous le point de vue purement militaire, il est certain qu'une armée opérant dans son propre pays, sur un échiquier dont tous les obstacles naturels ou artificiels sont en sa faveur et en son pou-

voir, où toutes ses manœuvres sont libres et secondées par le pays, par ses habitants et ses autorités, peut en espérer de grands avantages.

Ces vérités, qui semblent incontestables, sont susceptibles d'être appliquées à toute espèce de guerre; mais si les principes de la stratégie sont immuables, il n'en est pas de même des vérités de la politique de la guerre, qui subissent des modifications par l'état moral des peuples, les localités, les hommes qui sont à la tête des armées et des États. Ce sont ces nuances diverses qui ont accrédité l'erreur grossière qu'il n'y a pas de règles fixes à la guerre. Nous espérons prouver que la science militaire a des principes qu'on ne saurait violer sans être battu, lorsqu'on a affaire à un ennemi habile : c'est la partie politique et morale de la guerre qui seule offre des différences qu'on ne saurait soumettre à aucun calcul positif, mais qui sont susceptibles d'être soumises néanmoins à des calculs de probabilités. Il faut donc modifier les plans d'opérations selon les circonstances, bien que pour exécuter ses plans, il faille rester fidèle aux principes de l'art. On conviendra, par exemple, qu'on ne saurait combiner une guerre contre la France, l'Autriche ou la Russie, comme une guerre contre les Turcs, ou toute nation orientale dont les hordes braves, mais indisciplinées, ne sont susceptibles d'aucun ordre, d'aucune manœuvre raisonnable, ni d'aucune tenue dans les revers.

ARTICLE III.

Des guerres de convenance.

L'invasion de la Silésie par Frédéric II fut une guerre de convenance; celle de la succession d'Espagne également.

Il y a deux sortes de guerre de convenance, celles qu'un État puissant peut entreprendre pour se donner des limites natu-

nelles, pour obtenir un avantage politique ou commercial extrêmement important; celles qu'il peut faire pour diminuer la puissance d'un rival dangereux, ou empêcher son accroissement. Ces dernières rentrent, il est vrai, dans les guerres d'intervention; il n'est pas probable qu'un État attaque seul un rival dangereux; il ne le fera guère que par coalition, à la suite de conflits provenant de relations avec un tiers.

Toutes ces combinaisons étant du ressort de la politique plutôt que de la guerre, et les opérations militaires rentrant dans les autres catégories que nous traiterons, nous passerons sous silence le peu que l'on aurait à dire sur ce sujet.

ARTICLE IV.

Des guerres avec ou sans alliés.

Il est naturel que toute guerre avec un allié soit préférable à une guerre sans alliés, en supposant d'ailleurs toutes les autres chances égales. Sans doute un grand État sera plus sûr de réussir que deux États moins forts qui s'allieraient contre lui; mais encore vaut-il mieux avoir le renfort d'un de ses voisins que de lutter seul; non-seulement on se trouve renforcé de tout le contingent qu'il vous fournit, mais on affaiblit l'ennemi dans une proportion plus grande encore, car celui-ci n'aura pas seulement besoin d'un corps considérable pour l'opposer à ce contingent, il devra encore surveiller des portions de son territoire, qui sans cela eussent été à l'abri d'insulte. On s'assurera dans le paragraphe suivant qu'il n'y a pas de petits ennemis ni de petits alliés, qu'un grand État, tel redoutable qu'il soit, puisse impunément dédaigner : vérité que, du reste, l'on ne saurait mettre en doute sans dénier tous les enseignements de l'histoire.

ARTICLE V.

Des guerres d'intervention (1).

De toutes les guerres qu'un État puisse entreprendre, la plus convenable, la plus avantageuse pour lui, est certainement la guerre d'intervention dans une lutte déjà engagée. La cause en sera facile à comprendre : un État qui intervient de la sorte, met dans la balance tout le poids de sa puissance en commun avec la puissance pour laquelle il intervient; il y entre quand il veut, et lorsque le moment est le plus opportun pour donner une action décisive aux moyens qu'il y apporte.

Il est deux sortes d'interventions; la première est celle qu'un État cherche à introduire dans les *affaires intérieures* de ses voisins; la seconde est d'intervenir à propos dans ses *relations extérieures*.

Les publicistes n'ont jamais été bien d'accord sur le droit d'intervention intérieure; nous ne discuterons pas avec eux sur le point de droit, mais nous dirons que le fait est souvent arrivé. Les Romains durent une partie de leur grandeur à ces interventions, et l'empire de la compagnie anglaise dans l'Inde ne s'explique pas autrement. Les interventions intérieures ne réussissent pas toujours : la Russie doit en partie le développement de sa grandeur à celle que ses souverains surent apporter dans les affaires de Pologne; l'Autriche, au contraire, faillit périr pour avoir voulu intervenir dans les affaires intérieures de la révolution française. Ces sortes de combinaisons ne sont pas de notre ressort.

L'intervention dans les *relations extérieures* de ses voisins est plus légitime, plus naturelle et plus avantageuse peut-être. En effet, autant il est douteux qu'un État ait le droit de se mêler de ce qui se passe dans le for intérieur des autres, autant on lui

(1) Cet article a été écrit en 1829.

accordera le droit de s'opposer à ce que ceux-ci portent au dehors le trouble et le désordre, qui pourraient bientôt s'étendre jusqu'à lui.

Trois motifs peuvent engager à intervenir dans les guerres extérieures de ses voisins : le premier, c'est un traité d'alliance offensive et défensive qui vous engage à soutenir un allié ; le second, c'est le maintien de ce qu'on nomme l'équilibre politique, combinaisons des siècles modernes, aussi admirable qu'elle paraît simple, et qui fut néanmoins trop souvent méconnue par ceux-là même qui auraient dû en être les apôtres les plus fervents (1) ; le troisième motif, c'est de profiter d'une guerre engagée, non-seulement dans le but d'en détourner des conséquences fâcheuses, mais aussi pour en faire tourner les avantages au profit de celui qui intervient.

L'histoire offre mille exemples de puissances qui ont déchu pour avoir oublié ces vérités : « Qu'un État décline lorsqu'il souffre l'agrandissement démesuré d'un État rival, et qu'un État, fût-il même du second ordre, peut devenir l'arbitre de la balance politique lorsqu'il sait mettre à propos un poids dans cette balance. » C'en est assez pour démontrer l'avantage des guerres d'intervention, sous le point de vue de haute politique.

Quant au point de vue militaire, il est simple qu'une armée, apparaissant en tiers dans une lutte déjà établie, devienne prépondérante. Son influence sera d'autant plus décisive, à proportion que sa situation géographique aura d'importance relativement aux positions des deux armées déjà en guerre. Citons un exemple. Dans l'hiver de 1807, Napoléon franchit la Vistule et s'aventura jusque sous les murs de Königs-

berg, ayant l'Autriche derrière lui, et toute la masse de l'empire russe devant lui. Si l'Autriche avait fait déboucher 100,000 hommes de la Bohême sur l'Oder, c'en eût été fait, selon les plus grandes probabilités, de la toute-puissance de Napoléon ; son armée eût été trop heureuse de se faire jour pour regagner le Rhin, et tout porte à croire qu'elle n'y eût pas réussi. L'Autriche aimait mieux attendre d'avoir porté son armée à 400,000 hommes ; elle prit alors l'offensive deux ans après, avec cette masse formidable, et fut vaincue ; tandis qu'avec 100,000 hommes engagés à propos, elle eût décidé plus sûrement et plus facilement du sort de l'Europe.

Si les interventions sont de deux natures différentes, les guerres qui en résultent sont aussi de plusieurs espèces.

1° On intervient comme auxiliaire par suite de traités antérieurs et au moyen de corps secondaires dont la force est déterminée ;

2° On intervient comme partie principale pour soutenir un voisin plus faible dont on va défendre les États, ce qui transporte le théâtre de la guerre loin de vos frontières ;

3° On intervient aussi comme partie principale lorsqu'on est voisin du théâtre de la guerre, ce qui suppose une coalition de plusieurs grandes puissances contre une ;

4° Enfin on intervient dans une lutte déjà engagée, ou avant la déclaration de la guerre.

Lorsqu'on n'intervient qu'avec un contingent médiocre, par suite de traités stipulés, on n'est qu'un accessoire, et les opérations sont dirigées par la puissance principale. Lorsqu'on intervient par coalition et avec une armée imposante, le cas est différent.

(1) Croire à la possibilité d'un équilibre parfait, serait chose absurde. Il ne peut être question que d'une balance relative et approximative. Le principe du maintien de l'équilibre doit être la base de la politique, comme l'art de mettre en action le

plus de forces possible au point décisif est le principe régulateur de la guerre. Il va sans dire que l'équilibre maritime est une portion essentielle de la balance politique européenne.

Les chances militaires de ces guerres sont variées. L'armée russe, dans la guerre de sept ans, était au fond auxiliaire de l'Autriche et de la France ; toutefois, elle fut partie principale au nord jusqu'à l'occupation de la vieille Prusse par ses troupes : mais lorsque les généraux Fermor et Soltikoff conduisirent l'armée jusque dans le Brandebourg, alors elle n'agissait plus que dans un intérêt autrichien : ces troupes, lancées loin de leur base, étaient à la merci d'une bonne ou mauvaise manœuvre de leurs alliés.

De pareilles excursions lointaines exposent à des dangers, et sont ordinairement très-déliçates pour le général d'armée. Les campagnes de 1799 et 1805 en fournirent de tristes preuves que nous rappellerons en traitant ces expéditions sous le rapport militaire (art. 29).

Il résulte de ces exemples, que ces interventions lointaines peuvent souvent compromettre les armées qui en sont chargées ; mais en échange on a l'avantage que le pays du moins ne saurait être aussi facilement envahi, puisque le théâtre de la guerre est porté loin de ses frontières : ce qui fait le malheur du général, est ici un bien pour l'État.

Dans les guerres de cette nature, l'essentiel est de choisir un chef d'armée à la fois politique et militaire ; de bien stipuler avec ses alliés la part que chacun doit prendre aux opérations ; enfin, de déterminer un point objectif qui soit en harmonie avec les intérêts communs ; ce fut par l'oubli de ces précautions que la plupart des coalitions échouèrent, ou luttèrent avec peine contre une puissance moins forte au total, mais plus unie.

La troisième espèce de guerre d'intervention ou d'à-propos, indiquée ci-dessus, celle en un mot qui consiste à intervenir de toute sa puissance et à proximité de ses frontières, est plus favorable que les autres. C'est le cas où l'Autriche se fût trouvée en 1807,

si elle avait su profiter de sa position ; c'est aussi celui où elle se trouva en 1813. Voisine de la Saxe, où Napoléon venait de réunir ses forces, prenant même à revers le front d'opérations des Français sur l'Elbe, elle mettait 200,000 hommes dans la balance, avec presque certitude de succès : l'empire de l'Italie et l'influence sur l'Allemagne, perdus par quinze ans de revers, furent reconquis en deux mois. L'Autriche avait, dans cette intervention, non-seulement les chances politiques, mais encore les chances militaires en sa faveur ; double résultat qui indique le plus haut degré d'avantages auquel les chefs d'un État puissent aspirer.

Le cabinet de Vienne réussit d'autant plus sûrement, que son intervention n'était pas seulement de la nature de celles mentionnées à l'article 3, c'est-à-dire, assez voisine de ses frontières pour permettre le plus grand développement possible de ses forces ; mais encore parce qu'il intervenait dans une lutte déjà engagée, dans laquelle il entraînait de tout le poids de ses moyens et à l'instant qui lui convenait. Ce double avantage est tellement décisif que l'on a vu, non-seulement les grandes monarchies, mais même de très-petits États, devenir prépondérants en sachant saisir cet à-propos. Deux exemples suffiront pour le prouver. En 1552, l'électeur Maurice de Saxe osa se déclarer ouvertement contre Charles-Quint, maître de l'Espagne, de l'Italie et de l'Empire germanique, contre Charles, victorieux de François I^{er} et pressant la France dans ses serres. Cette levée de boucliers, qui transporta la guerre jusqu'au cœur du Tyrol, arrêta le grand homme qui menaçait de tout engloutir. En 1706, le duc de Savoie, Victor-Amédée, se déclarant contre Louis XIV, change la face des affaires en Italie, et ramène l'armée française des rives de l'Adige jusqu'aux murs de Turin, où elle éprouve la sanglante catastrophe qui immortalisa le prince Eugène. Combien

d'hommes d'État paraîtront petits à ceux qui ont médité sur ces deux événements et sur les hautes questions auxquelles ils se rattachent !

Nous en avons assez dit sur l'importance et les avantages de ces interventions opportunes ; le nombre des exemples pourrait être multiplié à l'infini, mais cela ne saurait rien ajouter à la conviction de nos lecteurs.

ARTICLE VI.

Des guerres d'invasion par esprit de conquêtes ou autres causes.

Il importe avant tout de remarquer qu'il y a deux espèces d'invasions bien différentes ; celles qui s'attaquent à des puissances limitrophes, et celles qui sont portées au loin, en traversant de vastes contrées dont les populations seraient plus ou moins neutres, douteuses, ou hostiles.

Les guerres d'invasion faites par esprit de conquêtes ne sont malheureusement pas toujours les plus désavantageuses : Alexandre, César, et Napoléon dans la moitié de sa carrière, ne l'ont que trop prouvé. Toutefois, ces avantages ont des limites fixées par la nature même, et qu'il faut se garder de franchir, parce qu'on tombe alors dans des extrêmes désastreux.

Cambyse en Nubie, Darius chez les Scythes, Crassus et l'empereur Julien chez les Parthes, enfin Napoléon en Russie, fournissent de sanglants témoignages de ces vérités. Il faut l'avouer néanmoins, la manie des conquêtes ne fut pas toujours le seul mobile du dernier : sa position personnelle et sa lutte avec l'Angleterre, le poussèrent à des entreprises dont le but évident était de sortir victorieux de cette lutte : l'amour de la guerre et de ses hasards était manifeste chez lui, mais il y fut encore entraîné par la nécessité de plier sous l'Angleterre ou de triompher de ses efforts. On dirait qu'il fut

envoyé dans ce monde pour apprendre aux généraux d'armées, comme aux chefs des États, tout ce qu'ils doivent éviter : ses victoires sont des leçons d'habileté, d'activité et d'audace ; ses désastres sont des exemples modérateurs imposés par la prudence.

La guerre d'invasion, sans motifs plausibles, est un attentat contre l'humanité, c'est du Gengiskan ; mais lorsqu'elle peut être justifiée par un grand intérêt et un motif louable, elle est susceptible d'excuses, si ce n'est même d'approbation.

L'invasion de l'Espagne, exécutée en 1808, et celle qui eut lieu en 1823, diffèrent certainement autant dans leur but que dans leurs résultats : la première, dictée par l'esprit d'invasion et conduite avec astuce, menaçait l'existence de la nation espagnole, et fut fatale à son auteur ; la seconde ne combattant que des doctrines dangereuses et ménageant les intérêts généraux, réussit d'autant mieux qu'elle trouva un point d'appui décisif dans la majorité du peuple dont elle foulait momentanément le territoire. Nous n'entreprendrons point de les juger selon le droit naturel ; de pareilles questions appartiennent au droit politique d'intervention. Loin de les discuter, nous les présentons ici simplement comme preuves qu'une invasion n'est pas toujours du Gengiskan. La première que nous venons de citer contribua à la perte de Napoléon ; l'autre remplaça la France dans la situation relative avec l'Espagne, qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Adressons des vœux au ciel pour qu'il rende ces invasions aussi rares que possible ; mais reconnaissons qu'un État fait mieux d'envahir ses voisins que de se laisser attaquer lui-même. Reconnaissons aussi que le moyen le plus sûr de ne pas protéger l'esprit de conquêtes et d'usurpation, c'est de savoir intervenir à propos pour lui mettre des digues.

En supposant donc une guerre d'invasion résolue, et motivée non sur l'espoir

immodéré des conquêtes mais sur une saine raison d'État, il importe de mesurer cette invasion au but qu'on se propose et aux obstacles qu'on peut y rencontrer, soit du pays même, soit de ses alliés.

Une invasion contre un peuple exaspéré et prêt à tous les sacrifices, qui peut espérer d'être soutenu en hommes et en argent par un voisin puissant, est une entreprise épineuse; la guerre de Napoléon en Espagne le prouve évidemment; les guerres de la révolution de France en 1792, 1793, 1794, le démontrent mieux encore; car si cette dernière puissance fut moins prise au dépourvu que l'Espagne, elle n'eut pas non plus une grande alliance pour concourir à sa défense; elle fut assaillie par l'Europe entière et sur terre et sur mer.

Après de pareils exemples, quel intérêt pourraient avoir de sèches maximes? C'est dans l'histoire de ces grands événements qu'il faut puiser des règles de conduite.

Les invasions des Russes en Turquie présentaient, sous quelques rapports, les mêmes symptômes de résistance nationale; cependant, il faut l'avouer, les conditions en étaient différentes: la haine religieuse des Ottomans pouvait les faire courir aux armes; mais, campés au milieu d'une population grecque deux fois plus nombreuse qu'eux, les Turcs ne trouvaient pas, dans une insurrection générale, l'appui qu'ils y auraient trouvé si tout l'empire eût été musulman, ou s'ils eussent su fondre les intérêts des Grecs avec ceux des conquérants, comme la France sut faire, des Alsaciens, les meilleurs Français du royaume: dans ce cas, ils eussent été plus forts, mais il n'y aurait plus eu de fanatisme religieux.

La guerre de 1828 a prouvé que les Turcs n'étaient respectables que sur l'enceinte de leurs frontières, où se trouvaient réunies

leurs milices les plus guerrières, tandis que l'intérieur tombe en ruines.

Lorsqu'une invasion n'a rien à craindre des peuples, et qu'elle s'applique à un État limitrophe, alors ce sont les lois de la stratégie qui en décident et qu'il faut surtout consulter: c'est ce qui rendit les invasions de l'Italie, de l'Autriche, de la Prusse, si promptes. Ces chances militaires seront traitées à l'article 29.

Mais lorsqu'au contraire une invasion est lointaine et doit traverser de vastes contrées pour arriver à son but, c'est à la politique bien plus qu'à la stratégie qu'il faut avoir recours pour en préparer le succès. En effet, la première condition de ce succès sera toujours l'alliance sincère et dévouée d'une puissance voisine de celle que l'on voudrait attaquer, puisqu'on trouvera, dans son concours franc et intéressé, non-seulement un surcroît de forces, mais encore une base solide pour établir ses dépôts à l'avance, pour asseoir ses opérations, et se procurer enfin un refuge assuré en cas de besoin. Or, pour espérer une telle alliance, il faut que la puissance sur laquelle on veut compter ait le même intérêt que vous au succès de l'entreprise.

Si la politique est surtout décisive dans les expéditions lointaines, ce n'est pas à dire qu'elle soit sans influence même sur les invasions limitrophes, car une intervention hostile peut arrêter le cours des plus brillants succès. Les invasions de l'Autriche en 1805 et 1809 auraient probablement pris une autre tournure si la Prusse y fût intervenue: celle du Nord de l'Allemagne en 1807 dépendit également beaucoup du cabinet de Vienne. Enfin, celle de la Romélie en 1829, assurée par les démarches d'une politique sage et modérée, aurait pu avoir de fâcheux résultats si l'on n'avait pas eu soin d'écarter toute chance d'intervention par ces négociations.

ARTICLE VII.

Des guerres d'opinions.

Quoique les guerres d'opinions, les luttes nationales et les guerres civiles se confondent quelquefois dans un même conflit, elles diffèrent cependant assez entre elles pour que nous dussions les traiter séparément.

Les guerres d'opinions se présentent sous trois faces ; elles se borneront à une lutte intestine, c'est-à-dire, à la guerre civile, où elles seront à la fois une lutte intérieure et extérieure ; il peut arriver aussi, mais rarement, qu'elles se bornent à un conflit avec l'étranger.

Les guerres d'opinions ou de doctrines entre deux États (1) appartiennent aussi à la classe des guerres d'intervention, car elles résulteront toujours, ou de doctrines qu'un parti voudra imposer à ses voisins par propagande, ou de doctrines que l'on voudra combattre et comprimer ; ce qui amène en tout cas l'intervention.

Ces guerres, soit qu'elles proviennent de dogmes religieux ou de dogmes politiques, n'en sont pas moins déplorables, car ainsi que les guerres nationales, elles excitent toujours des passions violentes qui les rendent haineuses, cruelles, terribles.

Les guerres de l'islamisme, celles des croisades, la guerre de trente ans, celles de la ligue, offrent toutes, avec plus ou moins de force, les symptômes de leur espèce. Sans doute, la religion fut quelquefois un prétexte politique ou un moyen, plutôt qu'une affaire de dogmes. Il est probable que les successeurs de Mahomet s'inquiétaient plus d'étendre leur empire, que de prêcher l'alcoran, et ce ne fut sans doute pas pour faire triompher l'Église romaine,

que Philippe II soutint la ligue en France. Nous accorderons même à M. Ancelot, que Louis IX, lorsqu'il fit sa croisade en Égypte, pensait plus au commerce de l'Inde qu'à conquérir le Saint-Sépulchre.

Lorsqu'il en est ainsi, le dogme n'est pas seulement le prétexte, c'est aussi quelquefois un puissant moyen, car il remplit le double but d'exciter l'ardeur des siens, et de se créer un parti. Par exemple les Suédois, dans la guerre de trente ans, et Philippe II en France, avaient dans le pays un auxiliaire plus puissant que leurs propres armées. Mais il arrive aussi que le dogme pour lequel on combat n'a que des ennemis, et alors la lutte est terrible. Ce fut le cas des luttes de l'islamisme et des croisades.

Les guerres d'opinions politiques présentent à peu près les mêmes chances de points d'appui et de résistance. On se rappelle, par exemple, qu'en 1792, on vit des sociétés d'extravagants qui pensaient réellement à promener la fameuse déclaration des droits de l'homme dans toute l'Europe, et les gouvernements, justement alarmés, ne prirent sans doute les armes que dans l'idée de repousser la lave de ce volcan dans son cratère, et de l'y étouffer. Mais le moyen n'était pas heureux, car la guerre et l'agression sont de mauvaises mesures pour arrêter un mal qui gît tout entier dans des passions exaltées par un paroxysme instantané, d'autant moins durable qu'il est plus violent. Le temps, voilà le vrai remède contre toutes les mauvaises passions, contre les doctrines anarchiques ! Une nation éclairée peut subir un instant le joug d'une multitude déchaînée par des factieux, mais ces orages passent et la raison revient. Vouloir arrêter une pareille multitude par une force étrangère, c'est à peu près comme si l'on voulait arrêter une mine au moment où la mèche vient d'atteindre aux poudres et d'y causer l'explosion. N'est-il pas plus sage de laisser partir la mine et d'en combler

(1) Je parle ici de guerres entre deux puissances et non de guerres intestines qui font un article à part.

ensuite l'entonnoir que de s'exposer à sauter avec elle (1)?

Une étude approfondie de la révolution française m'a convaincu que si l'on n'avait pas menacé les Girondins et l'Assemblée nationale par des armements, jamais ils n'auraient osé porter une main sacrilège sur le faible mais vénérable Louis XVI. Jamais la Gironde n'eût été écrasée par la Montagne sans les revers de Dumouriez et les menaces de l'invasion. Et si l'on eût laissé les partis se heurter à leur aise, il est probable que l'Assemblée nationale, au lieu de faire place à la terrible Convention, fût revenue peu à peu à la restauration des bonnes doctrines monarchiques tempérées, selon les besoins et l'usage immémorial de la France.

Considérées sous le rapport militaire, ces guerres sont terribles, parce que l'armée envahissante ne s'attaque pas seulement aux forces militaires de l'ennemi, mais à des masses exaspérées. On peut objecter, il est vrai, que la violence d'un parti procurera précisément un appui par la création d'un parti contraire : il est incontestable que ce résultat est plus sûr encore que dans les luttes religieuses ; mais si le parti exaspéré tient toutes les ressources de la force publique, les armées, les places, les arsenaux, et s'il s'appuie sur les masses les plus nombreuses, que pourrait alors l'appui d'un parti dénué de tous ces moyens ? que purent cent mille Vendéens et cent mille fédéralistes pour la coalition en 1793 !!

L'histoire n'offre qu'un seul exemple d'une lutte pareille à celle de la révolution française, et elle semble démontrer tout le danger de s'attaquer à une nation exaltée. Cependant la mauvaise conduite des opérations militaires a pu aussi contribuer à son résultat inespéré, et, pour pouvoir déduire des maximes certaines de cette guerre, il faudrait savoir ce qui serait arrivé si, après

la fuite de Dumouriez, au lieu de détruire les forteresses à coup de canon et d'en prendre possession en leur nom, les alliés eussent écrit aux commandants de ces forteresses, qu'ils n'en voulaient ni à la France, ni à ses places, ni à sa brave armée, et qu'ils eussent marché avec 200,000 hommes sur Paris. Peut-être y eussent-ils relevé la monarchie, mais peut-être aussi n'en seraient-ils pas revenus, à moins qu'une force égale n'eût protégé leur retour sur le Rhin. C'est ce qu'il serait difficile de décider, puisque jamais l'épreuve n'en fut faite, et que tout eût dépendu, dans ce cas, du parti qu'auraient pris la nation et l'armée française. Le problème présente donc deux hypothèses également graves : la campagne de 1793 ne l'a résolu que dans un sens ; il serait difficile de le résoudre dans l'autre, c'est à l'expérience seule qu'appartiennent de semblables solutions.

Quant aux règles militaires à donner pour ces guerres, elles sont à peu près les mêmes que celles pour les luttes nationales ; elles diffèrent cependant dans un point capital : c'est que, dans les dernières, on doit occuper et soumettre le pays, assiéger et réduire ses places, détruire ses armées, subjuguier toutes les provinces ; tandis que dans les affaires d'opinions il s'agit moins de soumettre le pays et de s'occuper d'accessoires ; il faut des moyens suffisants pour aller droit au but, sans s'arrêter à aucune considération de détail, et en s'appliquant sur toute chose à éviter ce qui pourrait alarmer la nation sur son indépendance et sur l'intégrité de son territoire.

La guerre faite à l'Espagne en 1823, et dont nous avons parlé à l'article précédent, est un exemple à citer en faveur de ces vérités, en opposition à celui de la révolution française. Sans doute les conditions étaient un peu différentes, car l'armée française de 1792 était composée d'éléments plus solides que celle des radicaux de l'île de Léon. La guerre de la révolution fut à la fois guerre

(1) On pense bien que je n'applique ceci qu'aux grands États.

d'opinions, guerre nationale et guerre civile, tandis que si la première guerre d'Espagne, en 1808, fut toute nationale, celle de 1823 fut une lutte partielle d'opinions sans nationalité, de là l'énorme différence des résultats.

L'expédition du duc d'Angoulême fut du reste bien conduite quant à l'exécution (1). Loin de s'amuser à prendre des places, son armée agit conformément aux maximes susmentionnées : après avoir poussé vivement jusqu'à l'Ebre, elle se divisa ici pour saisir dans leurs sources tous les éléments de force des ennemis, parce qu'elle savait bien que, secondée par la majorité des habitants du pays, elle pouvait se diviser sans danger. Si elle avait suivi les instructions du ministère, qui lui prescrivaient de soumettre méthodiquement tout le pays et les places situés entre les Pyrénées et l'Ebre, afin de se baser militairement, elle aurait peut-être manqué son but, ou du moins rendu la lutte longue et sanglante, en soulevant l'orgueil national par l'idée d'une occupation pareille à celle de 1807. Mais, enhardie par le bon accueil de toutes les populations, elle comprit que c'était une opération plus politique que militaire, et qu'il s'agissait de mener rapidement à fin. Sa conduite, bien différente de celle des coalisés en 1793, mérite d'être mûrie par tous ceux qui auraient de pareilles expéditions à diriger : aussi arriva-t-elle en moins de trois mois jusque sous les murs de Cadix.

Si ce qui se passe aujourd'hui dans la Péninsule atteste que la politique ne sut pas profiter de ses succès et fonder un ordre de choses convenable et solide, la faute n'en fut ni à l'armée ni à ses chefs, mais au gouvernement espagnol qui, livré au conseils de violents réactionnaires, ne fut point

(1) Il y eut bien quelques fautes commises, sous le triple rapport politique, militaire et administratif, mais elles furent, dit-on, l'ouvrage de ces coteries qui ne manquent jamais à tous les quar-

à la hauteur de sa mission. Arbitre entre deux grands intérêts hostiles, Ferdinand se jeta à corps perdu dans les bras de celui des partis qui affectait une grande vénération pour le trône, mais qui comptait bien exploiter l'autorité royale à son profit, sans s'inquiéter des suites pour l'avenir. La nation resta scindée en deux camps ennemis, qu'il n'eût peut-être pas été impossible de calmer et de rapprocher avec le temps. Ces camps en sont venus de nouveau aux prises, comme je l'avais prédit à Vérone en 1823 ; grande leçon, dont il paraît du reste que personne n'est disposé à profiter dans ce beau et trop malheureux pays ! bien que l'histoire ne manque pas d'exemples pour attester que les réactions violentes ne sont pas plus que les révolutions, des éléments propres à construire et à consolider. Dieu veuille qu'il sorte de cet effroyable conflit, un trône fort et respecté, également affranchi de toutes les factions, et appuyé sur une armée disciplinée, aussi bien que sur les intérêts généraux du pays : un trône enfin, capable de rallier cette inconcevable nation espagnole, qui, par des qualités non moins extraordinaires que ses défauts, fut toujours un problème pour ceux mêmes que l'on aurait cru le mieux en état de la juger.

ARTICLE VIII.

Des guerres nationales.

Les guerres nationales, dont nous avons déjà été forcé de dire quelques mots en parlant de celles d'invasion, sont les plus redoutables de toutes ; on ne peut donner ce nom qu'à celles qui se font contre une population entière, ou du moins contre la

tiers généraux. Du reste, l'ensemble des opérations fit honneur au général Guilleminot, qui les dirigeait sous le prince, et qui, après le peuple espagnol, put revendiquer la principale part au succès.

majorité de cette population animée d'un noble feu pour son indépendance; alors chaque pas est disputé par un combat; l'armée qui entre dans un tel pays n'y possède que le champ où elle campe; ses approvisionnements ne peuvent se faire qu'à la pointe de l'épée; ses convois sont partout menacés ou enlevés.

Ce spectacle du mouvement spontané de toute une nation se voit rarement, et s'il présente quelque chose de grand et de généreux qui commande l'admiration, les suites en sont si terribles que, dans l'intérêt de l'humanité, on doit désirer de ne le voir jamais (1).

Un tel mouvement peut être produit par les causes les plus opposées : un peuple se lève en masse à la voix de son gouvernement, et ses maîtres mêmes lui en donnent l'exemple en se mettant à sa tête, lorsqu'ils sont animés d'un noble amour pour leur souverain et pour la patrie : de même un peuple fanatique s'arme à la voix de ses moines, et un peuple exalté par des opinions politiques, ou par l'amour sacré qu'il porte à ses institutions, se précipite au-devant de l'ennemi pour défendre ce qu'il a de plus cher.

La domination de la mer entre pour beaucoup dans les résultats d'une invasion nationale : si le peuple soulevé a une grande étendue de côtes, et s'il est maître de la mer, ou allié d'une puissance qui la domine, alors sa résistance est centuplée, non-seulement par la facilité qu'on a d'alimenter le feu de l'insurrection, d'alarmer l'ennemi sur tous les points du pays qu'il occupe, mais encore par les difficultés qu'on opposera à ses approvisionnements par la voie maritime.

(1) On verra plus loin qu'il ne faut pas confondre ce vœu contre les levées en masse, avec les défenses nationales prescrites par les institutions, et réglées par les gouvernements.

(2) Les haies et les fossés qui séparent les pro-

La nature du pays contribue beaucoup aussi à la facilité d'une défense nationale; les pays de montagnes sont toujours ceux où un peuple est plus redoutable. Après ceux-ci viennent les pays coupés de vastes forêts.

La lutte des Suisses contre l'Autriche et contre le duc de Bourgogne; celle des Catalans en 1712 et en 1809; les difficultés que les Russes éprouvent à soumettre les peuples du Caucase; enfin les efforts réitérés des Tyroliens, démontrent assez que les peuples des montagnes ont toujours résisté plus longtemps que ceux des plaines, tant par leur caractère et leurs mœurs, que par la nature des lieux. Les défilés et les grandes forêts favorisent, aussi bien que les rochers, ce genre de défense partielle : et le Bocage de la Vendée, devenu si justement célèbre, prouve que tout pays de chicane, même s'il n'est coupé que de haies, de fossés, de canaux, présente un pareil résultat quand il est bravement défendu (2).

Les obstacles qu'une armée régulière rencontre, dans les guerres d'opinions comme dans les guerres nationales, sont immenses et rendent très-difficile la mission du général chargé de la conduire. Les événements que nous venons de citer, ainsi que la lutte des Pays-Bas contre Philippe II, et celle des Américains contre les Anglais, en fournissent des preuves évidentes : mais la lutte bien plus extraordinaire de la Vendée contre la République victorieuse; celles de l'Espagne, du Portugal et du Tyrol contre Napoléon; enfin celles toutes palpitantes de la Morée contre les Turcs, et de la Navarre contre les forces de la reine Christine, sont des exemples plus frappants encore.

priétés dans la Vendée, sont si grands qu'ils font de chaque ferme une véritable redoute dont les habitants du pays sont seuls exercés à franchir les obstacles. Les haies et fossés ordinaires, quoique utiles, ne sauraient avoir la même importance.

C'est surtout lorsque les populations ennemies sont appuyées d'un noyau considérable de troupes disciplinées, qu'une pareille guerre offre d'immenses difficultés (1). Vous n'avez qu'une armée, vos adversaires ont une armée et un peuple entier levé en masse ou du moins en bonne partie; un peuple faisant arme de tout, dont chaque individu conspire votre perte, dont tous les membres, même les non-combattants, prennent intérêt à votre ruine en la favorisant par tous les moyens. Vous n'occupez guère que le sol sur lequel vous campez; hors des limites de ce camp, tout vous devient hostile, et multiplie, par mille moyens, les difficultés que vous rencontrez à chaque pas.

Ces difficultés deviennent surtout sans mesure lorsque le pays est fortement coupé d'accidents naturels : chaque habitant armé connaît les moindres sentiers et leurs aboutissants; partout il trouve un parent, un frère, un ami, qui le seconde : les chefs connaissant de même le pays et apprenant à l'instant le moindre de vos mouvements, peuvent prendre les mesures les plus efficaces pour déjouer vos projets, tandis que, privés de tous renseignements, hors d'état de risquer des détachements d'éclaireurs pour en recevoir, n'ayant d'autre appui que dans vos baïonnettes, et de sûreté que dans la concentration de vos colonnes, vous agissez en aveugles : chacune de vos combinaisons devient une déception, et lorsqu'après les mouvements les mieux concertés, les marches les plus rapides et les plus fatigantes, vous croyez toucher au terme de vos efforts et frapper un coup de foudre, vous ne trouvez plus d'autres traces de l'ennemi que la fumée de ses bivouacs; assez semblables à Don-Quichotte, vous courez ainsi contre des moulins à vent, lorsque

vos adversaires se jette lui-même sur vos communications, écrase les détachements laissés pour les garder, surprend vos convois, vos dépôts, et vous fait une guerre désastreuse dans laquelle il faut nécessairement succomber à la longue.

J'ai eu par moi-même dans la guerre d'Espagne deux terribles exemples de cette nature. Lorsque le corps de Ney remplaça celui de Soult à la Corogne, j'avais cantonné les compagnies du train d'artillerie entre Betanzos et la Corogne, au milieu de quatre brigades qui en étaient distantes de 2 à 3 lieues, aucune troupe espagnole ne se montrait à 20 lieues à la ronde, Soult occupait encore Saint-Jacques de Compostelle, la division Maurice Mathieu était au Ferrol et à Lugo, celle de Marchand à la Corogne et Betanzos; cependant, une belle nuit, ces compagnies du train disparurent, hommes et chevaux, sans que nous ayons jamais pu même apprendre ce qu'elles étaient devenues; un seul caporal blessé se sauva, et nous assura que c'étaient les paysans conduits par des prêtres ou des moines, qui les avaient égorgées.

Quatre mois après, le maréchal Ney marchait, avec une seule division, à la conquête des Asturies, et descendait par la vallée de la Navia, tandis que Kellermann débouchait de Léon par la route d'Oviedo. Une partie du corps de la Romana qui gardait les Asturies, fila par le revers même des hauteurs qui encaissent la vallée de la Navia, à une lieue au plus de nos colonnes, sans que le maréchal en sut un mot; au moment où celui-ci entra à Gijon, l'armée de la Romana vint tomber au milieu des régiments isolés de la division Marchand, qui, dispersés pour garder toute la Galice, faillirent être enlevés séparément, et ne se sauvèrent que par le prompt retour du maréchal

(1) Sans l'appui d'une armée régulière disciplinée, les soulèvements populaires seraient toujours facilement comprimés, ils pourraient trainer en

longueur comme les débris de la Vendée; mais ils n'empêcheraient ni l'invasion ni la conquête.

à Lugo. La guerre d'Espagne offrit mille scènes aussi piquantes que celle-ci. Tout l'or du Mexique n'aurait pu suffire pour procurer quelques renseignements aux Français, et ceux qu'on leur donnait n'étaient que des leurres pour les faire tomber plus facilement dans des pièges.

Aucune armée, quelque aguerrie qu'elle fût, ne pourrait lutter avec succès contre un pareil système appliqué à un grand peuple, à moins qu'elle n'eût des forces tellement formidables qu'elle pût occuper fortement tous les points essentiels du pays, couvrir ses propres communications, et fournir encore des corps actifs assez considérables pour battre l'ennemi partout où il se présenterait. Mais lorsque cet ennemi a lui-même une armée régulière un peu respectable pour servir de noyau à la résistance des populations, quelles forces ne faudrait-il pas pour être à la fois supérieur partout et assurer les communications lointaines contre des corps nombreux?

C'est particulièrement la guerre dans la Péninsule Ibérique qu'il importe de bien étudier, pour apprécier toutes les entraves qu'un général et de braves troupes peuvent rencontrer dans la conquête ou l'occupation d'un pays ainsi soulevé. Quels efforts de patience, de courage et de résignation ne fallut-il pas aux phalanges de Napoléon, de Masséna, de Soult, de Ney et de Suchet, pour tenir tête durant six années entières à 3 ou 400,000 Espagnols et Portugais armés, secondés par les armées régulières des Wellington, des Beresford, des Blake, la Romana, Cuesta, Castagnos, Reding et Balasteros.

Les moyens de réussir dans une telle guerre sont assez difficiles : déployer d'abord une masse de forces proportionnée à la résistance et aux obstacles qu'on doit rencontrer ; calmer les passions populaires par tous les moyens possibles ; les user par le temps ; déployer un grand mélange de politique, de douceur et de sévérité, sur-

tout une grande justice ; tels sont les premiers éléments de succès. Les exemples de Henri IV dans les guerres de la ligue, du maréchal de Berwick en Catalogne, de Suchet en Aragon et à Valence, de Hoche en Vendée, sont des modèles d'un genre différent, mais qui peuvent être employés selon les circonstances avec le même succès. L'ordre et la discipline admirables, maintenus par les armées des généraux Diebitsch et Paskévitch dans la dernière guerre, sont aussi des modèles à citer, et ne contribuèrent pas peu à la réussite de leurs entreprises.

Les obstacles inouïs que présente une lutte nationale, à l'armée qui veut envahir un pays, ont porté quelques esprits spéculatifs à désirer qu'il n'y eût jamais d'autres guerres, parce qu'alors elles deviendraient plus rares, et que les conquêtes devenant ainsi plus difficiles, offriraient moins d'appât à des chefs ambitieux.

Ce raisonnement est plus spécieux que juste, car pour en admettre les conséquences, il faudrait pouvoir toujours inspirer aux populations la volonté de courir aux armes, ensuite il faudrait être sûr qu'il n'y aurait désormais que des guerres de conquête, et que toutes ces guerres légitimes mais secondaires, qui n'ont pour but que de maintenir l'équilibre politique ou de défendre des intérêts publics, fussent bannies à tout jamais. Autrement, quel moyen existerait-il de savoir quand et comment il serait convenable d'exciter une guerre nationale ? Par exemple, si 100,000 Allemands passaient le Rhin et pénétraient en France dans le but primitif de s'opposer à la conquête de la Belgique par cette puissance, mais sans autre projet d'ambition contre elle, faudrait-il lever en masse toute la population de l'Alsace, de la Lorraine, de la Champagne, de la Bourgogne, hommes, femmes et enfants ? faire une Saragosse de chaque petite ville murée, amener ainsi par représailles le meurtre, le pillage et l'incen-

x *Guerres-decroy*

die dans tout le pays ? Si ne on le fait pas, et que l'armée allemande occupe ces provinces à la suite de quelques succès, qui répondra qu'elle ne cherche pas alors à s'en approprier une partie, quoique dans le principe elle n'en eût pas le projet ?

La difficulté de répondre à ces deux questions ainsi posées, semblerait bien militer en faveur des guerres nationales ; mais n'y a-t-il pas moyen de repousser une pareille agression sans recourir aux levées en masse et à la guerre d'extermination ? n'existe-t-il pas un milieu entre ces luttes de populations, et les anciennes guerres régulières faites uniquement par les armées permanentes ? ne suffit-il pas pour bien défendre un pays, d'organiser des milices ou landwehr qui, revêtues d'uniformes et appelées par les gouvernements à intervenir dans la lutte, régleraient ainsi la part que les populations devraient prendre aux hostilités, ne les mettraient pas tout entières en dehors du droit des gens, et poseraient de justes limites à la guerre d'extermination.

Pour mon compte je répondrai affirmativement, et en appliquant ce système mixte aux questions posées ci-dessus, je garantirais que 50,000 Français de troupes régulières, appuyés des gardes nationales de l'Est, auraient bon marché de cette armée allemande qui aurait franchi les Vosges ; car réduite à 50,000 hommes par une foule de détachements, elle aurait, en arrivant vers la Meuse ou dans l'Argonne, plus de 100,000 hommes sur les bras. C'est précisément pour parvenir à ce juste milieu, que nous avons présenté, comme une maxime indispensable, la nécessité de préparer à l'armée de bonnes réserves nationales : système qui offre l'avantage de diminuer les charges en temps de paix, et d'assurer la défense du pays en cas de guerre. Ce système n'est autre chose que celui employé par la France en 1792, imité par l'Autriche en 1809, et par l'Allemagne en

1813. Je ne devais pas m'attendre, d'après cela, aux attaques déplacées dont il a été l'objet.

Je résume cette discussion par affirmer que sans être un Utopien-philanthrope ni un Condottieri, on peut souhaiter que les guerres d'extermination soient bannies du code des nations, et que les défenses nationales, par les milices régularisées, puissent suffire désormais, avec de bonnes alliances politiques, pour assurer l'indépendance des États.

Comme militaire, préférant la guerre loyale et chevaleresque à l'assassinat organisé, j'avoue que s'il fallait choisir, j'aimerais toujours mieux le bon temps où les gardes françaises et anglaises s'invitaient poliment à faire feu les premières, comme cela eut lieu à Fontenoi, que l'époque effroyable où les curés, les femmes et les enfants organisaient, sur tout le sol de l'Espagne, le meurtre de soldats isolés.

Si aux yeux de M. le général R..., cette opinion est encore un blasphème, je m'en consolerai sans peine, tout en reconnaissant néanmoins qu'entre ces deux extrêmes il est un terme moyen plus convenable, qui répond à tous les besoins, et qui est précisément le système qui m'a valu tant d'injustes critiques.

ARTICLE IX.

Des guerres civiles et de religion.

Les guerres intestines, lorsqu'elles ne sont pas liées à une querelle étrangère, sont ordinairement le résultat d'une lutte d'opinions, d'esprit de parti politique ou religieux. Dans le moyen âge, elles furent plus souvent des chocs de coteries féodales. Les guerres les plus déplorables sont sans doute celles de religion. On comprend qu'un État combatte ses propres enfants pour étouffer des factions politiques qui

affaiblissent l'autorité du trône et la force nationale ; mais qu'il fasse mitrailler ses sujets pour les forcer à prier en français ou en latin, et pour reconnaître la suprématie d'un pontife étranger, voilà ce que la raison a peine à concevoir. — De tous les rois, le plus à plaindre fut sans contredit Louis XIV, chassant un million de protestants industriels, qui avaient mis sur le trône son aïeul, protestant comme eux. Les guerres de fanatisme sont horribles lorsqu'elles sont mêlées à celles de l'extérieur, elles sont affreuses, même lorsqu'elles ne sont que des querelles de famille. L'histoire de France du temps de la Ligue, sera une leçon éternelle pour les nations et les rois : on a peine à croire que ce peuple, encore si noble et si chevaleresque sous François 1^{er}, soit tombé en vingt ans dans un excès d'abrutissement aussi déplorable.

Vouloir donner des maximes pour ces sortes de guerres serait absurde ; il n'y en aurait qu'une sur laquelle les hommes sensés devraient être d'accord, c'est de réunir les deux sectes ou les deux partis pour chasser l'étranger qui voudrait se mêler de la querelle, puis de s'expliquer ensuite avec modération pour fonder les droits des deux partis dans un pacte de réconciliation. En effet, l'intervention d'une puissance tierce dans une dispute religieuse ne saurait jamais être qu'un acte d'ambition (1).

On conçoit que les gouvernements interviennent de bonne foi contre un accès de fièvre politique, dont les dogmes peuvent menacer l'ordre social : bien qu'ordinairement ces craintes soient exagérées et qu'elles servent souvent de prétexte, il est possible qu'un État croie vraiment en être

menacé jusque chez lui. Mais, en fait de disputes théologiques, ce n'est jamais le cas, et l'intervention de Philippe II dans les affaires de la Ligue ne pouvait avoir d'autre but que de diviser ou soumettre la France à son influence, afin de la démembrer peu à peu.

ARTICLE X.

Des guerres doubles, et du danger d'entreprendre deux guerres à la fois.

La célèbre maxime des Romains, de ne jamais entreprendre deux grandes guerres à la fois, est trop connue et trop appréciée pour qu'il faille s'efforcer d'en démontrer la sagesse.

Un État peut être contraint à faire la guerre contre deux peuples voisins ; mais il faut des circonstances bien malheureuses pour que, dans ce cas, il ne trouve pas aussi un allié qui vienne à son secours, par le sentiment de sa propre conservation et du maintien de l'équilibre politique. Il est rare aussi que ces deux peuples ligués contre lui aient le même intérêt à la guerre et y engagent tous leurs moyens ; or, si l'un d'eux n'est qu'auxiliaire, ce ne sera déjà plus qu'une guerre ordinaire.

Louis XIV, Frédéric le Grand, l'empereur Alexandre et Napoléon soutinrent des luttes gigantesques contre l'Europe coalisée. Lorsque de pareilles luttes proviennent d'agressions volontaires qu'on pourrait éviter, elles signalent une faute capitale de la part de celui qui les engage ; mais, si elles proviennent de circonstances impérieuses

(1) M. le colonel Wagner, en traduisant la première édition de mon *Tableau*, a trouvé mon assertion trop absolue, se fondant sur l'appui donné par Gustave-Adolphe aux protestants d'Allemagne, et par Élisabeth à ceux de France ; appui motivé, selon lui, par une sage politique. Peut-être a-t-il

raison, car la prétention de Rome et de son Église, à la domination universelle, était assez flagrante pour faire peur aux Suédois, et même aux Anglais ; mais ce n'était pas le cas avec Philippe II : d'ailleurs l'ambition a bien pu entrer dans les calculs de Gustave et d'Élisabeth.

et inévitables, il faut du moins y remédier, en cherchant à opposer des moyens ou des alliances capables d'établir une certaine pondération des forces respectives.

La grande coalition contre Louis XIV, motivée, ainsi que nous l'avons dit, par ses projets sur l'Espagne, prit néanmoins son origine dans les précédentes agressions qui avaient alarmé tous ses voisins. Il ne put opposer à l'Europe conjurée que la fidèle alliance de l'électeur de Bavière, et celle plus équivoque du duc de Savoie, qui ne tarda même pas à grossir le nombre des coalisés. Frédéric soutint la guerre contre les trois plus puissantes monarchies du continent, avec le seul appui des subsides de l'Angleterre et de 50,000 auxiliaires de six petits États différents : mais la division et la faiblesse de ses adversaires furent ses meilleurs alliés.

Ces deux guerres, comme celles soutenues par l'empereur Alexandre en 1812, étaient presque impossibles à éviter.

La France eut toute l'Europe sur les bras en 1793, par suite des provocations extravagantes des Jacobins, de l'exaltation des deux partis, et des utopies des Girondins qui bravaient, disaient-ils, tous les rois de la terre en comptant sur l'appui des escadres anglaises!! Le résultat de ces absurdes calculs fut un effroyable bouleversement, dont la France se retira comme par miracle.

Napoléon est donc en quelque sorte le seul des souverains modernes qui ait entrepris volontairement deux, et même trois effroyables guerres à la fois, celles d'Espagne, d'Angleterre et de Russie; mais encore s'appuyait-il, dans la dernière, du concours de l'Autriche et de la Prusse, sans parler même de celui de la Turquie et de la

Suède sur lequel il compta avec trop de complaisance; en sorte que cette entreprise ne fut pas aussi aventurée de sa part qu'on l'a cru généralement d'après la tournure des affaires.

On voit par ce qui précède, qu'il y a une grande distinction à faire entre une guerre entreprise contre un seul État, à laquelle un tiers viendrait prendre part au moyen d'un corps auxiliaire, et deux guerres conduites simultanément aux extrémités les plus opposées d'un pays, contre deux nations puissantes, qui engageraient toutes leurs forces et leurs ressources pour accabler celui qui les aurait menacées. Par exemple, la double lutte de Napoléon, engagé corps à corps en 1809, avec l'Autriche et l'Espagne soutenues de l'Angleterre, était bien autrement grave pour lui, que s'il n'avait eu affaire qu'avec l'Autriche assistée d'un corps auxiliaire quelconque, fixé par des traités connus. Les luttes de cette dernière espèce rentrent dans la catégorie des guerres ordinaires.

Il faut donc conclure en général, que des guerres doubles doivent être évitées autant qu'on le peut; et que le cas arrivant, il vaut mieux dissimuler les torts de l'un de ses voisins, jusqu'à ce que le moment opportun soit venu d'exiger le redressement des justes griefs dont on aurait à se plaindre. Toutefois, cette règle ne saurait être absolue; les forces respectives, les localités, la possibilité de trouver aussi des alliés de son côté pour établir une sorte d'équilibre entre les partis, sont autant de circonstances qui influenceront sur les résolutions d'un État qui serait menacé d'une pareille guerre. Nous aurons rempli notre tâche, en signalant à la fois le danger et les remèdes qu'on peut lui opposer.

CHAPITRE II.

DE LA POLITIQUE MILITAIRE,

ou

DE LA PHILOSOPHIE DE LA GUERRE.

Nous avons déjà expliqué ce que nous entendons sous cette dénomination. Ce sont toutes les combinaisons morales qui se rattachent aux opérations des armées. Si les combinaisons politiques dont nous venons de parler sont aussi des causes morales qui influent sur la conduite de la guerre, il en est d'autres qui, sans tenir à la diplomatie, ne sont pas non plus des combinaisons de stratégie ou de tactique. On ne saurait donc leur donner une dénomination plus rationnelle que celle de politique militaire ou de philosophie de la guerre (1).

Nous nous arrêterons à la première, car bien que la véritable acception du mot de philosophie puisse s'appliquer à la guerre aussi bien qu'aux spéculations de la métaphysique, on a donné une étendue si vague à cette acception, que nous éprouvons une sorte d'embarras à réunir ces deux mots. On se rappellera donc que par *politique de la guerre* j'entends tous les rapports de la diplomatie avec la guerre, tandis que la *politique militaire* ne désigne que les combinaisons militaires d'un gouvernement ou d'un général.

La politique militaire peut embrasser toutes les combinaisons d'un projet de guerre, autres que celles de la politique

diplomatique et de la stratégie; comme le nombre en est assez considérable, nous ne saurions affecter un article particulier à chacune d'elles, sans dépasser les bornes de ce tableau, et sans dévier de notre but, qui n'est point de donner un traité complet de ces matières, mais de signaler seulement leurs rapports avec les opérations militaires.

En effet, on peut ranger dans cette catégorie les passions des peuples contre lesquels on va combattre; leur système militaire; leurs moyens de première ligne et de réserve; les ressources de leurs finances; l'attachement qu'ils portent à leur gouvernement ou à leurs institutions. Outre cela, le caractère du chef de l'État; celui des chefs de l'armée et leurs talents militaires; l'influence que le cabinet ou les conseils de guerre exercent sur les opérations, du fond de la capitale; le système de guerre qui domine dans l'état-major ennemi; la différence dans la force constitutive des armées et dans leur armement; la géographie et la statistique militaires du pays où l'on doit pénétrer; enfin, les ressources et les obstacles de toute nature que l'on peut y rencontrer, sont autant de points importants à considérer, et qui ne sont néanmoins ni de la diplomatie, ni de la stratégie.

Il n'y a pas de règles fixes à donner sur de pareils sujets, sinon qu'un gouvernement doit ne rien négliger pour arriver à la connaissance de ces détails, et qu'il est indispensable de les prendre en considération dans les plans d'opérations qu'il se proposera. Nous allons esquisser toutefois les principaux points qui doivent guider dans ces sortes de combinaisons.

(1) Lloyd a bien traité ce sujet dans les 2^e et 3^e parties de ses *Mémoires*; ses chapitres du *Général* et des *Passions* sont remarquables: la 4^e partie offre aussi de l'intérêt; mais il s'en faut qu'elle soit complète, et que ses points de vue soient toujours

justes. Le marquis de Chambray a aussi traité ce sujet, et ne l'a pas fait sans succès, bien qu'il ait trouvé des contradicteurs; au surplus, il n'a fait que marcher sur les traces de M. Tranchant de Laverne.

ARTICLE XI.

De la statistique et géographie militaires.

On doit entendre, par la première de ces sciences, la connaissance aussi parfaite que possible de tous les éléments de puissance, et de tous les moyens de guerre de l'ennemi que l'on est appelé à combattre : la seconde consiste dans la description topographique et stratégique du théâtre de la guerre, avec tous les obstacles que l'art et la nature peuvent offrir aux entreprises ; l'examen des points décisifs permanents que présente une frontière ou même toute l'étendue d'un pays. Non-seulement le ministère public, mais le chef de l'armée et l'état-major doivent être initiés dans ces connaissances, sous peine de trouver de cruels mécomptes dans leurs calculs, comme cela arrive si souvent, même de nos jours, malgré les progrès immenses que les nations civilisées ont fait dans toutes les sciences statistique, politique, géographique et topographique. J'en citerai deux exemples dont je fus témoin : en 1796, l'armée de Moreau, pénétrant dans la Forêt-Noire, s'attendait à trouver des montagnes terribles, des défilés et des forêts dont l'antique Hercinie rappelait le souvenir avec des circonstances effrayantes : on fut fort surpris, après avoir gravi les berges de ce vaste plateau qui versent sur le Rhin, de voir que ces versants et leurs contreforts seuls forment des montagnes, et que le pays, depuis les sources du Danube jusqu'à Donawert, présente des plaines aussi riches que fertiles.

Le second exemple, plus récent encore, date de 1813 ; toute l'armée de Napoléon, et ce grand capitaine lui-même, regardaient l'intérieur de la Bohême comme un pays fortement coupé de montagnes, tandis qu'il n'en existe guère de plus plat en Europe dès qu'on a franchi la ceinture des montagnes secondaires dont il est entouré, ce qui est l'affaire d'une marche.

Tous les militaires européens avaient à peu près les mêmes opinions erronées sur le Balkan et sur la force réelle des Ottomans dans leur intérieur. Il semblait que le mot d'ordre fut donné de Constantinople pour faire regarder cette enceinte comme une barrière presque inexpugnable, et comme le palladium de l'empire, erreur, qu'en ma qualité d'habitant des Alpes, je n'ai jamais partagé. Des préjugés non moins enracinés portaient à croire qu'un peuple dont tous les individus marchent sans cesse armés, formeraient une milice redoutable et se défendraient à toute extrémité. L'expérience a prouvé que les anciennes institutions qui plaçaient l'élite des janissaires dans les villes frontières du Danube, avaient rendu la population de ces villes plus belliqueuse que les habitants de l'intérieur, qui ne font la guerre qu'aux rajas désarmés : cette fantasmagorie a été appréciée à sa juste valeur ; ce n'était qu'un rideau imposant que rien ne soutenait, et la première enceinte forcée, le prestige a disparu. A la vérité, les projets de réforme du sultan Mahmoud avaient exigé le renversement de l'ancien système sans donner le temps d'en substituer un nouveau, en sorte que l'empire se trouva pris au dépourvu : toutefois, l'expérience a prouvé qu'une multitude de braves gens armés jusqu'aux dents, ne constitue par encore une bonne armée, ni une défense nationale.

Revenons à la nécessité de bien connaître la géographie et la statistique militaires d'un empire. Ces sciences manquent, il est vrai, de traités élémentaires et restent encore à développer. Lloyd, qui en a fait un essai dans la 5^e partie de ses *Mémoires*, en décrivant les frontières des grands États de l'Europe, n'a pas été heureux dans ses sentences et ses prédictions : il voit des obstacles partout, il présente entre autres comme inexpugnable la frontière d'Autriche sur l'Inn, entre le Tyrol et Passau, où nous avons vu Moreau et Napoléon manœuvrer et

triompher avec des armées de 150,000 hommes en 1800, 1805 et 1809. La plupart de ses raisonnements offrent la même critique; il a vu les choses trop matériellement.

Mais si ces sciences ne sont pas publiquement professées, les archives des états-majors européens devraient être riches de documents précieux pour les enseigner, du moins dans les écoles spéciales de ce corps. En attendant que quelque officier studieux profite de ces documents publiés ou inédits pour doter le public d'une bonne géographie militaire et stratégique, on peut, grâce aux immenses progrès que la topographie a fait de nos jours, y suppléer en partie au moyen des excellentes cartes publiées depuis 20 ans dans tous les pays. A l'époque où la révolution française commença, la topographie se trouvait encore à son enfance; excepté la carte semi-topographique de Cassini, il n'y avait guère que les ouvrages de Bakenberg qui méritassent ce nom. Les états-majors autrichien et prussien avaient cependant déjà de bonnes écoles qui dès lors ont porté leurs fruits : les cartes récemment publiées à Vienne, à Berlin, à Munich, à Stuttgart, à Paris, de même que celles de l'intéressant institut de Herder à Fribourg en Brisgau, assurent, aux généraux à venir, des ressources immenses inconnues à leurs devanciers.

La statistique militaire n'est guère mieux connue que la géographie (1), on n'en a que des tableaux vagues et superficiels, où l'on jette au hasard le nombre d'hommes armés et de vaisseaux qu'un État possède, ainsi que les revenus qu'on lui suppose, ce qui est loin de constituer entièrement une science nécessaire pour combiner des opérations. Notre but n'est pas d'approfondir

ici ces importants objets, mais de les indiquer comme moyens de succès dans les entreprises que l'on voudrait former.

ARTICLE XII.

Des diverses autres causes qui influent sur les succès d'une guerre.

Si les passions exaltées du peuple que l'on doit combattre sont un grand ennemi à vaincre, un général et un gouvernement doivent employer tous leurs efforts pour calmer ces passions. Nous ne saurions rien ajouter à ce que nous avons dit sur ce sujet en parlant des guerres nationales.

En échange, un général doit tout faire pour électriser ses soldats, et leur donner ce même élan qu'il lui importe de comprimer dans ses adversaires. Toutes les armées sont susceptibles du même enthousiasme; les mobiles et les moyens seuls diffèrent selon l'esprit des nations. L'éloquence militaire a fait l'objet de plus d'un ouvrage; nous ne l'indiquerons que comme un moyen. Les proclamations de Napoléon; celles du général Paskévitch; les allocutions des anciens à leurs soldats; celles de Suwarow à des hommes encore plus simples, sont des modèles de genres différents. L'éloquence des juntes d'Espagne et les miracles de la Madone del Pilar, ont mené aux mêmes résultats par des chemins bien opposés. En général, une cause chérie et un chef qui inspire la confiance par d'anciennes victoires, sont de grands moyens pour électriser une armée et faciliter ses succès.

Quelques militaires ont contesté les avantages de l'enthousiasme, et lui préfèrent la

(1) Depuis que ce chapitre a été écrit, le colonel autrichien Rudtorfer a publié, en forme de Tableaux, des esquisses fort intéressantes qui embrassent successivement toute la géographie militaire de l'Europe, mais qui cependant ne sont en-

core qu'une ébauche un peu incomplète. La forme descriptive serait à mon avis bien préférable à celle des tableaux, ou du moins faudrait-il se servir alternativement de l'une et de l'autre.

sang-froid imperturbable dans les combats. L'un et l'autre ont des avantages et des inconvénients qu'il est impossible de méconnaître; l'enthousiasme porte à de plus grandes actions, la difficulté est de le soutenir constamment; et lorsqu'une troupe exaltée se décourage, le désordre s'y introduit plus rapidement.

Le plus ou moins d'activité et d'audace dans les chefs des armées respectives, est un élément de succès ou de revers qu'on ne saurait soumettre à des règles. Un cabinet et un chef d'armée doivent prendre en considération la valeur intrinsèque des troupes et leur force constitutive comparée à celle de l'ennemi. Un général russe, commandant aux troupes les plus solidement constituées de l'Europe, peut tout entreprendre en rase campagne contre des masses indisciplinées et désordonnées, quelque braves que les individus qui les composent puissent être d'ailleurs. L'ensemble fait la force, l'ordre procure l'ensemble, la discipline amène l'ordre; sans discipline et sans ordre, point de succès possibles (1). Le même général russe, avec les mêmes troupes, ne pourra pas tout oser contre des armées européennes, ayant la même instruction et à peu de chose près la même discipline que la sienne. Enfin, on peut oser devant un Mack ce qu'on n'osera pas devant un Napoléon.

L'action du cabinet sur les armées influe aussi sur l'audace des entreprises. Un général dont le génie et le bras sont enchaînés par un conseil aulique à 200 lieues du théâtre de la guerre, luttera avec désavantage contre celui qui aura toute liberté d'agir.

Quant à la supériorité d'habileté dans les

généraux, on ne contestera pas qu'elle ne soit un des gages les plus certains de la victoire, surtout lorsque toutes les autres chances seront supposées égales. Sans doute on a vu maintes fois de grands capitaines battus par des hommes médiocres; mais une exception ne fait pas règle. Un ordre mal compris, un événement fortuit, peuvent faire passer dans le camp ennemi toutes les chances de succès qu'un habile général aurait préparées par ses manœuvres; c'est un de ces hasards qu'on ne saurait ni prévoir ni éviter. Serait-il juste, pour cela, de nier l'influence des principes et de la science dans les circonstances ordinaires? Non, sans doute, car ce hasard même aura produit le plus beau triomphe des principes, puisqu'ils se trouveront fortuitement appliqués par l'armée contre laquelle on voulait les employer, et qu'elle vaincra par leur ascendant. Mais en se rendant à l'évidence de ces raisons, on en inférera peut-être qu'elles prouvent contre la science..... Cela ne serait pas mieux fondé, puisque la science consiste à mettre de son côté toutes les chances possibles à prévoir, et qu'elle ne peut s'étendre aux caprices du destin: lors même que le nombre des batailles gagnées par d'habiles manœuvres, n'excéderait pas celui des batailles gagnées par des accidents fortuits, cela ne prouverait absolument rien contre mon assertion.

Si l'habileté du général en chef est un des plus sûrs éléments de victoire, on jugera aisément que le choix des généraux est un des points les plus délicats de la science du gouvernement et une des parties les plus essentielles de la politique militaire

(1) Si les troupes irrégulières ne sont rien lorsqu'elles composent seules toute l'armée, et si elles ne sauraient gagner des batailles, il faut avouer qu'appuyées de bonnes troupes elles sont un auxiliaire de la plus haute importance: lorsqu'elles sont nombreuses, elles réduisent l'ennemi au dés-

espoir en détruisant ses convois, interceptant toutes ses communications, et le tenant comme investi dans ses camps; elles rendent surtout les retraites désastreuses, ainsi que les Français en firent l'épreuve en 1812. (Voyez art. 45.)

d'un État : malheureusement ce choix est soumis à tant de petites passions, que le hasard, l'ancienneté, la faveur, l'esprit de coterie, la jalousie, y auront souvent autant de part que l'intérêt public et la justice. Cet objet est d'ailleurs si important, que nous y consacrerons un article spécial.

ARTICLE XIII.

Des institutions militaires.

Un des points les plus importants de la politique militaire d'un État, est celui qui concerne les institutions qui régissent son armée. Une excellente armée, commandée par un homme médiocre, peut effectuer de grandes choses ; une mauvaise armée, commandée par un grand capitaine, en fera peut-être autant ; mais elle en ferait bien davantage encore, si elle joignait la qualité des troupes aux talents de leur chef.

Douze conditions essentielles concourent à la perfection d'une armée :

La 1^{re} c'est d'avoir un bon système de recrutement ;

La 2^e, une bonne formation ;

La 3^e, un système de réserves nationales bien organisé ;

La 4^e, des troupes et des officiers bien instruits aux manœuvres et aux services d'intérieur et de campagne ;

La 5^e, une discipline forte sans être humiliante, et un esprit de subordination et de ponctualité, passé dans les convictions de tous les grades plus encore que dans les formalités du service ;

(1) A ces différentes conditions, on peut ajouter un bon système d'habillement et d'équipement, car si ces articles intéressent moins directement les opérations du champ de bataille que l'armement, ils contribuent néanmoins à la conservation des troupes ; or, à la longue, une armée solide qui conservera mieux ses anciens soldats, peut espérer une

La 6^e, un système de récompenses et d'émulation bien combiné ;

La 7^e, des armes spéciales (génie et artillerie) ayant une instruction satisfaisante ;

La 8^e, un armement bien entendu et supérieur, s'il est possible, à celui de l'ennemi, en appliquant ceci non-seulement aux armes offensives, mais aux armes défensives ;

La 9^e, un état-major général capable de bien utiliser tous ces éléments, et dont la bonne organisation réponde à l'instruction classique et pratique de ses officiers ;

La 10^e sera un bon système pour les approvisionnements, les hôpitaux et l'administration en général (1) ;

La 11^e est un bon système pour organiser le commandement des armées, et la haute direction des opérations ;

La 12^e consiste dans l'excitation de l'esprit militaire.

Il faut le dire, aucune de ces conditions ne saurait être négligée sans de graves inconvénients. Une belle armée bien manœuvrière, bien disciplinée, mais sans conducteurs habiles et sans réserves nationales, laissa tomber la Prusse en quinze jours sous les coups de Napoléon. En échange, on a vu dans maintes circonstances, combien un État devait s'applaudir d'avoir une bonne armée : ce furent les soins et l'habileté de Philippe et d'Alexandre à former et instruire leurs phalanges, qui rendirent ces masses si mobiles et si propres à exécuter les manœuvres les plus rapides, qualités qui permirent aux Macédoniens de subjuguier la Perse et l'Inde avec cette poignée de soldats d'élite. Ce fut l'amour excessif du père de

supériorité notable sur de jeunes levées sans cesse renouvelées. On a cité l'armée anglaise pour modèle dans ce genre ; mais s'il est facile avec les trésors de l'Angleterre de bien pourvoir des petites armées de 50 à 60,000 hommes, la chose est plus difficile pour les puissances du continent avec leurs grandes armées.

Frédéric pour les soldats, qui procura à ce grand roi une armée capable d'exécuter toutes ses entreprises.

Un gouvernement qui néglige son armée, sous quelque prétexte que ce soit, est donc un gouvernement coupable aux yeux de la postérité, puisqu'il prépare des humiliations à ses drapeaux et à son pays, au lieu de leur préparer des succès en suivant une marche contraire. Loin de nous la pensée qu'un gouvernement doive tout sacrifier à l'armée! ce serait une absurdité. Mais elle doit faire l'objet constant de ses soins, et si le prince n'a pas lui-même une éducation militaire, il est difficile qu'il atteigne le but qu'il doit se proposer. Dans ce cas, qui malheureusement n'arrive que trop souvent, il faut y suppléer par de sages et prévoyantes institutions, à la tête desquelles on placera, sans contredit, un bon système d'état-major, un bon système de recrutement et un bon système de réserves nationales.

Il existe à la vérité des formes de gouvernement qui ne laissent pas toujours, au chef de l'État, la faculté d'adopter les meilleurs systèmes : si les armées de la république romaine et même celles de la république française ont prouvé, aussi bien que celles de Louis XIV et de Frédéric le Grand, qu'une bonne organisation militaire et une sage direction des opérations pouvaient avoir lieu sous les gouvernements les plus opposés dans leurs principes, on ne saurait méconnaître toutefois que, dans les mœurs actuelles, les formes gouvernementales entrent pour beaucoup dans le développement des forces militaires d'une nation et dans la valeur réelle de ses milices.

Lorsque le contrôle des deniers publics se trouvera confié à des esprits dominés par des intérêts de localités ou de coteries, il pourra devenir méticuleux et mesquin au point d'enlever tout le nerf de la guerre au pouvoir exécutif, que, par une aberration inconcevable, bien des gens s'appliquent à traiter comme un ennemi public, au lieu de

l'envisager comme le chef né de tous les intérêts nationaux. De même l'abus des libertés publiques mal comprises pourra contribuer aussi à ce déplorable résultat. Dès lors l'administration la plus prévoyante se trouverait dans l'impossibilité de se préparer d'avance à une grande guerre, soit qu'elle fût commandée par les intérêts les plus évidents du pays dans un avenir plus éloigné, soit qu'elle devint imminente pour résister à une agression subite de la part d'ennemis mieux préparés.

Dans le futile espoir de se rendre populaires à la masse des contribuables dont ils reçoivent leur mandat, les députés d'une chambre élective, dont la majorité ne saurait être toujours composée de Richelieu, de Pitt, de Louvois, ne pourraient-ils pas aussi laisser périliter, par un système d'économie mal entendu, les institutions nécessaires pour constituer une armée vigoureuse, nombreuse, bien dressée à toutes les manœuvres et fortement disciplinée? A l'aide des plus séduisantes utopies d'une philanthropie outrée, ne pourraient-ils pas parvenir à se persuader eux-mêmes, et à persuader ensuite à leurs commettants, que les douceurs de la paix sont toujours préférables aux plus sages prévisions de guerre et de politique?

A Dieu ne plaise que je prétende conseiller aux États de demeurer sans cesse l'épée au poing et sur le pied complet de guerre; ce serait un fléau pour le genre humain, et la chose ne serait même possible que sous des conditions qui ne se trouvent pas dans tous les pays : je veux dire seulement que les gouvernements éclairés doivent être toujours prêts à bien faire la guerre d'à-propos, tant par la sagesse de leurs institutions que par la prévoyance de leur administration, et la perfection de leur système de politique militaire.

Si, dans les temps ordinaires, sous l'empire des formes légales et constitutionnelles, les gouvernements soumis à toutes les vicis-

situdes des chambres électives, semblent moins propres que les autres à fonder ou préparer une puissance militaire redoutable, il faut avouer en échange que, dans les cas de grandes crises, les assemblées délibérantes ont offert parfois des résultats différents, et qu'elles ont concouru au plus grand déploiement de la force nationale. Cependant, le petit nombre d'exemples que nous en fournit l'histoire se réduit à quelques cas exceptionnels, dans lesquels on vit des assemblées violentes et tumultueuses, placées dans la nécessité de vaincre ou de périr, profiter d'une exaltation extraordinaire des esprits pour sauver à la fois le pays et leur tête au moyen des mesures les plus effroyables, et surtout à l'aide d'un pouvoir dictatorial sans bornes qui renversait toutes les libertés et les propriétés sous le prétexte de les défendre : ce fut ainsi la dictature, ou l'usurpation du pouvoir le plus absolu et le plus monstrueux, bien plus que les formes des assemblées délibérantes, qui devint la véritable cause de l'énergie déployée : ce qui se passa à la convention, après la chute de Robespierre et du terrible comité de salut public, le prouve aussi bien que les chambres de 1815, et la levée en masse du Portugal sur la simple proclamation d'un conseil de guerre. Or, si le pouvoir dictatorial, concentré en peu de mains, fut toujours une planche de salut dans les grandes crises, il semble naturel d'en conclure que les pays régis par des assemblées électives doivent être politiquement et militairement moins forts que les monarchies pures, bien que sous d'autres rapports intérieurs, ils offrent des avantages incontestables.

On me pardonnera de m'arrêter à cette simple indication du *pour* et du *contre*, sans rien présenter de bien concluant, car je ne saurais m'étendre davantage sur des matières aussi délicates, sans m'aventurer dans une arène qui m'est également interdite par le cadre de mon ouvrage et par ma position

personnelle : il me suffit donc de les signaler à la méditation des hommes d'État qui pourraient en profiter, et d'attester ici formellement que je n'entends faire aucune allusion aux événements de nos jours, mais proclamer uniquement des vérités qui, pour être présentées sous des formes conjecturales, n'en sont pas moins des vérités de tous les temps et de tous les pays.

C'est surtout au milieu de longues paix qu'il importe de veiller à la conservation des armées, car c'est alors qu'elles peuvent plus facilement dégénérer, et qu'il importe d'y maintenir un bon esprit, et de les exercer à de grandes manœuvres, simulacres sans doute fort incomplets des guerres effectives, mais qui y préparent incontestablement les troupes. Il n'est pas moins intéressant d'empêcher celles-ci de tomber dans la mollesse, en les employant aux travaux utiles à la défense du pays.

L'isolement des troupes par régiments dans les garnisons, est un des plus mauvais systèmes que l'on puisse suivre, et la formation russe et prussienne, par divisions et corps d'armée permanents, semble bien préférable. En général, l'armée russe pourrait aujourd'hui être offerte pour modèle sous beaucoup de rapports ; et si, en bien des points, ce qui s'y pratique deviendrait inutile et impraticable ailleurs, on doit reconnaître qu'en général on pourrait lui emprunter beaucoup de bonnes institutions.

Quant aux récompenses et à l'avancement, il est essentiel de protéger l'ancienneté des services, tout en ouvrant une porte au mérite ; les trois quarts de chaque promotion devraient être selon l'ordre du tableau, et l'autre quart réservé aux hommes qui se feraient remarquer par leur mérite et leur zèle. En temps de guerre, l'ordre du tableau devrait, au contraire, être suspendu, ou réduit du moins au tiers des promotions, en laissant les deux autres tiers aux actions d'éclat, et aux services bien constatés.

La supériorité d'armement peut augmen-

ter les chances de succès à la guerre; elle ne gagne pas seule les batailles, mais elle y contribue : chacun se rappelle combien la grande infériorité des Français en artillerie, faillit leur devenir fatale à Eylau et à Maréngo. On se rappelle aussi ce que la grosse cavalerie française a gagné en adoptant la cuirasse, qu'elle a si longtemps repoussée; chacun sait enfin de quel avantage est la lance : sans doute des lanciers en fourrageurs ne valent pas mieux que des hussards; mais chargeant en ligne, c'est bien une autre affaire : combien de milliers de braves cavaliers ont été victimes du préjugé qu'ils avaient contre la lance parce qu'elle gêne un peu plus à porter qu'un sabre.

L'armement des armées est encore susceptible de beaucoup de perfectionnements, et celle qui prendra l'initiative de ces améliorations s'assurera de grands avantages. L'artillerie laisse peu à désirer, mais les armes offensives et défensives de l'infanterie et de la cavalerie méritent l'attention d'un gouvernement prévoyant.

Les nouvelles inventions qui ont eu lieu depuis vingt ans, semblent nous menacer d'une grande révolution dans l'organisation, l'armement et même la tactique des armées. La stratégie seule restera avec ses principes, qui furent les mêmes sous les Scipion et les César, comme sous Frédéric, Pierre le Grand et Napoléon, car ils sont indépendants de la nature des armes et de l'organisation des troupes.

Les moyens de destruction se perfectionnent avec une progression effrayante : les fusées à la Congrève, dont les Autrichiens sont parvenus, dit-on, à régulariser l'effet et la direction; les obusiers de Schrapnell, qui lancent des flots de mitraille à la portée du boulet; les fusils à vapeur de Perkins, qui vomissent autant de balles qu'un bataillon, vont centupler peut-être les chances de carnage, comme si les hécatombes de l'espèce d'Eylau, de Borodino, de Leipzig et de Waterloo n'étaient pas suffisantes

pour décimer les populations européennes.

Si les souverains ne se réunissent pas en congrès pour proscrire ces inventions de mort et de destruction, il ne restera d'autre parti à prendre qu'à composer la moitié des armées de cavalerie cuirassée, pour pouvoir enlever avec plus de rapidité toutes ces machines; et l'infanterie même devra reprendre ses armures de fer du moyen âge, sans lesquelles un bataillon serait couché par terre avant d'aborder l'ennemi. Nous pourrions donc revoir la fameuse gendarmerie toute bardée de fer, même les chevaux.

En attendant ces circonstances, encore reléguées dans les éventualités à peine probables, il est certain que l'artillerie, et toute la pyrotechnie meurtrière, ont fait des progrès qui doivent faire songer à modifier l'ordre profond dont Napoléon avait abusé. Nous reviendrons sur ce sujet dans le chapitre de la Tactique.

Résumons donc enfin en peu de mots les bases essentielles de la politique militaire qu'un gouvernement sage doit adopter :

1° C'est de donner au prince une éducation à la fois politique et militaire; il trouvera plutôt dans ses conseils de bons administrateurs que des hommes d'État et d'épée; il doit donc chercher à l'être lui-même;

2° Si le prince ne conduit pas en personne ses armées, le plus important de ses devoirs et le plus cher de ses intérêts sera celui de se bien faire remplacer; c'est-à-dire, de confier la gloire de son règne et la sûreté de ses États au général le plus capable de diriger ses armées;

3° L'armée permanente ne doit pas seulement se trouver toujours sur un pied respectable; il faut être en mesure de la doubler au besoin par des réserves sagement préparées. Son instruction et sa discipline doivent aller d'accord avec sa bonne organisation; enfin, le système d'armement doit être perfectionné au moins à l'égal

de ses voisins, si ce n'est même supérieur ;

4° Le matériel doit être également sur le meilleur pied et avoir les réserves nécessaires : les inventions et innovations utiles faites par tous les voisins, doivent être adoptées sans aucun égard pour les petitesesses de l'amour-propre national ;

5° Il importe que l'étude des sciences militaires soit protégée et récompensée, aussi bien que le courage et le zèle. Les corps auxquels ces sciences sont nécessaires doivent donc être estimés et honorés. C'est le seul moyen d'y appeler de toutes parts des hommes de mérite et de génie ;

6° L'état-major général doit être employé en temps de paix aux travaux préparatoires pour toutes les éventualités de guerre possibles. Ses archives doivent se trouver pourvues de nombreux matériaux historiques pour le passé, et de tous les documents statistiques, géographiques, topographiques et stratégiques pour le présent et l'avenir. Il est donc essentiel que le chef de ce corps et une partie des officiers soient permanents dans la capitale en temps de paix, et que le dépôt de la guerre ne soit autre chose que le dépôt de l'état-major général, sauf à lui donner une section secrète pour les documents qui devraient être cachés aux officiers subalternes du corps ;

7° On doit ne rien négliger pour avoir la géographie et la statistique militaires des États voisins, afin de connaître leurs moyens matériels et moraux d'attaque et de défense ainsi que les chances stratégiques des deux partis ; on doit employer à ces travaux scientifiques les officiers distingués, et les récompenser quand ils s'en acquittent d'une manière marquante ;

8° La guerre une fois décidée, il faut arrêter sinon un plan entier d'opérations, ce qui est toujours impossible, du moins un système d'opérations dans lequel on se proposera un but, et s'assurera d'une base, ainsi que de tous les moyens matériels né-

cessaires, pour garantir le succès de l'entreprise ;

9° Le système d'opérations doit être en rapport avec le but de la guerre, avec l'espèce d'ennemis qu'on aura à combattre, avec la nature et les ressources du pays, avec le caractère des nations et celui des chefs qui les conduisent, soit à l'armée, soit dans l'intérieur de l'État. Il doit être calculé sur les moyens matériels et moraux d'attaque ou de défense que les ennemis peuvent avoir à opposer ; enfin, on doit y prendre en considération les alliances probables qui peuvent survenir pour ou contre les deux partis dans le cours de la guerre, et qui en compliqueraient les chances ;

10° L'état des finances d'une nation ne saurait être omis dans la nomenclature des chances de guerre que l'on est appelé à peser. Néanmoins, il serait dangereux de lui accorder constamment toute l'importance que Frédéric le Grand semble y attacher dans l'histoire de son temps. Ce grand roi pouvait avoir raison à une époque où les armées se recrutaient en majeure partie par enrôlement volontaire ; alors le dernier écu donnait le dernier soldat ; mais si les levées nationales sont bien organisées, l'argent n'aura plus la même influence, du moins pour une ou deux campagnes. Si l'Angleterre a prouvé que l'argent procurait des soldats et des auxiliaires, la France a prouvé que l'amour de la patrie et l'honneur donnaient également des soldats, et qu'au besoin, la guerre nourrissait la guerre. Sans doute la France trouvait, dans la richesse de son sol et dans l'exaltation de ses chefs, des sources de puissance passagère qu'on ne saurait admettre comme base générale d'un système ; mais les résultats de ses efforts n'en furent pas moins frappants. Chaque année les nombreux échos du cabinet de Londres, et M. d'Yvernois surtout, annonçaient que la France allait succomber, faute d'argent, tandis que Napoléon entassait 200 millions d'épargnes dans les caves

des Tuileries, tout en acquittant régulièrement les dépenses de l'État et la solde de ses armées (1).

Une puissance qui regorgerait d'or pourrait fort mal se défendre; l'histoire est là pour attester que les peuples les plus riches ne sont ni les plus forts ni les plus heureux. Le fer pèse au moins autant que l'or dans les balances de la force militaire. Cependant, hâtons-nous d'en convenir : l'heureuse réunion de sages institutions militaires, de patriotisme, d'ordre dans les finances, de richesse intérieure et de crédit public, constituera la nation la plus forte et la plus capable de soutenir une longue guerre.

Il faudrait un volume pour discuter toutes les circonstances dans lesquelles une nation peut développer plus ou moins de puissance, soit par l'or soit par le fer, et pour déterminer les cas où l'on peut espérer de nourrir la guerre par la guerre. Ce résultat ne s'obtient qu'en portant ses armées chez les autres, et tous les pays ne sont pas également de nature à fournir des ressources à un assaillant.

Nous ne saurions pousser plus loin l'investigation sur ces objets qui ne tiennent pas directement à l'art de la guerre; il suffira, pour le but que nous nous proposons, d'indiquer les rapports qu'ils ont avec un projet de guerre; c'est à l'homme d'État à saisir les modifications que les circonstances et les localités peuvent apporter dans ces rapports.

Avant de passer au chapitre de la stratégie, nous terminerons cet aperçu de la politique militaire des États, par quelques observations sur le choix des généraux en chef, sur la direction supérieure des opérations de la guerre, et sur l'esprit militaire à imprimer aux armées.

(1) Il y eut un déficit à sa chute, mais il n'y en avait point en 1811 : il fut le résultat de ses désastres et des efforts inouïs qu'il fut appelé à faire.

ARTICLE XIV.

Du commandement des armées et de la direction supérieure des opérations.

On a beaucoup argumenté sur l'avantage et les inconvénients qu'il y aurait pour un État à ce que le monarque marchât en personne à la tête des armées. Quoi qu'on en pense, il est certain que si le prince se sent les capacités et le génie d'un Frédéric, d'un Pierre le Grand ou d'un Napoléon, il se gardera bien de laisser, à ses généraux, l'honneur de faire de grandes choses qu'il pourrait faire lui-même, car ce serait manquer à sa propre gloire comme au bien du pays.

N'ayant pas la mission de débattre si les rois guerriers sont plus heureux pour les peuples que les rois pacifiques, question philanthropique étrangère à notre sujet, il faut nous borner à reconnaître, qu'à égalité de mérite et de chances, un souverain aura toujours l'avantage sur un général qui ne serait pas lui-même chef de l'État. Sans compter qu'il n'est responsable qu'à lui seul des entreprises hardies qu'il formerait, il pourra encore beaucoup faire par la certitude qu'il aura de disposer de toutes les ressources publiques pour arriver au but qu'il se proposera. Il aura de plus le puissant véhicule des grâces, des récompenses et des punitions : tous les dévouements seront là à ses ordres pour le plus grand bien de ses entreprises; aucune jalousie ne pourra troubler l'exécution de ses projets, ou du moins cela sera fort rare et n'arrivera que loin de sa présence, sur des points secondaires.

Voilà sans doute assez de motifs pour décider un prince à se mettre lui-même à la tête de ses armées, dès qu'il aura une vocation prononcée à cet effet et que la lutte sera digne de lui. Mais si, loin d'avoir le génie de la guerre, il est d'un caractère faible et facile à circonvenir, alors sa pré-

sence à l'armée, au lieu de produire aucun bien, ouvrirait la carrière à toutes les intrigues : chacun lui offrirait ses projets, et comme il n'aurait pas l'expérience nécessaire pour juger les meilleurs, il s'abandonnerait aux conseils de ses familiers. Le général qui commanderait sous lui, gêné et contrarié dans toutes ses entreprises, serait hors d'état de rien faire de bon, lors même qu'il aurait tout le talent nécessaire pour conduire une guerre. On objectera que le prince pourrait bien être présent à l'armée sans gêner le généralissime, en plaçant au contraire toute sa confiance en lui seul, et l'aidant de son pouvoir souverain. Dans ce cas, cette présence produirait quelque bien, mais causerait souvent de grands embarras : si l'armée était jamais tournée, coupée de ses communications, et obligée à se faire jour l'épée à la main, quels tristes résultats ne produirait pas cette position du monarque au quartier général ?

Lorsque le prince se sentira la force de se mettre en personne à la tête de ses armées, mais sans posséder encore la confiance en lui-même nécessaire pour tout diriger de son propre mouvement, le meilleur système qu'il pourra adopter sera d'imiter précisément ce que le gouvernement prussien fit avec Blücher ; c'est-à-dire, de s'entourer de deux généraux les mieux famés pour leur capacité, l'un pris parmi les hommes d'exécution reconnus, l'autre pris parmi les chefs d'état-major instruits. Cette trinité, si elle s'accorde bien, pourra donner d'excellents résultats, ainsi que cela eut lieu à l'armée de Silésie en 1813.

Le même système conviendrait aussi dans le cas où le monarque jugerait à propos de confier le commandement à un prince de sa maison, ainsi que cela s'est vu fréquemment depuis Louis XIV. Souvent le prince n'était décoré que du commandement titulaire, tandis qu'on lui imposait un conseiller qui commandait en réalité. Ce fut le cas avec le duc d'Orléans et Marsin à la fameuse

bataille de Turin, puis avec le duc de Bourgogne et Vendôme à la bataille d'Oudenarde : je crois même qu'il en fut ainsi à Ulm entre l'archiduc Ferdinand et Mack.

Ce dernier mode est déplorable, car alors personne n'est responsable de fait. Chacun sait qu'à Turin le duc d'Orléans jugea avec plus de sagacité que le maréchal Marsin, et il fallut l'exhibition des pleins pouvoirs secrets du roi, pour faire perdre la bataille contre les avis du prince qui commandait. De même à Ulm, l'archiduc Ferdinand déploya plus d'habileté et de courage que Mack, qui devait lui servir de mentor.

Si le prince a le génie et l'expérience d'un archiduc Charles, il faut lui donner le commandement avec carte blanche et avec le choix de ses instruments. S'il n'a pas encore les mêmes titres acquis, on peut alors l'entourer, comme Blücher, d'un chef d'état-major instruit, et d'un conseiller pris parmi les hommes d'exécution éprouvés. Mais, en aucun cas il ne serait sage de donner à ces conseillers d'autre pouvoir qu'une voix consultative.

Nous avons dit plus haut que si le prince ne conduit pas lui-même ses armées, le plus important de ses devoirs sera celui de se bien faire remplacer, et c'est malheureusement ce qui n'arrive pas toujours. Sans remonter jusqu'aux temps de l'antiquité, il suffit de se rappeler les exemples plus récents que nous ont fournis les siècles de Louis XIV et de Louis XV. Le mérite du prince Eugène, mesuré d'après sa taille contrefaite, porta le plus grand capitaine de son temps dans les rangs ennemis ; et après la mort de Louvois on vit les Tallard, les Marsin, les Villeroi, succéder aux Turenne, aux Condé et aux Luxembourg ; on vit plus tard les Soubises et les Clermont succéder au maréchal de Saxe. Depuis les choix musqués, faits dans les boudoirs des Pompadour et des Dubarry, jusqu'à l'amour de Napoléon

pour les sabreurs, il y a sans doute bien des échelons de nature diverse à parcourir, et la marge est assez grande pour offrir, à un gouvernement tant soit peu éclairé, tous les moyens d'arriver à des nominations rationnelles ; mais en tout temps les faiblesses humaines signaleront leur influence ou d'une manière ou de l'autre, et la ruse ou la souplesse l'emporteront souvent sur le mérite modeste ou timide qui attendra qu'on sache l'employer.

En mettant même à part toutes ces chances, prises dans la nature du cœur humain, il est juste de reconnaître à quel point les choix sont difficiles, même pour les chefs de gouvernement les plus ardents à désirer le bien. D'abord, pour choisir un général habile, il faut être militaire soi-même et en état de juger, ou bien s'en rapporter au jugement d'autrui, ce qui fait tomber nécessairement dans les inconvénients des coteries. L'embarras est sans doute moins grand lorsqu'on a sous la main un général déjà illustré par maintes victoires ; mais outre que tout général n'est pas un grand capitaine pour avoir gagné une bataille (témoins Jourdan, Scherer, et tant d'autres), il n'arrive pas toujours qu'un État ait un général victorieux à sa disposition. Après de longues paix, il pourrait arriver qu'aucun général européen n'eût commandé en chef. Dans ce cas, il serait difficile de savoir à quel titre on préférerait un général à un autre : ceux qui par de longs services de paix seront les premiers en tête du tableau et auront le grade requis pour commander l'armée, seront-ils toujours les plus capables de le faire ?

Outre cela, les communications des chefs de l'État avec leurs subordonnés sont si rares et si passagères, qu'il ne faut pas s'étonner de la difficulté de mettre les hommes à leur place. La religion du prince, séduite par les apparences, sera donc quelquefois surprise, et avec les sentiments les plus élevés, il pourra se tromper dans ses

choix sans qu'on puisse lui en faire un reproche.

Un des moyens les plus sûrs pour éviter ce malheur, semblerait être de réaliser la belle fiction de Fénélon dans *Télémaque*, et de chercher le Philoclès fidèle, sincère et généreux qui, placé entre le prince et tous les aspirants au commandement, pourrait, par ses rapports plus directs avec le public, éclairer le monarque sur le choix des individus les mieux recommandés par leurs talents comme par leur caractère. Mais cet ami fidèle ne cédera-t-il jamais lui-même aux affections personnelles ? Saura-t-il se défendre de préventions ? Suwarow ne fut-il pas repoussé par Potemkin à cause de son physique, et ne fallut-il pas toute l'habileté de Catherine pour faire donner un régiment à l'homme qui jeta ensuite tant d'éclat sur ses armes ?

On a pensé qu'en consultant l'opinion publique ce serait le meilleur guide ; rien n'est plus hasardé : l'opinion publique n'a-t-elle pas fait un César de Dumouriez, qui n'entendait rien à la grande guerre ? Eût-elle mis Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie, alors qu'il n'était connu de personne que de deux directeurs ? Cependant, il faut la reconnaître, cette opinion, si elle n'est pas toujours infaillible, elle n'est pas non plus à dédaigner, lorsqu'elle survit surtout à de grandes crises et à l'expérience des événements.

Les qualités les plus essentielles pour un général d'armée seront toujours : *Un grand caractère, ou courage moral qui mène aux grandes résolutions ; puis le sang-froid, ou courage physique qui domine les dangers.* Le savoir n'apparaît qu'en troisième ligne, mais il sera un auxiliaire puissant, il faudrait être aveugle pour le méconnaître ; au surplus, comme je l'ai déjà dit ailleurs, on ne doit pas entendre par là une vaste érudition, il faut savoir peu mais bien, et surtout se pénétrer fortement des principes régulateurs. A la suite de toutes ces quali-

tés viendront celles du caractère personnel ; un homme brave , juste , ferme , équitable , sachant estimer le mérite des autres au lieu de le jalouser , et habile à le faire servir à sa propre gloire , sera toujours un bon général , et pourra même passer pour un grand homme. Malheureusement cet empressement à rendre justice au mérite n'est pas la qualité la plus commune ; les esprits médiocres sont toujours jaloux et enclins à se mal entourer , craignant de passer dans le monde pour être menés , et ne sachant pas comprendre que l'homme placé de nom à la tête des armées , a toujours la gloire presque entière des succès , lors même qu'il y aurait la moindre part.

On a souvent agité la question , si le commandement devait être donné de préférence au général habitué par une longue expérience à conduire des troupes , ou à des généraux sortis des états-majors ou des armes savantes , peu habitués à manier eux-mêmes des soldats. Il est incontestable que la grande guerre est une science tout-à-fait à part , et que l'on peut combiner très-bien des opérations sans avoir mené soi-même un régiment à l'ennemi ; Pierre le Grand , Condé , Frédéric et Napoléon sont là pour le prouver. On ne saurait donc nier qu'un homme sorti des états-majors puisse devenir un grand capitaine aussi bien que tout autre ; mais ce ne sera pas pour avoir vieilli dans les fonctions de quartier-maître qu'il aura la capacité du commandement suprême , ce sera parce qu'il possède en lui-même le génie naturel de la guerre et le caractère requis. De même , un général sorti des rangs de l'infanterie ou de la cavalerie , sera aussi propre qu'un savant tacticien à conduire une armée.

La question semble donc difficile à résoudre d'une manière absolue , et ici encore les individualités seront tout. Pour arriver à

une solution rationnelle , il faudra prendre un juste milieu et reconnaître :

Qu'un général , sorti de l'état-major , de l'artillerie ou du génie , qui aura conduit aussi une division ou un corps d'armée , aura , à chances égales , une supériorité réelle sur celui qui ne connaîtra que le service d'une arme ou d'un corps spécial ;

Qu'un général de troupes qui aura médité de lui-même sur la guerre , sera également propre au commandement ;

Que le grand caractère passe avant toutes les qualités requises pour un général en chef ;

Enfin , que la réunion d'une sage théorie avec un grand caractère constituera le grand capitaine.

La difficulté d'assurer constamment de bons choix , a fait imaginer d'y suppléer par un bon état-major , qui , placé comme conseil des généraux , aurait une influence réelle sur les opérations. Sans doute un excellent corps d'état-major , dans lequel se perpétueraient de bonnes traditions , sera toujours une institution des plus utiles et des plus heureuses ; mais il faudra encore veiller à ce que de fausses doctrines ne s'y introduisent pas , car alors cette institution deviendrait fatale. Frédéric le Grand , en fondant son académie militaire de Potsdam , ne se doutait guère qu'elle aboutirait au *rechte Schulter vor* , du général Ruchel (1) , et à présenter l'ordre oblique comme un talisman infailible qui fait gagner toutes les batailles : tant il est vrai que du sublime au ridicule il n'y a souvent qu'un pas.

Outre cela , il faudra éviter avec grand soin d'exciter un conflit entre le généralissime et son chef d'état-major ; et si celui-ci doit être pris dans les notabilités de ce corps les mieux reconnues , encore faudra-t-il

(1) Ce général crut , à la bataille de Jéna , qu'il sauverait l'armée en commandant à ses soldats

d'avancer l'épaule droite pour former une ligne oblique!!!

laisser au général le choix des individus avec lesquels il sympathisera le mieux. Imposer un chef d'état-major au généralissime, ce serait amener l'anarchie des pouvoirs; lui laisser prendre un homme nul parmi ses clients serait plus dangereux encore; car s'il est lui-même un homme médiocre, placé par la faveur ou le hasard, son choix s'en ressentira. Le terme moyen, pour éviter ces maux, sera de donner au général en chef, le choix parmi plusieurs généraux d'une capacité incontestable qu'on lui désignera, mais en lui laissant prendre celui qui lui conviendra.

On a imaginé aussi, dans presque toutes les armées successivement, de donner plus de solennité et de poids à la direction des opérations militaires, en réunissant souvent des conseils de guerre pour aider le généralissime de leurs avis. Sans doute, si le chef de l'armée est un Soubise, un Clermont, un Mack, un homme médiocre en un mot, il pourra se trouver souvent, dans le conseil de guerre, des avis meilleurs que les siens; la majorité même pourra prendre de meilleures décisions que lui; mais quel succès peut-on attendre d'opérations conduites par d'autres que ceux qui les ont imaginées et combinées? A quoi mènera l'exécution d'un projet que le général en chef ne comprendra qu'à demi, puisqu'il ne sera pas sa propre pensée?

J'ai fait par moi-même une terrible expérience de ce pitoyable rôle de souffleur d'un quartier-général, et personne peut-être ne pourrait mieux que moi l'apprécier à sa juste valeur. C'est surtout au milieu d'un conseil de guerre que ce rôle doit être absurde, et plus le conseil sera nombreux et composé de hautes dignités militaires, plus il sera difficile d'y faire triompher la vérité et la raison pour peu qu'il y ait de dissidence.

Qu'aurait fait un conseil de guerre dans lequel Napoléon eût proposé, en qualité de conseiller, le mouvement d'Arcole, le plan de Rivoli, la marche par le Saint-Bernard, le mouvement d'Ulm, celui sur Géra et Jéna? Les timides auraient trouvé ces opérations téméraires jusqu'à la folie; d'autres y auraient vu mille difficultés d'exécution; tous les eussent repoussées. Si, au contraire, le conseil les eût acceptées, et qu'un autre que Napoléon les eût conduites, n'auraient-elles pas certainement échoué?

Ainsi, selon moi, c'est une déplorable ressource que celle des conseils de guerre; elle ne peut avoir qu'un seul côté favorable, c'est quand le conseil sera du même avis que le général en chef. Alors cela peut donner à celui-ci plus de confiance en ses propres résolutions, et il aura de plus la conviction que chacun de ses lieutenants, pénétré de la même idée que lui, fera de son mieux pour en assurer l'exécution. C'est le seul bien que puisse produire un conseil de guerre, qui d'ailleurs devra toujours être un conseil purement consultatif et rien de plus. Mais si au lieu de ce parfait accord il y a dissidence, alors un tel conseil ne peut avoir que de fâcheux résultats.

D'après ce qui précède, je crois pouvoir conclure, que la meilleure manière d'organiser le commandement d'une armée, lorsqu'on n'aura pas un grand capitaine qui ait déjà donné de nombreuses preuves, sera :

1° De confier ce commandement à un brave éprouvé, hardi dans le combat, inébranlable dans le danger;

2° De lui donner pour chef d'état-major un homme de haute capacité, d'un caractère franc et loyal, avec lequel le généralissime vive en bonne harmonie; la gloire est assez grande pour en céder une parcelle à un ami qui aurait concouru à préparer les succès. Ce fut ainsi que Blücher, assisté des Gneisenau et des Muffling, sut se couvrir d'une gloire que probablement il n'eût jamais acquise tout seul. Sans doute cette

espèce de double commandement ne vaudra jamais celui d'un Frédéric, d'un Napoléon, d'un Suwarow ; mais à défaut de cette unité d'un grand capitaine, c'est certainement le mode préférable.

Avant de terminer sur ces importantes matières, il me reste encore quelques mots à dire sur une autre manière d'influencer les opérations militaires : c'est celle des conseils de guerre établis dans la capitale près du gouvernement. Louvois dirigea longtemps de Paris, les armées de Louis XIV, et le fit avec succès. Carnot dirigea aussi de Paris, les armées de la république : en 1793, il fit très-bien et sauva la France : en 1794, il fit d'abord très-mal, puis répara ses fautes par hasard : en 1796, il fit décidément fort mal. Mais Louvois et Carnot dirigeaient seuls les opérations sans réunir de conseil.

Le conseil aulique de guerre, établi à Vienne, eut souvent la mission de diriger les opérations des armées ; il n'y eut jamais qu'une voix en Europe sur les funestes effets qui en sont résultés : est-ce à tort ou à raison ? c'est ce que les généraux autrichiens peuvent seuls décider.

Pour ce qui me concerne, je pense que l'unique attribution que puisse avoir un tel conseil se réduit à l'adoption d'un plan général d'opérations. On sait déjà que je n'entends point par là un plan qui tracerait toute une campagne, enchaînerait les généraux et les ferait battre inévitablement ; mais j'entends le plan qui doit déterminer le but de la campagne, la nature offensive ou défensive des opérations, puis les moyens matériels qu'il faudra disposer d'abord pour les premières entreprises, ensuite pour les levées possibles en cas d'invasion. On ne saurait nier que toutes ces choses peuvent et doivent même être discutées dans un conseil de gouvernement, composé de généraux et de ministres ; mais là doit se

borner l'action d'un pareil conseil, car s'il a la prétention de dire au généralissime, non-seulement de marcher à Vienne ou à Paris, mais de lui indiquer encore la manière dont il doit manœuvrer pour y arriver, alors le pauvre général sera certainement battu, et toute la responsabilité de ses revers pèsera sur ceux qui, à 200 lieues de l'ennemi, prétendent diriger une armée, qu'il est déjà si difficile de bien diriger quand on est sur les lieux.

ARTICLE XV.

De l'esprit militaire des nations et du moral des armées.

Un gouvernement adopterait en vain les meilleurs règlements pour organiser une armée s'il ne s'appliquait aussi à exciter l'esprit militaire dans le pays. Si, dans la cité de Londres, on préfère le titre du plus riche caissier à la décoration militaire, cela peut aller à un pays insulaire, protégé par ses escadres innombrables ; mais une nation continentale qui adopterait les mœurs de la cité de Londres ou de la bourse de Paris, serait tôt ou tard la proie de ses voisins. Ce fut à l'assemblage des vertus civiles et de l'esprit militaire, passé des institutions dans les mœurs, que les Romains furent redevables de leur grandeur : lorsqu'ils perdirent ces vertus et que, cessant de regarder le service militaire comme un honneur autant que comme un devoir, on l'abandonna à des mercenaires Goths, Hérules et Gaulois, la perte de l'empire devint inévitable. Sans doute tout ce qui peut augmenter la prospérité d'un pays ne doit être ni oublié ni méprisé ; il faut honorer même les hommes habiles et industriels qui sont les premiers instruments de cette prospérité, mais il faut toujours que ce soit subordonné aux grandes institutions qui font la force

des États en encourageant les vertus mâles et héroïques. La politique et la justice seront d'accord en cela, car, quoi qu'en dise Boileau, il sera toujours plus glorieux *d'affronter le trépas sur les pas des Césars*, que de s'engraisser des misères publiques en jouant sur les vicissitudes du crédit de l'État. Malheur aux pays où le luxe du traitant et de l'agioteur insatiable d'or, sera placé au-dessus de la livrée du brave qui aura sacrifié sa vie, sa santé ou sa fortune, à la défense de son pays.

Le premier moyen d'encourager l'esprit militaire, c'est d'entourer l'armée de toute la considération publique et sociale. Le second, c'est d'assurer aux services rendus à l'État la préférence dans tous les emplois administratifs qui viendraient à vaquer, ou d'exiger même un temps donné de service militaire pour certains emplois. Ce serait un sujet digne des plus sérieuses méditations, que de comparer les anciennes institutions militaires de Rome avec celles de la Russie et de la Prusse, et de les mettre ensuite en parallèle avec les doctrines des utopistes modernes qui, tonnait contre toute participation des officiers de l'armée aux autres fonctions publiques, ne veulent plus que des rhéteurs dans toutes les grandes administrations (1).

Sans doute il est beaucoup d'emplois qui exigent des études spéciales ; mais ne serait-il pas possible au militaire de se livrer, dans les nombreux loisirs de la paix, à l'étude de la carrière qu'il voudrait embrasser après avoir payé sa dette au pays dans celle des armes ? Et si les places administratives étaient données de préférence aux officiers retirés du service avec le grade de capitaine au moins, ne serait-ce pas un grand stimulant pour chercher à arriver à ce grade ? ne serait-ce pas aussi un stimulant pour que les

officiers songeassent, dans leur garnisons, à chercher leurs récréations ailleurs que dans les théâtres et les cafés publics ?

Peut-être trouvera-t-on que cette facilité de passer du service militaire aux places de l'administration civile serait plutôt nuisible que favorable à l'esprit militaire, et que pour fortifier celui-ci il conviendrait, au contraire, de placer l'état de soldat tout-à-fait en dehors des autres carrières. C'est ainsi que procédaient les Mameloucks et les Janissaires dans leur origine. On achetait ces soldats à l'âge de 7 ou 8 ans, et on les élevait dans l'idée qu'ils devaient mourir sous les drapeaux. Les Anglais mêmes, ces hommes si fiers de leurs droits, contractent, en devenant soldats, l'obligation de l'être toute leur vie ; et le soldat russe doit l'être pour vingt-cinq ans, ce qui équivaut presque à un enrôlement éternel comme celui des Anglais.

Avec de pareilles armées, ainsi que dans celles qui se recruteraient par enrôlements volontaires, peut-être serait-il effectivement plus convenable de ne pas admettre de fusion entre les charges d'officiers militaires et les places civiles. Mais partout où le service militaire sera un devoir temporaire imposé aux populations, le cas semble différent, et les institutions romaines, qui exigeaient un service de dix ans dans les légions avant de pouvoir prétendre aux diverses fonctions publiques, paraissent bien en effet le meilleur moyen de conserver l'esprit martial, surtout à une époque où la tendance générale vers le bien-être matériel semble devenir la passion dominante des sociétés.

Quoi qu'il en soit, je pense que sous tous les régimes possibles, le but permanent d'un gouvernement sage sera de relever le service militaire afin d'entretenir l'amour

(1) Par exemple, en France, au lieu d'exclure les militaires des élections, on devrait donner le droit d'électeur à tous les colonels, et celui d'éligible à

tous les généraux ; les plus vénaux des députés ne seront pas les militaires.

de la gloire et toutes les vertus guerrières, sous peine d'encourir le blâme de la postérité et d'éprouver le sort du bas Empire.

Ce ne sera pas tout que d'inspirer l'esprit militaire aux populations, il faudra encore l'encourager dans l'armée. A quoi servirait en effet que l'uniforme fût honoré dans la cité et imposé comme un devoir civique, si l'on n'apportait pas sous les drapeaux toutes les vertus guerrières ? On aurait des milices nombreuses, mais sans valeur.

L'exaltation morale d'une armée et l'esprit militaire sont deux choses bien différentes, qu'il faut avoir bien garde de confondre, et qui produisent néanmoins le même effet. La première est, comme on l'a dit, produite par des passions plus ou moins passagères, telles que les opinions politiques ou religieuses, un grand amour de la patrie ; tandis que l'esprit militaire, pouvant être inspiré par l'habileté d'un chef ou par de sages institutions, dépend moins des circonstances et doit être l'ouvrage d'un gouvernement prévoyant (1).

Que le courage soit récompensé et honoré, que les grades soient respectés, la discipline passée dans les sentiments et dans les convictions plus encore que dans les formes.

Que les corps d'officiers et les cadres en général soient convaincus que la résignation, la bravoure et le sentiment des devoirs, sont des vertus sans lesquelles il n'est pas d'armée respectable, pas de gloire possible ; que tous sachent bien que la fermeté dans les revers est plus honorable que l'enthousiasme dans les succès, car il ne faut que du courage pour enlever une position, il faut de l'héroïsme pour faire une retraite difficile devant un ennemi victorieux et entreprenant, sans se laisser déconcerter et

en lui opposant un front d'airain. Il est du devoir du prince de récompenser une belle retraite à l'égal de la plus belle victoire.

Endurcir les armées aux travaux et aux fatigues ; ne pas les laisser chômer dans la mollesse des garnisons en temps de paix ; leur inculquer le sentiment de leur supériorité sur les ennemis, sans néanmoins rabaisser trop ceux-ci ; inspirer l'amour des grandes actions ; exciter en un mot l'enthousiasme par des inspirations en harmonie avec l'esprit qui domine les masses ; décorer la valeur et punir la faiblesse ; enfin flétrir la lâcheté : voilà les moyens de former un bon esprit militaire.

Ce fut la mollesse surtout qui perdit les légions romaines : ces redoutables soldats, qui portaient casque, bouclier et cuirasse sous le ciel brûlant de l'Afrique, du temps des Scipions, les trouvèrent trop lourds sous le ciel froid de la Gaule et de la Germanie ; alors l'Empire fut perdu.

J'ai dit qu'il ne fallait jamais trop inspirer le mépris de ses adversaires, parce que, dans les cas où l'on trouverait une résistance opiniâtre, le moral du soldat pourrait en être ébranlé. Napoléon, s'adressant à Jéna au corps de Lannes, lui vantait la cavalerie prussienne, mais promettait qu'elle ne pourrait rien contre les baïonnettes de ses Égyptiens.

Il faut savoir aussi prémunir les officiers, et par eux les soldats, contre ces terreurs subites qui s'emparent souvent des armées les plus braves, quand elles ne sont pas retenues par le frein de la discipline et par la conviction que l'ordre dans une troupe est le gage de sa sûreté. Ce ne fut pas faute de courage que 100,000 Turcs se firent battre à Péterwardin par le prince Eugène, et à Kagoul par Roumanzoff : ce fut parce qu'une fois repoussés dans leurs charges désordonnées, chacun d'eux se trouva livré

(1) Il importe surtout que cet esprit anime les cadres d'officiers et de sous-officiers ; les soldats

vont toujours bien quand les cadres sont bons et que la nation est brave.

à ses inspirations personnelles, combattant tous individuellement sans aucun ordre dans les masses. Une troupe saisie de panique se trouve dans le même état de démoralisation, parce que le désordre étant une fois introduit, tout concert et tout ensemble dans les volontés individuelles devient impossible; la voix des chefs ne peut plus se faire entendre; toute manœuvre pour rétablir le combat devient inexécutable, et alors il ne reste de salut que dans une fuite honteuse.

Les peuples à imagination vive et ardente sont plus sujets que les autres à ces déroutes, et ceux du midi sont presque tous dans ce cas. Il n'y a que de fortes institutions et des chefs habiles qui puissent y remédier. Les Français mêmes, dont les vertus militaires n'ont jamais été mises en question quand ils ont été bien conduits, ont vu souvent de ces alertes qu'il est permis de nommer ridicules. Qui ne se rappelle l'inconcevable terreur panique dont l'infanterie du maréchal de Villars fut saisie après avoir gagné la bataille de Friedlingen (1704)? La même chose eut lieu dans l'infanterie de Napoléon après la victoire de Wagram, lorsque l'ennemi était en pleine retraite. Et, ce qui fut plus extraordinaire encore, c'est la déroute de la 97^e demi-brigade au siège de Gènes, où 1,500 hommes fuyaient devant un peloton de hussards, tandis que ces mêmes hommes enlevèrent deux jours après le fort du Diamant, par un des coups de main les plus vigoureux dont l'histoire moderne fasse mention.

Il semblerait bien facile néanmoins de convaincre de braves soldats, que la mort frappe plus vite et plus sûrement des hommes fuyant en désordre, que ceux qui savent rester unis pour présenter un front d'airain à l'ennemi, ou se rallier promptement s'ils viennent à être momentanément enfoncés. L'armée russe, sous ce rapport, peut servir de modèle à toutes celles de l'Europe, et l'aplomb qu'elle a déployé dans toutes ses

retraites tient autant au caractère national qu'à l'instinct naturel de ses soldats et aux institutions d'une forte discipline. Ce n'est pas en effet toujours la vivacité d'imagination des troupes qui y introduit le désordre; le défaut d'habitude d'ordre y est pour beaucoup, et le défaut de précautions des chefs pour en assurer le maintien y contribue plus encore. J'ai été souvent étonné de l'insouciance de la plupart des généraux à ce sujet: non-seulement ils ne daignaient pas prendre la moindre précaution de logistique pour assurer la direction des petits détachements ou hommes isolés; ils n'adoptaient aucuns signaux de ralliement pour faciliter, aux différents corps d'une armée, la réunion des fractions qui auraient pu être éparpillées par suite d'une terreur subite, ou même d'une charge irrésistible de l'ennemi; mais ils se formalisaient même de ce qu'on pût songer à leur présenter de semblables précautions. Cependant le courage le plus incontestable et la discipline la plus sévère, seraient souvent impuissants pour remédier à un grand désordre, auquel la bonne habitude de signaux de ralliement divisionnaires pourrait beaucoup plus facilement obvier. Sans doute il est des cas où toutes les ressources humaines seraient insuffisantes pour le maintien de l'ordre: tel, par exemple, celui où les souffrances physiques auxquelles les troupes se trouveraient en proie, auraient réussi à les rendre sourdes à toute espèce d'excitation, et où les chefs seraient eux-mêmes dans l'impossibilité de rien faire pour les organiser: c'est ce qui arriva dans la retraite de 1812. Mais, hormis ces cas exceptionnels, de bonnes habitudes d'ordre, de bonnes précautions de logistique et une bonne discipline, réussiront le plus souvent, sinon à prévenir toute panique, du moins à y porter prompt remède.

Il est temps de quitter ces matières dont je n'ai voulu tracer qu'un aperçu, et de passer enfin à l'examen des combinaisons purement militaires.

CHAPITRE III.

DE LA STRATÉGIE.

DÉFINITION ET PRINCIPE FONDAMENTAL.

L'art de la guerre, indépendamment des parties que nous venons d'exposer succinctement, se compose encore, comme on l'a vu plus haut, de cinq branches principales : la stratégie, la grande tactique, la logistique, la tactique de détail et l'art de l'ingénieur. Nous ne traiterons que les trois premières, pour les motifs déjà indiqués ; il est donc urgent de commencer par les définir.

Pour le faire plus sûrement, nous suivrons l'ordre dans lequel les combinaisons qu'une armée peut avoir à faire se présentent à ses chefs au moment où la guerre se déclare ; commençant naturellement par les plus importantes, qui constituent en quelque sorte le plan d'opérations, et procédant ainsi à l'inverse de la tactique, qui doit commencer par de petits détails pour arriver à la formation et à l'emploi d'une grande armée (1).

Nous supposons donc l'armée entrant en campagne : le premier soin de son chef sera de convenir, avec le gouvernement, de la nature de la guerre qu'il fera ; ensuite il devra bien étudier le théâtre de ses entreprises ; puis il choisira, de concert avec le chef de l'État, la base d'opérations la plus convenable, selon que ses frontières et celles de ses alliés s'y prêteront.

Le choix de cette base, et plus encore, le but qu'on se proposera d'atteindre, contribueront à déterminer la zone d'opérations qu'on adoptera. Le généralissime prendra

un premier point objectif pour ses entreprises ; il choisira la ligne d'opérations qui mènerait à ce point, soit comme ligne temporaire, soit comme ligne définitive, en s'attachant à lui donner la direction la plus avantageuse, c'est-à-dire, celle qui promettait le plus de grandes chances sans exposer à de grands dangers.

L'armée marchant sur cette ligne d'opérations, aura un front stratégique : derrière ce front elle fera bien d'avoir une ligne de défense pour servir d'appui au besoin. Les positions passagères que ses corps d'armée prendront sur le front d'opérations ou sur la ligne de défense, seront des positions stratégiques.

Lorsque l'armée arrivera près de son premier objectif et que l'ennemi commencera à s'opposer à ses entreprises, elle l'attaquera ou manœuvrera pour le contraindre à la retraite ; elle adoptera à cet effet une ou deux lignes stratégiques de manœuvres, lesquelles étant temporaires pourront dévier, jusqu'à un certain point, de la ligne générale d'opérations, avec laquelle il ne faut point les confondre.

Pour lier le front stratégique à la base, on formera, à mesure qu'on avancera, la ligne d'étapes et les lignes d'approvisionnement, dépôts, etc.

Si la ligne d'opérations est un peu étendue en profondeur et qu'il y ait des corps ennemis à portée de l'inquiéter, on aura à choisir entre l'attaque et l'expulsion de ces corps, ou bien à poursuivre l'entreprise contre l'armée ennemie, soit en ne s'inquiétant pas des corps secondaires, soit en se bornant à les observer : si l'on s'arrête à ce dernier parti, il en résultera un double front stratégique et de grands détachements.

L'armée étant près d'atteindre son point

(1) Pour apprendre la tactique, il faut étudier d'abord l'école de peloton, puis celle de bataillon, enfin les évolutions de ligne ; alors on passe aux petites opérations du service de campagne, puis à

la castramétation, ensuite les marches, enfin la formation des armées. Mais en stratégie, le commencement part du sommet, c'est-à-dire, du plan de la campagne.

objectif et l'ennemi voulant s'y opposer, il y aura bataille : lorsque ce choc sera indécis, on s'arrêtera pour recommencer la lutte ; si l'on remporte la victoire, on poursuivra ses entreprises pour atteindre ou dépasser le premier objectif et en adopter un second.

Lorsque le but de ce premier objectif sera la prise d'une place d'armes importante, le siège commencera. Si l'armée n'est pas assez nombreuse pour continuer sa marche en laissant un corps de siège derrière soi, elle prendra près de là une position stratégique pour le couvrir ; c'est ainsi qu'en 1796 l'armée d'Italie, ne comptant pas 50,000 combattants, ne put dépasser Mantoue pour pénétrer au cœur de l'Autriche en laissant 25,000 ennemis dans cette place, et ayant en outre 40,000 Autrichiens en face sur la double ligne du Tyrol et du Frioul.

Dans le cas, au contraire, où l'armée aurait les forces suffisantes pour tirer un plus grand fruit de sa victoire, ou bien qu'il n'y aurait pas de siège à faire, elle marcherait à un second objectif plus important encore. Si ce point se trouve à une certaine distance, il sera urgent de se procurer un point d'appui intermédiaire ; on formera donc une base éventuelle au moyen d'une ou deux villes à l'abri d'insulte qu'on aurait sans doute occupées : en cas contraire, on formera une petite réserve stratégique, qui couvrira les derrières et protégera les grands dépôts par des ouvrages passagers. Lorsque l'armée franchira des fleuves considérables, on y construira à la hâte des têtes de pont ; et si les ponts se trouvent dans des villes fermées de murailles, on élèvera quelques retranchements pour augmenter la défense de ces postes et pour doubler ainsi la solidité de la base éventuelle ou de la réserve stratégique qu'on y placerait.

Si, au contraire, la bataille a été perdue, il y aura retraite, afin de se rapprocher de la base et d'y puiser de nouvelles forces, tant

par les détachements que l'on attirerait à soi, que par les places et camps retranchés qui arrêteraient l'ennemi ou l'obligeraient à diviser ses moyens.

Lorsque l'hiver approche, il y aura cantonnements d'hiver, ou bien les opérations seront continuées par celle des deux armées qui, ayant obtenu une supériorité décidée et ne trouvant pas d'obstacles majeurs dans la ligne de défense ennemie, voudrait profiter de son ascendant : il y aurait alors campagne d'hiver ; cette résolution, qui dans tous les cas devient également pénible pour les deux armées, ne présente pas de combinaisons particulières, si ce n'est d'exiger un redoublement d'activité dans les entreprises afin d'obtenir le dénouement le plus prompt.

Telle est la marche ordinaire d'une guerre ; telle sera aussi celle que nous suivrons pour procéder à l'examen des différentes combinaisons que ces opérations amènent.

Toutes celles qui embrassent l'ensemble du théâtre de la guerre sont du domaine de la stratégie, qui comprendra ainsi :

1° La définition de ce théâtre et des diverses combinaisons qu'il offrirait ;

2° La détermination des points décisifs qui résultent de ces combinaisons et de la direction la plus favorable à donner aux entreprises ;

3° Le choix et l'établissement de la base fixe, et de la zone d'opérations ;

4° La détermination du point objectif qu'on se propose, soit offensif, soit défensif ;

5° Les fronts d'opérations, les fronts stratégiques et ligne de défense ;

6° Le choix des lignes d'opérations qui mènent de la base au point objectif ou au front stratégique occupé par l'armée ;

7° Celui des meilleures lignes stratégiques à prendre pour une opération donnée ; les manœuvres différentes pour embrasser ces lignes dans leurs diverses combinaisons ;

8° Les bases d'opérations éventuelles et les réserves stratégiques ;

9° Les marches d'armées considérées comme manœuvres ;

10° Les magasins considérés dans leurs rapports avec les marches des armées ;

11° Les forteresses envisagées comme moyens stratégiques, comme refuges d'une armée, ou comme obstacles à sa marche : les sièges à faire et à couvrir ;

12° Les points où il importe d'asseoir des camps retranchés, têtes de pont, etc. ;

13° Les diversions et les grands détachements qui deviendraient utiles ou nécessaires.

Indépendamment de ces combinaisons qui entrent principalement dans la projection du plan général pour les premières entreprises de la campagne, il est d'autres opérations mixtes, qui participent de la stratégie pour la direction à leur donner, et de la tactique pour leur exécution, comme les passages de fleuves et rivières, les retraites, les quartiers d'hiver, les surprises, les descentes, les grands convois, etc.

La 2^e branche indiquée est la tactique, c'est-à-dire, les manœuvres d'une armée sur le champ de bataille, ou de combat, et les diverses formations pour mener les troupes à l'attaque.

La 3^e branche est la logistique ou l'art pratique de mouvoir les armées, le détail matériel des marches et des formations, l'assiette des camps non retranchés et cantonnements, en un mot, l'exécution des combinaisons de la stratégie et de la tactique.

Plusieurs controverses futiles ont eu lieu pour déterminer, d'une manière absolue, la ligne de démarcation qui sépare ces diverses branches de la science : j'ai dit que la stratégie est l'art de faire la guerre

sur la carte, l'art d'embrasser tout le théâtre de la guerre ; la tactique est l'art de combattre sur le terrain où le choc aurait lieu, d'y placer ses forces selon les localités et de les mettre en action sur divers points du champ de bataille, c'est-à-dire, dans un espace de quatre ou cinq lieues, de manière que tous les corps agissants puissent recevoir des ordres et les exécuter dans le courant même de l'action ; enfin, la logistique n'est au fond que la science de préparer ou d'assurer l'application des deux autres. On a critiqué ma définition sans en donner de meilleure ; il est vrai que beaucoup de batailles ont été décidées aussi par des mouvements stratégiques, et n'ont été même qu'une série de pareils mouvements ; mais cela n'a jamais eu lieu que contre des armées dispersées, cas qui fait exception ; or, la définition générale ne s'appliquant qu'à des batailles rangées, n'en est pas moins exacte (1).

Ainsi, indépendamment des mesures d'exécution locale qui sont de son ressort, la grande tactique, selon moi, comprendra les objets suivants :

1° Le choix des positions et des lignes de bataille défensives ;

2° La défense offensive dans le combat ;

3° Les différents ordres de bataille, ou grandes manœuvres propres à attaquer une ligne ennemie ;

4° La rencontre de deux armées en marche et batailles imprévues ;

5° Les surprises d'armées (2) ;

6° Les dispositions pour conduire les troupes au combat ;

7° L'attaque des positions et camps retranchés ;

8° Les coups de main.

Toutes les autres opérations de la guerre

couvrir. La stratégie décide où l'on doit agir ; la logistique y amène et place les troupes ; la tactique décide leur emploi et le mode d'exécution.

(2) Il s'agit de surprises d'armées en pleine campagne, et non de surprises en quartiers d'hiver.

(1) On pourrait dire que la tactique est le combat, et que la stratégie c'est toute la guerre avant le combat et après le combat, les sièges seuls exceptés, encore appartiennent-ils à la stratégie pour décider ceux qu'il faut faire et comment il faut les

rentreront dans le détail de la petite guerre, comme les convois, les fourrages, les combats partiels d'avant-garde ou d'arrière-garde, l'attaque même des petits postes, en un mot, tout ce qui doit être exécuté par une division ou détachement isolé.

DU PRINCIPE FONDAMENTAL DE LA GUERRE.

Le but essentiel de cet ouvrage est de démontrer qu'il existe un principe fondamental de toutes les opérations de la guerre, principe qui doit présider à toutes les combinaisons pour qu'elles soient bonnes (1). Il consiste :

1° A porter, par des combinaisons stratégiques, le gros des forces d'une armée, successivement sur les points décisifs d'un théâtre de guerre, et autant que possible sur les communications de l'ennemi sans compromettre les siennes ;

2° A manœuvrer de manière à engager ce gros des forces contre des fractions seulement de l'armée ennemie ;

3° Au jour de bataille, à diriger également, par des manœuvres tactiques, le gros de ses forces sur le point décisif du champ de bataille, ou sur la partie de la ligne ennemie qu'il importait d'accabler ;

4° A faire en sorte que ces masses ne soient pas seulement présentes sur le point décisif, mais qu'elles y soient mises en action avec énergie et ensemble, de manière à produire un effort simultané.

On a trouvé ce principe général si simple que les critiques ne lui ont pas manqué (2). On a objecté qu'il était fort aisé de recom-

mander de porter ses principales forces sur les points décisifs et de savoir les y engager, mais que l'art consistait précisément à bien reconnaître ces points.

Loin de contester une vérité si naïve, j'avoue qu'il serait au moins ridicule d'émettre un pareil principe général, sans l'accompagner de tous les développements nécessaires pour faire saisir les différentes chances d'application ; aussi n'ai-je rien négligé pour mettre chaque officier studieux en état de déterminer facilement les points décisifs d'un échiquier stratégique ou tactique. On trouvera, à l'article 19 ci-après, la définition de ces divers points, et on reconnaîtra dans tous les articles 18 à 22, les rapports qu'ils ont avec les diverses combinaisons d'une guerre. Les militaires qui, après les avoir médités attentivement, croiraient encore que la détermination de ces points décisifs est un problème insoluble, doivent désespérer de jamais rien comprendre à la stratégie.

En effet, un théâtre général d'opérations ne présente guère que trois zones : une à droite, une à gauche, une au centre. De même, chaque zone, chaque front d'opérations, chaque position stratégique et ligne de défense, comme chaque ligne tactique de bataille, n'a jamais que ces mêmes subdivisions, c'est-à-dire, deux extrémités et un centre. Or, il y aura toujours une de ces trois directions qui sera bonne pour conduire au but important que l'on veut atteindre ; une des deux autres s'en éloignera plus ou moins, et la troisième lui sera tout à fait opposée. Dès lors, en combinant les rapports de ce but avec les positions ennemies et avec les points géographiques, il

(1) Si maintes entreprises ont réussi quoique exécutées contre les principes, ce n'a été que dans le cas où l'ennemi s'en écartait lui-même encore davantage, et jamais lorsqu'il opérait bien. Ce n'est que contre des bandes indisciplinées que l'on peut s'en écarter sans danger.

(2) Pour aller au-devant de ces critiques, j'au-

rais dû, peut-être, placer ici le chapitre entier des principes généraux de l'art de la guerre qui termine mon *Traité des grandes opérations* (chapitre XXXV de la 3^e édition) ; mais des motifs puissants m'ont empêché de dépouiller mon premier ouvrage du chapitre qui en fait le principal mérite, et que mes censeurs auraient dû au moins lire.

semble que toute question de mouvement stratégique, comme de manœuvre tactique, se réduira toujours à savoir si, pour y arriver, l'on doit manœuvrer à droite, à gauche, ou directement devant soi : le choix entre trois alternatives si simples ne saurait être une énigme digne d'un nouveau sphinx.

Je suis loin de prétendre, néanmoins, que tout l'art de la guerre ne consiste que dans le choix d'une bonne direction à donner aux masses, mais on ne saurait nier que c'est du moins le point fondamental de la stratégie. Ce sera au talent d'exécution, au savoir-faire, à l'énergie, au coup d'œil, à compléter ce que de bonnes combinaisons auront su préparer.

Nous allons donc appliquer d'abord le principe indiqué aux différentes combinaisons de la stratégie et de la tactique, puis prouver, par l'histoire de vingt campagnes célèbres, que les plus brillants succès et les plus grands revers furent, à très-peu d'exceptions près, le résultat de l'application ou de l'oubli que l'on en fit (1).

DES COMBINAISONS STRATÉGIQUES.

ARTICLE XVI.

Du système des opérations.

La guerre une fois résolue, la première chose à décider c'est de savoir si elle sera offensive ou défensive. Avant tout, il convient de bien définir ce qu'on entend par ces mots.

L'offensive se présente sous plusieurs

(1) On trouvera la relation de ces 20 campagnes avec 50 plans de batailles dans mon *Histoire de la guerre de sept ans*, dans celle des *Guerres de la Révolution* et dans la *Vie politique et militaire de Napoléon*.

faces : si elle est dirigée contre un grand État, qu'elle embrasse sinon en entier du moins en grande partie, c'est alors une *invasion* ; si elle ne s'applique qu'à l'attaque d'une province, ou d'une ligne de défense plus ou moins bornée, c'est alors une offensive ordinaire ; enfin, si ce n'est qu'une attaque sur une position quelconque de l'armée ennemie, et bornée à une seule opération, cela s'appelle l'*initiative des mouvements* (2). Comme nous l'avons dit au chapitre précédent, l'offensive, considérée moralement et politiquement, est presque toujours avantageuse, parce qu'elle porte la guerre sur le sol étranger, qu'elle ménage son propre pays, diminue les ressources de l'ennemi, et augmente les siennes : elle élève le moral de l'armée et impose souvent la crainte à son adversaire : cependant il arrive aussi qu'elle excite son ardeur, lorsqu'elle lui fait sentir qu'il s'agit pour lui de sauver la patrie menacée.

Sous le rapport militaire, l'offensive a son bon et son mauvais côté ; en stratégie, si elle est poussée jusqu'à l'invasion, elle donne des lignes d'opérations *étendues en profondeur*, qui sont toujours dangereuses en pays ennemi. Tous les obstacles d'un théâtre d'opérations ennemi, les montagnes, les fleuves, les défilés, les places de guerre, étant favorables à la défense, sont ainsi contraires à l'offensive ; les habitants et les autorités du pays seront hostiles à l'armée envahissante, au lieu d'être des instruments. Mais si cette armée obtient un succès, elle frappe la puissance ennemie jusqu'au cœur, la prive de ses moyens de guerre, et peut amener un prompt dénouement de la lutte.

Appliquée à une simple opération passagère, c'est-à-dire, considérée comme initia-

(2) Cette distinction paraîtra trop subtile : je la crois juste sans y attacher un grand prix ; il est certain que l'on peut prendre l'initiative d'une attaque pour une demi-heure, tout en suivant en général le système défensif.

tive des mouvements, l'offensive est presque toujours avantageuse, surtout en stratégie. En effet, si l'art de la guerre consiste à porter ses forces au point décisif, on comprend que le premier moyen d'appliquer ce principe sera de prendre l'initiative des mouvements. Celui qui a pris cette initiative sait d'avance ce qu'il fait et ce qu'il veut ; il arrive avec ses masses au point où il lui convient de frapper. Celui qui attend est prévenu partout ; l'ennemi tombe sur des fractions de son armée ; il ne sait ni où son adversaire veut porter ses efforts, ni les moyens qu'il doit lui opposer.

En tactique, l'offensive a aussi des avantages ; mais ils sont moins positifs, parce que les opérations n'étant pas sur un rayon aussi vaste, celui qui a l'initiative ne peut pas les cacher à l'ennemi, qui, le découvrant à l'instant, peut, à l'aide de bonnes réserves, y remédier sur-le-champ. Outre cela, celui qui marche à l'ennemi a contre lui tous les désavantages résultant des obstacles du terrain qu'il devra franchir pour aborder la ligne de son adversaire, ce qui fait croire, qu'en tactique surtout, les chances des deux systèmes sont assez balancées.

Au reste, quelques avantages que l'on puisse se promettre de l'offensive sous le double rapport stratégique et politique, il est constant qu'on ne saurait adopter ce système exclusivement pour toute la guerre, car il n'est pas même certain qu'une campagne commencée offensivement ne dégénère en lutte défensive.

La guerre défensive, comme nous l'avons déjà dit, a aussi ses avantages lorsqu'elle est sagement combinée. Elle est de deux espèces : la défense inerte ou passive, et la défense active avec des retours offensifs. La première est toujours pernicieuse ; la

seconde peut procurer de grands succès. Le but d'une guerre défensive étant de couvrir le plus longtemps possible la portion de territoire menacée par l'ennemi, il est évident que toutes les opérations doivent avoir pour but de retarder ses progrès, de contrarier ses entreprises en multipliant les difficultés de sa marche, sans néanmoins laisser entamer sérieusement sa propre armée. Celui qui se décide à l'invasion le fait toujours par suite d'un ascendant quelconque ; il doit chercher dès lors un dénouement aussi prompt que possible : le défenseur, au contraire, doit le reculer jusqu'à ce que son adversaire soit affaibli par des détachements obligés, par les marches, les fatigues, les privations, etc.

Une armée ne se réduit guère à une défense positive que par suite de revers ou d'une infériorité flagrante. Dans ce cas, elle cherche, sous l'appui des places, et à la faveur des barrières naturelles ou artificielles, les moyens de rétablir l'équilibre des chances, en multipliant les obstacles qu'elle peut opposer à l'ennemi.

Ce système, lorsqu'il n'est pas poussé trop loin, présente aussi d'heureuses chances, mais c'est dans le cas seulement où le général qui se croirait obligé d'y recourir, aurait le bon esprit de ne pas se réduire à une défense inerte ; c'est-à-dire, qu'il se garderait d'attendre sans bouger, dans des postes fixes, tous les coups que l'ennemi voudrait lui porter : il faudra qu'il s'applique, au contraire, à redoubler l'activité de ses opérations, et à saisir toutes les occasions qui se présenteront de tomber sur les points faibles de l'ennemi, en prenant l'initiative des mouvements.

Ce genre de guerre, que j'ai nommé autrefois la défensive-offensive (1), peut être avantageux en stratégie comme en tactique.

(1) D'autres l'ont nommée défense active, ce qui n'est pas aussi juste, puisque la défense pourrait être très-active sans être offensive pour cela ; on

peut néanmoins adopter le mot, qui est le plus grammatical.

En agissant ainsi, on se donne les avantages des deux systèmes, car on a ceux de l'initiative, et l'on est plus maître de saisir l'instant où il convient de frapper, lorsqu'on attend l'adversaire au milieu d'un échiquier que l'on a préparé d'avance au centre des ressources et des appuis de son propre pays.

Dans les trois premières campagnes de la guerre de sept ans, Frédéric le Grand fut agresseur ; mais dans les quatre dernières, il donna le vrai modèle d'une défense offensive. Il faut avouer néanmoins qu'il fut merveilleusement secondé par ses adversaires, qui lui donnèrent à l'envi tout le loisir et les occasions de prendre l'initiative avec succès.

Wellington joua le même rôle dans la majeure partie de sa carrière en Portugal, en Espagne et en Belgique, et c'était en effet le seul qui convint à sa position. Il est toujours facile de faire le Fabius lorsqu'on le fait sur un territoire allié, que l'on n'a point à s'inquiéter du sort de la capitale ou des provinces menacées, en un mot, lorsqu'on peut consulter uniquement les convenances militaires.

En définitive, il paraît incontestable qu'un des plus grands talents d'un général est de savoir employer tour à tour ces deux systèmes, et surtout de savoir ressaisir l'initiative au milieu même d'une lutte défensive.

ARTICLE XVII.

Du théâtre des opérations.

Le théâtre d'une guerre embrasse toutes les contrées où deux puissances peuvent s'attaquer, soit par leur propre territoire, soit par celui de leurs alliés ou des puissances secondaires qu'elles entraîneront dans le tourbillon par crainte ou par intérêt. Lorsqu'une guerre se complique d'opérations maritimes, alors le théâtre n'en est

pas restreint aux frontières d'un État, mais il peut embrasser les deux hémisphères, comme cela est arrivé dans la lutte entre la France et l'Angleterre depuis Louis XIV jusqu'à nos jours.

Ainsi le théâtre général d'une guerre est une chose si vague et si dépendante des incidents, qu'il ne faut pas le confondre avec le théâtre des opérations que chaque armée peut embrasser indépendamment de toute complication.

Le théâtre d'une guerre continentale entre la France et l'Autriche peut embrasser l'Italie seule, ou l'Allemagne et l'Italie si les princes allemands y prennent part.

Il peut arriver que les opérations soient combinées, ou que chaque armée soit destinée à agir séparément. Dans le premier cas, le théâtre général des opérations ne doit être considéré que comme un même échiquier, sur lequel la stratégie doit faire mouvoir les armées vers le but commun qui aura été arrêté. Dans le second cas, chaque armée aura son théâtre d'opérations particulier, indépendant de l'autre.

Le théâtre d'opérations d'une armée comprend tout le terrain qu'elle chercherait à envahir, et tout celui qu'elle peut avoir à défendre. Si elle doit opérer isolément, ce théâtre forme tout son échiquier, hors duquel elle pourrait bien chercher une issue dans le cas où elle s'y trouverait investie de trois côtés, mais hors duquel il serait imprudent de combiner aucune manœuvre, puisque rien ne serait prévu pour une action commune avec l'armée opérant sur l'autre échiquier. Si, au contraire, les opérations sont concertées, alors le théâtre des opérations de chaque armée, prise isolément, ne devient, en quelque sorte, qu'une des zones d'opérations de l'échiquier général que les masses belligérantes doivent embrasser dans un même but.

Indépendamment des accidents topographiques dont il est parsemé, chaque théâtre ou échiquier, sur lequel on doit opérer avec

une ou plusieurs armées, se compose pour les deux partis :

- 1° D'une base d'opérations fixe ;
- 2° D'un but objectif principal ;
- 3° De fronts d'opérations, de fronts stratégiques et de lignes de défense ;
- 4° De zones et de lignes d'opérations ;
- 5° De lignes stratégiques temporaires et de lignes de communications ;
- 6° D'obstacles naturels ou artificiels à vaincre ou à opposer à l'ennemi ;
- 7° De points stratégiques géographiques importants à occuper dans l'offensive, ou à couvrir défensivement ;
- 8° De bases d'opérations accidentelles et intermédiaires entre le but objectif et la base positive ;
- 9° De points de refuge en cas de revers.

Pour rendre la démonstration plus intelligible, je suppose la France voulant envahir l'Autriche avec deux ou trois armées, destinées à se réunir sous un chef et partant de Mayence, du haut Rhin, de la Savoie, ou des Alpes maritimes. Chaque contrée que l'une ou l'autre de ces trois armées aurait à parcourir, sera en quelque sorte une zone d'opérations de l'échiquier général. Mais si l'armée d'Italie ne doit agir que jusqu'à l'Adige, sans rien concerter avec l'armée du Rhin, alors ce qui n'était considéré que comme une zone d'opérations dans le plan général, devient l'unique échiquier de cette armée et son théâtre d'opérations.

Dans tous les cas, chaque échiquier doit avoir sa base particulière, son point objectif, ses zones et ses lignes d'opérations qui mènent de la base au but objectif dans l'offensive, ou du but objectif à la base dans la défensive.

Quant aux points matériels ou topographiques dont un théâtre d'opérations se trouve plus ou moins sillonné en tous sens, l'art ne manque pas d'ouvrages qui ont dis-

cuté leurs différentes propriétés stratégiques ou tactiques : les routes, les fleuves, les montagnes, les forêts, les villes offrant des ressources à l'abri d'un coup de main, les places de guerre, ont été l'objet de maints débats, dans lesquels les plus érudits ne furent pas toujours les plus lumineux.

Les uns ont donné aux noms des significations étranges ; on a imprimé et professé que les fleuves étaient les lignes d'opérations par excellence !! Or, comme une telle ligne ne saurait exister sans offrir deux ou trois chemins pour mouvoir l'armée dans la sphère de ses entreprises, et au moins une ligne de retraite, ces nouveaux Moïses prétendaient donc transformer ainsi les fleuves en lignes de retraites ! même en lignes de manœuvres ! Il paraissait bien plus naturel et plus juste de dire que les fleuves sont d'excellentes lignes d'approvisionnement, de puissants auxiliaires pour faciliter l'établissement d'une bonne ligne d'opérations, mais jamais cette ligne elle-même.

Nous avons vu, avec un égal étonnement, un écrivain grave affirmer que, *si l'on avait un pays à créer pour en faire un bon théâtre de guerre, il faudrait éviter d'y construire des routes convergentes parce qu'elles facilitent l'invasion !!* Comme si un pays pouvait exister sans capitale, sans villes riches et industrielles, et si les routes n'allaient pas forcément converger vers ces points où les intérêts de toute une contrée se concentrent naturellement et par la force des choses. Lors même qu'on ferait une steppe de toute l'Allemagne pour y reconstruire un théâtre de guerre au gré de l'auteur, des villes commerçantes se relèveraient, des chefs-lieux se rétabliraient, et tous les chemins iraient de nouveau converger vers ces artères vivificateurs. D'ailleurs, ne fut-ce pas à des routes convergentes que l'archiduc Charles dut la facilité de battre Jourdan en 1796 ? Et, dans le fait, ces routes ne favorisent-elles pas la défense plus encore que l'attaque,

puisque deux masses, se repliant sur deux rayons convergents, et pouvant dès lors se réunir plus vite que les deux masses qui les suivraient, seraient ainsi à même de les battre séparément.

D'autres auteurs ont voulu que les pays de montagnes fourmillent de points stratégiques, et les antagonistes de cette opinion ont affirmé que les points stratégiques étaient, au contraire, plus rares dans les Alpes que dans les plaines, mais qu'en échange, s'ils étaient moins nombreux, ils n'en étaient que plus importants et plus décisifs.

Quelques écrivains ont présenté aussi les hautes montagnes comme autant de murailles de la Chine inaccessibles pour tous; tandis que Napoléon, en parlant des Alpes Rhétiennes, disait « *qu'une armée devait passer partout où un homme pouvait poser le pied.* »

Des généraux non moins expérimentés que lui dans la guerre de montagnes, ont partagé sans doute la même opinion en proclamant la grande difficulté qu'on éprouve à y mener une guerre défensive, à moins de réunir les avantages d'une levée en masse des populations à ceux d'une armée régulière, la première pour garder les cimes et harceler l'ennemi, la dernière pour lui livrer bataille sur les points décisifs à la jonction des grandes vallées.

En relevant ces contradictions, nous ne cédon point à un futile esprit de critique, mais seulement à l'envie de démontrer à nos lecteurs que, loin d'avoir porté l'art jusqu'à ses dernières limites, il existe encore une multitude de points à discuter.

Nous n'entreprendrons pas de démontrer ici la valeur stratégique des divers accidents topographiques ou artificiels qui com-

posent un théâtre de guerre, car les plus importants seront examinés dans les différents articles de ce chapitre auxquels ils se rapportent; cependant on peut dire en général que cette valeur dépend beaucoup de l'habileté des chefs, et de l'esprit dont ils sont animés; le grand capitaine qui avait franchi le Saint-Bernard et ordonné le passage du Splügen, était loin de croire à l'*inexpugnabilité* de ces chaînes, mais il ne se doutait guère non plus qu'un misérable ruisseau bourbeux et un enclos de murs pussent changer ses destinées à Waterloo.

ARTICLE XVIII.

Des bases d'opérations.

Le premier point d'un plan d'opérations est de s'assurer d'une bonne base; on nomme ainsi l'étendue ou la fraction d'un État d'où une armée tirera ses ressources et renforts (1); celle d'où elle devra partir pour une expédition offensive, et où elle trouvera un refuge au besoin; celle enfin sur laquelle elle devra s'appuyer, si elle couvre son pays défensivement.

Lorsqu'une frontière offre de bonnes barrières naturelles et artificielles, elle peut former ainsi, tour à tour, soit une excellente base pour l'offensive, soit une ligne de défense lorsqu'on se bornerait à vouloir préserver le pays d'invasion.

Dans ce dernier cas, il sera prudent de se ménager alors une bonne base en seconde ligne; car, bien qu'au fond, une armée soit sensée trouver un appui partout dans son propre pays, encore existe-t-il une grande différence entre les parties de ce pays en-

sa subsistance des provinces de la Westphalie ou de la Franconie, et sa véritable base n'en serait pas moins sur le Rhin.

(1) Si la base d'opérations est le plus souvent aussi celle des approvisionnements, il y a des exceptions, du moins pour ce qui concerne les vivres. Une armée française placée sur l'Elbe pourrait tirer

tièrement dénuées de points et de moyens militaires, d'arsenaux, de forts, de magasins à l'abri, et les autres contrées où l'on trouverait de puissantes ressources de cette espèce : ce sont celles-là seulement qui peuvent être considérées comme des bases d'opérations solides.

Chaque armée peut avoir successivement plusieurs bases : par exemple, une armée française opérant en Allemagne aura pour première base le Rhin, elle pourra en avoir au delà du fleuve partout où elle aura des alliés ou des lignes de défense permanentes d'un avantage reconnu ; mais si elle est ramenée derrière le fleuve, elle trouvera une nouvelle base sur la Meuse ou la Moselle, elle peut en avoir une troisième sur la Seine, une quatrième sur la Loire.

En citant ces bases successives, je ne veux pas dire qu'elles doivent toujours être à peu près parallèles à la première : il arrive souvent, au contraire, qu'un changement total de direction devienne nécessaire : ainsi, une armée française repoussée derrière le Rhin pourrait bien chercher sa nouvelle base principale, soit sur Belfort ou Besançon, soit sur Mézières ou Sedan ; comme l'armée russe, après l'évacuation de Moscou, quittant la base du nord et de l'est, vint s'appuyer sur la ligne de l'Oka et sur les provinces méridionales. Ces bases latérales, perpendiculaires au front de défense, sont souvent décisives pour empêcher l'ennemi de pénétrer au cœur du pays, ou du moins de s'y maintenir.

Une base appuyée sur un fleuve large et impétueux, dont on tiendrait les rives par de bonnes forteresses situées à cheval sur ce fleuve, serait, sans contredit, la plus favorable qu'on pût désirer.

Plus la base est large, moins elle est facile à couvrir, mais moins il sera facile aussi d'en couper l'armée.

Un État, dont la capitale ou le centre de puissance est trop près de la première frontière, offre moins d'avantages pour baser

ses défenseurs, qu'un État dont la capitale serait plus éloignée.

Toute base, pour être parfaite, doit offrir deux ou trois places d'une capacité suffisante pour y établir des magasins, des dépôts, etc. Elle doit avoir une tête de pont retranchée sur chacune des rivières inguéables qui s'y trouvent.

Jusqu'à ce jour on a été assez généralement d'accord sur toutes les qualités que nous venons d'énumérer ; mais il est d'autres points sur lesquels les avis ont été plus divisés. Plusieurs écrivains ont voulu qu'une base, pour être parfaite, fût parallèle avec celle de l'adversaire ; tandis qu'au contraire j'ai émis l'opinion que les bases perpendiculaires à celles de l'ennemi étaient les plus avantageuses, notamment celles qui, présentant deux faces à peu près perpendiculaires l'une à l'autre et figurant un angle rentrant, assureraient une double base au besoin, rendraient maître de deux côtés de l'échiquier stratégique, procureraient deux lignes de retraite fort distantes l'une de l'autre, enfin faciliteraient tout changement de ligne d'opérations que la tournure imprévue des chances de la guerre pourrait nécessiter.

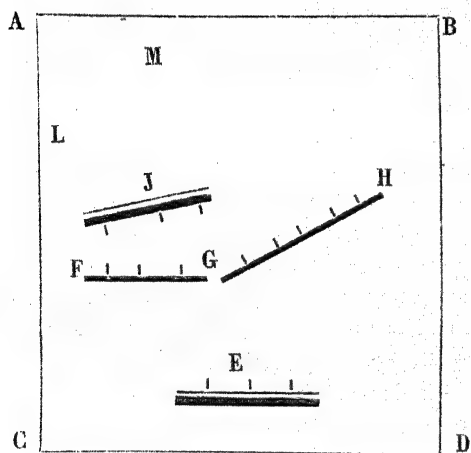
J'ai démontré, il y a près de trente ans, dans mon *Traité des grandes opérations militaires*, l'influence que la direction des frontières devait exercer sur celle de la base et des lignes d'opérations. On se rappelle, qu'appliquant ces vérités à divers théâtres de guerre, je comparais ceux-ci à un échiquier toujours borné d'un côté ou de l'autre par une mer ou par une grande puissance neutre, qui formeraient également un obstacle insurmontable. Voici comment je m'exprimais :

« La configuration générale du théâtre de la guerre peut avoir aussi une grande influence sur la direction à donner aux lignes d'opérations (et par conséquent aux bases).

» En effet, si tout théâtre de guerre forme

» un échiquier ou figure présentant quatre
 » faces plus ou moins régulières, il peut
 » arriver qu'une des armées, au début de la
 » campagne, occupe une seule de ces faces,
 » comme il est possible qu'elle en tienne
 » deux, tandis que l'ennemi n'en occupe-
 » rait qu'une seule et que la quatrième for-
 » merait un obstacle insurmontable. La ma-
 » nière dont on embrasserait ce théâtre de
 » guerre présenterait donc des combinai-
 » sons bien différentes dans chacune de ces
 » hypothèses.

» Pour faire mieux comprendre cette
 » idée, je citerai le théâtre de la guerre des
 » armées françaises en Westphalie, depuis
 » 1757 jusqu'à 1762, et celui de Napoléon
 » en 1806, représentés l'un et l'autre par
 » la figure ci-après :



» Dans le premier de ces théâtres de
 » guerre, le côté AB était formé par la mer
 » du Nord, le côté BD par la ligne du We-
 » ser, base de l'armée du duc Ferdinand ; la
 » ligne du Mein formait le côté CD, base de
 » l'armée française, et la face AC était for-
 » mée par la ligne du Rhin, également gar-
 » dée par les armées de Louis XV.

» On voit donc que les armées françaises,
 » opérant offensivement, et tenant deux
 » faces, avaient en leur faveur la mer du

» Nord formant le troisième côté, et que par
 » conséquent elles n'avaient qu'à gagner le
 » côté BD par des manœuvres, pour être
 » maîtresses des quatre faces, c'est-à-dire,
 » de la base et de toutes les communications
 » de l'ennemi comme le montre la figure
 » ci-dessus.

» L'armée française E, partant de la base
 » CD pour gagner le front d'opérations FGH,
 » coupait l'armée alliée J, du côté BD, qui
 » formait sa base ; cette dernière aurait
 » donc été rejetée sur l'angle L, A, M, formé
 » vers Embden par les lignes du Rhin, de
 » l'Ems et de la mer du Nord ; tandis que
 » l'armée française E pouvait toujours com-
 » munique avec ses bases du Mein et du
 » Rhin.

» La manœuvre de Napoléon sur la Saale,
 » en 1806, fut combinée absolument de
 » même : il vint occuper à Jéna et à Naum-
 » bourg la ligne FGH et marcha ensuite par
 » Halle et Dessau pour rejeter l'armée prus-
 » sienne J sur le côté AB, formé par la mer.
 » On sait assez quel en fut le résultat.

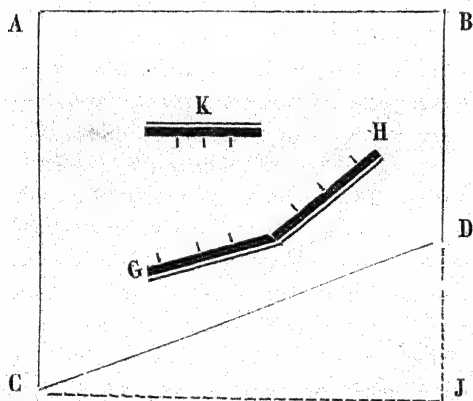
» Le grand art de bien diriger ses lignes
 » d'opérations consiste donc à combiner ses
 » marches de manière à s'emparer des com-
 » munications de l'ennemi sans perdre les
 » siennes : on voit aisément que la ligne
 » FGH, par sa position prolongée et le cro-
 » chet laissé sur l'extrémité de l'ennemi,
 » conserve toujours ses communications
 » avec la base CD ; c'est l'application exacte
 » des manœuvres de Marengo, d'Ulm et de
 » Jéna.

» Lorsque le théâtre de la guerre ne sera
 » pas voisin d'une mer, il sera toujours
 » borné par une grande puissance neutre
 » qui gardera ses frontières et fermera un
 » des côtés du carré : sans doute ce ne sera
 » pas une barrière aussi insurmontable
 » qu'une mer ; mais, en thèse générale, on
 » peut toujours la considérer comme un
 » obstacle sur lequel il serait dangereux de
 » se replier après une défaite, et avantageux
 » par là même de refouler son ennemi.

» On ne viole pas impunément le territoire d'une puissance qui aurait 150 à 200,000 hommes ; et si une armée battue prenait ce parti, elle n'en serait pas moins coupée de sa base.

» Si c'était une petite puissance qui bornât le théâtre de la guerre, il est probable qu'elle y serait bientôt englobée, et la face du carré se trouverait seulement un peu plus reculée jusqu'aux frontières d'un grand État, ou jusqu'à une mer.

» La configuration des frontières modifiera parfois la forme des diverses faces de l'échiquier, c'est-à-dire, que ces formes se rapprocheraient alors de celle d'un parallélogramme ou d'un trapèze selon le tracé des deux lignes de la figure suivante :



» Dans l'un et l'autre cas, les avantages de l'armée qui se trouverait maîtresse de deux des faces et aurait la facilité d'y établir une double base, seraient encore bien plus positifs, puisqu'elle pourrait plus aisément couper l'ennemi de la face rétrécie qui lui resterait, ainsi que cela arriva en 1806 à l'armée prussienne dans le côté BDJ du parallélogramme formé par les lignes du Rhin, de l'Oder, la mer du Nord et la frontière des montagnes de Franconie. »

La base de la Bohême en 1813 prouve,

aussi bien que tout ce qui précède, en faveur de mon opinion, car ce fut par la direction perpendiculaire de cette base avec celle de l'armée française, que les alliés parvinrent à paralyser les avantages immenses que la ligne de l'Elbe eût procurés sans cela à Napoléon ; circonstance qui fit tourner toutes les chances de la campagne en leur faveur. De même, en 1812, ce fut en se basant perpendiculairement sur l'Oka et Kalouga que les Russes purent exécuter leur marche de flanc sur Wiazma et Krasnoï.

Au surplus, pour se convaincre de ces vérités, il suffit de réfléchir que le front d'opérations d'une armée dont la base serait perpendiculaire à celle des ennemis, se trouverait établi parallèlement à la ligne d'opérations de ses adversaires, et qu'il lui deviendrait ainsi très-facile d'opérer sur leurs communications et leur ligne de retraite.

J'ai dit plus haut que les bases perpendiculaires seraient surtout favorables lorsqu'elles présenteraient une double frontière, selon ce qui est tracé aux figures susmentionnées ; or, les critiques ne manqueront pas d'objecter que ceci ne s'accorde guère avec ce que j'ai dit ailleurs en faveur des frontières saillantes du côté de l'ennemi, et contre les lignes d'opérations doubles à égalité de forces. (Art. 21.)

L'objection serait plus spécieuse que juste, car le grand avantage d'une base perpendiculaire résulte précisément de ce qu'elle forme ce saillant qui prend à revers une partie du théâtre des opérations. D'un autre côté, la possession d'une base à deux faces n'empêche nullement l'obligation de les occuper en forces toutes les deux ; il suffit, au contraire, d'avoir, sur l'une d'elles, quelques points fortifiés avec un petit corps d'observation, tandis que l'on porterait tout le poids de ses forces sur l'autre face, ainsi que cela eut lieu dans les campagnes de 1800 et 1806. L'angle presque droit, formé par le Rhin depuis Constance à Basle,

et de là à Kehl, offrait au général Moreau une base parallèle, et une autre perpendiculaire à celle de son antagoniste. Il poussa deux divisions par sa gauche sur la première de ces bases, vers Kehl, pour y attirer l'attention de l'ennemi, tandis qu'il fila avec neuf divisions sur l'extrémité de la face perpendiculaire du côté de Schaffhouse, ce qui l'amena en peu de marches jusqu'aux portes d'Augsbourg, après que les deux divisions détachées l'eurent déjà rejoint.

Napoléon, en 1806, avait aussi la double base du Mein et du Rhin, formant presque un angle droit rentrant; il se contenta de laisser Mortier sur la face parallèle, c'est-à-dire, sur celle du Rhin, pendant, qu'avec toute la masse de ses forces, il gagnait l'extrémité de la face perpendiculaire, et prévenait ainsi les Prussiens à Géra et Naumbourg sur leur ligne de retraite.

Si tant de faits imposants prouvent que les bases à deux faces, dont l'une serait à peu près perpendiculaire à celle de l'ennemi, sont les meilleures, il faut bien reconnaître aussi que, dans le cas où l'on manquerait d'une base pareille, on pourrait y suppléer en partie par un changement de front stratégique comme on le verra à l'article 20.

Une autre question non moins importante sur la meilleure direction à donner aux bases d'opérations, est celle qui se rattache aux bases établies sur les rives de la mer et qui ont aussi donné lieu à de graves erreurs; car autant elles sont favorables pour les uns, autant elles seraient redoutables pour les autres, ainsi qu'on a pu s'en assurer par tout ce qui précède. Le danger qu'il y aurait pour une armée continentale à être refoulée sur la mer a été si fortement signalé, que l'on ne saurait trop s'étonner d'entendre encore vanter les avantages des bases établies sur ses rivages et qui ne sau-

raient convenir qu'à une armée insulaire. En effet, Wellington, venant avec sa flotte au secours du Portugal et de l'Espagne, ne pouvait adopter de meilleure base que celle de Lisbonne, ou, pour mieux dire, celle de la presqu'île de Torres-Vedras qui couvre les seules avenues de cette capitale du côté de terre. Ici les rives du Tage et celles de la mer ne couvraient pas seulement ses deux flancs, mais elles assuraient encore sa ligne de retraite qui ne pouvait avoir lieu que sur ses vaisseaux.

Séduits par les avantages que ce fameux camp retranché de Torres-Vedras avait procurés au général anglais, et ne jugeant que les effets sans remonter aux causes, bien des généraux, fort savants d'ailleurs, ne voulurent plus voir de bonnes bases hormis celles qui, placées sur les rives de la mer, procureraient à l'armée de faciles approvisionnements et des refuges avec des flancs à l'abri de toute insulte. L'aveuglement fut poussé à tel point, que le général Pfuhl soutenait, en 1812, que la base naturelle des Russes était à Riga, blasphème stratégique qui fut également proféré en ma présence par un des généraux les plus renommés.

Fasciné par de semblables idées, le colonel Carrion-Nizas osa même imprimer, qu'en 1813, Napoléon aurait dû placer la moitié de son armée en Bohême et jeter 150,000 hommes *aux bouches de l'Elbe* vers Hambourg!!! oubliant que la première règle pour toutes les bases d'une armée continentale est de s'appuyer sur le front le plus opposé à la mer, c'est-à-dire, sur celui qui placerait l'armée au centre de tous les éléments de sa puissance militaire et de sa population, dont elle se trouverait séparée et coupée si elle commettait la faute grave de s'appuyer à la mer.

Une puissance insulaire, agissant sur le continent, doit naturellement faire le calcul diamétralement opposé, et cela pour appliquer néanmoins le même axiome, qui pre-

scrit à chacun de chercher sa base sur les points où il peut être soutenu de tous ses moyens de guerre et trouver en même temps un refuge certain.

Une puissance, forte à la fois sur terre comme sur mer, et dont les escadres nombreuses domineraient une mer voisine du théâtre des opérations, pourrait bien encore baser une petite armée de 40 à 50,000 hommes sur le rivage, en lui assurant un refuge bien protégé et des approvisionnements de toute espèce : mais donner une pareille base à des masses continentales de 150,000 hommes, engagées contre des forces disciplinées et à peu près égales en nombre, ce serait toujours un acte de folie.

Cependant, comme toute maxime a ses exceptions, il est un cas dans lequel il peut être convenable de dévier à ce que nous venons de dire, et de porter ses opérations du côté de la mer : c'est lorsqu'on aurait affaire à un adversaire peu redoutable en campagne, et qu'étant maître décidé de cette mer, on pourrait s'approvisionner aisément de ce côté, tandis qu'il serait difficile de le faire dans l'intérieur des terres. Quoiqu'il soit fort rare de voir ces trois conditions réunies, ce fut néanmoins ce qui arriva dans la guerre de Turquie en 1828 et 1829. Toute l'attention fut fixée sur Warna et Bourgas en se bornant à observer Schumla, système qu'on n'eût pas pu suivre en face d'une armée européenne, lors même qu'on eût tenu la mer, sans s'exposer à une ruine probable.

Malgré tout ce qu'en ont dit les oisifs qui prétendent décider du sort des empires, cette guerre fut assez bien conduite, à quelques fautes près : on eut soin de se couvrir en s'assurant des forteresses de Brailof, Warna et Silistrie, puis en se préparant un dépôt à Szipoli. Dès qu'on fut suffisamment basé, on poussa droit sur Andrinople, ce qui auparavant eût été folie. Si l'on n'était pas venu de si loin en 1828, ou que l'on eût eu deux mois de bonne saison de plus,

tout eût été terminé dès cette première campagne.

Outre les bases permanentes, qui se trouveront ordinairement établies sur ses propres frontières, ou du moins dans le pays d'un allié sur lequel on pourrait compter, il en est aussi d'éventuelles ou temporaires, qui dépendent des opérations entreprises en pays ennemi : mais comme celles-ci sont plutôt des points d'appui passagers, nous en dirons quelques mots dans un article particulier, afin d'éviter la confusion qui pourrait résulter d'une similitude de dénomination (*Voyez art. 23*).

ARTICLE XIX.

Des points et lignes stratégiques, des points décisifs du théâtre de la guerre, et des objectifs d'opérations.

Il y a des points et des lignes stratégiques de diverse nature. Les uns reçoivent ce nom par le fait seul de leur site, duquel résulte toute leur importance sur l'échiquier des opérations; ils sont donc des points stratégiques géographiques permanents. D'autres acquièrent leur valeur par les rapports qu'ils ont avec le placement des forces ennemies que l'on voudrait former contre elles : ce sont donc des points stratégiques de manœuvres et tout à fait éventuels. Enfin, il y a des points et lignes stratégiques qui n'ont qu'une importance secondaire, et d'autres dont l'importance est à la fois immense et incessante : ceux-ci, je les ai nommés points stratégiques décisifs.

Je vais m'efforcer d'expliquer ces rapports aussi nettement que je les conçois moi-même, ce qui n'est pas toujours aussi facile qu'on le croit en pareille matière.

Tout point du théâtre de la guerre qui

aurait une importance militaire, soit par son site au centre des communications, par des établissements militaires et travaux de fortifications quelconques qui auraient une influence directe ou indirecte sur l'échiquier stratégique, sera de fait un point stratégique territorial ou géographique.

Un illustre général affirme, au contraire, que tout point qui réunirait les conditions susmentionnées ne serait pas pour cela un point stratégique, s'il ne se trouvait sur une direction convenable relativement à l'opération qu'on aurait en vue. On me pardonnera de professer une opinion différente, car un point stratégique est toujours tel par sa nature, et celui même qui serait le plus éloigné de la sphère des premières entreprises, pourra y être entraîné par la tournure imprévue des événements et acquérir ainsi toute l'importance dont il serait susceptible. Il eût donc été plus exact, à mon avis, de dire que tous les points stratégiques ne sont pas des points décisifs.

Les lignes stratégiques sont également ou géographiques ou relatives seulement aux manœuvres temporaires; les premières peuvent être subdivisées en deux classes, savoir, les lignes géographiques qui par leur importance permanente appartiennent aux points décisifs du théâtre de la guerre (1), et celles qui n'ont de valeur que parce qu'elles lient deux points stratégiques entre eux.

De crainte d'embrouiller ces différents sujets, nous traiterons dans un article séparé des *lignes stratégiques* qui se rapportent à une manœuvre combinée, pour nous

borner ici à ce qui concerne les *points décisifs et objectifs* de la zone d'opérations sur laquelle les entreprises seront dirigées.

Quoiqu'il existe des rapports intimes entre ces deux espèces de points, vu que tout objectif devra être nécessairement un des points décisifs du théâtre de la guerre, il y a cependant une distinction à faire, car tous les points décisifs ne sauraient être à la fois le but objectif des opérations. Occupons-nous donc d'abord de bien définir les premiers, ce qui conduira plus facilement au bon choix des seconds.

Je crois qu'on peut donner le nom de *point stratégique décisif*, à tous ceux qui sont susceptibles d'exercer une influence notable, soit sur l'ensemble d'une campagne, soit sur une seule entreprise. Tous les points dont le site géographique et les avantages artificiels favoriseraient l'attaque ou la défense d'un front d'opérations, ou d'une ligne de défense, sont de ce nombre, et les grandes places d'armes bien situées tiennent le premier rang parmi eux.

Les points décisifs d'un théâtre de guerre sont donc de plusieurs espèces. Les premiers sont les points ou lignes géographiques dont l'importance est permanente, et dérive de la configuration même de cet échiquier : prenons, par exemple, le théâtre de la guerre des Français en Belgique; il est tout simple que celui des deux partis qui sera maître du cours de la Meuse, aura des avantages incalculables pour s'emparer du pays; car son adversaire, débordé et enfermé entre la Meuse et la mer du Nord, ne pourrait recevoir bataille parallèlement à cette mer, sans courir risque d'une perte

(1) On me reprochera peut-être encore un barbarisme, parce que je donne le nom de point décisif ou objectif à des lignes, et qu'un point ne saurait être une ligne. Il est inutile de faire observer à mes lecteurs que les points objectifs ne sont pas des points géométriques, mais une formule grammaticale exprimant le but qu'une armée se propose. Et si l'on dispute sur le mot décisif, vu

qu'un point par lui-même est rarement décisif, on peut y substituer le mot *important*, bien qu'il n'exprime pas aussi fortement la pensée que j'y rattache. Il est inutile, je pense, d'ajouter qu'un point ne saurait être décisif, qu'autant que les opérations seraient dirigées dans la sphère où il pourrait avoir une action sur leur résultat.

totale (1). De même, la vallée du Danube présente une série de points importants qui l'ont fait regarder comme la clef de l'Allemagne méridionale.

Les points décisifs géographiques sont aussi ceux qui rendraient maître du nœud de plusieurs vallées ou du centre des plus grandes communications qui coupent un pays. Par exemple, Lyon est un point stratégique important, parce qu'il domine les deux vallées du Rhône et de la Saône, et qu'il se trouve au centre des communications de la France avec l'Italie et du Midi avec l'Est : mais il ne serait décisif qu'autant qu'il s'y trouverait une place forte ou un camp retranché avec tête de ponts.

Leipzig est incontestablement un point stratégique, parce qu'il se trouve à la jonction de toutes les communications du nord de l'Allemagne. Si cette ville était fortifiée, et située à cheval sur un fleuve, elle serait presque la clef du pays (si un pays a une clef, et si cette expression figurée veut dire autre chose qu'un point décisif).

Toutes les capitales, étant au centre des routes d'un pays, seraient ainsi des points stratégiques décisifs, non-seulement par cette raison, mais encore par les autres motifs statistiques et politiques qui ajoutent à cette importance.

Outre ces points, il existe, dans les pays de montagnes, des défilés qui sont les seules issues praticables pour une armée : ces points géographiques peuvent être décisifs dans une entreprise sur le pays : on sait ce que le défilé de Bard, couvert d'un petit fort, eut d'importance en 1800.

La seconde espèce de points décisifs est celle des points éventuels de manœuvres, qui sont relatifs et résultent de l'emplacement des troupes des deux partis ; par exemple, Mack se trouvant concentré en 1805 vers Ulm, et attendant l'armée russe

par la Moravie, le point décisif pour l'attaquer était Donawerth ou le bas Lech, car en le gagnant avant lui on coupait sa ligne de retraite sur l'Autriche et sur l'armée destinée à le seconder. Au contraire, en 1800, Kray se trouvant dans la même position d'Ulm, n'attendait le concours d'aucune armée du côté de la Bohême, mais bien du Tyrol et de l'armée victorieuse de Mélas en Italie ; dès lors, le point décisif pour l'attaquer n'était plus Donawerth, mais bien du côté opposé, c'est-à-dire, par Schaffhouse, puisque c'était le moyen de prendre à revers son front d'opérations, de le couper de sa retraite, et de l'isoler de l'armée secondaire aussi bien que de sa base, en le rejetant sur le Mein. Dans la même campagne de 1800, le premier point objectif de Bonaparte était de fondre sur la droite de Mélas par le Saint-Bernard pour s'emparer ensuite de ses communications : on juge que le Saint-Bernard, Yvrée et Plaisance n'étaient des points décisifs que par leurs rapports avec la marche de Mélas sur Nice.

On peut poser comme principe général, que les points décisifs de manœuvres sont sur celle des extrémités de l'ennemi d'où l'on pourrait le séparer plus facilement de sa base et de ses armées secondaires, sans s'exposer soi-même à courir ce risque. On doit toujours préférer l'extrémité opposée à la mer, parce qu'il est aussi avantageux de refouler l'ennemi sur la mer, que dangereux de s'exposer à pareille chance, à moins que l'on n'ait affaire à une armée insulaire et inférieure : dans ce cas, on peut chercher à la couper de ses vaisseaux, bien que ce soit parfois dangereux.

Si l'armée ennemie est morcelée, ou étendue sur une ligne très-longue, alors le point décisif sera le centre ; car en y pénétrant on augmentera la division des forces ennemies, c'est-à-dire, on doublera leur fai-

(1) Ceci ne s'applique qu'à des armées continentales et non aux Anglais qui, basés sur Anvers ou

Ostende, n'auraient rien à redouter de l'occupation de la ligne de la Meuse.

blesse, et ces troupes accablées isolément seront sans doute perdues.

Le point décisif d'un champ de bataille se détermine :

- 1° Par la configuration du terrain ;
- 2° Par la combinaison des localités avec le but stratégique qu'une armée se propose ;
- 3° Par l'emplacement des forces respectives ;

Mais pour ne pas anticiper sur les combinaisons de la tactique, nous traiterons de ces derniers points au chapitre des batailles.

Des points objectifs.

On pourrait dire de ces points comme de ceux qui précèdent, qu'il y a des points objectifs de manœuvres et d'autres qui sont géographiques, tels qu'une forteresse importante, la ligne d'un fleuve, un front d'opérations qui offrirait de bonnes lignes de défense ou de bons points d'appui pour des entreprises ultérieures. Cependant, comme le choix même d'un objectif géographique est une combinaison qui peut être rangée dans la classe des manœuvres, il serait plus exact de dire que les uns ne se rapportent qu'à des points territoriaux, et que les autres s'attachent exclusivement aux forces ennemies qui occupent ceux-ci.

En stratégie, le but d'une campagne détermine le point objectif. Si ce but est offensif, le point sera l'occupation de la capitale ennemie, ou celle d'une province militaire dont la perte pourrait déterminer l'ennemi à la paix. Dans la guerre d'invasion, la capitale est ordinairement le point objectif que se propose l'assaillant. Toutefois, la situation géographique de cette capitale, les rapports politiques des puissances belligérantes avec les puissances voisines, les ressources respectives, soit positives soit fédératives, forment autant de combinaisons

étrangères au fond à la science des combats, mais très-intimement liées néanmoins avec les plans d'opérations, et qui peuvent décider si une armée doit désirer ou craindre de pousser jusqu'à la capitale ennemie.

Dans ce dernier cas, le point objectif pourra être dirigé contre la partie du front d'opérations ou de la ligne de défense, où se trouveraient quelques places importantes dont la conquête assurerait, à l'armée, la possession du territoire occupé : par exemple, dans une guerre contre l'Autriche, si la France envahissait l'Italie, son premier objectif serait d'atteindre la ligne du Tessin et du Pô ; le second point objectif serait Mantoue et la ligne de l'Adige.

Dans la défensive, le point objectif, au lieu d'être celui que l'on veut conquérir, sera celui que l'on cherche à couvrir. La capitale étant censée le foyer de la puissance, devient le point objectif principal de la défensive ; mais il peut y avoir des points plus rapprochés, comme la défense d'une première ligne et de la première base d'opérations ; ainsi une armée française, réduite à la défensive derrière le Rhin, aura pour premier point objectif d'empêcher le passage du fleuve ; elle cherchera à secourir les places d'Alsace si l'ennemi parvenait à effectuer son passage et à les assiéger ; le second objectif sera de couvrir la première base d'opérations qui se trouvera sur la Meuse ou la Moselle, but que l'on peut également atteindre par une défense latérale aussi bien que par une défense de front.

Quant aux points objectifs *de manœuvres*, c'est-à-dire, ceux qui se rapportent surtout à la destruction ou à la décomposition des armées ennemies, on jugera de toute leur importance par ce que nous avons déjà dit plus haut des points décisifs de la même espèce. C'est en quelque sorte dans le bon choix de ces points que consiste le talent le plus précieux pour un général, et le gage le plus sûr de grands succès. Du moins est-il certain que ce fut le mérite le plus in-

contestable de Napoléon. Rejetant les vieilles routines qui ne s'attachaient qu'à la prise d'une ou deux places, ou à l'occupation d'une petite province limitrophe, il parut convaincu que le premier moyen de faire de grandes choses était de s'appliquer sur-tout à disloquer et ruiner l'armée ennemie, certain que les États ou les provinces tombent d'eux-mêmes quand ils n'ont plus de forces organisées pour les couvrir (1). Mesurer d'un coup d'œil sûr les chances qu'offriraient les différentes zones d'un théâtre de guerre ; diriger ses masses concentriquement sur celle de ces zones qui serait évidemment la plus avantageuse ; ne rien négliger pour s'instruire de la position approximative des forces ennemies ; puis fondre alors avec la rapidité de l'éclair soit sur le centre de cette armée si elle était divisée, soit sur celle des deux extrémités qui conduirait plus directement sur ses communications, la déborder, la couper, l'entamer, la poursuivre à outrance en lui imprimant des directions divergentes ; enfin, ne la quitter qu'après l'avoir anéantie ou dispersée : voilà ce que toutes les premières campagnes de Napoléon indiquent comme un des meilleurs systèmes, ou du moins comme les bases de celui qu'il préférait.

Appliquées plus tard aux immenses distances et aux contrées inhospitalières de la Russie, ces manœuvres n'eurent pas, à la vérité, le même succès qu'en Allemagne : toutefois, on doit reconnaître que, si ce genre de guerre ne convient ni à toutes les capacités, ni à toutes les contrées, ni à toutes les circonstances, ses chances n'en sont pas moins les plus vastes, et qu'elles sont réellement fondées sur l'application des principes : l'abus outré que Napoléon fit de ce système, ne saurait détruire les avanta-

ges réels qu'on pourrait en attendre lorsqu'on saurait imposer une limite à ses succès, et mettre ses entreprises en harmonie avec l'état respectif des armées et des nations voisines.

Les maximes que l'on pourrait donner sur ces importantes opérations stratégiques, sont presque tout entières dans ce que nous venons de dire sur les points décisifs, et dans ce que nous exposerons plus loin en parlant du choix des lignes d'opérations (Art. 21).

Pour ce qui concerne le choix des points objectifs, tout dépendra ordinairement du but de la guerre, du caractère que les circonstances ou la volonté des cabinets lui imprimeraient, enfin, des moyens de guerre des deux partis. Dans maintes occasions où l'on aurait de puissants motifs de ne rien donner au hasard, il serait plus prudent de borner le but de la campagne à l'acquisition de quelques avantages partiels, en ne visant alors qu'à la prise de quelques villes, ou à obtenir l'évacuation de petites provinces limitrophes. Lorsque, au contraire, on se sentirait les moyens de courir de grandes chances avec espoir de succès, ce sera, comme Napoléon, à la destruction de l'armée ennemie qu'il faudra songer. On ne pourrait conseiller les manœuvres d'Ulm et de Jéna à l'armée qui marcherait uniquement pour assiéger Anvers. Par des motifs tout différents, il n'eût pas été prudent de les conseiller à l'armée française au delà du Niémen, à 500 lieues de ses frontières, puisque les chances désastreuses eussent surpassé de beaucoup tous les avantages qu'on aurait pu se promettre.

Il est encore une sorte particulière de points objectifs qu'on ne saurait passer sous silence ; ce sont ceux qui, ayant pour but un point militaire quelconque, se rattachent

(1) La guerre d'Espagne et toutes les guerres nationales, pourraient être citées comme exceptions : cependant sans le secours d'une armée organisée,

soit étrangère soit nationale, toute lutte partielle des populations succomberait à la longue.

néanmoins aux combinaisons de la politique bien plus qu'à celles de la stratégie ; dans les coalitions surtout il est rare qu'ils ne jouent pas un très-grand rôle, en influant sur les opérations et sur les combinaisons des cabinets : on pourrait donc les nommer *des points objectifs politiques*.

En effet, outre les rapports intimes qui existent entre la politique et la guerre pour la préparation de celle-ci, il se présente, dans presque toutes les campagnes, des entreprises militaires formées pour satisfaire à des vues politiques, souvent fort importantes, mais souvent fort peu rationnelles, et qui, stratégiquement parlant, conduisent à des fautes graves plutôt qu'à des opérations utiles. Nous nous bornerons à en citer deux exemples : l'expédition du duc de Yorck sur Dunkerque en 1793, inspirée aux Anglais par d'anciennes vues maritimes et commerciales, donna aux opérations des coalisés une direction divergente qui causa leur perte, et ce point objectif n'était bon sous aucun rapport militaire. L'expédition du même prince sur la Hollande en 1799, également dictée par les mêmes vues du cabinet de Londres, corroborées par les arrière-pensées de l'Autriche sur la Belgique, ne fut pas moins funeste, car elle motiva la marche de l'archiduc Charles de Zurich sur Manheim, opération fort contraire aux intérêts manifestes des armées coalisées à l'époque où elle fut résolue.

Ces vérités prouvent que le choix des points objectifs politiques doit être subordonné aux intérêts de la stratégie, du moins jusqu'à ce que les grandes questions militaires soient décidées par les armes.

Au demeurant, ce sujet est si vaste et si compliqué qu'il serait absurde de vouloir le soumettre à des règles : la seule que l'on puisse proposer est celle que nous venons d'indiquer : pour la mettre en pratique il faut, ou que les points objectifs politiques adoptés dans le cours d'une campagne soient d'accord avec les principes de la stra-

tégie, ou, dans le cas contraire, qu'ils soient ajournés jusqu'après une victoire décisive. En appliquant cette maxime aux deux événements précités, on reconnaîtra que c'était à Cambray, ou au cœur de la France, qu'il fallait conquérir Dunkerque en 1793, et délivrer la Hollande en 1799 : c'est-à-dire, en réunissant les efforts de la coalition sur un point décisif des frontières, et en y frappant de grands coups. Du reste, les expéditions de cette nature rentrent presque toutes dans la classe des grandes diversions auxquelles nous consacrons un article spécial.

ARTICLE XX.

Des fronts d'opérations, des fronts stratégiques, des lignes de défense et des positions stratégiques.

Il est certains points de la science militaire qui ont tant d'affinité entre eux, que l'on est souvent tenté de les prendre pour une seule et même chose, bien qu'ils diffèrent au fond.

De ce nombre sont les fronts d'opérations, les fronts stratégiques, les lignes de défense et les positions stratégiques. On pourra s'assurer, par les observations suivantes, des rapports intimes et de la différence qui existent entre eux, et apprécier les motifs qui nous ont décidé à les réunir dans un même article.

Des fronts d'opérations et fronts stratégiques.

Dès qu'une armée est disposée sur la zone de l'échiquier qu'elle veut embrasser, soit pour attaquer soit pour se défendre, elle y occupe ordinairement des positions stratégiques ; nous dirons un peu plus loin ce qu'il faut entendre sous cette dénomination.

L'étendue du front qu'elles embrassent et qui fait face du côté de l'ennemi, se nommera le front stratégique. La portion de l'échiquier d'où l'ennemi pourra présumablement arriver sur ce front en une ou deux marches, sera le front d'opérations.

Il existe entre ces deux sortes de fronts une si grande analogie, que bien des militaires les ont confondues tantôt sous l'une de ces dénominations, tantôt sous l'autre. En prenant néanmoins les choses à la rigueur, il est incontestable que le nom de front stratégique convient mieux pour désigner celui des positions réelles occupées par l'armée, tandis que le nom de front d'opérations désignerait mieux cet espace géographique qui sépare les deux armées, s'étend à une ou plusieurs marches au delà de chaque extrémité de leur front stratégique, et où il est probable enfin qu'elles viendront s'entre-choquer.

Ceci paraît si rationnel, que je n'hésiterais nullement à consacrer désormais cette double définition, si je ne craignais d'être encore accusé de m'attacher à des subtilités de terminologie par trop minutieuses, car dans l'application pratique que d'autres écrivains voudront faire de ces mots, il est probable que plusieurs d'entre eux continueront à ne pas les distinguer, et les emploieront indistinctement pour formuler une même idée. Je me contente donc de signaler la différence que l'on pourrait assigner à ces deux expressions, et de m'y conformer, pour ma part, autant que cela peut se faire.

Dès que les opérations d'une campagne seront sur le point de commencer, une des deux armées prendra sans doute la résolution d'attendre l'ennemi; dès lors, elle aura soin de s'assurer d'une ligne de défense plus ou moins préparée à l'avance, et qui pourra être soit sur la ligne même du front stratégique, soit un peu plus en arrière. De là il résulte naturellement, que parfois ce front semblera former également la ligne

de défense, comme le cas s'en présenta en 1795 et en 1796 sur la ligne du Rhin qui servit à la fois de ligne de défense aux Autrichiens ainsi qu'aux Français, tandis que le front stratégique et le front d'opérations des deux partis se trouvaient aussi sur cette ligne. C'est sans doute ce qui a fait confondre souvent ces trois choses, qui, pour se trouver réunies parfois dans une même localité, n'en sont pas moins des choses fort différentes. En effet, une armée n'a pas toujours une ligne de défense, surtout lorsqu'elle envahit un pays; elle n'a pas non plus de front stratégique lorsqu'elle se trouve réunie dans un seul camp, tandis qu'elle a toujours un front d'opérations.

La multiplicité des exemples ne pouvant rendre une démonstration que plus claire, j'en citerai encore deux pour faire juger la distinction proposée. Lors de la reprise des hostilités, à la fin de 1813, le front général d'opérations de Napoléon s'étendait d'abord depuis Hambourg jusqu'à Wittenberg, d'où il longeait la ligne des alliés jusque vers Glogau et Breslau, puisque sa droite était à Lowenberg; enfin, il se rabattait en arrière sur la frontière de Bohême jusqu'à Dresde. Ses forces étaient réparties sur ce grand front en quatre masses, dont les positions stratégiques étaient intérieures ou centrales et présentaient trois faces différentes. Ramené plus tard derrière l'Elbe, sa ligne réelle de défense ne s'étendait alors qu'entre Wittenberg et Dresde, avec un crochet en arrière sur Marienberg; car Hambourg et Magdebourg même, se trouvaient déjà en dehors de son échiquier stratégique, et il eût été perdu s'il eût songé à y porter ses opérations.

Comme autre exemple, je citerai sa position autour de Mantoue en 1796. Son front d'opérations s'étendait en réalité depuis les montagnes de Bergame jusqu'à la mer Adriatique, tandis qu'au besoin sa ligne réelle de défense était sur l'Adige entre le lac de Garda et Legnago, ensuite sur le Mincio

entre Peschiera et Mantoue, et que son front stratégique variait selon ses positions.

Ce serait, du reste, faire injure à nos lecteurs que d'insister plus longtemps sur ce point, et la distinction de ces trois objets étant reconnue, il ne nous reste qu'à les examiner séparément et à présenter le petit nombre de maximes qui leur sont communes, ou qui sont propres à chacun d'eux en particulier.

Le front d'opérations étant donc l'espace géographique qui sépare le front stratégique des deux armées et sur lequel elles peuvent venir se heurter, il se trouve ainsi ordinairement établi à peu près parallèlement à la base. Le front stratégique effectif, tout en embrassant un espace un peu moins étendu que le front des opérations éventuelles ou présumable, sera dans la même direction, et devra être ordinairement établi de manière à couper transversalement la ligne principale d'opérations, et à se prolonger au delà des flancs de celle-ci de manière à la couvrir autant que possible.

Toutefois, la direction de ce front peut varier aussi selon les projets que l'on forme, ou selon les attaques de l'ennemi, et il arrive assez fréquemment que l'on soit appelé à présenter, au contraire, un front perpendiculaire à la base et parallèle à la ligne d'opérations primitive.

Les changements de front stratégique sont, en effet, une des grandes manœuvres les plus importantes ; car, en formant ainsi une perpendiculaire avec sa propre base, on se rend maître de deux côtés de l'échiquier, et on place ainsi l'armée dans une situation presque aussi favorable que si elle avait une base à deux faces, selon ce qui a été expliqué à l'article 18, page 59, et démontré par la figure annexée à la page 61.

Le front stratégique adopté par Napoléon dans sa marche sur Eylau présentait toutes ces particularités : ses pivots d'opérations étaient à Varsovie et à Thorn, ce qui faisait de la Vistule une sorte de base temporaire ;

le front devint parallèle à la Narew, d'où Napoléon partit en s'appuyant sur Sierock, Pultusk et Ostrolenka, afin de manœuvrer par sa droite pour jeter les Russes sur Elbing et la mer Baltique. Dans de pareils cas, le front stratégique, pour peu qu'on trouvât un point d'appui sur sa nouvelle direction, produirait le même avantage que nous venons de signaler. Il faut seulement ne pas perdre de vue que, dans une semblable manœuvre, l'armée doit être sûre de pouvoir au besoin regagner sa base temporaire ; c'est-à-dire, qu'il est indispensable que cette base se prolonge derrière le front stratégique et s'en trouve ainsi couverte : Napoléon, marchant de la Narew par Allenstein sur Eylau, avait derrière sa gauche la place de Thorn et, plus loin encore du front de l'armée, la tête de pont de Praga et Varsovie ; en sorte que ses communications étaient parfaitement sûres, tandis que Beningsen, forcé de lui faire face et de prendre sa ligne de combat parallèlement à la Baltique, pouvait être coupé de sa base et refoulé sur les bouches de la Vistule. Napoléon exécuta un changement de front stratégique non moins remarquable dans sa marche de Géra sur Jéna et Naumbourg, en 1806. Moreau en fit un pareil en 1800, en se portant de l'Iller par sa droite sur Augsbourg et Dillingen, faisant face au Danube et à la France, et forçant par là Kray à évacuer son fameux camp retranché d'Ulm.

On peut donner à son front stratégique une pareille direction perpendiculaire à sa base, soit par un mouvement de conversion momentané, exécuté par une opération de quelques jours seulement, soit en l'adoptant pour un temps indéfini, dans le but de mettre à profit les avantages majeurs que certaines localités pourraient offrir, pour frapper des coups décisifs ou procurer à l'armée une bonne ligne de défense et de bons pivots d'opérations qui équivaldraient presque à une base réelle.

Il arrive souvent qu'une armée est forcée

d'avoir des doubles fronts stratégiques, soit par la configuration de certains théâtres de guerre, soit parce que toute ligne d'opérations offensive, un peu étendue en profondeur, exige d'être bien assurée sur ses flancs. Dans le premier cas, on peut citer pour exemple la frontière de Turquie et celle d'Espagne. Des armées qui voudraient franchir le Balkan ou l'Ebre seraient forcées d'avoir un double front, la première pour faire face à la vallée du Danube, l'autre pour faire face aux forces venant de Saragosse ou de Léon.

Toutes les contrées un peu vastes offrent plus ou moins cette même obligation ; par exemple : une armée française marchant dans la vallée du Danube aura toujours, soit du côté de la Bohême, soit du côté du Tyrol, la nécessité d'un double front stratégique, dès que les Autrichiens auraient jeté dans ces provinces des corps assez nombreux pour lui donner des inquiétudes sérieuses. Les pays seuls, dont la frontière serait très-étroite du côté de l'ennemi, feraient exception, attendu que les corps qu'on y laisserait en se retirant pour menacer les flancs de l'ennemi, seraient eux-mêmes aisément coupés et pris. Cette nécessité des doubles fronts stratégiques est un des inconvénients les plus graves pour une armée offensive, puisque cela oblige à de grands détachements toujours dangereux jusqu'à certain point, ainsi que nous le démontrerons plus loin. (Art. 36.)

Il va sans dire que tout ce qui précède se rapporte surtout aux guerres régulières entre diverses puissances ; car, dans une lutte nationale ou dans une guerre intestine, les hostilités embrassant presque toute la surface du pays, les divers fronts ne sauraient être circonscrits de la sorte. Cependant chaque grande fraction d'une armée qui agirait partiellement dans un but déterminé, aurait presque toujours son front stratégique particulier qui serait déterminé autant par les localités que par l'emplacement des

forces ennemies qu'elle serait appelée à combattre par grands rassemblements ; ainsi, dans la guerre d'Espagne, Suchet en Catalogne, Masséna en Portugal, avaient chacun leur front stratégique, bien que d'autres corps de la grande armée n'en eussent pas un bien déterminé.

Des lignes de défense.

Les lignes de défense sont de plusieurs natures ; il y en a de stratégiques et de tactiques. Dans les premières, il y en a qui sont permanentes et tiennent au système de défense de l'État, comme les lignes de frontières fortifiées ; etc. ; d'autres qui ne sont qu'éventuelles et se rapportent seulement à la position passagère où se trouve une armée.

Les lignes de frontières sont des lignes de défense permanentes, lorsqu'elles présentent un mélange d'obstacles naturels et artificiels, tels que des chaînes de montagnes, des grands fleuves et des forteresses, formant entre eux un système bien lié. Ainsi la chaîne des Alpes, entre le Piémont et la France, est une ligne de défense, puisque les passages praticables sont garnis de forts qui mettraient de grandes entraves aux entreprises d'une armée, et qu'au sortir des gorges, de grandes places d'armes couvrent encore les différentes vallées du Piémont. De même le Rhin, l'Oder, l'Elbe, peuvent à quelques égards être aussi considérés comme des lignes de défense permanentes, à cause des places importantes qui les couvrent.

Toutes ces combinaisons se rapportant plutôt au système des places qu'aux opérations d'une campagne, nous les traiterons à l'article des forteresses. (Art. 26.)

Quant aux *lignes de défense éventuelles*, on peut dire que toute rivière un peu large, toute chaîne de montagnes et tout grand défilé ayant sur leurs points accessibles quel-

ques retranchements passagers, peuvent être regardés comme des lignes de défense à la fois stratégiques et tactiques, puisqu'elles servent à suspendre, durant quelques jours, la marche de l'ennemi, et l'obligent souvent à dévier de sa marche directe pour chercher un passage moins difficile : dans ce cas, elles procurent un avantage stratégique évident ; mais si l'ennemi les attaque de front et de vive force, alors il est constant qu'elles ont aussi un avantage tactique, puisqu'il est toujours plus difficile de forcer une armée derrière une rivière, ou dans un poste fort par la nature et par l'art, que de l'attaquer en plaine découverte.

Toutefois, il ne faut pas s'exagérer cet avantage tactique, puisqu'on tomberait dans le système des positions (*starke Positionen*), qui a causé la ruine de tant d'armées ; car quelles que soient les difficultés de l'abord d'un camp défensif, il est certain que celui qui y attendra passivement les coups de son adversaire, finira par succomber (1). D'ailleurs, toute position très-forte par la nature étant d'un accès difficile (2), il est aussi difficile d'en sortir que d'y arriver, et l'ennemi pourra avec peu de monde en garder les issues et bloquer, pour ainsi dire, l'armée dans sa position avec des forces inférieures à ses défenseurs ; c'est ce qui arriva aux Saxons dans le camp de Pirna, et à Wurmser dans Mantoue.

Des positions stratégiques.

Il est une certaine disposition des armées à laquelle on peut donner le nom de position stratégique, pour la distinguer des positions tactiques ou de combat. Les premières sont celles que l'on prend pour un

temps donné, afin d'embrasser le front d'opérations sur une plus grande étendue que cela n'aurait lieu pour combattre. Toutes les positions prises derrière un fleuve ou sur une ligne de défense, dont les divisions seraient à certaine distance, comptent dans ce nombre : celles que les armées de Napoléon avaient à Rivoli, Vérone et Legnago pour surveiller l'Adige, celles qu'il avait en 1813 en Saxe et en Silésie en avant de sa ligne de défense, étaient des positions stratégiques, aussi bien que celles des armées Anglo-Prussiennes sur la frontière de Belgique avant la bataille de Ligny (1814), et celle de Masséna sur l'Albis le long de la Limmat et de l'Aar en 1799. Même les quartiers d'hiver lorsqu'ils sont très-serrés et placés en face de l'ennemi sans être garantis par un armistice, ne sont autre chose que des positions stratégiques ; tels furent ceux de Napoléon sur la Passarge dans l'hiver de 1807. Les positions journalières qu'une armée prend dans les marches qui ont lieu hors de portée de l'ennemi, et qu'on étend parfois pour lui donner le change ou pour faciliter les mouvements, appartiennent aussi à cette classe.

On voit donc que cette dénomination peut s'appliquer également à toutes les situations dans lesquelles une armée se trouverait soit pour couvrir plusieurs points à la fois, soit pour former une ligne d'observation quelconque, enfin, pour toute position d'attente. Ainsi, les positions étendues sur une ligne de défense, les corps établis sur un double front d'opérations, ou couvrant un siège pendant que l'armée opère d'un autre côté, en un mot, presque tous les grands détachements composés de fractions considérables d'une armée, sont également à ranger dans cette catégorie.

(1) Il faut observer qu'il n'est pas question ici de camps fortifiés, qui font une grande différence et seront traités à l'article 27.

(2) Il est question ici de positions pour camper et

non de champs de bataille, nous traiterons des positions de bataille au chapitre de la grande tactique (art. 30).

Les maximes que l'on pourrait donner sur les divers sujets qui précèdent sont en petit nombre, parce que les fronts, les lignes de défense et les positions stratégiques dépendent presque toujours d'une foule de circonstances combinées avec les localités qui varient à l'infini.

Pour les uns comme pour les autres, le premier des axiomes sera, qu'ils doivent offrir des liens sûrs de communication avec divers points de la ligne d'opérations.

Dans la défensive, il est avantageux que les fronts stratégiques et les lignes de défense aient sur les flancs, de même que sur le front, de grands obstacles naturels ou artificiels qui puissent servir de points d'appui. Les points d'appui que peut offrir un front stratégique se nomment aussi des *pivots d'opérations*, ce sont des bases partielles pour un temps donné, et qu'il ne faut pas confondre avec les pivots d'une manœuvre. Par exemple, dans la campagne de 1796, Vérone fut un excellent pivot d'opérations pour toutes les entreprises que Napoléon fit autour de Mantoue pendant huit mois entiers. Dresde était de même, en 1813, le pivot de tous ses mouvements. Ces points sont des places d'armes passagères ou éven-tuelles.

Les pivots de manœuvres sont des corps mobiles qu'on laisse sur un point dont l'occupation est essentielle, pendant que le gros de l'armée marche à de grandes entreprises; ainsi le corps de Ney était le pivot de la manœuvre que Napoléon fit par Donawerth et Augsbourg pour couper Mack de sa ligne de retraite; ce corps, porté à cinq divisions, masquait Ulm et gardait la rive gauche du Danube. La manœuvre finie, le pivot cesse d'exister, tandis qu'un pivot d'opérations est un point matériel, avantageux sous le double rapport stratégique et tactique, et qui sert d'appui pour toute une période de la campagne.

Quant à la ligne de défense, la qualité la plus désirable selon moi est, que cette ligne

soit aussi peu étendue que possible; car plus elle sera rétrécie, plus facilement l'armée la couvrira si elle est rejetée sur la défensive. Il convient aussi que le front stratégique ait une étendue assez bornée pour que l'on puisse réunir les fractions qui le composent, sur un point opportun, aussi promptement que possible. Pour le front d'opérations, il n'en est pas tout à fait de même, car si ce front était trop rétréci, il serait difficile à une armée offensive de faire des manœuvres stratégiques qui pussent amener de grands résultats, vu que ce front rétréci offrirait à l'armée défensive les moyens de le couvrir plus aisément. Toutefois, un trop grand front d'opérations ne convient pas non plus aux succès des opérations stratégiques offensives; car une étendue trop immense donnerait à l'ennemi, sinon une bonne ligne de défense, du moins des espaces assez vastes pour se soustraire aux résultats d'une manœuvre stratégique bien combinée. Ainsi les belles opérations de Marengo, d'Ulm, de Jéna, n'auraient pas eu de pareils résultats sur un théâtre aussi étendu que celui de la guerre de Russie en 1812, parce que l'armée, coupée de sa principale ligne de retraite, aurait pu en trouver une autre en se rejetant sur une zone différente de celle qu'elle avait primitivement adoptée.

Les positions stratégiques offrent, à peu de chose près, les mêmes combinaisons. Les conditions essentielles pour toute position pareille sont, qu'elle soit plus concentrée que les forces de l'ennemi auquel elle serait opposée, et que toutes les parties de l'armée aient des communications faciles et sûres pour pouvoir se réunir sans que l'ennemi fût en état d'y mettre opposition: ainsi, à forces à peu près égales, toutes les positions centrales ou intérieures seraient préférables aux positions extérieures, puisque ces dernières embrasseraient nécessairement un front beaucoup plus étendu et occasionneraient un morcellement de forces

toujours dangereux. La grande mobilité des parties qui composent une position stratégique peut aussi contribuer à leur sécurité ou même à leur supériorité sur l'ennemi, par l'emploi alternatif et successif des forces sur les différents points de l'échiquier qui résultera de cette activité dans les mouvements. Enfin, une armée ne saurait occuper sûrement une position stratégique, sans prendre la précaution d'avoir une ou deux positions tactiques reconnues d'avance, à l'effet d'y réunir l'armée, de recevoir l'ennemi et de le combattre avec toutes les forces disponibles lorsque ses projets seraient bien démasqués : c'est ainsi que Napoléon avait préparé ses champs de bataille de Rivoli et d'Austerlitz, Wellington celui de Waterloo, et l'archiduc Charles celui de Wagram.

Soit qu'une armée campe, soit qu'elle trouve à proximité de ses positions des cantonnements assez serrés pour y placer du moins une partie de ses forces, le général doit surtout veiller à ce que ces positions soient établies de manière à ne pas être trop étendues en front; une surface que l'on pourrait nommer en quelque sorte le carré stratégique, et qui présenterait trois faces à peu près égales, paraît le mode préférable; car toutes les divisions n'auraient qu'un espace moyen à parcourir pour arriver de tous les points du carré vers le centre commun qui serait destiné à recevoir le choc.

Comme d'ailleurs ces positions stratégiques tiennent à peu près toutes les combinaisons d'une guerre, elles se représenteront dans la plupart des articles qui traitent de ces diverses combinaisons, et nous ne saurions rien ajouter de saillant sur cet objet, sans tomber dans des redites inutiles.

Avant de quitter des sujets qui se confondent souvent dans les mêmes combinaisons, je dois dire encore deux mots sur les lignes de défense stratégiques. Il est incontestable que chacune de ces lignes doit avoir aussi sur son développement, un point par-

ticulier qui devra servir de ralliement pour la défense tactique, lorsqu'il s'agira de combattre sérieusement l'ennemi qui serait parvenu à franchir le front de la position stratégique. Par exemple, toute armée gardant une portion considérable du cours d'une rivière, ne pouvant tenir en forces toute l'étendue de cette ligne, devra avoir, un peu en arrière du centre, un champ de bataille bien choisi d'avance pour y recueillir ses divisions d'observation, et opposer ainsi toutes ses forces concentrées à l'ennemi. Je n'observerai rien sur ces positions de combat qui, rentrant dans le domaine de la tactique, seront traitées à l'article 30, et je ne dois parler ici que des lignes de défense stratégiques.

Une seule remarque nous reste à faire sur ces dernières, c'est qu'une armée offensive, entrant dans un pays avec l'intention de le soumettre ou même seulement de l'occuper temporairement, agira toujours avec prudence, quelque grands qu'aient été ses succès antérieurs, en se préparant une bonne ligne de défense pour lui servir au besoin de refuge dans le cas où un revers de fortune viendrait à changer la face des affaires. Ces lignes rentrant du reste dans la combinaison des bases temporaires ou éventuelles dont nous parlerons à l'article 23, nous nous bornerons à les indiquer ici pour compléter l'aperçu que nous donnons. Dans une science où tout se lie si étroitement, ces répétitions sont un inconvénient inévitable.

ARTICLE XXI.

Des zones et des lignes d'opérations.

On doit entendre, par zone d'opérations, une certaine fraction du théâtre de la guerre, qui serait parcourue par une armée dans

un but déterminé, soit qu'elle agisse isolément, soit que ces mouvements fussent combinés avec celui d'une armée secondaire. Par exemple, dans l'ensemble du plan de campagne de 1796, l'Italie était la zone d'opérations de la droite; la Bavière était celle de l'armée du centre (Rhin-et-Moselle); enfin la Franconie était la zone de l'armée de gauche (Sambre-et-Meuse).

Une zone d'opérations peut quelquefois ne présenter qu'une seule ligne d'opérations, tant par la configuration même de la contrée, que par le petit nombre de routes praticables pour une armée qui s'y trouveraient. Mais ce cas est rare, et la zone présentera ordinairement plusieurs lignes d'opérations, dont le nombre dépendra en partie des projets du général, en partie du nombre des grandes communications qu'offrira le théâtre de ses entreprises.

On ne doit pas en conclure néanmoins que chaque chemin soit en lui-même une ligne d'opérations : sans doute, d'après la tournure que prendraient les événements de la guerre, chaque bonne route d'abord inoccupée pourrait devenir momentanément une ligne d'opérations; mais tant qu'elle ne serait suivie que par des détachements de coureurs ou qu'elle se trouverait dans une direction hors de la sphère des principales entreprises, il serait absurde de la confondre avec la ligne réelle d'opérations. Outre cela, trois ou quatre routes praticables, qui se trouveraient à une ou deux marches seulement l'une de l'autre et conduiraient à un même front d'opérations, ne formeraient pas trois lignes d'opérations; car ce nom n'appartient qu'à un espace suffisant pour que le centre et les deux ailes d'une armée puissent s'y mouvoir dans la sphère d'une ou deux marches de chacune de ces ailes, ce qui suppose au moins l'existence de trois

ou quatre chemins menant au front d'opérations.

On peut inférer de là que, si les mots de zone et de lignes d'opérations ont été jusqu'à présent confondus et employés souvent l'un pour l'autre, il en a été de même pour les lignes d'opérations, les lignes stratégiques et les chemins de communication éventuels.

Je crois donc que le mot de *zones d'opérations* doit être employé pour désigner une grande fraction du théâtre général de la guerre; celui de *lignes d'opérations* désignera la partie de cette grande fraction que l'armée embrassera dans ses entreprises, soit qu'elle suive plusieurs routes, soit qu'elle n'en suive qu'une : le mot de *lignes stratégiques* désignerait alors les lignes importantes qui lient les divers points décisifs du théâtre de la guerre, soit entre eux, soit avec le front d'opérations de l'armée : enfin, par la même raison, on donnerait aussi ce nom aux lignes que suivrait l'armée pour atteindre un de ces points, ou marcher à une manœuvre décisive, en déviant pour un moment de la ligne principale d'opérations. Enfin, le nom de *lignes de communications* conviendra pour désigner les routes praticables qui lieraient les différentes fractions de l'armée réparties dans l'étendue de la zone d'opérations (1).

Citons encore un exemple pour rendre ces idées plus claires. En 1813, après que l'Autriche eut accédé à la grande coalition contre Napoléon, trois armées alliées durent envahir la Saxe, une autre la Bavière, une autre l'Italie : ainsi la Saxe, ou pour mieux dire le pays situé entre Dresde, Magdebourg et Breslau, formait donc la *zone d'opérations* de la masse principale. Cette zone avait trois *lignes d'opérations* conduisant au point objectif de Leipzig; la pre-

(1) Cette définition, qui diffère un peu de celle que j'avais d'abord donnée, me semble satisfaire à toutes les exigences; j'aurai occasion de la dévelop-

per successivement dans le présent article et dans celui qui suit.

mière était celle de l'armée de Bohême, menant des montagnes de l'Erzgebirge par Dresde et Chemnitz sur Leipzig ; la seconde était la ligne d'opérations de l'armée de Silésie, allant de Breslau par Dresde ou par Wittemberg sur Leipzig ; enfin la troisième était la ligne d'opérations de l'armée du prince de Suède, partant de Berlin pour aller par Dessau au même point objectif. Chacune de ces armées marchait sur deux ou trois routes parallèles et peu distantes l'une de l'autre ; cependant, on ne pourrait pas dire qu'elle avait trois lignes d'opérations.

Cet exemple suffira, j'espère, pour démontrer que cette désignation ne saurait convenir à chaque chemin qui se trouverait sur le théâtre de la guerre, mais bien à la portion de ce théâtre que les projets du général auront embrassée et où il aura dirigé tous ses moyens de guerre. Celle-ci sera alors sa ligne principale d'opérations, c'est-à-dire, celle que suivra le gros de ses forces, celle où il aura établi ses étapes, échelonné ses parcs de munitions et de vivres, où il trouvera au besoin sa ligne de retraite.

Cette distinction paraissant bien établie, il nous reste à parler des conceptions scientifiques qui se rapportent à ces lignes matérielles, car les calculs qui doivent présider au choix, à l'établissement et surtout à la direction de ces lignes, sont peut-être la partie la plus importante d'un plan de guerre.

Cherchant à distinguer par un seul mot les lignes matérielles, de toutes les combinaisons de l'art qui s'y rattachent, j'avais jadis donné à celles-ci le nom de *lignes-manouvres*, et aux premières celui de *lignes territoriales*. C'était, à mon avis, le vrai moyen de résumer, par une seule expression technique, les diverses conceptions stratégiques qu'un général peut imaginer pour choisir ses lignes de la manière la plus habile, la plus conforme aux principes, et la plus propre à donner de grands résul-

tats. En effet, ces conceptions pouvant être considérées comme autant de manœuvres différentes les unes des autres, le mot de lignes-manouvres n'avait rien que de très-rationnel. Toutefois, comme plusieurs militaires, au lieu de s'attacher à saisir le sens figuré qu'il renferme, ont trouvé plus simple de m'opposer cette vérité triviale qu'une ligne ne saurait être une manœuvre, j'abandonne volontiers cette dénomination conventionnelle, pour ne la donner désormais qu'aux lignes stratégiques instantanées, qu'on adopte souvent pour une manœuvre passagère ; lignes qu'il faut se garder de confondre avec la véritable ligne d'opérations, et qui feront le sujet de l'article 22.

Combinaisons stratégiques du choix et de la direction des lignes d'opérations.

Si le choix d'une zone d'opérations offre des combinaisons très-bornées, en ce qu'il n'existe jamais que deux ou trois de ces zones sur chaque théâtre d'opérations, et que leurs avantages dépendent le plus souvent des localités, il n'en est pas tout à fait de même des lignes d'opérations, car leurs rapports avec les diverses positions de l'ennemi, avec les communications plus ou moins nombreuses de l'échiquier stratégique, et avec les manœuvres projetées par le général en chef, les divisent en autant de classes différentes, qui reçoivent leurs noms de ces mêmes rapports.

Nous appellerons *lignes d'opérations simples*, celles d'une armée agissant sur la même direction d'une frontière, sans former de grands corps indépendants.

Par *lignes d'opérations doubles*, j'entends celles que formeraient deux armées indépendantes l'une de l'autre sur une même frontière, ou aussi celles que suivraient deux masses à peu près égales en forces et obéissant néanmoins à un même chef, mais

agissant séparément à de grandes distances et pour un long espace de temps (1).

Les *lignes d'opérations intérieures* sont celles qu'une ou deux armées formeront pour s'opposer à plusieurs masses ennemies, mais auxquelles on donnerait une direction telle, que l'on pût rapprocher les différents corps et lier leurs mouvements avant que l'ennemi eût la possibilité de leur opposer une plus grande masse (2).

Les *lignes extérieures* présentent le résultat opposé; ce sont celles qu'une armée formera en même temps sur les deux extrémités d'une ou de plusieurs masses ennemies.

Les *lignes d'opérations concentriques* sont plusieurs lignes qui partent de points éloignés pour arriver sur un même point, en avant ou en arrière de leur base.

On entend par *lignes divergentes* celles que prendra une seule masse partant d'un point donné, et se divisant pour se porter sur plusieurs points divergents.

Les *lignes profondes* sont celles qui, partant de leur base, parcourent une grande étendue de terrain pour arriver à leur but.

J'emploierai le mot de *lignes secondaires* pour désigner les rapports de deux armées

entre elles, lorsqu'elles agissent dans une sphère à pouvoir se prêter un mutuel appui; ainsi l'armée de Sambre-et-Meuse était, en 1796, ligne secondaire de l'armée du Rhin; en 1812, l'armée de Bagramion était secondaire de l'armée de Barclay.

Les *lignes accidentelles* sont celles amenées par des événements qui font changer le plan primitif de campagne et donnent une nouvelle direction aux opérations. Ces dernières sont rares et d'une haute importance; elles ne sont ordinairement bien saisies que par un génie vaste et actif.

Enfin, on pourrait même ajouter à cette nomenclature les *lignes d'opérations provisoires*, et les *lignes définitives*: les premières désigneraient celles qu'une armée suit pour marcher à une première entreprise décisive, sauf à en adopter une plus solide ou plus directe après les premiers succès: mais elles semblent appartenir autant à la classe des lignes stratégiques éventuelles, qu'à celle des lignes d'opérations.

Ces définitions prouvent assez combien mes idées diffèrent de celles des auteurs qui m'ont devancé. En effet, on a considéré ces lignes sous les rapports matériels seu-

(1) On a critiqué cette définition, et comme elle a pu, en effet, donner lieu à des méprises, je crois devoir l'expliquer.

D'abord, il faut ne pas oublier qu'il s'agit de lignes-manceuvres, c'est-à-dire, de combinaisons, et non de grands chemins. Ensuite il faut admettre aussi qu'une armée marchant par deux ou trois routes peu distantes les unes des autres, de manière à se réunir en deux fois vingt-quatre heures, n'a pas pour cela trois lignes d'opérations-manceuvres. Lorsque Moreau et Jourdan entrèrent en Allemagne avec deux masses de 70,000 hommes indépendantes l'une de l'autre, ils formaient bien une ligne double; mais une armée française dont un détachement seulement partirait du bas Rhin pour marcher sur le Mein, tandis que cinq ou six autres corps marcheraient du haut Rhin sur Ulm, ne formerait pas pour cela une double ligne d'opérations dans le sens que je donne à ce mot pour désigner une manœuvre. De même Napoléon, réunissant sept corps pour marcher par Bamberg sur Géra, pendant que Mor-

tier, avec un corps seulement, marchait sur Cassel pour occuper la Hesse et flanquer l'entreprise principale, ne formait bien qu'une ligne générale d'opérations avec un détachement accessoire. La ligne territoriale se composait de deux rayons, mais l'opération n'était pas double.

(2) Quelques écrivains allemands ont dit que je confondais les positions centrales (*Central-Stellungen*), avec la ligne d'opérations. En cela ils ont tort; une armée peut avoir une position centrale en présence de deux corps ennemis, et ne pas avoir des lignes d'opérations intérieures, ce sont deux choses fort différentes. D'autres ont prétendu que j'aurais pu aussi bien employer le nom de rayons d'opérations pour désigner ce que j'entends par lignes doubles, etc.; quant à ceux-ci, leur raisonnement est plus spécieux, surtout si l'on veut figurer le théâtre d'opérations par un cercle: mais comme tout rayon est une ligne, je crois que c'est une dispute de mots.

lement : Lloyd et Bulow ne leur ont donné qu'une valeur relative aux magasins et aux dépôts des armées ; le dernier a même avancé qu'il n'y avait plus de lignes d'opérations lorsque l'armée campait près de ses magasins. L'exemple suivant suffira pour détruire ce paradoxe. Je suppose deux armées campées, la première sur le haut Rhin, la seconde en avant de Dusseldorf ou tout autre point de cette frontière ; j'admets que leurs grands dépôts soient immédiatement au delà du fleuve, ce qui est sans contredit la position la plus sûre, la plus avantageuse et la plus rapprochée qu'il soit possible de leur supposer. Ces armées auront un but offensif ou défensif ; dès lors elles auront incontestablement des lignes d'opérations qui se rapporteront aux diverses entreprises projetées :

1° Leur ligne territoriale défensive partant du point où elles se trouvent, ira jusqu'à celui de seconde ligne qu'elles doivent couvrir ; or, elles en seraient coupées l'une et l'autre, si l'ennemi venait à s'établir dans l'intervalle qui les en sépare. Mélas aurait eu pour un an de munitions dans Alexandrie, qu'il n'eût pas moins été coupé de sa base du Mincio, dès que l'ennemi victorieux occupait la ligne du Pô (1) ;

2° Leur ligne serait double contre une simple, si l'ennemi concentrait ses forces pour accabler successivement ces armées ; elle serait double extérieure contre double intérieure, si l'ennemi faisait aussi deux corps, mais qu'il leur donnât une direction telle qu'il pût réunir plus promptement la masse de ses forces.

Ce que Bulow aurait pu dire avec plus de vérité, c'est qu'une armée agissant dans son propre pays, est moins dépendante de sa ligne d'opérations primitive, que si elle guerroyait sur le sol étranger ; car elle peut

trouver, dans toutes les directions de son territoire, une partie des avantages et des points d'appui que l'on recherche dans l'établissement d'une ligne d'opérations ; elle pourrait perdre celle-ci sans courir autant de dangers ; mais cela ne veut pas dire néanmoins qu'elle n'ait aucune ligne d'opérations.

Il paraît donc que Bulow est parti d'une base inexacte ; son ouvrage a dû nécessairement s'en ressentir et renfermer des maximes parfois erronées. Nous allons essayer d'en tracer quelques-unes qui nous semblent plus conformes aux principes généraux de la guerre, et pour les appuyer d'une série de preuves qui ne laisse rien à désirer, nous reproduirons ici l'analyse déjà présentée des lignes d'opérations suivies dans les dernières guerres du XVIII^e siècle, en nous bornant toutefois à celles de la révolution de France ; (on pourra recourir pour celles de la guerre de sept ans au chap. 14, du *Traité des grandes opérations militaires*.) Cet ensemble complètera ce que nous avons à dire sur l'article important qui fait, à notre avis, la base des premières combinaisons stratégiques.

Observations sur les lignes d'opérations des guerres de la révolution française.

Au commencement de cette lutte terrible, qui eut des chances si variées, la Prusse et l'Autriche étaient les seuls ennemis connus de la France, et le théâtre de la guerre ne s'étendait en Italie que pour s'observer réciproquement, attendu que ce pays était trop éloigné du but. Le développement de l'échiquier d'opérations, comprenant l'espace qui s'étend depuis Huningue jusqu'à

(1) On a cru que ceci pouvait être sujet à contestation ; je ne le pense pas : Mélas, privé de recrutement, resserré entre la Bormida, le Tanaro et le

Pô, pouvant à peine recevoir des émissaires ou des courriers, aurait toujours dû finir par se faire jour ou par capituler s'il n'était pas secouru.

Dunkerque, présentait trois zones principales : celle de droite renfermait la ligne du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Landau, et de là à la Moselle; celle du centre était formée de l'intervalle entre la Moselle et la Meuse; celle de gauche comprenait l'étendue des frontières de Givet à Dunkerque.

Lorsque la France déclara la guerre, au mois d'avril 1792, son intention était de prévenir la réunion de ses ennemis; elle avait alors 100,000 hommes sur l'étendue des trois zones dont nous venons de parler, et les Autrichiens n'en avaient pas au delà de 35,000 dans la Belgique. Il est donc impossible de pénétrer le motif qui empêcha les Français de conquérir cette province, où rien ne leur eût résisté. Il se passa quatre mois entre la déclaration de guerre et le rassemblement des forces alliées. N'était-il pas probable, néanmoins, que l'invasion de la Belgique eût empêché celle de la Champagne, en donnant au roi de Prusse la mesure des forces de la France, et l'engageant à ne pas sacrifier ses armées pour l'intérêt secondaire de lui imposer une forme de gouvernement? Et si cette invasion de la Champagne n'eût pas les suites que tout le monde s'en promettait, à quoi a-t-il tenu qu'elle ne changeât la face de l'Europe?

Lorsque les Prussiens arrivèrent vers la fin de juillet à Coblenz, il est certain que les Français ne pouvaient plus faire la guerre d'invasion, et que ce rôle était destiné aux armées coalisées : on sait de quelle manière elles s'en acquittèrent.

Les forces des Français sur le développement des frontières dont nous avons parlé, s'élevaient alors à 115,000 hommes environ. Répandues sur un front de 140 lieues, divisées en cinq corps d'armée, il était impossible que ces forces pussent présenter une résistance bien efficace; car, pour les empêcher d'agir, il suffisait d'opérer sur le centre et de s'opposer à leur jonction. A cette raison militaire venaient se réunir

toutes les raisons d'État; le but qu'on se proposait était entièrement politique; on ne pouvait l'atteindre que par des opérations rapides et vigoureuses : la ligne territoriale située entre la Moselle et la Meuse, qui formait celle du centre, moins fortifiée que le reste de cette frontière, présentait en outre aux alliés l'excellente place de Luxembourg pour base; elle fut donc choisie avec discernement; nous allons voir que l'exécution ne répondit pas au plan.

La cour de Vienne avait le plus grand intérêt à cette guerre, à cause de ses relations de famille et des dangers auxquels ses provinces eussent été exposées en cas de revers. Par une spéculation politique dont il serait difficile de se rendre compte, le rôle principal fut néanmoins abandonné aux Prussiens; la maison d'Autriche ne coopéra à l'invasion qu'avec une trentaine de bataillons; 45,000 hommes restèrent en observation dans le Brisgau; sur le Rhin et en Flandre. Où se tenaient donc cachées les forces imposantes que cette puissance déploya dans la suite? Quelle destination plus utile à leur assigner que celle d'assurer les flancs de l'armée d'invasion? Ce système étonnant, que l'Autriche paya d'ailleurs très-cher, n'expliquerait-il pas la résolution des Prussiens, de sortir plus tard de la scène, qu'ils quittèrent, malheureusement pour eux, à l'instant même où ils auraient dû y entrer.

Si je me suis laissé entraîner à cette observation étrangère à l'art, c'est qu'elle est étroitement liée avec l'existence d'un corps qui aurait dû couvrir, non pas le Brisgau, mais le flanc des Prussiens, en faisant face à la Moselle et contenant Luckner au camp de Metz. Il faut néanmoins convenir que l'armée prussienne ne mit pas, dans ses opérations, toute l'activité nécessaire pour en assurer la réussite; elle resta huit jours dans son camp de Kops assez inutilement; si elle avait prévu Dumouriez aux Islettes, ou qu'elle eût tenté plus sérieusement de

l'en chasser, elle aurait eu encore tout l'avantage d'une masse concentrée contre plusieurs divisions isolées, pour les accabler successivement et rendre leur réunion impossible. Je crois que Frédéric, en pareil cas, eût justifié le propos de Dumouriez (celui-ci disait à Grandpré que s'il avait eu affaire au grand roi, il se trouverait déjà repoussé bien loin derrière Châlons).

Les Autrichiens prouvèrent, dans cette campagne, qu'ils étaient alors encore imbus du faux système de Daun et de Lascy, de tout couvrir pour tout garder. L'idée d'avoir 20,000 hommes dans le Brisgau, tandis que la Moselle et la Sarre restaient dégarnies, démontre qu'ils eurent peur de perdre un village, et que ce système les engagea à former ces grands détachements qui ruinent les armées. Oubliant que les gros bataillons ont toujours raison, ils crurent qu'il fallait occuper tout le développement des frontières pour qu'elles ne fussent pas envahies, tandis que c'est un moyen de les rendre accessibles sur tous les points.

Je ne m'étendrai pas davantage ici sur cette campagne; j'observerai seulement que Dumouriez abandonna sans motif la poursuite de l'armée alliée, pour transférer le théâtre de la guerre du centre à l'extrême gauche de l'échiquier général: d'ailleurs il ne sut pas donner un grand but à ce mouvement, et alla attaquer de front l'armée du duc de Saxe-Teschen vers Mons, tandis qu'en descendant la Meuse sur Namur avec sa masse, il aurait pu la refouler sur la mer du Nord, vers Nieupoort ou Ostende, et l'anéantir entièrement par une bataille plus heureuse que celle de Jemmapes.

La campagne de 1793 offre un nouvel exemple de l'influence de la mauvaise

direction des opérations: les Autrichiens remportèrent des victoires, et reprirent la Belgique, parce que Dumouriez étendit maladroitement le front de ses opérations jusqu'aux portes de Rotterdam. Jusque là, on ne saurait donner que des éloges aux alliés; le désir de reconquérir ces riches contrées justifie cette entreprise, qui fut sagement dirigée contre l'extrême droite du grand front de Dumouriez. Mais lorsqu'ils eurent repoussé l'armée française sous le canon de Valenciennes; lorsque celle-ci, désorganisée, livrée à tous les ravages de l'anarchie qui désolait l'intérieur, se trouvait hors d'état de résister, pourquoi rester six mois devant quelques places, et laisser au comité de salut public le temps de former de nouvelles armées? Lorsqu'on se rappelle la situation déplorable de la France, et l'état de dénûment des débris de l'armée de Dampierre, peut-on concevoir quelque chose aux parades des alliés devant les places de la Flandre?

La guerre d'invasion est surtout avantageuse, lorsque l'empire qu'on attaque est tout entier dans la capitale. Sous le gouvernement d'un grand prince, et dans les guerres ordinaires, le chef-lieu de l'empire est au quartier général; mais, sous un prince faible, dans un État républicain, et plus encore dans une guerre d'opinions, la capitale est ordinairement le centre de la puissance nationale (1).

Si cette vérité avait pu être mise en doute, elle eût été justifiée dans cette occasion. La France était tellement dans Paris, que les deux tiers de la nation avaient levé l'étendard contre le gouvernement qui l'opprimait. Si, après avoir battu l'armée française à Famars, on eût laissé les Hollandais et les Hanovriens en observation devant ses

(1) La prise de Paris par les alliés décida du sort de Napoléon; mais cette circonstance ne détruit pas mon assertion. Napoléon, sans armée, avait toute l'Europe sur les bras, et la nation elle-même

avait séparé sa cause de la sienne. S'il avait eu 50,000 vieux soldats de plus, on eût bien vu que sa capitale était vraiment au quartier général.

débris ; que les Anglais et la grande armée autrichienne eussent dirigé leurs opérations sur la Meuse, la Sarre et la Moselle, de concert avec l'armée prussienne et une partie de l'armée inutile du haut Rhin, il est certain qu'une masse de 120,000 hommes aurait pu agir avec deux corps de flancs pour couvrir sa ligne d'observation. Je pense même que sans changer la direction de la guerre, ni courir de grands risques, on aurait pu laisser aux Hollandais et Hanovriens, le soin de masquer Maubeuge et Valenciennes, afin de poursuivre, avec le gros de l'armée, les débris de celle de Dampierre. *Mais après plusieurs victoires, 200,000 hommes furent occupés à faire des sièges sans gagner un pouce de terrain.* Au moment où ils menaçaient d'envahir la France, ils établirent 15 ou 16 corps dans des positions défensives pour couvrir leur propre frontière ! Lorsque Valenciennes et Mayence eurent succombé, au lieu de fondre de toutes leurs forces sur le camp de Cambrai, ils coururent excentriquement, à Dunkerque d'un côté, et à Landau de l'autre.

Il n'est pas moins étonnant qu'après avoir fait, au commencement de la campagne, les plus grands efforts sur la droite de l'échiquier général, on les ait portés ensuite sur l'extrême gauche ; ainsi, tandis que les alliés agissaient en Flandre, les forces imposantes qui étaient sur le Rhin ne les secondaient point, et lorsque ces forces opérèrent offensivement à leur tour, les alliés restèrent dans l'inaction sur la Sambre. Ces fausses combinaisons ne ressemblent-elles pas à celles de Soubise et de Broglie en 1761, ainsi qu'à toutes les opérations de la guerre de sept ans ?

En 1794, la scène change totalement de face. Les Français passent d'une défensive pénible à une offensive brillante. Les combinaisons de cette campagne ont été sans doute bien établies ; mais on les a exagérées en les présentant comme un nouveau système de guerre. Pour s'assurer de la

justesse de mon assertion, jetons les yeux sur la position respective des armées dans cette campagne et dans celle de 1757 ; on voit qu'elle était à peu près la même et que la direction des opérations se ressemble absolument. Les Français avaient quatre corps qui se réunirent en deux grandes armées ; comme le roi de Prusse avait quatre divisions qui formèrent deux armées au déboucher des montagnes. Les deux grands corps prirent à leur tour une direction concentrique, en 1794, sur Bruxelles, comme Frédéric et Schwérin l'avaient prise en 1757 sur Prague. La seule différence qui existe entre ces deux plans, c'est que les troupes autrichiennes, moins disséminées, avaient en Flandre une position moins étendue que celle de Brown en Bohême ; mais cette différence n'est certainement pas en faveur du plan de 1794. Ce dernier avait de plus contre lui la position de la mer du Nord : pour déborder la droite des Autrichiens, on osa faire filer le général Pichegru entre les rives de cette mer et la masse des forces ennemies ; direction la plus dangereuse et la plus fautive que l'on puisse donner aux grandes opérations. Ce mouvement est absolument le même que celui de Benningsen sur la basse Vistule, qui faillit compromettre l'armée russe en 1807. Le sort de l'armée prussienne, rejetée sur la Baltique, après avoir été coupée de ses communications, est une autre preuve de cette vérité.

Si le prince de Cobourg avait opéré comme on l'a fait de nos jours, il eût aisément fait repentir Pichegru, qui exécuta cette manœuvre audacieuse un mois avant que Jourdan ne fût en mesure de le secourir. La grande armée autrichienne, destinée à l'offensive, était au centre, devant Landrecies ; elle se composait de 106 bataillons et 150 escadrons ; elle avait sur son flanc droit le corps de Clairfayt pour couvrir la Flandre, et à sa gauche le corps du prince de Kaunitz pour couvrir Charleroi. Le gain d'une bataille sous les murs de Landrecies

lui en fit ouvrir les portes; on trouva sur le général Chapuis le plan de la diversion en Flandre, et l'on envoya à Clairfayt *douze bataillons*. Longtemps après, et lorsqu'on eut connaissance des succès des Français, le corps du duc d'York marcha à son secours. Mais que faisait alors le reste de l'armée devant Landrecies, puisque le départ de ces forces l'obligeait à retarder son invasion? Le prince de Cobourg ne perdit-il pas tous les avantages de sa position centrale, en laissant battre successivement tous ses gros détachements et consolider les Français en Belgique? Enfin, l'armée se mit en mouvement, après avoir envoyé une partie de ses forces au prince de Kaunitz à Charleroi, et laissé une division à Cateau. Si, au lieu de morceler cette grande armée, on l'eût dirigée de suite sur Turcoing, on pouvait y réunir 100 bataillons et 140 escadrons. Quel résultat eût alors obtenu la fameuse diversion de Pichegru, coupée de ses frontières et resserrée entre la mer du Nord et deux forteresses ennemies?

Le plan d'invasion des Français n'eût pas seulement le défaut radical de toutes les lignes extérieures; il pécha encore dans l'exécution : la diversion sur Courtray eut lieu le 26 avril, et Jourdan n'arriva à Charleroi que le 3 juin, plus d'un mois après. Quelle belle occasion pour les Autrichiens de profiter de leur position centrale. Je pense que si l'armée prussienne avait manœuvré par sa droite, et l'armée autrichienne par sa gauche, c'est-à-dire, toutes deux sur la Meuse, les affaires auraient pris une tournure bien différente. En effet, s'établissant sur le centre d'une ligne disséminée, leur masse aurait certainement empêché la réunion de ses différentes parties. Il peut être dangereux, en bataille rangée, d'attaquer le centre d'une armée en ligne contiguë, qui a la facilité d'être soutenu simultanément par ses ailes et toutes les réserves; mais il en est bien autrement d'une ligne de 130 lieues.

En 1795, la Prusse et l'Espagne se retirèrent de la coalition; le théâtre de la guerre sur le Rhin se rétrécit, et l'Italie ouvrit aux armées françaises un nouveau champ de gloire. Leurs lignes d'opérations dans cette campagne furent encore doubles: on voulut opérer par Dusseldorff et Manheim; Clairfayt, plus sage que ses prédécesseurs, porta alternativement sa masse sur ces deux points, et remporta des victoires si décisives à Manheim et dans les lignes de Mayence, qu'elles forcèrent l'armée de Sambre-et-Meuse à repasser le Rhin pour couvrir la Moselle, et ramenèrent Pichegru sous Landau.

En 1796, les lignes d'opérations sur le Rhin sont calquées sur celle de 1757, et sur celles de Flandre en 1794; mais obtiennent, comme l'année précédente, un résultat bien différent. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse partent des deux extrémités de la base, pour prendre une direction concentrique sur le Danube. Elles forment, comme en 1794, deux lignes extérieures. L'archiduc Charles, plus habile que le prince de Cobourg, profite de la direction intérieure des siennes pour leur donner un point de concentration plus rapproché, puis il saisit l'instant où le Danube couvre le corps de Latour, pour dérober quelques marches à Moreau, et jeter toutes ses forces sur la droite de Jourdan, qu'il accable; la bataille de Wurzburg décide du sort de l'Allemagne, et contraint l'armée de Moreau, étendue sur une ligne immense, à faire sa retraite.

Bonaparte commence sa carrière extraordinaire en Italie. Son système est d'isoler les armées piémontaise et autrichienne; il réussit, par la bataille de Millésimo, à leur faire prendre deux lignes stratégiques extérieures, et les bat ensuite successivement à Mondovi et à Lodi. Une armée formidable se rassemble dans le Tyrol, pour sauver Mantoue qu'il assiège; elle commet l'imprudence d'y marcher en deux corps *séparés*

par un lac. L'éclair est moins prompt que le général français ; il lève le siège en abandonnant tout, se porte, avec la majeure partie de ses forces sur la première colonne qui débouche par Brescia, la bat et la rejette dans les montagnes. La seconde colonne, arrivée sur le même terrain, y est battue à son tour, et forcée à se retirer dans le Tyrol pour communiquer avec sa droite. Wurmsers, pour qui ces leçons sont perdues, veut couvrir les deux lignes de Roveredo et de Vicence ; Bonaparte, après avoir accablé et repoussé la première sur le Lavis, change alors de direction à droite, débouche par les gorges de la Brenta sur la ligne de gauche, et force les débris de cette belle armée à se sauver dans Mantoue, où ils sont enfin contraints à capituler.

En 1799, les hostilités recommencent ; les Français, punis pour avoir formé deux lignes extérieures en 1796, en ont néanmoins trois sur le Rhin et le Danube. Une armée de gauche observe le bas Rhin ; celle du centre marche sur le Danube ; la Suisse, qui flanque l'Italie et la Souabe, est occupée par une troisième armée aussi forte que les deux autres. *Les trois corps ne pouvaient être réunis que dans la vallée de l'Inn, à quatre-vingts lieues de leur base d'opérations !* L'archiduc a des forces égales, mais il les réunit contre le centre qu'il accable à Stockach, et l'armée d'Helvétie est forcée d'évacuer les Grisons et la Suisse orientale.

Les coalisés commettent à leur tour la même faute que leurs adversaires ; au lieu de poursuivre la conquête de ce boulevard central, qui leur coûta si cher ensuite, ils forment une double ligne en Suisse et sur le bas Rhin. Leur armée de Suisse est accablée à Zurich, tandis que celle du Rhin s'amuse à Manheim.

En Italie, les Français forment la double entreprise de Naples, où 32,000 hommes sont occupés inutilement, tandis que sur l'Adige, où doivent se porter les plus grands coups, l'armée trop faible essuie des revers

accablants. Lorsque cette armée de Naples revient au Nord, elle commet encore la faute de prendre une direction stratégique opposée à celle de Moreau ; Suwarow profite habilement de la position centrale qu'on lui laisse, marche à la première de ces armées, et la bat à quelques lieues de l'autre.

En 1800, tout change de face ; Bonaparte est revenu d'Égypte, et cette campagne présente une nouvelle combinaison des lignes d'opérations : 150,000 hommes filent sur les deux flancs de la Suisse, débouchent d'un côté sur le Danube, et de l'autre sur le Pô ; cette marche savante assura la conquête de contrées immenses ; l'histoire moderne n'avait offert jusqu'alors aucune combinaison semblable ; les armées françaises forment deux lignes intérieures qui se soutiennent réciproquement ; les Autrichiens sont forcés, au contraire, à prendre une direction extérieure qui les met hors d'état de communiquer. Par la combinaison habile de sa marche, l'armée de réserve coupe l'ennemi de sa ligne d'opérations, et conserve elle-même toutes ses relations avec ses frontières et avec l'armée du Rhin, qui forme sa ligne secondaire.

La fig. III, ci-contre, démontre cette vérité et présente la situation respective des deux partis ; A et AA indiquent le front d'opérations des armées de réserve et du Rhin ; B et BB, celui de Mélas et de Kray ; CCCC les passages du Saint-Bernard, du Simplon, du Saint-Gothard et du Splügen ; D indique les deux lignes d'opérations de l'armée de réserve ; E retrace les deux lignes de retraite de Mélas ; LG marque le choc qui eût lieu à Marengo. HJK indiquent les divisions françaises conservant la ligne de retraite. On voit par cette figure, que Mélas est coupé de sa base, et que le général français, au contraire, ne court aucun risque, puisqu'il conserve toutes ses communications avec les frontières et avec ses lignes secondaires.

L'analyse des événements mémorables dont venons d'esquisser l'ensemble, suffira

pour convaincre de l'importance du choix des lignes-manceuvres dans les opérations militaires. En effet, il peut réparer les désastres d'une bataille perdue, rendre vaine une invasion, étendre les avantages d'une victoire, assurer la conquête d'un pays.

En comparant les combinaisons et les résultats des plus célèbres campagnes, on verra aussi que toutes les lignes d'opérations qui ont réussi, se rattachaient au principe fondamental que nous avons présenté à diverses reprises, *car les lignes simples et les lignes intérieures, ont pour but de mettre en action, au point le plus important, et par le moyen de mouvements stratégiques, un plus grand nombre de divisions, et par conséquent une plus forte masse que l'ennemi*. On se convaincra également que ceux qui échouèrent, renfermaient les vices opposés à ces principes, puisque toutes les lignes multipliées tendent à présenter les parties faibles et isolées, à la masse qui doit les accabler.

Maximes sur les lignes d'opérations.

De tous les événements analysés ci-dessus et plus encore de ceux qui suivirent de près la première publication de ce chapitre en 1803, je crois qu'on peut déduire les maximes suivantes :

1° Si l'art de la guerre consiste à mettre en action le plus de forces possible au point décisif du théâtre des opérations, le choix de la ligne d'opérations étant le premier moyen d'y parvenir, peut être considéré comme la base fondamentale d'un bon plan

(1) Je crois devoir répéter que je n'ai jamais admis la possibilité de tracer d'avance le plan de toute une campagne. Cela ne peut s'entendre que du projet primitif qui indique le point objectif que l'on se propose d'atteindre, le système général qu'on suivra pour y arriver, et la première entreprise que l'on formera à cet effet; le reste dépend naturellement du résultat de cette première opé-

de campagne (1). Napoléon le prouva par la direction qu'il sut assigner à ses masses en 1805 sur Donawerth, et en 1806 sur Géra; manœuvres habiles, que les militaires ne sauraient trop méditer;

2° La direction qu'il convient de donner à cette ligne, dépend non-seulement de la situation géographique du théâtre des opérations, ainsi que nous le démontrerons plus bas, mais encore de l'emplacement des forces ennemies sur cet échiquier stratégique. *Toutefois, on ne saurait la donner que sur le centre ou sur l'une des extrémités : dans le cas seulement où l'on aurait des forces infiniment supérieures, il serait possible d'agir sur le front et les extrémités en même temps; dans toute autre supposition, ce serait une faute capitale* (2).

En général, on peut poser en principe, que la meilleure direction d'une *ligne-manceuvre* sera sur le centre de l'ennemi, si celui-ci commet la faute de diviser ses forces sur un front trop étendu; mais que, dans toute autre hypothèse, lorsqu'on sera maître de son choix, on devra donner cette direction sur l'une des extrémités, et de là sur les derrières de la ligne de défense et du front d'opérations de l'ennemi.

L'avantage de cette direction ne provient pas seulement de ce qu'en attaquant une extrémité l'on n'a à combattre qu'une partie de l'armée ennemie; il en dérive un plus grand encore de ce que sa ligne de défense est menacée d'être prise à revers. C'est ainsi que l'armée du Rhin ayant gagné en 1800 l'extrême gauche de la ligne de défense de la Forêt-Noire, la fit tomber presque sans combat, et livra, sur la rive droite du Da-

ration, et des nouvelles chances qu'elle amènera.

(2) On ne calcule pas l'infériorité d'une armée d'après le chiffre exact du nombre des soldats; les talents du chef, le moral des troupes, leurs qualités constitutives, comptent aussi dans la balance, et la supériorité sera toujours relative, bien que les proportions numériques y entrent pour beaucoup.

nube, deux batailles qui, bien que peu décisives en elles-mêmes, eurent pour résultat l'invasion de la Souabe et de la Bavière, par suite de la bonne direction de la ligne d'opérations. Les résultats de la marche qui porta l'armée de réserve par le Saint-Bernard et Milan sur l'extrême droite, et ensuite sur les derrières de Mélas, furent bien plus brillants encore ; ils sont assez connus pour nous dispenser de les rappeler ici.

Cette manœuvre, entièrement semblable à celle que nous avons tracée sur la carte des Alpes annexée ci-dessus, se trouve, il est vrai, en opposition flagrante avec certains systèmes un peu trop exclusifs, qui exigent des bases parallèles à celles de l'ennemi, et des lignes d'opérations doubles formant un angle droit dont le sommet serait dirigé sur le centre du front stratégique de l'adversaire. Mais nous avons déjà assez parlé de ces systèmes, pour démontrer que nos maximes sont préférables. Toutefois, lorsqu'il s'agirait d'opérer sur le centre de l'ennemi, rien ne s'opposerait à l'adoption du système à angles droits de Bulow, pourvu qu'on ne tint aucun compte des conditions exagérées dont ses commentateurs l'ont surchargé, et que les lignes doubles qu'il nécessite fussent intérieures comme on le verra ci-après ;

3° Il ne faut pas croire néanmoins qu'il suffise de gagner l'extrémité d'un front d'opérations ennemi pour pouvoir se jeter impunément sur ses derrières, car il est des cas où en agissant de la sorte on se trouverait soi-même coupé de ses propres communications. Pour éviter ce danger, il importe de donner à sa ligne d'opérations une direction géographique et stratégique telle, que l'armée conserve derrière elle une ligne de retraite assurée, ou qu'au besoin elle en trouve une d'un autre côté où elle pourrait se jeter pour regagner sa base par un de ces changements de lignes d'opérations dont nous parlerons ci-après. (*Voyez 12^e maxime.*)

Le choix d'une telle direction est si important, qu'il caractérise à lui seul une des plus grandes qualités d'un général en chef, et on me permettra d'en citer deux exemples pour me faire mieux comprendre.

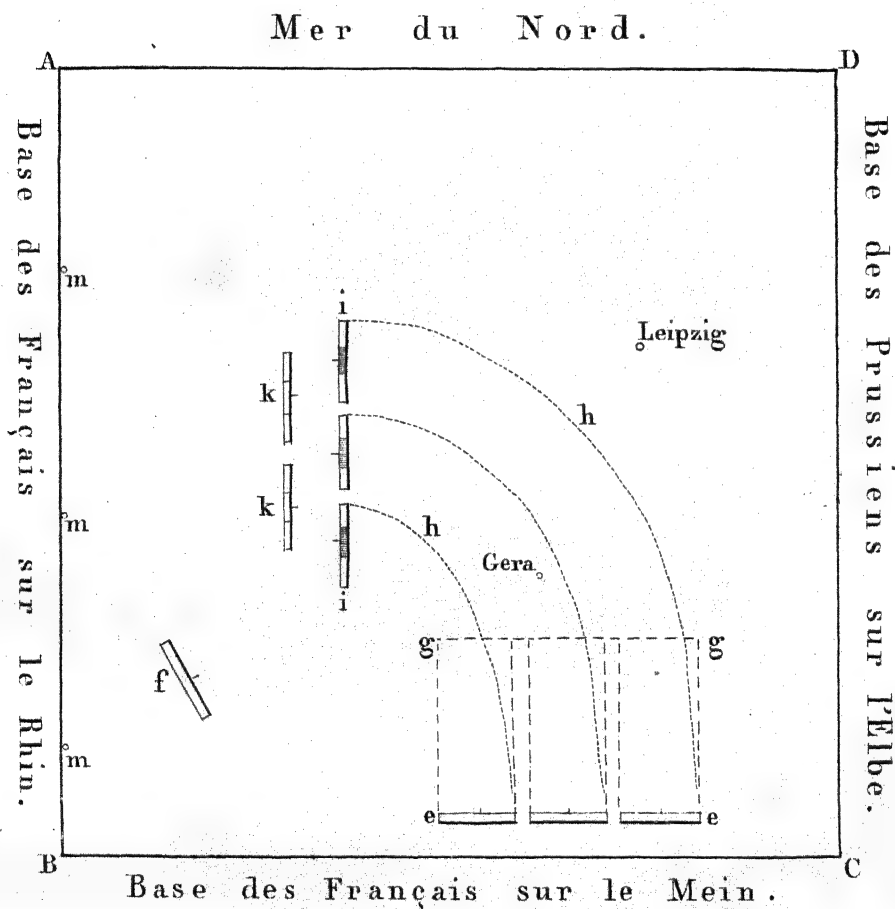
Par exemple, si Napoléon, en 1800, après avoir passé le Saint-Bernard, eût marché droit par Turin sur Asti ou Alexandrie, et qu'il eût reçu la bataille à Marengo sans s'être assuré auparavant de la Lombardie et de la rive gauche du Pô, il eût été coupé de sa ligne de retraite plus complètement que Mélas de la sienne ; tandis qu'ayant au besoin les deux points secondaires de Casal et de Pavie du côté du Saint-Bernard, et ceux de Savoie et de Tende du côté de l'Apennin, Napoléon avait, en cas de revers, tous les moyens de regagner le Var ou le Valais.

De même, dans la campagne de 1806, s'il eût marché de Géra droit à Leipzig, et qu'il y eût attendu l'armée prussienne revenant de Weimar, il eût été coupé de sa base du Rhin, aussi bien que le duc de Brunswick de celle de l'Elbe ; tandis qu'en se rabattant de Géra à l'ouest sur la direction de Weimar, il plaçait son front d'opérations en avant des trois routes de Saalfeld, Schleiz et Hof, qui lui servaient de ligne de communications, et qu'il couvrait ainsi parfaitement. Et si, à la rigueur même, les Prussiens avaient imaginé de lui couper ces lignes de retraite, en se jetant entre Géra et Bareith, alors ils lui eussent ouvert sa ligne la plus naturelle, la belle chaussée de Leipzig à Francfort, outre les dix chemins qui mènent de la Saxe par Cassel à Coblenz, Cologne et même Wesel. En voilà assez pour prouver l'importance de ces sortes de combinaisons ; revenons à la suite des maximes annoncées ;

4° Pour manœuvrer sagement, il faut éviter de former deux armées indépendantes sur une même frontière : un tel système ne pourrait guère convenir que dans le cas de grandes coalitions, ou lors-

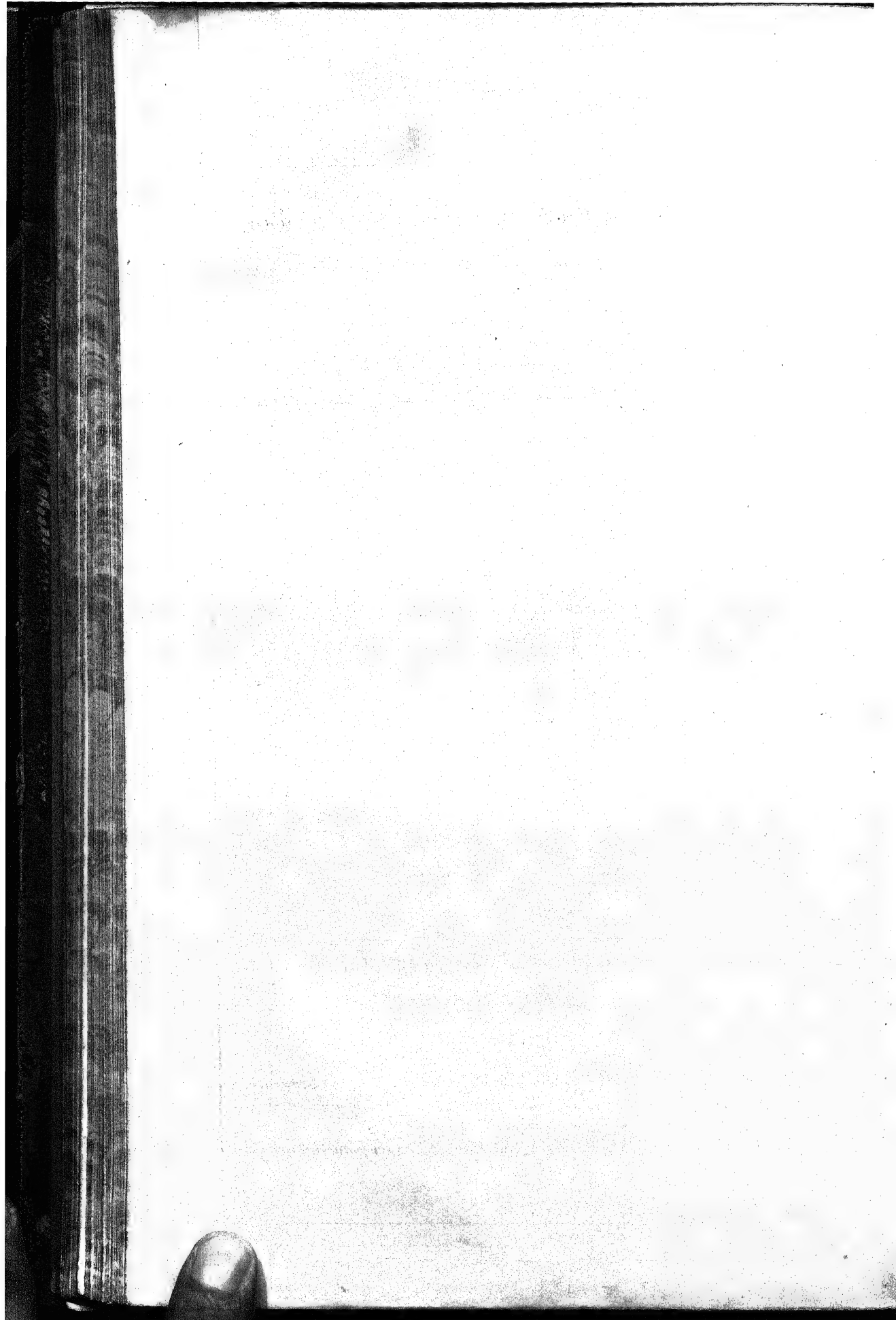
Échiquier stratégique de 1806,

pour l'intelligence de la Maxime 3 sur la Direction des Lignes d'opération.



L'armée française (ee) partant de sa base du Mein, se concentre en gg au revers des montagnes de Franconie; puis elle exécute un changement de front stratégique (hi) afin de couper les Prussiens (kk) de leur base de l'Elbe, tout en couvrant ses propres communications hge.

Si les Prussiens voulaient se jeter entre het e, alors les Français (ii) reprenaient leurs communications directes avec le Rhin mmm.



qu'on aurait des forces immenses qu'on ne saurait faire agir sur une même zone d'opérations sans s'exposer à un encombrement plus dangereux qu'utile. Encore, dans ce cas même, vaudrait-il toujours mieux subordonner ces deux armées à un même chef, qui aurait son quartier général à l'armée principale;

5° Par suite du principe que nous venons d'énoncer, il est constant qu'à forces égales, une ligne d'opérations simple, sur une même frontière, aura l'avantage sur une ligne d'opérations double;

6° Il peut arriver néanmoins qu'une ligne double devienne nécessaire, d'abord par la configuration du théâtre de la guerre, ensuite parce que l'ennemi en aura formé une lui-même, et qu'il faudra bien opposer une partie de l'armée à chacune des grandes masses qu'il aura formées;

7° Dans ce cas, les lignes intérieures ou centrales seront préférables à deux lignes extérieures, puisque l'armée qui aura la ligne intérieure pourra faire coopérer chacune de ses fractions à un plan combiné entre elles, et qu'elle pourra ainsi rassembler le gros de ses forces avant l'ennemi, pour décider du succès de la campagne (1).

Une armée, dont les lignes d'opérations offriraient de tels avantages, serait donc à même, par un mouvement stratégique bien combiné, d'accabler successivement les fractions de l'adversaire qui viendraient s'offrir alternativement à ses coups. Pour assurer la réussite de ce mouvement, on laisserait un corps d'observation devant la partie de l'armée ennemie que l'on voudrait se borner à tenir en échec, en lui prescrivant de ne point accepter d'engagement sé-

rieux, mais de se contenter de suspendre la marche de l'adversaire à la faveur des accidents du terrain et en se repliant sur l'armée principale;

8° Une ligne double peut convenir aussi lorsqu'on a une supériorité tellement prononcée, que l'on puisse manœuvrer sur deux directions sans s'exposer à voir l'un de ses deux corps accablé par l'ennemi. Dans cette hypothèse ce serait une faute d'entasser ses forces sur un seul point, et de se priver ainsi des avantages de la supériorité, en réduisant une partie de ses forces à l'impossibilité d'agir. Néanmoins, en formant une double ligne, il sera toujours sage de renforcer convenablement la partie de l'armée, qui par la nature de son théâtre et par les situations respectives des deux partis, serait appelée à jouer le rôle le plus important;

9° Les principaux événements des dernières guerres prouvent la justesse de deux autres maximes. La première, c'est que deux masses intérieures, se soutenant réciproquement, et faisant face, à certaine distance, à deux masses supérieures en nombre, ne doivent pas se laisser resserrer par l'ennemi dans un espace trop rétréci, où elles finiraient par être accablées simultanément, ainsi que cela arriva à Napoléon à la célèbre bataille de Leipzig (2). La seconde, c'est que les lignes intérieures ne doivent pas non plus donner dans l'excès contraire, en s'étendant à une trop grande distance, de peur de laisser à l'ennemi tout le temps de remporter des succès décisifs contre les corps secondaires laissés en observation. Cela pourrait se faire néanmoins lorsque le but principal que l'on poursuivrait serait

(1) Quand les fractions d'une armée sont distantes de quelques marches seulement du gros, et surtout lorsqu'elles ne sont pas destinées à agir isolément pour toute la campagne, ce sont alors des positions stratégiques centrales et non des lignes d'opérations.

(2) Dans les derniers mouvements qui précède-

rent Leipzig, Napoléon n'avait plus au fond qu'une seule ligne d'opérations, et ses armées ne formaient plus que des positions stratégiques centrales; mais le même exemple qui est applicable à ces positions l'est aussi aux lignes d'opérations: c'est le même principe.

tellement décisif, que le sort entier de la guerre en dépendrait; dans ce cas, on pourrait voir avec indifférence ce qui arriverait sur les points secondaires;

10° Par la même raison, deux lignes concentriques valent mieux que deux lignes divergentes; les premières, plus conformes aux principes de la stratégie, procurent encore l'avantage de couvrir les lignes de communications et d'approvisionnements; mais, pour qu'elles soient exemptes de danger, on doit les combiner de manière à ce que les deux armées qui les parcourent, ne puissent rencontrer isolément les forces réunies de l'ennemi, avant d'être elles-mêmes en mesure d'opérer leur jonction;

11° Les lignes divergentes peuvent néanmoins convenir, soit après une bataille gagnée, soit après une opération stratégique par laquelle on aurait réussi à diviser les forces de son adversaire en rompant son centre. Alors il devient naturel de donner à ses masses des directions excentriques pour achever la dispersion des vaincus: mais quoique agissant sur des lignes divergentes, ces masses se trouveront néanmoins en lignes intérieures, c'est-à-dire, plus rapprochées entre elles et plus faciles à réunir que celles de l'ennemi;

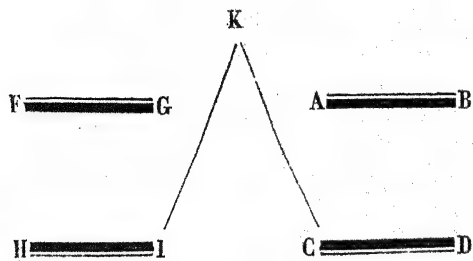
12° Il arrive parfois qu'une armée se voit forcée de changer de ligne d'opérations au milieu d'une campagne, ce que nous avons désigné sous le nom de lignes accidentelles. C'est une manœuvre des plus délicates et des plus importantes, qui peut donner de grands résultats, mais amener aussi de grands revers, lorsqu'on ne la combine pas avec sagacité, car on ne s'en sert guère que pour tirer l'armée d'une situation embarrassante. Nous avons donné, au chapitre X du *Traité des grandes opérations*, un exemple d'un pareil changement, exécuté par Frédéric à la suite de la levée du siège d'Olmütz.

Napoléon en projeta plusieurs, car il avait l'habitude, dans ses invasions aventureuses, d'avoir un pareil projet prêt à parer aux événements imprévus. A l'époque de la bataille d'Austerlitz, il avait résolu, en cas d'échec, de prendre sa ligne d'opérations par la Bohême sur Passau ou Ratisbonne, qui lui offrait un pays neuf et plein de ressources, au lieu de reprendre celle de Vienne, qui n'offrait que des ruines, et où l'archiduc Charles aurait pu le prévenir.

En 1814, il commença l'exécution d'une manœuvre plus hardie, mais favorisée du moins par les localités, et qui consistait à se baser sur la ceinture des forteresses d'Alsace et de Lorraine, en ouvrant aux alliés le chemin de Paris. Il est certain que si Mortier et Marmont eussent pu le joindre, et s'il avait eu 50,000 hommes de plus, ce projet aurait pu entraîner les suites les plus décisives, et mettre le sceau à sa brillante carrière militaire;

13° Ainsi que nous l'avons dit plus haut (maxime 2°), la configuration des frontières et la nature géographique du théâtre des opérations, peuvent aussi exercer une grande influence sur la direction même à donner à ces lignes, comme sur les avantages que l'on peut en obtenir. Les positions centrales qui forment un angle saillant vers l'ennemi comme la Bohême et la Suisse (*Voyez figures II et III de la carte annexée page 84*), sont les plus avantageuses, parce qu'elles mènent naturellement à l'adoption des lignes intérieures et facilitent les moyens de prendre l'ennemi à revers. Les côtés de cet angle saillant sont donc si importants, qu'il faut joindre toutes les ressources de l'art à celles de la nature pour les rendre inattaquables.

A défaut de ces positions centrales, on pourra y suppléer par la direction relative des lignes-manœuvres comme la figure ci-après l'explique :



CD manœuvrant sur la droite du front de l'armée AB; et HI se portant sur le flanc gauche de FG, formeront les deux lignes intérieures CK et IK sur une extrémité de chacune des lignes extérieures AB, FG, qu'elles pourront accabler l'une après l'autre en y portant alternativement la masse de leurs forces. Cette combinaison présente les résultats des lignes d'opérations de 1796, de 1800 et 1809;

14° La configuration générale des bases peut avoir aussi une grande influence sur la direction à donner aux lignes d'opérations, laquelle devra naturellement être subordonnée à la situation des bases respectives, ainsi qu'on peut s'en assurer en se rappelant ce que nous avons dit plus haut sur cet article. En effet, au simple examen de la figure annexée audit article, pag. 61, on voit que le plus grand avantage qui résulterait de la conformation des frontières et des bases, consisterait à prolonger celles-ci perpendiculairement à la base de l'ennemi, c'est-à-dire, parallèlement à sa ligne d'opérations, ce qui donnerait la facilité de s'emparer de cette ligne sur le point qui conduit à sa base, et d'en couper ainsi l'armée ennemie.

Mais si, au lieu de diriger ses propres opérations sur ce point décisif, on choisissait mal la direction de sa ligne, tout l'avantage de la base perpendiculaire deviendrait nul. Il est évident que l'armée E, qui posséderait la double base AC et CD, si elle marchait par la gauche vers le point F, au lieu de se prolonger par sa droite vers GH,

perdrait tous les avantages stratégiques de sa base CD. (*Voy. p. 57.*)

Le grand art de bien diriger ses lignes d'opérations consiste donc, comme on vient de le voir, à combiner leurs rapports avec les bases et avec les marches de l'armée, de manière à pouvoir s'emparer des communications de l'ennemi sans s'exposer à perdre les siennes; problème de stratégie le plus difficile à résoudre.

15° Indépendamment des cas précités, il en est encore un qui exerce une influence manifeste sur la direction à donner aux lignes d'opérations : c'est celui où la principale entreprise de la campagne consisterait à effectuer le passage d'un grand fleuve en présence d'une armée ennemie nombreuse et intacte. On sent bien que, dans ce cas, le choix de la ligne d'opérations ne saurait dépendre seulement de la volonté du général en chef, ou de l'avantage qu'il trouverait à attaquer certaine partie de la ligne ennemie, car la première chose à considérer, c'est de savoir le point où l'on pourrait effectuer le passage plus sûrement, et celui sur lequel se trouveraient les moyens matériels nécessaires à cet effet. Le passage du Rhin par Jourdan, en 1795, s'exécuta vers Dusseldorf, par la même raison qui décida celui de la Vistule par le maréchal Paskévitch vers Ossiek, en 1831, c'est-à-dire, parce que l'armée n'ayant pas à sa suite des équipages de pontons suffisants, il fallut faire remonter des grandes barques du commerce achetées en Hollande par l'armée française, de même que l'armée russe avait fait acheter les siennes à Thorn et Dantzig. Le territoire neutre de la Prusse fournit, dans ces deux circonstances, la facilité de faire remonter le fleuve à ces barques, sans que l'ennemi pût y mettre obstacle. Cette facilité, d'un avantage incalculable en apparence, entraîna néanmoins les Français aux invasions doubles de 1795 et de 1796, qui échouèrent précisément parce que la double ligne d'opérations qui en résulta donna

les moyens de les battre partiellement. Pas-kiévitch, mieux avisé, ne fit passer la haute Vistule qu'à un simple détachement secondaire, et après que l'armée principale fut déjà arrivée à Lowicz.

Lorsqu'on a des pontons militaires en suffisance, on est moins soumis aux vicissitudes du passage. Cependant il faut encore choisir le point qui offre le plus de chances de succès par les localités et la position des forces ennemies. La discussion entre Napoléon et Moreau pour le passage du Rhin en 1800, que j'ai rapportée dans le tome IV de *l'Histoire des guerres de la révolution*, est un des exemples les plus curieux des différentes combinaisons que présente cette question à la fois stratégique et tactique.

L'emplacement choisi pour le passage exerce la même influence sur la direction qu'il convient de donner aux premières marches après qu'il est effectué, vu la nécessité où l'on se trouve forcément de couvrir les ponts contre l'ennemi, du moins jusque après une victoire; ce choix peut néanmoins, en tout état de cause, présenter une juste application des principes; car, en définitive, il se bornera toujours à la seule alternative d'un passage principal sur le centre ou sur une des extrémités.

Une armée réunie, qui forcerait le passage sur l'un des points du centre, contre un cordon un peu étendu, pourrait se diviser ensuite sur deux lignes divergentes afin de disperser les parties du cordon ennemi qui, se trouvant ainsi hors d'état de se réunir, ne songeraient guères à inquiéter les ponts.

Si la ligne du fleuve est assez courte pour que l'armée ennemie reste plus concentrée, et si l'on a les moyens de prendre après le passage un front stratégique perpendiculaire au fleuve, alors le meilleur serait peut-être de le passer sur une des extrémités, afin de rejeter toutes les forces ennemies en de-

hors de la direction des ponts. Au surplus, nous traiterons ce sujet à l'article 37 sur les passages de fleuves;

16° Il est encore une combinaison des lignes d'opérations qui ne doit pas être passée sous silence. C'est la différence notable qui existe entre les chances d'une ligne d'opérations établie dans son propre pays ou celle établie en pays ennemi. La nature de ces contrées ennemies influera aussi sur ces chances. Une armée franchit les Alpes ou le Rhin pour porter la guerre en Italie ou en Allemagne; elle trouve d'abord des États du second ordre; en supposant même que leurs chefs soient alliés entre eux, il y aura néanmoins dans les intérêts réels de ces petits États, ainsi que dans leurs populations, des rivalités qui empêcheront la même unité d'impulsion et de force qu'on rencontrerait dans un grand État. Au contraire, une armée allemande qui passera les Alpes ou le Rhin pour pénétrer en France, aura une ligne d'opérations bien plus hasardée et plus exposée que celle des Français qui pénétrerait en Italie, car, la première aurait à heurter contre toute la masse des forces de la France unie d'action et de volonté (1).

Une armée sur la défensive, qui a sa ligne d'opérations sur son propre sol, peut faire ressource de tout; les habitants du pays, les autorités, les productions, les places, les magasins publics et même particuliers, les arsenaux, tout la favorise: il n'en est pas de même chez les autres, du moins pas ordinairement; on ne trouve pas toujours des drapeaux d'une couleur à opposer au drapeau national, et même, dans ce cas, on aura encore contre soi tous les avantages que l'adversaire trouvera dans les éléments de la force publique.

J'ai dit que la nature des contrées influait aussi les chances des lignes d'opérations; en effet, outre les modifications

(1) On comprend que je parle ici de chances ordinaires dans une guerre entre deux puissances sen-

lement, et dans un état de calme intérieur. — Les chances des guerres de partis sont des exceptions.

que nous venons d'exprimer, il est certain que l'établissement des lignes d'opérations dans les contrées fertiles, riches, industrielles, offrent aux assaillants bien plus d'avantages que celles dans des contrées plus arides et plus désertes, surtout lorsqu'on n'a pas à lutter contre les populations entières. On trouvera effectivement dans ces contrées fertiles, industrielles et peuplées, mille choses nécessaires à toutes les armées, tandis que dans les autres on ne rencontrera que des huttes et de la paille, les chevaux seuls y trouveront pâture, mais, pour tout le reste, il faudra le trainer avec soi, en sorte que les embarras de la guerre s'en accroîtront à l'infini, et que les opérations vives et hardies seront plus rares et plus hasardeuses. Les armées françaises, si bien accoutumées aux douceurs de la Souabe et de la riche Lombardie, faillirent périr en 1806 dans les boues de Pultusk, et périrent en 1812 dans les forêts marécageuses de la Lithuanie;

17° Il est encore une règle relative aux lignes d'opérations, à laquelle plusieurs écrivains ont attaché une haute importance, qui semble fort juste quand elle est réduite en formules de géométrie, mais qui, dans l'application, pourrait être rangée dans la classe des utopies. Selon cette règle, il faudrait que les contrées latérales de chaque ligne d'opérations fussent débarrassées de tout ennemi, à une distance qui égalerait la profondeur de cette ligne, attendu que, sans cela, ces ennemis pourraient menacer la ligne de retraite; idée que l'on a traduite géométriquement comme il suit : « Il ne » peut y avoir de sûreté pour une opération » que quand l'ennemi se trouve refoulé en » dehors d'un demi-cercle dont le milieu » est le sujet le plus central (*Mittelstes Subject*), et dont le rayon (*Halbmesser*) est égal à la longueur de la ligne d'opérations.

Puis pour prouver cette axiome, tant soit peu obscur, on démontre que les angles de périphérie d'un cercle, qui ont le diamètre

pour côté opposé, forment des angles droits, et qu'en conséquence l'angle à 90 degrés exigé par Bulow pour les lignes d'opérations, ce fameux *Caput-Porci* stratégique, est le seul système raisonnable : d'où l'on conclut ensuite charitablement, que tous ceux qui ne veulent pas que la guerre se fasse trigonométriquement sont des ignorants.

Cette maxime, soutenue avec tant de chaleur, et très-spécieuse sur le papier, se trouve néanmoins à chaque pas démentie par les événements de la guerre; la nature du pays, les lignes de fleuves et de montagnes, l'état moral des deux armées, l'esprit des peuples, la capacité et l'énergie des chefs, ne se mesurent pas avec des angles, des diamètres et des périphéries. Sans doute, des corps considérables ne sauraient être tolérés sur les flancs de la ligne de retraite, de manière à l'inquiéter sérieusement; mais pousser trop loin la maxime tant vantée, ce serait s'enlever tout moyen de faire un pas en pays ennemi; or, il serait d'autant plus naturel de s'en affranchir, qu'il n'est pas une campagne des dernières guerres et de celles du prince Eugène et de Marlborough qui n'atteste la nullité de ces prétendues règles mathématiques. Le général Moreau ne se trouvait-il pas aux portes de Vienne, en 1800, quand Fussen, Scharnitz et le Tyrol entier, étaient encore au pouvoir des Autrichiens? Napoléon ne se trouvait-il pas à Plaisance quand Turin, Gènes et le col de Tende, étaient occupés par l'armée de Mélas? Je demanderai enfin quelle figure géométrique formait l'armée du prince Eugène de Savoie, lorsqu'elle marchait par Stradella et Asti au secours de Turin, en laissant les Français sur le Mincio à quelques lieues seulement de sa base?

Il suffirait, à mon avis, de ces trois événements, pour prouver que le compas des géomètres pâlera toujours, non-seulement devant les génies tels que Napoléon et Frédéric, mais devant les grands caractères tels que les Suwarow, les Masséna, etc.

A Dieu ne plaise néanmoins que je songe à déprécier le mérite des officiers versés dans ces sciences qui nous ont appris à calculer jusqu'au cours des astres. J'ai pour eux, au contraire, une profonde vénération ; mais ma propre expérience m'autorise à penser que si leur science est indispensable pour construire ou attaquer des places et camps retranchés, ainsi que pour lever des plans et projeter des cartes, si elle donne, en outre, des avantages réels dans tous les calculs d'application pratique, elle n'est que d'un faible secours dans les combinaisons de la stratégie et de la grande tactique, où les impulsions morales, secondées des lois de la statique, jouent le principal rôle (1). Ceux même de ces respectables disciples d'Euclide, qui seraient les plus capables de bien commander une armée, devront, pour le faire avec gloire et succès, oublier un peu leur trigonométrie : c'est du moins le parti qu'avait pris Napoléon, dont les opérations les plus brillantes semblent appartenir bien plus au domaine de la poésie qu'à celui des sciences exactes : la cause en est simple, *c'est que la guerre est un drame passionné* et nullement une opération mathématique.

On me pardonnera ces digressions ; j'ai été attaqué sur de vaines formules, il est naturel que je me défende, et la seule grâce que je demande à mes critiques, c'est d'être aussi équitables envers moi que je le suis envers eux. Ils veulent la guerre trop méthodique, trop compassée ; moi, je la ferais vive, hardie, impétueuse, peut-être même quelquefois audacieuse..... *Sum cuique.*

Loin de moi, cependant, la pensée de repousser toutes les précautions qui peuvent

découler du principe même de ces règles compassées, car, on ne saurait jamais les négliger entièrement ; mais se réduire à faire la guerre géométriquement, ce serait imposer des fers au génie des plus grands capitaines, et se soumettre au joug d'un pédantisme exagéré. Pour mon compte, je protesterais toujours contre de pareilles théories, aussi bien que contre l'apologie de l'ignorance.

Observations sur les lignes intérieures et les attaques dont elles ont été l'objet.

Je demande pardon à mes lecteurs si je détourne un moment leur attention pour ajouter ici quelques mots sur les controverses dont cet article a été le sujet. J'ai hésité si je renverrais ces observations à la fin du volume ; mais comme elles renferment d'utiles éclaircissements sur les doctrines qui précèdent, j'ai cru pouvoir les placer ici.

Les critiques ont été fort peu d'accord dans leurs reproches ; les uns ont disputé sur le sens de quelques mots et sur des définitions ; d'autres ont blâmé quelques points de vue qu'ils avaient mal saisis ; les derniers enfin ont pris occasion de quelques événements importants pour dénier mes dogmes fondamentaux, sans s'inquiéter si les conditions qui seraient de nature à modifier ces dogmes, ne différaient pas essentiellement de celles qu'ils supposaient, et sans réfléchir non plus qu'en admettant même leurs applications comme exactes, une exception fortuite ne saurait détruire une règle consacrée par l'expérience des siècles et fondée sur les principes.

(1) On objectera que la stratégie se combine au moyen de lignes : cela est vrai ; mais pour savoir si une de ces lignes mène à un point convenable ou à un gouffre, et pour calculer la distance la plus courte du point où l'on est à celui que l'on veut atteindre, il n'est aucun besoin de la géométrie, car une carte de poste serait en cela plus utile

même qu'un compas. J'ai connu un général presque émule de Laplace à qui je n'ai jamais pu faire comprendre pourquoi une telle ligne stratégique serait préférable à telle autre, ni comment celle de la Meuse était la clef des Pays-Bas, lorsque ces provinces sont défendues surtout par une armée continentale.

Plusieurs de ces écrivains militaires, voulant contester mes maximes sur les lignes intérieures ou centrales, leur ont opposé la fameuse marche des alliés sur Leipzig, qui réussit par un système contraire (1). Cet événement mémorable semble, au premier abord, fait pour ébranler la foi de ceux qui croient aux principes; mais, outre qu'il présente un de ces cas exceptionnels rares dans l'histoire de tous les siècles, il est évident qu'on ne saurait rien en conclure contre des règles appuyées par des milliers d'autres exemples, et il nous sera facile de démontrer que, loin de pouvoir tirer de ces faits le moindre argument contre les dogmes que nous avons présentés, ils en prouvent, au contraire, toute la solidité. En effet, mes critiques avaient oublié que, dans le cas d'une supériorité numérique considérable, je recommandais, pour l'armée supérieure, les lignes d'opérations doubles comme les plus avantageuses; surtout lorsqu'elles étaient concentriques, et dirigées de manière à opérer un commun effort contre l'ennemi dès que le moment du choc décisif serait arrivé (2). Or, dans cette marche des armées de Schwarzenberg, de Blücher, du prince de Suède et de Benningsen, on retrouve précisément ce cas de supériorité numérique qui devait militer en faveur du système adopté. Quant à l'armée inférieure, pour qu'elle se conformât aux principes émis dans ce chapitre, il faudrait qu'elle portât ses efforts sur une extrémité de ses adversaires, et non sur le centre; en sorte que les événements que l'on m'oppose

prouvent doublement en faveur de mes maximes.

D'ailleurs, si la position centrale de Napoléon entre Dresde et l'Oder lui devint funeste, il faut l'attribuer aux désastres de Culm, de la Katzbach, de Dennewitz, en un mot, à des fautes d'exécution entièrement étrangères au fond du système. *Celui que je propose consiste à agir offensivement sur le point le plus important, avec la majeure partie de ses forces, en demeurant aux points secondaires sur la défensive, dans de fortes positions ou derrière un fleuve, jusqu'à ce que le coup décisif étant porté, et l'opération terminée par la défaite totale d'une partie essentielle de l'armée ennemie, on se trouve à même de diriger ses efforts sur un des autres points menacés.* Dès qu'on expose les armées secondaires à un échec décisif, pendant l'absence du gros de l'armée, le système est mal compris, et ce fut précisément ce qui arriva en 1813.

En effet, si Napoléon, victorieux à Dresde, eût poursuivi l'armée des souverains en Bohême, loin d'essuyer le désastre de Culm, il se fût présenté menaçant devant Prague, et eût peut-être dissous la coalition. Il commit la faute de ne pas troubler sérieusement leur retraite; et à cette faute on en ajouta une autre non moins grave, celle d'engager des batailles décisives sur les points où il ne se trouvait pas en personne avec le gros de ses forces. Il est vrai qu'à la Katzbach on ne suivit pas ses instructions, car elles prescrivaient d'attendre Blücher et de tomber sur lui quand il en fournirait l'occasion

(1) Il y a 33 ans que j'ai présenté ces maximes, pour la première fois; les événements tout récents qui viennent de se passer en Navarre prouvent combien elles sont justes, et combien les principes si simples sur lesquels elles reposent sont fréquemment méconnus. Les troupes de don Carlos, menacées par trois grands corps à des distances considérables, ont remporté une victoire complète à la faveur de leur position centrale bien mise à profit. Les ignorants crient à la trahison, quand les prin-

cipes immuables ont seuls causé la perte d'Evans. Si les généraux qui se sont succédé en Espagne depuis dix ans avaient jamais songé à l'application des principes, pareille déroute ne serait pas arrivée; mais lire et méditer sont choses trop vulgaires pour des hommes qui se proclament sans cesse eux-mêmes comme invincibles.

(2) Voyez chapitre XII du *Traité des grandes opérations militaires*, page 178.

par des mouvements hasardés, tandis que Macdonald courut, au contraire, au-devant des alliés, en franchissant, par corps isolés, des torrents que les pluies enflaient d'heure en heure.

En supposant que Macdonald eût fait ce qui lui était prescrit, et que Napoléon eût suivi sa victoire de Dresde, on sera forcé de convenir que son plan d'opérations, basé sur les lignes et positions stratégiques intérieures et sur une ligne d'opérations à doubles rayons concentriques, eût été couronné du plus brillant succès. Il suffit de parcourir ses campagnes d'Italie en 1796, et de France en 1814, pour juger ce qu'il sut opérer par l'application de ce système.

A ces différentes considérations, il faut ajouter une circonstance non moins importante, pour démontrer qu'il serait injuste de juger les lignes centrales d'après le sort qu'éprouvèrent celles de Napoléon en Saxe ; *c'est que son front d'opérations se trouvait débordé sur la droite, et même pris à revers par la position géographique des frontières de la Bohême*, cas qui se présente rarement. Or, une position centrale qui a de pareils défauts, ne saurait être comparée à celle qui ne les aurait pas. Quand Napoléon appliqua ce système en Italie, en Pologne, en Prusse, en France, il n'était pas ainsi exposé aux coups d'une armée ennemie établie sur son flanc et ses derrières : l'Autriche put le menacer de loin en 1807 ; mais elle était en état de paix avec lui, et désarmée.

Pour juger un système d'opérations, il est nécessaire d'admettre que les chances réciproques soient égales, et ce ne fut point le cas en 1813, ni par les positions géographiques, ni par l'état des forces respectives. Indépendamment de cette vérité, qui prouve

la légèreté de mes Aristarques, il semble absurde de citer les revers de la Katzbach et de Dennewitz, essuyés par les lieutenants de Napoléon, comme des preuves capables de détruire un principe dont la plus simple application eût exigé que ces lieutenants n'acceptassent point d'engagement sérieux, au lieu d'aller chercher la bataille comme ils le firent. En effet, quel avantage pourrait-on se flatter d'obtenir du système des lignes centrales, si les parties de l'armée qu'on aurait affaiblies pour porter ses efforts sur d'autres points, commettaient la faute de courir elles-mêmes au devant d'une lutte désastreuse, au lieu de se contenter du rôle de corps d'observations (1) ? Ce serait alors l'ennemi qui se trouverait avoir appliqué le principe et non pas celui qui aurait pris la ligne intérieure. Au surplus, la campagne qui suivit celle de Leipzig vint bientôt démontrer la justesse des maximes contestées ; la défensive de Napoléon en Champagne, depuis la bataille de Brienne jusqu'à celle de Paris, prouva jusqu'à l'évidence ce que j'avais pu dire en faveur des masses centrales.

Toutefois, l'expérience de ces deux célèbres campagnes a fait naître un problème stratégique, qu'il serait fort difficile de résoudre par de simples assertions fondées sur des théories : c'est de savoir si le système des masses centrales perd de ses avantages lorsque les forces qu'il s'agit de mettre en action sont trop considérables. Persuadé, comme Montesquieu, que les plus grandes entreprises périssent par la grandeur même des préparatifs qu'on fait pour en assurer la réussite, je serais fort enclin à me prononcer pour l'affirmative. Il me paraît incontestable qu'une masse de 100,000 hommes, occupant une zone centrale contre trois

(1) Je sais bien qu'on ne peut pas toujours refuser le combat sans courir de plus grands dangers que celui d'un échec ; aussi Macdonald aurait-il pu accepter une bataille avec Blücher s'il eût mieux

compris les instructions de Napoléon au lieu de faire tout le contraire. (Voyez *Vie politique et militaires de Napoléon*, aux pièces justificatives.)

armées isolées de 30 à 35,000 hommes chacune, serait plus sûre des les accabler successivement, que cela ne serait possible à une masse de 400,000 combattants contre trois armées de 135,000 hommes, et cela par plusieurs raisons majeures.

1^o Parce que, avec une armée de 130 à 140,000 combattants, on peut facilement résister à une force plus considérable, vu la difficulté de trouver le terrain et le temps nécessaires pour mettre de si grandes masses en action au jour de la bataille ;

2^o Parce que, si même on est repoussé du champ de bataille, on a encore au moins 100,000 hommes pour assurer un bon système de retraite, sans se laisser trop entamer, en attendant la jonction avec l'une des deux autres armées secondaires ;

3^o Parce qu'une masse centrale de 400,000 hommes exige une telle quantité de vivres, de munitions, de chevaux et de matériel de toute espèce, qu'elle aura bien moins de mobilité et de facilité pour transporter ses efforts d'une partie de la zone d'opérations sur l'autre ; sans compter encore l'impossibilité de tirer des vivres d'une contrée naturellement trop circonscrite pour alimenter de pareilles masses ;

4^o Enfin, il paraît certain que les deux fractions d'armée que la masse centrale devrait opposer aux deux lignes extérieures de l'ennemi, avec l'instruction de se borner à les contenir, exigeraient toujours des armées de 80 à 90,000 hommes, puisqu'il s'agit d'en tenir 135,000 en échec, en sorte que, si les armées d'observation faisaient la sottise de s'engager dans des combats sérieux, elles pourraient essuyer des revers, dont les suites déplorables surpasseraient de beaucoup les avantages obtenus par l'armée principale.

Nonobstant tous ces doutes et toutes ces raisons atténuantes, si j'avais jamais à disposer d'une armée, je n'hésiterais point à lui donner une direction intérieure dans tous les cas où je les ai recommandées comme

étant les plus favorables ; ou bien je lui assignerais, dans toute autre hypothèse, sa direction sur l'extrémité du front d'opérations de l'ennemi, selon les maximes exposées ci-dessus ; laissant à mes adversaires le plaisir de manœuvrer d'après les systèmes opposés. Jusqu'à ce que cette expérience puisse avoir lieu, ils me permettront de rester ferme dans mes croyances, justifiées par les campagnes d'Eugène de Savoie, de Marlborough, de Frédéric le Grand et de Napoléon.

Puisque j'ai entrepris de défendre des principes qui semblent incontestables, je saisis cette occasion pour répondre à d'autres objections moins fondées encore, que des écrivains distingués, mais souvent passionnés et injustes, ont élevées contre l'article sus-mentionné.

Les premières sont du colonel bavarois Xilander, qui, dans son cours de stratégie, a souvent mal interprété les principes qui m'ont servi de base. Cet écrivain, d'ailleurs plein d'érudition, a reconnu dans une brochure et un journal périodique plus récents, qu'il avait été injuste et amer dans sa manière de juger mon ouvrage. Il avoue même qu'il n'avait pas attendu la publication de ma réplique pour reconnaître son tort, bien qu'il l'ait répété dans une seconde édition.

Cet aveu, plein de naïveté, qui lui fait honneur, me dispense de revenir sur ce qui a été dit à ce sujet ; mais comme son ouvrage est du nombre de ceux qui séduisent par les formes orthodoxes des sciences positives, je dois néanmoins, dans l'intérêt de l'art, maintenir ce que j'ai dit relativement au reproche qu'il me faisait d'avoir élevé avec peine l'échafaudage d'un système excentrique pour revenir finalement à un système opposé.

Je le répète, cette contradiction qu'il me prêtait si gratuitement, et qui serait pour le moins une inconséquence, n'existe point. Je n'ai présenté exclusivement ni système

concentrique, ni système excentrique ; tout mon ouvrage tend à prouver l'influence éternelle des principes, et à démontrer que des opérations, pour être habiles et heureuses, doivent produire l'application de ces principes fondamentaux. Or, des opérations excentriques ou divergentes, aussi bien que les concentriques, peuvent être ou fort bonnes ou fort mauvaises ; tout dépend de la situation des forces respectives. Les excentriques, par exemple, sont bonnes lorsqu'elles s'appliquent à une masse partant d'un centre donné, et agissant dans une direction divergente, pour diviser et anéantir séparément deux fractions ennemies qui se trouveraient former deux lignes extérieures : telle fut la manœuvre de Frédéric, qui produisit, à la fin de la campagne de 1767, les batailles de Rosbach et de Leuthen : telles furent aussi presque toutes les opérations de Napoléon, dont la manœuvre favorite consistait à réunir, par des marches bien calculées, des masses imposantes au centre, pour les diviser ensuite excentriquement à la poursuite de l'ennemi, après avoir percé ou tourné son front stratégique ; cette manœuvre avait pour but d'achever ainsi la dispersion des vaincus (1).

En échange, des opérations concentriques sont bonnes dans deux hypothèses : 1° Lorsqu'elles tendent à concentrer une armée divisée, sur un point où elle serait sûre d'arriver avant l'ennemi ; 2° Lorsqu'elles tendent à faire agir, vers un but commun, deux armées qui ne sauraient être prévenues et accablées séparément par aucun ennemi plus concentré.

Mais qu'on établisse la question à l'inverse ; alors on aura la conséquence tout opposée ; alors on s'assurera combien les principes sont immuables, et combien il

faut se garder de les confondre avec des systèmes. En effet, ces mêmes opérations concentriques, si avantageuses dans les deux hypothèses sus-mentionnées, peuvent devenir des plus pernicieuses lorsqu'elles se trouvent appliquées à une position différente des forces respectives. Par exemple, si deux masses partaient d'un point éloigné, pour marcher concentriquement sur un ennemi dont les forces seraient en lignes intérieures et plus rapprochées l'une de l'autre, il en résulterait que cette marche produirait la réunion des forces ennemies avant les leurs, et les exposerait à une défaite inévitable. C'est ce qui arriva à Moreau et à Jourdan devant l'archiduc Charles en 1796. En partant même d'un point unique, ou de deux points beaucoup moins éloignés que ne l'étaient Dusseldorf et Strasbourg, on peut courir ce risque. Quel sort éprouveront les colonnes concentriques de Wurms et de Quasdanowich, voulant se porter sur le Mincio par les deux rives du lac de Garda ? Aurait-on oublié la catastrophe qui fut le résultat de la marche de Napoléon et de Grouchy sur Bruxelles ? Partis tous les deux de Sombreffe, ils voulaient marcher concentriquement sur cette ville, l'un par Quatre-Bras, l'autre par Wavre ; Blucher et Wellington, prenant une ligne stratégique intérieure, se réunirent avant eux, et le terrible désastre de Waterloo attesta à l'univers qu'on ne viole pas impunément les principes immuables de la guerre.

De pareils événements prouvent mieux que tous les raisonnements du monde, qu'aucun système d'opérations n'est bon que lorsqu'il offre l'application des principes. Je n'ai point la prétention de croire que j'aie créé ces principes, puisqu'ils ont existé de tous temps ; que César, Scipion et

(1) M. Xilander trouvera moins étonnant qu'on puisse tour à tour approuver des manœuvres concentriques et divergentes, lorsqu'il réfléchira que, parmi les plus belles opérations de Napoléon, il y

en a plusieurs où l'on trouve ces deux systèmes employés alternativement dans les 24 heures, comme, par exemple, les affaires autour de Ratisbonne en 1809.

le consul Néron (1) les ont appliqués aussi bien que Marlborough et Eugène, pour ne pas dire mieux. Mais je crois les avoir démontrés le premier, avec les principales chances de leur application, dans un ouvrage où les préceptes émanent des preuves elles-mêmes, et où l'application se trouve constamment à la portée des lecteurs militaires. La forme dogmatique aurait mieux convenu aux professeurs, j'en conviens, mais je doute qu'elle eût été aussi claire et aussi fortement démonstrative pour les jeunes officiers, que la forme historique adoptée dans mon *Traité des grandes Opérations militaires*.

Quelques-uns de mes critiques ont été jusqu'à blâmer le mot de lignes d'opérations que je donne à des surfaces, et à soutenir que les véritables lignes d'opérations étaient les fleuves ; assertion qui est pour le moins bizarre. Personne ne s'avisera de penser que le Danube ou le Rhin soient des lignes d'opérations, sur lesquelles une armée puisse agir. Ces fleuves seraient tout au plus des lignes d'approvisionnement pour faciliter les arrivages, mais non pour faire manœuvrer une armée, à moins que son chef n'eût le pouvoir miraculeux de faire voyager une armée au milieu des eaux. Mon critique dira peut-être qu'il a voulu parler des vallées et non des fleuves ; je lui ferai observer alors qu'une vallée est aussi une surface, et non une ligne.

Ainsi, dans le sens physique comme dans le sens didactique, la définition est doublement inexacte. Mais en la supposant même tolérable, encore faudrait-il qu'un fleuve, pour servir de ligne d'opérations à une armée, coulât toujours dans la direction où cette armée marcherait ; et c'est presque toujours le contraire. La plupart des fleuves peuvent plutôt servir de barrières défensives qu'ils ne pourraient être considérés

comme lignes d'opérations. Le Rhin est une barrière pour la France comme pour l'Allemagne ; le bas Danube est une barrière pour la Turquie ou la Russie ; l'Ebre est une barrière pour l'Espagne ; le Rhône est une barrière contre une armée qui viendrait pour attaquer la France ; l'Elbe, l'Oder, la Vistule, sont des barrières contre des armées marchant de l'ouest à l'est, ou de l'est à l'ouest.

Quant aux routes, l'assertion n'est pas plus juste, car on ne dira pas que les cent chemins frayés à travers la Souabe soient cent lignes d'opérations. Il n'y a sans doute pas de lignes d'opérations sans chemin ; mais un chemin en lui-même ne saurait être une ligne d'opérations.

Je me suis un peu étendu sur cet article des lignes d'opérations, parce que je le regarde comme la pierre fondamentale des mouvements stratégiques, et qu'il importe pour l'art de ne pas laisser accréditer des sophismes. Le public prononcera sur ces controverses : quant à moi, j'ai le sentiment intime d'avoir cherché de bonne foi à avancer la science ; et sans être accusé d'amour-propre, je crois pouvoir me flatter d'y avoir contribué.

ARTICLE XXII.

Des lignes stratégiques.

Nous avons fait mention, dans les articles 19 et 21, de lignes stratégiques de manœuvres, qui diffèrent essentiellement des lignes d'opérations ; il ne sera pas inutile de les définir, car beaucoup de militaires les confondent souvent.

Les lignes stratégiques sont de plusieurs espèces, ainsi qu'on l'a vu à l'article 19. Nous n'avons pas à nous occuper de celles

(1) Le beau mouvement stratégique de ce consul, qui donna le coup de mort à la puissance d'Anni-

bal en Italie, peut aller de pair avec les plus beaux exploits des guerres modernes.

les diverses combinaisons des lignes stratégiques, est celle de Napoléon par les gorges de la Brenta en 1796. Sa ligne générale d'opérations, partant de l'Apennin, aboutissait à Vérone où elle s'arrêtait. Lorsqu'il eut repoussé Wurmser sur Roveredo et qu'il résolut de pénétrer en Tyrol à sa poursuite, il poussa dans la vallée de l'Adige jusque sur Trente et le Lavis, où il apprit que Wurmser s'était jeté par la Brenta sur le Frioul, sans doute pour le prendre à revers. Il n'y avait que trois partis à choisir : rester dans la vallée étroite de l'Adige au risque d'y être compromis ; rétrograder par Vérone au-devant de Wurmser ; ou bien, ce qui était grandiose, mais téméraire, se jeter à la suite de Wurmser dans cette vallée de la Brenta encaissée de montagnes rocailleuses, et dont les deux issues pourraient être barrées par les Autrichiens.

Napoléon n'était pas homme à hésiter entre trois alternatives pareilles : il laissa Vaubois sur le Lavis pour couvrir Trente, et se jeta avec le reste de ses forces sur Bassano ; on sait les brillants résultats de cette marche hardie. Certes, la route de Trente à Bassano n'était point la ligne d'opérations de l'armée, mais une ligne stratégique de manœuvre plus audacieuse encore que celle de Blücher sur Wavre. Toutefois il ne s'agissait que d'une opération de 3 à 4 jours, au bout desquels Napoléon serait ou vainqueur ou battu à Bassano : dans le premier cas, il ouvrirait sa communication directe avec Vérone et avec sa ligne d'opérations ; dans le cas contraire, il regagnait en toute hâte Trente, d'où, rallié à Vaubois, il se replierait également sur Vérone ou Peschiera. Les difficultés du pays, qui rendaient cette marche audacieuse sous un rapport, la favorisaient aussi sous l'autre, car Wurmser, lors même qu'il eût triomphé à Bassano, ne pouvait nullement inquiéter le retour sur Trente, aucun chemin ne lui permettant de prévenir Napoléon dans cette direction. Il n'y aurait eu que le cas où Davidowich, resté sur le Lavis, eût

chassé Vaubois de Trente, qui eût un peu embarrassé Napoléon ; mais ce général autrichien, battu antérieurement à Roveredo, ignorant pendant plusieurs jours ce que faisait l'armée française, et croyant l'avoir tout entière sur les bras, aurait à peine songé à reprendre l'offensive quand Napoléon, repoussé de Bassano, eût été déjà de retour. Si même Davidowich se fût avancé jusqu'à Roveredo en poussant Vaubois, il y eût été entouré dans ce gouffre de l'Adige entre les deux masses françaises qui lui eussent fait subir le sort de Vandamme à Culm.

Je me suis étendu sur cet incident, pour montrer que le calcul du temps et des distances, joint à une grande activité, peut faire réussir bien des entreprises en apparence tout à fait imprudentes. J'en conclus qu'il est permis quelquefois de jeter momentanément une armée sur une direction qui découvrirait la ligne d'opérations, mais qu'il faut prendre toutes ses mesures pour que l'ennemi n'en profite point, tant par la rapidité de l'exécution, que par les démonstrations qui pourraient lui donner le change, et le laisser dans l'ignorance de ce qui se passe. Cependant c'est une manœuvre des plus hasardées et à laquelle on ne doit se résoudre que dans des cas urgents.

Nous croyons avoir suffisamment démontré les divers combinaisons que présentent ces lignes stratégiques de manœuvre, pour que chacun de nos lecteurs puisse apprécier leurs différentes espèces et les maximes qui doivent présider à leur choix.

ARTICLE XXIII.

Des moyens d'assurer les lignes d'opérations par des bases passagères ou des réserves stratégiques.

Lorsqu'on pénètre offensivement dans un pays, on peut et l'on doit même se former des bases éventuelles qui, sans être ni aussi

fortes ni aussi sûres que celles de ses propres frontières, peuvent néanmoins être considérées comme des bases passagères; une ligne de fleuve avec des têtes de ponts, avec une ou deux grandes villes à l'abri d'un coup de main pour couvrir les grands dépôts de l'armée et servir à la réunion des troupes de réserve, pourra être une excellente base de cette espèce.

Toutefois, il va sans dire qu'une pareille ligne ne saurait point servir de base passagère, si une force hostile se trouvait à proximité de la ligne d'opérations qui conduirait de cette base supposée à la base réelle des frontières. — Ainsi, Napoléon aurait eu une bonne base réelle sur l'Elbe en 1813, si l'Autriche était demeurée neutre; mais cette puissance s'étant déclarée contre lui, la ligne de l'Elbe étant prise à revers, n'était plus qu'un pivot d'opérations très-bon pour favoriser une entreprise momentanée, mais dangereux à la longue si l'on venait à y essuyer un échec notable.

Or, comme toute armée battue en pays ennemi peut toujours être exposée à ce que son adversaire manœuvre de manière à la couper de ses frontières si elle persistait à tenir dans le pays, il faut bien reconnaître que ces bases temporaires lointaines seront aussi plutôt des points d'appui instantanés que des bases réelles, et qu'elles rentrent en quelque sorte dans la catégorie des lignes de défense éventuelles.

Quoi qu'il en soit, on ne peut pas non plus se flatter de trouver toujours, dans une contrée envahie, des postes à l'abri d'insulte, propres à offrir des points convenables pour former une base même temporaire. Dans ce cas, on pourra y suppléer par l'établissement d'une réserve stratégique, invention tout à fait particulière au système moderne, et dont les avantages comme les inconvénients méritent d'être examinés.

Des réserves stratégiques.

Les réserves jouent un grand rôle dans les guerres modernes; à peine en avait-on l'idée autrefois. Depuis le gouvernement qui prépare les réserves nationales, jusqu'au chef d'un peloton de tirailleurs, chacun aujourd'hui veut avoir sa réserve.

Outre les réserves nationales dont nous avons parlé dans le chapitre de la *Politique militaire*, et qui ne se lèvent que dans les cas urgents, un gouvernement sage a soin d'assurer de bonnes réserves pour compléter les armées actives; c'est ensuite au général à savoir les disposer lorsqu'elles sont dans le rayon de son commandement. Un État aura ses réserves, l'armée aura les siennes, chaque corps d'armée et même chaque division ou détachement, ne manqueront pas non plus de s'en assurer une.

Les réserves d'une armée sont de deux espèces : celles qui sont dans la ligne de bataille, prêtes au combat; celles qui sont destinées à tenir l'armée au complet et qui, tout en s'organisant, peuvent occuper un point important du théâtre de la guerre, et servir même de réserves stratégiques. Sans doute beaucoup de campagnes ont été entreprises et menées à bonne fin, sans qu'on ait songé à de pareilles réserves; aussi, leur établissement dépend-il, non-seulement de l'étendue des moyens dont on peut disposer, mais encore de la nature des frontières, et de la distance qui sépare le front d'opérations, ou le but objectif, de la base.

Toutefois, dès qu'on se décide à l'invasion d'une contrée, il est naturel qu'on songe à la possibilité d'être rejeté sur la défensive; or, l'établissement d'une réserve intermédiaire entre la base et le front d'opérations offre le même avantage que la réserve de l'armée active procurera un jour de bataille; car elle peut voler sur les points importants que l'ennemi menacerait, sans pour cela affaiblir l'armée agissante. A la vérité, la formation d'une telle réserve

exigera certain nombre de régiments qu'on sera obligé de distraire de l'armée active : cependant, on ne peut disconvenir qu'une armée un peu considérable a toujours des renforts à attendre de l'intérieur, des recrues à instruire, des milices mobilisées à exercer, des dépôts régimentaires et des convalescents à utiliser : en organisant donc un système de dépôts centraux pour les laboratoires de munitions et d'équipement, en faisant réunir à ces dépôts tous les détachements allant et venant de l'armée, en y joignant seulement quelques bataillons de bonnes troupes pour leur donner un peu plus de consistance, on formerait ainsi une réserve dont on tirerait d'éminents services.

Dans toutes ses campagnes, Napoléon ne manqua pas d'en organiser : même en 1797, dans sa marche audacieuse sur les Alpes Noriques, il eut d'abord le corps de Joubert sur l'Adige, ensuite celui de Victor, revenant des États romains aux environs de Vérone. En 1805, les corps de Ney et d'Augereau jouèrent alternativement ce rôle en Tyrol et en Bavière, comme Mortier et Marmont autour de Vienne.

Napoléon, marchant à la guerre de 1806, forma de pareilles réserves sur le Rhin ; Mortier s'en servit pour soumettre la Hesse. En même temps, des secondes réserves se formaient à Mayence, sous Kellermann, et venaient, à mesure de leur formation, occuper le pays entre le Rhin et l'Elbe, tandis que Mortier était appelé en Poméranie. Lorsque Napoléon se décida à pousser sur la Vistule à la fin de la même année, il ordonna, avec beaucoup d'étalage, la réunion d'une armée de l'Elbe ; sa force devait être de 60,000 hommes, son but de couvrir Hambourg contre les Anglais et d'imposer à l'Autriche, dont les dispositions étaient aussi manifestes que les intérêts.

Les Prussiens en avaient formé une semblable à Halle en 1806 ; mais elle était mal placée : si on l'avait établie sur l'Elbe à Wittemberg ou Dessau, et qu'elle eût fait

son devoir, elle eût peut-être sauvé l'armée, en donnant au prince de Hohenlohe et à Blücher le temps de gagner Berlin ou du moins Stettin.

Ces réserves seront surtout utiles dans les contrées qui présenteraient un double front d'opérations : elles pourront alors remplir la double destination d'observer le second front, et de pouvoir, au besoin, concourir aux opérations de l'armée principale, si l'ennemi venait à menacer ses flancs, ou si un revers la forçait à se rapprocher de la réserve. Il est inutile d'ajouter qu'il faut néanmoins éviter de tomber dans des détachements dangereux ; et, toutes les fois qu'on pourra se dispenser de ces réserves, il faudra le risquer, ou n'y employer du moins que les dépôts. Ce n'est guère que dans les invasions lointaines, ou dans l'intérieur de son propre pays, lorsqu'il est menacé d'invasion, qu'elles semblent utiles ; car si l'on fait la guerre à cinq ou six marches seulement au delà de la frontière, pour se disputer une province limitrophe, ces réserves seraient un détachement tout à fait superflu. Dans son propre pays on pourra le plus souvent s'en dispenser : ce ne sera que dans les cas d'invasion sérieuse, lorsqu'on ordonnera de nouvelles levées, qu'une pareille réserve, dans un camp retranché, sous la protection d'une place servant de grand dépôt, sera même indispensable. C'est aux talents du général à juger de l'opportunité de ces réserves, d'après l'état du pays, la profondeur de la ligne d'opérations, la nature des points fortifiés qu'on y posséderait, enfin, d'après la proximité de quelque province ennemie. Il décidera aussi de leur emplacement et des moyens d'y utiliser des détachements qui affaibliraient moins l'armée active, que si on en tirait des divisions d'élite.

On se dispensera de démontrer que ces réserves doivent occuper les points stratégiques les plus intéressants qui se trouveraient entre la base réelle des frontières et

le front d'opérations, ou entre le point objectif et cette même base : elles garderont les places de guerre s'il y en a déjà de soumises ; elles observeront celles qui ne le seraient pas ; et si l'on n'en possède aucune pour servir de point d'appui à ces réserves, celles-ci pourront travailler à tracer du moins quelques camps retranchés ou têtes de ponts, pour protéger les grands dépôts de l'armée, et doubler la force de leur propre position.

Du reste, tout ce que nous avons dit à l'article 20 sur les lignes de défense, relativement aux pivots d'opérations, peut s'appliquer aussi aux bases passagères, comme aux réserves stratégiques, qui seront doublement avantageuses lorsqu'elles posséderont de pareils pivots bien situés.

ARTICLE XXIV.

De l'ancien système des guerres de positions et du système actuel des marches

On entend par le système de positions, cette ancienne manière de faire une guerre méthodique avec des armées campées sous la tente, vivant de leurs magasins et de leurs boulangeries, s'épiant réciproquement, l'une pour assiéger une place, l'autre pour la couvrir ; l'une convoitant une petite province, l'autre s'opposant à ses desseins par des positions soi-disant inattaquables : système qui fut généralement en pratique depuis le moyen âge jusqu'à la révolution française.

Dans le cours de cette révolution, de grands changements survinrent ; mais il y eut d'abord divers systèmes, et tous ne furent pas des perfectionnements de l'art. En 1792, on commença la guerre comme on l'avait finie en 1762 : les armées françaises campèrent sous leurs places, et les alliés campèrent pour les assiéger. Ce ne fut

qu'en 1793, lorsqu'elle se vit assaillie au dedans et au dehors, que la république jeta 1,000,000 d'hommes et quatorze armées sur ses ennemis ; force fut alors de prendre d'autres méthodes ; ces armées n'ayant ni tentes, ni solde, ni magasins, marchèrent, bivouaquèrent ou cantonnèrent : leur mobilité s'en accrut et devint un instrument de succès. Leur tactique changea aussi ; leurs chefs les tinrent en colonnes parce qu'elles sont plus faciles à manier que les lignes déployées, et grâce au pays coupé de la Flandre et des Vosges, où ils combattaient, ils jetèrent une partie de leurs forces en tirailleurs pour couvrir leurs colonnes.

Ce système, qui naquit ainsi des circonstances, réussit d'abord au delà de toute attente ; il déconcerta les troupes méthodiques de la Prusse et de l'Autriche, aussi bien que leurs chefs : Mack, entre autres, auquel on attribuait les succès du prince de Cobourg, augmenta sa réputation en imprimant des instructions pour étendre les lignes afin d'opposer un ordre bien mince à ces tirailleurs !! Le pauvre homme ne s'était pas aperçu que les tirailleurs faisaient le bruit, mais que les colonnes enlevaient les positions !

Les premiers généraux de la république furent des hommes de combat et rien de plus ; la principale direction vint de Carnot et du comité de salut public ; elle fut quelquefois bonne, mais aussi souvent mauvaise. Il faut l'avouer néanmoins, un des meilleurs mouvements stratégiques de cette guerre vint de lui : ce fut celui qui porta, à la fin de 1793, une réserve d'élite successivement au secours de Dunkerque, de Maubeuge et de Landau ; en sorte que cette petite masse, transportée en poste, et secondée par les troupes déjà rassemblées sur les lieux, parvint à faire évacuer le territoire français.

La campagne de 1794 débuta mal, comme on l'a déjà dit ; ce fut la force des circonstances qui amena le mouvement

stratégique de l'armée de la Moselle sur la Sambre, et non un plan prémédité; au reste, ce mouvement décida le succès de Fleurus et la conquête de la Belgique.

En 1795, les Français firent de si grandes fautes, qu'on les imputa à la trahison : les Autrichiens, au contraire, mieux dirigés par Clairfayt, Chateler et Schmidt, que par Mack et le prince de Cobourg, prouvèrent qu'ils concevaient bien la stratégie.

Chacun sait que l'archiduc triompha, en 1796, de Jourdan et de Moreau, par une seule marche qui n'était que l'application des lignes intérieures.

Jusque-là les armées françaises avaient embrassé de grands fronts, soit pour mieux trouver des vivres, soit que les généraux imaginassent de bien faire en mettant toutes leurs divisions en ligne, laissant à leurs chefs le soin de les disposer au combat comme ils l'entendaient, et ne gardant en réserve que de minces détachements incapables de rien réparer si l'ennemi venait à culbuter une seule de ces divisions.

Tel était l'état des choses, lorsque Napoléon débuta en Italie : la vivacité de ses marches dérouta Autrichiens et Piémontais dès ses premières opérations; car, dégagé de tout matériel inutile, il surpassa la mobilité de toutes les armées modernes. Il conquit la Péninsule par une série de marches et de combats stratégiques.

Sa course sur Vienne, en 1797, fut une opération téméraire, mais légitimée peut-être par la nécessité de vaincre l'archiduc Charles avant l'arrivée des renforts venant du Rhin.

La campagne de 1800, plus caractérisée encore, signala une ère nouvelle dans la projection des plans de guerre et dans la direction des lignes d'opérations; de là datèrent ces points objectifs hardis qui ne visaient à rien moins qu'à la capture ou à la destruction des armées, et dont nous avons parlé à l'art. 19. Les ordres de bataille furent également moins étendus, l'organisa-

tion des armées en grands corps de deux ou trois divisions devint plus rationnelle. Le système de stratégie moderne fut dès lors porté à son apogée, car les campagnes de 1805 et de 1806 ne furent que des corollaires du grand problème résolu en 1800.

Quant à la tactique, celle des colonnes et des tirailleurs, que Napoléon trouva tout établie, convenait trop au sol coupé de l'Italie pour qu'il ne l'adoptât pas.

Aujourd'hui se présente une question grave et capitale, c'est de décider si le système de Napoléon peut aller à toutes les tailles, à toutes les époques, à toutes les armées; ou si, en cas contraire, il serait possible que des gouvernements et des généraux pussent revenir au système méthodique des guerres de position après avoir médité sur les événements de 1800 à 1809. Que l'on compare, en effet, les marches et les campements de la guerre de sept ans avec ceux de la guerre de sept semaines (1), ou avec les trois mois qui s'écoulèrent depuis le départ du camp de Boulogne en 1805, jusqu'à l'arrivée dans les plaines de la Moravie; et que l'on décide ensuite si le système de Napoléon est préférable à l'ancien.

Ce système de l'Empereur des Français était de faire dix lieues par jour, de combattre et de cantonner ensuite en repos. Il m'a dit lui-même, qu'il ne connaissait pas d'autre guerre que celle-là.

On objectera que le caractère aventureux de ce grand capitaine se réunissait à sa position personnelle, et à la situation des esprits en France, pour l'exciter à faire ce qu'aucun autre chef n'aurait osé tenter à sa place, soit qu'il fût né sur le trône, soit qu'il fût simple général aux ordres de son gouvernement. Si cela est incontestable, il me paraît vrai aussi, qu'entre le système des invasions démesurées et celui des positions, il y a un milieu; en sorte que, sans

(1) Épithète que Napoléon donnait à la campagne de 1806.

imiter son audace impétueuse, il sera possible de suivre les routes qu'il a frayées, et que le système des guerres de position sera probablement proscrit pour longtemps, ou du moins considérablement modifié et perfectionné.

Sans doute, si l'art se trouve agrandi par l'adoption du système des marches, l'humanité y perdra plus qu'elle n'y gagnera, car ces incursions rapides et ces bivouacs de masses considérables, se nourrissant au jour le jour des contrées mêmes qu'elles foulent, ne rappellent pas mal les dévastations des peuples qui se ruèrent sur l'Europe depuis le IV^e jusqu'au XIII^e siècle. Toutefois, il est peu probable qu'on y renonce de si tôt, car une grande vérité a été du moins démontrée par les guerres de Napoléon, c'est que les distances ne sauraient plus mettre un pays à l'abri d'invasion, et que les États qui veulent s'en garantir doivent avoir un bon système de forteresses et de lignes de défense, un bon système de réserves et d'institutions militaires, enfin, un bon système de politique. Aussi partout les populations s'organisent-elles en milices pour servir de réserves aux armées actives, ce qui maintiendra la force des armées sur un pied de plus en plus formidable; or, plus les armées sont nombreuses, plus le système des opérations rapides et des prompts dénouements devient une nécessité.

Si dans la suite l'ordre social reprend une assiette plus calme, si les nations, au lieu de combattre pour leur existence, ne se battent plus que pour des intérêts relatifs, pour arrondir leurs frontières ou maintenir l'équilibre européen, alors un nouveau droit des nations pourra être adopté, et il sera peut-être possible de mettre les armées sur un pied réciproque qui soit moins exagéré. Alors aussi, dans une guerre de puissance à puissance, on pourra voir des armées de 80 à 100,000 hommes revenir à un système de guerre mixte, qui tiendrait le milieu entre les incursions volcaniques d'un

Napoléon et l'impassible système des *starke Positionen* du siècle dernier. Jusque-là nous devons admettre ce système de marches qui a produit de si grands événements, car le premier qui oserait y renoncer en présence d'un ennemi capable et entreprenant, en deviendrait probablement la victime.

Par la science des marches, on n'entend pas seulement aujourd'hui ces minutieux détails de logistique qui consistent à bien combiner l'ordre des troupes dans les colonnes, le temps de leur départ et de leur arrivée, les précautions de leur itinéraire, les moyens de communications soit entre elles, soit avec le point qui leur est assigné, toutes choses qui font une branche essentielle des fonctions de l'état-major. Mais outre ces détails tout matériels, il existe une combinaison des marches qui appartient aux grandes opérations de la stratégie. Par exemple, la marche de Napoléon par le Saint-Bernard pour tomber sur les communications de Mélas; celles qu'il fit, en 1805, par Donawerth pour couper Mack, et, en 1806, par Géra pour tourner les Prussiens; la marche de Suwarow pour voler de Turin sur la Trebbia au-devant de Macdonald; celle de l'armée russe sur Taroutin, puis sur Krasnoï, furent des opérations décisives, non par leurs rapports avec la logistique, mais par leurs rapports avec la stratégie.

Toutefois, à bien considérer, ces marches habiles ne sont jamais qu'un moyen de mettre en pratique les diverses applications du principe que nous avons indiqué et que nous développerons encore : faire une belle marche n'est donc autre chose que porter la masse de ses forces sur un point décisif; or, toute la science consistera à bien déterminer ce point, d'après ce que nous avons essayé de démontrer à l'article 19. En effet, que fut la marche du Saint-Bernard, sinon

une ligne d'opérations dirigée contre une extrémité du front stratégique de l'ennemi, et de là sur sa ligne de retraite? Que furent les marches d'Ulm et de Jéna, si ce n'est encore la même manœuvre? Que fut la marche de Blücher à Waterloo, sinon l'application des lignes stratégiques intérieures recommandées dans l'article 22?

De là on peut conclure que tous les mouvements stratégiques qui tendent à porter les masses d'une armée successivement sur les différents points du front d'opérations de l'ennemi, seront des marches habiles, puisqu'elles appliqueront le principe général indiqué, page 54, en mettant en action le gros des forces sur des factions seulement de l'armée ennemie. Les opérations des Français à la fin de 1793, depuis Dunkerque à Landau, celles de Napoléon, en 1796, 1809 et 1814, sont à citer comme modèles en ce genre.

Un des points essentiels de la science des marches, consiste aujourd'hui à savoir bien combiner les mouvements de ses colonnes, de manière à embrasser, sans les exposer, le plus grand front stratégique possible, aussi longtemps qu'elles sont hors de portée de l'ennemi : par ce moyen on parvient à le tromper sur le véritable objectif que l'on se propose; l'armée peut se mouvoir avec plus d'aisance et de rapidité, et trouver plus facilement des vivres. Mais alors il faut aussi savoir prendre d'avance ses mesures de concentration pour réunir ces masses lorsqu'il s'agira d'un choc décisif. Cet emploi alternatif des mouvements larges et des mouvements concentriques, est le véritable cachet d'un grand capitaine.

Il serait inutile de nous étendre sur toutes ces combinaisons, puisqu'elles rentrent, pour leur application, dans la série des maximes déjà présentées.

Nous observerons néanmoins encore qu'il existe une espèce de marches qu'on a désignées sous le nom de marches de flanc, et que nous ne saurions passer sous silence.

Dans tous les temps on les a présentées comme des manœuvres hasardées, sans avoir jamais rien écrit de bien satisfaisant sur ce sujet. Si l'on entend par là des manœuvres de tactique faites à la vue de la ligne de bataille ennemie, nul doute qu'un mouvement de flanc ne soit alors une opération fort délicate, bien qu'elle réussisse parfois; mais si l'on veut parler de marches stratégiques ordinaires, je ne conçois rien au danger d'une marche de flanc, à moins que les plus vulgaires précautions de logistique n'aient été négligées. Dans un mouvement stratégique, les deux corps de bataille ennemis doivent toujours être séparés par un intervalle d'environ deux marches (en comptant la distance qui sépare les avant-gardes respectives, de l'ennemi et de leurs propres colonnes). En pareil cas, il ne saurait exister aucun danger réel dans le trajet stratégique d'une position à une autre.

Il y a deux cas néanmoins où une marche de flanc semble tout à fait inadmissible : le premier est celui où le système de la ligne d'opérations, des lignes stratégiques et du front d'opérations, présenterait également le flanc à l'ennemi dans tous le cours d'une entreprise. Tel fut le fameux projet de marcher sur Leipzig sans s'inquiéter de Dresde et des 250,000 hommes de Napoléon, projet qui, arrêté à Trachenberg au mois d'août 1813, eût été probablement fatal aux armées alliées, si les sollicitations que j'adressai de Jungfernteinitz à l'empereur Alexandre, n'eussent décidé S. M. à le faire modifier. Le second cas, c'est lorsqu'on aurait une ligne d'opérations lointaine ou profonde, comme celle de Napoléon à Borodino; surtout si cette ligne d'opérations n'offrait encore qu'une seule ligne de retraite convenable : alors tout mouvement de flanc qui la laisserait en prise, serait une faute grave.

Dans les contrées où les communications secondaires seraient nombreuses, les mouvements de flanc seront moins dangereux, parce qu'au besoin on pourrait recourir à

un changement de ligne d'opérations si l'on était repoussé. L'état physique et moral des armées, le caractère plus ou moins énergique des chefs et des troupes, peuvent aussi influencer sur l'opportunité de pareils mouvements.

Au fait, les marches souvent citées de Jéna et d'Ulm furent de véritables manœuvres de flanc, tout comme celle sur Milan après le passage de la Chiusella, et celle du maréchal Paskiewicz pour aller affranchir la Vistule à Ossiek; or, chacun sait si elles réussirent.

Il en est autrement des mouvements tactiques, faits par le flanc en présence de l'ennemi. Ney en fut puni à Dennewitz, Marmont à Salamanque, et Frédéric le Grand à Kollin.

Cependant la manœuvre de Frédéric le Grand à Leuthen, devenue si célèbre dans les annales de l'art, fut un véritable mouvement de cette espèce (*voyez* chapitre VI du *Traité des grandes opérations*); mais habilement couvert par une masse de cavalerie, caché par les hauteurs, et opéré contre une armée qui demeurait immobile dans son camp, il eut un succès immense, parce qu'au moment du choc ce fut réellement l'armée de Daun qui prêta le flanc, et non celle du roi. Outre cela, il faut convenir aussi qu'avec l'ancien système de se mouvoir par lignes, à distance de pelotons, pour se former sans déploiement par un à-droite ou un à-gauche en bataille, les mouvements parallèles à la ligne ennemie ne sont pas des marches de flanc, puisqu'alors le flanc des colonnes n'est en réalité autre chose que le front de la ligne de bataille.

La fameuse marche de prince Eugène en vue du camp français, pour tourner les lignes de Turin, fut bien plus extraordinaire encore que celle de Leuthen, et ne réussit pas moins.

(1) L'ouvrage du comte Cancrin, jadis intendant général des armées russes, ne saurait être trop re-

Dans ces différentes batailles, je le répète, ce furent des mouvements tactiques et non stratégiques : la marche du prince Eugène, de Mantoue sur Turin, fut une des plus grandes opérations stratégiques du siècle, mais il s'agit ici du mouvement fait la veille de la bataille pour tourner le camp français. Au reste, la différence des résultats que présentent ces cinq journées, est une preuve de plus qu'en ce point aussi la tactique est variable.

Quant à la partie logistique des marches, bien qu'elle ne forme qu'une des branches secondaires de l'art militaire, elle tient cependant de si près aux grandes opérations qu'elle peut en être regardée comme la partie exécutive; dès lors je crois devoir en dire deux mots, en la réunissant à l'article 41 avec quelques idées sur la logistique en général.

ARTICLE XXV.

Des magasins et de leurs rapports avec les marches.

Les combinaisons qui se lient de plus près au système des marches, sont celles des magasins; car pour marcher vite et longtemps, il faut des vivres; or, l'art de faire vivre une armée nombreuse, en pays ennemi surtout, est un des plus difficiles. La science d'un intendant général a ses traités particuliers, auxquels nous renvoyons nos lecteurs, nous bornant à indiquer ce qu'elle a de commun avec la stratégie (1).

Le système d'approvisionnement des anciens n'a pas été bien connu, car tout ce que dit Végèce de l'administration des Romains, ne suffit point pour nous dévoiler les ressorts d'une partie aussi compliquée.

commandé; il en existe peu d'aussi satisfaisants sur l'art d'administrer les subsistances.

Un phénomène qui restera toujours difficile à concevoir, c'est que Darius et Xerxès aient pu faire vivre des armées immenses dans la Thrace (la Romélie), tandis que de nos jours on aurait peine à y faire vivre 30,000 hommes. Au moyen âge, les empereurs grecs, les barbares, et plus tard les croisés, y entretinrent aussi des masses d'hommes considérables.

César a dit que la guerre devait nourrir la guerre, et on en a généralement conclu qu'il vivait toujours aux dépens du pays qu'il parcourait.

Le moyen âge fut remarquable par ses grandes migrations de toutes les espèces, il serait fort intéressant de savoir au juste le nombre de Huns, de Vandales, de Goths et de Mongols qui traversèrent successivement l'Europe, et comment ils vécurent dans leurs marches. L'administration des armées de croisés ne serait pas moins curieuse à connaître : manquant de toutes données à ce sujet, il faut bien se contenter de conjectures.

Dans les premiers temps de l'histoire moderne, on doit croire que les armées de François I^{er}, franchissant les Alpes pour entrer dans la fertile Italie, ne trainèrent pas de grands magasins à leur suite ; car elles n'étaient fortes que de 40 à 50,000 hommes, et une armée pareille n'est pas embarrassée de vivre dans les riches vallées du Tessin et du Pô.

Sous Louis XIV et Frédéric II, les armées plus considérables, et combattant sur leurs propres frontières, vécurent régulièrement des magasins et boulangeries qui les suivaient ; ce qui gênait beaucoup les opérations, en ne permettant pas de s'éloigner des dépôts au delà d'un espace proportionné aux moyens de transport, à la quantité de rations qu'ils pouvaient porter, et au nombre de jours qu'il fallait aux voitures pour aller et revenir des dépôts jusqu'au camp.

Dans la révolution, la nécessité fit mépriser les magasins : des armées nombreu-

ses, envahissant la Belgique et l'Allemagne sans approvisionnements, vécurent tantôt chez les habitants, tantôt de réquisitions frappées sur le pays, enfin de maraude et de pillage. Marcher en cantonnant chez les habitants est très-possible en Belgique, en Italie, en Souabe, sur les riches bords du Rhin et du Danube, surtout si l'armée, marchant en plusieurs colonnes, n'excède pas 100 à 120,000 hommes ; mais cela devient très-difficile dans d'autres contrées, et impossible en Russie, en Suède, en Pologne, en Turquie. On conçoit combien une armée agit avec plus de vélocité et d'impétuosité, lorsqu'elle n'a d'autre calcul à faire que celui de la vigueur des jambes de ses soldats. Ce système donna de grands avantages à Napoléon ; mais il en abusa, en l'étendant sur une échelle excessive, et dans des contrées où il était impraticable.

Un général d'armée doit savoir faire concourir à ses entreprises toutes les ressources existantes dans le pays qu'il envahit ; il doit employer les autorités, lorsqu'elles y restent, à frapper des réquisitions uniformes et légales qu'il fera exactement payer s'il en a les moyens : lorsque les autorités ne restent pas, il doit en établir de provisoires, composées des notables, et revêtues de pouvoirs extraordinaires. On fera réunir ces provisions requises sur les points les plus sûrs et les plus favorables aux mouvements de l'armée d'après les principes des lignes d'opérations. Afin de ménager les approvisionnements, on pourra faire cantonner le plus de troupes possible dans les villes et villages, sauf à indemniser les habitants de la surcharge qui en résultera. L'armée, outre ses vivres et fourrages, aura des parcs de voitures auxiliaires fournies par le pays, pour que les approvisionnements puissent lui arriver partout où elle resterait stationnaire.

Il est aussi difficile d'établir des règles sur ce qu'il serait prudent d'entreprendre sans former à l'avance des magasins, que

de tracer la démarcation exacte entre le possible et l'impossible. Les contrées, les saisons, la force des armées, l'esprit de la population, tout varie dans ces combinaisons ; mais on peut établir comme maximes générales :

1° Que dans des contrées fertiles et peuplées, dont les habitants ne seraient pas hostiles, une armée de 100 à 120,000 hommes, allant à l'ennemi, mais encore assez éloignée de lui pour pouvoir embrasser sans danger une certaine étendue de pays, peut marcher durant tout le temps qu'exige une opération donnée, en tirant ses ressources du pays. Or, comme une première opération n'exige jamais au delà d'un mois, pendant lequel le gros des masses sera en mouvement, il suffira de pourvoir, par des approvisionnements de réserve, aux besoins éventuels de l'armée, et surtout à ceux des forces qui seraient obligées de stationner sur un même point. Par exemple, l'armée de Napoléon, à moitié réunie autour d'Ulm pour y bloquer Mack, pouvait avoir besoin de biscuit jusqu'à la reddition de la ville, et si elle en eût manqué, l'opération aurait pu échouer ;

2° Pendant ce temps il faudra s'appliquer à réunir, avec toute l'activité possible, les ressources qu'offre le pays, pour former des magasins de réserve et subvenir aux besoins qu'éprouverait l'armée après la réussite de l'opération, soit pour se concentrer dans des positions de repos, soit pour partir de là et marcher à de nouvelles entreprises ;

3° Les magasins qui auraient été rassemblés par des achats ou des réquisitions sur le pays, doivent être échelonnés autant que possible sur trois différents rayons de communications, ce qui facilitera, d'un côté l'approvisionnement de chacune des ailes de l'armée, et de l'autre la plus grande extension possible de la sphère des réquisitions successives, enfin le moyen de mieux couvrir, sinon la totalité, du moins une bonne

partie de la ligne des dépôts. Dans ce dernier but, il ne serait point inutile que les dépôts des deux ailes fussent établis dans des rayons convergents vers la ligne d'opération principale, qui se trouvera ordinairement être celle du centre. Par cette précaution on obtiendra deux avantages réels, le premier de mettre les magasins mieux à l'abri des insultes de l'ennemi, en augmentant la distance qui les sépare de lui ; le second serait de faciliter les mouvements concentriques en arrière, que l'armée pourrait exécuter pour se réunir sur un seul point de la ligne d'opérations, dans le but de tomber, à son tour, sur l'ennemi, et de lui arracher, en ressaisissant l'initiative d'attaque, l'ascendant momentanée qu'il aurait acquis ;

4° Dans les pays où la population est trop rare et le sol peu fertile, une armée manquera des ressources les plus essentielles ; dès lors il sera prudent de ne pas l'éloigner à de trop grandes distances des magasins, et de traîner avec soi des approvisionnements de réserve suffisants pour lui donner le temps, au besoin, de se replier sur la base de ses grands dépôts ;

5° Dans les guerres nationales et dans les pays où la population tout entière fuit et détruit tout, comme cela est arrivé en Espagne, en Portugal, en Russie, en Turquie, il est impossible de marcher sans se faire suivre par des magasins réguliers, et sans avoir une base sûre d'approvisionnements à proximité du front d'opérations ; ce qui rend la guerre d'invasion beaucoup plus difficile, pour ne pas dire impossible ;

6° Il ne suffit pas d'assembler d'immenses provisions, il faut encore les moyens de leur faire suivre l'armée, et c'est en cela que consiste la plus grande difficulté, surtout lorsqu'on veut marcher à des entreprises vives et rapides. Pour faciliter la marche des magasins, il faut, en premier lieu, les composer des denrées les plus portatives, telles que le biscuit, le riz, etc. ; ensuite il faudra avoir des voitures d'équipages mili-

taires qui réunissent la légèreté et la solidité, afin de pouvoir passer sur toutes sortes de routes. Il importera aussi, comme nous l'avons dit, de réunir le plus de voitures du pays qu'on le pourra, en veillant à ce que les propriétaires ou conducteurs soient bien traités et protégés par les troupes; on en formera des parcs échelonnés pour ne pas les éloigner trop de leurs foyers, et se ménager des ressources successives. Enfin, il sera nécessaire d'habituer le soldat à porter pour quelques jours de biscuit, de riz, ou même de farine à défaut d'autres provisions;

7° Le voisinage de la mer offre de très-grandes facilités pour les approvisionnements d'une armée; celle qui est maîtresse de la mer, semble ne devoir jamais manquer de rien. Toutefois, cet avantage n'est pas sans inconvénient pour une grande armée continentale, car dans le but de rester en relations sûres avec ses magasins, elle se laissera entraîner à porter ses opérations sur le rivage, ce qui pourrait l'exposer à de cruels désastres, si l'ennemi agissait avec la masse de ses forces sur l'extrémité opposée à la mer (1). Si elle s'éloigne trop du rivage, elle peut alors être exposée à voir ses communications menacées ou même interceptées, et les moyens matériels de toute espèce devront s'augmenter à mesure qu'elle s'éloignera;

8° L'armée continentale, qui emploiera la mer pour faciliter ses arrivages, ne doit pas négliger d'avoir sa base principale d'opérations par terre, avec une réserve d'approvisionnements indépendante des moyens maritimes, et une ligne de retraite sur l'extrémité de son front stratégique qui serait opposée à la mer;

9° Les fleuves et rivières navigables, dont le cours serait parallèle à peu près avec les

routes qui serviraient de lignes d'opérations à l'armée, fourniraient, ainsi que les canaux, de grandes facilités pour les transports de vivres; et quoique ces moyens ne soient pas comparables à ceux que procure la grande navigation, ils n'en seraient pas moins très-précieux. On en a conclu avec raison que les lignes d'opérations parallèles à un fleuve sont les plus favorables, surtout en ce qu'elles rendent les arrivages plus faciles, et permettent de diminuer de beaucoup l'embaras des voitures; mais, loin que le fleuve fût en lui-même la véritable ligne d'opérations, comme on l'a prétendu, il faudrait toujours avoir soin que la plus grande partie des troupes pût s'en tenir éloignée, afin d'éviter que l'ennemi, venant les attaquer en forces sur l'extrémité opposée au fleuve, ne les plaçât dans une position tout aussi fâcheuse que si elles étaient acculées à la mer.

Il faut observer encore qu'en pays ennemi il est assez rare de pouvoir profiter d'un fleuve pour les arrivages de vivres, soit parce qu'on en détruit les barques, soit parce que des corps légers pourraient inquiéter la navigation. Pour la rendre sûre, il faudrait porter des corps sur les deux rives, ce qui n'est pas sans danger, comme Mortier l'éprouva à Dirnstein. Dans un pays ami ou allié le cas est différent, et les avantages des fleuves sont plus réels;

10° A défaut de pain ou de biscuit, la viande sur pied a souvent suffi aux besoins pressants d'une armée; et, dans les contrées populeuses, les bestiaux sont toujours assez abondants pour y pourvoir durant quelque temps. Mais ces ressources sont aussi bientôt épuisées, et elles entraînent les troupes à la maraude; il importe donc de régulariser, par tous les moyens possibles, les réquisi-

(1) On comprend que je ne veux parler ici que des guerres entre nations européennes qui savent manœuvrer: on pourrait dévier de ces règles contre des hordes Asiatiques ou des Turcs, peu à

craindre en campagne; ils n'ont ni l'instruction militaire, ni des troupes capables de punir des fautes que l'on commettrait devant eux.

tions de bestiaux, de les payer si l'on peut, et surtout de faire suivre les colonnes par des bœufs achetés hors de la sphère des marches de l'armée.

Je ne saurais terminer cet article sans citer un propos de Napoléon qui paraîtra bizarre, mais qui a toutefois son bon côté. Je lui ai entendu dire que, dans ses premières campagnes, l'armée ennemie était toujours si bien pourvue, que, lorsqu'il se trouvait embarrassé de nourrir la sienne, il n'avait qu'à la jeter sur les derrières de l'ennemi, où il était certain de trouver tout en abondance. Maxime sur laquelle il serait sans doute bien absurde d'asseoir un système, mais qui explique peut-être le succès de plus d'une entreprise téméraire, et qui démontre combien la véritable guerre diffère des calculs trop compassés.

ARTICLE XXVI.

Des frontières et de leur défense par les forteresses ou par des lignes retranchées. De la guerre de sièges.

Les forteresses ont deux destinations capitales à remplir : la première, c'est de couvrir les frontières ; la seconde, de favoriser les opérations de l'armée en campagne.

La défense des frontières d'un État par des places est, en général, une chose un peu vague ; sans doute, comme nous l'avons dit à l'article des lignes de défense, il y a quelques contrées dont les abords, couverts par de grands obstacles naturels, offrent très-peu de points accessibles qu'il serait possible de couvrir encore par des ouvrages de l'art ; mais dans les pays ouverts la chose est plus difficile. Les chaînes des Alpes, des Pyrénées, celles moins élevées des Crapaaks, du Riesengebirg, de l'Erzgebirg, de Bohmerwald, de la Forêt-Noire, des Vosges, du Jura, sont toutes plus ou moins susceptibles

d'être couvertes par un bon système de places. (Je ne parle pas du Caucase, aussi élevé que les grandes Alpes, parce qu'il ne sera probablement jamais le théâtre de grandes opérations stratégiques.)

De toutes ces frontières, celle entre la France et le Piémont était la mieux couverte ; les vallées de la Stura et de Suze, les passages de l'Argentièrre, du Mont-Genèvre, du Mont-Cenis, seuls réputés praticables, étaient couverts de forts en maçonnerie, puis des places considérables se trouvaient aux débouchés des vallées dans les plaines du Piémont : rien ne paraissait plus difficile à vaincre.

Toutefois, il faut bien l'avouer, ces belles défenses de l'art n'empêcheront jamais entièrement une armée de passer, d'abord parce que les petits forts qu'on peut construire dans les gorges, sont susceptibles d'être enlevés, ensuite parce qu'on trouve toujours quelque chemin jugé impraticable et où un ennemi audacieux parvient, à force de travail, à se frayer une issue. Le passage des Alpes par François 1^{er}, si bien décrit par Gaillard, celui du Saint-Bernard par Napoléon, enfin, l'expédition du Splügen si bien racontée par Mathieu Dumas, prouvent que Napoléon disait avec raison à ce général, *qu'une armée passe partout où un homme peut poser le pied !!* Maxime peut-être un peu exagérée, mais qui caractérise ce grand capitaine, et qu'il a appliquée lui-même avec tant de succès ! Nous dirons plus loin quelques mots sur cette guerre de montagnes.

D'autres contrées sont couvertes par de grands fleuves, sinon immédiatement en première ligne, du moins en seconde. Il est étonnant cependant que ces lignes, qui semblent si bien faites pour séparer des nations, sans intercepter leurs rapports de commerce et de voisinage, ne forment nulle part la ligne réelle des frontières ; car on ne pouvait pas dire que la ligne du Danube séparât la Bessarabie de l'empire Ottoman tant que les Turcs avaient pied dans la Mol-

davie. De même le Rhin ne fut jamais une frontière réelle entre la France et l'Allemagne, puisque les Français eurent longtemps des places à la rive droite, tandis que les Allemands avaient Mayence, Luxembourg et les têtes de pont de Manheim et de Wesel sur la rive gauche.

Toutefois, si le Danube, le Rhin, le Rhône, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, le Pô et l'Adige, ne sont nulle part des lignes de première frontière, cela n'empêche pas de les fortifier comme lignes de défense permanentes, sur tous les points où ils pourront offrir un système de défense satisfaisant, pour couvrir un front d'opérations.

Une des lignes de ce genre qu'on peut citer pour exemple est celle de l'Inn, qui séparait la Bavière de l'Autriche; flanqué au sud par les Alpes Tyroliennes, au nord par celles de Bohême et par le Danube, son front, qui n'est pas étendu, se trouve couvert par les places de Passau, Braunau et Salzbourg. Lloyd compare, avec un peu de poésie, cette frontière à deux bastions inexpugnables, dont la courtine, formée de trois belles places, a pour fossé un des fleuves les plus impétueux; mais il s'est un peu exagéré ces avantages matériels, car l'épithète d'inexpugnables dont il les décore a reçu trois sanglants démentis dans les campagnes de 1800, 1805, 1809.

La plupart des États européens, loin d'avoir des frontières aussi formidables que celles des Alpes et de l'Inn, présentent des pays de plaines ouvertes, ou des montagnes accessibles sur un nombre considérable de points; notre projet n'étant pas d'offrir la géographie militaire de l'Europe, nous nous bornerons à présenter les maximes générales qui peuvent s'appliquer à toutes les contrées indistinctement.

Lorsqu'une frontière se trouve en pays ouvert, il faut bien renoncer à l'idée de vouloir en faire une ligne formelle et complète de défense en y multipliant des places trop nombreuses, qui exigent des armées pour

en garnir les remparts, et, en définitive, n'empêchent jamais d'entrer dans le pays. Il sera plus sage de se contenter d'y établir quelques bonnes places habilement choisies, non plus pour empêcher l'ennemi de pénétrer, mais pour augmenter les entraves de sa marche, tout en protégeant et favorisant au contraire les mouvements des armées actives chargées de le repousser.

S'il est vrai qu'une place soit rarement par elle-même un obstacle absolu à la marche de l'armée ennemie, il est incontestable qu'elle la gêne, qu'elle la force à des détachements, à des détours dans sa marche; d'un autre côté, elle favorise au contraire l'armée qui la possède, en lui donnant tous les avantages opposés; elle assurera ses marches, favorisera le déboucher de ses colonnes si elle est sur un fleuve; couvrira ses magasins, ses flancs et ses mouvements; enfin lui donnera un refuge au besoin.

Les forteresses ont donc une influence manifeste sur les opérations militaires, mais l'art de les construire, de les attaquer et de les défendre tenant à l'arme spéciale du génie, il serait étranger à notre but de traiter ces matières, et nous nous bornerons à examiner les points par lesquels elles tiennent à la stratégie.

Le premier est le choix du site où il convient d'en construire. Le deuxième est la détermination des cas dans lesquels on peut mépriser les places pour passer outre, et ceux dans lesquels on est forcé de les assiéger. Le troisième consiste dans les rapports existants entre le siège de la place et l'armée active qui doit le couvrir.

Autant une place bien située favorise les opérations, autant les places établies hors des directions importantes sont funestes: c'est un fléau pour l'armée qui doit s'affaiblir à l'effet de les garder, et un fléau pour l'État qui dépense des soldats et de l'argent en pure perte. J'ose affirmer que beaucoup de places en Europe sont dans ce cas.

L'idée de ceindre toutes les frontières

d'un État de places fortes très-rapprochées, est une calamité; on a faussement imputé ce système à Vauban, qui, loin de l'approuver, disputait avec Louvois sur le grand nombre de points inutiles que ce ministre voulait fortifier. On peut réduire les maximes de cette partie de l'art aux principes ci-après :

1° Un État doit avoir des places échelonnées sur trois lignes depuis la frontière jusque vers la capitale (1). Trois places en première ligne, autant en seconde, et une grande place d'armes en troisième ligne, près du centre de puissance, forment un système à peu près complet pour chaque partie des frontières d'un État. S'il y a quatre fronts pareils, cela fera de vingt-quatre à trente places.

On objectera peut-être que ce nombre est déjà très-considérable, et que l'Autriche même n'en avait pas autant. Mais il faut considérer que la France en a plus de 40 sur un tiers seulement de sa frontière (de Besançon à Dunkerque), sans que pour cela elle en ait suffisamment en troisième ligne, au centre de sa puissance. Un comité, réuni il y a quelques années pour statuer sur ces forteresses, a conclu qu'il fallait en ajouter encore. Cela ne prouve pas qu'il n'y en ait déjà trop, mais bien qu'il en manque sur des points importants, tandis que celles de première ligne, trop entassées, doivent être maintenues parce qu'elles existent. En comptant que la France a deux fronts de Dunkerque à Bâle, un de Bâle à la Savoie, un de la Savoie à Nice, outre la ligne tout à fait séparée des Pyrénées, et la ligne maritime des côtes de l'Océan, il en résulte qu'elle a six fronts à couvrir, ce qui exigerait de 40 à 50 places. Tout militaire conviendra que c'est autant qu'il en faut, car le front de la Suisse et celui des côtes de l'Océan

en exigent moins que ceux du Nord-Est. L'essentiel, pour qu'elles atteignent leur but, est de les établir d'après un système bien combiné. Si l'Autriche eut un nombre de places moins considérable, c'est qu'elle était entourée des petits États de l'empire germanique, qui, loin de la menacer, mettaient leurs propres forteresses à sa disposition.

Au surplus, le nombre indiqué n'exprime que celui qui paraît nécessaire à une puissance présentant quatre fronts à peu près égaux en développement. La monarchie prussienne, formant une immense pointe de Königsberg jusqu'aux portes de Metz, ne saurait être fortifiée sur le même système que la France, l'Espagne ou l'Autriche. Ainsi les dispositions géographiques, ou l'extrême étendue de quelques États, peuvent faire diminuer ou augmenter ce nombre, surtout lorsqu'il y a des places maritimes à y ajouter ;

2° Les forteresses doivent toujours être construites sur des points stratégiques importants désignés à l'article 19. Sous le rapport tactique, on doit s'attacher à les asseoir de préférence dans un site qui ne soit pas dominé, et qui, facilitant le déboucher, rendrait le blocus plus difficile ;

3° Les places qui réuniront le plus d'avantages soit pour leur propre défense, soit pour favoriser les opérations des armées actives, sont incontestablement celles qui se trouvent à cheval sur de grands fleuves dont elles dominent les deux rives : Mayence, Coblenz, Strasbourg, en y comprenant Kehl, sont de vrais modèles en ce genre.

Cette vérité admise, on doit reconnaître aussi que les places établies au confluent de deux grandes rivières ont l'avantage de dominer trois fronts d'opérations différents, ce qui augmente leur importance (la place

(1) La campagne mémorable de 1829 a encore prouvé ces vérités. Si la Porte avait eu de bons forts en maçonneries dans les défilés du Balkan, et une

belle place vers Faki, nous ne serions pas arrivés à Andrinople, et les événements auraient pu se compliquer.

de Modlin est dans ce cas). Mayence, lorsqu'elle avait encore le fort de Gustavsbourg à la rive gauche du Mein, et Cassel à la droite, était la plus formidable place d'armes de l'Europe; mais comme elle exigerait une garnison de 25,000 hommes, un État ne saurait en avoir beaucoup de cette étendue;

4° Les grandes places ceignant des villes populeuses et commerçantes, offrent des ressources pour une armée; elles sont beaucoup préférables aux petites, surtout lorsqu'on peut encore compter sur l'aide des citoyens pour seconder la garnison: Metz arrêta toute la puissance des Charles-Quint; Lille suspendit toute une année les opérations d'Éugène et de Marlborough; Strasbourg fut maintes fois le boulevard des armées françaises. Dans les dernières guerres, on a dépassé ces places, parce que tous les flots de l'Europe en armes se précipitaient sur la France; mais une armée de 150,000 Allemands, qui aurait devant elle 100,000 Français, pourrait-elle impunément pénétrer sur la Seine en méprisant de pareilles places bien munies? C'est ce que je me garderai d'affirmer;

5° Jadis on faisait la guerre aux places, aux camps, aux positions; dans les derniers temps, au contraire, on ne la faisait plus qu'aux forces organisées, sans s'inquiéter ni des obstacles matériels, ni de ceux de l'art. Suivre exclusivement l'un ou l'autre de ces systèmes serait également un abus. La véritable science de la guerre consiste à prendre un juste milieu entre les deux extrêmes.

Sans doute, le plus important sera toujours de viser d'abord à battre complètement, et à dissoudre les masses organisées de l'ennemi qui tiendraient la campagne;

(1) Je ne blâme pas Napoléon d'avoir pris l'offensive dans le Frioul; il avait devant lui 35,000 Autrichiens, qui en attendaient 20,000 venant du Rhin; le général français attaqua l'archiduc avant l'arrivée de ces renforts, et poussa vivement ses

pour atteindre ce point décisif, on peut dépasser les forteresses; mais si l'on n'obtenait qu'un demi-succès, alors il deviendrait imprudent de poursuivre une invasion sans mesure. Au reste, tout dépend de la situation et de la force respective de armées, ainsi que de l'esprit des populations.

L'Autriche, guerroyant seule contre la France, ne pourrait pas répéter les opérations de la grande alliance de 1814. De même, il est probable que l'on ne verra pas de si tôt 50,000 Français se hasarder au delà des Alpes Noriques, au cœur de la monarchie autrichienne, comme Napoléon le fit en 1797 (1). De pareils événements dépendent d'un concours de circonstances qui font exception aux règles communes;

6° On conclura de ce qui précède: que des places sont un appui essentiel, mais que l'abus en serait nuisible, puisque au lieu d'ajouter aux forces de l'armée active, il les énerverait en les divisant; qu'une armée, voulant avec raison chercher à détruire les forces ennemies en campagne, peut sans danger se glisser entre plusieurs places pour atteindre ce but, en ayant soin toutefois de les faire observer; qu'elle ne saurait cependant envahir un pays ennemi en passant un grand fleuve, comme le Danube, le Rhin, l'Elbe, sans réduire au moins une des places situées sur ce fleuve, afin d'avoir une ligne de retraite assurée. Maîtresse d'une telle place, l'armée pourra alors continuer l'offensive tout en employant son matériel de siège à réduire successivement d'autres forteresses; car plus l'armée agissante avancera, plus le corps de siège pourra se flatter de terminer l'entreprise sans être entravé par l'ennemi;

7° Si les grandes places sont bien plus

succès, parce qu'il n'y avait rien devant lui qui pût compromettre sa pointe. Il opéra dans les règles, à cause des antécédents et de la position respective des deux partis.

avantageuses que les petites, lorsque la population est amie, il faut convenir aussi que ces dernières peuvent avoir cependant leur degré d'importance, non pour arrêter l'ennemi qui les masquerait facilement, mais pour favoriser les opérations de l'armée en campagne ; le fort de Kœnigstein fut aussi utile aux Français, en 1813, que la vaste place de Dresde, parce qu'il procurait une tête de pont sur l'Elbe.

Dans les pays de montagnes, de petits forts bien situés valent des places, car il ne s'agit que de fermer des passages, et non de servir de refuge à une armée ; le petit fort de Bard faillit arrêter l'armée de Bonaparte dans la vallée d'Aoste, en 1800 ;

8° Il faut déduire de là que chaque partie des frontières d'un État doit être entremêlée d'une ou de deux grandes places de refuge, de places secondaires, et même de petits postes propres à faciliter les opérations des armées agissantes. Des villes ceintées de murailles avec un mince fossé, peuvent même être fort utiles dans l'intérieur du pays, pour y placer des dépôts, étapes, magasins, hôpitaux, etc., à l'abri des corps légers qui battraient le pays ; surtout si la garde en était confiée aux milices mobilisées, pour ne pas affaiblir l'armée ;

9° Les grandes places situées hors des directions stratégiques, sont un malheur réel pour l'État et l'armée ;

10° Celles qui sont sur les rives de la mer ne peuvent avoir d'importance que dans des combinaisons de guerre maritime, ou pour des magasins : elles peuvent devenir désastreuses pour une armée continentale, en lui offrant la perspective trompeuse d'un appui. Beningsen faillit compromettre les armées russes en se basant, en 1807, sur Kœnigsberg, à cause de la facilité que cette ville donnait pour ses approvisionnements. Si l'armée russe, au lieu de se concentrer, en 1812, sur Smolensk, avait voulu s'appuyer sur Dunabourg et Riga, elle aurait couru risque d'être refoulée sur la mer,

coupée de toutes ses bases de puissance, et anéantie.

Quant aux rapports qui existent entre les sièges et les opérations des armées actives, ils sont de deux espèces.

Si l'armée d'invasion peut se passer d'attaquer les places qu'elle dépasse, elle ne peut se dispenser de les faire bloquer, ou du moins de les observer : dans les cas où il y en aurait plusieurs sur un espace rapproché, il faudra laisser un corps entier sous un même chef, qui les investira ou observera selon les circonstances.

Lorsque l'armée d'invasion décide l'attaque d'une place, elle charge spécialement un corps suffisant d'en former le siège en règle : le reste de l'armée peut, ou continuer sa marche offensive, ou prendre position pour couvrir le siège.

Jadis on avait le faux système de cerner une place par une armée entière, qui s'enterrait elle-même dans des lignes de circonvallation et de contrevallation, coûtant autant de frais et de peines que le siège même. La fameuse affaire des lignes de Turin, en 1706, où le prince Eugène de Savoie força, avec 40,000 hommes, une armée française de 78,000, bien retranchée, mais qui avait six lieues de fortifications à garder et se trouvait inférieure partout, suffit pour détruire ce ridicule système.

Aussi, malgré la juste admiration que l'on peut éprouver au récit des merveilleux travaux exécutés par César pour investir Alise, et malgré tout ce qu'en dit Guichard, aucun général ne s'avisera de nos jours d'imiter cet exemple (1). Cependant, tout en blâmant les lignes de circonvallation, il faut reconnaître la nécessité pour un corps

(1) Il ne s'agit ici que de lignes contiguës : on ne doit pas négliger de fortifier une position d'investissement par des ouvrages détachés.

d'investissement, de doubler la force de ses positions par des ouvrages détachés, qui domineraient les issues par où la garnison ou les troupes de secours pourraient l'inquiéter, ainsi que Napoléon le fit à Mantoue, et les Russes à Varna. Quoi qu'il en soit, l'expérience a démontré que le meilleur moyen de couvrir un siège est de battre et de poursuivre, le plus loin possible, les corps de troupes ennemies qui pourraient le troubler. C'est celui qu'on doit adopter, à moins que l'infériorité numérique des forces ne s'y oppose. Dans ce cas, il faut prendre une position stratégique qui couvre les avenues par où l'armée de secours pourrait arriver; et dès qu'elle s'approche, il convient de réunir tout ce qu'on peut du corps de siège avec l'armée d'observation, afin de tomber sur la première et de décider, par un coup de vigueur, si le siège pourra se continuer ou non.

Bonaparte, devant Mantoue, en 1796, a offert le modèle des opérations les plus sages et les plus habiles qu'une armée d'observation puisse entreprendre; nous renvoyons donc nos lecteurs à ce que nous en avons dit dans *l'Histoire des guerres de la révolution*.

Des lignes retranchées.

Outre les lignes de circonvallation et de contrevallation, dont nous avons parlé plus haut, il en existe d'une autre espèce, qui, plus vastes et plus étendues encore, tiennent en quelque sorte à la fortification permanente, puisqu'elles doivent mettre à couvert une partie des frontières d'un État.

Autant une forteresse ou un camp retranché construit pour servir de refuge momentanément à une armée offrent d'avantages, autant le système de pareilles lignes retranchées est absurde.

On conçoit qu'il n'est pas question ici

d'une ligne de retranchements peu étendue, qui fermerait une gorge étroite; ceci rentre dans le système des forts, comme celui de de Fussen ou de Scharnitz, dont nous avons parlé; mais il s'agit de lignes étendues de plusieurs lieues et destinées à fermer toute une partie de frontières, comme, par exemple, celles de Wissembourg: couvertes par la Lauter qui coule devant le front, appuyées au Rhin à droite et aux Vosges à gauche, ces lignes semblaient remplir toutes les conditions nécessaires pour être à l'abri d'attaque, et cependant elles furent forcées aussi souvent qu'assaillies.

Les lignes de Stollhofen, qui jouaient sur la droite du Rhin le même rôle que celles de Wissembourg sur la gauche, ne furent pas plus heureuses. Celles de la Queich et de la Kinzig eurent le même sort.

Les lignes de Turin (1706) et celles de Mayence (1795), quoique destinées à servir de circonvallation, offrent une analogie complète avec toutes les lignes possibles, sinon par leur force, du moins par leur étendue, et par le sort qu'elles éprouvèrent.

Quelque bien appuyées par des obstacles naturels que soient ces lignes, il est certain qu'indépendamment de leur grande étendue, qui paralyse leurs défenseurs, elles seront presque toujours susceptibles d'être tournées. S'enterrer ainsi dans des retranchements où l'on peut être débordé, enveloppé et compromis, et où l'on est toujours forcé de front lors même qu'on serait à l'abri d'être tourné, c'est donc une sottise manifeste, dans laquelle il faut espérer qu'on ne retombera plus.

Quoi qu'il en soit, nous donnerons, au chapitre de la Tactique (art. 35), quelques notions sur la manière de les attaquer ou de les défendre.

En attendant, il ne sera pas inutile d'ajouter ici, qu'autant il semblerait ridicule aujourd'hui de s'enterrer dans des lignes contiguës, autant il serait absurde de négliger l'usage des ouvrages détachés, pour aug-

menter la force d'un corps de siège, la sûreté d'une position, ou la défense d'un défilé, ce qui rentre du reste dans les catégories que nous traiterons plus loin.

ARTICLE XXVII.

Rapports des camps retranchés et têtes de ponts avec la stratégie.

Il serait déplacé de donner ici des détails sur l'assiette des camps ordinaires, sur les mesures pour couvrir des avant-gardes, aussi bien que sur les ressources qu'offre la fortification passagère pour la défense des postes. Les camps retranchés seuls appartiennent aux combinaisons de la grande tactique, et même de la stratégie, par l'appui qu'ils prêtent momentanément à une armée.

On verra, par l'exemple du camp de Buntzelwitz, qui sauva Frédéric, en 1761, par ceux de Kehl et de Dusseldorf, en 1796, qu'un tel refuge peut avoir une grande importance. En 1800, le camp retranché d'Ulm donna à Kray le moyen d'arrêter un mois entier l'armée de Moreau sur le Danube. On sait tous les avantages que Wellington tira de celui de Torrès-Védras, et ceux que Schoumla procura aux Turcs pour défendre le pays entre le Danube et le Balkan.

La principale règle à donner sur cette matière, c'est que les camps soient établis sur un point à la fois stratégique et tactique; si celui de Drissa fut inutile aux Russes, en 1812, c'est qu'il était placé hors de la véritable direction de leur système défensif, qui devait pivoter sur Smolensk et Moscou; aussi fallut-il l'abandonner au bout de quelques jours.

Les maximes que nous avons données pour la détermination des grands points décisifs en stratégie, peuvent s'appliquer à tous les camps retranchés, car c'est sur de

pareils points seulement qu'il est convenable de les placer. La destination de ces camps varie; ils peuvent également servir de points de départ pour une opération offensive, de têtes de ponts pour déboucher au delà d'un grand fleuve, d'appuis pour des cantonnements d'hiver, enfin de refuges pour une armée battue.

Cependant, quelque bon que soit le site d'un camp retranché, on peut assurer, qu'à moins d'être, comme celui de Torrès-Védras, dans une presqu'île adossée à la mer et destinée à protéger le rembarquement d'une armée insulaire, il est bien difficile de trouver un point stratégique à l'abri d'être tourné par l'ennemi. Dès qu'un tel poste peut être dépassé à droite ou à gauche, l'armée qui l'occupe sera forcée de l'abandonner, ou courra risque d'y être investie; le camp retranché de Dresde offrit, en 1813, un appui important à Napoléon pendant deux mois; dès qu'il fut débordé par les masses alliées, il n'eut pas même les avantages qu'une place ordinaire aurait procurés, car son étendue y fit sacrifier deux corps d'armée qui furent perdus en peu de jours, faute de vivres.

Malgré ces vérités, il faut avouer que les camps retranchés, n'étant guère destinés qu'à procurer un point d'appui passager à une armée défensive, ils peuvent toujours remplir leur but, lors même que l'ennemi pourrait les dépasser stratégiquement; l'essentiel est qu'ils ne puissent pas être battus de revers, c'est-à-dire, que toutes les faces en soient également à l'abri d'une attaque d'emblée; il importe aussi qu'ils soient établis à proximité d'une forteresse, soit pour que les magasins s'y trouvent en sûreté, soit pour qu'elle couvre la partie ou front de ce camp la plus voisine de la ligne de retraite.

En thèse générale, un pareil camp, assis sur un fleuve, avec une vaste tête de pont de l'autre côté pour dominer les deux rives, et placé près d'une grande ville fortifiée offrant des ressources, comme Mayence ou

Strasbourg, assurera à une armée des avantages incontestables ; mais cela ne sera jamais qu'un refuge passager, un moyen de gagner du temps et de rassembler des renforts ; lorsqu'il s'agira de chasser l'ennemi, il faudra toujours en venir aux opérations en rase campagne.

La seconde maxime qu'on peut donner sur ces camps, c'est qu'ils sont surtout favorables pour une armée qui est chez elle, ou près de sa base d'opérations. Si une armée française se jetait dans un camp retranché sur l'Elbe, elle n'en serait pas moins perdue dès que l'espace entre le Rhin et l'Elbe serait occupé par l'ennemi. Mais si elle se trouvait même momentanément investie dans un camp retranché sous Strasbourg, elle pourrait au moindre secours reprendre sa supériorité et tenir la campagne : l'armée ennemie qui l'aurait investie, placée elle-même au milieu de la France, entre le corps de secours et celui du camp retranché, aurait fort à faire à repasser le Rhin.

Jusqu'ici nous avons considéré ces camps sous le point de vue exclusivement stratégique. Cependant plusieurs généraux allemands ont prétendu que les camps retranchés étaient faits pour couvrir les places ou en empêcher le siège, ce qui me paraît tant soit peu sophistique. Sans doute une place sera moins facile à assiéger tant que l'armée restera campée sur ses glacis, et on peut dire que ces camps et les places se prêtent un mutuel appui. Mais, selon moi, la véritable et principale destination des camps retranchés sera toujours d'offrir au besoin un refuge passager pour l'armée, ou un moyen offensif pour déboucher sur un point décisif et au delà d'un grand fleuve. Enterrer son armée sous une place, l'exposer à être débordée et coupée, uniquement pour retarder un siège, me paraîtrait un acte de folie. On citera l'exemple de Wurmser qui prolongea, dit-on, de plusieurs mois la résistance de Mantoue : mais son armée n'y périt-elle pas ? Ce sacrifice fut-il réellement bien

utile ? Je ne le pense pas, car la place ayant été délivrée et ravitaillée une fois, et le parc de siège étant tombé au pouvoir des Autrichiens, l'attaque dut se changer en blocus : or, la place ne pouvant être prise que par famine, Wurmser dut plutôt hâter sa reddition que la retarder.

Le camp retranché que les Autrichiens avaient établi devant Mayence en 1793, aurait empêché, il est vrai, le siège de cette ville si les Français avaient eu les moyens de le faire, du moins tant que le Rhin n'aurait pas été franchi. Mais dès qu'au mépris de ce camp Jourdan se montra sur le Lahn et Moreau dans la Forêt-Noire, force fut de le quitter et d'abandonner la place à sa propre défense. Ce ne serait donc que dans le cas où une forteresse se trouverait située sur un point tellement extraordinaire qu'il devint impossible de passer outre sans la prendre, que l'on pourrait y construire un camp retranché avec la destination spéciale d'en empêcher l'attaque. Quelle place en Europe peut se flatter d'occuper un tel site ?

Loin donc de partager l'idée de ces auteurs allemands, il me paraît, au contraire, qu'une question assez importante pour l'établissement de ces camps retranchés en fortification passagère, sous des places à la portée d'un fleuve, serait de décider s'il vaut mieux que le camp soit assis sur la même rive que la place, ou bien si celle-ci doit se trouver sur la rive opposée. Dans le cas où il serait indispensable d'opter entre ces deux propositions, faute de pouvoir asseoir la place de manière à embrasser les deux rives en même temps, je n'hésiterais pas à me prononcer pour le dernier parti.

En effet, pour servir de refuge ou favoriser un déboucher, il faut bien que le camp soit au delà du fleuve du côté de l'ennemi : dans ce cas, le principal danger que l'on pourrait craindre serait que l'ennemi prît le camp à revers en passant le fleuve quelques lieues plus loin : or, si la place se trouvait du même côté que le camp, elle ne lui

servirait à rien, tandis que si elle se trouvait construite sur la rive opposée en face du camp, il serait presque impossible de le prendre à revers. Ainsi l'armée russe, qui ne put tenir 24 heures le camp de Drissa (en 1812), aurait pu y braver longtemps l'ennemi, si une place eût existé sur la rive droite de la Duina pour mettre les derrières du camp à l'abri. Ainsi Moreau brava trois mois entiers tous les efforts de l'archiduc Charles à Kehl, tandis que si Strasbourg n'eût pas été là, à la rive opposée, le camp aurait pu être facilement tourné par un passage du Rhin.

A la vérité, il serait désirable que le camp eût aussi sa protection sur la même rive, et, sous ce rapport, une place tenant les deux rives remplirait bien la double destination. Celle de Coblenz, construite récemment, semble faire époque comme nouveau système : celui que les Prussiens ont adopté pour cette place, qui participe à la fois des avantages des camps retranchés et des places permanentes, mériterait un profond examen ; mais il nous suffit de constater, que, si ce vaste établissement offre quelques défauts, on peut affirmer néanmoins qu'il offrirait aussi d'immenses avantages à une armée destinée à opérer sur le Rhin.

En effet, l'inconvénient des camps retranchés passagers, établis sur de grands fleuves, c'est qu'ils ne sont guères utiles que lorsqu'ils se trouvent au delà du fleuve, comme nous l'avons dit. Or, dans ce cas, ils sont exposés à tous les dangers résultant d'une rupture des ponts, qui placerait l'armée dans la même position que celle de Napoléon à Essling, et la laisserait en prise au manque total de vivre ou de munitions, de même qu'au péril d'une attaque de vive force dont des ouvrages passagers ne garantiraient pas toujours. Le système des forts détachés en fortification permanente, tel qu'il a été appliqué à Coblenz, offre l'avantage de parer à ces dangers, en mettant à l'abri les magasins de la ville situés

sur la même rive que l'armée, et en garantissant celle-ci contre une attaque, du moins jusqu'au rétablissement des ponts. Si la ville était à la rive droite du Rhin, et qu'il n'existât qu'un camp retranché en ouvrages passagers à la gauche du fleuve, il n'y aurait, au contraire, aucune sûreté positive, ni pour les magasins ni pour l'armée.

De même, si Coblenz était une bonne forteresse ordinaire, sans forts détachés, une armée considérable n'y trouverait pas un asile aussi aisément, et surtout elle aurait beaucoup moins de facilité pour en déboucher en présence de l'ennemi. Toutefois, si Coblenz est un établissement formidable, on peut reprocher à la forteresse d'Ehrenbreitstein, qui doit le protéger à la rive droite, d'être d'un accès si difficile, que le blocus en serait d'autant plus aisé et que le déboucher pour une armée considérable pourrait être fortement disputé.

On a beaucoup parlé, depuis quelque temps, d'un nouveau système employé par l'archiduc Maximilien pour fortifier le camp retranché de Linz au moyen de tours en maçonnerie. Comme je ne le connais que par ouï-dire et par la notice du capitaine Allard, insérée dans le *Spectateur militaire*, je ne pourrais en raisonner pertinemment. Je sais seulement que le système des tours, que j'ai vu employer à Gènes par l'habile colonel Andreis, m'a paru susceptible d'être utilisé et perfectionné, et que l'archiduc semble avoir réussi. On m'a assuré que les tours construites à Linz, enterrées dans des fossés et couvertes par des glacis, avaient l'avantage de donner des feux rasants et concentrés, et d'être dérobées aux coups directs du canon ennemi. De pareilles tours, bien flanquées et liées par un parapet, peuvent faire un camp très-avantageux, mais toujours soumis néanmoins à quelques inconvénients des lignes fermées. Si les tours sont isolées et couvertes avec soin dans les intervalles par des ouvrages passagers qu'on élèverait au moment de la guerre, elles vau-

dront sans doute mieux qu'un camp couvert seulement par des flèches ou des redoutes ordinaires, mais elles ne semblent pas offrir autant d'avantages que les grands forts détachés de Coblenz. Ces tours sont au nombre de 32 ou 36, dont 8 à la rive gauche, avec un fort carré dominant le Perlingsberg (1). Sur les 24 tours qui se trouvent à la rive droite, sept ou huit ne sont que des demi-tours. La circonférence de cette ligne est d'environ 10,000 toises ou 5 lieues de poste. Les tours sont à peu près à 250 toises l'une de l'autre, et seront liées plus tard, en cas de guerre, par un chemin couvert pallissadé. Elles sont en maçonnerie, et à trois étages, plus une terrasse qui constitue la principale défense, puisqu'elle renferme 11 pièces de 24; deux obusiers sont en outre placés dans l'étage supérieur. Ces tours sont pratiquées dans l'excavation d'un fossé large et profond, dont le déblais a fourni un glacis élevé qui met, dit-on, la tour à l'abri des coups directs, ce que je crois difficile néanmoins pour la plate-forme où se trouve l'artillerie.

On a assuré que ce grand travail avait coûté presque les trois quarts de ce qu'eût coûté une enceinte presque entièrement bastionnée, qui eût fait de Linz une place de premier rang : d'autres affirment qu'il n'a pas coûté plus du quart de la dépense qu'exigerait une enceinte, et qu'il remplit d'ailleurs un but tout différent. Si l'on considère ces travaux comme faits pour résister à un siège régulier, il est certain qu'ils seraient fort defectueux : mais considérés comme camp retranché, pour donner un refuge et un déboucher sur les deux rives du Danube à une armée considérable, il est certain aussi qu'ils remplissent assez bien cette destination, et qu'ils seraient d'une haute importance dans le cas d'une guerre comme celle de 1809. S'ils eussent existé à

cette époque, ils eussent probablement sauvé la capitale.

Pour compléter un grand système, il eût peut-être mieux valu enceindre Linz d'une ligne bastionnée régulièrement, puis établir une ligne de 7 à 8 tours entre le saillant oriental de la place et l'embouchure de la Traun dans une étendue directe de 2,000 toises seulement, afin de ne réserver comme camp retranché que la grande anse formée par le Danube entre Linz et la Traun; on aurait eu ainsi le double avantage d'une forteresse de premier rang, et d'un camp à l'abri de ses remparts; s'il eût été un peu moins vaste, il eût suffi néanmoins à une grande armée, surtout si on avait conservé les 8 tours de la rive gauche et le fort de Perlingsberg.

Je ne parlerai pas des défauts de ce camp, car il faudrait avoir un plan exact de tout le terrain sur les deux rives du Danube, et bien que j'aie passé maintes fois à Linz, je ne me rappelle pas assez exactement les environs pour en juger. Ce qui m'étonne seulement, c'est qu'il n'y ait pas au moins un réduit autour de Linz, pour favoriser la retraite si le camp venait à être forcé. On dira peut-être qu'aucune armée ne pourrait pénétrer au milieu de ces tours, même après avoir éteint le feu de quelques-unes : cela n'est pas sans réplique; car, en pareil cas, il ne serait pas aisé aux tours voisines de tirer sur deux armées aux prises dans un espace si étroit, sans faire autant de mal aux leurs qu'à l'ennemi même; d'ailleurs, si je suis bien informé, les batteries ne pourraient pas être dirigées contre l'intérieur. Or, si après avoir paralysé le feu des quatre tours, n° 7 à 10, de fortes masses poussaient jusqu'à Linz, Dieu sait quelle bagarre pourrait avoir lieu, si l'on avait affaire à un Suwarow ou à un Ney, et à des soldats d'Ismaël ou de Friedland.

Je n'ai pas bien compris non plus la nécessité des neuf tours n° 21 à 29 qui sont adossées au Danube; craindrait-on un dé-

(1) Un plan dessiné que j'ai vu, porte deux ou trois tours de plus que celui du capitaine Allard.

barquement en bateaux au milieu de 100,000 hommes ? serait-ce pour contrebattre le canon de campagne ennemi placé à la rive gauche ? Des batteries en terre, construites au moment du besoin, auraient bien suffi, gardées par un fossé comme le Danube !

Du reste, l'intéressante notice du capitaine Allard sur ces tours prouve qu'elles sont bien imaginées pour obtenir le plus de feux possible, sur toute la périphérie des attaques, avec un petit nombre d'artilleurs, quoiqu'il y ait erreur de plume manifeste dans l'énumération qu'il en fait. Dans les places montagneuses comme Gênes (où on les a employées pour la première fois sur un modèle différent), de même qu'à Besançon, Grenoble, Lyon, Belfort, Briançon, Vérone, Prague, Salzbourg, et dans les forts couvrant des gorges de montagnes, elles seraient précieuses. Quant au tracé du camp, qui semble un peu étendu, l'espace de 9 à 10,000 toises, pour être garni complètement sur une seule ligne avec réserve, exigerait 150 bataillons au moins ; mais il est probable que l'on serait rarement dans le cas de garder les deux rives à la fois, non plus que le côté qui longe le Danube ; or, la véritable défense ne comporterait guère que la distance de 4,000 toises, depuis l'embouchure de la Traun jusqu'au haut Danube, en sorte qu'avec 80 bataillons le camp serait bien gardé. Dénudé de troupes, il exigerait toujours une garnison de 5,000 hommes pour l'occupation des tours, mais ces hommes, éparpillés en 32 petits détachements, seraient réduits à l'impuissance de faire des sorties.

En définitive, si Vienne possédait encore son ancienne enceinte, et que sa garnison fût résolue à en faire bon usage, il faudrait que l'ennemi y regardât à deux fois pour braver deux établissements pareils à ceux-là, et marcher sans s'en inquiéter sur cette capitale par la vallée du Danube. On ne le pourrait que par la route de la Carinthie, à moins d'avoir totalement défait l'armée

comme à Ulm, à Jéna, à Waterloo, ou d'avoir réduit le camp de Linz.

Des têtes de ponts.

De tous les ouvrages de fortification passagère, il n'en est aucun d'aussi important que les têtes de ponts. Les difficultés que les passages de rivières et surtout des grands fleuves offrent lorsqu'ils ont lieu en face de l'ennemi, suffisent pour démontrer l'immense utilité des têtes de ponts ; on peut en effet bien plutôt se passer de camps retranchés que de ces ouvrages, car en mettant vos ponts à l'abri d'insulte, ils vous assurent contre toutes les chances désastreuses qui pourraient résulter d'une retraite forcée sur les rives d'un fleuve.

Lorsque ces têtes de ponts servent de réduit à un camp retranché plus vaste, elles sont alors doublement avantageuses ; elles le seront triplement si elles embrassent aussi la rive opposée à celle où le camp serait assis, puisqu'alors ces deux établissements se prêteront un mutuel appui et assureront les deux rives également. Il serait inutile d'ajouter que ces ouvrages sont surtout importants en pays ennemi, et sur tous les fronts où il n'existerait pas de place permanente qui pût en dispenser. J'observerai encore que la principale différence entre le système des camps retranchés et celui des têtes de ponts, c'est que les premiers sont préférables quand ils se composent d'ouvrages détachés et fermés, tandis que les têtes de ponts seront plus souvent des ouvrages contigus non fermés. Les camps retranchés contigus ne pourraient être défendus que par une force assez considérable pour les garnir dans toute leur étendue : mais s'ils sont composés d'ouvrages fermés, un faible corps suffirait pour les mettre à l'abri d'insulte.

Comme, du reste, ces retranchements ren-

trent dans la même classe que ceux des camps, et que leur attaque ou leur défense tient plus particulièrement à la tactique, nous en parlerons au chapitre IV, art. 35; il suffit d'avoir signalé ici leur importance stratégique.

ARTICLE XXVIII (1).

Des opérations stratégiques dans les montagnes.

Nous n'aurions pas présenté la stratégie sous toutes ses faces, si nous ne tracions un aperçu de la part qu'elle peut avoir dans les opérations d'une guerre de montagnes. Nous ne prétendons point analyser ces chicanes locales de postes réputés presque inexpugnables, qui forment la partie romantique de la tactique des combats; nous chercherons à indiquer seulement les rapports d'un pays montagneux avec les différents articles qui font le sujet de ce chapitre.

Un pays de montagnes se présente sous quatre points de vue entièrement différents dans les combinaisons d'une guerre; il peut être le théâtre complet de cette guerre, ou bien n'en former qu'une zone; il est possible aussi que toute sa surface soit montagneuse, ou bien il ne formera qu'une ceinture de montagnes au sortir de laquelle une armée déboucherait dans de vastes et riches plaines.

Si l'on en excepte la Suisse, le Tyrol, les provinces Noriques (2), quelques provinces de la Turquie et de la Hongrie, la Catalogne et le Portugal, toutes les autres contrées de

l'Europe ne présentent guère que ces ceintures montagneuses (3). Alors ce n'est qu'un défilé pénible à franchir, un obstacle passager qui, une fois vaincu, présente un avantage à l'armée qui est parvenue à s'en saisir, plutôt qu'il ne lui serait dangereux. En effet, l'obstacle une fois surmonté et la guerre transportée dans les plaines, on peut considérer, pour ainsi dire, la chaîne franchie comme une espèce de base éventuelle, sur laquelle on pourrait se replier et trouver un refuge momentané. La seule chose essentielle à observer en pareille occurrence, c'est de ne jamais s'y laisser prévenir par l'ennemi dans le cas où l'on serait forcé à la retraite.

Les Alpes même ne font pas exception à cette règle dans la partie qui sépare la France de l'Italie; les Pyrénées, dont la chaîne moins élevée est toutefois aussi étendue en profondeur, sont également dans la même catégorie; en Catalogne seulement, elles règnent sur toute la surface du pays jusqu'à l'Ebre, et si la guerre se bornait à cette province, tout l'échiquier étant montagneux amènerait nécessairement d'autres combinaisons que là où il n'existe qu'une ceinture.

La Hongrie diffère peu, sous ce rapport, de la Lombardie et de la Castille, car si même les Krapacks présentent dans leur partie orientale et septentrionale une ceinture aussi forte que les Pyrénées, il faut avouer cependant que ce n'est qu'un obstacle passager, et que l'armée qui le franchirait, débouchant, soit dans les bassins du Waag, de la Neytra ou de la Theiss, soit dans les champs de Mongatsch, aurait à décider les grandes questions dans les vastes

(1) Cet article avait été d'abord consacré aux grands détachements, mais des motifs particuliers m'ont déterminé à le placer au chapitre V, art. 36, comme appartenant déjà un peu aux opérations actives et mixtes, etc.

(2) Je comprends sous cette dénomination la Carinthie, la Styrie, la Carniole et l'Illyrie.

(3) Je ne fais pas mention ici du Caucase, parce que ce pays, théâtre d'une petite guerre perpétuelle, n'a pas été sérieusement exploré, qu'on l'a toujours regardé comme une affaire secondaire dans les grands conflits de l'empire, et qu'il ne sera jamais le théâtre d'une grande opération stratégique.

plaines entre le Danube et la Theiss. La seule chose qui diffère, ce sont les routes qui, rares mais superbes dans les Alpes et les Pyrénées, manquent dans la Hongrie, ou y sont très-peu praticables (1).

Dans sa partie septentrionale, cette chaîne, moins élevée peut-être mais plus étendue en profondeur, semblerait bien appartenir en quelque sorte à la classe des échiquiers entièrement montagneux; cependant comme elle ne forme qu'une partie de l'échiquier général, et que son évacuation pourrait être nécessitée par les opérations décisives qui seraient portées dans les vallées de la Theiss ou du Waag, on peut la ranger au nombre des barrières passagères. Du reste, on ne saurait le dissimuler, l'attaque et la défense de ce pays serait une double étude stratégique des plus intéressantes.

Les chaînes de la Bohême, des Vosges, de la Forêt-Noire, quoique beaucoup moins importantes, sont aussi à placer dans la catégorie des ceintures montagneuses.

Lorsqu'un pays entièrement montagneux, comme le Tyrol et la Suisse, ne forme qu'une zone du théâtre d'opérations, alors l'importance de ses montagnes n'est que relative, et on pourra plus ou moins se borner à les masquer comme une forteresse, pour aller décider les grandes questions dans les vallées. Il en est autrement, si ce pays forme l'échiquier principal.

Longtemps on a mis en doute si la possession des montagnes rendait maître des vallées, ou si la possession des vallées rendait maître des montagnes. L'archiduc Charles, ce juge si éclairé et si compétent, a penché pour la dernière assertion et démontré que la vallée du Danube était la clef de l'Allemagne méridionale. Cependant, il faut en convenir, tout doit dépendre dans

ces sortes de questions des forces relatives et des positions du pays. Si 60,000 Français s'avançaient en Bavière, ayant en présence une armée autrichienne égale en forces qui jetterait 30,000 hommes en Tyrol avec espoir de les remplacer par des renforts à son arrivée sur l'Inn, il serait assez difficile aux Français de pousser jusqu'à cette ligne, en laissant, sur leurs flancs, une pareille force maîtresse des débouchés de Scharnitz, de Fussen, de Kufstein et de Lofers. Mais si cette armée française avait jusqu'à 120,000 combattants et qu'elle eût remporté assez de succès pour s'assurer la supériorité sur l'armée qui serait devant elle, alors elle pourrait toujours former un détachement suffisant pour masquer les débouchés du Tyrol et pousser sa marche jusque sur Linz, comme Moreau le fit en 1800.

Jusqu'à présent nous n'avons considéré les pays de montagnes que comme des zones accessoires. Si nous les considérons comme l'échiquier principal de toute la guerre, les questions changent un peu de face, et les combinaisons stratégiques semblent se compliquer. La campagne de 1799 et celle de 1800 sont également riches en leçons intéressantes sur cette branche de l'art. Dans la relation que j'en ai publiée, je me suis appliqué à les faire saisir par l'exposition historique même des événements; je ne saurais mieux faire que d'y renvoyer mes lecteurs.

Si l'on se rappelle la dissertation que j'y ai faite sur les résultats de l'imprudente invasion de la Suisse par le directoire français, et sur l'influence funeste qu'elle exerça en doublant l'étendue du théâtre des opérations et en faisant un seul échiquier depuis le Texel jusqu'à Naples, on ne peut trop applaudir au génie qui inspira les cabinets de

(1) Je parle de l'état du pays en 1810; j'ignore si postérieurement il a participé au grand mouvement qui a eu lieu dans toute la monarchie autrichienne.

pour l'amélioration des routes et l'ouverture des grandes communications stratégiques.

Vienne et de Paris dans les transactions qui, durant trois siècles, avaient garanti la neutralité de la Suisse. Chacun se convaincra de cette vérité, en lisant avec quelque attention les campagnes intéressantes de l'Archiduc, de Suwarow et de Masséna, en 1799, ainsi que celles de Napoléon et de Moreau, en 1800. La première est un modèle pour les opérations sur un échiquier entièrement montagneux; la seconde en est un pour les guerres où le sort des contrées montagneuses doit se décider en plaine.

Je vais essayer de résumer ici quelques-unes des vérités qui m'ont paru naître de cet examen.

Lorsqu'un pays coupé de montagnes sur toute sa surface devient l'échiquier principal des opérations de deux armées, les combinaisons de la stratégie ne peuvent être entièrement calquées sur les maximes applicables aux pays ouverts.

En effet, les manœuvres transversales pour gagner les extrémités du front d'opérations de l'ennemi y deviennent d'une exécution plus difficile, et souvent même impossible : dans un tel pays on ne peut opérer avec une armée considérable que dans un petit nombre de vallées, où l'ennemi aura eu soin de faire placer des avant-gardes suffisantes, afin de suspendre la marche aussi longtemps que cela serait nécessaire pour aviser aux moyens de déjouer l'entreprise; et comme dans les contreforts qui séparent ces vallées il n'existe ordinairement que des sentiers insuffisants pour des mouvements d'armées, aucune marche transversale ne saurait y avoir lieu que pour des divisions légères.

Les points stratégiques importants, marqués par la nature au confluent des vallées principales, ou si l'on veut au confluent des rivières qu'elles encaissent, sont si clairement tracés, qu'il faudrait être aveugle pour les méconnaître; or, comme ils sont peu nombreux, l'armée défensive les occu-

pant avec le gros de ses troupes, l'agresseur sera le plus souvent réduit, pour l'en déloger, à recourir aux attaques directes ou de vive force.

Toutefois, si les grands mouvements stratégiques y sont plus rares et plus difficiles, cela ne veut pas dire qu'ils y soient moins importants; au contraire, car si l'assaillant parvient à se saisir d'un de ces nœuds de communication des grandes vallées, sur la ligne de retraite de l'ennemi, la perte de celui-ci est encore plus certaine que dans les pays de plaines, attendu qu'en occupant sur cette ligne un ou deux défilés d'un accès difficile, cela suffirait souvent pour causer la ruine d'une armée entière.

De plus, si l'attaquant a des difficultés à vaincre, il faut avouer aussi que l'armée défensive n'en a pas moins, par la nécessité où elle croit être de couvrir toutes les issues par lesquelles on pourrait arriver en masse sur ces points décisifs, et par les obstacles que la difficulté des marches transversales lui opposerait lorsqu'il s'agirait de voler sur les points menacés. Pour compléter ce que j'ai dit plus haut sur ces sortes de marches et sur la difficulté de les diriger dans les montagnes aussi aisément que dans la plaine, on me permettra de rappeler celle que fit Napoléon, en 1805, pour couper Mack d'Ulm : si elle fut facilitée par les cent chemins qui sillonnent la Souabe dans tous les sens; si elle eût été inexécutable dans un pays de montagnes, faute de routes transversales pour faire le long tour de Donawerth par Augsbourg sur Memmingen; il faut convenir aussi que, grâce à ces cent chemins, Mack aurait pu également faire sa retraite plus facilement, que s'il eût été tourné dans une de ces vallées de la Suisse et du Tyrol d'où l'on ne peut sortir que par une seule route.

D'un autre côté, le général qui est réduit à la défensive, peut, dans un pays de plaines, conserver une très-grande partie de ses forces réunies, car si l'ennemi se divise pour

occuper tous les chemins que ce général serait à même de prendre dans sa retraite, il lui sera facile de passer sur le corps à cette multitude de divisions isolées ; mais dans un pays très-montagneux, où une armée n'a ordinairement qu'une ou deux issues principales, auxquelles plusieurs autres vallées viennent aboutir dans la direction même de la contrée occupée par l'ennemi, la concentration des forces est plus difficile, vu que, si l'on néglige une seule de ces importantes vallées, il pourrait en résulter de graves inconvénients.

Rien, en effet, ne saurait mieux démontrer la difficulté de la défense stratégique des montagnes, que l'embarras où l'on se trouve en voulant donner, non pas des règles, mais même des conseils à un général chargé de pareille tâche. S'il ne s'agissait que de la défense d'un seul front d'opérations déterminé, d'une étendue peu considérable, et formé de quatre à cinq vallées ou rayons convergents vers le nœud central de ces vallées à deux ou trois petites marches des sommités de la chaîne, sans doute cette défense serait plus facile. Il suffirait alors de recommander la construction d'un bon fort sur chacun de ces rayons, au point du défilé le plus rétréci et le plus difficile à tourner ; ensuite on placerait, sous la protection de ces forts, quelques brigades d'infanterie pour disputer le passage, tandis qu'une réserve de la moitié de l'armée, postée à ce nœud central de la réunion des vallées, serait en mesure, ou de soutenir ces avant-gardes les plus sérieusement menacées, ou de tomber en masse sur l'assaillant lorsqu'il voudrait déboucher et qu'on aurait réuni toutes les colonnes pour le recevoir. En ajoutant, à ces dispositions, de bonnes instructions aux généraux de ces avant-gardes, soit pour leur assigner le meilleur rassemblement dès que le fatal cordon viendrait à être percé, soit pour leur prescrire de continuer à agir dans les montagnes sur les flancs de l'ennemi, alors on pourrait se

croire invincible, grâce aux mille difficultés que les localités présentent à l'assaillant. Mais quand, à côté d'un tel front d'opérations, il s'en trouve encore un autre à peu près pareil sur la droite, puis un troisième sur la gauche ; quand il s'agit de défendre à la fois tous ces fronts, sous peine de voir tomber à la première approche de l'ennemi, celui qu'on aurait négligé ; alors la thèse change, l'embarras du défenseur redouble à mesure que l'étendue de la ligne de défense augmente, et le système des cordons apparaît avec tous ses dangers, sans qu'il soit aisé d'en adopter un autre.

On ne saurait mieux se convaincre de ces vérités qu'en se retraçant la position de Masséna en Suisse en 1799. Après la perte de la bataille de Stockach par Jourdan, il tenait depuis Bâle par Schaffhouse et Rheineck jusqu'au Saint-Gothard, et de là par la Furca jusqu'au Montblanc. Il avait des ennemis en face de Bâle, il en avait à Waldshut, à Schaffhouse, à Feldkirch, à Coire ; le corps de Bellegarde menaçait le Saint-Gothard, et l'armée d'Italie en voulait au Simplon et au Saint-Bernard. Comment défendre la périphérie d'un pareil cercle ; comment laisser une des grandes vallées à découvert, au risque de tout perdre ? De Rhinfeld au Jura, vers Soleure, il n'y a que deux faibles marches, et là était la gorge de la souricière dans laquelle l'armée française se trouvait engagée. C'était donc là le pivot de la défense ; mais comment laisser Schaffhouse à découvert, comment abandonner Rheineck et le Saint-Gothard, comment ouvrir le Valais et l'accès de Berne, sans livrer l'Helvétie entière à la coalition ? Et si l'on voulait tout couvrir, même par de simples brigades, où serait l'armée quand il s'agirait de livrer une bataille décisive à une masse ennemie qui se présenterait ? Concentrer ses forces dans les plaines est un système naturel, mais dans des pays de gorges difficiles, c'est livrer les clefs du pays à l'ennemi, et alors on ne sait plus sur quel point il serait pos-

sible de réunir une armée inférieure sans la compromettre.

Dans la situation où se trouvait Masséna après l'évacuation forcée de la ligne du Rhin et de Zurich, il semblait que le seul point stratégique à défendre pour lui fût la ligne du Jura; il eut la témérité de tenir ferme dans celle de l'Albis, plus courte que celle du Rhin, mais qui le laissait encore en prise, sur une ligne immense, aux coups que les Autrichiens voudraient bien lui porter. Et si au lieu de pousser Bellegarde sur la Lombardie par la Valteline, le conseil aulique l'eût fait marcher sur Berne ou réunir à l'archiduc, c'en était fait de Masséna. Ces événements semblent donc prouver que, si les pays de hautes montagnes sont favorables à la défense tactique, il n'en est pas de même pour la défense stratégique qui, obligée de se disséminer, doit chercher un remède à cet inconvénient en augmentant sa mobilité, et en passant souvent à l'offensive.

Le général Clausewitz, dont la logique est fréquemment en défaut, prétend au contraire que, le mouvement étant la partie difficile de la guerre de montagnes, le défenseur doit éviter le moindre mouvement, sous peine de perdre l'avantage des défenses locales. Cependant, il finit par démontrer lui-même que la défense passive doit tôt ou tard succomber sous une attaque active, ce qui tend à prouver que l'initiative n'est pas moins favorable dans les montagnes que dans les plaines. Si l'on pouvait en douter, la campagne de Masséna le prouverait de reste; car s'il se maintint en Suisse, ce fut en attaquant l'ennemi chaque fois qu'il en trouvait l'occasion, bien qu'il fallût aller le chercher jusque sur le Grimsel et le Saint-Gothard. Napoléon en avait autant dans le Tyrol en 1796, contre Wurmser et Alvinzi.

Quant aux manœuvres stratégiques de détail, on pourra s'en faire une idée en lisant les événements inconcevables qui ont accompagné l'expédition de Suwarow par

le Saint-Gothard sur le Muttenthal. En applaudissant aux manœuvres prescrites par le maréchal russe pour enlever Lecourbe dans la vallée de la Reuss, on admirera la présence d'esprit, l'activité, la fermeté inébranlable qui sauvèrent ce général et sa division; ensuite on verra Suwarow dans le Schachental et le Muttenthal, placé dans la même situation que Lecourbe, et s'en tirer avec la même habileté. Non moins extraordinaire apparaîtra la belle campagne de dix jours du général Molitor, qui, entouré avec 4,000 hommes dans le canton de Glaris par plus de 30,000 alliés, parvint à se maintenir derrière la Linth après quatre combats admirables. C'est dans l'étude de ces faits que l'on peut reconnaître *toute la vanité des théories de détail*, et s'assurer qu'une volonté forte et héroïque peut, dans la guerre de montagnes principalement, plus que tous les préceptes du monde. Après de telles leçons, oserais-je dire qu'une des principales règles de cette guerre est de ne pas se risquer dans les vallées sans s'assurer des hauteurs! maxime un peu niaise, que tout capitaine de voltigeurs doit ne pas ignorer. Pourrais-je dire aussi, que dans cette guerre plus que partout ailleurs, il faut chercher à la faire aux communications de l'ennemi; enfin, que, dans ces contrées difficiles, de bonnes bases temporaires ou lignes de défense, établies au centre des grands confluent et couvertes par des réserves stratégiques, seront, avec une grande mobilité et de fréquents retours offensifs, les meilleurs moyens pour défendre le pays.

Je ne saurais néanmoins terminer cet article sans faire observer que les pays de montagnes sont surtout favorables à la défense quand la guerre est vraiment nationale, et quand les populations soulevées défendent leurs foyers avec l'opiniâtreté que donne l'enthousiasme pour une sainte cause; alors chaque pas de l'assaillant est acheté au prix des plus grands sacrifices. Mais pour que la lutte soit couronnée de succès, il

faut toujours que ces populations soient soutenues par une armée disciplinée plus ou moins nombreuse, sans l'appui de laquelle de braves habitants succomberaient bientôt comme les héros de Stanz et du Tyrol.

L'offensive contre un pays de montagnes présente aussi une double hypothèse : sera-t-elle dirigée contre une ceinture de montagnes aboutissant à un vaste échiquier de plaines, ou le sera-t-elle contre un théâtre particulier entièrement montagneux ?

Dans le premier cas, il n'y a guère qu'un précepte à donner : c'est de faire des démonstrations sur toute la périphérie de la frontière pour obliger l'ennemi à étendre sa défensive, et forcer ensuite le passage sur le point décisif qui promettra les plus grands résultats. C'est un cordon, faible numériquement, mais fort par les localités, qu'il s'agit de rompre, et s'il est forcé sur un seul point, il l'est sur toute la ligne. En lisant *l'Histoire du fort de Bard en 1800*, ou la *Prise de Leutasch et Scharnitz en 1805* par Ney, qui se jeta avec 14,000 hommes sur Innsbruck au milieu de 30,000 Autrichiens, et parvint, en s'emparant de ce point central, à les obliger à la retraite dans toutes les directions, on peut juger qu'avec une brave infanterie et des chefs hardis, ces fameuses ceintures de montagnes seront ordinairement forcées.

L'histoire du passage des Alpes, où François I^{er} tourna l'armée qui l'attendait à Suze, en passant par les montagnes escarpées entre le Mont-Cenis et la vallée de Queyras, est un exemple de ces *obstacles insurmontables qu'on surmonte toujours*. Pour s'y opposer, il aurait fallu recourir, au système de cordon, et nous avons déjà dit ce qu'on pouvait s'en promettre. La position des Suisses et des Italiens à Suze, engagés dans une seule vallée, n'était pas plus sage qu'un cordon, et l'était même moins puis-

qu'elle enfermait l'armée dans un coupe-gorge sans garder les vallées latérales. Pousser des corps légers dans ces vallées pour disputer les gouffres qui s'y trouvent, et placer le gros de l'armée vers Turin ou Carignan, voilà ce que la stratégie conseillait.

Quand on considère les difficultés tactiques d'une guerre de montagnes, et les avantages importants qu'elle semble assurer à la défense, on serait tenté de considérer, comme une manœuvre de la plus haute ténacité, de rassembler une armée considérable en une seule masse pour pénétrer par une seule vallée, et on serait enclin à la diviser aussi en autant de colonnes qu'il y aurait de passages praticables. C'est, selon moi, une des illusions les plus dangereuses qu'il soit possible de se faire ; il n'y a qu'à voir le sort des colonnes de Championnet à la bataille de Fossano, pour s'en assurer. S'il existe cinq ou six chemins praticables sur le front menacé d'invasion, les inquiéter tous est une chose nécessaire, mais il faut franchir la chaîne au plus en deux masses, encore faut-il que les vallées qu'elles doivent parcourir ne soient pas en direction divergente, car elles échoueront si l'ennemi est tant soit peu en mesure de les recevoir au déboucher. Le système suivi par Napoléon au passage du Saint-Bernard semble le plus sage ; il forma la plus forte masse au centre avec deux divisions de droite et de gauche par le Mont-Cenis et le Simplon, pour diviser l'attention de l'ennemi et flanquer la marche.

L'invasion des pays qui n'ont pas seulement une ceinture montagneuse, mais dont l'intérieur est encore une série continue de montagnes, est plus longue et plus difficile que celle où l'on peut espérer un dénouement prochain de la bataille décisive livrée dans la plaine ; car les champs de bataille pour y déployer de grandes masses ne s'y trouvant presque jamais, la guerre y est une affaire de combats partiels. Là il serait imprudent peut-être de pénétrer sur

un seul point par une vallée étroite et profonde, dont l'ennemi pourrait fermer les issues et placer l'armée dans une fausse position ; mais on peut pénétrer par ailes, sur deux ou trois lignes latérales dont les issues ne seraient pas éloignées à de trop grandes distances, en combinant les marches de manière à déboucher à la jonction des vallées à peu près au même instant, et en ayant soin d'expulser l'ennemi de tous les contreforts qui les sépareraient entre elles. De tous ces pays entièrement montagneux, la Suisse est incontestablement celui dont la défense tactique serait la plus aisée, si ses milices étaient animées d'un seul et même esprit : grâce à l'appui de telles milices, une armée disciplinée et régulière pourrait tenir tête à des forces triples.

Donner des préceptes fixes pour des complications qui se multiplient à l'infini par celles des localités, des ressources de l'art, de l'état des populations et des armées serait une absurdité ; l'histoire.... mais l'histoire bien raisonnée et bien présentée, voilà la véritable école de la guerre des montagnes. La relation de la campagne de 1799 par l'archiduc Charles, celles des mêmes campagnes que j'ai donnée dans mon *Histoire critique des guerres de la révolution* ; la relation de la campagne des Grisons, par Ségur et Mathieu Dumas ; celle de Catalogne par Saint-Cyr et Suchet ; la campagne du duc de Rohan en Valteline ; le passage des Alpes par Gaillard (*Histoire de François I^{er}*), sont de bons guides pour cette étude.

ARTICLE XXIX.

Quelques mots sur les grandes invasions et les expéditions lointaines.

Ayant déjà fait mention des guerres lointaines et des invasions, sous le rapport de la politique des États, il nous reste à les

examiner succinctement sous le rapport militaire. Nous éprouvons quelque embarras à leur assigner leur véritable place dans ce précis, car, si d'un côté elles semblent appartenir à l'épopée et aux fictions homériques bien plus qu'aux combinaisons stratégiques, on peut dire de l'autre, qu'à part les grandes distances qui en multiplient les difficultés et les chances funestes, ces expéditions aventureuses offrent néanmoins toutes les opérations que l'on retrouve dans les autres guerres ; en effet, elles ont leurs batailles, leurs combats, leurs sièges et même leurs lignes d'opérations ; en sorte qu'elles rentrent plus ou moins dans les différentes branches de l'art qui font le sujet de cet ouvrage. Toutefois, comme il ne s'agit ici que de les considérer dans leur ensemble, et qu'elles diffèrent surtout des autres guerres sous le point de vue des lignes d'opérations, nous les placerons à la suite du chapitre qui les renferme.

Il y a plusieurs espèces d'expéditions lointaines : les premières sont celles exécutées à travers le continent comme auxiliaires seulement, et dont nous avons parlé à l'article 5, sur les guerres d'intervention. Les secondes sont les grandes invasions continentales qui ont lieu au travers de vastes contrées plus ou moins amies, neutres, douteuses ou hostiles. Les troisièmes sont les expéditions de même nature, mais exécutées en partie par terre, en partie par mer avec le concours de nombreuses flottes. Les quatrièmes sont les expéditions d'outre-mer, pour fonder, défendre, ou attaquer des colonies lointaines. Les cinquièmes enfin, sont les grandes descentes moins éloignées, mais s'attendant à de grands États.

Nous avons déjà signalé, à l'art. 5, quelques-uns des inconvénients auxquels sont exposés les corps auxiliaires envoyés au loin pour secourir des puissances auxquelles on est lié par des traités défensifs ou des coalitions. Sans doute, sous le point de vue straté-

gique, une armée russe, envoyée sur le Rhin ou en Italie pour agir de concert avec les puissances germaniques, sera dans une situation bien plus favorable et plus forte, que si elle avait pénétré jusque là en traversant des contrées ennemies ou même neutres ; sa base, ses lignes d'opérations, ses points d'appui éventuels, seront les mêmes que ceux de ses alliés ; elle trouvera un refuge sur leurs lignes de défense, des vivres dans leurs magasins, des munitions dans leurs arsenaux, tandis que, dans le cas contraire, elle ne trouverait ses ressources que sur la Vistule ou le Niémen, et pourrait bien essuyer le sort de toutes les invasions gigantesques qui ont mal réussi.

Toutefois, malgré la différence capitale qui existe entre une telle guerre d'auxiliaire et une incursion lointaine entreprise dans son propre intérêt, et avec ses propres moyens, on ne saurait se dissimuler non plus tous les dangers auxquels ces corps auxiliaires sont exposés, et l'embarras qu'éprouve surtout le généralissime, quand il appartient à la puissance qui joue le rôle d'auxiliaire. La campagne de 1805 en fournit une forte preuve : le général Koutousoff s'avance jusque sur l'Inn aux confins de la Bavière, avec 30,000 Russes ; l'armée de Mack, à laquelle il devait se réunir, est entièrement détruite, à l'exception de 18,000 hommes que Kienmayer ramène de Donawerth ; le général russe se trouve ainsi exposé, avec moins de 50,000 combattants, à toute l'impétueuse activité de Napoléon, qui en a 150,000 ; et, pour comble de malheur, un espace de 300 lieues sépare Koutousoff de ses frontières. Une telle position eût été désespérée si une seconde armée de 50,000 hommes ne fût arrivée à Olmutz pour le recueillir. Cependant la bataille d'Austerlitz, résultat d'une faute du chef d'état-major Weyrother, compromit de nouveau l'armée russe loin de sa base ; elle faillit devenir ainsi victime d'une alliance lointaine, et la

paix seule lui donna le temps de regagner sa frontière.

Le sort de Suwarow après la victoire de Novi, et surtout à l'expédition de Suisse, celui du corps de Hermann à Bergen en Hollande, sont des leçons que tout chef appelé à un commandement pareil doit bien méditer. Le général Benningesen eut moins de désavantage, en 1807, parce que, combattant entre le Vistule et le Niémen, il s'appuyait sur sa propre base, et que les opérations ne dépendaient en rien de ses alliés. On se rappelle aussi le sort qu'essuyèrent les Français en Bohême et en Bavière, en 1742, lorsque Frédéric le Grand les abandonna à leur sort pour faire une paix séparée. A la vérité, ces derniers guerroyaient comme alliés et non comme auxiliaires, mais, dans ce dernier cas, les liens politiques ne sont jamais assez étroitement serrés pour ne pas offrir des points de dissension qui peuvent compromettre les opérations militaires ; nous en avons déjà cité des exemples à l'art. 19, sur les points objectifs politiques.

Quant aux invasions lointaines, à travers de vastes continents, c'est à l'histoire seule que l'on peut demander des leçons.

Lorsque l'Europe était à moitié couverte de forêts, de pâturages et de troupeaux ; lorsqu'il ne fallait que des chevaux et du fer pour transplanter des nations entières d'une extrémité de l'Europe à l'autre, on vit les Goths, Visigoths, Huns, Vandales, Alains, Varègues, Francs, Normands, Arabes et Tartares, gagner des empires à la course. Mais depuis l'invention de la poudre et de l'artillerie, depuis l'organisation des formidables armées permanentes, depuis surtout que la civilisation et la politique ont rapproché davantage les États, en les éclairant sur la nécessité de se soutenir réciproquement, ces événements ne sauraient plus se représenter.

Indépendamment des grandes migrations de peuples, le moyen âge fut encore signalé par des expéditions un peu plus militaires. Celles de Charlemagne, presque contemporaines des invasions d'Oleg et Igor jusqu'aux portes de Constantinople, et des courses des Arabes jusqu'aux rives de la Loire, donnent à cette époque des ix^e et x^e siècles une physionomie particulière : comme ces événements sont aussi loin de nous par leur date que par les éléments qui constituaient les armées et les nations; comme il y a d'ailleurs plus de leçons morales que de préceptes stratégiques à en déduire, nous nous contenterons d'en tracer une courte esquisse à la fin de cet ouvrage, si nous en avons le loisir.

Depuis l'invention de la poudre, il n'y eut guère que les courses de Charles VIII à Naples, et de Charles XII en Ukraine, qui aient compté au nombre des invasions lointaines, car les campagnes des Espagnols en Flandre et des Suédois en Allemagne, étaient d'une nature particulière : les premières appartenant aux guerres civiles, et les dernières n'ayant apparu sur la scène que comme auxiliaires des protestants. D'ailleurs toutes ces expéditions s'exécutèrent avec des forces peu considérables.

Dans les temps modernes il n'y eut donc que Napoléon qui osa transporter les armées régulières de la moitié de l'Europe, des bords du Rhin aux rives du Volga; l'envie de l'imiter ne prendra pas de sitôt. Il faudrait un nouvel Alexandre et de nouveaux Macédoniens, contre les bandes de Darius, pour réussir dans de telles entreprises : à la vérité, la tendre affection des sociétés modernes pour les jouissances du luxe pourrait bien nous ramener des armées comme celles de Darius; mais alors où trouvera-t-on Alexandre et ses phalanges?

Quelques utopiens ont imaginé que Napoléon eût atteint son but si, comme un nouveau Mahomet, il se fût mis à la tête

d'une armée de dogmes politiques, et si, à la place du paradis des Musulmans, il eût promis aux masses ces douces libertés, si belles dans les discours et les livres, si difficiles et si voisines de la licence, lorsqu'il s'agit de les appliquer. Bien qu'il soit permis de croire que l'appui des dogmes politiques devienne parfois un excellent auxiliaire, ainsi qu'on l'a vu à l'article des guerres d'opinions, il ne faut pas oublier que le Coran même ne gagnerait plus une province aujourd'hui, car pour cela il faut des canons, des bombes, des boulets, de la poudre, des fusils; qu'avec pareil attirail les distances comptent pour beaucoup dans les combinaisons, et que les promenades nomades ne seraient plus de saison.

Une invasion à 200 lieues de sa base, devient aujourd'hui une rude entreprise : celles de Napoléon en Allemagne réussirent sans le secours des doctrines, parce que dirigées contre des puissances limitrophes, et basées sur la formidable barrière du Rhin, elles trouvèrent en première ligne des États secondaires qui, peu unis entre eux, se rangeaient sous ses bannières; en sorte que sa base se trouva tout à coup transportée du Rhin jusque sur l'Inn. Dans celle de Prusse, il prit l'Allemagne au défaut de la cuirasse après les événements d'Ulm, d'Austerlitz et la paix de Schonbrun, qui laissèrent Berlin exposé à tout le poids de sa puissance. Pour ce qui touche la première guerre de Pologne, déjà comptée au nombre des excursions lointaines, nous avons dit ailleurs qu'il fut redevable de son succès aux hésitations de ses adversaires, plus encore qu'à ses propres combinaisons, bien qu'elles fussent aussi habiles qu'audacieuses.

Les invasions de l'Espagne et de la Russie furent moins heureuses; mais ce ne fut pas le manque de belles promesses politiques qui fit échouer ces entreprises : le discours remarquable de Napoléon à la députation de Madrid, en 1808, et ses proclama-

tions au peuple russe en font également foi.

Quant à l'Allemagne, tout plein de confiance dans le nouvel ordre politique qu'il y avait fondé, il se garda bien d'en ébranler l'ordre social pour plaire aux masses populaires, dont il perdit, du reste, l'affection par les ravages inséparables des grandes guerres, et par les sacrifices du système continental, bien plus encore que par son antipathie pour les doctrines radicales.

Pour ce qui concerne la France, il apprit à ses dépens, en 1815, qu'il est dangereux de compter sur les théories politiques comme un élément certain de succès ; car si elles sont propres à soulever des orages, elles ne sauraient en diriger l'effet : ses homélies libérales, insuffisantes pour déchaîner les masses populaires, n'eurent d'autre résultat que de fournir aux idéologues et aux déclamateurs des armes pour le terrasser, car Lanjuinais, Lafayette et leurs journaux, n'eurent pas moins de part à sa chute que les baïonnettes de ses ennemis.

On lui reprochera peut-être de n'avoir pas assez fait pour assouvir les prétentions populaires : mais il avait trop d'expérience des hommes et des affaires pour ignorer, que le déchaînement des passions politiques mène toujours au désordre et à l'anarchie, et que les doctrines qui produisent la licence amènent tôt ou tard ce déchaînement. Il crut avoir assez fait en assurant et fixant les intérêts de la démocratie, sans livrer le vaisseau de l'État, tout désemparé, au gré des flots soulevés. Partant de ce point de vue, au lieu de lui reprocher de n'avoir pas assez fait, on pourrait dire avec plus de raison qu'il ne sut pas, comme le cardinal de Richelieu, se servir dans les pays voisins des armes dangereuses dont il redoutait l'usage pour son propre pays. Mais c'est trop nous écarter de notre sujet, revenons aux combinaisons militaires des invasions.

Au demeurant, à part les chances qui résultent des grandes distances, toutes les

invasions, lorsque l'armée est une fois arrivée sur le théâtre où elle doit agir, n'offrent plus que des opérations comme les autres. La grande difficulté consistant donc dans les distances, on peut recommander les maximes sur les lignes d'opérations étendues en profondeur, et celles sur les réserves stratégiques ou les bases éventuelles, comme les seules utiles, et c'est surtout dans ces occasions que leur application devient indispensable, bien qu'elles soient loin de parer à tous les dangers.

La campagne de 1812, si fatale à Napoléon, fut néanmoins un modèle à citer en ce genre : le soin qu'il eut de laisser le prince de Schwartzemberg et Reynier sur le Bug, tandis que Macdonald, Oudinot et Wrede gardaient la Duina, que Bellune venait couvrir Smolensk, et qu'Augereau venait le relever entre l'Oder et la Vistule, prouve qu'il n'avait négligé aucune des précautions humainement possibles pour se baser convenablement : mais cela prouve aussi que les plus grandes entreprises périssent par la grandeur même des préparatifs que l'on fait pour en assurer la réussite.

Si Napoléon commit des fautes dans cette lutte gigantesque, ce furent celles d'avoir trop négligé les précautions politiques ; de n'avoir pas réuni sous un seul chef les divers corps laissés sur la Duina et le Dnieper ; d'être resté dix jours de trop à Wilna ; d'avoir donné le commandement de sa droite à un frère incapable de porter un tel fardeau ; enfin d'avoir confié, au prince de Schwartzemberg, une mission que celui-ci ne pouvait pas remplir avec le même dévouement qu'un général français. Je ne parle pas de la faute d'être resté à Moscou après l'incendie, car alors le mal était peut-être sans remède, bien qu'il eût été moins grand si la retraite se fût effectuée de suite. On l'accusa aussi d'avoir trop méprisé les distances, les difficultés et les hommes, en poussant une pointe aussi folle jusqu'aux remparts du Kremlin. Pour le condamner

ou l'absoudre, il faudrait bien connaître les vrais motifs qui le déterminèrent ou le contraignirent à dépasser Smolensk, au lieu de s'y arrêter et d'y passer l'hiver, comme il en avait hautement annoncé le projet; enfin il faudrait pouvoir s'assurer s'il était dans les choses possibles de rester en position entre cette ville et Witebsk, sans avoir, au préalable, défait l'armée russe.

Loin de vouloir m'ériger en juge d'un si grand procès, je reconnais que tous ceux qui s'en arrogent le droit ne sont pas toujours à la hauteur d'une pareille mission, et manquent même des renseignements nécessaires pour la remplir. Ce qu'il y a de plus vrai dans toute l'affaire, c'est que Napoléon oublia trop les ressentiments dont l'Autriche, la Prusse, la Suède, étaient animées contre lui; il compta trop sur un dénouement entre Wilna et la Duina. Juste appréciateur de la bravoure des armées russes, il ne le fut pas de même de l'esprit national, et de l'énergie du peuple. Enfin, par-dessus tout, au lieu de s'assurer le concours intéressé et sincère d'une grande puissance militaire, dont les États limitrophes eussent procuré une base sûre pour s'attaquer au colosse qu'il voulait ébranler; il fonda toute son entreprise sur le concours d'un peuple brave et enthousiaste, mais léger et dénué de tous les éléments qui constituent une puissance solide; puis, loin de tirer de cet enthousiasme éphémère tout le parti dont il était susceptible, il le paralysa encore par d'intempestives réticences.

Le sort de toutes les entreprises de cette nature, atteste, en effet, que le point capital pour assurer leur réussite, et même la seule maxime efficace que l'on puisse donner, c'est, comme nous l'avons dit au chapitre I^{er}, art. 6, « de ne jamais les tenter sans le » concours assuré, et par conséquent inté-
» ressé, d'une puissance respectable, assez
» voisine du théâtre des opérations pour
» offrir sur la frontière une base convena-
» ble, tant pour y rassembler d'avance les

» approvisionnements de toute espèce, que
» pour procurer un refuge en cas de revers,
» et de nouveaux moyens pour reprendre
» l'offensive au besoin. »

Quant aux règles de conduite que l'on voudrait chercher dans les préceptes de la stratégie, il serait d'autant plus téméraire d'y compter que, sans la précaution politique susmentionnée, l'entreprise en elle-même ne serait qu'une violation flagrante de toutes les lois stratégiques. Du reste, les diverses précautions indiquées aux articles 21 et 22 pour la sûreté des lignes d'opérations profondes, et pour la formation des bases intermédiaires sont, nous le réitérons, les seuls moyens militaires propres à atténuer les dangers de l'entreprise; nous y ajouterons une juste appréciation des distances, des difficultés, des saisons, des contrées, en un mot, assez de justesse dans les calculs et de modération dans la victoire, pour savoir s'arrêter à temps.

D'ailleurs, loin de nous la pensée qu'il soit possible de tracer des préceptes capables d'assurer la réussite des grandes invasions lointaines : dans l'espace de 4,000 ans elles ont fait la gloire de cinquosix conquérants, et ont été cent fois le fléau des nations et des armées.

Après avoir épuisé à peu près tout ce qu'il y a d'essentiel à dire sur ces invasions continentales, il nous restera peu de remarques à faire sur les expéditions moitié continentales, moitié maritimes, formant la troisième série de celles que nous avons indiquées.

Ces sortes d'entreprises sont devenues fort rares depuis l'invention de l'artillerie, et les croisades furent, je crois, le dernier exemple que l'on en ait vu : peut-être faut-il en attribuer la cause à ce que l'empire des mers, après avoir été successivement entre les mains de deux ou trois puissances secondaires, est passé dans celles d'une puissance insulaire, qui possède bien les escadres, mais non les armées de terre nécessaires pour ces sortes d'expéditions.

Quoi qu'il en soit, de ces deux causes réunies il résulte évidemment, que nous ne sommes plus au temps où Xerxès marchait par terre à la conquête de la Grèce en se faisant suivre par 4,000 bâtiments de toute dimension, et où Alexandre le Grand courrait de la Macédoine par l'Asie mineure jusqu'à Tyr, tandis que sa flotte côtoyait le rivage.

Toutefois, si ces incursions ne se font plus, il n'en est pas moins certain que l'appui d'une escadre de guerre et d'une flotte de transport, serait toujours d'un immense secours, lorsqu'une grande expédition continentale pourrait s'effectuer de concert avec un si puissant auxiliaire (1).

Cependant il ne faudrait pas y compter trop exclusivement, les vents sont capricieux ; or, il suffirait quelquefois d'une bourrasque pour disperser, et même anéantir cette flotte sur laquelle on aurait fondé toutes ses espérances. Des transports successifs seraient moins hasardeux sans être cependant une ressource toujours certaine.

Je ne crois pas devoir faire mention ici des invasions exécutées contre une puissance limitrophe, telles que celles de Napoléon contre l'Autriche et l'Espagne, ce sont des guerres ordinaires poussées plus ou moins loin, mais qui n'ont rien de particulier, et dont les combinaisons se trouvent suffisamment indiquées dans les différents articles de cet ouvrage.

L'esprit plus ou moins hostile des populations, le plus ou moins de profondeur de la ligne d'opérations, et le grand éloignement du point objectif principal, sont les seules variantes qui peuvent exiger des modifications à un système d'opérations ordinaire.

En effet, pour être moins dangereuse

qu'une invasion lointaine, celle qui s'attaque à une puissance limitrophe n'en a pas moins aussi ses chances funestes. Une armée française qui irait attaquer Cadix pourrait, quoique bien basée sur les Pyrénées, avec des bases intermédiaires sur l'Ebre et le Tage, trouver un tombeau sur le Guadalquivir. De même, celle qui, en 1809, assiégeait Komorn au centre de la Hongrie, pendant que d'autres guerroyaient depuis Barcelone jusqu'à Oporto, aurait pu succomber dans les plaines de Wagram, sans qu'elle eût besoin de courir jusqu'à la Bérésina. Les antécédents, le nombre des troupes disponibles, les succès déjà remportés, l'état du pays, tout influe sur la latitude que l'on peut donner à ses entreprises : le grand talent du général sera de les proportionner à ses moyens et aux circonstances. Quant à la part que la politique pourrait exercer dans ces invasions limitrophes, s'il est vrai qu'elle soit moins indispensable que dans les incursions lointaines, il ne faut cependant pas oublier la maxime que nous avons émise à l'article 6, qu'il n'y a pas d'ennemi, tel petit qu'il soit, dont il ne fût utile de se faire un allié : l'influence que le changement de politique du duc de Savoie, en 1706, exerça sur les événements de cette époque, de même que la déclaration de Maurice de Saxe en 1551, et de la Bavière en 1813, prouve assez qu'il est important de s'attacher tous les États voisins d'un théâtre de guerre, de manière à compter, sinon sur leur coopération, du moins sur leur stricte neutralité.

Il ne nous resterait plus qu'à parler des expéditions d'outre-mer ; mais l'embarquement et le débarquement étant des opérations de logistique et de tactique plutôt que de stratégie, nous renvoyons à l'article 40 qui traite spécialement des descentes.

(1) On dira peut-être qu'après avoir blâmé ceux qui veulent baser une armée sur la mer, je semble recommander cette opération : il s'agit de moyens

d'approvisionnement successivement les bases intermédiaires qu'une armée prendrait, et nullement de porter ses opérations militaires sur les côtes.

RÉSUMÉ DE LA STRATÉGIE.

La tâche que je m'étais imposée me semble passablement remplie par l'exposé que nous venons de faire de toutes les combinaisons stratégiques qui constituent ordinairement un plan d'opérations.

Cependant, comme nous l'avons vu dans la définition placée en tête de ce chapitre, la plupart des opérations importantes de la guerre, participent à la fois de la stratégie pour la direction dans laquelle il convient d'agir, et de la tactique pour la conduite de l'action elle-même. Avant de traiter de ces opérations mixtes, il convient donc de présenter ici les combinaisons de la grande tactique et des batailles, ainsi que les maximes à l'aide desquelles on peut obtenir l'application du principe fondamental de la guerre. Par ce moyen on saisira mieux l'ensemble de ces opérations, moitié stratégiques, moitié tactiques : on me permettra seulement de résumer au préalable le contenu du chapitre qu'on vient de lire.

Des divers articles qui le composent on peut conclure, selon moi, que la manière d'appliquer le principe général de la guerre à tous les théâtres d'opérations possibles, consiste en ce qui suit :

1° A savoir tirer parti des avantages que pourrait procurer la direction réciproque des deux bases d'opérations, selon ce qui a été développé à l'article 18 en faveur des lignes saillantes et perpendiculaires à la base ennemie ;

2° A choisir, entre les trois zones que présente ordinairement un échiquier stratégique, celle sur laquelle on peut porter les coups les plus funestes à l'ennemi, et où l'on court soi-même le moins de risques ;

3° A bien établir et bien diriger ses lignes d'opérations, en adoptant, pour la défensive, les exemples concentriques donnés par l'archiduc Charles en 1796, et par Napoléon en 1814 ; ou bien celui du maréchal Soult

en 1814 pour les retraites parallèles aux frontières.

Dans l'offensive, au contraire, on aura à suivre le système qui assura les succès de Napoléon en 1800, 1805, 1806, par la direction donnée à ses forces sur une extrémité du front stratégique de l'ennemi, ou bien celui de la direction sur le centre, qui lui réussit si bien en 1796, 1809, 1814. Le tout selon les positions respectives des armées, et selon les diverses maximes présentées à l'article 21 ;

4° A bien choisir ses lignes stratégiques éventuelles de manœuvre, en leur donnant la direction convenable pour pouvoir toujours agir avec la majeure partie de ses divisions, et pour empêcher, au contraire, les parties de l'armée ennemie de se concentrer ou de se soutenir réciproquement ;

5° A bien combiner, *dans le même esprit d'ensemble et de centralisation*, toutes les positions stratégiques, ainsi que tous les grands détachements qu'on serait appelé à faire pour embrasser les parties indispensables de l'échiquier stratégique ;

6° Enfin, à imprimer à ses masses la plus grande activité et la plus grande mobilité possibles, afin que par leur emploi successif et alternatif sur les points où il importe de frapper, on atteigne le but capital de mettre en action des forces supérieures contre des fractions seulement de l'armée ennemie.

C'est par la vivacité des marches qu'on multiplie l'action de ses forces, en neutralisant, au contraire, une grande partie de celles de son adversaire : mais si cette vivacité suffit souvent pour procurer des succès, ses effets sont centuplés si l'on donne une direction habile aux efforts qu'elle amènerait, c'est-à-dire, lorsque ces efforts seraient dirigés sur les points stratégiques décisifs de la zone d'opérations, où ils pourraient porter les coups les plus funestes à l'ennemi.

Cependant, comme l'on n'est pas toujours en mesure d'adopter ce point décisif, exclusivement à tout autre, on pourra se con-

tenter parfois d'atteindre en partie le but de toute entreprise, en sachant combiner l'emploi rapide et successif de ses forces sur des parties isolées, dont la défaite serait alors inévitable. Lorsqu'on réunira la double condition de la rapidité et de la vivacité dans l'emploi des masses, avec la bonne direction, on ne sera que plus assuré de remporter la victoire et d'en obtenir de grands résultats.

Les opérations qui prouvent le mieux ces vérités sont celles si souvent citées de 1809, 1814, comme aussi celle ordonnée à la fin de 1793 par Carnot, déjà mentionnée à l'article 24, et dont on trouve le détail au tom. I^{er} de mon *Histoire des guerres de la révolution*. Une quarantaine de bataillons transportés successivement de Dunkerque à Menin, à Maubeuge et à Landau, en renforçant les armées qui s'y trouvaient déjà, décidèrent quatre victoires qui sauvèrent la France. Toute la science des marches se trouverait renfermée dans cette sage opération, si à cette combinaison on pouvait ajouter le mérite de l'application au point stratégique décisif du théâtre de la guerre : mais il n'en fut pas ainsi, car l'armée autrichienne étant alors la partie principale de la coalition et ayant sa retraite sur Cologne, c'était sur la Meuse qu'un effort général des Français eût porté les plus grands coups. Le comité pourvut au danger le plus immédiat, et

l'observation que je me permets ne saurait diminuer en rien le mérite de sa manœuvre : elle renferme la moitié du principe stratégique, l'autre moitié consiste précisément à donner, à de pareils efforts, la direction la plus décisive, comme Napoléon le fit à Ulm, à Jéna, à Ratisbonne. — Tout l'art de la guerre stratégique est dans ces quatre applications différentes. On me pardonnera de répéter si souvent ces mêmes citations, j'en ai déjà déduit les motifs.

Il serait inutile, je pense, d'ajouter qu'un des grands buts de la stratégie est de pouvoir assurer des avantages réels à l'armée, en lui préparant le théâtre le plus favorable à ses opérations, si elles ont lieu dans son propre pays ; l'assiette des places, des camps retranchés, des têtes de ponts ; l'ouverture des communications sur les grandes directions décisives, ne forment pas la partie la moins intéressante de cette science : nous avons indiqué tous les signes auxquels on peut facilement reconnaître ces lignes et ces points décisifs, soit permanents, soit éventuels. Napoléon a donné des leçons dans ce genre par les chaussées du Simplon et du Mont-Cenis : l'Autriche en a sagement profité depuis 1815, par les routes du Tyrol sur la Lombardie, le Saint-Gothard et le Splügen, ainsi que par diverses places projetées ou exécutées.

FIN DU PREMIER VOLUME

(ÉDITION DE PARIS.)

PRÉCIS

DE

L'ART DE LA GUERRE.

CHAPITRE IV.

DE LA GRANDE TACTIQUE,

ET DES BATAILLES.

Les batailles sont le choc définitif de deux armées qui se disputent de grandes questions de politique et de stratégie. La stratégie amène les armées sur les points décisifs de la zone d'opérations, prépare les chances de la bataille, et influe d'avance sur ses résultats ; mais c'est à la tactique, réunie au courage, au génie et à la fortune, à les faire gagner.

La grande tactique est donc l'art de bien combiner et bien conduire les batailles : le principe directeur des combinaisons de la tactique est le même que celui de la stratégie, c'est de porter le gros de ses forces sur une partie seulement de l'armée ennemie et sur le point qui promet le plus de résultats.

On a dit que les batailles étaient en définitive l'action principale et décisive de la guerre ; cette assertion n'est pas toujours exacte, car on a vu des armées détruites par des opérations stratégiques sans qu'il y eût de batailles mais seulement une série de petits combats. Il est vrai aussi qu'une vic-

toire complète et décisive peut donner les mêmes résultats sans qu'il y ait eu de grandes combinaisons stratégiques.

Les résultats d'une bataille dépendent ordinairement d'un ensemble de causes qui ne sont pas toujours du domaine de l'art militaire : l'espèce d'ordre de bataille adopté, la sagesse des mesures d'exécution, le concours plus ou moins loyal et plus ou moins éclairé des lieutenants du généralissime, la cause de la lutte, l'élan, les proportions et la qualité des troupes, la supériorité en artillerie ou en cavalerie et leur bon emploi, mais par-dessus tout l'état moral des armées et même des nations, voilà ce qui donne des victoires plus ou moins décisives et détermine leurs résultats. Aussi M. le général Clausewitz avance-t-il un gros sophisme en nous disant que, sans manœuvres tournantes, une bataille ne saurait procurer de victoire complète. Celle de Zama vit périr en quelques heures le fruit de vingt ans de gloire et de succès d'Annibal, sans que personne eût songé à le tourner. A Rivoli, les tourneurs furent complètement battus, et ils ne furent plus heureux ni à Stockach, en 1799, ni à Austerlitz, en 1805. Comme on le verra à l'article 32, je suis loin de repousser les manœuvres tendant à dé-

7° On remédie quelquefois, au défaut d'appui pour les flancs, par des crochets en arrière. Ce système est dangereux, en ce qu'un crochet inhérent à la ligne gêne les mouvements, et que l'ennemi, en plaçant du canon sur l'angle des deux lignes, y causerait de grands ravages. Une double réserve, disposée en ordre profond derrière l'aile qu'on veut mettre à l'abri d'insulte, semble mieux remplir le but qu'un crochet : les localités doivent déterminer l'emploi de ces deux moyens ; nous en donnerons de plus amples détails à la bataille de Prague (*Chapitre II de la Guerre de sept ans*).

8° Ce ne sont pas seulement les flancs que l'on doit chercher à couvrir dans une position défensive, il arrive souvent que le front offre des obstacles sur une partie de son développement, de manière à mettre l'ennemi dans la nécessité de diriger ses attaques sur le centre. Une telle position sera toujours des plus avantageuses pour une armée défensive, comme les batailles de Malplaquet et de Waterloo l'ont prouvé. Pour atteindre ce but, il ne faut pas des obstacles immenses, le moindre accident de terrain suffit quelquefois ; ce fut le misérable ruisseau de Papelotte qui força Ney d'attaquer le centre de Wellington au lieu d'assaillir la gauche comme il en avait l'ordre.

Lorsqu'on défend un pareil poste, il faut avoir soin de mobiliser une partie des ailes ainsi abritées, afin qu'elles puissent prendre part à l'action au lieu d'en rester les témoins inutiles.

On ne peut se dissimuler néanmoins que tous ces moyens ne sont que des palliatifs, et que le meilleur de tous pour une armée qui attend l'ennemi défensivement, c'est de savoir reprendre l'initiative lorsque

le moment est venu de le faire avec succès.

Nous avons mis au nombre des qualités requises pour une position, celle d'offrir une retraite facile : ceci nous mène à l'examen d'une question soulevée par la bataille de Waterloo. Une armée, adossée à une forêt, quand elle aurait un bon chemin derrière son centre et chacune des ailes, serait-elle compromise comme l'a prétendu Napoléon, si elle venait à perdre la bataille ? Pour moi, je crois, au contraire, que pareille position serait plus favorable à une retraite qu'un terrain entièrement découvert, car l'armée battue ne saurait traverser une plaine sans rester exposée au plus grand danger. Sans doute si la retraite dégénérât en déroute complète, une partie du canon resté en batterie devant la forêt serait probablement perdue, mais l'infanterie, la cavalerie et le surplus de l'artillerie, se retireraient aussi bien qu'à travers une plaine. Si la retraite, au contraire, se fait en ordre, rien ne saurait mieux la protéger qu'une forêt : bien entendu toutefois qu'il existe au moins deux bons chemins derrière la ligne ; que l'on ne se laisse pas serrer de trop près sans aviser aux mesures nécessaires pour la retraite ; enfin, qu'aucun mouvement latéral n'ait permis à l'ennemi de devancer l'armée à l'issue de la forêt ainsi que cela eut lieu à Hohenlinden. La retraite serait d'autant plus sûre si, comme c'était le cas à Waterloo, la forêt formait une ligne concave derrière le centre, car ce rentrant deviendrait une véritable place d'armes pour recueillir les troupes et leur donner le temps de filer successivement sur la grande route.

nube, en 1805, sur les débris d'un pont brûlé. Le courage des défenseurs put bien ne pas être absolument égal dans les deux circonstances ; mais, à part cette chance, il faut avouer que les difficultés d'un terrain, lorsqu'elles sont bien utilisées, n'ont

pas besoin d'être insurmontables pour déjouer une attaque. A Elchingen, la grande élévation de l'escarpement des berges, rendant l'effet des feux presque nul, furent plus nuisibles qu'utiles à la défense.

Nous avons déjà indiqué, en parlant des opérations stratégiques, les diverses chances que procurent à une armée les deux systèmes offensif et défensif, et nous avons reconnu, qu'en stratégie surtout, celui qui prenait l'initiative avait le grand avantage de porter ses masses et de frapper, là où il jugeait convenable à ses intérêts de le faire, tandis que celui qui attendait en position, prévenu partout et souvent pris au dépourvu, était toujours forcé de subordonner ses mouvements à ceux de son adversaire. Mais nous avons reconnu également, qu'en tactique ces avantages sont moins positifs, parce que les opérations n'étant pas sur un rayon aussi vaste, celui qui a l'initiative ne saurait les cacher à l'ennemi qui, le découvrant à l'instant, peut, à l'aide de bonnes réserves, y remédier sur-le-champ. Outre cela, celui qui marche à l'ennemi, a contre lui tous les désavantages résultant des obstacles du terrain qu'il doit franchir pour aborder la ligne de son adversaire : quelque plate que soit une contrée il y a toujours des inégalités dans le terrain, de petits ravins, des buissons, des haies, des métairies, des villages à emporter ou à dépasser : qu'on ajoute à ces obstacles naturels, les batteries ennemies à enlever, et le désordre qui s'introduit toujours plus ou moins dans une troupe exposée longtemps au feu d'artillerie ou de mousqueterie, et l'on conviendra qu'en tactique du moins, l'avantage de l'initiative est balancé.

Quelque incontestables que soient ces vérités, il en est une autre qui les domine, et qui est démontrée par les plus grands événements de l'histoire. C'est qu'à la longue, toute une armée qui attendra l'ennemi dans un poste fixe, finira par y être forcée, tandis qu'en profitant toujours des avantages de la défensive pour saisir ensuite ceux que procure l'initiative, elle peut espérer les plus grands succès. Un général qui attendra l'ennemi comme un automate, sans autre parti pris que celui de combattre

vaillamment, succombera toujours lorsqu'il sera bien attaqué. Il n'en est pas ainsi d'un général qui attendra avec la ferme résolution de combiner de grandes manœuvres contre son adversaire, afin de ressaisir l'avantage moral que donnent l'impulsion offensive et la certitude de mettre ses masses en action au point le plus important, ce qui dans la défensive simple n'a jamais lieu.

En effet, si celui qui attend se trouve dans un poste bien choisi, où ses mouvements soient libres, il a l'avantage de voir venir l'ennemi : ses troupes, bien disposées d'avance selon le terrain, et favorisées par des batteries placées de manière à obtenir le plus grand effet, peuvent faire payer cher à leurs adversaires le terrain qui sépare les deux armées ; et quand l'assaillant, déjà ébranlé par des pertes sensibles, se trouvera vigoureusement assailli lui-même au moment où il croyait toucher à la victoire, il n'est pas probable que l'avantage demeure de son côté, car l'effet moral d'un pareil retour offensif de la part d'un ennemi qu'on croyait battu, est fait pour ébranler les plus audacieux.

Un général peut donc employer avec le même succès, pour les batailles, le système offensif ou défensif : mais il est indispensable à cet effet :

1° Que, loin de se borner à une défense passive, il sache passer de la défensive à l'offensive quand le moment est venu ;

2° Qu'il ait un coup d'œil sûr et beaucoup de calme ;

3° Qu'il commande à des troupes sur lesquelles il puisse compter ;

4° Qu'en reprenant l'offensive, il ne néglige point d'appliquer les principes généraux qui auraient présidé à son ordre de bataille s'il eût commencé par être l'agresseur ;

5° Qu'il porte ses coups sur les points décisifs.

L'exemple de Bonaparte à Rivoli et à Austerlitz, celui de Wellington à Talavera,

à Salamanque et à Waterloo, prouvent ces vérités.

ARTICLE XXXI.

Des batailles offensives et des différents ordres de bataille.

On entend par batailles offensives celles que livre une armée qui en assaillit une autre dans sa position (1). Une armée réduite à la défense stratégique prend souvent l'offensive dans l'attaque, comme l'armée qui recevra l'attaque peut, dans le courant même de la bataille, ressaisir l'initiative et reprendre la supériorité qu'elle procure. L'histoire ne manque pas d'une foule d'exemples pour chacune de ces différentes espèces de bataille. Comme nous avons déjà parlé des dernières à l'article précédent, et que nous y avons présenté l'avantage qu'on peut trouver à attendre l'attaque, nous nous bornerons à parler ici de ce qui concerne les assaillants.

On ne saurait dissimuler que ceux-ci ont, en général, l'avantage que procure la supériorité de confiance morale, et qu'ils savent presque toujours mieux ce qu'ils veulent et ce qu'ils font.

Dès qu'on a résolu d'assaillir l'ennemi, on doit adopter un ordre d'attaque quelconque, et c'est ce que j'ai cru devoir nommer des ordres de bataille. Toutefois, il arrive aussi fréquemment que l'on doive commencer la bataille sans un plan arrêté, faute de connaître exactement la position de l'ennemi. Dans l'un et l'autre cas, il faut toujours bien se pénétrer d'avance qu'il y a, dans chaque bataille, un point décisif qui procure la victoire mieux que les autres en assurant l'application des principes de la guerre, et qu'il

faut se mettre en mesure de porter ses efforts sur ce point.

Le point décisif d'un champ de bataille se détermine, comme nous l'avons déjà dit, par la configuration du terrain, par la combinaison des localités avec le but stratégique qu'une armée se propose, enfin par l'emplacement des forces respectives.

Donnons un exemple. Lorsqu'une aile ennemie appuie sur des hauteurs d'où l'on battrait sa ligne dans tout son prolongement, l'occupation de ces hauteurs semble le point tactique le plus avantageux ; mais il peut se faire néanmoins que ces hauteurs soient d'un accès très-difficile et situées précisément au point le moins important relativement aux vues stratégiques. A la bataille de Bautzen, la gauche des alliés appuyait aux montagnes escarpées de la Bohême, alors plutôt neutre qu'ennemie ; il semblait donc qu'en tactique, le versant de ces montagnes dût être le point décisif à emporter, et c'était tout l'opposé, parce que le terrain était là très-favorable à la défense, que l'armée alliée n'avait qu'une seule ligne de retraite sur Reichenbach et Gorkitz, et que les Français, en forçant la droite dans la plaine, s'emparaient de cette ligne de retraite et rejetaient l'armée alliée dans les montagnes, où elle eût perdu tout son matériel et une grande partie de son personnel. Ce parti offrait donc plus de facilités de terrain, de plus immenses résultats, moins d'obstacles à vaincre.

De tout ce qui précède, on peut, je crois, déduire les vérités suivantes : 1° La clef topographique d'un champ de bataille n'en est pas toujours la clef tactique ; 2° Le point décisif d'un champ de bataille est incontestablement celui qui réunit l'avantage stratégique avec les localités les plus favorables ; 3° Dans le cas où il n'y a pas de difficultés de terrain trop redoutables sur le point stratégique de ce champ de bataille, ce point en est ordinairement le plus important ; 4° Toutefois, il arrive aussi que la dé-

(1) Dans toutes les batailles il y a un attaquant et un attaqué, chaque bataille sera donc offensive pour l'un et défensive pour l'autre.

termination de ce point dépend surtout de l'emplacement des forces respectives : ainsi, dans les lignes de bataille trop étendues et morcelées, le centre sera toujours le plus essentiel à attaquer ; dans les lignes serrées, le centre est, au contraire, le point le plus fort, puisque, indépendamment des réserves qui s'y trouvent, il sera facile de le faire soutenir par les ailes ; alors le point décisif serait, au contraire, sur une des extrémités. Avec une grande supériorité de forces on peut attaquer les deux extrémités en même temps, mais non à forces égales ou inférieures. On voit donc que toutes les combinaisons d'une bataille consistent à employer ses forces de manière à ce qu'elles obtiennent le plus d'action possible sur celui des trois points qui offre plus de chances, point qu'il sera facile de déterminer en le soumettant à l'analyse que nous venons d'exposer.

Le but d'une bataille offensive ne peut être que de déposter et entamer l'ennemi, à moins que par des manœuvres stratégiques l'on ait préparé la ruine entière de son armée : or, on déposte l'ennemi soit en culbutant sa ligne sur un point quelconque de son front, soit en la débordant pour la prendre en flancs et à revers, soit en faisant concourir ces deux moyens à la fois, c'est-à-dire, par une attaque de front, en même temps qu'une aile agissante doublerait et tournerait la ligne.

Pour atteindre ces divers buts, il faut choisir l'ordre de bataille le plus approprié au mode qu'on aura préféré.

On compte au moins douze espèces d'ordres de bataille, savoir : 1° L'ordre parallèle simple ; 2° L'ordre parallèle avec un crochet défensif ou offensif ; 3° L'ordre renforcé sur une ou deux ailes ; 4° L'ordre renforcé sur le centre ; 5° L'ordre oblique simple ou bien renforcé sur l'aile assaillante ; 6° et

7° L'ordre perpendiculaire sur une ou sur les deux ailes ; 8° L'ordre concave ; 9° L'ordre convexe ; 10° L'ordre échelonné sur une ou sur deux ailes ; 11° L'ordre échelonné sur le centre ; 12° L'ordre combiné d'une forte attaque sur le centre et sur une des extrémités en même temps. (*Voyez* planche ci-contre, figures 1 à 12.)

Chacun de ces ordres peut être employé simplement, ou bien être combiné, comme on l'a dit, avec la manœuvre d'une forte colonne destinée à tourner la ligne ennemie. Pour juger du mérite de chacun d'eux, il faut s'assurer de leurs rapports avec le principe général que nous avons posé.

On voit, par exemple, que l'ordre parallèle n° 1 est le plus mauvais, car il n'y a aucune habileté à faire combattre les deux partis à chances égales, bataillon contre bataillon : c'est l'absence de toute tactique. Il est néanmoins un cas important dans lequel cet ordre est convenable : c'est lorsqu'une armée, ayant pris l'initiative des grandes opérations stratégiques, aura réussi à se porter sur les communications de son adversaire, et à lui couper sa ligne de retraite tout en couvrant la sienne ; alors, quand le choc définitif entre les armées a lieu, celle qui se trouve sur les derrières peut livrer une bataille parallèle, puisqu'ayant fait la manœuvre décisive avant la bataille, tout son but consiste à repousser l'effort de l'ennemi pour s'ouvrir un passage ; hormis ce cas, l'ordre parallèle est le moins avantageux. Cela ne veut pas dire néanmoins qu'on ne puisse gagner une bataille en l'adoptant, car il faut bien que quelqu'un la gagne, et l'avantage restera alors à celui qui aura les meilleures troupes, qui saura les engager plus à propos, qui manœuvrera mieux avec ses réserves, ou enfin sera favorisé par le sort.

L'ordre parallèle avec un crochet sur le flanc (*fig. 2*) se prend plus ordinairement dans une position défensive ; il peut toutefois être aussi le résultat d'une combinaison

offensive, mais alors il se trouve en avant de la ligne, tandis que dans la défensive il est en arrière. On peut voir, à la bataille de Prague, un des exemples les plus extraordinaires du danger auquel un pareil crochet se trouve exposé lorsqu'il est bien attaqué.

L'ordre parallèle n° 3, renforcé sur une des ailes, ou celui n° 4, renforcé sur le centre pour percer celui de l'ennemi, sont beaucoup plus favorables que les deux précédents, et sont aussi beaucoup plus conformes au principe général que nous avons indiqué, bien qu'à égalité de forces, la partie de la ligne qu'on aurait affaiblie pour renforcer l'autre, pût aussi être compromise si on la plaçait en bataille parallèlement à l'ennemi.

L'ordre oblique n° 5 est celui qui convient le mieux à une armée inférieure qui en attaque une supérieure; car, tout en offrant l'avantage de porter le gros des forces sur un seul point de la ligne ennemie, il en procure deux autres également importants : en effet, on ne refuse pas seulement l'aile affaiblie en la tenant hors des coups de l'ennemi, cette aile remplit encore la double destination de tenir en respect la partie de la ligne qu'on ne veut pas attaquer, et cependant de pouvoir servir de réserve au besoin à l'armée agissante. Cet ordre fut employé par le célèbre Epaminondas aux batailles de Leuctres et de Mantinée; mais nous présenterons le plus brillant exemple des avantages de ce système qui fut donné par Frédéric le Grand à la bataille de Leuthen. (*Voyez chapitre 7, Traité des grandes opérations.*)

L'ordre perpendiculaire sur une ou deux ailes, tel qu'il est présenté aux figures 6 et 7, ne saurait être considéré que comme une formule de théorie pour indiquer la direction tactique sur laquelle on porterait les efforts. Jamais deux armées ne se trouveraient dans des positions relativement perpendiculaires telles qu'on les voit tracées sur la planche; car si l'armée B prenait en

effet sa première direction en ligne perpendiculaire sur une ou sur les deux extrémités de l'armée A, celle-ci changerait aussitôt le front d'une partie de sa ligne, et même l'armée B, dès qu'elle aurait atteint ou dépassé l'extrémité, ne manquerait pas de rabattre ses colonnes à droite ou à gauche pour les rapprocher de la ligne ennemie, en sorte que la partie C la prendrait à revers, et qu'il en résulterait deux véritables lignes obliques comme elles sont pointées à la figure 6. On doit inférer de là qu'une seule division de l'armée assaillante se porterait perpendiculairement sur le flanc ennemi, tandis que le reste de cette armée se rapprocherait du front pour l'inquiéter, ce qui ramènerait toujours à une des dispositions obliques indiquées par les figures 5 et 12.

Au demeurant, l'attaque sur deux ailes, quelque forme qu'on lui donne, peut être très-avantageuse, mais c'est quand l'assaillant se trouve fort supérieur en nombre; car si le principe fondamental consiste à porter la majeure partie des forces sur le point décisif, une armée inférieure violerait ce principe en formant une double attaque contre une seule masse supérieure; nous démontrerons cette vérité dans le cours de l'ouvrage.

L'ordre concave sur le centre (n° 8) a trouvé des partisans depuis qu'Annibal lui dut la victoire signalée de Cannes. Cet ordre peut être en effet très-bon, lorsqu'on le prend par suite des événements de la bataille, c'est-à-dire, quand l'ennemi s'engage dans le centre qui cède devant lui, et qu'il se laisse envelopper par les ailes. Mais si on prenait cette formation avant la bataille, l'ennemi, au lieu de se jeter au centre, n'aurait qu'à tomber sur les ailes, qui présenteraient d'elles-mêmes leurs extrémités, et seraient ainsi dans la même situation que si elles se trouvaient assaillies sur un flanc. Aussi ne prend-on guère cette position que contre un ennemi qui serait formé lui-

même en ordre convexe pour livrer la bataille, comme on le verra ci-après.

A la vérité, une armée formera rarement un demi-cercle, et prendra plutôt une ligne brisée rentrant vers le centre (comme la figure 8 *bis*); s'il faut en croire plusieurs écrivains, ce fut une disposition pareille qui fit triompher les Anglais aux célèbres journées de Crécy et d'Azincourt. Il est certain que cet ordre vaut mieux qu'un demi-cercle, en ce qu'il ne prête pas autant le flanc, qu'il permet de marcher en avant par échelons, et qu'il conserve avec cela tout l'effet de la concentration du feu. Toutefois ses avantages disparaissent si l'ennemi, au lieu de se jeter follement dans le centre concave, se borne à le faire observer de loin, et se jette avec le gros de ses forces sur une aile seulement. La bataille d'Essling, en 1809, offre encore un exemple de l'avantage d'une ligne concave : mais on ne saurait en inférer que Napoléon fit mal d'attaquer son centre; on ne doit pas juger une armée combattant avec le Danube à dos, et n'ayant pas la faculté de se mouvoir sans découvrir ses points, comme si elle avait eu pleine liberté de manœuvrer.

L'ordre convexe saillant au centre (n° 9) se prend pour combattre immédiatement après un passage de fleuve, lorsqu'on est forcé de refuser les ailes pour appuyer au fleuve et couvrir les ponts, ou bien encore lorsqu'on combat défensivement adossé à une rivière pour la repasser et couvrir le défilé comme à Leipzig; enfin, on peut le prendre naturellement pour résister à un ennemi qui forme une ligne concave. Si l'ennemi dirigeait son effort sur le saillant ou sur une des extrémités seule, cet ordre entraînerait la ruine de l'armée (1). Les

Français le prirent à Fleurus en 1794, et réussirent, parce que le prince de Cobourg, au lieu de fondre en forces sur le centre, ou sur une seule extrémité, divisa ses attaques sur cinq ou six rayons divergents, et notamment sur les deux ailes à la fois. Ce fut à peu près dans ce même ordre convexe qu'ils combattirent à Essling, ainsi qu'aux deuxième et troisième journées de la fameuse bataille de Leipzig : il eut dans ces dernières occasions le résultat infaillible qu'il devait avoir.

L'ordre échelonné sur les deux ailes (n° 10) est dans le même cas que l'ordre perpendiculaire (n° 7); il faut observer néanmoins que les échelons se rapprochant vers le centre où se tiendrait la réserve, cet ordre serait meilleur que le perpendiculaire, puisque l'ennemi aurait moins de facilité, d'espace et de temps, pour se jeter dans l'intervalle du centre et y diriger une contre-attaque menaçante.

L'ordre échelonné sur le centre seulement (n° 11) peut s'employer surtout avec succès contre une armée qui occuperait une ligne morcelée et trop étendue, parce que son centre se trouvant alors isolé des ailes de manière à être accablé séparément, cette armée, coupée ainsi en deux, serait probablement détruite. Mais par l'application du même principe fondamental, cet ordre d'attaque serait moins sûr contre une armée occupant une position unie et serrée; car les réserves se trouvant ordinairement à portée du centre, et les ailes pouvant agir soit par un feu concentrique, soit en prenant l'offensive contre les premiers échelons, pourraient aisément les repousser.

Si cette formation offre quelque ressemblance avec le fameux coin triangulaire ou

(1) Une attaque sur les deux extrémités pourrait bien réussir aussi dans quelques circonstances, soit que l'on eût des forces suffisantes pour la tenter, soit que l'ennemi fût hors d'état de découvrir son centre pour soutenir ses ailes. Mais en thèse

générale, une fausse attaque pour contenir le centre et un grand effort sur une seule extrémité serait surtout la plus favorable contre une pareille ligne convexe.

caput porci des anciens, et avec la colonne de Winkelried, elle en diffère toutefois essentiellement, car au lieu de former une masse pleine, ce qui serait impraticable de nos jours à cause de l'artillerie, elle offrirait, au contraire, un grand espace vide dans le milieu, qui faciliterait les mouvements. Cette formation, convenable, comme on l'a dit, pour percer le centre d'une ligne trop étendue, pourrait réussir également contre une ligne qui serait condamnée à l'immobilité; mais si les ailes de la ligne attaquée savent agir à propos contre les flancs des premiers échelons, elle ne serait pas sans inconvénients. Mieux vaudrait peut-être un ordre parallèle considérablement renforcé sur le centre (fig. 4 et 12), car la ligne parallèle, dans ce cas, aurait du moins l'avantage de tromper l'ennemi sur le vrai point de l'effort projeté, et d'empêcher les ailes de prendre en flanc les échelons du centre.

Cet ordre échelonné avait été adopté par Laudon pour l'attaque du camp retranché de Bunzelwitz (*Traité des grandes opérations*, chapitre 28) : dans un pareil cas, il est réellement convenable, puisqu'on est sûr alors que, l'armée défensive étant forcée à demeurer dans ses retranchements, il n'y aurait aucune attaque à redouter de sa part contre les flancs des échelons. Toutefois, cette formation ayant l'inconvénient de signaler à l'ennemi le point de la ligne qu'on veut attaquer, il serait indispensable de lancer, sur les ailes, des attaques simulées assez fortes pour donner le change sur le point réel où l'effort serait dirigé.

L'ordre d'attaque en colonnes sur le centre et sur une extrémité en même temps (n° 12) est plus convenable que le précédent, lorsqu'il s'applique surtout à une ligne ennemie contiguë; on peut même dire que de tous les ordres de bataille c'est le plus rationnel : en effet, l'attaque sur le centre, secondée par une aile qui débordent l'ennemi, empêche celui-ci de faire comme

Annibal et comme le maréchal de Saxe, c'est-à-dire, de fondre sur l'assaillant en le prenant en flanc; l'aile ennemie qui se trouvera serrée entre l'attaque du centre et celle de l'extrémité, ayant la presque totalité des masses assaillantes à combattre, sera accablée et probablement détruite. Ce fut la manœuvre qui fit triompher Napoléon à Wagram et à Ligny; ce fut celle qu'il voulut tenter à Borodino, et qui ne lui réussit qu'imparfaitement par l'héroïque défense des troupes de l'aile gauche des Russes, par celle de la division Paskévitch dans la fameuse redoute du centre, puis par l'arrivée du corps de Baggavout sur l'aile qu'il espérait déborder. Enfin, il l'employa aussi à Bautzen, où il aurait obtenu des succès inouïs, sans un incident qui déranger la manœuvre de sa gauche, destinée à couper la route de Wurschen, et qui avait déjà tout disposé pour cela.

Nous devons observer que ces différents ordres ne sauraient être pris au pied de la lettre, comme les figures géométriques les indiquent. Un général qui voudrait établir sa ligne de bataille avec la même régularité que sur le papier ou sur une place d'exercice, serait incontestablement trompé dans son attente et battu, surtout d'après la méthode actuelle de faire la guerre. Au temps de Louis XIV, de Frédéric, lorsque les armées campaient sous la tente, presque toujours réunies; lorsqu'on se trouvait plusieurs jours face à face avec l'ennemi, qu'on avait le loisir d'ouvrir des marches ou chemins symétriques pour faire arriver ses colonnes à distances uniformes, alors on pouvait former une ligne de bataille presque aussi régulière que les figures tracées. Mais aujourd'hui que les armées bivouaquent, que leur organisation en plusieurs corps les rend plus mobiles, qu'elles s'abordent à la suite d'ordres donnés hors du rayon visuel

et souvent même sans avoir eu le temps de reconnaître exactement la position de l'ennemi, enfin, que les différentes armes se trouvent mélangées dans la ligne de bataille; alors tous les ordres dessinés au compas doivent nécessairement se trouver en défaut. Aussi ces sortes de figures n'ont-elles jamais servi qu'à indiquer une disposition approximative, un système.

Si les armées étaient des masses compactes, que l'on pût remuer d'un bloc par l'effet d'une seule volonté et aussi rapidement que la pensée, l'art de gagner les batailles se réduirait à choisir l'ordre de bataille le plus favorable, et l'on pourrait compter sur la réussite des manœuvres combinées avant le combat. Mais il en est tout autrement : la plus grande difficulté de la tactique des batailles sera toujours d'assurer la mise en action simultanée de toutes ces nombreuses fractions qui doivent concourir à l'attaque sur laquelle on fonde l'espoir de la victoire, ou, pour mieux, dire à l'exécution de la manœuvre capitale qui, selon le plan primitif, devait amener le succès.

La transmission précise des ordres, la manière dont les lieutenants du général en chef les concevront et les exécuteront; le trop d'énergie des uns, la mollesse ou le défaut de coup d'œil des autres, tout cela peut empêcher cette mise en action simultanée, sans parler des accidents fortuits qui peuvent suspendre l'arrivée d'un corps.

De là résultent deux vérités incontestables : la première est que plus une manœuvre décisive sera simple, plus son succès sera certain; la seconde est que l'à-propos des dispositions subites, prises durant le combat, est d'un succès plus probable que l'effet des manœuvres combinées à l'avance, à moins que celles-ci, reposant sur des mouvements stratégiques antérieurs, n'aient amené les colonnes qui doivent décider la bataille sur des points où leur effet serait assuré. Waterloo et Bautzen attestent cette dernière vérité; du moment où Bulow et

Blücher furent arrivés à la hauteur de Frichermont, rien ne pouvait s'opposer à la perte de la bataille par les Français; ils ne pouvaient lutter que pour rendre la défaite plus ou moins complète. De même à Bautzen, dès que Ney fut arrivé à Klix, la retraite des alliés, dans la nuit du 20 mai, eût seule pu les sauver, car, le 21, il n'était déjà plus temps; et si Ney eût mieux exécuté ce qu'on lui conseillait, la victoire eût été immense.

Quant aux manœuvres pour enfoncer une ligne, en comptant sur la coopération de colonnes parties du même front que le reste de l'armée à l'effet d'opérer de larges mouvements circulaires autour d'une aile ennemie, leur réussite est toujours douteuse, car elle dépend d'une précision de calcul et d'exécution qui se rencontre rarement; nous en parlerons à l'article 32.

Indépendamment de la difficulté de compter sur l'application exacte d'un ordre de bataille prémédité d'avance, il arrive souvent que les batailles commencent sans but déterminé, même de la part de l'assaillant, quoique le choc fût prévu. Cette incertitude résulte, ou des précédents de la bataille, ou du défaut de connaissance de la position de l'ennemi et de ses projets, ou enfin de l'attente d'une portion de l'armée qui serait encore en arrière.

De là beaucoup de gens ont conclu contre la possibilité de réduire les formations d'ordres de bataille en systèmes divers, et contre l'influence que l'adoption de tel ou tel autre de ces ordres pourrait exercer sur l'issue d'un combat; conclusion fautive, à mon avis, même dans les cas précités. En effet, dans ces batailles commencées sans plan arrêté, il est probable qu'au début de l'action les armées se trouveront en lignes à peu près parallèles, plus ou moins renforcées sur l'un ou l'autre point; le défenseur ignorant de quel côté éclatera l'orage, tiendra une bonne partie de ses forces en réserve pour parer aux événements; celui qui

a résolu d'attaquer en fera d'abord autant pour avoir ses masses disponibles ; mais dès que l'assaillant aura reconnu le point sur lequel il se décidera à porter ses coups, alors ses masses seront dirigées, soit sur le centre, soit sur une des ailes, soit sur l'un et l'autre en même temps. Or, quoi qu'il arrive, il en résultera toujours approximativement une des dispositions formulées par les diverses figures de la planche qui précède. Même dans les rencontres imprévues il en arriverait autant, ce qui démontrera, j'espère, que cette classification des divers systèmes ou ordres de bataille n'est ni chimérique ni inutile.

En effet, il n'y a pas jusqu'aux batailles de Napoléon qui ne prouvent cette assertion, bien qu'elles soient moins que toutes les autres susceptibles d'être figurées par des lignes tracées au compas ; on voit, par exemple, qu'à Rivoli, Austerlitz, Ratisbonne, il concentre ses forces au centre pour épier le moment de tomber sur celui de l'ennemi. Aux Pyramides, il forme une ligne oblique en carrés échelonnés ; à Essling, à Leipzig, à Brienne, il présente une espèce d'ordre convexe à peu près pareil à la figure 7. A Wagram, on le voit adopter un ordre tout semblable à la figure 12, portant deux masses sur son centre et sa droite, en refusant la gauche, ce qu'il voulut répéter à Borodino comme à Waterloo, avant l'arrivée des Prussiens. A Eylau, quoique la rencontre fût presque imprévue à cause du retour offensif bien inopiné de l'armée russe, il déborda la gauche presque perpendiculairement, tandis que d'un autre côté il cherchait à enfoncer le centre, mais il n'y eut pas simultanéité dans ces attaques, celle du centre étant déjà repoussée à onze heures, tandis que Davoust ne donna vivement sur la gauche que vers une heure.

A Dresde, il attaqua par les deux ailes, pour la première fois peut-être de sa vie, parce que son centre était abrité par une place et un camp retranché ; outre cela,

l'attaque de sa gauche était combinée avec celle de Vandamme sur la ligne de retraite des alliés.

A Marengo, s'il faut s'en rapporter à Napoléon lui-même, l'ordre oblique qu'il prit en appuyant sa droite à Castel Ceriole, le sauva d'une défaite presque inévitable. Ulm et Jéna furent des batailles gagnées stratégiquement, avant même d'être livrées, et la tactique n'y eut que peu de part ; à Ulm, il n'y eut pas même de bataille.

Je crois donc pouvoir en conclure que, s'il paraît absurde de vouloir figurer sur le terrain des ordres de bataille rectilignes tels qu'ils sont tracés sur un dessin, un général habile peut néanmoins facilement recourir à des dispositions qui produiraient une répartition des masses agissantes, pareille à très-peu de chose près à ce qu'elle eût été dans l'un ou l'autre des ordres de bataille indiqués. Il devra s'appliquer dans ces dispositions, soit prévues soit improvisées, à juger sainement du point important du champ de bataille, ce qu'il pourra faire en saisissant les rapports de la ligne ennemie avec les directions stratégiques décisives ; il portera alors son attention et ses efforts sur ce point, en employant un tiers de ses forces à contenir ou à observer l'ennemi, puis en jetant les deux autres tiers sur le point dont la possession serait le gage de la victoire. Agissant ainsi, il aura rempli toutes les conditions que la science de la grande tactique peut imposer au plus habile capitaine ; il aura obtenu l'application la plus parfaite des principes de l'art. Nous avons déjà indiqué au chapitre précédent (art. 19), le moyen de reconnaître aisément ces points décisifs.

Depuis que j'ai donné la définition des douze ordres de bataille susmentionnés, il m'est venu à la pensée de répondre à quelques assertions des *Mémoires de Napoléon*,

publiés par le général Montholon, qui se rapportent à ce sujet :

Le grand capitaine semble supposer que l'ordre oblique soit une conception moderne, une utopie inapplicable, ce que je conteste également, car l'ordre oblique est aussi ancien que Thèbes et Sparte, et je l'ai vu appliquer sous mes yeux ; ces assertions paraîtront d'autant plus étonnantes que Napoléon, comme nous venons de le dire, s'est vanté lui-même d'avoir appliqué avec succès, à Marengo, ce même ordre dont il nie l'existence.

Si on prenait le système oblique dans le sens absolu que lui donnait le général Ruchel à l'académie de Berlin, certes Napoléon aurait raison de le regarder comme une hyperbole ; mais, je le répéterai, une ligne de bataille ne fut jamais une figure géométrique parfaite ; et si l'on s'est servi de pareilles figures dans des discussions de tactique, ce ne fut que pour formuler une idée et l'expliquer par un symbole. Il est certain néanmoins que toute ligne de bataille qui ne serait ni parallèle ni perpendiculaire à celle de l'ennemi, serait forcément oblique. Or, si une armée attaque une extrémité de l'ennemi, en renforçant l'aile chargée de l'attaque et refusant l'aile affaiblie, la direction de sa ligne sera réellement un peu oblique, puisqu'une extrémité sera plus éloignée de la ligne ennemie que l'autre. L'ordre oblique est si peu une chimère, que tout ordre échelonné sur une aile sera toujours oblique (pl. 2, fig. 10). Or, j'ai vu plus d'un combat ainsi échelonné.

Pour les autres figures tracées sur la même planche, on ne saurait contester qu'à Essling, ainsi qu'à Fleurus, la disposition générale des Autrichiens ne fût concave, et celle des Français convexe. Mais ces deux ordres peuvent former des lignes parallèles aussi bien que deux lignes droites : or, ces ordres seraient en système parallèle, si aucune partie de la ligne n'était plus renforcée ni plus rapprochée de l'ennemi que l'autre.

Laissons là, du reste, toutes les figures de géométrie, et reconnaissons que la véritable théorie scientifique des batailles se bornera toujours aux points suivants :

1° L'ordre de bataille offensif doit viser à déposter l'ennemi de sa position par tous les moyens rationnels ;

2° Les manœuvres que l'art indique sont d'accabler une aile seulement, ou bien le centre et une aile en même temps. On peut aussi déloger l'ennemi par des manœuvres pour le déborder et le tourner ;

3° On réussira d'autant mieux dans ces entreprises, si l'on parvient à les cacher à l'ennemi jusqu'au moment de l'assaillir ;

4° Attaquer le centre et les deux ailes en même temps, sans avoir des forces très-supérieures, serait une absence totale de l'art, à moins qu'on ne renforçât considérablement l'une des attaques, en évitant de compromettre les autres ;

5° L'ordre oblique n'est autre chose qu'une disposition tendant à réunir la moitié au moins de ses forces pour accabler une aile, en tenant l'autre fraction hors de portée de l'ennemi, soit par des échelons, soit par la direction inclinée de la ligne (fig. 5 et 12, pl. 2) ;

6° Les diverses formations convexes, concaves, perpendiculaires, etc., présentent toutes la double combinaison d'attaques parallèles ou renforcées sur une portion de la ligne ennemie ;

7° La défense devant vouloir le contraire de l'attaque, les dispositions d'un ordre défensif doivent avoir pour but, de multiplier les difficultés de l'approche, puis de se ménager de fortes réserves bien cachées, pour tomber, au moment décisif, là où l'ennemi croirait ne trouver qu'un point faible ;

8° Le meilleur mode à employer pour contraindre une ligne ennemie à quitter sa position est difficile à déterminer d'une manière absolue. Tout ordre de bataille ou de formation, qui saurait allier les avantages du feu à ceux de l'impulsion d'attaque et de

l'effet moral qu'elle produit, serait un ordre parfait. Un mélange habile de lignes déployées et de colonnes, agissant alternativement selon l'opportunité des circonstances, sera toujours un bon système. Quant à son application pratique, le coup d'œil du chef, le moral des officiers et soldats, leur instruction à toutes sortes de manœuvres et aux feux, les localités ou la nature du terrain, influenceront toujours beaucoup sur les variantes qui se présenteraient ;

9° Le but essentiel d'une bataille offensive étant de forcer l'ennemi dans sa position, et surtout de l'entamer aussi fortement que possible, on devra bien ordinairement compter sur l'emploi de la force matérielle comme sur le moyen le plus efficace d'y parvenir. Toutefois, il arrive aussi que les chances de l'emploi seul de la force seraient tellement douteuses, que l'on réussirait plus facilement par des manœuvres tendant à déborder et à tourner celle des ailes qui serait la plus voisine de la ligne de retraite de l'ennemi, ce qui le déciderait à un mouvement rétrograde de peur d'être coupé.

L'histoire fourmille d'exemples de la réussite de pareilles manœuvres, surtout contre des généraux d'un caractère faible : et, bien que les victoires obtenues par ce moyen seulement soient moins décisives, et que l'armée ennemie n'y soit jamais sérieusement entamée, il suffit de ces demi-succès pour prouver qu'on ne doit point négliger de telles manœuvres, et qu'un général habile doit savoir les employer à propos, et surtout les combiner, autant que possible, avec les attaques de vive force ;

10° La réunion de ces deux moyens, c'est-à-dire, l'emploi de la force matérielle sur le front, secondé par une manœuvre tournante, donnera plus sûrement la victoire que si l'on se bornait à les employer séparément ;

mais, dans l'un et l'autre cas, il faut se garder des mouvements trop décousus, en face d'un ennemi tant soit peu respectable ;

11° Les divers moyens d'enlever une position de l'ennemi, c'est-à-dire, d'enfoncer sa ligne et de la forcer à la retraite par l'usage de la force matérielle, sont, de l'ébranler d'abord par l'effet d'un feu supérieur d'artillerie, d'y mettre ensuite un peu de confusion par une charge de cavalerie lancée bien à propos, puis d'aborder finalement cette ligne ainsi ébranlée, avec des masses d'infanterie précédées de tirailleurs et flanquées de quelques escadrons (1).

Cependant, en admettant le succès d'une attaque si bien combinée contre la première ligne, restera encore à vaincre la seconde, et même la réserve : or, c'est ici que les embarras de l'attaque deviendraient plus sérieux, si l'effet moral de la défaite de la première ligne n'entraînait pas souvent la retraite de la seconde, et ne faisait pas perdre la présence d'esprit au général attaqué.

En effet, malgré leur premier succès, les troupes assaillantes seront aussi un peu désunies de leur côté ; il sera souvent très-difficile de les remplacer par celles de la seconde ligne, non-seulement parce que celles-ci ne suivent pas toujours la marche des masses agissantes jusque sous le feu de mousqueterie, mais surtout parce qu'il est toujours embarrassant de remplacer une division par une autre au milieu même du combat, et à l'instant où l'ennemi réunirait ses plus grands efforts pour repousser l'attaque.

Tout porte donc à croire que, si les troupes et le général de l'armée défensive faisaient également bien leur devoir et déployaient une égale présence d'esprit, s'ils n'étaient point menacés sur leurs flancs et leur ligne de retraite, l'avantage du second choc se-

(1) Au moment où je me décide à réimprimer cet article, je reçois une brochure du général Okou-

neff sur l'emploi de l'artillerie pour rompre une ligne : j'en dirai quelques mots à l'art. 46.

rait presque toujours de leur côté : mais pour cela, il faut qu'ils saisissent, d'un coup d'œil sûr et rapide, l'instant où il convient de lancer la seconde ligne et la cavalerie sur les bataillons victorieux de l'adversaire ; car quelques minutes perdues peuvent devenir irréparables, au point que les troupes de la seconde ligne seraient entraînées avec celles de la première ;

12° De ce qui précède, il résulte pour l'attaquant la vérité suivante : « C'est que le » plus difficile comme le plus sûr de tous » les moyens de réussir, c'est de bien faire » soutenir une ligne engagée par les troupes » de la seconde ligne, et celles-ci par la » réserve ; puis de bien calculer l'emploi » des masses de cavalerie et celui des batteries, pour faciliter et seconder le coup » de collier décisif contre la seconde ligne » ennemie, car ici se présente le plus grand » de tous les problèmes de la tactique des » batailles. »

C'est dans cet acte important que la théorie devient difficile et incertaine, parce qu'elle se trouve alors insuffisante et qu'elle n'égalera jamais le génie naturel de la guerre, ni le coup d'œil instinctif que donnera la pratique des combats à un général brave et d'un sang-froid éprouvé.

L'emploi simultané du plus grand nombre de forces possible, de toutes les armes combinées, sauf une petite réserve de chacune d'elles qu'il convient d'avoir toujours sous la main (1), sera donc, au moment décisif de la bataille, le problème que tout général habile s'appliquera à résoudre et qui devra faire sa règle de conduite. Or, ce moment décisif est bien ordinairement celui où la première ligne de l'un des partis serait enfoncée, et où tous les efforts des deux ad-

versaires tendraient, soit à compléter la victoire, soit à l'arracher à l'ennemi. Il n'est pas besoin de dire que pour rendre ce coup décisif plus sûr et plus efficace, une attaque simultanée sur un flanc de l'ennemi serait du plus puissant effet ;

13° Dans la défensive, le feu de mousqueterie jouera toujours un plus grand rôle que dans l'offensive, où il s'agit de marcher si l'on veut enlever une position ; or, marcher et tirer sont deux choses que des tirailleurs seuls peuvent faire en même temps : il faut y renoncer pour les masses principales. Le but du défenseur n'étant pas d'enlever des positions, mais de rompre et mettre en désordre les troupes qui s'avancent contre lui, l'artillerie et la mousqueterie seront les armes naturelles de sa première ligne ; puis, quand l'ennemi serrera celle-ci de trop près, il faudra lancer sur lui les colonnes de la seconde avec une partie de la cavalerie ; tout porte à croire qu'on le repoussera.

Je ne saurais, sans entrer dans de vagues théories, qui dépasseraient d'ailleurs les bornes de ce tableau, rien dire de plus sur les batailles, si ce n'est d'offrir un aperçu des combinaisons de la formation et de l'emploi des trois armes, ce qui fera le sujet du chapitre VII.

Quant aux détails d'application et d'exécution des divers ordres de bataille, on ne peut rien recommander de plus complet que l'ouvrage du marquis de Ternay ; c'est la partie remarquable de son livre. Et sans croire que tout ce qu'il indique puisse se pratiquer en présence de l'ennemi, encore est-il juste de convenir que c'est le meilleur ouvrage de tactique qu'on ait publié en France jusqu'à ce jour.

(1) Les grandes réserves doivent naturellement aussi être engagées quand il le faut, mais il est bon d'en garder toujours deux ou trois bataillons et cinq à six escadrons sous la main. Le général

Moreau décida la bataille d'Egen avec quatre compagnies du 58^e régiment, et on sait ce que le 9^e léger et la cavalerie de Kellermann firent à Marengo.

ARTICLE XXXII.

Des manœuvres pour tourner et des mouvements trop étendus dans les batailles.

Nous avons parlé, à l'article précédent, des manœuvres entreprises pour tourner l'ennemi un jour de bataille, et de l'avantage qu'on pouvait en espérer. Il nous reste quelques mots à dire sur les mouvements trop étendus auxquels ces manœuvres donnent souvent lieu, et qui ont fait échouer tant de projets en apparence bien concertés.

En principe, tout mouvement assez large pour donner à l'ennemi le temps de battre isolément la moitié de l'armée pendant qu'il s'opère, est un mouvement décousu et dangereux. Cependant, comme le danger qui peut en résulter dépend du coup d'œil rapide et sûr de l'adversaire, ainsi que de son système de guerre accoutumé, on comprend facilement pourquoi tant de manœuvres pareilles ont échoué contre les uns, et réussi contre les autres, et pourquoi tel mouvement, qui eût été trop étendu devant Frédéric, Napoléon ou Wellington, eut un plein succès contre des généraux médiocres, manquant de tact pour ressaisir l'initiative, ou habitués eux-mêmes à des mouvements décousus.

Il paraît donc assez difficile de tracer une règle de conduite absolue; il n'en existe guère d'autre que celle « de tenir le gros » de ses forces sous la main pour les faire » agir au moment opportun, mais sans tomber dans l'excès contraire de les trop entasser : on sera sûr alors d'être toujours » en mesure de parer aux événements. Mais » si l'on a affaire à un adversaire peu habile, » ou enclin à trop s'étendre, on peut alors » oser davantage. »

Quelques exemples pris dans l'histoire seront les meilleures explications pour rendre ces vérités plus sensibles, et faire juger la différence qui existe dans les résultats de

pareils mouvements, selon l'armée et le général avec lesquels on doit se mesurer.

On a vu dans la guerre de sept ans, Frédéric gagner la bataille de Prague, parce que les Autrichiens avaient laissé un faible intervalle de 5 à 600 toises entre leur droite et le reste de leur armée, et parce que ce reste de l'armée demeurait immobile, pendant que la droite était accablée : cette inaction était d'autant plus extraordinaire que la gauche des Impériaux avait beaucoup moins de chemin à faire pour secourir les siens, que Frédéric pour atteindre la droite, dont la position formant un crochet, l'obligeait à un mouvement demi-circulaire.

Frédéric faillit, au contraire, perdre la bataille de Torgau pour avoir fait, avec sa gauche, un mouvement trop large et décousu (près de deux lieues), à l'effet de tourner la droite du maréchal Daun (1). L'affaire fut rétablie par un mouvement concentrique de la droite du roi, que Mollendorf amena sur les hauteurs de Siptitz pour se réunir à lui.

La bataille de Rivoli fut du nombre des classiques de ce genre : chacun sait qu'Alvinzi et son chef d'état-major Weyrother voulurent entourer la petite armée de Napoléon, concentrée sur le plateau de Rivoli, on sait aussi que leur centre fut battu pendant que la gauche était entassée dans le ravin de l'Adige, et que Lusignan, avec la droite, gagnait par un long circuit les derrières de l'armée française, où il fut bientôt entouré et pris. Le beau plan et les relations que j'en ai publiés, sont la meilleure étude que l'on puisse faire sur cette espèce de batailles.

Personne ne peut avoir oublié la journée de Stockach, où le général Jourdan eut la malheureuse idée de faire attaquer une armée réunie de 60,000 combattants, par trois petites divisions de 7 à 8,000 hommes

(1) Voyez pour ces deux batailles, chapitres 2 et 25 du *Traité des grandes opérations militaires*.

distantes entre elles de plusieurs lieues, tandis que Saint-Cyr, avec le tiers de l'armée (13,000 hommes), devait courir au delà du flanc droit à quatre lieues sur les derrières de ces 60,000 hommes, qui ne pouvaient manquer d'être victorieux de ces fractions morcelées et de prendre celle qui voulait les couper, sort auquel Saint-Cyr échappa par un miracle.

On se rappelle comment le même général Weyrother, qui avait voulu entourer Napoléon à Rivoli, prétendit en faire autant à Austerlitz, malgré la sévère leçon qu'il avait reçue sans profiter pour lui. On sait comment la gauche des alliés, voulant déborder la droite de Napoléon pour lui couper le chemin de Vienne (où il ne voulait pas retourner) par un mouvement circulaire de près de deux lieues, laissa un vide d'une demi-lieue dans la ligne, dont Napoléon profita pour tomber sur le centre isolé, et entourer ensuite cette gauche, enfournée entre les lacs de Tellnitz et de Melnitz.

Enfin, on sait aussi comment Wellington gagna la bataille de Salamanque par une manœuvre à peu près semblable, parce que la gauche de Marmont, qui voulait lui couper la route du Portugal, laissa une lacune d'une demi-lieue, dont le général anglais profita pour battre cette aile dénuée de soutien.

Les relations de dix guerres que j'ai publiées, sont pleines de pareils exemples, dont il serait superflu de multiplier ici le nombre, puisqu'il ne saurait rien ajouter à ce que nous venons de dire pour faire juger, non-seulement des manœuvres tournantes, mais encore de toute lacune laissée dans la ligne de bataille, lorsqu'on doit combattre un ennemi habitué à jouer un jeu serré.

On jugera facilement, que si Weyrother avait eu affaire à Jourdan, à Rivoli comme à Austerlitz, il eût peut-être ruiné l'armée française au lieu d'essuyer lui-même une défaite totale. Car le général qui attaqua à

Stockach une masse de 60,000 hommes avec quatre *petits paquets* isolés et hors d'état de se seconder, n'aurait pas su profiter du mouvement trop large tenté contre lui. De même Marmont joua de malheur à Salamanque en ayant à lutter contre un adversaire dont le mérite le plus reconnu était un coup d'œil tactique éprouvé et rapide : devant le duc de York ou Moore, il eût probablement réussi.

Parmi les manœuvres tournantes qui ont réussi de nos jours, Waterloo et Hohenlinden furent celles qui eurent les plus brillants résultats ; mais la première fut presque un mouvement stratégique et accompagné d'une foule de circonstances heureuses, dont le concours se présente rarement. Quant à Hohenlinden, on chercherait vainement dans l'histoire militaire d'autre exemple qu'une seule brigade aventurée dans une forêt au milieu de 50,000 hommes, y produise tous les miracles que Richemont opéra dans ce coupe-gorge de Matenpœt, où il était bien plus probable qu'il dût poser les armes.

A Wagram, l'aile tournante de Davoust eut une grande part au succès de la journée ; mais si l'attaque vigoureuse, exécutée sur le centre par Macdonald, Oudinot et Bernadotte, ne l'avait pas secondée à propos, il n'est pas certain qu'il en eût été de même.

Tant d'exemples de résultats opposés pourraient faire conclure qu'il n'y a aucune règle à donner sur cette matière, mais ce serait à tort, car il me paraît, au contraire, évident : « Qu'en adoptant en général un » système de batailles bien serré, et bien » lié, on se trouvera en mesure de parer à » tous les événements, et on donnera peu au » hasard : mais qu'il importe néanmoins » avant tout, de bien juger l'ennemi que l'on » doit combattre, afin de mesurer la har- » diesse des entreprises d'après le caractère » et le système qu'on lui connaîtra.

» Qu'en cas de supériorité numérique on » peut, aussi bien que dans celui de supé-

» riorité morale, tenter des manœuvres,
 » qui, à égalité de forces numériques et de
 » capacité dans les chefs, seraient impru-
 » dentes.

» Qu'une manœuvre, pour déborder et
 » tourner une aile, doit être liée aux autres
 » attaques, et soutenue à temps par un effort
 » que le reste de l'armée ferait sur le front
 » de l'ennemi, soit contre l'aile tournée soit
 » contre le centre.

» Enfin, que les manœuvres stratégiques
 » pour couper une armée de ses communi-
 » cations avant la bataille, et l'attaquer ainsi
 » à revers sans perdre sa propre ligne de
 » retraite, sont d'un effet bien plus sûr et
 » bien plus grand, et de plus, ne nécessi-
 » tent aucune manœuvre décousue dans le
 » combat. »

Au demeurant, en voilà assez sur le cha-
 pitre des batailles combinées; il est temps
 de passer à celles qui sont imprévues.

ARTICLE XXXIII.

Rencontre de deux armées en marche.

C'est un des actes les plus dramatiques
 de la guerre que celui qui résulte de cette
 sorte de rencontre imprévue de deux ar-
 mées.

Dans la plupart des batailles il arrive qu'un
 des partis attend l'ennemi dans un poste dé-
 terminé d'avance, et que l'autre armée va
 l'y attaquer, après avoir reconnu cette posi-
 tion aussi bien que la chose est possible.
 Mais il arrive aussi fréquemment, surtout
 dans le système moderne, et dans les retours
 offensifs de l'un des partis, que deux armées
 marchent l'une sur l'autre, avec l'intention
 réciproque de s'attaquer sans le savoir :
 alors il en résulte une espèce de surprise
 respective, car les deux partis sont égale-
 ment déçus dans leurs combinaisons, puis-
 qu'ils trouvent l'ennemi là où ils ne s'atten-

daient nullement à le rencontrer. Enfin, il
 est aussi des cas où l'une des deux armées
 se laisse attaquer en marche par son adver-
 saire qui lui prépare cette surprise, comme
 cela arriva aux Français à Rosbach.

C'est dans ces grandes occasions que se
 déploie tout le génie d'un habile général,
 d'un guerrier capable de dominer les événe-
 ments; c'est là où l'on reconnaît le cachet
 du grand capitaine. Il est toujours possible
 de gagner une bataille avec de braves trou-
 pes, sans que le chef de l'armée puisse s'ar-
 roger la moindre part aux succès de la
 journée, mais une victoire comme celles de
 Lutzen, de Luzzara, d'Eylau, d'Abensberg,
 ne peut être que le résultat d'un grand ca-
 ractère joint à une grande présence d'esprit
 et à de sages combinaisons.

Il y a trop de hasard et trop de poésie
 dans ces sortes de rencontres, pour qu'il
 soit aisé de donner des maximes positives
 sur ces batailles fortuites; toutefois, c'est
 dans ce cas principalement qu'il importe
 d'être bien pénétré du principe fondamental
 de l'art, et des différentes manières de l'ap-
 pliquer, afin de faire tendre à ce but toutes
 les manœuvres qu'on sera dans le cas d'or-
 donner à l'instant même, et au milieu du
 fracas des armes. Ce que nous avons dit
 des manœuvres improvisées, à l'article 31,
 est donc la seule règle à donner pour ces
 circonstances imprévues; il suffira de les
 combiner avec les antécédents et avec la
 situation physique et morale des deux partis.

Deux armées marchant, comme elles le
 faisaient jadis, avec tout l'attirail du campe-
 ment, et se rencontrant à l'improviste, n'au-
 raient sans doute rien de mieux à faire qu'à
 déployer d'abord leurs avant-gardes à droite
 ou à gauche des routes qu'elles parcourent.
 Mais chacune d'elles devrait en même temps
 masser le gros de ses forces, pour le lancer
 ensuite dans une direction convenable, se-
 lon le but qu'elle aurait en vue; on commet-
 trait une faute grave en voulant déployer
 toute l'armée derrière l'avant-garde, parce

que, dans le cas même où l'on y parviendrait, ce ne serait jamais que la formation d'un ordre parallèle défectueux, et si l'ennemi poussait l'avant-garde un peu vigoureusement, il pourrait en résulter la déroute des troupes qui seraient en mouvement pour se former. (*Voyez la bataille de Rosbach, Traité des grandes opérations.*)

Dans le système moderne, avec des armées plus mobiles, marchant sur plusieurs routes, et formant autant de fractions capables d'agir indépendamment les unes des autres, ces déroutes seront moins à craindre, mais les principes restent les mêmes. Il faut toujours arrêter et former l'avant-garde, puis réunir le gros de ses forces sur le point convenable, d'après le but qu'on se proposait en se mettant en marche; quelles que puissent être les manœuvres de l'ennemi, on se trouvera ainsi en mesure de parer à tout.

ARTICLE XXXIV.

Des surprises d'armées.

Nous n'entendons pas examiner ici ces petites surprises de détachements qui constituent la guerre des partisans ou des troupes légères, et pour lesquelles la cavalerie légère russe et turque ont tant de supériorité. Nous voulons parler des surprises d'armées entières.

Avant l'invention des armes à feu, les surprises étaient plus faciles, car la détonation de l'artillerie et de la mousqueterie ne permet guère aujourd'hui de surprendre entièrement une armée, à moins qu'elle n'oublie les premiers devoirs du service, et ne laisse arriver l'ennemi au milieu de ses rangs, faute d'avant-postes qui fassent leur devoir. La guerre de sept ans offre la mémorable surprise de Hochkirch, comme un exemple assez digne d'être médité; elle

prouve que la surprise ne consiste pas positivement à tomber sur des troupes endormies et mal gardées, mais aussi à combiner une attaque sur une de leurs extrémités, de manière à les surprendre et à les déborder en même temps. En effet, il ne s'agit point de chercher à prendre l'ennemi tellement en défaut qu'on puisse fondre sur des hommes isolés dans leurs tentes, mais bien d'arriver avec ses masses, sans être aperçu, sur le point où l'on désirerait d'assaillir l'ennemi avant qu'il ait le temps de faire des contre-dispositions.

Depuis que les armées ne campent plus sous la tente, les surprises combinées d'avance sont plus rares et plus difficiles, car pour les préméditer, il faut savoir au juste la situation du camp ennemi. A Marengo, à Lutzen, à Eylau, il y eut comme des espèces de surprises, mais ce n'étaient au fond que des attaques inattendues auxquelles on ne peut pas donner ce nom. La seule grande surprise que nous puissions citer, est celle de Taroutin en 1812, où Murat fut assailli et battu par Benningsen : pour justifier son défaut de prudence, Murat alléguait qu'il se reposait sur un armistice tacite; mais il n'existait aucune convention pareille, et il se laissa surprendre par une négligence impardonnable.

Il est évident que la manière la plus favorable d'attaquer une armée, c'est de tomber un peu avant le jour sur son camp, au moment où elle ne s'attend à rien de pareil; le trouble y sera inévitable, et si l'on joint à cet avantage celui de bien connaître les localités, et de donner à ses masses une direction tactique et stratégique convenable, on peut se flatter d'une victoire complète, à moins d'événements imprévus. C'est une opération de guerre qu'il ne faut point mépriser, quoiqu'elle soit plus rare et moins brillante que de grandes combinaisons stratégiques, qui assurent la victoire, pour ainsi dire, avant d'avoir combattu.

Par la même raison qu'il faut profiter de

toutes les occasions de surprendre son adversaire, il faut aussi prendre toutes les précautions nécessaires pour se mettre à l'abri de pareilles entreprises. Les règlements de tous les pays y ont pourvu, il n'y a qu'à les suivre exactement.

ARTICLE XXXV.

De l'attaque de vive force des places, des camps retranchés ou des lignes. Des coups de main en général.

Il existe maintes places de guerre qui, sans être des forteresses régulières, sont réputées à l'abri d'un coup de main, et qui sont pourtant susceptibles d'être enlevées par escalade, soit d'emblée, soit par des brèches encore peu praticables dont l'escarpement exigerait toujours l'emploi d'échelles ou autres moyens d'arriver au parapet.

L'attaque de ces sortes de postes présente à peu près les mêmes combinaisons que celles des camps retranchés, car elle rentre comme celle-ci dans la catégorie des grands coups de main.

Ces sortes d'attaques varient naturellement selon les circonstances : 1^o de la force des ouvrages ; 2^o de la nature du terrain sur lequel ils sont assis ; 3^o de leur liaison ou de leur isolement ; 4^o de l'état moral des deux partis. L'histoire ne manque pas d'exemples pour toutes les espèces :

Par exemple, les camps retranchés de Kehl, de Dresde, de Varsovie ; les lignes de Turin, et de Mayence ; les forts retranchements de Feldkirch, de Scharnitz, de l'Assiette ; voilà dix événements dont les données varient comme les résultats. A Kehl (1796), les retranchements étaient plus liés

et mieux achevés qu'à Varsovie ; c'était presque une tête de pont en fortification permanente, car l'archiduc crut devoir leur faire les honneurs d'un siège régulier, et, dans le fait, il ne pouvait pas penser à les attaquer de vive force sans courir de gros risques. A Varsovie, les ouvrages se trouvaient isolés, mais cependant d'un relief très-respectable, et ils avaient pour réduit une grande ville ceinte de murailles crénelées, armées, et défendues par une troupe de désespérés.

Dresde avait pour réduit, en 1813, une enceinte bastionnée, mais dont un front déjà demantelé n'était couvert que d'un parapet de campagne ; le camp proprement dit ne se composait que de simples redoutes très-éloignées, et d'une exécution fort incomplète, le réduit seul en faisait la force (1).

A Mayence et à Turin, c'étaient des lignes de circonvallation continues ; mais si les premières étaient fortement tracées on ne saurait en dire autant des dernières, qui, sur un des points importants, n'offraient qu'un méchant parapet de trois pieds au-dessus du sol, et un fossé proportionné. De plus, à Turin, les lignes, tournées et attaquées du dehors, se trouvèrent prises entre deux feux, puisqu'une forte garnison les attaqua à revers au moment où le prince Eugène les assaillit du côté de leur ligne de retraite. A Mayence, elles furent attaquées de front, un mince détachement seul déborda la droite.

Les mesures tactiques à prendre dans ces sortes d'attaques contre des ouvrages de campagne, sont en petit nombre. Si l'on croit pouvoir tenter la surprise d'un ouvrage en l'attaquant un peu avant le jour, rien de plus naturel que de l'essayer ; mais si cette opération est la plus recommandable pour un poste détaché, il est difficile de

(1) A Dresde, le nombre des défenseurs était, le premier jour (25 août), de 24,000 hommes ; le len-

demain, il y en avait déjà 65,000, et le troisième jour, au delà de 100,000.

supposer qu'une armée établie dans un grand camp retranché, en présence de l'ennemi, fasse assez mal son devoir pour se laisser surprendre; d'autant plus que la règle de tous les services est de se mettre sous les armes dès l'aube du jour. Comme il est donc probable qu'on en viendra toujours à une attaque de vive force, il résulte, de la nature même de l'opération, que les précautions suivantes sont indiquées comme les plus simples et les plus rationnelles :

1° Éteindre d'abord le feu des ouvrages par une artillerie formidable, qui remplit en même temps le double but d'ébranler le moral des défenseurs;

2° Munir les troupes de tous les objets nécessaires (comme fascines et petites échelles) pour faciliter le comblement du fossé et l'abordage du parapet;

3° Diriger trois petites colonnes sur l'ouvrage que l'on veut emporter, en les secondant par des tirailleurs, et tenant des réserves à portée de les soutenir;

4° Profiter de tous les accidents du terrain pour mettre les troupes à l'abri, et ne les découvrir que le plus tard possible;

5° Donner des instructions précises aux colonnes principales sur ce qu'elles auront à faire quand un ouvrage sera enlevé, et qu'il s'agira d'aborder les forces ennemies qui occupent le camp; enfin, désigner les corps de cavalerie qui devront concourir à l'attaque de ces forces, si le terrain le permet. Après ces recommandations, il n'y a plus qu'une chose à faire, c'est de lancer ses troupes avec toute la vivacité possible sur les ouvrages, en même temps qu'un détachement les tournera par la gorge, car la moindre hésitation est pire, en pareil cas, que la plus audacieuse témérité.

Nous ajouterons néanmoins, que des exercices gymnastiques pour familiariser les soldats avec les escalades et les attaques de postes barricadés, seraient pour le moins aussi utiles que tous les exercices qu'on

leur fait faire; et que la balistique moderne pourrait bien exercer l'esprit de MM. les ingénieurs, pour trouver les moyens de faciliter, par des machines portatives, le franchissement d'un fossé de campagne et l'escalade d'un parapet.

De toutes les dispositions que j'ai lues sur ces matières, celles de l'assaut de Varsovie et du camp retranché de Mayence sont les mieux conçues. Thielke nous donne une disposition de Laudon pour l'attaque du camp de Bunzelwitz, qui ne fut pas exécutée, mais qui n'en est pas moins à offrir comme un bon exemple.

L'attaque de Varsovie surtout peut être citée comme une des plus belles opérations de ce genre, et fait autant d'honneur au maréchal Paskévitch qu'aux troupes qui l'exécutèrent. Voilà un exemple de ce qu'il convient de faire. Quant aux exemples de ce qu'il faut éviter, on ne peut rien citer de pire que les dispositions prescrites pour l'attaque de Dresde, en 1813. Ceux qui en furent les auteurs ou les rédacteurs, n'auraient pu mieux faire s'ils eussent voulu empêcher de prendre ce camp; on peut lire ces dispositions dans l'ouvrage du général Plotho, quoiqu'elles y soient déjà revues et corrigées.

A côté des attaques de cette nature, on peut placer les assauts ou escalades mémorables de Port-Mahon, en 1756, et de Berg-op-Zoom, en 1747; l'une et l'autre, bien qu'elles aient été précédées d'un siège, n'en furent pas moins des coups de main brillants, puisqu'il n'y avait pas brèche suffisante pour un assaut régulier. Les assauts de Praga, Oczakoff et Ismaël, peuvent aussi être rangés dans la même classe: quoique dans ces dernières villes les parapets en terre et en partie éboulés favorisassent l'escalade, il n'y en eut pas moins de mérite à l'exécuter.

Pour les lignes retranchées contiguës,

bien qu'elles semblent mieux liées que les ouvrages isolés, elles sont encore plus faciles à emporter, parce que, construites sur une étendue de plusieurs lieues, il est presque impossible d'empêcher l'ennemi de pénétrer sur un point; la prise de celles de Mayence et de Weissembourg que nous avons rapportée dans l'*Histoire des guerres de la révolution* (chap. XXI et LII), celles des lignes de Turin par le prince Eugène de Savoie, en 1706, sont des grandes leçons à étudier.

Ce fameux événement de Turin, que nous avons déjà souvent cité, est trop connu pour que nous en rappellions les circonstances, mais nous ne pouvons vraiment pas nous dispenser d'observer que jamais triomphe ne fut acheté à si bon marché, ni plus difficile à concevoir. A la vérité, le plan stratégique fut admirable; la marche depuis l'Adige par Plaisance sur Asti par la rive droite du Pô, laissant les Français sur le Mincio, fut parfaitement combinée, bien qu'exécutée avec une lenteur inconcevable : mais quant aux opérations sous Turin, il faut avouer que les vainqueurs furent plus heureux que sages. Le prince Eugène n'eut pas besoin d'un grand effort de génie pour rédiger l'ordre qu'il donna à son armée, et il fallait qu'il méprisât cruellement ses adversaires pour exécuter la marche qui devait porter 35,000 alliés de dix nations différentes, entre 80,000 Français et les Alpes, se promenant pendant 48 heures autour de leur camp, par la plus fameuse marche de flanc qui ait jamais été tentée. Outre cela, la disposition de l'attaque en elle-même fut si laconique et si peu instructive, que chaque officier d'état-major en donnerait aujourd'hui une plus satisfaisante. Prescrire la formation de huit colonnes d'infanterie par brigades sur deux lignes, leur donner

l'ordre de couronner les retranchements, et d'y pratiquer des ouvertures pour que les colonnes de cavalerie qui suivaient pussent pénétrer dans le camp; voilà toute la science que le prince Eugène sut appeler au secours de son audacieuse entreprise. Il est vrai qu'il avait bien choisi le point faible du retranchement, car il était si misérable qu'il n'avait pas trois pieds au-dessus du sol, et ne couvrait pas ses défenseurs à mi-corps.

Quant aux généraux qui commandaient ce camp de Turin, leur panégyrique a été fait par un des historiens du prince Eugène; M. de M***, sans craindre de diminuer la gloire de son héros, se récrie naïvement contre la cour de France, *qui donna des éloges à des généraux dont la conduite aurait en toute justice mérité l'échafaud*. Sans doute, il n'a voulu parler que de Marsin, car chacun sait que le duc d'Orléans avait protesté contre l'idée d'attendre l'ennemi dans les lignes, et que deux blessures le mirent hors de combat dès le commencement de l'attaque; pour le vrai coupable, il expia, par une mort honorable, une faute que rien ne saurait justifier (1).

Mais je suis entraîné par mon sujet, et il faut revenir aux mesures les plus convenables pour une attaque contre les lignes. Si celles-ci sont d'un relief assez fort pour en rendre l'assaut redoutable, et si, au contraire, il y a moyen de les déborder ou de les tourner par des manœuvres stratégiques, ce parti serait toujours plus convenable qu'une attaque chanceuse. En cas contraire, et si l'on a quelque motif de préférer celui-ci, il faudrait choisir un point sur une des ailes, parce qu'il est assez naturel que le centre soit plus aisé à soutenir. Toutefois on a vu aussi, qu'une attaque sur une aile étant regardée avec raison comme la plus

(1) Albergotti ne fut pas moins coupable que Marsin : placé avec 40 bataillons à la rive droite du Pô, où il n'y eut pas d'attaque, il refusa de mar-

cher au secours de Marsin, ce qui arrive toujours en pareil cas, chacun ne s'inquiétant que du point qu'il occupe.

vraisemblable, on réussissait à tromper le défenseur en dirigeant une fausse attaque un peu forte de ce côté, tandis que la vraie, faite sur le centre, réussissait précisément parce qu'elle n'était pas probable. Dans ces sortes de combinaisons, les localités et l'esprit des généraux doivent décider le meilleur mode à suivre.

D'ailleurs, quant à l'exécution de l'attaque, on ne peut guère prendre d'autres moyens que ceux recommandés pour les camps retranchés. Cependant, comme ces lignes, autrefois du moins, avaient souvent le relief et les proportions d'ouvrages permanents, il peut arriver que l'escalade soit difficile, excepté pour les ouvrages en terre déjà un peu anciens, dont le talus serait dégradé par le temps et accessible à une infanterie un peu leste. Tels étaient, comme nous l'avons dit, les remparts d'Ismaël et de Praga; telle était aussi la citadelle de Smolensk, que le général Paskévitch défendit avec tant de gloire contre Ney, parce qu'il préféra défendre les ravins qui la précédaient, plutôt que de se réfugier derrière un mauvais parapet à peine incliné à 30 degrés.

Si une ligne est appuyée à un fleuve, il semble absurde de songer, même à pénétrer sur cette aile, parce que l'ennemi, rassemblant ses forces dont le gros serait vers le centre, pourrait culbuter les colonnes qui s'avanceraient ainsi entre elles et le fleuve, en sorte que leur perte totale serait certaine. Cependant on a vu cette absurdité réussir, parce que l'ennemi, forcé derrière ses lignes, songe rarement à un retour offensif, quelque avantageux qu'il paraisse; car le général et les soldats qui cherchent un refuge dans des lignes sont déjà à moitié vaincus, et l'idée de prendre l'offensive ne leur vient pas quand leurs retranchements se trouvent déjà envahis. Toutefois, il serait impossible de conseiller l'essai d'une pareille manœuvre; le général qui s'y exposerait, et qui éprouverait le sort

de Tallard à Hochstett, n'aurait pas à s'en plaindre.

Pour ce qui concerne la défense des camps retranchés et des lignes, on n'a pas beaucoup de maximes à donner : la première est incontestablement de s'assurer de bonnes réserves, placées entre le centre et chacune des ailes, ou, pour mieux dire, sur la droite de l'aile gauche, et sur la gauche de l'aile droite. Par ce moyen, on pourra accourir au secours du point qui serait forcé, avec toute la promptitude possible, ce qu'une seule réserve centrale ne permettrait pas. On a pensé même que trois réserves ne seraient pas trop, si le retranchement était très-étendu; quant à moi, je pencherais pour n'en avoir que deux. Une recommandation non moins essentielle, c'est de bien pénétrer les troupes de l'idée qu'une affaire ne serait pas désespérée parce que la ligne se trouverait franchie sur un point. Si l'on a de bonnes réserves qui prennent l'initiative à propos, on n'en sera pas moins victorieux, en conservant sa présence d'esprit pour les bien engager au point et au moment convenables. Les troupes qui défendront le fossé et le parapet, se conformeront à des instructions données par les ingénieurs d'après les usages pratiqués dans les sièges; toutefois, il faut en convenir, un bon ouvrage sur les détails du service de l'infanterie dans les sièges et camps retranchés, qui soit à la portée des officiers de cette arme, est un ouvrage encore à faire; une pareille entreprise n'a rien de commun avec ce tableau, car ce doit être l'objet d'un règlement et non un livre dogmatique.

Des coups de main.

Les coups de main sont des entreprises hardies qu'un détachement de l'armée tente

pour s'emparer d'un poste plus ou moins important ou plus ou moins fort (1). Ils participent à la fois des surprises ou des attaques de vive force, car on emploie également ces deux espèces de moyens, pour arriver à ses fins. Bien qu'en apparence ces sortes d'entreprises semblent appartenir presque exclusivement à la tactique, on ne peut se dissimuler néanmoins qu'elles tirent toute leur importance des rapports qu'auraient les postes enlevés avec les combinaisons stratégiques des opérations. Aussi serons-nous bientôt appelé à en dire quelques mots à l'art. 36, en parlant des détachements : mais quelque fâcheuses que soient ces répétitions, nous sommes obligé d'en faire mention ici pour ce qui concerne leur exécution, qui rentre entièrement dans le domaine des attaques de retranchements.

Ce n'est pas, néanmoins, que nous prétendions les soumettre aux règles de la tactique, puisqu'un coup de main dit déjà par lui-même, que c'est en quelque sorte une entreprise en dehors de toutes les règles ordinaires. Nous voulons seulement les citer ici pour mémoire, en renvoyant nos lecteurs aux divers ouvrages historiques ou didactiques qui ont pu en faire mention.

Nous avons déjà signalé la nature des résultats souvent très-importants que l'on peut s'en promettre. La prise de Sizipoli en 1828 ; l'attaque manquée du général Pétrasch sur Kehl en 1796 ; les singulières surprises de Crémone en 1702, de Gibraltar en 1704 et de Berg-op-Zoom en 1814, comme les escalades du Port-Mahon et de Badajos, peuvent donner une idée de différentes espèces de coups de mains. Les uns sont l'effet de la surprise, les autres se font de vive force : l'adresse, la ruse, la terreur, l'audace, sont des éléments de succès pour ces sortes d'entreprises.

(1) Il faut distinguer l'importance et la force d'un point attaqué, car il s'en faut de beaucoup qu'un point fort soit toujours important.

Dans la manière actuelle de faire la guerre, l'enlèvement d'un poste, quelque fort qu'il soit par son site, n'aurait plus l'importance qu'on y attachait autrefois, à moins qu'il n'offrit un avantage stratégique susceptible d'influer sur les résultats d'une grande opération.

La prise ou la destruction d'un pont retranché, celle d'un grand convoi, celle d'un petit fort barrant des passages importants, comme les deux attaques qui eurent lieu en 1799 sur le fort du Lucisteig dans les Grisons ; la prise de Leutasch et de Scharnitz par Ney en 1805 ; enfin l'enlèvement d'un poste même non fortifié, mais qui servirait de grand dépôt de vivres et de munitions indispensables à l'ennemi, telles sont les entreprises qui peuvent dédommager des risques auxquels on exposerait un détachement pour les exécuter.

Les Cosaques ont parfois tenté aussi des coups de main dans les dernières guerres ; l'attaque de Laon par le prince Lapoukin, celles de Cassel et de Châlons, ont eu des avantages, mais rentrent néanmoins tout à fait dans la classe des entreprises secondaires dont l'effet le plus positif est de harceler et d'inquiéter l'ennemi.

Quelles instructions pourrait-on donner sur ces sortes d'entreprises en général, les mémoires de Montluc, et les stratagèmes de Frontin, ces vieilles histoires qu'on croirait d'un autre monde, en diront cependant plus que moi sur ce chapitre ; l'escalade, la surprise, la terreur, ne se laissent pas formuler en maximes.

Les uns ont enlevé des postes en comblant les fossés, tantôt avec des fascines, tantôt avec des sacs de laine ; on y a même employé par fois du fumier : d'autres ont réussi au moyen d'échelles sans lesquelles on tente rarement pareille entreprise ; enfin on s'est servi aussi de crampons attachés aux mains et aux souliers des soldats pour gravir des rochers qui dominaient un retranchement. D'autres se sont introduits par

des égoûts, comme le prince Eugène à Crémone.

C'est dans la lecture de ces faits qu'il faut aller chercher, non des préceptes, mais des inspirations, si toutefois ce qui a réussi à l'un peut servir de règle à un autre. Il serait à désirer que quelque officier studieux s'appliquât à réunir, dans un extrait historique détaillé, tous les coups de main les plus intéressants; ce serait rendre un service signalé, non-seulement aux généraux, mais à chacun des subordonnés qui peuvent avoir à coopérer à pareilles tentatives, où souvent l'intelligence d'un seul peut amener le succès.

Pour ce qui nous concerne, nous avons rempli notre tâche en indiquant ici leurs principaux rapports avec l'ensemble des opérations. Nous renvoyons d'ailleurs à ce qui a été dit au commencement de cet article sur la manière d'attaquer les retranchements de campagne, la seule opération militaire qui ait quelque analogie avec ces coups de main, lorsqu'ils se font de vive force.

CHAPITRE V.

DES DIFFÉRENTES OPÉRATIONS MIXTES,

QUI PARTICIPENT À LA FOIS

DE LA STRATÉGIE ET DE LA TACTIQUE.

ARTICLE XXXVI.

Des diversions et grands détachements (1).

Les détachements qu'une armée peut être appelée à faire dans le cours d'une campa-

(1) M. le colonel Wagner, dans sa traduction déjà citée, a bien voulu faire, sur cet article, des observations dont j'ai apprécié la justesse, et qui m'ont décidé à lui donner une rédaction toute nouvelle. Si nous différons encore de manière de voir en quelques points, je me plais à croire qu'ils seront peu importants.

gne se lient si étroitement avec le succès de toutes ses entreprises, qu'on doit les regarder comme une des branches les plus importantes, mais aussi les plus délicates de la guerre.

En effet, si rien n'est plus utile qu'un grand détachement lorsqu'il est fait à propos et bien combiné, rien n'est plus dangereux quand il est fait d'une manière inconsidérée. Frédéric le Grand comptait même au nombre des qualités les plus essentielles d'un général, de savoir engager ses adversaires à des détachements, soit pour aller ensuite les enlever, soit pour attaquer l'armée pendant leur absence.

On a tant abusé de la manie des détachements, que, par un excès contraire, beaucoup de gens ont cru à la possibilité de s'en passer. Sans doute, il serait beaucoup plus sûr et plus agréable de tenir toujours son armée réunie en une seule masse; mais comme c'est chose tout à fait impraticable, il faut bien se résigner à faire des détachements lorsque cela devient indispensable au succès même des entreprises que l'on voudrait former. L'essentiel est d'en faire le moins possible.

Il y en a de plusieurs sortes :

1° Les grands corps lancés au loin hors de la zone des opérations, pour effectuer des diversions sur des points plus ou moins essentiels;

2° Les grands détachements faits dans la zone des opérations pour couvrir des points importants de cette zone, former un siège, garder une base secondaire, protéger la ligne d'opérations si elle est menacée;

3° Les grands détachements faits sur le front même d'opérations, en face de l'en-

J'ai hésité à placer cet article dans le chapitre de la stratégie, ou dans celui des opérations mixtes, mais s'il semble en définitive appartenir plus particulièrement aux opérations stratégiques, il est constant qu'un détachement rentre dans toutes les combinaisons de la tactique; j'ai donc cru qu'il pouvait être aussi bien placé ici.

nemi, pour concourir directement à une entreprise concertée ;

4° Les petits détachements lancés au loin pour tenter des coups de main sur des postes dont la prise pourrait agir favorablement.

J'entends par diversions, ces entreprises secondaires formées loin de la zone principale des opérations, aux extrémités d'un théâtre de guerre, et sur le concours desquelles on aurait la folie de calculer le succès d'une campagne. De pareilles diversions ne sont utiles que dans deux cas, celui où le corps qui y serait employé se trouverait hors d'état, par son éloignement, d'être mis en action ailleurs ; ou bien lorsqu'il serait jeté sur un point où il trouverait un grand appui parmi les populations, ce qui rentre dans le domaine des combinaisons politiques plus que dans celles de l'art militaire. Quelques exemples ne seront pas de trop pour en juger.

Les funestes résultats que l'expédition de Hollande par les Anglo-Russes, et celle de l'archiduc Charles, eurent pour les affaires des coalisés à la fin de 1799, et que nous avons signalés à l'article 19, sont encore présents à la mémoire de tout le monde ; il serait inutile de les répéter.

En 1805, Napoléon occupait Naples et le Hanovre ; les alliés imaginent de porter des corps anglo-russes pour le chasser d'Italie, et des corps anglo-russes et suédois pour l'expulser du Hanovre ; près de 60,000 hommes sont destinés à ces deux expéditions centrifuges : mais, tandis que leurs troupes se rassemblent aux deux extrémités de l'Europe, Napoléon a ordonné l'évacuation de Naples et du Hanovre ; Saint-Cyr vient joindre Masséna dans le Frioul, et Bernadotte, quittant le Hanovre, vient prendre une part active aux événements d'Ulm et d'Austerlitz : après ces étonnants succès, on reprit aisément Naples et le Hanovre. Voilà qui prouve contre les diversions : citons un exemple des circonstances où elles seraient convenables,

Dans les guerres civiles de 1793, si les alliés avaient détaché de leurs armées 20,000 hommes de troupes aguerries pour les débarquer en Vendée, ils eussent produit bien plus d'effet qu'en augmentant les masses qui guerroyaient sans succès à Toulon, sur le Rhin et en Belgique. Voilà un cas où une diversion pouvait être non-seulement très-utile, mais décisive.

Nous avons dit qu'indépendamment des diversions lointaines et des corps légers, on employait aussi souvent des grands détachements dans la zone des opérations de l'armée.

Si l'abus de ces grands corps détachés pour des buts plus ou moins secondaires, présente plus de dangers encore que l'abus des diversions, il est juste néanmoins de reconnaître qu'il en est souvent d'avantageux, par fois même d'indispensables.

Ces détachements sont de deux espèces principales : la première consiste dans les corps permanents qu'on est obligé d'établir quelquefois dans une direction opposée à celle où l'on opère, et qui doivent y manœuvrer durant toute la campagne ; les autres sont des corps détachés temporairement pour exercer une influence salutaire sur une entreprise quelconque.

Au nombre des premiers on doit placer, avant tout, les fractions d'armée détachées, soit pour former la réserve stratégique dont nous avons parlé, soit pour couvrir les lignes d'opérations et de retraite, lorsque la configuration du théâtre de la guerre peut les laisser en prise aux coups de l'ennemi. Par exemple, une armée russe, voulant franchir le Balkan, est forcée de laisser une partie de ses forces pour observer Schoumla, Routschouk et la vallée du Danube, dont la direction est telle qu'elle vient tomber perpendiculairement sur la ligne d'opérations : quelque succès que l'on obtienne, il faudra toujours laisser une force respectable soit

Ordres de Bataille offensifs et défensifs.

Fig. 1.

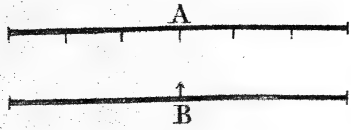


Fig. 2.

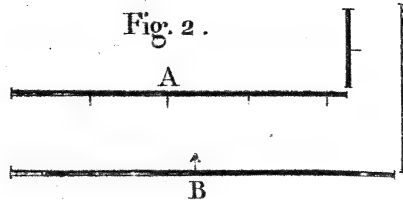
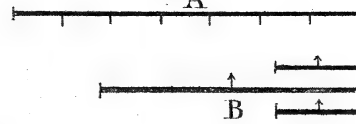
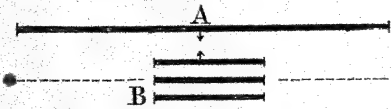


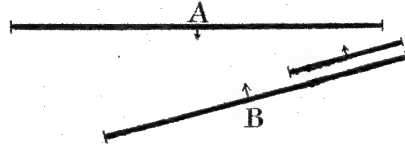
Fig. 3.



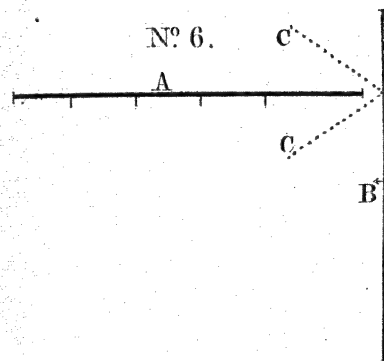
N° 4.



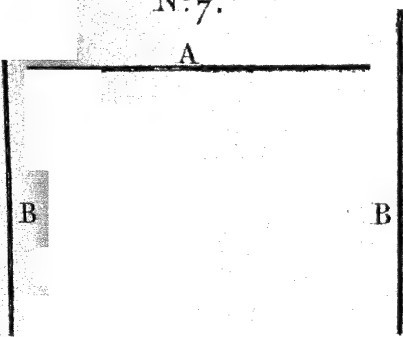
N° 5.



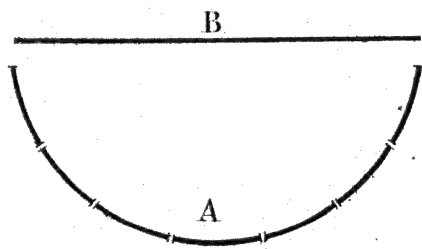
N° 6.



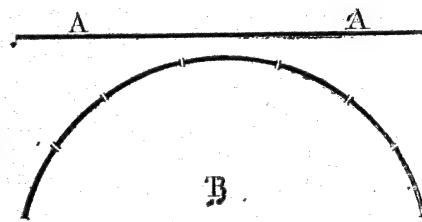
N° 7.



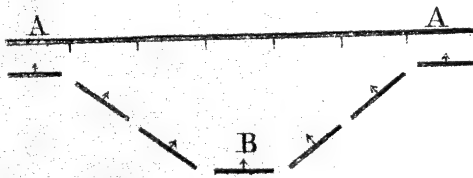
N° 8.



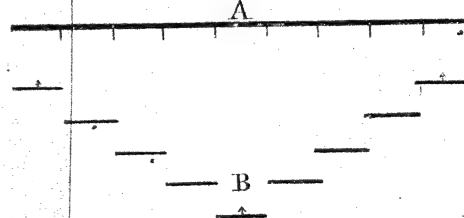
N° 9.



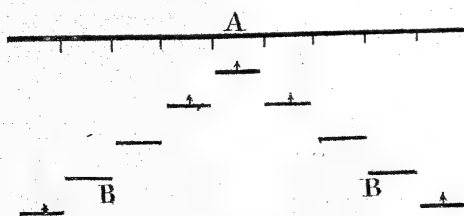
N° 9. bis.



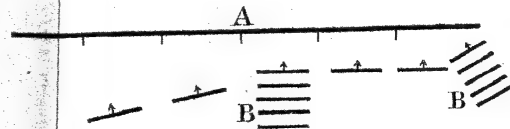
N° 10.



N° 11.

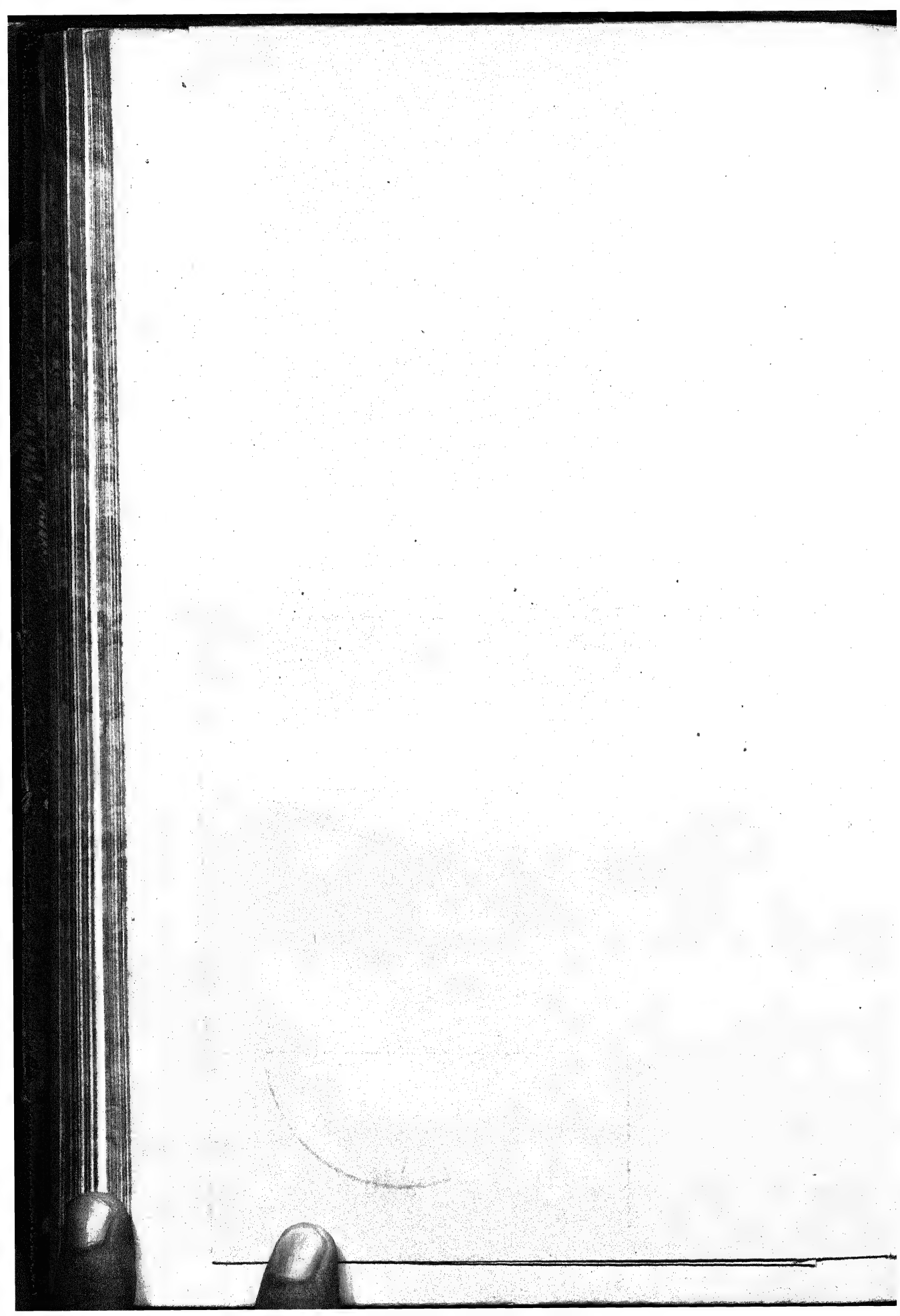


N° 12.



La lettre A indique l'armée défensive; la lettre B indique l'armée offensive.

NB. J'ai mis les armées sur une seule ligne afin de ne pas rendre les figures trop compliquées; mais il faut observer que tout ordre de Bataille doit être sur deux lignes; soit que les troupes s'y trouvent déployées, formées en Colonnes d'attaque, en Carrés, ou en échiquier, peu importe, cela ne change rien à leur disposition tactique.



vers Giurgewo, soit vers Crajowa, et même à la droite du fleuve vers Routschouk.

Ce seul exemple suffit pour prouver qu'il est des cas où l'on ne peut se dispenser d'avoir un double front stratégique, ce qui forcera dès lors à détacher un corps considérable pour faire face à une portion de l'armée ennemie qu'on laisserait derrière soi. Nous pourrions citer d'autres localités et d'autres circonstances où cette mesure ne serait pas moins nécessaire : l'une est le double front stratégique du Tyrol et du Frioul pour une armée française qui passe l'Adige ; de quelque côté qu'elle veuille diriger son effort principal, elle ne peut le faire sans laisser sur l'autre front un corps proportionné aux forces ennemies qui pourraient s'y trouver ; autrement elle abandonnerait toutes ses communications. Le troisième exemple est la frontière d'Espagne, qui présente aussi la facilité aux Espagnols d'établir un double front, l'un en couvrant le chemin direct de Madrid, l'autre se basant soit sur Saragosse, soit sur la Galice : de quelque côté que l'on veuille agir, il faut laisser vers l'autre un détachement proportionné à l'ennemi.

Tout ce que l'on peut dire sur cette matière, c'est qu'il est avantageux d'élargir autant que possible le champ d'opérations, et de rendre mobiles ces forces laissées en observation, toutes les fois qu'on pourra le faire et qu'il s'agira de frapper des coups décisifs. Une des preuves les plus remarquables de cette vérité fut donnée par Napoléon dans la campagne de 1797. Obligé de laisser un corps de 15,000 hommes dans la vallée de l'Adige, pour contenir le Tyrol pendant qu'il se portait sur les Alpes Noriques, il préféra attirer ce corps à lui, au risque de compromettre un moment sa ligne de retraite, plutôt que de laisser les deux fractions de son armée désunies et exposées à être accablées en détail. Persuadé qu'il vaincrait avec son armée s'il la réunissait, il jugea que la présence momentanée

de quelques détachements ennemis sur ses communications serait dès lors sans danger.

Les grands détachements mobiles et temporaires se font pour les motifs suivants :

1° Contraindre l'ennemi à la retraite en menaçant sa ligne d'opérations, ou couvrir la sienne propre ;

2° Marcher au-devant d'un corps ennemi et empêcher sa jonction, ou bien faciliter la jonction d'un renfort attendu ;

3° Observer et contenir une grande fraction de l'armée ennemie, tandis que l'on projette de frapper un coup sur l'autre portion de cette armée ;

4° Enlever un convoi considérable de vivres ou de munitions, duquel dépendrait la continuation d'un siège ou le succès d'une entreprise stratégique ; protéger l'arrivée d'un convoi qu'on attend soi-même ;

5° Opérer une démonstration à l'effet d'attirer l'ennemi dans une direction où l'on désire qu'il marche, pour faciliter une opération entreprise d'un autre côté ;

6° Masquer et même investir une ou plusieurs grandes places pendant un temps donné, soit qu'on veuille les attaquer, soit qu'on veuille se borner à enfermer la garnison dans ses remparts ;

7° Enlever un point important sur les communications d'un ennemi déjà en retraite.

Quelque séduisant qu'il puisse paraître d'obtenir les divers buts indiqués dans cette nomenclature, il faut avouer néanmoins que ce sont toujours des objets plus ou moins secondaires, et que l'essentiel étant de triompher sur les points décisifs, il faut se garder de s'abandonner à l'entraînement des détachements multipliés, car on a vu bien des armées succomber pour n'avoir pas su rester concentrées.

Nous rappellerons ici plusieurs de ces entreprises pour prouver que leur succès ou leur perte dépend, tantôt de l'à-propos, tantôt du génie de celui qui les dirige, plus

souvent encore des fautes d'exécution. Chacun sait comment Pierre le Grand préluda à la destruction de Charles XII, en faisant enlever, par un corps considérable, le fameux convoi qu'amenait Lowenhaupt. On se rappelle également comment Villars battit complètement à Denain le grand détachement que le prince Eugène avait fait sous d'Albemale, en 1709.

La destruction du grand convoi que Laudon enleva à Frédéric pendant le siège d'Olmutz, obligea le roi à évacuer la Moravie. Le sort des deux détachements de Fouquet à Landshut, en 1760, et de Fink à Maxen, en 1759, attestent également combien il est difficile de se soustraire à la nécessité de faire des détachements et au danger qui en résulte.

Plus près de nous, le désastre de Vandamme à Culm fut une sanglante leçon contre les corps aventurés trop audacieusement; toutefois, il en faut convenir, dans cette dernière occasion la manœuvre était habilement méditée, et la faute fut moins d'avoir poussé le détachement que de ne l'avoir pas soutenu comme on le pouvait facilement. Celui de Finck fut détruit à Maxen presque sur le même terrain et par la même raison.

Quant aux diversions démonstratives faites dans le rayon même de l'armée, elles ont un avantage positif, c'est lorsqu'elles sont combinées dans le but de faire arriver l'ennemi sur un point où il convient de fixer son attention, tandis qu'on rassemble le gros de ses forces sur un point tout opposé où l'on désire frapper un coup important. Alors il faut non-seulement éviter d'engager le corps qui est employé à cette démonstration, mais le rappeler promptement vers le corps de bataille; nous citerons deux exemples, qui prouveront l'opportunité de cette précaution.

En 1800, Moreau voulant tromper Kray sur la vraie direction de sa marche, fit porter son aile gauche de Kehl vers Rastadt,

tandis qu'il filait avec son armée sur Stoc-kach : sa gauche, après une simple apparition, se rabattit alors vers son centre par Fribourg en Brisgau.

En 1805, Napoléon, maître de Vienne, lance le corps de Bernadotte sur Iglau, pour semer la terreur en Bohême et paralyser l'archiduc Ferdinand qui y rassemblait un corps; il lance d'un autre côté Davoust sur Presbourg pour imposer à la Hongrie; mais il les rabat aussitôt sur Brunn, afin d'y venir prendre part à l'événement qui devait décider de toute la campagne, et une victoire signalée devient le résultat de ces sages manœuvres. Ces sortes d'opérations, loin d'être contraires aux principes, sont nécessaires pour en favoriser l'application.

On se convaincra aisément, par tout ce qui précède, qu'on ne saurait donner des maximes absolues sur des opérations aussi variées et dont le succès tient à tant de particularités si difficiles à saisir. Ce sera aux talents et au coup d'œil des généraux à juger quand ils devront risquer des détachements; les seuls préceptes admissibles, nous les avons déjà présentés : c'est d'en faire le moins possible et de les rappeler à soi dès qu'ils ont rempli leur destination. Au surplus, on pourra remédier en partie à leurs inconvénients en donnant de bonnes instructions à ceux qui les commandent; c'est en cela que consiste le grand talent d'un général d'état-major.

Un des moyens qui peuvent concourir aussi à préserver des fâcheux résultats qu'entraînent les détachements, c'est de ne négliger aucune des précautions prescrites par la tactique pour doubler leur force par de bonnes positions, mais sans perdre de vue néanmoins qu'il est plus sage en général de ne point les engager dans des luttes sérieuses, contre des forces disproportionnées. En pareil cas, la mobilité doit être leur premier moyen de salut : ce n'est que dans un petit nombre de circonstances qu'un détachement doit se résoudre à vaincre ou

à mourir dans la position qu'il aurait prise où qui lui aurait été assignée.

Quoi qu'il en soit, il est incontestable que, dans toutes les hypothèses possibles, les préceptes de la tactique et de la fortification passagère sont applicables aux grands détachements, comme à l'armée elle-même.

Puisque nous avons cité les petits détachements destinés à des coups de main, au nombre de ceux qui pouvaient être utiles, nous en indiquerons quelques-uns de cette nature qui pourront en faire juger. On se rappelle celui qui fut exécuté par les Russes à la fin de 1828 pour s'emparer de Sizepoli dans le golfe de Burgas. La prise de ce golfe faiblement retranché et qu'on se hâta de mettre à couvert, procurait, en cas de réussite, un point d'appui essentiel au delà du Balkan, pour y établir d'avance les dépôts de l'armée qui devait franchir ces montagnes; en cas de non-succès cela ne compromettrait rien, pas même le petit corps débarqué, car il avait une retraite assurée sur ses vaisseaux.

De même dans la campagne de 1796, le coup de main tenté par les Autrichiens pour s'emparer de Kehl, et en détruire le pont tandis que Moreau revenait de la Bavière, aurait pu avoir d'importants résultats s'il n'eût pas échoué.

Dans ses sortes d'entreprises on risque peu pour gagner beaucoup; et comme elles ne sauraient compromettre en aucune manière le gros de l'armée, on ne peut que les approuver.

Des corps légers lancés au milieu de la zone d'opérations de l'ennemi, sont à classer dans la même catégorie; quelques centaines de cavaliers ainsi hasardés ne sont jamais une perte grave, et peuvent causer un dommage souvent considérable à l'ennemi. Les détachements légers faits par les Russes, en 1807, 1812 et 1813, ont fortement inquiété les opérations de Napoléon, et parfois les ont fait manquer en inter-

ceptant ses ordres et toutes ses communications.

On emploie de préférence à ces sortes d'expéditions des officiers à la fois rusés et hardis, connus sous le nom de partisans : véritables enfants perdus, ils doivent faire tout le mal possible à l'ennemi sans trop se compromettre : sans doute, quand l'occasion de frapper un coup important se présente, ils doivent aussi savoir donner tête baissée sur l'ennemi; mais, en général, l'adresse et la présence d'esprit pour éviter tout danger inutile, sont, plus encore que l'audace calculée, les véritables qualités nécessaires à un partisan. Je me réfère du reste à ce que j'en ai dit au chapitre XXXV du *Traité des grandes opérations*, et à l'article 45 ci-après, sur la cavalerie légère.

ARTICLE XXXVII.

Des passages de rivières et de fleuves.

Les passages de petites rivières, sur lesquelles on trouve un pont établi et où l'on peut facilement en jeter un, ne présentent pas des combinaisons qui appartiennent à la haute tactique ou à la stratégie; mais des passages de grandes rivières ou de fleuves, tels que le Danube, le Rhin, le Pô, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, l'Inn, le Tessin, etc., sont des opérations dignes d'être étudiées.

L'art de jeter des ponts est une connaissance spéciale, qui appartient aux officiers de pontonniers ou de sapeurs. Ce n'est pas sous ce rapport que nous traiterons ces passages, mais comme attaque d'une position militaire, et comme manœuvre de guerre.

Le passage en lui-même est une opération de tactique; mais la détermination du point où il doit se faire est liée aux grandes opérations qui embrassent tout le théâtre de la guerre. Le passage du Rhin par le général Moreau en 1800, dont nous avons

déjà parlé, peut encore servir d'exemple pour mieux faire juger cette assertion. Napoléon, plus habile en stratégie que son lieutenant, voulait le faire passer en masse à Schaffhouse pour prendre à revers toute l'armée de Kray, la prévenir à Ulm, la couper de l'Autriche, et la refouler sur le Mein. Moreau, qui avait déjà une tête de pont à Bâle, aimait mieux passer plus commodément sur le front de l'ennemi que de tourner son extrême gauche; l'avantage tactique lui parut plus sûr que tous ceux de la stratégie; il préféra un demi-succès certain, à la chance d'une victoire qui eût été décisive, mais exposée à plus de hasards. Dans la même campagne, le passage du Pô par Napoléon offrit un autre exemple de l'importance stratégique qui est attachée au choix du point de passage : l'armée de réserve, après le combat de la Chiussella, pouvait marcher par la gauche du Pô à Turin, ou passer le fleuve à Crescentino et marcher droit à Gênes : Napoléon préféra passer le Tessin, entrer à Milan, s'y réunir à Moncey qui venait avec 20,000 hommes par le Saint-Gothard, puis passer le Pô à Plaisance, persuadé qu'il devancerait plus sûrement Mélas sur ce point, que s'il se rabattait trop tôt sur sa ligne de retraite. Le passage du Danube à Donawert et Ingolstadt en 1805, fut une opération à peu près du même genre : la direction choisie devint la première cause de la destruction de l'armée de Mack.

Le point convenable, en stratégie, est facile à déterminer d'après ce que nous avons dit à l'article 19, et il n'est pas inutile de rappeler que, dans un passage de rivière comme en toute autre opération, il y a des points décisifs permanents ou géographiques, et d'autres qui sont relatifs ou éventuels puisqu'ils résultent de l'emplacement des forces ennemies.

Si le point choisi réunit les avantages stratégiques aux convenances tactiques des localités, ce choix ne laissera rien à désirer;

mais s'il présentait des obstacles locaux presque insurmontables, alors il faudrait en choisir un autre, en ayant soin de préférer celui qui serait le plus près de la direction stratégique qu'il importerait d'atteindre. Indépendamment de ces combinaisons générales, qui doivent influencer sur le choix du point de passage, il en est encore une autre qui se rapporte aux lieux mêmes; le meilleur emplacement sera celui où l'armée, après avoir passé, pourra prendre son front d'opérations et sa ligne de bataille perpendiculairement au fleuve, du moins pour les premières marches, sans être forcée de se diviser en plusieurs corps sur différentes directions; cet avantage la sauvera également du péril de recevoir la bataille avec le fleuve à dos, comme cela arriva à Napoléon à Essling.

En voilà assez sur la combinaison stratégique qui doit décider des passages, il est temps de parler de leur exécution. L'histoire est la meilleure école pour étudier les mesures propres à en assurer la réussite : les anciens ont fait une merveille de celui du Granique, qui n'est qu'un ruisseau; sous ce rapport, les modernes ont de plus grandes actions à citer.

Le passage du Rhin, à Tholhuys, par Louis XIV, n'est pas celui qui a fait le moins de bruit, et il faut avouer qu'il est digne de remarque.

De nos jours, le général Dedon a célébré les deux passages du Rhin à Kehl, et celui du Danube à Hochstedt en 1800 : son ouvrage doit être consulté comme classique pour les détails; or, la précision dans les détails est tout pour ces sortes d'opérations.

Enfin, trois autres passages du Danube, et celui à jamais célèbre de la Bérézina, ont surpassé tout ce qu'on avait vu jusque là dans ce genre. Les deux premiers sont ceux que Napoléon exécuta à Essling et à Wagram, en présence d'une armée de 120,000 hommes, munie de 400 pièces de canon, et sur l'un des points où le lit du fleuve est

le plus large : il faut en lire l'intéressante relation par le général Pelet. Le troisième est celui qui fut exécuté par l'armée russe à Satounovo en 1828 : quoiqu'il ne puisse être mis en parallèle avec les précédents, il fut très-remarquable par les difficultés excessives que les localités présentaient, et par la nature des efforts qu'il fallut faire pour les surmonter. Quant à celui de la Bérézina, il fut en tout point miraculeux. Mon but n'étant point d'entrer ici dans des détails historiques, je renvoie mes lecteurs aux relations spéciales de ces événements, et j'en résumerai les règles générales :

1° Il est essentiel de donner le change à l'ennemi sur le point de passage, afin qu'il n'y accumule pas ses moyens de résistance. Outre les démonstrations stratégiques, il faudra encore de fausses attaques à proximité du passage, pour diviser les moyens que l'ennemi y aura rassemblés ; à cet effet, la moitié de l'artillerie doit être employée à faire beaucoup de bruit sur tous les points où l'on ne veut pas passer ; tandis que le plus grand silence doit régner au point réel où se dirigeront les apprêts sérieux ;

2° On doit, autant que possible, protéger la construction des ponts, en portant des troupes en bateaux sur la rive opposée, afin d'en déloger l'ennemi qui gênerait les travaux ; ces troupes devront s'emparer aussitôt des villages, bois ou autres obstacles à proximité ;

3° Il importe aussi de placer de fortes batteries de gros calibre, non-seulement pour balayer cette rive opposée, mais pour faire taire l'artillerie que l'ennemi voudrait amener dans l'intention de battre le pont à mesure qu'on y travaillerait ; à cet effet, il convient que la rive d'où l'assaillant doit partir domine un peu la rive opposée ;

4° Le voisinage d'une grande île, près de la rive ennemie, offre de grandes facilités aux troupes de débarquement, ainsi qu'aux travailleurs. De même, le voisinage d'une petite rivière affluente, donne les moyens

de réunir et de cacher les préparatifs pour les bateaux ;

5° Il est bon de choisir un endroit où le fleuve forme une anse ou coude rentrant, afin de pouvoir assurer aux troupes un débouché sûr, protégé par des batteries dont le feu, croisé sur l'avenue, empêcherait l'ennemi de tomber sur les bataillons à mesure qu'ils passeraient ;

6° L'endroit fixé pour jeter les ponts doit être à proximité de bonnes routes sur les deux rives, afin que l'armée puisse trouver des communications faciles après le passage, aussi bien que pour se rassembler. On doit éviter à cet effet les points où les rampes seraient très-escarpées, surtout du côté de l'ennemi.

Quant à la défense d'un passage, ses règles dérivent de la nature même de celles de l'attaque ; elles doivent donc avoir pour but de s'opposer aux mesures indiquées ci-dessus : l'essentiel est de faire surveiller le cours par des corps légers, sans avoir la prétention de le défendre partout ; puis de se concentrer rapidement au point menacé, pour foudroyer l'ennemi quand une partie seulement de son armée aura passé. Il faut faire comme le duc de Vendôme à Cassano, et comme le fit plus en grand l'archiduc Charles à Essling en 1809, exemple mémorable qu'on ne saurait trop recommander, bien que le vainqueur n'en ait pas tiré tout le fruit qu'il pouvait s'en promettre.

Nous avons déjà signalé, à l'art. 21, l'influence que les passages de fleuves, au début d'une entreprise ou d'une campagne, peuvent exercer sur la direction des lignes d'opérations ; il nous reste à examiner celle qu'ils peuvent avoir sur les mouvements stratégiques qui les suivraient immédiatement.

Une des plus grandes difficultés qui se présentent après les passages, c'est de cou-

vrir les ponts contre l'ennemi sans cependant gêner trop les entreprises que l'armée voudrait faire. Lorsqu'ils ont lieu avec une grande supériorité numérique, ou à la suite des grandes victoires déjà remportées, la chose n'est pas si embarrassante, mais lorsqu'on les exécute au début de la campagne, en présence d'un ennemi presque égal en forces, le cas est différent.

Si 100,000 Français passent le Rhin à Strasbourg ou à Manheim, en présence de 100,000 Allemands, la première chose qu'ils auront à faire sera de pousser l'ennemi dans trois directions : la première devant eux, jusqu'aux montagnes de la Forêt-Noire, la deuxième à droite pour couvrir les ponts du côté du haut Rhin, et la troisième à gauche pour les couvrir du côté de Mayence et du bas Rhin. Cette nécessité mène à un déplorable morcellement de forces ; mais pour en diminuer les inconvénients, il faut se garder de croire qu'il soit nécessaire de diviser l'armée en trois parties égales, ni qu'il faille conserver ces détachements au delà du peu de jours nécessaires pour s'assurer du lieu de rassemblement des forces ennemies.

Toutefois, on ne peut se dissimuler que c'est une des situations des plus délicates pour un général en chef : car, s'il se divise pour couvrir ses ponts, il peut donner avec une de ses trois fractions contre le gros des masses ennemies qui l'accablent ; s'il réunit ses forces sur une seule direction et que l'ennemi lui donne le change sur le point de son rassemblement, il pourrait s'exposer à voir ses ponts enlevés ou détruits, et se trouver compromis avant d'avoir eu le temps de remporter une victoire.

Les remèdes les plus sûrs seront, de placer ses ponts près d'une ville que l'on pourra mettre rapidement en état de protéger leur défense, puis de donner à ses premières opérations toute la vigueur et la rapidité possibles, en se jetant successivement sur les fractions de l'armée ennemie,

et les battant de manière à leur ôter l'envie d'inquiéter les ponts. Dans quelques cas on pourra ajouter, à ces moyens, le système des lignes d'opérations excentriques : si l'ennemi a morcelé ses 100,000 hommes en plusieurs corps occupant des positions d'observation, et qu'on passe avec une masse égale sur un seul point voisin du centre de ce cordon, le corps défensif qui se trouverait isolé à ce centre étant vivement culbuté, on pourrait alors sans risque former deux masses de 50,000 hommes, lesquelles, en prenant une direction divergente, disperseraient sûrement les fractions ennemies isolées en direction extérieure, les empêcheraient désormais de se réunir, et les éloigneraient de plus en plus des ponts. Mais si le passage s'était effectué, au contraire, sur une des extrémités du front stratégique de l'ennemi, en se rabattant vivement sur ce front qu'on battrait dans toute son étendue comme Frédéric battit la ligne autrichienne tactiquement à Leuthen dans toute sa longueur, l'armée aurait ses ponts derrière soi, et les couvrirait dans tous ses mouvements en avant. C'est ainsi que Jourdan, ayant passé à Dusseldorf, en 1795, sur l'extrême droite des Autrichiens, put s'avancer en toute sûreté sur le Mein ; s'il en fut chassé, ce fut parce que les Français, ayant une ligne d'opérations double et extérieure, laissèrent 120,000 hommes paralysés depuis Mayence à Bâle, tandis que Clairfayt repoussait Jourdan sur la Lahn. Mais cette circonstance ne saurait altérer en rien l'avantage évident que procure un point de passage établi sur une extrémité du front stratégique de l'ennemi. Le généralissime saura adopter ce système, ou celui exposé ci-dessus pour les masses centrales au moment du passage, puis ensuite excentriques, selon les circonstances, selon la situation des frontières et des bases, enfin selon les positions de l'ennemi. Ces combinaisons, dont nous avons déjà dit quelque chose à l'article des lignes d'opérations, ne m'ont pas paru déplacées dans

celui-ci, puisque leurs rapports avec le placement des ponts fait le point principal de la discussion.

Il arrive parfois que des raisons majeures déterminent à tenter un double passage sur l'étendue d'un même front d'opérations, comme cela arriva à Jourdan et à Moreau en 1796. Si l'on y gagne d'un côté l'avantage d'avoir au besoin une double ligne de retraite, on a l'inconvénient, en opérant ainsi sur les deux extrémités du front de l'ennemi, de le forcer, pour ainsi dire, à se rassembler sur le centre, ce qui le mettrait dans le cas de ruiner séparément les deux armées. Une telle opération aura toujours des suites déplorables, quand on aura affaire à un général capable de profiter de cette violation des principes.

Tout ce qu'on peut recommander à ce sujet c'est de diminuer les inconvénients du double passage, en portant du moins le gros des forces sur l'un des deux points qui serait alors décisif, puis de rapprocher le plus tôt possible les deux corps en direction intérieure, pour éviter que l'ennemi ne les accable séparément. Si Jourdan et Moreau avaient suivi cette maxime et se fussent réunis vers Donawert, au lieu de courir excrémentairement, ils eussent probablement obtenu de grands succès en Bavière, loin d'être rejetés sur le Rhin.

Du reste, ceci rentre dans les doubles lignes d'opérations sur lesquelles nous n'avons pas à revenir.

ARTICLE XXXVIII.

Des retraites et des poursuites.

De toutes les opérations de la guerre, les plus difficiles sont incontestablement les retraites ; cela est si vrai que le célèbre prince de Ligne disait avec son esprit accoutumé, qu'il ne concevait pas comment une armée parvenait à se retirer. Lorsqu'on songe, en

effet, à l'état physique et moral dans lequel une armée se trouve lorsqu'elle bat en retraite par suite d'une bataille perdue, à la difficulté d'y maintenir l'ordre, aux chances désastreuses que le moindre désordre peut amener, on comprend pourquoi les généraux les plus expérimentés ont tant de peine à s'y résoudre.

Quel système conseiller pour une retraite ? Faut-il combattre à outrance jusqu'à l'entrée de la nuit, pour pouvoir l'exécuter à la faveur des ténèbres ? Vaut-il mieux ne pas attendre la dernière extrémité, et quitter le champ de bataille lorsqu'on peut le faire encore avec bonne contenance ? Doit-on prendre, par une marche forcée de nuit, le plus d'avance possible sur l'ennemi, ou bien s'arrêter en bon ordre à une demi-marche en faisant mine d'accepter de nouveau le combat ? Chacun de ces modes, convenable dans certains cas, pourrait dans d'autres causer la ruine totale de l'armée, et si la théorie de la guerre est impuissante en quelques points, c'est certainement en ce qui se rapporte aux retraites.

Si vous voulez combattre à toute force jusqu'à la nuit, vous pouvez vous exposer à une défaite complète avant que cette nuit ne soit venue, et puis si une retraite forcée devait se faire au moment où les ténèbres commencent à tout envelopper de leur voile, comment éviter la décomposition de l'armée qui ne sait et ne voit plus ce qu'elle fait ? Si l'on quitte, au contraire, le champ de bataille en plein jour, et sans attendre la dernière extrémité, on peut s'exposer à perdre la partie au moment où l'ennemi renoncerait lui-même à poursuivre ses attaques, ce qui ferait perdre toute la confiance des troupes, toujours disposées à blâmer les chefs prudents qui battent en retraite avant d'y être évidemment contraints. De plus, qui saurait garantir qu'une retraite exécutée en plein jour devant un ennemi un peu entreprenant, ne dégénère en déroute ?

Lorsque la retraite est enfin commencée,

on n'est pas moins embarrassé de décider s'il faut forcer de marche pour gagner toute l'avance possible, puisque cette précipitation peut achever la perte de l'armée ou bien la sauver. Tout ce qu'il est possible d'affirmer à ce sujet, c'est que, avec une armée un peu considérable, il vaut mieux en général faire une retraite lente, à petites journées et bien échelonnée, parce qu'alors on a les moyens de former des arrière-gardes assez nombreuses pour se maintenir une partie du jour contre les têtes de colonnes de l'ennemi. Nous reviendrons du reste sur ces règles.

Les retraites sont de diverses espèces, selon le motif qui les détermine.

On se retire volontairement avant d'avoir combattu, pour amener l'ennemi sur un point moins avantageux pour lui que celui où il se trouve; c'est une manœuvre prudente plutôt qu'une retraite : ce fut ainsi que Napoléon se retira, en 1805, de Wischau sur Brunn pour amener les alliés sur le point qui lui convenait : ce fut ainsi que Wellington se retira de Quatre-bras sur Waterloo. Enfin, c'est ce que je proposai de faire avant l'attaque de Dresde, lorsqu'on eut appris l'arrivée de Napoléon. Je présentai la nécessité d'une marche sur Dippoldiswalde pour choisir un champ de bataille avantageux; on confondit cette idée avec une retraite, et un point d'honneur chevaleresque empêcha de rétrograder sans tirer l'épée, ce qui eût pourtant évité la catastrophe du lendemain (26 août 1813).

On se retire aussi sans être défait pour courir à la défense d'un point menacé par l'ennemi, soit sur les flancs, soit sur la ligne de retraite. Lorsqu'on marche loin de ses dépôts, dans une contrée épuisée, on peut être obligé à décamper pour se rapprocher de ses magasins. Enfin, on se retire

forcément après une bataille perdue, ou à la suite d'une entreprise manquée.

Ces différentes causes ne sont pas les seules qui modifient les combinaisons des retraites; elles varient selon la nature des contrées, les distances que l'on a à parcourir, et les obstacles que l'ennemi peut y apporter. Elles sont surtout dangereuses lorsqu'elles se font en pays ennemi : plus le point du départ est éloigné des frontières et de la base d'opérations, plus la retraite est pénible et difficile.

Depuis la fameuse retraite des 10,000, si justement célèbre, jusqu'à la terrible catastrophe qui frappa l'armée française, en 1812, l'histoire n'offre pas une grande abondance de retraites remarquables. Celle d'Antoine, repoussé de la Médie, fut plus pénible que glorieuse. Celle de l'empereur Julien, harcelé par les mêmes Parthes, fut un désastre. Dans les temps plus modernes, celle que Charles VIII exécuta pour revenir de Naples, en passant sur le corps de l'armée italienne à Fornoue, ne fut pas des moins glorieuses. La retraite de M. de Bellisle de Prague ne mérita pas les éloges qu'on lui a prodigués. Celles que le roi de Prusse exécuta après la levée du siège d'Olmütz et après la surprise de Hochkirch furent très-bien ordonnées, mais ne sauraient compter parmi les retraites lointaines. Celle de Moreau, en 1796, exaltée par l'esprit de parti, fut honorable sans avoir rien d'extraordinaire (1). Celle que l'armée russe exécuta sans se laisser entamer depuis le Niémen jusqu'à Moscou, dans un espace de 240 lieues, devant un ennemi comme Napoléon, et une cavalerie pareille à celle que conduisait l'actif et audacieux Murat, peut certainement être mise au-dessus de toutes les autres. Sans doute, elle fut facilitée par une multitude de circonstances, mais cela n'ôte rien de son mé-

(1) La retraite de Lecourbe de l'Engadin jusqu'à Altorf, et celle de Macdonald par Pontremoli, après la défaite de la Trebbia, furent, ainsi que

celle de Suwarow du Muttenthal jusqu'à Coire, des faits d'armes glorieux mais partiels et de courte durée.

rite, sinon pour le talent stratégique des chefs qui en dirigèrent la première période, du moins pour l'aplomb et la fermeté admirable des corps de troupes qui l'exécutèrent.

Enfin, bien que la retraite de Moscou ait été pour Napoléon une sanglante catastrophe, on ne saurait contester qu'elle fut glorieuse pour lui et pour ses troupes, à Krasnoï comme à la Bérézina ; car les cadres de l'armée furent sauvés, tandis qu'il n'aurait pas dû en revenir un homme. Dans ce mémorable événement, les deux partis se couvrirent d'une gloire égale, les chances seules différèrent comme les résultats.

La grandeur des distances et la nature du pays qu'on a à parcourir, les ressources qu'il offre, les obstacles que l'on peut redouter de l'ennemi sur les flancs et les derrières, la supériorité ou l'infériorité que l'on a en cavalerie, l'esprit des troupes ; telles sont les principales causes qui influent sur le sort des retraites, indépendamment des dispositions habiles que les chefs peuvent faire pour les assurer.

Une armée, se repliant chez elle sur sa ligne de magasins, peut conserver ses troupes ensemble, y maintenir l'ordre, et faire sa retraite avec plus de sécurité que celle qui doit cantonner pour vivre, et s'étendre pour trouver des cantonnements. Il serait absurde de prétendre qu'une armée française, se repliant de Moscou sur le Niémen, sans aucune ressource en vivres, manquant de cavalerie et de chevaux de trait, pût le faire avec le même ordre et le même aplomb que l'armée russe, bien pourvue de tout, marchant dans son propre pays et couverte par une immense cavalerie légère.

Il y a cinq manières de combiner une retraite :

La première, c'est de marcher en masse sur une seule route ;

La seconde, c'est de s'échelonner, sur cette seule route, en deux ou trois corps, marchant à une journée de distance pour

éviter la confusion, surtout dans le matériel ;

La troisième consiste à marcher sur un même front, par plusieurs routes parallèles menant au même but ;

La quatrième, c'est de partir de deux points éloignés vers un but excentrique ;

La cinquième, serait de marcher, au contraire, par plusieurs routes concentriques.

Je ne parle pas des dispositions particulières à une arrière-garde ; il est entendu qu'on doit en former une bonne et la soutenir par une partie des réserves de cavalerie. Ces sortes de dispositions sont communes à toutes les espèces de retraites, et il ne s'agit ici que des points de vue stratégiques.

Une armée qui se replie intacte, avec l'idée de combattre dès qu'elle aura atteint soit un renfort attendu, soit un point stratégique auquel elle vise, doit suivre le premier système de préférence, car c'est celui qui assure le plus de compacité aux différentes parties de l'armée, et lui permet de soutenir un combat toutes les fois qu'elle le veut ; elle n'a pour cela qu'à arrêter ses têtes de colonnes, et à former le reste des troupes sous leur protection à mesure qu'elles arrivent. Il va sans dire néanmoins que l'armée adoptant ce système, ne doit pas marcher en totalité sur la grande route, lorsqu'elle peut trouver des petits chemins latéraux qui rendraient ses mouvements plus prompts et plus sûrs.

Napoléon, en se retirant de Smolensk, adopta le second système par échelons à une marche entière, et fit en cela une faute d'autant plus grave, que l'ennemi ne le suivait pas en queue, mais bien dans une direction latérale qui venait tomber presque perpendiculairement au milieu de ses corps isolés : les trois journées de Krasnoï, si fatales à son armée, en furent le résultat. Ce système, échelonné sur une même route, ne pouvant avoir pour but que d'éviter l'encombrement, il suffit que l'intervalle entre

l'heure du départ des corps soit assez grand pour que l'artillerie puisse filer ; au lieu de mettre une marche entière entre eux, il suffira donc de diviser l'armée en deux masses et une arrière-garde, à une demi-marche l'une de l'autre : ces masses s'ébranlant successivement, et mettant un intervalle de deux heures entre le départ de leurs corps d'armée, fileraient sans encombre, du moins dans les contrées ordinaires. Au Saint-Bernard et au Balkan, il faut sans doute d'autres calculs.

J'applique cette idée à une armée de 120 à 150,000 hommes qui aura une arrière-garde de 20 à 25,000 hommes à une demi-marche environ, et dont le surplus sera divisé en deux masses d'environ 60,000 chacune, également campées en échelon à la distance de trois à quatre lieues. Les deux ou trois corps d'armée dont se composera chacune de ces masses pourront aussi être échelonnés dans la direction de la route, ou bien formés sur deux lignes en travers de la route. Dans l'un et l'autre cas, si un corps de 30,000 hommes se met en marche à 5 heures du matin et l'autre à 7 heures, il n'y aura aucune crainte d'encombrement, à moins d'accident extraordinaire, car la seconde masse partant aux mêmes heures à 4 lieues plus en arrière, n'arrivera que de midi à deux heures dans les positions quittées depuis bien longtemps par la première.

Lorsqu'il y a des chemins vicinaux praticables, du moins pour l'infanterie et la cavalerie, cela diminuera d'autant plus les intervalles. Il n'est pas besoin d'ajouter que pour marcher ainsi il faut des vivres, que la marche de la 3^e catégorie est en général préférable puisqu'on marche dans l'ordre même de bataille : enfin, que dans les grands jours et dans les pays chauds, il faut marcher alternativement de nuit et de bon matin. Au surplus, c'est une des branches les plus difficiles de la logistique de bien savoir combiner la mise en marche des troupes ainsi

que leurs haltes : dans les retraites surtout c'est un point capital.

Bien des généraux négligent de régler le mode et le temps des haltes, ce qui est cause de tous les désordres dans les marches, chaque division ou brigade croyant pouvoir s'arrêter quand ses soldats sont un peu fatigués ou trouvent un bivouac agréable. Plus l'armée est considérable, plus elle marche ensemble, plus il importe de bien régler les départs et les haltes, surtout lorsqu'on se décide à des marches de nuit. Une halte intempestive d'une partie de colonne peut faire autant de mal qu'une déroute.

Si l'arrière-garde est un peu pressée, l'armée doit faire halte pour la relever par un corps frais de la seconde masse qui prendra position à cet effet. L'ennemi voyant 80,000 hommes formés, devra songer à s'arrêter pour réunir ses colonnes, alors la retraite devra recommencer à l'entrée de la nuit pour regagner du terrain.

La troisième méthode de retraite, celle de suivre plusieurs routes parallèles, est très-convenable lorsque ces routes sont assez rapprochées l'une de l'autre. Mais si elles sont trop éloignées, chacune des ailes de l'armée, séparée des autres, pourrait être isolément compromise, si l'ennemi, dirigeant ses plus grandes forces sur elle, l'obligeait à recevoir le combat. L'armée prussienne, venant en 1806 de Magdebourg pour gagner l'Oder, en fournit la preuve.

Le quatrième système, qui consiste à suivre deux routes concentriques, est sans doute le plus convenable lorsque les troupes se trouvent éloignées l'une de l'autre au moment où la retraite est ordonnée : rien de mieux alors que de rallier ses forces, et la retraite concentrique est le seul moyen d'y réussir.

Le cinquième mode indiqué n'est autre chose que le fameux système des lignes excentriques que j'ai attribué à Bulow, et combattu avec tant de chaleur dans les premières éditions de mes ouvrages, parce que

j'ai cru qu'il n'y avait pas moyen de se méprendre ni sur le sens de son texte, ni sur le but de son système. J'ai compris par sa définition qu'il recommandait les retraites partant d'un point donné pour se diviser sur plusieurs directions divergentes, autant pour se soustraire plus facilement à la poursuite de l'ennemi que pour l'arrêter en menaçant ses flancs et sa propre ligne d'opérations. J'ai hautement blâmé un pareil système, par la raison qu'une armée battue est déjà assez faible en elle-même, sans l'affaiblir encore par une division absurde de ses forces en présence d'un ennemi victorieux.

Bulow a trouvé des défenseurs qui ont affirmé que j'avais mal saisi le sens de ses paroles, vu que, par retraites excentriques, il n'entendait point les retraites faites sur plusieurs directions divergentes, mais bien des retraites qui, au lieu de se diriger vers le centre de la base d'opérations ou vers le centre du pays, s'en iraient dans une direction excentrique de ce foyer d'opérations, en se prolongeant sur la circonférence des frontières.

Il est possible que je me sois, en effet, trompé sur son intention; dans ce cas, ma critique tomberait d'elle-même, puisque j'ai fortement appuyé ces sortes de retraites que j'ai, à la vérité, nommé des retraites parallèles. En effet, il me semble qu'une armée, quittant la ligne convergente qui mène du cercle des frontières au centre de l'État, pour se porter à droite ou à gauche, marcherait bien dans la direction à peu près parallèle avec sa ligne de frontières, ou avec son front d'opérations et sa base. Dès lors il me semble aussi plus rationnel de donner le nom de retraites parallèles à celles qui suivent cette dernière direction, en laissant le nom de retraites excentriques pour celles qui partiraient du front stratégique dans des directions divergentes.

Quoi qu'il en soit de cette dispute de mots, dont l'obscurité du texte de Bulow

serait la seule cause, je n'entends blâmer que les retraites divergentes, exécutées sur plusieurs rayons, sous prétexte de couvrir une plus grande étendue de frontières et de menacer l'ennemi sur ses deux flancs.

Avec ces grands mots de flancs, on donne un air d'importance aux systèmes les plus contraires aux principes de l'art. Une armée en retraite est toujours inférieure physiquement et moralement, parce qu'elle ne se retire que par suite de revers ou de son infériorité numérique. Faut-il donc l'affaiblir encore plus en la disséminant? Je ne combats pas les retraites exécutées sur plusieurs colonnes pour les rendre plus faciles, lorsque ces colonnes pourront se soutenir; je parle de celles qu'on effectuerait sur des lignes d'opérations divergentes. Je suppose une armée de 40,000 hommes en retraite devant une autre de 60,000. Si la première forme quatre divisions isolées d'environ 10,000 hommes, l'ennemi, en manœuvrant avec deux masses de 30,000 hommes chacune, ne pourra-t-il pas tourner, envelopper, disperser et ruiner successivement toutes ces divisions? Quel moyen auront-elles d'échapper à leur sort? *celui de se concentrer.* Or, ce moyen étant opposé à une disposition divergente, ce système tombe de lui-même.

J'invoquerai, à l'appui de mon raisonnement, les grandes leçons de l'expérience. Lorsque les premières divisions de l'armée d'Italie furent repoussées par Wurmser, Bonaparte les rassembla toutes à Roverbella, et quoiqu'il n'eût que 40,000 hommes, il en battit 60,000, parce qu'il n'eut à combattre que des colonnes isolées. S'il avait fait une retraite divergente, que seraient devenues son armée et ses conquêtes? Wurmser, après ce premier échec, fit une retraite excentrique, en dirigeant ses deux ailes vers les extrémités de sa ligne de défense: qu'arriva-t-il? La droite, quoique favorisée par les montagnes du Tyrol, fut battue à Trente; Bonaparte se dirigea ensuite sur les der-

rières de la gauche, et la détruisit à Bassano et à Mantoue.

Lorsque l'archiduc Charles céda aux premiers efforts de deux armées françaises, en 1796, aurait-il sauvé l'Allemagne par une manœuvre excentrique ? N'est-ce pas, au contraire, à la direction concentrique de sa retraite que l'Allemagne dut son salut ? Enfin, Moreau, qui avait marché sur un développement immense par divisions isolées, s'aperçut que ce système inconcevable était bon pour se faire détruire lorsqu'il était question de combattre et surtout de se retirer ; il concentra ses forces disséminées, et tous les efforts de l'ennemi se brisèrent devant une masse qu'il fallait observer sur tous les points d'une ligne de quatre-vingts lieues. Après de tels exemples, on ne saurait, ce me semble, rien répliquer (1).

Il n'y a guère que deux cas où les retraites divergentes pourraient être admises comme des ressources extrêmes ; le premier, c'est lorsqu'une armée aurait éprouvé un grand échec dans son propre pays, et que ses fractions désunies chercheraient un puissant abri sous des places. Le second, c'est dans une guerre nationale, lorsque chaque fragment de l'armée ainsi éparpillée s'en irait servir de noyau au soulèvement d'une province ; mais dans une guerre purement militaire, c'est une absurdité.

Il existe une autre combinaison des retraites, qui se rapporte essentiellement à la stratégie, c'est de déterminer le cas où il convient de les faire perpendiculaires, en partant de la frontière vers le centre du pays, ou bien de les diriger parallèlement à la frontière (2). Par exemple, le maréchal Soult, abandonnant les Pyrénées en 1814, avait à opter entre une retraite sur Bor-

deaux, qui l'eût mené au centre de la France, ou une retraite sur Toulouse en longeant la frontière des Pyrénées. De même Frédéric, en se retirant de Moravie, marcha sur la Bohême au lieu de regagner la Silésie.

Ces retraites parallèles sont souvent préférables en ce qu'elles détournent l'ennemi d'une marche sur la capitale de l'État et sur le centre de sa puissance : la configuration des frontières, les forteresses qui s'y trouvent, l'espace plus ou moins vaste qu'une armée trouverait pour s'y mouvoir et rétablir ses communications directes avec le centre de l'État, sont autant de considérations qui influent sur l'opportunité de ces opérations.

L'Espagne, entre autres, offre de très-grands avantages pour ce système. Si une armée française pénètre par Bayonne, les Espagnols ont le choix de se baser sur Pampelune et Saragosse, ou sur Léon et les Asturies, ce qui mettrait leur adversaire dans l'impossibilité de se diriger vers Madrid, en laissant son étroite ligne d'opérations à la merci des Espagnols.

La frontière de l'empire turc sur le Danube offrirait le même avantage pour cette puissance, si elle savait en profiter.

La France est également très-propre à ce genre de guerre, surtout lorsqu'il n'existe pas dans le pays deux partis politiques qui peuvent aspirer à la possession de la capitale, et rendre son occupation décisive pour l'ennemi. Si celui-ci pénètre par les Alpes, les Français peuvent agir sur le Rhône et la Saône, en tournant autour de la frontière jusque sur la Moselle d'un côté, ou jusque sur la Provence de l'autre. S'il pénètre par Strasbourg, Mayence ou Valenciennes, il en est de même : l'occupation

(1) Dix ans après cette première réfutation de Bulow, la retraite concentrique de Barclay et de Bagration sauva l'armée russe : bien qu'elle n'empêchât pas d'abord les succès de Napoléon, elle fut la première cause de sa perte.

(2) Ces retraites parallèles, s'il faut en croire les défenseurs de Bulow, ne seraient autre chose que celles qu'il a, dit-on, recommandées sous le nom d'excentriques.

de Paris serait impossible ou du moins très-hasardeuse, tant qu'une armée française intacte resterait basée sur sa ceinture de places fortes. Il en est, au reste, de même pour toutes les contrées ayant doubles fronts d'opérations (1).

L'Autriche n'aurait peut-être pas les mêmes avantages, à cause de la direction des Alpes rhétiques et tyroliennes et du cours du Danube; à la vérité, Lloyd, considérant la Bohême et le Tyrol comme deux bastions dont la ligne de l'Inn forme la redoutable courtine, semble, au contraire, présenter cette frontière comme la plus avantageuse à défendre par des mouvements latéraux. Cette assertion a reçu, comme nous l'avons dit, de cruels démentis dans les campagnes de 1800, 1805 et 1809, mais comme la défense latérale n'y a pas été précisément bien tentée, la question est encore susceptible de controverse.

Tout dépend, selon moi, des situations respectives et des antécédents; si une armée française, venant du Rhin par la Bavière, trouvait des alliés sur le Lech et l'Iser, et qu'elle fût en forces, il serait assez délicat de jeter toute l'armée autrichienne dans le Tyrol et dans la Bohême, dans l'idée d'arrêter ainsi sa marche directe; car il faudrait toujours laisser la moitié de cette armée autrichienne sur l'Inn pour couvrir les approches de la capitale; alors il y aurait division funeste dans les forces, et si l'on se décidait à concentrer l'armée entière dans le Tyrol, en laissant la route de Vienne à découvert, le moyen serait bien dangereux en présence d'un ennemi entreprenant. En Italie, au delà du Mincio, la défense latérale serait difficile du côté du Tyrol, et en Bohême aussi contre un ennemi venant de Saxe, parce que l'échiquier manquerait d'étendue.

(1) Dans tous ces calculs, je suppose les forces à peu près égales; si l'armée envahissante est le double plus forte, alors elle peut suivre, avec la

Mais c'est surtout en l'appliquant à la Prusse, que ce système de retraites parallèles offre toutes les variantes dont il est susceptible, car il serait parfait contre une armée débouchant de la Bohême sur l'Elbe ou sur l'Oder, tandis qu'il serait tout à fait impossible contre une armée française venant du Rhin, ou contre une armée russe venant de la Vistule, à moins, toutefois, que la Prusse ne fût alliée à l'Autriche. La raison de cette différence est dans la configuration géographique du pays, qui permet et qui favorise même les mouvements latéraux dans la direction de sa grande profondeur (de Mémel à Mayence), mais qui les rendrait désastreux dans la direction du petit espace qu'offre le pays du midi au nord (de Dresde à Stettin).

Lorsqu'une armée se met en retraite, par quelque motif que ce soit, il y a nécessairement aussi une poursuite.

La retraite, même la mieux ordonnée, exécutée avec une armée intacte, donne toujours un avantage à celui qui poursuit; mais c'est surtout après une défaite et dans des contrées éloignées que la retraite devient toujours l'opération la plus épineuse de la guerre, et ses difficultés s'accroissent proportionnellement à l'habileté que l'ennemi déploiera dans sa poursuite.

L'audace et l'activité de la poursuite seront naturellement influencées par le caractère plus ou moins entreprenant des chefs, mais aussi par l'état physique et moral des deux armées. On peut difficilement donner des règles absolues sur tous les cas qu'une poursuite peut présenter, mais il faut reconnaître :

1° Qu'en thèse générale, il est avantageux

moitié de ses troupes, celle qui se retire parallèlement, et porter l'autre moitié sur la capitale; mais à forces égales, cela serait impossible.

de la diriger sur le flanc des colonnes plutôt que sur la queue, surtout quand on est dans son propre pays, et que l'on peut sans danger prendre une direction diagonale ou même perpendiculaire à la ligne d'opérations de l'adversaire. Toutefois, il ne faudrait pas se laisser entraîner à des mouvements trop larges, qui feraient perdre la trace de l'ennemi ;

2° Qu'il est aussi généralement convenable de mettre dans la poursuite le plus d'activité et d'audace possible, surtout quand elle est le résultat d'une bataille gagnée, parce que la démoralisation entraîne la perte de l'armée battue ;

3° Qu'il est peu de cas où il soit sage de faire un pont d'or à l'ennemi, quoi qu'en dise l'ancien adage romain ; cela ne peut guère arriver que dans les occasions où une armée inférieure en forces aurait remporté un succès presque inespéré.

Nous ne saurions rien ajouter d'essentiel à ce qu'on vient de dire des retraites, sous le rapport des grandes combinaisons. Il nous reste à indiquer les mesures de tactique qui peuvent en faciliter l'exécution.

Un des moyens les plus sûrs de bien exécuter une retraite, c'est de familiariser les officiers et les soldats avec l'idée que, de quelque côté que vienne l'ennemi, ils ne courent pas plus de risque en le combattant en queue qu'en tête ; il faut aussi les persuader que le maintien de l'ordre est le seul moyen de sauver une troupe inquiétée dans une marche rétrograde. C'est surtout dans ces occasions que l'on peut apprécier les avantages d'une forte discipline, qui sera dans tous les temps le meilleur garant du maintien de l'ordre ; mais pour exiger de la discipline, il importe d'assurer les subsis-

tances, afin d'éviter que les troupes se débarrassent en maraudant.

Il est bon de placer à l'arrière-garde un chef doué d'un grand sang-froid, et des officiers d'état-major qui reconnaissent d'avance les points favorables où l'arrière-garde pourrait tenir pour suspendre la marche de l'ennemi, afin d'y placer la réserve de l'arrière-garde avec du canon (1). On aura soin de relever successivement les troupes échelonnées, de manière à ne jamais les laisser serrer de trop près.

La cavalerie pouvant aisément gagner de vitesse pour se rallier au corps de bataille, on comprend que de bonnes masses de cette arme facilitent beaucoup une retraite lente et méthodique, et donnent aussi les moyens de bien éclairer et flanquer la route, pour éviter que l'ennemi ne vienne à l'improviste troubler la marche des colonnes et en couper une partie.

Il suffit, en général, que l'arrière-garde tienne l'ennemi à une demi-marche du corps de bataille ; l'exposer plus loin serait hasardeux et inutile : néanmoins, lorsqu'elle aura des défilés derrière elle, et qu'ils seront bien gardés par les siens, elle pourra prolonger un peu sa sphère d'opérations et rester jusqu'à une marche de l'armée, car les défilés facilitent autant une retraite quand on en est maître, qu'ils la rendent difficile lorsque l'ennemi s'en est emparé. Si l'armée est très-nombreuse et l'arrière-garde forte à proportion, alors elle peut bien demeurer jusqu'à une marche en arrière : cela dépend de sa force, de la nature du pays, et de l'ennemi auquel on a affaire. Si celui-ci devenait trop pressant, il importerait de ne pas se laisser serrer de trop près, surtout si l'armée était encore en assez bon ordre : il convient, dans ce cas, de s'arrêter de temps

(1) Les qualités qui distinguent un bon général d'arrière-garde ne sont pas communes, dans les armées méridionales surtout. Le maréchal Ney était le type de ce que l'on pouvait désirer de plus par-

fait en ce genre : l'armée russe est favorisée sous ce rapport, car l'esprit général de ses troupes est partagé nécessairement par les chefs.

à autre, et de tomber à l'improviste sur les avant-gardes ennemies, comme l'archiduc Charles le fit en 1796 à Neresheim, Moreau à Biberach et Kléber à Ukerath. Une telle manœuvre réussit presque toujours par la surprise que ce retour offensif cause dans une troupe qui ne s'attend qu'à recueillir des trophées faciles.

Les passages de rivières en retraite offrent aussi des combinaisons qui ne sont pas sans intérêt : si c'est une petite rivière avec des ponts permanents, ce n'est qu'un passage de défilé ordinaire, mais si c'est un fleuve qu'on doit franchir sur des ponts de bateaux, c'est une manœuvre plus délicate. Toutes les précautions que l'on peut prescrire se bornent à faire prendre les devants aux parcs pour ne pas en être encombré : cette mesure indique assez qu'il est convenable que l'armée fasse halte à une demi-marche au moins de la rivière. Dans ce cas, il sera bon aussi que l'arrière-garde se tienne un peu plus loin du corps de bataille que de coutume, en tant que les localités du pays et les forces respectives ne s'y opposeraient point. Par ce moyen, l'armée aura le temps de filer sans être serrée de trop près ; il faudra seulement combiner la marche de l'arrière-garde de manière à ce qu'elle soit en position en avant des ponts, lorsque les dernières troupes du corps de bataille effectueront leur passage. Ce moment décisif paraîtra sans doute convenable pour relever l'arrière-garde par un corps frais, qu'on disposerait à l'avance sur un terrain bien reconnu. Alors l'arrière-garde traversera les intervalles de ce corps pour passer la rivière avant lui, et l'ennemi, étonné de trouver des troupes fraîches et disposées à les bien accueillir, ne tentera pas de les pousser : on gagnera ainsi la nuit sans échec, et la nouvelle arrière-garde pourra à son tour passer et rompre les ponts.

Il est entendu que les troupes, à mesure de leur passage, doivent se former à l'issue des ponts, et placer leurs batteries de manière à protéger les corps restés pour tenir tête à l'ennemi.

Les dangers d'un tel passage en retraite, et la nature des précautions qui peuvent le faciliter, indiquent assez que le meilleur moyen de le favoriser, serait de prendre d'avance ses mesures pour construire une tête de pont retranchée sur le point où l'on aurait jeté les ponts. Dans le cas où le temps ne permettrait pas d'en élever une régulière, on pourra du moins y suppléer par quelques redoutes bien armées, qui seront d'une grande utilité pour protéger la retraite des dernières troupes.

Si un passage de grande rivière offre tant de chances délicates lorsqu'on est suivi en queue par l'ennemi, c'est une affaire bien plus scabreuse encore quand l'armée se trouve assaillie à la fois en tête et en queue, et que la rivière à franchir est gardée par un corps imposant.

Le passage doublement célèbre de la Bérézina par les Français, est un des exemples les plus remarquables d'une pareille opération : jamais armée ne se trouva dans une situation plus désespérée et ne s'en tira plus glorieusement et plus habilement. Pressée par la famine, abimée par le froid, éloignée de 500 lieues de sa base, assaillie en tête et en queue sur les bords d'une rivière marécageuse et au milieu de vastes forêts, comment espérer qu'elle pût en échapper ? Sans doute, elle paya cher cet honneur ; sans doute, la faute de l'amiral Tschitchakoff contribua puissamment à la tirer d'embarras ; mais l'armée n'en fit pas moins des efforts héroïques auxquels on doit rendre hommage. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus, du plan d'opérations qui amena les armées russes du fond de la Moldavie, de Moscou et de Polotsk, sur la Bérézina, comme à un rendez-vous de paix, plan qui faillit amener la capture de leur redoutable ad-

versaire, ou de la constance admirable du lion ainsi poursuivi, et qui parvint à s'ouvrir un passage.

Ne pas se laisser serrer de trop près, tromper l'ennemi sur le point de passage, fondre sur le corps qui barre la retraite avant que celui qui suit en queue puisse se rallier à lui, sont les uniques préceptes à donner. On peut y ajouter celui de ne jamais se placer en pareille position, car il est rare qu'on puisse s'en tirer.

Si l'armée en retraite doit tout faire pour mettre ses ponts à l'abri d'insulte, soit par une tête de pont régulière, soit par une ligne de redoutes qui protègent du moins l'arrière-garde, il est naturel aussi que l'ennemi poursuivant prenne toutes les mesures possibles pour détruire les ponts. Lorsque la retraite se fait en descendant le cours du fleuve, il peut y jeter des bâtimens en bois, des brûlots, des moulins, comme les Autrichiens le firent contre l'armée de Jourdan, en 1796, près de Neuwied sur le Rhin, où ils faillirent compromettre l'armée de Sambre-et-Meuse. L'archiduc Charles en fit autant en 1809, au fameux passage d'Essling; il rompit le pont du Danube, et mit Napoléon à deux doigts de sa perte.

Il y a peu de moyens pour placer un pont à l'abri de pareilles attaques, à moins qu'on n'ait le temps de préparer des estacades de pilotis. On peut aussi amarrer, par des câbles, quelques bateaux pour arrêter les matériaux lancés sur le courant, et avoir le moyen d'éteindre les brûlots.

ARTICLE XXXIX.

Des cantonnements en marche ou en quartiers d'hiver.

On a tant écrit sur cette matière, et elle tient si indirectement à notre sujet, que nous n'en dirons que peu de mots.

Les cantonnements en pleine guerre sont, en général, une opération assez délicate; quelques resserrés qu'on puisse les faire, il est toujours difficile qu'ils le soient assez pour ne pas donner prise à l'ennemi. Un pays où il y a abondance de grandes villes, comme la Lombardie, la Saxe, les Pays-Bas, la Souabe, la vieille Prusse, présente plus de facilités pour y établir des quartiers, que des pays où les villes sont rares : non-seulement on y trouve des ressources pour la subsistance des troupes, mais encore des abris rapprochés qui permettent de tenir les divisions ensemble. En Pologne, en Russie, dans une partie de l'Autriche et de la France, en Espagne, dans l'Italie méridionale, il est plus difficile de s'établir en quartiers d'hiver.

Autrefois chaque parti y entraît de son côté à la fin d'octobre, et on se contentait de s'enlever réciproquement quelques bataillons trop isolés aux avant-postes; c'était la guerre des partisans.

La surprise des quartiers d'hiver autrichiens par Turenne, dans la haute Alsace, en 1674, est une des opérations qui indiquent le mieux ce qu'on peut entreprendre contre des cantonnements ennemis, et les précautions qu'on doit prendre de son côté pour que l'ennemi ne forme pas les mêmes entreprises.

Établir ses cantonnements très-serrés, et sur un espace aussi étendu en profondeur qu'en largeur, afin d'éviter une ligne trop longue, toujours facile à percer et impossible à rallier; les couvrir par une rivière ou par une première ligne de troupes baraquées et appuyées d'ouvrages de campagne; fixer des lieux de concentration que l'on puisse en tout cas atteindre avant l'ennemi; faire battre les avenues de l'armée par des patrouilles permanentes de cavalerie; enfin, établir des signaux d'alarme pour le cas d'une attaque sérieuse; voilà, selon moi, les meilleures maximes qu'on puisse donner.

Dans l'hiver de 1807, Napoléon cantonna son armée derrière la Passarge en face de l'ennemi ; les avant-gardes seules furent campées dans des baraques à proximité des villes de Gutstadt, Osterode, etc. Cette armée dépassait 120,000 hommes, et il fallut beaucoup d'habileté pour la maintenir et la nourrir dans cette position jusqu'au mois de juin. Le pays prêtait, il est vrai, à ce système, et l'on n'en trouve pas partout d'aussi convenable.

Une armée de 100,000 hommes peut trouver des quartiers d'hiver serrés dans les pays où les villes abondent, et dont nous avons parlé plus haut. Quand l'armée est plus nombreuse, la difficulté s'accroît ; toutefois, il est vrai que si l'étendue des quartiers s'augmente à mesure de la force numérique, il faut avouer aussi que les moyens de résistance à opposer à une irruption ennemie s'accroissent dans la même progression : l'essentiel est de pouvoir réunir 50 à 60,000 hommes en 24 heures ; avec cette force et la certitude de la voir encore augmenter successivement, on peut résister jusqu'au rassemblement de l'armée, quelque nombreuse qu'elle soit.

Malgré cela, il faut convenir, qu'il sera toujours délicat de cantonner lorsque l'ennemi, restant réuni, voudrait y mettre obstacle, et on doit en conclure, que le seul moyen assuré de reposer une armée durant l'hiver, ou au milieu d'une campagne, c'est de lui donner des quartiers garantis par un fleuve ou par un armistice.

Dans les positions stratégiques qu'une armée prend dans le courant de la campagne, soit en marche, soit pour rester en observation, ou pour attendre l'occasion de ressaisir l'offensive, elle occupera probablement aussi des cantonnements serrés : ces sortes de positions exigent, de la part du général, un calcul exercé, pour juger tout ce qu'il peut avoir à redouter de l'ennemi. L'armée doit embrasser un espace suffisant pour y trouver des moyens d'existence, et cepen-

dant elle doit demeurer, aussi bien que possible, en mesure de recevoir l'ennemi s'il se présentait : deux conditions assez difficiles à concilier. Il n'y a pas de meilleur moyen que de placer ses divisions sur un espace à peu près carré, c'est-à-dire, aussi étendu en profondeur qu'en largeur, de manière qu'en cas d'événement, on puisse réunir l'armée sur tout point de l'échiquier où l'ennemi viendrait l'inquiéter. Neuf divisions, placées ainsi à une demi-marche l'une de l'autre, peuvent en douze heures être réunies sur celle du centre. On doit, du reste, pratiquer en pareil cas tout ce qui est recommandé pour les quartiers d'hiver.

ARTICLE XL.

Des descentes.

Les descentes sont une des opérations de la guerre qui se voient le plus rarement, et qu'on peut ranger au nombre des plus difficiles, lorsqu'elles ont lieu en présence d'un ennemi bien préparé.

Depuis l'invention de l'artillerie et les changements qu'elle a dû produire dans la marine, les vaisseaux de transport sont trop subordonnés aux colosses à trois ponts armés de cent foudres de guerre, pour qu'une armée puisse effectuer des descentes sans le secours d'une flotte nombreuse de vaisseaux de haut bord, qui tiennent la mer, du moins jusqu'au moment du débarquement.

Avant cette invention, les vaisseaux de transport étaient à la fois des vaisseaux de guerre ; ils allaient au besoin à la rame, étaient légers et pouvaient longer les côtes ; leur nombre était proportionné aux troupes à embarquer ; et, à part la chance des tempêtes, on pouvait presque combiner les opérations d'une flotte comme celles d'une armée de terre. Aussi l'histoire ancienne

offre-t-elle l'exemple de plus grands débarquements que les temps modernes (1).

Qui ne se rappelle les grands armements des Perses dans la mer Noire, le Bosphore et l'Archipel; ces innombrables armées de Xerxès et de Darius, transportées en Thrace, en Grèce; les expéditions nombreuses des Carthaginois et des Romains en Espagne et en Sicile; l'expédition d'Alexandre dans l'Asie mineure; celles de César en Angleterre et en Afrique; celle de Germanicus aux bouches de l'Elbe; les croisades; les expéditions des peuples du nord en Angleterre, en France et jusqu'en Italie?

Depuis l'invention du canon, la trop célèbre *Armada* de Philippe II fut la seule entreprise colossale, jusqu'à celle que Napoléon forma contre l'Angleterre, en 1803. Toutes les autres expéditions d'outre-mer furent des opérations partielles : celles de Charles-Quint et de Sébastien de Portugal sur la côte d'Afrique; plusieurs descentes, comme celles des Français aux États-unis d'Amérique, en Égypte et à Saint-Domingue, celles des Anglais en Égypte, en Hollande, à Copenhague, à Anvers, à Philadelphie, rentrent toutes dans la même catégorie. Je ne parle pas du projet de Hoche contre l'Irlande, car il ne réussit pas, et signale toute la difficulté de ces sortes d'entreprises.

Les armées nombreuses que les grands États entretiennent aujourd'hui, ne permettent pas de les attaquer par des descentes de 30 à 40,000 hommes : on ne peut donc former de pareilles entreprises que contre des États secondaires, car il est bien difficile d'embarquer 100 à 150,000 hommes avec l'attirail immense d'artillerie, de munitions, de cavalerie, etc.

Cependant, on a été sur le point de voir résoudre, de nos jours, cet immense problème des *grandes descentes*, s'il est vrai que jamais Napoléon ait eu réellement le projet

sérieux de transporter ses 160,000 vétérans, de Boulogne au sein des îles Britanniques; malheureusement la non-exécution de ce projet colossal a laissé un voile impénétrable sur cette grave question.

Il n'était pas impossible de réunir 50 vaisseaux de ligne français dans la Manche, en donnant le change aux Anglais; cette réunion fut à la veille de s'effectuer : dès lors il n'était donc pas impossible, si le vent favorisait l'entreprise, de faire passer la flottille en deux jours et d'opérer le débarquement. Mais que serait devenue l'armée, si un coup de vent dispersait la flotte de haut-bord, et si les Anglais, revenus en forces dans la Manche, la battaient ou la contraignaient à regagner ses ports?

La postérité regrettera, pour l'exemple des siècles à venir, que cette immense entreprise n'ait pas été menée à sa fin, ou du moins tentée. Sans doute, bien des braves y eussent trouvé le trépas; mais ces braves n'ont-ils pas été moissonnés moins utilement dans les plaines de la Souabe, de la Moravie, de la Castille, dans les montagnes du Portugal ou dans les forêts de la Lithuanie? Quel mortel ne serait glorieux de contribuer au jugement du plus grand procès, qui ait jamais été débattu entre deux grandes nations? Du moins nos neveux trouveront-ils, dans les préparatifs qui furent faits pour cette descente, une des plus importantes leçons que ce siècle mémorable ait fournies à l'étude des militaires et des hommes d'État. Les travaux de toute espèce, faits sur les côtes de France de 1803 à 1805, seront un des monuments les plus extraordinaires de l'activité, de la prévoyance et de l'habileté de Napoléon; on ne peut trop les recommander à l'étude des jeunes militaires. Mais, en admettant même la possibilité de réussir dans une grande descente, entreprise sur une côte aussi voisine que Boulogne l'est de

(1) J'ai donné, dans la précédente édition, une longue notice des principales expéditions d'outre-

mer; si l'espace le permet, je la reproduirai à la fin de ce volume.

Douvres, quel succès pourrait-on s'en promettre, si une pareille *Armada* avait une navigation plus longue à faire pour atteindre son but ? Quel moyen de faire marcher une pareille multitude de petits bâtiments, seulement pendant deux jours et deux nuits ? Et à quelles chances ne s'exposerait-on pas en s'engageant dans une telle navigation en haute mer, avec de légères péniches ? Outre cela, l'artillerie, les munitions de guerre, l'équipement, les vivres, l'eau douce qu'il faut embarquer avec cette multitude d'hommes, exigent des préparatifs et un attirail immenses.

L'expérience a démontré les difficultés d'une expédition lointaine, même pour des corps qui n'excèdent pas 30,000 hommes. Dès lors, il est évident qu'une descente ne peut s'effectuer avec telle force que dans quatre hypothèses :

1° Contre des colonies ou possessions isolées ;

2° Contre des puissances du second rang qui ne sauraient être immédiatement soutenues ;

3° Pour opérer une diversion momentanée, ou enlever un poste dont l'occupation, pour un temps donné, aurait une haute importance ;

4° Pour une diversion à la fois politique et militaire contre un État déjà engagé dans une grande guerre, et dont les troupes seraient employées loin de là.

Ces sortes d'opérations sont difficiles à soumettre à des règles ; donner le change à l'ennemi sur le point de débarquement ; choisir un mouillage où il puisse se faire simultanément ; y mettre toute l'activité possible, et s'emparer promptement d'un point d'appui pour protéger le développement successif des troupes ; mettre aussitôt à terre de l'artillerie pour donner assurance et protection aux troupes débarquées, voilà à peu près tout ce que l'on peut recommander à l'assaillant.

La grande difficulté d'une telle opération

vient de ce que les vaisseaux de transport, ne pouvant jamais approcher de la plage, il faut mettre les troupes sur le peu de chaloupes qui suivent la flotte, en sorte que la descente est longue et successive ; ce qui donne à l'ennemi de grands avantages, pour peu qu'il soit en mesure. Si la mer est tant soit peu houleuse, le sort des troupes de débarquement sera fort hasardé, car que peut de l'infanterie entassée dans des chaloupes, battue par les vagues, ordinairement éprouvée par le mal de mer, et à peu près hors d'état de se servir de ses armes !

Quant au défenseur, on ne peut que lui conseiller de ne pas trop diviser ses troupes pour tout couvrir. Il est impossible de garnir toutes les places d'un pays de batteries de côtes, et de bataillons pour les défendre ; mais il faut du moins couvrir les approches des points où l'on aurait de grands établissements à protéger. Il faut avoir des signaux pour connaître promptement le point de débarquement, et de réunir, s'il est possible, tous ses moyens, avant que l'ennemi ait pris pied solidement avec tous les siens.

La configuration des côtes influera autant sur la descente que sur la défense : il est des contrées dont les côtes sont escarpées et offrent peu de points accessibles à la fois aux vaisseaux et aux troupes qu'il s'agit de mettre à terre ; alors ces points connus étant peu nombreux, sont plus faciles à surveiller, et l'entreprise en devient plus difficile.

Enfin, les descentes offrent une combinaison stratégique qu'il est utile de signaler. C'est que le principe qui interdit à une armée continentale de porter ses principales forces entre la mer et l'armée ennemie, exige, au contraire, que l'armée, qui opère une descente, conserve toujours sa force principale en communication avec le rivage, qui est à la fois sa ligne de retraite et sa base d'approvisionnements. Par la même raison, son premier soin doit être de

s'assurer d'un port fortifié, ou du moins d'une langue de terre facile à retrancher et à portée d'un bon mouillage, afin qu'en cas de revers, le rembarquement puisse se faire sans trop de précipitation et de perte, au moyen de cette presqu'île qui servirait de place d'armes pour mettre les troupes à l'abri pendant l'opération.

CHAPITRE VI.

SUR LA LOGISTIQUE,

OU ART PRATIQUE DE MOUVOIR LES ARMÉES.

ARTICLE XLI.

Quelques mots sur la logistique en général.

La logistique est-elle uniquement une science de détail ? Est-ce, au contraire, une science générale, formant une des parties les plus essentielles de l'art de la guerre, ou bien, enfin, ne serait-ce qu'une expression consacrée par l'usage, pour désigner vaguement les diverses branches du service de l'état-major, c'est-à-dire, les divers moyens d'appliquer les combinaisons spéculatives de l'art aux opérations effectives ?

Ces questions paraîtront singulières à ceux qui sont dans la ferme persuasion qu'il n'y a plus rien à dire sur la guerre et qu'on a tort de chercher de nouvelles définitions lorsque tout leur semble si bien défini. Pour moi, qui suis persuadé que de bonnes définitions amènent la clarté des conceptions, j'avoue que je suis presque embarrassé de résoudre ces questions, en apparence si simples.

Dans les premières éditions de cet ouvrage, j'ai, à l'exemple de bien des militaires, rangé la logistique dans la classe des détails d'exécution du service de l'état-ma-

jor, qui font l'objet du règlement sur le service de campagne et de quelques instructions spéciales sur le corps des quartiers-maitres. Cette opinion était le résultat de préjugés consacrés par le temps ; le mot de logistique dérive, comme on sait, de celui de major général des logis (traduit en allemand par celui de Quartiermeister), espèce d'officiers qui avaient jadis la fonction de loger ou camper les troupes, de diriger les colonnes, de les placer sur le terrain. Là se bornait toute la logistique qui, comme on le voit, embrassait néanmoins la castramétation ordinaire. Mais, d'après la nouvelle manière de faire la guerre sans camps, les mouvements furent plus compliqués et l'état-major eut aussi des attributions plus étendues. Le chef de l'état-major fut chargé de transmettre la pensée du généralissime sur les points les plus éloignés du théâtre de la guerre, de lui procurer les documents pour asseoir ses opérations. Associé à toutes ces combinaisons, appelé à les transmettre, à les expliquer, et même à en surveiller l'exécution dans leur ensemble ainsi que dans les moindres détails, ses fonctions s'étendirent nécessairement à toutes les opérations d'une campagne.

Dès lors, la science d'un chef d'état-major dut embrasser aussi les différentes parties de l'art de la guerre, et si c'est elle que l'on désigne sous le nom de logistique, il suffirait à peine des deux ouvrages de l'archiduc Charles, des volumineux traités de Guibert, de Laroche-Aymon, de Bousmard et du marquis de Ternay, pour esquisser le cours incomplet d'une logistique pareille, car elle ne serait rien moins que la science d'application de toutes les sciences militaires.

De ce qui précède, il semble résulter naturellement, que l'ancienne logistique ne saurait plus suffire pour désigner la science des états-majors, et que les fonctions actuelles de ce corps, si l'on tenait à lui donner une instruction qui répondit pleinement

à son but, demanderaient encore à être formulées, partie en corps de doctrines, partie en dispositions réglementaires. Ce serait aux gouvernements à prendre l'initiative en publiant des règlements bien mûris, qui, après avoir tracé tous les devoirs et les attributions des chefs et officiers de l'état-major, seraient suivis d'une instruction claire et précise pour leur tracer aussi les méthodes les plus propres à bien remplir ces devoirs.

L'état-major autrichien avait jadis une pareille instruction réglementaire : mais un peu surannée ; elle se trouvait plus appropriée aux vieilles méthodes qu'au système nouveau. Cet ouvrage est, du reste, le seul de ce genre qui soit parvenu jusqu'à moi ; je ne doute pas qu'il en existe d'autres, soit publics, soit secrets ; mais j'avoue franchement l'ignorance où je suis à ce sujet. Quelques généraux, comme Grimoard et Thiebaut, ont mis au jour des manuels d'état-major ; le nouveau corps royal de France a fait imprimer plusieurs instructions partielles, mais un ensemble satisfaisant n'existe encore nulle part. Je crois que M. le général Boutourlin a le projet de publier bientôt une instruction adressée à ses officiers alors qu'il était quartier-maître général, et l'on ne peut que former des vœux pour qu'il le réalise sans délai, car il ne manquera pas de jeter une vive lumière sur cet intéressant sujet, sur lequel il reste encore beaucoup à dire.

S'il est reconnu que l'ancienne logistique n'était qu'une science de détails pour régler le matériel des marches ; s'il est avéré que les fonctions de l'état-major embrassent aujourd'hui les combinaisons les plus élevées de la stratégie, il faudra admettre aussi que la logistique n'est plus qu'une parcelle de la science des états-majors, ou bien qu'il faut lui donner un autre développement et en faire une science nouvelle, qui ne sera pas seulement celle des états-majors, mais encore celle des généraux en chef.

Afin de nous en convaincre, énumérons les points principaux qu'elle devra embrasser pour comprendre tout ce qui se rapporte aux mouvements des armées et aux entreprises qui en résultent :

1° Faire préparer d'avance tous les objets matériels nécessaires pour mettre l'armée en mouvement, c'est-à-dire, pour ouvrir la campagne. Tracer les ordres, instructions et itinéraires (Marschrouté) pour la rassembler et la mettre ensuite en action ;

2° Bien rédiger tous les ordres du général en chef pour les diverses entreprises, de même que les projets d'attaque pour les combats prévus ou prémédités ;

3° Concorder avec les chefs du génie et de l'artillerie les mesures à prendre pour mettre à l'abri les différents postes nécessaires à l'établissement des dépôts, comme aussi ceux qu'il conviendrait de fortifier à l'effet de faciliter les opérations de l'armée ;

4° Ordonner et diriger les reconnaissances de toute espèce, et procurer, tant par ce moyen que par l'espionnage, les renseignements aussi exacts que possible des positions et mouvements de l'ennemi ;

5° Prendre toutes les mesures afin de bien combiner les mouvements ordonnés par le général en chef. Concorder la marche des diverses colonnes, afin qu'elle se fasse avec ordre et ensemble ; s'assurer que tous les moyens usités pour rendre cette marche à la fois aisée et sûre, soient préparés à cet effet ; régler le mode et le moment des haltes ;

6° Bien composer, et diriger par de bonnes instructions, les avant-gardes ou arrière-gardes, ainsi que les corps détachés, soit comme flanqueurs, soit avec d'autres destinations. Munir ces différents corps de tous les objets nécessaires pour remplir leur mission ;

7° Arrêter les formules et instructions aux chefs de corps ou leurs états-majors, pour diverses méthodes de répartir les troupes dans les colonnes à portée de l'en-

enemi, de même que pour les former le plus convenablement lorsqu'il faudra se mettre en ligne pour combattre, selon la nature du terrain, et l'espèce d'ennemi à laquelle on aura affaire (1);

8° Indiquer aux avant-gardes et autres corps détachés, des points de rassemblement bien choisis, pour le cas où ils seraient attaqués par des forces supérieures, et leur faire connaître quel appui ils peuvent se flatter de trouver au besoin;

9° Ordonner et surveiller la marche des parcs d'équipages, de munitions, de vivres et d'ambulances, tant dans les colonnes que sur les derrières, de manière à ce qu'ils ne gênent point les troupes tout en restant à leur proximité; prendre les mesures d'ordre et de sûreté soit en marche soit dans les gîtes et wagenburg (barricades de charriots);

10° Tenir la main à l'arrivage successif des convois destinés à remplacer les vivres ou munitions consommées. Assurer la réunion de tous les moyens de transport tant du pays que de l'armée, et en régler l'emploi;

11° Diriger l'établissement des camps et régler le service pour leur sûreté, l'ordre et la police;

12° Établir et organiser les lignes d'opérations et lignes d'étapes de l'armée, ainsi que les communications des corps détachés avec cette ligne. Désigner des officiers capables pour organiser et commander les derrières de l'armée; y veiller à la sûreté des détachements et convois; les munir de bonnes instructions: veiller aussi à l'entretien des moyens de communication entre l'armée et sa base;

13° Organiser sur cette ligne les dépôts de convalescents, d'éclopés, de malingres; les hôpitaux mobiles, les ateliers de confection; pourvoir à leur sûreté.

(1. Il s'agit ici d'instructions et formules générales et non répétées pour chaque mouvement journalier; ce qui serait impraticable.

14° Tenir note exacte de tous les détachements formés soit sur les flancs, soit sur les derrières; veiller à leur sort et à leur rentrée aussitôt qu'ils ne seraient plus nécessaires; leur donner au besoin un centre d'action et en former des réserves stratégiques;

15° Organiser les bataillons ou compagnies de marche pour réunir en faisceau les hommes isolés ou petits détachements allant de l'armée à la base d'opérations, ou de cette base à l'armée;

16° En cas de sièges, ordonner et surveiller le service des troupes dans les tranchées, se concerter avec les chefs du génie sur tous les travaux à prescrire à ces troupes, et sur leur conduite dans les sorties comme dans les assauts;

17° Prendre, dans les retraites, les mesures de précaution nécessaires pour en assurer l'ordre; placer les troupes de relai qui devront soutenir et relever celle de l'arrière-garde; charger des officiers d'état-major intelligents de la reconnaissance de tous les points où les arrière-gardes pourraient tenir avec succès pour gagner du temps; pourvoir d'avance à la marche des *Impedimenta*, afin de ne rien abandonner du matériel; maintenir sévèrement l'ordre et prendre les précautions pour veiller à leur sûreté;

18° Pour les cantonnements, en faire la répartition entre les différents corps, indiquer à chacun des corps d'armée la place d'alarme générale, leur prescrire les mesures de surveillance et tenir la main à ce que les règlements s'exécutent ponctuellement.

A l'examen de cette vaste nomenclature, que l'on pourrait encore grossir de bien des articles minutieux, chacun se récriera que tous ces devoirs sont autant ceux du généralissime que ceux de l'état-major: c'est une vérité que nous venons de proclamer tout à l'heure, mais il est incontestable aussi que c'est précisément pour que

le général en chef puisse vouer tous ses soins à la direction suprême des opérations, qu'on lui a donné un état-major chargé des détails d'exécution; dès lors toutes leurs attributions sont nécessairement en communauté, et malheur à l'armée quand ces autorités cessent de n'en faire qu'une; cela n'arrive cependant que trop fréquemment, d'abord parce que les généraux sont hommes et qu'ils en ont tous les défauts; ensuite, parce qu'il ne manque pas dans l'armée d'intérêts ou de prétentions en rivalité avec les chefs d'état-major (1).

On ne saurait attendre de notre précis un traité complet pour régler tous les points de cette science presque universelle de l'état-major; car, en premier lieu, chaque pays attribue à ce corps une compétence plus ou moins étendue, en sorte qu'il faudrait un traité différent pour chaque armée; ensuite beaucoup de ces détails se trouvent tant dans les ouvrages précités que dans celui du colonel Lallemand, intitulé : *Traité des opérations secondaires de la guerre*; dans celui du marquis de Ternay, enfin, dans le premier ouvrage de l'archiduc Charles, intitulé : *Grundsätze der höheren Kriegskunst*.

Je me bornerai donc à présenter quelques idées sur les premiers articles de la nomenclature qui précède :

1° Les mesures que l'état-major doit prendre pour préparer l'entrée en campagne, embrassent toutes celles qui sont de nature à faciliter la réussite du premier plan d'opérations. On doit naturellement s'assurer, par des revues des différents services, que tout le matériel est en bon état; les

chevaux, les voitures ou caissons, les attelages, l'harnachement, la chaussure, doivent être examinés ou complétés. Les équipages de ponts, les caisses d'outils du génie, le train d'artillerie, les équipages de siège si on doit les mouvoir, enfin, ceux de l'ambulance, tout, en un mot, ce qui constitue le matériel, doit être vérifié et mis en bon état.

Si l'on ouvre la campagne dans le voisinage de grands fleuves, il faudra préparer à l'avance des chaloupes canonnières et des ponts volants, puis faire retirer toutes les embarcations sur les points et à la rive où l'on croira devoir s'en servir. Des officiers intelligents devront reconnaître les points les plus favorables tant pour l'embarquement que pour l'arrivage, en préférant les localités qui offriraient les chances de succès les plus certaines pour un premier établissement sur la rive opposée.

L'état-major préparera tous les itinéraires qui seront nécessaires pour amener les différents corps d'armée sur les points de rassemblement, en s'attachant surtout à diriger les marches de manière à ne rien faire préjuger à l'ennemi relativement aux entreprises que l'on aurait dessein de former.

Si la guerre est offensive, on conviendra avec les chefs du génie des travaux à exécuter à proximité de la base d'opérations, dans le cas où des têtes de ponts ou camps retranchés devraient y être construits.

Si la guerre est défensive, on ordonnera ces travaux entre la première ligne de défense et la seconde base;

2° Une partie essentielle de la logistique est, sans contredit, celle qui concerne la rédaction des dispositions de marches ou d'attaques, arrêtées par le général en chef et transmises par l'état-major. La première qualité d'un général, après celle de savoir

(1) Les chefs de l'artillerie, du génie, et de l'administration, prétendent tous travailler avec le général en chef et non avec le chef d'état-major. Rien, sans doute, ne doit empêcher ces rapports

directs de ces autorités avec le général en chef; mais il doit travailler avec elles en présence du chef d'état-major et lui renvoyer toute leur correspondance; autrement il y aurait confusion.

former de bons plans, sera incontestablement de faciliter l'exécution de ses ordres par la manière lucide dont il les rédigera. Quoique ce soit, au fond, la besogne de son chef d'état-major, ce sera toujours du commandant en chef qu'émanera le mérite de ses dispositions s'il est un grand capitaine ; en cas contraire, le chef d'état-major y suppléera autant qu'il sera en son pouvoir, en se concertant bien avec le chef responsable.

J'ai vu employer par moi-même deux systèmes fort opposés pour cette branche importante du service : le premier, que l'on peut nommer la vieille école, consiste à donner chaque jour, pour les mouvements de l'armée, des dispositions générales remplies de détails minutieux et en quelque sorte scolastiques, d'autant plus déplacés qu'ils sont ordinairement adressés à des chefs de corps assez expérimentés pour qu'on ne les mène pas à la lisière comme des sous-lieutenants sortant de l'école.

L'autre système est celui des ordres isolés, donnés par Napoléon à ses maréchaux, ne prescrivant à chacun d'eux que ce qui le concernait particulièrement, et se bornant tout au plus à leur donner connaissance des corps destinés à opérer en commun avec eux, soit à droite, soit à gauche, mais ne leur traçant jamais l'ensemble des opérations de l'armée entière (1). J'ai eu lieu de me convaincre qu'il en agissait ainsi par système, soit pour couvrir l'ensemble de ses combinaisons d'un voile mystérieux, soit dans la crainte que des ordres plus généraux venant à tomber entre les mains de

l'ennemi, n'aidassent celui-ci à déjouer ses projets.

Sans doute, il est fort avantageux de tenir ses entreprises secrètes, et Frédéric le Grand disait avec raison que, si son bonnet de nuit savait ce qu'il avait en tête, il le jetterait au feu. Ce secret pouvait être praticable du temps où Frédéric campait avec toute son armée blottie autour de lui ; mais sur l'échelle où Napoléon manœuvrait, et avec la manière de faire la guerre aujourd'hui, quel ensemble espérer de la part de généraux qui ignoraient absolument ce qui se passe autour d'eux ?

De ces deux systèmes, le dernier me paraît préférable ; toutefois on pourrait adopter un terme moyen entre le laconisme souvent outré de Napoléon et le verbiage minutieux qui prescrivait à des généraux expérimentés tels que Barclay, Kleist, Wittgenstein, la manière dont ils devaient rompre par pelotons et se reformer en arrivant à leurs positions ; puérilité d'autant plus fâcheuse qu'elle devenait inexécutable en face de l'ennemi (2). Il suffirait, selon moi, de donner aux généraux des ordres particuliers pour ce qui concerne leurs corps d'armée, et d'y joindre quelques lignes chiffrées pour leur indiquer, en peu de mots, l'ensemble de l'opération et la part qui leur est réservée. A défaut de ce chiffre, on confiera l'ordre verbal à un officier capable de le bien concevoir et de le rendre exactement. Les indiscrets ne seraient plus à craindre et l'ensemble dans les opérations serait assuré.

Quoi qu'il en soit, la rédaction de ces

(1) Je crois qu'au passage du Danube avant Wagram et au début de la seconde campagne de 1813, Napoléon dévia de son habitude en traçant un ordre général.

(2) On me reprochera peut-être d'interdire ici aux chefs de l'état-major général, ces mêmes détails que je place plus haut au nombre de leurs plus importants devoirs ; ce qui serait injuste. Ces détails sont, en effet, du ressort de l'état-major, ce

qui ne veut pas dire que le major-général, ne puisse les confier au délégué qu'il a dans chacun des corps d'armée marchant isolément. Il aura assez à faire à diriger l'ensemble et à veiller particulièrement sur les marches du corps de bataille qui accompagne ordinairement le quartier-général de l'armée. On voit donc qu'il n'y a aucune contradiction.

dispositions est en elle-même une chose fort importante, bien qu'elle ne remplisse pas toujours ce qu'on serait en droit d'en attendre : chacun rédige ses instructions selon ses vues, son caractère, sa capacité, et rien ne saurait mieux signaler le degré de mérite des chefs d'une armée, que la lecture attentive des dispositions qu'ils ont données à leurs lieutenants : c'est la meilleure biographie qu'on puisse désirer.

Mais il est temps de quitter cette digression pour en venir à l'article des marches :

3° L'armée étant rassemblée et voulant se porter à une entreprise quelconque, il s'agira de la mettre en mouvement avec tout l'ensemble et la précision possibles, en prenant toutes les mesures d'usages pour l'éclairer et la couvrir dans ses mouvements.

Il est deux sortes de marches : celles qui se font hors de vue de l'ennemi, et celles qui ont lieu en sa présence, lorsqu'il s'agit de se retirer ou de l'attaquer. Ces marches surtout ont subi de grands changements dans les dernières campagnes. Jadis les armées ne s'abordaient guère qu'après avoir été plusieurs jours en présence; alors l'attaquant faisait ouvrir, par des pionniers, des chemins parallèles pour les diverses colonnes. Aujourd'hui on s'aborde plus promptement et l'on se contente des chemins existants. Toutefois il est essentiel, lorsqu'une armée est en marche, que des pionniers et des sapeurs suivent les avant-gardes, pour multiplier les issues, aplanir les difficultés, jeter au besoin de petits ponts sur les ruisseaux, et assurer de fréquentes communications entre les divers corps d'armée.

Dans la manière actuelle de marcher, le calcul du temps et des distances est devenu plus compliqué; les colonnes d'une armée ayant toutes des espaces différents à parcou-

rir, il faut savoir combiner le moment de leur départ et leurs instructions : 1° avec les distances qu'elles ont à franchir; 2° avec le matériel plus ou moins considérable que chacune trainera à sa suite; 3° avec la nature du pays plus ou moins difficile; 4° avec les rapports qu'on a sur les obstacles que l'ennemi peut leur opposer; 5° avec le degré d'importance qu'il y aurait à ce que leur marche fût cachée ou découverte.

Dans cet état de choses, le moyen qui paraît le plus sûr et le plus simple pour ordonner les mouvements, soit aux grands corps formant les ailes de l'armée, soit à tous ceux qui ne marcheraient pas avec la colonne où se trouve le quartier général, sera de s'en rapporter pour les détails à l'expérience des généraux commandant ces corps, en ayant soin de les habituer à une grande ponctualité. Alors il suffira de leur indiquer le point et le but qu'ils doivent chercher à atteindre, la route qu'ils doivent prendre, et l'heure à laquelle on compte qu'ils arriveront en position. Bien entendu qu'on doit leur faire connaître les corps qui marcheraient, soit avec eux, soit sur les routes latérales de droite et de gauche, pour qu'ils puissent se régler en conséquence; enfin, on leur dira ce qu'on saurait d'intéressant sur la présence de l'ennemi, et on leur indiquera une direction de retraite s'ils y étaient forcés (1).

Tous les détails qui tendraient à prescrire chaque jour, aux chefs de ces corps, la manière de former leurs colonnes et de les remettre en position, sont du pédantisme plus nuisible qu'utile. Tenir la main à ce qu'ils marchent habituellement selon les règlements ou usages adoptés, c'est chose nécessaire; mais il faut leur laisser la latitude d'organiser leurs mouvements de manière à arriver à l'heure et au point indi-

(1) Napoléon ne le faisait jamais parce qu'il prétendait qu'on ne devait jamais croire d'avance à la possibilité d'être battu. Dans bien des marches

c'est, en effet, une précaution inutile, mais en beaucoup de cas, elle est indispensable.

qués, sauf à les renvoyer de l'armée s'ils y manquent par leur faute ou leur mauvaise volonté. Dans les retraites, néanmoins, qui seraient échelonnées sur une seule route, il faudra prendre des mesures précises pour les départs et les haltes.

Il va sans dire que chaque colonne doit avoir sa petite avant-garde et ses flanqueurs pour marcher selon les précautions requises, et il convient, lors même qu'elles marcheraient en seconde ligne, qu'à leur tête se trouvent toujours quelques pionniers et sapeurs des divisions, avec les outils pour ouvrir les marches nécessaires, ou réparer les accidents qui pourraient survenir; quelques-uns de ces travailleurs doivent être assignés à chaque colonne de parc; de même un léger équipage de chevaux pour jeter de petits ponts sera toujours d'une grande utilité;

4° L'armée marche souvent précédée d'une avant-garde générale, ou, ce qui est plus fréquent dans le système moderne, le corps de bataille et chacune des ailes ont leur avant-garde particulière. Il est assez d'usage que les réserves et le centre marchent ensemble avec le quartier général, et, selon toute probabilité, l'avant-garde générale, quand il en aura une, suivra la même direction, en sorte que la moitié de l'armée se trouvera ainsi agglomérée sur la route du centre. C'est dans ces circonstances surtout qu'il faut savoir bien prendre ses mesures pour éviter l'encombrement. Il arrive toutefois aussi, que les grands coups devant se porter sur une aile, les réserves et le quartier général, même parfois l'avant-garde générale, se transportent du même côté; en ce cas, tout ce qui est indiqué pour les mouvements du centre sera également praticable et recommandé pour cette aile.

Il est essentiel que les avant-gardes soient accompagnées par de bons officiers d'état-major, capables de bien juger les mouvements de l'ennemi, et d'en rendre

compte au général en chef afin d'éclairer ses résolutions, ce que le commandant de l'avant-garde fera aussi de son côté. Il va sans dire qu'une avant-garde générale doit être composée de troupes légères de toutes armes, de quelques troupes d'élite comme corps de bataille, de quelques dragons dressés pour combattre à pied; d'artillerie à cheval, de pontonniers, sapeurs, etc., avec de légers chevaux et pontons pour passer de petites rivières; quelques carabiniers bons tireurs n'y seront pas déplacés; un officier topographe devra également la suivre pour prendre un croquis à vue du pays, à une demi-lieue ou plus de chaque côté de la route. Enfin, il est indispensable d'y ajouter de la cavalerie irrégulière comme éclaireurs, autant pour épargner la bonne cavalerie, que parce que les troupes irrégulières sont les plus aptes à ce service;

5° A mesure que l'armée avance ou s'éloigne de sa base, les lois d'une bonne logistique indiquent la nécessité d'organiser la ligne d'opérations et d'étapes qui doit servir de lien entre l'armée et cette base. L'état-major divisera ces étapes en arrondissements, dont le chef-lieu sera dans la ville la plus importante pour ses ressources en logements et en approvisionnements de toute espèce; s'il y a une place de guerre, le chef-lieu y sera établi de préférence.

Les étapes placées à la distance de 5 jusqu'à 10 lieues, selon les villes existantes, mais à une moyenne de 7 à 8 lieues, seraient ainsi au nombre de quinze sur une ligne de cent lieues, et formeraient 3 ou 4 brigades d'étapes. Chacune d'elles aurait un commandant avec un détachement de troupes ou de soldats convalescents, pour régulariser les logements et servir à la fois de protection aux autorités du pays (quand elles restent); elles fourniraient les sauvegardes aux relais de poste et les escortes nécessaires; le commandant veillera au bon état des routes et des ponts.

Autant qu'on le pourra, il devra être fait de petits magasins et un parc de quelques voitures, dans chacune des étapes, ou du moins dans les chefs-lieux des brigades.

Le commandement des divisions territoriales sera confié à des officiers généraux prévoyants et capables ; car de leurs opérations dépend souvent la sécurité des communications de l'armée (1). Ces divisions pourront même, selon les circonstances, être transformées en réserves stratégiques, ainsi que nous avons dit à l'art. 23 ; quelques bons bataillons, aidés des détachements allant sans cesse de l'armée à sa base et de la base à l'armée, suffiront presque toujours au maintien des communications ;

6° Quant aux mesures moitié logistiques moitié tactiques, par le moyen desquelles l'état-major doit amener les troupes de l'ordre de marche aux divers ordres de bataille, c'est une étude aussi importante qu'elle est minutieuse. Les trois ouvrages que nous avons cités ont assez approfondi cette matière, pour nous dispenser de les suivre sur un terrain aussi ardu ; on ne saurait traiter ces questions qu'en abordant ces détails qui font le mérite de ces ouvrages et qui sont tout à fait en dehors des bornes de celui-ci. D'ailleurs, que nous resterait-il à dire après les deux volumes que M. de Ternay et le colonel Koch, son commentateur, ont consacrés à démontrer toutes les combinaisons logistiques des mouvements de troupes ou des différents procédés de formation ? Et si beaucoup de ces procédés sont bien difficiles à mettre en pratique à la face de l'ennemi, on reconnaîtra du moins leur utilité pour les mouvements préparatoires exécutés hors de portée ; grâce à cet excellent manuel, au traité de Guibert et au premier ouvrage de

l'archiduc (*Grundsätze der höheren Kriegskunst*), on peut s'instruire facilement de toutes ces opérations de logistique qu'il ne nous était pas permis de passer sous silence, mais qu'il suffit à notre plan de signaler.

Avant de quitter cet intéressant sujet, je crois devoir rapporter quelques événements remarquables pour faire apprécier toute l'importance d'une bonne logistique : l'un est le rassemblement miraculeux de l'armée française dans les plaines de Géra en 1806 ; le second est l'entrée en campagne de 1815.

Dans l'un et l'autre de ces événements, Napoléon sut faire affluer, avec une précision admirable, sur le point décisif de la zone d'opérations, ses colonnes qui étaient parties des points les plus divergents, et assura ainsi le succès de la campagne. Le choix de ce point décisif était une habile combinaison stratégique, le calcul des mouvements fut une opération logistique émanée de son cabinet. Longtemps on a prétendu que Berthier était l'artisan de ces instructions conçues avec tant de précision, et transmises ordinairement avec tant de lucidité : j'ai eu cent occasions de m'assurer de la fausseté de cette assertion. L'empereur était lui-même le vrai chef de son état-major : muni d'un compas ouvert à une échelle de sept à huit lieues en ligne directe (ce qui suppose toujours neuf à dix lieues au moins par les sinuosités des routes), appuyé et quelquefois couché sur sa carte, où les positions de ses corps d'armée et celles présumées de l'ennemi étaient marquées par des épingles de différentes couleurs, il ordonnait ses mouvements avec une assurance dont on aurait peine à se faire une juste idée. Promenant son compas avec vivacité sur cette carte, il jugeait en

(1) On objectera que dans les guerres nationales ces étapes sont impraticables ; je dirai, au contraire, que là elles seront souvent aventurées ; mais que c'est là précisément qu'elles doivent être établies sur une plus grande échelle et qu'elles sont

le plus nécessaires. La ligne de Bayonne à Madrid eut une ligne d'étapes pareille qui résista quatre ans à toutes les attaques des guérillas ; bien que quelques convois aient été enlevés : elle fut même étendue un moment jusqu'à Cadix.

un clin d'œil le nombre de marches nécessaires à chacun de ses corps pour arriver au point où il voulait l'avoir à jour nommé ; puis plaçant ses épingles dans ces nouveaux sites, et combinant la vitesse de la marche qu'il faudrait assigner à chacune des colonnes, avec l'époque possible de leur départ, il dictait ces instructions qui à elles seules seraient un titre de gloire.

C'est ainsi que Ney venant des bords du lac de Constance, Lannes de la Haute-Souabe, Soult et Davoust de la Bavière et du Palatinat, Bernadotte et Augereau de la France, et la garde impériale arrivant de Paris, se trouvèrent en ligne sur trois routes parallèles débouchant à la même hauteur entre Saalfeld, Géra et Plauen, quand personne dans l'armée, ni en Allemagne, ne concevait rien à ces mouvements en apparence si compliqués (1).

De même en 1815, quand Blücher cantonnait paisiblement entre la Sambre et le Rhin, et que lord Wellington donnait ou recevait des fêtes à Bruxelles, attendant l'un et l'autre le signal d'envahir la France ; Napoléon, que l'on croyait à Paris tout occupé de cérémonies politiques d'apparat, accompagné de sa garde qui venait à peine de se reformer dans la capitale, fondait comme l'éclair sur Charleroi et sur les quartiers de Blücher, avec des colonnes convergeant de tous les points de l'horizon pour arriver, avec une rare ponctualité, le 14 juin dans les plaines de Beaumont sur les bords de la Sambre. (Napoléon n'était parti que le 12 de Paris.)

La combinaison de ces deux opérations reposait sur un habile calcul stratégique, mais leur exécution fut incontestablement un chef-d'œuvre de logistique. Pour faire juger le mérite de pareilles mesures, je rapporterai, en opposition avec elles, deux

circonstances où des fautes de logistique faillirent devenir fatales. Napoléon, rappelé d'Espagne, en 1809, par les armements de l'Autriche, et certain d'avoir la guerre avec cette puissance, dépêcha Berthier en Bavière avec la mission délicate de rassembler l'armée, toute disséminée depuis Braunau jusqu'à Strasbourg et Erfurt. Davoust revenait de cette ville, Oudinot de Francfort ; Masséna en route pour l'Espagne rétrogradait par Strasbourg sur Ulm ; les Saxons, les Bava-rois et les Wurtembergeois quittaient leurs pays respectifs. Des distances immenses séparaient ainsi ces corps, et les Autrichiens, réunis depuis longtemps, pouvaient aisément percer cette toile d'araignée et en détruire ou disperser les lambeaux. Napoléon, justement inquiet, ordonna à Berthier de rassembler l'armée à Ratisbonne si la guerre n'était pas commencée à son arrivée ; mais, dans le cas contraire, de la réunir plus en arrière vers Ulm.

La cause de cette double alternative n'était pas difficile à pénétrer : si la guerre était commencée, Ratisbonne se trouvait trop près de la frontière d'Autriche pour l'assieger comme rassemblement, car les corps pourraient venir se jeter isolément au milieu de 200,000 ennemis : en fixant la réunion à Ulm, l'armée serait concentrée plus tôt, ou du moins l'ennemi aurait cinq à six marches de plus à faire pour l'atteindre, ce qui était un point capital dans la situation respective des deux partis.

Il ne fallait pas être un génie pour comprendre la chose ; cependant les hostilités n'ayant commencé que quelques jours après l'arrivée de Berthier à Munich, ce trop célèbre major général eut la bonhomie de s'attacher littéralement à l'ordre reçu, sans en expliquer l'intention manifeste ; non-seulement il persista à vouloir réunir l'armée à Ratisbonne, mais il fit même retourner sur cette ville Davoust, qui avait eu le bon esprit de se rabattre d'Amberg sur la direction d'Ingolstadt.

(1) J'en excepte toutefois le petit nombre d'officiers capables de les pénétrer par analogie avec les précédents.

Heureusement, Napoléon averti en 24 heures du passage de l'Inn, par le télégraphe, arriva comme l'éclair à Abensberg, au moment où Davoust allait se trouver investi et l'armée scindée ou morcelée par une masse de 180,000 ennemis. On sait par quel prodige il la rallia et triompha dans les cinq journées glorieuses d'Abensberg, de Siegenbourg, de Landshut, d'Eckmühl et de Ratisbonne, qui réparèrent les fautes de la pitoyable logistique de son chef d'état-major.

Nous terminerons ces citations par les événements qui précédèrent et accompagnèrent le passage du Danube avant Wagram ; les mesures pour faire arriver à point nommé dans l'île de Lobau, le corps du vice-roi d'Italie venant de la Hongrie, celui de Marmont venant de la Styrie, et celui de Bernadotte venant de Linz, sont moins étonnantes encore que le fameux arrêté ou décret impérial en 31 articles, qui réglait les détails du passage et de la formation dans les plaines d'Enzersdorf, en présence de 140,000 Autrichiens et de 500 pièces de canon, comme s'il se fût agi d'une fête militaire. Toutes ces masses se trouvant réunies dans l'île, le 4 juillet au soir, trois ponts sont jetés en un clin d'œil sur un bras du Danube de 70 toises, par la nuit la plus obscure et au milieu de torrents de pluie ; 150,000 hommes y défilent en présence d'un ennemi redoutable, et sont formés avant midi dans la plaine, à une lieue en avant des ponts qu'ils couvrent par un changement de front ; le tout en moins de temps qu'il n'en eût fallu pour le faire dans une manœuvre d'instruction répétée à plusieurs reprises. A la vérité, l'ennemi avait résolu de ne disputer le passage que faiblement, mais on l'ignorait, et le mérite des dispositions n'en est pas moins manifeste.

Cependant, par une bizarrerie des plus extraordinaires, le major-général ne s'était point aperçu, en expédiant dix ampliations du fameux décret, que par méprise le pont

du centre avait été assigné à Davoust, bien qu'il dût former l'aile droite ; tandis que le pont de droite avait été assigné à Oudinot, qui devait former le centre. Ces deux corps se croisèrent ainsi durant la nuit, et sans l'intelligence des régiments et de leurs chefs, le plus horrible désordre aurait pu s'introduire. Grâce à l'inaction de l'ennemi, on en fut quitte pour quelques détachements qui suivirent le corps auquel ils n'appartenaient pas : ce qu'il y eut de plus étonnant, c'est qu'après une pareille équipée, Berthier put être décoré du titre de prince de Wagram ; c'était la plus sanglante des épigrammes.

Sans doute, l'erreur était échappée à Napoléon dans la dictée de son décret : mais un chef d'état-major, expédiant vingt copies de cet ordre, et chargé d'office de veiller à la formation des troupes, ne devait-il pas s'apercevoir d'une telle méprise ?

Un autre exemple non moins extraordinaire de l'importance des mesures de bonne logistique, fut donné à la bataille de Leipzig. En recevant cette bataille, adossé à un défilé comme celui de Leipzig, et à des prairies boisées, coupées de petites rivières et de jardins, il eût été important de jeter grand nombre de petits ponts, d'ouvrir des abords pour y arriver, et de jalonner ces chemins ; cela n'eût pas empêché la perte d'une bataille décisive, mais on eût sauvé bon nombre d'hommes, de canons et de caissons, qui furent abandonnés faute d'ordre et d'issues pour se retirer. L'explosion inconcevable du pont de Lindenau fut également le résultat d'une insouciance impardonnable de l'état-major, qui, du reste, n'existait plus que de nom dans l'armée, grâce à la manière dont Berthier le composait et le traitait. D'ailleurs, il faut en convenir, Napoléon, qui entendait parfaitement la logistique pour organiser une irruption, n'avait jamais songé à une mesure de précaution pour le cas d'une défaite, et quand il était présent, chacun se reposait sur l'em-

pereur comme s'il eût dû lui-même tout ordonner et tout prévoir.

En voilà assez pour faire apprécier toute l'influence qu'une bonne logistique peut avoir sur les opérations militaires.

Pour compléter ce que je m'étais proposé de dire en rédigeant cet article, j'aurais à parler aussi des reconnaissances. Elles sont de deux espèces : les premières sont purement topographiques et statistiques ; elles ont pour but d'acquérir des notions sur le pays, ses accidents de terrain, ses routes, défilés, ponts, etc. ; de connaître ses ressources et ses moyens de toute espèce. Aujourd'hui la géographie, la topographie et la statistique ont fait tant de progrès, que ces reconnaissances sont moins nécessaires qu'autrefois ; cependant, elles seront toujours d'une grande utilité tant que l'Europe ne sera pas cadastrée ; or, il est probable qu'elle ne le sera jamais. Il existe beaucoup de bonnes instructions sur ces sortes de reconnaissances auxquelles je dois renvoyer mes lecteurs.

Les autres sont celles que l'on ordonne pour s'assurer des mouvements de l'ennemi. Elles se font par des détachements plus ou moins forts ; si l'ennemi est formé en présence, ce sont les généraux ou chefs d'état-major qui doivent aller en personne le reconnaître ; s'il est en marche, on peut pousser des divisions entières de cavalerie, pour percer le rideau de postes dont il est entouré.

Ces opérations sont assez bien enseignées par une foule d'ouvrages élémentaires, notamment celui du colonel Lallemand, et le règlement du service de campagne : d'ailleurs, nous croyons devoir réserver pour l'article suivant tout ce que nous avons à dire sur les divers moyens de pénétrer ce que fait l'ennemi.

ARTICLE XLII.

Des reconnaissances et autres moyens de bien connaître les mouvements de l'ennemi.

Un des moyens les plus importants pour bien combiner d'habiles manœuvres de guerre, serait, sans contredit, de ne jamais les ordonner que sur une connaissance exacte de ce que ferait l'ennemi. En effet, comment savoir ce que l'on doit faire soi-même, si l'on ignore ce que fait l'adversaire. Mais autant cette connaissance serait décisive, autant il est difficile, pour ne pas dire impossible, de l'acquérir ; et c'est précisément là une des causes qui rendent la théorie de la guerre si différente de la pratique.

C'est de là que viennent tous les mécomptes des généraux, qui ne sont que des hommes instruits sans avoir le génie naturel de la guerre, ou sans y suppléer par le coup d'œil exercé que peuvent donner une longue expérience et une grande habitude de diriger des opérations militaires. Il est toujours aisé, en sortant des bancs d'une académie, de faire un projet pour déborder une aile, pour menacer les communications de l'armée, lorsqu'on agit pour les deux partis en même temps et qu'on les dispose à son gré, soit sur une carte géographique, soit sur un plan de terrain simulé ; mais quand on a affaire à un adversaire habile, actif, entreprenant, et dont tous les mouvements sont une énigme, alors l'embarras commence, et c'est ici que se montre toute la médiocrité d'un général ordinaire, dénué de toute étude des principes.

J'ai acquis tant de preuves de cette vérité dans ma longue carrière, que si j'avais à éprouver un général, j'estimerai bien plus celui qui ferait des suppositions justes sur les mouvements de l'ennemi, que celui qui étalerait des théories si difficiles à bien faire, mais si faciles à apprendre quand on les trouve toutes faites.

Il y a quatre moyens pour parvenir à juger les opérations d'une armée ennemie : le premier est celui d'un espionnage bien organisé et largement payé (1); le second est celui des reconnaissances faites par d'habiles officiers et des corps légers; le troisième consiste dans les renseignements qu'on pourrait obtenir des prisonniers de guerre; le quatrième est celui d'établir soi-même les hypothèses qui peuvent être les plus vraisemblables d'après deux bases différentes : j'expliquerai cette idée plus bas. Enfin, il est un cinquième moyen, celui des signaux; quoiqu'il s'applique plutôt à indiquer la présence de l'ennemi qu'à juger de ses projets, il peut être rangé dans la catégorie dont nous nous occupons.

Pour tout ce qui se passe dans l'intérieur de l'armée ennemie, l'espionnage semble le plus sûr, car une reconnaissance, quelque bien faite qu'elle soit, ne peut donner aucune idée de ce qui se passe au delà de l'avant-garde. Cela ne veut pas dire qu'il n'en faille pas faire, car il faut tenter tous les moyens de se bien instruire; mais cela veut dire qu'il ne faut pas compter sur leur résultat. Il en est de même des rapports des prisonniers de guerre, ils sont souvent utiles, et le plus souvent il serait fort dangereux d'y ajouter foi. En tout cas, un état-major habile ne manquera pas de choisir quelques officiers instruits qui, chargés de ce service spécial, sauront diriger leurs questions de manière à démêler parmi les réponses ce qu'il peut être important de savoir.

Les partisans qu'on lance en coureurs au milieu des lignes d'opérations de l'ennemi, pourraient, sans doute, apprendre quelque chose de ses mouvements, mais il est presque impossible de communiquer avec eux et d'en recevoir des avis. L'espionnage, s'il est conçu sur une base bien large, réussira

plus généralement : toutefois, il est difficile qu'un espion pénètre jusqu'au cabinet du général ennemi et puisse en arracher le secret de ses entreprises; il se bornera donc le plus souvent à indiquer les mouvements dont il est le témoin, ou ceux qu'il apprendra par des bruits publics; et lorsqu'on recevra l'avis de ces mouvements, on ne saura encore rien de ceux qui surviendraient dans l'intervalle, ni du but ultérieur que l'ennemi se propose : on saura bien, par exemple, que tel corps a passé par Jéna, se dirigeant sur Weimar; tel autre a passé par Géra, se dirigeant vers Naumbourg, mais où iront-ils? que veulent-ils entreprendre? C'est ce qui sera bien difficile à apprendre de l'espion même le plus habile.

Lorsque les armées campaient sous la tente, presque entièrement réunies, alors les nouvelles de l'ennemi étaient plus certaines, car on pouvait pousser des partis jusqu'en vue de leur camp, et les espions pouvaient rendre compte de tous les mouvements de ces camps. Mais avec l'organisation actuelle en corps d'armée qui cantonnent ou bivouaquent, la chose est devenue plus compliquée, plus embarrassante, et, en résultat, presque nulle.

L'espionnage peut rendre néanmoins de bons services lorsque l'armée de l'adversaire est conduite par un grand capitaine ou un grand souverain, marchant toujours avec la majeure partie de ses forces et réserves. Tels étaient, par exemple, l'empereur Alexandre et Napoléon : lorsqu'on pouvait savoir où ils avaient passé et quelle direction ils prenaient, on pouvait, sans s'arrêter au détail des autres mouvements, juger à peu près le projet qu'ils avaient en vue.

Un général habile peut suppléer à l'insuffisance de tous ces moyens par des hypo-

(1) Recommander l'espionnage paraîtra une œuvre impie aux songes-cœurs philanthropes; mais je

les prie de ne pas oublier qu'il s'agit d'épier les mouvements d'une armée et non de délation.

thèses bien posées et bien résolues d'avance, et, je puis le dire avec une certaine satisfaction, ce moyen ne m'a presque jamais manqué, et je me suis rarement trompé en y ayant recours. Si la fortune ne m'a jamais mis à la tête d'une armée, j'ai été du moins chef d'état-major de près de 100,000 hommes, et appelé bien des fois au conseil des plus grands souverains de nos jours, dans lequel il s'agissait de diriger les masses de toute l'Europe armée, et je ne me suis trompé que deux ou trois fois dans les hypothèses que je posais, et dans la manière de résoudre les questions qui en résultaient. Je me suis même convaincu que toute question bien posée est presque toujours facile à résoudre, quand on a le jugement sain. Or, comme je l'ai déjà dit, j'ai constamment reconnu qu'une armée ne pouvant opérer que sur le centre ou sur une des extrémités de son front d'opérations, il n'y avait guère plus de trois à quatre chances possibles à supposer. Dès lors un esprit bien pénétré de ces vérités, et imbu de bons principes de guerre, saura toujours adopter un parti qui pourvoie d'avance aux chances les plus probables. Je me permettrai d'en citer quelques exemples pris dans ma propre expérience.

Lorsqu'en 1806 on était encore indécis en France sur la guerre de Prusse, je fis un mémoire sur les probabilités de la guerre et les opérations qui auraient lieu dans ce cas.

J'établis les trois hypothèses suivantes : 1° Les Prussiens attendront Napoléon derrière l'Elbe, et feront la guerre défensive jusqu'à l'Oder pour attendre le concours de la Russie et de l'Autriche ; 2° Dans le cas contraire, ils s'avanceront sur la Saale, appuyant leur gauche à la frontière de Bohême et défendant les débouchés des montagnes de Franconie ; 3° Ou bien, attendant les Français par la grande chaussée de Mayence, ils s'avanceront imprudemment jusqu'à Erfurt.

Je ne crois pas qu'il y eût d'autres chances possibles à supposer, à moins qu'on ne crût les Prussiens assez mal avisés pour partager leurs forces, déjà inférieures, sur les deux directions de Wesel et de Mayence ; faute inutile, puisque sur la première de ces routes, il n'avait pas paru un seul soldat français depuis la guerre de sept ans.

Hé bien ! ces trois hypothèses ainsi posées, si l'on se demandait le parti qu'il convenait le mieux à Napoléon de prendre, n'était-il pas facile de conclure « que le » gros de l'armée française étant déjà ras- » semblé en Bavière, il fallait le jeter sur la » gauche des Prussiens par Géra et Hof, car, » quelque résolution que ceux-ci adoptas- » sent, c'était là qu'était le nœud gordien » de toute la campagne. »

S'avançaient-ils sur Erfurt ? en tombant sur Géra on les coupait de leur ligne de retraite, et on les rejetait sur le bas Elbe, à la mer du Nord. S'appuyaient-ils à la Saale ? en attaquant leur gauche par Hof et Géra on les accablait partiellement, et on pouvait encore les prévenir par Leipzig à Berlin. S'ils restaient enfin derrière l'Elbe, c'était toujours sur la direction de Géra et de Hof qu'il fallait les aller chercher.

Qu'importait dès lors de savoir le détail de leurs mouvements, puisque l'intérêt était toujours le même ? Aussi, bien convaincu de ces vérités, n'hésitai-je pas à annoncer, *un mois avant la guerre*, que ce serait là ce que Napoléon entreprendrait, et que si les Prussiens passaient la Saale, ce serait à Jéna et Naumbourg qu'on se battrait !!

Quelles suppositions faisaient le duc de Brunswick et ses conseillers, au même instant où je voyais si juste ? Pour y croire, il faut les lire dans les ouvrages de MM. C. de W. et Ruhle et Lilienstern (*Operationsplan..... et Bericht eines Augenzeugen*).

Si je rappelle cette circonstance, déjà plus d'une fois citée, ce n'est point un sentiment

de vanité qui m'y porte, car j'aurais d'autres citations de cette nature à faire ; mais j'ai seulement voulu démontrer qu'on peut souvent agir à la guerre d'après des problèmes bien posés, sans trop s'arrêter aux détails des mouvements de son adversaire. Si M. le général de Clausewitz avait été aussi souvent que moi dans le cas de poser ces problèmes et de les voir résoudre, il n'eût pas tant douté de l'efficacité des théories de guerre fondées sur les principes, car ce sont des théories qui seules pourront servir de guide pour de pareilles solutions. Ses trois volumes sur la guerre prouvent évidemment que dans une situation pareille à celle où se trouvait le duc de Brunswick, en 1806, il eût été tout aussi embarrassé que lui sur le parti qu'il fallait prendre. L'irrésolution doit être l'apanage des esprits qui doutent de tout.

Revenant à notre sujet, je dois avouer que l'espionnage a été singulièrement négligé dans bien des armées modernes, et, en 1813, entre autres, l'état-major du prince de Schwartzberg n'ayant pas un sou à sa disposition pour ce service, l'empereur Alexandre dut fournir des fonds de sa cassette pour donner, à cet état-major, le moyen d'envoyer des agents en Lusace apprendre où se trouvait Napoléon. Le général Mack, à Ulm, et le duc de Brunswick, en 1806, n'étaient pas mieux instruits ; et les généraux français payèrent souvent cher, en Espagne, l'impossibilité d'avoir des espions et des renseignements sur ce qui passait autour d'eux.

Pour les renseignements qu'on peut obtenir des corps volants, l'armée russe est mieux partagée que toute autre, grâce à ses cosaques et à l'intelligence de ses partisans : l'histoire en fournit assez de preuves.

L'expédition du prince Koudacheff, envoyé après la bataille de Dresde au prince de Suède, et qui, après avoir traversé l'Elbe à la nage, marcha au milieu des colonnes françaises jusque vers Wittenberg, est un

monument historique de ces sortes de courses. Les renseignements fournis par les partisans des généraux Czernitcheff, Benkendorf, Davidoff et Seslawin, ont rendu d'éminents services de la même nature. On se rappelle que ce fut une dépêche de Napoléon à l'impératrice Marie-Louise, interceptée près de Châlons par les cosaques, qui apprit aux alliés le projet formé par l'empereur des Français pour se jeter sur leurs communications avec toutes ses forces réunies, en se basant sur la ceinture des places fortes de la Lorraine et de l'Alsace. Ce précieux renseignement décida la réunion des armées de Blücher et de Schwartzberg, que toutes les belles remontrances stratégiques n'étaient jamais parvenues à faire agir de concert, si ce n'est à Leipzig et à Brienne.

On sait aussi que ce fut un avis donné par Seslawin au général Doctoroff, qui empêcha celui-ci d'être écrasé à Borowsk par Napoléon qui venait de partir de Moscou avec toute son armée pour commencer sa retraite. On n'y voulait d'abord pas croire, et il fallut que Seslawin piqué, allât enlever un officier et quelques soldats de la garde, au milieu des bivouacs français, pour confirmer son rapport. Cet avis, qui décida la marche de Koutousoff sur Malo-Jaroslawetz, empêcha Napoléon de prendre la route de Kalouga, où il eût trouvé plus de ressources, où il eût évité les désastres de Krasnoi et de la Bérésina, ce qui, du reste, eût diminué la catastrophe sans l'empêcher entièrement.

De tels exemples, quelques rares qu'ils soient, suffisent pour donner une idée de ce qu'on peut attendre de bons partisans conduits par des officiers capables.

Pour arriver à une conclusion, je résumerai cet article aux vérités suivantes :

1^o C'est qu'un général ne doit rien négliger pour être instruit des mouvements de l'ennemi et employer à cet effet des reconnaissances, des espions, des corps légers conduits par des officiers capables, des si-

gnaux, enfin, des officiers instruits chargés de diriger aux avant-gardes les interrogatoires des prisonniers ;

2° Qu'en multipliant des renseignements, quelque imparfaits et contradictoires qu'ils soient, on parvient souvent à démêler la vérité du sein même de leurs contradictions ;

3° Qu'il faut néanmoins se défier de ces moyens et ne pas trop y compter pour la combinaison des opérations ;

4° Qu'à défaut de renseignements sûrs et exacts, un général capable ne doit jamais se mettre en marche sans avoir deux ou trois partis pris sur les hypothèses vraisemblables qu'offrirait la situation respective des armées, et que ces partis pris soient fondés sur les principes.

Je pourrais garantir que, dans ce cas, rien de bien imprévu ne pourra venir le surprendre et lui faire perdre la tête comme cela arrive si souvent : car, à moins d'être tout à fait incapable de commander une armée, on doit être en état de faire les suppositions les plus probables sur ce que l'ennemi entreprendra, et adopter d'avance un parti sur l'une ou l'autre de ces suppositions qui viendrait à se réaliser (1). Je ne pourrais trop le répéter, c'est dans de pareilles suppositions, bien posées et bien résolues, qu'est le véritable cachet du génie militaire ; et, quoique le nombre en soit toujours fort restreint, il est inconcevable à quel point ce puissant moyen est négligé.

Pour compléter cet article, il nous reste à dire aussi ce que l'on peut obtenir à l'aide des signaux.

Il y en a de plusieurs sortes, et à la tête

(1) On ne m'accusera pas, je pense, de vouloir qu'il n'arrive jamais d'événement à la guerre qui sorte de toutes les prévisions possibles ; il suffirait des surprises de Crémone, de Berg-op-Zoom, de Hochkirch, pour prouver le contraire. Je crois

de toutes on doit naturellement placer les télégraphes. Ce fut à l'idée qu'il eut, d'établir une ligne télégraphique entre son quartier général et la France, que Napoléon fut redevable de ses étonnants succès de Ratisbonne en 1809. Il se trouvait encore à Paris quand l'armée autrichienne franchit l'Inn vers Braunau, pour envahir la Bavière et percer ses cantonnements. Instruit en 24 heures de ce qui se passait à 250 lieues de lui, il se jette aussitôt en voiture, et huit jours après il était vainqueur dans deux batailles sous les murs de Ratisbonne : sans le télégraphe, la campagne était perdue : ce trait suffit pour en apprécier l'importance.

On a imaginé aussi de se servir de télégraphes portatifs, et, à ma connaissance, la première idée en appartient à un marchand russe qui l'avait apportée de la Chine. Ces télégraphes, manœuvrés par des hommes à cheval postés sur des hauteurs, semblaient pouvoir porter en quelques minutes les ordres du centre aux extrémités d'une ligne de bataille, ainsi que les rapports des ailes au quartier général. Des essais répétés eurent lieu, mais le projet fut abandonné sans que j'aie pu en savoir les raisons. Ces communications ne pouvaient être à la vérité que fort brèves, et les temps nébuleux pouvaient les rendre quelquefois incertaines : cependant, comme le vocabulaire de pareils rapports pourrait se réduire à une vingtaine de phrases, pour lesquelles il serait facile d'avoir des signes de convention, je crois que le moyen ne serait pas à dédaigner, lors même qu'on devrait envoyer le duplicata des transmissions, par des officiers capables de bien rendre des ordres verbaux. On y gagnerait toujours la rapidité.

seulement que ces événements se rapprocheront toujours plus ou moins de l'une des hypothèses adoptées ou prévues, en sorte qu'on pourrait y remédier par les mêmes moyens.

Un essai d'une autre nature fut tenté en 1794 à la bataille de Fleurus, où le général Jourdan se servit d'un aérostat pour reconnaître et signaler les mouvements des Autrichiens. Je ne sais s'il eut lieu de s'applaudir de cet essai, qui ne fut plus renouvelé, bien qu'on ait prétendu dans le temps qu'il avait concouru à la victoire, ce dont je doute fort. Il est probable que la difficulté d'avoir un aérostat tout prêt à faire son ascension au moment où cela serait opportun, celle de bien observer ce qui se passe ici-bas quand on est ainsi aventuré dans les airs, et l'instabilité des vents, ont pu faire renoncer à ce moyen. En maintenant le ballon à une élévation peu considérable, en y plaçant un officier capable de bien juger les mouvements de l'ennemi, et en perfectionnant le petit nombre de signaux qu'il faudrait en attendre, il est des circonstances où l'on en tirerait peut-être quelque fruit. Toutefois, la fumée du canon, la difficulté de distinguer à quel parti appartiennent les colonnes qu'on voit se mouvoir comme des troupes de Liliputiens, rendront toujours ces rapports fort incertains : un aéronaute eût été, par exemple, assez embarrassé de décider, à la bataille de Waterloo, si c'était Grouchy ou Blücher qui arrivait par Saint-Lambert : mais dans les cas où les armées sont moins mêlées et plus distinctes, il semble que l'on pourrait utiliser quelquefois ce moyen. Ce qu'il y a de sûr, c'est que je me suis convaincu sur le clocher de Gautsch, à la bataille de Leipzig, du fruit que l'on peut tirer d'une pareille observation ; et l'aide de camp du prince de Schwartzemberg que j'y conduisis, ne saurait nier que ce furent bien mes sollicitations qui décidèrent le prince à sortir du gouffre entre la Pleisse et l'Elster. Sans doute, on est plus à son aise sur un clocher que dans une frêle nacelle aérienne, mais on ne trouve pas partout des clochers situés de manière à pouvoir planer sur tout le champ de bataille, et on ne les transporte pas à volonté. Ce serait, du reste,

à MM. Green ou Garnerin à nous dire comment on voit les objets à 5 ou 600 pieds d'élévation perpendiculaire.

Il est une espèce de signaux plus solides, ce sont ceux qu'on donne par de grands feux allumés sur les points élevés d'une contrée : avant l'invention du télégraphe, ils avaient le mérite de pouvoir porter rapidement la nouvelle d'une invasion, d'un bout du pays à l'autre. Les Suisses s'en servaient pour appeler les milices aux armes. On en fait aussi quelquefois usage pour donner l'alarme aux cantonnements d'hiver, afin de les rassembler plus promptement : ils peuvent d'autant mieux servir à cet effet, qu'il suffit de deux ou trois variantes dans le signal pour indiquer aux corps d'armée de quel côté l'ennemi menace les quartiers plus sérieusement, et sur quel point ils doivent effectuer leur rassemblement. Par la même raison, ces signaux peuvent convenir sur les côtes, contre les descentes.

Enfin, il est une dernière espèce de signaux, ceux que l'on donne aux troupes pendant l'action à l'aide des instruments militaires ; comme ils ne touchent pas directement au sujet que nous traitons, je me bornerai à observer qu'on les a perfectionnés dans l'armée russe plus que partout ailleurs. Mais, tout en reconnaissant de quelle importance il serait de trouver un moyen sûr d'imprimer un mouvement spontané et simultané à une masse de troupes d'après la volonté subite de son chef, il faut avouer que ce sera encore longtemps un problème difficile à résoudre : et à part le cas d'un hurra général, imprimé à toute une ligne par le pas de charge répété de proche en proche, il sera toujours difficile d'appliquer les signaux par instruments, à d'autre usage qu'aux tirailleurs : même ces hurras généraux et spontanés sont-ils plutôt l'effet d'un élan des troupes que le résultat d'un ordre : je n'en ai vu que deux exemples dans treize campagnes.

CHAPITRE VII.

DE LA FORMATION DES TROUPES

POUR ALLER AU COMBAT (1)

ET DE L'EMPLOI PARTICULIER OU COMBINÉ

DES TROIS ARMES.

Deux articles essentiels de la tactique des batailles nous restent à examiner : l'un est la manière de disposer les troupes pour les conduire au combat, l'autre est l'emploi des différentes armes. Bien que ces objets appartiennent à la logistique et à la tactique secondaire, il faut avouer cependant qu'ils forment une des principales combinaisons d'un général en chef lorsqu'il s'agit de livrer bataille ; dès lors ils entrent nécessairement dans le plan que nous nous sommes proposé.

Ici les doctrines deviennent moins fixes, et l'on retombe forcément dans le champ des systèmes : aussi n'est-ce pas sans étonnement que nous avons vu tout récemment un des écrivains modernes les plus célèbres, prétendre que la tactique est fixée, mais que la stratégie ne l'est pas, tandis que c'est précisément le contraire.

La stratégie se compose de lignes géographiques invariables, dont l'importance relative se calcule d'après la situation des forces ennemies, situation qui ne peut jamais amener qu'un petit nombre de variations, puisque les forces ennemies se trouveront divisées ou rassemblées, soit sur le centre, soit sur une des deux extrémités. Rien de plus possible que de soumettre des éléments si simples à des règles dérivant du principe fondamental de la guerre, et tous les efforts d'écrivains méticuleux pour embrouiller la science en voulant la rendre

(1) Tout ce qui concerne les formations appartient plutôt à la logistique qu'à la tactique ; mais j'ai cru que ce chapitre, rédigé ainsi depuis sept ans,

trop abstraite et trop exacte ne sauraient faire naître un doute à ce sujet. Il en est de même des combinaisons des ordres de batailles, qui peuvent être soumises à des maximes également rapportées au principe général. Mais les moyens d'exécution, c'est-à-dire, la tactique proprement dite, dépendent de tant de circonstances, qu'il est impossible de donner des règles de conduite pour les cas innombrables qui peuvent se présenter. Pour s'en assurer, il suffit de lire les ouvrages qui se succèdent tous les jours sur ces parties de l'art militaire sans qu'aucun puisse s'accorder ; et si l'on met en présence deux généraux distingués de cavalerie ou d'infanterie, il est bien rare qu'ils parviennent à s'entendre parfaitement sur la méthode la plus convenable pour exécuter une attaque. Ajoutons à cela l'énorme différence qui existe dans les talents des chefs, dans leur énergie, dans le moral des troupes, et nous serons convaincus que la tactique d'exécution sera éternellement réduite à des systèmes contradictoires, et que ce sera beaucoup si l'on parvient à poser quelques maximes régulatrices, qui empêchent les fausses doctrines de s'introduire dans les systèmes qu'on adoptera.

ARTICLE XLIII.

Du placement des troupes dans la ligne de bataille.

Après avoir défini, à l'article 30, ce que l'on doit entendre par la ligne de bataille, il convient de dire de quelle manière elles se forment, et comment les différentes troupes doivent y être réparties.

Avant la révolution française, toute l'infanterie, formée par régiments et brigades,

pouvait bien rester tel qu'il était, car la formation dépend de l'emploi, et l'emploi dépend aussi un peu de la formation la plus familière à une armée.

Nota. Toutes les dispositions sont supposées pour une Division de 12 Bataillons.
On n'a observé d'échelle proportionnelle que pour les figures 1 à 8.

Fig. 1. Ordre déployé sur deux lignes.

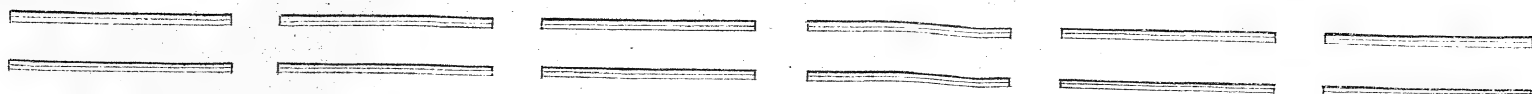


Fig. 2.

Quatre Régiments de trois Bataillons dont un déployé et deux autres en colonne,

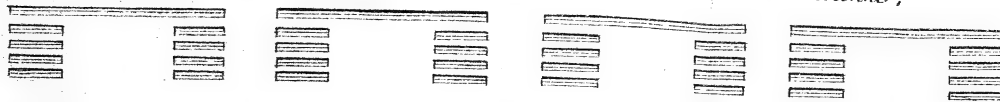


Fig. 3.

Colonne de dix Bataillons déployés l'un derrière l'autre avec un Bataillon marchant par files sur chaque flanc.

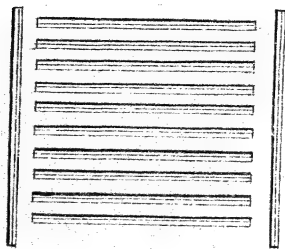


Fig. 4.

La même Division formée par Brigades.

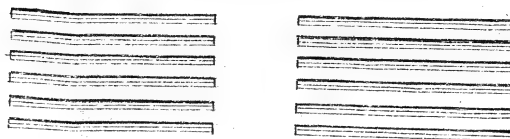


Fig. 5.

Deux Bataillons en colonnes d'attaque sur deux lignes avec tirailleurs dans les intervalles

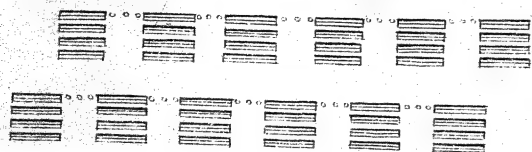


Fig. 6.

Les mêmes Bataillons placés sur deux rangs au lieu de trois, et la 4^e Division répandue en tirailleurs.

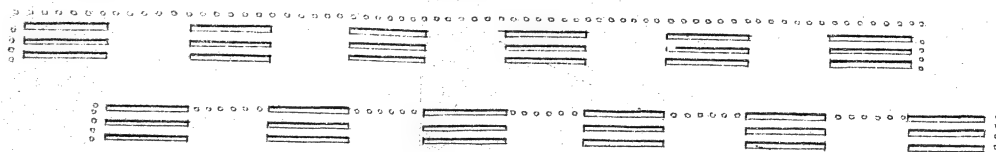


Fig. 7.

Division en carrés par Bataillons en échiquier.

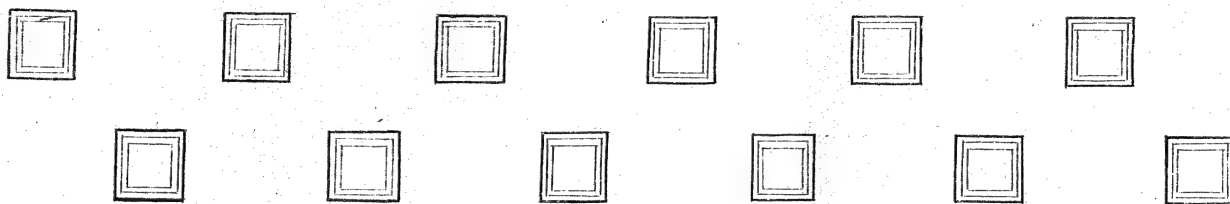
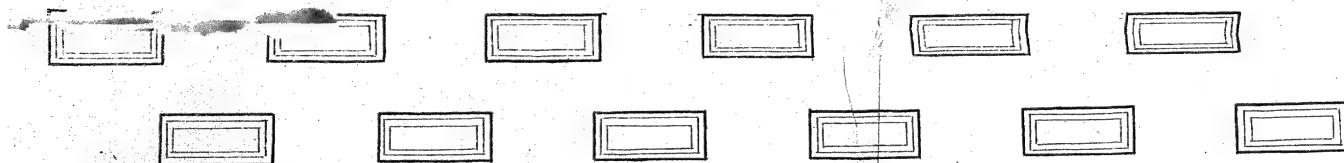


Fig. 8.

La même Division en carrés longs par Bataillons.



Le 12^e Bataillon pourra être placé en 3^e ligne.

Fig. 9.

Division en carrés par régiment de trois Bataillons.

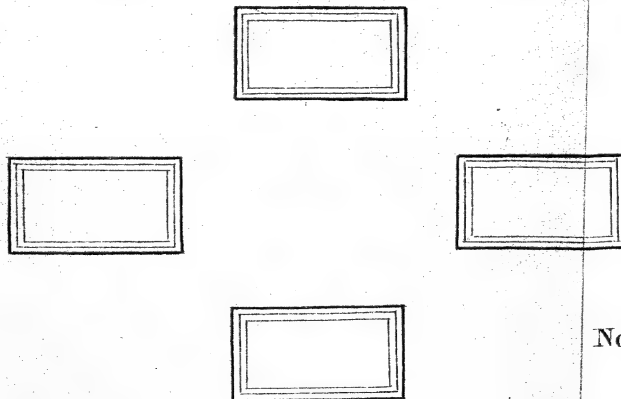
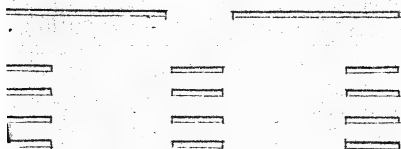


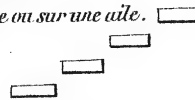
Fig. 10.

Division de Cavalerie de 5 régiments.



La cavalerie est déployée en ligne, on doit former en échiquier plutôt qu'en lignes pleines.

Nota. Les carrés peuvent aussi être formés en échelons démasqués sur le centre ou sur une aile.



En général, on peut former tout ordre de Bataille avec des carrés comme avec des lignes.
L'artillerie se place selon le terrain et les circonstances.

se trouvait réunie en un seul corps de bataille, subdivisé en première et seconde lignes qui avaient chacune leur aile droite et leur aile gauche. La cavalerie se plaçait ordinairement sur les deux ailes, et l'artillerie, encore très-lourde à cette époque, était répartie sur le front de chaque ligne (on traînait du canon de 16, et il n'y avait pas d'artillerie à cheval). Alors l'armée, campant toujours réunie, se mettait en marche par lignes ou par ailes, et comme il y avait deux ailes de cavalerie et deux d'infanterie, si l'on marchait par ailes, on formait ainsi quatre colonnes. Quand on marchait par lignes, ce qui convenait surtout dans les marches de flanc, alors on ne formait que deux colonnes, à moins que, par des circonstances locales, la cavalerie ou une partie de l'infanterie eussent campé en troisième ligne, ce qui était rare.

Cette méthode simplifiait la logistique, puisque toute la disposition consistait à dire : « On marchera dans telle direction, par » lignes ou par ailes, par la droite ou » par la gauche. » On sortait rarement de cette monotone, mais simple formation, et dans l'esprit du système de guerre qu'on suivait, c'était ce qu'il y avait de mieux à faire.

Les Français voulurent essayer à Minden une disposition logistique différente, en formant autant de colonnes que de brigades, et en ouvrant des chemins pour les conduire de front sur une ligne déterminée qu'elles ne purent jamais former (1).

Si le travail de l'état-major était facilité par ce mode de camper et de marcher par lignes, il faut convenir qu'appliqué à une armée de 100 ou 150,000 hommes, ce système produirait des colonnes sans fin, et qu'on aurait souvent des déroutes comme à Rosbach (2).

La révolution française amena le système

des divisions, qui rompit la trop grande unité de l'ancienne formation, et donna des fractions capables de se mouvoir pour leur propre compte sur toute espèce de terrain, ce qui fut un bien réel, quoique l'on tombât peut-être d'un extrême dans un autre, en revenant presque à l'organisation légionnaire des Romains. Ces divisions, composées ordinairement d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie, manœuvraient et combattaient séparément; soit qu'on les étendit outre mesure pour les faire vivre sans magasins, soit qu'on eût la manie de prolonger sa ligne dans l'espoir de déborder celle de l'ennemi, on vit souvent les sept ou huit divisions dont une armée se composait, marcher de front sur autant de routes à quatre ou cinq lieues l'une de l'autre; le quartier général se plaçait au centre, sans autre réserve que cinq ou six minces régiments de cavalerie de 3 à 400 chevaux; en sorte que si l'ennemi venait à réunir le gros de ses forces sur une de ses divisions et à la battre, la ligne se trouvait percée, et le général en chef, n'ayant aucune réserve d'infanterie sous la main, ne voyait d'autre ressource que de se mettre en retraite pour rallier ses forces morcelées.

Bonaparte, dans sa première guerre d'Italie, remédia à cet inconvénient, tant par la mobilité et la rapidité de ses manœuvres, qu'en réunissant toujours le gros de ses divisions sur le point où le coup décisif devait se porter.

Lorsqu'il se fut placé à la tête de l'État, et qu'il vit chaque jour agrandir la sphère de ses moyens et celle de ses projets, Napoléon comprit qu'une organisation plus forte était nécessaire; il prit donc un terme moyen entre l'ancien système et le nouveau, tout en conservant l'avantage de l'organisation divisionnaire. Il forma, dès la campagne de 1800, des corps de deux ou trois divisions, qu'il plaça sous des lieutenants-

(1) Chap. XV du *Traité des grandes opérations*.

(2) Chap. IV du *Traité des grandes opérations*.

généraux pour former les ailes, le centre ou la réserve de l'armée (1).

Ce système fut définitivement consolidé au camp de Boulogne, où l'on organisa des corps d'armée permanents sous des maréchaux, qui commandaient trois divisions d'infanterie, une de cavalerie légère, et 36 à 40 pièces de canon avec des sapeurs. C'étaient autant de petites armées, propres à former, au besoin, toute entreprise par elles-mêmes. La grosse cavalerie fut réunie en une forte réserve, composée de deux divisions de cuirassiers, quatre de dragons et une de cavalerie légère. Les grenadiers réunis et la garde, formèrent une belle réserve d'infanterie : plus tard, en 1812, la cavalerie fut aussi organisé en corps de trois divisions, afin de donner plus d'unité aux masses toujours croissantes de cette arme.

Il faut en convenir, cette organisation laissait peu à désirer, et cette grande armée, qui fit effectivement de si grandes choses, fut bientôt le type sur lequel toute l'Europe se modela.

Quelques militaires rêvant la perfectibilité de l'art, auraient voulu que la division d'infanterie, appelée quelquefois à combattre seule, fût portée de deux brigades à trois, parce que ce nombre trois donne un centre et deux ailes, ce qui est d'un avantage manifeste, puisque sans cela le nombre deux donne pour centre un vide, un intervalle, et que les fractions formant les ailes, privées d'appui central, ne sauraient opérer isolément avec la même sécurité. Outre cela, le nombre de trois permet d'engager deux brigades et d'en avoir une en réserve,

ce qui augmente évidemment les forces disponibles pour le choc décisif. Mais si 30 brigades, formées en 10 divisions de trois brigades, valent mieux que réparties en 15 divisions de deux brigades, il faudrait, pour obtenir cette organisation divisionnaire par excellence, augmenter l'infanterie d'un tiers ou réduire les divisions des corps d'armée à deux au lieu de trois, ce qui serait un mal plus réel, puisque le corps d'armée étant plus souvent appelé à combattre seul qu'une division, c'est surtout à lui que le nombre de trois convient le mieux (2).

Au demeurant, la meilleure organisation à donner à une armée qui entre en campagne, sera longtemps encore un problème de logistique à résoudre, à cause de la difficulté qu'on éprouve à la maintenir au milieu des événements de la guerre et des détachements incessants qu'ils nécessitent plus ou moins.

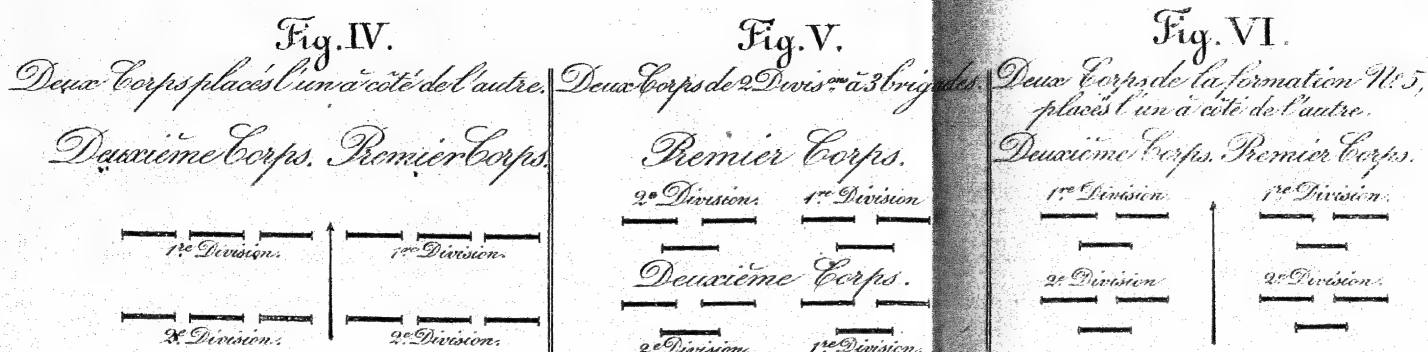
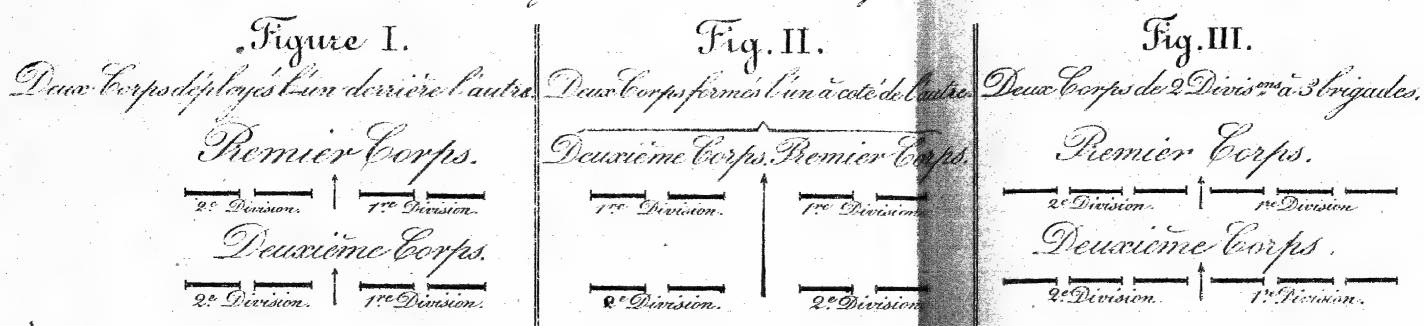
La grande armée de Boulogne que nous venons de citer, en est la preuve la plus évidente. Il semblait que son organisation parfaite dût la mettre à l'abri de toutes les vicissitudes possibles. Le centre, sous le maréchal Soult, la droite, sous Davoust, la gauche, sous Ney, la réserve, sous Lannes, présentaient un corps de bataille régulier et formidable de 13 divisions d'infanterie, sans compter celles de la garde et des grenadiers réunis. Outre cela, les corps de Bernadotte et Marmont, détachés à droite, et celui d'Augereau, détaché à gauche, étaient disponibles pour agir sur les flancs. Mais dès le passage du Danube à Donawert, tout fut interverti : Ney, d'abord renforcé jusqu'à 5 divisions, fut réduit à deux ; le corps

(1) Ainsi l'armée du Rhin était composée de l'aile droite, sous Lecburbe, trois divisions ; du centre, sous Saint-Cyr, trois divisions ; et de la gauche, sous Sainte-Suzanne, deux divisions ; le général en chef avait, en outre, trois divisions de réserve sous ses ordres immédiats.

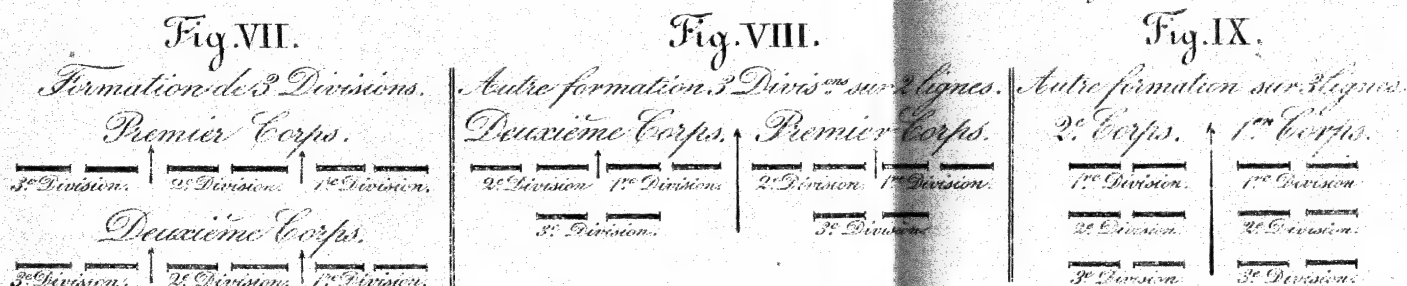
(2) Trente brigades, formées en quinze divisions de deux brigades chacune, n'engageraient que

quinze brigades en première ligne ; tandis que ces trente brigades, formées en dix divisions de trois brigades, donneraient vingt brigades en première ligne, et dix en seconde. Mais alors il faut diminuer le nombre des divisions et n'en avoir que deux par corps d'armée, ce qui serait fâcheux, puisque les corps d'armée sont plus souvent appelés à manœuvrer seuls que les divisions.

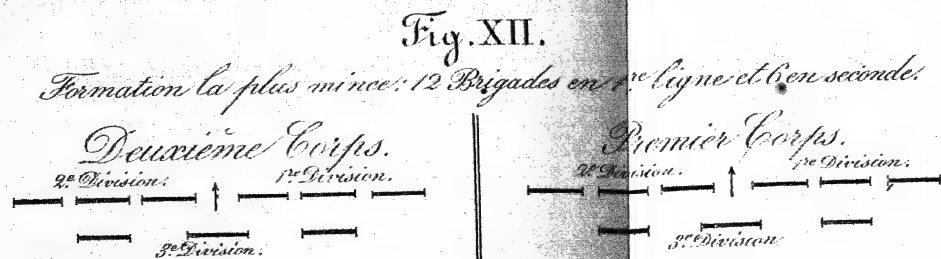
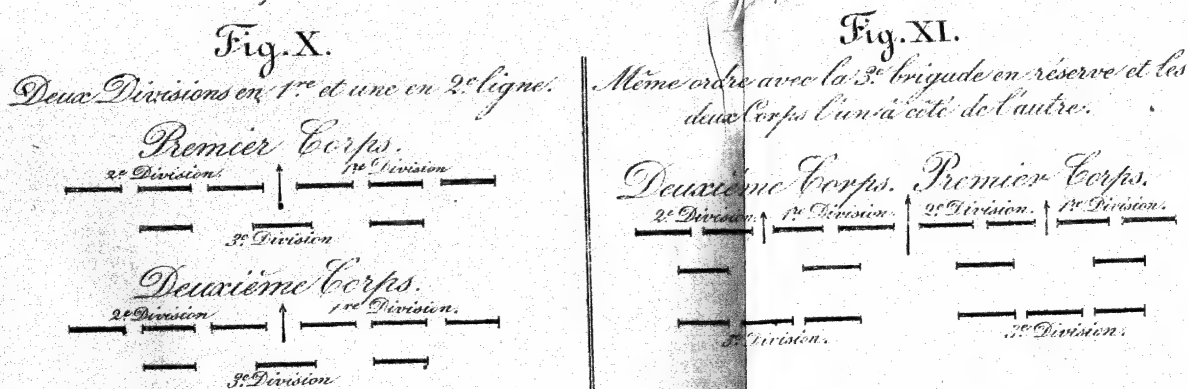
Diverses formations de lignes de bataille pour deux Corps d'infanterie.



Formation de deux Corps de 3 Divisions à 2 Brigades.



Pour les Corps de 3 Divisions à 3 Brigades chacune.



N.B. Dans toutes ces formations, les unités sont des Brigades en lignes; mais ces lignes peuvent être formées de bataillons déployés, ou en colonnes d'attaque par Divisions de deux pelotons. La Cavalerie attachée à ces Corps se placerait sur les flancs.

On pourrait aussi placer les Brigades de manière à ce qu'elles eussent toutes un de leurs Régiments dans la première ligne et un dans la seconde.

de bataille fut disloqué, partie à droite, partie à gauche, en sorte que ce bel ordre devint inutile.

Il sera toujours fort difficile de donner une organisation tant soit peu stable ; cependant les événements ne sont pas toujours aussi compliqués que ceux de 1805, et la campagne de Moreau, en 1800, prouve que l'organisation primitive peut jusqu'à un certain point se maintenir, du moins pour le gros de l'armée. A cet effet, il semble que l'organisation de l'armée en 4 fractions, savoir, deux ailes, un centre, et une réserve, est la seule rationnelle ; la composition de ces fractions pourra varier selon la force de l'armée ; mais pour pouvoir la maintenir, il sera indispensable d'avoir un certain nombre de divisions hors de ligne, pour fournir les détachements nécessaires. Ces divisions, en attendant qu'elles soient détachées, pourraient renforcer l'une ou l'autre de ses fractions, qui serait la plus exposée à recevoir ou à frapper de grands coups ; ou bien on les emploierait soit sur les flancs du corps de bataille, soit à doubler la réserve. Chacune des quatre grandes fractions du corps de bataille pourra ne former qu'un seul corps de 3 à 4 divisions ou bien se diviser en deux corps de 2 divisions. Dans ce dernier cas, on aurait 7 corps ; en n'en comptant qu'un pour la réserve ; mais il faudrait que le dernier eût toujours 3 divisions, afin que le centre et les ailes eussent chacun leur réserve.

En formant ainsi 7 corps, si l'on n'en avait pas toujours quelques-uns hors de ligne pour fournir les détachements, il arriverait souvent que les corps des extrémités se trouveraient détachés, en sorte qu'il ne resterait pour chaque aile que 2 divisions dont il faudrait même parfois détacher encore une brigade pour flanquer la marche de l'armée, de manière qu'il n'y resterait plus que 3 brigades, ce qui ne constitue pas un ordre de bataille bien fort.

Ces vérités font croire qu'une organisa-

tion de la ligne de bataille en 4 corps de 3 divisions d'infanterie et une de cavalerie légère, plus 3 ou 4 divisions destinées aux détachements, serait moins sujette à varier qu'une en 7 corps de 2 divisions.

Du reste, comme tout dépend, dans ces sortes d'arrangements, de la force de l'armée et des unités qui la composent, autant que de la nature de ses entreprises, il en résulte des variantes multipliées qu'il serait trop long de détailler ici, et je me bornerai à tracer sur la planche ci-jointe, les principales combinaisons que présenterait une formation, selon que les divisions seraient de 2 ou de 3 brigades, et les corps de 2 ou 3 divisions. On y a tracé la formation pour 2 corps d'infanterie sur deux lignes, soit l'un derrière l'autre, soit l'un à côté de l'autre.

Ceci nous amène à examiner s'il peut jamais être convenable de placer ainsi deux corps l'un derrière l'autre, comme Napoléon le fit souvent, notamment à Wagram. Je crois qu'à l'exception des réserves, ce système ne saurait s'appliquer qu'à une position d'attente, et nullement à un ordre de combat ; car, il est bien préférable que chaque corps ait en lui-même sa seconde ligne et sa réserve, que d'entasser plusieurs corps sous des chefs différents. Quelque bien disposé que soit un général à soutenir un de ses collègues, il lui répugnera toujours de morceler ses forces à cet effet ; et quand, au lieu d'un collègue, il ne verra dans le commandant de la première ligne qu'un rival envié, ainsi que cela n'arrive que trop souvent, il est probable qu'il ne lui fournira pas avec empressement le secours dont il pourrait avoir besoin. Outre cela, un chef, dont le commandement est réparti sur une longue étendue, est bien moins sûr de ses opérations, que s'il n'embrassait que la moitié de ce front, et qu'il trouvât en échange dans plus de profondeur, le soutien qui lui serait nécessaire.

Enfin, pour compléter cet aperçu, on

moment de livrer bataille, elles ne reprennent aussi le poste qui leur est assigné, soit par la nature du terrain, soit par les vues du général en chef.

D'après ce que nous venons d'exposer, nos lecteurs s'assureront que les errements suivis depuis la renaissance de l'art de la guerre et l'invention de la poudre jusqu'à la révolution française, ont subi de grands changements par l'organisation actuelle, et que pour bien apprécier les guerres de Louis XIV, de Pierre le Grand et de Frédéric II, il faut nécessairement se reporter au système adopté de leur temps.

Toutefois, une partie des anciennes méthodes peut être encore employée, et si, par exemple, le placement de la cavalerie sur les ailes n'est plus une règle fondamentale, il peut être bon pour des armées de 50 à 60,000 hommes, surtout quand le centre se trouve sur un terrain moins propre à cette arme que l'une ou l'autre des extrémités. Il est généralement d'usage d'attacher une ou deux brigades de cavalerie légère à chaque corps d'infanterie, ceux du centre la placeront préférentiellement derrière la ligne : ceux des ailes peuvent la placer sur leurs flancs. Quant aux réserves de cette arme, si elle est assez nombreuse pour organiser trois corps, afin que le centre et chacune des ailes ait sa réserve, ce serait un ordre aussi parfait qu'on puisse le désirer. A défaut de cela, on pourrait disposer cette réserve en deux colonnes, l'une au point où le centre se lie à la droite, l'autre entre le centre et la gauche : ces colonnes pourraient ainsi arriver avec la même facilité sur tous les points de la ligne qui seraient menacés (1).

L'artillerie, aujourd'hui plus mobile, est bien comme autrefois répartie sur tout le front, puisque chaque division a la sienne. Cependant il est bon d'observer que, son

(1) Il est bien entendu que ce placement suppose un terrain propice à cette arme, première condition de tout ordre de bataille bien combiné.

organisation s'étant perfectionnée, on peut mieux la répartir selon les besoins, et c'est toujours un grand tort que de la trop éparpiller. Il existe, au reste, peu de règles positives sur cette répartition de l'artillerie ; car, qui oserait conseiller, par exemple, de boucher une trouée dans une ligne de bataille, en plaçant 100 pièces en une seule batterie, fort loin de toute la ligne, comme Napoléon le fit avec tant de succès à Wagram ? Ne pouvant entrer ici dans tous les détails de cette arme, nous nous bornerons à dire :

1° Que l'artillerie à cheval doit être placée sur un terrain où elle puisse se mouvoir en tout sens ;

2° Que l'artillerie à pied, surtout celle de position, serait mieux placée, au contraire, sur un point où elle se trouverait couverte de fossés ou de haies qui la missent à l'abri d'une charge subite de cavalerie. Je ne dirai pas que, pour lui conserver son plus grand effet, on se garde de la placer sur des éminences trop plongeantes, mais bien sur des terrains plats ou des talus en glacis ; c'est ce que chaque sous-lieutenant doit nécessairement savoir ;

3° Si l'artillerie à cheval est principalement affectée à la cavalerie, il est bon toutefois que chaque corps d'armée ait la sienne, pour gagner rapidement un point essentiel à occuper. Outre cela, il est convenable qu'il y en ait aussi à la réserve d'artillerie, afin de pouvoir la porter avec plus de promptitude au secours d'un point menacé. Le général Benningsen eut lieu de s'applaudir à Eylau d'avoir réuni 50 pièces légères en réserve, car, elles contribuèrent puissamment à rétablir ses affaires entre le centre et la gauche où sa ligne venait d'être enfoncée ;

4° Si l'on est sur la défensive, il convient de placer une partie des batteries de gros calibre sur le front, au lieu de les tenir en réserve, puisqu'il s'agit de battre l'ennemi du plus loin possible, pour arrêter l'impul-

sion de son attaque et semer le trouble dans ses colonnes ;

5° Dans le même cas de défensive, il semblerait convenable, qu'à part la réserve, l'artillerie fût également distribuée sur toute la ligne, puisqu'on a un égal intérêt à repousser l'ennemi sur tous les points : cela n'est cependant pas rigoureusement vrai, car la nature du terrain et les projets évidents de l'ennemi pourraient nécessiter de porter le gros de l'artillerie sur une aile ou sur le centre ;

6° Dans l'offensive, il peut être également avantageux de concentrer une très-forte masse d'artillerie sur un point où l'on voudrait porter un effort décisif, afin d'y faire, dans la ligne ennemie, une brèche qui faciliterait la grande attaque d'où dépendrait le succès de la bataille.

N'ayant d'ailleurs à traiter ici que de la répartition de l'artillerie, nous parlerons plus tard de son emploi dans les combats.

ARTICLE XLIV.

De la formation et de l'emploi de l'infanterie.

L'infanterie est, sans contredit, l'arme la plus importante, puisqu'elle forme les quatre cinquièmes d'une armée, que c'est elle qui enlève les positions ou qui les défend. Mais si l'on doit reconnaître qu'après le talent du général elle est le premier instrument de victoire, il faut avouer aussi qu'elle trouve un puissant appui dans la cavalerie et l'artillerie, et que, sans leur secours, elle se verrait souvent fort compromise, et ne pourrait remporter que des demi-succès.

Nous n'évoquerons pas ici les vieilles disputes sur l'ordre mince et l'ordre profond, bien que la question, qu'on croyait décidée, soit loin d'être épuisée et placée sous un point de vue qui permette de la résoudre du moins par des exemples et des probabilités. La guerre d'Espagne et la bataille de

Waterloo ont renouvelé les controverses relatives à l'avantage du feu ou de l'ordre mince, sur l'impulsion des colonnes d'attaque ou de l'ordre profond ; nous dirons plus loin ce que nous en pensons.

Cependant il ne faut pas s'y méprendre ; il ne s'agit plus aujourd'hui de disputer si Lloyd avait raison de vouloir donner à l'infanterie un quatrième rang armé de piques, afin d'offrir plus de choc en allant à l'ennemi, ou plus de résistance en recevant son attaque ; chaque militaire expérimenté convient, de nos jours, qu'on a déjà assez de peine à mouvoir avec ordre des bataillons déployés sur trois rangs emboîtés, et qu'un quatrième rang ajouterait à cet embarras sans ajouter la moindre chose à la force. Il est étonnant que Lloyd, qui avait fait la guerre, ait tant insisté sur cette force matérielle ; car on s'aborde bien rarement au point que cette supériorité mécanique puisse être mise à l'épreuve ; et si trois rangs tournent le dos, ce n'est pas le quatrième qui les retiendra. Cette augmentation d'un rang diminue, dans la défensive, le front et le feu ; tandis que dans l'offensive elle est loin d'offrir la mobilité et l'impulsion qui sont les avantages des colonnes d'attaque. On peut affirmer même qu'elle diminuera cette impulsion, car, il est plus difficile de faire marcher 800 hommes en bataille sur quatre rangs pleins, que sur trois, bien qu'il y ait un quart de moins dans l'étendue du front ; la difficulté de l'emboîtement des deux rangs du milieu compense amplement cette légère différence.

Lloyd n'a pas été beaucoup mieux inspiré dans le choix du moyen qu'il propose pour diminuer l'inconvénient du rétrécissement du front ; il est tellement absurde, qu'on ne conçoit pas qu'un homme de génie ait pu l'imaginer. Il veut déployer 20 bataillons, en laissant entre chacun d'eux 75 toises, c'est-à-dire, un intervalle égal à leur front ; on peut penser ce que deviendront ces bataillons tous désunis et isolés à une pareille

distance, laissant entre eux vingt lacunes où la cavalerie pourrait pénétrer en fortes colonnes, les prendre en flanc et les balayer comme la poussière au vent.

La question, avons-nous dit, ne consiste plus à discuter sur l'augmentation du nombre des rangs d'une ligne, mais seulement à décider si elle doit être composée de bataillons déployés, n'agissant que par le feu, ou bien de colonnes d'attaque formées chacune d'un bataillon ployé sur les deux pelotons du centre, et n'agissant que par leur impulsion et leur impétuosité. Plusieurs écrivains modernes ont traité ces matières avec sagacité, sans qu'aucun d'eux soit parvenu à rien présenter de concluant, parce qu'en tactique tout est bien plus subordonné aux événements imprévus, aux inspirations soudaines, au moral et aux individualités. Guibert fut le plus éloquent prôneur de l'ordre mince et des feux, et cent victoires des dernières guerres lui ont donné cent démentis. Les marquis de Chambray et de Ternay ont abordé les mêmes questions, et ont fait naître des doutes sans les résoudre. Le cours de tactique du dernier présente néanmoins, pour les ordres de bataille surtout, des développements précieux, non pour en formuler des règles absolues, mais pour se familiariser avec les différentes combinaisons qui peuvent en résulter : c'est là tout le fruit qu'on peut se promettre d'un ouvrage de tactique (1).

Le général Okounneff, dans son examen raisonné des trois armes, n'a pas montré moins de pénétration, ni obtenu moins de succès. Peut-être n'a-t-il pas été assez concluant et a-t-il laissé planer encore quelque incertitude sur la solution du problème. De même que ses devanciers, il n'a point recherché si les colonnes françaises, repoussées par le feu des Anglais déployés, n'étaient

pas des masses par trop profondes, au lieu d'être simplement des colonnes d'un seul bataillon, comme celles dont nous venons de faire mention, ce qui constituera une différence capitale.

Je vais résumer les points de vue que la question présente.

Il n'existe, au fait, que cinq manières de former les troupes pour aller à l'ennemi :

- 1° En tirailleurs ;
- 2° En lignes déployées, soit contiguës, soit en échiquier ;
- 3° En lignes de bataillons ployés sur le centre de chaque bataillon ;
- 4° En masses profondes ;
- 5° En petits carrés.

Les tirailleurs sont un accessoire, car ils ne doivent que couvrir la ligne proprement dite à la faveur du terrain, protéger la marche des colonnes, garnir des intervalles, ou défendre les abords d'un poste.

Ces divers modes de formation se réduisent ainsi à quatre systèmes : l'ordre mince ou déployé sur trois rangs ; l'ordre demi-profond, formé d'une ligne de bataillons en colonnes d'attaque sur le centre, ou de carrés par bataillons ; l'ordre mixte où les régiments seraient en partie déployés, et partie en colonnes ; enfin l'ordre profond, composé de grosses colonnes de bataillons déployés l'un derrière l'autre.

L'ordre déployé sur deux lignes, avec une réserve, était jadis généralement usité ; il convient surtout à la défensive. Ces lignes déployées peuvent être contiguës, formées en échiquier ou en échelons.

L'ordre par lequel chaque bataillon d'une ligne se trouve formé en colonne d'attaque par divisions sur le centre, et plus concentré ; c'est en quelque sorte une ligne de petites colonnes (comme la fig. 5 de la planche ci-contre).

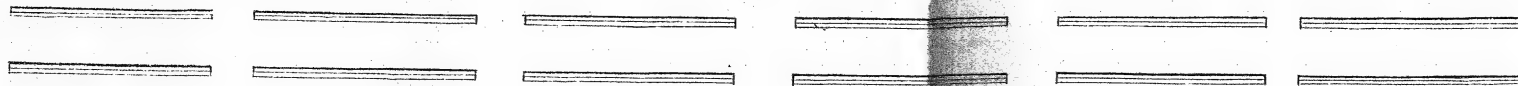
(1) Le major prussien Decker a écrit, en allemand, un ouvrage également bon à consulter, sous le titre de *Tactique des trois armes* ; mais il pré-

sente un système de masses trop entassées. En France, M. Jacquinet a donné aussi un bon cours élémentaire.

Differentes formations pour le Combat.

N.B. Toutes les dispositions sont supposées pour une Division de 12 Bataillons.

Fig. 1^{re} Ordre déployé sur 2 lignes



Au lieu de mettre les Bataillons en Colonnes derrière les 1^{re} et 4^e Divisions, on pourrait les placer à côté d'elles, ce qui augmenterait le front de 2 Divisions par Régiment.

Fig. 2.

Quatre Régiments de 3 Bataillons dont un déployé et deux autres en Colonne.



Fig. 3.

Colonne de 10 Bataillons déployés l'un derrière l'autre avec un Bataillon marchant par files sur chaque flanc.

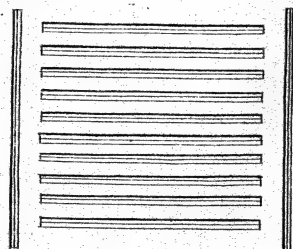


Fig. 4.

La même Division formée par Brigade.

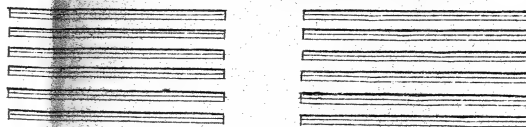


Fig. 5.

Deux Bataillons en Colonnes d'attaque sur deux lignes avec tirailleurs dans les intervalles.

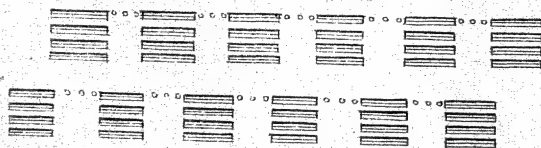


Fig. 6.

Les mêmes Bataillons placés sur 2 rangs au lieu de 3, et la 4^e Division répandue en tirailleurs.

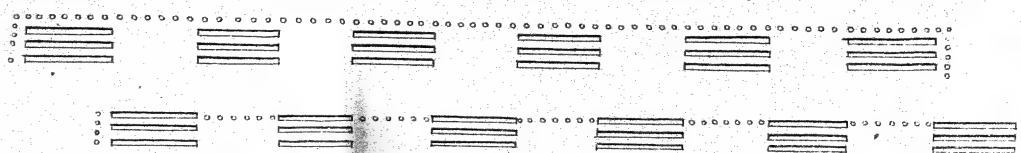


Fig. 7.

Division en Carrés par Bataillons en échiquier.

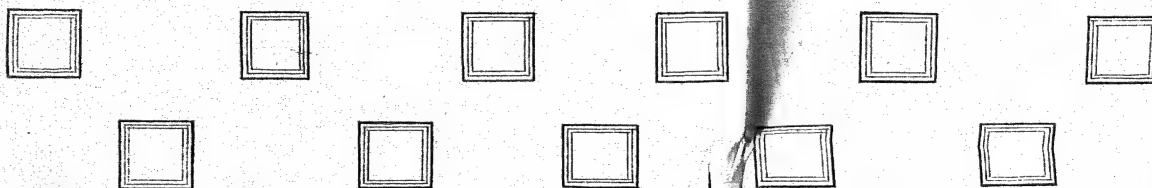


Fig. 8.

La même Division en Carrés longs par Bataillons.

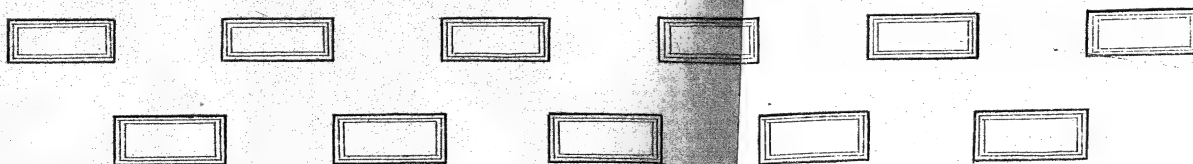


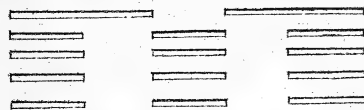
Fig. 9.

La même en Carrés par Régiments de 3 Bataillons.



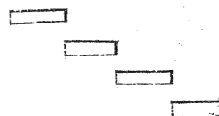
Fig. 10.

Division de Cavalerie de 5 Régiments.



La Cavalerie déployée doit être en échiquier plutôt qu'en lignes pleines.

Les Carrés peuvent être aussi formés en échelons démasqués.



On peut former tous les ordres de Batailles avec des Carrés comme avec des lignes déployées.

Dans l'ordonnance actuelle sur trois rangs, le bataillon ayant quatre divisions (1), cette colonne présenterait douze rangs en profondeur, ce qui donne, sans doute, trop de non-combattants et trop de prise au canon. Pour diminuer ces inconvénients, on a proposé, toutes les fois qu'on voudrait employer l'infanterie en colonnes d'attaque, de la former sur deux rangs, de ne placer que trois divisions de chaque bataillon l'un derrière l'autre, et de répandre la quatrième en tirailleurs dans les intervalles des bataillons et sur les flancs, sauf à les rallier derrière les trois divisions si la cavalerie ennemie venait à charger (*Voyez figure 6*). Chaque bataillon aurait, par ce moyen, 200 tireurs de plus, outre ceux que donnerait l'augmentation du tiers du front en mettant le troisième rang dans les deux premiers. Ainsi il n'y aurait au fait que six hommes de profondeur, et on obtiendrait 100 files de front et 400 tireurs pour chaque colonne d'attaque d'un bataillon. Il y aurait ainsi force et mobilité réunies (2). Un bataillon de 800 hommes, formé d'après la méthode usitée, en colonne de quatre divisions, présente environ 60 files à chaque division, et la première seulement faisant le feu de deux rangs, il n'y aurait que 120 coups à fournir par chacun des bataillons ainsi placés en ligne, tandis que, d'après le mode proposé, il en donnerait 400.

Mais tout en recherchant les moyens d'obtenir plus de feu au besoin, il importe de se rappeler aussi que la colonne d'atta-

que n'est point destinée à tirer, et qu'elle doit réserver ce moyen pour un cas désespéré; car, si elle commence à faire feu en marchant à l'ennemi, son impulsion deviendra nulle et l'attaque sera manquée. Outre cela, cet ordre aminci ne serait avantageux que contre l'infanterie, car la colonne sur quatre sections de trois rangs, formant une espèce de carré plein, vaudrait mieux contre la cavalerie. L'archiduc Charles se trouva bien à Essling, et surtout à Wagram, d'avoir adopté ce dernier ordre, que je proposai dans mon chapitre des principes généraux de la guerre, publié en 1807; la brave cavalerie de Bessières ne put rien contre ces petites masses (3).

Pour donner plus de solidité à la colonne proposée, on pourrait, à la vérité, rappeler les tirailleurs et reformer la quatrième section; mais on ne serait toujours que sur deux rangs, ce qui présenterait beaucoup moins de résistance contre une charge, principalement sur les flancs. Si, pour atténuer cet inconvénient, on voulait former le carré, bien des militaires croient que sur deux rangs, il offrirait moins de consistance encore que la colonne. Cependant les carrés anglais n'étaient que sur deux rangs à Waterloo, et malgré les héroïques efforts de la cavalerie française, il n'y eut qu'un seul bataillon d'enfoncé.

J'ai exposé toutes les pièces du procès; il me reste à observer que, si l'on voulait adopter la formation sur deux rangs pour la colonne d'attaque, il serait difficile de

(1) Le mot de division, employé pour exprimer quatre ou cinq régiments, comme pour désigner deux pelotons d'un même bataillon, forme une confusion dans le langage tactique qu'il importerait de faire cesser. C'est à l'ordonnance seule que ce droit est réservé.

(2) Dans l'armée russe on prend les tirailleurs dans le troisième rang de chaque compagnie ou division, ce qui réduit la colonne à huit rangs au lieu de douze, et procure plus de mobilité. Mais pour la facilité de rallier les tirailleurs à la colonne,

peut-être vaudrait-il autant y employer la quatrième division entière, on aurait alors neuf rangs ou trois divisions à trois rangs, contre l'infanterie et la colonne pleine de douze rangs contre la cavalerie.

(3) M. de Wagner semble mettre en doute que j'aie contribué à faire adopter cette formation: S. A. R. l'archiduc Charles me l'a cependant assuré elle-même en 1814; car, en Autriche, ainsi que dans l'ordonnance française, la colonne n'était usitée que pour les attaques de postes, et non pour les lignes de bataille.

conserver celle sur trois rangs pour les lignes déployées, une armée ne pouvant guère avoir deux modes de formation, ou du moins les employer alternativement dans un jour de combat. Dès lors quelle serait l'armée européenne (si l'on excepte les Anglais) que l'on pût se hasarder à déployer en lignes sur deux rangs. Il faudrait dans ce cas ne jamais se mouvoir qu'en colonne d'attaque.

J'en conclus que le système employé par les Russes et les Prussiens, celui de former la colonne de quatre divisions sur trois rangs, dont un peut au besoin être employé en tirailleurs, est celui qui s'applique le plus généralement à toutes les situations; tandis que l'autre dont nous avons parlé ne conviendrait que dans certains cas, et exigerait un double mode de formation.

Indépendamment des deux ordres susmentionnés, il en existe un mixte, que Napoléon employa au Tagliamento et les Russes à Eylau : leurs régiments de trois bataillons en déploierent un en première ligne, et formèrent les deux autres derrière celui-ci en colonnes sur les pelotons des extrémités (figure 2, planche 4). Cette ordonnance, qui appartient aussi à l'ordre demi-profond, convient en effet à la défensive-offensive, parce que les troupes déployées en première ligne résistent longtemps par un feu meurtrier dont l'effet ébranle toujours un peu l'ennemi : alors les troupes formées en colonnes peuvent déboucher par les intervalles et se jeter sur lui avec succès. Peut-être pourrait-on augmenter l'avantage de cette formation, en plaçant les deux bataillons des ailes sur la même ligne que celui du centre qui serait déployé, de manière que les premières divisions de ces bataillons seraient en ligne. Il y aurait ainsi un demi-bataillon de plus par chaque régiment dans la première ligne, ce qui, pour le feu, ne serait pas indifférent; mais il serait à craindre que ces divisions se mettant à tirer, les deux

bataillons gardés en colonnes pour les lancer sur l'ennemi, fussent moins facilement disponibles. Toutefois, il y a bien des cas où un ordre pareil serait avantageux, cela suffit pour devoir l'indiquer.

L'ordre en masses trop profondes est certainement le moins convenable (fig. 3). On a vu dans les dernières guerres des divisions de 12 bataillons déployés et serrés les uns derrière les autres, formant 36 rangs pressés et entassés. De pareilles masses sont exposées aux ravages de l'artillerie, diminuent la mobilité et l'impulsion sans rien ajouter à la force; ce fut une des causes du peu de succès des Français à Waterloo; si la colonne de Macdonald réussit mieux à Wagram, il lui en coûta cher, et sans la réussite des attaques de Davoust et d'Oudinot sur la gauche de l'archiduc, il n'est pas probable que cette colonne fût sortie victorieuse de la position où elle se vit un moment placée.

Quand on se décide à risquer une pareille masse, il faut du moins avoir soin d'établir sur chaque flanc un bataillon marchant par files, afin que si l'ennemi venait à charger en forces sur ses flancs, cela n'obligeât pas la colonne à s'arrêter (*Voyez figure 3*) : protégée par ces bataillons qui feront face à l'ennemi, elle pourra du moins continuer sa marche jusqu'au but qui lui est assigné; autrement cette masse inerte, foudroyée des feux convergents auxquels elle n'a pas même à opposer une impulsion convenable, sera mise en désordre comme la colonne de Fontenoy, ou rompue comme la phalange macédonienne le fut par Paul Emile.

Les carrés sont bons dans les plaines ou contre un ennemi supérieur en cavalerie; on les formait jadis très-grands, mais il est reconnu que le carré par régiment est le meilleur pour la défensive, et le carré par bataillon pour l'offensive. On peut, selon les circonstances, les former en carrés parfaits ou en carrés longs, pour obtenir un

plus grand front et présenter plus de feux du côté où l'ennemi est censé devoir venir (*voyez figures 8 et 9*). Un régiment de trois bataillons formerait aisément un carré long, en rompant le bataillon du milieu et faisant faire un à-droite et un à-gauche à chaque demi-bataillon.

Dans les guerres de Turquie, on employait presque exclusivement les carrés, parce que les hostilités avaient lieu dans les vastes plaines de la Bessarabie, de la Moldavie ou de la Valachie, et que les Turcs avaient une cavalerie immense. Mais si les opérations ont lieu dans le Balkan ou au delà, et si leur cavalerie féodale fait place à une armée organisée dans les proportions européennes, l'importance des carrés diminuera, et l'infanterie russe montrera toute sa supériorité en Romélie.

Quoi qu'il en soit, l'ordre en carrés par régiments ou bataillons, paraît convenable à tout genre d'attaque, dès qu'on n'a pas la supériorité en cavalerie, et qu'on manœuvre sur un terrain uni, propice aux charges de l'ennemi. Le carré long, surtout appliqué à un bataillon de huit pelotons, dont trois marcheraient de front et un sur chacun des côtés, vaudrait mieux pour aller à l'attaque qu'un bataillon déployé; il serait moins bon que la colonne proposée plus haut, mais il y aurait moins de flottement et plus d'impulsion que s'il marchait en ligne déployée; il aurait de plus l'avantage d'être en mesure contre la cavalerie.

Il serait difficile d'affirmer que chacune de ces formations soit toujours bonne, ou toujours mauvaise; mais on conviendra, du moins, qu'il est de règle incontestable que, pour l'offensive, il faut un mode qui réunisse *mobilité, solidité et impulsion*, tandis que pour la défensive, il faut la *solidité* réunie au *plus de feux possible*.

Cette vérité admise, il restera à décider si la troupe offensive la plus brave, formée en colonnes et privée de feux, tiendrait longtemps contre une troupe déployée ayant

20,000 coups de fusil à lui envoyer, et pouvant, en cinq minutes, lui en tirer 2 ou 300,000. Dans les dernières guerres, on a vu maintes fois des colonnes russes, françaises et prussiennes, emporter des positions l'arme au bras sans tirer un coup de fusil; c'est le triomphe de l'impulsion et de l'effet moral qu'elle produit; mais contre le feu meurtrier et le sang-froid de l'infanterie anglaise, les colonnes n'ont point eu le même succès à Talavera, à Busaco, à Fuentes-di-Honor, à Albuera, encore moins à Waterloo.

Cependant, il serait imprudent d'en conclure que ce résultat fasse pencher décidément la balance en faveur de l'ordre mince et des feux; car, si les Français se sont entassés dans toutes ces affaires en masses trop profondes, comme je l'ai vu plus d'une fois de mes propres yeux, il n'est pas étonnant que d'énormes colonnes, formées de bataillons déployés et flottants, battues de front et de flanc par un feu meurtrier, et assaillies de tous côtés, aient éprouvé le sort que nous avons signalé plus haut. Mais le même résultat aurait-il eu lieu avec des colonnes d'attaque, formées chacune d'un seul bataillon ployé sur le centre selon le règlement? C'est ce que je ne pense pas; et pour juger de la supériorité décidée de l'ordre mince ou des feux sur l'ordre demi-profond ou d'impulsion offensive, il faudrait voir, à plusieurs reprises, ce qui arriverait à une ligne déployée, qui serait franchement abordée par un ennemi ainsi formé (figure 6 de la planche 4). Quant à moi, je puis affirmer que, dans toutes les actions où je me suis trouvé, j'ai vu réussir ces petites colonnes.

D'ailleurs est-il bien facile d'adopter un autre ordre pour marcher à l'attaque d'une position? Est-il possible d'y conduire une ligne immense en ordre déployé et faisant feu? Je crois que chacun se prononcera pour la négative: lancer 20 et 30 bataillons en ligne, en exécutant des feux de files ou

de pelotons, dans le but de couronner une position bien défendue, c'est vouloir y arriver en désordre comme un troupeau de moutons, ou plutôt c'est vouloir n'y arriver jamais.

Que doit-on conclure de tout ce que nous venons de dire ? 1° Que si l'ordre profond est dangereux, l'ordre demi-profond est excellent pour l'offensive ; 2° Que la colonne d'attaque par bataillons est le meilleur ordre pour emporter une position, mais qu'il faut diminuer autant que possible sa profondeur, pour lui donner plus de feux au besoin, et pour diminuer l'action du feu ennemi : il convient, en outre, de la couvrir par beaucoup de tirailleurs et de la soutenir par la cavalerie ; 3° Que l'ordre déployé en première ligne, avec la seconde ligne en colonne, est celui qui convient le mieux à la défensive ; 4° Que l'un et l'autre peuvent triompher selon le talent qu'aura un général pour employer à propos ses forces disponibles, ainsi que nous l'avons dit en traitant de l'initiative, à l'article 16 et à l'article 30.

A la vérité, depuis que ce chapitre a été écrit, les nombreuses inventions qui ont eu lieu dans l'art de détruire les hommes pourraient militer en faveur de l'ordre déployé, même pour aller à l'attaque. Toutefois, il serait difficile de devancer les leçons qu'il faut attendre de l'expérience seule ; car, malgré tout ce que les batteries de fusées, les obusiers de Schrapnel ou de Bourman, et même les fusils de Perkins, peuvent offrir de menaçant, j'avoue que j'aurai de la peine à concevoir un meilleur système pour conduire de l'infanterie à l'assaut d'une position, que celui de la colonne de bataillons. Peut-être même faudra-t-il songer à rendre à l'infanterie les casques et cuirasses qu'elle portait au *xv^e* siècle, avant de la jeter sur l'ennemi en lignes déployées. Mais si l'on revenait décidément à ce système déployé, il faudrait du moins, pour marcher à l'attaque, trouver un moyen plus favorable que celui de longues lignes contiguës, et adop-

ter, soit les colonnes à distances pour déployer en arrivant sur la position ennemie, soit les lignes rompues en échiquier, soit enfin la marche en bataille par le flanc des pelotons, opérations toutes plus ou moins scabreuses en face d'un adversaire qui saurait en profiter. Cependant, comme nous l'avons dit, un général habile peut, selon les circonstances et les localités, combiner l'emploi des deux systèmes.

Si l'expérience m'a prouvé depuis longtemps, que l'un des problèmes les plus difficiles de la tactique de guerre était le meilleur mode de former les troupes pour aller au combat, j'ai reconnu aussi que vouloir résoudre ce grand problème d'une manière absolue et par un système exclusif, est chose impossible.

D'abord la nature des contrées diffère essentiellement : il y en a où l'on peut manœuvrer avec 200,000 hommes déployés, comme en Champagne : il y en a d'autres, comme l'Italie, la Suisse, la vallée du Rhin, la moitié de la Hongrie, où l'on peut à peine déployer une division de dix bataillons. Le degré d'instruction des troupes à toutes sortes de manœuvres, leur armement et leur caractère national, peuvent aussi avoir de l'influence sur les formations.

Grâce à la grande discipline de l'infanterie russe et à son instruction pour les manœuvres de toute espèce, il est possible que l'on parvienne à la mouvoir en grandes lignes, avec assez d'ordre et d'ensemble pour lui faire adopter un système qui serait, je crois, impraticable avec des Français ou des Prussiens d'aujourd'hui. Mon expérience dans ce genre m'a appris à croire tout possible, et je ne suis pas du nombre des orthodoxes qui n'admettent qu'un même type et un même système pour toutes les armées comme pour tous les pays.

Pour approcher le plus possible de la solution du problème, il me semble donc que l'on doit rechercher :

a) Le meilleur mode de se mouvoir en

vue de l'ennemi, mais encore hors de portée de ses coups.

b) Le meilleur mode d'aborder à l'attaque.

c) Le meilleur ordre de bataille défensif.

Quelque solution que l'on donne à ces questions, il me paraît convenable, dans tous les cas, d'exercer les troupes :

1° A la marche en colonnes de bataillons sur le centre pour déployer, si l'on veut, à portée de mousquet, ou pour aborder l'ennemi avec les colonnes mêmes s'il le faut ;

2° A la marche en lignes déployées et contiguës par 8 ou 10 bataillons à la fois ;

3° A la marche en *échiquier de bataillons déployés*, qui offrent des lignes brisées plus faciles à mouvoir que de longues lignes contiguës ;

4° A la marche en avant par les flancs des pelotons ;

5° A la marche en avant par petits carrés, soit en ligne, soit en échiquier ;

6° Aux changements de front, par le moyen de ces diverses méthodes de marcher ;

7° Aux changements de front exécutés par des colonnes de pelotons à distances entières, pour se reformer sans déploiement ; moyen qui est plus expéditif que les autres manières de changer de front, et qui s'adapte mieux à toutes les espèces de terrain.

De toutes les manières de se mouvoir en avant, la marche par les flancs de pelotons serait la plus aisée si elle n'offrait pas quelque danger ; en plaine, elle va à merveille, dans un terrain coupé, c'est la plus commode. Elle a l'inconvénient de fractionner beaucoup la ligne, mais en y habituant les chefs et les soldats, en dressant bien les guides de pelotons et les drapeaux directeurs, on pourrait éviter toute confusion. La seule objection qu'on pût lui faire, serait la crainte d'exposer des pelotons morcelés aux dangers d'un hourra de cavalerie. Je ne nie pas le danger, mais on peut l'éviter, soit en se faisant bien éclairer par la cavalerie, soit en n'employant point cet ordre trop près

de l'ennemi, mais seulement pour franchir la première partie d'un grand espace qui séparerait les deux armées. Au moindre signe de l'approche de l'ennemi, la ligne serait reformée en une seconde, puisqu'il ne faut que le temps nécessaire à un peloton pour se mettre par files en ligne au pas de course. Toutefois, quelques précautions que l'on prenne, il faut avouer néanmoins que cette manœuvre ne saurait être employée qu'avec des troupes très-disciplinées et bien exercées, mais jamais avec des milices ou de jeunes soldats. Je ne l'ai jamais vu faire devant l'ennemi, mais seulement dans des manœuvres, et, pour les changements de front surtout, cela était employé avec succès : on pourrait toujours en essayer dans les grandes manœuvres d'été.

J'ai vu aussi essayer des marches en lignes de bataillons déployés en échiquier ; ces marches allaient fort bien, tandis que celles en lignes pleines ou contiguës allaient toujours horriblement mal ; les Français surtout n'ont jamais bien su marcher en lignes déployées. On trouvera peut-être que ces marches en échiquier seraient aussi dangereuses en cas d'une charge inopinée de cavalerie ; on pourrait cependant les employer pour le premier moment de la marche, afin de la rendre plus aisée, alors les seconds échiquiers entreraient en ligne avec les premiers avant d'assaillir l'ennemi. D'ailleurs, en mettant peu de distance entre les échiquiers, il serait toujours facile de former la ligne à l'instant d'une charge, car il ne faut pas oublier que les échiquiers ne constituent pas deux lignes, mais une seule que l'on aurait fractionnée pour éviter le flottement et le désordre d'une marche en ligne contiguë.

La meilleure formation pour aborder sérieusement l'ennemi n'est pas moins difficile à préciser ; de tous les essais que j'ai vu faire, celui qui m'a paru le mieux réussir était la marche de 24 bataillons, sur deux lignes de colonnes de bataillons, formés sur

le centre pour déployer : la première ligne allait au pas de charge sur la ligne ennemie, et arrivée à deux portées de mousqueterie, elle déployait à la course ; la compagnie de voltigeurs de chaque bataillon se répandait en tirailleurs, les autres se formaient, puis commençaient un feu de file nourri : la seconde ligne de colonnes suivait la première, et les bataillons qui la composaient se lançaient au pas de charge par les intervalles des compagnies qui tiraillaient. Cela se faisait, à la vérité, sans ennemi, et il semblait que rien ne dût résister à ce double effet du feu et de la colonne.

Outre ces lignes de colonnes, il y a encore trois autres moyens d'aller à l'attaque en ordre demi-profond.

Le 1^{er} est celui des lignes mélangées de bataillons déployés et de bataillons en colonnes sur les ailes de ceux déployés, dont nous avons parlé à la page 206. Les bataillons déployés et les premières divisions de ceux en colonne feraient feu à demi-distance de mousquet, et se jetteraient ensuite sur l'ennemi.

Le 2^e est de s'avancer avec la ligne déployée, et en faisant feu, jusqu'à la demi-distance de mousqueterie, puis en lançant des colonnes de la seconde ligne à travers les intervalles de la première.

Le 3^e est l'ordre échelonné mentionné à la page 143, et à la figure 11 de la planche 2.

Enfin, le dernier moyen est de s'avancer entièrement en ordre déployé, par le seul ascendant du feu, jusqu'à ce que l'un des deux partis tourne le dos, ce qui paraît presque impraticable.

Je ne saurais affirmer lequel de ces modes serait le plus convenable, car, en campagne, je n'ai rien vu de pareil. En effet, à la guerre, je n'ai jamais vu autre chose, dans les combats d'infanterie, que des ba-

taillons déployés à l'avance, qui commençaient par des feux de pelotons, puis engageaient peu à peu un feu de file ; ou bien des colonnes marchant fièrement à l'ennemi, lequel s'en allait sans attendre le choc, ou qui repoussait ses colonnes avant l'abordage réel, soit par sa ferme contenance, soit par son feu, soit enfin, en prenant l'offensive lui-même pour aller à leur rencontre (1). Ce n'est guère que dans les villages, dans les défilés, que j'ai vu des mêlées réelles d'infanterie en colonnes, dont les têtes se choquaient à la baïonnette ; en position de bataille, je n'ai jamais rien vu de semblable.

Quoi qu'il en soit de toutes ces controverses, on ne saurait trop le redire ; il paraît absurde de rejeter les feux de mousqueterie, comme de renoncer aux colonnes demi-profondes, et ce serait perdre une armée que de vouloir lui imposer un système absolu de tactique pour toutes les contrées, et contre toutes les nations indistinctement. C'est moins le mode de formation que l'emploi bien combiné des différentes armes, qui donnera la victoire : j'en excepte néanmoins les colonnes trop profondes que l'on doit proscrire de toutes les théories.

Nous terminerons cette dissertation en rappelant, qu'un des points les plus essentiels pour conduire l'infanterie au combat, c'est de mettre ses troupes à l'abri du feu d'artillerie de l'ennemi autant que faire se peut, non en les retirant mal à propos, mais en profitant des plis de terrain ou d'autres accidents qui se trouvent devant elles, afin de les défilier des batteries. Quand on est venu sous le feu de mousqueterie, alors il n'y a pas à calculer sur des abris ; si l'on est en mesure d'assaillir, il faut le faire ; les abris ne peuvent convenir, dans ce cas, qu'aux tirailleurs et aux troupes défensives.

(1) J'ai bien vu aussi de grands combats où la moitié de l'infanterie était engagée par pelotons

de tirailleurs ; mais cela rentre dans la catégorie des bataillons engagés dans un feu de file irrégulier.

Il importe assez généralement de défendre les villages qui sont sur le front, ou de chercher à les enlever si l'on est assaillant; mais il ne faut pas non plus y attacher une importance déplacée, en oubliant la fameuse bataille de Hochstœdt : Marlborough et Eugène, voyant le gros de l'infanterie française enterré dans les villages, forcèrent le centre et prirent 24 bataillons sacrifiés pour garder ces postes.

Par la même raison, il est utile d'occuper les bouquets de bois ou taillis qui peuvent donner un appui à celui des deux partis qui en est le maître. Ils abritent les troupes, permettent de cacher les mouvements, protègent ceux de la cavalerie, et empêchent celle de l'ennemi d'agir à leur proximité.

Le sceptique Clausewitz n'a pas craint de soutenir la maxime contraire, et sous le singulier prétexte que celui qui occupe un bois agit en aveugle et ne découvre rien de ce que fait l'ennemi, il présente leur défense comme une faute de tactique. Aveuglé probablement lui-même par les résultats de la bataille de Hohenlinden, l'auteur trop prôné confond ici l'occupation d'un bois dans la ligne de bataille, avec la faute de jeter une armée entière dans de vastes forêts sans être maître des issues tant sur le front que sur les flancs; mais il faut n'avoir jamais vu un combat pour nier l'importance incontestable de la possession d'un bois situé à proximité d'une ligne que l'on veut défendre ou attaquer. Le rôle que joua la parc de Hougomont, à la bataille de Waterloo, est un grand exemple de l'influence qu'un poste bien choisi et bien défendu peut avoir dans un combat; en avançant son paradoxe, M. Clausewitz avait oublié l'importance qu'eurent les bois dans les batailles de Hochkirch et de Kollin. Mais nous nous sommes déjà trop étendu sur ce chapitre de l'infanterie, il est temps de parler des autres armes.

ARTICLE XLV.

De la cavalerie.

La formation de la cavalerie, soumise à peu près aux mêmes controverses que celle de l'infanterie, a été soumise aussi à la même certitude, et le Traité par trop vanté du comte de Bismarck ne lui a pas fait faire de grands pas. Comme l'on n'a guère été mieux fixé sur son emploi, je me permettrai de soumettre ce que j'en pense à la décision des généraux habitués à la conduire.

L'emploi qu'un général doit faire de la cavalerie dépend naturellement un peu de sa force relative avec celle de l'ennemi, soit en nombre, soit en qualité. Néanmoins, quelque modification que ces variations apportent, une cavalerie inférieure, mais bien conduite, peut toujours trouver l'occasion de faire de grandes choses, tant l'à-propos est décisif dans l'emploi de cette arme.

La proportion numérique de la cavalerie avec l'infanterie a beaucoup varié; elle dépend de la disposition naturelle des nations, dont les habitants sont plus ou moins propres à faire de bons cavaliers : l'abondance et la qualité de chevaux exercent aussi certaine influence. Dans les guerres de la révolution, la cavalerie française, quoique désorganisée, et bien inférieure à celle des Autrichiens, servit à merveille. J'ai vu, en 1796, à l'armée du Rhin, ce que l'on nommait pompeusement la réserve de cavalerie, et qui formait à peine une faible brigade (1,500 chevaux). Dix ans après, j'ai vu ces mêmes réserves fortes de 15 à 20,000 chevaux, tant les idées et les moyens avaient changé.

En thèse générale, on peut admettre que l'armée en campagne doit avoir un sixième de sa force en troupes à cheval : dans les pays de montagnes, il suffit d'un dixième.

Le mérite principal de la cavalerie gît dans sa rapidité et sa mobilité; on pour-

rait même ajouter dans son impétuosité, si l'on ne devait pas craindre de voir faire une fausse application de cette dernière qualité.

Quelque importante qu'elle soit dans l'ensemble des opérations d'une guerre, la cavalerie ne saurait défendre une position par elle-même sans secours d'infanterie. Son but principal est de préparer ou d'achever la victoire, de la rendre complète en enlevant des prisonniers et des trophées, de poursuivre l'ennemi, de porter rapidement du secours sur un point menacé, d'enfoncer l'infanterie ébranlée, enfin de couvrir les retraites de l'infanterie et de l'artillerie. Voilà pourquoi une armée, manquant de cavalerie, obtient rarement de grands succès, et pourquoi ses retraites sont si difficiles.

Le moment et le mode les plus convenables pour faire donner la cavalerie, tiennent au coup d'œil du chef, au plan de la bataille, à ce que fait l'ennemi, et à mille combinaisons trop longues à énumérer ici; nous n'en indiquerons donc que les principaux traits.

Il est reconnu qu'une attaque générale de cavalerie, contre une ligne en bon ordre, ne saurait être tentée avec succès sans être soutenue par de l'infanterie et beaucoup d'artillerie, du moins à certaine distance. On a vu à Waterloo tout ce qu'il en coûta à la cavalerie française pour avoir agi contre cette règle, et la cavalerie de Frédéric éprouva le même sort à Kunersdorf. On peut se trouver appelé néanmoins à faire donner la cavalerie seule; mais, en général, une charge sur une ligne d'infanterie qui se trouverait déjà aux prises avec l'infanterie adverse, est celle dont on peut attendre le plus d'avantages; les batailles de Marengo, d'Eylau, de Borodino et dix autres, l'ont prouvé.

Cependant il est un cas où la cavalerie a une supériorité décidée sur l'infanterie; c'est quand il tombe un pluie ou neige bat-

tante qui mouille les armes et prive l'infanterie de son feu; le corps d'Augereau en fit une cruelle épreuve à Eylau, et la gauche des Autrichiens eut le même sort à Dresde.

On exécute aussi de grandes charges avec succès contre de l'infanterie qu'on aurait déjà réussi à ébranler par un feu redoutable d'artillerie, ou de toute autre manière. Une des charges de ce genre les plus remarquables fut celle de la cavalerie prussienne à Hohenfriedberg, en 1745 (*voyez le Traité des opérations*). Mais toute charge contre des carrés de bonne infanterie non entamée, ne saurait réussir.

On fait de grandes charges pour enlever les batteries de l'ennemi et faciliter aux masses d'infanterie les moyens de couronner sa position, alors il faut que l'infanterie soit bien en mesure de soutenir sans délai, car une charge de cette nature n'a qu'un effet instantané, dont il faut vivement profiter avant que l'ennemi ne ramène votre cavalerie désunie. La belle charge des Français sur Gosa à la bataille de Leipsig, le 16 octobre, est un grand exemple en ce genre. Celles qu'ils exécutèrent à Waterloo dans le même but furent admirables, mais sans résultats faute de soutien. De même la charge audacieuse de la faible cavalerie de Ney sur l'artillerie du prince de Hohenlohe à la bataille de Jéna, est un exemple de ce qu'on peut faire en pareil cas.

Enfin, on fait des charges générales contre la cavalerie ennemie, pour la chasser du champ de bataille et revenir ensuite contre ses bataillons avec plus de liberté.

La cavalerie pourrait être lancée avec succès pour prendre la ligne ennemie en flancs ou à revers, au moment d'une attaque sérieuse que l'infanterie exécuterait de front. Si elle est repoussée, elle peut revenir au galop se rallier à l'armée; si elle réussit, elle peut causer la ruine de l'armée ennemie. Il est rare qu'on lui donne cette destination, et je ne vois pas néanmoins ce qui pourrait

y mettre obstacle, car une cavalerie bien conduite ne saurait être coupée, lors même qu'elle se trouverait derrière l'ennemi. Du reste, c'est le rôle qui appartient surtout à la cavalerie irrégulière.

Dans la défensive, la cavalerie peut également obtenir d'immenses résultats, en donnant à propos contre une troupe ennemie qui, ayant abordé la ligne, serait prête à y pénétrer, ou qui l'aurait déjà percée : elle peut, dans ce cas, rétablir les affaires, et causer la destruction d'un adversaire ébranlé et désuni par ses premiers succès mêmes; une belle charge des Russes le prouva à Eylau et la cavalerie anglaise à Waterloo. Enfin, la cavalerie particulière des corps d'armée fait des charges d'à-propos, soit pour favoriser une attaque, soit pour profiter d'un faux moment de l'ennemi, soit pour achever sa défaite dans un mouvement rétrograde.

Il n'est pas aussi facile de déterminer le meilleur mode d'attaque, il dépend du but qu'on se propose et des autres circonstances qui influent aussi sur le moment à choisir. Il n'y a que quatre manières de charger, savoir : en colonnes à distance, lignes au trot (1) en lignes au galop, enfin, à la débâdâde : toutes peuvent être employées avec succès. Dans la charge en muraille ou en ligne, la lance offre des avantages incontestables; dans les mêlées, le sabre vaut peut-être mieux : de là est venue l'idée de donner la lance au premier rang qui doit enfoncer, et le sabre au second qui doit achever par des luttes partielles. Le tiraillement avec le pistolet ne convient guère qu'aux avant-postes, dans une charge en fourrageurs, ou lorsque de la cavalerie légère veut harceler de l'infanterie et la dégarnir de son feu, afin de

favoriser une charge plus sérieuse. Pour le feu de carabine, on ne sait vraiment à quoi il peut être bon, puisqu'il exige d'arrêter toute la troupe, pour tirer de pied ferme, ce qui l'exposera à une défaite certaine, si elle est abordée franchement. Il n'y a que des tirailleurs qui puissent faire un feu de mousquet en courant.

Nous venons de dire que toutes les manières de charger pouvaient être également bonnes. Cependant il faut bien se garder de croire que l'impétuosité soit toujours décisive dans un choc de cavalerie contre cavalerie : le grand trot, au contraire, me paraît la meilleure allure pour les charges en ligne, parce qu'ici tout dépend de l'ensemble, de l'à-plomb et de l'ordre, conditions que l'on ne retrouve pas dans les charges au grand galop. Celles-ci conviennent surtout contre l'artillerie, parce qu'il importe plus d'arriver vite que d'arriver en ordre. De même, avec une cavalerie armée de sabres, on peut se lancer au galop à 200 pas contre une ligne ennemie qui vous attendrait de pied ferme. Mais si l'on a une cavalerie armée de lances, le grand trot est la véritable allure, car l'avantage de cette arme dépend surtout de la conservation de l'ordre : dès qu'il y a mêlée, la lance perd toute sa valeur.

Lorsque l'ennemi vient à vous au grand trot, il ne semble pas prudent de courir sur lui au galop, car vous arriverez désuni contre une masse compacte et serrée, qui traversera vos escadrons décousus. Il n'y aurait que l'effet moral produit par l'audace apparente de votre charge qui pourrait vous être favorable; mais si l'ennemi l'apprécie à sa juste valeur, vous serez perdu, car dans l'ordre physique et naturel, le succès doit

(1) Lorsque je parle ici de charges en lignes, il n'y a aucune contradiction avec ce que j'ai avancé ailleurs; on comprend qu'il ne s'agit pas ici de grandes lignes déployées, mais de brigades ou de divisions tout au plus. Un corps de plusieurs divi-

sions se formera sur le terrain en plusieurs colonnes échelonnées, dont la tête sera pour chacune de deux ou trois régiments, qui seront déployés pour la charge.

être pour la masse compacte contre des cavaliers galopant sans ensemble.

Dans les charges contre l'infanterie, les mamelucks et les Turcs ont assez prouvé l'impuissance de l'impétuosité; là où les lanciers ou cuirassiers au trot ne pénétreraient pas, aucune cavalerie ne percera. Ce n'est que contre l'infanterie fortement ébranlée, ou dont le feu manquerait d'aliment, que la charge impétueuse peut avoir quelque avantage sur le trot (1). Pour enfoncer de bons carrés, il faut du canon et des lanciers, mieux encore des cuirassiers armés de lances. Pour les charges en fourrageurs ou à la débandade, si fréquentes dans les rencontres journalières, il faut imiter les Turcs ou les Cosaques; ce sont les meilleurs exemples qu'on puisse prendre : nous reviendrons sur ce sujet.

Quelque système que l'on emploie pour aller à un choc, une vérité reconnue pour toutes les charges possibles, c'est qu'un des meilleurs moyens de réussir est de savoir lancer à propos quelques escadrons sur les flancs d'une ligne ennemie que l'on va assaillir de front. Mais pour que cette manœuvre obtienne un plein succès, dans les charges de cavalerie contre cavalerie surtout, il faut qu'elle ne s'exécute qu'à l'instant où les lignes en viennent aux prises, car une minute trop tôt ou trop tard, l'effet en serait probablement nul : aussi est-ce dans ce coup d'œil précis et rapide que consiste le plus grand mérite d'un officier de cavalerie.

L'armement et l'organisation de la cavalerie ont été l'objet de bien des controverses,

(1) M. de Wagner m'oppose l'opinion de cavaliers expérimentés qui préfèrent le galop en carrière, commencé à 200 pas. Je sais que beaucoup de cavaliers le pensent ainsi, mais je sais aussi que les généraux les plus distingués de cette arme penchent pour les charges au trot. Lasalle, un des plus habiles de ces généraux, disait un jour en voyant la cavalerie ennemie accourir au galop : « Voilà des gens perdus ! » et ces escadrons furent,

qu'il serait facile de réduire à quelques vérités. La lance est, comme on vient de le dire, la meilleure arme offensive pour une troupe de cavaliers qui chargent en ligne, car elle atteint un ennemi qui ne saurait les approcher; mais il peut être bon d'avoir un second rang ou une réserve armée de sabres, plus faciles à manier lorsqu'il y a mêlée et que les rangs cessent d'être unis. Peut-être même vaudrait-il mieux encore faire soutenir une charge de lanciers par un échelon de hussards qui, pénétrant après eux dans la ligne ennemie, achèveraient mieux la victoire.

La cuirasse est l'arme défensive par excellence. La lance et une cuirasse de fort cuir doublé ou de buffle, me semblent le meilleur armement de la cavalerie légère; le sabre et la cuirasse en fer celui de la grosse cavalerie. Quelques militaires expérimentés penchent même à armer les cuirassiers de lances, persuadés qu'une telle cavalerie, assez semblable aux anciens hommes d'armes, renverserait tout devant elle. Il est certain qu'une lance leur conviendrait mieux que le mousqueton, et je ne vois pas ce qui empêcherait de leur en donner de pareilles à celles de la cavalerie légère.

Quant à la troupe amphibie des dragons, les avis seront éternellement partagés; il est constant qu'il serait utile d'avoir quelques bataillons d'infanterie à cheval, qui pussent devancer l'ennemi à un défilé, le défendre en retraite, ou fouiller un bois : mais faire de la cavalerie avec des fantassins, ou un soldat qui soit également propre aux deux armes, paraît chose difficile : le

en effet, culbutés au petit trot. Au demeurant, la bravoure personnelle influe plus sur les chocs et les mêlées que les différentes allures; le galop en carrière n'a contre lui que d'amener la dispersion et de changer le choc en mêlée, ce que l'on peut éviter avec les charges au trot. En échange, le fameux coup de poitrail, seul avantage du galop, n'est qu'un fantôme dont on effraie les cavaliers sans expérience de la guerre.

sort des dragons à pied français semblerait l'avoir suffisamment prouvé, si, d'un autre côté, la cavalerie turque ne combattait pas avec le même succès à pied comme à cheval. On a dit que le plus grand inconvénient des dragons provenait de ce qu'on était obligé de leur prêcher le matin, qu'un carré ne saurait résister à leurs charges, et de leur enseigner le soir, qu'un fantassin, armé de son fusil, devait culbuter tous les cavaliers possibles : cet argument est plus spécieux que vrai, car, au lieu de leur prêcher des maximes si contradictoires, il serait plus naturel de leur dire que si de braves cavaliers peuvent enfoncer un carré, de braves fantassins peuvent aussi repousser cette charge ; que la victoire ne dépend pas toujours de la supériorité de l'arme, mais bien de mille circonstances ; que le courage des troupes, la présence d'esprit des chefs, une manœuvre faite à propos, l'effet de l'artillerie et du feu de mousqueterie, la pluie, la boue même, ont contribué à des échecs ou à des succès ; mais, qu'en thèse générale, un brave, à pied ou à cheval, doit battre un poltron. En inculquant ces vérités à des dragons, ils pourront se croire supérieurs à leurs adversaires, soit qu'on les emploie comme fantassins, soit qu'ils chargent comme cavaliers. C'est ainsi qu'en agissent les Turcs et les Circassiens, dont la cavalerie met souvent pied à terre pour se battre dans les bois ou derrière un abri, le fusil à la main. Cependant, on ne saurait le dissimuler, il faut de bons chefs et de bons soldats pour pousser l'éducation d'une troupe à ce degré de perfection.

C'est, sans doute, la conviction de ce que peuvent faire de braves soldats aussi bien à pied qu'à cheval, qui a déterminé l'empereur Nicolas à réunir la masse énorme de 14 à 15,000 dragons en un seul corps d'armée, sans tenir compte de la malheureuse expérience faite par Napoléon sur les dragons français, et sans se laisser arrêter par la crainte de manquer souvent de régiments

de cette arme, là où ils seraient le plus utiles. Du reste, c'est probablement pour donner plus d'uniformité à leur double instruction de fantassins et de cavaliers, qu'une pareille réunion a été ordonnée, et tout porte à croire qu'en guerre on les répartirait du moins par divisions aux différentes ailes de l'armée. Toutefois, on ne saurait nier qu'il est aussi bien des circonstances, surtout dans les batailles rangées, où 10,000 hommes transportés vivement à cheval sur un point décisif et y combattant à pied, pourraient faire pencher la balance en leur faveur. Ainsi, les deux systèmes de concentration et de division ont également leur bon et leur mauvais côté. Pour adopter un terme moyen, on pourrait attacher un fort régiment à chaque aile, et à l'avant-garde (ou arrière-garde en retraite) ; puis réunir le surplus de cette arme en divisions ou même en corps de cavalerie (1). Mais il est temps de quitter ce sujet pour en venir à celui des formations.

Tout ce qu'on a dit pour la formation de l'infanterie peut s'appliquer à la cavalerie, sauf les modifications suivantes :

1^o Les lignes déployées en échiquier ou en échelon, sont beaucoup plus convenables à la cavalerie que des lignes pleines ; tandis que dans l'infanterie, l'ordre déployé en échiquier paraît trop morcelé, et dangereux si la cavalerie venait à pénétrer et à prendre les bataillons en flanc ; l'échiquier n'est sûr que pour des mouvements préparatoires avant de heurter l'ennemi, ou bien pour des lignes en colonnes d'attaque pouvant se défendre par elles-mêmes en tout sens contre la cavalerie. Soit qu'on forme l'échiquier, soit qu'on préfère des lignes pleines, la distance des lignes entre elles doit être assez grande pour qu'elles ne s'entraînent pas réciproquement en cas d'échec, vu la rapidité avec laquelle on est

(1) Ce que je dis là est pour dissuader sur ce qui existe ; comme cavalerie, je persiste à croire que les lanciers valent mieux que des dragons.

ramené si la charge est malheureuse. Seulement il est bon d'observer que, dans l'échiquier, la distance peut être moindre que dans la ligne pleine. Dans aucun cas, la seconde ligne ne saurait être pleine. On doit la former en colonne par divisions, ou du moins y laisser des ouvertures de deux escadrons, qu'on peut ployer en colonnes sur le flanc de chaque régiment, pour faciliter l'écoulement des troupes ramenées ;

2° Dans l'ordre en colonnes d'attaque sur le centre, la cavalerie doit être par régiments, et l'infanterie seulement par bataillons. Pour bien se prêter à cet ordre, il faut alors des régiments de six escadrons, afin qu'en se ployant sur le centre par divisions, ils puissent en former trois. S'ils n'avaient que quatre escadrons, ils ne formeraient alors que deux lignes ;

3° La colonne d'attaque de cavalerie ne doit jamais être serrée comme celle de l'infanterie, mais à distance ou demi-distance d'escadron, afin d'avoir du champ pour déboîter et charger. Cette distance ne s'entend, au reste, que pour les troupes lancées au combat ; lorsqu'elles sont au repos derrière la ligne, on peut les serrer pour couvrir moins de terrain et diminuer l'espace qu'elles auraient à parcourir pour s'engager, bien entendu néanmoins que ces masses seront à l'abri ou hors de portée du canon ;

4° L'attaque de flanc étant plus à redouter dans la cavalerie que dans un combat d'infanterie contre infanterie, il est nécessaire d'établir, sur les extrémités d'une ligne de cavalerie, quelques escadrons échelonnés par pelotons, pour qu'ils puissent se former par un à-droite ou un à-gauche contre l'ennemi qui viendrait inquiéter le flanc ;

5° Par le même motif, il est essentiel, comme on l'a déjà dit, de savoir lancer à propos quelques escadrons sur les flancs d'une ligne de cavalerie que l'on est près d'aborder ; si l'on a de la cavalerie irrégu-

lière avec soi, c'est surtout à cela que l'on doit l'utiliser dans le combat, car pour cet usage elle vaut autant, et peut-être mieux, que la régulière ;

6° Une observation importante aussi, c'est que dans la cavalerie surtout, il est bon que le commandement du chef s'étende en profondeur plutôt qu'en longueur. Par exemple, dans une division de deux brigades qui déploierait, il ne serait pas bon que chaque brigade formât une seule ligne derrière l'autre, mais bien que chaque brigade eût un régiment en première ligne et un en seconde : ainsi, chaque unité de la ligne aura sa propre réserve derrière elle, avantage qu'on ne saurait méconnaître, car les événements vont si vite dans les charges, qu'il est impossible à un officier général d'être maître de deux régiments déployés.

Il est vrai qu'en adoptant ce mode, chaque général de brigade aura la faculté de disposer de sa réserve, et qu'il serait bon néanmoins d'en avoir une pour toute la division ; c'est ce qui fait penser que le nombre de cinq régiments par division convient fort bien à la cavalerie. Si elle veut donner en ligne par brigades de deux régiments, le cinquième sert de réserve générale derrière le centre. Si l'on veut, on peut aussi avoir trois régiments en ligne, et deux en colonne derrière chaque aile.

Préfère-t-on, au contraire, prendre un ordre mixte en ne déployant que deux régiments à la fois et gardant le reste en colonnes ? Dans ce cas, on a aussi un ordre convenable, puisque trois régiments, formés par divisions derrière la ligne des deux premiers, en couvrent les flancs et le centre, tout en laissant des intervalles pour écouler la première ligne si elle est battue. (*Voyez la figure 10 de la planche 4.*)

7° Deux maximes essentielles sont généralement admises pour les combats de cavalerie contre cavalerie : l'une est que toute première ligne doit être tôt ou tard ramenée ; car, dans la supposition même où elle au-

rait fourni la charge la plus heureuse, il est probable que l'ennemi, en lui opposant des escadrons frais, la forcera à venir se rallier derrière la seconde ligne. L'autre maxime est qu'à mérite égal des troupes et des chefs, la victoire restera à celui qui aura les derniers escadrons en réserve, et qui saura les lancer à propos sur les flancs de la ligne ennemie, déjà aux prises avec la sienne.

C'est sur ces deux vérités qu'on pourra se former une juste idée du système de formation le plus convenable pour conduire un gros corps de cavalerie au combat.

Quel que soit l'ordre qu'on adopte, il faut se garder de déployer de grands corps de cavalerie en lignes pleines ; car ce sont des cohues difficiles à manier, et si la première ligne est ramenée, la seconde sera entraînée sans pouvoir tirer le sabre. Au nombre des mille preuves que la dernière guerre en a données, nous citerons l'attaque exécutée par Nansouty en colonnes par régiments, sur la cavalerie prussienne déployée en avant de Château-Thierry.

Dans la première édition de ce traité, je me suis élevé contre la formation de la cavalerie sur plus de deux lignes ; mais je n'ai jamais entendu exclure plusieurs lignes en échiquier ou échelonnées, ni des réserves formées en colonnes ; je ne voulais parler que de la cavalerie déployée pour charger en muraille, et dont les lignes, inutilement entassées l'une derrière l'autre, seraient entraînées dès que la première viendrait à tourner le dos (1).

(1) M. Wagner, pour combattre cette assertion, cite la bataille de Ramilies, où Marlborough vainquit, par une grande charge de cavalerie en lignes sans intervalles, contre les Français en échiquier. Mais, si ma mémoire est fidèle, je crois que la cavalerie alliée était d'abord formée en échiquier sur deux lignes : la vraie cause de ce succès fut que Marlborough, voyant que Villeroi avait paralysé la moitié de son armée derrière Anderkirch et la Gette, eut le bon esprit de tirer 38 escadrons de cette aile pour renforcer sa gauche qui eut ainsi

Au demeurant, en cavalerie plus qu'en infanterie encore, l'ascendant moral fait beaucoup ; le coup d'œil et le sang-froid du chef, l'intelligence et la bravoure du soldat, soit dans la mêlée, soit pour le ralliement, procureront la victoire plus souvent que telle ou telle autre formation. Cependant, quand on peut réunir ces deux avantages, on n'en est que plus sûr de vaincre, et rien ne peut légitimer l'adoption d'un mode reconnu vicieux.

L'histoire des dernières guerres (1812 à 1815) a renouvelé aussi d'anciennes controverses pour décider, si la cavalerie combattant en ligne peut triompher à la longue d'une cavalerie irrégulière qui, évitant tout engagement sérieux, fuit avec la vélocité du Parthe et revient au combat avec la même vivacité, se bornant à harceler l'ennemi par des attaques individuelles. Lloyd s'est prononcé pour la négative, et plusieurs exploits des Cosaques contre l'excellente cavalerie française, semblent confirmer son jugement (2) ; mais il ne faut pas s'y tromper, et croire qu'il serait possible d'exécuter les mêmes choses avec des régiments de cavalerie légère disciplinée, qu'on lancerait en fourrageurs contre des escadrons bien unis. C'est la grande habitude de se mouvoir en désordre qui fait que les troupes irrégulières savent diriger tous les efforts individuels vers un but commun : les hussards les mieux exercés n'approcheront jamais de cet instinct naturel du Cosaque, du Tscherkès ou du Turc.

deux fois plus de cavalerie que les Français, et les déborda. Au reste, j'admets volontiers maintes exceptions à une maxime que je ne donne pas plus pour absolue que toutes les autres maximes de tactique de cavalerie ; tactique aussi mobile que cette arme.

(2) Quand je parle de l'excellente cavalerie française, j'entends parler de sa bravoure impétueuse et non de sa perfection ; car elle n'approche de la cavalerie russe ou allemande, ni pour l'équitation, ni pour l'organisation, ni pour le soin des chevaux.

Si l'expérience a prouvé que des charges irrégulières peuvent amener la défaite de la meilleure cavalerie dans les combats partiels, il faut bien reconnaître aussi l'impossibilité de compter sur des charges à la débânde dans les batailles rangées d'où dépend souvent le sort de toute une guerre. Une telle charge pourrait sans doute aider une attaque en ligne, mais seule elle ne produirait rien d'important. On doit donc considérer ces charges irrégulières comme un puissant auxiliaire dans les rencontres journalières de la cavalerie, et comme un accessoire utile dans les chocs décisifs.

De tout ce qui précède, on doit conclure, à mon avis, que, pour les batailles, une cavalerie régulière munie d'armes de longueur, et pour la petite guerre une cavalerie irrégulière, armée d'excellents pistolets, de lances et de sabres, sera toujours la meilleure organisation pour cette branche importante d'une armée bien constituée.

Au demeurant, quelque système que l'on adopte, il n'en paraît pas moins incontestable qu'une nombreuse cavalerie, quelle qu'en soit la nature, doit avoir une grande influence sur les résultats d'une guerre; elle peut porter au loin la terreur chez l'ennemi, elle enlève ses convois, bloque, pour ainsi dire, l'armée dans ses positions, rend ses communications difficiles, si ce n'est même impossibles, trouble toute harmonie dans ses entreprises et dans ses mouvements. En un mot, elle procure presque les mêmes avantages qu'une levée en masse des populations, en portant le trouble sur les flancs et les derrières d'une armée ennemie, et en réduisant son général à l'impossibilité de rien calculer avec certitude.

Toute organisation qui tendrait donc à doubler les cadres de la cavalerie en cas de guerre, en y incorporant des milices, serait un bon système, car ces milices, aidées de quelques bons escadrons, pourront au bout de quelques mois de campagne faire de bons partisans. Sans doute ces milices n'au-

ront pas toutes les qualités que possèdent les populations guerrières et nomades qui passent pour ainsi dire leur vie à cheval, et dont le premier des instincts est celui de la petite guerre, mais elles y suppléeraient en partie. Sous ce rapport, la Russie a un grand avantage sur tous ses voisins, tant par la quantité et la qualité de ses chevaux du Don, que par la nature des milices irrégulières qu'elle peut lever au moindre signal.

Voici ce que j'écrivais il y a vingt ans dans le chap. XXXV du *Traité des grandes opérations militaires*, sur ce même sujet :

« Les avantages immenses que les Cosaques ont donnés aux armées russes sont incalculables. Ces troupes légères, insignifiantes dans le choc d'une grande bataille (si ce n'est pour tomber sur les flancs), sont terribles dans la poursuite et la guerre de postes : c'est l'ennemi le plus redoutable pour toutes les combinaisons d'un général, parce qu'il n'est jamais sûr de l'arrivée et de l'exécution de ses ordres, que ses convois sont toujours compromis, et ses opérations incertaines. Tant qu'une armée n'en avait que quelques régiments à demi-réguliers, on n'en connaissait pas toute l'utilité; mais lorsque le nombre en a été porté à 15 ou 20,000, on a senti toute leur importance, surtout dans les pays où la population ne leur est pas hostile.

« Pour un convoi qu'ils enlèvent, il faut les faire escorter tous, et il importe que l'escorte soit nombreuse et bien conduite; jamais on n'est certain de faire une marche tranquille, parce qu'on ne sait pas où sont les ennemis. Ces corvées exigent des forces considérables, et la cavalerie régulière est bientôt mise hors de service par des fatigues auxquelles elle ne peut résister.

« Au reste, je crois que des hussards ou lanciers volontaires, levés ou organisés au moment de la guerre, bien conduits, et courant là où des chefs hardis les con-

» duisent à leur gré, rempliraient à peu près
 » la même destination, mais il faut les re-
 » garder comme des enfants perdus, car,
 » s'ils devaient recevoir des ordres du quar-
 » tier général, ils ne seraient plus des par-
 » tisans. Ils n'auraient peut-être pas toutes
 » les qualités de bons cosaques, mais ils
 » pourraient en approcher. »

L'Autriche a aussi, dans les Hongrois, les Transylvaniens et les Croates, des ressources que d'autres États n'ont pas : toutefois, les services rendus par les landwehr à cheval prouvent que l'on peut tirer aussi un bon parti de cette espèce de cavalerie, ne fût-ce que pour relever la cavalerie régulière dans les services accessoires qui abondent dans toutes les armées, comme escortes, ordonnances, détachements pour conduire les convois, flanqueurs, etc. Des corps mêlés de cavalerie régulière et irrégulière peuvent rendre souvent plus de services réels que s'ils étaient uniquement composés de cavalerie de ligne, parce que la crainte de compromettre et de ruiner cette dernière, empêche souvent de la lancer dans des mouvements audacieux, mais qui pourraient produire d'immenses résultats.

Je ne saurais terminer cet article sans relever les attaques par trop passionnées dont il a été l'objet de la part de M. le général Bismark, et que j'ai connues malheureusement trop tard pour y répondre comme je le devais. Le passage qui semble avoir surtout excité son courroux, est celui où j'ai avancé, après bien d'autres, que la cavalerie ne saurait défendre une position par elle-même. M. le général, qui prétend sans doute que la cavalerie peut faire la guerre à elle seule, et qu'elle garderait une position tout comme l'infanterie, pense justifier de pareils sophismes en allant chercher des exemples jusque dans la guerre d'Annibal sur le Tésin ; comme si la mousqueterie, les obus, et la mitraille n'avaient apporté aucun changement dans l'emploi de cette arme !!! Fier de son érudition équestre, il

traite d'ignorant tout ce qui ne pense pas comme lui. Sans être un Seydlitz ou un Laguerinière, on peut très-bien raisonner sur l'emploi de la cavalerie à la guerre ; et quoique je n'aie aucune prétention à être un cavalier, je puis dire que les plus expérimentés des généraux de nos jours ont partagé mes idées sur la cavalerie, et que dans maintes batailles j'ai souvent mieux jugé de l'opportunité de son emploi que ceux-là qui en commandaient de grosses masses.

La seule de mes maximes qui a excité quelques controverses, est celle relative à l'allure du trot pour les charges contre cavalerie. Quoi qu'on en ait dit, je crois encore à l'heure où j'écris, que le succès dépend beaucoup du maintien de l'ordre jusqu'au moment du choc, et que, pour les lanciers surtout, le choc d'une *masse bien en ordre* et au trot triompherait d'une troupe éparpillée par le galop en pleine carrière.

Au demeurant, maintenir l'ordre autant que possible dans le choc ; s'appliquer à le faire seconder au moment opportun par une attaque de flanc ; savoir donner l'impulsion morale à sa troupe, et avoir un échelon prêt pour soutenir à propos, voilà les seuls éléments de succès que j'aie jamais reconnus pour praticables dans des charges de cavalerie contre cavalerie ; car toutes les belles maximes du monde viennent expirer dans une lutte rapide comme l'éclair, où les plus habiles professeurs n'auraient que le temps de parer les coups de sabre, sans même se trouver en état de donner un ordre qui pût être entendu et exécuté.

Quant au bon emploi de la cavalerie dans l'ensemble d'une bataille comme dans celui de toute une guerre, je crois que pas un général expérimenté ne répudierait les idées que j'ai émises à ce sujet.

Je n'ai jamais nié que la cavalerie ne concourût à la défense d'une position ; mais qu'elle la défendit par elle-même, je le nierai toujours. Placée sur une position, derrière 100 pièces de canon, elle pourra s'y

maintenir, si on se contente de la canonner, comme la cavalerie française se maintint si bravement à Eylau : mais que l'infanterie et l'artillerie marchent sur elle après avoir paralysé son canon, et vous verrez si la position sera défendue.

Du reste, la véritable cause de la grande colère de M. le général B**** est facile à deviner. J'ai eu l'imprudence de dire que son *Traité sur la cavalerie*, fort érudit d'ailleurs, n'avait pas fait faire grand progrès à cette arme. Ce jugement lui a sans doute paru sévère, et malgré les torts de l'auteur à mon égard, je conviens qu'il était prononcé d'une manière trop absolue. Cependant, après les renseignements que nous avons pu recevoir de la cavalerie de Seydlitz et de Napoléon, je ne sais pas si celle que M. B**** organiserait et conduirait selon ses propres doctrines, ferait mieux, c'est là que gît la question. Pour avoir osé la résoudre négativement, je ne suis qu'un ignorant, c'est là de la bonne critique ! Si les opinions sont libres, ne peut-on pas les discuter sans injures ? Pour moi, je reconnais à M. B**** beaucoup d'esprit et d'érudition ; peut-être même en a-t-il trop pour le sujet qu'il traite : quand l'esprit pétille et que les passions parlent, la raison et le jugement sommeillent. Du reste, j'ai déjà fait observer, dans la notice qui précède cet ouvrage, que ce n'était pas dans des livres sérieux qu'un militaire pouvait répondre à des personnalités, surtout après les avoir ignorées pendant dix ans.

ARTICLE XLVI.

De l'emploi de l'artillerie.

L'artillerie est, à la fois, une arme offensive et défensive également redoutable.

Comme moyen offensif, une grande batterie bien employée écrase une ligne ennemie, l'ébranle, et facilite, aux troupes qui

l'attaquent, les moyens de l'enfoncer. Comme arme défensive, il faut reconnaître qu'elle double la force d'une position, non-seulement par le mal qu'elle fait de loin à l'ennemi, et par l'effet moral qu'elle produit à une longue distance sur les troupes qui marchent à l'attaque, mais encore par la défense locale qu'elle fera sur la position même, et à portée de mitraille. Elle n'est pas moins importante pour l'attaque et la défense des places ou des camps retranchés, car elle est l'âme de la fortification moderne.

Nous avons dit quelques mots sur sa répartition dans la ligne de bataille, mais nous sommes plus embarrassé de dire la manière dont on doit la faire agir dans le combat. Ici les chances se multiplient tellement, à raison des circonstances particulières de l'affaire, du terrain et des mouvements de l'ennemi, qu'on ne peut pas dire que l'artillerie ait une action indépendante de celle des autres armes. Cependant on a vu, à Wagram, Napoléon jeter une batterie de 100 pièces dans la trouée occasionnée à sa ligne par le départ du corps de Masséna, et contenir ainsi tout l'effort du centre des Autrichiens ; mais il serait bien difficile d'ériger en maxime un pareil emploi de l'artillerie.

Nous nous bornerons donc à présenter quelques données fondamentales, en observant qu'elles sont basées sur l'état de cette arme, tel qu'il existait dans les dernières guerres ; l'emploi des nouvelles découvertes n'étant pas encore bien déterminé ne saurait trouver place ici ;

1° Dans l'offensive, on doit réunir une certaine masse d'artillerie sur le point où l'on se prépare à porter les grands coups ; on l'emploiera d'abord à ébranler par son feu la ligne de l'ennemi, afin de seconder l'attaque de l'infanterie et de la cavalerie ;

2° Il faut, en outre, quelques batteries d'artillerie à cheval, pour suivre le mouvement offensif des colonnes, indépendam-

ment des batteries légères à pied qui ont la même destination. Il ne faut pourtant pas lancer trop d'artillerie à pied dans un mouvement offensif ; on peut la placer de manière à ce qu'elle atteigne le but sans suivre immédiatement les colonnes. Toutefois, lorsque le train est organisé de manière à y placer les artilleurs, on peut la risquer plus facilement ;

3° Nous avons déjà dit que la moitié au moins de l'artillerie à cheval doit être réunie en réserve, pour se porter rapidement partout où le besoin l'exige (1). A cet effet, il faut la placer sur le terrain le plus ouvert, où elle puisse se mouvoir en tous sens. Nous avons dit aussi la meilleure place à assigner à l'artillerie de position ;

4° Les batteries, quoique répandues, en général, sur toute une ligne défensive, doivent savoir diriger leur attention sur le point où l'ennemi trouverait plus d'avantages ou de facilités à pénétrer ; il faut donc que le général commandant l'artillerie connaisse le point stratégique et tactique d'un champ de bataille, aussi bien que le terrain en lui-même, et que toute la répartition des réserves d'artillerie soit calculée sur cette double donnée ;

5° Chacun sait que l'artillerie, placée en plaine, ou au milieu de pentes doucement inclinées en glakis, est celle dont l'effet, à plein fouet ou à ricochets, sera le plus meurtrier : personne n'ignore non plus que le feu concentrique est celui qui convient le mieux ;

6° L'artillerie de toute espèce employée dans les batailles ne doit jamais oublier que sa principale destination est de foudroyer les troupes ennemies, et non de répondre à leurs batteries. Cependant, comme il est

bon de ne pas laisser le champ libre à l'action du canon ennemi, il est utile de le combattre pour attirer son feu : on peut destiner à cela un tiers des pièces disponibles, mais les deux tiers au moins doivent être dirigés sur la cavalerie et l'infanterie ;

7° Si l'ennemi s'avance en lignes déployées, les batteries doivent chercher à croiser leur feu pour prendre ces lignes en écharpe ; celles qui pourraient se placer sur les flancs, et battre les lignes dans leur prolongement, feraient un effet décisif ;

8° Lorsque l'ennemi s'avance en colonnes, on peut les battre de front, c'est-à-dire, dans leur profondeur. Toutefois, il n'est pas moins avantageux de les battre d'écharpe, et surtout de flanc ou de revers. L'effet moral produit sur les troupes par l'artillerie qui prend de revers, est incalculable : il est rare que les plus vaillants soldats n'en soient pas étonnés ou ébranlés : le beau mouvement de Ney sur Preititz (bataille de Bautzen) fut neutralisé par quelques pièces de Kleitz, qui prirent ses colonnes en flanc, les arrêtrèrent, et décidèrent le maréchal à changer sa bonne direction. Quelques pièces d'artillerie légère, lancées à tout risque sur les flancs pour obtenir un pareil résultat, ne seraient jamais aventurées sans utilité ;

9° Il est reconnu que les batteries doivent être constamment soutenues par de l'infanterie ou de la cavalerie, et qu'il est avantageux de bien appuyer leurs flancs. Cependant, il se présente bien des cas où il faut dévier de cette maxime, et l'exemple de Wagram dont nous avons parlé en est un des plus remarquables ;

10° Il est très-important que, dans les attaques de cavalerie, l'artillerie ne se laisse

(1) Depuis que ce chapitre a été publié pour la première fois, plusieurs puissances ont adopté le système de placer les artilleurs sur le train, au lieu de les mettre à cheval ; cela épargne beaucoup de chevaux et l'embarras de les tenir pendant le tir de batteries. Mais cela n'égala jamais, pour la

mobilité, la superbe artillerie à cheval des Russes, qui surpasse toute idée qu'on chercherait à s'en faire. Beaucoup d'autres inventions de bouches à feu ont eu lieu, mais elles ne sont pas encore assez connues pour trouver place ici, ce sera à l'expérience à démontrer la manière de les employer.

pas effrayer, et qu'elle tire d'abord à boulets, puis à mitraille, aussi longtemps que cela se pourra (1). Dans ce cas, l'infanterie chargée de protéger des batteries doit être formée en carrés à proximité, afin de donner refuge aux chevaux, et ensuite aux canonniers ; les carrés longs, proportionnés à l'étendue du front de la batterie, semblent les plus propres à remplir cette destination quand l'infanterie est derrière les pièces ; si elle se trouve à côté, les carrés parfaits seront préférables. On assure aussi que les batteries de fusées peuvent être employées contre la cavalerie dont elles effraient les chevaux ; mais, je le répète, c'est encore une expérience à faire, et on ne saurait baser aucune maxime sur des données aussi incertaines.

11° Dans les attaques d'infanterie contre de l'artillerie, la maxime de tirer le plus longtemps possible sans néanmoins commencer de trop loin, est encore plus rigoureuse que dans le cas susmentionné ; les canonniers auront toujours le moyen de se mettre à l'abri de l'infanterie s'ils sont convenablement soutenus. C'est ici un des cas de faire donner à la fois les trois armes, car si l'infanterie ennemie est ébranlée par l'artillerie, une attaque combinée d'infanterie et de cavalerie causera sa destruction.

12° Les proportions de l'artillerie ont considérablement varié dans les dernières guerres. Napoléon s'en fut conquérir l'Italie, en 1800, avec quarante ou cinquante pièces, et il réussit complètement ; tandis qu'en 1812, il envahit la Russie avec 100 pièces attelées et ne réussit point. Cela prouve assez qu'aucune règle absolue ne saurait fixer ces proportions. On admet généralement que trois pièces par 1,000 combattants sont suffisantes, et même en Turquie, comme dans les montagnes, c'est beaucoup trop.

Les proportions de la grosse artillerie,

dite de réserve, avec celles de l'artillerie plus légère, varient également. C'est un grand abus que d'avoir trop de grosse artillerie, car dans les batailles le canon de 6 ou de 8 fait à peu près le même effet que celui de 12, et il y a pourtant une grande différence dans la mobilité et les embarras accessoires de ces calibres. Au reste, une des preuves les plus notables que l'on puisse citer, pour faire juger l'influence des proportions de l'armement sur les succès des armées, fut donnée par Napoléon après la bataille d'Eylau : les pertes cruelles que ses troupes essuyèrent par le feu de la nombreuse artillerie des Russes, lui firent sentir la nécessité d'augmenter la sienne. Avec une activité difficile à concevoir, il fit travailler dans tous les arsenaux de la Prusse, de la ligne du Rhin et même de Metz, à renforcer le nombre de ses pièces et à en couler de nouvelles pour utiliser les munitions qu'il avait conquises dans la campagne. En trois mois, il doubla, à quatre cents lieues de ses frontières, le personnel et le matériel de son artillerie, chose presque inouïe dans les annales de la guerre ;

13° Un des moyens les plus convenables pour obtenir le meilleur emploi possible de l'artillerie serait de donner toujours le commandement supérieur de cette arme à un général d'artillerie à la fois bon tacticien et stratège ; ce chef aurait la faculté de disposer non-seulement de la réserve de l'artillerie, mais encore de la moitié des pièces attachées aux différents corps ou divisions.

Il pourrait ainsi se concerter avec le généralissime sur le moment et le lieu où des masses considérables d'artillerie pourraient le mieux contribuer à la victoire ; mais il ne ferait jamais une telle réunion des masses sans avoir pris, au préalable, les ordres du commandant en chef.

(1) Les obus de nouvelle invention, donnant les moyens de porter ces projectiles à mille toises avec

une parabole insensible, seront une arme terrible contre la cavalerie.

Au moment où j'allais faire imprimer cet article pour la seconde fois, je reçois une brochure du général Okouneff sur l'importance de l'artillerie. Quelque intéressante qu'elle soit, elle ne saurait me décider à changer ce que j'ai dit sur cette arme.

L'auteur avoue, avec une louable franchise, qu'il n'avait point assez apprécié cette importance dans son ouvrage sur l'emploi des trois armes ; et, comme pour faire réparation à l'artillerie, il soutient aujourd'hui qu'elle doit désormais décider des batailles, et devenir, par cela même, l'arme principale des armées européennes.

Comme j'ai reconnu, en tout temps, la part qu'une artillerie bien employée peut dans les victoires, je suis très-disposé à admettre avec l'auteur, que son influence serait plus grande, si l'on savait toujours en tirer le parti dont elle est susceptible. Je reconnais aussi, que plusieurs inventions toutes récentes, qui augmentent son effet, soit pour le tir à ricochets rasants, soit pour la mitraille à grande portée, sont de nature à appeler l'attention des généraux qui seront désormais dans le cas d'en faire usage, et qui ont en main le moyen d'en essayer les effets comme aussi de trouver les moyens de s'en garantir.

La brochure du général Okouneff aurait donc déjà atteint un but important, en ouvrant cette vaste carrière ; mais, après lui avoir rendu justice, il me sera permis de dire que l'auteur a un peu dépassé le but, car s'il fallait s'en rapporter à tout ce qu'il avance, il ne faudrait plus dans une armée que des cuirassiers, des artilleurs, et l'infanterie nécessaire pour garder les postes fermés, car le reste ne serait plus que pâture pour les projectiles. Partant de son idée dominante, M. Okouneff en conclut, par une conséquence toute naturelle, que le moyen de gagner des batailles se réduira à enfoncer le centre d'une armée à force de coups de canon, et à avoir des masses préparées à fondre sur cette trouée ; moyen

qu'il trouve bien préférable à ceux qu'il nomme *mouvements de conversions*, et qui, jusqu'à ce jour, de son aveu même, gagnaient cependant fort bien les batailles.

Ici, je l'avoue, je suis obligé de contester ce qu'il y a de trop absolu dans ces assertions. En premier lieu, je ne comprends pas parfaitement ces mouvements de conversions ; ce sont, sans doute, des attaques pour déborder une aile, en même temps qu'on assaillirait une partie du front. Si je ne me trompe, ces sortes de manœuvres ne sont pas toujours des mouvements de conversion : au surplus, c'est une querelle de définitions qui importe peu au fond ; ce que je ne trouve pas fondé, c'est l'idée qu'une manœuvre exclusive puisse être adoptée comme une panacée universelle, et qu'il faille renoncer à toute autre tactique qu'à celle des immenses batteries et de grosses masses perçant des centres. Pour ma part, si j'avais à combattre un ennemi professant de pareilles idées exclusives, je ne serais nullement embarrassé de lui opposer plus d'un moyen qui déjouerait ses attaques favorites : d'abord, j'emploierais celui que M. Okouneff cite lui-même, à la page 33, comme ayant été adopté avec succès par le prince de Lichtenstein à la bataille de Wagram, contre la fameuse colonne de Macdonald : le système employé à Cannes par Annibal pourrait également trouver son application ici, d'autant mieux qu'une telle masse battue par les feux concentriques d'une artillerie égale en nombre, et disposée en ligne concave comme celle de l'archiduc Charles à Essling, serait fort compromise. Enfin, pour éviter de scinder l'armée en deux parties, qui sait si un de ces mouvements de conversion que l'auteur veut répudier ne serait pas un excellent moyen à opposer à son système, puisqu'il transporterait l'effort décisif du combat sur un tout autre point que le centre ?

Loin de moi, néanmoins, la pensée de contester tout mérite à une forte attaque sur

le centre ; je l'ai souvent recommandée, mais surtout lorsqu'elle se combinerait avec une attaque sur une extrémité de la ligne (selon figure 12 de la panche 2, pages 143 et 146), ou lorsqu'elle se ferait contre une ligne un peu trop étendue.

Quoi qu'il en soit, il me paraît que l'auteur a un peu perdu de vue, que le moral des troupes, le caractère et le génie des chefs ont aussi une grande influence sur l'issue des batailles. Ce sont des batteries moins meurtrières mais non moins efficaces. Il ne faut pas oublier non plus que tous les champs de batailles et toutes les contrées n'offrent pas un égal avantage au canon, en Italie, en Suisse, en Vendée, dans beaucoup de parties de l'Allemagne, dans tous les pays très-coupés, en un mot, on ne trouve pas des champs de bataille comme Wagram et Leipzig.

Au demeurant, il y a d'utiles leçons dans sa brochure, à laquelle on ne saurait faire d'autre reproche que de l'avoir peut-être entraîné d'un extrême dans l'autre. L'auteur a, sans doute, voulu imiter ces avocats, qui, après un beau plaidoyer, tirent des conclusions exagérées, certains que les juges en rabattent toujours la moitié : les hommes sages sauront prendre ce qui s'y trouve de vrai et d'utile, et lui en tiendront compte.

Le premier résultat de cet opuscule devra être d'éveiller l'attention des hommes qui ont mission d'influer sur les destinées de l'armée, c'est-à-dire, des gouvernements et des généraux. Le second sera peut-être de faire doubler le matériel et le personnel de l'artillerie, et adopter tous les perfectionnements capables d'en augmenter le meurtrier effet ! Et, comme les artilleurs seront au nombre des premières victimes, il faudra bien en venir à dresser, dans l'infanterie, des hommes choisis pour servir les pièces au besoin, et remplir même les lacunes

que les combats laisseraient dans les cadres de l'artillerie. Enfin, il faudra s'efforcer de trouver les moyens de neutraliser les effets de cette boucherie, et les premiers qui tombent sous les sens, semblent être des modifications dans l'armement et l'équipement des troupes, puis l'adoption d'une nouvelle tactique qui rende les dénouements aussi prompts que possible. Cette tâche sera celle de la génération qui s'élève, quand on aura éprouvé, par l'expérience, toutes les inventions dont on s'occupe dans les polygones d'exercice en attendant mieux. Heureux ceux qui, dans les premières rencontres, auront beaucoup d'obusiers à la Schrapnel, beaucoup de canons chargés par la culasse et tirant trente coups par minute, beaucoup de pièces ricochetant à hauteur d'homme et ne manquant jamais leur but sur l'une ou l'autre partie de l'échiquier du combat, enfin, le plus de fusées perfectionnées ; sans compter même les fameux fusils à vapeur de Perkins, relégués dans la défense des remparts, mais qui, s'il en faut croire le procès-verbal de lord Wellington, pourront encore faire ici d'assez cruels ravages... Quel beau thème pour prêcher la paix universelle et le règne exclusif des chemins de fer !!

On me pardonnera si je termine une discussion aussi grave par une phrase qui touche à la plaisanterie. Mais il faut bien laisser entrevoir un côté moins sombre, à l'avenir dont nous menacent tant de braves militaires qui, par une cruelle prévoyance, combinent les moyens de rendre la guerre encore plus sanglante qu'elle ne l'est, et cela dans l'espoir d'assurer le triomphe de leur drapeau. Emulation terrible mais, qui sera indispensable, si l'on veut rester au niveau de ses voisins, tant que le droit des gens n'aura pas mis des bornes à ces inventions !

ARTICLE XLVII.

De l'emploi combiné des trois armes.

Pour terminer entièrement ce précis, il restait à parler de l'emploi combiné des trois armes : mais combien de variations minutieuses ce sujet ne présenterait-il pas, si l'on avait la prétention de pénétrer dans tous les détails qu'exige l'application des maximes générales indiquées pour chacune de ces armes en particulier ?

Plusieurs ouvrages, et les allemands surtout, ont sondé cet abîme sans fond, et ils n'ont obtenu de résultats passables, qu'en multipliant à l'infini les exemples pris dans les petits combats partiels des dernières guerres. Ces exemples suppléent, en effet, aux maximes, lorsque l'expérience démontre qu'il serait impossible d'en donner de fixes. Dire que le commandant d'un corps composé des trois armes, doit les employer de manière à ce qu'elles s'appuient et se secondent mutuellement, semblerait une niaiserie, et c'est néanmoins le seul dogme fondamental qu'il soit possible d'établir ; car vouloir prescrire à ce chef la manière dont il devra s'y prendre dans toutes les circonstances, ce serait s'engager dans un labyrinthe inextricable : or, comme le but et les bornes de cet aperçu ne me permettent pas d'aborder de pareilles questions, je ne puis mieux faire que de renvoyer les officiers aux ouvrages spéciaux qui les ont traitées avec le plus de succès.

Placer les différentes armes selon le terrain, selon le but qu'on se propose, et celui que l'on peut supposer à l'ennemi ; combiner leur action simultanée d'après les qualités propres à chacune d'elles, en ayant soin de les faire soutenir réciproquement ;

voilà tout ce que l'art peut conseiller ; c'est dans l'étude des guerres, et surtout dans la pratique, qu'un officier supérieur pourra acquérir ces notions, ainsi que le coup d'œil qui inspire leur application opportune. Je crois avoir rempli la tâche que je m'étais imposée, et je vais passer successivement à la narration des guerres mémorables, où mes lecteurs trouveront à chaque pas l'occasion de s'assurer que l'histoire militaire, accompagnée de saine critique, est bien la véritable école de la guerre (1).

CONCLUSION.

Nous nous sommes efforcé de retracer les points principaux qui nous ont paru susceptibles d'être présentés comme maximes fondamentales de la guerre. Toutefois, la guerre dans son ensemble n'est point une science, mais un art. Si la stratégie surtout peut être soumise à des maximes dogmatiques qui approchent des axiomes des sciences positives, il n'en est pas de même de l'ensemble des opérations d'une guerre, et les combats entre autres échapperont souvent à toutes les combinaisons scientifiques, pour nous offrir des actes essentiellement dramatiques, dans lesquels les qualités personnelles, les inspirations morales et mille autres causes, joueront parfois le premier rôle. Les passions qui agiteront les masses appelées à se heurter, les qualités guerrières de ces masses, le caractère, l'énergie et les talents de leurs chefs ; l'esprit plus ou moins martial, non-seulement des nations, mais encore des époques (2) : en un mot, tout ce que l'on peut nommer la poésie et la métaphysique de la guerre, influera éternellement sur ses résultats.

(1) Voyez *Histoire critique des guerres de Frédéric*, celle des *Guerres de la révolution*, et la *Vie de Napoléon* que j'ai publiées.

(2) Le fameux proverbe espagnol, *il fut brave*

tel jour, peut s'appliquer aux nations comme aux individus : on ne saurait comparer les Français de Rosbach à ceux de Jéna, ni les Prussiens de Prenzlau à ceux de Dennewitz.

Est-ce à dire pour cela qu'il n'y a pas de règles de tactique, et qu'aucune théorie de tactique ne saurait être utile? Quel militaire raisonnable oserait prononcer un tel blasphème? Croira-t-on qu'Eugène et Marlborough n'aient triomphé que par inspiration, ou par la supériorité morale de leurs bataillons; ne trouvera-t-on pas, au contraire, dans les victoires de Turin, de Hochstedt, de Ramilies, des manœuvres qui ressemblent à celles de Talavera, de Waterloo, de Jéna ou d'Austerlitz, et qui furent les causes de la victoire? Or, quand l'application d'une maxime et la manœuvre qui en a été le résultat, ont procuré cent fois la victoire à d'habiles capitaines, et offrent en leur faveur toutes les chances probables, suffira-t-il qu'elles aient échoué quelquefois pour nier leur efficacité, et contester toute influence de l'étude de l'art; toute théorie sera-t-elle vaine parce qu'elle ne procurera que les trois quarts des chances de succès?

Si le moral d'une armée et de ses chefs influe aussi sur ces chances, n'est-ce pas en définitive parce qu'il produit une action physique, soumise, comme les combinaisons de la tactique, aux lois communes de la *statique militaire*? L'attaque impétueuse de 20,000 braves électrisés, sur l'extrémité d'une ligne ennemie, donnera plus sûrement la victoire que la manœuvre de 40,000 hommes démoralisés contre cette même extrémité, parce que les premiers exerceront une action réelle, et que les derniers demeureront passifs, si même ils ne fuient pas.

La stratégie, comme nous l'avons dit, est l'art d'amener la plus grande partie des forces d'une armée sur le point le plus important du théâtre de la guerre, ou d'une zone d'opérations.

La tactique, est l'art d'utiliser ces masses

(1) Il arrive, plus souvent qu'on ne le pense, qu'un général en chef soit trompé par ses lieutenants qui, n'écoulant que leur égoïsme, oublient qu'ils trahissent en même temps le pays et l'armée, par l'effet de la plus basse jalousie et de la plus

sur le point où des marches bien combinées les auront rendues présentes; c'est-à-dire, l'art de les mettre en action au moment et au point décisif du champ de bataille sur lequel le choc définitif doit avoir lieu: lorsque des troupes songent plus à fuir qu'à se battre, elles ne sont plus des masses agissantes, dans le sens que nous donnons à cette expression.

Un général instruit en théorie, mais dénué de coup d'œil, de sang-froid et d'habileté, peut faire un beau plan stratégique, et manquer à toutes les lois de la tactique quand il se trouve en présence de l'ennemi; alors ses projets seront déjoués, et sa défaite probable; s'il a du caractère, il pourra diminuer les mauvaises suites de son échec; s'il perd la tête, il perdra toute son armée.

Le même général peut, au contraire, être aussi bon tacticien qu'il a été bon stratégicien, et avoir préparé la victoire par tous les moyens en son pouvoir: dans ce cas, lorsqu'il sera tant soit peu secondé par ses troupes et ses lieutenants, il remportera probablement une victoire signalée; mais si, au contraire, il ne commande qu'à des cohues indisciplinées, manquant d'ordre ou de courage; s'il est envié et trompé par de perfides lieutenants (1), il verra, sans doute, évanouir toutes ses espérances, et ses plus belles combinaisons ne pourront tendre qu'à diminuer les désastres d'une défaite presque inévitable. Cette défaite serait d'autant plus sûre, lorsque avec de pareils instruments il aurait à combattre un adversaire peut-être moins habile que lui, mais ayant des troupes aguerries ou enthousiastes pour leur cause.

Aucun système de tactique ne saurait garantir la victoire quand le moral de l'armée

coupable ambition. L'inhabileté d'un lieutenant, qui serait incapable de concevoir le mérite d'une manœuvre ordonnée, et ferait des fautes graves dans l'exécution, aurait les mêmes résultats pour renverser les plus belles combinaisons.

est mauvais, et même quand il serait excellent, la victoire peut dépendre d'un incident, comme la rupture des ponts du Danube à Essling. Un général systématique pourrait proscrire les colonnes pour adopter l'ordre mince et les feux, ou bien reléguer ces feux dans les moyens purement défensifs, pour adopter exclusivement les colonnes semi-profondes, sans être sûr néanmoins du succès.

Ces vérités n'empêchent pas l'existence de bonnes maximes de guerre qui, à chances égales, pourront procurer la victoire; et, s'il est vrai que ces théories ne sauraient enseigner avec une précision mathématique ce qu'il conviendrait de faire, dans tous les cas possibles, il est certain du moins qu'elles enseigneront toujours les fautes que l'on devra éviter; or, ce serait déjà un immense résultat; car de telles maximes deviendraient ainsi, entre les mains de généraux commandant à de braves troupes, des gages de succès plus ou moins certains.

La justesse de cette assertion ne pouvant être contestée, il ne reste donc qu'à savoir distinguer les bonnes maximes des mauvaises; c'est en cela, il est vrai, que consiste tout le génie de la guerre, mais il y a cependant des principes directeurs pour arriver à cette connaissance. Toute maxime de guerre sera bonne lorsqu'elle aura pour résultat d'assurer l'emploi de la plus forte somme de moyens d'actions au moment et au point opportun. Nous avons présenté, au chapitre III, toutes les combinaisons stratégiques qui peuvent mener à ce résultat. Pour ce qui concerne la tactique, la principale de ces combinaisons sera toujours le choix de l'ordre de bataille le plus convenable d'après le projet que l'on aura en vue. Ensuite, quand on en viendra à l'action locale des masses sur le terrain, ces moyens d'action peuvent être aussi bien une charge de cavalerie faite à propos, une forte batterie placée et démasquée au moment le plus convenable, une colonne d'infanterie chargeant

avec impétuosité, ou une division déployée fournissant avec aplomb et sang-froid des feux meurtriers, enfin, des mouvements tactiques qui menaceraient l'ennemi en flancs et à revers, de même que toute manœuvre qui ébranlerait le moral de ses adversaires. Chacun de ces actes peut, selon l'occurrence, devenir la cause de la victoire: vouloir déterminer les cas où il faudrait donner la préférence à chacun d'eux, serait chose impossible.

Pour bien jouer ce grand drame de la guerre, le premier des devoirs sera donc de bien connaître le théâtre sur lequel on doit agir, afin de juger les avantages du double échiquier sur lequel les deux partis manœuvreront, en appréciant les avantages de l'ennemi comme ceux de son propre parti. Cette connaissance acquise, on avisera aux moyens de se préparer une base d'opérations; ensuite il s'agira de choisir la zone la plus convenable pour y diriger ses efforts principaux, et d'embrasser cette zone de la manière la plus conforme aux principes de la guerre en choisissant bien ses lignes et front d'opérations. L'armée assaillante devra s'attacher surtout à entamer sérieusement l'armée ennemie en adoptant à cet effet d'habiles points objectifs de manœuvre; puis elle prendra ensuite pour objectif de ses entreprises subséquentes, des points géographiques proportionnés aux succès qu'elle aura obtenus.

L'armée défensive, au contraire, devra calculer tous les moyens de neutraliser cette première impulsion de son adversaire, en trainant les opérations en longueur, autant que cela pourra se faire sans compromettre le sort du pays, et en ajournant le choc décisif, jusqu'au moment où une partie des forces ennemies se trouverait usée par les fatigues, ou disséminée pour occuper les provinces envahies, masquer des places, couvrir des sièges, protéger la ligne d'opérations et les dépôts, etc.

Jusque-là, tout ce que nous venons de

dire pourra être l'objet d'un premier plan d'opérations : mais ce qu'aucun plan ne saurait prévoir avec quelque certitude, c'est la nature et l'issue du choc définitif qui résultera de ces entreprises. Si vos lignes d'opérations ont été habilement choisies, vos mouvements bien déguisés ; si l'ennemi, au contraire, fait de faux mouvements qui vous permettent de tomber sur les fractions encore dispersées de son armée, vous pourrez vaincre sans batailles rangées, par le seul ascendant de vos avantages stratégiques. Mais si les deux partis se trouvent également bien en mesure au moment où la rencontre aura lieu, alors il en résultera une de ces grandes tragédies comme Borodino, Wagram, Waterloo, Bautzen et Dresde, dans laquelle les préceptes de la grande tactique indiqués au chapitre IV pourront certainement exercer une influence notable.

Si quelques militaires obstinés, après avoir lu ce livre, après avoir étudié attentivement l'histoire raisonnée de quelques campagnes des grands maîtres, soutenaient encore qu'il n'y a ni principes ni bonnes maximes de guerre, alors on ne pourrait que les plaindre et leur répondre par le fameux mot de Frédéric le Grand : « Un mullet qui aurait fait vingt campagnes sous le prince Eugène n'en serait pas meilleur tacticien pour cela. »

De bonnes théories fondées sur les principes, justifiées par les événements, et jointes à l'histoire militaire raisonnée, seront, à mon avis, la véritable école des généraux. Si ces moyens ne forment pas de grands hommes, qui se forment toujours par eux-mêmes quand les circonstances les favorisent, ils formeront du moins des généraux assez habiles pour tenir le second rang parmi les grands capitaines.

FIN DU SECOND VOLUME

(ÉDITION DE PARIS.)

TABLEAU ANALYTIQUE

DES

PRINCIPALES COMBINAISONS

DE LA

GUERRE.

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR.

Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que la première édition de mon *Traité des grandes opérations militaires* a paru. Quelques écrivains lui ont reproché de manquer de méthode et de ne pas offrir un ensemble satisfaisant. Je suis loin de prétendre que cet ouvrage soit à l'abri de toute critique; mais, pour le juger, il faut se rappeler les circonstances auxquelles il dut le jour, et le but dans lequel il fut entrepris. J'étais âgé de vingt-trois ans, lorsqu'au sortir des guerres de la révolution (en 1802), je trouvai l'Europe pleine de fausses idées sur cette science qui décide du sort des empires; j'avais le sentiment des principes, et j'avais à convaincre des militaires qui niaient l'existence de ces principes...; car il y en a un grand nombre qui ne croient pas même qu'il existe des règles de conduite à la guerre, et qui sont persuadés que tout l'art consiste à se jeter sur l'ennemi. J'avais peu d'expérience comme écrivain, mais j'étais pénétré de mon sujet, comme Christophe Colomb l'était de la rondeur de la terre et de l'existence d'un second hémisphère. Je crus pouvoir prendre la plume, et après quelques essais pour donner à mon ouvrage une forme didactique, je demeurai convaincu que la forme historique était

celle qui ennuyait le moins et démontrait le mieux, surtout aux lecteurs qui veulent se donner la peine d'étudier une campagne sur la carte. Je ne pouvais pas prendre mes principes dans les événements dont on jugeait, en général, très-faussement les causes et les résultats, je les cherchai dans la Guerre de sept ans, riche en grandes batailles rangées, et résolu de la comparer avec les Guerres de la révolution, riches en grandes opérations stratégiques (1).

Pour juger l'ouvrage, il faut donc se rappeler qu'il fut écrit en 1803, dix ans avant celui de l'archiduc Charles, et dix-sept ans avant celui de Xilander. Si son but avait été de faciliter le travail des professeurs d'une école en offrant un cours méthodique, il est certain qu'il eût mieux valu lui donner la forme dogmatique, comme ceux dont nous venons de parler, mais pour instruire des officiers déjà sortis des bancs, je suis encore persuadé que la forme historique est la plus efficace; l'histoire raisonnée de la guerre n'est-elle pas la meilleure école où l'on puisse apprendre à la bien faire?

Tout en défendant le plan que j'ai dû suivre, j'avoue néanmoins que l'ouvrage serait plus complet et mieux ordonné, s'il était précédé d'un précis des grandes combinai-

(1) Les Guerres de la révolution jusqu'en 1802, époque à laquelle j'écrivais, n'offraient pas de batailles rangées sur un même champ comme celles

de sept ans; les grandes batailles de 1805 à 1815 n'ayant pas encore été livrées.

sons de l'art, afin que le lecteur, initié à ces combinaisons, puisse lire avec plus de fruit et de facilité la relation de vingt campagnes qui servent de preuves. J'ai donc rédigé ce précis important, qui n'existait point dans les trois éditions précédentes, et qui rendra à la fois la relation plus intelligible et l'ouvrage plus classique. Il en résultera forcément une répétition des mêmes maximes qui, déjà indiquées dans le précis en tête de l'ouvrage, se trouveront reproduites de nouveau à la suite des événements militaires qui leur servent de développements et de preuves, ainsi que dans le chapitre de conclusion qui devra embrasser toutes les nuances de l'application des principes fondamentaux. Ce léger défaut de forme sera amplement racheté par les avantages qui en résulteront : c'eût été rendre un mauvais service aux jeunes officiers que de supprimer cette répétition pour éviter un petit vice de rédaction : dans un ouvrage didactique, on ne saurait craindre de répéter des maximes fondamentales dont l'enseignement est le but principal qu'on se propose.

La marche que j'ai adoptée pour ce ta-

bleau analytique, en commençant par les parties supérieures de la science, et en descendant ensuite aux détails inférieurs, trouvera peut-être des censeurs. Il est vrai que, pour les autres sciences, on doit commencer par l'enseignement élémentaire ; mais, en stratégie, il en est tout autrement : un militaire qui l'étudie est censé connaître les détails de son métier ; et, pour lui démontrer cette science, il faut procéder comme un général qui serait appelé à tracer un plan d'opérations. La première chose à faire, c'est d'examiner l'ensemble du théâtre des opérations ; ensuite il faut songer à établir sa base, puis partir de ce point pour agir vers un but quelconque, et arriver enfin au choc qui décidera de la campagne. J'ai suivi la même marche dans cette esquisse rapide, et j'aime à croire qu'elle méritera l'approbation des militaires éclairés.

Enfin, je termine en priant mes lecteurs de ne point oublier que ce tableau n'étant qu'une introduction, ne devait pas traiter à fond les nombreux articles qu'il renferme, mais indiquer seulement les combinaisons principales dont les autres ne sont que des corollaires.

TABLEAU ANALYTIQUE

DES

PRINCIPALES COMBINAISONS

DE LA

GUERRE.

DÉFINITION DE L'ART DE LA GUERRE.

La science de la guerre, telle qu'on la conçoit généralement, se divise en quatre branches purement militaires : la *Stratégie*, la *grande Tactique*, l'*Art de l'ingénieur*, et la *Tactique de détail*; mais il est une partie essentielle de cette science qu'on en a mal à propos exclue jusqu'à présent, c'est la *Politique de la guerre* (1). Bien que celle-ci tienne plus particulièrement à la science de l'homme d'État qu'à celle du guerrier, depuis qu'on a imaginé de séparer la toge de l'épée, on ne peut disconvenir toutefois que, si elle est inutile à un général subalterne, elle est indispensable à tout général commandant en chef une armée : elle entre dans toutes les combinaisons qui peuvent déterminer une guerre, et dans celle des

opérations qu'on pourrait entreprendre : dès lors, elle appartient nécessairement à la science que nous traitons.

D'après ces considérations, il semble que l'art de la guerre se compose réellement de cinq parties bien distinctes :

La première est la politique de la guerre ;

La deuxième est la stratégie, ou l'art de mouvoir les masses sur le théâtre de la guerre ;

La troisième, la grande tactique des batailles et des combats ;

La quatrième est l'art de l'ingénieur, l'attaque et la défense des places ;

La cinquième est la tactique de détail.

On pourrait même y ajouter la philosophie ou la partie morale de la guerre ; mais il paraît plus convenable de la réunir dans une même section avec la politique.

(1) Il n'existe, à ma connaissance, que bien peu d'ouvrages sur cette matière : le seul même qui en porte le titre, c'est la *Politique de la guerre*, par Hay du Châtelet (1767). On y trouve qu'une armée, voulant passer par un pont de pierre, doit le faire visiter par des charpentiers et des architectes, et que Darius n'eût pas été vaincu si, au lieu d'opposer toutes ses forces à Alexandre, il ne l'eût

battu qu'avec la moitié ! Étonnantes maximes de politique militaire !! Maizeroy a eu quelques idées tout aussi vagues dans ce qu'il nomme la dialectique de la guerre. Lloyd est entré le plus avant dans la question ; mais combien son ouvrage laisse à désirer, et combien il a reçu de démentis par les événements inouïs de 1792 à 1815 !!

Nous nous proposons d'analyser les principales combinaisons des trois premières parties, notre but n'étant point de traiter la tactique de détail, ni l'art de l'ingénieur, qui fait une science à part.

Pour être un bon officier d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, il est inutile de connaître toutes ces parties également bien ; mais, pour devenir un général, ou officier d'état-major distingué, cette connaissance est indispensable. Heureux sont ceux qui la possèdent, et les gouvernements qui savent les mettre à leur place !

CHAPITRE I^{er}.

SECTION I^{re}.

DE LA POLITIQUE DE LA GUERRE.

Nous donnerons ce titre aux combinaisons par lesquelles un homme d'État doit juger lorsqu'une guerre est convenable, opportune, ou même indispensable, et quelles seront les diverses opérations qu'elle nécessitera pour remplir son but.

Un État est amené à la guerre par différents motifs qui influent sur la nature de cette guerre. On peut les diviser en sept classes :

1° Il engagera une guerre offensive pour faire valoir d'anciens droits sur des provinces voisines ;

2° Ou bien, il soutiendra une guerre défensive pour défendre des droits menacés ;

3° Il peut faire aussi une guerre de convenance pour satisfaire de grands intérêts publics ;

4° Il la fera avec ou sans alliés ;

5° Il s'engagera dans une guerre d'intervention, par suite de ses rapports avec des puissances voisines, soit comme auxiliaire

avec un contingent fixe, soit par coalition avec toutes ses forces ;

6° Il fera la guerre d'invasion par manie de conquêtes ;

7° Il soutiendra, au contraire, une lutte nationale pour défendre l'existence du pays et son indépendance ;

8° Il aura à soutenir, dans son propre sein, des guerres civiles ou religieuses ;

9° Enfin, il commettra l'imprudence de provoquer plusieurs guerres à la fois, ou sera forcé de les soutenir s'il est assailli lui-même.

A ces différentes combinaisons, qui appartiennent plus ou moins à la politique diplomatique, on peut en ajouter d'autres, qui n'ont de rapport qu'aux opérations des armées lorsque la lutte est une fois engagée. On peut donner à celles-ci le nom de politique militaire, car elles n'appartiennent exclusivement ni à la diplomatie, ni à la stratégie, et n'en sont pas moins de la plus haute importance dans les plans d'un cabinet, comme dans ceux d'un général d'armée. Commençons par analyser les combinaisons qui se rapportent à la diplomatie.

ARTICLE PREMIER.

Des guerres offensives pour soutenir des droits.

Lorsqu'un État a des droits sur un pays voisin, ce n'est pas toujours une raison pour les réclamer à main armée. Il faut consulter les convenances de l'intérêt public avant de s'y déterminer.

La guerre la plus juste sera celle qui, fondée sur des droits incontestables, offrira encore à l'État des avantages positifs, proportionnés aux sacrifices et aux chances auxquelles il s'expose.

Mais il se présente malheureusement de nos jours tant de droits contestables et contestés, que la plupart des guerres, quoi-

que fondées en apparence sur des héritages, des testaments, des mariages, ne sont plus réellement que des guerres de convenance.

La question de la succession d'Espagne, sous Louis XIV, était la plus naturelle en droit, puisqu'elle reposait sur un testament solennel, appuyé sur des liens de famille et sur le vœu général de la nation espagnole; néanmoins, ce fut la plus contestée par toute l'Europe : elle produisit une coalition générale contre le légataire légitime.

Frédéric II, profitant de la guerre de l'Autriche contre la France, évoque de vieux parchemins, entre en Silésie à main armée, et s'empare de cette riche province qui double la force de la monarchie prussienne. Le succès et l'importance de cette résolution en firent un coup de maître; car, si Frédéric n'eût pas réussi, il eût été toutefois injuste de l'en blâmer : la grandeur de l'entreprise et son opportunité peuvent excuser une telle irruption, autant qu'une irruption est excusable.

Dans une pareille guerre, il n'y a pas de règles à donner : *savoir attendre et profiter est tout*. Les opérations offensives doivent être proportionnées au but proposé. La première est naturellement celle d'occuper les provinces revendiquées; on peut ensuite pousser l'offensive selon les circonstances et les forces respectives, afin d'obtenir la cession désirée en menaçant l'adversaire chez lui : tout dépend des alliances qu'on aura su se ménager, et des moyens militaires des deux partis. L'essentiel, dans une pareille offensive, c'est d'avoir un soin scrupuleux de ne pas éveiller la jalousie d'un tiers qui viendrait au secours de la puissance qu'on se propose d'attaquer. C'est à la politique à prévoir ce cas et à détourner une intervention, en donnant toutes les garanties nécessaires à ses voisins.

ARTICLE II.

Des guerres défensives en politique et offensives militairement.

Un État attaqué par son voisin, qui réclame de vieux droits sur une province, se décide rarement à la céder sans combattre, et par pure conviction de la réalité de ses droits : il préfère défendre le territoire qu'on lui demande, ce qui est toujours plus honorable et plus naturel. Mais au lieu de demeurer passivement sur la frontière en attendant son agresseur, il peut lui convenir de prendre l'initiative ou l'offensive; tout dépend alors des positions militaires réciproques.

Il y a souvent de l'avantage à faire la guerre d'invasion; il y en a souvent aussi à attendre l'ennemi chez soi. Une puissance fortement constituée chez elle, qui n'a point de motifs de divisions, ni de craintes d'une agression tierce sur son propre territoire, trouvera toujours un avantage réel à porter les hostilités sur le sol ennemi. D'abord, elle évitera le ravage de ses provinces; ensuite, elle fera la guerre aux dépens de son adversaire; puis elle mettra toutes les chances morales de son côté, en excitant l'ardeur des siens, et frappant, au contraire, l'ennemi de stupeur dès le début de la guerre.

Ces vérités, qui semblent incontestables, sont susceptibles d'être appliquées à toute espèce de guerre; mais si les principes de la stratégie sont immuables, il n'en est pas de même des vérités de la politique de la guerre, qui subissent des modifications par l'état moral des peuples, les localités, les hommes qui sont à la tête des armées et des États. Ce sont ces nuances diverses qui ont accrédité l'erreur grossière qu'il n'y a pas de règles fixes à la guerre. Nous espérons prouver que la science militaire a des principes immuables, qu'on ne saurait violer sans être battu, lorsqu'on a affaire à un en-

nemi tant soit peu habile : c'est la partie politique et morale de la guerre qui seule offre des différences qu'on ne saurait soumettre à aucun calcul positif, mais qui sont susceptibles d'être soumises néanmoins à des calculs de probabilités. Il faut donc modifier les plans d'opérations selon les circonstances, bien que, pour exécuter ces plans, il faille rester fidèle aux principes de l'art. On conviendra, par exemple, qu'on ne saurait combiner une guerre contre la France, l'Autriche ou la Russie, comme une guerre contre les Turcs ou toute nation orientale, dont les hordes braves, mais indisciplinées, ne sont susceptibles d'aucun ordre, d'aucune manœuvre raisonnable, ni d'aucune tenue dans les revers.

ARTICLE III.

Des guerres de convenance.

L'invasion de la Silésie par Frédéric II fut une guerre de convenance, celle de la succession d'Espagne également.

Il y a deux sortes de guerres de convenance : celles qu'un État puissant peut entreprendre pour se donner les limites naturelles, pour obtenir un avantage politique ou commercial extrêmement important ; celles qu'il peut faire pour diminuer la puissance d'un rival dangereux, ou empêcher son accroissement. Ces dernières rentrent, il est vrai, dans les guerres d'intervention ; il n'est pas probable qu'un État attaque un rival dangereux, il ne le fera guère que par coalition, à la suite des conflits provenant de relations avec un tiers.

Toutes ces combinaisons étant plutôt du ressort de la politique que de la guerre, et les opérations militaires rentrant dans les autres catégories que nous traiterons, nous passerons sous silence le peu que l'on aurait à dire sur cette matière.

ARTICLE IV.

Des guerres avec ou sans alliés.

Il est naturel que toute guerre avec un allié soit préférable à une guerre sans alliés, en supposant d'ailleurs toutes les autres chances égales. Sans doute, un grand État seul, sera plus sûr de réussir que deux États moins forts qui s'allieraient contre lui ; mais encore vaut-il mieux avoir le secours d'un de ses voisins que de lutter seul. Non-seulement on se trouve renforcé de tout le contingent qu'il vous fournit, mais on affaiblit l'ennemi dans une proportion plus grande encore : car celui-ci n'aura pas seulement besoin d'un corps considérable pour l'opposer à ce contingent, il devra encore surveiller des portions de son territoire, qui, sans cette circonstance, eussent été à l'abri d'insulte. On s'assurera dans le paragraphe suivant qu'il n'y a pas de petits ennemis, ni de petits alliés, qu'un grand État, tel redoutable qu'il soit, puisse impunément dédaigner.

ARTICLE V.

Des guerres d'intervention.

De toutes les guerres qu'un État puisse entreprendre, la plus convenable, la plus avantageuse pour lui est certainement la guerre d'intervention. La cause en sera facile à comprendre : un État intervient, entre dans une lutte déjà engagée ; il met dans la balance tout le poids de sa puissance en commun avec la puissance pour laquelle il intervient ; il y entre quand il veut, et lorsque le moment est le plus opportun pour donner une action décisive aux moyens qu'il y apporte.

Il est deux sortes d'interventions : la première est celle qu'un État cherche à intro-

duire dans les affaires intérieures de ses voisins ; la seconde est d'intervenir à propos dans ses relations extérieures.

Les publicistes n'ont jamais été bien d'accord sur le droit d'intervention intérieure ; nous ne discuterons point avec eux sur le point de droit, mais nous dirons que le fait est souvent arrivé. Les Romains durent l'empire du monde à ces interventions, et celui de la Compagnie anglaise dans l'Inde ne s'explique pas autrement. Les interventions *intérieures* ne réussissent pas toujours : la Russie doit en partie le développement de sa grandeur à celle que ses souverains surent apporter dans les affaires de Pologne ; l'Autriche, au contraire, faillit périr pour avoir voulu intervenir dans les affaires intérieures de la révolution française. Ces sortes de combinaisons ne sont pas de notre ressort.

L'intervention dans les *relations extérieures* de ses voisins est plus légitime, plus naturelle et plus avantageuse peut-être. En effet, autant il est douteux qu'un État ait le droit de se mêler de ce qui se passe dans le *for* intérieur de ses voisins, autant on lui accordera le droit de s'opposer à ce que ceux-ci portent au dehors le trouble et le désordre qui pourraient bientôt s'étendre jusqu'à lui.

Trois motifs peuvent engager à intervenir dans les guerres extérieures de ses voisins.

Le premier, c'est un traité d'alliance offensive et défensive qui vous engage à soutenir un allié.

Le second, c'est le maintien de ce qu'on nomme l'équilibre politique, combinaison des siècles modernes, aussi admirable qu'elle paraît simple, et qui fut néanmoins trop souvent méconnue par ceux-là même

qui auraient dû en être les apôtres les plus fervents (1).

Le troisième motif, c'est de profiter d'une guerre engagée, non-seulement dans le but d'en détourner les conséquences fâcheuses, mais aussi pour en faire tourner les avantages au profit de celui qui intervient.

L'histoire offre mille exemples de puissances qui ont déchu pour avoir oublié ces vérités, « qu'un État décline, lorsqu'il souffre l'agrandissement démesuré d'un État rival, et qu'un État, fût-il même du second ordre, peut devenir l'arbitre de la balance politique, lorsqu'il sait mettre à propos un poids dans cette balance. »

C'en est assez pour démontrer l'avantage des guerres d'intervention sous le point de vue de haute politique.

Quant au point de vue militaire, il est simple qu'une armée, apparaissant en tiers dans une lutte déjà établie, devienne prépondérante. Son influence sera d'autant plus décisive à proportion que sa situation géographique aura d'importance relativement aux positions des deux armées déjà en guerre. Citons un exemple : dans l'hiver de 1807, Napoléon franchit la Vistule et s'aventure jusque sous les murs de Königsberg, ayant l'Autriche derrière lui, et toute la masse de l'empire russe devant lui : si l'Autriche avait fait déboucher 100,000 hommes de la Bohême sur l'Oder, c'en eût été fait, selon les plus grandes probabilités, de la toute-puissance de Napoléon ; son armée eût été trop heureuse de se faire jour pour regagner le Rhin, et tout porte à croire qu'elle n'y eût pas réussi.

L'Autriche aimait mieux attendre d'avoir porté son armée à 400,000 hommes ; elle prit alors l'offensive deux ans après avec

(1) Croire à la possibilité d'un équilibre parfait serait chose absurde. Il ne peut être question que d'une balance relative et approximative. Le principe du maintien de l'équilibre doit être la base de la politique, comme l'art de mettre en action le plus

de forces possibles au point décisif, est le principe régulateur de la guerre. Il va sans dire, que l'équilibre maritime est une portion essentielle de la balance politique européenne.

cette masse formidable, et fut vaincue ; tandis qu'avec 100,000 hommes engagés à propos, elle eût décidé plus sûrement et plus facilement du sort de l'Europe.

Si les interventions sont de deux natures différentes, les guerres qui en résultent sont aussi de plusieurs espèces.

1° On intervient comme auxiliaire par suite de traités antérieurs, et au moyen de corps secondaires dont la force est déterminée ;

2° On intervient comme partie principale pour soutenir un voisin plus faible dont on va défendre les États, ce qui transporte le théâtre de la guerre loin de vos frontières ;

3° On intervient aussi comme partie principale lorsqu'on est voisin du théâtre de la guerre, ce qui suppose une coalition de plusieurs grandes puissances contre une ;

4° Enfin, on intervient dans une lutte déjà engagée, ou avant la déclaration de la guerre.

Lorsqu'on n'intervient qu'avec un contingent médiocre, par suite de traités stipulés, on n'est qu'un accessoire, et les opérations sont dirigées par la puissance principale.

Lorsqu'on intervient par coalition et avec une armée puissante, le cas est différent.

Les chances militaires de ces sortes de guerres sont variées. L'armée russe, dans la Guerre de sept ans, était, au fond, auxiliaire de l'Autriche et de la France ; toutefois, elle fut partie principale au nord jusqu'à l'occupation de la vieille Prusse par ses troupes ; mais lorsque les généraux Fermor et Soltikof conduisirent l'armée jusque dans le Brandebourg, alors elle n'agissait plus que dans un intérêt autrichien : ces troupes, lancées loin de leur base, étaient à la merci d'une bonne ou mauvaise manœuvre de leurs alliés.

De pareilles guerres lointaines exposent à des dangers, et sont ordinairement très-déliques pour le général d'armée. La campagne de 1805 en fournit une nouvelle preuve.

Koutousoff s'avance jusque sur l'Inn au cœur de la Bavière avec 30,000 Russes. L'armée de Mack, à laquelle il devait se réunir, est entièrement détruite, à l'exception de 18,000 hommes que Kienmayer ramène de Donawerth : le général russe se trouve ainsi exposé avec 45,000 hommes à toute l'impétueuse activité de Napoléon qui en a 150,000 ; et, pour comble de malheur, un espace de deux cents lieues sépare Koutousoff de ses frontières. Une telle position eût été désespérée, si une seconde armée de 50,000 hommes ne fût arrivée à Olmütz pour le recueillir. Cependant la bataille d'Austerlitz, résultat d'une faute du chef de l'état-major autrichien, Weyrother, compromit de nouveau l'armée russe loin de sa base ; elle faillit devenir victime d'une alliance lointaine, et la paix seule lui donna le temps de se replier sur sa frontière.

L'armée de Suwarow, en Suisse, n'avait guère été plus heureuse. Le général Bening-sen, en 1807, eut de meilleures chances, parce que, combattant entre la Vistule et le Niémen, il se trouvait à proximité de sa base, et que ses opérations ne dépendaient nullement de ses alliés.

Il résulte de ces exemples, que ces interventions lointaines peuvent souvent compromettre les armées qui en sont chargées ; mais, en échange, on a l'avantage que l'État du moins ne saurait être aussi facilement envahi, puisque le théâtre de la guerre est porté loin de ses frontières ; ce qui fait le malheur du général, est ici un bien pour l'État.

Dans ces sortes de guerres, l'essentiel est de choisir un chef d'armée à la fois politique et militaire ; de bien stipuler avec ses alliés la part que chacun doit prendre aux opérations, et de déterminer un point objectif, qui soit en harmonie avec les intérêts communs ; ce fut par l'oubli de ces précautions, que la plupart des coalitions échouèrent ou luttèrent avec peine contre une puissance moins forte au total, mais unie.

La troisième espèce de guerre d'intervention, indiquée plus haut, est plus favorable que les autres. C'est le cas où l'Autriche se fut trouvée en 1807, si elle avait su profiter de sa position; c'est aussi celui où elle se trouva en 1813. Voisine de la Saxe, où Napoléon venait de réunir ses forces, prenant même à revers le front d'opérations des Français sur l'Elbe, elle mettait 200,000 hommes dans la balance, avec presque certitude de succès : l'empire de l'Italie et l'influence sur l'Allemagne, perdus par quinze ans de revers, furent reconquis en deux mois. L'Autriche avait dans cette intervention non-seulement les chances politiques, mais encore les chances militaires en sa faveur; double résultat qui indique le plus haut degré d'avantage auquel les chefs d'un État puissent aspirer.

Le cabinet de Vienne réussit d'autant plus sûrement, que son intervention n'était pas seulement de la nature de celles mentionnées au paragraphe 3, c'est-à-dire, assez voisine de ses frontières pour permettre le plus grand développement possible de ses forces; mais encore parce qu'il intervenait dans une lutte déjà engagée, dans laquelle il entraînait de tout le poids de ses moyens et à l'instant qui lui convenait.

Ce double avantage est tellement décisif que l'on a vu, non-seulement les grandes monarchies, mais même de très-petits États, devenir prépondérants, en sachant saisir cet à-propos. Deux exemples suffiront pour le prouver.

En 1552, l'électeur Maurice de Saxe osa se déclarer ouvertement contre Charles-Quint, maître de l'Espagne, de l'Italie et de l'empire germanique; contre Charles-Quint, victorieux de François I^{er} et pressant la France dans ses serres. Cette levée de boucliers, qui transporta la guerre jusqu'au cœur du Tyrol, arrêta le grand homme qui menaçait de tout envahir.

En 1706, le duc de Savoie, Victor-Amédée, se déclarant contre Louis XIV, change

la face de la guerre en Italie, et ramène l'armée française des rives de l'Adige jusqu'aux murs de Turin, où elle éprouva la sanglante catastrophe qui immortalisa le prince Eugène.

Combien d'hommes d'État paraîtront petits, à ceux qui ont médité sur ces deux événements et sur les hautes questions auxquelles ils se rattachent!

Nous en avons dit assez sur l'importance et les avantages de ces interventions opportunes; le nombre des exemples pourrait être multiplié à l'infini, mais cela ne saurait rien ajouter à la conviction de nos lecteurs.

ARTICLE VI.

Des guerres d'invasion par esprit de conquêtes.

Les guerres d'invasion faites par esprit de conquêtes, ne sont malheureusement pas toujours les plus désavantageuses. Alexandre, César, et Napoléon dans la moitié de sa carrière, ne l'ont que trop prouvé. Toutefois, ces avantages ont des limites fixées par la nature même, et qu'il faut se garder de franchir, parce qu'on tombe alors dans des extrêmes désastreux.

Cambyse en Nubie, Darius chez les Scythes, Crassus et l'empereur Julien chez les Parthes, enfin Napoléon en Russie, fournissent de sanglants témoignages de ces vérités. Il faut l'avouer néanmoins, la manie des conquêtes ne fut pas toujours le seul mobile du dernier. *Sa position personnelle*, et sa lutte avec l'Angleterre, le poussèrent à des entreprises dont le but évident était de sortir victorieux de cette lutte : l'amour de la guerre et de ses hasards était manifeste chez lui; mais il y fut encore entraîné par la nécessité de plier sous l'Angleterre ou de triompher de ses efforts. On dirait qu'il fut envoyé dans ce monde pour apprendre

aux généraux d'armées, comme aux chefs des États, tout ce qu'ils peuvent faire de grand, et tout ce qu'ils doivent éviter. Ses victoires sont des leçons d'habileté, d'activité et d'audace; ses désastres sont des exemples modérateurs imposés par la prudence.

La guerre d'invasion sans motifs plausibles est un attentat contre l'humanité; c'est du Gengiskan; mais lorsqu'elle peut être justifiée par un grand intérêt et un motif louable, elle est susceptible d'excuses, si ce n'est même d'approbation.

L'invasion de l'Espagne exécutée en 1808, et celle qui eut lieu en 1823, diffèrent certainement autant dans leur but que dans leurs résultats : la première, dictée par l'esprit d'invasion et conduite avec astuce, menaçait l'existence de la nation espagnole, et fut fatale à son auteur; la seconde, ne combattant que des doctrines dangereuses et ménageant les intérêts généraux, réussit d'autant mieux qu'elle trouva un point d'appui décisif dans la majorité du peuple dont elle foulait momentanément le territoire. Nous n'entreprendrons point de les juger selon le droit naturel; de pareilles questions appartiennent au droit politique d'intervention. Loin de les discuter, nous ne les présentons ici que comme preuves, qu'une invasion n'est pas toujours du Gengiskan. La première que nous venons de citer, contribua à la perte de Napoléon; l'autre remplaça la France dans la situation relative avec l'Espagne, qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Quant à l'intérieur de l'Espagne, si les résultats n'en furent pas également heureux, la faute n'en est pas aux puissances qui intervinrent, mais bien aux Espagnols eux-mêmes.

En adressant des vœux au ciel pour qu'il rende ces invasions aussi rares que possible, reconnaissons qu'un État fait mieux d'envahir ses voisins que de se laisser attaquer lui-même. Reconnaissons aussi que le moyen le plus sûr de ne pas protéger l'es-

prit de conquête et d'usurpation, c'est de savoir intervenir à propos pour lui mettre des digues.

En supposant donc une guerre d'invasion, résolue et motivée non sur l'espoir immérité des conquêtes, mais sur une saine raison d'État, il importe de mesurer cette invasion au but qu'on se propose et aux obstacles qu'on peut y rencontrer, soit du pays même, soit de ses alliés.

Une invasion contre un peuple exaspéré et prêt à tous les sacrifices, qui peut espérer d'être soutenu en hommes et en argent par un voisin puissant, est une entreprise épineuse; la guerre de Napoléon en Espagne le prouve évidemment; les guerres de la révolution de France, en 1792, 1793, 1794, le démontrent mieux encore; car si cette dernière puissance fut moins prise au dépourvu que l'Espagne, elle n'eut pas non plus une grande alliance pour concourir à sa défense; elle fut assaillie par l'Europe entière et sur terre et sur mer.

Après de pareils exemples, quel intérêt pourraient avoir de sèches maximes? C'est dans l'histoire de ces grands événements qu'il faut puiser des règles de conduite.

Les invasions des Russes en Turquie présentaient, sous quelques rapports, les mêmes symptômes de résistance nationale; cependant, il faut l'avouer, les conditions en étaient différentes : la haine religieuse des Ottomans pouvait les faire courir aux armes; mais, campés au milieu d'une population grecque deux fois plus nombreuse qu'eux, les Turcs ne trouvaient pas, dans une insurrection générale, l'appui qu'ils y auraient trouvé si tout l'empire eût été musulman, ou s'ils eussent su fondre les intérêts des Grecs avec ceux des conquérants, comme la France sut faire des Alsaciens, les meilleurs Français du royaume; dans ce cas, ils eussent été plus forts, mais il n'y aurait plus eu de fanatisme religieux.

La guerre de 1828 a prouvé que les Turcs n'étaient respectables que sur l'enceinte de

leurs frontières, où se trouvent réunies leurs milices les plus guerrières, tandis que l'intérieur tombe en ruines.

Lorsqu'une invasion n'a rien à craindre des peuples, mais se réduit à une question toute militaire, alors ce sont les lois de la stratégie ou de la tactique seules qu'il faut consulter, et qui en décident : c'est ce qui rendit les invasions de l'Italie, de l'Autriche, de la Prusse si promptes, et ce qui fit réussir celle de la France, en 1814. Ces chances purement militaires seront traitées plus loin.

ARTICLE VII.

Des guerres nationales.

Les guerres nationales, dont nous avons déjà été forcés de dire quelques mots en parlant de celles d'invasion, sont de toutes les plus redoutables ; on ne peut donner ce nom qu'à celles qui se font contre une population entière, ou du moins contre la majorité de cette population, animée d'un noble feu pour son indépendance ; alors chaque pas est disputé par un combat : l'armée qui entre dans un tel pays n'y possède que le champ où elle campe ; ses approvisionnements ne peuvent se faire qu'à la pointe de l'épée ; ses convois sont partout menacés ou enlevés.

Ce spectacle du mouvement spontané de toute une nation, se voit rarement, et s'il présente quelque chose de grand et de généreux qui commande l'admiration, les suites en sont si terribles que, dans l'intérêt de l'humanité, on doit désirer de ne le voir jamais.

Un tel mouvement peut être produit par les causes les plus opposées : un peuple se lève en masse à la voix de son gouvernement, et ses maîtres mêmes lui en donnent l'exemple en se mettant à sa tête, lorsqu'ils sont animés d'un noble amour pour leur souverain et pour la patrie ; de même un peuple

fanatique s'arme à la voix de ses moines, et un peuple exalté par des opinions politiques, ou par l'amour sacré pour ses institutions, se précipite au devant de l'ennemi pour défendre ce qu'il a de plus cher.

Les moyens de réussir dans une telle guerre sont assez difficiles : déployer d'abord une masse de forces proportionnée à la résistance et aux obstacles qu'on doit rencontrer ; calmer les passions populaires par tous les moyens possibles ; les user par le temps ; déployer un grand mélange de politique, de douceur et de sévérité, surtout une grande justice ; tels sont les premiers éléments de succès. Les exemples de Henri IV dans les guerres de la ligue, du maréchal de Berwick en Catalogne, de Suchet en Arragon et à Valence, de Hoche en Vendée, sont des modèles d'un genre différent, mais qui peuvent être employés selon les circonstances avec le même succès. L'ordre et la discipline admirables, maintenus par les armées des généraux Diebitsch et Paskiewicz dans la dernière guerre, sont aussi des modèles à citer, et ne contribuèrent pas peu à la réussite de leurs entreprises.

La domination de la mer entre pour beaucoup dans les résultats d'une invasion nationale : si le peuple soulevé a une grande étendue de côtes, et s'il est maître de la mer, ou allié d'une puissance qui la domine, alors sa résistance est centuplée, non-seulement par la facilité qu'on a d'alimenter le feu de l'insurrection, d'alarmer l'ennemi sur tous les points du pays qu'il occupe, mais encore par les difficultés qu'on opposera à ses approvisionnements. Une telle guerre exige une armée suffisante pour opérer contre les forces actives de l'ennemi, et de plus, des corps d'occupation pour soumettre l'intérieur, maintenir l'ordre, et assurer les communications. La nature du pays contribue beaucoup aussi à la facilité d'une défense nationale ; les pays de montagnes sont toujours ceux où un peuple est

plus redoutable. Après ceux-ci viennent les pays coupés de vastes forêts.

La lutte des Suisses contre l'Autriche et contre le duc de Bourgogne ; celle des Catalans en 1712 et en 1809 ; les difficultés que les Russes éprouvent à soumettre les peuples du Caucase ; enfin, les efforts réitérés des Tyroliens, démontrent assez que les peuples des montagnes ont toujours résisté plus longtemps que ceux des plaines, tant par leur caractère et leurs mœurs, que par la nature des lieux. Les défilés et les grandes forêts favorisent, aussi bien que les rochers, ce genre de défense partielle.

ARTICLE VIII.

Des guerres civiles et de religion.

Les guerres intestines, lorsqu'elles ne sont pas liées à une querelle étrangère, sont ordinairement le résultat d'une lutte d'opinions, d'esprit de parti politique ou religieux. Dans le moyen âge, elles furent plus souvent des chocs de coterie féodales. Les guerres les plus déplorables sont, sans doute, celles de religion. On comprend qu'un État combatte ses propres enfants, pour empêcher des factions politiques qui affaiblissent l'autorité du trône et la force nationale ; mais qu'il fasse mitrailler ses sujets pour les forcer à prier en français ou en latin, et pour reconnaître la suprématie d'un pontife étranger, voilà ce que la raison a peine à concevoir. — De tous les rois, le plus à plaindre fut sans contredit Louis XIV, chassant un million de protestants industriels qui avaient mis sur le trône son aïeul, protestant comme eux. Les guerres de fanatisme sont horribles lorsqu'elles sont mêlées à celles de l'extérieur ; elles sont affreuses, même lorsqu'elles ne sont que des querelles de famille.

L'histoire de France du temps de la ligue sera une leçon éternelle pour les nations et

les rois. On a peine à croire que ce peuple, encore si noble et chevaleresque sous François I^{er}, soit tombé en vingt ans dans un excès d'abrutissement aussi déplorable.

Vouloir donner des maximes pour ces sortes de guerres serait absurde ; il n'y en a qu'une sur laquelle les hommes sensés devraient être d'accord, c'est de réunir les deux sectes ou les deux partis pour chasser l'étranger qui voudrait se mêler de la querelle, puis s'expliquer ensuite avec modération pour fonder les droits des deux partis dans un pacte de réconciliation. En effet, l'intervention d'une puissance tierce dans une dispute religieuse ne saurait jamais être qu'un acte d'ambition et de perfidie.

On conçoit que des gouvernements interviennent de bonne foi contre un accès de fièvre politique, dont les dogmes peuvent menacer l'ordre social : bien qu'ordinairement ces craintes soient exagérées, et qu'elles servent souvent de prétexte, il est possible qu'un État croie vraiment en être menacé jusque chez lui. Mais en fait de disputes théologiques, ce n'est jamais le cas, et l'intervention de Philippe II, dans les affaires de la ligue, ne pouvait avoir d'autre but que de diviser ou soumettre la France à son influence, afin de la démembrer peu à peu.

ARTICLE IX.

Des guerres doubles, et du danger d'entreprendre deux guerres à la fois.

La célèbre maxime des Romains, de ne jamais entreprendre deux grandes guerres à la fois, est trop connue et trop appréciée pour qu'il faille s'efforcer d'en démontrer la sagesse.

Un État peut être contraint à faire la guerre contre deux peuples voisins ; mais il faut des circonstances bien malheureuses pour que, dans ce cas, il ne trouve pas aussi un allié qui vienne à son secours, par

le sentiment de sa propre conservation et du maintien de l'équilibre politique. Il est rare aussi que ces deux peuples ligués contre lui, aient le même intérêt à la guerre et y engagent tous leurs moyens ; or, si l'un deux n'est qu'auxiliaire, ce ne sera déjà plus qu'une guerre ordinaire.

Louis XIV, Frédéric le Grand, l'empereur Alexandre, et Napoléon, soutinrent des luttes gigantesques contre l'Europe coalisée. Lorsque de pareilles luttes proviennent d'agressions volontaires qu'on pourrait éviter, elles signalent une faute capitale de la part de celui qui les engage ; mais si elles proviennent de circonstances impérieuses et inévitables, il faut du moins y remédier, en cherchant à opposer des moyens ou des alliances capables d'établir une certaine pondération des forces respectives.

La grande coalition contre Louis XIV, motivée, ainsi que nous l'avons dit, par ses projets sur l'Espagne, prit néanmoins son origine dans les précédentes agressions, qui avaient alarmé tous ses voisins. Il ne put opposer, à l'Europe conjurée, que la fidèle alliance de l'électeur de Bavière, et celle plus équivoque du duc de Savoie, qui ne tarda même pas à grossir le nombre des coalisés. Frédéric soutint la guerre contre les trois plus puissantes monarchies du continent, avec le seul appui des subsides de l'Angleterre, et de 50,000 auxiliaires de six petits États différents ; mais la division et la faiblesse de ses adversaires furent ses meilleurs alliés.

Ces deux guerres, comme celle soutenue par l'empereur Alexandre, en 1812, étaient presque impossibles à éviter.

La France eut toute l'Europe sur les bras en 1793, par suite des provocations extravagantes des Jacobins, de l'exaltation des deux partis, et des utopies des Girondins, qui bravaient, disaient-ils, tous les rois de la terre, en comptant sur l'appui des escadrons anglais!!

Le résultat de ces absurdes calculs fut un

effroyable bouleversement, dont la France se tira comme par miracle.

Napoléon est donc en quelque sorte le seul des modernes qui ait entrepris volontairement trois effroyables guerres à la fois, celles d'Espagne, d'Angleterre et de Russie ; mais encore s'appuyait-il, dans la dernière, du concours de l'Autriche et de la Prusse, sans parler même de celui de la Turquie et de la Suède ; et s'il compta avec trop de complaisance sur ce dernier, il n'en est pas moins vrai que les autres semblaient assez décisifs pour que son expédition ne fût pas aussi aventureuse qu'on l'a pensé généralement d'après la tournure des affaires.

Il résulte de tout ce qu'on vient de dire, qu'une guerre entreprise contre un seul État, lors même qu'un tiers viendrait y prendre part au moyen d'un corps auxiliaire, ne saurait être confondue avec une guerre double, ou, pour mieux dire, avec deux guerres conduites simultanément aux extrémités les plus opposées d'un pays, contre deux nations puissantes qui engageraient toutes leurs forces et leurs ressources pour accabler celui qui les aurait menacées. Par exemple, la double lutte de Napoléon, engagé corps à corps, en 1809, avec l'Autriche et l'Espagne, soutenue de l'Angleterre, était bien autrement grave pour lui, que s'il n'avait eu affaire qu'avec l'Autriche assistée d'un corps auxiliaire quelconque, fixé par des traités connus. Les luttes de cette dernière espèce rentrent dans la catégorie des guerres ordinaires.

Il faut donc conclure, en général, que des guerres doubles doivent être évitées autant qu'on le peut ; et que, le cas arrivant, il vaut même mieux dissimuler les torts de l'un de ses voisins, jusqu'à ce que le moment opportun soit venu d'exiger le redressement des justes griefs dont on aurait à se plaindre. Toutefois, cette règle ne saurait être absolue, les forces respectives, les localités, la possibilité de trouver aussi des alliés de son côté, pour rétablir une sorte d'équilibre

entre les partis, sont autant de circonstances qui influenceront sur les résolutions d'un État qui serait menacé d'une pareille guerre. Nous aurons rempli notre tâche, en signalant à la fois le danger et les remèdes qu'on peut lui opposer.

CHAPITRE I^{er}.

SECTION II.

DE LA POLITIQUE MILITAIRE, OU DE LA PHILOSOPHIE DE LA GUERRE.

Nous avons déjà expliqué ce que nous entendons sous cette dénomination. Ce sont toutes les combinaisons morales qui se rattachent aux opérations des armées. Si les combinaisons politiques dont nous venons de parler sont aussi des causes morales qui influent sur la conduite de la guerre, il en est d'autres qui, sans tenir à la diplomatie, ne sont pas non plus des combinaisons de stratégie ou de tactique. On ne saurait donc leur donner une dénomination plus propre que celle de politique militaire ou de philosophie de la guerre (1).

Nous nous arrêterons à la première, car bien que la véritable acception du mot de philosophie puisse s'appliquer à la guerre aussi bien qu'aux spéculations de la métaphysique, on a donné une étendue si vague à cette acception, que nous éprouvons une sorte d'embarras à réunir ces deux mots. On se rappellera donc que la *politique de la guerre* s'entend de tous les rapports de la diplomatie avec la guerre, tandis que la po-

litique militaire ne désigne que les combinaisons militaires d'un État ou d'un général.

La politique militaire peut embrasser toutes les combinaisons d'un projet de guerre, autres que celles de la politique diplomatique et de la stratégie.

On peut ranger dans cette catégorie les passions des peuples contre lesquels on va combattre, leur système militaire, leurs moyens de première ligne et de réserve, les ressources de leurs finances, l'attachement qu'ils portent à leurs gouvernements ou à leurs institutions. Outre cela, le caractère du chef de l'État, celui des chefs de l'armée et leurs talents militaires, l'influence que le cabinet ou les conseils de guerre exercent sur les opérations, du fond de la capitale; le système de guerre qui domine dans l'état-major ennemi, la différence dans la force constitutive des armées et dans leur armement, la géographie et la statistique militaires du pays où l'on doit pénétrer; enfin, les ressources et les obstacles de toute nature que l'on peut y rencontrer, sont autant de points importants à considérer, et qui ne sont néanmoins ni de la diplomatie, ni de la stratégie.

Il n'y a pas de règles fixes à donner sur de pareilles matières, sinon qu'un gouvernement doit ne rien négliger pour arriver à la connaissance de ces détails, et qu'il est indispensable de les prendre en considération dans les plans d'opérations qu'il se proposera.

Le chef de l'armée et l'état-major doivent être initiés dans ces connaissances, sous peine de trouver de cruels mécomptes dans leurs calculs, comme cela arrive si souvent, même de nos jours, malgré les progrès immenses que les nations civilisées ont faits

(1) Lloyd a bien traité ce sujet dans les deuxième et troisième parties de ses Mémoires; ses chapitres du Général et des Passions sont remarquables: la quatrième partie offre aussi de l'intérêt; mais il s'en faut qu'elle soit complète, et que ses points

de vue soient toujours justes. Le marquis de Chambray a aussi traité ce sujet, et ne l'a pas fait sans quelque succès, bien qu'il ait trouvé des contradicteurs.

See p. 33.

dans toutes les sciences statistique, politique, géographique et topographique. J'en citerai deux exemples dont je fus témoin : en 1796, l'armée de Moreau pénétrant dans la Forêt Noire, s'attendait à trouver des montagnes terribles, des défilés et des forêts dont l'antique Hercinie rappelait le souvenir avec des circonstances effrayantes : on fut fort surpris, après avoir gravi les berges de ce vaste plateau qui versent sur le Rhin, de voir que ces versants et leurs contreforts seuls forment des montagnes, et que le pays, depuis les sources du Danube jusqu'à Donawert, présentait des plaines aussi riches que fertiles.

Le second exemple, plus récent encore, date de 1813 ; toute l'armée de Napoléon, et ce grand capitaine lui-même, regardaient l'intérieur de la Bohême comme un pays coupé de montagnes, tandis qu'il n'en existe guère de plus plat en Europe, dès qu'on a franchi la ceinture de montagnes secondaires dont il est entouré, ce qui est l'affaire d'une marche.

Tous les militaires européens avaient à peu près les mêmes opinions erronées sur le Balkan et sur la force réelle des Ottomans dans leur intérieur. Il semblait que le mot d'ordre fût donné de Constantinople pour faire regarder cette enceinte comme une barrière presque inexpugnable, et comme le palladium de l'empire, erreur qu'en ma qualité d'habitant des Alpes je n'ai jamais partagée. Des préjugés non moins enracinés portaient à croire qu'un peuple, dont tous les individus marchent sans cesse armés, formerait une milice redoutable et se défendrait à toute extrémité. L'expérience a prouvé que les anciennes institutions qui plaçaient l'élite des janissaires dans les villes frontières du Danube, avaient rendu la population de ces villes plus belliqueuse que les habitants de l'intérieur, qui ne font la guerre qu'aux rajas désarmés : cette fantasmagorie a été appréciée à sa juste valeur ; ce n'était qu'un rideau imposant que rien ne

soutenait, et la première enceinte forcée, le prestige a disparu. A la vérité, les projets de réforme du sultan Mahmoud avaient exigé le renversement de l'ancien système sans donner le temps d'en substituer un nouveau, en sorte que l'empire s'est trouvé pris au dépourvu : toutefois, l'expérience a prouvé qu'une multitude de braves gens armés jusqu'aux dents, ne constitue pas encore une bonne armée, ni une défense nationale.

Revenons à la nécessité de bien connaître la géographie et la statistique militaires d'un empire.

Ces sciences manquent, il est vrai, de traités élémentaires et restent encore à développer. Lloyd, qui en a fait un essai dans la cinquième partie de ses Mémoires, en décrivant les frontières des grands États de l'Europe, n'a pas été heureux dans ses sentences et ses prédictions : il voit des obstacles partout, et présente entre autres comme inexpugnable la frontière d'Autriche sur l'Inn, entre le Tyrol et Passau, où nous avons vu Moreau et Napoléon manœuvrer et triompher avec des armées de 150,000 hommes en 1800, 1805 et 1809. La plupart de ses raisonnements offrent la même critique ; il a vu les choses trop matériellement.

Mais si ces sciences ne sont pas publiquement professées, les archives des états-majors européens devaient être riches de documents précieux pour les enseigner, du moins dans les écoles spéciales de ce corps.

La statistique militaire n'est guère mieux connue que la géographie ; on n'en a que des tableaux vagues et superficiels, où l'on jette au hasard le nombre d'hommes armés et de vaisseaux qu'un État possède, ainsi que les revenus qu'on lui suppose, ce qui est loin de constituer entièrement une science nécessaire pour combiner des opérations. Notre but n'est pas d'approfondir ici ces importantes combinaisons, mais de les indiquer comme moyens de succès dans les entreprises que l'on voudrait former.

Si les passions exaltées du peuple que l'on doit combattre sont un grand ennemi à vaincre, un général et un gouvernement doivent employer tous leurs efforts pour calmer ces passions. Nous ne saurions rien ajouter à ce que nous avons dit à ce sujet en parlant des guerres nationales.

En échange, un général doit tout faire pour électriser ses soldats, et leur donner ce même élan qu'il lui importe de comprimer dans ses adversaires. Toutes les armées sont susceptibles du même enthousiasme, les mobiles et les moyens seuls diffèrent selon l'esprit des nations. L'éloquence militaire a fait l'objet de plus d'un ouvrage; nous ne l'indiquerons que comme un moyen. Les proclamations de Napoléon; celles du général Paskevitch; les allocutions des anciens à leurs soldats; celle de Suwarow à des hommes alors encore plus simples, sont des modèles de genres différents. L'éloquence des juntes d'Espagne et les miracles de la Madone del Pilar ont mené aux mêmes résultats par des chemins bien opposés.

En général, une cause chérie et un chef qui inspire la confiance par d'anciennes victoires, sont de grands moyens pour électriser une armée et faciliter ses succès.

Quelques militaires ont contesté les avantages de l'enthousiasme, et lui préfèrent le sang-froid imperturbable dans les combats. L'un et l'autre ont des avantages et des inconvénients qu'il est impossible de méconnaître; l'enthousiasme porte à de plus grandes actions, la difficulté est de le soutenir constamment, et lorsqu'une troupe exaltée se décourage, le désordre s'y introduit plus rapidement.

Le plus ou moins d'activité et d'audace

(1) Si les troupes irrégulières ne sont rien lorsqu'elles composent seules toute l'armée, et si elles ne sauraient gagner des batailles, il faut avouer qu'appuyées de bonnes troupes elles sont un auxiliaire de la plus haute importance: lorsqu'elles sont nombreuses, elles réduisent l'ennemi au dés-

espoir en détruisant ses convois, interceptant toutes ses communications, et le tenant comme investi dans ses camps; elles rendent surtout les retraites désastreuses, ainsi que les Français en firent l'épreuve en 1812.

dans les chefs des armées respectives est un élément de succès ou de revers qu'on ne saurait soumettre à des règles.

Un cabinet et un chef d'armée doivent prendre en considération la valeur intrinsèque des troupes et leur force constitutive comparée à celle de l'ennemi. Un général russe, commandant aux troupes les plus solidement constituées de l'Europe, peut tout entreprendre en rase campagne contre des masses indisciplinées et désordonnées, quelque braves que les individus qui les composent puissent être d'ailleurs.

L'ensemble fait la force, l'ordre procure l'ensemble, la discipline amène l'ordre; sans discipline et sans ordre point de succès possible (1).

Le même général avec les mêmes troupes ne pourra pas tout oser contre des armées européennes, ayant la même instruction et à peu de chose près la même discipline que la sienne. Enfin, on peut oser devant un Mack ce qu'on n'osera pas devant un Napoléon.

L'action du cabinet sur les armées influe aussi sur l'audace des entreprises. Un général, dont le génie et le bras sont enchaînés par un conseil aulique à quatre cents lieues du théâtre de la guerre, luttera avec désavantage contre celui qui aura toute liberté d'agir.

Quant à la supériorité d'habileté dans les généraux, on ne contestera pas qu'elle ne soit un des gages les plus certains de la victoire, surtout lorsque toutes les autres chances seront supposées égales. Sans doute, on a vu maintes fois de grands capitaines battus par des hommes médiocres; mais une exception ne fait pas règle. Un ordre mal compris, un événement fortuit, peuvent

faire passer dans le camp ennemi toutes les chances de succès qu'un habile général aurait préparées par ses manœuvres : c'est un de ces hasards qu'on ne saurait ni prévoir, ni éviter. Serait-il juste pour cela de nier l'influence des principes et de la science dans les circonstances ordinaires ? Non, sans doute, car ce hasard même produit le plus beau triomphe des principes, puisqu'ils se trouveront appliqués par l'armée contre laquelle on voulait les employer et qu'elle vaincra par leur ascendant. Mais, en se rendant à l'évidence de ces raisons, on en inférera, sans doute, qu'elles prouvent contre la science..... Cela ne serait pas mieux fondé, puisque la science consiste à mettre de son côté toutes les chances possibles à prévoir, et qu'elle ne peut s'étendre aux caprices du destin : or, sur cent batailles gagnées par d'habiles manœuvres, il y en a deux ou trois gagnées par des accidents fortuits.

Un des points les plus importants de la politique militaire d'un État, c'est celui qui est relatif aux institutions qui régissent son armée. Une excellente armée commandée par un homme médiocre peut effectuer de grandes choses. Une mauvaise armée commandée par un grand capitaine en fera peut-être autant ; mais elle ferait bien davantage encore, si elle joignait la qualité des troupes aux talents de leur chef.

Neuf conditions essentielles concourent à la perfection d'une armée :

La première, c'est d'avoir un bon système de recrutement ;

La deuxième, une bonne formation ;

La troisième, un système de réserves nationales bien organisé ;

La quatrième, des troupes et des officiers bien instruits aux manœuvres et aux services d'intérieur et de campagne ;

La cinquième, une discipline forte sans être humiliante ;

La sixième, un système de récompenses et d'émulation bien combiné ;

La septième, des armes spéciales (génie

et artillerie) ayant une instruction satisfaisante ;

La huitième, un armement bien entendu, et supérieur en qualité, s'il est possible, à celui de l'ennemi, en appliquant ceci non-seulement aux armes offensives, mais aussi aux armes défensives ;

La neuvième, un état-major général capable de bien utiliser tous ces éléments, et dont la bonne organisation réponde à l'instruction classique de ses officiers.

Il faut le dire, aucune de ces conditions ne saurait être négligée sans de graves inconvénients.

Une belle armée bien manœuvrière, bien disciplinée, mais sans conducteurs habiles et sans réserves nationales, laissa tomber la Prusse en quinze jours sous les coups de Napoléon.

En échange, on a vu dans bien des circonstances, combien un État devait s'applaudir d'avoir une bonne armée : ce furent les soins et l'habileté de Philippe et d'Alexandre à former et à instruire leurs phalanges, qui rendirent ces masses si mobiles et si propres à exécuter les manœuvres les plus rapides, et qui permirent aux Macédoniens de subjuguer la Perse et l'Inde avec cette poignée de soldats d'élite. Ce fut l'amour excessif du père de Frédéric pour les soldats qui procura à ce grand roi une armée capable d'exécuter toutes les entreprises.

Un gouvernement qui néglige son armée, sous quelque prétexte que ce soit, est donc un gouvernement coupable aux yeux de la postérité, puisqu'il prépare des humiliations à son trône et à son pays, au lieu de leur préparer des succès en suivant une marche contraire. Loin de nous la pensée qu'un gouvernement doive tout sacrifier à l'armée ! ce serait une absurdité. Mais elle doit faire l'objet constant de ses soins, et si le prince n'a pas lui-même une éducation militaire, il est difficile qu'il atteigne ce but. Dans ce cas, qui malheureusement n'arrive que trop souvent, il faut y suppléer par de

sages et prévoyantes institutions, à la tête desquelles on placera, sans contredit, un bon système d'état-major et un bon système de recrutement.

Quant aux récompenses et à l'avancement, il est essentiel de protéger l'ancienneté des services, tout en ouvrant une porte au mérite; les trois quarts de chaque promotion devraient être selon l'ordre du tableau, et l'autre quart réservé aux hommes qui se feraient remarquer par leur mérite et leur zèle. En temps de guerre, l'ordre du tableau devrait, au contraire, être suspendu, ou réduit du moins au tiers des promotions, en laissant les deux autres tiers aux actions d'éclat.

La supériorité d'armement peut augmenter les chances de succès à la guerre; elle ne gagne pas les batailles, mais elle y contribue: chacun se rappelle ce que la grosse cavalerie française a gagné en adoptant la cuirasse, qu'elle a si longtemps repoussée; chacun sait qu'avec le seul avantage de la lance, les cosaques ont souvent défait la cavalerie régulière la plus redoutable. Sans doute, des lanciers en fourrageurs ne valent pas de bons hussards; mais chargeant en ligne, c'est bien une autre affaire. Combien de milliers de braves cavaliers ont été victimes du préjugé qu'ils avaient contre la lance, parce qu'elle gêne un peu plus à porter qu'un sabre?

L'armement des armées est encore susceptible de beaucoup de perfectionnements, et celle qui prendra l'initiative de ces améliorations, s'assurera de grands avantages. L'artillerie laisse peu à désirer, mais les armes offensives et défensives de l'infanterie et de la cavalerie méritent l'attention d'un gouvernement prévoyant.

Résumons donc enfin, en peu de mots, les bases essentielles de la politique militaire qu'un gouvernement sage doit adopter:

1° C'est de donner au prince une éducation à la fois politique et militaire; il trouvera plutôt dans ses conseils de bons ad-

ministrateurs que des hommes d'État et d'épée; il doit donc chercher à l'être lui-même;

2° L'armée permanente ne doit pas seulement être toujours sur un pied respectable; il faut être en mesure de la doubler au besoin par des réserves sagement préparées. Son instruction et sa discipline doivent aller d'accord avec sa bonne organisation; enfin, le système d'armement doit être perfectionné au moins à l'égal de ses voisins, si ce n'est même supérieur;

3° Le matériel doit être également sur le meilleur pied et avoir les réserves nécessaires;

4° Il importe que l'étude des sciences militaires soit protégée et récompensée, aussi bien que le courage et le zèle. Les corps auxquels ces sciences sont nécessaires, doivent donc être estimés et honorés. C'est le seul moyen d'y appeler de toutes parts des hommes de mérite et de génie;

5° L'état-major général doit être employé en temps de paix aux travaux préparatoires pour toutes les éventualités de guerre possibles. Ses archives doivent être pourvues de nombreux matériaux historiques pour le passé, et de tous les documents statistiques, géographiques, topographiques et stratégiques pour le présent et l'avenir.

Il est donc essentiel que le chef de ce corps et une partie des officiers soient permanents dans la capitale en temps de paix, et que le dépôt de la guerre ne soit autre chose que le dépôt de l'état-major général, sauf à lui donner une section secrète pour les documents qui devraient être cachés aux officiers du corps;

6° Ne rien négliger pour avoir la géographie et la statistique militaires des États voisins; connaître leurs moyens matériels et moraux d'attaque et de défense; les chances stratégiques des deux partis; employer à ces travaux scientifiques les officiers distingués, et les récompenser quand ils s'en acquittent d'une manière marquante;

7^o La guerre une fois décidée, il faudra arrêter sinon un plan entier d'opérations, ce qui est toujours impossible, du moins un système d'opérations dans lequel on se proposera un but, et s'assurera d'une base.

Le système d'opérations doit être en rapport avec le but de la guerre, avec l'espèce d'ennemis qu'on aura à combattre, avec la nature et les ressources du pays, avec le caractère des nations et celui des chefs qui les conduisent, soit à l'armée, soit dans l'intérieur de l'État. Il doit être calculé sur les moyens matériels et moraux d'attaque ou de défense que les ennemis peuvent avoir à opposer; enfin, on doit y prendre en considération les alliances probables qui peuvent survenir pour ou contre les deux partis dans la guerre.

L'état des finances d'une nation ne saurait être omis dans la nomenclature des chances de guerre qu'on est appelé à peser. Néanmoins, il serait dangereux de lui accorder constamment toute l'importance que Frédéric le Grand semble y attacher dans l'histoire de son temps. Ce grand roi pouvait avoir raison à une époque où les armées se recrutaient en majeure partie par enrôlement volontaire; alors le dernier écu donnait le dernier soldat; mais si les levées nationales sont bien organisées, l'argent n'aura plus la même influence, du moins pour une ou deux campagnes. Si l'Angleterre a prouvé que l'argent procurait des soldats et des auxiliaires, la France a prouvé que l'amour de la patrie et l'honneur donnaient également des défenseurs, et qu'au besoin la guerre pouvait nourrir la guerre. Sans doute, ce pays trouvait, dans la richesse de son sol et dans l'exaltation de ses chefs, des sources de puissance passagère qu'on ne saurait admettre comme base générale d'un système; mais les résultats de ses efforts n'en furent pas moins frappants. Chaque année les nombreux échos du cabinet de Londres, et M. d'Yvernois surtout,

annonçaient que la France allait succomber faute d'argent, tandis que Napoléon entassait 300 millions d'épargnes dans les caves des Tuileries, tout en acquittant régulièrement les dépenses de l'État et la solde de ses armées (1).

Une puissance qui regorgerait d'or pourrait fort mal se défendre; l'histoire est là pour attester que les peuples les plus riches ne sont ni les plus forts ni les plus heureux. Le fer pèse au moins autant que l'or dans les balances de la force militaire.

Cependant, hâtons-nous d'en convenir, l'heureuse réunion de sages institutions militaires, de patriotisme, d'ordre dans les finances, de richesse intérieure et de crédit public, constituera la nation la plus forte et la plus capable de soutenir une longue guerre.

Il faudrait un volume pour discuter toutes les circonstances dans lesquelles une nation peut développer plus ou moins de puissance, soit par l'or, soit par le fer, et pour déterminer les cas où l'on peut espérer de nourrir la guerre par la guerre. Ce résultat ne s'obtient qu'en portant ses armées chez les autres, et tous les pays ne sont pas également de nature à fournir des ressources à un assaillant.

Nous nous engagerions trop loin en traitant à fond un sujet aussi compliqué; il suffira pour le but que nous nous proposons, d'indiquer les rapports qu'il peut avoir avec un projet de guerre; c'est à l'homme d'État à saisir les modifications que les circonstances et les localités peuvent apporter dans ces rapports.

Il est temps de passer à la partie purement militaire de l'art, c'est-à-dire, à la stratégie et à la grande tactique.

(1) Il y eut un déficit à sa chute, mais il n'y en avait point en 1811 : il fut le résultat de ses désastres et des efforts inouïs qu'il fut appelé à faire.

CHAPITRE II.

SECTION I^{re}.

DE L'ART MILITAIRE PROPREMENT DIT.

L'art militaire, indépendamment des parties que nous venons d'exposer succinctement, se compose encore, comme on l'a vu plus haut, de quatre branches principales : la stratégie, la grande tactique, la tactique de détail, et l'art de l'ingénieur. Nous ne traiterons que les deux premières, pour les motifs déjà indiqués ; il est donc urgent de commencer par les définir.

La stratégie comprend toutes les opérations qui embrassent le théâtre de la guerre en général :

1° La définition de ce théâtre, et des combinaisons qu'il offre ;

2° Le choix et l'établissement de la base d'opérations ;

3° La détermination du point objectif qu'on se propose, soit offensif, soit défensif ;

4° Les fronts d'opérations ;

5° Le choix des lignes d'opérations qui mènent de la base audit point objectif ou au front d'opérations ; les manœuvres différentes pour embrasser ses lignes dans leurs diverses combinaisons ;

6° La détermination des points décisifs du théâtre de la guerre ;

7° Les marches d'armées considérées comme manœuvres ;

8° Les diversions et les grands détachements ;

9° Les descentes ;

10° Les passages de fleuves ;

11° Les camps retranchés ;

12° Les forteresses envisagées comme

moyens stratégiques, comme refuges d'une armée, ou obstacles à sa marche ;

13° Les magasins considérés dans leurs rapports avec les marches des armées.

Ces différents objets constituent ce que l'on nomme ordinairement un plan de campagne. On peut y ajouter :

14° Les retraites ;

15° Les quartiers d'hiver ;

combinaisons accidentelles qui n'entrent pas dans un plan, mais qui appartiennent à la stratégie (1).

La deuxième branche est la tactique, c'est-à-dire, les manœuvres d'une armée un jour de bataille, les combats, l'assiette du camp, et les diverses formations pour mener les troupes à l'attaque.

Plusieurs controverses futiles ont eu lieu pour déterminer d'une manière absolue la ligne de démarcation qui sépare ces deux branches de la science ; j'ai dit que la stratégie est l'art de faire la guerre sur la carte, l'art d'embrasser tout le théâtre de la guerre ; la tactique est l'art de combattre sur le terrain, d'y placer ses forces selon les localités, et de les mettre en action sur divers points du champ de bataille, c'est-à-dire, dans un espace de trois ou quatre lieues, de manière que tous les corps agissants puissent recevoir des ordres et les exécuter dans le courant même de l'action. On a critiqué ma définition sans en donner de meilleure ; il est certain que beaucoup de batailles ont été décidées par des mouvements stratégiques, et n'ont été même qu'une série de pareils mouvements ; mais cela n'a jamais eu lieu que contre des armées dispersées, cas qui fait exception ; or, la définition générale ne s'appliquant qu'à des batailles rangées, n'en est pas moins exacte.

(1) Beaucoup de ces combinaisons tiennent à la tactique comme à la stratégie, mais presque toutes les opérations de guerre appartiennent à ces deux branches, c'est-à-dire, à la stratégie pour

leurs combinaisons et leurs rapports avec le plan général, et à la tactique pour leur exécution sur un terrain déterminé.

Il est constant aussi que plusieurs des opérations, classées dans la stratégie par leurs rapports avec le plan général de la campagne et avec l'ensemble du théâtre de la guerre, appartiennent à la tactique pour ce qui concerne les détails d'exécution : tels sont les passages de fleuves, les retraites, les descentes. Mais la détermination du point ou de la direction dans laquelle il convient à l'armée d'agir est une combinaison essentiellement stratégique, et c'est encore par des manœuvres stratégiques qu'on y prévient l'ennemi. Je ne vois rien de mieux que des exemples pour expliquer ma pensée, et je citerai les passages du Rhin exécutés par Moreau en 1796 et 1800. Dans le dernier, Moreau opérait de Strasbourg à Schafhouse : la gauche débouche de Kehl, pour donner le change à Kray, deux jours après le centre débouche à Brisach et à Bâle, et plus tard, la droite, formée de l'armée de Lecourbe, passe à Schafhouse : l'ensemble est une opération stratégique, mais chacun des passages en particulier, s'il eût été fait devant l'ennemi, eût été une affaire de tactique, puisqu'il n'y avait plus qu'à opérer sur un terrain déterminé.

Ainsi, indépendamment des mesures d'exécution locale, qui sont de son ressort, la grande tactique, selon moi, comprendra les objets suivants :

- 1° L'assiette des camps ;
- 2° Le choix des lignes de bataille défensives ;
- 3° La défensive-offensive ;
- 4° Les différents ordres de bataille, ou grandes manœuvres propres à attaquer une ligne ennemie ;
- 5° La rencontre de deux armées en marche et batailles imprévues ;
- 6° Les surprises d'armées (1) ;
- 7° Les dispositions pour conduire les troupes au combat.

(1) Il s'agit de surprises d'armées en pleine campagne, et non de surprises de quartiers d'hiver.

Toutes les autres opérations de la guerre rentreront dans le détail de la petite guerre, comme les reconnaissances, les fourrages, les combats partiels d'avant-garde ou d'arrière-garde, l'attaque même des postes retranchés, en un mot, tout ce qui doit être exécuté par une division ou brigade isolée.

Du principe fondamental de la guerre.

Le but essentiel de cet ouvrage est de démontrer qu'il existe un principe fondamental de toutes les opérations de la guerre, principe qui doit présider à toutes les combinaisons pour qu'elles soient bonnes.

Il consiste :

1° A porter la majeure partie des forces disponibles d'une armée sur le point décisif, soit du théâtre de la guerre, soit d'un champ de bataille ;

2° A opérer de manière que cette masse de forces ne soit pas seulement *présente* au point décisif, mais à ce qu'elle y soit habilement *mise en action*.

Nous allons d'abord appliquer ce principe incontestable aux différentes combinaisons de la stratégie et de la tactique, puis prouver, par l'histoire de vingt campagnes, que tous les succès ou les revers furent le résultat de l'application ou de l'oubli qu'on en fit.

CHAPITRE II.

SECTION I^{re}.

DES OPÉRATIONS STRATÉGIQUES.

ARTICLE PREMIER.

Du théâtre des opérations.

Le théâtre d'une guerre embrasse toutes les contrées où deux puissances peuvent

s'attaquer, soit par leur propre territoire, soit par celui de leurs alliés, ou des puissances secondaires qu'elles entraîneront dans le tourbillon par crainte ou par intérêt. Lorsqu'une guerre se complique d'opérations maritimes, alors le théâtre n'en est pas restreint aux frontières d'un État, mais il peut embrasser aux deux hémisphères, comme cela est arrivé dans la lutte entre la France et l'Angleterre, depuis Louis XIV jusqu'à nos jours.

Ainsi, le théâtre général d'une guerre est une chose si vague et si dépendante des incidents, qu'il ne faut pas le confondre avec le théâtre des opérations que chaque armée peut embrasser indépendamment de toute complication.

Le théâtre d'une guerre continentale entre la France et l'Autriche peut embrasser l'Italie seule, ou l'Allemagne et l'Italie, si les princes allemands y prennent part.

Il peut arriver que les opérations soient combinées, ou que chaque armée soit destinée à agir séparément. Dans la première hypothèse, le théâtre général des opérations ne doit être considéré que comme un même échiquier, sur lequel la stratégie doit faire mouvoir les armées vers le but commun qui aura été arrêté. Dans la seconde, chaque armée aura son théâtre d'opérations particulier, indépendant l'un de l'autre.

Le théâtre d'opérations d'une armée comprend tout le terrain qu'elle chercherait à envahir, et tout celui qu'elle peut avoir à défendre. Si elle doit opérer isolément, ce théâtre forme tout son échiquier, hors duquel elle pourrait bien chercher une issue, dans le cas où elle s'y trouverait investie de trois côtés; mais hors duquel elle ne doit combiner aucune manœuvre, puisque rien ne serait prévu pour une action commune avec l'armée secondaire.

Si, au contraire, les opérations sont concertées, alors le théâtre des opérations de chaque armée prise isolément ne devient, à quelque sorte, qu'une des lignes d'opé-

rations de l'échiquier général, où les masses belligérantes doivent opérer dans un même but.

Chaque théâtre ou échiquier, sur lequel on doit opérer avec une ou plusieurs armées, se compose :

- 1° D'une base d'opérations ;
- 2° D'un but objectif ;
- 3° De front d'opérations ;
- 4° De lignes d'opérations ;
- 5° De lignes de communications ;
- 6° D'obstacles naturels ou artificiels à vaincre ou à opposer à l'ennemi ;
- 7° De points de refuge en cas de revers.

Pour rendre la démonstration plus intelligible, je suppose la France voulant envahir l'Autriche avec deux ou trois armées, destinées à se réunir sous un chef et partant de Mayence, du haut Rhin et de la Savoie, ou des Alpes maritimes.

Chaque contrée que l'une de ces armées aura à parcourir, sera en quelque sorte une ligne d'opérations de l'échiquier général. Mais si l'armée d'Italie ne doit agir que jusqu'à l'Adige, sans rien concerter avec l'armée du Rhin, alors ce qui n'était considéré que comme une ligne d'opérations dans le plan général, devient l'unique échiquier de cette armée.

Dès lors, chaque échiquier doit avoir sa base particulière, son point objectif, et ses lignes d'opérations qui mènent de la base au but objectif dans l'offensive, ou du but objectif à la base dans la défensive.

On a confondu souvent les lignes d'opérations avec les lignes de communications : il est important de détruire cette erreur par un exemple.

Une armée française, agissant en Allemagne contre l'Autriche, n'a qu'une ligne d'opérations possible; c'est la vallée du Danube, seul et unique débouché pour aller de la base au point objectif, qui est naturellement l'Inn ou Vienne; cette ligne d'opérations peut offrir dix routes, qui mènent de Braunau ou de Salzbourg à Mayence par

la Franconie, à Manheim par Donawerth, à Strasbourg par Ulm, à Huningue par Kempten et les villes forestières. Or, on ne saurait dire pour cela que l'armée a dix lignes d'opérations.

Sans nous arrêter à trop de complications, nous allons essayer de démontrer les principales combinaisons que présente tout théâtre d'opérations isolé ou collectif.

ARTICLE II.

Des bases d'opérations.

Le premier point d'un plan d'opérations est de s'assurer d'une bonne base; on nomme ainsi l'étendue des frontières d'un État, d'où une armée tirera ses ressources, ses renforts; celle d'où elle devra partir pour une expédition offensive, ou sur laquelle elle devra s'appuyer si elle couvre son pays défensivement.

Quoique la base des opérations soit aussi ordinairement celle des ressources, cependant, toute ligne par laquelle viendrait une partie de ces ressources, ne serait pas pour cela une ligne d'opérations, mais une ligne d'approvisionnement.

Chaque armée peut avoir plusieurs bases successives: une armée française opérant en Allemagne a pour première base le Rhin; mais si elle est ramenée derrière le fleuve, elle a une nouvelle base sur la Moselle, elle peut en avoir une troisième sur la Seine, une quatrième sur la Loire.

Une base appuyée sur un fleuve large et impétueux, dont on tiendrait les rives par de bonnes forteresses à cheval sur ce fleuve, serait, sans contredit, la plus favorable qu'on pût désirer.

Plus la base est large, moins elle est facile à couvrir, mais moins il sera facile aussi d'en couper l'armée.

Un État, dont la capitale ou le centre de

puissance est trop près de la première frontière, offre moins d'avantages pour baser ses défenseurs, qu'un État dont la capitale est plus éloignée.

Toute base, pour être parfaite, doit offrir deux ou trois places d'une capacité suffisante pour y établir des magasins, des dépôts, etc. Elle doit fournir au moins une tête de pont retranchée sur chacune des rivières inguérissables qui s'y trouvent.

A cela près, il existe peu d'axiomes invariables sur des bases qui dépendent toujours plus ou moins des localités.

ARTICLE III.

Des opérations offensives et des points objectifs d'opérations.

Les opérations de la guerre ont un but ou un objet, soit offensif, soit défensif.

L'offensive est, en général, la plus avantageuse, surtout en stratégie. En effet, si l'art de la guerre consiste à porter ses forces au point décisif, on comprend que le premier moyen d'appliquer ce principe sera de prendre l'initiative des mouvements, c'est-à-dire, l'offensive. Celui qui a pris cette initiative, sait d'avance ce qu'il fait et ce qu'il veut; il arrive avec ses masses au point où il lui convient de frapper. Celui qui attend est prévenu partout; l'ennemi tombe sur des fractions de son armée; il ne sait ni où son adversaire veut porter ses efforts, ni les moyens qu'il doit lui opposer.

En tactique, l'offensive a aussi des avantages; mais ils sont moins positifs, parce que les opérations n'étant pas sur un rayon aussi vaste, celui qui a l'initiative ne peut pas les cacher à l'ennemi, qui, le découvrant à l'instant, peut, à l'aide de bonnes réserves, y remédier sur-le-champ. Outre cela, celui qui marche à l'ennemi a contre lui tous les désavantages résultant des ob-

stacles du terrain à franchir pour aborder la ligne de son adversaire : quelque plate que soit une contrée, il y a toujours des inégalités dans le terrain, de petits ravins, des buissons, des haies, des métairies, des villages à emporter ou à dépasser : qu'on ajoute, à ces obstacles naturels, les batteries ennemies à enlever, et le désordre qui s'introduit toujours plus ou moins dans une troupe exposée longtemps au feu d'artillerie ou de mousqueterie, et l'on conviendra qu'en tactique du moins l'avantage de l'initiative est balancé.

En stratégie, le but d'une campagne détermine le point objectif. Si ce but est offensif, le point sera l'occupation de la capitale de la puissance ennemie, ou celle d'une province militaire, dont la perte pourrait déterminer l'ennemi à la paix. Dans la guerre d'invasion, la capitale est ordinairement le point décisif que se propose l'assaillant. Toutefois, la situation géographique de cette capitale, les rapports politiques des puissances belligérantes avec les puissances voisines, les ressources réciproques, soit positives, soit fédératives, forment autant de combinaisons étrangères au fond à la science des combats, mais très-intimement liées néanmoins avec les plans d'opérations, et qui peuvent décider si une armée doit désirer ou craindre de pousser jusqu'à la capitale ennemie.

A défaut de cette capitale, le point objectif sera un front quelconque d'opérations, qui servirait de première base à l'ennemi, et où se trouveraient quelques places importantes dont la possession assurerait à l'armée celle du territoire occupé : par exemple, dans une guerre contre l'Autriche, si la France envahissait l'Italie, son premier objectif serait d'atteindre la ligne du Tessin et du Pô ; le second point objectif serait Mantoue et la ligne de l'Adige, le troisième serait déjà sur les Alpes Noriques, etc., etc.

Dans la défensive, le point objectif, au lieu d'être celui que l'on veut conquérir,

sera celui que l'on cherche à couvrir. La capitale étant censée au centre de la puissance, devient le point objectif principal de la défensive ; mais il peut y avoir des points plus rapprochés, comme, par exemple, la défense du premier front et de la première base d'opérations ; ainsi une armée française, réduite à la défensive derrière le Rhin, aura pour premier point objectif, d'empêcher le passage du fleuve ; elle cherchera à secourir les places d'Alsace si l'ennemi parvenait à effectuer son passage et à les assiéger : le second point objectif sera de couvrir la première base d'opérations qui se trouvera sur la Meuse ou la Moselle.

Il y a deux espèces de points objectifs ; les premiers sont des points géographiques, c'est-à-dire, un fleuve, une forteresse, un front d'opérations avantageux à occuper, ou bien, comme nous l'avons dit, une capitale.

Les seconds sont des points objectifs de manœuvres, qui dépendent de la position de l'ennemi ; car on doit avoir pour but de lui porter les coups les plus sûrs et les plus sensibles, ce qui dépend de l'emplacement de ses forces. Dans la campagne de 1800, le point objectif de Bonaparte était de fondre sur la droite de Mélas par le Saint-Bernard, pour s'emparer de ses communications. On juge que le Saint-Bernard et Aoste n'étaient pas des points objectifs géographiques, mais bien de manœuvres, attendu que leurs avantages résultaient de la marche de Mélas sur Nice.

Ces derniers points sont donc incontestablement les plus importants, puisqu'ils auraient pour but l'anéantissement total de l'armée ennemie en tombant, avec la rapidité de l'aigle, sur ses communications, afin de la couper de sa base, et de la refouler sur un obstacle insurmontable.

Ce genre de guerre, dans lequel il faut avouer que Napoléon excellait plus particulièrement, semble la perfection de l'art, car

on avouera, que non-seulement les points objectifs géographiques, mais les États mêmes tombent, dès que l'armée qui devait les couvrir a cessé d'exister.

Nous renvoyons d'ailleurs à ce que nous dirons plus bas des points décisifs, attendu que chacun d'eux sera un point objectif convenable.

ARTICLE IV.

Des fronts d'opérations.

Un front d'opérations est l'étendue d'une ligne qu'occupe l'armée en avant de sa base, soit en pays ennemi, soit dans son propre pays. En 1813, le front d'opérations de l'armée de Napoléon était la ligne de l'Elbe, sa base d'opérations était le Rhin, sa ligne d'opérations était l'espace compris entre le Rhin et l'Elbe. Si c'est un mérite pour la base d'opérations d'être large, c'est tout le contraire pour le front d'opérations; plus il sera rétréci, plus l'armée le couvrira facilement, et plus elle pourra tenir ses forces réunies pour recevoir l'ennemi ou marcher à lui. Par exemple, une armée française occupe la Bavière, et n'a d'autre but que de couvrir cette contrée; ses fronts d'opérations seront l'Inn, l'Iser et le Lech; la gauche au Danube, la droite aux montagnes du Tyrol. L'espace total étant de quatre à cinq marches, on pourrait, en tenant la masse au centre, être à même de soutenir les deux ailes en vingt-quatre heures. Ce serait donc un front d'opérations parfait, si le Tyrol était neutre; mais dès qu'on peut tourner ce front, soit par les montagnes du Vorarlberg, soit en débouchant de la Bohême sur Ratisbonne, on voit qu'il ne serait pas à l'abri d'insulte. Toutefois, comme ces manœuvres seraient très-lointaines, l'armée concentrée sur l'Iser ou sur l'Inn aurait toujours l'avantage d'une ligne centrale et les moyens de déjouer l'ennemi.

Ces fronts d'opérations étant déterminés par les circonstances, on ne peut leur appliquer qu'un petit nombre d'axiomes. Le premier, comme nous l'avons dit, est d'être le moins long possible; le second, est d'avoir de bons points d'appui sur les flancs; le troisième, est d'avoir des liens de communications faciles avec tous les points de la ligne d'opérations.

Passons maintenant à l'examen de ces lignes, dont les combinaisons offrent, selon moi, les bases essentielles de la science stratégique.

ARTICLE V.

Lignes d'opérations.

Les lignes d'opérations doivent être considérées sous deux points de vue : 1° *celui des lignes territoriales*; 2° *celui des lignes manœuvres*. Cette distinction a trouvé des contradicteurs; je m'efforcerai de la justifier. J'entends par lignes d'opérations territoriales, celles que la nature et l'art ont tracées pour la défense ou l'invasion des États. Les frontières couvertes de forteresses; celles qui sont défendues par la nature; des chaînes de montagnes; de grands fleuves; la mer ou d'autres obstacles insurmontables; en un mot, tout ce qui constitue le théâtre des opérations, se rattache aussi à la première combinaison des lignes d'opérations. Les dispositions du général pour les embrasser dans leur développement, exigent une seconde combinaison plus importante encore, et presque toujours décisive, elle est, sans contredit, liée avec la précédente; mais comme elle présente un point de vue tout différent, j'ai cru pouvoir la désigner exactement par le titre de *lignes manœuvres*, parce qu'elle est réellement la base de la stratégie. Quelques exemples ne seront pas inutiles pour rendre mon idée plus intelligible.

Les trois grandes lignes d'opérations de la France contre l'Autriche, sont : l'Italie à droite, le Tyrol au centre (1), l'Allemagne à gauche ; celles qui semblent les plus naturelles pour entrer en Allemagne, sont celles du Mein et du Danube. Voilà le matériel des lignes qu'on ne peut soumettre qu'à un petit nombre de règles, dictées, pour ainsi dire, par la nature. Frédéric entra, en 1757, en Bohême par la ligne du centre sur quatre points. Les armées françaises envahirent l'Allemagne, en 1796 et 1799, sur deux lignes subdivisées. Napoléon n'opéra jamais que sur une ligne principale. Voilà des combinaisons de lignes manœuvres. Cette dernière partie de l'art militaire n'a jamais été réduite en principes ; ses rapports avec les autres branches n'ont point été établis, et je vais essayer de le faire aussi bien qu'il me sera possible.

Définition des lignes d'opérations considérées comme manœuvres.

Les rapports de ces lignes avec celles que la nature a tracées, les positions de l'ennemi et les vues d'un général en chef, forment autant de classes différentes qui reçoivent un nom du caractère de ces mêmes rapports ; il est important d'établir cette classification avant de passer plus loin.

Nous appellerons *lignes d'opérations simples*, celles d'une armée agissant sur la même direction d'une frontière, sans former de grands corps indépendants les uns des autres.

Les *lignes doubles et multipliées* sont celles d'une armée qui opère sur la même frontière, en formant deux ou trois corps destinés à agir isolément vers un seul ou vers plusieurs buts.

(1) Je cite le Tyrol pour indiquer le centre ; mais ce pays, n'offrant aucune communication perpendiculaire des frontières de France à celles de l'Autriche, ne saurait être une ligne d'opérations primitive et permanente ; il peut seulement servir de

Les *lignes d'opérations intérieures* sont celles qu'une armée forme pour s'opposer à plusieurs lignes de l'ennemi, mais auxquelles on donne une direction telle, qu'on puisse rapprocher les différents corps et lier leurs mouvements, avant que l'ennemi ait la possibilité de leur opposer une plus grande masse.

Les *lignes extérieures* présentent le résultat opposé ; ce sont celles qu'une armée formera en même temps sur les deux extrémités d'une ou de plusieurs lignes ennemies.

Les *lignes profondes* sont celles qui, partant de leur base, parcourent une grande étendue de terrain pour arriver à leur but.

Les *lignes d'opérations concentriques* sont plusieurs lignes, ou une seule divisée, qui partent de deux points éloignés, pour arriver sur un même point en avant ou en arrière de leur base.

On entend par *lignes excentriques*, celles que prendra une seule masse partant d'un point donné, et se divisant pour se porter sur plusieurs points divergents.

Enfin, les dernières combinaisons que nous présentent les opérations générales des armées, sont les *lignes secondaires* et les *lignes accidentelles*. Les premières servent à désigner les rapports de deux armées entre elles, lorsqu'elles agissent sur un même développement de frontières ; ainsi, l'armée de Sambre-et-Meuse était, en 1796, ligne secondaire de l'armée du Rhin ; en 1812, l'armée de Bagration était secondaire de l'armée de Barclay.

Les *lignes accidentelles* sont celles amenées par des événements qui font changer le plan primitif de campagne, et donnent une nouvelle direction aux opérations. Ces dernières sont rares et d'une haute importance ;

ligne accidentelle et passagère, pour joindre, selon les circonstances, les armées d'Italie à celles d'Allemagne par la direction transversale de ses deux vallées de l'Inn et de l'Adige.

elles ne sont ordinairement bien saisies que par un génie vaste et actif.

On voit, par ces définitions, combien mes idées diffèrent de celles des auteurs qui m'ont devancé. En effet, on a considéré ces lignes sous les rapports matériels seulement : Lloyd et Bulow ne leur ont donné qu'une valeur relative aux magasins et aux dépôts des armées ; le dernier a même avancé qu'il n'y avait plus de lignes d'opérations lorsque l'armée campait près de ses magasins. L'exemple suivant suffira pour détruire ce paradoxe. Je suppose deux armées campées, la première sur le haut Rhin, la seconde en avant de Dusseldorf, ou tout autre point de cette frontière ; j'admets que leurs grands dépôts soient immédiatement au delà du fleuve, ce qui est, sans contredit, la position la plus sûre, la plus avantageuse et la plus rapprochée qu'il soit possible. Ces armées auront un but offensif ou défensif ; dès lors, elles auront incontestablement des lignes territoriales et des lignes manœuvres.

1° Leur ligne territoriale défensive partira du point où elles se trouvent jusqu'à celui de seconde ligne qu'elles doivent couvrir ; or, elles en seraient coupées l'une et l'autre, si l'ennemi venait à s'y établir. Mélas aurait eu pour un an de munitions dans Alexandrie, qu'il n'eût pas moins été coupé de sa ligne, dès que l'ennemi victorieux occupait celle du Pô (1) ;

2° Leur ligne manœuvre serait double contre une simple, si l'ennemi concentrait ses forces pour accabler successivement ces armées ; elle sera double extérieure contre double intérieure, si l'ennemi fait aussi deux corps, mais qu'il leur donne une direction telle qu'il puisse les réunir plus promptement. On voit donc que Bulow est parti d'une base absolument fausse ; son ouvrage a dû nécessairement s'en ressen-

tir et renfermer des maximes dangereuses.

Telle est la définition de cette branche intéressante de l'art de la guerre, que j'ai donnée dès 1804, en me prononçant pour les lignes d'opérations simples et intérieures, contre les lignes d'opérations doubles et extérieures. Mon idée, mal saisie par quelques écrivains, a été, comme tous les ouvrages des hommes, soumise à des critiques plus ou moins sévères ; mais la masse des militaires instruits, et dépourvus de préjugés, m'a rendu justice, et les principes que j'ai développés ont été admis comme les bases essentielles de l'art de la guerre.

Pour ne pas surcharger ce tableau d'une discussion étrangère à son but, je me réserve d'ajouter à la fin du volume quelques observations sur les controverses dont ce chapitre important des lignes d'opérations a été l'objet. En attendant, je crois devoir résumer ici les principales maximes qui se trouveront répandues dans le cours de ce traité :

1° Si l'art de la guerre consiste à mettre en action le plus de forces possible au point décisif du théâtre des opérations, le choix de la ligne d'opérations, étant le premier moyen d'y parvenir, peut être considéré comme la base fondamentale d'un bon plan de campagne. Napoléon le prouva par la direction qu'il sut assigner à ses masses, en 1805, sur Donawerth, et en 1806, sur Géra ; manœuvres habiles, au moyen desquelles il parvint à s'établir dès le début des hostilités sur l'extrémité du front d'opérations de ses adversaires, et de là sur leur ligne de retraite ;

2° La direction qu'il convient de donner à cette ligne, dépend non-seulement de la situation géographique du théâtre des opérations, mais encore de l'emplacement des forces ennemies sur cet échiquier stratégi-

(1) On a cru que ceci pouvait être sujet à contestation ; je ne le pense pas : Mélas, privé de recrutement, resserré entre la Bormida, le Tanaro et le Pô,

pouvant à peine recevoir des émissaires ou des courriers, aurait toujours dû finir par se faire jour ou par capituler, s'il n'était pas secouru.

que. Toutefois, on ne saurait la donner que sur le centre ou sur l'une des extrémités ; dans le cas seulement où l'on aurait des forces infiniment supérieures, il serait possible d'agir sur le front et les extrémités en même temps ; dans toute autre supposition, ce serait une faute capitale. Quant au choix du point sur lequel il convient de diriger ses efforts, il en sera fait mention à l'art. 6, où nous traiterons spécialement des divers moyens par lesquels on peut aisément reconnaître un point décisif en stratégie aussi bien qu'en tactique ;

3° Par suite du principe que nous venons d'énoncer, il est constant, qu'à forces égales, une ligne d'opérations simple sur une même frontière aura l'avantage sur une ligne d'opérations double ;

4° Il peut arriver néanmoins qu'une ligne double devienne nécessaire, d'abord par la configuration du théâtre de la guerre, ensuite parce que l'ennemi en aura formé une lui-même, et qu'il faudra bien opposer une partie de l'armée à chacune des deux ou trois masses qu'il aura formées.

Dans ce cas, la ligne intérieure ou centrale, sera préférable à la ligne extérieure, puisque l'armée qui aura la ligne intérieure, pourra faire coopérer chacune de ses fractions à un plan combiné entre elles, et qu'elle pourra aussi rassembler le gros de ses forces plus promptement pour décider du succès de la campagne ;

5° Par la même raison, deux lignes concentriques valent mieux que deux lignes divergentes ; les premières, plus conformes aux principes de la stratégie, procurent encore l'avantage de couvrir les lignes de communications et d'approvisionnements ; mais, pour qu'elles soient exemptes de dangers, on doit les combiner de manière à ce que les deux armées qui les parcourent, ne puissent rencontrer isolément les forces réunies de l'ennemi, avant d'être elles-mêmes en mesure d'opérer leur jonction ;

6° Les lignes divergentes ne peuvent guère convenir qu'après une bataille gagnée, ou une opération stratégique par laquelle on aurait réussi à diviser les forces de l'ennemi. Alors il devient naturel de donner aux siennes des directions divergentes pour achever la dispersion des vaincus ;

7° Il arrive parfois qu'une armée se voit forcée de changer de ligne d'opérations au milieu d'une campagne (ce que nous avons désigné sous le nom de lignes accidentelles). C'est une manœuvre des plus délicates et des plus importantes, qui peut donner de grands résultats, mais amener aussi de grands revers, lorsqu'on ne la combine pas avec sagacité, car on ne s'en sert guère que pour tirer l'armée d'une situation embarrassante. Nous donnerons, au chapitre X, un exemple d'un pareil changement exécuté par Frédéric à la suite de la levée du siège d'Olmütz.

Napoléon en projeta plusieurs, car il avait l'habitude, dans ses invasions aventureuses, d'avoir un pareil projet prêt pour parer aux événements imprévus. A l'époque d'Austerlitz, il avait résolu, en cas d'échec, de prendre sa ligne d'opérations par la Bohême sur Passau ou Ratisbonne, qui lui offrait un pays neuf et plein de ressources, au lieu de reprendre celle de Vienne, qui n'offrait que des ruines, et où l'archiduc Charles aurait pu le prévenir.

En 1814, il commença l'exécution d'une manœuvre plus hardie, mais favorisée du moins par les localités, et qui consistait à se baser sur la ceinture des forteresses d'Alsace et de Lorraine, en ouvrant aux alliés le chemin de Paris. Il est certain que, si Mortier et Marmont eussent pu le joindre, et s'il avait eu 50,000 hommes de plus, ce projet aurait pu entraîner les suites les plus décisives, et mettre le sceau à sa brillante carrière militaire.

ARTICLE VI.

Des points décisifs d'un théâtre de guerre ou d'un champ de bataille.

Les points décisifs d'un théâtre de guerre sont de deux espèces. Les premiers sont les points géographiques, dont l'importance est permanente et dérive de la configuration même de cet échiquier : prenons, par exemple, le théâtre de la guerre des Français en Belgique ; il est tout simple que celui des deux partis qui sera maître du cours de la Meuse, sera maître du pays ; car, son adversaire, débordé et enfermé entre la Meuse et la mer du Nord, ne pourrait recevoir bataille parallèlement à cette mer, sans courir risque d'une perte totale.

Les seconds sont les points décisifs de manœuvres, qui sont relatifs et résultent de l'emplacement des troupes des deux partis ; par exemple, Mack se trouvant concentré, en 1805, vers Ulm et attendant l'armée russe par la Moravie, le point décisif pour l'attaquer était Donawerth ou le bas Lech ; car, en le gagnant avant lui, on coupait sa ligne de retraite sur l'Autriche et sur l'armée destinée à le seconder. Au contraire, en 1800, Kray se trouvant dans la même position d'Ulm, n'attendait le concours d'aucune armée du côté de la Bohême, mais bien du Tyrol et de l'armée victorieuse de Mélas en Italie ; dès lors, le point décisif pour l'attaquer n'était plus Donawerth, mais bien du côté opposé, c'est-à-dire, par Schafhouse, puisque c'était le moyen de prendre à revers son front d'opérations, de le couper de sa retraite et de l'isoler de l'armée secondaire, aussi bien que de sa base, en le rejetant sur le Mein.

On peut poser, comme principe général, que les points décisifs en stratégie sont sur celles des extrémités de l'ennemi, où l'on pourrait le séparer plus facilement de sa base et de ses armées secondaires, sans s'exposer soi-même à courir ce risque.

On doit toujours préférer l'extrémité opposée à la mer, parce qu'il est aussi avantageux de refouler l'ennemi sur la mer, que dangereux de s'exposer à pareille chance.

Si l'armée ennemie est morcelée, ou sur une ligne très-longue, alors le point décisif est le centre ; car, en y pénétrant, on augmente la division des forces ennemies, c'est-à-dire, on double leur faiblesse, et ces troupes accablées isolément doivent être perdues. (*Voyez le chapitre des lignes d'opérations, t. I^{er}, p. 204.*)

Le point décisif d'un champ de bataille se détermine :

1° Par la configuration du terrain ; 2° par la combinaison des localités avec le but stratégique que se propose une armée ; 3° par l'emplacement des forces respectives.

Donnons quelques exemples : lorsqu'une aile ennemie appuie sur des hauteurs d'où l'on battrait sa ligne dans tout son prolongement, l'occupation de ces hauteurs semble le point tactique le plus avantageux ; mais il peut se faire, néanmoins, que ces hauteurs soient d'un accès très-difficile et situées précisément au point le moins important, relativement aux vues stratégiques. A la bataille de Bautzen, la gauche des alliés appuyait aux montagnes escarpées de la Bohême (alors plutôt neutre qu'ennemie) ; il semblait donc qu'en tactique le versant de ces montagnes dût être le point décisif à emporter, et c'était tout l'opposé : 1° Parce que le terrain était très-favorable à la défense ; 2° parce que l'armée alliée n'avait qu'une seule ligne de retraite sur Reichenbach et Gorlitz, et que les Français, en forçant la droite dans la plaine, s'emparaient de cette ligne et rejetaient l'armée alliée dans les montagnes, où elle eût perdu tout son matériel et une grande partie de son personnel. Ce parti offrait donc plus de facilités de terrain, de plus immenses résultats, moins d'obstacles à vaincre.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire les vérités suivantes : 1° La clef topo-

graphique d'un champ de bataille n'en est pas toujours la clef tactique; 2° le point décisif d'un champ de bataille est incontestablement celui qui réunit l'avantage stratégique avec les localités les plus favorables; 3° dans le cas où il n'y a pas de difficultés de terrain trop redoutables sur le point stratégique de ce champ de bataille, ce point en est ordinairement le plus important; 4° toutefois, il peut arriver aussi que la détermination de ce point dépende surtout de l'emplacement des forces respectives : ainsi, dans les lignes de bataille trop étendues et morcelées, le centre sera toujours le plus essentiel à attaquer; 5° dans les lignes serrées, ce point sera, au contraire, toujours sur une des extrémités; 6° avec une grande supériorité de forces, on peut attaquer les deux extrémités en même temps, mais non à forces égales ou inférieures; 7° on voit donc que toutes les combinaisons d'une bataille consistent à employer ses forces de manière à ce qu'elles obtiennent le plus d'action possible sur celui des trois points qui offrent davantage de chances, point qu'il sera facile de déterminer en le soumettant à l'analyse que nous venons d'exposer.

ARTICLE VII.

Des marches d'armées considérées comme manœuvres.

La logistique (1) est l'art de bien ordonner les marches d'une armée, de bien combiner l'ordre des troupes dans les colonnes, le temps de leur départ, leur itinéraire, les moyens de communications nécessaires pour assurer leur arrivée à point

(1) Autrefois les officiers de l'état-major se nommaient maréchal des logis, major général des logis; de là est venu le terme de logistique, qu'on

nommé; c'est le fond des devoirs d'un officier d'état-major. Mais, outre ces détails tout matériels, il existe une espèce de marche qui appartient aux grandes opérations de stratégie. Par exemple, la marche de Napoléon par le Saint-Bernard pour tomber sur les communications de Mélas; celles qu'il fit, en 1805, par Donawerth pour couper Mack, et, en 1806, par Géra pour tourner les Prussiens; la marche de Suwarow pour voler de Turin sur la Trebbia au-devant de Macdonald; celle de l'armée russe sur Taroutin, puis sur Krasnoi, furent des opérations décisives, non par leurs rapports avec la logistique, mais par leurs rapports avec la stratégie.

Toutefois, à bien considérer, ces marches habiles ne sont jamais qu'un moyen de mettre en pratique les diverses applications du principe que nous avons indiqué et que nous développerons encore : faire une belle marche, n'est donc autre chose que porter la masse de ses forces sur un point décisif, et toute la science consistera à bien déterminer ce point d'après ce que nous avons essayé de démontrer à l'article précédent. Nous avons dû indiquer cette combinaison, pour qu'on ne nous reproche pas de l'avoir omise; mais puisqu'elle rentre dans les autres, il serait superflu de s'étendre davantage sur ce sujet.

Quant à la partie logistique des marches, bien qu'elles forment une des branches secondaires de l'art militaire, elle tient cependant de si près aux grandes opérations, que je crois devoir en dire deux mots.

Jadis, les armées ne s'abordaient guère qu'après avoir été plusieurs jours en présence; alors l'attaquant faisait ouvrir, par des pionniers, des chemins parallèles pour les diverses colonnes. Aujourd'hui, on s'aborde plus promptement, et on se contente

emploie pour désigner ce qui se rapporte aux marches d'une armée.

des chemins existants. Toutefois, il est essentiel, lorsqu'une armée est en marche, que des pionniers et des sapeurs suivent les avant-gardes pour multiplier les issues, aplanir les difficultés, jeter au besoin de petits ponts sur les ruisseaux, et assurer de fréquentes communications entre les divers corps d'armée.

Dans la manière actuelle de marcher, le calcul du temps et des distances est devenu plus compliqué; les colonnes d'une armée ayant toutes des espaces différents à parcourir, il faut savoir combiner le moment de leur départ et leurs instructions : 1° avec les distances qu'elles ont à franchir ; 2° avec le matériel plus ou moins considérable que chacune trainera à sa suite ; 3° avec la nature du pays plus ou moins difficile ; 4° avec les rapports qu'on a sur les obstacles que l'ennemi peut leur opposer ; 5° avec le degré d'importance qu'il y aurait à ce que leur marche fût cachée ou découverte.

Je ne saurais rien ajouter à ces règles générales qu'il paraît suffisant d'indiquer.

ARTICLE VIII.

Des diversions et des grands détachements.

Il est une opération de guerre que nous ne saurions passer sous silence, bien qu'au fond elle ne soit qu'accessoire, et que nous ayons pour but de ne traiter que les combinaisons principales : nous voulons parler des diversions.

Elles sont de plusieurs natures ; celles qui se rapportent aux combinaisons stratégiques, se nomment diversions ; celles qui se rapportent à la tactique, c'est-à-dire, à une bataille ou opération donnée, se nomment démonstrations ou fausses attaques.

A forces égales et devant un ennemi habile, une diversion est en général une faute

dangereuse. Il n'y a qu'un cas où elle soit bonne, c'est lorsqu'on peut espérer un puissant point d'appui dans le pays, et qu'avec un corps de 15 à 20,000 hommes, on peut contraindre l'ennemi à former une armée de 40 à 50,000 combattants pour couvrir et défendre un point vulnérable. Alors une diversion tient à des combinaisons politiques plutôt que militaires.

Dans une guerre purement militaire, on peut faire diversion si l'on est supérieur en forces ; en tout autre cas, c'est s'exposer inutilement à de grands détachements qui peuvent faire manquer la campagne au point décisif.

On peut faire un détachement démonstratif pour tromper l'ennemi sur la véritable direction où l'on se propose de porter les grands coups ; mais il y a loin de ce détachement passager à une diversion positive : les premiers sont nécessaires, les dernières seules sont dangereuses.

Citons des exemples : en 1805, Napoléon occupait Naples et le Hanovre ; les alliés imaginent de porter des corps anglo-russes pour le chasser d'Italie, et des corps anglo-russes et suédois pour l'expulser du Hanovre ; près de 60,000 hommes sont destinés à ces deux expéditions centrifuges. Mais, tandis que leurs troupes se rassemblent aux deux extrémités de l'Europe, Napoléon a ordonné l'évacuation de Naples et du Hanovre ; Saint-Cyr vient joindre Masséna dans le Frioul, et Bernadotte, quittant le Hanovre, vient prendre une part décisive aux événements d'Ulm et d'Austerlitz ; après ces étonnants succès, on reprit aisément Naples et le Hanovre. Voilà qui prouve contre les diversions.

Dans les guerres civiles de 1793, si les alliés avaient soustrait 20,000 hommes de troupes aguerries pour les débarquer en Vendée, ils eussent produit bien plus d'effet qu'en augmentant les masses qui guerroyaient sans succès à Toulon, en Savoie, sur le Rhin ou en Belgique.

Voilà un cas où une diversion pouvait être non-seulement très-utile, mais décisive.

Quant aux diversions démonstratives faites dans le rayon même de l'armée, elles ont un avantage positif, c'est lorsqu'elles sont combinées dans le but de faire arriver l'ennemi sur un point où il convient de fixer son attention, tandis qu'on rassemble le gros de ses forces sur un point tout opposé où l'on veut frapper un coup important. Alors, il faut non-seulement éviter d'engager le corps qui est employé à cette démonstration, mais le rappeler promptement vers le corps de bataille ; nous citerons un exemple : en 1805, Napoléon, maître de Vienne, lance le corps de Bernadotte sur Iglau pour semer la terreur en Bohême et paralyser l'archiduc Ferdinand qui y rassemblait un corps ; il lance, d'un autre côté, Davoust sur Presbourg pour en imposer à la Hongrie ; mais il les rabat aussitôt sur Brunn, afin d'y venir prendre part à l'événement qui devait décider de toute la campagne, et une victoire signalée devient le résultat de ces sages manœuvres.

De telles opérations sont non-seulement conformes aux principes, elles sont nécessaires pour en faciliter l'application.

Pour les fausses attaques ou démonstrations tactiques sur un champ de bataille, sur un front d'opérations ou sur la ligne d'un fleuve qu'on veut franchir, ce sont des moyens tout aussi convenables ; mais ce ne sont que des opérations secondaires.

Des grands détachements.

Les détachements d'une grande fraction de l'armée rentrent un peu dans la catégorie des démonstrations. Cependant, il est des cas où ces grands détachements sont fixes, ou destinés du moins à agir pour toute la campagne dans une direction différente de l'armée.

On peut poser en règle générale que la manie des détachements est la perte d'une

armée, et qu'il faut dès lors en faire le moins possible.

L'exemple de Napoléon que nous venons de citer, prouve aussi que si l'on est dans l'obligation de détacher une grosse portion d'armée, il est désirable de la rappeler à soi dès qu'on le peut. On ne doit excepter de cette règle que les fractions d'armées détachées pour couvrir la ligne d'opérations et de retraite. Par exemple, une armée russe, voulant franchir le Balkan, est obligée de laisser une partie de ses forces pour observer Schoumla, Roustschouk et la vallée du Danube, dont la direction est telle qu'elle vient tomber perpendiculairement sur la base d'opérations : quelque succès que l'on obtienne, il faudra toujours laisser une force respectable, soit vers Giurgewo, soit vers Crajowa, et même à la droite du fleuve vers Roustschouk.

Ce seul exemple suffit pour prouver qu'il est des cas, rares à la vérité, où l'on ne peut se dispenser d'avoir un double front d'opérations, et dès lors d'être contraint à détacher un corps considérable pour faire face à une portion de l'armée ennemie qu'on laisse derrière soi. Nous pourrions citer d'autres localités et d'autres circonstances où cette mesure ne serait pas moins nécessaire ; l'une est le double front d'opérations du Tyrol et du Frioul, pour une armée française qui passe l'Adige ; de quelque côté qu'elle veuille diriger son effort principal, elle ne peut le faire sans laisser sur l'autre front un corps proportionné aux forces ennemies qui pourraient s'y trouver, sans cela elle abandonnerait toutes ses communications. Le second exemple est la frontière d'Espagne, qui présente aussi aux Espagnols la facilité d'établir un double front d'opérations, l'un en couvrant le chemin direct de Madrid, l'autre se basant soit sur Saragosse, soit sur les Asturies ; de quelque côté que l'on veuille agir, il faut laisser vers l'autre un détachement proportionné à l'ennemi.

Tout ce que l'on peut dire sur ces doubles positions, c'est qu'il est avantageux d'élargir, autant que possible, le champ d'opérations, et de rendre mobiles ces forces laissées en observation, toutes les fois qu'on le pourra, et qu'il s'agira de frapper des coups décisifs.

ARTICLE IX.

Des descentes.

Les descentes sont une des opérations de la guerre qui se voient le moins souvent et qu'on peut ranger au nombre des plus difficiles.

Depuis l'invention de l'artillerie et les changements qu'elle a dû produire dans la marine, les vaisseaux de transport sont trop subordonnés aux colosses à deux et trois ponts armés de cent foudres de guerre, pour qu'une armée puisse effectuer des descentes sans le secours de flottes nombreuses de vaisseaux de haut-bord, qui tiennent la mer, du moins jusqu'au moment du débarquement.

Avant cette invention, les vaisseaux de transport étaient à la fois des vaisseaux de guerre; ils allaient à la rame, étaient plus légers et pouvaient longer les côtes; leur nombre était proportionné aux troupes à embarquer; et, à part la chance des tempêtes, on pouvait presque combiner les opérations d'une flotte comme celle d'une armée de terre. Outre cela, les troupes embarquées contribuaient à la victoire, tandis qu'aujourd'hui, dans une lutte qui n'est plus guère qu'une horrible canonnade, elles embarrassent les bâtiments, gênent leur manœuvre, et rendent les pertes plus cruelles, sans être d'aucune utilité. Aussi l'histoire ancienne offre-t-elle des exemples de plus grands débarquements que les temps modernes (1).

(1) Voyez l'aperçu des principales descentes à la fin de ce volume.

Qui ne se rappelle les grands armements des Perses dans la mer Noire, le Bosphore et l'Archipel: ces innombrables armées de Xerxès et de Darius transportées en Thrace, en Grèce; les expéditions nombreuses des Carthaginois et des Romains en Espagne et en Sicile; l'expédition d'Alexandre dans l'Asie-Mineure, celles de César en Angleterre et en Afrique; celles de Germanicus aux bouches de l'Elbe; les croisades; les expéditions des peuples du Nord en Angleterre, en France, et jusqu'en Italie?

Depuis l'invention du canon, le trop célèbre *armada* de Philippe II fut la seule entreprise colossale, jusqu'à celle que Napoléon forma contre l'Angleterre, en 1803. Toutes les autres expéditions d'outre-mer furent des opérations partielles: celles de Charles-Quint et de Sébastien de Portugal sur la côte d'Afrique; plusieurs descentes, comme celles des Français aux États-Unis d'Amérique, en Égypte, et à Saint-Dominique; celles des Anglais en Égypte, en Hollande, à Copenhague, à Anvers, à Philadelphie, rentrent toutes dans la même catégorie. Je ne parle pas du projet de Hoche contre l'Irlande, car il ne réussit pas, et signale toute la difficulté de ces sortes d'entreprises.

Les armées nombreuses que les grands États entretiennent aujourd'hui, ne permettent pas de les attaquer par des descentes de 30 à 40,000 hommes: on ne peut donc former de pareilles entreprises que contre des États secondaires; car il est bien difficile d'embarquer 100 à 150,000 hommes avec l'attirail immense d'artillerie, de munitions, de cavalerie, etc., etc.

Cependant, on a été sur le point de voir résoudre, de nos jours, cet immense problème des *grandes descentes*, s'il est vrai que jamais Napoléon ait eu réellement le projet sérieux de transporter ses 160,000 vétérans de Boulogne au sein des Îles britanniques: malheureusement la non-exécution de ce projet colossal a laissé un voile impénétrable sur cette grave question.

Il n'était pas impossible de réunir cinquante vaisseaux de ligne français dans la Manche, en donnant le change aux Anglais ; cette réunion fut à la veille de s'effectuer : dès lors, il n'était donc pas impossible, si le vent favorisait l'entreprise, de faire passer la flottille en deux jours, et d'opérer le débarquement. Mais que serait devenue l'armée, si un coup de vent dispersait la flotte de haut-bord ; si les Anglais, revenus en forces dans la Manche, la battaient, ou la contraignaient à regagner ses ports ?

La postérité regrettera, pour l'exemple des siècles à venir, que cette immense entreprise n'ait pas été menée à sa fin, ou du moins tentée. Sans doute, bien des braves y eussent trouvé le trépas ; mais ces braves n'ont-ils pas été moissonnés moins utilement dans les plaines de la Souabe, de la Moravie, de la Castille, dans les montagnes du Portugal, ou dans les forêts de la Lithuanie ? Quel mortel ne serait glorieux de contribuer au jugement du plus grand procès qui ait jamais été débattu entre deux grandes nations ? Du moins, nos neveux trouveront-ils dans les préparatifs qui furent faits pour cette descente, une des plus importantes leçons que ce siècle mémorable ait fournies à l'étude des militaires et des hommes d'État. Les travaux de toute espèce, faits sur les côtes de France de 1803 à 1805, seront un des monuments les plus extraordinaires de l'activité, de la prévoyance et de l'habileté de Bonaparte ; on ne peut trop les recommander à l'étude des jeunes militaires. Mais, en admettant même la possibilité de réussir dans une grande descente, entreprise sur une côte aussi voisine que Boulogne l'est de Douvres, quel succès pourrait-on s'en promettre si une pareille *armada* avait une navigation plus longue à faire pour atteindre son but ? Quel moyen de faire marcher une pareille multitude de petits bâtiments, seulement pendant deux jours et deux nuits ! Et à quelles chances ne s'exposerait-on pas, en s'engageant dans une telle navigation en

haute-mer, avec de légères péniches ? Outre cela, l'artillerie, les munitions de guerre, l'équipement, les vivres, l'eau douce qu'il faut embarquer avec cette multitude d'hommes, exigent des préparatifs et un attirail immense.

L'expérience a démontré les difficultés d'une expédition lointaine, même pour des corps qui n'excèdent pas 30,000 hommes. Dès lors, il est évident qu'une descente ne peut s'effectuer avec une telle force que dans quatre hypothèses :

1° Contre des colonies ou possessions isolées ;

2° Contre des puissances de second rang qui ne sauraient être immédiatement soutenues ;

3° Pour opérer une division momentanée, ou enlever un poste dont l'occupation, pour un temps donné, aurait une haute importance ;

4° Pour une diversion à la fois politique et militaire, contre un État déjà engagé dans une grande guerre, et dont les troupes seraient employées loin de là.

Ces sortes d'opérations sont difficiles à soumettre à des règles : donner le change à l'ennemi sur le point de débarquement ; choisir un mouillage où il puisse se faire simultanément ; y mettre toute l'activité possible, et s'emparer promptement d'un point d'appui pour protéger le développement successif des troupes ; mettre aussitôt à terre de l'artillerie pour donner assurance et protection aux troupes débarquées, sont des précautions indispensables.

La grande difficulté d'une telle opération vient de ce que les vaisseaux de transport ne pouvant jamais approcher de la plage, il faut mettre les troupes sur le peu de chaloupes qui suivent la flotte, en sorte que la descente est longue et successive ; ce qui donne à l'ennemi de grands avantages pour peu qu'il soit en mesure.

Le moyen de parer à cet inconvénient, est de multiplier le nombre des petites embar-

cations et bateaux plats, afin de descendre à la fois autant de troupes et de matériel que la chose serait praticable.

Il paraît avantageux aussi de choisir un mouillage sur la côte d'une presqu'île, vu que, tout en donnant plus de solidité aux troupes du premier débarquement, une pareille position procurerait également la facilité de se rembarquer avec sûreté, si l'on y était ensuite contraint. Bien entendu, néanmoins, que cette péninsule ne doit point être trop profonde, à partir du point de débarquement vers l'intérieur du pays, parce qu'elle nuirait, dans ce cas, au développement des forces descendues et faciliterait la défense de l'ennemi. Voilà, à peu près, tout ce qu'on peut recommander à l'assaillant : il est vrai qu'autrefois on a vu ajouter à ces précautions celles d'embarquer des forts en bois, tout prêts, comme le fit Guillaume le Conquérant en Angleterre; on y ajoutait aussi des claies et chevaux de frise; mais je doute qu'aujourd'hui ces moyens fussent fort utiles.

Quant au défenseur, on ne peut que lui conseiller de ne pas trop diviser ses forces pour tout couvrir. Il est impossible de garnir toutes les plages d'un pays de batteries de côtes, et de bataillons pour les défendre; mais il faut du moins couvrir les approches des points où l'on aurait de grands établissements à protéger. Il faut avoir des signaux pour connaître promptement le point de débarquement, et réunir, s'il est possible, tous ses moyens avant que l'ennemi ait pris pied solidement avec tous les siens.

La configuration des côtes influera autant sur la descente que sur la défense : il est des contrées dont les côtes sont escarpées et offrent peu de points accessibles à la fois aux vaisseaux et aux troupes qu'il s'agit de mettre à terre; alors ces points connus étant peu nombreux, sont plus faciles à surveiller, et l'entreprise en devient plus difficile. Enfin, les descentes offrent une combinaison stratégique qu'il est utile de signaler.

C'est que le principe qui interdit à une armée continentale de porter ses principales forces entre la mer et l'armée ennemie, exige, au contraire, que l'armée qui opère une descente conserve toujours sa force principale en communication avec le rivage, qui est, à la fois, sa ligne de retraite et sa base d'approvisionnements. Par la même raison, son premier soin doit être de s'assurer d'un port fortifié, ou du moins d'une langue de terre facile à retrancher et à portée d'un bon mouillage, afin, qu'en cas de revers, le rembarquement puisse se faire sans trop de précipitation et de perte, à l'abri de ces retranchements.

ARTICLE X.

Des passages de rivières et de fleuves.

Les passages de petites rivières, sur lesquelles on trouve un pont établi et où l'on peut facilement en jeter un, ne présentent pas des combinaisons qui appartiennent à la haute tactique ou à la stratégie; mais des passages de grandes rivières ou de fleuves, tels que le Danube, le Rhin, le Pô, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, l'Inn, le Tessin, etc., sont des opérations dignes d'être étudiées.

L'art de jeter des ponts est une connaissance spéciale, qui appartient aux officiers de pontonniers ou de sapeurs. Ce n'est pas, sous ce rapport, que nous traiterons ces passages, mais comme attaque d'une position militaire, et comme manœuvre de guerre.

Le passage, en lui-même, est une opération de tactique; mais la détermination du point où il doit se faire, est liée aux grandes opérations qui embrassent tout le théâtre de la guerre. Le passage du Rhin par le général Moreau en 1800, dont nous avons déjà parlé, peut encore servir d'exemple pour mieux faire juger cette assertion. Napoléon,

plus habile en stratégie que son lieutenant, voulait le faire passer en masse à Schafhouse pour prendre à revers toute l'armée de Kray, la prévenir à Ulm, la couper de l'Autriche, et la refouler sur le Mein. Moreau, qui avait déjà une tête de pont à Bâle, aimait mieux opérer plus commodément sur le front de l'ennemi que de tourner son extrême gauche ; l'avantage tactique lui parut plus sûr que tous ceux de la stratégie : il préféra un demi-succès certain à la chance d'une victoire qui eût été décisive, mais exposée à plus de hasards. Dans la même campagne, le passage du Pô, par Napoléon, offrit un autre exemple de l'importance stratégique qui est attachée au choix du point de passage : l'armée de réserve, après le combat de la Chiusella, pouvait marcher par la gauche du Pô à Turin, ou passer le fleuve à Crescentino et marcher droit à Gênes : Napoléon préféra franchir le Tessin, entrer à Milan, s'y réunir à Moncey, puis passer le Pô à Plaisance, persuadé qu'il devancerait plus sûrement Mélas sur ce point, que s'il se rabattait trop tôt sur sa ligne de retraite. Le passage du Danube à Donawerth et Ingolstadt en 1805, fut une opération du même genre : la direction choisie fut la première cause de la destruction de l'armée de Mack.

Le point convenable en stratégie est facile à déterminer, d'après ce que nous avons dit à l'article 6, et il n'est pas inutile de rappeler que, dans un passage de rivière, comme en toute autre opération, il y a des points décisifs permanents ou géographiques, et d'autres qui sont relatifs ou éventuels, puisqu'ils résultent de l'emplacement des forces ennemies.

Si le point choisi réunit les avantages stratégiques aux convenances tactiques des localités, ce choix ne laissera rien à désirer ; mais, s'il présentait des obstacles locaux presque insurmontables, alors il faudrait en choisir un autre, en ayant soin de préférer celui qui serait le plus près de la direction

stratégique qu'il importerait d'atteindre. Indépendamment de ces combinaisons générales, qui doivent influencer sur le choix du point de passage, il en est encore une autre qui se rapporte aux lieux mêmes ; le meilleur emplacement sera celui où l'armée, après avoir passé, pourra prendre son front d'opérations et sa ligne de bataille perpendiculairement au fleuve, du moins pour les premières marches, sans être forcée de se diviser en plusieurs corps sur différentes directions ; cet avantage la sauvera également du péril de recevoir bataille avec le fleuve à dos, comme cela arriva à Napoléon à Essling.

En voilà assez sur la combinaison stratégique qui doit décider des passages, il est temps de parler de leur exécution. L'histoire est la meilleure école pour étudier les mesures propres à en assurer la réussite : les Anciens ont fait une merveille de celui du Granique, qui n'est qu'un ruisseau ; sous ce rapport, les Modernes ont de plus grandes actions à citer.

Le passage du Rhin, à Tholhuys, par Louis XIV, n'est pas celui qui a fait le moins de bruit, et il faut avouer qu'il est digne de remarque.

De nos jours, le général Dedon a célébré les deux passages du Rhin à Kelh, et celui du Danube à Hochstedt, en 1800 : son ouvrage doit être consulté comme classique pour les détails ; or, la précision dans les détails est tout pour ces sortes d'opérations.

Enfin, trois autres passages du Danube, et celui à jamais célèbre de la Bérésina, ont surpassé tout ce qu'on avait vu jusque-là dans ce genre.

Les deux premiers sont ceux que Napoléon exécuta à Essling et à Wagram, en présence d'une armée de 120,000 hommes, munie de 400 pièces de canon, et sur l'un des points où le lit du fleuve est le plus large : il faut en lire l'intéressante relation par le général Pelet. Le troisième est celui qui fut exécuté par l'armée russe à Satou-

novo, en 1828 : quoiqu'il ne puisse être mis en parallèle avec les précédents, il fut très-remarquable par les difficultés excessives que les localités présentaient, et par la nature des efforts qu'il fallut faire pour les surmonter. Mon but n'étant point d'entrer ici dans les détails historiques, je renvoie mes lecteurs aux relations spéciales de ces événements, et j'en résumerai les règles générales :

1° Il est essentiel de donner le change à l'ennemi sur le point de passage, afin qu'il n'y accumule pas ses moyens de résistance. Outre les démonstrations stratégiques, il faudra encore de fausses attaques à proximité du passage, pour diviser les moyens que l'ennemi y aura rassemblés ;

2° On doit, autant que possible, protéger la construction des ponts, en portant des troupes en bateaux sur la rive opposée, afin d'en déloger l'ennemi qui gênerait les travaux ; ces troupes devront s'emparer aussitôt des villages, bois, ou autres obstacles à proximité ;

3° Il importe aussi de construire de fortes batteries, non-seulement pour balayer cette rive opposée, mais pour faire taire l'artillerie que l'ennemi voudrait amener dans l'intention de battre le pont à mesure qu'on y travaillerait ; à cet effet, il convient que la rive d'où l'assaillant doit partir, domine un peu la rive opposée ;

4° Le voisinage d'une grande île, près de la rive ennemie, offre de grandes facilités aux troupes de débarquement, ainsi qu'aux travailleurs. De même, le voisinage d'une petite rivière affluente donne les moyens de réunir et de cacher les préparatifs pour les bateaux ;

5° Il est bon de choisir un endroit où le fleuve forme une anse ou coude rentrant, afin de pouvoir assurer aux troupes un débouché sûr, protégé par des batteries dont le feu, croisé sur l'avenue, empêcherait l'ennemi de tomber sur les bataillons à mesure qu'ils passeraient ;

6° L'endroit fixé pour jeter les ponts doit être à proximité de bonnes routes sur les deux rives, afin que l'armée puisse trouver des communications faciles après le passage, aussi bien que pour se rassembler. On doit éviter, à cet effet, les points où les rampes seraient très-escarpées, surtout du côté de l'ennemi.

Quant à la défense d'un passage, ses règles dérivent de la nature même de celles de l'attaque ; elles doivent donc avoir pour but de s'opposer aux mesures indiquées ci-dessus : l'essentiel est de faire surveiller le cours par des corps légers, sans avoir la prétention de le défendre partout ; puis de se concentrer rapidement au point menacé, pour foudroyer l'ennemi quand une partie seulement de son armée aura passé. Il faut faire comme le duc de Vendôme à Cassano, et comme le fit plus en grand l'archiduc Charles à Essling, en 1809, exemple mémorable qu'on ne saurait trop recommander, bien que le vainqueur n'en ait pas tiré tout le fruit qu'il pouvait s'en promettre.

ARTICLE XI.

Des camps retranchés.

Il serait déplacé de donner ici des détails sur l'assiette des camps ordinaires, sur la disposition et la formation des avant-gardes et des arrière-gardes, aussi bien que sur les ressources qu'offre la fortification passagère pour la défense des postes. Les camps retranchés seuls appartiennent aux combinaisons de la grande tactique, et même de la stratégie, par l'appui qu'ils prêtent momentanément à une armée.

On verra, par l'exemple du camp de Buntzelwitz qui sauva Frédéric en 1761, par ceux de Kehl et de Dusseldorf en 1796, qu'un tel refuge peut avoir une grande importance.

En 1800, le camp retranché d'Ulm donna à Kray le moyen d'arrêter, un mois entier, l'armée de Moreau sur le Danube. On sait tous les avantages que Wellington tira de celui de Torrès-Védras, et ceux que Schumla procure aux Turcs pour défendre le pays entre le Danube et le Balkan.

La principale règle à donner sur cette matière, c'est que les camps soient établis sur un point à la fois stratégique et tactique ; si celui de Drissa fut inutile aux Russes en 1812, c'est qu'il était placé hors de la véritable direction de leur système défensif, qui devait pivoter sur Smolensk et Moskou ; aussi fallut-il l'abandonner au bout de deux ou trois jours.

Cependant, quelque bon que soit le site d'un camp retranché, on peu assurer, qu'à moins d'être, comme celui de Torrès-Védras, dans une presqu'île adossée à la mer et destinée à protéger le embarquement d'une armée insulaire, il est bien difficile de trouver un point stratégique à l'abri d'être tourné par l'ennemi.

Dès qu'un tel poste peut être dépassé à droite ou à gauche, l'armée qui l'occupe sera forcée de l'abandonner, ou courra risque d'y être investie ; le camp retranché de Dresde offrit, en 1813, un appui important à Napoléon pendant deux mois ; dès qu'il fut débordé par les masses alliées, il n'eut pas même les avantages qu'une place ordinaire aurait procurés, car son étendue y fit sacrifier deux corps d'armée, qui furent perdus en peu de jours, faute de vivres.

En thèse générale, un pareil camp, assis sur un fleuve avec une vaste tête de pont de l'autre côté, pour dominer les deux rives, et placé près d'une grande ville fortifiée offrant des ressources, comme Mayence ou Strasbourg, assurera à une armée des avantages incontestables ; mais cela ne sera jamais qu'un refuge passager, un moyen de gagner du temps et de rassembler des renforts : lorsqu'il s'agira de chasser l'ennemi,

il faudra toujours en venir aux opérations en rase campagne.

La seconde règle qu'on peut donner sur ces camps, c'est qu'ils sont surtout favorables pour une armée qui est chez elle, ou près de sa base d'opérations. Si une armée française se jetait dans un camp retranché sur l'Elbe, elle n'en serait pas moins perdue dès que l'espace entre le Rhin et l'Elbe serait occupé par l'ennemi. Mais si elle se trouvait même momentanément investie dans un camp retranché sous Strasbourg, elle pourrait au moindre secours reprendre sa supériorité et tenir la campagne ; l'armée ennemie qui l'aurait investie, placée elle-même au milieu de la France, entre le corps de secours et celui du camp retranché, aurait fort à faire pour repasser le Rhin.

ARTICLE XII.

Des forteresses, des sièges, et des lignes retranchées.

Les forteresses ont une importance manifeste dans les opérations de la guerre ; mais leur construction, leur défense et leur attaque, appartenant à l'arme spéciale du génie, il serait étranger à notre but de parler de ces branches de l'art. Toutefois, les forteresses tiennent à la stratégie par trois points essentiels.

Le premier est le choix du site où il convient d'en construire.

Le deuxième est la détermination des cas dans lesquels on peut mépriser les places pour passer outre, et ceux dans lesquels on est forcé de les assiéger.

Le troisième consiste dans les rapports existants entre le siège de la place et l'armée active qui doit le couvrir.

Autant une place bien située favorise les opérations, autant des places établies hors

des directions importantes sont funestes : c'est un fléau pour l'armée qui doit s'affaiblir à l'effet de les garder, en un fléau pour l'État qui dépense des soldats et de l'argent en pure perte. J'ose affirmer que beaucoup de places en Europe sont dans ce cas.

S'il est vrai qu'une place soit rarement par elle-même un obstacle absolu à la marche de l'armée ennemie, il est incontestable qu'elle la gêne, et la force à des détachements, à des détours dans sa marche ; d'un autre côté, elle favorise, au contraire, l'armée qui la possède, en lui donnant tous les avantages opposés ; elle assurera ses marches, favorisera le débouché de ses colonnes si elle est sur un fleuve, couvrira ses flancs et ses mouvements, enfin, lui donnera un refuge au besoin.

L'idée de ceindre toutes les frontières d'un État de places fortes très-rapprochées, est une calamité ; on a faussement imputé ce système à Vauban, qui, loin de l'approuver, disputait avec Louvois sur le grand nombre de points inutiles que ce ministre voulait fortifier.

On peut réduire les maximes de cette partie de l'art aux principes ci-après :

1° Un État doit avoir des places échelonnées sur trois lignes, depuis la frontière jusque vers la capitale (1) : trois places en première ligne, autant en seconde, et une grande place d'armes en troisième ligne, près du centre de puissance, forment un système à peu près complet pour chaque partie des frontières d'un État.

S'il y a quatre fronts pareils, cela fera de vingt-quatre à trente places.

On objectera peut-être que ce nombre est déjà très-considérable, et que l'Autriche même est loin d'en avoir autant. Mais il faut considérer que la France en a plus de quarante sur un tiers seulement de sa frontière

(de Besançon à Dunkerque), sans que, pour cela, elle en ait suffisamment en troisième ligne, au centre de sa puissance.

Un comité, réuni il y a quelques années pour statuer sur ces forteresses, a conclu qu'il fallait en ajouter encore. Cela ne prouve pas qu'il n'y en ait déjà trop, mais bien qu'il en manque sur des points importants, tandis que celles de première ligne, trop entassées, doivent être maintenues parce qu'elles existent. En comptant que la France a deux fronts de Dunkerque à Bâle, un de Bâle à la Savoie, un de la Savoie à Nice, outre la ligne tout à fait séparée des Pyrénées, et la ligne maritime des côtes de l'Océan, il en résulte qu'elle a six fronts à couvrir, ce qui exigerait de quarante à cinquante places.

Tout militaire conviendra que c'est tant qu'il en faut, car le front de la Suisse et celui des côtes de l'Océan en exigent moins que ceux du Nord-Est. L'essentiel, pour qu'elles atteignent leur but, est de les établir d'après un système bien combiné.

Si l'Autriche eut un nombre de places moins considérable, c'est qu'elle était entourée des petits États de l'empire germanique, qui, loin de la menacer, mettaient leurs propres forteresses à sa disposition.

Au surplus, le nombre indiqué n'exprime que celui qui paraît nécessaire à une puissance présentant quatre fronts à peu près égaux en développement. La monarchie prussienne, formant une immense pointe de Königsberg jusqu'aux portes de Metz, ne saurait être fortifiée sur le même système que la France, l'Espagne ou l'Autriche. Ainsi, les dispositions géographiques, ou l'extrême étendue de quelques États, peuvent faire diminuer ou augmenter ce nombre, surtout lorsqu'il y a des places maritimes à y ajouter ;

(1) La campagne mémorable de 1829 a encore prouvé ces vérités. Si la Porte avait eu de bons forts en maçonnerie dans les défilés du Balkan, et une

belle place vers Faki, nous ne serions pas arrivés à Andrinople, et les événements auraient pu se compliquer.

2° Les forteresses doivent toujours être construites sur des points stratégiques importants : sous le rapport tactique, on doit aussi s'attacher à les asseoir de préférence dans un site qui ne soit pas dominé, et qui, facilitant le déboucher, rendrait le blocus plus difficile ;

3° Les grandes places, ceignant des villes populeuses et commerçantes, offrent des ressources pour une armée ; elles sont beaucoup préférables aux petites, surtout lorsqu'on peut encore compter sur l'aide des citoyens pour seconder la garnison : Metz arrêta toute la puissance de Charles-Quint ; Lille suspendit toute une année les opérations du prince Eugène et de Marlborough ; Strasbourg fut maintes fois le boulevard des armées françaises. Dans les dernières guerres, on a dépassé ces places, parce que tous les flots de l'Europe en armes se précipitèrent sur la France ; mais une armée de 150,000 Allemands, qui aurait devant elle 100,000 Français, pourrait-elle impunément pénétrer sur la Seine, en méprisant de pareilles places bien munies ? C'est ce que je me garderai d'affirmer ;

4° Jadis on faisait la guerre aux places, aux camps, aux positions : dans les derniers temps, au contraire, on ne la faisait plus qu'aux forces organisées, sans s'inquiéter ni des obstacles matériels, ni de ceux de l'art. Suivre exclusivement l'un ou l'autre de ces systèmes serait également un abus. La véritable science de la guerre consiste à prendre un juste milieu entre ces deux extrêmes.

Sans doute, le plus important sera toujours de viser d'abord à battre complètement et à dissoudre les masses organisées de l'ennemi qui tiendraient la campagne ; pour atteindre ce but décisif, on peut dé-

passer les forteresses ; mais si l'on n'obtenait qu'un demi-succès, alors il deviendrait imprudent de poursuivre une invasion sans mesure. A reste, tout dépend de la situation et de la force respective des armées.

L'Autriche, guerroyant seule contre la France, ne pourrait pas répéter les opérations de la grande alliance de 1814. De même, il est probable que l'on ne reverra pas de sitôt 50,000 Français se hasarder au delà des Alpes-Noriques, au cœur de la monarchie autrichienne, comme Napoléon le fit en 1797 (1). De pareils événements dépendent d'un concours de circonstances qui font exception aux règles communes ;

5° On conclura de ce qui précède, que des places sont un appui essentiel, mais que l'abus en serait nuisible, puisqu'au lieu d'ajouter à la force de l'armée active, il l'énervait en la divisant : qu'une armée, voulant avec raison chercher à détruire les forces ennemies en campagne, peut, sans danger, se glisser entre plusieurs places pour atteindre ce but, en ayant soin toutefois de les faire observer : qu'elle ne saurait cependant envahir un pays ennemi en passant un grand fleuve, comme le Danube, le Rhin, l'Elbe, sans réduire au moins une des places situées sur ce fleuve, afin d'avoir une ligne de retraite assurée : maîtresse d'une telle place, l'armée pourra alors continuer l'offensive tout en employant son matériel de siège à réduire successivement d'autres places ; car, plus l'armée agissante avancera, plus le corps de siège pourra se flatter de terminer l'entreprise sans être entravé par l'ennemi ;

6° Si les grandes places sont bien plus avantageuses que les petites, lorsque la population est amie, il faut convenir aussi que ces dernières peuvent avoir cependant leur

(1) Je ne blâme pas Napoléon d'avoir pris l'offensive dans le Frioul ; il avait devant lui 35,000 Autrichiens, qui en attendaient 20,000 du Rhin ; le général français attaqua l'archiduc avant l'arrivée de ces renforts, et poussa vivement ses succès,

parce qu'il n'y avait rien devant lui qui pût compromettre sa pointe. Il opéra dans les règles, à cause des antécédents et de la position respective des deux partis.

degré d'importance, non pour arrêter l'ennemi, qui les masquerait facilement, mais pour favoriser les opérations de l'armée en campagne ; le fort de Kœnigstein fut aussi utile aux Français en 1813, que la vaste place de Dresde, parce qu'il procurait une tête de pont sur l'Elbe.

Dans les pays de montagnes, de petits forts bien situés valent des places, car, il ne s'agit que de fermer des passages, et non de servir de refuge à une armée ; le petit fort de Bard faillit arrêter l'armée de Bonaparte dans la vallée d'Aoste en 1800 ;

7° Il faut déduire de là, que chaque partie des frontières d'un État doit être entremêlée d'une ou de deux grandes places de refuge, de places secondaires, et même de petits postes propres à faciliter les opérations des armées agissantes ;

8° Les grandes places situées hors des directions stratégiques, sont un grand malheur pour l'État et l'armée ;

9° Celles qui sont sur les rives de la mer ne peuvent avoir d'importance que dans des combinaisons de guerre maritime, ou pour des magasins : elles peuvent devenir désastreuses pour une armée continentale, en lui offrant la perspective trompeuse d'un appui. Beningsen faillit compromettre les armées russes en se basant, en 1807, sur Kœnigsberg, à cause de la facilité que cette ville donnait pour ses approvisionnements. Si l'armée russe, au lieu de se concentrer, en 1812, sur Smolensk, avait voulu s'appuyer sur Dunabourg et Riga, elle aurait couru risque d'être refoulée sur la mer, coupée de toutes ses bases de puissance, et anéantie.

Quant aux rapports qui existent entre les sièges et les opérations des armées actives, ils sont de deux espèces.

Si l'armée d'invasion peut se passer d'attaquer les places qu'elle dépasse, elle ne peut se dispenser de les faire bloquer, ou du moins observer : dans le cas où il y en aurait plusieurs sur un espace rapproché,

il faudra laisser un corps entier sous un même chef, qui investira ou observera, selon les circonstances.

Lorsque l'armée d'invasion décide l'attaque d'une place, elle charge spécialement un corps suffisant d'en former le siège en règle : le reste de l'armée peut, ou continuer sa marche offensive, ou prendre position pour couvrir le siège.

Jadis on avait le faux système de cerner une place par une armée entière, qui s'enterrait elle-même dans des lignes de circonvallation et de contrevallation, qui coûtaient autant de travaux et de frais que le siège même. La fameuse affaire des lignes de Turin, en 1706, où le prince Eugène de Savoie força, avec 40,000 hommes, une armée française de 70,000, bien retranchée, mais qui avait six lieues de fortifications à garder, et se trouvait inférieure partout, suffit pour détruire à jamais ce ridicule système : aussi, malgré toute l'admiration que l'on peut éprouver au récit des merveilleux travaux exécutés par César pour investir Alise, et malgré tout ce qu'en dit Guischart, aucun général ne s'avisera, de nos jours, d'imiter cet exemple. L'expérience a démontré que le meilleur moyen de couvrir un siège est de battre et de poursuivre, le plus loin possible, les corps de troupes ennemies qui pourraient le troubler. C'est celui qu'on doit adopter, à moins que l'infériorité numérique des forces ne s'y oppose. Dans ce cas, il faut prendre une position centrale qui couvre les avenues par où l'armée de secours pourrait arriver, et dès qu'elle s'approche, il convient de réunir tout ce qu'on peut du corps de siège avec l'armée d'observation, afin de tomber sur elle et de décider, par un coup de vigueur, si le siège pourra se continuer ou non.

Bonaparte, devant Mantoue, en 1796, a offert le modèle des opérations les plus sages et les plus habiles qu'une armée d'observation puisse entreprendre ; nous renvoyons donc nos lecteurs à ce que nous en

dirons plus loin dans le courant de cet ouvrage.

Des lignes retranchées.

Outre les lignes de circonvallation et de contrevallation, dont nous avons parlé plus haut, il en existe d'une autre espèce, qui, plus vastes et plus étendues encore, tiennent en quelque sorte à la fortification permanente, puisqu'elles doivent mettre à couvert une partie des frontières d'un État.

Autant une forteresse ou un camp retranché, construit pour servir de refuge momentané à une armée, offrent d'avantages, autant le système de pareilles lignes retranchées est absurde.

On conçoit qu'il n'est pas question ici d'une ligne de retranchements peu étendue, qui fermerait une gorge étroite; ceci rentre dans le système des forts comme celui de Bard, dont nous avons parlé; mais il s'agit de lignes étendues de plusieurs lieues et destinées à fermer toute une partie de frontières, comme, par exemple, celles de Wissembourg. Couvertes par la Lautern qui coule devant le front, appuyées au Rhin à droite, et aux Vosges à gauche, ces lignes semblaient remplir toutes les conditions nécessaires pour être à l'abri d'attaque, et cependant elles furent forcées aussi souvent qu'assaillies. Les lignes de Stollhofen, qui jouaient, sur la droite du Rhin, le même rôle que celles de Wissembourg sur la gauche, ne furent pas plus heureuses. Celles de la Queich et de la Kinzig eurent le même sort.

Les lignes de Turin (1706) et celles de Mayence (1793), quoique destinées à servir de circonvallation, offrent une analogie complète avec toutes les lignes possibles, par leur étendue, par leur force, et par le sort qu'elles éprouvèrent.

Quelque bien appuyées que ces lignes

soient par des obstacles naturels, il est certain qu'indépendamment de leur grande étendue, qui paralyse leurs défenseurs, elles seront presque toujours susceptibles d'être tournées. S'enterrer ainsi dans des retranchements où l'on peut être débordé, enveloppé et compromis, et où l'on est toujours forcé de front, lors même qu'on serait à l'abri d'être tourné, est donc une sottise manifeste; il faut espérer qu'on n'y reviendra plus.

ARTICLE XIII.

Des magasins.

L'art de faire vivre une armée en pays ennemi et au milieu d'opérations actives est un des plus difficiles.

Quoique la science d'un intendant général soit étrangère au but que je me propose, la question du système des magasins se rattache aux combinaisons de la stratégie, parce qu'elle peut influencer sur les opérations (1).

Le système d'approvisionnement des Anciens n'a pas été bien connu, car, tout ce que dit Végèce de l'administration des Romains, ne suffit point pour nous dévoiler les ressorts d'une partie aussi compliquée. Un phénomène qui restera toujours difficile à concevoir, c'est que Darius et Xerxès aient pu faire vivre des armées immenses dans la Thrace (la Romélie), tandis que, de nos jours, on aurait peine à y entretenir 40 à 50,000 hommes. Au moyen âge, les empereurs grecs, les barbares, et plus tard les Croisés, y entretenaient aussi des masses d'hommes considérables.

César a dit que la guerre devait nourrir la guerre, et on en a généralement conclu

(1) L'ouvrage du général Cancrin, jadis intendant général des armées russes, ne saurait être

trop recommandé; il en existe peu d'aussi satisfaisant sur l'art d'administrer les subsistances.

qu'il vivait toujours aux dépens du pays qu'il parcourait.

Dans les premiers temps de l'histoire moderne, on doit croire que les armées de François 1^{er}, franchissant les Alpes pour entrer dans la fertile Italie, ne traînèrent pas de grands magasins à leur suite, car elles n'étaient fortes que de 40 à 50,000 hommes, et une armée pareille n'est pas embarrassée de vivre dans les riches vallées du Tessin et du Pô.

Sous Louis XIV et Frédéric II, les armées, plus considérables, et combattant sur leurs propres frontières, vécurent régulièrement des magasins et boulangeries qui les suivaient ; ce qui gênait beaucoup les opérations, en ne permettant pas de s'éloigner des dépôts au delà d'un espace proportionné aux moyens de transports, à la quantité de rations qu'ils pouvaient porter, et au nombre de jours qu'il fallait aux voitures pour aller et revenir des dépôts jusqu'au camp.

Dans la révolution, la nécessité fit mépriser les magasins : des armées nombreuses, envahissant la Belgique et l'Allemagne sans approvisionnements, vécurent tantôt chez les habitants, tantôt de réquisitions frappées sur le pays, enfin, de maraude et de pillage. Marcher en cantonnant chez les habitants est très-possible en Belgique, en Italie, en Souabe, sur les riches bords du Rhin et du Danube ; surtout si l'armée, marchant en plusieurs colonnes, n'excède pas 100 à 120,000 hommes ; mais cela devient très-difficile dans d'autres contrées, et impossible en Russie, en Suède, en Pologne, en Turquie. On conçoit combien une armée agit avec plus de vélocité et d'impétuosité, lorsqu'elle n'a d'autre calcul à faire que celui de la vigueur des jambes de ses soldats. Ce système donna de grands avantages à Napoléon ; mais il en abusa, en l'étendant sur une échelle excessive, et dans des contrées où il était impraticable.

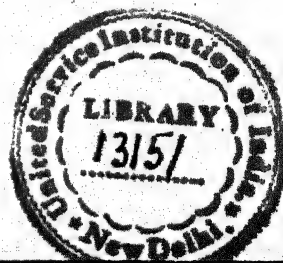
Un général d'armée doit savoir faire con-

courir à ses entreprises toutes les ressources existantes dans le pays qu'il envahit ; il doit employer les autorités, si elles y restent, à frapper des réquisitions uniformes et légales ; si elles ne restent pas, il doit en établir de provisoires, composées des notables, et revêtues de pouvoirs extraordinaires. On fera réunir ces provisions requises sur les points les plus sûrs et les plus favorables aux mouvements de l'armée d'après les principes des lignes d'opérations. Afin de ménager les approvisionnements, on pourra faire cantonner le plus de troupes possible dans les villes et villages, sauf à indemniser les habitants de la surcharge qui en résultera. L'armée, outre ses fourrages et vivres, aura des pares de voitures auxiliaires fournies par le pays, pour que les approvisionnements puissent lui arriver où elle resterait stationnaire.

Il est aussi difficile d'établir des règles sur ce qu'il serait prudent d'entreprendre, sans former à l'avance des magasins, que de tracer la démarcation exacte entre le possible et l'impossible. Les contrées, les saisons, la force des armées, l'esprit de la population, tout varie dans ces combinaisons ; mais on peut établir comme maximes générales :

1^o Que, dans des contrées fertiles et peuplées, une armée peut marcher durant tout le temps qu'exige une opération donnée, en tirant ses ressources du pays. Or, comme une première opération n'exige jamais au delà d'un mois, pendant lequel le gros des masses sera en mouvement, il suffira de pourvoir par des approvisionnements de réserve au besoin des forces qui seraient obligées de stationner sur un même point. Par exemple, l'armée de Napoléon, à moitié réunie autour d'Ulm pour y bloquer Mack, pouvait avoir besoin de biscuit ou de pain, jusqu'à la réduction de la ville, et si elle en eût manqué totalement, l'opération aurait pu échouer ;

2^o Pendant ce temps, il faudra s'appliquer à réunir, avec toute l'activité possible,



les ressources qu'offre le pays, pour former des magasins de réserve et pourvoir aux besoins qu'éprouverait l'armée après la réussite de l'opération, soit pour se concentrer dans des positions de repos, soit pour partir de là et marcher à de nouvelles entreprises ;

3° Dans les pays où la population est trop rare et le sol peu fertile, une armée manquera des ressources les plus essentielles ; dès lors, il sera prudent de ne pas l'éloigner à de trop grandes distances des magasins, et de traîner avec soi des approvisionnements de réserve suffisants pour lui donner le temps, au besoin, de se replier sur la base de ses grands dépôts ;

4° Dans les guerres nationales et dans les pays où la population entière fuit et détruit tout, comme en Turquie, il est impossible de marcher sans se faire suivre par des magasins réguliers, et sans avoir une base sûre d'approvisionnement à proximité du front d'opérations, ce qui rend la guerre d'invasion beaucoup plus difficile, pour ne pas dire impossible ;

5° Le voisinage de la mer offre de très-grandes facilités pour les approvisionnements d'une armée ; celle qui est maîtresse de la mer, semble ne devoir jamais manquer de rien. Toutefois, cet avantage n'est pas sans inconvénient pour une grande armée continentale, car, dans le but de rester en relations sûres avec ses magasins, elle se laissera entraîner à porter ses opérations sur le rivage, ce qui pourrait l'exposer à de cruels désastres, si l'ennemi agissait avec la masse de ses forces sur l'extrémité opposée à la mer (1). Si elle s'éloigne trop du rivage, elle peut alors être exposée à voir ses communications menacées ou même interceptées, et les moyens matériels de

toute espèce devront s'augmenter à mesure qu'elle s'éloignera ;

6° L'armée continentale qui emploiera la mer pour faciliter ses arrivages, ne doit pas négliger d'avoir sa base d'opérations par terre, avec une réserve d'approvisionnements indépendante des moyens maritimes.

ARTICLE XIV.

Des retraites.

Les retraites sont au nombre des opérations les plus délicates de la guerre, surtout lorsqu'elles se font en pays ennemis ; plus le point du départ est éloigné des frontières et de la base d'opérations, plus la retraite est pénible et difficile.

Depuis la fameuse retraite des dix mille, si justement célèbre, jusqu'à la terrible catastrophe qui frappa l'armée française, en 1812, l'histoire n'offre pas une grande abondance de retraites remarquables. Celle d'Antoine, repoussé de la Médie, fut plus pénible que glorieuse. Celle de l'empereur Julien, harcelé par les mêmes Parthes, fut un désastre. Dans les temps plus modernes, la retraite de M. de Bellisle de Prague mérita des éloges. Celle de Moreau, en 1796, exaltée par l'esprit de parti, fut honorable sans avoir rien d'extraordinaire. Celle que l'armée russe exécuta sans se laisser entamer, depuis le Niémen jusqu'à Moscou, dans un espace de 240 lieues, devant un ennemi comme Napoléon, et une cavalerie pareille à celle que conduisait l'actif et audacieux Murat, peut certainement être mise au-dessus de toutes les autres. Sans doute, elle fut

(1) On comprend que je ne veux parler ici que des guerres entre nations européennes qui savent manœuvrer : on pourrait dévier de ces règles contre des hordes asiatiques ou des Turcs peu à craindre

en campagne ; ils n'ont ni l'instruction militaire, ni des troupes capables de punir les fautes que l'on commet devant eux.

facilitée par une multitude de circonstances, mais cela n'ôte rien de son mérite, sinon pour le talent stratégique des chefs qui en dirigèrent la première période, du moins pour l'aplomb et la fermeté admirables des corps de troupes qui l'exécutèrent.

Enfin, bien que la retraite de Moscou ait été, pour Napoléon, une sanglante catastrophe, on ne saurait contester qu'elle fut glorieuse pour lui et pour ses troupes, à Krasnoï comme à la Bérésina; car les cadres de l'armée furent sauvés, tandis qu'il n'aurait pas dû en revenir un homme. Dans ce mémorable événement, les deux partis se couvrirent d'une gloire égale, les chances seules différencièrent comme les résultats.

La grandeur des distances et la nature du pays qu'on a à parcourir, les ressources qu'il offre, les obstacles que l'on peut redouter de l'ennemi sur les flancs et les derrières, la supériorité ou l'infériorité que l'on a en cavalerie, l'esprit des troupes, telles sont les principales causes qui influent sur le sort des retraites, indépendamment des dispositions habiles que les chefs peuvent faire pour les assurer.

Une armée, se repliant chez elle sur sa ligne de magasins, peut conserver ses troupes ensemble, y maintenir l'ordre, et faire sa retraite avec plus de sécurité que celle qui doit cantonner pour vivre et s'étendre pour trouver des cantonnements. Il serait absurde de prétendre qu'une armée française, se repliant de Moscou sur le Niémen, sans aucune ressource en vivres, manquant de cavalerie et de chevaux de trait, l'eût fait avec le même ordre et le même aplomb que l'armée de Barclay, bien pourvue de tout, marchant dans son propre pays, et couverte par une immense cavalerie légère.

Il y a cinq manières de combiner une retraite :

La première, c'est de marcher en masse sur une seule route ;

La seconde, c'est s'échelonner sur cette seule route en deux ou trois corps mar-

chant à une journée de distance pour éviter la confusion, surtout dans le matériel ;

La troisième, c'est de marcher sur un même front par plusieurs routes parallèles, menant au même but ;

La quatrième, c'est de partir de deux points éloignés vers un but concentrique ;

La cinquième, de marcher, au contraire, par plusieurs routes excentriques.

Je ne parle pas des dispositions particulières à une arrière-garde ; il est entendu qu'on doit en former une bonne, et la soutenir par une partie des réserves de cavalerie. Ces sortes de dispositions sont communes à toutes les espèces de retraites, et il ne s'agit ici que des points de vue stratégiques.

Une armée qui se replie intacte, avec l'idée de combattre dès qu'elle aura atteint soit un renfort attendu, soit un point stratégique auquel elle vise, doit suivre le premier système de préférence, car, c'est celui qui assure le plus de compacité aux différentes parties de l'armée, et lui permet de soutenir un combat toutes les fois qu'elle le veut ; elle n'a pour cela qu'à arrêter ses têtes de colonnes et former le reste des troupes à mesure qu'elles arrivent.

Napoléon, en se retirant de Smolensk, adopta le second système, et fit en cela une faute d'autant plus grave que l'ennemi ne le suivait pas en queue, mais bien dans une direction latérale qui venait tomber presque perpendiculairement au milieu de ses corps isolés ; les trois journées de Krasnoï, si fatales à son armée, en furent le résultat. Ce système échelonné sur une même route, ne peut avoir pour but que l'encombrement ; or, il suffit que l'intervalle entre l'heure du départ des corps soit assez grand pour que les parcs puissent filer ; il est inutile de mettre une marche entière entre eux ; la tête peut partir à six heures du matin, le centre à dix heures, et la queue à midi ou à une heure.

La troisième manière, c'est-à-dire, celle

de suivre plusieurs routes parallèles, est très-convenable, lorsque ces routes sont assez rapprochées l'une de l'autre. Mais si elles sont un peu éloignées, chacune des ailes de l'armée, séparée des autres, pourrait être isolément compromise, si l'ennemi, dirigeant ses plus grandes forces sur elle, l'obligeait à recevoir le combat. L'armée prussienne, venant de Magdebourg pour gagner l'Oder, en 1806, en fournit la preuve.

Le quatrième système, qui consiste à suivre deux routes concentriques, est sans doute le plus convenable, lorsque les troupes se trouvent éloignées l'une de l'autre au moment où la retraite est ordonnée : rien de mieux alors que de rallier ses forces, et la retraite concentrique est le seul moyen d'y réussir.

Le cinquième mode indiqué, n'est autre chose que le fameux système des lignes excentriques de Bulow ; on en trouvera la réfutation dans le chapitre XIV du *Traité des grandes opérations*. C'est un système de fuite et de dispersion qui ne peut être employé que dans son propre pays, pour sauver isolément les débris d'une armée battue et privée de sa ligne naturelle de retraite. Il peut être bon encore dans une guerre nationale, lorsque chaque fragment de l'armée ainsi éparpillée s'en va servir de noyau au soulèvement d'une province ; mais, dans une guerre purement militaire, c'est une absurdité.

Il existe une autre combinaison des retraites, qui se rapporte essentiellement à la stratégie ; c'est de déterminer le cas où il convient de les faire perpendiculaires, en partant de la frontière vers le centre du pays, ou bien de les diriger parallèlement à la frontière. Par exemple, le maréchal Soult, abandonnant les Pyrénées en 1814,

avait à opter entre une retraite sur Bordeaux, qui l'eût mené au centre de la France, ou une retraite sur Toulouse en longeant la frontière des Pyrénées.

Ces retraites parallèles sont souvent préférables en ce qu'elles détournent l'ennemi d'une marche sur la capitale d'un État et sur le centre de sa puissance : la configuration des frontières, les forteresses qui s'y trouvent, l'espace plus ou moins vaste qu'une armée trouverait pour s'y mouvoir et rétablir ses communications directes avec le centre de l'État, sont autant de considérations qui influent sur l'opportunité de ces opérations.

L'Espagne, entre autres, offre de très-grands avantages pour ce système. Si une armée française pénètre par Bayonne, les Espagnols ont le choix de se baser sur Pampelune et Saragosse, ou sur Bilbao et les Asturies, ce qui mettrait leur adversaire dans l'impossibilité de se diriger vers Madrid, en laissant son étroite ligne d'opérations à la merci de l'ennemi.

La frontière de l'empire turc sur le Danube offrirait le même avantage pour cette puissance, si elle savait en profiter.

La France est également très-propre à ce genre de guerre, surtout lorsqu'il n'existe pas dans le pays deux partis politiques qui peuvent aspirer à la possession de la capitale, et rendre son occupation décisive pour l'ennemi. Si celui-ci pénètre par les Alpes, on peut agir sur le Rhône et la Saône, en tournant autour de la frontière jusque sur la Moselle d'un côté, ou jusque sur la Provence de l'autre. S'il pénètre par Strasbourg, Mayence ou Valenciennes, il en est de même : l'occupation de Paris serait impossible ou du moins très-hasardeuse, tant qu'une armée française intacte resterait basée sur sa ceinture de places fortes (1).

(1) Dans tous ces calculs, je suppose les forces à peu près égales ; si l'armée envahissante est le double plus forte, alors elle peut suivre avec la

moitié de ses troupes celle qui se retire parallèlement, et porter l'autre moitié sur la capitale ; mais à forces égales, cela serait impossible.

L'Autriche n'aurait pas les mêmes avantages, car la direction de la chaîne des Alpes rhétiques et tyroliennes ne permet aux Autrichiens que des retraites perpendiculaires, tant en Italie qu'en Bavière. Il n'y a qu'en Bohême où le cas est différent contre un ennemi venant de la Saxe.

Nous ne saurions rien ajouter d'essentiel à ce qu'on vient de lire des retraites, sous le rapport des grandes combinaisons. Il nous reste à indiquer les mesures de tactique qui peuvent en faciliter l'exécution.

Un des moyens les plus sûrs de bien exécuter une retraite, c'est de familiariser les officiers et les soldats avec l'idée que, de quelque côté que vienne l'ennemi, on ne court pas plus de risque en le combattant, soit en queue, soit en tête, et que le maintien de l'ordre est le seul moyen de sauver une troupe inquiétée dans une marche rétrograde.

Il est bon de placer à l'arrière-garde un chef doué d'un grand sang-froid, et des officiers d'état-major qui reconnaissent d'avance les points favorables où l'arrière-garde pourrait tenir pour suspendre la marche de l'ennemi, afin d'y placer la réserve de l'arrière-garde avec du canon. On aura soin de relever successivement les troupes échelonnées, de manière à ne jamais les laisser serrer de trop près.

La cavalerie pouvant aisément gagner de vitesse pour se rallier au corps de bataille, on comprend que de bonnes masses de cette arme facilitent beaucoup une retraite lente et méthodique, et donnent aussi les moyens de bien éclairer et flanquer la route, pour éviter que l'ennemi ne vienne à l'improviste troubler la marche des colonnes et en couper une partie.

Il suffit, en général, que l'arrière-garde tienne l'ennemi à une demi-marche du corps de bataille; l'exposer plus loin serait hasardeux et inutile: néanmoins, lorsqu'elle aura des défilés derrière elle, et qu'ils seront bien gardés par les siens, elle pourra

prolonger un peu sa sphère d'opérations et rester jusqu'à une marche de l'armée, car les défilés facilitent autant une retraite quand on en est le maître, qu'ils la rendent difficile, lorsque l'ennemi s'en est emparé. Si l'armée est très-nombreuse et l'arrière-garde forte à proportion, alors elle peut bien demeurer jusqu'à une marche en arrière: cela dépend de sa force, de la nature du pays, et de l'ennemi auquel on a affaire.

Des passages de grandes rivières en retraite.

Les passages de rivières en retraite offrent quelques combinaisons qui ne sont pas sans intérêt: si c'est une petite rivière avec des ponts permanents, ce n'est qu'un passage de défilé ordinaire; mais si c'est un fleuve qu'on doive franchir sur des ponts de bateaux, c'est une manœuvre plus délicate. Toutes les précautions que l'on peut prescrire, se bornent à faire prendre les devants aux parcs pour ne pas en être encombré; cette mesure indique assez qu'il est convenable que l'armée fasse halte à une demi-marche au moins de la rivière. Dans ce cas, il sera bon aussi que l'arrière-garde se tienne un peu plus loin du corps de bataille que de coutume, autant que les localités du pays et les forces respectives ne s'y opposeraient point. Par ce moyen, l'armée aura le temps de filer sans être serrée de trop près; il faudra seulement combiner la marche de l'arrière-garde de manière à ce qu'elle soit en position en avant des ponts, lorsque les dernières divisions du corps de bataille effectueront leur passage. Ce moment décisif paraîtra sans doute convenable pour relever l'arrière-garde par un corps frais, qu'on disposerait à l'avance sur un terrain bien reconnu; alors l'arrière-garde traversera les intervalles de ce corps, pour passer la rivière avant lui; et l'ennemi, étonné de trouver des troupes fraîches et disposées à le bien accueillir, ne réussira

pas à les pousser : on gagnera ainsi la nuit sans échec, et la nouvelle arrière-garde pourra à son tour passer et rompre les ponts.

Il est entendu que les troupes, à mesure de leur passage, doivent se former à l'issue des ponts, et placer leurs batteries de manière à protéger les corps restés pour tenir tête à l'ennemi.

Les dangers d'un tel passage en retraite, et la nature des précautions qui peuvent le faciliter, indiquent assez que le meilleur moyen de le favoriser serait de prendre à l'avance ses mesures pour construire une tête de pont retranchée, sur le point où l'on aurait jeté les ponts. Dans le cas où le temps ne permettrait pas d'en élever une régulière, on pourra du moins y suppléer par quelques redoutes bien armées, qui seront d'une grande utilité pour protéger la retraite des dernières troupes.

Si un passage de grande rivière offre tant de chances délicates lorsqu'on est suivi en queue par l'ennemi, c'est une affaire bien plus scabreuse encore quand l'armée se trouve assaillie à la fois en tête et en queue, et que la rivière à franchir est occupée par un corps imposant.

Le passage doublement célèbre de la Bérésina par les Français est un des exemples les plus remarquables d'une pareille opération : jamais armée ne se trouva dans une situation plus désespérée et ne s'en tira plus glorieusement et plus habilement. Pressée par la famine, abîmée par le froid, éloignée de cinq cents lieues de sa base, assaillie en tête et en queue sur les bords d'une rivière marécageuse et au milieu de vastes forêts, comment espérer qu'elle pût en échapper ? Sans doute, elle paya cher cet honneur ; sans doute, la faute de l'amiral Tschitchagow contribua puissamment à la tirer d'embaras ; mais l'armée n'en fit pas moins des efforts héroïques auxquels on doit rendre hommage. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus, du plan d'opérations qui amena les armées russes du fond de la Moldavie, de

Moscou et de Polotsk sur la Bérésina, comme à un rendez-vous de paix, plan qui faillit amener la capture de leur redoutable adversaire, ou de la constance admirable du lion ainsi poursuivi, et qui parvint à s'ouvrir un passage.

Ne pas se laisser serrer de trop près, tromper l'ennemi sur le point de passage, fondre sur le corps qui barre la retraite avant que celui qui suit en queue puisse se rallier à lui, sont les uniques préceptes à donner. On peut y ajouter celui d'éviter de jamais se mettre en pareille position, car il est rare qu'on puisse s'en tirer.

Si l'armée en retraite doit tout faire pour mettre ses ponts à l'abri d'insultes, soit par une tête de pont régulière, soit par une ligne de redoutes qui protège du moins l'arrière-garde ; il est naturel aussi que l'ennemi poursuivant prennent toutes les mesures possibles pour détruire les ponts. Lorsque la retraite se fait en descendant le cours du fleuve, il peut y jeter des bâtiments en bois, des brûlots, des moulins, comme les Autrichiens le firent contre l'armée de Jourdan, en 1796, près de Neuwied sur le Rhin, où ils faillirent compromettre l'armée de Sambre-et-Meuse. L'archiduc Charles en fit autant, en 1809, au fameux passage d'Essling. Il rompit le pont du Danube, et mit Napoléon à deux doigts de sa perte.

Il y a peu de moyens pour placer un pont à l'abri de pareilles attaques, à moins qu'on n'ait le temps de préparer de estacades de pilotis. On peut aussi amarrer par des câbles quelques bateaux pour arrêter les matériaux lancés sur le courant, et avoir le moyen d'éteindre les brûlots.

ARTICLE XV.

Des cantonnements et quartiers d'hiver.

On a tant écrit sur cette matière, et elle

tient si indirectement à notre sujet, que nous n'en dirons que peu de mots.

Les cantonnements d'hiver en pleine guerre sont, en général, une opération assez délicate ; quelque resserrés qu'on puisse les faire, il est toujours difficile qu'ils le soient assez pour ne pas donner prise à l'ennemi. Un pays où il y a abondance de grandes villes, comme la Lombardie, la Saxe, les Pays-Bas, la Souabe, la Vieille-Prusse, présente plus de facilités pour y établir des quartiers, que des pays où les villes sont rares : non-seulement on y trouve des ressources pour la subsistance des troupes, mais encore des abris rapprochés qui permettent de tenir les divisions ensemble. En Pologne ; en Russie, dans une partie de l'Autriche et de la France, en Espagne, dans l'Italie méridionale, il est plus difficile de s'établir en quartiers d'hiver.

Autrefois chaque parti y entraît de son côté à la fin d'octobre, et on se contentait de s'enlever réciproquement quelques bataillons trop isolés aux avant-postes ; c'était la guerre des partisans.

La surprise des quartiers d'hiver autrichiens par Turenne dans la haute Alsace, en 1674, est une des opérations qui indiquent le mieux ce qu'on peut entreprendre contre des cantonnements ennemis, et les précautions qu'on doit prendre de son côté, pour que l'ennemi ne forme pas les mêmes entreprises.

Établir ses cantonnements très-serrés, et sur un espace aussi étendu en profondeur qu'en largeur, afin d'éviter une ligne trop longue, toujours facile à percer et impossible à rallier ; les couvrir par une rivière ou par une première ligne de troupes baraquées et appuyées d'ouvrages de campagne ; fixer des lieux de concentration que l'on puisse, en tout cas, atteindre avant l'ennemi ; faire battre les avenues de l'armée par des patrouilles permanentes de cavalerie ; enfin, établir des signaux d'alarme pour le cas d'une attaque sérieuse ; voilà, selon moi, les

meilleures maximes qu'on puisse donner.

Dans l'hiver de 1807, Napoléon cantonna son armée derrière la Passarge, en face de l'ennemi ; les avant-gardes seules furent campées dans des baraques à proximité des villes de Gustadt, etc. Cette armée dépassait 120,000 hommes, et il fallut beaucoup d'habileté pour la maintenir et la nourrir dans cette position jusqu'au mois de juin. Le pays prêtait, il est vrai, à ce système, et l'on n'en trouve pas partout d'aussi convenable.

Une armée de 100,000 hommes peut trouver des quartiers d'hiver serrés dans les pays où les villes abondent, et dont nous avons parlé plus haut. Quand l'armée est plus nombreuse, la difficulté s'accroît ; toutefois, il est vrai que si l'étendue des quartiers s'augmente à mesure de la force numérique, il faut avouer aussi que les moyens de résistance à opposer à une irruption ennemie s'accroissent dans la même progression ; l'essentiel est de pouvoir réunir 50 à 60,000 hommes en vingt-quatre heures ; avec cette force, et la certitude de la voir encore augmenter successivement, on peut résister jusqu'au rassemblement de l'armée, quelque grande qu'elle soit.

Malgré cela, il faut convenir qu'il sera toujours délicat de cantonner, lorsque l'ennemi, restant réuni, voudrait y mettre obstacle, et on doit en conclure, que le seul moyen assuré de reposer une armée durant l'hiver, aussi bien qu'au milieu d'une campagne, c'est de lui donner des quartiers garantis par un fleuve ou par un armistice.

CHAPITRE II.

SECTION II.

DE LA GRANDE TACTIQUE ET DES BATAILLES.

Il y a trois sortes de batailles : les premières sont les batailles défensives, c'est-à-

dire, celles que livre une armée dans une position avantageuse où elle attend l'ennemi ; les secondes sont les batailles offensives, livrées par une armée pour attaquer l'ennemi dans une position reconnue ; les troisièmes sont les batailles imprévues, ou livrées par les deux partis en marche.

ARTICLE PREMIER.

Des lignes de bataille.

On a vu, par la définition générale des opérations donnée au commencement de ce livre, que j'ai fait une distinction entre les lignes de bataille et les ordres de bataille, objets que l'on a confondus jusqu'à ce jour.

J'appellerai ligne de bataille, la position déployée, ou composée de bataillons en colonnes d'attaque, qu'une armée prendra pour occuper un camp ou un terrain où elle recevra le combat sans but déterminé : c'est la détermination propre à une troupe formée selon l'ordonnance d'exercice, sur une ou plusieurs lignes. J'appellerai, au contraire, ordre de bataille, la disposition des troupes indiquant une manœuvre déterminée ; par exemple, l'ordre parallèle, l'ordre oblique, l'ordre perpendiculaire sur les ailes.

Cette dénomination, quoique neuve, paraît indispensable pour bien désigner deux objets qu'il faut se garder de confondre (1). Par la nature de ces deux choses, on voit que la ligne de bataille appartient plus particulièrement au système défensif, puisque

(1) On m'accusera peut-être de changer sans nécessité des dénominations reçues, pour en créer de nouvelles ; je répondrai que pour développer une science, il est urgent qu'un même mot ne signifie pas deux choses tout à fait différentes. Si l'on tient à nommer *ordre de bataille*, la simple répartition des troupes dans la ligne, alors, du moins, ne faut-il pas donner les noms d'ordre de bataille obli-

l'armée qui attend l'ennemi, sans savoir ce qu'il va faire, forme vraiment une ligne de bataille vague et sans but. L'ordre de bataille indiquant, au contraire, une disposition de troupes formées avec intention pour le combat, et supposant une manœuvre décidée d'avance, appartient plus particulièrement à l'ordre offensif. Il ne s'agit point ici de disputer sur des mots, mais d'adopter des termes propres à simplifier les combinaisons de la tactique et à s'entendre.

ARTICLE II.

De la ligne de bataille appliquée à la défensive simple.

La ligne de bataille, ou ordre défensif, dépend à la fois des localités et du but général des opérations.

Les principes qu'il faut observer ordinairement, sont :

1° D'avoir des débouchés plus faciles pour tomber sur l'ennemi quand on juge le moment favorable, que l'ennemi n'en aurait pour s'approcher de la ligne de bataille ;

2° D'assurer à l'artillerie tout son effet défensif ;

3° D'avoir un terrain avantageux pour dérober les mouvements qu'on ferait d'une aile à l'autre, afin de porter des masses sur le point jugé convenable ;

4° D'avoir une retraite facile ;

5° D'avoir les flancs bien appuyés, à l'ef-

que, d'ordre de bataille concave, à des manœuvres importantes. Dans ce cas, il faudrait désigner ces manœuvres par les termes de système de bataille oblique, etc. Mais je préfère la dénomination que j'ai adoptée : l'ordre de bataille sur le papier peut se nommer tableau d'organisation, et la formation ordinaire sur le terrain prendra le nom de ligne de bataille.

fet de rendre une attaque sur les extrémités plus difficile, et de réduire l'ennemi à une attaque sur le centre.

Cette dernière condition est difficile à atteindre; car, si l'armée est appuyée à un fleuve, à des montagnes ou forêts impraticables, et qu'elle éprouve le moindre échec, il peut se changer en un désastre complet, puisque la ligne rompue serait rejetée sur les mêmes obstacles qui devaient la protéger;

6° On remédie quelquefois au défaut d'appui pour les flancs, par des crochets en arrière. Ce système est dangereux, en ce qu'un crochet inhérent à la ligne gêne les mouvements, et que l'ennemi, en plaçant du canon sur les deux lignes, y causerait de grands ravages. Une double réserve, disposée en ordre profond derrière l'aile qu'on veut mettre à l'abri d'insulte, semble mieux remplir le but qu'un crochet; les localités doivent déterminer l'emploi de ces deux moyens. Nous en donnerons de plus amples détails à la bataille de Prague. (Chapitre II, de la *Guerre de sept ans.*)

On ne peut se dissimuler, néanmoins, que tous ces moyens ne sont que des palliatifs, et que le meilleur de tous, pour une armée qui attend l'ennemi défensivement, c'est de savoir reprendre l'initiative lorsque le moment est venu de le faire avec succès, ainsi qu'on le dira plus loin.

ARTICLE III.

De la défensive-offensive.

Nous avons déjà indiqué, en parlant des opérations stratégiques, tous les avantages que procure l'initiative; mais nous avons reconnu en même temps, qu'en tactique, celui qui attendait pouvait faire tourner tous ces avantages de son côté, en sachant à propos passer de la défensive à l'offensive.

Un général qui attendra l'ennemi comme un automate, sans autre parti pris que celui de combattre vaillamment, succombera toujours, lorsqu'il sera bien attaqué. Il n'en est pas ainsi d'un général qui attendra avec la ferme résolution de combiner de grandes manœuvres contre son adversaire, afin de ressaisir l'avantage moral que donnent l'impulsion offensive et la certitude de mettre ses masses en action au point le plus important, ce qui, dans la défensive simple, n'a jamais lieu.

En effet, si celui qui attend se trouve dans un poste bien choisi, où ses mouvements soient libres, il a l'avantage de voir venir l'ennemi; ses troupes, bien disposées d'avance selon le terrain, et favorisées par des batteries placées de manière à obtenir le plus grand effet, peuvent faire payer cher à leurs adversaires le terrain qui sépare les deux armées; et quand l'assaillant, déjà ébranlé par des pertes sensibles, se trouvera vigoureusement assailli lui-même au moment où il croyait toucher à la victoire, il n'est pas probable que l'avantage demeure de son côté.

Un général peut donc employer avec le même succès, pour les batailles, le système offensif ou défensif; mais il est indispensable à cet effet :

1° Que, loin de se borner à une résistance passive, il sache passer de la défensive à l'offensive, quand le moment est venu;

2° Qu'il ait un coup d'œil sûr et beaucoup de calme;

3° Qu'il commande à des troupes sur lesquelles il puisse compter;

4° Qu'en reprenant l'offensive, il ne néglige point d'appliquer les principes généraux qui auraient présidé à son ordre de bataille, s'il avait commencé par être l'agresseur.

L'exemple de Bonaparte à Rivoli et à Austerlitz, celui de Wellington à Talavera et à Waterloo prouvent ce vérités.

ARTICLE IV.

Des ordres de bataille.

L'ordre de bataille doit s'appliquer généralement à une armée assaillante, puis- qu'elle dispose ses troupes de diverses manières qui représentent autant de manœuvres différentes. On compte au moins dix espèces d'ordres de batailles ; savoir, 1° l'ordre parallèle simple ; 2° l'ordre parallèle avec une ou deux ailes débordantes ; 3° l'ordre oblique sur une aile ; 4° l'ordre perpendiculaire sur l'extrémité de la ligne ennemie ; 5° le même ordre sur les deux extrémités ; 6° l'ordre concave sur le centre ; 7° l'ordre convexe ; 8° l'ordre en échelon sur une aile ou sur deux ailes ; 9° l'ordre échelonné sur le centre ; 10° enfin, l'ordre mêlé d'une attaque sur le centre et sur une extrémité en même temps. (*Voyez la planche ci-contre, fig. 1 à 10.*)

Pour juger celui de ces ordres qui convient le mieux, il faut s'assurer de leurs rapports avec le principe général que nous avons posé.

On voit, par exemple, que l'ordre parallèle n° 1 est le plus mauvais, car il n'y a aucune habileté à faire combattre les deux partis à chances égales, bataillon contre bataillon : c'est l'absence de toute tactique. Il est néanmoins un cas important dans lequel cet ordre est convenable ; c'est lorsqu'une armée, ayant pris l'initiative des grandes opérations stratégiques, aura réussi à se porter sur les communications de son adversaire et à lui couper sa ligne de retraite, tout en couvrant la sienne ; alors, quand le choc définitif entre les armées a lieu, celle qui se trouve sur les derrières peut livrer une bataille parallèle, puisqu'ayant fait la manœuvre décisive avant la bataille, tout son but consiste à repousser l'effort que fait l'ennemi pour s'ouvrir un passage ; hormis ce cas, l'ordre parallèle est le plus mauvais.

Par la même raison, l'ordre parallèle sur le front avec un crochet manœuvrant sur une aile (n° 2) est plus avantageux que le précédent, surtout lorsqu'il est convenablement renforcé sur l'aile agissante ; il suppose néanmoins une force supérieure de la part de l'assaillant, afin de pouvoir présenter un front parallèle à l'ennemi et établir en outre une masse un peu respectable sur son extrémité.

L'ordre oblique (n° 3) est celui qui convient le mieux à une armée inférieure, qui en attaque une supérieure ; car, tout en offrant l'avantage de porter le gros des forces sur un seul point de la ligne ennemie, il en procure deux autres également importants : en effet, on ne refuse pas seulement l'aile affaiblie en le tenant hors des coups de l'ennemi, cette aile remplit encore la double destination de tenir en respect la partie de la ligne qu'on ne veut pas attaquer, et cependant de servir de réserve, au besoin, à l'aile agissante. Cet ordre fut employé par le célèbre Épaminondas aux batailles de Leuctres et de Mantinée ; mais nous présenterons, à la fin de ce volume, le plus brillant exemple des avantages de ce système qui fut donné par Frédéric le Grand à la bataille de Leuthen. (*Voyez chap. VII du Traité des grandes opérations.*)

L'ordre perpendiculaire sur une aile (n° 4) présente à peu près les mêmes chances de succès que l'ordre oblique ; toutefois, il est moins avantageux, en ce qu'il n'est pas aussi facile de s'établir ainsi sur une extrémité, sans que l'ennemi en soit instruit. En outre, la partie de la ligne ennemie qui n'est point inquiétée, ne voyant aucun adversaire devant elle, peut aisément courir au point menacé, tandis que, dans l'ordre oblique, elle se trouve tenue en échec par l'aile refusée.

L'ordre perpendiculaire sur deux ailes (n° 5) peut être très-avantageux, mais c'est quand l'assaillant se trouve supérieur en nombre ; car, si le principe fondamental

Ordres de Bataille offensifs.

Fig. 1.

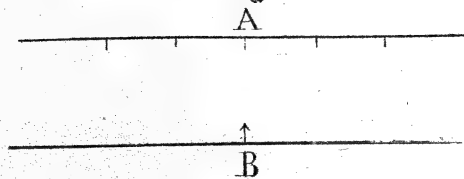


Fig. 2.

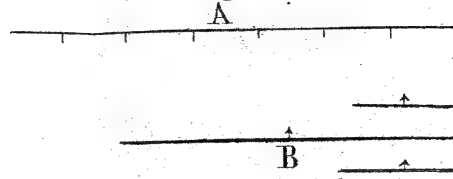


Fig. 3.

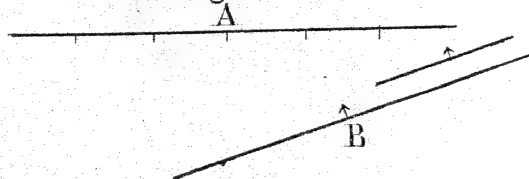


Fig. 4.

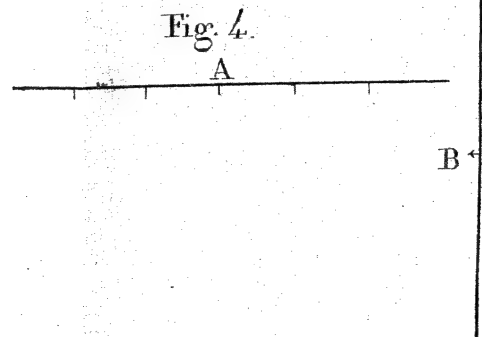


Fig. 5.

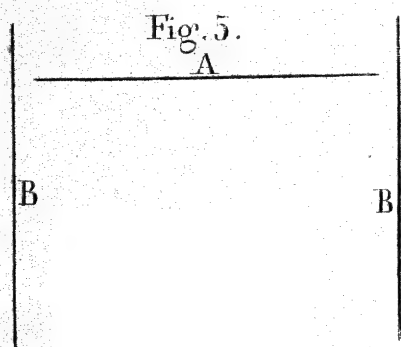


Fig. 6.

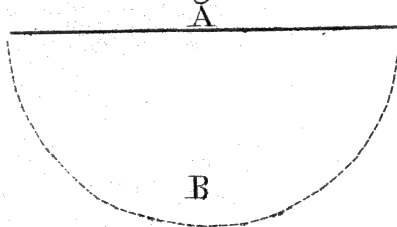


Fig. 6 bis.

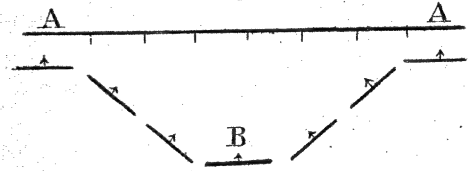


Fig. 7.



Fig. 8.

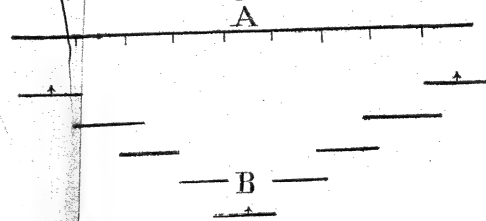


Fig. 9.

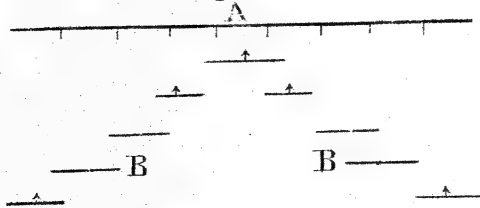
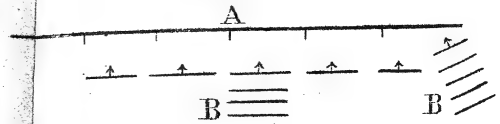


Fig. 10.



La lettre A indique l'armée défensive; la lettre B indique l'armée offensive.

Nota. J'ai mis les armées sur une seule ligne afin de ne pas rendre les figures trop compliquées; mais il faut observer que tout ordre de Bataille doit être sur deux lignes; soit que les troupes s'y trouvent déployées, formées en colonnes d'attaque, en carrés, ou en échiquier, peu importe, cela ne change rien à leur disposition tactique.

consiste à porter la majeure partie des forces sur le point décisif, une armée inférieure violerait ce principe en formant une double attaque contre une seule masse supérieure ; nous démontrerons cette vérité dans le cours de l'ouvrage.

L'ordre concave sur le centre (n° 6) a trouvé des partisans depuis qu'Annibal lui dut la victoire signalée de Cannes. Cet ordre peut être, en effet, très-bon, lorsqu'on le prend par suite des événements de la bataille, c'est-à-dire, quand l'ennemi s'engage au centre qui cède devant lui, et qu'il se laisse envelopper par les ailes. Mais si l'on se formait ainsi avant la bataille, l'ennemi, au lieu de se jeter au centre, n'aurait qu'à tomber sur les ailes, qui présenteraient d'elles-mêmes leurs extrémités, et seraient dans la même situation que si elles se trouvaient assaillies sur un flanc.

À la vérité, une armée formera rarement un demi-cercle, et prendra plutôt une ligne brisée rentrant vers le centre (comme la figure 6 *bis*) ; s'il faut en croire plusieurs écrivains, ce fut une disposition pareille qui fit triompher les Anglais aux célèbres journées de Crécy et d'Azincourt. Il est certain que cet ordre vaut mieux qu'un demi-cercle, en ce qu'il ne prête pas autant le flanc, qu'il permet de marcher en avant par échelons, et qu'il conserve avec cela tout l'effet de la concentration du feu. Toutefois, ces avantages disparaissent, si l'ennemi, au lieu de se jeter follement dans le centre concave, se borne à le faire observer de loin, et se porte avec le gros de ses forces sur une aile seulement. La bataille d'Essling, en 1809, offre encore un exemple de l'avantage d'une ligne concave ; mais on ne saurait en inférer que Napoléon fit mal d'attaquer son centre ; on ne peut pas juger une armée combattant avec le Danube à dos, et n'ayant pas la faculté de se mouvoir sans découvrir ses ponts, comme si elle avait eu pleine liberté de manœuvrer.

L'ordre convexe saillant au centre (n° 7)

ne se prend guère que pour combattre immédiatement après un passage de fleuve, lorsqu'on est forcé de refuser les ailes pour appuyer au fleuve et couvrir les ponts. Si l'ennemi dirigeait son effort sur le saillant ou sur une des extrémités seule, cet ordre entraînerait la ruine de l'armée. Les Français le prirent à Fleurus, en 1794, et réussirent, parce que le prince de Cobourg, au lieu de fondre en forces sur le centre ou sur une seule extrémité, divisa ses attaques sur cinq ou six rayons divergents, et notamment sur les deux ailes à la fois. Ce fut à peu près dans ce même ordre convexe qu'ils combattirent à Essling, ainsi qu'aux deuxième et troisième journées de la fameuse bataille de Leipzig : il eut dans ces dernières occasions le résultat infaillible qu'il devait avoir.

L'ordre échelonné sur les deux ailes (n° 8) est dans le même cas que l'ordre perpendiculaire (n° 5) ; il faut observer néanmoins que les échelons se rapprochant vers le centre, où se tiendrait la réserve, cet ordre serait meilleur que le perpendiculaire, puisque l'ennemi aurait moins de facilité, d'espace et de temps, pour accabler le centre. Il ressemblerait, dans ce cas, à l'ordre rentrant de la fig. 6 *bis*.

L'ordre échelonné sur le centre seulement (n° 9) peut s'employer avec succès contre une armée qui occuperait une ligne morcelée et trop étendue, parce que son centre se trouvant alors isolé des ailes, de manière à être accablé séparément, cette armée coupée en deux serait probablement détruite. Mais, par l'application du même principe fondamental, cet ordre d'attaque est très-dangereux contre une armée occupant une position unie et serrée ; car les réserves se trouvant ordinairement à portée du centre, et les ailes pouvant agir soit par un feu concentrique, soit en prenant l'offensive, une armée qui ferait une pareille attaque renouvellerait la scène des Romains à Cannes, celle de la colonne anglaise à Fon-

tenoy, enfin, celle plus récente de Waterloo.

L'ordre d'attaque en colonnes sur le centre et sur une extrémité en même temps (n° 10) est plus convenable que le précédent, lorsqu'il s'applique surtout à une ligne ennemie contiguë : en effet, l'attaque sur le centre, secondée par une aile qui débordé l'ennemi, empêche celui-ci de faire comme Annibal et comme le maréchal de Saxe, c'est-à-dire, de fondre sur l'assaillant en le prenant en flanc ; l'aile ennemie qui se trouvera serrée entre l'attaque du centre et celle de l'extrémité, ayant la presque totalité des masses assaillantes à combattre, sera accablée et probablement détruite. Ce fut la manœuvre qui fit triompher Napoléon à Wagram et à Ligny ; ce fut celle qu'il voulut tenter à Borodino, et qui ne lui réussit qu'imparfaitement par l'héroïque défense des troupes de l'aile gauche des Russes, et de la division Paskévitch dans la fameuse redoute du centre. Enfin, il l'employa aussi à Bautzen, où il aurait obtenu des succès inouïs, sans un incident qui déranger la manœuvre de sa gauche, destinée à couper la route de Wurschen, et qui avait déjà tout disposé pour cela.

Nous devons observer que ces différents ordres ne sauraient être pris au pied de la lettre, comme les figures géométriques les indiquent. Un général qui voudrait établir sa ligne de bataille avec la même régularité que sur le papier ou sur une place d'exercice, serait incontestablement trompé dans son attente et battu, surtout d'après la méthode actuelle de faire la guerre. Au temps de Louis XIV, de Frédéric, lorsque les armées campaient sous la tente, presque toujours réunies ; lorsqu'on se trouvait plusieurs jours face à face avec l'ennemi ; qu'on avait le loisir d'ouvrir des marches ou chemins symétriques pour faire arriver ses colonnes à distances uniformes ; alors on pouvait former une ligne de bataille aussi régulière que les figures tracées. Mais aujourd'hui que les armées bivouaquent, que

leur organisation en plusieurs corps les rend plus mobiles ; qu'elles s'abordent à la suite d'ordres donnés hors du rayon visuel, et souvent même sans avoir eu le temps de reconnaître exactement la position de l'ennemi, alors tous les ordres dessinés au compas doivent nécessairement se trouver en défaut.

Cependant un général habile peut aisément recourir à des dispositions approximatives, qui produisent un emploi de ses masses agissantes, pareil à très-peu de chose près, à ce qu'il eût été dans l'un ou l'autre des ordres de batailles indiqués. Il devra s'appliquer, dans ces dispositions improvisées, à juger sainement du point important du champ de bataille, ce qu'il pourra faire en saisissant les rapports de la ligne ennemie avec les directions stratégiques décisives ; il portera alors son attention et ses efforts sur ce point, en employant un tiers de ses forces à contenir ou à observer l'ennemi, puis en jetant les deux autres tiers sur le point dont la possession serait le gage de la victoire. Agissant ainsi, il aura rempli toutes les conditions que la science de la grande tactique peut imposer au plus habile capitaine ; il aura obtenu l'application la plus parfaite des principes de l'art. Nous avons déjà indiqué, à la section précédente, le moyen de reconnaître aisément ces points décisifs.

Nous terminerons cet article en observant, que tout ordre de bataille peut être formé avec des carrés de bataillons, comme avec des lignes ou des colonnes ; l'ordre oblique, l'ordre en échelons sur une extrémité ou sur le centre, l'ordre parallèle simple, ou renforcé sur une aile, s'accordent très-bien avec cette formation ; même l'ordre rentrant, ou concave, n'est pas impossible.

Dans les guerres contre les peuples qui ont une cavalerie immense, un corps d'armée peut figurer un grand carré composé de plusieurs carrés de régiments ou de ba-

taillons : dans ce cas, on placera son artillerie dans les intervalles, et les parcs au centre général des carrés. Ce mode est un des plus convenables contre les Turcs, surtout dans les pays de plaines.

ARTICLE V.

Rencontre de deux armées en marche.

On ne saurait donner de maximes invariables sur ces batailles fortuites, résultant de la rencontre de deux armées en marche ; toutefois, c'est dans ce cas principalement qu'il importe d'être bien pénétré du principe fondamental de l'art, et des différentes manières de l'appliquer, afin de faire tendre à ce but toutes les manœuvres qu'on sera dans le cas d'ordonner à l'instant même, et au milieu du fracas des armes. Ce que nous venons de dire des manœuvres improvisées est donc la seule règle à donner pour ces circonstances imprévues ; il suffira de les combiner avec les antécédents et avec la situation physique et morale des deux armées : les batailles de Marengo, d'Eylau, d'Abensberg, d'Essling et de Lutzen, sont les plus mémorables de ces scènes terribles dans lesquelles les deux partis durent agir subitement, sans avoir rien pu prévoir.

Deux armées marchant, comme elles le faisaient jadis, avec tout l'attirail du campement, et se rencontrant à l'improviste, n'auraient, sans doute, rien de mieux à faire qu'à déployer d'abord leurs avant-gardes à droite ou à gauche des routes qu'elles parcouraient. Mais chacune d'elles devrait en même temps masser le gros de ses forces selon le but qu'elle aurait en vue : on commettrait une faute grave en voulant déployer toute l'armée derrière l'avant-garde, parce que, dans le cas même où l'on y parviendrait, ce ne serait jamais que la formation d'un ordre parallèle défectueux ; et

si l'ennemi poussait l'avant-garde un peu vigoureusement, il pourrait en résulter la dérouté des troupes en mouvement pour se former. (*Voyez la bataille de Rosbach, chap. V du Traité des grandes opérations.*)

Dans le système moderne, les armées, plus mobiles, marchant sur plusieurs routes en autant de fractions capables d'agir indépendamment les unes des autres, ces déroutés seront moins à craindre, mais les principes restent les mêmes. Il faut toujours arrêter et former l'avant-garde, puis réunir le gros de ses forces sur le point convenable, d'après le but qu'on se proposait en se mettant en marche ; quelles que puissent être les manœuvres de l'ennemi, on se trouvera ainsi en mesure de parer à tout.

ARTICLE VI.

Des surprises d'armées.

Nous n'entendons pas traiter ici de ces petites surprises de détachements qui constituent la guerre des partisans ou des troupes légères, et pour lesquelles la cavalerie légère russe et turque ont tant de supériorité. Nous voulons parler des surprises d'armées entières.

Avant l'invention des armes à feu, ces surprises étaient plus faciles, car, la détonation de l'artillerie et de la mousqueterie ne permet guère aujourd'hui de surprendre entièrement une armée, à moins qu'elle n'oublie les premiers devoirs du service, et ne laisse arriver l'ennemi au milieu de ses rangs, faute d'avant-postes qui fassent leur devoir.

La guerre de sept ans offre la mémorable surprise de Hohenkirch, comme un exemple assez digne d'être médité ; elle prouve que la surprise ne consiste pas positivement à tomber sur des troupes endormies ou mal gardées, mais aussi à combiner une attaque

sur une de leurs extrémités de manière à les surprendre et à les déborder en même temps. En effet, il ne s'agit point de chercher à prendre l'ennemi tellement en défaut, qu'on puisse fondre sur des hommes isolés dans leurs tentes, mais bien d'arriver avec ses masses, sans être aperçu, sur le point où l'on désirerait d'assaillir l'ennemi avant qu'il ait le temps de faire des contre-dispositions.

Depuis que les armées ne campent plus sous la tente, les surprises combinées d'avance sont plus rares et plus difficiles ; car, pour les préméditer, il faut savoir au juste la situation du camp ennemi. A Marengo, à Lutzen, à Eylau, il y eut comme des espèces de surprises, mais ce n'étaient au fond que des attaques inattendues auxquelles on ne peut pas donner ce nom.

La seule grande surprise que nous puissions citer est celle de Taroutin, en 1812, où Murat fut assailli et battu par Beningsen : pour justifier son défaut de prudence, Murat allégua qu'il se reposait sur un armistice tacite ; mais il n'existait aucune convention pareille, et il se laissa surprendre par une négligence impardonnable.

Il est évident que la manière la plus favorable d'attaquer une armée, c'est de tomber un peu avant le jour sur son camp, au moment où l'on ne s'attend à rien de pareil ; le trouble y sera inévitable ; et, si l'on joint à cet avantage celui de bien connaître les localités et de donner à ses masses une direction tactique et stratégique convenable, on peut se flatter d'une victoire complète, à moins d'événements imprévus. C'est une opération de guerre qu'il ne faut point mépriser, quoiqu'elle soit plus rare et moins brillante que de grandes combinaisons stratégiques, qui assurent une victoire, pour ainsi dire, avant d'avoir combattu.

Par la même raison qu'il faut profiter de toutes les occasions de surprendre son adversaire, il faut aussi prendre toutes les précautions nécessaires pour se mettre à

l'abri de pareilles entreprises. Les règlements de tous les pays y ont pourvu, il n'y a qu'à les suivre exactement.

CHAPITRE II.

SECTION III.

DE LA FORMATION DES TROUPES POUR ALLER AU COMBAT, ET DE L'EMPLOI PARTICULIER OU COMBINÉ DES TROIS ARMES.

Deux articles essentiels de la tactique des batailles nous restent à examiner ; l'un est la manière de disposer les troupes pour les conduire au combat ; l'autre est l'emploi des différentes armes. Bien que ces objets appartiennent en quelque sorte à la tactique secondaire, il faut avouer, cependant, qu'ils forment une des principales combinaisons d'un général en chef lorsqu'il s'agit de livrer bataille ; dès lors, ils entrent nécessairement dans la grande tactique, quoiqu'ils doivent faire également partie de l'enseignement de la tactique divisionnaire.

En effet, le nom de grande tactique appartient à toutes les opérations qui doivent être exécutées sur le terrain par une armée entière. Celles même dont les combinaisons rentrent dans la stratégie pour l'ensemble, appartiennent, comme nous l'avons dit, à la grande tactique, pour ce qui est de l'exécution. On donne, au contraire, le nom de tactique secondaire à tout ce qui est réservé à une division isolée, une brigade, ou un détachement quelconque. Or, la formation et l'emploi des troupes appartiennent également à ces deux branches de l'art, et c'est de ce point que part la ligne de démarcation entre elles.

Ici les doctrines deviennent moins fixes, et on retombe forcément dans le champ des systèmes : aussi ce n'est pas sans étonne-

ment que nous avons vu tout récemment un des écrivains modernes les plus célèbres prétendre que la tactique est fixée, mais que la stratégie ne l'est pas, tandis que c'est tout le contraire.

La stratégie se compose de lignes géographiques invariables, dont l'importance relative se calcule d'après la situation des forces ennemies, situation qui ne peut jamais amener qu'un petit nombre de variations, puisque les forces ennemies se trouveront divisées ou rassemblées soit sur le centre, soit sur une des deux extrémités. Rien de plus facile que de soumettre des éléments si simples à des règles dérivant du principe fondamental de la guerre : aussi jamais science militaire ne fut mieux fixée que la stratégie ne l'a été de nos jours. Il en est de même des combinaisons des ordres de batailles qui peuvent être soumises à des maximes également rapportées au principe général. Mais les moyens d'exécution, c'est-à-dire, la tactique proprement dite, dépendent de tant de circonstances, qu'il est impossible de donner des règles de conduite pour les cas innombrables qui peuvent s'y présenter. Pour s'en assurer, il suffit de lire les ouvrages qui se succèdent tous les jours sur ces parties de l'art militaire, sans qu'aucun puisse s'accorder ; et si l'on met en présence deux généraux distingués de cavalerie ou d'infanterie, il est bien rare qu'ils parviennent à s'entendre parfaitement sur la méthode la plus convenable pour exécuter une attaque. Ajoutons à cela l'énorme différence qui existe dans les talents des chefs, dans leur énergie, dans le moral des troupes, et nous serons convaincus que la tactique d'exécution sera éternellement réduite à des systèmes contradictoires, et que ce sera beaucoup si l'on parvient à poser quelques maximes régulatrices qui empêchent les fausses doctrines de s'introduire dans les systèmes qu'on adoptera.

ARTICLE PREMIER.

Du placement des troupes dans la ligne de bataille.

Après avoir défini, aux articles 1 et 2 de la section précédente, ce que l'on doit entendre par la ligne de bataille, il convient de dire, de quelle manière les différentes troupes doivent y être réparties.

Avant la révolution française, toute l'infanterie, formée par régiments et brigades, se trouvait réunie en un seul corps de bataille, subdivisé en première et seconde ligne, qui avaient chacune leur aile droite et leur aile gauche. La cavalerie se plaçait ordinairement sur les deux ailes, et l'artillerie, encore très-lourde à cette époque, était répartie sur le front de chaque ligne. (On traînait du canon de 16, et il n'y avait pas d'artillerie à cheval.)

Alors l'armée campant, réunie sous la tente, se mettait en marche par ligne ou par ailes ; et comme il y avait deux ailes de cavalerie sur celles de l'infanterie, si l'on marchait par ailes, on formait quatre colonnes. Quand on marchait par lignes, ce qui convenait surtout dans les marches de flanc, alors on ne formait que deux colonnes, à moins que, par des circonstances locales, la cavalerie, ou une partie de l'infanterie, eussent campé en troisième ligne, ce qui était rare.

Cette méthode simplifiait la logistique, puisque toute la disposition consistait à dire : « On marchera dans telle direction, » par lignes ou par ailes, par la droite ou » par la gauche. »

On sortait rarement de cette monotone, mais simple formation, et, dans l'esprit du système de guerre qu'on suivait, c'était ce qu'il y avait de mieux à faire.

Les Français voulurent essayer à Minden une disposition logistique différente, en formant autant de colonnes que de brigades, et en ouvrant des chemins pour les

qu'il y en ait aussi à la réserve d'artillerie, afin de pouvoir la porter avec plus de promptitude au secours d'un point menacé. Le général Beningsen eut lieu de s'applaudir à Eylau d'avoir réuni soixante pièces légères en réserve, car elles contribuèrent puissamment à rétablir ses affaires entre le centre et la gauche où sa ligne venait d'être enfoncée ;

4° Si l'on est sur la défensive, il convient de placer une partie des batteries de gros calibre sur le front, au lieu de les tenir en réserve, puisqu'il s'agit de battre l'ennemi du plus loin possible, pour arrêter l'impulsion de son attaque et semer le trouble dans ses colonnes ;

5° Enfin, l'artillerie de bataille ne doit jamais perdre de vue qu'elle est surtout destinée à tirer sur les colonnes ennemies, et non à répondre à leurs batteries. Quand elle est nombreuse, il est bon toutefois de destiner un certain nombre de pièces à tirer sur ces batteries ennemies, afin de les inquiéter et d'attirer leur feu ; mais on fera bien de diriger les deux tiers du canon sur l'infanterie et la cavalerie, en ayant soin de placer les batteries de manière à prendre les lignes dans leur prolongement, et les colonnes dans leur profondeur. Il est essentiel aussi de donner au tir des pièces une direction concentrique.

ARTICLE II.

De la formation et de l'emploi de l'infanterie.

L'infanterie est, sans contredit, l'arme la plus importante, puisqu'elle forme les quatre cinquièmes d'une armée, que c'est elle qui enlève les positions, ou qui les défend. Mais si l'on doit reconnaître qu'après le talent du général elle est le premier instrument de victoire, il faut avouer aussi, qu'elle trouve un puissant appui dans la cavalerie et l'artillerie, et que sans leur se-

cours elle se verrait souvent fort compromise, et ne pourrait remporter que des demi-succès.

Nous n'évoquerons pas ici les vieilles disputes sur l'ordre mince et l'ordre profond, bien que la question, qu'on croyait décidée, soit loin d'être épuisée et placée sous un point de vue qui permette de la résoudre du moins par des exemples et des probabilités.

La guerre d'Espagne et la bataille de Waterloo ont renouvelé les controverses relatives à l'avantage du feu ou de l'ordre mince, sur l'impulsion des colonnes d'attaque ou de l'ordre profond ; nous dirons plus loin ce que nous en pensons.

Cependant, il ne faut pas s'y méprendre ; il ne s'agit plus aujourd'hui de disputer si Lloyd avait raison de vouloir donner à l'infanterie un quatrième rang armé de piques, afin d'offrir plus de choc en allant à l'ennemi, ou plus de résistance en recevant son attaque ; chaque militaire expérimenté convient, de nos jours, qu'on a déjà assez de peine à mouvoir avec ordre des bataillons déployés sur trois rangs emboîtés, et qu'un quatrième rang ajouterait à cet embarras sans ajouter la moindre chose à la force. Il est étonnant que Lloyd, qui avait fait la guerre, ait tant insisté sur cette force matérielle ; car on s'aborde bien rarement au point que cette supériorité mécanique puisse être mise à l'épreuve ; et si trois rangs tournent le dos, ce n'est pas le quatrième qui les retiendra.

Cette augmentation d'un rang diminue, dans la défensive, le front et le feu ; tandis que dans l'offensive elle est loin d'offrir la mobilité et l'impulsion qui sont les avantages des colonnes d'attaque. On peut affirmer même qu'elle diminuera cette impulsion, car il est plus difficile de faire marcher 800 hommes en bataille sur quatre rangs pleins, que sur trois, bien qu'il y ait un quart de moins dans l'étendue du front ; la difficulté de l'emboîtement des deux rangs

du milieu, compense amplement cette légère différence.

Quant au moyen proposé par Lloyd pour diminuer l'inconvénient du rétrécissement du front, il est tellement absurde, qu'on ne conçoit pas qu'un homme de génie ait pu l'imaginer. Il veut déployer vingt bataillons, en laissant entre chacun soixante-quinze toises, c'est-à-dire, un intervalle égal à leur front; on peut penser ce que deviendront ces bataillons tout désunis et isolés à une pareille distance, laissant entre eux vingt lacunes où la cavalerie pourrait pénétrer en fortes colonnes, les prendre en flanc et les balayer comme la poussière au vent. La question, avons-nous dit, ne consiste plus à discuter sur l'augmentation du nombre des rangs d'une ligne, mais seulement à décider si elle doit être composée de bataillons déployés n'agissant que par le feu, ou bien de colonnes d'attaques formées chacune d'un bataillon ployé sur les pelotons du centre, et n'agissant que par leur impulsion et leur impétuosité.

De tous les écrivains qui ont traité cette matière, le colonel Okouneff est incontestablement celui qui l'a fait avec le plus de sagacité et de succès (*Examen raisonné des propriétés des trois armes*); il doit être médité par tout officier qui a la moindre envie de bien savoir la guerre (1). Peut-être n'a-t-il pas été assez concluant et a laissé planer encore quelque incertitude sur la solution du problème. De même que ses devanciers, il n'a point recherché si les colonnes françaises, repoussées par le feu des Anglais déployés, n'étaient pas des masses par trop profondes, au lieu d'être simplement des colonnes d'un seul bataillon, comme celles dont nous venons de faire mention, ce qui fait une différence capitale.

(1) Le major prussien Decker a écrit, en allemand, un ouvrage également digne d'éloges, sous le titre de *Tactique des trois armes*.

(2) Le mot de division, employé pour exprimer quatre ou cinq régiments, comme pour désigner

Je vais résumer les points de vue que la question présente.

Il n'existe, au fait, que cinq manières de former les troupes pour aller à l'ennemi :

- 1° En tirailleurs ;
- 2° En lignes déployées ;
- 3° En lignes de bataillons ployés sur le centre de chaque bataillon ;
- 4° En masses profondes ;
- 5° En carrés.

Les tirailleurs sont un accessoire, car ils ne doivent que couvrir la ligne proprement dite à la faveur du terrain, protéger la marche des colonnes, garnir des intervalles, ou défendre les abords d'un poste.

L'ordre déployé sur deux lignes, avec une réserve, est celui qui est généralement usité ; il convient à la défensive. Ces lignes déployées peuvent être contiguës, en échiquier ou en échelons.

L'ordre par lequel chaque bataillon d'une ligne se trouve formé en colonne d'attaque par divisions sur le centre, est plus concentré ; c'est en quelque sorte une ligne de petites colonnes (comme la figure 5 de la planche ci-contre).

Dans l'ordonnance actuelle sur trois rangs, le bataillon ayant quatre divisions (2), cette colonne présenterait douze rangs en profondeur, ce qui donne peut-être trop de non-combattants et trop de prise au canon. Pour diminuer ces inconvénients, il faudrait, toutes les fois qu'on voudrait employer l'infanterie en colonnes d'attaque, la former sur deux rangs, ne placer que trois divisions de chaque bataillon l'une derrière l'autre, et répandre la quatrième en tirailleurs dans les intervalles des bataillons et sur les flancs, sauf à les rallier derrière les trois divisions, si la cavalerie ennemie venait à charger (*Voyez figure 6*). Chaque ba-

deux pelotons d'un même bataillon, forme une confusion dans le langage tactique qu'il importerait de faire cesser. C'est à l'ordonnance seule que ce droit est réservé.

taillon aurait par ce moyen deux cents tireurs de plus, outre ceux que donnerait l'augmentation du tiers du front, en mettant le troisième rang dans les premiers. Ainsi il n'y aurait au fait que six hommes de profondeur, et on obtiendrait cent files de front et quatre cents tireurs pour chaque colonne d'attaque d'un bataillon. Il y aurait ainsi force et mobilité réunies (1).

Un bataillon de 800 hommes, formé d'après la méthode usitée, en colonne de quatre divisions, présente environ soixante files à chaque division, et la première seulement faisant le feu de deux rangs, il n'y aurait que cent vingt coups à fournir par chacun des bataillons ainsi placés en ligne; tandis que, d'après le mode proposé, il en donnerait quatre cents.

Tout en recherchant les moyens d'obtenir plus de feu au besoin, il importe néanmoins de rappeler que la colonne d'attaque n'est point destinée à tirer, et qu'elle doit réserver ce moyen pour un cas désespéré; car, si elle commence à faire feu en marchant à l'ennemi, son impulsion devient nulle, et l'attaque sera manquée.

Outre cela, cet ordre aminci ne serait avantageux que contre l'infanterie, car la colonne sur quatre sections de trois rangs, formant une espèce de carré plein, vaut mieux contre la cavalerie. L'archiduc Charles se trouva bien à Essling, et surtout à Wagram, d'avoir adopté ce dernier ordre que je proposai dans mon chapitre des *Principes généraux de la guerre*, publié en 1807 : la brave cavalerie de Bessières ne put rien contre ces petites masses, bien qu'elles ne fussent composées que de landwehr nouvellement levées.

Pour donner plus de solidité à la colonne proposée, on pourrait, à la vérité, rappeler les tirailleurs et reformer la quatrième sec-

tion, mais on ne serait toujours que sur deux rangs, ce qui présenterait beaucoup moins de résistance contre une charge, principalement sur les flancs. Si, pour atténuer cet inconvénient, on voulait former le carré, bien des militaires croient que sur deux rangs, il offrirait moins de consistance encore que la colonne. Cependant, les carrés anglais n'étaient que sur deux rangs à Waterloo, et, malgré les héroïques efforts de la cavalerie française, il n'y eut qu'un seul bataillon d'enfoncé.

J'en conclus donc, que cette formation mériterait la préférence toutes les fois qu'on serait décidé à marcher à l'ennemi en colonnes d'attaque, et qu'on pourrait les faire soutenir par la cavalerie. Dans le cas contraire, la formation sur trois rangs est préférable.

Indépendamment des deux ordres susmentionnés, il en existe un mixte que les Russes employèrent à Eylau : leurs régiments de trois bataillons en déployèrent un en première ligne, et formèrent les deux autres derrière celui-ci en colonnes sur les pelotons des extrémités (*fig. 2*, même planche). Cette ordonnance convient, en effet, à la défensive-offensive, parce que les troupes déployées en première ligne résistent longtemps par un feu meurtrier, dont l'effet ébranle toujours un peu l'ennemi : alors les troupes formées en colonnes peuvent déboucher par les intervalles et se jeter sur lui avec avantage.

L'ordre en masses trop profondes est certainement le moins convenable (*fig. 3*). On a vu, dans les dernières guerres, des divisions de douze bataillons déployés et serrés les uns derrière les autres, formant trente-six rangs pressés et entassés. De pareilles masses sont exposées aux ravages de l'artillerie, diminuent la mobilité et l'impulsion,

(1) Dans l'armée russe, on prend les tirailleurs dans le troisième rang de chaque peloton ou division; il semblerait plus sûr et plus facile de pren-

dre la quatrième division toute entière, ce qui serait plus commode pour se rallier et se reformer.

sans rien ajouter à la force ; ce fut une des causes du peu de succès des Français à Waterloo. Si la colonne de Macdonald réussit mieux à Wagram, il lui en coûta cher, et sans la réussite des attaques de Davoust et d'Oudinot sur la gauche de l'archiduc, il n'est pas probable qu'elle fût sortie victorieuse de la position où elle se vit un moment placée.

Quand on se décide à risquer une pareille masse, il faut, du moins, avoir soin d'établir sur chaque flanc un bataillon marchant par files, afin que si l'ennemi venait à charger en force sur ces flancs, cela n'obligeât pas la colonne à s'arrêter (*voyez fig. 3*) : protégée par ces bataillons qui feront face à l'ennemi, elle pourra, du moins, continuer sa marche jusqu'au but qui lui est assigné ; autrement, cette masse inerte, foudroyée par des feux convergents auxquels elle n'a pas même à opposer une impulsion convenable, sera mise en désordre comme la colonne de Fontenoy, ou rompue comme la phalange macédonienne le fut par Paul-Émile.

Les carrés sont bons dans les plaines et contre un ennemi supérieur en cavalerie ; on les formait jadis très-grands, mais il est reconnu que le carré par régiment est le meilleur pour la défensive, et le carré par bataillon pour l'offensive. On peut, selon les circonstances, les former en carrés parfaits ou en carrés longs, pour obtenir un plus grand front et présenter plus de feux du côté où l'ennemi est censé devoir venir. (*Voyez fig. 8 et 9.*)

Un régiment de trois bataillons formerait aisément un carré long, en rompant le bataillon du milieu, et faisant faire un à-droite et un à-gauche par chaque demi-bataillon.

Dans les guerres de Turquie, on employait presque exclusivement les carrés, parce que les hostilités avaient lieu dans les vastes plaines de la Bessarabie, de la Moldavie ou de la Valachie, et que les Turcs avaient une cavalerie immense. Mais si les

opérations ont lieu dans le Balkan ou au delà, et si leur cavalerie féodale fait place à une arme organisée dans les proportions européennes, l'importance des carrés diminuera.

Quoiqu'il en soit, l'ordre des carrés par régiment ou bataillon paraît convenable à tout genre d'attaque, dès qu'on n'a pas la supériorité en cavalerie, et qu'on manœuvre sur un terrain uni, propice aux charges de l'ennemi. Le carré long, surtout appliqué à un bataillon de huit pelotons, dont trois marcheraient de front, et un sur chacun des côtés, vaudrait mieux pour aller à l'attaque qu'un bataillon déployé ; il serait moins bon que la colonne proposée plus haut, mais il y aurait moins de flottement et plus d'impulsion que s'il marchait en ligne déployée ; il aurait de plus l'avantage d'être en mesure contre la cavalerie.

Il serait difficile d'affirmer que chacune des ces formations soit toujours bonne, ou toujours mauvaise ; mais on conviendra du moins qu'il est de règle incontestable que, pour l'offensive, il faut un mode qui réunisse *mobilité, solidité, et impulsion*, tandis que, pour la défensive, il faut la *solidité réunie au plus de feux possible*.

Cette vérité admise, il restera à décider si la troupe offensive la plus brave, formée en colonnes et privée de feux, tiendrait longtemps contre une troupe déployée ayant vingt mille coups de fusil à lui envoyer, et pouvant en cinq minutes lui en tirer deux ou trois cent mille.

Dans les dernières guerres, on a vu maintes fois des colonnes russes, françaises et prussiennes, emporter des positions l'arme au bras sans tirer un coup de fusil ; c'est le triomphe de l'impulsion et de l'effet moral qu'elle produit ; mais contre le feu meurtrier et le sang-froid de l'infanterie anglaise, les colonnes n'ont point eu le même succès à Talavera, à Busaco, à Fonte di Honor, à Albuera, encore moins à Waterloo.

Cependant il serait imprudent d'en con-

clure que ce résultat fait pencher décidément la balance en faveur de l'ordre mince et des feux ; car, si les Français se sont entassés dans toutes ces affaires en masses trop profondes, comme je l'ai vu plus d'une fois de mes propres yeux, il n'est pas étonnant que d'énormes colonnes, formées de bataillons déployés et flottants, battues de front et de flanc par un feu meurtrier, et assaillies de tous côtés, aient éprouvé le sort que nous avons signalé plus haut. Mais le même résultat aurait-il eu lieu avec des colonnes d'attaque, formées chacune d'un seul bataillon ployé sur le centre selon le règlement ? c'est ce que je ne pense pas ; et, pour juger de la supériorité décidée de l'ordre mince ou des feux sur l'ordre profond ou d'impulsion offensive, il faudrait voir à plusieurs reprises ce qui arriverait à une ligne déployée, qui serait franchement abordée par un ennemi ainsi formé (*fig. 6 de la pl. 2*). Quant à moi, je puis affirmer que, dans toutes les actions où je me suis trouvé, j'ai vu réussir ces colonnes.

D'ailleurs, est-il bien facile d'adopter un autre ordre pour marcher à l'attaque d'une position ? Est-il possible d'y conduire une ligne immense en ordre déployé et faisant feu ? Je crois que chacun se prononcera pour la négative : lancer vingt et trente bataillons en ligne, en exécutant des feux de files ou de pelotons, dans le but de couronner une position bien défendue, c'est vouloir y arriver en désordre comme un troupeau de moutons, ou plutôt c'est vouloir n'y arriver jamais.

Que doit-on conclure de tout ce que nous venons de dire ?

1° Que la colonne d'attaque par bataillons et le meilleur ordre pour emporter une position, mais qu'il faut diminuer autant que possible sa profondeur, pour lui donner plus de feux au besoin, et pour diminuer l'action du feu ennemi : il convient, en outre de la couvrir par beaucoup de tirailleurs, et de la soutenir par la cavalerie ;

2° Que l'ordre déployé en première ligne, avec la seconde ligne en colonne, est celui qui convient le mieux à la défensive ;

3° Que l'un et l'autre peuvent triompher selon le talent qu'aura un général pour employer à propos ses forces disponibles, ainsi que nous l'avons dit en traitant de l'initiative, à l'art. 2 de la 1^{re} section, et à l'art. 3 de la 2^e section (de la défensive-offensive).

Nous terminerons cette dissertation en rappelant qu'un des points les plus essentiels pour conduire l'infanterie au combat, c'est de mettre ses troupes à l'abri du feu d'artillerie de l'ennemi autant que faire se peut, non en les retirant mal à propos, mais en profitant des plis du terrain ou d'autres accidents qui se trouvent devant elles, afin de les défilé des batteries. Quand on est venu sous le feu de la mousqueterie, alors il n'y a pas à calculer sur des abris ; si l'on est en mesure d'assaillir, il faut le faire ; les abris ne peuvent convenir, dans ce cas, qu'aux tirailleurs et aux troupes défensives.

Il importe assez généralement de défendre les villages qui sont sur le front, ou de chercher à les enlever, si l'on est assaillant ; mais il ne faut pas non plus y attacher une importance déplacée en oubliant la fameuse bataille de Hochstedt. Marlborough et Eugène, voyant le gros de l'infanterie française enterré dans des villages, forcèrent le centre et prirent vingt-quatre bataillons sacrifiés à garder ces postes.

Par la même raison, il est utile d'occuper les bouquets de bois ou taillis qui peuvent donner un appui à celui des deux partis qui en est le maître. Ils abritent les troupes, permettent de cacher les mouvements, protègent ceux de la cavalerie. Le rôle que joua le château d'Hougomont à la bataille de Waterloo, est un grand exemple de l'influence qu'un poste bien choisi peut avoir dans un combat.

Mais c'est trop m'étendre sur ce chapitre secondaire ; il est temps de dire quelque chose des autres armes.

ARTICLE III.

De la cavalerie.

La formation de la cavalerie, soumise à peu près aux mêmes controverses que celle de l'infanterie, a été soumise aussi à la même incertitude, et le traité par trop vanté du comte de Bismarck ne lui a pas fait faire un pas (1). Comme l'on n'a guère été mieux fixé sur son emploi, je me permettrai de soumettre ce que j'en pense à la décision des généraux habitués à la conduire.

L'emploi qu'un général doit faire de la cavalerie dépend naturellement un peu de sa force relative avec celle de l'ennemi, soit en nombre, soit en qualité. Néanmoins, quelque modification que ces variations apportent, une cavalerie inférieure, mais bien conduite, peut toujours trouver l'occasion de faire de grandes choses, tant l'à-propos est décisif dans l'emploi de cette arme.

La proportion numérique de la cavalerie avec l'infanterie a beaucoup varié ; elle dépend de la disposition naturelle des nations dont les habitants sont plus ou moins propres à faire de bons cavaliers : l'abondance et la qualité des chevaux exercent aussi certaine influence. Dans les guerres de la révolution, la cavalerie française, quoique désorganisée et bien inférieure à celle des

Autrichiens, servit à merveille. J'ai vu en 1796, à l'armée du Rhin, ce que l'on nommait pompeusement la réserve de cavalerie, et qui formait à peine une faible brigade (15,000 chevaux). Dix ans après, j'ai vu ces mêmes réserves fortes de 15 à 20,000 chevaux, tant les idées et les moyens avaient changé.

En thèse générale, on peut admettre que l'armée en campagne doit avoir un sixième de sa force en troupes à cheval : dans les pays de montagnes, il suffit d'un dixième.

Quelque importante qu'elle soit, la cavalerie ne saurait défendre une position par elle-même, sans secours d'infanterie. Son but principal est d'achever la victoire et de la rendre complète, en enlevant des prisonniers et des trophées, de poursuivre l'ennemi, de porter rapidement du secours sur un point menacé, d'enfoncer l'infanterie ébranlée ; enfin, de couvrir les retraites de l'infanterie et de l'artillerie. Voilà pourquoi une armée manquant de cavalerie obtient rarement de grands succès, et pourquoi ses retraites sont si difficiles.

Il est reconnu qu'une attaque générale de cavalerie contre une ligne en bon ordre ne saurait être tentée avec succès sans être soutenue par de l'infanterie, du moins à certaine distance. On a vu à Waterloo tout ce qu'il en coûta à la cavalerie française d'avoir agi contre cette règle, et la cavalerie de Frédéric éprouva le même sort à Kunersdorff.

On peut se trouver appelé, néanmoins, à faire donner la cavalerie seule ; mais, en général, une charge sur une ligne d'infan-

(1) Dans sa *Tactique de cavalerie*, M. de Bismarck a fait étalage d'érudition historique par des citations le plus souvent étrangères à l'objet qu'il traite, et le peu d'idées neuves qu'il émet sont fort sujettes à contestation.

Il a fait postérieurement une brochure sur l'organisation de la cavalerie par corps d'armée, qui a du mérite, mais où il propose de placer les cuirassiers devant les lanciers. On assure d'ailleurs

que ce n'est que la répétition d'un règlement prussien. Quoi qu'il en soit, ce placement de lanciers me paraît un contre-sens, car, s'il est vrai qu'ils sont surtout dangereux dans la poursuite, il s'en faut de beaucoup qu'ils ne soient pas propres à l'attaque et doivent être relégués en troisième ligne pour ne prendre qu'une part tout à fait secondaire au combat.

terie qui se trouverait déjà aux prises avec l'infanterie adverse, est celle dont on peut attendre le plus d'avantages : les batailles de Marengo, d'Eylau, de Borodino et dix autres l'ont prouvé.

Cependant, il est un cas où la cavalerie a une supériorité décidée sur l'infanterie ; c'est quand il tombe une pluie ou neige battante qui mouille les armes et prive l'infanterie de son feu ; le corps d'Augereau en fit une cruelle épreuve à Eylau, et la gauche des Autrichiens eut le même sort à Dresde.

Le moment et le mode les plus convenables pour faire donner la cavalerie, tiennent au coup d'œil du chef, au plan de la bataille, à ce que fait l'ennemi et à mille combinaisons trop longues à énumérer ici ; nous nous bornerons donc à en indiquer les principaux traits.

On fait de grandes charges pour enlever les batteries de l'ennemi et faciliter aux masses d'infanterie les moyens de couronner sa position ; mais il faut que l'infanterie soit bien en mesure de soutenir sans délai, car une charge de cette nature n'a qu'un effet instantané, dont il faut vivement profiter avant que l'ennemi ne ramène une cavalerie désunie.

On exécute aussi de pareilles charges sur l'infanterie que l'on a déjà pu ébranler par un feu vif d'artillerie ou de toute autre manière. Une des charges les plus remarquables de cette espèce, dont l'histoire ait conservé le souvenir, est celle de la cavalerie prussienne à la bataille de Hohenfriedberg (*Voyez la campagne de 1745*).

On fait des charges générales contre la cavalerie ennemie pour la chasser du champ de bataille et revenir ensuite contre ses bataillons.

La cavalerie pourrait être lancée avec succès pour prendre la ligne ennemie à revers, au moment d'une attaque sérieuse que l'infanterie exécuterait de front. Si elle est repoussée, elle peut revenir au galop se rallier à l'armée ; si elle réussit, elle peut

causer la ruine de l'armée ennemie. Il est rare qu'on lui donne cette destination, et je ne vois pas, néanmoins, ce qui pourrait y mettre obstacle, car une cavalerie bien conduite ne saurait être coupée, lors même qu'elle se trouverait derrière l'ennemi.

Dans la défense, la cavalerie peut également obtenir d'immenses résultats, en donnant à propos contre une troupe ennemie qui, ayant abordé la ligne, serait prête à y pénétrer, ou qui l'aurait déjà percée : elle peut, dans ce cas, rétablir les affaires, et causer la destruction d'un adversaire, ébranlé et désuni par ses premiers succès même : une belle charge des Russes le prouva à Eylau. Enfin, la cavalerie particulière des corps d'armée fait des charges d'à-propos, soit pour profiter d'un faux mouvement de l'ennemi, soit pour achever sa défaite dans un mouvement rétrograde.

Quant au mode d'attaque, il dépend du but qu'on se propose et des autres circonstances qui influent aussi sur le moment à choisir. Le tiraillement avec le pistolet ne convient guère qu'aux avant-postes, dans une charge en fourrageurs, ou lorsque de la cavalerie légère veut harceler de l'infanterie et la dégarnir de son feu, afin de favoriser une charge plus sérieuse. Pour le feu de carabine, on ne sait vraiment à quoi il peut être bon, puisqu'il exige d'arrêter toute la troupe, pour tirer de pied ferme, ce qui l'exposera à une défaite certaine, si elle est abordée franchement. Toutefois, il faut se garder de croire que l'avantage de la cavalerie contre une autre cavalerie dépende de l'impétuosité ; le petit galop ou le petit trot sont les seules bonnes allures pour charger en ligne, parce que dans cette circonstance tout dépend de l'ensemble, de l'aplomb et de l'ordre. La charge en fourrageurs présente des combinaisons contraires : dans celle-ci, il faut imiter les Turcs ou les Cosaques ; ce sont les meilleurs exemples qu'on puisse prendre.

L'armement et l'organisation de la cava-

lerie ont été l'objet de bien des controverses, qu'il serait facile de réduire à quelques vérités.

La lance est la meilleure arme offensive pour une troupe de cavaliers qui chargent en ligne, car elle atteint un ennemi qui ne saurait les approcher; mais il peut être bon d'avoir un second rang ou une réserve armée de sabres, plus faciles à manier lorsqu'il y a mêlée et que les rangs cessent d'être unis.

La cuirasse est l'arme défensive par excellence. La lance et une cuirasse de fort cuir doublé, ou de buffle, me semblent le meilleur armement de la cavalerie légère; le sabre et la cuirasse en fer celui de la grosse cavalerie. Quelques militaires expérimentés penchent même à armer les cuirassiers de lances, persuadés qu'une telle cavalerie, assez semblable aux anciens hommes d'armes, renverserait tout devant elle. Il est certain qu'une lance leur conviendrait mieux que le mousqueton, et je ne vois pas ce qui empêcherait de leur en donner de pareilles à celles de la cavalerie légère.

Quant à la troupe amphibie des dragons, les avis seront éternellement partagés; il est constant qu'il serait utile d'avoir quelques bataillons d'infanterie à cheval qui pussent devancer l'ennemi à un défilé, le défendre en retraite, ou fouiller un bois: mais faire de la cavalerie avec des fantassins, ou un soldat qui soit également propre aux deux armes, paraît chose difficile: le sort des dragons à pied français semblerait l'avoir suffisamment prouvé, si, d'un autre côté, la cavalerie turque ne combattait pas avec le même succès à pied comme à cheval. On a dit, que le plus grand inconvénient des dragons provenait de ce qu'on était obligé de leur prêcher le matin, qu'un carré ne saurait résister à leurs charges, et de leur enseigner le soir qu'un fantassin armé de son fusil devait culbuter tous les cavaliers possibles: cet argument est plus

spécieux que vrai, car au lieu de leur prêcher des maximes si contradictoires, il serait plus naturel de leur dire, que si de braves cavaliers peuvent enfoncer un carré, de braves fantassins peuvent aussi repousser cette charge; que la victoire ne dépend pas toujours de la supériorité de l'arme, mais bien de mille circonstances; que le courage des troupes, la présence d'esprit des chefs, une manœuvre faite à propos, l'effet de l'artillerie et du feu de mousqueterie, la pluie, la boue même, ont contribué à des échecs ou à des succès; mais que, en thèse générale, un brave à pied ou à cheval doit battre un poltron. En inculquant ces vérités à des dragons, ils pourront se croire supérieurs à leurs adversaires, soit qu'on les emploie comme fantassins, soit qu'ils chargent comme cavaliers. C'est ainsi qu'en agissent les Turcs et les Circassiens, dont la cavalerie met souvent pied à terre pour se battre dans les bois ou derrière un abri, le fusil à la main. Cependant, on ne saurait le dissimuler, il faut de bons chefs et de bons soldats pour pousser l'éducation d'une troupe à ce degré de perfection.

Quoi qu'il en soit, un régiment de dragons attaché à chaque corps d'armée, d'infanterie ou de cavalerie, ainsi qu'à l'avant-garde ou à l'arrière-garde, pourrait y être très-utile, tandis que former des divisions entières de dragons, c'est vouloir les réduire à l'impossibilité d'être employés comme infanterie dans le petit nombre de cas imprévus où cela pourrait devenir nécessaire. Il vaudrait mieux alors en faire des lanciers.

Tout ce qu'on a dit pour la formation de l'infanterie, peut s'appliquer à la cavalerie, sauf les modifications suivantes:

1° Les lignes déployées en échiquier sont beaucoup plus convenables à la cavalerie que des lignes pleines; tandis que, dans l'infanterie, l'ordre déployé en échiquier serait trop morcelé et dangereux si la cavalerie venait à pénétrer et à prendre les bataillons en flanc; l'échiquier n'est bon que

pour des lignes en colonnes d'attaque pouvant se défendre par elles-mêmes en tout sens contre la cavalerie. Soit qu'on forme l'échiquier, soit qu'on préfère des lignes pleines, la distance des lignes doit être d'environ quatre à cinq cents pas, vu la rapidité avec laquelle on est ramené si la charge est malheureuse. Seulement il est bon d'observer, que dans l'échiquier la distance peut être moindre que dans la ligne pleine. Dans aucun cas, la seconde ligne ne saurait être pleine. On doit y laisser des ouvertures de deux escadrons, qu'on peut ployer en colonnes sur le flanc de chaque régiment, pour faciliter l'écoulement des troupes ramenées ;

2° Dans l'ordre en colonnes d'attaque sur le centre, la cavalerie doit être par régiments, et l'infanterie seulement par bataillons. Pour bien se prêter à cet ordre, il faut alors des régiments de six escadrons, afin qu'en se ployant sur le centre par divisions, ils puissent en former trois. S'ils n'avaient que quatre escadrons, ils ne formeraient alors que deux lignes ;

3° La colonne d'attaque de cavalerie ne doit jamais être serrée comme celle de l'infanterie, mais à distance d'escadron, afin d'avoir du champ pour déboîter et charger. Cette distance ne s'entend, au reste, que pour les troupes lancées au combat ; lorsqu'elles sont au repos derrière la ligne, on peut les serrer pour couvrir moins de terrain et diminuer l'espace qu'elles auraient à parcourir pour s'engager, bien entendu, néanmoins, que ces masses seront à l'abri ou hors de portée du canon ;

4° L'attaque de flanc étant plus à redouter dans la cavalerie que dans un combat d'infanterie contre infanterie, il est nécessaire d'établir, sur les extrémités d'une ligne de cavalerie, quelques escadrons échelonnés par pelotons, pour qu'ils puissent se former par un à-droite ou un à-gauche contre l'ennemi qui viendrait inquiéter le flanc.

Une observation importante aussi, c'est que dans la cavalerie surtout, il est bon que le commandement du chef s'étende en profondeur plutôt qu'en longueur. Par exemple, dans une division de deux brigades qui déploierait, il ne serait pas bon que chaque brigade formât une seule ligne derrière l'autre, mais bien que chaque brigade eût un régiment en première ligne et un en seconde : ainsi, chaque unité de la ligne aura sa propre réserve derrière elle, avantage qu'on ne saurait méconnaître, car les événements vont si vite dans les charges, qu'il est impossible à un officier général d'être maître de deux régiments déployés.

Il est vrai qu'en adoptant ce mode, chaque général de brigade aura la faculté de disposer de sa réserve, et qu'il serait bon, néanmoins, d'en avoir une pour toute la division : c'est ce qui fait penser que le nombre de cinq régiments par division convient fort bien à la cavalerie. Si elle veut donner en ligne par brigades de deux régiments, le cinquième sert de réserve générale derrière le centre.

Préfère-t-on, au contraire, de prendre un ordre mixte en ne déployant que deux régiments et gardant le reste en colonnes, dans ce cas, on a aussi un ordre convenable, puisque trois régiments, formés par divisions derrière la ligne, en couvrent les flancs et le centre, tout en laissant des intervalles pour écouler la première ligne si elle est battue. (*Voyez la figure 10 de la planche.*)

Deux maximes essentielles sont généralement admises pour les combats de cavalerie contre cavalerie : l'une est que toute première ligne doit être tôt ou tard ramenée ; car, dans la supposition même où elle aurait fourni la charge la plus heureuse, il est probable que l'ennemi, en lui opposant des escadrons frais, la forcera à venir se rallier derrière la seconde ligne.

L'autre maxime est qu'à mérite égal des troupes et des chefs, la victoire restera à

celui qui aura les derniers escadrons en réserve, et qui saura les lancer à propos sur les flancs de la ligne ennemie, déjà aux prises avec la sienne.

C'est sur ces deux vérités qu'on pourra se former une juste idée du système de formation le plus convenable pour conduire un gros corps de cavalerie au combat.

Quel que soit l'ordre qu'on adopte, il faut se garder de déployer de grands corps de cavalerie en lignes pleines; car ce sont des masses difficiles à manier, et si la première est ramenée, la seconde sera entraînée sans pouvoir tirer le sabre. Au nombre des mille preuves que la dernière guerre en a données, nous citerons l'attaque exécutée par Nansouty en colonnes par régiments sur la cavalerie prussienne, déployée en avant de Château-Thierry.

Dans la première édition de ce Traité, je ne suis élevé contre la formation de la cavalerie sur plus de deux lignes; mais je n'ai jamais entendu exclure plusieurs lignes en échiquier ou échelonnées, ni des réserves formées en colonnes; je ne voulais parler que de la cavalerie déployée pour charger en muraille, et dont les lignes, inutilement entassées l'une derrière l'autre, seraient entraînées dès que la première viendrait à tourner le dos.

Au demeurant, en cavalerie plus qu'en infanterie encore, l'ascendant moral fait beaucoup; le coup d'œil et le sang-froid du chef, l'intelligence et la bravoure du soldat, soit dans la mêlée, soit pour le ralliement, procureront la victoire plus souvent que telle ou telle autre formation. Cependant, quand on peut réunir ces deux avantages, on n'en est que plus sûr de vaincre, et rien ne peut légitimer l'adoption d'un mode reconnu vicieux.

L'histoire des dernières guerres (1812 à

1815) a renouvelé aussi d'anciennes controverses, pour décider si la cavalerie combattant en ligne, peut triompher, à la longue, d'une cavalerie irrégulière qui, évitant tout engagement sérieux, fuit avec la vélocité du Parthe et revient au combat avec la même vivacité, se bornant à harceler l'ennemi par des attaques individuelles. Lloyd s'est prononcé pour la négative, et plusieurs exploits des Cosaques contre l'excellente cavalerie française semblent confirmer son jugement (1); mais il ne faut pas s'y tromper, et croire qu'il serait possible d'exécuter les mêmes choses avec de la cavalerie légère disciplinée, qu'on lancerait en fourrageurs contre des escadrons bien unis. C'est la grande habitude de se mouvoir en désordre, qui fait que les troupes irrégulières savent diriger tous les efforts individuels vers un but commun : les husards les mieux exercés n'approcheront jamais de cet instinct naturel du Cosaque, du Tscherkès ou du Turc.

Pour les batailles, une cavalerie régulière munie d'armes de longueur, et pour la petite guerre une cavalerie irrégulière, armée d'excellents pistolets, de lances et de sabres; telle sera toujours la meilleure organisation pour cette branche importante du service de guerre.

ARTICLE IV.

De l'artillerie et de l'emploi combiné des trois armes.

L'artillerie est, à la fois, une arme offensive et défensive également redoutable.

Comme moyen offensif, une grande batterie bien employée écrase une ligne en-

(1) Quand je parle de l'excellente cavalerie française, j'entends parler de sa bravoure impétueuse et non de sa perfection; car, elle n'approche de

la cavalerie russe ou allemande, ni pour l'équitation, ni pour l'organisation, ni pour le soin des chevaux.

nemie, l'ébranle, et facilite aux troupes qui l'attaquent les moyens de l'enfoncer.

Comme arme défensive, il faut reconnaître qu'elle double la force d'une position, non-seulement par le mal qu'elle fait à l'ennemi de loin, et par l'effet moral qu'elle produit, à une longue distance, sur les troupes qui marchent à l'attaque, mais encore pour la défense locale qu'elle fera sur la position même, et à portée de mitraille. Elle n'est pas moins importante pour l'attaque et la défense des places ou des camps retranchés, car elle est l'âme de la fortification moderne. Nous avons dit quelques mots sur sa répartition dans la ligne de bataille, mais nous sommes plus embarrassés de dire la manière dont on doit la faire agir dans le combat. Ici les chances se multiplient tellement, à raison des circonstances particulières de l'affaire, du terrain et des mouvements de l'ennemi, qu'on ne peut pas dire que l'artillerie ait une action indépendante de celle des autres armes.

Cependant on a vu, à Wagram, Napoléon jeter une batterie de cent pièces dans la trouée occasionnée à son centre par le départ du corps de Masséna, et contenir ainsi tout l'effort du centre des Autrichiens; mais il serait bien difficile d'ériger en maxime un pareil emploi de l'artillerie.

Nous nous bornerons donc à présenter ici quelques données fondamentales sur cette arme.

1° Dans l'offensive, on doit réunir une certaine masse d'artillerie sur le point où l'on se prépare à porter les grands coups; on l'emploiera d'abord à ébranler par son feu la ligne de l'ennemi, pour seconder l'attaque de l'infanterie et de la cavalerie;

2° Il faut, en outre, quelques pièces d'artillerie à cheval, pour suivre le mouvement offensif des colonnes, indépendamment des batteries légères à pied qui ont la même destination. Il ne faut pourtant pas lancer trop d'artillerie à pied dans un mouvement

offensif; on peut la placer de manière qu'elle atteigne le but sans suivre les colonnes;

3° Nous avons déjà dit que la moitié au moins de l'artillerie à cheval doit être réunie en réserve, pour se porter rapidement partout où le besoin l'exige. A cet effet, il faut la placer sur le terrain le plus ouvert, où elle puisse se mouvoir en tous sens. Nous avons dit aussi la meilleure place à assigner à l'artillerie de position;

4° Les batteries, quoique répandues, en général, sur toute une ligne défensive, doivent savoir diriger leur attention sur le point où l'ennemi trouverait plus d'avantages ou de facilités à pénétrer; il faut donc que le général commandant l'artillerie connaisse le point stratégique et tactique d'un champ de bataille, aussi bien que le terrain en lui-même, et que toute la répartition des réserves d'artillerie soit calculée sur cette double donnée;

5° Chacun sait que l'artillerie, placée en plaine, ou au milieu des pentes doucement inclinées en glacis, est celle dont l'effet, à plein fouet ou à ricochets, sera le plus meurtrier: personne n'ignore non plus que le feu concentrique est celui qui convient le mieux;

6° Il est indispensable de répéter ici, que l'artillerie de bataille ne doit jamais oublier que sa principale destination est de fondroyer les troupes ennemies, et non de répondre à leurs batteries. Cependant, comme il est bon de ne pas laisser plein champ à l'action du canon ennemi, il est utile de le contre-battre pour attirer son feu: on peut destiner à cela un tiers des pièces disponibles, mais les deux tiers, au moins, doivent être dirigées sur la cavalerie et l'infanterie;

7° Si l'ennemi s'avance en lignes déployées, les batteries doivent chercher à croiser leurs feux pour prendre ces lignes en écharpes, celles qui pourraient se placer sur les flancs, et battre les lignes dans leur prolongement, feraient un effet décisif;

8° Si l'ennemi s'avance en colonnes, on peut les battre de front, c'est-à-dire, dans leur profondeur. Toutefois, il n'est pas moins avantageux de les battre d'écharpe, et surtout de flanc ou de revers. L'effet moral, produit sur les troupes par l'artillerie qui les prend de revers, est incalculable : il est rare que les plus vaillants soldats n'en soient pas étonnés ou ébranlés : le beau mouvement de Ney sur Preititz (bataille de Bautzen) fut neutralisé par quelques pièces placées par Kleist, qui prirent ses colonnes en flanc, les arrêtrèrent et décidèrent le maréchal à changer de direction. Quelques pièces d'artillerie légère, lancées à tout risque sur les flancs pour obtenir un pareil résultat, ne seraient jamais aventurées sans utilité ;

9° Il est reconnu que les batteries doivent être constamment soutenues par de l'infanterie ou de la cavalerie, et qu'il est avantageux de bien appuyer leurs flancs.

Cependant, il arrive bien des cas où il faut dévier de cette maxime, et l'exemple de Wagram, dont nous avons parlé, en est un des plus remarquables ;

10° Il est très-important que, dans les attaques de cavalerie, l'artillerie ne se laisse pas effrayer et qu'elle tire à boulets, puis à mitraille, aussi longtemps que cela se pourra. Dans ce cas, l'infanterie, chargée de protéger des batteries, doit être formée en carré à proximité, afin de donner refuge aux chevaux, et ensuite aux canonniers ; un carré long, proportionné à l'étendue du front de la batterie, semble le plus propre à remplir cette destination quand l'infanterie est derrière les pièces. Si elle se trouve à côté, un carré parfait est préférable ;

11° Dans les attaques d'infanterie contre artillerie, la maxime de tirer le plus longtemps possible, sans néanmoins commencer de trop loin, est encore plus rigoureuse que dans le cas susmentionné. Les canonniers auront toujours le moyen de se mettre à

l'abri de l'infanterie, s'ils sont convenablement soutenus. C'est ici un des cas de faire donner à la fois les trois armes, car si l'infanterie ennemie est ébranlée par l'artillerie, une attaque combinée d'infanterie et de cavalerie causera sa destruction ;

12° Les proportions de l'artillerie ont considérablement varié dans les dernières guerres. Napoléon s'en fut conquérir l'Italie en 1800, avec quarante ou cinquante pièces, et il réussit complètement ; tandis, qu'en 1812, il envahit la Russie avec 1,200 pièces attelées, et ne réussit point. Cela prouve assez qu'aucune règle absolue ne saurait fixer ces proportions. On admet généralement que trois pièces par mille combattants sont suffisantes, et en Turquie, comme dans les montagnes, c'est même trop.

Les proportions de la grosse artillerie, dite de réserve, avec celles de l'artillerie plus légère, varient également. C'est un grand abus que d'avoir trop de grosse artillerie, car dans les batailles, le canon de six fait, à bien peu de chose près, le même effet que celui de douze ; et il y a pourtant une différence immense dans la mobilité et les embarras accessoires de ces deux calibres.

De l'emploi combiné des trois armes.

Pour terminer entièrement ce tableau, il resterait à parler de l'emploi combiné des trois armes : mais combien de variations minutieuses ce sujet ne représenterait-il pas, si l'on avait la prétention de pénétrer dans tous les détails qu'exige l'application des maximes générales indiquées pour chacune de ces armes en particulier ?

Plusieurs ouvrages, et les Allemands surtout, ont sondé cet abîme sans fond, et ils n'ont obtenu de résultats passables, qu'en multipliant à l'infini les exemples pris dans les petits combats partiels des dernières guerres. Ces exemples suppléent, en effet, aux maximes, lorsque l'expérience démontre qu'il serait impossible d'en donner de

fixes. Dire que le commandant d'un corps, composé de trois armes, doit les employer de manière à ce qu'elles s'appuient et se secondent mutuellement, semblerait une niaiserie, et c'est néanmoins le seul dogme fondamental qu'il soit possible d'établir, car vouloir prescrire à ce chef la manière dont il devra s'y prendre dans toutes les circonstances, ce serait s'engager dans un labyrinthe inextricable : on juge bien que les bornes et le but de cet aperçu ne permettent pas d'aborder de pareilles questions.

Placer les différentes armes selon le terrain, selon le but qu'on se propose, et celui que l'on peut supposer à l'ennemi ; combiner leur action simultanée d'après les qualités propres à chacune d'elles ; voilà tout ce que l'art peut enseigner, c'est dans l'étude des guerres, et surtout dans la pratique, qu'un officier supérieur pourra acquérir ces notions ainsi que le coup d'œil qui inspire leur application opportune. Je crois avoir rempli la tâche que je m'étais imposée, et je vais passer successivement à la narration des guerres mémorables, où mes lecteurs trouveront à chaque pas l'occasion de s'assurer que l'histoire militaire, accompagnée de saine critique, est la véritable école de la guerre.

OBSERVATIONS

SUR LES LIGNES D'OPÉRATIONS ET SUR LES OUVRAGES
QUI ONT COMBATTU LE CHAPITRE XIV DU TRAITÉ
DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES.

Ce chapitre, écrit en 1804, eut un succès général. Depuis lors, on a contesté les avantages des lignes centrales, en citant l'exemple des désastres essuyés par Napoléon sur l'Elbe en 1813. Les antagonistes de ce système n'ont pas fait attention, que cette expérience même prouve en faveur des principes énoncés dans le cours de cet ouvrage,

puisque j'ai donné la préférence aux attaques sur l'extrémité d'une ligne lorsqu'il y avait trop grande inégalité de forces, et que l'ennemi, en mesure d'opposer partout une supériorité désespérante, n'offrait nulle part un côté faible.

D'ailleurs, si la ligne centrale de Napoléon à Dresde lui devint funeste, il faut l'attribuer aux désastres de Culm, de la Katzbach, de Dennewitz ; en un mot, à des fautes d'exécution, entièrement étrangères au fond du système.

Celui que je propose consiste à agir offensivement, sur le point le plus important, avec la majeure partie de ses forces, en demeurant aux points secondaires sur la défensive, dans de fortes positions, ou derrière un fleuve, jusqu'à ce que le coup décisif étant porté, on se trouve à même de diriger ses efforts sur un des autres points menacés. Dès qu'on expose les armées secondaires à un échec décisif pendant l'absence du gros de l'armée, le système est mal compris, et ce fut précisément ce qui arriva en 1813.

En effet, si Napoléon, victorieux à Dresde, eût poursuivi l'armée des Souverains en Bohême, loin d'essuyer le désastre de Culm, il se fût présenté menaçant devant Prague, et eût peut-être dissous la coalition. Il commit la faute de ne pas troubler sérieusement leur retraite ; et, à cette faute, il en ajouta une autre non moins grave, celle d'engager des batailles décisives sur les points où il ne se trouvait pas en personne avec le gros de ses forces. Il est vrai qu'à la Katzbach, on ne suivit pas ses instructions, car elles prescrivaient d'attendre Blücher et de tomber sur lui quand il en fournirait l'occasion par des mouvements hasardés ; tandis que Macdonald courut, au contraire, au-devant des alliés, en franchissant, par corps isolés, des torrents que les pluies enflaient d'heure en heure.

En supposant que Macdonald eût fait ce qui lui était prescrit, et que Napoléon eût suivi sa victoire de Dresde, on sera forcé de

convenir que son plan d'opérations, basé sur les lignes centrales, eût été couronné du plus brillant succès. Il suffit de parcourir ses campagnes d'Italie en 1796, et de France en 1814, pour juger ce qu'il sut opérer par l'application de ce système.

A ces différentes considérations, il faut ajouter une circonstance non moins importante, pour démontrer qu'il serait injuste de juger les lignes centrales d'après le sort qu'éprouva celle de Napoléon en Saxe ; *c'est que cette ligne se trouvait débordée sur sa droite, et même prise à revers par la position géographique des frontières de la Bohême*, cas qui se présente rarement. Or, une ligne centrale qui a de pareils défauts, ne saurait être comparée à celle qui ne les aurait pas.

Quand Napoléon appliqua ce système en Italie, en Pologne, en Prusse, en France, il n'était pas ainsi exposé aux coups d'une armée ennemie établie sur son flanc et ses derrières : l'Autriche put le menacer de loin en 1807 ; mais elle était en état de paix avec lui et désarmée.

Pour juger un système d'opérations, il est nécessaire d'admettre que les chances réciproques soient égales, et ce ne fut point le cas en 1813, ni par les positions géographiques, ni par l'état des forces respectives.

Enfin, j'ajouterai une dernière réflexion : lorsque 500,000 hommes forment deux lignes extérieures, contre 360,000 (comme les Alliés en 1813), ils agissent précisément dans le principe que j'ai cité au chapitre XVIII au sujet de la bataille de Hohenkirch : on ne pourrait leur opposer avec succès plusieurs lignes centrales, à moins que l'on n'ait au total des forces égales ; dans ce cas, l'embarras de nourrir 400,000 hommes dans un espace si resserré, devient un obstacle inouï, et peut forcer l'armée à la retraite. J'avouerai donc, que le système des lignes centrales avec 100,000 hommes, contre trois corps de 33,000, est plus avantageux qu'avec 400,000 hommes contre trois grandes armées de 130,000 combattants ;

parce qu'il est très-difficile, un jour de bataille, de mettre en action plus de forces que chacune de ces dernières, et qu'on peut tout entreprendre avec elles, lorsqu'on a la certitude d'être promptement soutenu par deux masses de la même force.

Malgré ces observations, je n'en reste pas moins convaincu que Bonaparte aurait réussi en 1813, s'il avait été mieux secondé par ses lieutenants, et qu'il eût porté plus de masses au point où il se trouvait en personne, ce qui est la première condition pour réussir dans ce système. On l'a bien vu en Champagne, en 1814, lutter avec 70,000 hommes contre 200,000, entre l'Aisne et la Seine, et remporter très-souvent la victoire, grâce à l'avantage d'une ligne centrale : s'il avait eu 50,000 hommes de plus, il aurait probablement forcé les Alliés à quitter la France. — Les opérations de 1813 ne sauraient détruire les exemples donnés par celles de 1796 en Italie, de 1809 à Ratisbonne, et de 1814 sur la Seine et la Marne.

Puisque j'ai entrepris de défendre des principes qui semblent incontestables, je saisirai cette occasion pour répondre à des objections moins fondées encore, que des écrivains distingués, mais souvent passionnés et injustes, ont élevées contre le chapitre susmentionné.

Les premières sont du capitaine bavarois Xilander, qui, dans son cours de stratégie, a souvent méconnu les principes qui m'ont servi de base. Cet écrivain, d'ailleurs plein de mérite, a reconnu dans une brochure et un journal périodique tout récents, qu'il avait été injuste et amer dans sa manière de juger mon ouvrage. Il avoue même qu'il n'avait pas attendu la publication de ma réplique pour reconnaître son tort, bien qu'il l'ait répété dans une seconde édition.

Cet aveu plein de naïveté, qui lui fait honneur, me dispense de revenir sur ce qui a été dit à ce sujet, mais comme son important ouvrage restera, je dois, néanmoins, dans l'intérêt de l'art, maintenir ce

que j'ai dit relativement au reproche qu'il me faisait d'avoir élevé avec peine l'échafaudage d'un système concentrique pour revenir finalement à un système opposé. Je le répète, cette contradiction qu'il me prêtait si gratuitement et qui serait pour le moins une inconséquence, n'existe point. Je n'ai présenté exclusivement ni système concentrique, ni système excentrique ; tout mon ouvrage tend à prouver l'influence éternelle des principes, et à démontrer que des opérations, pour être habiles et heureuses, doivent produire l'application de ces principes fondamentaux. Or, des opérations excentriques, aussi bien que les concentriques, peuvent être ou fort bonnes ou fort mauvaises ; tout dépend de la situation des forces respectives. Les excentriques, par exemple, sont bonnes lorsqu'elles s'appliquent à une masse partant d'un centre donné, et agissant dans une direction divergente, pour diviser et anéantir séparément deux fractions ennemies qui se trouveraient former deux lignes extérieures : telle fut la manœuvre de Frédéric, qui produisit, à la fin de la campagne de 1757, les belles batailles de Rosbach et de Leuthen : telles furent presque toutes les opérations de Napoléon, dont la manœuvre favorite consistait à réunir, par des marches bien calculées, des masses imposantes au centre, pour les diviser ensuite excentriquement à la poursuite de l'ennemi dont il avait percé ou tourné le front d'opérations ; cette manœuvre avait pour but d'achever ainsi la dispersion des vaincus.

En échange, des opérations concentriques sont bonnes dans deux hypothèses :

1° Lorsqu'elles tendent à concentrer une armée divisée, sur un point où elle serait sûre d'arriver avant l'ennemi ;

2° Lorsqu'elles tendent à faire agir, vers un but commun, deux armées qui ne sauraient être prévenues et accablées séparément par aucun ennemi plus concentré.

Mais qu'on établisse la question à l'in-

verse ; alors on aura la conséquence toute opposée ; alors on s'assurera combien les principes sont immuables, et combien il faut se garder de les confondre avec des systèmes.

En effet, ces mêmes opérations concentriques, si avantageuses dans les deux hypothèses susmentionnées, peuvent devenir des plus pernicieuses lorsqu'elles se trouvent appliquées à une position différente des forces respectives.

Par exemple, si deux masses partaient d'un point éloigné, pour marcher concentriquement sur un ennemi dont les forces seraient en lignes intérieures et plus rapprochées l'une de l'autre, il en résulterait que cette marche produirait la réunion des forces ennemies avant les leurs, et les exposerait à une défaite inévitable. C'est ce qui arriva à Moreau et à Jourdan devant l'archiduc Charles en 1796. En partant même d'un point unique, ou de deux points beaucoup moins éloignés que ne l'étaient Dusseldorf et Strasbourg, on peut courir ce risque.

Quel sort éprouvèrent les colonnes concentriques de Wurmser et de Quasdanowitch, voulant se porter sur le Mincio par les deux rives du lac de Garda ? Aurait-on oublié la catastrophe qui fut le résultat de la marche de Napoléon et de Grouchy sur Bruxelles ? Partis tous les deux de Sombreffe, ils voulaient marcher concentriquement sur cette ville, l'un par Quatre-Bras, l'autre par Wavre ; Blücher et Wellington, prenant la ligne intérieure, se réunirent avant eux, et le terrible désastre de Waterloo attesta à l'univers qu'on ne viole pas impunément les principes immuables de la guerre. De pareils événements prouvent mieux que tous les raisonnements du monde, qu'aucun système d'opérations n'est bon que lorsqu'il offre l'application des principes.

Je n'ai point la prétention de croire que j'aie créé ces principes, puisqu'ils ont existé de tout temps ; que César, Scipion et le con-

sul Néron (1) les ont appliqués aussi bien que Marlborough et Eugène, pour ne pas dire mieux. Mais je crois les avoir démontrés le premier, avec toutes les chances de leur application, dans un ouvrage où les préceptes émanent des preuves elles-mêmes, et où l'application se trouve constamment à la portée des lecteurs militaires. La forme dogmatique aurait mieux convenu aux professeurs comme Xilander, j'en conviens ; mais je doute qu'elle eût été aussi claire et aussi fortement démonstrative pour les jeunes officiers, que celle que j'ai adoptée.

Au surplus, l'ouvrage de Xilander n'est pas le seul qui m'ait signalé l'ingratitude des militaires allemands, pour les services que j'ai rendus à la science. Beaucoup d'entre eux, après avoir proclamé le chapitre de mes principes comme une conception merveilleuse, l'ont ensuite dénigré dès que la rivalité de métier nous a mis en présence.

D'après cela, je ne pouvais m'attendre à trouver plus de justice dans les écrivains français. Une attaque fort singulière de M. C... N. a déjà provoqué de ma part une juste réplique ; je me dispenserai de la répéter ici, puisque toute l'Europe militaire m'a donné raison dans ce pitoyable conflit, et que d'ailleurs il ne s'agissait nullement de points dogmatiques à soutenir, mais plutôt de fausses applications historiques.

Il n'en est pas de même d'un article qui a paru dans le journal des sciences militaires du général V....., pour combattre la définition que je donne des lignes d'opérations territoriales. Il est pénible d'avoir à réfuter un écrivain habile lorsque, guidé par des passions personnelles, il oppose, à la vérité la plus palpable, des paradoxes insoutenables, et que, pour combattre ses as-

sertions, il faut ou accuser sa bonne foi, ou douter de la rectitude de son jugement.

Le général V..... affecte de s'étonner que je donne à une contrée le nom de *ligne d'opérations territoriales*, attendu qu'un pays est une surface, et qu'en aucun cas une surface ne saurait être une ligne (2). C'est se jouer d'une manière étrange des termes de l'art, que d'appliquer à la *ligne d'opérations* d'une armée, la valeur stricte d'une *ligne géométrique*.

Il est bien extraordinaire de voir un général de ce mérite, comparer le terrain que parcourt une armée, à une ligne mathématique. Une armée parcourt souvent un théâtre d'opérations sur un front de soixante à quatre-vingts lieues ; or, on ne disconvient pas qu'un tel front, prolongé, par exemple, du Rhin jusqu'à Vienne, ne soit une très-grande surface, et cependant personne ne niera que cette surface ne soit la *ligne d'opérations* d'une armée française agissant entre le Danube et le Tyrol.

Si la Souabe, la Bavière, la vallée du Danube, forment une *ligne d'opérations* pour une armée seule, pourquoi la haute Italie et le Tyrol ne pourraient-ils pas être appelés des lignes d'opérations générales pour une puissance qui voudrait y faire agir trois armées à la fois dans un but commun, ainsi que le firent Louis XIV et l'électeur de Bavière, en 1703, le Directoire, en 1799 ? J'ai développé, à l'article 1^{er} de la stratégie, comment un pays pouvait être considéré tour à tour comme théâtre d'opérations, ou seulement comme une ligne que l'armée doit parcourir pour aller à un but combiné.

Quelque regret que j'éprouve à m'appesantir sur des reproches si mal fondés, et dont mes lecteurs apprécieront toute la fu-

(1) Le beau mouvement stratégique de ce consul, qui donna le coup de mort à la puissance d'Annibal en Italie, n'a rien qui puisse être surpassé dans les beaux exploits des guerres modernes.

(2) En mettant en doute mes connaissances ma-

thématiques, M. V..... a-t-il cru de bonne foi qu'il fallût être un Laplace pour savoir qu'une surface et une ligne sont deux choses fort différentes, et qu'un triangle n'est pas un carré ?

tilité, je ne puis me dispenser de dire encore un mot d'une faute bien autrement grave de M. V..... Entraîné par l'envie de trouver quelques défauts à la définition que j'ai cru devoir faire, non pour créer une science nouvelle, mais pour en rendre l'enseignement plus clair et plus positif, mon Aristarque pense, que les vraies lignes d'opérations d'une armée sont les fleuves ou les routes. Pour le coup, on serait tenté de croire qu'il a voulu plaisanter, car jamais définition ne fut plus singulière.

Personne ne s'avisera de penser que le Danube ou le Rhin soient des lignes d'opérations, sur lesquelles une armée puisse agir. Ces fleuves seraient tout au plus des lignes d'approvisionnement pour faciliter les arrivages, mais non pour faire manœuvrer une armée, à moins que son chef n'eût le pouvoir de Moïse pour faire voyager une armée au milieu des eaux. Mon critique dira peut-être, qu'il a entendu parler des vallées et non des fleuves; je lui ferai observer alors qu'une vallée et un fleuve sont cependant des choses fort différentes, et qu'une vallée est aussi une surface, et non une ligne.

Ainsi, dans le sens physique comme dans le sens tactique, la définition est doublement inexacte; mais en la supposant même tolérable, encore faudrait-il qu'un fleuve, pour servir de ligne d'opérations à une armée, coulât toujours dans la direction où cette armée marcherait; et c'est presque toujours le contraire.

La plupart des fleuves sont plutôt des barrières défensives ou des *fronts d'opérations*, qu'ils ne pourraient être considérés comme lignes d'opérations. Le Rhin est une barrière pour la France comme pour l'Allemagne; le bas Danube est une barrière pour la Turquie ou la Russie; l'Ebre est une barrière pour l'Espagne, le Rhône est une barrière contre une armée qui viendrait d'Italie pour attaquer la France; l'Elbe, l'Oder, la Vistule, sont des barrières contre

des armées marchant de l'Ouest au Nord, ou du Nord à l'Ouest.

Parmi tous les fleuves de l'Europe on ne trouve donc que le Danube, d'Ulm à Vienne, qui pourrait servir de ligne d'opérations, si jamais une rivière était un théâtre de manœuvres.

Quant aux routes, l'assertion n'est pas plus juste, car on ne dira pas que les cent chemins frayés à travers la Souabe soient cent lignes d'opérations. Il n'y a, sans doute, pas de lignes d'opérations sans chemins; mais un chemin en lui-même n'est pas plus la ligne d'opérations, que ne le serait un fleuve. Mes lecteurs s'étonneront avec moi, que M. V..... ait pu imprimer des erreurs semblables. Ils seront convaincus que ma définition est aussi juste qu'il soit possible de la donner.

« Je crois qu'on doit nommer *front d'opérations* l'espace qu'une armée couvre défensivement, ou celui qu'elle occupe à la suite d'une invasion offensive.

« La *base d'opérations* est l'espace des frontières ou de l'intérieur d'un pays, sur lequel l'armée aura sa retraite, et dont elle attendra ses moyens et ses renforts. Enfin, la *ligne d'opérations* sera l'espace que l'armée aurait à parcourir, pour aller de son front d'opérations à sa base, ou vice-versa. »

Par exemple, une armée française veut envahir la haute Italie, et satisfaite de cette conquête; elle vient se placer sur l'Adige: cette ligne de défense sera son premier front d'opérations, la vallée du Pô sera sa ligne d'opérations, et les Alpes seront sa base.

Mais, si deux ou trois armées françaises veulent envahir à la fois l'Italie et l'Allemagne pour se donner rendez-vous sur l'Inn, sur la Saltza, ou sous les murs de Vienne, la première aura pour ligne d'opérations la Lombardie, les États de Venise et la Carinthie; la seconde opérera par la haute Souabe et le Tyrol; la troisième aura pour ligne

d'opérations la Bavière et la vallée du Danube ; les Alpes seront la base de la première, et le Rhin la base des deux autres.

Rien de plus simple, de plus naturel, de plus vrai que cette définition, et il est difficile de pénétrer l'intention d'un écrivain judicieux, qui fait force paradoxes, pour y trouver des défauts.

Il m'est pénible d'avoir à combattre un général qui fut victime des grands conflits politiques de ce siècle, et dont les talents sont reconnus ; s'il a un peu de justice et d'impartialité, il ne s'en prendra qu'à lui, car il m'y a forcé par plusieurs attaques répétées.

Je me suis un peu étendu sur ces points par deux motifs essentiels.

Le premier, c'est qu'il est important pour la science de ne pas laisser accréditer des sophismes. Le second, c'est qu'un journal du nord avait accueilli et inséré dans sa feuille les critiques du général V....., auxquelles depuis quatre ans personne ne songeait plus.

Le public, juge toujours infallible lorsqu'il est éclairé, prononcera sur ces controverses ; quant à moi, j'ai le sentiment d'avoir fait tous mes efforts pour avancer la science, et, sans être accusé de trop d'amour-propre, je puis croire y avoir un peu contribué.

FIN DU VOLUME

(ÉDITION DE PARIS.)

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE SEPT ANS.

AVIS PRÉLIMINAIRE.

Quoique cet ouvrage soit formé de deux parties qui diffèrent entre elles par le genre dans lequel elles sont écrites, il n'en doit pas moins être considéré comme l'histoire complète des principaux événements de la guerre de 1756 entre l'impératrice Marie-Thérèse et Frédéric II, roi de Prusse. La première de ces parties fut écrite en anglais; j'en publiai la traduction, en 1784, et j'ai osé dire qu'il n'est aucune histoire, ancienne ou moderne, qui soit écrite avec autant de profondeur et de sagacité. Malheureusement elle n'embrace que les deux premières campagnes de cette guerre. Le général-major Lloyd, Anglais d'origine, à qui nous en sommes redevables, mourut sans avoir terminé cet important ouvrage. Nous renvoyons nos lecteurs à ce que cet historien a dit de lui-même dans sa préface, qu'on doit regarder comme un chef-d'œuvre en ce genre.

En publiant des mémoires militaires à la suite de l'histoire de ces deux campagnes, je n'ai pas la prétention de remplir le vide immense qu'a laissé cet écrivain célèbre dans cette partie de l'histoire militaire; mais j'ai pensé qu'ayant été à portée de recueillir des matériaux précieux, au moins par leur authenticité, ceux de mes concitoyens qui cultivent l'art militaire, ne seraient pas sans intérêt un ouvrage qui fait suite à celui de l'auteur anglais, et qui en est en quelque sorte le complément.

C'est dans les archives du gouvernement (le dépôt des affaires étrangères) et dans la correspondance des officiers français, envoyés dans les armées des puissances alliées, que j'ai puisé les matériaux dont je me suis servi pour la rédaction de ces mémoires. Celles de ces dépêches qui renferment le plus de réflexions et de détails intéressants, sont celles du comte de Montazet, ami particulier du cardinal de Bernis, qui, comme on sait, était alors ministre des affaires étrangères. Montazet, lieutenant-général des armées françaises, fut, à cette époque, toujours employé dans celles de l'impératrice d'Allemagne : il assistait à tous les conseils des généraux; et lorsque les armées cessaient d'être en action, il se rendait successivement à Vienne et à Versailles, et il était également appelé dans les conseils où l'on traitait des grands intérêts des puissances alliées. C'est particulièrement de sa correspondance que j'ai fait usage dans la rédaction de ces mémoires; celle des autres officiers ne m'a servi qu'à remplir les lacunes que laisse quelquefois la sienne : pour le même effet, j'ai consulté et cité quelquefois des mémoires manuscrits, rédigés sur cette guerre par le prince de Ligne, l'un des lieutenants-généraux des armées autrichiennes.

N'ayant été que traducteur de la première partie de cet ouvrage, et seulement rédacteur de la seconde, d'après la correspon-

dance du lieutenant-général Montazet, m'étant borné à présenter ses idées, souvent même ses propres expressions; si l'on croyait trouver dans cet ouvrage l'intention de détruire, ou même d'atténuer la gloire militaire qui rejaillit depuis cette époque, aux yeux de l'Europe étonnée, sur la personne de Frédéric, ce n'est certainement pas à moi qu'on doit attribuer une semblable intention. Quel écrivain oserait porter une main téméraire sur une aussi éblouissante réputation, et fronder à ce point l'opinion généralement reçue?... On remarque, il est vrai, dans l'une et l'autre partie de l'ouvrage une grande conformité de jugement sur les opérations militaires de ce roi-général; mais si Lloyd exerce souvent sur ses opérations une sévère critique, quelquefois aussi il indique les traits qui caractérisent dans Frédéric le grand homme de guerre. On ne voit pas dans Montazet le même caractère d'impartialité; sa correspondance montre toujours non l'homme d'État impassible, tel qu'il aurait dû l'être, mais un des principaux agents de la ligue que la haine et la vengeance avaient formé pour détruire la monarchie prussienne. Il flatte les cours alliées, sur la facilité de l'exécution de ce projet, et leur indique la marche qu'il croit la plus prompte et la plus facile pour arriver à ce but, en dépréciant les talents, les ressources et les

moyens de leur ennemi. Cependant, si le caractère du courtisan se laisse ainsi apercevoir dans l'homme de guerre, les réflexions de celui-ci ne sont pas toujours dénuées de justesse et de vérité. Mais fût-il vrai même, comme Montazet l'affirme sans cesse, que Frédéric ne dut une partie de ses succès qu'à l'incapacité et à la faiblesse morale des généraux qu'il eut à combattre, ne serait-il pas toujours glorieux pour lui d'avoir su tirer avantage de ces fautes, de les avoir calculées et prévues, de n'avoir pas désespéré dans la terrible position où il se trouvait?... Seul contre toutes les puissances continentales de l'Europe, il sortit victorieux de cette lutte, dans laquelle tout annonçait qu'il devait succomber. Ses succès, quelles que soient les causes par lesquelles il les obtint, donnèrent à la monarchie prussienne une influence qu'elle n'avait pas encore eue, et qu'elle a conservée depuis dans la politique de l'Europe; et, sans doute, la gloire que ces succès acquirent à Frédéric, aurait transmis son nom à la postérité, et l'aurait signalé comme le plus grand homme de guerre de son siècle, si elle n'eût été éclipsée par celle des héros sortis de nos phalanges républicaines, qui ont surpassé par leurs immortels exploits tout ce que l'histoire raconte de merveilleux des plus grands généraux de la Grèce et de Rome.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE D'ALLEMAGNE.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

Pour donner une idée plus claire de l'histoire de cette guerre et de ses différentes opérations, il est utile de commencer par exposer les motifs qui ont engagé les puissances de l'Europe à l'entreprendre, et de donner une description exacte du pays qui en a été le théâtre : la connaissance de ces deux objets mettra le lecteur en état de porter un jugement convenable sur les généraux qui ont commandé les différentes armées, et sur les manœuvres qu'ils ont mises en usage pour arriver au but qu'ils se proposaient.

Les raisons qui déterminèrent l'Angleterre à déclarer la guerre à la France, sont généralement connues ; il serait inutile de les détailler, on se bornera à rapporter celles des autres nations.

DE LA FRANCE.

Les Français, convaincus par expérience que rien ne pouvait contribuer plus efficacement à confirmer cette supériorité qu'ils s'étaient arrogée en Europe, que la culture

et l'augmentation de leurs colonies américaines, résolurent, à la paix d'Aix-la-Chapelle, de s'occuper de tout ce qui pourrait tendre à resserrer nos établissements, et à augmenter les leurs. Le premier pas pour arriver à ce but était de trouver les moyens de rompre notre communication avec les Indiens, de l'amitié desquels dépendait la grandeur de nos colonies ; ce projet exécuté, ces peuples devaient se trouver unis avec les Français, qui pouvaient leur fournir ce dont ils avaient besoin en échange des différentes productions de leur pays, et ensuite se servir d'eux pour nous chasser de celui que nous occupions : en conséquence de ce plan, ils commencèrent par établir une chaîne de forts derrière nos établissements, et par s'emparer de plusieurs pays qui jusqu'alors avaient été regardés au moins comme neutres. Quoique l'objet des Français ne fût pas encore entièrement rempli, ce qu'ils avaient déjà fait avait tant d'influence sur notre commerce intérieur, que nous avions à trembler sur les conséquences funestes qui devaient nécessairement en résulter, si nous ne travaillions pas à temps à nous opposer au mal qu'ils voulaient nous

faire. On prit donc à ce sujet quelques mesures qui ne produisirent aucun effet, et les ordres furent donnés pour agir hostilement contre les Français, tant en Europe qu'en Amérique. Comme ils n'étaient pas suffisamment préparés pour soutenir leurs prétentions, ils n'opposèrent à nos attaques que des représentations et une feinte modération ; ils comptaient par ce moyen gagner du temps, nous faire mettre de la négligence dans nos préparatifs, et nous rendre odieux aux autres cours de l'Europe : l'histoire de ce temps prouve qu'ils réussirent plus ou moins dans ces projets. Ils virent enfin que la contestation devait être décidée par les armes. Quoique leur armée de terre fût formidable, la partie n'était pas égale en Amérique, et ils sentirent que les choses s'y termineraient vraisemblablement en notre faveur, puisque le succès dépendait absolument des moyens de transporter et d'entretenir une armée dans ce pays, ce qu'on ne pouvait faire sans avoir la supériorité des mers. D'après ces réflexions, les Français formèrent le sage projet d'attaquer le pays d'Hanovre, dont ils supposaient la conquête facile : ils espéraient que par la suite, vu l'attachement du roi à cet électorat, lorsqu'ils en feraient la restitution, ils regagneraient tout ce qu'ils auraient perdu en Amérique, et qu'ils en retireraient quelques autres avantages ; que leur armée serait entretenue par les contributions levées sur le pays conquis, et que par sa position sur l'Elbe elle en imposerait à l'Allemagne, et ferait la loi aux puissances qui voudraient se mêler de la querelle.

Ce plan eut d'abord tout le succès possible, mais ensuite la rapacité et l'ignorance du général français qui commandait alors le rendirent sans effet.

Nous croyons que le plan des Français était grand et bien concerté. Ils avaient alors, y compris leur milice, environ 220,000 hommes entretenus à grands frais : si la guerre eût été bornée à l'Amérique, ou

même à l'Angleterre, ces troupes auraient été absolument inutiles faute d'une marine, qu'on pouvait d'autant moins former en temps de guerre, que nous avions déjà acquis une trop grande supériorité.

Les Français se trouvèrent, par toutes ces raisons, dans la nécessité de préférer une guerre d'Allemagne, dont les frais n'étaient rien pour eux, puisque le surplus de la dépense se réduisait à ce que l'entretien d'une armée en campagne coûte de plus que ce même entretien dans l'intérieur du pays. Ils avaient assez de troupes pour former une armée en Allemagne, pour garder leur pays, et pour faire la conquête de l'Amérique, si leur marine eût été capable de protéger les convois qu'ils y auraient envoyés. Pour subvenir à cette dépense extraordinaire, ils se proposèrent de faire contribuer tout le pays entre l'Elbe et le Rhin ; ils croyaient que ces contributions seraient plus que suffisantes, en sorte qu'ils comptaient avoir une armée immense entretenue et enrichie aux dépens d'autrui : ajoutez, que leur pays étant limitrophe de celui qu'ils voulaient attaquer, cela seul leur donnait un grand avantage sur nous.

Au contraire, si les Anglais se proposaient d'envoyer une armée en Allemagne, il fallait la former de rien, c'est-à-dire, qu'ils n'avaient pas encore un seul homme enrôlé pour cet objet, et qu'il fallait que chaque Anglais qui serait envoyé en Allemagne, fût remplacé par un nouveau soldat de recrue, si on voulait continuer la guerre nécessaire en Amérique. Quant aux Allemands, on savait qu'il fallait les payer à un prix extraordinaire, et que l'Angleterre tirait toute cette dépense de son propre fonds ; car, il n'était pas possible qu'elle fit aucune conquête qui fournît une partie considérable de la dépense. Les Français jugèrent naturellement que ces circonstances épuiserait le trésor de notre nation, fixeraient l'attention du roi, et par conséquent celle du ministère sur les affaires d'Allemagne,

qu'elles ralentiraient nos préparatifs pour l'Amérique, produiraient des murmures de la part du peuple, de la division dans nos conseils, et qu'enfin nous serions réduits à la nécessité de nous soumettre aux conditions qu'ils jugeraient à propos de nous imposer. On peut leur attribuer justement ces paroles remarquables : *On doit conquérir l'Amérique en Allemagne*. En effet, les seuls moyens, ou les plus sûrs qu'ils eussent de la sauver ou de la conquérir, étaient de faire la guerre avec succès en Allemagne.

Il était indifférent aux Français d'y entrer comme alliés de la Prusse, ou comme alliés de la maison d'Autriche, l'un et l'autre remplissaient également l'objet qu'ils avaient en vue ; il est cependant vraisemblable qu'ils auraient préféré la première alliance, parce qu'il leur était plus aisé de nuire aux Autrichiens qu'aux Prussiens. Lorsqu'ils eurent appris notre alliance avec la Russie, ils envoyèrent aussitôt un ministre en Prusse pour conclure un traité sur le même pied que celui qu'ils avaient conclu lors de la guerre de 1741 : mais voyant que nous avions été forcés de renoncer à l'alliance de cette première puissance et d'embrasser celle de la dernière, ils acceptèrent naturellement l'amitié des deux cours impériales ; et sous prétexte de remplir les engagements contractés par cette nouvelle alliance, ils préparèrent aussitôt une armée de plus de 100,000 hommes, dont environ 20,000 devaient marcher sur le Mein, et ensuite où il plairait à l'impératrice ; le reste, qui devait former l'armée principale, était destiné pour le bas Rhin, et devait agir contre l'électorat d'Hanovre et les alliés du roi d'Angleterre. Le commandement de cette armée fut donnée au maréchal d'Estrées, comme pour le récompenser de ce qu'il avait négocié le traité de Versailles ; et si la faveur d'une maîtresse intrigante n'eût pas prévalu dans le choix de ceux qu'on employa dans la suite pour exécuter le plan de la France, tous les efforts réunis de l'Angleterre et de

ses alliés, conduits même par les généraux les plus habiles de ce siècle ou de quelque autre, n'auraient pu sans doute en arrêter les succès.

DE L'AUTRICHE.

L'impératrice ne s'était point encore consolée de la perte de la Silésie, qui entraînait avec elle une grande diminution de revenus et de puissance ; ses regrets étaient encore accrus par l'ascendant que cette augmentation de pouvoir donnait au roi de Prusse, qu'elle haïssait, dit-on, personnellement ; elle le voyait partout traité avec respect, craint et menagé par la plupart des cours de l'Europe : il n'est donc pas étonnant qu'animée de ces sentiments, elle formât un plan pour recouvrer la Silésie ; depuis qu'elle avait cédé cette province à la Prusse, tous ses conseils tendaient à ce but, comme on le voit par les écrits que le roi fit publier à cet effet. Elle s'adressa à l'impératrice de Russie, et irrita cette princesse contre le roi de Prusse, à tel point, qu'elle la détermina facilement à concourir à toutes les mesures concertées pour sa ruine. Les deux cours impériales s'unirent donc par une nouvelle et étroite alliance : cela embrassait un grand objet, car, non-seulement, on avait en vue de reprendre la Silésie, mais encore d'anéantir le roi de Prusse, dont les deux puissances se proposaient de se partager les États. Pour parvenir plus sûrement à cette fin, elles proposèrent au roi de Pologne d'accéder à cette alliance ; celui-ci refusa, jusqu'à ce que voyant les deux impératrices agir avec tant de vigueur, il jugea qu'il était de sa sûreté de se déclarer contre le roi de Prusse : cependant l'expérience lui avait appris que les Prussiens avaient plus de facilité de l'opprimer, que les Autrichiens n'en avaient de le défendre.

Le ministre de la maison d'Autriche à Pétersbourg avait contribué de tout son pouvoir au succès du traité par lequel l'An-

gleterre se chargeait de fournir des subsides à cette cour, dont l'intention était de nous faire payer, comme de coutume, la dépense des troupes que leurs majestés impériales comptaient employer pour leur service particulier seulement, en attaquant la Prusse, ce qui aurait facilité les moyens de reprendre la Silésie. Il est vraisemblable que les choses auraient tourné au gré de leurs désirs, si le roi de Prusse n'avait pas déclaré qu'il regarderait comme ennemis ceux qui porteraient des troupes étrangères dans l'empire : ce qui marquait clairement que non-seulement il empêcherait les Russes de venir au secours de l'électorat de Hanovre en cas de besoin, et que peut-être même il le traiterait comme pays ennemi. Le roi d'Angleterre jugea bien que les Russes ne lui seraient d'aucune utilité pour défendre ses possessions en Allemagne, s'ils étaient en guerre contre le roi de Prusse, parce que quelques succès qu'ils pussent avoir sur la Baltique contre ce prince, ils ne pourraient jamais l'empêcher de s'approcher de cet électorat, qui n'est fortifié ni par l'art, ni par la nature.

D'après ces raisons, nous croyons que le roi d'Angleterre fit très-prudemment de préférer l'amitié du roi de Prusse à celle des deux impératrices. La reine de Hongrie, qui seule devait tirer avantage de notre alliance, se trouvant ainsi trompée dans son attente, persuada à l'impératrice de Russie de rompre son traité avec nous, et cela d'autant plus facilement, qu'en contractant cette alliance, ces cours n'avaient jamais eu d'autre objet en vue que de recevoir des subsides qui les missent en état d'exécuter leurs projets contre la Prusse, et point du tout d'agir de concert avec nous, à moins que nous ne voulussions concourir également au plan qu'elles avaient fait d'écraser le roi de Prusse. Nos liaisons avec ce prince anéantirent donc le traité avec la Russie, et produisirent tout naturellement une autre alliance entre les deux cours impériales et

celle de France, dont nous avons expliqué les vues.

DE LA PRUSSE.

Le dernier roi de Prusse avait cultivé principalement les arts de paix, je veux dire ceux qui doivent appartenir plus particulièrement à un prince, la justice et la police intérieure : il avait cultivé l'art militaire plutôt par ostentation que par aucune vue particulière ou par amour pour la gloire ; il laissa à sa mort 67,000 hommes bien disciplinés, ses magasins bien approvisionnés d'artillerie, de munitions, etc.

La mort de l'empereur Charles VI laissa les affaires de la maison d'Autriche dans le plus grand désordre et dans le plus grand embarras : le roi de Prusse jugea que les circonstances étaient favorables pour faire valoir ses prétentions sur quelques parties de la Silésie ; il voulut, par une entreprise aussi hardie, au commencement de son règne, satisfaire l'ambition qu'il avait de paraître une puissance formidable et audacieuse, de tenir la balance de l'empire et protéger les princes qui, par la suite lui demanderaient des secours : ce fut lui qui, le premier, commença la guerre contre l'impératrice ; cette guerre ayant réussi comme il le désirait, elle fut terminée par un traité qui le rendait maître de toute la Silésie.

L'Autriche, depuis ce temps, n'avait en vue que de reprendre cette riche province, ce qui, comme nous l'avons dit, donna lieu à une alliance avec la Russie dans cette seule fin. Quoique pendant plusieurs années ces deux puissances ne se fussent occupées que de cet objet, en 1756 elles n'étaient cependant pas encore préparées à agir, et elles avaient fixé l'année suivante pour l'exécution de ce projet.

Le roi de Prusse, parfaitement instruit des desseins qu'on avait formés contre lui, crut qu'il était prudent de prévenir ces opé-

rations, et d'attaquer la principale des puissances liguées. Cette puissance n'ayant pas encore fait ses préparatifs, il espérait l'écraser, et, par ce moyen, désunir la ligue avant qu'elle pût travailler à l'exécution de son plan : dans cette vue, il entra dans la Saxe, ce qui occasionna en Allemagne une guerre générale, dont nous nous proposons de donner un détail exact dans cet ouvrage.

DE LA SAXE.

L'avarice, une impuissante ambition, un esprit d'intrigue joint à l'indolence, une négligence totale de tout ce qui pouvait tendre au bien et à l'intérêt du pays, un amour immodéré pour les plaisirs, les spectacles et le faste, étaient depuis longtemps le caractère distinctif de cette cour. Il n'est donc pas étonnant que l'homme qui gouvernait au nom d'un maître trop indulgent, eût porté dans le ministère les inclinations qu'il avait contractées étant page : les assiduités ne lui coûtaient rien, il avait passé sa vie dans les vaines et futiles occupations d'un courtisan. Sa première qualité, et vraisemblablement la seule qu'il eût, était la prodigalité d'un monarque oriental, ce que ses vils partisans appelaient magnificence : il n'était occupé que d'assiéger le roi son maître, pour empêcher la vérité et la vertu de parvenir jusqu'à lui ; enfin, il était impossible que ce prince bon et humain, et qui ne désirait que de travailler au bien de son peuple, parvint à savoir que ce peuple était malheureux, et qu'il avait besoin de sa protection. Quoique le ministre sût très-bien que l'état d'abaissement où sa mauvaise conduite avait réduit la Saxe, le mettait dans l'impossibilité de rien entreprendre d'important, il ne laissait pas d'intriguer continuellement avec les cours de Vienne et de Pétersbourg, et de former des projets pour l'agrandissement de la Saxe aux dépens de la Prusse, et cela sans avoir pré-

paré aucun des moyens de réaliser cette vaine chimère, et même sans avoir pourvu à la simple défense du pays : l'argent levé avec peine sur de pauvres sujets pour l'entretien d'une armée, était employé à bâtir pour la favorite de magnifiques palais, à payer des voyages dispendieux, etc., à satisfaire la vanité basse et abjecte du ministre ; enfin, le pays qui aurait pu facilement lever et entretenir une armée de 50,000 hommes, en avait à peine 15,000 : il était sans artillerie et sans magasins, aussi devint-il bientôt la proie d'un conquérant puissant et ambitieux.

DE LA RUSSIE.

Quoique le plan formé par Pierre le Grand, et exécuté avec une activité et une vigilance infatigable, n'eût pas été suivi depuis sa mort avec autant de soins et de succès, cependant ce qu'il avait déjà fait avait rendu cet empire puissant ; il était, par conséquent, respecté et ménagé. Sa vaste étendue, la variété de ses productions et le nombre de ses habitants, forment une source de moyens si nombreux et si abondants, qu'une petite négligence, dont on ressentirait bientôt et vivement les effets dans de moindres États, est à peine remarquée dans celui-ci, et ne produit aucun mauvais effet sensible ou direct. Ses ressources sont si considérables, qu'on peut dire en quelque sorte qu'elles suppléent aux erreurs de l'administration, et qu'elles ont maintenu le lustre de l'empire, quoiqu'on ne se soit pas exactement conformé au plan de Pierre I^{er}.

Tant que l'empire ottoman fut formidable, la cour de Russie et celle de Vienne furent naturellement alliées ; la crainte d'un ennemi commun et redoutable les tint unies par le lien puissant de la sûreté mutuelle. Depuis la décadence de l'empire turc, la Russie a cru qu'il était encore nécessaire de cultiver l'amitié des autres princes, princi-

palement des puissances maritimes, qui lui enlèvent une grande quantité de productions inutiles ; ce qui fait entrer dans l'empire une somme d'argent proportionnée, dont la circulation donne du mouvement à cette vaste machine et la rend redoutable. De là naît la facilité, ou plutôt l'avidité avec laquelle les puissances du Nord, en général, saisissent toutes les occasions de lever des subsides ; le luxe et la magnificence de leurs cours se trouvent entretenus, leurs princes abondamment pourvus de toutes les superfluités que la vanité a rendues nécessaires, et leurs armées entretenues aux dépens des autres puissances. A tous ces motifs généraux on en peut ajouter d'autres : la dernière impératrice de Russie avait conçu pour le roi de Prusse une haine violente, c'est pour cela qu'elle entra dans tous les projets qui tendaient à humilier ce prince, et avec d'autant plus d'empressement, qu'elle se flattait de l'espoir d'étendre ses possessions sur la Baltique, ce qui faisait depuis longtemps l'objet de l'ambition des Russes : elle contracta donc volontiers avec nous une alliance qui la mettait en état d'exécuter à nos dépens les desseins de sa haine et de sa politique ; mais voyant que nous ne voulions pas rompre avec le roi de Prusse, elle renonça aussitôt à notre amitié, et se tourna du côté de la France, qui lui promit tous les subsides dont elle aurait besoin pour faire mouvoir ses troupes et pour agir en conséquence de ses propres vues.

DE LA SUÈDE.

Aucun pays, excepté le Danemark, n'a éprouvé, en aussi peu de temps, d'aussi grands changements dans les principes de sa constitution, que la Suède : en très-peu

(1) Il ne faut pas oublier que ce fut en 1766 que l'ouvrage anglais fut écrit. Depuis ce temps, cette révolution s'est opérée, sans qu'il y ait eu de sang

d'années, du gouvernement le plus despotique, tel qu'il était sous Charles XII, ce pays est devenu la monarchie la plus limitée de l'Europe. Le Danemark, au contraire, a passé dans le même espace de temps, du gouvernement le plus libre au gouvernement le plus despotique. Aucun de ces deux royaumes ne semble avoir gagné beaucoup par cette révolution : leur puissance et leur crédit ne paraissent pas avoir augmenté, soit dans l'intérieur, soit chez l'étranger. La Suède, surtout, a perdu beaucoup de son influence dans les autres cours : le pouvoir de la couronne est trop borné, et celui des différents États qui forment la constitution, trop compliqué, pour admettre aucun plan qui exige de la sagesse dans la délibération, et de la vigueur dans l'exécution. Il y a quelques années qu'on voulut changer la constitution de cet État, en augmentant le pouvoir de la couronne, ce qui n'aurait pu s'exécuter sans mettre en danger la vie et la fortune de beaucoup de particuliers : le projet fut découvert à temps, et quelques-uns des auteurs furent punis comme méritent de l'être ceux qui cherchent à changer la constitution des États, en faveur de la tyrannie (1). Quoique le complot n'eût pas d'effet, il laissa pourtant un esprit de mécontentement, pour ne pas dire de haine, contre la cour, qu'on supposa naturellement avoir favorisé, excité même ce complot, qui n'avait d'autre but que d'augmenter l'influence de la couronne : on parut surtout aigri contre la reine, femme d'un talent supérieur, sœur du roi de Prusse, et à l'instigation de laquelle on attribuait la tentative faite contre la liberté. Les Français, par leurs subsides, et par cet esprit d'intrigue qui distingue toujours leurs ministres dans toutes les cours, saisirent cette occasion de faire déclarer la Suède contre sa

répandu, et on peut dire que c'est jusqu'à présent pour le bonheur des Suédois.

(Note du Traducteur.)

majesté prussienne : cependant, comme on commença la guerre contre la volonté du roi, on la continua sans vigueur, et on saisit la première occasion qui se présenta pour conclure une paix que l'on aurait dû ne jamais rompre. Les Suédois doivent avoir sans cesse les yeux ouverts sur les Russes, qui cherchent à étendre leurs conquêtes sur la Baltique, ce qu'ils ne peuvent exécuter sans danger pour la Suède. La Prusse et le

Danemark ont un intérêt commun à s'opposer aux progrès des Russes. Les Suédois firent donc une grande faute en politique, d'agir sur des principes tout à fait contraires : si la confédération formée contre le roi de Prusse eût réussi, la Suède et le Danemark, particulièrement la Suède, auraient été les victimes de leur mauvaise conduite, et seraient devenues facilement la proie de l'ambition de la Russie.



DESCRIPTION MILITAIRE

DU

THÉÂTRE DE LA GUERRE.

De la Bohême et de la Moravie.

Ces deux grandes provinces appartiennent à l'impératrice-reine : elles sont séparées de la Silésie, de la Lusace, de la Saxe et d'une partie de la Bavière et de l'Autriche, par une chaîne continue de très-hautes montagnes, ce qui rend nécessairement la communication entre ces pays très-difficile, par la rareté des routes militaires (1). La première de ces routes va d'Olmütz en Moravie, à Sternberg, où elle se divise en deux autres ; l'une desquelles conduit par Hoff à Troppau et à Jagerndorff dans la Silésie autrichienne ; l'autre passe par Friedland, Wurbenthal et Zuckmantel, d'où elle va à Neiss. On peut regarder ces deux routes, surtout la dernière, comme un défilé continu formé par les montagnes, les ravins, les rivières, etc. C'est pourquoi on peut les défendre contre une armée nombreuse avec peu de troupes, pourvu qu'elles soient convenablement postées. Les Prussiens ont, à la vérité, un très-grand avantage : en envoyant

deux corps, l'un par Jagerndorff, et l'autre hors du comté de Glatz, de Habelswert, vers Alstadt et Schomberg, ils peuvent obliger les Autrichiens de quitter toute position qu'ils auraient prise entre Freudenthal et Neiss, parce qu'ils couperaient leur communication avec Olmütz, d'où il faut nécessairement que les Autrichiens tirent leurs subsistances : ceux-ci, au contraire, ne peuvent prendre aucune position centrale qui les mette dans le cas d'empêcher les Prussiens d'entrer en Moravie par le chemin de Zuckmantel, du comté de Glatz, et par Troppau, et d'unir ces trois colonnes avec sûreté, parce que Olmütz est trop en arrière pour qu'on puisse de là garder les passages qui sont entre la Moravie et la Silésie.

Comme Neiss est le point d'où le roi de Prusse peut porter plus avantageusement la guerre dans les possessions de l'impératrice en Moravie, et comme jamais les succès de ce prince ne peuvent être suivis d'effets plus funestes qu'ils le seraient alors pour la maison d'Autriche, il est étonnant que l'im-

(1) On entend ici par routes militaires, les chemins par où l'infanterie, la cavalerie, la grosse

artillerie, et toutes espèces de charrois, peuvent passer.

pératrice n'ait pas jugé à propos d'opposer de ce côté une barrière plus forte qu'Olmütz, qui n'est pas une place d'une grande conséquence. La belle défense que fit le général Marschal dans la dernière guerre, est due autant à la faiblesse de l'armée prussienne, qu'aux talents et à la vigilance de ce général : on le verra par l'histoire de ce fameux siège. Cette forteresse est tellement en arrière, qu'elle ne couvre aucun des débouchés qui conduisent de la Silésie et de Glatz en Moravie, et qu'on ne pourrait envoyer un corps considérable un peu loin dans les montagnes sans l'exposer à un danger évident. Pour arrêter sûrement les Prussiens, il faudrait bâtir une forteresse soit dans le voisinage d'Alstadt, soit entre Freudenthal et Zuckmantel, soit enfin entre Jagerndorff et Johannisthal : dans le premier cas, cette forteresse contiendrait en même temps Glatz et Neiss, et mettrait les Autrichiens à portée de faire des incursions continuels dans les pays où ces deux places sont situées, sans courir aucun danger : d'ailleurs, il ne paraît pas qu'il fût possible aux Prussiens de pénétrer de Glatz ou de Neiss dans la Moravie, sans s'être rendu maîtres de la forteresse supposée, parce que les Autrichiens, en y postant un corps de troupes soutenu par une forte garnison, couperaient la communication des Prussiens avec ces deux places, et forceraient bientôt une armée qui voudrait s'avancer vers Olmütz, à se retirer ou à périr.

La seconde et la troisième de ces forteresses empêcheraient aussi les Prussiens de s'avancer en Moravie, si préalablement ils ne les avaient prises ; mais le siège en serait moins difficile, parce qu'on pourrait envoyer de la haute Silésie et de Glatz un corps de troupes pour s'emparer des défilés, et mettre les Autrichiens dans l'impossibilité de secourir ces places.

Beaucoup de personnes croient qu'un camp ou une place forte est bien située, si l'on ne peut en approcher qu'avec beaucoup

de difficultés : cela est vrai dans le cas seulement où ils ont en eux-mêmes les ressources nécessaires à leur défense ; mais comme il est rare que ces conditions se trouvent remplies, et qu'elles ne le sont même jamais, la perfection d'une position est donc de présenter à l'ennemi tous les obstacles possibles, et en même temps de pouvoir être facilement secourue en cas de besoin. La difficulté de trouver une position qui réunisse tous ces avantages, ou le défaut de coup d'œil, a déterminé plusieurs ingénieurs à choisir des plaines pour y construire leurs places fortes ; par ce moyen, ils sont à l'abri du reproche d'avoir mal choisi leur terrain, et leur vanité se trouve flattée d'avoir occasion d'étaler tous les différents ouvrages qu'ils ont vus dans les écoles, et dont les plans paraissent merveilleux sur le papier.

Il y a une autre route qui conduit d'Olmütz dans le comté de Glatz, en passant par Littau et Alstadt. Le principal chemin qu'on trouve ensuite est celui qui conduit du cercle de Königsgratz par Neustat et Nachod dans le comté de Glatz, et de là dans les autres provinces de la Silésie : il n'est pas moins difficile que ceux dont nous avons déjà parlé ; il forme, comme ces derniers, un défilé continu, surtout à l'entrée des possessions prussiennes : il serait impossible à un corps de troupes considérable d'y marcher, pour peu qu'il trouvât de résistance, principalement en allant de la Bohême du côté de Glatz, où les montagnes s'élèvent par degrés. On peut conclure de tout cela qu'il est beaucoup plus facile aux Prussiens de pénétrer dans la Bohême, qu'aux Autrichiens dans le comté de Glatz. Les premiers ont encore un avantage considérable ; la forteresse de Glatz peut les fournir de tout au besoin, et leur offrirait une retraite assurée en cas qu'ils fussent repoussés par des forces supérieures : d'ailleurs, ils sont maîtres des débouchés qui conduisent en Bohême ; et ce pays étant

entièrement ouvert, ils peuvent y entrer aisément, et y subsister longtemps, vu sa fertilité. Les Autrichiens, au contraire, ne peuvent point entrer dans le pays de Glatz, si les passages sont bien gardés ; et quand même ils repousseraient les postes qui garderaient les passages, ils ne trouveraient point de subsistances dans le pays, et ils seraient obligés de commencer leurs opérations par le siège de Glatz : cette place, par sa situation avantageuse, est presque imprenable, quand même elle ne serait défendue que par sa garnison seule, et elle le deviendrait absolument s'il y avait dans le pays un corps considérable de troupes pour la secourir.

Ce que nous avançons ici est confirmé par l'histoire de la dernière guerre et par celle des guerres précédentes : dans celles-ci, cette ville fut réduite par la famine, et dans la dernière, elle ne fut prise que parce que le général Laudon sut tirer avantage du hasard, du défaut de courage et de l'ignorance de ceux qui la défendaient.

Il y a encore une route qui conduit aussi du cercle de Königsgratz par Trautenau et Landshut à Schweidnitz et Javer en Silésie : ce chemin est, comme tous les autres, un défilé continu, et si difficile, que quand les passages sont convenablement gardés, aucune armée ne peut pénétrer en Silésie de ce côté. Les Prussiens ont près de Landshut une belle position, d'où ils peuvent, par une marche facile sur la gauche, couvrir la route qui va de Friedland à Schweidnitz, et soutenir toutes les troupes qu'ils peuvent envoyer à Schmidberg et Hirsberg : c'est de ce camp que Fouquet, quoique les Autrichiens lui fussent supérieurs en nombre, déconcerta souvent les tentatives qu'ils firent pour pénétrer en Silésie de ce côté, et ce fut là qu'il fut vaincu et entièrement défait par sa faute.

Les Prussiens ont ici le même avantage que du côté de Glatz : la forteresse de Schweidnitz est de même une place d'armes qui peut leur fournir tout ce dont ils ont

besoin, et elle est si avancée qu'elle leur donne la facilité de commencer leurs opérations beaucoup plus tôt que les Autrichiens : les montagnes sont couvertes de villages où l'on peut mettre avec sûreté une armée en cantonnement, si l'on prend soin d'occuper les défilés qui sont entre ces montagnes et la Bohême ; ce que l'on peut faire facilement, parce qu'ils se trouvent dans les États du roi de Prusse. Rien ne peut donc empêcher ce prince d'envahir la Bohême de ce côté, quand même les Autrichiens y auraient une armée ; la position la plus proche de ces débouchés est derrière l'Elbe, entre Königsgratz et Königsgratz : si cette armée y était postée, elle empêcherait sans doute les Prussiens de se porter plus avant dans le pays, mais elle ne les empêcherait pas d'y entrer.

Lorsque l'on considère que, par leur situation locale, les Prussiens peuvent pénétrer de ce côté sur plusieurs colonnes et sans danger, qu'ils peuvent être secourus abondamment par Glatz et Schweidnitz de toutes sortes d'approvisionnements, et qu'ils peuvent se retirer en cas de malheur, on est surpris que sa majesté impériale laisse cette province entièrement sans défense et exposée continuellement aux ravages de l'ennemi : comme il n'y a aucune espèce de forteresse, il ne faut pas moins qu'une armée pour la défendre contre les incursions qu'on peut y faire du comté de Glatz et des montagnes de Landshut.

Si l'ennemi passe l'Elbe au-dessus de Königsgratz, on est forcé d'abandonner toutes les provinces situées sur la droite de cette rivière ; les troupes postées sur les frontières de la Lusace doivent aussitôt se rejeter sur Prague, dans la crainte d'être coupées, et l'armée même doit se porter dans le cercle de Chrudim, pour couvrir la Moravie et tenir la communication libre avec l'Autriche et le Danube. Au lieu que si l'on construisait derrière l'Elbe, entre Königsgratz et Königsgratz, une forteresse capable de contenir 10,000 hommes de pied et

4,000 chevaux, avec des casernes et des magasins voutés à l'épreuve de la bombe, les Prussiens ne la prendraient qu'avec des peines infinies : et si l'on en juge par la manière dont ils ont attaqué les places en différentes occasions, celle-là les occuperait certainement plusieurs mois, et donnerait le temps nécessaire pour marcher à son secours. La situation de cette place serait si avantageuse, que non-seulement elle couvrirait le pays de ce côté, mais encore qu'elle faciliterait également les moyens d'entrer en Silésie. Comme on pourrait en faire une place d'armes générale pour secourir les armées qui seraient destinées à agir de ce côté, l'ennemi n'oserait pas la laisser derrière lui, et pénétrer dans le pays, parce que la garnison seule de cette place, avec quelques croates et quelques hussards, intercepterait sa communication avec Glatz et la Silésie, et l'obligerait bientôt ou à se retirer ou à périr avec son armée, quand même il aurait laissé derrière lui un corps de 20,000 hommes pour observer la place et assurer ses convois.

De plus, une place forte de cette espèce avec une nombreuse garnison, obligerait l'ennemi de tenir deux corps considérables, l'un dans le comté de Glatz, l'autre dans les montagnes de Landshut ; enfin, les avantages qui résulteraient de la construction de cette forteresse sont infinis, et la rendent absolument nécessaire.

Il y a un autre chemin qui, en partant du cercle de Buntzlau, passe par Bakhofen, Swigau, Liebenau et Riechenberg : là il se partage en deux. L'un de ces chemins conduit à Friedland, et de là à Grieffenberg en Silésie, et à Seidenberg en Lusace ; ce chemin passe aussi par de très-hautes montagnes, dont le passage serait très-difficile s'il y avait des troupes postées pour en défendre les défilés.

Quoiqu'il paraisse que le roi de Prusse ne doive jamais faire ses principaux efforts de ce côté, parce qu'il n'a aucune place d'ar-

mes située à une distance convenable pour cela, cependant, comme dans toutes les guerres qu'il aura avec la maison d'Autriche, il commencera par se rendre maître de la Saxe, il pourra toujours faire entrer quelque division de son armée en Bohême du côté de la Lusace, si elle reste absolument ouverte comme elle l'est aujourd'hui : c'est pourquoi il conviendrait de construire, aussi près qu'il serait possible de la frontière, une forteresse assez considérable pour n'être pas enlevée subitement par une division de 20,000 hommes ; l'ennemi ne la laisserait pas derrière lui sans quelque danger, et même aucunes troupes ne pourraient établir leurs quartiers d'hiver dans les montagnes, depuis Friedland jusqu'à Schandau, ou même à Grieffenberg, Marklissa, Lauban et Gorlitz, si l'on plaçait une forteresse considérable aux environs de Friedland : cette place empêcherait encore le roi de Prusse d'établir une communication entre la Silésie et la Saxe, à moins qu'il n'eût une armée postée pour la protéger. A toutes ces raisons, qui semblent décisives, on peut ajouter, que comme la Silésie est un pays absolument ouvert, sans aucune forteresse qui le couvre depuis Marklissa jusqu'à Crossen près Francfort, elle devrait être attaquée de ce côté plutôt que par celui de la Moravie et de la Bohême, ce qu'on ne pourrait faire présentement sans laisser une armée pour couvrir ces deux provinces : si, au contraire, elles étaient couvertes par les forteresses qu'on propose de construire en Moravie et près de Königsgratz, les Autrichiens pourraient entrer en Silésie par la Lusace, surtout s'ils avaient une place d'armes bien pourvue près de Friedland, ils pourraient alors agir avec sûreté et avec vigueur de ce côté-là. C'est parce que ces places d'armes n'existent pas, que les victoires que les Russes remportèrent à Zullichau et à Kunersdorff, furent sans effet, de même que les tentatives que les Autrichiens firent sur la Queiss et le Bober.

Si l'on construisait les différentes forteresses dont on a parlé, 30,000 hommes, outre les garnisons, suffiraient alors pour couvrir la Bohême, et le reste des forces de sa majesté impériale pourrait agir avec succès sur la Queiss et le Bober, ce qu'on ne peut espérer sans l'établissement de ces places.

Il est encore un chemin qui part également du cercle de Buntzlau, et qui, passant par Leypa et Gabel, se dirige sur Zittau en Lusace : il est plus praticable qu'aucun de ceux dont on vient de parler ; il y a cependant dans les montagnes aux environs de Gabel quelques défilés qui pourraient être gardés aisément avec peu de troupes.

Un autre chemin, partant de la même province, passe par Rumburg, et se dirige de là vers Lobau en Lusace : celui-là est extrêmement difficile, et je ne me souviens pas que dans le cours de la dernière guerre il ait été suivi par aucun corps considérable, excepté par celui que commandait le prince de Prusse après la bataille de Kollin. Les Prussiens devant faire peu d'usage de ces deux derniers chemins, parce qu'ils sont trop éloignés de leurs dépôts, excepté dans le cas où, se proposant d'envahir la Bohême par différents côtés en même temps, ils y feraient passer quelque division de leur armée, il paraît inutile d'y établir des places de défense.

Le plus important des chemins qu'il y ait dans tout ce pays, est celui qui part de Prague, passe par Budyn, Lowositz, Aussig, Peterswald et Ghishubel, où il entre dans la Saxe : c'est un défilé continu depuis Lowositz jusqu'à Ghishubel ; il suit l'Elbe depuis Lowositz jusqu'à Aussig, où la Billa se jette dans ce fleuve. Il y a un ravin profond au delà de Peterswald, il y en a un encore à Ghishubel. Près d'Aussig, de Peterswald et de Ghishubel, il y a des positions si avantageuses, que 12 ou 13 bataillons pourraient les défendre contre une armée, quoiqu'il n'y ait aucune espèce de forteresse ; et s'il y en avait une bonne, il serait pres-

que impossible d'envahir la Bohême du côté de la Saxe. Quelque part qu'on se propose de faire passer une armée qu'on veut conduire d'une de ces provinces dans l'autre, il est absolument nécessaire d'être maître du cours de l'Elbe ; ce n'est que par ce fleuve qu'on peut faire subsister une telle armée. Les montagnes sont si hautes et les chemins si mauvais, qu'il y a plusieurs mois dans l'année où il serait impossible d'y faire passer les charrois : c'est pour cela que si on y construisait une forteresse, il serait alors absolument impossible à une armée de passer d'une de ces provinces dans l'autre.

En allant également des plaines de Lowositz sur les montagnes par Tœplitz, et de là par Zinwalde dans la Saxe, on trouve un chemin très-mauvais et si rempli de défilés, qu'il est à peine praticable pour de l'infanterie : il y a plusieurs bonnes positions à occuper, la principale est près de Tœplitz.

Il est encore un chemin qui se dirige du cercle de Saatz par Laun et Commotau, et de là sur le Basberg en Saxe : ce chemin, et un autre qui part aussi du cercle de Saatz, et qui aboutit également en Saxe en passant par Caaden et sur le Kupferberg, sont extrêmement difficiles, et quand les défilés ont été bien gardés, les Prussiens y ont toujours été repoussés. Dans aucune guerre, on n'avait jamais essayé de faire passer dans ces défilés d'autres troupes que des troupes légères, excepté, en 1757, que le prince Maurice y passa en deux colonnes.

Il y en a, enfin, deux chemins qui partent du cercle d'Ellenbogen : tous deux conduisent à Plauen, l'un par les montagnes, et l'autre par Egra. Ils sont l'un et l'autre impraticables à quelques égards pour une armée qui voudrait entrer en Bohême, car il n'y aurait pas de sûreté à passer si près d'une forteresse au travers de défilés aussi difficiles. Tels sont les principaux chemins ou passages qu'on trouve dans les pays où l'on a fait la guerre dans cette partie de l'Allemagne.

La Bohême et la Moravie sont arrosées par plusieurs rivières : la principale est la Teiss, qui prend sa source dans les montagnes de la Silésie, appelées Schnéeberg, passe par Altstadt, Muglitz, Littau, Olmutz, Hradisch, etc., et se jette dans le Danube à Presburg. Dans la dernière partie de son cours, cette rivière se nomme la Morava; elle n'est point navigable, et elle n'offre sur ses bords aucune position d'où on pût arrêter l'ennemi qui viendrait de la Silésie : la meilleure serait sur les hauteurs aux environs de Littau, en étendant sa droite vers Olmutz; mais alors il faudrait avoir un corps plus loin aux environs de Muglitz, sans cela une colonne qui viendrait par la Teiss rendrait cette position très-hasardeuse : elle est, sans doute, la plus convenable pour couvrir Olmutz; cette place ne pourrait point être attaquée tant qu'une armée y serait postée, et l'armée elle-même ne pourrait être forcée par aucune manœuvre indirecte à quitter cette position, parce qu'elle y recevrait de la ville tous les secours dont elle aurait besoin, et l'ennemi ne pourrait s'avancer vers l'Autriche en laissant cette forteresse et une armée derrière lui.

Entre Olmutz et Brinn, il y a plusieurs autres petites rivières qui, passant au travers des montagnes, fournissent de très-bons camps. En général, la Moravie est un pays très-difficile, et elle peut être défendue par une petite armée contre une qui serait plus nombreuse : c'est ce qu'on vit pendant la guerre qui suivit la mort de l'empereur Charles VI. Secondé par le grand Kevenhüller, le prince Charles, à la tête d'un très-petit corps de troupes, en comparaison de celui des ennemis, les chassa entièrement de ce pays et de la Bohême, principalement par la supériorité des manœuvres que la nature du terrain lui permit d'exécuter.

L'Elbe prend sa source dans les montagnes de la Silésie, qu'on nomme Reisenge-

burg; il passe par Arnau, Königshoff, Jaromitz, Königsgratz, Pardubitz, Neuhoff, Kollin, Nimburg, Brandeiss où il reçoit l'Iser, et Melnick où il reçoit la Moldau. Ce fleuve passe ensuite par Leutmeritz : près de là il reçoit l'Egra; il va ensuite à Aussig, et de là à Königstein en Saxe. Il commence à être navigable à Lowositz : dans toute cette étendue, il offre peu de bonnes positions à prendre sur ses bords; la première et la plus importante de toutes celles qu'on y trouve, et même dans le pays, est entre Königshoff et Königsgratz : une armée qui y serait postée empêcherait l'ennemi qui viendrait de Schweidnitz et de Glatz, de pénétrer dans l'intérieur et de la Bohême.

On pourrait prendre, entre Nimburg et Brandeiss, d'autres positions qui couvriraient Prague contre un ennemi qui viendrait de la Lusace. Entre ces deux points et la Saxe, on ne peut occuper aucune position sur les bords de ce fleuve, parce qu'il coule parallèlement au chemin qui conduit d'un de ces pays dans l'autre; seulement si une armée était campée entre Lowositz et Aussig, on pourrait en appuyer à l'Elbe la droite ou la gauche, selon le côté auquel cette armée ferait face.

Il n'y a qu'une position de conséquence à prendre sur la Zassava; il y a aussi celle de Beneschau, d'où on peut couvrir les deux grands chemins qui conduisent de Prague à Vienne.

La Moldau offre quelques positions d'où on pourrait garantir la Bohême, ainsi que la haute et basse Autriche, des entreprises d'un ennemi qui viendrait de Voigtland en Saxe : c'est de là qu'on empêcha les Français, qui étaient sous les ordres du maréchal de Maillebois, de pénétrer en Bohême et de secourir le maréchal de Belle-Isle, qui était alors assiégé dans Prague.

Prague est la place la plus forte qu'il y ait sur la Moldau, et même dans tout le pays; elle est bien fortifiée, mais dominée par les hauteurs voisines : ayant une grande étendue

due, et étant séparée en deux par la Moldau, elle exige une si grande quantité de munitions et d'artillerie, et une garnison si nombreuse, qu'il est douteux si, pour sa défense, on doit faire autre chose que d'y laisser à peu près deux bataillons, uniquement dans le dessein de la protéger, et de l'empêcher d'être pillée, en capitulant. Le sort qu'éprouva cette ville pendant la guerre de 1741, montre la justesse de cette opinion : la première fois qu'elle fut assiégée pendant cette guerre, elle fut prise d'assaut avec une garnison de 4,000 hommes ; la seconde elle ne résista que peu de jours, et la troisième elle fut abandonnée précipitamment par les Prussiens lorsqu'ils évacuèrent la Bohême : dans cette dernière guerre, peu de jours de plus auraient décidé du sort de cette place, et elle aurait été prise avec l'armée qui y était renfermée.

L'Egra prend sa source dans le cercle du même nom ; il passe par la ville d'Egra, de là par Ellenbogen, Saatz, Laun et Budyn, et à peu de distance de cette dernière ville, il se jette dans l'Elbe. La seule place forte qu'il y ait sur cette rivière, est Egra ; elle est bien fortifiée, mais elle est dominée sur la rive gauche de la rivière, et elle ne pourrait pas faire une longue défense : aussi, fut-il agité dans la dernière guerre, si on n'en démolirait point les fortifications.

En général, la rive droite de l'Egra est très-élevée, elle fournit, par conséquent, des moyens pour en défendre aisément le passage ; on peut y prendre plusieurs bonnes positions. La première et même la principale, est celle que l'on trouve sur la droite de l'Egra, derrière Budyn ; l'ennemi qui viendrait de la Saxe par le chemin d'Aussig, qui est, comme on a dit, le principal débouché de la Bohême, pourrait y être arrêté, surtout, si on plaçait plus haut, vers Laun, un autre corps considérable qui arrêterait en même temps toutes les colonnes qui pourraient venir par le chemin de Commo-tau ; ce corps de troupes devrait être assez

fort pour disputer le passage jusqu'à ce que l'armée qui serait postée à Budyn y fût arrivée, ce qu'elle pourrait faire par une marche facile sur la gauche : et si, en 1756, le corps que commandait le duc d'Aremberg, eût pris cette position, au lieu de se rejeter sur Mickowitz, le roi de Prusse aurait trouvé des difficultés à passer l'Egra, et probablement il aurait échoué dans son entreprise, parce que le général Brown aurait pu s'y opposer avec une armée très-nombreuse.

La Bohême, ainsi que plusieurs autres pays de l'Europe, était anciennement gouvernée par le système féodal, elle l'est encore à quelques égards ; et malgré le grand pouvoir de la Maison d'Autriche, la noblesse y jouit de quelques privilèges, c'est ce qui fait qu'on y voit une infinité de villes fortifiées, ou plutôt entourées de vieilles et gothiques murailles : on peut en faire un grand usage, par les moyens qu'elles donnent pour faire la *petite guerre*, et, par conséquent, pour harasser l'ennemi, et rendre ses convois et ses subsistances difficiles ; ce qui doit finir par l'obliger de quitter l'intérieur et de se rapprocher des frontières. Ces petites villes entourées de murs donnent aussi la facilité de disputer, avec une armée inférieure, le terrain pied à pied, et l'ennemi se garderait bien de séparer ses troupes avant de vous avoir rejeté tout à fait sur le Danube : en effet, dans la guerre de 1741, les Prussiens, les Français et les Saxons, après s'être aisément rendu maîtres de cette province, furent obligés de l'abandonner à l'approche d'une petite armée ennemie ; et nous ne pensons pas qu'après en avoir fait la conquête, il soit possible de la conserver, à moins d'y comprendre la Moravie et l'Autriche jusqu'au Danube, et de se faire une barrière de ce grand fleuve.

Quoique la Bohême paraisse et soit en effet un pays très-difficile, cependant il serait impossible de la préserver d'une invasion, particulièrement du côté de la Silésie. Les montagnes qui séparent ces deux pays font

partie de la Silésie; elles appartiennent donc au roi de Prusse, qui par là, maître des débouchés, près desquels sont ses forteresses de Neiss, Glatz et Schweidnitz, y peut aisément et secrètement faire les préparatifs nécessaires, et, dans une marche, entrer en Bohême sur trois colonnes différentes. Rien ne serait capable de l'arrêter; on ne pourrait pas non plus se poster assez près des débouchés pour lui couper ses subsistances, et il pourrait toujours prendre, entre l'armée autrichienne et les montagnes, une position assez avantageuse pour qu'on ne pût pas l'obliger de les repasser.

Les positions les plus voisines et les meilleures qu'il y ait à prendre pour garantir la Bohême d'une invasion du côté de Schweidnitz et de Glatz, sont, comme on l'a déjà dit, derrière l'Elbe, à Königshoff et Königgratz : vous devez cependant les abandonner, à moins que vous ne soyez assez fort pour empêcher votre ennemi d'entrer en Moravie sur votre droite par le chemin de Zuckmantel, comme il arriva dans la campagne de 1758, et sur votre gauche par Friedland et Gabel. Si vous faites la moindre faute à cet égard, vous devez aussitôt vous rejeter en Moravie pour couvrir Vienne, ou sur la Moldau, pour couvrir Prague. La meilleure position qu'il y ait dans le pays, c'est, sans doute, celle qui est près de Kollin et Czaslau, parce qu'on peut de là, selon les circonstances, être en peu de marches ou derrière l'Elbe, à Königgratz, ou s'approcher de la Moldau, ou marcher en Moravie.

Les positions qu'on peut occuper dans cette partie du pays, sont celles de Leutomichel, Muhlitz et Littau; il faut avoir en même temps des corps considérables aux environs de Zuckmantel et de Troppau, pour couvrir les débouchés qui sont de ce côté; ces corps y seraient en sûreté, ils ne pourraient être attaqués que par leur front, et, dans ce cas, ils se jetteraient ou sur l'armée ou sur Olmütz. En occupant l'une de

ces positions, on couvre la Moravie et l'Autriche, et on conserve la communication avec la Bohême, sans craindre qu'elle soit interceptée, tant qu'on est en force en Moravie. Un autre grand inconvénient pour la défense de ce pays, est qu'on ne peut établir avec sûreté aucun magasin considérable ailleurs qu'à Prague et à Olmütz; et ces deux places étant trop éloignées des frontières, l'armée ne peut être approvisionnée que par des convois, ce qui devient très-difficile à la fin d'une campagne, surtout si la durée de la guerre a rendu les chevaux et les bœufs rares dans le pays.

De la Silésie et du comté de Glatz.

Ce pays tient du sud au sud-est à la Bohême; son étendue, en longueur, depuis Liebenau sur les frontières du Brandebourg, jusqu'à la haute Silésie sur les frontières de la Pologne et de la Hongrie, est à peu près de 240 milles : sa largeur, en y comprenant le comté de Glatz, jusqu'à Millitsch sur les frontières de la Pologne, est environ de 120 milles. On y compte près d'un million et demi d'habitants; il produit un revenu annuel à peu près de 4,000,000 d'écus d'Allemagne : c'est une des plus fertiles et des plus riches provinces de l'Europe.

Nous avons dit qu'elle est séparée de la Bohême par une chaîne de montagnes qui s'étend depuis Zuckmantel sur les frontières de la Moravie, jusqu'à Greiffenberg sur la Queiss; elle est séparée de la Lusace par cette rivière qui passe par Greiffenberg, Murklissa et Lauban, et se jette ensuite près d'Halbau dans le Bober : cette dernière rivière sert de barrière du côté de la haute Lusace, jusqu'à son embouchure dans l'Oder à Crossen.

La position avantageuse de la Silésie donne au roi de Prusse la facilité d'envahir la Bohême, tandis que de la Bohême on ne peut faire que difficilement et avec danger des entreprises sur la Silésie. Une petite

armée, en quelque endroit qu'elle fût postée aux environs de Glatz, et qui aurait deux corps placés l'un entre Freywald et Johansthal, et l'autre aux environs de Trautenau, rendrait vaines et inutiles toutes les tentatives qu'on pourrait faire contre la Silésie. Une armée ainsi postée ne pourrait être forcée par aucune manœuvre directe, parce que le pays est extrêmement difficile, et qu'elle pourrait se retirer sous le canon de Glatz ; et quand même on repousserait les deux corps que nous supposons placés sur sa droite et sur sa gauche, il n'est pas vraisemblable que l'armée qui voudrait envahir la Silésie, y entrât, en laissant dans le comté de Glatz son ennemi, qui de là pourrait couper sa communication avec la Bohême et la Moravie, et l'obliger en peu de jours à se retirer dans son pays, ou à périr dans les montagnes, parce que l'espace qui est entre ces montagnes et les forteresses de Neiss et Schweidnitz, ne pourrait pas fournir pour deux jours seulement à la subsistance d'une armée. On pourrait encore moins faire quelque tentative contre Neiss et Schweidnitz, s'il y avait quelques troupes dans le comté de Glatz, ou un corps même peu considérable dans les environs de ces places. L'armée qui tenterait ces opérations, serait obligée de tirer ses subsistances des magasins de la Bohême, et il serait impossible de les conduire en Silésie, tandis que l'ennemi serait en force dans le comté de Glatz. Et quand même il n'y aurait aucunes troupes ennemies dans ce pays, les voitures de transport, même en les supposant très-abondantes, seraient bientôt usées, dans le cas surtout où il tomberait des pluies qui rendissent les chemins absolument impraticables. On ne pourrait donc conduire la grosse artillerie, les munitions, etc., que lorsqu'on aurait entièrement investi la place, et formé près du camp un magasin considérable ; mais tous ces préparatifs demanderaient plus de temps qu'il n'en faudrait au roi de Prusse pour la secourir. On voit par là combien

il est difficile de faire la conquête de la Silésie, lors même qu'elle n'est couverte que par une petite armée. Les progrès que firent les Autrichiens dans les campagnes de 1757, 1760 et 1761, doivent être attribués à la mauvaise conduite des généraux prussiens : c'est ce que nous démontrerons, lorsque nous donnerons l'histoire de ces campagnes.

La Silésie est arrosée par de petites rivières ; comme la Bohême, elle est couverte de bois et entrecoupée de montagnes et de vallées, ce qui fait que partout on y trouve de très-bons camps. Les principales positions de ce côté sont celles qui sont aux environs de Glatz à Frankenstein, Wartha, etc. : on les a déjà fait connaître. Sur la gauche, près d'Otmoschau, il y en a une qui couvre Neiss ; sur la droite, on trouve celle de Landshut, qui couvre Schweidnitz. Il y en a une troisième sur les hauteurs de Wurben entre Schweidnitz et Breslau, qui couvre ces deux places : une autre derrière le lac de Reichenba, qui remplirait le même objet, dont la droite serait appuyée à Pultzen, et la gauche à Faulebrucken : une autre encore très-bonne, entre Liebenthal et Lowenberg, qui assurerait le pays contre une armée qui viendrait par le chemin de Gorkitz, Marklissa et Lauban.

Plus loin, vers la Queiss, il y a un très-bon camp entre Naumburg et Buntzlau ; mais il ne doit être occupé que dans quelques circonstances très-particulières, parce que l'ennemi pourrait passer la Queiss, et entrer sur la gauche de ce camp, par Lauban, en Silésie. Près de Lauban, il y a encore un très-bon camp pour un petit corps, qui serait, pour ainsi dire, l'avant-garde d'une armée postée à Lowenberg : plus loin encore, sur le Bober, il y a à Sagan et Christianstadt un bon camp, qui couvrirait efficacement tout ce côté.

L'Oder est la seule rivière navigable qu'il y ait en Silésie ; il prend sa source non loin de Jablunka, dans les montagnes de la Hon-

grie (1) : il passe par Rattibor, Kosel, Op-pelen, Brieg, Breslau, Gros-Glogau, Francfort, Custrin et Stettin, et un peu plus bas, il se jette dans la Baltique.

La première place un peu considérable qu'on rencontre sur cette rivière, c'est Kosel : quoique très-petite, elle est forte par sa situation ; et si elle pouvait contenir une garnison nombreuse, elle serait un boulevard respectable contre les Autrichiens et les Hongrois. Les autres places dont on a parlé, jusqu'à Breslau, ne peuvent servir qu'à garantir le pays des incursions des troupes légères, à former des magasins, et à mettre à couvert les récoltes en cas de guerre.

Breslau, la capitale de la Silésie, est une ville grande et bien peuplée ; mais quand même elle serait bien fortifiée, étant commandée par une hauteur voisine, n'ayant aucun bon ouvrage extérieur, elle ne pourrait pas faire une longue résistance. De plus, elle est en grande partie sans rempart, ce qui fait qu'on pourrait en approcher de très-près, et le fossé n'étant point protégé par un bon glacis, et le chemin couvert étant mal palissadé, on pourrait en très-peu de temps se rendre maître de cette place : elle est cependant, à d'autres égards, d'une grande utilité ; on peut y former avec sûreté des magasins de toutes espèces, et y établir un gros corps de troupes pour s'y réparer pendant les quartiers d'hiver. Cette ville peut également couvrir un camp, si le terrain en est bien choisi : quant à sa garnison, si elle est isolée, elle doit être assez nombreuse pour protéger le pays. De Breslau, en suivant le cours de l'Oder, on arrive à Gros-Glogau, qui peut, avec raison, être

regardé comme la clef et le boulevard de la basse Silésie ; c'est une forteresse redoutable, comparée à celles de ce pays, mais qui n'est rien, comparée à celles de la Flandre.

Gros - Glogau renferme ordinairement d'immenses magasins et une nombreuse garnison : elle couvre si efficacement le pays, qu'il est impossible de former aucune entreprise de conséquence de ce côté de la Silésie, sans s'en être rendu maître auparavant. La conquête de cette place ne peut pas être une chose facile, parce que le roi de Prusse aura toujours une armée aux environs pour observer l'ennemi qui viendrait de la Pologne : s'il était assez faible pour être obligé de rétrograder, il aurait une retraite assurée sous le canon de Gros-Glogau, où il ne pourrait être forcé. Si l'ennemi osait le laisser derrière lui, et marcher à Breslau, le roi pourrait l'y devancer, ou bien, en envoyant un corps de hussards en Pologne, il pourrait lui couper les subsistances, le forcer aussitôt à abandonner ses desseins, et à revenir sur les frontières : et comme le roi de Prusse aurait eu la précaution de faire rassembler à Breslau et à Glogau tous les blés du pays, l'ennemi n'y trouverait que la récolte qui serait sur terre, et qui ne fournirait pas pour un jour à la subsistance d'une armée, principalement dans cette partie de l'Oder, qui est généralement sablonneuse et infertile. Il suit de ce qu'on vient de dire, qu'une armée qui viendrait de la Pologne, quelque nombreuse qu'elle fût, ne pourrait rien entreprendre d'essentiel. Le lieu le plus près des frontières de la Silésie, où l'on pourrait former des magasins, est Posen, qui est

(1) Rien n'est moins rare en géographie que la diversité d'opinions sur les sources des rivières : on voit où l'auteur anglais place celle de l'Oder ; et, selon de bonnes cartes, ce n'est pas l'Oder qui prend sa source près de Jablunka dans les montagnes de la Hongrie, c'est une petite rivière nom-

mée Elsa, qui se jette dans l'Oder à Oderberg : selon les mêmes cartes, l'Oder prend sa source en Moravie, dans les environs de Bautsch ; il passe par Odrau, Oderberg, etc. Quoiqu'il en soit, c'est une chose assez indifférente en elle-même.

(Note du Traducteur.)

éloigné de Glogau de soixante milles : ces magasins, quelque abondants qu'ils pussent être, fourniraient à peine à la subsistance journalière d'une armée nombreuse, tant qu'elle resterait dans les environs ; encore moins pourraient-ils être transportés à Glogau, et y nourrir l'armée pendant l'espace de deux mois. Comment pourrait-on y transporter la grosse artillerie et la quantité immense de tout ce qui est nécessaire pour entreprendre un pareil siège ? Et comment l'entreprendrait-on, en supposant même, ce qui ne doit pas être, que la place fût livrée à une garnison ordinaire, et qu'il n'y eût aucune armée pour la protéger ? Tout cela montre pourquoi les Russes, n'ayant point de magasins suffisants à Posen, ne peuvent s'approcher des frontières de la Silésie avant le mois de juillet, et leurs opérations doivent être alors réglées plutôt par la nécessité de faire subsister leur armée, que par des vues d'entreprise militaire. Comme ils ne peuvent subsister en aucun endroit assez longtemps pour y rien entreprendre d'important, ils sont obligés, malgré leurs victoires, d'abandonner, dans le mois d'octobre, un pays que leurs propres ravages et les circonstances ont mis dans l'impossibilité de les nourrir pendant l'hiver : ils sont alors forcés de se rejeter sur la basse Vistule, où sont leurs magasins ; par cette raison, toutes leurs opérations se réduisent à marcher en Silésie, et après avoir foulé et ravagé le pays, à s'en retourner sur la Vistule.

Nous terminerons cette description de la Silésie, en faisant observer que le grand avantage qui résulte de la situation favorable et de la nature de ce pays, consiste en ce que le roi, protégé par les places de la Silésie, peut faire tous ses mouvements avec sûreté et célérité ; que ses armées sont abondamment nourries par le sol même où elles campent ; qu'un petit corps, couvert par ces places, tient lieu d'une grande armée, et qu'il empêche qu'on ne puisse rien entre-

prendre de conséquence. Ceux qui examineront attentivement ce que nous avons dit, seront moins admirateurs du roi de Prusse, et ils en auront moins de mépris pour les généraux russes et autrichiens.

En suivant l'Oder, on trouve dans le marquisat de Brandebourg la ville de Francfort, qui est une place riche et bien peuplée. Considérée dans le rapport militaire, elle ne peut servir qu'à couvrir les magasins qu'on y ferait et ceux qu'on ferait à Crossen pour la subsistance d'une armée qu'on voudrait envoyer sur la Wartha, vers Posen, et dans cette partie de la Pologne.

Plus loin encore, au confluent de la Wartha avec l'Oder, on trouve la ville de Custrin : cette place est petite et nullement fortifiée ; cependant les Russes qui l'attaquèrent en 1758 échouèrent dans leur entreprise. Elle résista jusqu'à ce que le roi vint la délivrer en gagnant la bataille de Zorndorff, ce qui confirme ce que nous avons dit, de la difficulté qu'il y a à faire dans ce pays de grandes entreprises, comme serait le siège de Glogau, ou de toute autre place un peu considérable, à moins qu'on ne formât des magasins aux environs de ces places, ou que le pays ne fût en état de nourrir l'armée qui l'entreprendrait ; mais il ne fournira jamais aux munitions, aux charriots et aux subsistances nécessaires, si on n'a l'attention d'obliger les fermiers à déposer leurs grains dans ces places, lorsqu'on prévoit qu'elles seront assiégées.

La situation de Custrin est très-avantageuse : cette place peut être considérée comme une des clefs de la Silésie et du Brandebourg, mais particulièrement du Brandebourg, lorsqu'on craint une invasion de la basse Vistule, c'est-à-dire, du pays compris entre Varsovie et Dantzic.

Les colonnes qu'on voudrait y faire passer n'auraient aucun chemin sûr pour pénétrer dans le Brandebourg, si auparavant on ne s'était rendu maître de Custrin et de Stettin. Il serait à souhaiter qu'on trouvât des

moyens d'augmenter les fortifications de cette première place, de manière qu'elle pût contenir une nombreuse garnison en cavalerie et infanterie ; cela ajouterait infiniment à son importance, et alors elle couvrirait sûrement le pays de ce côté. Stettin, principalement par sa situation, est capable d'une longue défense ; elle en fit une longue en effet, lorsqu'elle fut prise sur les Suédois au commencement de ce siècle : elle est d'une conséquence infinie pour le roi de Prusse, parce qu'elle couvre le Brandebourg et la Poméranie, de manière que quand ces provinces seraient envahies et ravagées, elles ne pourraient jamais être conquises. Il est même douteux que les puissances qui désormais auront des vues sur cette place, puissent s'en emparer, sans avoir fait auparavant deux campagnes heureuses, parce qu'il y a trop de choses à faire avant d'entreprendre le siège d'une telle place.

La ville de Colberg est située sur les bords de la mer ; et quoiqu'elle soit éloignée de Stettin de plusieurs milles, elle peut cependant en être considérée comme un ouvrage avancé, parce que c'est le seul poste qu'il y ait aux environs, où l'on puisse former les magasins pour assiéger cette forteresse. Les productions du pays ne peuvent être d'un secours considérable ; les approvisionnements y doivent être apportés par mer, de la Livonie, de la Finlande, de la Suède, etc. Il en est de même de l'artillerie et des munitions de guerre, qui ne peuvent pas y être transportées par terre de la Vistule. On voit par là de quelle conséquence est Colberg, et nous sommes surpris que le roi de Prusse ait négligé cette place : les fortifications en sont faibles et absolument inutiles, à peine pourraient-elles résister deux jours, si elles étaient vigoureusement attaquées ; et si la place n'était point prise, la résistance ferait autant d'honneur à celui qui serait chargé de la défendre, qu'elle prouverait d'ignorance dans ceux qui en feraient le siège.

Nous pensons que si Colberg était mis en

état de contenir une garnison de 4,000 hommes de pied et de 2,000 chevaux, elle résisterait à une armée russe, parce que celle-ci ne pourrait jamais être munie des choses nécessaires pour réduire la place : en outre, elle arrêterait sûrement les progrès d'une armée qui viendrait de ce côté, principalement si Custring était mis dans l'état dont nous avons parlé précédemment. Glogau, Custring, Colberg et Stettin peuvent devenir des barrières insurmontables de ce côté des frontières du roi de Prusse, comme Neiss, Glatz et Schweidnitz le sont de l'autre : il est d'autant plus nécessaire de rendre ces places respectables, que la Poméranie et le Brandebourg sont ouverts de ce côté, et n'ont dans l'intérieur absolument aucune défense.

Les frontières de la Poméranie, du côté de la Suède et du Mecklenbourg, sont fortes de leur nature, et elles n'ont pas besoin du secours de l'art, parce que les Prussiens sont trop puissants pour rien craindre de ce côté.

Quant à la Prusse, nous dirons seulement qu'elle ne peut être bien défendue tant qu'elle appartiendra à la Maison de Brandebourg, parce que les puissances qui peuvent l'attaquer étant limitrophes, elles ont, par conséquent, tous les moyens d'assurer le succès de leur entreprise, et toutes les ressources nécessaires pour se rétablir après une défaite. Au contraire, l'armée qui défendrait la Prusse, serait privée de ces avantages ; et quand même elle n'essuierait d'autres pertes que celles qui arrivent naturellement à la guerre, en une campagne elle serait réduite à la nécessité d'abandonner ce pays, parce qu'elle ne pourrait pas recevoir à temps les chevaux de remonte et les munitions qui lui seraient nécessaires. C'est pourquoi nous sommes surpris que le roi ait essayé de défendre la Prusse : il a, sans doute, un si grand mépris pour les Russes, qu'il n'a pas douté qu'il ne fût aisé de les battre et de les forcer de se retirer dans leur pays ; mais il a vu son erreur ; et, après sa première cam-

pagne, il abandonna la Prusse. Si ce prince pouvait en faire un échange avec les Polonais, pour le pays qui est sur la basse Vistule, ce serait pour lui un marché très-avantageux. Je traiterai plus en détail de la manière de défendre un pays éloigné, lorsque je parlerai de la guerre en Westphalie et en Portugal, sans m'attacher cependant aux rapports politiques, mais seulement aux vues militaires.

A la gauche de la Poméranie, le roi a sur l'Elbe la forteresse de Magdebourg : c'est une place aussi importante que redoutable, parce que en vingt-quatre heures on peut y rassembler un corps de troupes assez nombreux pour tenir en échec d'un côté les Saxons, et de l'autre le Holstein, le Mecklenbourg, et l'électorat de Hanovre. Quant aux possessions du roi de Prusse sur le Rhin, nous pensons qu'il vaudrait mieux que ce prince n'y eût aucune forteresse, parce qu'il est presque impossible de les défendre contre un ennemi placé sur cette frontière, et il serait trop difficile de les lui reprendre s'il s'en était rendu maître ; au lieu que si le pays restait ouvert, l'ennemi serait toujours obligé de les abandonner.

Le sort qu'éprouva Wesel dans cette dernière guerre, confirme cette opinion.

De la Saxe et de la Lusace.

Nous avons dit précédemment, en parlant de la Bohême et de la Silésie, que la première est séparée de la Saxe par une chaîne de montagnes qui s'étend depuis Egra jusqu'à Pirna, et qu'elle est séparée de la Lusace par la même chaîne, qui se prolonge de Pirna jusqu'à Friedland : à partir de cette dernière place, la Lusace est séparée de la Silésie par la Queiss et le Bober. Dans toute l'étendue de cette frontière et de celle qui tient au Brandebourg à la Thuringe, l'armée la plus nombreuse que l'électeur de Saxe pourrait mettre sur pied, ne trouverait aucune position pour couvrir effica-

cement ce pays, parce qu'il n'est fortifié ni par l'art ni par la nature. Cependant, pour protéger la capitale contre un ennemi qui viendrait de la Bohême par le chemin d'Aussig, il y a un camp qu'on pourrait occuper, derrière le ravin de Ghishubel, ou plus loin à Groszedlitz : à la vérité, ce serait une ressource de peu de jours, parce que l'ennemi, en faisant passer une colonne sur la droite de l'Elbe, par Schandau, pourrait aller camper sur les hauteurs voisines de Weissenhirsch, d'où il aurait bientôt détruit la ville de Dresde, ou forcé l'électeur à capituler. Il serait encore plus inutile d'occuper un camp en Lusace, parce qu'elle ne donne aucun point où on puisse la couvrir, ni aucune partie de la Saxe, soit vers la Bohême, soit vers le Brandebourg et la basse Saxe.

La situation de ce pays du roi de Prusse, met sa majesté dans le cas de former différents points d'attaque de Magdebourg, du Brandebourg et de la Silésie ; et il a une si grande supériorité sur l'électeur de Saxe, qu'il rendrait inutiles tous les efforts que celui-ci pourrait faire pour la défense de son pays : c'est une situation malheureuse pour l'électeur, mais on ne peut y rien changer. La Saxe seule ne peut résister ni à la Prusse, ni à la Maison d'Autriche ; il faut donc que par force ou par persuasion elle prenne dans chaque guerre un parti entre ces deux puissances rivales : et comme ce pays est entièrement ouvert du côté de la Prusse, le roi peut l'envahir et arriver à la capitale, avant que les Autrichiens aient pu y faire entrer une armée pour le protéger ; c'est pour cela que nous croyons que la Saxe doit s'unir à la Maison de Brandebourg. Au commencement de la guerre qui suivit la mort de Charles VI, la Saxe était unie avec la Prusse, et elle n'eut rien à souffrir de cette union ; et nous pensons que si elle n'eût pas changé de système, elle en aurait retiré quelques avantages. A la fin de cette même guerre, elle s'unit à la Maison

d'Autriche, et elle en fut la victime; en peu de jours la Saxe fut perdue, et elle ne fut recouvrée que par la médiation de l'Angleterre, et aux conditions que le vainqueur jugea à propos d'imposer.

Les événements de la dernière guerre confirment encore notre opinion, et montrent à la Saxe la nécessité absolue de changer son système politique : elle doit oublier que sa puissance a égalé celle de la Maison de Brandebourg, et sa jalousie doit être éteinte par le sentiment de sa propre conservation, qu'elle ne peut assurer que par une liaison très-étroite avec la Prusse.

L'intérieur de la Saxe est coupé par plusieurs petites rivières et par un nombre infini de ravins, en général, si profonds, qu'il est presque impossible de les passer. La Mulda coule parallèlement à l'Elbe; elle prend sa source dans les montagnes qu'on nomme Ertzgeburg, et se jette dans l'Elbe près de Dessau. Sa plus grande distance de l'Elbe est environ de douze milles : quoiqu'elle ne soit nulle part très-profonde, cependant, comme elle coule dans un ravin profond, et dont les bords sont très-hauts et très-escarpés, il est impossible de la passer si on trouve la moindre opposition.

Il y a plusieurs camps avantageux entre cette rivière et l'Elbe, mais il n'y a aucune position d'où on puisse couvrir la capitale.

Le premier camp est sur la droite de la Weistritz, l'aile droite à Plauen, et la gauche sur la montagne près Potchapel. Pour assurer ce camp, pour couvrir son flanc, et pour veiller sur Friberg, il faudrait avoir un corps considérable de l'autre côté du ravin, près Posendorfs, entre Rabenau et Dippoldiswalde; cependant l'ennemi qui viendrait de l'Elbe pourrait camper avec sûreté sur les hauteurs de Kesselsdorff.

Plus loin, en suivant l'Elbe, on trouve le second camp : sa droite est à Monzig, et sa gauche à Rothschonberg; il a sur son front un profond ravin dans lequel coule un ruisseau marécageux.

De l'autre côté de ce ravin, il y a aussi un camp excellent; on le nomme le Kattsenhauser. Les Prussiens l'ont occupé souvent pendant la guerre; ils en ont encore occupé un autre près de Meissen, qui est aussi mauvais qu'un camp puisse être; ce que nous prouverons en racontant quelques actions qui s'y sont passées pendant la guerre.

Le troisième camp est à Lomatch; le quatrième à Ochatz : on peut rendre celui-ci très-fort, en construisant des redoutes devant son centre et derrière la droite.

On en trouve un cinquième à Strehlen : il est bon de quelque manière qu'on l'occupe; mais il faut avoir un corps de troupes à Huberczburg.

Enfin, le dernier camp qui soit de conséquence dans ce pays, est à Torgau : il est bon de quelque côté qu'on en place le front. Cependant, quelques redoutables que puissent être tous ces camps, aucune armée ne pourrait y rester longtemps, s'ils n'étaient soutenus par des troupes considérables, placés sur la rive gauche de la Mulda et sur la droite de l'Elbe. Une armée qui serait destinée à couvrir Dresde et la Bohême, en négligeant cette précaution, serait bientôt forcée de se rejeter sur cette ville pour conserver sa communication avec la Bohême, si l'ennemi envoyait un corps derrière la Mulda ou derrière l'Elbe : la même chose arriverait à une armée qui viendrait de l'Elbe; un corps posté derrière ces rivières l'obligerait bientôt à rétrograder pour conserver sa communication avec le bas Elbe et avec le Brandebourg. Toutes ces idées seront confirmées par le récit des opérations de guerre qui se sont faites dans ce pays.

Après avoir expliqué les vues des puissances belligérantes, et avoir donné une description exacte du pays qui a été le théâtre de la guerre, nous allons commencer la narration des différentes opérations : nous espérons faire un ouvrage utile et agréable à tous les militaires, pour l'usage desquels il a été principalement entrepris.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE D'ALLEMAGNE.

CAMPAGNE DE 1756.

Le roi de Prusse essaya d'entrer en négociation avec la cour de Vienne. Son dessein était de traîner les choses en longueur ; il espérait trouver pendant ce temps quelques moyens pour rompre la confédération, ou au moins pour en prévenir les premiers effets : mais voyant que l'on rejetait toutes ses propositions avec dédain, il résolut de prévenir les desseins de ses ennemis, et de porter la guerre dans leur pays, plutôt que d'attendre qu'ils vinssent l'attaquer dans le sien. La possession de la Saxe est non-seulement favorable, mais encore presque nécessaire pour envahir la Bohême avec succès ; c'est pour cela que ce prince résolut de s'en emparer. Il fut d'autant plus affermi dans cette résolution, qu'il savait que l'électeur était entré tacitement dans tous les projets qu'on avait concertés pour sa ruine, et qu'il n'attendait qu'une occasion favorable pour concourir à leur exécution.

Dans cette vue, le roi fit entrer dans l'électorat de Saxe, le 29 août, une armée composée d'environ 70 bataillons et de 80 es-

cadrons, divisée en trois corps différents. L'aile droite, sous les ordres du prince Ferdinand de Brunswick, composait un de ces corps, et marcha, du duché de Magdebourg, par Hall, Leipsig, Bornä, Chemnitz, Friberg et Dippodiswald, et de là vers Dresde, qui était le point désigné pour le rendez-vous de l'armée. Le centre, commandé par le roi en personne, formait le second corps, et marcha sur la rive gauche de l'Elbe, de Wittenberg, par Torgau, Meissen, et de là par Kesselsdorff à Dresde. L'aile gauche, commandée par le duc de Bevern, formait le troisième corps, qui marcha, des environs de Francfort sur l'Oder, par Elsterwerda, Bautzen, Stolpen et Lohmen, et y campa sur la rive droite de l'Elbe, vis-à-vis Pirna. Toute l'armée prussienne s'assembla aux environs de Dresde le 6 septembre. Il semble que l'intention du roi de Prusse était d'engager le roi de Pologne à se joindre à lui pour attaquer la Bohême, ou, ce qui est plus probable, de se ménager, en cas de refus, un prétexte pour s'emparer de la Saxe, ce qu'il fit bientôt après.

Les dispositions de la marche du roi pour entrer en Saxe, nous paraissent très-belles.

Il n'y avait dans cet électorat pas plus de 15,000 hommes, qui même n'étaient pas assemblés en corps d'armée; et quand ils l'auraient été, inférieurs en nombre à chacune des colonnes du roi, ils n'auraient pu se porter vers une d'elles sans être séparés de Dresde par les deux autres, comme on peut le voir par l'inspection de la carte de ce pays.

L'événement prouva la sagesse de ces dispositions : les Saxons furent obligés d'abandonner tout le pays, et enfin ils se réunirent au nombre d'environ 14,000 hommes dans le fameux camp de Pirna. Le roi de Pologne avait choisi cette position, parce qu'il croyait qu'on ne pourrait l'y forcer, et qu'elle assurerait sa communication avec la Bohême, seul pays d'où il pouvait attendre quelques secours, et où il pût se retirer en cas de nécessité.

Encouragé par ces motifs, il résolut de rejeter toutes les propositions qui lui seraient faites par le roi de Prusse : suivit-il en cela les principes de l'honneur ? c'est ce que nous n'entreprendrons point de décider, mais au moins ne suivit-il pas ceux de la politique, comme on le verra par les observations que nous ferons sur cet événement.

Le roi de Prusse, qui s'était proposé d'envahir la Bohême, et de la réduire à son obéissance avant que l'impératrice pût rassembler ses troupes, ou qu'aucun des autres confédérés fût en mesure de l'attaquer, avait, en entrant en Saxe, donné ordre au maréchal Schwerin de pénétrer dans la Bohême par Nachod et Neustadt, à la tête d'une armée forte de 33 bataillons et de 55 escadrons; mais voyant que les Saxons ne voulaient pas entrer dans ses projets, et qu'ils étaient si avantageusement postés qu'il lui était impossible de les forcer, il se trouva dans la nécessité de changer le plan de ses opérations.

Il ne pensait pas qu'il y eût de sûreté à pénétrer en Bohême en laissant derrière lui

les Saxons maîtres de l'Elbe, parce qu'il n'avait aucun magasin dans ce pays, et qu'il ne pouvait conduire avec lui, à travers les immenses défilés qui mènent en Bohême, le peu de subsistances qu'il y trouvait, n'ayant pas de transports suffisants pour cela; c'est pourquoi il résolut de réduire les Saxons avant de se porter plus loin. Pour les empêcher de recevoir aucuns secours, pour s'assurer à lui-même un passage au besoin, et pour observer les mouvements des Autrichiens, il envoya un corps considérable, commandé d'abord par le prince Ferdinand de Brunswick, et ensuite par le maréchal Keith, prendre poste à Johnsdorff en Bohême, et le maréchal de Schwerin reçut ordre de prendre sa position à Aujest vis-à-vis Königgratz. Ces dispositions, ainsi que le roi le pensait avec raison, devaient obliger les Autrichiens d'envoyer une armée de ce côté pour s'opposer à ses progrès ultérieurs; et dans le cas où ils diviseraient leurs forces, leurs efforts pour dégager les Saxons, s'ils l'entreprenaient, comme il y avait apparence, en devenaient moins formidables.

Soit que l'impératrice voulût cacher les desseins qu'elle avait formés contre le roi de Prusse, jusqu'à ce qu'elle et ses alliés fussent en état de les mettre à exécution, soit qu'elle se laissât guider par les conseils incertains et tardifs de son ministère, elle n'avait encore assemblé aucun corps considérable en Bohême. Cependant, sur les mouvements des Prussiens, elle donna ordre que l'on formât deux camps de toutes les troupes qui étaient alors dans le pays, le plus petit commandé par le prince Piccolomini, à Königgratz, en opposition au général Schwerin, et le plus grand commandé par le maréchal Brown, à Kollin; celui-ci destiné à marcher le plus tôt possible au secours des Saxons.

Le roi campa à Grosszedlitz près de Pirna; et ne pouvant attaquer les Saxons avec aucune apparence de succès, tous ses soins

furent de les bloquer et de les réduire par famine. En cela tout réussit selon ses désirs, car avant la fin de septembre, ils manquèrent de tout et furent réduits à l'état le plus déplorable.

L'impératrice, informée de leur situation, et sachant que le sort de ses troupes saxonnes allait décider lequel des deux pays, de la Bohême ou de la Saxe, deviendrait le théâtre de la guerre, ordonna au maréchal Brown de marcher et de les secourir à quelque prix que ce fût. Alors le maréchal quitta son camp de Kollin, et arriva, le 23 septembre, à Budyn sur l'Egra, pour être à portée de concerter avec les Saxons les mesures nécessaires pour les secourir. Il fut forcé d'y rester jusqu'au 30 pour attendre l'artillerie et les pontons qu'on préparait à Vienne.

Les choses restèrent dans cet état jusqu'au 28, que le roi, accompagné de quelques officiers-généraux, alla au camp du maréchal Keith pour examiner sa position, et la changer, si on y était contraint par quelque mouvement de l'ennemi. Ensuite il retourna à son camp près Pirna; mais avant de quitter le camp du maréchal, il avait appris que M. Brown, ayant enfin reçu son artillerie et ses pontons, se disposait à passer l'Egra, ce qui annonçait parfaitement l'intention qu'il avait de secourir les Saxons.

Le roi pensait qu'il ne pourrait empêcher l'exécution de ce projet plus efficacement, qu'en se portant en avant dans la Bohême pour repousser M. Brown, en lui livrant bataille si cela était nécessaire. A cet effet, il ordonna à son avant-garde, qui consistait en 11 escadrons, 400 hussards et 6 bataillons, de marcher, le 29 septembre, du camp de Johnsdorff pour aller occuper celui de Tirmitz par-delà le ravin et la rivière près d'Aussig. Là, étant plus sûrement informé que l'ennemi devait passer l'Egra ce jour même, et camper à Lowositz, il jugea qu'il était nécessaire de passer les

montagnes de Bascopol et de Kletchen, de laisser les défilés derrière lui, et d'occuper les débouchés qui conduisaient dans la plaine devant le camp de M. Brown; qu'alors il pourrait, sans obstacles, marcher à lui, et l'attaquer s'il le jugeait à propos. Dans ce dessein, aussitôt que la tête de son armée, qui avait ordre de le suivre à Tirmitz, vint à paraître, il partit le 30 au matin avec son avant-garde pour Welmina, où toute l'armée arriva à huit heures du soir, sans autre obstacle que la difficulté des chemins.

Le roi craignant que les ennemis ne fissent une marche de nuit, et qu'ils n'occupassent les montagnes de Radostitz et de Lobosch, et que par cette situation ils ne le missent dans l'impossibilité de les attaquer, mais encore qu'ils ne l'obligeassent de se rejeter sur Aussig, ce qui ne pouvait se faire sans les plus grandes difficultés, il continua sa marche, passa le ravin, et occupa les montagnes qui étaient de l'autre côté, l'avant-garde en CC, le reste de l'armée en GG, où elle demeura toute la nuit dans l'ordre où elle avait marché, parce qu'il était trop tard pour camper, et plus encore parce que le terrain n'avait pas été suffisamment reconnu.

Le premier d'octobre au matin, l'armée prussienne, qui consistait en 63 escadrons, 26 bataillons, et 102 pièces de canon, se forma en JJ, l'infanterie sur deux lignes, et la cavalerie sur trois, autant parce qu'il n'y avait pas assez de terrain, que parce que de sa nature ce terrain était peu propre à une action de cavalerie.

L'aile droite de l'infanterie fut placée dans le village de Radostitz, au pied d'une montagne du même nom. Devant cette montagne en est une autre nommée le Homolkaberg, qui, quoique beaucoup moins élevée que la première, l'est cependant assez pour dominer toute la plaine jusqu'au village de Sulowitz : le roi fit ensuite appro-

cher sa droite de cette montagne, et y plaça une batterie de gros canon.

Le centre occupa la vallée formée par cette montagne et par le Loboschberg, sur lequel l'aile gauche était postée : cette dernière montagne est très-haute, très-escarpée, et se prolonge dans la plaine presque jusqu'à Lowositz. De ce côté, elle est couverte de vignes qui sont séparées par des murs de pierre ; M. Brown y avait placé quelques mille Croates, soutenus par plusieurs bataillons d'infanterie hongroise K K. Parallèlement à ces montagnes et à quelques centaines de verges (1) de leur pied, coule un petit ruisseau marécageux, qui, dans plusieurs endroits, s'étend dans la plaine et forme plusieurs lacs. Entre ce ruisseau et les montagnes sur lesquelles était formée l'armée prussienne, il est un ravin très-profond qui s'étend depuis Sulowitz jusqu'à Lowositz. On ne peut passer ce ruisseau et ce ravin qu'à ces deux villages et sur un pont de pierre étroit situé dans l'espace qui les sépare. Derrière le ruisseau le terrain s'élève un peu, principalement du côté de Sulowitz. Sur ce terrain était placée l'armée autrichienne BB, composée de 72 escadrons, de 52 bataillons et de 98 pièces de canon : elle était formée sur deux lignes, avec un corps de réserve, l'infanterie au centre, et la cavalerie sur les ailes, selon l'usage. Cependant, un peu avant l'action, celle de la droite marcha en avant et occupa la plaine NN sur la gauche du village de Lowositz LL : M. Brown avait donné ordre qu'on fortifiât ce village, et y avait placé des troupes tirées de sa meilleure infanterie, avec une grande quantité d'artillerie ; il avait aussi élevé dans la plaine, devant le village, une forte batterie et quelques redoutes. Par ce moyen, il croyait avoir rendu sa droite inattaquable ; son cen-

tre et sa gauche, couverts du ruisseau et du ravin dont on a parlé, l'étaient en effet : dans cette position, il se détermina à attendre l'événement.

Quant aux dispositions du roi, nous n'avons rien à en dire, excepté que dès le commencement de l'action, il aurait dû placer sa cavalerie au centre de sa ligne, du Loboschberg à Kinitz, ce qui lui aurait donné les moyens de laisser plus d'infanterie sur la montagne Homolka, et de renforcer d'autant sa gauche, où il se proposait de faire les plus grands efforts. Alors il aurait pu soutenir les escadrons qu'il envoya pour attaquer la cavalerie ennemie, au lieu que sa cavalerie ne pouvait être d'aucun usage derrière l'infanterie, parce que dans cette position elle ne pouvait la protéger au cas qu'elle fût repoussée de Lowositz.

La célérité avec laquelle le roi se porta de Johnsdorff à Welmina, montre qu'il savait de quelle importance il était de mettre le défilé derrière lui : maxime générale qu'il est essentiel de pratiquer lorsqu'on marche à l'ennemi ; les raisons en sont si évidentes, qu'il paraît inutile de les expliquer.

Nous pensons que les Autrichiens auraient dû faire passer la grosse artillerie sur la rive droite de l'Elbe, et placer une batterie, comme nous l'avons représenté dans le plan ; elle aurait pris en flanc l'infanterie prussienne, lorsqu'elle s'avança dans la plaine pour attaquer Lowositz. Il est difficile de concevoir pourquoi la cavalerie autrichienne passa le ravin pour attaquer les Prussiens en ZZ, car cette manœuvre était absolument inutile.

L'action commença à peu près à sept heures du matin, entre l'aile gauche des Prussiens et les troupes que M. Brown avait postées sur le Loboschberg ; elle se soutint avec un feu irrégulier, sans aucun avantage considérable de part et d'autre, jusqu'à près de midi. Alors le jour, qu'un brouillard avait tellement obscurci, qu'on ne pouvait rien distinguer à la distance de cent

(1) La verge est une mesure anglaise de trois pieds de roi.

verges, commença à s'éclaircir. On découvrit un gros corps de cavalerie autrichienne NN dans la plaine de Lowositz, ainsi que quelque infanterie dans ce village et aux environs, et près des redoutes et des batteries. Comme il n'y avait alors en apparence aucune ligne régulière, le roi crut que c'était seulement l'arrière-garde, et il en fut d'autant plus persuadé, que sur quelques mouvements qu'il avait entendus dans le camp des ennemis pendant la nuit précédente, il imaginait ou que leur armée avait passé l'Elbe à Leutmeritz; ou qu'elle s'était retirée dans son ancien camp à Budyn. Toutefois, pour s'en assurer, il donna ordre à un régiment de dragons et à quelque cavalerie OO de passer au travers des intervalles de l'infanterie, et d'attaquer cette cavalerie; ils l'attaquèrent ZZ, et la repoussèrent de l'autre côté du ravin. En la poursuivant, ils se portèrent si loin qu'ils furent exposés à une forte canonnade de Lowositz et de Sulowitz, et ce ne fut qu'avec beaucoup de difficulté et avec une grande perte, qu'ils parvinrent à se retirer sous la protection du feu de leur infanterie en RR, où ils reçurent ordre de reprendre leur première position derrière la ligne.

Le brouillard était alors entièrement dissipé, et on voyait distinctement l'armée autrichienne dans la position que nous avons désignée sur le plan ci-joint.

Le roi l'ayant examiné pendant quelque temps, jugea que la droite des ennemis était leur point le plus faible, par plusieurs raisons, et principalement parce qu'elle était commandée par le Loboschberg; c'est pourquoi il donna ordre à sa seconde ligne d'entrer dans la première, la cavalerie au centre, afin qu'il pût étendre son front, et occuper en force le Homolka et le Loboschberg. Cet ordre ayant été bientôt exécuté, toute l'armée marcha obliquant toujours vers la gauche, d'où il se proposait de faire son attaque. La gauche renforcée et protégée par le feu d'une artillerie très-

nombreuse et bien servie, descendit le Loboschberg, s'avança vers Lowositz, et poussa aisément les Croates KK des vignes dans la plaine, quoiqu'ils fussent soutenus par la meilleure infanterie autrichienne : ce qui doit paraître très-naturel d'après la description que nous avons donnée de cette montagne, qui dominait les vignes de telle manière que les troupes qui les occupaient, ne pouvaient lever la tête assez haut pour diriger leur feu vers les Prussiens, lorsqu'ils descendaient; ces troupes ne firent donc qu'une faible résistance.

M. Brown envoya plusieurs bataillons de la meilleure infanterie de sa droite pour les soutenir, et le général Lasey, qui les commandait, fit au pied de la montagne plusieurs attaques vigoureuses, mais sans succès, à l'une desquelles il fut blessé : enfin, convaincu qu'il était inutile de renouveler les attaques, ce général se retira vers Lowositz.

Les Prussiens, alors entièrement maîtres du Loboschberg, eurent ordre de faire halte au pied de cette montagne, pour reformer leur ligne, qui avait été un peu rompue autant par l'action même, que par l'irrégularité et la difficulté du terrain, et pour faire sortir leur artillerie; précaution si nécessaire, que la seule négligence à cet égard a souvent fait perdre des batailles.

Aussitôt que les Prussiens furent formés, ils s'avancèrent vers Lowositz sur plusieurs lignes SS, tenant leur gauche près de l'Elbe pour éviter le feu de la batterie LL; la droite resta sur la montagne Homolka. Par cette disposition, la gauche et le centre des ennemis ne pouvaient rien entreprendre de ce côté, et le roi pouvait toujours sans danger retirer sa gauche, s'il était repoussé à Lowositz; ce qui, à la vérité, n'était guère probable, parce que, par la situation même du terrain, il pouvait la renforcer avec plus de facilité et en moins de temps que l'ennemi ne pouvait renforcer sa droite; par conséquent, le roi pouvait porter un plus grand

nombre de combattants dans le même temps au point de l'action, ce qui généralement doit en décider le succès.

Le maréchal Brown, croyant qu'on ne pouvait s'assurer de la victoire qu'en restant maître de Lowositz, porta dans ce village et aux environs presque toute son aile droite, c'est pourquoi l'action y fut longue et opiniâtre : enfin, elle se termina à l'avantage des Prussiens, ce qu'ils durent principalement à leur artillerie qui mit le feu au village. Cette circonstance, jointe au défaut de terrain qui empêcha les Autrichiens de se former, occasionna parmi eux beaucoup de désordre ; et comme, faute de terrain, ils ne pouvaient être soutenus par leur propre ligne, la communication n'ayant pas été faite assez large pour permettre à trois ou quatre bataillons d'y marcher de front, ils furent forcés d'abandonner Lowositz, et de se rejeter avec précipitation sur la cavalerie (1).

Le maréchal Brown voyant sa droite forcée, donna ordre à sa gauche de s'avancer au travers du village de Sulowitz WW, et d'attaquer la droite des ennemis. Elle l'entreprit, mais inutilement ; il n'y eut qu'un petit nombre d'infanterie qui put passer le village, et il lui fut impossible de se former de l'autre côté sous le feu d'une grosse artillerie très-nombreuse qui tirait de la batterie placée sur la montagne Homolka, à la distance de quelques centaines de verges de l'écluse sur laquelle ces troupes étaient obligées de passer le ruisseau marécageux à Sulowitz. Aussi, le petit nombre qui avait passé le village fut-il obligé de s'y rejeter aussitôt, et de le repasser en désordre, plusieurs maisons étant déjà en feu.

Cette entreprise du maréchal était trop

déraisonnable pour qu'il eût, à ce que nous croyons, en la faisant, d'autre objet que celui d'attirer l'attention des ennemis de ce côté, et de gagner du temps pour remettre de l'ordre dans son aile droite et faciliter sa retraite.

C'est ce qu'il exécuta d'une manière habile VV. Il donna ordre à son centre et à sa gauche de faire un mouvement sur la droite par lequel ils occupèrent le terrain derrière Lowositz dans l'instant que la droite le quittait : cette infanterie, soutenue par l'aile droite de la cavalerie, couvrit la retraite si efficacement, que le roi ne fit aucune tentative pour la troubler.

Le maréchal prit une nouvelle position un peu plus en arrière, la gauche et le centre toujours derrière les ruisseaux marécageux, et la droite formant un angle avec la ligne, son front s'étendant dans la plaine derrière Lowositz et l'Elbe. Par cette disposition, l'ennemi ne pouvait se porter au delà de Lowositz et se former dans la plaine sous le feu d'une nombreuse artillerie, son arrière-garde tenant immédiatement à l'Elbe ; et il le pouvait d'autant moins, que pour former une semblable ligne, son infanterie et sa cavalerie auraient présenté le flanc en marchant pour prendre leur terrain.

Ces raisons engagèrent, ou plutôt forcèrent le roi à se contenter de l'avantage qu'il venait de remporter, et laisser sa ligne derrière Lowositz XX. Tant que le maréchal Brown serait resté dans cette position, le roi n'aurait pu, en aucune manière, effectuer ses projets. L'action ne fut nullement décisive, et, par conséquent, elle ne mettait pas M. Brown dans l'impossibilité d'essayer de délivrer les Saxons ; il était aussi en état de

(1) Lorsqu'on se propose de défendre un village, les retranchements doivent être séparés des maisons par un intervalle assez grand pour que les troupes puissent s'y former, et les derrières doivent être débarrassés de manière que l'on puisse y

faire marcher de front deux ou plusieurs bataillons : sans cette précaution, on ne peut le défendre, et à l'instant où il est en feu, on est obligé de l'abandonner et de se retirer dans un désordre qui se communique quelquefois à toute la ligne.

l'entreprendre, et même avec plus d'avantage qu'avant l'action, sa perte ayant été inférieure à celle des Prussiens : le roi ne pouvait pas non plus l'attaquer avec apparence de succès, car en passant le ruisseau marécageux, il aurait exposé son armée aux obstacles que par sa propre expérience M. Brown avait trouvé insurmontables.

Les talents supérieurs du roi le retirèrent de cette situation embarrassante ; ce prince envoya le duc de Bevern avec un gros corps de cavalerie et d'infanterie à Tschiskowitz, comme s'il eût eu le dessein de tourner le flanc gauche des ennemis, et les enfermer entre l'Elbe et l'Egra : cette manœuvre produisit l'effet qu'il en attendait ; le maréchal Brown craignant l'événement, se hâta de repasser l'Egra, et occupa sans la moindre perte son ancien camp de Budyn.

Ainsi se termina la bataille de Lowositz, qui commença à 7 heures, et qui finit à 3. Les deux parties s'attribuèrent la victoire. Il faut convenir que les Prussiens y avaient plus de droit que les Autrichiens, si l'on en juge d'après les suites de l'action, qui seules doivent fixer la décision en pareille matière.

Les Autrichiens avaient certainement le dessein de dégager les Saxons, et, dans cette vue, ils s'avancèrent à Lowositz. Le roi ne pouvait avoir d'autre intention que de les empêcher d'exécuter ce projet, et il y parvint par la bataille de Lowositz, par les

manœuvres ultérieures qui rejetèrent les Autrichiens derrière l'Egra, et ne leur permirent de faire aucune tentative importante pour donner des secours aux Saxons leurs alliés. Si les Prussiens avaient remporté une victoire plus complète, ils auraient été en état de prendre des quartiers d'hiver dans la Bohême.

La perte des Autrichiens montait à 19 officiers et 420 soldats tués ; 105 officiers et 1,729 soldats blessés ; 711 perdus ou faits prisonniers, et 475 cavaliers tués ou blessés : en tout 2,984. Parmi les morts était le comte Radicati (1), lieutenant-général de cavalerie, qui commandait l'aile droite : parmi les blessés et égarés était le général-major prince Lobowitz et plusieurs officiers de l'état-major. Dans sa lettre à l'impératrice, le maréchal Brown, en parlant des officiers qui s'étaient distingués, faisait mention particulièrement du général Odonell (2), qui, après la mort du comte Radicati, commanda l'aile droite de la cavalerie ; du prince Lowenstein, du comte Lasey, etc., etc. La perte des Prussiens montait, dans la cavalerie, à 11 officiers, 281 cavaliers tués ; 24 officiers, 428 cavaliers blessés ; 8 officiers, 238 cavaliers prisonniers : dans l'infanterie, 5 officiers, 423 soldats tués ; 53 officiers, 1,374 soldats blessés ; 5 officiers et 458 soldats faits prisonniers : en tout 3,308. Du nombre des morts étaient les majors-généraux Oertzen (3),

(1) Le comte Radicati naquit en Piémont ; en 1739, il était lieutenant-colonel dans le régiment de Vernes cavalerie ; il fut blessé à la bataille de Grotzka. En 1740, il fut fait colonel ; en 1745, major-général ; en 1751, il obtint un régiment, et en 1754, il fut fait lieutenant-général. Il avait la réputation d'un bon officier, principalement dans la manière d'exercer les troupes.

(2) Le comte Odonell était d'une ancienne famille d'Irlande : il fut quelque temps lieutenant-colonel dans les dragons d'Ollone. En 1742, il fut fait colonel du régiment de Baleyra, et en 1746, major-général, pour récompense de son courage et de sa conduite à la bataille de Parme. Dans l'expédition

contre la Provence, il commanda un corps détaché avec distinction : dans cette bataille, il commanda l'aile droite pendant la plus grande partie de l'action, et se distingua beaucoup ; c'est pour cela qu'on lui donna un régiment, et qu'il fut fait lieutenant-général. Dans le cours de cet ouvrage, nous aurons souvent occasion de parler de cet officier avec éloge.

(3) Cet officier était major-général de cavalerie : dans sa jeunesse, il avait étudié à Hall en Saxe. Il fut longtemps porte-étendard et subalterne dans les gendarmes : en 1725, il fut fait capitaine de cavalerie ; en 1739, major ; en 1741, lieutenant-colonel ; et s'étant distingué à la bataille de Sooz,

• Liederitz (1) et Quadt (2); et parmi les blessés, le lieutenant-général Kleist (3), qui, bientôt après, mourut de ses blessures.

Le maréchal Brown, n'ayant point réussi dans le projet de secourir les Saxons sur la rive gauche de l'Elbe, résolut de tenter fortune sur la rive droite. Il fut convenu que les Saxons passeraient l'Elbe, le 11 octobre pendant la nuit, près de Königstein, et que le maréchal attaquerait les Prussiens à Ratmansdorff et Borsdorff, le 12 au matin, tandis que les Saxons en feraient autant de leur côté. En conséquence, M. Brown, à la tête d'environ 8,000 hommes, passa l'Elbe près de Raudnitz, et marcha par Neustadt, Romburg et Hanspach, et arriva à Lichtenhayn, où il campa en attendant qu'il apprît que les Prussiens et les Saxons étaient engagés, ce qui devait arriver à l'instant où ceux-ci auraient passé l'Elbe, alors il devait entrer lui-même en action et exécuter sa part du plan concerté.

Le temps avait été si orageux et si pluvieux, que les Saxons ne purent passer l'Elbe que le 13, à quatre heures du matin, et même avec beaucoup de difficulté et une grande perte de temps, ce qui donna aux Prussiens la facilité de renforcer tous leurs postes sur la droite de ce fleuve, de sorte que les Saxons y trouvèrent des forces plus

nombreuses qu'ils ne le pensaient. Le terrain sur la droite de l'Elbe, aux environs de Pirna et de Königstein, est entrecoupé de hautes montagnes couvertes de bois épais; elles sont séparées par des ravins profonds formés par les pluies de l'automne et par les neiges qui fondent au commencement de l'été : il y a donc très-peu de routes praticables; les Prussiens avaient occupé ces montagnes et les avaient fortifiées avec le plus grand soin par des retranchements, des abatis, etc.

Parmi ces hautes montagnes est le Lillienstein, extrêmement élevé, et si près de l'Elbe, qu'il n'y a point d'espace pour se former entre le pied de cette montagne et les bords du fleuve, mais seulement un chemin très-étroit.

Les Saxons passèrent l'Elbe vis-à-vis cette montagne, et tâchèrent de se former, mais ils ne le purent faute de terrain; aussi restèrent-ils en désordre près du village d'Ebenheit, sur une petite éminence et aux environs. Ils jugèrent qu'il était impossible, et, selon nous, avec raison, de sortir de cette position environnée de toutes les difficultés que l'art et la nature pouvaient leur opposer.

Cependant les Prussiens étaient entrés dans le camp de Pirna, le 13 de grand ma-

il fut décoré de l'ordre du Mérite. En 1745, il fut fait colonel; en 1750, major-général; en 1752, on lui donna un régiment : dans cette bataille, il reçut à la tête trois blessures, dont il mourut le jour suivant.

(1) Le major-général Liederitz était né en 1699 : en 1715, il était officier subalterne dans la garde de Potsdam; cornette en 1719; capitaine de cavalerie en 1725; lieutenant-colonel en 1743, et il se distingua beaucoup aux batailles de Hohenfriedberg et de Kesseldorff; il fut fait colonel en 1745, et major-général en 1752 : son corps fut mis en pièces par un boulet de canon.

(2) Le baron Quadt était major en 1728, lieutenant-colonel en 1736, colonel en 1743, major-général en 1747, et il obtint dans cette année un régiment.

(3) Le lieutenant-général Kleist était né en 1688 : en 1702, il était cadet; en 1708, il reçut au pied une blessure dont il fut estropié toute sa vie. Bientôt après il entra au service de l'électeur palatin, et servit dans la guerre de Flandre jusqu'à la paix de 1712 : en 1716, il rentra au service de Prusse; en 1724, il fut fait major; en 1729, il alla servir en Corse comme volontaire; en 1738, il fut fait lieutenant-colonel; colonel en 1742, et il se trouva à presque toutes les actions de cette guerre en Silésie. En 1745, il fut fait major-général; en 1747, il eut un régiment; en 1756, il fut fait lieutenant-général : il fut blessé à la bataille de Lowositz, cependant il resta à cheval sans faire panser ses blessures jusqu'à quatre heures : bientôt après, le roi lui donna l'ordre de l'Aigle noir; dans le mois de janvier suivant, il mourut à Dresde de ses blessures.

tin : ils y trouvèrent l'arrière-garde des Saxons, qui tomba entre leurs mains avec beaucoup de bagages, le pont ayant été rompu avant que la plus grande partie eût pu le passer. L'armée, privée alors de toutes ressources, mourant de faim et de froid, ayant été sous les armes depuis la nuit du 12 jusqu'au 14 au matin, sans aucun espoir d'être secourue par M. Brown, qui manda qu'il n'était encore qu'à Lichtenhayn, et qu'il ne pouvait s'avancer plus près, il fut résolu de capituler. M. Brown, de son côté, ayant attendu plus de deux jours, sans avoir aucune nouvelle des Saxons, crut qu'il était nécessaire de pourvoir à sa propre sûreté, et il se retira. Il ne perdit pas plus de 200 hommes dans sa retraite; perte qui doit paraître légère, quand on considère qu'il aurait pu être coupé entièrement si les Prussiens, campés à Lowositz, avaient été plus vigilants, puisqu'ils auraient pu passer l'Elbe derrière lui près de Lowositz ou de Leutmeritz.

Pendant que ceci se passait, le roi arriva, le 14 au matin, à son armée de Saxe, et, le 18, après plusieurs négociations, il conclut, avec le roi de Pologne, un traité par lequel il fut stipulé que l'armée saxonne serait dispersée, qu'elle s'engagerait à ne point servir contre le roi de Prusse, qui resterait maître de la Saxe, et que le roi de Pologne aurait la liberté de se retirer dans son royaume.

Le roi de Prusse ayant ainsi rempli ses projets pour cette campagne, donna ordre à ses armées de quitter la Bohême, ce qui fut exécuté avant la fin du mois. Celle que commandait le maréchal Schwerin rétrograda sur la Silésie, et cantonna sur les

frontières de la Bohême, depuis Zuckmantel jusqu'à Greiffenberg. Celle qui était sous les ordres du roi cantonna dans la Saxe, et forma un cordon depuis Egra jusqu'à Pirna, et de là en traversant la Lusace jusqu'à la Queiss.

Ainsi finit la campagne de 1756, qui ne dura que deux mois : elle mérite cependant notre attention, tant pour la réputation de ceux qui commandèrent les armées, que pour l'importance de l'événement qui la termina ; c'est pour cette raison que nous ferons nos observations sur les faits et sur les généraux.

Le roi de Prusse paraît avoir commis quelques fautes, et comme politique et comme général. Il savait, longtemps avant d'entrer en Saxe, qu'il se formait une ligue formidable contre lui, et cependant on ne voit pas qu'il ait jamais tenté de faire aucune alliance pour la contrebalancer et pour en arrêter les effets : il y aurait probablement réussi, par la prépondérance qu'il avait acquise en Europe.

Il eut trop de confiance en lui-même, et une trop mauvaise opinion de ses ennemis, ce qui pouvait, et ce qui aurait dû lui devenir funeste. Une autre faute, c'est de n'avoir pas commencé la guerre en 1755, ou au moins au mois d'avril 1756 ; il y était alors aussi bien préparé qu'au mois d'août lorsqu'il entra en Saxe, et ses ennemis l'étaient infiniment moins (1).

Sa négociation avec le roi de Pologne, avant et après l'entrée de ses troupes, en Saxe, nous semble n'avoir d'autre but que d'amuser ce prince, et de l'empêcher de prendre des mesures qui puissent contrarier ou retarder ses opérations contre les Autri-

(1) Nous pensons que c'est une règle générale, qu'il faut entrer en campagne le plus tôt possible, parce que si l'on est sur l'offensive, on a le temps d'exécuter tout ce qu'on s'est proposé : cela n'est pas moins nécessaire si on reste sur la défensive, parce que, en prévenant l'ennemi, on consomme

les fourrages et l'on détruit le pays qui doit le faire vivre. Ajoutez à cela que vous gagnez du temps, qu'il perd sa campagne à vous forcer de quitter son pays, et lorsqu'il en venu à bout, il est trop tard pour qu'il puisse rien entreprendre contre le vôtre.

chiens ; opérations qui, sans doute, étaient alors le seul objet qu'il eût en vue. Notre opinion est fondée sur ce qu'on ne voit dans toute cette négociation de disposition à un accommodement, que sous la condition que le roi de Prusse resterait maître de la Saxe, et que l'armée saxonne serait dispersée ; projet que, sans doute, il avait résolu de remplir afin d'envahir la Bohême avec plus d'espérance de succès.

Soit que nous considérions cet événement sous un rapport politique ou sous un rapport militaire, il nous semble avoir été sagement combiné. Le roi connaissait trop bien les dispositions de la cour de Saxe à son égard, et la part qu'elle avait eue à la ligue qui s'était formée contre lui, pour se fier à aucune des offres qu'elle pourrait lui faire. Il ne pouvait prudemment laisser une armée de 14,000 hommes derrière lui, car le roi de Pologne, quoiqu'il promit de la disperser, pouvait la rassembler, l'augmenter même à son gré, et se trouver bientôt en état de faire repentir le roi de Prusse de sa confiance.

La Saxe, considérée sous un rapport militaire, est d'une telle importance, qu'il est impossible, sans en être le maître, d'attaquer l'impératrice de ce côté de ses États avec la moindre apparence de succès. La richesse et la population de cet électorat permettent d'y lever et d'y entretenir une armée de 40,000 hommes. On peut former sur l'Elbe des magasins d'où l'on tirerait des subsistances abondantes pour une armée qui serait en Bohême, et par la position de la Saxe, si l'on est maître de la Silésie, on environne la Bohême de manière que l'impératrice est obligée de diviser son armée en tant de parties, qu'elle ne peut réussir à s'opposer partout à l'invasion de ce royaume ; on le voit assez par les guerres dont ce pays a été plusieurs fois le théâtre. Au lieu que si on n'est pas maître de la Saxe, on ne peut entrer en Bohême que par la Silésie ; ce qui donne à l'impératrice la

facilité de rassembler ses troupes, protégées par Olmutz et Prague, lorsqu'elles sont forcées de se retirer derrière ces villes, d'où elles couvrent l'Autriche : et alors le roi de Prusse doit laisser une armée sur le bas Elbe pour couvrir son propre pays, de crainte que l'électeur de Saxe ne se joigne, de force ou de gré, à la maison d'Autriche.

Toutes ces raisons nous font regarder l'invasion de la Saxe comme une opération habilement combinée. Fut-elle conforme à la justice ? c'est ce que nous laissons à décider à ceux qui connaissent mieux que nous le droit des nations.

D'après ce qui a été dit, il paraît que le roi fit une faute capitale, de ne pas marcher en Bohême au moment où il vit que les Saxons se déterminaient à défendre leur camp de Pirna, et qu'ils rejetaient les propositions qu'il leur faisait. Il devait savoir que l'armée autrichienne n'était pas encore assemblée en nombre considérable, qu'elle manquait d'artillerie et de munitions, qu'elle était postée à une distance qui mettait M. Brown dans l'impossibilité de s'opposer à l'entrée des Prussiens en Bohême, ou d'arrêter leurs progrès, s'il y était une fois entré ; et, par cette raison, que si M. Brown était repoussé, ce général serait obligé de se rejeter sur le Danube, autant pour couvrir la capitale, que pour assurer sa communication avec les troupes qu'il attendait de Flandre, d'Italie et de Hongrie. Le roi aurait donc trouvé la Bohême abandonnée, et pendant l'hiver il lui aurait été facile de réduire Prague et Olmutz, ces deux places étant alors dépourvues d'approvisionnements et incapables d'opposer une grande résistance.

La prise de ces deux places aurait mis le roi en état de commencer la campagne suivante au moins en Moravie, et peut-être sur le Danube, et de faire le siège ou le blocus de Vienne, d'où il aurait pu, sans aucun danger, envoyer un corps considérable sur les frontières de la Hongrie, et faire avancer

dans l'empire, entre les sources du Mein et du haut Danube, l'armée destinée à garder la Saxe. Avec le corps qu'il eût envoyé sur les frontières de la Hongrie, il aurait empêché l'impératrice de recevoir aucun secours de ce pays ; et avec l'armée, il aurait empêché les princes qui étaient ses ennemis de s'unir contre lui, encouragé ceux qui étaient dans son parti, contenu les Français en Alsace et sur le Mein, et levé autant de contributions qu'il aurait voulu pour recruter et entretenir ses armées. Au moyen de ces deux opérations, le roi aurait coupé aux Autrichiens la communication avec la Flandre et la Hongrie, et même avec le Tyrol, si l'armée que nous supposons dans l'empire eût détaché un gros corps de troupes pour occuper la ville et le château de Passau au confluent de l'Inn et du Danube. C'est un des postes les plus importants qu'il y ait sur ce fleuve ; il coupe toute communication entre Vienne et l'empire, et contient la haute Autriche ainsi que le Tyrol. Le peu de ressources qui seraient restées à l'impératrice auraient été bientôt épuisées.

A la mort de Charles VI, le maréchal de Belle-Isle forma le projet de diviser les États de ce prince.

Les Français et les Bavaois devaient marcher à Vienne en descendant le Danube et en traversant la haute Autriche. Les Prussiens et les Saxons devaient entrer en Bohême, et après l'avoir soumise, marcher aussi à Vienne.

Dans la première campagne, les Français et les Bavaois entrèrent dans la haute Autriche, où ils levèrent des contributions jusqu'aux portes de Vienne. Les Prussiens et les Saxons s'emparèrent de la Bohême ; et pour empêcher l'entière exécution du plan du maréchal de Belle-Isle, il ne fallait pas moins que l'ignorance de quelques-uns des chefs, la faiblesse du cardinal Fleury, et la division qui se mit parmi les alliés.

Le roi de Prusse, maître de toutes les

places sur l'Elbe, en laissant un petit corps pour observer le camp de Pirna, mettait les Saxons dans l'impossibilité de rien entreprendre contre lui. En supposant qu'ils eussent quitté leur camp, ils n'auraient pu subsister en Saxe, n'ayant ni places ni magasins d'aucune espèce, et étant continuellement harcelés par le corps prussien que nous supposons resté pour les observer. Il leur eût encore été plus difficile de se porter vers la Bohême pour se joindre aux Autrichiens, parce qu'ils se seraient trouvés enfermés entre l'armée du roi et le corps resté en Saxe ; c'est pourquoi ils auraient été obligés de se disperser d'eux-mêmes.

Les forces du roi étaient alors très-nombreuses, et il aurait pu aisément mettre en campagne 110,000 hommes, dont 20,000 auraient été plus que suffisants pour bloquer les Saxons dans leur camp de Pirna, comme on le voit par le fait même, car il n'y en avait pas un plus grand nombre sous les ordres du prince Maurice, lorsqu'ils furent obligés de capituler ; et les 90,000 hommes restants étaient certainement plus que suffisants pour repousser les Autrichiens sur le Danube.

Comme l'armée qui était aux ordres de M. de Schwerin était fort supérieure à celle que commandait le prince Piccolomini, et mieux pourvue d'artillerie, nous pensons que M. de Schwerin aurait dû attaquer l'armée ennemie ; et s'il jugeait le camp de Königsgratz trop redoutable, il pouvait la laisser dans ce camp, et marcher sur la droite de l'Elbe vers Brandeiss, ou même s'approcher de Prague : cette manœuvre aurait infailliblement forcé M. Brown de quitter sa position sur l'Egra et de retrograder pour couvrir cette place. Le maréchal de Schwerin n'avait rien à risquer en faisant ce mouvement, parce que Piccolomini était trop faible pour exécuter aucune entreprise importante en Silésie ; et quant aux subsistances, le maréchal ne pouvait jamais en manquer, ce pays, qui est très-fertile, lui

en aurait fourni abondamment. Si ce que nous venons de supposer eût été exécuté, les Autrichiens auraient été forcés d'abandonner les cercles de Saatz, Leutmeritz, Buntzlau et Königsgratz, afin d'assembler leurs forces aux environs de Prague, et de tenir la communication libre avec le Danube; et si l'on considère le mauvais état de leur armée, il est probable qu'elle aurait été repoussée jusqu'en Moravie, de sorte que le roi, même sans en venir à une action, aurait été maître de la plus grande partie de la Bohême, et qu'il aurait pris ses quartiers d'hiver dans ce royaume : de plus, les Saxons voyant leurs alliés repoussés, n'auraient pu espérer de faire aucune résistance dans le camp de Pirna.

Quant aux Autrichiens, il paraît qu'ils firent plusieurs fautes, et si capitales, qu'elles auraient décidé du sort des États de l'impératrice, si le roi de Prusse avait pris les mesures que nous avons déjà indiquées.

On n'ignorait pas, même dès le mois de juin, que le roi avait intention d'attaquer les États de la maison d'Autriche. Par les mouvements qui s'étaient faits dans le duché de Magdebourg, et dans le pays voisin, il était plus que probable qu'une partie de ces troupes marcherait au travers de la Saxe; ce qui aurait dû déterminer les Autrichiens à y envoyer une armée pour soutenir les Saxons dans ce pays, ou au moins pour faciliter leur retraite en Bohême. Cette précaution ayant été négligée, ils auraient dû occuper les défilés jusqu'au ravin de Ghishubel, et ceux qui sont près d'Alterberg, par où ils se seraient conservé une communication libre avec les Saxons. La moitié des troupes qui étaient alors en Bohême, postées avec intelligence sur ces montagnes, auraient mis les Prussiens dans l'impossibilité de réduire les Saxons, ou de pénétrer en Bohême.

Le reste de l'armée, destiné à agir de ce côté, aurait pu camper partout entre l'Egra et les défilés dont on a parlé, jeter des ponts

sur l'Elbe pour envoyer des troupes légères sur la droite de cette rivière jusqu'à Schandau et Hoheinstein.

Ainsi, le roi de Prusse aurait été forcé de se rejeter sur Dresde. Les mêmes difficultés se seraient présentées la campagne suivante, et ce prince aurait été contraint de renoncer, enfin, à l'espoir d'entrer en Bohême de ce côté; il aurait laissé une armée pour garder la Saxe, et se serait borné à agir seulement du côté de la Silésie. Les Autrichiens, en s'assurant ainsi des montagnes avec 20,000 hommes de leurs troupes et les 14,000 Saxons, auraient toujours pu rentrer dans la Saxe, et probablement la reprendre, si l'on considère que l'armée de l'empire pouvait s'assembler sur la Saale, et pénétrer facilement dans ce pays par le Voightland sur le flanc droit des Prussiens, qui, n'étant couverts de ce côté par aucune forteresse, auraient été obligés de se retirer sur Wittenberg, et peut-être plus loin. Alors il eût été facile de reprendre toutes les places qui étaient sur l'Elbe, et d'envoyer, par la Lusace, un corps dans le marquisat de Brandebourg. La position de Grossenhayn coupe toute communication entre la Silésie et la Saxe, et elle aurait rendu celle de la Silésie et du Brandebourg très-incertaine, parce que les troupes légères, soutenues par l'armée qui aurait été à Grossenhayn, auraient pu faire des incursions jusque sur l'Oder. Le corps de Piccolomini, s'il eût été posté convenablement, était assez fort pour s'opposer à celui de Schwerin, et l'empêcher de rien entreprendre d'important; ce que probablement il n'aurait pas eu l'intention de faire, tant que le roi n'aurait pu entrer en Bohême.

Dès qu'on avait négligé d'occuper les défilés qui conduisent à Pirna, il était impossible de porter des secours aux Saxons, du moins par la rive gauche de l'Elbe, parce que 12 ou 15 bataillons que le roi aurait postés en quelque endroit que ce fût, entre Lowositz et Pirna, n'auraient pu être

forcés par une attaque de front ; et si on eût tenté de tourner leur droite en envoyant un corps sur les montagnes près d'Altenberg, ces montagnes sont si éloignées, que l'ennemi aurait pu s'en emparer avant l'arrivée des Autrichiens, soit avec les troupes qu'il avait en Bohême, soit avec celles qu'il avait en Saxe : aussi nous ne pouvons concevoir pourquoi le maréchal Brown ne fit pas occuper quelques-uns de ces défilés, car nous pensons que c'est de cette première démarche que dépendait le succès de cette campagne, et peut-être de toute la guerre.

Ces précautions n'ayant pas été prises, il était certainement très-inutile de rien entreprendre de ce côté de l'Elbe. Selon nous, la seule chose qu'il y eût à faire alors, était de laisser 20,000 hommes dans le camp de Budyn, de porter dans les montagnes au delà de Lowositz, et dans celles d'Altenberg, un corps composé principalement de troupes légères, pour attirer l'attention des Prussiens de ce côté, passer sur la droite avec le reste, laissant quelques troupes pour masquer le pont de Leutmeritz et observer les ennemis dans les montagnes entre Lowositz et Aussig, marcher de ce côté à Schandau et Hohenstein, et attaquer les Prussiens postés à Ratmansdorff et sur le Lilienstein.

Ces postes étaient très-faibles de ce côté et fortifiés seulement du côté de l'Elbe, opposé aux Saxons ; c'est pourquoi ils n'auraient pu résister un instant, surtout si les Saxons eussent fait en même-temps quelque effort considérable. Par cette manœuvre, la communication aurait été aisément ouverte ; et si les Prussiens avaient été poursuivis de ce côté avec vigueur, ils n'auraient pu se retirer sans perte, n'ayant à Pirna qu'un seul pont par où ils pussent recevoir des secours ; on aurait pu même y faire une fausse attaque par la forêt de Lohmen, autant pour empêcher les secours que pour alarmer les Prussiens, ce qui probablement leur aurait fait abandonner leurs autres postes, dans la crainte de perdre leur com-

munication avec l'armée qui était campée de l'autre côté de l'Elbe.

La jonction avec les Saxons étant faite, et toute la rive droite de l'Elbe jusqu'à Pirna étant occupée par les Autrichiens, le roi aurait été forcé de se retirer aussitôt en Saxe, ou de périr de froid et de faim dans les montagnes.

Le maréchal Brown n'avait rien à risquer en faisant cette manœuvre, car il n'était pas à présumer que le roi osât, avec la petite armée qu'il avait alors en Bohême, passer l'Egra et attaquer les 20,000 hommes qui y seraient restés ; parce que, en faisant cette tentative, il aurait donné au général autrichien la facilité de repasser l'Elbe, d'occuper les défilés qui étaient derrière, lui, de secourir les Saxons, et probablement de réduire le roi à la triste nécessité de voir ainsi sa propre armée et celle du prince Maurice séparées et battues en détail.

M. Brown essaya, comme nous l'avons dit, de délivrer les Saxons avec 8,000 hommes seulement, et il ne put y réussir.

Nous allons maintenant examiner la bataille elle-même, dans laquelle la conduite de M. Brown ne nous paraît en aucune manière mériter la réputation qu'il s'est acquise.

D'après la description que nous avons donnée du terrain, il paraît évident que le maréchal n'avait d'autre avantage à espérer que celui de repousser l'ennemi, ce qui, par le mauvais choix de son camp, n'était guère probable ; et même, en supposant qu'il l'eût repoussé au delà des vignes sur le Loboschberg, certainement il n'aurait jamais pu l'en chasser, non plus que de la montagne Homolka, parce que pour faire ces deux attaques, il aurait fallu traverser Lowositz et Sulowitz, et se former entre ces deux villages et les montagnes où l'armée prussienne était postée avec plus de 100 pièces de canon ; laquelle armée occupait aussi plusieurs endroits à la portée du mousquet du terrain sur lequel les Autrichiens

auraient dû se former : je laisse à décider à tous les officiers si, dans ces circonstances, une telle manœuvre était possible.

Ajoutez à cela que quand même le roi aurait été repoussé, il aurait pu, sans aucun danger, envoyer un corps considérable sur la gauche de M. Brown, ce qui aurait rendu sa communication avec l'Egra si incertaine, qu'il aurait été obligé de se rejeter de l'autre côté de cette rivière, comme cela arriva, en effet, la nuit d'après l'action ; car ce fut par la précaution que prit le roi d'envoyer le duc de Bevern avec un corps à Tschiskowitz, plutôt que par aucun avantage remporté pendant la bataille, qu'il força M. Brown à repasser l'Egra. Par là il est aisé de voir que quand les Autrichiens auraient repoussé le roi, cela n'aurait contribué en rien à délivrer les Saxons, parce que de ce camp, ou d'aucun autre, le maréchal n'aurait pu détacher entre les montagnes et l'Egra, 20,000 hommes, et même un corps moins considérable, sans exposer le reste à une perte certaine.

M. Brown ayant négligé d'occuper les montagnes de Lobosch et de Homolka, dont il aurait pu s'emparer plusieurs heures avant que l'ennemi parût, la seule chose qui lui restait à faire, était de passer l'Elbe la nuit avant la bataille avec toute son armée, laissant quelques troupes légères pour amuser le roi, et celles-ci étant repoussées, de se retirer à Budyn.

Dans ce cas, M. Brown aurait pu détacher à Schandau un corps assez considérable pour ouvrir une communication sûre avec les Saxons, et probablement il aurait détruit tout ce qu'il y aurait eu de Prussiens de ce côté de l'Elbe ; avec le reste il aurait couvert tout le pays, excepté quelques villages qui étaient entre les montagnes et l'Egra, que le roi n'aurait osé passer, parce que n'ayant aucun magasin, et subsistant seulement ou du moins principalement de ce qu'il tirait de la Saxe, il n'aurait pu se porter en avant dans un pays ennemi avec

une armée de 25,000 hommes, laissant une armée ennemie supérieure, maîtresse des défilés entre lui et son autre armée, ses subsistances, ses bagages, etc., sans s'exposer à une ruine certaine.

C'est pourquoi la position prise à Lowositz était, selon nous, aussi mauvaise qu'elle pût être. Rien n'était plus contraire à la théorie générale de la guerre que d'occuper un camp commandé par des hauteurs voisines, et où il était impossible de mettre en action en même temps et au même point autant de troupes que l'ennemi, qui, au contraire, avait assez d'espace pour employer les deux tiers de son armée à attaquer Lowositz, tandis que les Autrichiens ne pouvaient employer que très-peu de bataillons à le soutenir.

La gauche et le centre étaient inattaquables ; le seul point à soutenir était Lowositz ; c'est ce que vit le maréchal : mais il ne s'aperçut pas que ce village ne pouvait être défendu, étant commandé par le Loboschberg.

Si l'ennemi eût été repoussé, il n'aurait pu le poursuivre ni avec de la cavalerie ni avec de l'infanterie.

Si nous considérons cette position relativement au projet qu'il avait alors de secourir les Saxons, aucune n'était moins propre à en assurer l'exécution, parce que M. Brown n'aurait pu les délivrer par aucune manœuvre, quand même il aurait repoussé l'ennemi, qui aurait pu occuper entre cette position et les Saxons 50 camps d'où il aurait coupé toute communication entre eux et les Autrichiens.

Ainsi nous concluons que dans le choix de ce camp, M. Brown ne se conduisit pas d'après les règles générales de la guerre, et particulièrement d'après celles que lui prescrivaient la nature du pays et l'objet qu'il avait en vue.

Nous espérons que nos lecteurs ne nous accuseront pas de présomption, pour avoir dit si librement notre façon de penser sur

les actions de ces hommes, dont la réputation est si bien établie. Nos observations sont certainement fondées sur les faits, sur la nature du terrain, et même, ou du moins nous le pensons, sur les principes de la guerre; c'est pour cela que nous soumettons nos réflexions à ceux qui ont une égale connaissance de ces différents objets; nous avons, en conséquence, ajouté un plan exact et une description du terrain sur lequel la bataille s'est donnée.

Ce plan, joint aux connaissances qu'ils auront de l'art militaire, les mettra à même de porter un jugement sur l'histoire que nous donnons de cette campagne, et de voir si les remarques que nous avons faites sur les différentes opérations sont raisonnables.

On fit des deux côtés de grands préparatifs pour la campagne suivante. L'impératrice donna ordre aux troupes qui étaient en Hongrie, en Italie et en Flandre de marcher en Bohême. Tous les régiments de hussards furent portés à 1,500 hommes, et ceux de cavalerie à 1,000. On venait de lever deux de ces régiments de hussards et un d'infanterie hongroise, auxquels on joignit deux régiments d'infanterie envoyés par l'électeur de Mayence et par l'évêque de Wurtzbourg, plusieurs pulks (1) de houlans (2) et trois régiments de cavalerie légère saxonne : toutes ces troupes, avec celles qui étaient déjà en Bohême, formaient une grande armée qui, selon plusieurs gazettes, montait à plus de 180,000 hommes, et devait être commandée par le prince Charles de Lorraine.

Les Prussiens, de leur côté, ne furent pas moins diligents et moins actifs. Le roi crut qu'il était absolument nécessaire d'envoyer quelques troupes légères pour les opposer à celles des ennemis, qui étaient très-nom-

breuses, et qui l'avaient fort inquiétées dans cette guerre et dans la précédente; c'est pourquoi les ordres furent donnés pour lever 4 bataillons d'infanterie légère, qui furent considérablement augmentés pendant le cours de cette guerre.

Il y eut pendant l'hiver, entre les troupes légères, quelques actions assez remarquables, qui, quoique conduites des deux côtés avec beaucoup de valeur et de prudence, ne méritent aucun détail particulier; parce qu'en général les troupes légères influent très-peu ou point du tout sur le succès d'une guerre; et quoiqu'elle ne contribuent pas essentiellement à la bonne ou mauvaise issue d'une campagne, cependant on ne doit pas faire la guerre sans cette espèce de troupes. Nous allons donc commencer le récit des opérations de la campagne de 1757.

CAMPAGNE DE 1757.

La confédération formée contre le roi de Prusse était alors devenue plus redoutable par l'accession de la Suède et du corps germanique; toutes les forces de ses ennemis montaient à 700,000 hommes, au lieu que celles de ce prince et de ses alliés n'excédaient pas 260,000.

Comme plusieurs de ses ennemis ne pouvaient commencer leurs opérations avant que la saison fût très-avancée, il résolut d'entrer en campagne le plus tôt possible, pour attaquer, avec ses forces réunies, le plus voisin et le plus redoutable de tous, l'impératrice-reine. S'il eût été assez heureux pour frapper quelque grand coup au commencement de la campagne, il était probable qu'il aurait retardé, et peut-être

(1) Un pulk est composé d'environ 800 hommes.

(2) Les houlans sont des habitants de l'Ukraine, la plupart mahométans : dans leurs personnes, leurs habillements, et leur manière de combattre, ils

ressemblent aux Tartares, aux Calmucks, etc. Ils sont armés de pistolets, de sabres, de lances longues de quinze pieds, et quelquefois d'arcs et de flèches, au lieu de carabines.

même arrêté les opérations des autres confédérés.

Ces motifs, qui imposaient au roi de Prusse la nécessité de conduire les choses à une conclusion immédiate, imposaient aussi à l'impératrice la nécessité d'embrasser un système contraire. Elle se détermina donc à rester sur la défensive jusqu'à ce que ses alliés entrassent en campagne ; elle savait qu'alors le roi serait obligé de diviser ses forces en tant de parties, qu'il lui serait impossible d'opposer, d'aucun côté, une grande résistance. Elle résolut d'attendre cette circonstance favorable pour commencer ses opérations ; en même temps son premier soin fut de pourvoir à la défense de son pays.

Dans cette vue, le maréchal Brown divisa son armée en quatre corps. Le premier, commandé par le duc d'Aremberg, fut posté à Egra ; le second, sous les ordres du maréchal lui-même, à Budyn ; le troisième, sous les ordres du comte de Konigseg, à Reichenberg ; et le quatrième, sous les ordres du comte Serbellonni, en Moravie.

Au moyen de cette disposition, le maréchal se flattait de couvrir la Bohême, parce que chacun de ces corps était très-considérable, et pouvait être aisément assemblé dans quelque position centrale pour arrêter les progrès des ennemis, s'ils tentaient de s'avancer. Il paraît cependant que le maréchal ne croyait pas que ce fût leur dessein, ou qu'ils pussent réussir à l'exécuter ; autrement nous pensons qu'il n'aurait pas laissé établir ses magasins presque sur les frontières, contre les règles les plus communes de la prudence militaire.

Le roi, ayant résolu de pénétrer en Bohême, divisa aussi son armée en quatre corps. L'un, sous les ordres du prince Maurice, fut posté à Chemnitz ; le second, commandé par le roi lui-même, à Lockwitz ; le troisième, sous les ordres du prince de Bevern, à Zittau ; et le quatrième, sous ceux du maréchal Schwerin, en Silésie.

Ces corps étant très-considérables, le roi jugea qu'il pouvait avec sûreté leur donner ordre d'entrer séparément en Bohême ; mais, pour qu'ils ne fussent point exposés à être battus en détail, les deux premiers devaient se joindre au moment où ils passeraient les défilés entre les montagnes qui sont aux environs de Lowositz et de l'Egra, et les deux autres en faire autant sur l'Iser, aux environs de Turnau. Il était à présumer qu'alors les quatre corps n'en formant plus que deux, pourraient, sans aucun risque, se porter vers Prague, où ils devaient se réunir.

Le roi, craignant que l'ennemi n'envoyât un corps d'infanterie pour occuper les défilés dans les montagnes entre Lockwitz et Lowositz, ce qui aurait rendu le passage difficile et peut-être impossible, ordonna au prince Maurice de pénétrer dans le cercle de Saatz, et d'occuper aussitôt ces défilés du côté de la Bohême, ce qui devait forcer l'ennemi de les abandonner, de crainte d'y être enfermé entre les deux corps.

Les choses ainsi concertées, le prince Maurice quitta sa position de Chemnitz au commencement d'avril et marcha par Zwicau et Plauen, vers Egra, comme s'il eût eu le projet d'attaquer cette place, ou au moins de pénétrer par ce chemin en Bohême. Pour confirmer le duc d'Aremberg dans cette opinion, il donna ordre à ses troupes légères d'engager quelque action considérable à Wildstein, qui était le quartier du duc ; alors celui-ci se jeta dans Egra, et ordonna à son corps de s'assembler dans les environs de cette place. En même temps, le prince Maurice se replia précipitamment sur Auerbach ; là, pour plus de diligence, il divisa son corps en deux colonnes : l'une marcha par Eibenstock, Schwarzenberg, à Gotesgabe, et de là sur le Kupferberg à Commotau ; l'autre se porta sur le Sneeberg ; de là par Schlettau, Anneberg et Basberg, également à Commotau, d'où elle

marcha par Brix et Bilin, à Linay, où elle joignit, le 23 avril, le roi, qui avait aussi passé les montagnes sans éprouver de grands obstacles; le peu d'Autrichiens qui étaient postés à Aussig, sous les ordres du général Draskovitz, ayant été obligés de quitter cette place à l'approche de l'armée de ce prince.

Comme le camp de Budyn est très-fort, étant couvert par l'Egra, le roi ne jugea pas qu'il fût prudent de rien tenter contre son front; c'est pourquoi il dirigea sa marche plus haut sur cette rivière, vers Koschütz, où l'on jeta des ponts, et, le 26 au matin, toute l'armée passa la rivière.

Ici les troupes légères et l'avant-garde rencontrèrent celles du duc d'Aremberg, qui venait d'Egra, et se proposait ou de camper en cet endroit, ou d'aller joindre M. Brown à Budyn; mais ayant rencontré le roi, il se rejeta vers Welwarn.

M. Brown, voyant que le roi avait passé l'Egra, et qu'il était campé sur son flanc gauche, jugea qu'il était nécessaire de quitter sa position de Budyn, et de se retirer à Prague; ce qu'il exécuta sans aucune perte.

Aussitôt le roi donna ordre que le pont de Budyn fut réparé, afin qu'il pût recevoir plus aisément ses convois: ensuite il dirigea aussi sa marche vers Prague, où il arriva le 2 mai, et campa sur le Weissenberg, à la gauche de la Moldau: les Autrichiens, alors commandés par le prince Charles, venaient de quitter ce poste, et s'étaient portés de l'autre côté de la rivière.

Tandis que ceci se passait vers la Saxe, le prince de Bevern avait mis en mouvement, le 20 avril, le corps qu'il commandait, et le même jour il était allé de Zittau à Reichenberg, où il trouva le comte de Königseg avec environ 20,000 hommes, campés dans une vallée entre deux très-hautes montagnes, dont la largeur dans cet endroit n'excède pas trois milles d'Angleterre. Au milieu de cette vallée coule la rivière de Neiss, dans laquelle se jettent plusieurs

ruisseaux ou plutôt des torrents qui viennent des montagnes. Ces montagnes sont couvertes de bois épais qui en rendent le passage très-difficile à toute espèce de troupes. C'est pour cela que le général autrichien occupait cette vallée d'un bout à l'autre, étendant seulement ses ailes au pied de ces montagnes. La droite était sur un terrain élevé, fortifié de quelques redoutes, et couverte par un ravin profond sur la rive droite de la Neiss. Le centre était sur la rive gauche de cette rivière, il était couvert aussi par un ravin profond et par des redoutes. Entre la gauche de ce ravin et le pied de la montagne qui est de ce côté, il y a une petite plaine où la cavalerie était placée sur trois lignes, parce qu'il n'y avait pas assez d'espace pour l'étendre sur un plus grand front. Sur la gauche de cette cavalerie était un bois dans lequel on avait posté quelques bataillons, et où on avait commencé de faire un abatis. On voit par cette description que la droite et le centre étaient redoutables, et que dans cette position les troupes ne pouvaient être attaquées de front. Le prince de Bevern qui, en prenant cette route, s'était mis dans la nécessité de combattre pour joindre M. de Schwerin, n'eût alors que le choix des moyens. Ses troupes étaient derrière un ruisseau marécageux, qui, vers leur gauche, coulait si près de la ligne des ennemis, qu'il était impossible de tenter de le passer et de se former sous leur feu; le prince de Bevern se détermina donc à attaquer leur gauche, et il envoya le général Lestewitz de l'autre côté de la Neiss pour attaquer, ou plutôt pour amuser leur droite. Les choses étant ainsi disposées, il ordonna à sa cavalerie de se porter en avant et d'attaquer celle des ennemis; cet ordre fut exécuté avec beaucoup de courage, mais sans succès; chaque fois les Prussiens furent repoussés, on ne doit pas en être surpris; car en avançant vers l'ennemi, leur flanc gauche était exposé au feu de l'artillerie des re-

doutes et à celui de l'infanterie qui était derrière ces mêmes redoutes ; leur droite était aussi exposée au feu de l'infanterie, postée, comme on l'a dit, dans les bois sur la gauche de la cavalerie des ennemis. Le prince s'apercevant enfin qu'il serait inutile de renouveler les attaques tant que la cavalerie ennemie serait ainsi protégée par l'infanterie et l'artillerie qui étaient sur ses flancs, fit retirer sa cavalerie ; en même temps, il envoya plusieurs bataillons de sa droite aussi haut qu'il fût possible sur la montagne, pour tomber sur le flanc et sur les derrières de ceux que l'ennemi avait postés dans le bois et au pied de cette montagne ; cet ordre fut ponctuellement exécuté : l'ennemi abandonna le bois, et facilita à la cavalerie du prince le moyen d'attaquer de nouveau ; ce qui naturellement devait lui réussir, celle de l'ennemi étant hors d'état d'en soutenir le choc et de résister au feu de l'infanterie prussienne, qui alors avait pris possession des bois que la cavalerie autrichienne avait sur ses flancs. Lorsque cette cavalerie se retira, le prince ordonna à toutes les troupes de sa droite de se porter en avant, et d'occuper le terrain qu'elle venait de quitter ; il se trouva ainsi sur les ennemis et derrière leur gauche ; il avait même l'avantage d'un terrain élevé, d'où il pouvait aisément les balayer de la gauche à la droite. Dans cette situation, les Autrichiens n'avaient rien de mieux à faire que de se retirer le plus promptement possible, de crainte que leur ennemi ne poussât jusqu'à Liebenau et ne les en séparât entièrement ; ce qui aurait été possible ; car, en poursuivant l'aile gauche, une partie des Prussiens se trouva bientôt derrière cette aile. La retraite se fit en bon ordre ; elle fut couverte par le comte de Lasey, qui commandait la droite. L'armée prit une nouvelle position à Liebenau, elle y fut augmentée de quelques troupes, qui, sur le bruit de la marche du prince de Bevern, avaient quitté les frontières et rétrogradé

pour joindre le corps principal que commandait le comte de Königseg.

Ainsi finit le combat de Reichenberg. Les Autrichiens y perdirent un général ; ils eurent environ 1,000 hommes tués, blessés et prisonniers ; ils laissèrent quelques pièces de canon à Reichenberg. La perte des Prussiens ne fut pas moins considérable.

Réflexions.

Comme le seul objet que le prince de Bevern pût avoir en vue, était de joindre M. de Schwerin, nous ne concevons pas pourquoi il marcha par Kratzau et Reichenberg, dont le chemin est plus difficile que celui qui passe par Gabel et Bohnischaycha, qui était également propre pour effectuer sa jonction avec Schwerin : de plus, ce chemin n'était gardé que par quelques troupes légères postées à Gabel, et le prince aurait pu facilement et sans danger les forcer ou les laisser derrière lui. En prenant ce dernier chemin, il était maître d'éviter une action ; et si l'ennemi était resté à Reichenberg, il aurait pu prendre derrière lui vingt positions, et l'empêcher de se retirer sur Prague. C'est toujours une grande faute de combattre quand il n'y a rien à y gagner, comme dans cette circonstance. Le prince étant dans la nécessité de joindre Schwerin, il aurait pu le faire sans combattre, et l'action la plus heureuse ne lui aurait pas procuré de plus grands avantages, comme on le voit par le fait même : l'ennemi fut forcé de quitter le camp de Reichenberg, il en prit un autre à Liebenau, dans lequel, selon toutes les apparences, il n'aurait pu être forcé ; et le prince serait resté dans les montagnes sans pouvoir joindre Schwerin, si la marche de ce général n'avait pas déterminé le comte de Königseg à quitter Liebenau, et à se retirer. Tout semble donc prouver que le prince engagea, sans aucune espèce de raison, une action dont il ne pouvait retirer aucun avantage, quel qu'en fût

l'événement. Le désir immodéré d'acquiescer de la gloire fait quelquefois entreprendre aux hommes beaucoup de choses sans en peser suffisamment les conséquences. Le prince de Bevern parut aussi avoir commis quelques fautes dans l'action : il forma sa ligne parallèlement à celle de l'ennemi qui ne pouvait être attaqué avec apparence de succès que par sa gauche ; cette gauche une fois battue, le reste ne pouvait tenir dans sa position. Cependant le prince ne renforça pas sa droite, mais il laissa ses troupes également réparties le long de la ligne ; sa gauche vers la Neiss, et qui ne pouvait y être d'aucune utilité, était aussi forte que le côté par où il forma son attaque.

L'attaque qu'il fit avec sa cavalerie était certainement mal combinée, parce que, dans le cas même où elle aurait réussi, cette cavalerie n'aurait pu profiter de ses avantages, puisqu'elle n'aurait pu occuper le terrain qu'occupait celle des ennemis tant qu'ils auraient eu de l'infanterie dans les bois, et que leur centre serait resté dans sa position. Dès le commencement, le prince de Bevern aurait dû former sa droite aussi haut qu'il aurait pu dans les montagnes, y porter la plus grande partie de son infanterie, et faire alors ce qu'enfin il fut obligé de faire : en prenant cette position, il aurait forcé l'ennemi de se retirer sans combattre. Il était fort inutile qu'il envoyât le général Lestewitz pour attaquer la droite des ennemis ; en occupant le bois et une partie de la hauteur qui était sur sa droite, l'action était décidée en sa faveur, et toutes les manœuvres que l'ennemi aurait pu faire par sa droite, auraient été sans succès.

D'après la description que nous avons donnée du camp des Autrichiens, il semble que ce camp était très-fort ; cependant, en l'examinant avec attention, on voit qu'il ne l'était pas également partout, et par cela même, à proprement parler, il ne l'était nulle part. La droite et le centre étaient fortifiés par la nature et par l'art ; il y avait,

comme on l'a dit, des redoutes, etc. ; mais comme l'aile gauche était faible, elle n'en pouvait retirer aucun avantage, à moins qu'on ne supposât l'ennemi assez ignorant pour attaquer de ce côté. Par la position générale du camp, il était évident que si la gauche était obligée de se retirer, l'ennemi, en occupant le terrain qu'elle aurait quitté, serait bientôt derrière les troupes du centre et de la droite, et les forcerait à quitter leur position avantageuse, et à se rejeter aussitôt vers Johanisthall, dans la crainte de se voir couper leur communication avec Liebenau. On voit par là que de leur gauche dépendait le succès de l'action. Les Autrichiens auraient dû, par conséquent, envoyer quelques troupes de leur meilleure infanterie dans le bois qui était sur leur gauche, et placer, au bord de ce bois, de la grosse artillerie, qui, agissant avec celle qui était dans les redoutes du centre, aurait empêché l'ennemi de se porter au delà du village de Bartzdorff, de passer le ruisseau marécageux qui était devant leur front, et surtout de se former de l'autre côté de ce ruisseau. Pour soutenir ce point d'attaque, ils auraient pu y porter leur infanterie, leur cavalerie et leur artillerie. Dans ce cas, le prince de Bevern n'aurait pu certainement former aucune attaque.

Lorsque les Autrichiens virent l'ennemi se préparer à attaquer leur gauche, pourquoi ne firent-ils pas un mouvement général de ce côté, et ne prolongèrent-ils pas leur ligne sur la montagne ? Par là ils auraient décidé l'action en leur faveur, et pour avoir négligé cette manœuvre, ils furent battus.

Leur cavalerie était trop avancée, ce qui les priva, en quelque manière, de l'avantage qu'ils pouvaient tirer de leur artillerie qui était sur la droite, et de l'infanterie qui était sur la gauche dans le bois. Ils n'auraient pas dû poster toute leur armée dans la vallée ; quoique les montagnes qui la formaient parussent impraticables, cependant

l'infanterie prussienne y pénétra par la gauche, gagna les hauteurs, et força les Autrichiens d'abandonner le bois qui était au pied de la montagne. Il ne faut jamais placer un corps de troupes dans une vallée, que l'on ne se soit rendu maître des montagnes. On doit au moins occuper un des côtés, si on ne peut les occuper tous deux. Quoique des montagnes, des rochers et des bois paraissent au premier aspect impraticables, cependant, en recherchant avec attention, on trouve qu'ils ne le sont pas toujours. Dans les pays bien peuplés, il y a nécessairement entre les villages des communications praticables au moins pour l'infanterie; il faut donc placer sur les montagnes et dans les bois votre infanterie, votre cavalerie dans les vallées, ce qui empêchera votre ennemi de passer outre. De tout ceci, il résulte que les Autrichiens avaient choisi un mauvais camp et pris une mauvaise position, qu'ils ne pouvaient défendre, dès qu'ils avaient négligé d'occuper les montagnes; et les troupes postées dans la vallée étaient non-seulement exposées à être battues, mais encore à être séparées de Prague et de leurs magasins qui étaient à Buntzlau, ou par le corps du prince de Bevern, ou par celui du maréchal de Schwerin.

Le prince de Bevern marcha, le 23, vers Liebenau; il y trouva, comme on l'a dit, l'ennemi si avantageusement posté, qu'il jugea qu'il ne serait pas prudent de l'y attaquer, et d'autant moins, qu'il savait que le corps du maréchal de Schwerin qui était en marche, le forcerait nécessairement à se retirer.

Le maréchal avait assemblé son armée le 18 avril à Trotenau; de là il avait marché le 19 à Königshoff, où il avait passé l'Elbe. Son intention était de s'avancer vers Turnau et Liebenau pour faciliter la marche du corps du prince de Bevern, et, après leur jonction, d'aller à Prague. Ce plan était fondé sur les mêmes principes que celui du roi; quelques troupes que les Autrichiens

eussent envoyées sur les frontières de la Lusace, elles n'auraient pu y rester quand même elles auraient battu le duc de Bevern, parce que le maréchal de Schwerin, en marchant derrière ces troupes, les aurait forcées de se retirer, dans la crainte de se trouver entre deux feux. En effet, le 24, les Autrichiens quittèrent le camp de Liebenau, et marchèrent avec précipitation vers Brandeis et de là à Prague, où ils arrivèrent le 3 mai. M. de Schwerin marcha en même temps de Königshoff à Giltchin, où il apprit la nouvelle du combat de Reichenberg et la retraite des ennemis. A cette nouvelle, il changea prudemment de route, et marcha sur l'Isar, espérant encore couper aux Autrichiens la communication avec Prague; et quoiqu'il n'y réussit pas, il arriva cependant à Jungbuntzlau assez à temps pour leur enlever un magasin immense qu'ils y avaient formé.

Ayant été joint par le corps du prince de Bevern, il marcha du côté de Brandeis, il passa l'Elbe le 4 mai vis-à-vis cette place, et campa de l'autre côté de ce fleuve, ne jugeant pas qu'il fût prudent de se porter plus avant, sans avoir concerté ses mesures avec le roi de Prusse.

Ce prince ayant jeté un pont sur la Moldau auprès de Podbaba, passa cette rivière le 5 avec une partie de son armée, laissant l'autre aux ordres du maréchal Keith sur le Weissenberg. Le 6, à 5 heures du matin, l'armée du maréchal de Schwerin arriva; et, après que l'on eut reconnu l'ennemi, toutes les troupes marchèrent par la gauche, et bientôt après la bataille commença. Nous donnerons ici les relations que les deux cours firent publier de cette action mémorable.

Voici celle qui fut publiée à Vienne.

« Son altesse royale le prince Charles de Lorraine fut informé, le 4 mai, que le roi de Prusse avait jeté des ponts sur la Moldau près de Rostock et de Podbaba, pour joindre l'armée de M. de Schwerin par Wi-

norz, et attaquer ensuite notre droite, ou couper notre communication avec nos magasins de Kollin et de Kuttendorf. Son altesse royale changea alors sa position; elle étendit sa gauche vers Prague, et sa droite vers Maleschitz et Biechowitz. Le 5, l'avant-garde des Prussiens passa la Moldau. Nous dressâmes plusieurs batteries devant le front de notre armée. A 11 heures de la nuit, le roi fit passer cette rivière à toute son armée, laissant seulement un petit corps et une grande quantité d'artillerie sur le Weissenberg. La jonction de l'armée du roi avec celle du maréchal de Schwerin, se fit le 6 à la pointe du jour. Bientôt après, toute l'armée prussienne, forte d'environ 100,000 hommes, marcha à nous. M. de Schwerin donna ordre à l'aile gauche, qu'il commandait, d'attaquer notre droite, et d'essayer de la rompre, tandis que le roi inquiéterait notre gauche. S. A. R. le prince Charles de Lorraine, dont l'armée n'était forte que de 55,000 hommes, se vit obligé, par les mouvements de M. de Schwerin, de faire entrer sa seconde ligne dans la première, et de la placer de manière à couvrir l'aile droite, la gauche l'étant déjà par le canon de Prague. S. A. R. n'y laissa que 2 régiments de cavalerie; et, pour mieux soutenir la droite, elle y plaça les 13 autres sur trois lignes. Tous ces mouvements se firent en même temps que les Prussiens s'étendaient pour nous prendre en flanc : c'était ce que M. de Schwerin avait principalement en vue. Nous occupâmes plusieurs hauteurs; il y en avait aussi quelques-unes devant lui qu'il fallait occuper avant de nous approcher. Vers les 7 heures, notre artillerie commença à faire feu; ce feu, ainsi que celui de l'infanterie, fit un si grand effet, que toute la ligne de M. de Schwerin, qui, selon le rapport des déserteurs, avait ordre de nous attaquer avec la baïonnette, fut entièrement renversée. En même temps, notre cavalerie attaqua celle de M. de Schwerin, la fit reculer

par trois fois, et la dispersa. La première ligne des Prussiens s'étant rejetée en désordre sur la seconde, celle-ci fit feu sur l'autre, et marcha à nous sur le corps de leurs morts et de leurs blessés; elle fut reçue comme la première fois, et repoussée de nouveau. Notre aile droite, profitant de cet avantage, poursuivit en bon ordre, l'espace de six cents pas, l'ennemi qui fuyait, lui prit plusieurs drapeaux, seize pièces de canon, et fit un grand nombre de prisonniers. Notre droite, s'étant ainsi avancée, laissait une grande ouverture entre elle et la gauche. Le roi de Prusse marcha aussitôt à la tête de plusieurs colonnes, et occupa cet espace. En même temps, il ordonna à un corps de cavalerie, qui n'avait point encore donné, d'aller au grand galop occuper le terrain où était précédemment sa gauche, et de se porter derrière notre droite, qui poursuivait l'ennemi; de sorte que cette droite, qui avait été victorieuse pendant 3 heures, se trouva tout d'un coup enveloppée par l'ennemi. Pour comble de malheur, il s'éleva une si grande nuée de poussière, qu'on ne pouvait se reconnaître; ce qui causa un tel désordre, qu'il nous fut impossible de rallier notre monde et de le remettre en ordre. Une partie de notre infanterie fit cependant tout ce qu'elle put pour rejoindre notre aile gauche; elle y réussit, et elle se retira pas à pas sous un feu continu vers Prague, où l'une et l'autre entrèrent ensemble. Deux mille hommes de notre droite s'arrêtèrent près du champ de bataille, et soutinrent le reste de nos troupes qui étaient en désordre. Toute notre artillerie de réserve, les gros bagages, les pontons, la caisse militaire et 16,000 hommes de notre droite se rassemblèrent, le 8, à Beneschau. Dans l'espace de deux jours, il nous vint 3,000 déserteurs, qui tous déclarèrent que les Prussiens avaient eu plus de 20,000 hommes tués, blessés ou égarés. Notre perte monte tout au plus à 4,000 hommes tant tués que blessés, 2,500 pri-

sonniers, et environ 20 pièces de campagne. Pendant la bataille, le major-général Beck, qui commandait un corps de Croates, attaqua, l'épée à la main, la ville de Brandeis, et défit un bataillon prussien qui y était en garnison, leur tua 100 hommes ; et, après avoir rompu le pont qui était sur l'Elbe, il se retira avec 10 étendards, 2 canons, 500 chevaux, un riche butin et 678 prisonniers, parmi lesquels était le lieutenant-colonel Mardefeld, et ceux des officiers du bataillon qui n'avaient pas été tués. Il conduisit le tout au camp du maréchal Daun. De notre côté, M. Brown fut blessé ; et du côté des Prussiens, M. de Schwerin et 5 ou 6 autres généraux furent tués : le général Winterfield fut blessé mortellement. »

On va lire maintenant la relation que donnèrent les Prussiens.

« Le roi joignit l'armée de M. de Schwerin, le 6 mai au matin, et il fut résolu qu'on attaquerait l'ennemi immédiatement après. L'armée impériale avait sa gauche sur le Kiskaberg, et sa droite sur les hauteurs près de Sterboholi. Il fut décidé qu'on attaquerait l'aile droite ; et pour cela, l'armée prussienne marcha par la gauche au travers du village de Potschernitz. M. Brown ayant observé ce mouvement, fit marcher son armée sur la droite, pour n'être pas pris en flanc. Les Prussiens furent obligés de passer par des chemins creux et sur un terrain marécageux de l'autre côté du village de Bischowitz, ce qui mit du désordre dans l'infanterie ; et l'attaque ayant été faite avec trop de précipitation, ils furent repoussés. Le maréchal de Schwerin, le plus grand général de ce temps, fut tué un étendard à la main, à la tête de son propre régiment.

(1) M. de Schwerin était né le 26 octobre 1684 : il étudia à Leide, à Rostock et à Greifswalde. En 1699, il servit dans un régiment hollandais appartenant à son oncle. En 1705, il eut une compagnie. Son oncle ayant quitté le service de la Hollande, il en fit autant, et en 1706, il fut fait lieutenant-colonel au service du duc de Mecklenbourg. En 1707,

Aussitôt que notre infanterie se fut réformée, elle attaqua de nouveau l'aile droite des ennemis. Le prince Henri, frère du roi, descendit de cheval, et se mit à la tête de sa brigade, avec laquelle il monta, ou plutôt gravit les montagnes, et ayant repoussé l'ennemi, il prit plusieurs batteries. La cavalerie de notre aile gauche, après trois attaques, força celle des Autrichiens de se retirer. Notre centre rompit également l'infanterie des ennemis, et les poursuivit au travers de leur camp, qui était encore tendu. Notre gauche, à laquelle il s'était joint quelque cavalerie, marcha à Michelo, et nous séparâmes l'armée autrichienne, dont l'aile droite s'enfuit sur la Zassava. Sur ces entrefaites, notre droite attaqua la gauche des ennemis, et prit successivement trois batteries qui étaient placées sur les hauteurs. L'aile droite de notre cavalerie ne se trouva point à portée de combattre. Le prince Ferdinand de Brunswick attaqua la gauche de l'ennemi en flanc ; et, comme le roi eut bientôt gagné la Moldau avec sa gauche et un corps de cavalerie, toute l'infanterie autrichienne fut obligée de se jeter dans Prague : elle avait tenté de se porter du côté de Königsaal, mais elle en fut repoussée par le corps de M. Keith. Nous avons fait environ 4,000 prisonniers, parmi lesquels il y a 30 officiers. De plus, nous avons pris 60 pièces de canon et 10 étendards. De notre côté, nous avons perdu 3,099 soldats, 54 officiers, et 340 cavaliers. Nous avons eu 8,208 soldats, 397 officiers, et 546 cavaliers blessés ; 1,557 soldats et 6 officiers égarés ».

Au nombre des morts, étaient M. de Schwerin (1) et le major-général Amstel :

il fut fait colonel. Le duc Charles-Léopold l'envoya, en 1712, au roi de Suède Charles XII, à Bender ; il resta un an auprès de ce prince. A son retour, il fut fait brigadier, et en 1718 major-général. En 1719, il commanda les troupes de Mecklenbourg à la bataille de Walmmoelen, contre l'armée de la Commission, et la battit ; et le duc ayant réformé

parmi les blessés, les lieutenants-généraux Fouquet, Haut-Charmois et Winterfield ; et les majors-généraux Plettenberg, Schoning, et Blankensée. Ces deux relations de la bataille ne sont ni claires, ni précises, et ne donnent qu'une idée confuse de cette action : c'est pourquoi nous en ajouterons une troisième, écrite par le comte de Schwerin, général-adjutant du maréchal du même nom ; nous la croyons la meilleure de toutes celles qui parurent alors.

« En conséquence des mesures concertées avec M. de Schwerin, sa majesté passa la Moldau à Seltz, le 3 mai 1757, à 8 heures du matin, avec le corps qu'elle se proposait de joindre à l'armée du maréchal : elle nous en donna avis par un coup de canon de 12, ainsi qu'on en était convenu, et le maréchal répondit par le même signal. A 2 heures après midi, sa majesté envoya Stutterheim, un de ses adjudants, au maréchal, pour nous porter l'ordre, ainsi qu'à la colonne que commandait le général Winterfield, de décamper à minuit, et de combiner notre marche de manière que la tête de nos colonnes arrivât exactement, à 4 heures du matin, sur les hauteurs de Brosiz, où sa majesté devait se rendre par la droite en passant par Tschimniz. Ces ordres furent exécutés avec tant de précision, que nos 3 colonnes arrivèrent au rendez-vous à 4 heures, n'étant éloignées les unes des autres que de l'espace nécessaire pour former la ligne. Nous ne rencontrâmes d'obstacle

dans notre marche que lorsque nous fûmes arrivés sur les hauteurs devant Brosiz, où avaient été postés, pendant la nuit, le régiment de Modène cavalerie, 2 régiments de dragons, et les hussards de Festetitz : ils firent feu sur notre avant-garde, et joignirent aussitôt après par Brosiz l'aile gauche de leur armée.

« Dès que le roi eut souhaité le bonjour au maréchal et au général Winterfield, il alla avec ces 2 généraux sur une des hauteurs de l'autre côté de Brosiz, sans autre escorte que ses 2 adjudants, le capitaine Platen, le lieutenant-colonel Oelnitz et moi. De cette hauteur, nous découvrîmes très-distinctement tout le camp de l'ennemi, et la première et la seconde ligne dans toute leur étendue. Sa majesté les reconnut avec sa lunette d'approche. Les ennemis s'apercevant qu'il y avait 7 à 8 personnes sur la hauteur, nous tirèrent quelques coups de canon de 4, mais sans aucun effet. Cependant, sa majesté y resta encore plus d'une heure pour examiner leur position, et pour voir de quelle manière ils pourraient être attaqués. L'ennemi avait son aile gauche vers Prague sur le Ziskaberg derrière les invalides. La droite s'étendait environ à 2,000 pas au delà du village de Conradiz, près Sterboholi. A 200 pas du front de l'ennemi, les montagnes étaient si escarpées, qu'il était impossible d'y faire passer de la cavalerie et de l'artillerie. Au pied de ces montagnes, est une vallée profonde, qui était

la plus grande partie de ses troupes, le maréchal entra au service de Prusse avec le grade de major-général. En 1723, on lui donna un régiment. En 1724, il fut envoyé en qualité de ministre à la cour de Pologne. En 1730, il fut fait gouverneur de Peitz ; en 1731, lieutenant-général ; en 1732, chevalier de l'Aigle noir ; en 1739, général de l'infanterie ; en 1740, feld-maréchal. Il se distingua beaucoup à la bataille de Molwitz, le 16 avril 1741, où il reçut deux blessures considérables. En 1744, il marcha en Bohême à la tête d'une grande armée, il joignit le roi à Prague et commanda le siège de cette place, où il se distingua beaucoup. En 1756,

il commanda, comme nous l'avons dit, l'armée de Silésie, et pendant cette campagne, il donna les plus grandes preuves d'un talent supérieur dans l'art de la guerre, et il fut tué ayant à la main le drapeau de son régiment. Il était d'une petite taille, cependant il avait le regard martial. Il aimait les soldats, il en avait beaucoup de soin, et par conséquent il en était aimé ; et quoiqu'il fût très-ardent dans quelques occasions, dans toutes ses expéditions, il sut allier la plus grande prudence au plus grand courage. Après la bataille de Lowositz, le roi lui écrivit d'aller *bride en main*. Il se maria deux fois, et laissa des enfants des deux sexes.

entièrement occupée par quelques hussards et par de l'infanterie hongroise. De notre côté de cette vallée, les montagnes n'étaient pas moins escarpées ; cependant, malgré ces difficultés, le roi inclinait à attaquer l'ennemi de front. Le maréchal, au contraire, lui présenta la difficulté du terrain, la grande marche que les troupes auraient à faire, et la position redoutable des ennemis, qui avaient couvert, d'une prodigieuse quantité de grosse artillerie, les hauteurs qui étaient devant leur front. Sa majesté, convaincue par ces raisons, laissa au maréchal le soin de chercher un point d'attaque plus convenable. Aussitôt, son excellence se porta au galop devant la droite des ennemis, où le terrain allait en diminuant des deux côtés ; il trouva devant leur droite une plaine près du village de Miesiz, où l'infanterie pouvait passer dans des prairies, et la cavalerie et la grosse artillerie sur des écluses. Aussitôt que le maréchal eut reconnu le terrain, et qu'il en eut rendu compte au roi, les ordres furent donnés aux 3 corps de se mettre en mouvement sur leur gauche. Ces ordres furent exécutés avec tant de célérité, que l'armée, qui les avait reçus environ à 9 heures, après avoir marché près de 4 milles dans des chemins très-difficiles, était formée à 10 heures et demie, qu'à 11 heures, la bataille commença à notre gauche. Toute notre cavalerie passait sur l'écluse, lorsque celle des Autrichiens se retira et se forma en bataille sans emporter une de ses tentes. Probablement ils ne s'aperçurent du dessein que nous avions de les attaquer par le flanc droit, que lorsqu'ils virent que deux de nos régiments avaient passé l'écluse, et qu'ils se formaient. Cette manœuvre attira leur attention de ce côté. Ils firent venir toute la cavalerie de leur gauche, qui arriva avec une grande célérité, et se forma dans une belle plaine sur la droite, en 104 escadrons sur 3 lignes, avec des intervalles égaux au front d'un escadron. Ils exécutèrent ce mouvement

avec tant de promptitude, que notre lieutenant-général, le prince héréditaire de Schoeneich, qui n'avait que 65 escadrons, craignant d'être pris en flanc, résolut aussitôt d'attaquer l'ennemi, sans attendre des troupes de la droite que le roi lui envoyait pour le renforcer. Cette attaque fut faite en bon ordre. L'ennemi resta immobile jusqu'à ce qu'il nous vit arrivés à 50 pas de lui ; alors il fit une décharge générale de carabines, et quand nous fûmes à 30 pas, il marcha à nous avec vitesse ; nous fûmes débordés par 8 escadrons ; il n'est donc pas étonnant que notre cavalerie, qui avait entrepris une chose si difficile, ait été repoussée par deux fois. A la troisième attaque, le régiment de dragons de Stechow, commandé par le colonel Winterfield, et 20 escadrons des hussards de Ziethen et de Putkammer, commandés par le général Ziethen, s'avancèrent avec tant de courage, que non-seulement la cavalerie ennemie fut entièrement renversée, mais encore qu'une partie fut repoussée sur les grenadiers de leur aile droite, ce qui les fit reculer dans le plus grand désordre. Pendant cette attaque de la cavalerie, les grenadiers de notre aile gauche, et les régiments de Fouquet, Kreutzen et Schwerin infanterie, après avoir traversé des prairies, furent forcés de passer par un chemin très-étroit pour joindre le reste de la ligne qui était déjà formée. Dès que les grenadiers parurent de l'autre côté du défilé, ils furent reçus avec du canon de 12 chargé à cartouches, ce qui les obligea de se retirer aussitôt, et de quitter le défilé dans le plus grand désordre. En même temps, le feu de l'ennemi redoubla, et força enfin les grenadiers de se retirer sur l'écluse. Ils furent suivis par les régiments de Fouquet et de Kreutzen ; et comme le second bataillon de Schwerin commençait à faire de même, le maréchal, qui avait été continuellement de l'autre côté du défilé, prit l'étendard des mains de l'officier qui le portait, marcha à cheval à la tête du régiment,

et fit tout ce qui était possible pour le faire avancer. Il entraîna les troupes comme il put hors du défilé ; et les ayant de nouveau mises en ordre, il marcha précipitamment à l'ennemi. A peine eut-il fait 12 pas, qu'il reçut plusieurs coups, un à l'oreille, un autre au cœur, et trois dans le corps : il tomba aussitôt de dessus son cheval sans aucun signe de vie. Le général Manteufel prit l'étendard et le donna à l'enseigne : à peine celui-ci l'eut-il reçu, qu'il fut tué par un boulet de canon. Aussitôt après, toute la ligne avança. Notre artillerie fit un grand effet. Les lignes étaient à plus de 60 pas de distance l'une de l'autre, quand on s'aperçut que sur la droite l'infanterie ennemie était dans le plus grand désordre. Leur centre résista plus longtemps, étant protégé par une grande quantité d'artillerie. Sa majesté observant que l'aile droite des ennemis poursuivait notre gauche avec beaucoup de vivacité, de sorte qu'elle s'était séparée du reste de l'armée, elle profita de cette occasion, et marcha avec la plus grande célérité avec sa droite pour occuper l'espace que l'ennemi avait laissé ouvert en se portant en avant, et, par ce moyen, sépara les deux ailes l'une de l'autre. Alors le désordre devint général dans l'armée ennemie. Notre gauche s'étant formée de nouveau, attaqua l'ennemi qui la poursuivait, le repoussa, et lorsque cette droite revint pour joindre l'armée, elle trouva le roi maître du terrain qu'elle avait occupé. Sa majesté donna ordre d'attaquer avec la baïonnette la gauche des ennemis qui fuyait aussi. Il y eut alors un grand carnage, particulièrement à l'attaque d'une redoute, où le second bataillon du prince Henri fit des prodiges. La gauche des ennemis se sauva dans Prague, et leur droite se porta en désordre du côté de Maleschitz et de Bischowitz. »

Avant de rendre compte des suites de cette bataille mémorable, il est nécessaire d'examiner les différentes opérations qui la

précédèrent, aussi bien que la manière dont l'action fut conduite, afin que le lecteur puisse porter un jugement convenable sur les choses en elles-mêmes, indépendamment des événements ; car les événements ne dépendent pas toujours des bonnes dispositions, et les mesures prudentes et sages ne sont pas toujours suivies d'un heureux succès. Cependant, il faut convenir, en général, que de toutes les entreprises qui ne réussissent pas, il n'en est guère, qu'il n'en est même aucune qui n'échoue par quelque erreur qu'on aurait pu prévoir, et, par conséquent, éviter.

Le plan que les Autrichiens avaient formé de rester sur la défensive jusqu'à ce que leurs alliés fussent entrés en campagne, et qu'ils pussent agir avec vigueur, était certainement sage et prudemment concerté ; mais ils paraissent avoir manqué dans l'exécution. Les deux tiers des troupes de leur ennemi étaient cantonnés dans la Saxe et dans la Lusace, et le reste aux environs de cette dernière province, ce qui indiquait clairement que, dans le cas où il se proposerait d'envahir la Bohême, ce serait de ce côté, surtout le roi y étant en personne. De plus, les Prussiens entrant en Bohême par le côté de la Saxe, cette dernière province se trouvait couverte par leur manœuvre même ; au lieu que faisant leur entrée par la Silésie, ils auraient été obligés de laisser une autre armée pour garder la Saxe. Les Autrichiens devaient assez connaître le roi, pour ne pas supposer qu'il agirait avec une partie de ses forces, tandis qu'il pouvait agir avec ses forces réunies. De plus, si, contre toute apparence, et contre la nature même des choses, il eût tenté d'envahir la Moravie, il ne lui fallait pas moins d'un mois pour porter ses armées de ce côté, et la moitié de ce temps suffisait aux Autrichiens pour y faire passer toutes leurs forces. Si le roi n'y eût envoyé qu'un détachement, la garnison d'Olmutz, soutenue de quelques Croates, d'un régiment de dra-

gons et d'un autre de hussards, aurait suffi pour couvrir le pays.

De tout ceci, il résulte que les Autrichiens commirent une grande imprudence, en laissant un corps de plus de 20,000 hommes en Moravie ; où ce corps était absolument inutile. Ce qui rend encore cette première faute plus grave, c'est de l'y avoir laissé même après que l'armée des Prussiens se fut mise en mouvement en Saxe et en Lusace, et aux environs de Schweidnitz, ce qui annonçait, de leur part, l'intention de pénétrer en Bohême par ce côté.

Ce corps aurait dû, sans doute, être placé, pendant l'hiver, de manière à former une chaîne depuis la Moravie jusqu'à Konigshoff. On aurait dû établir, au mois de mars, les quartiers plus près les uns des autres, et placer le centre aux environs de Pardubitz. Par ce moyen, on aurait pu assembler les troupes au moindre signal, ou sur la droite de Leutomischel, ou sur la gauche derrière l'Elbe aux environs de Schurtz.

Lorsque les Prussiens se furent mis en mouvement, ce corps aurait dû s'assembler à Schurtz, parce que de là il aurait été à portée de joindre le comte de Königseg, qui, par cette jonction, aurait été supérieur au duc de Bevern et au maréchal de Schwerin, et, par conséquent, aurait pu attaquer l'un ou l'autre de ces généraux, si contre toute probabilité, ils avaient tenté alors de pénétrer en Bohême ; et il les aurait empêché de réunir leurs forces. Mais toutes ces précautions furent négligées ; et, comme on le peut croire, le corps qui était en Moravie fut entièrement oublié ; car, quoique l'ennemi fût entré en Bohême à l'autre extrémité, vers le 20 avril, cependant ce corps n'était arrivé que le 6 mai, à Bomischbrodt, à vingt milles de Prague. Quant au corps commandé par le comte de Königseg, on a déjà observé qu'il était posté trop loin dans les montagnes, et qu'il était exposé à être enfermé entre celui du prince de Bevern et celui de M. de Schwerin.

Les Autrichiens firent exactement la même faute dans la distribution de leurs troupes sur les frontières de la Saxe. Il n'était nullement probable que le roi voulût faire entrer un corps considérable en Bohême du côté d'Egra, parce que ce corps étant à une si grande distance de ses autres colonnes, aurait été exposé à être coupé par les Autrichiens qui, ayant la plus grande partie de leurs forces dans les cercles de Saatz et de Leutmeritz, auraient pris nécessairement entre ce corps et celui du roi une position centrale.

Il était encore moins probable que l'ennemi voulût faire quelques tentatives sur Egra, qui, défendu seulement par une garnison ordinaire, ne pouvait être pris sans un siège, que le roi n'aurait certainement pas entrepris, cette place, par sa situation, ne pouvant point faciliter les opérations contre la Bohême ; et si, contre toutes les règles de la guerre, il en avait fait le siège, les Autrichiens auraient pu en 4 jours se porter avec leur armée au secours de cette place. De là il paraît évident qu'il était inutile de placer un corps aux environs d'Egra, et que ce corps était exposé à être séparé de la principale armée à Budyn dès que l'ennemi entrerait en Bohême par les défilés de Kupferberg et de Basberg. C'est, en effet, ce qui arriva ; M. Brown fut forcé de quitter sa position à Budyn, pour joindre le duc d'Aremberg : au lieu que si ce général eût pris une position à Commotau, ayant toutes ses troupes légères, soutenues de quelques bataillons de bonne infanterie, dans les défilés dont on vient de parler, il est évident que le prince Maurice n'aurait pas pu y pénétrer comme il le fit, et même après y avoir pénétré, il n'aurait pu joindre le roi sans avoir battu auparavant le duc d'Aremberg, qui aurait pu être soutenu par toute l'armée campée à Budyn, sous les ordres du maréchal. Ce dernier était aussi très-mal posté, étant trop éloigné pour soutenir les corps qu'il aurait pu envoyer pour occuper

les défilés entre Pirna et Lowositz : nous croyons aussi que c'est le seul moyen que l'on puisse employer avec succès pour empêcher l'ennemi d'entrer en Bohême par ce chemin. C'est pourquoi le maréchal aurait dû assembler ses quartiers au delà de l'Egra, de manière à pouvoir, en une seule marche, être derrière la Bila à Aussig, d'où il aurait pu soutenir les troupes légères placées derrière le ravin de Ghishubel, ou, s'il l'eût jugé à propos, les laisser se replier sur son armée, et défendre la position d'Aussig, qui ne peut être forcée si elle est occupée par une armée. Peut-être même aurait-il été plus avantageux de se porter avec toute l'armée derrière le ravin de Ghishubel, et d'envoyer seulement le duc d'AreMBERG avec son corps entier dans les montagnes de Basberg. Non-seulement cette position couvrait la Bohême, mais encore elle donnait aux Autrichiens la facilité de pénétrer en Saxe, s'ils le jugeaient à propos. Au contraire, les différentes positions que prit l'armée des Autrichiens pour couvrir la Bohême, ne remplissaient point cet objet : de plus, elles exposaient les différents corps à être battus en détail, et les mettaient dans l'impossibilité de se joindre, comme il arriva en Lusace au corps que commandait le comte de Königseg, et en Moravie à celui qui était sous les ordres du maréchal Daun, le premier ayant été battu, et l'autre n'ayant pu joindre à Prague le reste des troupes. Il n'y a peut-être pas d'opération de guerre plus délicate et plus difficile que la distribution des quartiers d'hiver. Cette opération demande une connaissance parfaite du pays, et elle dépend d'un nombre infini de circonstances : 1° Il faut avoir égard à la disposition de l'ennemi ; 2° à son plan général, et à l'objet particulier qu'il se propose pour la campagne suivante ; 3° aux desseins que l'on a soi-même pour la campagne prochaine. Si l'on se propose de rester sur la défensive, on doit distribuer ses troupes de manière à pouvoir les rassem-

bler en différents points, sans qu'elles puissent être coupées en se portant au lieu du rendez-vous : il faut que ces points soient le plus près qu'il est possible de la frontière pour couvrir le pays, et qu'ils soient si bien choisis, que l'ennemi n'en puisse jamais forcer aucun, ni vous laisser derrière lui. Si l'on se propose d'agir offensivement, il faut distribuer ses troupes de manière qu'en une marche ou deux elles puissent former de grands corps sur la frontière de l'ennemi, et s'avancer assez pour séparer ses quartiers sans courir le risque d'être coupées avant de s'être réunies pour former un corps dans le pays ennemi ; mais surtout il faut avoir soin qu'elles ne soient pas exposées à être inquiétées pendant l'hiver, temps où les troupes doivent être en repos et en sûreté, autant pour se réparer que pour former les recrues, etc.

Il est à remarquer qu'en cela le roi de Prusse excelle autant que dans toute autre partie de la guerre. Jamais général n'a ouvert ses différentes campagnes d'une manière plus vaste et plus précise. Ses quartiers sont si bien disposés qu'il est impossible de deviner ses desseins, parce qu'on voit qu'il peut avec une égale facilité former différentes entreprises : delà toujours il a résulté qu'il a commencé ses opérations avec des grandes vues, avec célérité et avec exactitude ; et que toutes les fois que ses troupes ont été attaquées dans leurs quartiers, elles se sont assemblées dans les lieux désignés sans jamais avoir souffert aucune perte considérable ; ce qui est d'autant plus extraordinaire, qu'il avait très-peu de troupes légères, surtout au commencement de la guerre. Son disciple, le prince Ferdinand, a toujours été, à cet égard, infiniment supérieur à tous les généraux français, ainsi qu'on l'a vu en toute occasion.

Les Autrichiens négligèrent toutes les règles dont nous venons de parler ; c'est pourquoi ils furent forcés d'abandonner le pays pour joindre ensemble leurs différents

corps, et de plus, les exposèrent à être battus en détail, comme nous l'avons vu.

Ayant, enfin, assemblé leur armée à Prague, ils avaient la liberté d'attaquer ou le roi ou le maréchal de Schwerin, séparés l'un de l'autre par une grande rivière et par un pays très-difficile pour les opérations militaires : ils étaient supérieurs à l'un et à l'autre, pris séparément. Dans cette circonstance ils auraient dû risquer une action ; autrement il serait inutile de faire la guerre. S'ils croyaient leurs forces inégales à celles du roi et de Schwerin, ils ne devaient certainement pas combattre lorsque ces derniers furent réunis. Ils n'auraient pas dû laisser passer au roi une rivière comme la Moldau, dans un endroit aussi difficile et à la vue de leur camp, et rester avec un très-petit corps, en comparaison de leur armée, pendant un jour et une nuit, du même côté de la rivière. Ils auraient dû, sans doute, attaquer le roi avant qu'il eût passé la rivière, ou même après, avant sa jonction avec M. de Schwerin ; ou, s'ils avaient préféré d'attaquer ce dernier, laisser 20 bataillons sur les hauteurs de Brositz, vis-à-vis Podbaba, pour empêcher le roi de passer, et marcher à Brandeis sans aucun délai contre Schwerin.

L'ennemi ayant réuni toutes ses forces, le 6 au matin, en présence des Autrichiens, et ayant laissé M. Keith sur la rive gauche de la Moldau, à la vue de Prague, annonçait par là très-clairement qu'il avait des desseins sur la rive droite ; c'est pourquoi les Autrichiens n'auraient pas dû prendre assez de confiance dans leur nombre et dans leur position pour envoyer leur cavalerie au fourrage, tandis que l'ennemi faisait des mouvements en leur présence.

Lorsqu'ils virent l'ennemi marcher par sa gauche, ils firent bien, sans doute, de changer de position, mais ce n'était là qu'une partie de ce qu'ils auraient dû faire. Ils auraient dû faire avancer le plus d'artillerie possible contre le village de Podschernitz,

attaquer l'ennemi lorsqu'il traversait en colonne le village et les prairies, sans lui laisser le temps et le terrain nécessaires pour se former. Ils auraient dû mettre leur cavalerie sur deux lignes pleines ; par ce moyen, ils auraient pu étendre leur droite jusqu'aux étangs qui auraient couvert leur flanc, et par là ils auraient ôté à leur ennemi le seul terrain où il pût former sa cavalerie. S'ils avaient retiré un peu leur centre, de manière à former une ligne concave vis-à-vis de l'ennemi, comme ils auraient pu le faire, leur droite couverte par les étangs, et la gauche de la cavalerie par l'artillerie et l'infanterie de l'aile droite, l'ennemi n'aurait pu se porter en avant, sans prêter le flanc, ce qui doit être décisif dans toutes les actions, surtout dans celles de cavalerie. Mais les Autrichiens négligèrent toutes ces précautions, ils se laissèrent même prendre en flanc par la cavalerie ennemie, quoiqu'elle fût moins nombreuse que la leur, et, par conséquent, ils furent défaits. Quand M. Brown repoussa et poursuivit l'ennemi, il n'aurait pas dû rompre sa ligne et se porter en avant, comme un jeune soldat qui ne voit que ce qui se passe directement devant lui, sans faire attention à l'ensemble, mais il aurait dû régler sur cet ensemble la manœuvre qui convenait à la circonstance. Lorsqu'il se porta en avant, il aurait dû donner ordre à toute la ligne de faire le même mouvement ; et n'ayant pas voulu quitter les hauteurs qu'occupaient son centre et sa gauche, il aurait dû faire avancer sa droite, de manière à former en avant une ligne oblique avec le reste de son armée. Par cette manœuvre, il aurait eu la liberté de faire avancer toute sa réserve et la droite de la seconde ligne pour soutenir le point d'attaque d'où dépendait la victoire, et en gardant une ligne pleine, il aurait pu s'avancer autant qu'il l'aurait voulu avec sa droite, en poursuivant l'ennemi vers Podschernitz, sans lui donner aucun avantage. De plus, cette position oblique le mettait né-

cessairement dans le cas de prendre toute la ligne ennemie en flanc et de la balayer d'un bout à l'autre. Le maréchal, en se portant en avant seulement avec sa droite, rompit la ligne et fit une ouverture que l'ennemi occupa, l'armée fut ainsi coupée et défaite.

Il y a dans chaque camp un point qu'on peut, avec juste raison, en appeler la clef, et d'où dépend le succès d'une action ; tant qu'on le conserve, l'ennemi ne tient rien, et, si on le perd, tout est perdu. Trouver ce point est peut-être le plus sublime et le plus rare des talents militaires. Delà dépend la science des camps, et la manière de les attaquer et de les défendre. Dans le cas présent, ce point était sans doute l'espace entre l'aile droite de l'infanterie et l'étang situé près de Sterboholi ; c'est là que la cavalerie aurait dû être postée, comme on le voit dans le plan. Il aurait fallu placer des troupes légères et de l'infanterie réglée dans Sterboholi, et une batterie sur la hauteur devant l'aile droite de la cavalerie. Tant que les Autrichiens auraient occupé ce terrain, ils n'auraient pu être défaits. Mais ils avaient une si faible connaissance de la science des camps, qu'il n'aperçurent pas ce point, et qu'ils formèrent leur cavalerie bien loin derrière, aussi furent-ils battus.

D'après toutes ces remarques, il paraît que M. Brown ou ne connaissait pas le pays, ou qu'il ignorait la manière convenable de l'occuper pour la distribution de son armée dans ses quartiers d'hiver, et qu'il commit avant et pendant la bataille des fautes sans nombre qui devaient nécessairement la lui faire perdre. Comme il était bon soldat, et qu'il n'était pas un général sans talent, il n'était pas impossible que quelques motifs particuliers l'eussent rendu moins soigneux et moins clairvoyant que ne pouvait l'être un homme de ce mérite. Il vit sans doute avec peine le prince Charles à la tête de l'armée, et servant sous un autre, il est probable qu'il en fut d'autant moins inquiet sur

l'événement. S'il eût été seul, peut-être aurait-il agi d'une manière différente. Cela fait voir combien il est imprudent d'employer ensemble des hommes dont les vues particulières d'ambition peuvent rarement se concilier.

Quant aux dispositions du roi de Prusse, elles paraîtront, sans doute, très-belles à ceux qui n'ont pas une connaissance suffisante de la nature des opérations militaires, ou qui n'auront pas fait attention à la description que nous avons donnée du pays qui a été le théâtre des opérations de cette guerre. Semblables à un torrent impétueux, les événements entraînent les hommes, sans leur donner le temps de réfléchir sur leurs causes, ou d'examiner les différentes circonstances qui les ont fait naître ; c'est pourquoi les opinions des hommes sont rarement établies sur des idées claires et exactes.

Séparé de ses ennemis par une chaîne de montagnes, et, de plus, protégé par plusieurs places fortes, le roi pouvait à son gré, et sans aucun risque, distribuer ses troupes dans des quartiers d'hiver, parce que la nature du pays mettait à portée de les rassembler avant que l'ennemi pût pénétrer avec un corps considérable. Les dispositions de sa marche en Bohême étaient dans l'exécution sujette à un nombre prodigieux d'obstacles, et plusieurs de ces obstacles étaient ou du moins pouvaient être insurmontables.

La colonne du prince Maurice était séparée de celle que commandait le roi par un intervalle de 50 milles, dans un pays très-difficile, rempli de montagnes, de bois, de ravins, de défilés, etc. L'ennemi avait dans ce grand espace de terrain une armée très-supérieure à celle du prince Maurice et à celle du roi, prises séparément ; il aurait pu occuper 40 positions qui les auraient empêché de se joindre, et s'ils avaient voulu s'avancer dans le pays, attaquer l'un ou l'autre séparément, et leur étant très-

supérieur, il est probable qu'il les aurait défaits.

Et même, après leur jonction, M. Brown et le duc d'Aremberg, qui leur étaient encore égaux en forces, auraient pu prendre entre l'Egra et Prague plusieurs positions qui les auraient empêché de s'approcher de la Moldau et de joindre le maréchal de Schwerin. Les Autrichiens, rassemblés enfin à Prague, auraient pu attaquer ou le roi ou Schwerin avec des forces supérieures. Comme ceux-ci étaient séparés par la Moldau, on aurait pu les empêcher absolument de se joindre. Lorsque le roi passa cette rivière, laissant M. Keith (1) de l'autre côté, les Autrichiens pouvaient détruire ou l'armée du roi, ou le corps de M. Keith, parce qu'ils avaient pour cela plus de temps qu'il ne leur en fallait. On peut en dire autant sur ce qui regarde les colonnes du prince de Bevern et du maréchal de Schwerin. Elles étaient si éloignées l'une de l'autre, que l'ennemi aurait pu prendre des positions qui les auraient empêchées de se joindre, et l'une et l'autre, prises séparément, lui étant inférieures en forces, il aurait pu les attaquer. On voit par là que le roi, en laissant ses colonnes à de si grandes distances les unes des autres, les exposait à être battues en détail, et son armée entière à être détruite.

Passer une rivière comme la Moldau, à la vue d'une armée immense, rester en sa présence pendant 18 heures au moins, avec une poignée de monde, est une manœuvre qui aurait dû être fatale au roi, et si elle ne

le fut pas, il doit en rendre grâces à sa bonne fortune.

Il y avait certainement de la témérité à ce prince d'attaquer l'ennemi, dans un camp aussi fort, et dans le voisinage d'une forteresse, parce qu'il n'était pas probable qu'il pût le battre ; et même en cas que cela arrivât, il n'en devait pas espérer un grand avantage parce que les Autrichiens pouvaient toujours se retirer dans Prague, de là marcher aussitôt vers le corps que commandait le maréchal Keith, et même après que leurs deux ailes eurent été séparées, le détruire en présence du roi. En général, il est très-imprudent d'attaquer une armée qui est près d'une forteresse, parce qu'en cas de succès, il est impossible de se servir de la cavalerie, qui seule peut détruire une armée vaincue. Quelques avantages que l'infanterie puisse remporter, elle ne peut poursuivre l'ennemi avec assez de vigueur et de vitesse pour l'empêcher de faire sa retraite et de se rallier. Si le roi eût remporté une victoire semblable, à 20 milles de quelque forteresse, toute l'armée autrichienne aurait été détruite. Il pouvait d'autant plus se dispenser d'attaquer les ennemis dans cette position, qu'en dirigeant sa marche vers Kollin et Kuttendorf, où étaient leurs magasins, les Autrichiens l'auraient suivi et lui auraient donné une occasion plus favorable de les attaquer. Selon toutes les apparences, il aurait rencontré M. Daun venant alors de la Moravie, il aurait pu l'écraser. Cette marche aurait donné au roi la facilité de détruire les magasins des enne-

(1) Le maréchal Keith, chevalier de l'Aigle noir et des ordres de Russie, de Saint-André et d'Alexandre de Newski, descendait de l'illustre famille de Marshal en Écosse. En 1730, il était major-général en Russie. En 1734, il était lieutenant-général, et il vint en Allemagne avec l'armée russe. En 1737, il servit contre les Turcs, et se distingua beaucoup à la prise d'Oczakow, où il fut blessé. En 1741 et 1742, il commanda contre les Suédois, et gagna la bataille de Williamstrand. En 1747, il quitta le

service de Russie, et entra au service de Prusse. En 1749, il fut fait chevalier de l'Aigle noir et gouverneur de Berlin, avec une pension de 12,000 dollars, indépendamment de ses appointements. Il fut tué, en 1758, à la bataille d'Hochkirchen, à la tête de l'infanterie prussienne, qui était à la poursuite des Autrichiens qu'elle avait repoussés. Il était d'une taille moyenne; son air était très-martial, et il avait un caractère doux et bienfaisant.

mis, et il les aurait forcés de combattre à sa volonté ou de s'exposer à être séparés de Vienne. Quant à l'action en elle-même, il n'y avait pas de choix pour l'attaque, elle ne pouvait se faire que par la gauche. Mais voir et saisir le moment critique et décisif que donna M. Brown en rompant sa ligne, c'est un des coups de génie dont peu, très-peu de personnes sont capables. La prudence du roi, en rétablissant continuellement la ligne à mesure qu'il avançait, et toute sa conduite durant la bataille, méritent, à juste titre, les plus grands éloges. Ce qui paraît téméraire dans les manœuvres qui la précédèrent immédiatement, doit être attribué, sans doute, à la nécessité de ses affaires et à la connaissance qu'il avait des généraux ennemis ; le roi paraît être un trop grand général pour commettre une faute vulgaire.

Le prince Charles ayant été forcé de se jeter dans Prague avec environ 50,000 hommes, le roi forma le projet extraordinaire de le bloquer dans cette place. Comme elle est extrêmement peuplée, il espérait que 60,000 hommes de plus, y compris les domestiques et tout ce qui était à la suite de l'armée, affameraient cette ville, et obligeraient bientôt le prince Charles de se rendre, faute de subsistances.

Il ne se passa rien que d'ordinaire durant ce fameux blocus, c'est pourquoi nous croyons qu'il serait aussi insipide qu'inutile d'en donner un détail. Dans une semblable opération, il n'y a rien de mieux à faire que d'occuper aux environs de la place des postes qui puissent l'empêcher de recevoir des secours, des provisions, et d'avoir au dedans des intelligences. Ceux qui sont bloqués, au contraire, doivent s'efforcer de rompre, aussi souvent qu'ils le peuvent, la chaîne qui les enveloppe pour être secourus dans leurs besoins. La nature du pays, le nombre et l'espèce de troupes de chaque côté, sont les seuls objets à considérer pour ce qu'on a à faire dans ces occasions. On ne

peut donner aucune règle quant à la manière d'occuper avantageusement le terrain ; les préceptes sont inutiles, le génie seul fait tout.

C'est une chose digne de remarque, et la postérité regardera comme une fable, que près de 50,000 hommes, avec un train d'artillerie, des armes, etc., aient pu être bloqués, pendant six semaines, et réduits à l'extrémité par une armée d'égale force. Celle du roi n'était certainement pas, à la fin de mai, plus nombreuse que celle des Autrichiens ; ce qui paraît évident, si l'on considère combien il avait perdu de monde dans la bataille, combien par les maladies et la désertion, et si l'on fait attention à tous les corps qu'il avait détachés. Cette armée, toute faible qu'elle était, formait une chaîne de postes dans une étendue de plusieurs milles. Elle était de plus séparée par la Moldau. Elle n'avait de communication que par deux ponts établis sur la rivière, l'un au-dessus et l'autre au-dessous de la ville, de manière que si les Autrichiens eussent voulu sortir de Prague, ils n'auraient eu que la moitié de l'armée prussienne à combattre ; et ceux qui ont la moindre idée des opérations militaires ne pourront jamais comprendre pourquoi ils ne le firent pas. Un torrent entraîna un de ces ponts ; cependant ils restèrent dans l'inaction, et laissèrent échapper cette occasion favorable sans entreprendre de sortir. Nous avons été très-souvent sur le terrain, aux environs de Prague, et il faut avouer qu'il y a de quoi être surpris de ce que les Autrichiens ne firent au dehors aucune tentative. S'ils avaient attaqué les Prussiens ainsi séparés par une grande rivière et divisés en plusieurs détachements, certainement ils les auraient défaits. Ils n'est pas moins étonnant qu'un aussi grand général que le roi de Prusse ait pensé qu'il était possible de réduire avec des forces égales une armée de 50,000 hommes dans une ville aussi étendue que Prague ; l'indolence des Autrichiens jus-

tifia cette entreprise, et sauva son armée d'une destruction inévitable.

Lorsque le roi fit sommer le prince Charles, le maréchal Brown, alors malade dans son lit, ayant été consulté, répondit avec autant de vivacité que de surprise : *« Est-ce que sa majesté nous prend pour des ? Dites au prince que mon avis est que son altesse aille sur-le-champ attaquer M. Keith. »*

Le célèbre maréchal de Belle-Isle, qui connaissait parfaitement Prague, et qui, dans la précédente guerre, l'avait défendu pendant plusieurs mois contre les Autrichiens avec 15,000 hommes, réduit enfin à la dernière extrémité, en sortit avec 12,000, et se retira à Egra en sûreté et avec gloire. Lorsque le roi de Prusse bloquait cette ville, M. de Belle-Isle écrivit une lettre que j'ai vue, dans laquelle il disait : *« Je connais Prague ; si j'y étais avec la moitié des troupes que le prince Charles y a actuellement, je détruirais l'armée prussienne. »*

Tandis que le roi était ainsi occupé devant Prague, il envoya plusieurs détachements pour lever des contributions, et pour s'assurer des magasins que l'ennemi avait formés dans les différentes parties de la Bohême, ou pour les détruire. Le général Oldembourg et le colonel Meyer furent envoyés dans l'Empire pour le même objet, et pour arrêter, ou du moins retarder les opérations de l'armée de l'empire ; mais ce qu'ils y firent n'est pas de nature à mériter aucun détail particulier, et ne pouvait avoir une grande influence sur le plan général des opérations ; c'est pourquoi nous les passerons sous silence.

Le maréchal Daun qui commandait alors l'armée qui était en Moravie, et qui avait servi la campagne précédente sous le prince Piccolomini, ayant reçu ordre de joindre l'armée principale à Prague, avait quitté la Moravie et dirigé sa marche en conséquence ; cependant il n'arriva que le 6 mai à Bohmischbrodt, à 12 milles de Prague.

Ce fut là qu'il apprit la nouvelle de la bataille. Il y resta encore quelques jours, et se retira ensuite à Kollin, autant pour éviter un combat que pour joindre l'aile droite, qui, comme nous l'avons dit, s'était retirée à Beneschau.

Le roi, craignant que cette armée, forte de plus 40,000 hommes, non-seulement ne le troublât dans ses opérations devant Prague, mais encore que par quelque manœuvre elle ne donnât au prince Charles la facilité de sortir de cette place, jugea nécessaire de la forcer de se retirer ; et le prince de Bevern, avec 25,000 hommes, eut ordre d'exécuter ce projet. Au moment où ce général se porta en avant, le maréchal se retira très-sagement pour recevoir les renforts qui étaient en marche pour le joindre, et il rétrograda successivement à Kollin, Kutenberg, Goltzjenkau et Haber.

Lorsqu'il eut enfin reçu tous les renforts, l'artillerie, etc., il donna ordre à son armée le 11 juin, de marcher le lendemain matin. En conséquence, le 12, elle quitta le camp de Jenikau, et arriva, le même jour, à Janovitz. Le lendemain, le général Nadasti fut attaqué à Pikan, mais comme il était soutenu par toute l'armée, les Prussiens furent repoussés avec perte. Ce général, ayant reçu des renforts, eut ordre de marcher par Maleschau, et de prendre poste à Suchdol, et le général Beck qui commandait près de 6,000 hommes, eut en même temps l'ordre d'occuper Kutenberg ; les Prussiens avaient quitté ce dernier poste le 12, et s'étaient retirés à Kollin. Le 14, le maréchal marcha à Ginitz, le 16 à Krichenau ; il y campa en AA, comme on voit dans le plan. Toute cette marche fut conduite avec beaucoup de prudence et de vigueur ; l'ennemi fut plus d'une fois sur le point d'être attaqué ; et probablement il aurait été défait, parce qu'il était très-inférieur en nombre. Il paraît que le maréchal, en dirigeant ainsi sa marche, avait dessein d'engager le prince de Bevern à une action avant qu'il eût reçu

aucun secours, ou de couper sa communication avec Prague : la difficulté des chemins et la bonne conduite du prince en empêchèrent l'exécution.

Le roi instruit de l'approche des ennemis, quitta, le 13, l'armée qui était devant Prague, et marcha vers Kollin, où il se proposait de joindre à celle que commandait le prince de Bevern les différents corps qu'il avait détachés, et d'attaquer les ennemis sans aucun délai. Le 14, il marcha par Schwartz-Kosteletz et Zdanitz, dans le dessein de camper à Malotitz; mais comme il s'en approchait, on découvrit un gros corps de troupes qui était en marche derrière Zasmuck. Le roi, qui n'était point préparé au combat, et qui n'avait que peu de bataillons avec lui, se rejeta sur Zdanitz; il plaça sa cavalerie dans la plaine qui est devant ce village, et resta dans cette position jusqu'à ce qu'il fût joint par les différents détachements qu'il attendait. Le camp qu'occupait l'ennemi à Krichenau fut jugé trop avantageux pour être attaqué de front avec apparence de succès; on ne pouvait pas même approcher de sa gauche, sans être obligé de remonter très-loin à la naissance d'un ravin qui la couvrait; et cette manœuvre aurait donné au maréchal le temps de changer sa position, comme il l'aurait jugé à propos, et peut-être d'échapper au roi de Prusse, et de marcher vers Prague. Le roi résolut donc d'occuper les hauteurs de Chotzemitz derrière la droite des ennemis. Le 18 au matin, il fit marcher son armée par sa gauche, en suivant le grand chemin qui conduit de Prague à Kollin. Pendant sa marche, il eut avis que l'ennemi se retirait; mais on sut bientôt que cet avis était faux : l'ennemi n'avait fait que changer sa position, et on le vit ranger son armée en bataille sur le terrain même que le roi se proposait d'occuper.

Le maréchal, qui vit l'armée des ennemis se mouvoir par la gauche, jugea aisément que l'intention du roi était de l'attaquer par

son flanc droit; et, pour l'en empêcher, il ordonna à son armée de faire un mouvement sur la droite, d'abord en BB, la réserve en DD; ensuite GG, la réserve en EE; et le corps du général Nadasti en FF. Son armée, qui était de 60,000 hommes, était formée sur deux lignes : l'infanterie sur les ailes, la cavalerie au centre : la droite de l'infanterie était postée sur une grande hauteur qui tenait à un bois clair qu'occupaient les troupes légères. A peu de distance du front était le village de Krzeczor, où l'on avait placé quelques bataillons, de manière qu'ils pussent être soutenus par la ligne. La montagne où est placé ce village présente des précipices très-profonds et très-escarpés, qu'aucunes troupes ne peuvent franchir. Au pied de cette montagne est un autre village également occupé par de l'infanterie. Au delà de la montagne, un peu derrière ce dernier village, coule un ruisseau qui était presque perpendiculaire à la ligne des Autrichiens; les bords en sont très-élevés et très-escarpés : le corps de Nadasti était placé d'abord derrière ce ruisseau, il le fut ensuite en FF; de sorte que l'ennemi ne pouvait s'avancer pour attaquer la ligne sans prêter le flanc à ce corps. A la gauche de Krzeczor, sur une montagne haute et escarpée, est le village de Brzistz; ils étaient en avant de la ligne, et occupé aussi par de l'infanterie. La gauche du maréchal Daun était, comme sa droite, sur une montagne très-haute, et qui commandait toute la plaine aux environs. Près de la gauche était le village de Podhorz, au travers duquel coule un ruisseau marécageux qui couvrait cette aile. Le terrain qui était devant le front était très-inégal, ce qui oblige une ligne qui marche pour attaquer de s'arrêter souvent pour se serrer et se reformer; et c'est un grand désavantage, particulièrement lorsqu'on est près de l'ennemi, dont l'artillerie ne peut manquer de faire un grand effet.

Le roi fit faire halte à son armée dans la

plaine près de Slatislunz et Novimiesto, pendant ce temps, il alla reconnaître la position des ennemis ; et quoiqu'elle fut très-forte, il résolut et de l'attaquer : il remit donc son armée en mouvement, et bientôt après la bataille commença. Nous donnerons les différentes relations qui furent publiées ; par ce moyen, le lecteur sera en état de porter un jugement convenable sur cette action importante et décisive. La première fut publiée par la cour de Vienne ; la seconde est celle des Prussiens, et la troisième, plus étendue que les deux autres, est écrite par un officier français, qui était dans l'armée autrichienne par ordre de sa cour.

« Dès que l'armée impériale et royale eut quitté, le 16 juin au soir, le camp de Gintitz, pour aller occuper celui qui avait été marqué à Krichenau, sa majesté prussienne quitta aussi celui de Kaurzim, et posta son armée sur les hauteurs derrière Planian. Sur cela, l'armée autrichienne changea sa position le même soir, et fut mise en bataille entre deux hauteurs. Le 18 au matin, l'ennemi marcha vers Planian, et fit halte entre cette place et une hôtellerie nommée Slatislunz : à une heure, il se remit en mouvement sur quatre colonnes. Dès que son excellence le maréchal Daun s'aperçut que l'intention de l'ennemi était d'attaquer sa droite, il ordonna à la réserve et à la seconde ligne d'y marcher, et de former un flanc pour couvrir cette aile. Le général Nadasti, avec ses hussards et ses Croates, eut aussi ordre de s'y porter pour le même objet. La première ligne resta dans sa position jusqu'au moment où l'on vit l'aile gauche des ennemis s'avancer sur plusieurs colonnes contre le flanc et l'aile droite de l'armée autrichienne : alors cette ligne eut ordre de marcher par sa droite jusqu'au flanc dont on a déjà parlé, et, à 2 heures du soir, elle fut formée sur les hauteurs. Des deux côtés, la grosse artillerie commença à faire feu. Les ennemis attaquèrent notre droite avec

tant de violence qu'ils portèrent le désordre dans notre cavalerie ; cependant elle fut rétablie par le courage et la bonne conduite des généraux Serbelloni, Daun, Odonell, Trautmandorff et Aspremont ; et alors elle repoussa l'ennemi : malgré cela, il s'avança sur les hauteurs du village de Krzeczor, encore plus près de notre flanc : dès qu'il eut atteint le village, il y mit le feu ; ce qui était pour sa droite le signal d'attaquer notre gauche. A 3 heures et demie, il fit une vigoureuse attaque sur notre flanc, et immédiatement après sur notre droite et sur notre gauche. Une centaine d'hommes, formés en demi quarré, pénétrèrent notre flanc, mais ils furent repoussés par notre cavalerie et par les carabiniers saxons. L'ennemi renouvela ses attaques à sept différentes fois ; chaque fois il fut repoussé : enfin, il fut forcé de nous céder la victoire. Alors l'armée autrichienne prit une troisième position sur les hauteurs, elle y demeura en bataille toute la nuit, et, le 19, elle se retira dans son ancien camp. Pendant l'action, le roi était derrière son aile gauche, sur une hauteur, d'où il donnait ses ordres. Dans leur retraite, les ennemis brûlèrent les villages de Brzasam et Kutliers : leur gauche alla près du village de Welin, et leur droite vers Nimbourg. Cette bataille, qui dura depuis 2 heures jusqu'à 9, doit être comptée parmi les plus remarquables et les plus sanglantes qui se soient données depuis longtemps. L'action fut conduite des deux côtés avec autant de valeur que de prudence ; jusqu'à ce que enfin, les Prussiens furent mis dans le plus grand désordre, et forcés de prendre précipitamment la fuite, par des chemins différents, et en petites divisions formées au hasard. Leur perte, en cette occasion, montait certainement à 20,000 hommes : 6,500 furent trouvés morts sur le champ de bataille : on fit environ 7,000 prisonniers ; au nombre desquels étaient le lieutenant-général Treskow, le major-général Pannewitz,

et 120 officiers à pique : il y eut en outre 3,000 déserteurs. Nous avons pris 22 étendards et 45 pièces de canon. La perte des Autrichiens allait à peu près à 6,000 hommes tant tués que blessés ou perdus ; du nombre des premiers est le général Lutzow ; du nombre des blessés sont le comte de Serbelloni, général de cavalerie ; le lieutenant-général Wolvart, et les majors-généraux le prince Lobkowitz et Wolf. Après Dieu c'est à la conduite habile et valeureuse du maréchal Daun (1) qu'on doit attribuer la victoire : le comte Stambach, général de cavalerie, qui commandait l'aile gauche, y contribua beaucoup par les attaques vigoureuses qu'il fit sur la droite des ennemis. Les lieutenants-généraux Kolowat, Wolvart, Wied et Sincere ; les généraux-majors Schallenberg, Le Fevre et Nicolas Esterhasi, se distinguèrent beaucoup. Le général Nadasti (2) se distingua aussi à la tête de la cavalerie légère saxonne et des autres troupes qu'il commandait. Les régi-

ments qui formaient la réserve, et les grenadiers, souffrirent beaucoup, parce qu'ils furent continuellement en action. Dans l'infanterie, le régiment de Botta, que commandait le prince Kinsky, acquit beaucoup de gloire, en ce qu'ayant consommé toutes ses cartouches, il resta dans la ligne présentant la baïonnette, et repoussa l'ennemi. Dans la cavalerie, les 4 régiments de Savoie, Ligne, Birkenfeld et Wurtemberg, se distinguèrent aussi particulièrement. L'artillerie, commandée par le colonel Feuerstein, fut supérieurement servie. Parmi les volontaires, se distinguèrent aussi le duc de Wurtemberg et le major-général comte Czernicheff (3).

Voici la relation que les Prussiens donnèrent de cette bataille.

« Immédiatement après la bataille de Prague, le colonel Putkammer fut envoyé avec les hussards à la poursuite des ennemis ; et il fut suivi, le 9 mai, par le prince de Bevern et le général Ziethen (4),

(1) Léopold, comte Daun, est né en 1705. Il fut d'abord chevalier de Malte et colonel du régiment de son père ; en 1736, chambellan ; en 1737, major-général, et il servit contre les Turcs ; en 1739, lieutenant-général. En 1740, il obtint un régiment. En 1745, il fut fait général d'infanterie ; en 1748, conseiller-privé ; en 1751, commandant de Vienne ; en 1753, chevalier de la Toison d'or, et en 1754, feld-maréchal. Dans la guerre précédente, il avait montré autant de courage que de prudence, et il avait été blessé aux batailles de Grotzka et de Friedberg en 1749. Il fit un nouvel exercice, et composa les institutions pour la nouvelle académie militaire. En 1745, ayant quitté l'ordre de Malte, il épousa la comtesse Fuchs, favorite de l'impératrice, et il en eut plusieurs enfants. Il est d'une taille moyenne ; il a les manières les plus engageantes ; il est d'une bravoure rare, et froid dans l'action. Un degré de plus de force dans l'action en aurait fait un des plus grands hommes de son siècle.

(2) Le général Nadasti est né en Hongrie. Il servit d'abord en qualité de lieutenant-colonel dans le régiment de hussards de Baroniai. En 1736, il fut colonel ; en 1741, major-général ; en 1744, lieutenant-général ; en 1753, conseiller-privé ;

en 1754, commandant de Bude et général de cavalerie ; en 1756, Ban de Croatie ; en 1758, feld-maréchal. Il servit en Italie, en Silésie et sur le Rhin, et se distingua beaucoup au passage de ce fleuve dans la guerre précédente, et par la prise de Schweidnitz en 1757. Pour récompenser ses services, l'impératrice le rétablit dans les possessions de son grand-père, et quoiqu'il fût Hongrois, elle lui donna le gouvernement de Bude. Il se maria en 1745, et il eut plusieurs enfants. Il y eut quelque mésintelligence entre lui et les autres généraux après la bataille de Lissa, et il ne parut plus à l'armée.

(3) Le comte Czernicheff est né en Russie. Il fut d'abord enseigne dans les gardes de Semonowski, et, en 1756, il fut major-général. C'est un homme qui a de grands talents, et ces talents n'ont pas peu contribué à sa fortune ; il est actuellement secrétaire de la guerre.

(4) Ce général est en grande faveur auprès du roi. En 1740, il servit comme major de hussards en Silésie. En 1741, il fut lieutenant-colonel et décoré de l'ordre du Mérite. La même année, il fut fait colonel, et il eut un régiment. En 1744, il fut fait major-général ; en 1756, lieutenant-général. Après

avec 20,000 hommes. La première escarmouche remarquable fut celle où les Prussiens prirent à Suchdol le grand magasin de farine des Autrichiens. Le lieutenant-général Ziethen et les majors-généraux Krochow et Manstein, furent détachés du camp de Kollin avec 4 bataillons et 1,100 chevaux pour cette expédition : ils parvinrent à se rendre maîtres de ce magasin, quoiqu'il y eût derrière Suchdol un camp de hussards et de Croates, et que les hauteurs de la chapelle Saint-Jean fussent occupées par les Autrichiens. Le général Nadasti envoya le lieutenant-colonel Ballast avec environ 100 hussards, pour attaquer Varnery, lieutenant-colonel du régiment de Putkammer ; mais ils furent repoussés avec perte. Le colonel Werner ayant été envoyé pour observer les Autrichiens, fut attaqué près de Krattenau par les colonels Zobel et Luzinski avec 600 chevaux ; il les repoussa, et fit 43 prisonniers. Le 5 juin, le prince de Bevern quitta son camp de Kollin pour attaquer le corps du général Nadasti, qui était campé sur les hauteurs près la chapelle Saint-Jean ; mais ce général ne fit aucune résistance, non plus que sur les hauteurs près de Kank, qu'il abandonna, ainsi que la ville de Kuttentberg : nous fîmes 73 prisonniers, et la perte des Autrichiens en morts ou blessés fut de plus de 150 hommes. Le prince de Bevern prit alors deux magasins de fourrages et de provisions à Kuttentberg et Neuhoff, et il campa près de Neschkarziz, village situé entre Neuhoff et Kuttentberg : cette position força M. Daun de quitter le camp avantageux qu'il occupait à Czaslau, et de se retirer d'abord à Goltzjenkau, et ensuite à Haber. Le grand nombre de défilés nous empêcha d'attaquer l'arrière-garde des ennemis ; de sorte qu'il n'y eut dans cette

la bataille de Prague, dans laquelle il se distingua beaucoup, il fut fait chevalier de l'Aigle noir. Il a commandé ordinairement l'avant-garde. Il fit une belle retraite après la bataille de Breslau. A la bataille de Torgau, il s'acquit une gloire immortelle

marque aucune escarmouche, excepté celle du 7 juin au défilé de Czurckwitz ; elle donna l'alarme au général Nadasti qui était campé derrière Czaslau avec son corps augmenté de 4 régiments de cavalerie saxonne. Alors l'armée de M. Daun ayant été renforcée, montait à 60,000 hommes. Il semblait que l'intention de ce général était de marcher avec la plus grande partie de ses troupes contre celles que le roi avait devant Prague du côté de la Moldau, et que pour couvrir cette marche il voulait attaquer le prince de Bevern avec le corps de Nadasti. Le prince de Bevern n'avait que 70 escadrons et 18 bataillons, et, par conséquent, il avait besoin de renfort ; c'est pourquoi le roi ayant resserré les postes qui étaient devant Prague, partit le 13 juin, et marcha avec 10 bataillons et 20 escadrons par Kosteletz vers Zasmuckz. Le même jour, le comte Daun donna ordre au général Nadasti d'attaquer les postes avancés du prince de Bevern, et il fit en même temps sur le flanc des Prussiens, avec toute son armée, un mouvement qui les obligea de se retirer vers Kollin, et le 14 à Kaurzim, où ils furent joints par le corps que commandait le roi. Le 15 et le 16 furent employés à reconnaître les chemins qui conduisaient vers le village de Wisocka, où était l'armée autrichienne ; ce qu'on ne put faire parfaitement à cause du grand nombre de troupes légères des ennemis. Quatre mille Pandoures et hussards attaquèrent un convoi venant de Nimbourg ; mais l'escorte, qui était de 200 hommes, aux ordres du major Billerbeck, se défendit plus de 3 heures, et ayant reçu des secours, elle arriva heureusement au camp sans autre perte que celle de 7 hommes. Le 17, comme nous nous propositions de marcher à Schwoysitz, nous aperçûmes

en occupant les hauteurs de Suptitz, après que le roi eût été forcé d'abandonner le champ de bataille, ce qui arracha la victoire des mains de M. Daun. Le général Ziethen est actuellement âgé de près de soixante ans.

l'armée ennemie formée sur les hauteurs en demi-quarré, l'aile droite s'étendant vers Kuttendorf et Kollin, et la gauche vers Zasmuck; le front était couvert par une longue suite d'étangs et de marais. Nous fîmes un mouvement par lequel notre droite se porta à Kaurzim, et notre gauche vers Nimbourg, ayant Planian devant elle : le 18, nous occupâmes quelques hauteurs devant cette place. L'armée marcha par la gauche pour attaquer l'ennemi aussitôt qu'on aurait fait les dispositions nécessaires; et nos troupes légères s'étant postées vis-à-vis des siennes, qui cherchaient à se former sur notre flanc gauche, nous les repoussâmes au delà de Kollin jusque sur les hauteurs que nous devions nécessairement occuper, afin de pouvoir attaquer leur flanc droit. Le major-général Hulsén (1), avec 7 bataillons, eut ordre de s'en rendre maître : l'infanterie devait former une ligne pour soutenir cette attaque, sans engager sa droite, qui avait ordre de rester un peu en arrière. Nos grenadiers grimpèrent sur les hauteurs, occupèrent un village que les ennemis avaient abandonné, et prirent derrière ce village deux batteries, chacune de 12 ou 13 pièces : aussitôt, notre infanterie, sans donner le temps de les enclouer, s'avança et attaqua toute la première ligne des ennemis, ce qui nous empêcha de soutenir l'attaque des hauteurs : 4 bataillons auraient suffi, et la victoire était à nous. L'ennemi, profitant de cette faute, donna ordre à quelque infanterie de filer derrière la ligne, et d'attaquer nos 7 bataillons, qui la repoussèrent, quoiqu'ils eussent été maltraités dans les trois attaques successives, et qu'ils eussent beaucoup souffert du feu de 40 pièces de canon. Les dragons de Norman attaquèrent l'infanterie ennemie, dispersèrent plusieurs ba-

taillons, prirent 5 drapeaux, marchèrent ensuite contre les carabiniers saxons, qu'ils battirent et qu'ils poursuivirent jusqu'à Kollin. Tandis que notre infanterie était engagée avec l'ennemi, elle souffrit beaucoup de la grosse artillerie, et il se fit de grandes ouvertures dans les bataillons. Le régiment de cavalerie du prince de Prusse se porta vis-à-vis l'intervalle qui était entre les régiments du prince de Bevern et du prince Henri, pour couvrir ces ouvertures, et il attaqua un régiment d'infanterie autrichienne qui était devant elles, et, sans doute, il l'aurait percé, si en même temps il n'eût pas été exposé au feu d'une batterie chargée à cartouches, qui le rejeta sur le régiment de Bevern; la cavalerie autrichienne les poursuivit, et ces deux régiments furent si maltraités, qu'ils furent obligés de sortir de la ligne; ce qui fit une ouverture qui coupa notre communication avec l'attaque qu'on faisait sur les hauteurs, et nous fûmes forcés de nous retirer. Le bataillon des gardes qui était sur la droite repoussa 4 bataillons et 2 régiments de cavalerie qui essayèrent de l'entourer. Notre aile gauche resta sur le terrain où les ennemis étaient postés avant l'action, jusqu'à près de 9 heures qu'elle se retira. L'armée marcha vers Nimbourg sans être poursuivie. On laissa derrière plusieurs pièces de canon faute de chevaux, et parce que les chariots avaient été rompus. La perte de cette bataille nous obligea de lever le siège de Prague. L'armée qui était sur la Moldau marcha vers Brandeis, et joignit celle qui venait de Kollin. M. Keith marcha à Budyn avec la sienne.

* Les Prussiens évaluent leur perte en cavalerie à 1,450 hommes, et 1,667 chevaux; à 8,755 hommes d'infanterie tués ou perdus, et 3,568 blessés : en tout 13,773.

(1) Ce général était major en 1740, en 1743, lieutenant-colonel; en 1745, colonel; en 1754, major-général et chevalier de l'ordre du Mérite. En 1756, il eut un régiment; en 1758, il fut fait

lieutenant-général. Il commanda en Saxe, avec distinction, un corps considérable contre l'armée de l'empire, particulièrement dans le combat près de Strehlen.

Par la liste publiée à Vienne de la perte des Autrichiens, ils eurent 819 hommes d'infanterie tués, et 3,616 blessés. Dans la cavalerie, 163 hommes et 414 chevaux tués ; 748 chevaux blessés et 825 hommes, parmi lesquels étaient 23 officiers à pique, et le maréchal Daun lui-même .

Quoique les deux précédentes relations, et particulièrement la dernière, soient très-claires et très-précises, j'ajouterai celle qui fut envoyée en France, parce qu'on ne saurait trop examiner ni trop développer une action de cette importance.

Le maréchal Daun ayant reçu l'ordre, le 11 juin, de marcher au secours de Prague, avec plein pouvoir de faire ce qu'il jugerait le plus avantageux pour le service de l'impératrice, il quitta son camp le lendemain matin, et après une marche pénible de quelques jours, il arriva le 13 à Gintitz : son excellence se proposait de marcher le jour suivant à Kaurzim, qui était le chemin le plus facile pour aller à Prague. Le roi de Prusse avait joint la veille au soir le prince de Bevern avec un renfort considérable ; et comme il avait une connaissance parfaite du pays, il jugea sans doute qu'en occupant le camp de Kaurzim, il embarrasserait beaucoup le maréchal Daun. En effet, quand le maréchal fut informé que le roi occupait ce camp, il sentit bien l'embarras où ce prince le mettait en prenant cette position, puisqu'il le réduisit à la nécessité de marcher par sa droite ou par sa gauche. Il était très-dangereux et très-difficile de marcher par la gauche, à cause des défilés, des marais et des bois ; et en marchant par la droite, il était forcé de passer près de Kaurzim, et de présenter le flanc à l'ennemi : et enfin, pour éviter tous ces inconvénients, s'il se fût porté fort loin sur la droite, il se serait trouvé le jour suivant à une plus grande distance de Prague qu'il ne l'était alors, et, par conséquent, il aurait donné à l'ennemi la facilité d'occuper vingt positions également propres à l'empêcher de s'approcher de

cette place ; ce qui est très-aisé dans ce pays, où l'on trouve à chaque pas des camps avantageux. Ainsi le maréchal voyant qu'il fallait en venir à une action pour délivrer Prague, prit le parti de camper le lendemain matin en présence de l'ennemi, et de le réduire dans la nécessité ou d'attaquer, ou d'être attaqué à une position désavantageuse : l'armée marcha donc à Krichenau. Le 17, le maréchal, informé que les ennemis se portaient vers Planian, alla aussitôt en personne reconnaître leur position ; et s'apercevant que le roi dirigeait sa marche vers la droite des Autrichiens, il crut qu'il était nécessaire de changer la position de son armée. Elle fut formée le front devant Planian, l'aile gauche sur deux lignes d'infanterie, avec une grande quantité d'artillerie, sur une haute montagne qui était presque seule dans la plaine : sur la droite était une autre montagne un peu moins haute que la première ; on y plaça le reste de l'infanterie également sur deux lignes, avec deux lignes de cavalerie sur son flanc. Entre ces deux hauteurs, est une plaine d'environ 2,500 pas de longueur ; le maréchal y plaça deux lignes de cavalerie, et une troisième en réserve, parce qu'il pensait que le roi, étant aussi fort que lui en cavalerie, se porterait principalement sur le centre afin de couper l'armée en deux. Son excellence prit toutes les précautions possibles pour faire échouer les desseins du roi. On plaça de l'artillerie sur les flancs et devant la cavalerie. Les choses restèrent en cet état le 17. Le 18, le roi fit marcher son armée par la gauche le long du grand chemin qui conduit de Prague à Vienne, cherchant continuellement à gagner le flanc droit de l'armée impériale. M. Daun, devinant les intentions du roi, ordonna au corps de réserve de se porter sur l'aile droite pour couvrir le flanc. Entre 9 et 10 heures du matin, la tête de l'armée du roi parut près de Slatislunz, à peu près à un mille et demi ; elle y resta jusqu'à midi pour donner aux colonnes le temps de s'assembler :

l'armée se remit alors en mouvement, et continua de diriger sa marche vers le flanc droit des Autrichiens. Le maréchal, qui s'y attendait, ordonna à la seconde ligne de marcher vers ce flanc, et de le soutenir avec la réserve. A une heure et demie, la tête des colonnes prussiennes, tant infanterie que cavalerie, parut devant l'armée impériale, qui était préparée à les recevoir. L'infanterie prussienne se forma aussitôt, et s'avança en bon ordre pour attaquer le maréchal, qui, de son côté, marcha à sa rencontre. L'attaque, soutenue d'une nombreuse artillerie, commença à près de 2 heures avec une si grande vivacité, qu'il n'y a qu'un témoin oculaire qui puisse s'en former une idée véritable. L'armée impériale répondit par un feu continu de mousqueterie et d'artillerie. Le roi de Prusse avait posté, sur une hauteur qui était derrière son front, du gros canon qui incommoda beaucoup l'armée impériale. Cette première attaque dura environ une heure et demie ; alors le feu de l'armée impériale commença à devenir supérieur à celui des Prussiens, et les obligea de quitter le champ de bataille pour prendre du repos et se remettre en ordre pour renouveler l'attaque : c'est ce qu'ils firent bientôt après ; mais ils furent repoussés comme la première fois. Il y eut successivement 7 attaques depuis 2 heures jusqu'à 6 heures et demie, que se fit la dernière et la plus vive ; elle fut générale, et dura jusqu'à 7 heures passées : ce fut alors que les Prussiens furent obligés de plier de tous côtés, et de se retirer en désordre. Le maréchal envoya de l'infanterie et de la cavalerie à leur poursuite. Le corps de troupes légères que commandait le général Nadasti, les poursuivit fort loin, et fit plusieurs prisonniers. Pendant la bataille, les carabiniers saxons, qui avaient devant eux de l'infanterie et de l'artillerie prussiennes dont ils souffraient beaucoup, désirèrent qu'on leur permit de les attaquer : en ayant obtenu la permission, ils attaquèrent avec

beaucoup de courage, taillèrent en pièces l'infanterie ennemie, prirent plusieurs canons et plusieurs étendards. Voilà ce qui se passa à l'aile droite, où le combat fut le plus vif. Environ 2 heures après la première attaque, qui se fit sur notre droite, celle de l'armée prussienne s'avança contre la gauche des Autrichiens pour l'attaquer, ce que la force de sa position ne permettait pas de croire que l'on dût jamais entreprendre. Cette gauche était sur une hauteur, où il était presque impossible de monter, et qui était couverte d'artillerie qui incommoda beaucoup les Prussiens. Leur aile droite étant arrivée au bas de la montagne, s'arrêta, et la gauche des Autrichiens voyant que l'ennemi n'avancait pas, impatiente de l'attaquer, et de partager la gloire de cette journée avec le reste de l'armée, quitta sa position et descendit au pied de la montagne. L'infanterie autrichienne attaqua celle des Prussiens avec beaucoup de courage, et, après un combat qui dura une heure, elle l'obligea de céder. La cavalerie autrichienne s'avança aussi pour attaquer celle des ennemis, mais celle-ci se retira aussitôt vers leur infanterie. Les Autrichiens furent assez prudents pour ne pas poursuivre leurs avantages de ce côté, dans la crainte d'être séparés de leur aile droite. Environ une heure après, l'aile droite des Prussiens attaqua encore la gauche des Autrichiens ; mais en moins d'une demi-heure elle fut repoussée en désordre. Elle reprit sa première position, et fit feu de toute son artillerie sur les Autrichiens pendant toute l'action. Pendant la seconde attaque, 6 bataillons, commandés par le comte Nicolas Esterhazy, ayant consommé toutes leurs cartouches, s'avancèrent courageusement contre l'ennemi la baïonnette en avant, et le forcèrent de se retirer. L'action fut générale, et tous les corps se virent engagés plus d'une fois.

Comme cette bataille remarquable fait une époque importante dans l'histoire de

la guerre, parce qu'elle est la première que le roi de Prusse ait perdue, nous ferons nos réflexions sur l'action ainsi que sur les différentes manœuvres qui la précédèrent.

Réflexions sur la bataille de Kollin.

Nous avons déjà observé que le siège de Prague, où il y avait alors près de 50,000 hommes, était une entreprise imprudente et dangeureuse. Les sièges entraînent avec eux tant de dépense et une si grande perte de temps et d'hommes, qu'on ne doit jamais en entreprendre aucun sans la plus grande nécessité. Le roi de Prusse était alors dans des circonstances qui demandent un coup décisif et le plus tôt possible. C'est pour cela qu'il ne devait, en aucune manière, s'amuser à faire le siège de Prague. Il devait savoir que, quel qu'en fût l'événement, c'était donner par là aux Autrichiens le temps et les moyens de pourvoir à leur défense. Voici les circonstances dans lesquelles on doit entreprendre des sièges : 1° lorsque les forteresses sont situées sur des passages qui conduisent dans le pays ennemi, et de manière qu'il soit impossible d'y pénétrer sans s'en être rendu maître ; 2° lorsqu'elles interceptent les communications, et que le pays ne fournit pas les subsistances nécessaires ; 3° lorsqu'on en a besoin pour couvrir les magasins qu'on forme dans le pays même, afin de faciliter les opérations qu'on veut faire ; 4° lorsque l'ennemi a dans ces places des magasins considérables, et qu'ils lui sont essentiellement nécessaires ; 5° lorsque la prise de ces forteresses entraîne avec elle celle d'une étendue de pays considérable qui donne la facilité de mettre l'armée en quartiers d'hiver dans le pays ennemi. Dans tous ces cas, sans doute, la première opération qu'il y ait à faire, c'est d'assiéger une place, mais dans tout autre, on doit l'éviter. Aucune de ces circonstances n'avait lieu par rapport au siège de Prague. Cette place ne couvrait aucun passage qui con-

duisit dans le pays, elle ne renfermait aucun magasin considérable, elle n'était pas nécessaire au roi pour y en former, parce que le pays fournissait abondamment toute espèce de subsistances ; et quand même il n'en aurait pas fourni, le roi aurait pu, sans aucun risque, en tirer de la Silésie, et tant que le prince Charles serait resté à Prague, ou aux environs, il n'aurait pu l'en empêcher. Si, au lieu d'assiéger cette place, le roi eût envoyé 20,000 hommes, le lendemain de la bataille, à la poursuite de l'aile droite des ennemis, qui, comme on a dit, avait fui à Beneschau, et qu'avec le reste il eût marché contre M. Daun à Bohmischbrodt, il est plus probable qu'il aurait détruit et cette aile droite et l'armée de M. Daun. Certainement l'ennemi ne se serait pas retiré sans perdre son artillerie, ses bagages, etc., et il se serait rejeté, avec la plus grande précipitation, sur le Danube. Alors le roi aurait pu assiéger Olmutz, ce qui l'aurait rendu maître de toute la Bohême, parce que le prince Charles aurait été forcé de marcher également sur le Danube pour joindre le reste de l'armée. Dans la situation où il était alors, sans magasins, sans artillerie, il ne pouvait rien entreprendre, et même il ne pouvait s'approcher du roi sans exposer son armée à être détruite. Le roi aurait pu prendre 20 positions qui auraient couvert le siège d'Olmutz, masqué le Danube et la capitale, et forcé le prince Charles de marcher à Lintz, pour y passer ce fleuve et joindre le reste des troupes, ce qui aurait donné tout le temps nécessaire pour réduire Olmutz et même Prague, qui n'aurait été défendu que par une garnison ordinaire. Le roi, séduit par l'espoir vain, mais flatteur, de faire 50,000 prisonniers, perdit de vue Daun et l'aile droite, et manqua ainsi l'occasion de porter un coup décisif. Lorsqu'il fût informé de l'approche de l'ennemi, il était encore temps de réparer la faute qu'il avait faite ; il aurait pu, il aurait dû lever le siège de Prague et attaquer M. Daun avec toutes

ses forces. S'il eût réussi, il est très-probable que, dans une aussi longue marche que celle que le prince Charles aurait faite de Prague sur le Danube, il aurait trouvé quelque occasion favorable de l'attaquer aussi ; et tant qu'il aurait été avec son armée près de Kollin, le prince Charles aurait pu difficilement s'approcher de ce fleuve ; ce qui est évident par l'inspection de la carte. Le roi savait que le prince de Bevern n'avait échappé qu'avec peine au danger d'être accablé par la supériorité des forces de l'ennemi ; comment pût-il penser qu'une augmentation de quelques bataillons et de quelques escadrons lui assurerait la victoire ? Son armée entière suffisait à peine pour se mesurer avec Daun ; cependant, il persista dans le projet de prendre Prague, et par là il s'exposa à une destruction certaine, dans le cas où l'ennemi n'aurait même fait qu'une partie de ce qu'il aurait pu faire aisément, soit avec la garnison de Prague, soit avec l'armée de M. Daun après la bataille. Une des qualités les plus essentielles d'un général, c'est de ne pas s'entêter de projets qui frappent et qui séduisent, parce qu'ils peuvent avoir des suites très-fâcheuses. On renonce avec peine à une entreprise une fois commencée, parce qu'on s'expose, en quelque manière, à être accusé de manquer de prévoyance ou de constance, ce qui est également mortifiant pour l'amour-propre ; cependant, il y a plus de gloire à revenir sur ses pas qu'à persister dans ses fautes. On a vu très-souvent le roi de Prusse, se fiant trop à la supériorité de ses talents, faisant trop peu de cas de ceux de ses ennemis, ou pressé peut-être par la nécessité de ses affaires, entreprendre des choses fort au-dessus des moyens qu'il avait pour les exécuter ; il ne faut donc pas s'étonner que plusieurs de ses projets, quoique raisonnables en apparence, aient manqué de solidité, et que, par conséquent, ils n'aient pas toujours été suivis d'un heureux succès. Arrivé à Kaurzim, et trouvant l'ennemi

posté trop avantageusement pour l'attaquer avec apparence de succès, le roi aurait pu se retirer et prendre quelque autre position, qui aurait peut-être engagé l'ennemi à s'avancer, et aurait fourni à ce prince l'occasion de combattre avec moins de désavantage. Si l'on objecte que le prince Charles, informé de son absence, aurait attaqué l'armée laissée devant Prague, si telles étaient les craintes du roi, cela prouve seulement qu'il sentait bien qu'il avait exposé cette armée à être détruite, puisque sa perte dépendait de la connaissance que l'ennemi pouvait avoir d'une chose dont il lui était facile d'être instruit par mille moyens. Quand le roi se détermina à occuper les hauteurs qui étaient sur le flanc droit des ennemis, certainement il n'aurait pas dû marcher en plein jour, parce qu'il leur était facile de découvrir ses desseins, et d'en profiter pour faire leurs dispositions en conséquence. C'est, en effet, ce qui arriva. Si le roi eût envoyé, dès la veille, sur le flanc gauche des ennemis, un corps de cavalerie qui lui était inutile dans ce pays montagneux, cette manœuvre aurait attiré leur attention de ce côté, et lui aurait donné la facilité de marcher la nuit sans être observé, et d'occuper les hauteurs de Chotzemitz ; mais cette entreprise faite en plein jour devint, par cela même, impossible dès le premier instant. Le roi formait dans sa marche une portion de cercle dont les ennemis formaient la corde, et, par conséquent, ils pouvaient aisément, et en moins de temps que lui, mettre un plus grand nombre d'hommes en action au point d'attaque, quand même les deux armées auraient été égales en nombre, ce qui doit toujours être décisif. Comme le roi était, en proportion, plus fort en cavalerie qu'en infanterie, il aurait dû, sans doute, choisir sur le front de l'ennemi le terrain le plus propre à cette espèce de troupes ; et, comme il leur avait donné la facilité de renforcer leur droite et le flanc où ils avaient porté les deux tiers

de leur armée, il aurait dû refuser ses deux ailes, et avec sa cavalerie, soutenue d'infanterie et d'artillerie, faire un effort sur le centre entre Chotzemitz et Brzitz, où les ennemis n'avaient que de la cavalerie. Il est vraisemblable que cette manœuvre les aurait forcés de céder, et leurs deux ailes étant ainsi séparées, ils auraient été aisément défaits. Au lieu qu'en persistant à attaquer leur droite, le roi ne pouvait faire agir que son infanterie, le terrain étant très-peu propre à la cavalerie, tant à cause des ravins et des bois, que des villages qui étaient devant le front des ennemis. Le roi s'étant déterminé à attaquer cette aile, aurait dû y porter toute son infanterie, ne laissant sur sa droite qu'une ligne de cavalerie, ce qui aurait été suffisant, parce que l'aile gauche des ennemis n'aurait jamais quitté sa position avantageuse pour descendre dans la plaine. Ainsi, le roi aurait pu soutenir son avant-garde à une distance convenable, au lieu qu'il la laissa exposée et tout à fait en l'air, sa ligne étant trop éloignée. Plus cette avant-garde eut de succès, plus sa destruction était certaine, parce que plus elle avançait, et plus elle était exposée à être attaquée de tous côtés, ce qui arriva en effet ; car ayant percé la première ligne de l'ennemi, attaqué le flanc de la seconde, elle se trouva engagée, ayant la plus grande partie de l'armée sur son front, toute la réserve, composée d'infanterie et de cavalerie, sur le flanc, et elle fut exposée en même temps au feu d'une artillerie très-nombreuse et bien servie ; étant trop avancée pour être soutenue de la ligne, elle fut obligée de se retirer. Si cette avant-garde eût été soutenue, et qu'on eût envoyé sur son flanc un corps de troupes pour faire face à la réserve des ennemis, et la tenir en échec, la bataille était gagnée. Déjà la ligne de l'ennemi était rompue, elle n'avait derrière elle aucun terrain où elle pût prendre une nouvelle position, bientôt toute l'armée aurait été prise en flanc. La réserve n'aurait

pu quitter sa position pour attaquer en flanc l'avant-garde, sans présenter le flanc elle-même et sans perdre l'avantage de sa position. Mais, comme on ne fit point ces dispositions, la réserve des ennemis quitta son poste sans aucun risque, prit en flanc l'avant-garde du roi, qui n'étant soutenue, comme on a dit, par aucune autre troupe, fut forcée de céder, la bataille fut perdue. Ainsi, les principales fautes que fit le roi dans ses dispositions, avant ou pendant la bataille, furent : 1° de manœuvrer pendant le jour, ce qui donna à l'ennemi le temps de changer ses dispositions relativement aux circonstances ; 2° de former une attaque dans un point où il ne pouvait combiner les différentes espèces d'armes, tandis que l'ennemi pouvait soutenir ce point avec de l'infanterie, de la cavalerie et une grande quantité d'artillerie ; 3° d'avoir laissé le général Hulsen se porter trop loin pour pouvoir être soutenu par la ligne ; 4° enfin, d'attaquer avec trop peu d'infanterie, eu égard à la nature du terrain.

Quant à la conduite de M. Daun, elle paraît uniforme et fondée sur des principes raisonnables. Après la bataille de Prague, il marqua beaucoup de jugement. Il se retira de devant le duc de Bevern, quoiqu'il fût dès ce moment même plus fort que lui, autant pour donner à ses troupes le temps de se rassembler, que pour recevoir les renforts qu'il attendait. Ces renforts étant arrivés, aussitôt il change son plan ; d'après ces circonstances, il devient aussi vigoureux et aussi actif, qu'il avait paru auparavant lent et temporisateur. Sa marche était calculée de manière à couper le prince de Bevern, avant qu'il pût joindre l'armée qui était à Prague, ou être renforcé par elle, et quoique ce projet n'ait pas réussi, il était certainement bien combiné. La conduite que tint M. Daun pendant l'action, ne paraît pas moins prudente, il sut profiter des moindres fautes de l'ennemi. Il semble en avoir commis une seule, ce fut de placer sa ligne un peu trop

loin, ce qui donna au général Hulsen la facilité de prendre les villages qui étaient devant le front des Autrichiens, de se former entre ce front et les villages, et alors de pénétrer la ligne, ce qui aurait certainement entraîné la perte de la bataille, si Hulsen eût été soutenu. Lorsque votre ligne est placée derrière des villages, elle doit être à une distance convenable pour les soutenir, et autrement, lorsqu'ils sont pris, c'est un grand désavantage pour vous, et un grand avantage pour l'ennemi, dont les mouvements sont couverts et soutenus par ces villages; au lieu que si vous avez soin de les soutenir, l'ennemi ne peut ni les prendre, ni se porter en avant en les laissant derrière lui, parce que, non-seulement il rompt sa ligne et y met du désordre, ce qui, si vous en savez profiter, doit nécessairement causer sa perte, mais encore parce qu'il s'expose à être pris en flanc par les troupes qui sont dans les villages. Ainsi donc, un des plus grands avantages qu'il y ait sur un champ de bataille, c'est d'occuper les villages, pourvu qu'ils soient à une distance convenable pour être soutenus, mais cet avantage est perdu et tourne contre vous, si vous ne les soutenez pas. Cet avantage est si grand, que je ne conseillerais jamais à un général d'attaquer les villages, s'il s'aperçoit que l'ennemi veuille les soutenir, mais plutôt de les masquer, d'y mettre le feu avec des obus, et de choisir un autre point d'attaque, qui, quoique moins favorable en apparence, doit, généralement parlant, mieux réussir (1). Si le maréchal Daun eût marché, le 19, avec toute son armée vers Prague, il est vraisemblable que celle du roi, qui était devant cette

place, aurait été détruite. A la guerre, un général doit penser qu'il n'a rien fait tant qu'il lui reste quelque chose à faire; il ne doit considérer ses succès que comme un moyen d'en obtenir de nouveaux, et ne jamais s'arrêter dans la carrière de la gloire.

Le 19, le roi quitta l'armée qui avait combattu à Kollin, et alla à Prague pour en lever le siège, ce qui fut exécuté le jour suivant, sans aucune perte considérable. La partie de l'armée qui était sur la rive droite de la Moldau descendit de ce côté jusqu'à Leutmeritz, tandis que celle qui était sous les ordres de M. Keith prit le chemin de Walwarn et de Budyn, où elle passa l'Egra, et alla camper entre Liboschowitz et Lowositz, vis-à-vis la division du roi. Ainsi, le tout ne formait qu'une armée séparée par l'Elbe; il y avait sur ce fleuve tout ce qui était nécessaire pour la communication, et, selon les circonstances, l'armée pouvait être aisément sur l'une ou l'autre rive. Avec le reste de ses troupes, le roi avait formé une autre armée, forte de près de 30,000 hommes; il en donna le commandement au prince de Prusse, qui prit poste auprès de Bomich-Leipa. Par ce moyen, le roi croyait couvrir la Saxe et la Lusace, et maintenir la communication libre entre cette dernière province et la Silésie; car si les ennemis eussent marché par la gauche de l'Elbe, et tenté de pénétrer en Saxe par le chemin d'Aussig, le roi aurait pu, avec son armée, campée près de Leutmeritz, passer la rivière, prendre entre Lowositz et Aussig, des positions qui auraient arrêté leurs progrès; et s'ils avaient dirigé

(1) Le fameux Marlborough nous en a donné un bel exemple à la bataille d'Hochstedt : il avait attaqué à différentes fois le village d'Oberklaw, mais chaque fois il avait été repoussé avec beaucoup de perte. Ce général ayant eu la sage précaution de laisser un corps d'infanterie pour masquer le village, s'avança et rompit la ligne des ennemis, ce qui fit gagner la bataille. Les Français avaient garni

tous les villages qui étaient devant leur front, particulièrement Oberkaw et Bleinheim, d'une prodigieuse quantité d'infanterie, espérant que les généraux des alliés les attaqueraient, et ne presumant pas qu'ils avanceraient en laissant les villages derrière eux; mais ils furent trompés, battus, et ils perdirent toute l'infanterie qui était postée dans ces villages.

leurs pas vers la Lusace, l'armée du prince de Prusse aurait pu aisément prendre quelques camps avantageux dans ce pays de montagnes, ce qui l'aurait mis en état, quoique inférieur en nombre, de s'opposer à eux avec succès, au moins jusqu'à ce que le roi eût eu le temps de manœuvrer pour le secourir.

Tandis que le roi faisait ainsi des dispositions pour se maintenir en Bohême aussi longtemps qu'il serait possible, les Autrichiens n'étaient pas moins actifs à former leur plan pour l'obliger d'en sortir; ce plan pouvait s'exécuter de trois manières différentes : la première était de suivre M. Keith par la gauche de l'Elbe, et de tâcher de pénétrer en Saxe; la conquête de ce pays aurait ouvert un chemin pour porter la guerre dans le Brandebourg, et, sans doute, aurait donné des moyens de la terminer heureusement, d'autant plus que les Russes et les Suédois auraient été à portée d'agir de concert, et, par conséquent, avec plus de vigueur. Le second moyen était de laisser une armée pour observer l'ennemi, et d'envoyer le reste en Silésie, pour assiéger ou Neiss ou Schweidnitz; ce qui forcerait l'ennemi, ainsi qu'on l'imaginait, de quitter la Bohême pour couvrir ces places importantes, dont il semblait que dépendait entièrement le salut de la Silésie. Le troisième et dernier moyen qui se présentait, était de faire marcher l'armée entière vers la Lusace, pour obliger l'ennemi de se retirer ou d'en venir à une action; et comme il était probable, d'après la connaissance qu'on avait du caractère du roi, qu'il prendrait ce dernier parti, on jugeait qu'il serait plus sage de tenir toute l'armée ensemble, que de la séparer dans le dessein d'entreprendre plusieurs choses à la fois, et de l'exposer ainsi à être battue en détail. Ce dernier moyen fut préféré : en conséquence, toute l'armée autrichienne passa l'Elbe le 1^{er} juillet, et campa à Lissau, d'où l'ennemi était parti le 26 du mois précédent, et d'où il avait mar-

ché successivement à Jungbuntzlau et Tscheditz, sur la droite de l'Iser.

Le prince Charles envoya aussi le général Nadasti avec un corps considérable sur la droite de cette rivière, autant pour observer les mouvements de l'ennemi du côté de Leutmeritz, que pour couvrir la marche de l'armée vers Jungbuntzlau. Le général Morocz fut aussi envoyé avec un corps nombreux sur la gauche de l'Iser, pour observer les mouvements du prince de Prusse, et pour préparer toutes choses pour la marche de la principale armée. Le premier de ces corps ayant pris poste à Mschno entre l'armée du prince de Prusse et celle du roi, tandis que l'autre passait l'Iser à Bakeofen sur le flanc gauche du prince de Prusse, ce prince jugea qu'il était temps de quitter Tscheditz; et comme ces deux corps étaient continuellement sur ses flancs, il crut nécessaire de se retirer successivement à Hirschberg, Neuschlos et Leipa : de là il envoya le général Putkammer avec 4 bataillons et 500 husards pour occuper Gabel et soutenir ce passage important qui conduit en Lusace.

En même temps, la grande armée des Autrichiens s'avança lentement, mais en bon ordre et d'un pas assuré, à Munchengratz, et de là à Honnerwasser. La position des ennemis à Leipa, couverte par le Poltz, fut jugée trop redoutable pour être attaquée; c'est pourquoi on résolut de tourner leur flanc gauche et d'attaquer Gabel; ce qui devait nécessairement les forcer de se retirer, et assurer en même temps une entrée en Lusace. Le général Macquire fut envoyé pour cette expédition avec un détachement considérable soutenu par l'avant-garde : l'armée marcha à Nimes pour couvrir ce détachement. La place fut prise le 15, après une défense de 36 heures, et aussitôt l'armée passa le Poltz. Toutes ces manœuvres forcèrent le prince de Prusse de quitter Leipa. En perdant Gabel, il avait perdu sa principale communication avec Zittau, où il avait une forte garnison et des magasins considé-

rables de toute espèce ; il fut obligé de faire plusieurs marches forcées et difficiles par Kamentz , Georgenthal , Kreywitz , Rumbourg et Unterhennersdorff , pour y prévenir les ennemis , s'il était possible ; mais il fut trompé dans ses espérances ; car , après la prise de Gabel , ils avaient dirigé leur marche sur Zittau , où ils étaient arrivés le 19 , et alors ils bombardèrent la ville avec une fureur sans relâche. Ils avaient cependant négligé de l'investir entièrement. Le prince saisit cette occasion favorable , s'approcha de la place avec son armée ; et ayant retiré pendant la nuit la plus grande partie des provisions et des bagages , etc. , il se retira , le 23 , par Lobau vers Bautzen , sans aucune perte que celle du colonel Diereck et d'environ 200 hommes , qui , dans l'embrasement général qui consuma une des villes les plus peuplées et les plus riches d'Allemagne , cherchaient encore à se défendre.

Les Autrichiens ayant ainsi repoussé hors de la Bohême une partie considérable des forces ennemies , et assuré leur communication avec ce pays en occupant Zittau et Gabel , résolurent de se porter plus loin en Lusace , et de tâcher de couper la communication de l'ennemi avec la Silésie. En conséquence , la grande armée marcha , le 25 , de Zittau à Ekartsberg , d'où plusieurs détachements furent envoyés sur la gauche pour observer les mouvements de l'ennemi , et sur la droite en descendant la Neiss , pour s'assurer des passages qui conduisent en Silésie. Un petit corps de troupes légères , commandé par le colonel Janus , avait déjà pénétré dans ce pays par le chemin de Trautenau , mais il était trop peu considérable pour faire aucune entreprise importante.

Le prince Charles prit le parti de rester dans les environs de Zittau , jusqu'à ce que les ennemis eussent quitté les frontières et se fussent retirés en Saxe ; ce qu'il savait qu'ils seraient bientôt forcés de faire , pour s'opposer à l'armée combinée qui se formait

alors dans l'empire , et qui se préparait à marcher vers la Saala et vers Leipsig. Tandis que ceci se passait entre le prince Charles et le prince de Prusse , le roi , avec près de 40,000 hommes , était resté très-tranquillement à Leutmeritz , comme s'il eût été tout à fait étranger à l'événement. Cependant la prise de Zittau le fit enfin sortir de sa léthargie , et lui fit voir la situation fâcheuse de ses affaires , que rien ne pouvait rétablir qu'une bonne conduite et une grande activité. En entrant en Bohême au commencement de la campagne , il avait laissé la Silésie sans troupes , excepté quelques faibles garnisons pour la couvrir. Les Autrichiens avaient pris une position qui permettait difficilement qu'on envoyât des secours dans ce pays ; c'est pourquoi ils pouvaient y entrer , et avant que les secours pussent arriver , y prendre quelques places de conséquence.

Pour remédier à ces inconvénients , le roi quitta Leutmeritz le 20 , et marcha successivement à Pirna où il passa l'Elbe , à Bischoffswerda et Bautzen , où il arriva le 29 , et joignit l'armée que commandait le prince de Prusse , qui se retira , ne reparut plus à l'armée , et mourut bientôt après.

De là , le roi marcha à Weissenberg et y attendit l'arrivée du maréchal Keith , qui , ayant laissé un petit corps pour protéger la Saxe , continua sa marche avec le reste , et joignit l'armée au commencement d'août. Le roi , ayant ainsi formé un corps d'armée considérable , résolut d'ouvrir la communication avec la Silésie , et de faire ses efforts pour amener l'ennemi à une action , dont le succès pouvait rétablir ses affaires.

Dans cette vue , il quitta Weissenberg , le 13 , et marcha à Ostritz. Son avant-garde prit les bagages du général Beek à Bernstadt ; et partie des troupes légères qui poussaient à Ostritz , y surprirent le général Nadasti qui était à table : ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'il échappa ; tous ses équipages furent pris , on y trouva des let-

tres qui indiquaient le dessein de livrer Dresde aux Autrichiens ; ce qui servit de prétexte pour traiter avec quelque dureté la reine de Pologne. Le 16, le roi s'avança vers l'ennemi à la portée du canon, dans l'intention de lui livrer bataille ; mais il le trouva si avantageusement posté, qu'il crut qu'il serait imprudent de l'attaquer : cependant il resta dans cette position jusqu'au 20, et voyant que les Autrichiens ne voulaient pas quitter la leur, il retourna à son premier camp derrière Ostritz. Quoiqu'il eût été impossible au roi d'exécuter entièrement son plan, il avait cependant gagné un point important en ouvrant une communication avec la Silésie ; il résolut de maintenir cette communication, s'il était possible, pour que toutes ses forces pussent au moins agir de concert, si elles ne pouvaient agir réunies : c'est pour cela qu'il laissa dans ce voisinage une partie considérable de son armée, sous le commandement du prince de Bevern, et, avec le reste, il alla à Dresde pour marcher contre l'armée combinée qui s'avancait alors vers la Saala.

Avant de faire le récit des opérations ultérieures des armées respectives, nous pensons qu'il peut être utile d'examiner celles qui suivirent le siège de Prague. Dans la description que nous avons donnée de ce pays, on voit qu'il y a trois chemins qui conduisent en Lusace ; le premier près de l'Elbe par Leipa, Kamentz et Rumberg, vers Bautzen ; le second qui longe l'Iser, par Munchengrätz et Gabel, vers Zittau ; et le troisième par Reichenberg et Friedland, vers Laubau : tous ces chemins sont coupés par plusieurs grands défilés, surtout le premier et le dernier, où un corps de quelques bataillons suffirait pour arrêter une armée. Le plan formé par les Autrichiens d'agir sur la droite plutôt que sur la gauche de l'Elbe, était certainement bien combiné, parce qu'ils pouvaient chasser l'ennemi de la Bohême avec plus de facilité que s'ils l'eussent entrepris de l'autre côté, où il au-

rait pu prendre entre Lowositz et Pirna plusieurs positions qu'on n'aurait pu lui faire quitter par aucun mouvement direct ; et si on eût entrepris de se porter sur ses flancs, cette manœuvre aurait entraîné la perte de beaucoup de temps, et peut-être eût été sans succès. Ce plan avait encore un grand avantage ; c'est que forçant l'ennemi à quitter la Bohême en gagnant son flanc gauche, les Autrichiens coupaient sa communication avec la Silésie, et s'ouvraient à eux-mêmes une route sûre pour y entrer.

Aussitôt que l'armée eût passé l'Elbe, un gros corps fut envoyé sous les ordres de Nadasti pour observer le roi ; un autre entre ce corps et l'armée du prince de Prusse. Ces deux corps étaient assez considérables pour former, étant réunis, une petite armée, et pour se tenir près de l'ennemi sans avoir rien à craindre, et rendre la communication entre ces deux armées très-incertaine. Un troisième corps fut envoyé sur le flanc gauche du prince de Prusse ; et, à la distance d'une marche de ces différents corps, l'armée principale s'avancait sous les ordres du prince Charles. Par cette admirable disposition, il pouvait les soutenir au besoin ; ils avaient une retraite sûre en se rejetant sur son armée qu'ils couvraient ; et ce prince, en tenant la gauche de l'Iser, ne pouvait être forcé de combattre contre sa volonté. Ces mesures furent si bien prises, et exécutées avec tant de prudence et tant de vigueur, qu'en 20 jours les Autrichiens forcèrent l'ennemi d'abandonner la Bohême avec beaucoup de perte, et qu'ils coupèrent sa communication avec la Silésie.

Après la prise de Zittau, si le prince Charles eût marché à Stromberg par-delà Lobau, ou à Reichenbach, ou enfin à Javernick, avec un gros corps sur le Landseron, et les troupes légères dans les bois derrière Lobau, l'ennemi n'aurait jamais pu s'ouvrir une communication avec la Silésie. La position de Kleinschonau était trop en arrière, et laissait le chemin libre entre Bautzen et

Gorlitz ; de sorte que le roi pouvait toujours entrer en Silésie sans obstacles. Le plan que suivit le prince Charles d'agir avec de gros corps plutôt qu'avec l'armée entière, a des avantages infinis : 1° par ce moyen on assure les subsistances, ce qui est très-difficile dans tous les pays lorsqu'une armée est très-nombreuse ; 2° on se met à portée d'engager chaque jour quelque combat important, sans en venir à une action décisive ; 3° on ranime l'esprit des soldats, lorsque de premiers échecs les ont rendus timides ; 4° en prenant poste sur les flancs de l'ennemi, on l'oblige de quitter chaque camp, quelque fort qu'il soit, et, par conséquent, d'abandonner entièrement le pays. Toutes ces vérités sont déduites clairement de la conduite que tint le prince Charles en cette occasion.

Celle du roi ne paraît pas en tout point dans un jour favorable. On doit louer son activité à lever le siège de Prague ; la moindre lenteur lui aurait été funeste. La division qu'il fit de son armée en plusieurs corps considérables, après la bataille de Kollin, facilita beaucoup sa retraite. Ces différents corps mettaient l'ennemi dans une telle incertitude, qu'il ne savait sur lequel il devait particulièrement fixer son attention : il ne pouvait même rien entreprendre contre ces corps, jusqu'à ce qu'il se fût assuré de leur nombre, de l'espèce de troupes qui les composaient, et de leur position ; et pendant ce temps-là ils se retiraient tranquillement et en sûreté. De la conduite que tint le roi en cette occasion, on peut déduire une règle générale pour faire sa retraite après la perte d'une bataille ; c'est de diviser son armée en autant de corps nombreux que la nature du pays peut le permettre : dans ce cas, l'ennemi ne peut vous causer aucun dommage essentiel : s'il divise aussi son armée en plusieurs corps, aucun d'eux ne peut être assez fort pour rien entreprendre d'important, et même, s'il s'approchait de trop près, il pour-

rait recevoir quelque échec considérable. Un autre avantage, qui résulte de cette manière de faire sa retraite, c'est que l'ennemi ne peut couper aucun de vos corps, parce qu'il ne peut marcher entre eux, ni se porter trop en avant, sans exposer ses propres troupes à être enfermées entre ces différents corps : s'il vous suit avec toute son armée, une de vos divisions seulement peut être en danger ; et vous l'éviterez aisément en formant une forte arrière-garde, qui donnerait, au reste, le temps de continuer sa marche en sûreté, d'autant mieux qu'un petit corps marche avec plus d'agilité qu'une armée. On doit avoir soin de ne pas engager le corps entier, parce que si l'ennemi était proche, et s'il agissait avec vigueur, ce corps serait entièrement perdu.

Lorsque le prince Charles passa l'Elbe, il était évident qu'il se proposait de s'avancer vers la Lusace ; par conséquent, le roi aurait dû laisser M. Keith, avec quelques bataillons et quelques escadrons, sur les montagnes qui sont entre Lowositz et Pirna, pour couvrir la Saxe contre les troupes légères des ennemis ; prendre avec le reste une position derrière le Poltz, aux environs de Leipa ou de Nîmes ; placer un corps considérable sur la gauche vers Liebenau, et un autre plus petit sur sa droite entre lui et l'Elbe, sur le chemin de Rumburg. Ces dispositions auraient mis les Autrichiens dans l'impossibilité de faire un pas, jusqu'à ce qu'ils eussent déposé le roi. Ils n'auraient pas risqué d'entrer dans ces grands défilés, au travers desquels passe le chemin qui conduit à Rumburg, tant que le roi aurait eu un corps en front, ainsi qu'on le suppose, et toute l'armée sur leur flanc et sur leurs derrières. Par les mêmes raisons, ils n'auraient pu, en passant sur sa gauche, entrer dans les défilés de Liebenau et de Reichenberg ; par conséquent, ils auraient été contraints ou de s'arrêter, ou de forcer le roi de se retirer. Il était encore moins probable qu'ils dussent séparer leur armée,

et en envoyer une partie considérable pour faire une diversion en Silésie : ce pays est si fort par lui-même, et on y trouve tant de camps avantageux, que si le prince de Prusse, même avec sa petite armée, avait pris le chemin de Gabel ou de Zittau, au lieu de prendre celui du Rumburg, il aurait arrêté le prince Charles, au moins quelque temps : les Autrichiens n'auraient pas risqué de se placer entre son flanc droit et l'armée du roi ; et ils n'auraient pu prendre aisément, sur sa gauche, une position qui l'obligeât de quitter Gabel et Zittau, s'il avait établi son camp sur les montagnes qui sont entre ces deux places, ce qu'il aurait dû faire, plutôt que de prendre le chemin de Rumburg. C'est pour avoir pris ce chemin, qu'il perdit ces deux places et sa communication avec la Silésie. Lorsque les ennemis arrivèrent à Hunnerwasser, pourquoi le roi ne profita-t-il pas de cette occasion pour aller aussitôt de Gasterff sur leur flanc et sur leurs derrières, tandis que le prince, son frère, les aurait attaqués de front ? Rien ne pouvait les empêcher d'agir de concert ; cependant cette occasion favorable, et beaucoup d'autres que l'ennemi leur présentait, furent perdues : le roi resta, comme nous l'avons dit, pendant tout ce temps près de Leutmeritz, dans une parfaite tranquillité.

L'armée du prince de Prusse était, sans doute, trop faible pour résister aux efforts des ennemis, dont le nombre était plus que le double du sien ; cependant, nous pensons qu'il aurait pu occuper tel camp qui les aurait arrêtés. Lorsqu'un général a le malheur de commander une armée inférieure à celle de son ennemi, certainement il doit se retirer devant lui, s'il détache des corps nombreux sur ses flancs, tant parce que cela rend ses subsistances très-précieuses, que parce que l'ennemi, en faisant un bon usage de ses corps, peut l'attaquer avec des forces réunies, de front et par ses derrières, et le défaire entièrement, surtout s'il y a dans le pays beaucoup de défilés. Dans

de semblables circonstances, un général n'a qu'un moyen de se tirer d'embarras, c'est d'attaquer avec toutes ses forces tous les corps qu'on peut envoyer sur ses flancs ; s'il réussit une ou deux fois, on peut croire que l'ennemi ne fera pas une troisième tentative. Le prince, n'ayant pas employé ce moyen, fut, comme nous l'avons dit, obligé de se retirer de camp en camp, et enfin d'abandonner tout le pays.

Tandis que ces choses se passaient en Bohême, l'armée de l'empire, composée de 32 escadrons, 32 bataillons, 23 compagnies de grenadiers, 2 régiments de hussards, et 52 pièces de canon, commandée par le prince Hildburghausen, s'était assemblée, au mois d'août, dans le cercle de Franconie ; elle devait être renforcée par 30,000 Français, sous les ordres du prince de Soubise, qui avait été quelque temps sur le Mein. Ces troupes se réunirent, à Erfurth, le 21 août, et prirent le nom d'armée combinée. Leur projet était de chasser les Prussiens de la Saxe, et l'exécution n'en paraissait pas fort difficile : le pays était, à quelques égards, sans défense ; il n'était gardé que par un petit nombre de garnisons, d'ailleurs assez faibles, et qui même, étant réunies, n'auraient formé qu'un corps peu considérable, incapable de tenir la campagne contre des forces si supérieures. Ces troupes étant divisées, elles pouvaient encore moins faire une résistance efficace : et le roi étant entièrement occupé à observer les Autrichiens, les généraux de l'armée combinée n'imaginaient pas qu'il eût ou le temps ou les moyens de s'opposer à leurs opérations.

C'est pourquoi il fut résolu que l'on marcherait sur la Saala, et que l'on ouvrirait la campagne par le siège de Leipsig, préféralement à toute autre opération, parce qu'on était à portée de recevoir toutes sortes de secours de l'armée de Richelieu, alors entièrement libre d'agir depuis la convention de Closterseven. De plus, en cas de succès, on pouvait établir des quartiers d'hiver

dans cette partie de la Saxe, et la campagne suivante entreprendre la conquête de tout cet électorat, et celle du Magdebourg et du Brandebourg.

Le roi savait parfaitement que si l'on n'arrêtait les progrès de l'armée combinée et de celle de M. de Richelieu, ces deux armées seraient bientôt sur l'Elbe, ce qui aurait pour lui des conséquences funestes. C'est pourquoi ce prince, après avoir laissé une armée de 40 bataillons et de 70 escadrons, sous les ordres du prince de Bevern, pour défendre la Silésie, quitta Bernstadt, le 25 août, alla à Dresde, où il assembla une armée, et marcha, sans aucun délai, sur la Saala. Le 12 septembre, il arriva à Erfurth, que les ennemis abandonnèrent à son approche pour se retirer à Eisenach. Le roi les suivit dans le dessein de leur livrer bataille, mais il les trouva si avantageusement postés, qu'il ne jugea pas à propos de les attaquer; et voyant qu'ils évitaient d'en venir à une action, il résolut de se jeter sur la Saala. Il s'y détermina autant pour faire subsister plus facilement son armée, que pour être à portée de soutenir un détachement qu'il se proposait d'envoyer, sous les ordres du prince Ferdinand, pour couvrir Halberstadt et le pays voisin contre les incursions des troupes légères de Richelieu, qui l'infestaient journellement. Le roi se proposait aussi d'envoyer un autre détachement, sous les ordres du prince Maurice, entre la Moldau et l'Elbe, pour couvrir cette partie de la Saxe et du Brandebourg. En conséquence, il se retira d'abord à Buttelsdorf, et de là à Naumbourg, où il arriva le 13 octobre. Cette retraite encouragea l'armée combinée à se porter en avant : elle reprit sa première position à Erfurth, où le général Saint-Germain fut posté avec un détachement considérable pour observer les mouvements du roi et pour couvrir le reste de l'armée, qui, ne pouvant pas supporter le froid, fut mise dans des quartiers de cantonnement.

Le prince Charles, voyant les forces de l'ennemi ainsi séparées, à une grande distance les unes des autres, et le chemin du Brandebourg entièrement ouvert, résolut d'envoyer à Berlin un fort détachement; et pour couvrir cette expédition, un autre corps considérable, aux ordres du général Marschal, fut envoyé sur l'Elster. Par cette entreprise, le prince Charles se proposait d'augmenter le crédit de ses armées; ce que ne pouvait manquer de faire la prise de la capitale de l'ennemi. Son dessein était aussi de faire une diversion en faveur de l'armée combinée : parce qu'il n'était pas douteux que le roi ne quittât la Saxe pour quelque temps, et qu'il ne se hâtât de secourir sa résidence; et, enfin, d'obliger le prince de Bevern à faire quelque détachement considérable, ce qui devait donner des moyens de lui faire quitter sa position avantageuse.

Dans cette vue, le général Haddick fut envoyé à Berlin, avec environ 4,000 hommes : il prit la ville, la rançonna, et ensuite se retira glorieusement et en sûreté derrière la Sprée.

Le prince Maurice, qui, comme on l'a dit, avait été détaché vers l'Elbe, y était déjà lorsqu'il apprit l'entreprise de l'ennemi contre Berlin. Aussitôt il passa ce fleuve pour se porter vers la capitale, dans l'espoir d'y prévenir l'ennemi, ou au moins de lui couper la retraite; mais en arrivant à Schwelitz, il fut informé que Haddick avait été à Berlin, qu'il l'avait rançonné, et qu'il s'était retiré en Lusace.

Le roi, étant informé de cette entreprise contre sa capitale, et croyant d'abord que l'ennemi avait concerté quelque plan solide avec les Suédois, qui s'avançaient aussi de ce côté, jugea qu'il ne pouvait se dispenser d'aller en personne pour rompre leurs dessein. Ayant laissé 6 ou 7,000 hommes, sous les ordres de M. Keith, pour garder la Saala, et observer les mouvements de l'armée combinée, ce prince quitta Leipsig le 6 oc-

tobre, et arriva le 20 à Annaberg, sur la droite de l'Elbe, où il apprit la retraite de Haddick. Sur cela, il ordonna au prince Maurice de reprendre sa première position entre l'Elbe et la Moldau, et il retourna avec une partie de ses troupes à Leipsig.

Les généraux de l'armée combinée, alors renforcés par un très-gros corps que commandait le duc de Broglie, avaient résolu de saisir l'occasion favorable que leur présentait l'absence du roi, et de pénétrer encore une fois dans la Saxe. Pour cet effet, ils mirent leurs troupes en mouvement, passèrent la Saala le 25, et le 27, la tête de leurs quartiers était à Weissenfels. De là, le comte de Mailly fut envoyé pour sommer Leipsig, que M. Keith refusa de rendre. Les choses étaient en cet état, lorsque le roi arriva avec environ 10,000 hommes. Les troupes de M. Keith et du prince Ferdinand ayant joint celles du roi, le tout formait une armée de 22,000 hommes, avec laquelle ce prince résolut de marcher à l'ennemi.

Quoique l'armée combinée fut très-supérieure à celle du roi, cependant les généraux ne jugèrent pas à propos d'en venir à une action, ayant la Saala derrière eux ; et probablement ils avaient l'intention de concerter quelque nouveau plan avec M. de Richelieu. Toute leur armée repassa cette rivière le 29. On laissa 4 bataillons et 18 compagnies de grenadiers pour la défense de Weissenfels ; et 14 bataillons furent envoyés, avec de la cavalerie, sous le commandement du duc de Broglie, pour occuper Mersebourg : ce qui fait voir qu'on se proposait alors de défendre les bords de la Saala.

Le roi quitta Leipsig ; il arriva le jour suivant à Weissenfels, qu'il fit attaquer aussitôt, et qu'il emporta, l'épée à la main, après quelque résistance. Les ennemis ayant en grande partie passé la rivière, firent mettre le feu au pont, et ce qui restait encore à passer fut fait prisonnier. Leur armée fut divisée en deux corps ; l'un, com-

mandé par le prince de Hildbourghausen, resta vis-à-vis Weissenfels, et l'autre, sous les ordres du prince de Soubise, s'approcha de Mersebourg pour secourir M. de Broglie. ou pour couvrir sa retraite, dans le cas où on jugerait à propos d'abandonner cette place.

Le roi savait bien que tant que les ennemis auraient des forces aussi considérables sur les frontières du Magdebourg et de la Saxe, il ne pourrait pas séparer son armée, pour mettre ses troupes dans des quartiers d'hiver, lorsque le temps en serait venu, même en supposant qu'il pût prendre tous ses quartiers dans ce pays. C'est pourquoi ce prince résolut de livrer bataille à l'armée combinée ; et, dans le cas où elle s'y refuserait, de la forcer de rétrograder si loin, qu'elle ne pût reprendre ses opérations au moins pour cette campagne. Des ponts furent jetés sur la Saala à Weissenfels, Mersebourg et Halle ; l'armée y passa sur 3 colonnes, et s'assembla, le 2 novembre, près du village de Rosbach, comme on voit en AA. Les ennemis ayant abandonné le dessein de défendre les bords de la Saala, quittèrent Mersebourg et rassemblèrent toutes leurs forces en CC. Le roi examina leur position le 3, et il résolut de les attaquer le lendemain matin. Il s'avança, à la tête de la cavalerie, pour occuper les postes qu'il trouverait les plus favorables pour couvrir l'infanterie, et, en même temps, il fit ses dispositions pour l'attaque. Arrivé en EE, il s'aperçut que la nuit précédente les ennemis avaient changé leur position, et qu'ils en avaient prise une autre en DD, qui lui parut trop forte pour être attaquée. D'après cela, son armée reçut ordre de marcher par sa gauche et camper en FF, la gauche à Rosbach, le centre à Schartau, la droite vers Bedra, et la cavalerie en troisième ligne.

Les chefs de l'armée combinée attribuèrent à la crainte le mouvement rétrograde que le roi venait de faire. Cette idée, et la grande force de leur armée, enflèrent leur

courage, de manière qu'ils résolurent de l'attaquer le lendemain matin, et de finir ainsi une campagne dont leurs troupes semblaient ne vouloir pas supporter plus longtemps les fatigues. La droite et le centre du roi parurent trop avantageusement postés pour être attaqués avec succès, et on prit le parti d'attaquer l'aile gauche en flanc et par ses derrières. Aussitôt le général Saint-Germain, avec un corps considérable, reçut ordre de prendre poste en NN, tant pour amuser l'ennemi, que pour couvrir la marche de l'armée. A 11 heures, elle se mit en mouvement sur trois colonnes : l'avant-garde était composée des Autrichiens et de la cavalerie impériale ; elle était suivie de l'infanterie impériale et française : la cavalerie française fermait la marche. Lorsqu'on fut arrivé sur la montagne, vis-à-vis le flanc gauche des ennemis, on fit halte, et la cavalerie française reçut ordre de s'avancer et de joindre le reste de la cavalerie qui était à la tête.

A une heure environ, le roi fut informé que les ennemis étaient en marche sur son flanc gauche ; mais ne pouvant pas pénétrer leurs desseins, il resta tranquille à les observer. A 2 heures, il s'aperçut qu'ils avaient passé son flanc et qu'ils continuaient leur marche vers Mersebourg. Aussitôt il donna ordre à la cavalerie et à l'artillerie de marcher sur la gauche derrière les montagnes, et d'occuper celle qui est près de Lunstadt et Reichert-Swerben, tandis que l'infanterie suivait en toute diligence.

Les généraux de l'armée combinée, voyant que l'ennemi quittait son camp avec une sorte de précipitation, imaginèrent qu'il se retirait, d'autant plus portés à le croire, qu'ils ne pouvaient rien apercevoir de sa marche, qui était couverte par les montagnes. Craignant que l'ennemi ne leur échappât, et ne voulant pas perdre le fruit de leurs belles dispositions, ils s'avancèrent précipitamment avec leur cavalerie, suivie à une grande distance de l'infanterie. Ils

espéraient atteindre l'arrière-garde et en l'attaquant avec vigueur, la détruire, ou forcer l'ennemi d'en venir à une action générale. Arrivés près de Reichert-Swerben, ils aperçurent quelque cavalerie ennemie sur les hauteurs derrière le village ; cependant ils continuèrent de s'avancer, imaginant que cette cavalerie n'était là que pour gagner du temps et pour protéger la retraite. Cette illusion s'évanouit bientôt. Toute la cavalerie prussienne se formait alors sous la protection de quelques pièces de grosse artillerie postées sur la montagne. Cette artillerie fit un grand effet, et contribua essentiellement au succès de la bataille. Aussitôt que sa cavalerie fut formée, le roi lui donna ordre d'attaquer celle de l'ennemi. Elle exécuta cet ordre promptement et avec vigueur, rompit cette cavalerie, la mit en désordre et la rejeta sur le village de Bussendorff, où elle essaya de se rallier ; mais, sans lui en donner le temps, les Prussiens renouvelèrent leur attaque, la rompirent de nouveau, et avec tant de succès, qu'elle quitta le champ de bataille. En même temps, les généraux de l'armée combinée tâchèrent de former leur infanterie ; mais le roi, qui n'avait encore fait approcher que 6 ou 8 bataillons, leur ordonna de marcher et d'attaquer les ennemis, tandis qu'ils étaient occupés à former leur ligne. Aussitôt ils attaquèrent ; et comme ils étaient soutenus par la cavalerie et par l'artillerie, ils rompirent aisément le peu de troupes qui s'étaient formées à la tête des colonnes, les repoussèrent et les mirent en désordre.

Cependant le prince de Soubise ne regarda pas l'affaire comme perdue. La réserve, qui consistait en 5 régiments de cavalerie, eut ordre de s'avancer et de soutenir l'infanterie, pour qu'elle formât la ligne, s'il était possible. Cette réserve fut aussitôt attaquée, rompue et repoussée du champ de bataille. Alors l'infanterie, n'étant plus soutenue par la cavalerie, prise en flanc par celle de l'ennemi, de plus, exposée à un

feu considérable d'artillerie et de mousqueterie, ne put tenir plus longtemps, et encore moins former une ligne en avant. Elle essaya de se former en arrière entre le village de Bussendorf et le Luftchiff, sous la protection de quelque cavalerie française; mais celle-ci ayant été forcée de se retirer après un combat opiniâtre, l'infanterie fut aussi obligée de quitter le champ de bataille avec précipitation. Le comte de Saint-Germain couvrit la retraite.

Ainsi finit la bataille de Rosbach, où 22,000 hommes, conduits avec prudence et avec vigueur, défirent plus de 50,000 hommes, sans autre perte que celle de 300 hommes tués ou blessés; tandis que celle de l'armée combinée fut de 800 morts et 6,000 prisonniers, y compris 11 généraux et 300 officiers, 72 pièces de canon et d'autres trophées militaires. Il y eut plusieurs relations de cette bataille, publiées par les différentes cours. Celle de la cour de Vienne est trop générale et n'en donne qu'une idée imparfaite, nous ne l'insérerons point ici. Nous donnerons celle de Berlin, et une autre écrite par un officier de l'armée combinée : ces relations, jointes à ce que nous avons dit à ce sujet, mettront le lecteur en état de porter un jugement sur cet événement extraordinaire.

Voici la relation que les Prussiens donnèrent de la bataille.

« Au commencement de septembre, l'armée de l'empire et le corps aux ordres du prince de Soubise, s'assemblèrent à Erfurth dans le dessein de pénétrer en Saxe et de se rendre maîtres de l'Elbe. Alors une partie de l'armée prussienne marcha vers Naumbourg. Nos troupes légères eurent une escarmouche avec celles de l'ennemi, et remportèrent un avantage considérable. L'armée passa la Saala et s'avança jusqu'à Butteltedt. A peu près dans ce temps se fit la convention de Bremerforde entre les Français et les Hanovriens; et un corps considérable de l'armée du duc de Richelieu entra dans

la principauté de Halberstadt. Le prince Ferdinand de Brunswick y fut envoyé, bientôt il délivra ce pays des Français, et fit prisonniers 20 officiers et 400 soldats; mais apprenant que le duc de Richelieu s'avancait avec toute son armée, il se retira à Wansleben, d'où il pouvait intercepter les convois de l'ennemi. L'armée de sa majesté marcha à Erfurth, que l'ennemi quitta pour se retirer dans les montagnes derrière Eisenach. Nous avions un poste à Gotha; le prince Hildburghausen l'attaqua, mais il fut repoussé avec perte. Les deux armées restèrent dans cette position jusqu'à la fin d'octobre, qu'un corps de troupes hongroises marcha par la Lusace dans le Brandebourg. On s'attendait que ces troupes seraient suivies du corps aux ordres du général Marschal, ce qui obligea sa majesté d'envoyer contre elles le prince Maurice; le roi suivit et s'avança à Annaberg pour les couper : mais, dans cette expédition, l'ennemi n'avait d'autre objet que de lever des contributions, et à l'approche du prince Maurice, il se retira sans en avoir levé. Tandis qu'une partie de notre armée marchait au secours de l'électorat, M. Keith se retira avec le reste à Leipsig. Les généraux de l'armée combinée crurent que l'occasion était favorable pour exécuter leurs projets; en conséquence, il marchèrent, en cantonnant, une partie par Naumbourg et Zeitz, une autre partie par Weissenfels, pour prendre Leipsig et notre grand magasin qui était à Torgau. Notre armée eut ordre de s'assembler à Leipsig, où les différents corps arrivèrent le 26 octobre. Le 31, nous marchâmes pour attaquer les quartiers de l'ennemi, nous fîmes quelques prisonniers, mais nous n'allâmes pas au delà de Lutzen. Sa majesté étant informée que l'ennemi se retirait de tous côtés, marcha à Weissenfels avec son avant-garde : cette ville était défendue par des troupes de Bavière et des cercles; nous l'attaquâmes et nous la primes avec près de 300 prisonniers. Pour faciliter sa fuite, l'en-

nemi brûla le pont qui était sur la Saala. Les troupes de l'empire campèrent de l'autre côté de la rivière, vis-à-vis Weissenfels; elle se postèrent derrière des enclos et des maisons, pour nous empêcher de réparer le pont : elles formaient une chaîne sur la gauche de la rivière, et le maréchal Keith, qui, avec la plus grande partie de l'armée, avait marché à Mersebourg, trouva le pont brûlé et la ville occupée par 14 bataillons français, dont un détachement avait rompu le pont de Halle. Le feld-maréchal se porta à cette dernière place avec un gros détachement; il fit réparer le pont, ce qui obligea l'ennemi d'abandonner les postes qu'il occupait sur la Saala et de se retirer vers Micheln. Nous réparâmes aussitôt les autres ponts, et nous passâmes la rivière à Mersebourg, Halle et Weissenfels. Les 3 colonnes se réunirent, le même jour, près du village de Rosbach. Sa majesté ayant reconnu la position de l'ennemi, trouva qu'il pouvait être attaqué avec avantage par son flanc droit, et elle résolut de l'attaquer le lendemain matin. En conséquence, nous marchâmes, la cavalerie formant l'avant-garde. Lorsque nous arrivâmes sur les hauteurs, d'où le jour précédent nous avions examiné la position de l'ennemi, nous vîmes qu'il en avait changé : non-seulement son front était parallèle au nôtre, mais encore il était couvert d'un ravin profond; sa droite était dans un bois sur une haute montagne, et couverte de trois redoutes et d'un abatis. On ne jugea pas qu'il fût prudent d'attaquer l'ennemi dans cette position avantageuse, et nous retournâmes à notre ancien camp. L'ennemi voyant que nous ne l'attaquions pas, nous fit suivre par quelques détachements, il fit aussi tirer sur notre cavalerie quelques coups de canon qui furent sans effet. Le 5 au matin, nous fûmes informés qu'il était en mouvement par sa droite, et bientôt après que toute l'armée était en marche. Vers midi, nous aperçûmes que la tête des colonnes marchait sur le flanc de

notre aile gauche; mais nous ne voulûmes prendre aucune résolution avant de connaître parfaitement les intentions de l'ennemi. A 3 heures environ, nous aperçûmes qu'il avait dépassé notre aile gauche, et qu'il dirigeait sa marche vers Mersebourg. Aussitôt notre armée se forma en ordre de bataille, et ayant fait un mouvement sur la gauche, nous côtoyâmes l'ennemi; nous gagnâmes les hauteurs, que notre cavalerie occupa, de manière qu'elle se porta sur le flanc de celle de l'ennemi, et, après plusieurs attaques, elle la battit et la dispersa. Notre infanterie marcha au village de Reichert-Swerben, où notre gauche était postée, et ayant aperçu l'infanterie française qui se formait en colonnes pour nous attaquer, nous la prévinmes. La bataille dura environ une heure et demie, il n'y eut que 6 bataillons de notre aile gauche qui eurent part à l'action. Nous poursuivîmes l'ennemi jusqu'à Burgwerben. La nuit nous empêcha de retirer de plus grands avantages de notre victoire. Le jour suivant, notre armée marcha vers Friedbourg. Le 7, un gros détachement passa la Saala et s'avança à Eckartsberg, etc. »

La relation suivante fut écrite par un officier français de l'armée combinée.

« On résolut d'attaquer le flanc gauche de l'armée prussienne. Pour cela, notre armée marcha sur deux colonnes, à 9 heures du matin. Le général Saint-Germain eut ordre de prendre poste devant notre camp, avec 9 bataillons et 14 ou 15 escadrons, pour attaquer l'ennemi de front lorsqu'il verrait que nous l'attaquerions par son flanc. Le roi, informé de ces mouvements, qu'il attendait avec impatience, ne fit point détendre son camp, et il y laissa une partie de son armée, pour s'opposer au comte de Saint-Germain, et pour nous faire croire qu'il était dans une parfaite sécurité. L'aile gauche de son armée était cachée derrière une montagne et couverte par un terrain marécageux et par un village : une partie

de son armée était formée derrière la montagne dont on a déjà parlé, où était placée une grande quantité d'artillerie : assez près de cette montagne en est une autre qui se prolonge au loin dans la plaine ; l'ennemi avait derrière cette montagne son infanterie en colonnes, une grande quantité d'artillerie et presque toute sa cavalerie. Notre armée, après avoir marché environ 2 heures, se trouvait vis-à-vis le flanc de l'ennemi : nous avions devant nous une belle plaine, et n'apercevant aucune de ses troupes, nous hâtâmes notre marche. Nous avions l'air de craindre que l'ennemi ne nous échappât. Nous n'avions reconnu que son front, sans faire attention à son aile gauche, et nous en fûmes bien punis. A 3 heures et demie ou environ, il y eut un choc entre notre cavalerie et celle de l'ennemi, qui était au pied de la seconde montagne, et qui s'avavançait, en bon ordre, contre la nôtre, qu'elle défit aisément, parce que la cavalerie de l'empire était si près de la nôtre, que celle-ci ne pouvait faire feu librement, ni se former en bon ordre. Dès que l'ennemi parut, la cavalerie de notre aile gauche eut ordre d'avancer, ce qu'elle fit au galop ; mais elle trouva que celle de la droite se retirait en désordre : malgré cela, la cavalerie autrichienne et les régiments de Bourbon, Lameth et Fitz-James en particulier, combattirent avec succès. Le combat entre la cavalerie était à peine engagé, que l'ennemi dirigea son artillerie sur le front et le flanc de notre cavalerie et de notre infanterie : celle-ci fut aussitôt formée, mais en quelques endroits elle était trop serrée, dans d'autres il y avait de grands intervalles ; elle fit un mouvement à sa gauche, où quelques brigades furent aussitôt repoussées par le feu des Prussiens. La brigade de Mailly suivit les autres brigades ; celle de Witmer, dont faisait partie le régiment de Diesbach, résista le plus longtemps, et le prince de Soubise fut obligé de lui ordonner lui-même de se retirer. »

Toutes les autres relations de cette bataille s'accordent avec celle-ci dans les principales circonstances, c'est pourquoi il nous semble inutile d'en ajouter aucune autre.

Réflexions.

Il paraît que les généraux de l'armée combinée n'avait aucun plan fixe, et qu'au contraire, ils se proposaient d'agir selon les circonstances que le hasard ferait naître. Il semble qu'ils voulaient d'abord envahir la Saxe, pourvu que cette invasion pût se faire sans aucun risque. Ils évitèrent pendant toute la campagne d'en venir à une action, et enfin, lorsque le moment était le moins favorable, ils engagèrent cette action. Lorsque le roi quitta la Saala, n'ayant avec lui que 12,000 hommes divisés en deux corps, c'était le moment d'aller attaquer Leipsig : ils auraient pu prendre plusieurs positions, qui auraient rendu difficiles, et peut-être même impossibles, les moyens que le roi aurait voulu employer pour secourir cette place, d'autant plus que ce prince n'avait sous ses ordres qu'environ 10,000 hommes, et 6,000 sous les ordres du prince Maurice ; ainsi, les généraux de l'armée combinée n'auraient eu que ces 16,000 hommes à combattre. Quant au corps que commandait le prince Ferdinand, il aurait pu être aisément repoussé sous le canon de Magdebourg ; quelques détachements de la droite de l'armée de Richelieu auraient suffi pour cela. Ces généraux ayant laissé le roi réunir ces différents corps à Leipsig, ils agirent prudemment, sans doute, en repassant la Saala, parce qu'il est d'une trop dangereuse conséquence d'engager une action, quand on a une grande rivière derrière soi ; mais ils auraient dû défendre les bords de la Saala. Comme ils étaient plus forts que le roi, ce prince ne devait pas la passer sans qu'ils en eussent connaissance. S'ils avaient laissé un gros détachement vis-à-vis Weis-

senfels, un autre à Mersebourg, et que l'armée eût pris une position centrale entre ces deux places, ils auraient pu facilement soutenir l'un et l'autre de ces détachements, et, selon toutes les apparences, ils auraient empêché l'ennemi de passer cette rivière. S'ils se proposaient de combattre, ils ne pouvaient pas trouver une occasion plus favorable que l'instant où l'ennemi passa la Saala ; et s'ils ne voulaient pas combattre, ils devaient se retirer derrière l'Unstrut, et se couvrir de cette rivière. Tout le monde convient que l'armée du roi passa la Saala sur trois colonnes, une à Weissenfels, une autre à Mersebourg et la troisième à Halle ; qu'ainsi elles étaient séparées l'une de l'autre de 7 milles, et qu'elles se réunirent à Rosbach. Nous ne pouvons concevoir comment les généraux de l'armée combinée laissèrent commettre impunément au roi une si grande faute. Ils auraient pu prendre plusieurs positions pour empêcher la jonction de ces colonnes, et les attaquer séparément avec leurs forces réunies : pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur la carte. Puisqu'ils avaient évité pendant toute la campagne d'en venir à une action, ils devaient persister encore quelques jours dans leur résolution ; parce qu'il était vraisemblable que la situation des affaires en Silésie et en Westphalie forcerait le roi de marcher en personne contre les Autrichiens ; et s'il ne le faisait pas, il lui était impossible de résister à l'armée combinée et à celle de Richelieu, parce qu'il aurait eu une des deux sur son flanc, et que, n'ayant tout au plus que la cinquième partie de leurs forces, il aurait été obligé d'abandonner le pays, ou d'être la victime de leur supériorité s'il persistait à les attendre. Ainsi, dans cette seule campagne, le roi aurait perdu ou la Saxe ou la Silésie, et peut-être l'une et l'autre, si M. de Richelieu et les généraux de l'armée combinée se fussent conduits avec plus de jugement.

Le plan qu'ils avaient formé d'attaquer le

flanc gauche de l'ennemi était contraire à toutes les règles de la prudence militaire : dans le cas d'une défaite, leur retraite devenait impossible ; ils avaient derrière eux une rivière, et l'ennemi était entre eux et le pays où ils devaient nécessairement faire leur retraite. Leur conduite pendant l'action ne fut pas moins imprudente : ils ne devaient pas s'attendre que l'ennemi laissât envelopper son aile gauche, et couper sa communication avec la Saala ; et comme ils firent leur marche en plein jour, le roi ne pouvait se méprendre sur leurs véritables desseins. Jamais un général ne doit se laisser attaquer en flanc et sur ses derrières : et comment pouvaient-ils croire qu'un général comme le roi de Prusse commettrait une pareille faute ? Lorsqu'ils résolurent d'attaquer son flanc gauche, ils devaient faire quelque démonstration sur sa droite pour attirer son attention de ce côté, et, par une marche de nuit, s'approcher de sa gauche, et l'attaquer, sans lui donner le temps de changer de position : c'était la seule manière d'exécuter leur plan ; le moyen qu'ils employèrent pour y parvenir le rendit impraticable, dès le premier instant qu'ils mirent leur armée en mouvement.

Lorsque le roi quitta son camp avec une apparence de précipitation, le comte de Saint-Germain aurait dû le suivre ; on aurait dû aussi envoyer un gros détachement de cavalerie sur le chemin de Mersebourg, pour reconnaître ses mouvements : dans le cas où on aurait vu qu'il se retirait, ces deux corps auraient suffi pour battre son arrière-garde ; et si on se fût aperçu que le roi ne faisait que changer sa position, ils l'auraient amusé, et l'armée aurait eu le temps de se former, ou de se retirer dans son ancien camp. Certainement les généraux sont impardonnables d'avoir marché avec toute leur armée sans avant-garde ; ce qu'on ne doit jamais se permettre, surtout lorsqu'on est près de l'ennemi. Lorsque enfin ils furent détrompés, et qu'ils virent l'ennemi se

former sur les hauteurs de Reichert-Swerben, pourquoi continuèrent-ils de s'avancer? Ils auraient dû former aussitôt leur ligne le plus en arrière qu'ils auraient pu, et ils ne devaient, en aucune manière, entreprendre de la former sous le feu de l'ennemi, et si près de lui; de semblables manœuvres ne doivent jamais réussir, si l'ennemi sait se conduire sagement et avec vigueur.

La conduite du roi est bien différente de celle des généraux de l'armée combinée. Il voit l'ennemi en mouvement toute la matinée, cependant il reste tranquille; il n'est ni inquiet ni troublé comme on l'est trop souvent en pareil cas, et aussitôt qu'il a pénétré leur dessein, il fait ses dispositions. Sa marche derrière la montagne de Reichert-Swerben lui procura de grands avantages : cette apparence de fuite enfla le courage de ses ennemis au point de leur faire négliger toutes les précautions nécessaires; ils s'avancèrent avec tant de précipitation, qu'il y eut du désordre dans leur armée pendant la marche; et leur erreur fut telle, que la tête de leurs colonnes se trouva tout à coup sous le feu de la ligne de l'ennemi, et si près de lui, qu'il leur fut impossible de se former. Le roi saisit ce moment favorable; il ordonna à sa cavalerie d'attaquer; et quoiqu'il fût à peine arrivé quelques corps d'infanterie, il leur ordonna de s'avancer avant que l'ennemi pût faire aucunes dispositions. Un pouce de terrain, un instant

perdu, auraient donné à l'ennemi l'espace et le temps nécessaires pour former sa ligne; mais les dispositions du roi furent aussi précises que jamais dispositions puissent l'être, et il fut couronné, comme il le méritait, par la victoire. Telle fut la fin de la campagne de Saxe.

Nous avons dit précédemment que le roi de Prusse en quittant la Lusace y avait laissé le duc de Bevern (1) avec un corps considérable, pour observer le prince Charles, et surtout pour l'empêcher de faire aucune entreprise importante sur la Silésie. En conséquence, le général ayant reçu un convoi de Bautzen, quitta Bernstadt et campa sur la montagne appelée le Landscron, près de Gorlitz; et, pour mieux s'assurer des passages de la Neiss et de la Queiss, par où il pouvait entrer en Silésie s'il était nécessaire, il envoya le général Winterfield avec un gros corps entre ces deux rivières à un endroit nommé Moys, près Gorlitz.

Le prince Charles s'avança, à la tête de la principale armée, jusqu'à Bernstadt, et il envoya aussi, entre la Neiss et la Queiss, à Seidenberg, le général Nadasti avec un corps considérable, tant pour observer Winterfield, que pour s'assurer un passage sur la Neiss, et être prêt à suivre ou à prévenir le duc de Bevern, de quelque côté qu'il se portât pour entrer en Silésie.

Le prince Charles désirait de faire quitter à l'ennemi sa position actuelle, et de porter la guerre en Silésie, non-seulement parce

(1) Auguste-Guillaume, duc de Bevern, était né en 1715. En 1733, il servit contre les Français; en 1735, il entra lieutenant-colonel au service de Prusse; en 1739, il fut fait colonel, et il fut blessé à la bataille de Molwitz: en 1741, il eut un régiment; en 1743, il fut fait major-général; en 1747, gouverneur de Stettin; en 1750, chevalier de l'Aigle noir et lieutenant-général. Il se distingua aux batailles de Hohenfriedberg, Lowositz, Prague, Chotzemitz et de Breslau, à la suite de laquelle il fut fait prisonnier lorsqu'il allait reconnaître l'ennemi avec un seul domestique. En 1758, il fut relâché sans aucune rançon, à cause de sa parenté

avec l'impératrice. Le roi paraissant mécontent de sa conduite, il se retira à son gouvernement de Stettin, où il resta jusqu'en 1762; alors il fut appelé à l'armée qui était en Silésie, et il avait un corps à ses ordres lorsque le roi assiégeait Schweidnitz. Les Autrichiens, voulant secourir cette place, attaquèrent le duc de Bevern avec une armée commandée par les généraux Lascy, Laudon et Odonell; il les repoussa plusieurs fois, quoiqu'ils fussent trois fois plus forts que lui, et il donna au roi le temps de venir à son secours. Il peut, sans doute, être compté parmi les premiers généraux de ce siècle.

que l'armée s'y soutiendrait aux dépens du pays, mais parce qu'étant très-supérieure, elle pouvait faire quelque entreprise importante : au lieu que l'ennemi conservant sa position, la campagne serait bientôt finie, et alors les Autrichiens perdaient le fruit de leurs manœuvres précédentes. Par les mêmes raisons, il était avantageux au duc de Bevern de maintenir les choses dans l'état où elles étaient, et de prolonger la campagne, sans laisser gagner à l'ennemi aucun avantage considérable. La position du duc de Bevern paraissait favoriser ses vues. Il jugeait que les Autrichiens ne pouvaient entrer en Silésie en le laissant derrière eux, parce qu'il aurait pu rentrer en Bohême, et en coupant leurs subsistances, les mettre dans l'impossibilité de rien entreprendre d'important en Silésie. Au moyen de la garnison de Bautzen, les opérations du roi en Saxe, et celles du duc de Bevern, pouvaient se concerter et se soutenir réciproquement ; et, sans doute, si ce général avait pu garder sa position jusqu'à ce que le roi eût délivré la Saxe de l'armée combinée, l'ennemi aurait été forcé de se retirer en Bohême, même sans rien entreprendre sur la Silésie.

Le prince Charles, à qui il n'était échappé aucune de ces combinaisons, résolut de forcer l'ennemi de quitter sa position et de marcher en Silésie ; mais cette position ayant été jugée inattaquable, il crut nécessaire d'obtenir, par ses manœuvres, ce qu'il ne pouvait obtenir par la force. Dans cette vue, il envoya un corps pour chasser la garnison de Bautzen, et couper ainsi la communication de la Saxe, et il se détermina à attaquer le général Winterfield, ce qui devait aussi couper à l'ennemi la communication de la Silésie. Ces résolutions prises, le corps de Nadasti fut considérablement augmenté, et, le 7 septembre, celui de Winterfield fut attaqué. Ce général avait posté 2 bataillons sur une montagne appelée le Holtzberg, et à peu de distance de son

camp ; ce fut sur ce point que les Autrichiens dirigèrent leur attaque, et ils arrivèrent sur ces bataillons avant qu'ils eussent pu recevoir du secours ou se retirer ; ils se défendirent avec une bravoure extraordinaire, ce qui donna le temps à Winterfield de venir à leur secours : ils combattirent alors avec plus de chaleur qu'auparavant, se flattant de rester maîtres du terrain ; mais ayant perdu un grand nombre d'hommes, et leur général étant blessé mortellement, ils furent obligés de quitter leur poste et de se retirer dans leur camp. Les Autrichiens prirent possession de Holtzberg ; ils l'abandonnèrent cependant le lendemain matin, ayant eu, dans ce combat sanglant, environ 2,000 hommes tués ou blessés.

Le duc de Bevern ayant perdu Bautzen, et, par conséquent, sa communication avec le roi en Saxe, craignant d'ailleurs que les Autrichiens, après avoir défait Winterfield, ne passassent la Neiss avec leur principale armée, et qu'ils ne l'empêchassent d'entrer en Silésie, résolut d'y marcher tandis qu'il le pouvait encore : il prit d'autant plus volontiers ce parti, qu'il lui était absolument impossible de subsister dans la position qu'il occupait alors, parce qu'il ne pouvait plus rien tirer des magasins qui étaient en Saxe, et que ce qu'il aurait tiré des magasins de la Silésie pouvait être intercepté par les troupes légères de l'ennemi qui étaient extrêmement nombreuses, et à qui ce pays, couvert de bois, de ravins et de montagnes, était extrêmement favorable. En conséquence, le duc de Bevern, n'osant passer la Neiss, à Gorlitz, si près de l'ennemi, marcha le long de cette rivière, la passa, alla à Naumbourg, de là successivement par Buntzlau, Hainau et Lignitz, où il arriva le 19.

Le prince Charles, ayant été informé de la marche des ennemis, avait aussitôt mis son armée en mouvement, et avait pris sa route par Lauban, Lowenberg, Godberg, Hundorff, Jauer, Nicolstad et Greibnig, où

il arriva le 25. En prenant cette position, il coupa aux ennemis la communication de Breslau, Schweidnitz et de la haute Silésie. Le jour suivant, il fit canonner le village de Barshdorff, où les ennemis avaient posté quelque infanterie : le feu ayant pris aux maisons, ces troupes furent obligées de se retirer, et elles occupèrent derrière ce village une position où elles pouvaient être soutenues par toute l'armée. Le prince Charles avait dessein de les attaquer ; mais le duc de Bevern se proposant de regagner, s'il était possible, sa communication avec Breslau et la haute Silésie, quitta son camp, la nuit du 27, et dirigea sa marche vers Glogau, afin de pouvoir passer l'Oder en sûreté, s'il était suivi par toute l'armée autrichienne ; mais s'étant aperçu qu'il n'était poursuivi que par l'avant-garde, et qu'elle passait sur la droite du Katzbach vers Parchwitz, il résolut de passer l'Oder près de Lampersdorff, ce qu'il exécuta le 29 ; et, après avoir marché par la droite de ce fleuve, il le repassa, à Breslau, et, le 1^{er} octobre, il campa sur les bords de la Lohe, ayant la ville derrière lui. Par cette belle marche, il ouvrit encore mieux sa communication avec la haute Silésie ; il couvrit la capitale avec son armée, qui réciproquement était couverte par la capitale.

Lorsque l'ennemi quitta Lignitz, le prince Charles jugea qu'il était inutile de le poursuivre, parce que tout ce que l'on pouvait faire était de le rejeter sous le canon de Glogau, où il aurait pu rester en sûreté et être pourvu de tout ce dont il aurait besoin ; au lieu que les Autrichiens n'avaient, de ce côté, aucuns magasins, et qu'il leur était impossible d'en former, ayant l'ennemi devant eux et ses places fortes sur leurs derrières : ils auraient donc été forcés de se retirer et de s'approcher des frontières de la Bohême, seul pays d'où ils pussent tirer des subsistances pour une armée aussi nombreuse. C'est pourquoi, au lieu de fatiguer ses troupes à poursuivre inutilement

l'ennemi, le prince Charles se porta vers Breslau espérant, sans doute, qu'avant l'approche de l'ennemi il s'emparerait de cette place très-faible par elle-même, et qui n'était défendue que par une garnison peu considérable.

Arrivé sur la Schweidnitzwasser, petite rivière qui passe à trois milles de Breslau, il trouva que l'ennemi l'avait prévenu, et qu'il était campé environ à deux milles entre son armée et cette place. Cette circonstance le força de prendre de nouvelles mesures. Il lui était impossible de rester longtemps dans cette position, tant par le défaut de subsistances, que parce que l'hiver, qui devenait rigoureux, le mettrait bientôt hors d'état de tenir la campagne. Ce prince ne pouvait pas non plus diviser ses troupes au milieu d'un pays où l'ennemi avait une armée, et où il était maître de toutes les places fortes. D'un autre côté, il lui paraissait plus humiliant de se retirer en Bohême sans avoir fait aucune entreprise, et de perdre ainsi le fruit de ses opérations précédentes, d'autant plus que son armée était déjà supérieure à celle de l'ennemi, et que d'ailleurs il attendait un corps considérable de Bavarois et des troupes de Wurtemberg, qui étaient en marche pour le joindre. Ces motifs déterminèrent ce prince à entreprendre le siège de quelque forteresse, pour avoir une place d'armes dans le pays ennemi, y laisser au moins une partie de son armée en sûreté pendant l'hiver ; se mettre ainsi en état d'y entrer la campagne suivante sans aucune difficulté ; et, en fournissant abondamment cette place de toutes les provisions nécessaires, continuer la guerre d'une manière plus sûre et plus facile qu'on ne l'avait fait jusqu'alors. Cette résolution prise, le premier objet était de choisir la place qui convenait le mieux pour remplir ces vues. Neiss étant près des frontières de la Moravie, pouvait être attaquée avec plus de facilité qu'aucune autre, parce qu'on pouvait tirer d'Olmütz tout ce qui était néces-

saire pour une semblable entreprise ; Neiss aurait assuré un passage dans la haute Silésie, et de cette place, plutôt que de toute autre, on aurait pu attaquer avec facilité le pays de Glatz la campagne prochaine. A cela on objectait : que Neiss était à une telle distance, que l'armée ne pourrait y arriver que lorsque la saison serait trop avancée, pour qu'on pût se flatter de faire ce siège sans beaucoup de peines et avec quelque apparence de succès, d'autant plus que le duc de Bevern pourrait y être rendu longtemps avant les Autrichiens, et y occuper une position propre à couvrir cette place ; enfin, que dans le cas où on s'en emparerait, la prise de cette place n'offrait aucun avantage réel, puisqu'elle n'entraînait avec elle que la possession d'une très-petite partie du pays ; tandis que l'ennemi avait Kosel, Brieg et Glatz, situés aux environs, et que Neiss ne couvrait que la Moravie, laissant la Bohême entièrement ouverte à l'ennemi. On proposa ensuite d'attaquer le prince de Bevern devant Breslau : l'ennemi battu, non-seulement cette place tombait d'elle-même, mais encore on avait la facilité d'attaquer en Silésie quelques-unes des places, qui, abandonnées à de faibles garnisons, seraient bientôt réduites : alors l'armée autrichienne, couverte par ces places, pouvait avec sûreté être divisée, et prendre ses quartiers d'hiver. Ce projet était très-plausible, mais il fut jugé dangereux, parce que, dans le cas où il ne réussirait pas, il n'était pas facile de se retirer dans la Bohême, dont les Autrichiens étaient séparés par plusieurs hautes montagnes ; que les chemins étaient très-difficiles, et de plus, que l'armée avait derrière elle la ville de Schweidnitz qui renfermait une forte garnison. Toutes ces raisons ayant été bien pesées, on résolut, préférentiellement aux deux projets dont on vient de parler, de faire le siège de Schweidnitz ; parce qu'en prenant cette place, on se rendait maître des principaux défilés qui, de ce côté, conduisent en Bohême, et des villes et

villages qui sont derrière cette place : alors on avait la facilité de tenir une grande partie de l'armée en Silésie pendant l'hiver ; et en prenant cette ville sans perdre de temps, on pouvait, ayant la facilité de s'y retirer en cas d'échec, attaquer le duc de Bevern avec confiance, ou faire quelque autre entreprise.

En conséquence, le général Nadasti fut envoyé avec un corps considérable pour assiéger Schweidnitz ; il y fut joint par les troupes de Bavière et de Wurtemberg. La ville de Schweidnitz est située dans une belle plaine, elle est éloignée environ de trois milles des montagnes qui séparent la Silésie de la Bohême, elle est riche et bien peuplée. Lorsque dans la guerre précédente elle passa pour la première fois au pouvoir des Prussiens, elle n'était défendue que par un vieux mur gothique, avec quelques tours ; mais le roi considérant les avantages que lui offrait sa position, tant pour faciliter l'exécution des projets que par la suite il pourrait former contre la Bohême, que pour couvrir la Silésie, résolut de la fortifier. A la fin de la guerre, ce prince ordonna que l'on y construisît plusieurs redoutes du genre de celles qu'on nomme étoiles, parce qu'elles en ont la forme ; on joignit ces redoutes par une courtine ; où l'on plaça quelques petites lunettes ou demi-lunes ; le tout était entouré d'un fossé et d'un chemin couvert palissadé.

De tous les ouvrages de fortification, les plus mauvais sont les redoutes en étoiles : par la nature de leur construction, elles ne peuvent avoir de flancs, et les angles rentrants prennent en dedans un si grand espace, qu'elles ne peuvent contenir le nombre d'hommes et d'artillerie nécessaires pour les défendre ; elles sont, de plus, exposées à être enfilées d'un bout à l'autre, de sorte qu'il est impossible qu'elles fassent une bonne défense lorsqu'elles sont bien attaquées.

Le général Nadasti fit faire trois attaques,

dont une fausse et deux véritables. Les tranchées furent ouvertes la nuit du 27 octobre, l'artillerie ayant fait brèche à trois de ces redoutes, le 11 novembre, dans la nuit, elles furent emportées d'assaut, ce qui obligea le gouverneur de capituler le lendemain matin. La garnison, qui consistait en 6,000 hommes environ et 4 généraux, fut prisonnière de guerre. On trouva dans la place une grande quantité d'artillerie, beaucoup de provisions de guerre et de bouche, et 300,000 florins.

Pendant tout ce temps, le prince Charles et le duc de Bevern restèrent tranquilles près de Breslau; le premier couvrant le siège de Schweidnitz, et l'autre se fortifiant dans son camp : il n'osait le quitter pour marcher au secours de Schweidnitz, dans la crainte de perdre Breslau, et d'être enfermé entre l'armée du prince de Prusse et celle qui était devant Schweidnitz.

Le prince ayant réussi dans l'entreprise qu'il avait formée sur cette place, ce succès l'encouragea à attaquer son ennemi, quoiqu'il fût alors très-bien fortifié. Pour cela, le général Nadasti eut ordre de joindre la principale armée avec celle qu'il commandait; il arriva, le 19, et campa sur la droite de l'armée du prince, comme on peut le voir dans le plan. Les deux jours suivants furent employés à faire les préparatifs nécessaires pour l'attaque. Tout étant prêt, le 22 au matin, la bataille commença. Nous donnerons ici les relations qui furent publiées par les différentes cours, et ensuite nos observations sur le terrain où l'action s'est passée, et sur l'action même; ce qui suffira pour qu'on puisse s'en former une idée claire et précise.

Voici la relation qui fut publiée à Vienne :

« L'armée impériale et royale était campée, la droite à Strachwitz, la gauche à Grossmasselwitz; elle formait deux lignes et une réserve : les grenadiers étaient postés à Grossmochber, pour couvrir la droite, et quelques régiments d'infanterie à Kleinmas-

selwitz, pour couvrir la gauche. L'armée qui était sous les ordres du général Nadasti s'arrêta sur notre droite au delà d'Operau à la gauche de la Lohe, ayant quelques troupes légères à Hartlieb de l'autre côté de cette rivière. L'armée des Prussiens était aussi sur deux lignes; l'infanterie formait la première, et la cavalerie la seconde : ces deux lignes s'étendaient depuis Cosel jusqu'à Kleinmochber, et de là en droite ligne vers Breslau. Les Prussiens formaient aussi un demi-carré, dont l'angle était à Kleinmochber; mais dès qu'ils s'aperçurent de nos dispositions, cette partie de leur armée, qui s'étendait depuis Kleinmochber, vers Breslau, eut ordre de s'avancer vers la Lohe, d'occuper quelques montagnes, ainsi que les villages de Kleinburg et de Kreiten, pour former un front contre le général Nadasti : ces troupes étaient couvertes par la Lohe, qui n'a pas beaucoup de largeur, mais dont les bords sont très-marécageux, et qui étaient garnis de beaucoup de redoutes et de retranchements. La droite des Prussiens était couverte par un abatis derrière lequel ils avaient placé leurs chasseurs et bons tireurs, et 6 bataillons de grenadiers, pour couvrir leur flanc droit. Le village de Pilsnitz était bien fortifié en avant et en arrière par des redoutes qui présentaient continuellement quelque nouvelle défense. On avait aussi fortifié les villages de Schmiedfeld, Hoffichen, Kleinmochber et Grabischen, avec des parapets, des fossés et trois rangs de trous de loup (1), de sorte qu'il était presque impossible de les passer. Indépendamment de ces ouvrages, il y avait aussi entre les villages et derrière, des redoutes avec des batteries et des parapets qui s'étendaient jusqu'au faubourg de la ville. Les Prussiens avaient posté de l'autre côté de l'Oder de l'infanterie dans les vil-

(1) Ce sont des fossés ronds, qui ont généralement dans le haut deux pieds de diamètre, un pied dans le bas, et deux environ de profondeur.

lages de Protsch, Weida, Hunnern, Simsdorff et Rosenthal, et de la cavalerie entre ces villages ; ils avaient de plus sur leur aile gauche 2 régiments de hussards.

» Telle était la position des deux armées. Celle des Autrichiens était de 60,000 hommes ; celle des Prussiens de 40,000 ou environ.

» En conséquence, des mesures concertées entre son altesse royale et son excellence le maréchal Daun, la nuit du 21 on dressa des batteries, les pontons furent transportés près des endroits où on devait jeter des ponts ; et tous les préparatifs nécessaires pour passer la rivière et attaquer les ouvrages des ennemis étant achevés, l'armée se mit en marche, le 22 avant le jour, formant deux lignes sur la Lohe, la première composée d'infanterie, la seconde de cavalerie. On envoya les bagages derrière la Schweidnitz. Les chirurgiens eurent ordre de suivre l'armée, et de s'arrêter à des endroits désignés où les blessés devaient être portés. Le 22, jour fixé pour l'attaque, un grand brouillard nous empêcha de voir les dispositions des ennemis. A 9 heures du matin, nous établîmes 4 batteries où l'on plaça 40 pièces de canon, qui tirèrent jusqu'à midi sur les villages de Pilsnitz, Schmiedfeld, Hoflichen, Kleinmochber, Grabischen, et sur les redoutes. Alors le brouillard commença à se dissiper ; nous avançâmes pour jeter des ponts sur la rivière, et dans moins de trois quarts d'heure, nous en jetâmes 7 en présence et sous le feu de l'ennemi.

» Son altesse royale et M. Daun étaient à Grossmochber ; et le signal convenu ayant été donné par leurs ordres, le général Sprecher, ayant avec lui le major-général Richlin, s'avança avec 35 compagnies de grenadiers, soutenues par 12 compagnies de grenadiers à cheval que commandait le prince Lowenstein, et passa le pont de Grossmochber : ces troupes étaient soutenues par l'aile droite de la première ligne d'infanterie,

sous le commandement du lieutenant-général Andlau, et des majors-généraux le duc d'Ursel et le baron Unrhue ; et de plus par le corps de réserve que commandaient les lieutenants-généraux le comte Wied, et Nicolas Esterhasy, les majors-généraux Blonquet, Wolff et Otterwolff ; et enfin par l'aile droite de la seconde ligne, commandée par les lieutenants-généraux Minulph, le comte Stahremberg, et les majors-généraux Wulfen et Buttler.

» En même temps et au même endroit passèrent aussi avec l'aile droite de la première ligne de cavalerie, le comte Luchesi, général de cavalerie, les lieutenants-généraux Spada et Wolwart, et les majors-généraux Deville, Kolbel et Aspremont. Toutes ces troupes se formèrent sur les deux lignes de l'autre côté de la Lohe sous le feu de l'artillerie de l'ennemi, et elles attaquèrent sa cavalerie et son infanterie qui s'avançaient. A une heure, le feu de la mousqueterie commença, et se soutint vivement et en bon ordre environ une demi-heure, sans que d'aucun côté on cédât un pouce de terrain : enfin la cavalerie et l'infanterie ennemie furent forcées de se retirer, et notre infanterie prit Grabischen et la forte batterie qui était derrière ce village. Nos troupes s'avancèrent jusqu'aux retranchements qui étaient près de Kleinmochber ; et, quoique l'ennemi y eût porté de l'infanterie et de l'artillerie, il fut cependant forcé de se retirer.

» La seconde attaque fut commandée par le lieutenant-général comte Arberg, ayant sous ses ordres le major-général Lasey ; elle était soutenue par l'infanterie que commandait le lieutenant-général Macquire, et par l'aile gauche de la seconde ligne de cavalerie commandée par le comte Stambach, général de cavalerie. Cette colonne était destinée à attaquer les villages de Schmiedfeld et Hoflichen. A 3 heures, elle passa la Lohe. Le comte Arberg et le comte Macquire attaquèrent les redoutes près de Schmiedfeld, et, après un combat très-sanglant, ils

en chassèrent les ennemis. En même temps le comte Wied, qui commandait la réserve, s'avança pour attaquer Hoffichen ; et, quoique ce village fût défendu par des parapets, des fossés et des trous de loup, il l'emporta ainsi que les redoutes qui étaient aux environs.

» La troisième attaque, dirigée contre Pilsnitz, fut plus vive et dura plus longtemps qu'aucune des autres. Ce village est séparé en deux par la Lohe, dont les bords sont en cet endroit très-élevés ; aux environs, le pays est fourré et difficile, et l'entrée et la sortie de ce village étaient défendues par des redoutes. Le général Keulh, avec l'aile gauche de l'infanterie, soutenue par l'aile gauche de la seconde ligne de cavalerie, eut ordre d'attaquer ce village et les ouvrages qui étaient aux environs ; mais, par la difficulté du terrain, la force des ouvrages et la bravoure des ennemis, il fut repoussé avec très-grande perte à trois différentes reprises : enfin, quoiqu'il fût alors près de 6 heures et tout à fait nuit, il renouvela l'attaque avec tant de vigueur et de courage, que l'ennemi fut forcé de se retirer, et d'abandonner successivement le village et les redoutes.

» Nous pensions que la bataille était finie avec le jour ; cependant l'ennemi parut encore, et une colonne s'avança vers Kleinmochber, s'efforçant de prendre en flanc les régiments de cavalerie de l'archiduc Joseph et de Léopold : ceux-ci, soutenus par 6 compagnies de grenadiers placées dans les redoutes, aux ordres du général Sprecher, manœuvrèrent si bien, qu'ils tinrent l'ennemi en respect, jusqu'à ce que le régiment d'infanterie du prince Charles, et le régiment de cavalerie de Luchesi pussent les joindre ; ce qui obligea les ennemis de se retirer tout à fait.

» A quelque distance de Pilsnitz, sur la droite de la Lohe, l'ennemi avait fait un grand abatis qui s'étendait jusqu'à l'Oder. Le colonel Brentano, avec ses Croates, sou-

tenus par un corps de 1,000 hommes d'infanterie, eut ordre d'attaquer cet abatis : il eut le bonheur de réussir et de le passer ; mais comme nous n'étions pas encore maîtres de Pilsnitz, il fut forcé de se retirer avec quelque perte. Cependant, bientôt après, il renouvela l'attaque ; et comme alors notre aile gauche s'était avancée à Pilsnitz, il passa de nouveau l'abatis, et mit les ennemis dans un grand désordre.

» Le major-général Beck fut envoyé sur l'Oder avec un corps considérable ; et ayant chassé les ennemis des différents villages qu'ils occupaient, il canonna le flanc et les derrières de leur aile droite à Cosel sur l'Oder.

» Tout ce que nous avons dit jusqu'ici de nos opérations fut exécuté par l'armée qui avait campé aux environs de Breslau pendant le siège de Schweidnitz. Outre ces différentes attaques, le général Nadasti, avec l'armée qu'il avait commandée à ce siège, à quelques bataillons près, et renforcée par 4 régiments de cavalerie, eut ordre de diviser ses troupes en 3 colonnes, les grenadiers à la tête et soutenus par des bataillons et des brigades ; et, après avoir passé la Lohe, d'attaquer l'aile gauche des ennemis qui était postée vis-à-vis de lui. En conséquence, le 21, il s'empara du village de Hartlieb, que l'ennemi avait occupé précédemment avec de l'infanterie et de la cavalerie ; et, le 22, à la pointe du jour, il passa la Lohe, et déploya son armée, la droite à Oltaschin, et la gauche vers Kreiptern, où l'on plaça l'artillerie de réserve. L'ennemi, dont la cavalerie s'étendait dans les plaines de Durjahn, essaya de prendre notre corps en flanc, ce que les bonnes dispositions du général Nadasti l'empêchèrent d'exécuter.

» Sur ces entrefaites, le général Wolfersdorff, avec 16 compagnies de grenadiers, attaqua le village de Kleinburg ; il en chassa les ennemis, prit une pièce de canon, et s'avança à Woischwitz. La cavalerie légère

saxonne, qui était sur la droite, se préparait à marcher ; mais le jour finissant, et la cavalerie ennemie étant avantageusement postée sur une hauteur derrière les redoutes, le général Nadasti jugea qu'il était inutile de faire aucune autre tentative.

» Pendant ce temps, les ennemis attaquèrent Kleinbourg avec 7 bataillons et quelque cavalerie, et, après y avoir mis le feu, se portèrent sur les hauteurs derrière les redoutes : ils y restèrent jusqu'au moment où ils virent le reste de leur armée se retirer ; alors ils la suivirent, et passèrent l'Oder à Breslau. Nous avons pris 36 pièces de canon, et fait près de 600 prisonniers. Il nous est venu près de 3,000 déserteurs. »

La relation que les Prussiens donnèrent de cette bataille est très-peu exacte, surtout lorsqu'ils disent que non-seulement l'aile droite des Autrichiens avait été repoussée, mais qu'elle avait quitté le champ de bataille, et qu'elle s'était retirée à Neumark, plusieurs milles au delà ; ce qui est également faux et ridicule. Voici cette relation :

« Lorsque les Autrichiens eurent pris Schweidnitz, et que le corps employé à ce siège eut joint la principale armée à Lissa, ils résolurent d'attaquer le corps du prince de Bevern avant que le roi pût venir à son secours. Ils savaient que, malgré les corps de Marschal et d'Haddick, sa majesté venait de traverser la Lusace. En conséquence, l'attaque se fit le 22 novembre à 9 heures du matin. Leur armée, comme on le voit dans les différentes gazettes qu'ils ont publiées eux-mêmes, était au moins trois fois plus forte que la nôtre, et le général Nadasti avait un corps particulier vis-à-vis le flanc de notre aile gauche. L'attaque réussit si mal aux Autrichiens, que leur aile droite fut entièrement défaite, et forcée de se retirer à Neumark. Le lieutenant-général Zieten, qui commandait notre aile gauche, défit aussi entièrement le corps de Nadasti ; et l'ennemi, qui, en plusieurs endroits, fut forcé de fuir, crut la bataille perdue : mais

comme quelques-uns des régiments de notre droite avaient un peu souffert, le prince de Bevern jugea à propos de nous faire quitter le champ de bataille, que nous avions tenu jusqu'à 5 heures, et de nous faire retirer de notre camp, et la nuit suivante de passer l'Oder sur le pont de Breslau. Les Autrichiens voyant que nous avions tout abandonné, jusqu'à Breslau, revinrent sur leurs pas, et occupèrent le champ de bataille, qu'à leur grand étonnement nous venions de quitter. Notre perte est médiocre ; celle des Autrichiens, selon des rapports dignes de foi, se monte à plus de 20,000 hommes. Le 23, nous restâmes derrière Breslau. Le 24, le duc de Bevern étant monté à cheval, à 4 heures du matin, accompagné seulement d'un domestique, à dessein de reconnaître l'ennemi, tomba dans un de ses postes avancés, et fut fait prisonnier. Le même jour, après avoir attendu inutilement le retour du duc de Bevern, le lieutenant-général Kiow prit le commandement de l'armée. Le général Lestewitz, qui, par les ordres du roi, était resté commandant à Breslau, ne pouvait pas raisonnablement défendre une place ainsi étendue et si mal fortifiée, contre une armée aussi considérable que celle de l'ennemi ; il dut se trouver fort heureux d'avoir la liberté de se retirer à Glogau avec sa garnison et avec les malades que nous avions laissés dans Breslau. »

Les Autrichiens eurent dans cette action 666 hommes tués, parmi lesquels était un général ; 4,620 blessés, au nombre desquels on comptait 5 généraux ; 437 hommes perdus, et environ 400 chevaux blessés et perdus.

Il ne parut aucun état de la perte des Prussiens.

Réflexions sur la bataille de Breslau, et sur les opérations qui la précédèrent.

Nous avons déjà observé qu'il y a dans

chaque camp un point essentiel qu'on peut en appeler la clef, et d'où dépend immédiatement la force de ce camp : il en est de même des positions. Il n'y a peut-être pas dans tout un pays un point qui puisse remplir toutes les vues d'un général. Le choix de ce point dépend entièrement des vues qu'il peut avoir ; c'est sur elles qu'il doit régler ce choix, ainsi que sur la position de ses magasins, et sur le nombre et l'espèce de ses troupes. Il ne suffit pas d'avoir une bonne position, il faut aussi avoir un bon champ de bataille, dans le cas où on serait attaqué.

Le duc de Bevern avait deux objets en vue : le premier et le principal était de couvrir la Silésie, et particulièrement Breslau, Schweidnitz et Neiss, qui étaient les seuls points contre lesquels l'ennemi pouvait diriger ses opérations. L'autre objet n'était que secondaire et d'une bien moindre conséquence ; c'était de tenir la communication libre avec l'Elbe, tant pour agir de concert avec le roi, qui était en Saxe, que parce qu'il tirait ses subsistances principalement de Dresde. Le camp qu'il avait pris à Bernstadt, quoique un peu trop en arrière, répondait, à quelques égards, à ces vues : il pouvait se porter sur l'Elbe ou en Silésie, plus tôt que l'ennemi, en marchant sur sa droite par Lobau et Bautzen, ou sur sa gauche par Lauban et Lowenberg, et de là à Schweidnitz ou Breslau. Le seul inconvénient de cette position, était que l'ennemi, ayant des forces très-supérieures, pouvait envoyer un gros corps vers Bautzen, et par là rendre très-incertains les convois qui venaient de l'Elbe. Cependant, on aurait pu remédier à cet inconvénient, en occupant Bautzen avec un détachement considérable de cavalerie et quelque infanterie légère, et en plaçant un autre corps semblable auprès de Lobau, ce qui aurait formé une chaîne depuis la droite jusqu'à l'Elbe ; de sorte que le duc de Bevern aurait pu, et qu'il aurait dû même, ainsi que nous le pensons,

garder cette position plus longtemps ; ce qui aurait arrêté les progrès de l'ennemi.

Au lieu de la garder, il l'abandonna, et en prit une encore plus éloignée sur le Landscron près de Gorlitz. Par là, il perdit dès l'instant même sa communication avec l'Elbe, et rendit très-difficile la communication avec la Silésie. Il ne pouvait pas même rester dans sa nouvelle position faute de subsistances. Cependant il aurait encore pu prévenir la marche de l'ennemi en Silésie et vers Breslau et Schweidnitz, si, au lieu de marcher par Languenau, Naumbourg, Buntzlau, Hainau et Lignitz, il eût marché par Lauban, Lowenberg, Goldberg et Jauer ; ce que fit le roi, l'année suivante, après la bataille d'Hochkirchen, dans des circonstances plus difficiles ; car toute l'armée autrichienne était campée à sa vue sur le Landscron, cependant il passa la Neiss et la Queiss, et malgré l'ennemi, il arriva dans la haute Silésie, et fit lever le siège de Neiss. Si le prince de Bevern eût pris cette route, et même qu'il n'eût fait que se porter à Liebenenthal, entre Greiffenberg et Lowenberg, avec un gros corps de troupes, sur la droite de la Queiss, entre Marklissa et Greiffenberg, il eût été impossible aux ennemis de faire un pas en avant ; ils n'auraient pas pu passer entre la gauche du prince de Bevern et ses immenses montagnes appelées le Riesengeburg, d'où il n'y a aucun chemin : encore moins eussent-ils pu marcher par sa droite vers Lowenberg et Lignitz, sans exposer leur armée à une destruction certaine, en le laissant maître de ses immenses défilés et des montagnes qui les auraient séparés de la Bohême, seul pays où ils pouvaient tirer leurs subsistances. Ils auraient donc été forcés ou de s'arrêter, ou d'en venir à un combat, que le prince de Bevern pouvait accepter avec avantage dans le camp redoutable de Liebenenthal, ou qu'il pouvait éviter, en se retirant successivement à Lahn et Jauer, enfin, à Striegau et Schweidnitz. Dans tous ces en-

droits on peut occuper tels camps qu'il ne serait pas aisé de forcer. Le pays est extrêmement fourré, c'est pourquoi le grand nombre de troupes y devient inutile, parce que toutes ne peuvent pas être mises en action. En dirigeant sa marche comme il le fit, le duc de Bevern laissa ouvert le chemin qu'il aurait dû prendre, et par là il donna à ses ennemis la facilité de le prévenir; de sorte, qu'en arrivant à Lignitz, il trouva qu'ils avaient pris une position entre cette ville et Jauer, et que, par ce moyen, ils avaient coupé sa communication avec Schweidnitz, Neiss, Breslau et toute la Silésie: il est vrai qu'il arriva ensuite à Breslau; mais on ne peut attribuer qu'à sa bonne fortune que l'ennemi commit une plus grande faute que celle qu'il avait commise lui-même. Nous pensons qu'arrivé à Breslau, il aurait dû en faire sortir les principaux effets et les bagages, et les envoyer à Glogau, et ensuite s'en aller avec son armée à Schweidnitz, où les Autrichiens auraient été forcés de le suivre; parce que, quand même ils auraient pris Breslau, ils n'auraient pu le conserver tant qu'il aurait été maître de Schweidnitz et des défilés qui conduisent en Bohême. Ils n'auraient pu le forcer, par aucune manœuvre, à abandonner cette ville et les environs; et même, en les supposant maîtres de Breslau, ils n'auraient pu mettre leur armée en quartiers d'hiver, tandis qu'il était en possession d'une chaîne de forteresses derrière eux, et qu'il aurait eu une armée entre eux et leur propre pays, avec lequel ils n'auraient pas eu la moindre communication, non plus qu'avec leur capitale. Ils auraient donc été forcés de quitter la Silésie, pour tâcher de regagner la Bohême; ce qui n'aurait pas été une entreprise facile, parce que, comme on l'a déjà dit, ils auraient été séparés de ce pays par l'armée ennemie et par trois forteresses redoutables, Schweidnitz, Glatz et Neiss, qui sont situées dans les défilés par où ils auraient été obligés de passer, et

où, dans cette saison avancée, leur armée, harassée par l'ennemi, aurait probablement péri. En s'arrêtant à Breslau, et en laissant prendre Schweidnitz, le duc de Bevern donna au prince Charles la facilité de prendre le premier poste dans le pays, et d'y poursuivre avec assurance ses avantages; ce qui causa la perte de la bataille de Breslau, et de Breslau même, et qui aurait occasionné la perte de toute la Silésie, si le prince Charles eût tiré parti de ses avantages.

Dans le cas où les Autrichiens auraient fait quelque entreprise contre cette province du côté de la Lusace, les Prussiens, au moyen des positions dont on a parlé ci-dessus, pouvaient, ainsi que nous le pensons, arrêter, même avec une petite armée, les progrès de l'ennemi.

Quant à ce qui regarde la bataille de Breslau, nous pensons qu'indépendamment des différents ouvrages que les Prussiens avaient élevés pendant sept semaines, ils auraient dû inonder le terrain par le moyen de la Lohe; ce qui les eût entièrement couverts. Il paraît qu'ils avaient mal choisi leur camp, car l'aile gauche et le flanc de cette aile n'étaient pas aussi forts que le front; de sorte que si l'ennemi eût fait sa principale attaque du côté où était Nadasti, les Prussiens auraient été obligés d'abandonner leur camp fortifié, et de perdre le fruit de leurs longs travaux, pour faire face du côté où était le général Ziethen. De plus, si l'ennemi eût occupé les hauteurs qui étaient derrière Kleinbourg et Grabischen, toute l'armée prussienne aurait été enfermée entre la Lohe et l'Oder, ayant, de l'autre côté, le général Beck sur ses derrières, l'ennemi en front, et n'ayant pas le terrain nécessaire pour manœuvrer. Dans de telles circonstances, il eût été difficile aux Prussiens de gagner même Breslau. Je pense qu'il eût été plus convenable d'appuyer la droite à Breslau, et d'occuper les villages qui étaient aux environs, et sous la protection de cette

place. La gauche aurait dû s'étendre jusque sur les hauteurs qui sont près de Kleinbourg et de Grabischen, qu'on aurait dû fortifier avec soin. On aurait dû aussi élever des redoutes tout le long du front de la droite à la gauche. Nous pensons que, dans cette position, l'armée n'aurait pu être forcée, et que tant qu'elle y serait restée, les Autrichiens n'auraient pu attaquer la place. Lorsqu'ils passèrent la Lohe à Grossmochber, le général Ziethen, au lieu d'étendre sa gauche, aurait dû, au contraire, allonger sa droite jusqu'à Grabischen, mettre son infanterie et sa grosse artillerie sur cette hauteur, et sa cavalerie au bas, et le prince de Bevern joindre sa gauche à la droite de la division du général Ziethen. Par ce moyen l'ennemi, qui avait passé la Lohe en cet endroit, aurait été pris en flanc, s'il eût attaqué Grabischen ou Kleinmochber : au lieu que, par les dispositions qui furent faites, il y avait entre la droite de Ziethen et la gauche du prince de Bevern un intervalle par où l'ennemi entra, et il ne trouva d'obstacle qu'à Kleinmochber. Cet intervalle était la clef du camp ; et du moment où l'ennemi en eut pris possession, le prince de Bevern ne pouvait plus rester où il était, quand même il aurait été victorieux à sa droite et au centre ; parce que les Autrichiens, maîtres de cet intervalle, s'ils avaient renforcé cette attaque comme ils auraient dû le faire, se seraient postés sur son flanc et l'auraient poussé jusqu'à l'Oder : au lieu que s'il les eût repoussés en cet endroit, il aurait gagné la bataille ; parce que, quoiqu'ils eussent réussi dans leurs attaques de Pilsnitz et de Schmiedfeld, ils n'auraient pas pu rester sur ce terrain entre la Lohe, l'Oder et son armée, ayant Breslau directement devant eux : ils auraient donc été forcés d'abandonner ces villages, et de repasser la Lohe.

L'événement confirme mon opinion : car les Autrichiens, n'ayant remporté aucun avantage considérable à la droite et au centre, le prince de Bevern fut cependant

obligé de se retirer, parce qu'ils avaient pris Grabischen et Kleinmochber ; que, par conséquent, ils étaient sur son flanc, et que s'il fût resté dans la même position, ils auraient pu lui couper la communication avec Breslau, et le jeter dans l'Oder.

Quant au prince Charles, il paraît qu'il mit dans sa conduite autant de prudence que de vigueur. En envoyant 2 corps sur le flanc des ennemis, il les obligea de quitter le camp avantageux qu'ils occupaient sur le Landsron, et d'aller plus loin passer la Neiss et la Queiss. Ce fut un avantage essentiel pour lui, ayant eu par ce moyen un chemin plus court que les ennemis, pour aller à Breslau et à Schweidnitz. Nous pensons que, lorsque ce prince arriva à Lignitz, il aurait dû attaquer l'ennemi ; et s'il jugea qu'il y aurait du danger à l'attaquer, il aurait dû envoyer 20,000 hommes pour faire le siège de Breslau, qui n'était alors défendu que par une faible garnison, et couvrir le siège avec le reste de son armée, ce qu'il aurait pu faire aisément, étant encore très-supérieur à l'ennemi, qui n'aurait pu s'approcher de Breslau, sans venir auparavant à une action.

Quand le prince de Bevern quitta Lignitz et marcha vers Steinau sur l'Oder, le prince Charles aurait dû envoyer après lui un gros corps et s'en aller avec l'armée à Dyherrenfurth, et là, jeter sur l'Oder autant de ponts qu'il aurait été possible, pour se placer sur l'une ou l'autre rive, selon que les circonstances pourraient l'exiger. Par ce moyen, il aurait couvert le siège de Breslau, et il eût empêché l'ennemi de le troubler dans cette opération. On a peine à concevoir comment il laissa faire au prince de Bevern une marche de près de vingt lieues, comment il le laissa passer l'Oder deux fois, et arriver à Breslau avant lui, qui n'avait que dix lieues à faire et point de rivière à passer. Quant à sa conduite, relativement à l'action, elle ne paraît pas entièrement prudente et exempte de blâme. Les trois attaques furent

faites précisément contre les points les plus forts du camp de l'ennemi ; de plus , les troupes qui formaient ces attaques avaient de grands obstacles à vaincre en passant la Lohe sous le feu de ses ouvrages ; au lieu que si le prince Charles n'eût fait qu'une fausse attaque sur le centre et sur sa droite, s'il eût porté sa gauche à Neukirchen , en plaçant aux environs de la grosse artillerie et des obus, et s'il eût étendu sa droite près de Grossmochber, entre Operau et la Lohe, où l'on aurait dû laisser des ponts, et si la gauche de Nadasti eût presque joint la droite du prince, de manière à former une espèce de courbe autour des ennemis, comme on l'a marqué dans le plan, il aurait évité les villages, et les ouvrages sur lesquels les ennemis fondaient leurs plus grandes espérances, et les difficultés qu'on devait rencontrer en passant une rivière aussi près d'eux ; et même les ennemis auraient été forcés d'abandonner ces ouvrages pour prendre une nouvelle position, leur droite à la Lohe et leur gauche vers les hauteurs qui étaient derrière Kleinbourg, ce qui les auraient exposés à être enfilés d'un bout à l'autre par l'artillerie placée à Neukirchen et à Grossmochber. Quand la droite et le centre furent obligés de quitter le terrain qu'ils occupaient, rien n'empêchait les troupes légères d'occuper ce terrain, et de les prendre par derrière. Toutes ces raisons me font croire que les Autrichiens auraient dû faire leur attaque du côté où était le général Nadasti, par là ils auraient évité les grandes difficultés qu'ils rencontrèrent ; et même si ce général, au lieu d'étendre sa droite, eût prolongé sa gauche, de manière à joindre la droite de l'armée qui passa à Grossmochber, et qu'il eût agi avec sa vigueur ordinaire, il est vraisemblable que l'armée prussienne aurait été perdue et précipitée dans l'Oder.

Les suites de cette bataille furent la prise de Breslau, avec environ 300,000 florins et une quantité prodigieuse de munitions.

Les Autrichiens, croyant la campagne finie, se préparaient à entrer dans leurs quartiers d'hiver, lorsqu'ils apprirent que le roi de Prusse, à la tête d'un corps de troupes considérable, s'avancait vers la Silésie. Alors ils ne pensèrent plus à séparer leur armée, et l'on prit des mesures pour s'opposer à l'ennemi. Dans cette vue, le colonel Bulow fut envoyé avec près de 3,000 hommes pour occuper Lignitz. Par ce moyen, on espérait arrêter, pendant quelque temps, le roi de Prusse, qu'on croyait devoir passer près de cette place. Le prince Charles ayant résolu d'aller au-devant de lui, passa la Schweidnitz, le 4 décembre, dans l'intention de se porter plus loin vers Glogau ; mais l'arrivée de l'ennemi le jour suivant empêcha l'exécution de ce projet, et donna lieu à une action générale près de Lissa. Nous donnerons, selon notre usage, les différentes relations qui en furent publiées. Voici celle des Autrichiens :

« Le roi de Prusse, ayant quitté la Saxe et traversé la Lusace, arriva avec un corps considérable à Parchwitz sur l'Oder, où il fut joint par l'armée que commandait le prince de Bevern, laquelle, avec les troupes que le roi avait amenées, montait à 40,000 hommes ; elle était pourvue d'un grand train d'artillerie, de fascines, de gabions, etc. Le roi ayant passé le Katzbach, il était aisé de prévoir que son intention était de prendre Neumark et Lignitz, et d'attaquer après cela l'armée impériale devant Breslau, ou de marcher à Striegau sur les frontières de la Bohême, pour couper notre communication avec ce pays.

» Par ces raisons, son altesse royale le prince Charles et son excellence M. Daun, résolurent, du consentement unanime de tous les généraux, de s'avancer, de passer la Schweidnitz sans délai, de secourir Lignitz, et sur toutes choses de faire leurs efforts pour faire avorter les desseins de l'ennemi. En conséquence, on renforça la garnison de Lignitz, et on envoya à Neu-

mark un gros corps de Bannalistes, des hussards et des piquets de cavalerie, soutenus par la cavalerie légère saxonne.

» L'armée ayant été pourvue, le 3 décembre, de tout ce qui lui était nécessaire, et préparée à tous les événements, décampa, le 4 au matin, et passa la Lohe et la Schweidnitz, pour camper sur cette dernière rivière. Lorsqu'elle défilait sur les ponts, on reçut avis que le roi de Prusse avait quitté Parchwitz, le 4 au matin, et qu'il s'avancait à Neumark, d'où il avait forcé nos troupes légères de se retirer. Sur cela, les bagages furent envoyés derrière la Schweidnitz, et les colonnes eurent ordre de hâter leur marche, pour que l'armée pût se former, ce qu'elle fit sur deux lignes : le général Nadasti, avec le corps qu'il avait sous ses ordres, en forma une troisième ; elle fut désignée pour couvrir le flanc de l'aile gauche, et le corps de réserve pour couvrir celui de l'aile droite. L'armée fut placée, la droite à Nypern, la gauche à Leuthen, et le centre à Frobewitz. Tous ces villages furent occupés par l'infanterie et pourvus d'artillerie. Il y avait à Frobewitz 8 compagnies de grenadiers, à Leuthen 7 compagnies de grenadiers avec plusieurs piquets, et plusieurs piquets aussi à Nypern. Toutes les compagnies de grenadiers et les piquets de réserve furent placés sur la droite de la cavalerie, à la pointe d'un bois qui la joignait.

» Le général Lusinski, avec 2 régiments de hussards et quelques Granitzers, soutenus par la cavalerie légère saxonne, que commandait le comte Nostitz, fut posté de manière à couvrir l'aile gauche ; le général Morocz, avec 2 régiments de hussards et quelques Granitzers, fut placé sur la droite pour la couvrir. Tandis que nous faisons ces dispositions, l'ennemi s'était avancé du côté de Neumark, sa droite à Krintsch, et sa gauche à Bichdorff, ses postes avancés à Bornä. Les 2 armées restèrent toute la nuit sous les armes dans cette position. Le 5 au matin, avant le jour, le général Nadasti,

dont le corps formait une troisième ligne, s'avança, ainsi que l'on était convenu, se posta près de la cavalerie de l'aile gauche, et étendit ses troupes jusque sur une montagne qui était de ce côté, sur laquelle on plaça de l'artillerie que l'on couvrit par un abatis. Les Autrichiens, qui étaient sous les ordres de Nadasti, furent placés le plus près de la gauche de l'armée ; et les troupes de Wurtemberg et de Bavière furent placées sur le flanc et derrière l'abatis.

» A la pointe du jour, l'ennemi fit plusieurs mouvements tantôt à droite, tantôt à gauche, qui durèrent jusqu'à midi, et il paraissait avoir le dessein d'attaquer l'aile droite de l'armée impériale ; en sorte que le général Luchesi, qui la commandait, envoya plusieurs fois demander du secours. La réserve était destinée pour cet objet ; cependant on différa de l'envoyer, jusqu'à ce que les intentions de l'ennemi fussent bien connues : mais comme le comte faisait de nouvelles instances, et que l'on ne pouvait découvrir quels étaient les mouvements de l'ennemi derrière les montagnes, on lui envoya la réserve, et M. Daun s'y transporta lui-même, pour être à portée d'agir au besoin. A peine la réserve fût-elle en marche, que la cavalerie ennemie parut sur notre gauche, ce qui fit connaître qu'on se préparait à l'attaquer et à la prendre en flanc. Alors son altesse royale et son excellence M. Daun ordonnèrent au prince d'Esterhazy, général de cavalerie, et aux généraux Macquire et Angern, de marcher pour soutenir ce flanc avec la cavalerie et l'infanterie qui étaient sous leurs ordres, et avec toute la seconde ligne. A une heure environ, l'ennemi s'approcha du flanc gauche, et le feu de mousqueterie commença contre les troupes de Wurtemberg. La vivacité de ce feu les força de se retirer en désordre, laissant derrière elles leur artillerie ; ce qui mit aussi le désordre parmi les Bavares, qui formaient le flanc. Ces troupes auxiliaires portèrent aussitôt le trouble dans les régi-

ments impériaux, et mirent ceux qui venaient à leur secours dans l'impossibilité d'agir. On employa tous les moyens possibles pour remettre l'ordre dans les troupes, mais ce fut inutilement. Pendant ce temps, l'ennemi attaqua le village de Leuthen et l'aile gauche de l'armée : il y avait porté la plus grande partie de ses forces ; mais il fut repoussé à trois différentes fois avec beaucoup de perte, de sorte que la victoire fut longtemps incertaine. Cependant, les Prussiens pénétrèrent enfin dans l'ouverture qu'il y avait entre l'aile gauche et le flanc, et ils se trouvèrent ainsi derrière notre armée. Nous fûmes forcés d'abandonner Leuthen, et de nous retirer vers la Schweidnitz et la Lohe, ce qui fut exécuté en bon ordre et sous un feu continu : ainsi finit la bataille, qui dura depuis une heure jusqu'à cinq. »

Voici la relation que donnèrent les Prussiens :

« Après la bataille de Rosbach, sa majesté porta ses vues du côté de la Silésie, pour s'opposer avec vigueur aux progrès des Autrichiens. En conséquence, sa majesté, à la tête de 33 escadrons et 19 bataillons, quitta Leipzig le 12 novembre, et arriva le 13 à Eulenberg, le 14 à Torgau, le 16 à Mulberg ; le 17, sa majesté passa le Roder à Grossenhayn, où était précédemment le général Haddick, avec 2,000 hommes, et d'où ils s'étaient retiré à Königsbruck. Il avait laissé derrière le Roder quelques hussards pour nous observer ; mais ils en furent chassés par les nôtres, qui firent environ 40 prisonniers.

» Le 18, sa majesté marcha par Pölsnitz à Königsbruck, où étaient encore les Pandoures, aux ordres du général Haddick ; sa majesté les obligea de se retirer vers le corps du général Marschal qui était en Lusace : ce corps se retira aussi vers Lobau, et ne se montra plus pendant toute notre marche. Le 20, sa majesté passa le Black-Elster à Camenz, et, le 21, la Sprée à Baut-

zen, d'où le corps de Marschal s'était retiré vers la Bohême. Le 22, sa majesté passa l'Old-Sprée, et alla à Maltitz, le 23 à Gorlitz, d'où le corps que commandait le général Haddick se retira aussi vers la Bohême. Le 24, sa majesté passa la Queiss, alla à Naumbourg en Silésie, le 26 à Deutmansdorff, le 27 à Lobethau, et le 28 à Parchwitz. Sa majesté y arriva à 6 heures du soir, et y trouva le général autrichien Gersdorff, qui venait d'arriver avec 1,100 hommes de cavalerie et d'infanterie ; sa majesté le fit attaquer aussitôt ; on lui tua environ 80 hommes, on fit 150 prisonniers, le reste fut dispersé. L'armée passa la Katzbach, et resta quelques jours à Parchwitz, pour se reposer après une si forte marche. Le 1^{er} décembre, les hussards de l'armée du prince de Bevern vinrent à nous ; le 2, toute cette armée joignit la nôtre. Le 4, nous marchâmes à Neumark, où nous trouvâmes environ 1,000 Croates et hussards qui tenaient fermée la porte qui était de notre côté, et qui cherchaient à sortir par celle qui était du côté de Breslau. Quelques-uns de nos dragons et de nos hussards tournèrent la ville, d'autres forcèrent la porte, et chassèrent les ennemis, qui tombèrent entre les mains de ceux qui s'étaient portés de l'autre côté ; nous leur tuâmes environ 300 hommes, nous fîmes 600 prisonniers, nous prîmes la boulangerie de toute l'armée, un petit magasin et 2 canons. Là, nous apprîmes que le prince Charles avait quitté Breslau et qu'il s'était avancé à Lissa, ayant sa droite à Nypern, sa gauche à Golau, la Schweidnitz derrière lui. Sa majesté jugea à propos de marcher à lui ; et, pour cela, l'armée eut ordre de décamper, le 5, à 5 heures du matin. A la pointe du jour, on découvrit, sur une hauteur derrière le village de Bornä, à un demi-mille de Neumark, un gros de cavalerie, qui, dans le crépuscule, nous parut être toute l'armée ennemie. En nous approchant de ce corps, nous vîmes que ce n'étaient que 2 régiments de

hussards et la cavalerie légère saxonne, commandée par le général Nostitz. Notre avant-garde les attaqua aussitôt, les repoussa dans leur camp, et fit 500 prisonniers. Nous continuâmes notre marche par un temps humide et couvert, environ l'espace de quatre milles, et à peu près à midi, nous découvrîmes toute l'armée ennemie rangée en bataille derrière le village de Leuthen. Toutes les montagnes qui étaient devant son front étaient couvertes d'artillerie; l'aile gauche avait aussi devant elle une grande montagne garnie d'artillerie, et de plus un abatis; il y avait de même plusieurs batteries en avant de la droite. Le roi résolut d'attaquer la gauche des ennemis aussitôt que notre armée aurait gagné les hauteurs qui étaient devant elle. Nous marchâmes sur la droite, de manière que notre aile droite gagna la Schweidnitz. Nous attaquâmes d'abord le bois, et bientôt après nous en chassâmes l'infanterie des ennemis. Lorsqu'ils s'aperçurent que nous les tournions et que nous les prenions en flanc, ils furent obligés de changer leur position; et comme nous étions sur leur flanc, ils n'avaient rien de mieux à faire que de prendre la première position qu'ils purent trouver, pour nous empêcher de balayer leur armée d'une aile à l'autre. Pour cela, ils envoyèrent plusieurs brigades d'infanterie sur les hauteurs, dont on a parlé, qui étaient derrière le bois. Notre droite attaqua ce bois et s'en empara après un combat opiniâtre. Les ennemis formèrent une nouvelle ligne près de Leuthen, et s'y défendirent avec beaucoup de courage; mais, enfin, ils furent forcés de se retirer. Alors la cavalerie de notre aile droite attaqua celle de l'ennemi et la mit en déroute; cependant nous fûmes ensuite repoussés par l'artillerie ennemie chargée à cartouche; mais nous étant reformés, nous attaquâmes leur infanterie, et nous fîmes beaucoup de prisonniers. Pendant ces différentes attaques, la droite des ennemis s'avancait. La cava-

lerie de notre gauche attaqua et défit entièrement celle de l'ennemi. Alors notre régiment des dragons de Bareuth attaqua par derrière un corps d'infanterie qui était sur une hauteur, tandis que notre infanterie l'attaquait de front, ce qui le força bientôt de prendre la fuite. Sa majesté poursuivit l'ennemi jusqu'à Lissa. La bataille commença à une heure et finit à quatre. Si nous avions eu quelques heures de jour de plus, la perte de l'ennemi aurait été plus considérable. Le prince Maurice commandait l'aile droite, sous les ordres du roi, et le major-général Retzow la gauche. Notre perte monte à 500 hommes tués, et 2,300 blessés, parmi lesquels est le général Rochow, qui fut fait prisonnier. L'armée des ennemis, qui était de 80,000 hommes, ne combattit jamais avec tant de courage. La nôtre n'était que de 36,000 hommes. L'ennemi occupait une plaine où étaient quelques petites montagnes, qu'il couvrit d'artillerie; il y avait aussi dans cette plaine plusieurs buissons dont on sut tirer avantage: à sa gauche était un bois considérable, où il fit un abatis; et il prit toutes les mesures possibles pour nous empêcher de nous porter sur son flanc. Le général Nadasti y était aussi posté avec le corps qu'il commandait dans le dessein de se porter sur notre flanc; c'est pourquoi sa majesté plaça 4 bataillons derrière la cavalerie de notre droite: cette sage disposition nous fut ensuite très-avantageuse; car, lorsque Nadasti attaqua notre aile droite de cavalerie, et qu'il eut mis quelques régiments en désordre, le feu de ces bataillons força l'ennemi de se retirer aussi en désordre, débarrassa, par ce moyen, notre flanc, et mit notre droite dans le cas d'agir avec vigueur contre la gauche des ennemis, qui, en peu de temps, furent forcés de se retirer. L'aile droite de notre infanterie continua de s'avancer dans le meilleur ordre, quoiqu'elle fut exposée à une canonnade considérable et au feu de la mousqueterie. Notre artil-

lerie, qui était nombreuse, fit le plus grand effet, elle soutint notre infanterie qui s'avavançait, et par degrés fit taire celle des ennemis, qui fut enfin abandonnée. Quoique l'ennemi eut combattu avec beaucoup de valeur pendant toute l'action, cependant il parut redoubler de force et de courage au village de Leuthen qui était fortifié par des redoutes et des retranchements : le combat y dura environ une heure, et nos braves bataillons firent successivement plusieurs attaques avant de s'en rendre maîtres. La prise de Leuthen décida le succès de la bataille, car l'ennemi, en perdant ce village, se retira avec beaucoup de précipitation, et cessa de faire une grande résistance. Notre cavalerie, et particulièrement les hussards, poursuivirent l'ennemi qui fuyait, lui tuèrent beaucoup de monde et firent quelques milliers de prisonniers. Sa majesté les poursuivit jusqu'à Lissa, où elle fit rester son armée sous les armes pendant la nuit. Notre infanterie fit des prodiges. D'abord, nous pensions que la gauche n'aurait pas occasion de donner, parce que la droite la devançait de beaucoup ; cependant, à 4 heures, la bataille fut générale, et même notre petite réserve eut ordre de se mettre en ligne. Notre cavalerie eut d'abord beaucoup de difficultés pour combattre, à cause des fossés et des haies ; mais, enfin, par l'activité de notre brave général Ziethen, elle eut aussi la liberté d'agir. Le 6, nous suivîmes les ennemis, le 7, nous investîmes Breslau. Le général Zeithen fut envoyé à la poursuite des ennemis avec un gros corps d'infanterie et de cavalerie, et prit plusieurs canons et environ 3,000 chariots. Pendant la bataille, et depuis, jusqu'au 12 décembre, nous avons fait 21,791 prisonniers, dont 291 officiers, parmi lesquels étaient les généraux Nostitz et Odonell ; nous avons pris aussi 116 canons, 51 drapeaux, et 4,000 chariots. »

La perte des Autrichiens, sans y comprendre celle des troupes de Wurtemberg

et de Bavière, montait à 6,574 tués et blessés. Du nombre des morts étaient les généraux Luchesi, Otterwolf et le prince Stolberg. Parmi les blessés étaient les généraux Haller, Macquire, Lasey, Lobkowitz et Preysac. La perte des Prussiens montait à 5,000 hommes environ, sans y comprendre la cavalerie.

Le prince Charles laissa à Breslau une nombreuse garnison sous le commandement du général Sprecher, et se retira à Schweidnitz. Ayant ensuite pourvu à la défense de cette place, il fit ses dispositions pour se retirer en Bohême ; ce qu'il exécuta : et, avant la fin du mois, les Autrichiens évacuèrent entièrement la Silésie, excepté la ville de Schweidnitz.

Dans le même temps, le roi ouvrit la tranchée devant Breslau ; et, le 16 au soir, une bombe étant tombée sur un magasin à poudre, le bastion qu'on attaquait, et près de la moitié de la courtine qui le joignait, sautèrent, et avec eux près de 800 hommes des assiégés. Ce malheur obligea le commandant à capituler la nuit du 19. La garnison, qui était d'environ 17,000 hommes, y compris 13 généraux, les malades et les blessés des deux dernières batailles, fut faite prisonnière de guerre.

Le général Driesen avait été envoyé, le 16, avec un corps de troupes pour assiéger Lignitz, et, le 26, il prit cette place par capitulation. Le colonel Bulow, qui en était le gouverneur, eut la permission de se retirer en Bohême avec sa garnison qui était de près de 3,000 hommes.

C'est ainsi qu'une victoire dont sut profiter le génie actif et vigoureux du roi, mit ce prince dans le cas de recouvrer en un mois tout ce qu'il avait perdu pendant la campagne, excepté Schweidnitz.

Lorsque le roi de Prusse quitta la Saxe pour aller en Silésie, M. Keith fut envoyé en Bohême avec environ 8,000 hommes, pour y attirer le général Marschal, qui était alors en Lusace, et faciliter par ce moyen

la marche du roi. Cet objet ayant été heureusement rempli, M. Keith, après avoir brûlé plusieurs magasins et le pont de Leutmeritz, rentra en Saxe, où il mit ses troupes en quartiers d'hiver.

Reflexions sur la bataille de Lissa, et sur les opérations qui la précédèrent.

Le prince Charles savait, même avant la bataille de Breslau, que le roi de Prusse venait en Silésie avec environ 10 ou 12,000 hommes tout au plus. Le seul objet que le roi pût avoir en vue, était de joindre l'armée du prince de Bevern, sans laquelle il ne pouvait rien entreprendre ; il ne pouvait pas même, avec le peu de forces qu'il avait amenées avec lui, s'approcher de l'armée autrichienne sans s'exposer à une destruction inévitable. Ainsi le seul objet que le prince Charles devait se proposer, était d'empêcher cette jonction. Pour cela, il aurait dû marcher à Parchwitz, et prendre une position entre cette place et Lignitz, et avoir un gros corps sur les hauteurs de Pfaffendorff, ce qui aurait empêché le roi de s'approcher de l'Oder ; et même le roi n'aurait pu aller à Glogau sans donner aux Autrichiens une occasion favorable de l'attaquer, et, par conséquent, de le vaincre, si l'on considère que leur armée était peut-être six fois plus forte que la sienne.

Les seules mesures que prirent les Autrichiens, furent d'envoyer une garnison à Lignitz ; ce qui ne pouvait avoir aucun but, et exposait cette garnison à être perdue. Il n'était pas vraisemblable que le roi s'amusât à faire le siège de cette misérable place, tandis que toute la Silésie était en danger.

Lorsque les Autrichiens eurent laissé le roi réunir toutes ses forces et se pourvoir de l'artillerie nécessaire, etc., pourquoi prirent-ils tout à coup la résolution de quitter Breslau et d'aller au-devant de lui ? C'est ce qu'on ne peut concevoir. Je sais très-bien que la flatterie, qui règne dans les

camps comme dans les cours, avait élevé leur courage et leur confiance beaucoup au-dessus de ce que prescrit la prudence ; mais ils ne pouvaient alors avoir aucun motif pour désirer une action ; parce que, victorieux, ils n'auraient pu, dans cette saison avancée, poursuivre l'ennemi au delà de Glogau ; et vaincus, cette bataille pouvait leur devenir très-fatale.

Ayant passé la Schweidnitz le 4, ils furent informés que l'ennemi s'avancait vers eux ; pourquoi ne repassèrent-ils pas aussitôt cette rivière, et ne la mirent-ils pas plutôt devant que derrière eux ? Quoiqu'elle soit très-petite, cependant ses bords sont en grande partie très-marécageux ; de sorte qu'une armée ne pourrait la passer sans la plus grande difficulté, et cela serait presque impossible, si elle y trouvait quelque opposition. Si les Autrichiens avaient mis cette rivière devant eux, et qu'ils eussent envoyé un gros corps plus haut sur leur flanc gauche, leurs troupes légères du même côté que l'ennemi, sur le chemin qui conduit à Striegau, nous pensons que le roi n'aurait pas tenté de passer cette rivière ; et s'il l'eût fait, le corps dont on vient de parler se serait porté sur ses flancs pendant son passage et pendant l'action : et comme les Autrichiens étaient plus forts, leur armée étant couverte par la Schweidnitz, ils auraient pu porter 20,000 hommes sur leur flanc, ce qui aurait empêché l'ennemi de passer la rivière. Le roi, probablement, aurait marché à Striegau pour faire sortir les Autrichiens de leur position avantageuse, en cherchant à couper leur communication avec la Bohême : en ce cas, le corps posté, comme nous le supposons, sur leur gauche, serait arrivé à Striegau avant l'ennemi, et toute l'armée aurait marché derrière Schweidnitz, la droite à Hohengiersdorff, et la gauche vers Friberg ; ce qui aurait assuré le chemin par Landshut en Bohême, et la communication des Autrichiens avec ce pays. Cette position est très-forte, et

nous ne pensons pas qu'ils eussent pu y être battus, ni que dans cette saison avancée ils eussent pu, par aucune manœuvre sur leur gauche, être forcés de la quitter ; et même le roi n'aurait pu rester dans le voisinage de Striegau, n'ayant de magasins qu'à 100 milles de lui ; il aurait donc été obligé d'abandonner son projet, et de se retirer à Glogau pour faire rafraîchir ses troupes, qui avaient grand besoin de repos. Les Autrichiens ayant négligé de prendre ces mesures, ou n'y ayant point pensé, ils auraient dû s'avancer et occuper toutes les montagnes qui étaient devant eux, particulièrement celle près de Lobenitz, autant pour prendre cet avantage sur l'ennemi, que pour avoir derrière eux assez de terrain pour y manœuvrer. Mais du moment qu'ils apprirent que le roi approchait, ils parurent dans un état de stupeur qui ne leur permit ni d'avancer ni de reculer. Sans quelque grande faute, il est impossible qu'une armée supérieure soit débordée ; c'est cependant ce qui arriva. Le roi fit beaucoup de démonstrations contre la droite des Autrichiens, et ils y furent trompés, de manière que ce prince, couvert par les montagnes qu'ils avaient négligé d'occuper, eut le temps de porter toute son armée sur leur gauche. La seule ressource alors était de faire marcher leur droite et leur centre contre la gauche du roi ; et comme ils étaient très-supérieurs, et que cette gauche avait été affaiblie, ils devaient renforcer leur droite, envelopper l'aile gauche du roi, et, selon toutes les apparences, ils l'auraient défaits. Il eût été impossible au roi de poursuivre ses avantages sur la droite tandis que sa gauche aurait été ainsi attaquée, sans s'exposer à être enfermé entre l'aile droite des ennemis et la rivière, dans un espace trop resserré pour qu'il pût agir. Les Autrichiens auraient dû former en même temps une ligne ou deux derrière le flanc attaqué, avec des intervalles pour laisser passer les troupes repoussées, marcher à

l'ennemi, qu'ils auraient trouvé rompu et en désordre, et que, par conséquent, ils auraient aisément battu.

Au lieu de cela, pour soutenir cette aile, ils firent faire à toute leur armée un mouvement par la gauche, de sorte que les colonnes rencontrèrent ceux qui se retiraient et l'ennemi qui s'avancait en ordre de bataille, ce qui les mit dans l'impossibilité absolue de se former ; aussi toute l'armée fut-elle défaits, chaque bataillon l'un après l'autre, ce qui devait nécessairement arriver. Des troupes qui marchent en colonnes minces et allongées ne peuvent jamais s'ouvrir et se former en ligne, quand elles sont près de l'ennemi et sous son feu ; c'est pour cela qu'on ne doit jamais entreprendre une semblable manœuvre. Les Autrichiens auraient dû faire des efforts pour arrêter l'ennemi jusqu'à ce qu'ils eussent formé une ligne, et ensuite s'avancer ou l'attendre : mais ne l'ayant pas fait, ils perdirent la bataille, et rien ne pouvait l'empêcher.

C'était commettre aussi une faute capitale, que de placer, sur le flanc, des troupes auxiliaires qui n'avaient point encore vu l'ennemi. Si le prince Charles eût placé dans le bois, devant le village de Sagschutz, ses troupes légères et 8 ou 10 bataillons autrichiens, soutenus par le corps de Nadasti et par toute l'aile gauche, et qu'il eût fait avancer sa droite et son centre pour attaquer l'aile gauche des ennemis, nous pensons qu'il aurait remporté la victoire.

La conduite du roi était fondée sur les principes les plus sublimes de la guerre. Quoique son armée fût inférieure à celle de ses ennemis, cependant, par la supériorité de ses manœuvres, il porta au point d'attaque plus de troupes qu'ils n'y en portèrent, ce qui doit être décisif lorsque des troupes sont à peu près égales en valeur. C'est pourquoi les généraux doivent s'étudier en temps de paix à établir des évolutions qui facilitent les manœuvres des armées ; et en temps de guerre, à choisir des champs de bataille

qui puissent les mettre à portée de cacher une partie de leurs mouvements, et mettre ainsi en action plus de monde que l'ennemi : et, si le terrain, soit par sa nature, soit par la vigilance de l'ennemi, ne leur permet pas de couvrir leurs mouvements, alors une grande facilité de manœuvrer remplira le même objet, et les mettra en état de porter au principal point d'attaque un plus grand nombre d'hommes que l'ennemi. Mais si les troupes ne se meuvent pas avec facilité et avec vitesse, et si elles ne sont pas mises en action en même temps, alors la supériorité du nombre devient non-seulement inutile, mais elle ne sert encore qu'à augmenter le désordre. D'après cela, nous établirons pour principe : *Qu'un général qui, par la facilité de ses mouvements, ou par son habileté, peut mettre en action un plus grand nombre d'hommes dans le même temps et au même point, les troupes étant égales en valeur, aura nécessairement l'avantage ; et qu'ainsi l'on ne doit se permettre aucune évolution qui ne tende à cette fin.*

Opérations de la guerre en Prusse entre les Prussiens et les Russes.

Le roi de Prusse étant informé de l'accession de la czarine au traité de Versailles, ordonna au général Lewhald de marcher avec environ 30,000 hommes sur les frontières de la Prusse, et de s'opposer à la marche des ennemis. En conséquence, ce général ayant assemblé son armée dans le mois de juin, s'avança à Insterbourg, et porta un corps plus loin, vers Memel, pour observer leurs mouvements.

L'armée russe, composée de 31 régiments d'infanterie, 14 de cavalerie, 5 de hus-sards, et d'environ 16,000 Tartares, Cal-mucks et Cosaques, formant en tout 62,000 hommes de pied et 19,000 chevaux, indépendamment des Tartares, qui s'étaient mis en mouvement au mois de mai, s'avança sur 4 colonnes vers les frontières de la Prusse

Trois de ces colonnes traversèrent la Pologne, la quatrième la Samogitie du côté de Memel. Cette dernière colonne était commandée par le général Fermor, et destinée à faire le siège de cette place. Pour faciliter cette entreprise, l'amiral Lewis, officier anglais de réputation, au service de la Russie, sortit de Revel avec une flotte considérable, qui portait environ 9,000 hommes de débarquement, pour attaquer Memel du côté de la mer, tandis que le général Fermor l'attaquerait par terre. Ils arrivèrent devant Memel à la fin de juin, et, le 5 du mois suivant, ils prirent la place par capitulation.

La prise de Memel était d'une grande importance pour les Russes, qui pouvaient en faire une bonne place d'armes, et, par le moyen de leurs flottes, l'approvisionner de tout ce qui était nécessaire à leur armée, qui ne pouvait être pourvue autrement, et suivre, par conséquent, les opérations de la campagne.

Cette expédition étant heureusement terminée, toute l'armée, sous les ordres de M. Apraxin, s'assembla au mois d'août sur la rivière de Russ, et de là s'avança vers le Pregel. Alors le général Lewhald quitta le camp d'Insterbourg, et se retira du côté de Wehlau, où il resta jusqu'au 30 août, qu'il s'avança pour attaquer les Russes qui avaient passé le Pregel, et qui étaient campés à Gros-Jagersdorff ; il y eut alors une grande bataille, dont les Prussiens donnèrent la relation suivante :

« Le lieutenant-général Schorlemmer » ayant reconnu la position des ennemis, » on résolut de les attaquer le 30. D'abord » nous attaquâmes leur aile gauche. Le ré- » giment du prince de Holstein ; que ce » prince lui-même commandait, celui de » Ruesch et le second bataillon de Schor- » lemmer se distinguèrent beaucoup. Ils » prirent plusieurs batteries et défirent en- » tièrement la cavalerie des ennemis. Nous » avançâmes sur un nombre prodigieux de » corps morts contre le centre et l'aile

» droite de l'armée ennemie, protégée par
 » des batteries et des retranchements. Nous
 » primes dans le bois trois de ces batteries,
 » chacune de 10 ou 12 canons, à l'une des-
 » quelles le maréchal lui-même fit quartier
 » à un colonel russe : à une autre, nous fi-
 » mes prisonnier le général Lapuchin. Pro-
 » bablement nous serions restés maîtres du
 » champ de bataille, si par malheur notre
 » seconde ligne n'eût pas fait feu sur la pre-
 » mière; la grande fumée de l'artillerie et
 » de deux villages auxquels l'ennemi avait
 » mis le feu ayant empêché nos gens de voir
 » leurs camarades; de sorte que notre pre-
 » mière ligne fut exposée tout à la fois au
 » feu de l'infanterie des ennemis, soutenu
 » par 150 pièces de canon, et au feu de no-
 » tre seconde ligne. C'est pourquoi nous
 » quittâmes le champ de bataille, nous re-
 » tirant en bon ordre sans être poursuivis.
 » Notre perte monte en tout à environ 2,000
 » hommes. Celles des ennemis est de plus
 » de 9,000. Parmi les morts sont les géné-
 » raux Lieven et Lapuchin. »

Cette relation, comme sont en général toutes les relations que publient ceux qui perdent une bataille, est très-peu exacte, et ne mériterait point d'être imprimée, si l'impartialité ne l'exigeait.

Voici celle que M. Apraxin envoya à la czarine :

« J'ai eu l'honneur d'informer V. M. que
 » des obstacles nombreux et insurmontables
 » nous empêchaient d'approcher l'ennemi
 » sur la droite du Pregel; c'est pourquoi je
 » résolus de passer cette rivière, et de les
 » forcer à en venir à une action. Je la pas-
 » sai le 28, et comme, par cette manœuvre
 » et par notre marche ultérieure, l'ennemi
 » s'aperçut que nous pouvions couper sa
 » communication avec le pays d'où il tirait
 » ses subsistances, il jugea qu'il était néces-
 » saire d'abandonner le camp avantageux
 » qu'il occupait, et de passer aussi le Pregel,
 » le 28. Le 30, l'armée de V. M., en consé-
 » quence de l'ordre qui lui avait été donné

» la nuit précédente, était prête à marcher,
 » et l'avant-garde et une partie de l'armée
 » étaient déjà en mouvement, lorsque, à 4
 » heures du matin, nous nous aperçûmes
 » que le bois, qui était devant notre front,
 » était rempli de troupes ennemies, dont les
 » mouvements avaient été couverts par ce
 » bois. Nous n'étions pas encore formés,
 » quand l'ennemi sortit du bois dans le meil-
 » leur ordre, et commença à faire feu sur
 » nous de son artillerie, et bientôt après de
 » sa mousqueterie; ce feu dura, sans être
 » interrompu, pendant toute l'action. Les
 » ennemis attaquèrent notre front avec fu-
 » reur, et il fallut une grande fermeté pour
 » résister à leurs efforts. La première et la
 » principale attaque fut faite contre notre
 » aile gauche. Les ennemis s'avancèrent en
 » colonnes à la portée du mousquet, et for-
 » mèrent la ligne. Quand les deux armées
 » furent en face l'une de l'autre, le feu de
 » l'artillerie et de la mousqueterie dura 3
 » heures, et pendant tout ce temps la victoire
 » fut incertaine. L'ennemi fit tous ses efforts
 » pour rompre notre front, mais à chaque
 » attaque il fut repoussé avec beaucoup de
 » perte. Tandis que ceci se passait sur notre
 » gauche, les ennemis, avec 2 différents
 » corps de cavalerie, soutenus par de l'infan-
 » terie, attaquèrent notre droite et l'avant-
 » garde, qui, par la nature du terrain, étaient
 » un peu plus avancées que notre gauche,
 » mais ils furent repoussés à ces deux atta-
 » ques. Notre artillerie, particulièrement
 » celle appelée Schwalow, fit un grand ef-
 » fet, et contribua beaucoup à mettre en dés-
 » ordre la cavalerie des ennemis. Malgré le
 » mauvais succès de toutes leurs attaques,
 » ils firent encore un effort. Il y avait dans
 » la ligne, à notre aile gauche, plusieurs
 » ouvertures que le terrain marécageux n'a-
 » vait pas permis de fermer : l'ennemi es-
 » saya d'y pénétrer à dessein de couper no-
 » tre ligne en deux, et de la prendre en
 » flanc; mais ses espérances furent trom-
 » pées, car nous y avions posté des troupes

» de la seconde ligne, de sorte qu'à peine
 » était-il entré dans le bois, qu'il fut reçu
 » avec la baïonnette, et bientôt forcé de
 » fuir précipitamment, ce qui mit fin à la
 » bataille, etc. »

Le reste de la lettre du général Apraxin ne contient que des éloges inutiles pour donner une idée de l'action.

Les Russes prirent 29 canons et firent environ 600 prisonniers. Leur perte consistait en 800 morts, parmi lesquels étaient les généraux Lapuchin, Sybin et Kapnitz, et en 4,260 blessés, parmi lesquels étaient les généraux Lieven, Tolstoi, Bosquet Villeboy, Manteffel, Weimarn et Plemanikow. Celle des Prussiens était d'environ 3,000 hommes, tués, blessés et perdus.

Les Prussiens se retirèrent à Wehlau, et les Russes restèrent dans leur camp, près de Norkitten, jusqu'au 7 septembre, qu'ils firent quelques dispositions comme s'ils avaient intention de passer l'Aller à Friedland, sur la droite des ennemis, ce qu'ils n'exécutèrent pas. Ils essayèrent aussi de débarquer quelques troupes dans la baie de Curish, mais ils furent repoussés par la milice. Le 17, toute l'armée russe décampa et se retira promptement vers les frontières, de sorte qu'avant la fin du mois elle avait entièrement abandonné le royaume de Prusse, excepté Memel, où on laissa 10 ou 12,000 hommes; ainsi se termina la campagne en Prusse.

Reflexions.

Lorsque les Prussiens apprirent que l'ennemi était en marche, il semble qu'ils auraient dû s'avancer sur les frontières, et faire des incursions en Pologne, pour y détruire ou pour en emporter les provisions, ce qui aurait beaucoup retardé les progrès des ennemis, qui n'avaient d'autres moyens de subsister que ce qu'ils trouvaient en passant dans le pays. La terreur qu'inspiraient les Tartares, leurs cruautés et leurs

ravages extraordinaires, auraient rendu ces moyens encore plus difficiles. Il en serait résulté un autre avantage : les habitants de la Prusse auraient eu le temps d'en sortir avec leurs bestiaux, et de se retirer à Königsberg ou dans quelque autre place de sûreté; au lieu que l'armée prussienne, restant sur le Pregel, la plus grande partie de ce pays était à la merci de l'ennemi.

Quant à ce qui regarde la bataille même, on ne peut rien reprocher à M. Lewhald. Il avait, sans doute, ordre de combattre, quoique très-inférieur en nombre. Il forma son armée sur une ligne faisant face aux ennemis, ce qui peut être regardé comme une faute, si l'on considère qu'étant plus faible qu'eux, et ses troupes également distribuées le long de la ligne, il ne pouvait faire sur aucun point nul effort considérable; de sorte que, partout, les ennemis avaient en action un plus grand nombre d'hommes qu'il n'en pouvait avoir lui-même. Comme les Russes étaient alors très-peu connus, il n'est pas étonnant que le général prussien regardât ses troupes comme supérieures aux leurs, et que, par conséquent, il jugeât qu'il n'avait autre chose à faire, que d'opposer infanterie à infanterie, et cavalerie à cavalerie. Mais l'expérience a prouvé que l'infanterie russe est très-supérieure à toutes celles de l'Europe; de sorte qu'on peut douter qu'elle puisse être défaite par aucune autre infanterie : et comme leur cavalerie n'est pas aussi bonne que celle des autres nations, il faut en conclure qu'ils ne peuvent être vaincus que par un ordre mixte de bataille. Ils ne peuvent être défaits, ils se font tuer, et on ne peut parvenir à les vaincre qu'avec de l'infanterie mêlée de grands corps de cavalerie.

Si les Russes avaient intention de rester en Prusse, leur premier soin devait être de former des magasins à Memel, pour nourrir leur armée : ils devaient savoir que le pays ne pouvait pas y suffire, quand même ils auraient observé la plus exacte discipline. Le

défaut de précaution à cet égard pendant cette campagne et les suivantes, rendit leurs victoires infuctueuses. Ils font la guerre, et vraisemblablement ils la feront toujours, comme les Tartares : ils se jeteront sur un pays, le ravageront, le détruiront, l'abandonneront, parce que, d'après leur manière de faire la guerre, ils ne peuvent faire aucune conquête solide et durable; ils y mettent eux-mêmes une barrière insurmontable. Ils n'ont aucun plan solide d'opérations; ce qui, joint aux désordres que leurs troupes légères commettent, doit finir par ruiner leur armée.

Opérations de la guerre en Poméranie entre les Prussiens et les Suédois.

Les Suédois, sous le prétexte de garantir le traité de Westphalie, envoyèrent contre les Prussiens une armée de près de 17,000 hommes, sous le commandement du général Ungern-Stenberg. Cette armée passa le Peen, et ayant bientôt pris Demmin, Anclam et les îles de Usedom et Wollin, elle s'avança

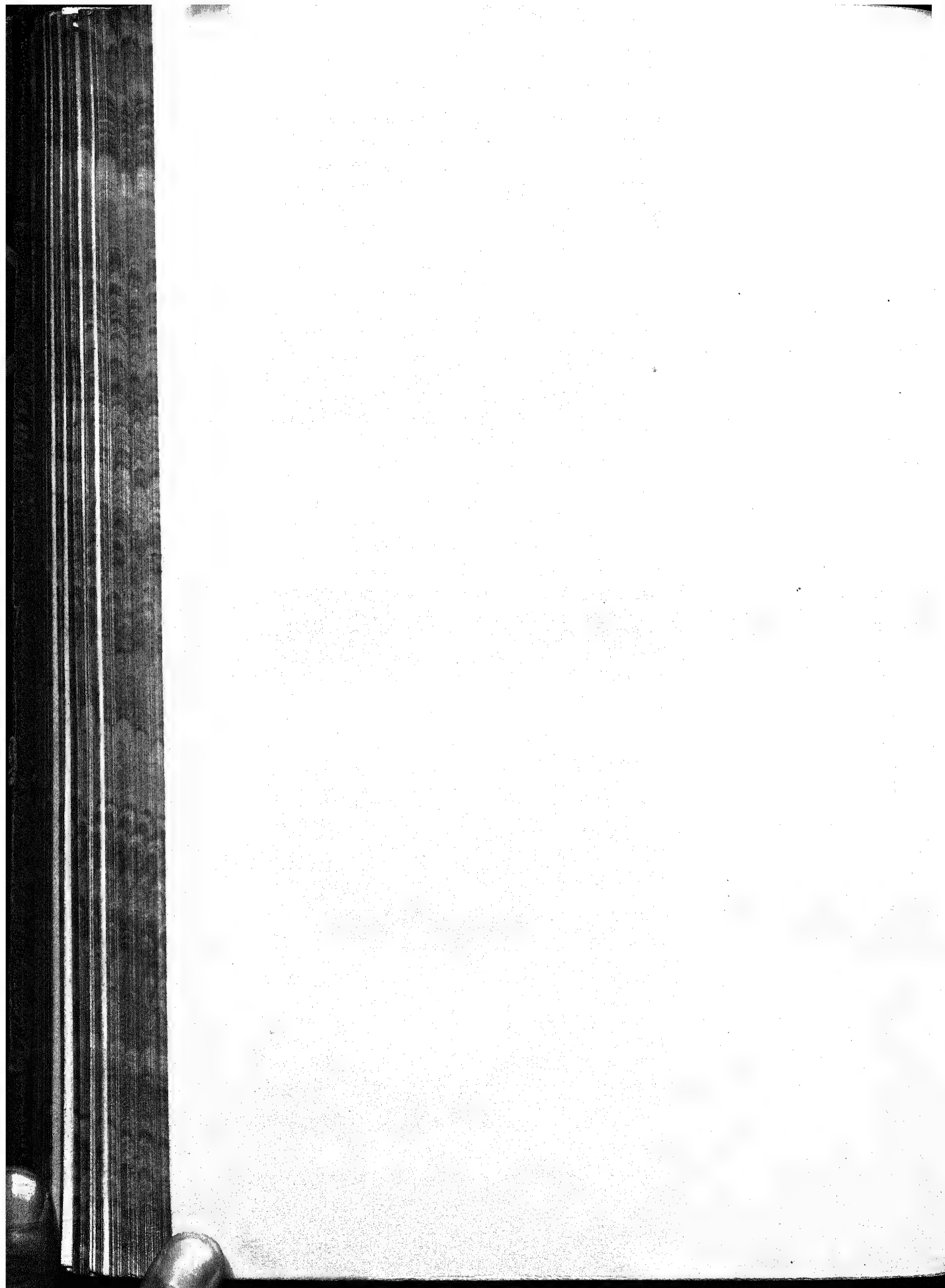
dans la Poméranie prussienne, où elle leva des contributions sans rencontrer aucun obstacle; car la garnison de Stettin, qui était de près de 10,000 hommes, sous les ordres du général Manteuffel, ne pouvait quitter cette place importante pour s'opposer aux progrès des Suédois. Mais enfin, l'armée qui avait été en Prusse arriva sous les ordres du général Lewhald, et avant la fin de décembre, elle força les Suédois d'abandonner tout ce qu'ils avaient pris, excepté le Penamunder et les retranchements d'Anclamer, et de se retirer sous le canon de Stralsund.

Ainsi finit la campagne de 1757, la plus importante de toutes celles que nous offre l'histoire ancienne et moderne, par le nombre des grandes actions, la variété des événements et l'incertitude de son issue.

Nous espérons que l'histoire que nous en avons donnée, et les réflexions que nous avons faites sur les différentes opérations de cette campagne, ne seront pas moins utiles qu'agréables à nos lecteurs.

FIN DU PREMIER VOLUME

(ÉDITION DE PARIS.)



HISTOIRE

DE LA

GUERRE D'ALLEMAGNE.

CAMPAGNE DE 1758.

L'armée autrichienne, après avoir occupé de très-mauvais quartiers dans les cercles de Konigsgratz et de Schrudin, en sortit le 29 avril; des maladies contagieuses y avaient fait périr beaucoup de monde. Elle alla camper aux environs de Grossskalitz et Kleinskalitz. Cette position convenait à l'incertitude où on était sur les desseins du roi de Prusse, qui menaçait tout également. D'ailleurs, des étangs qui en couvraient le front suffisaient pour la rendre respectable; les hauteurs étaient occupées, et même on s'était écarté pour cela de la routine ordinaire de lier tous les régiments ensemble. Le duc d'Aremberg était à Nachod avec la réserve; il entra bientôt en ligne. Il faisait face aux montagnes, dont le passage par lui-même était déjà assez difficile; enfin, l'entrée de la Bohême, du côté de la Silésie, était aussi bien défendue qu'elle l'était du côté de la Saxe, par un corps assez considérable qui s'opposait au prince Henri.

Ce fut dans le camp de Skalitz qu'on sépara de leurs corps tous les grenadiers de l'armée; dès ce moment, ils ne formè-

rent plus qu'un corps à part, qui fut commandé, pendant toute la campagne, par le lieutenant-général comte de Lascey.

La Moravie, n'étant couverte que par un assez petit corps commandé par le général Deville, n'était pas, comme la Bohême, à l'abri d'une invasion de la part de l'ennemi: aussi le roi de Prusse y pénétra aisément; et dès que maréchal Daun en fut instruit, il donna ordre à son armée de se mettre en marche.

Cette armée partit de Skalitz le 3 mai; elle alla camper à Vodicrad, entre Solonitz et Pezepisch, le 4 à Chotzen, et le 5 à Leutomischel. Ce dernier camp est excellent; les Autrichiens pouvaient y attendre en sûreté le résultat des projets du roi de Prusse. Ce prince, après une marche de onze jours, se détermina à entreprendre le siège d'Olmutz; il avait fait venir de la grosse artillerie de Neiss et de Schweidnitz, qu'il avait repris pendant l'hiver.

M. Deville était chargé d'empêcher les courses des troupes légères qui allaient jusqu'aux portes de Brünn, et qui auraient été jusqu'à celles de Vienne, si on n'y eût pris garde. Il se battit près de Vischau, et y

eut quelque avantage sur le prince Frédéric de Wurtemberg. Le général-major Saint-Ignon fit, dans ce combat, une charge bien courageuse, et qui lui fit beaucoup d'honneur.

Le 23, les Autrichiens passèrent les montagnes, et marchèrent de Leutomischel à Zwittau. Le 24, ils allèrent prendre la position de Gevies ; la droite fut appuyée à Gevies, Biscopitz était à peu près au centre. Les grenadiers, placés sur une hauteur en avant, et la réserve, qui était à Oppotowitz, fermaient le vallon où l'armée était campée. Le roi de Prusse, campé en partie à Littau et en partie à Olmutz, avait déjà commencé le siège de cette place ; c'était M. de Marschal qui la défendait. M. de Harsch avait une petite armée à Allcheilige, dont l'objet était d'incommoder le roi pour ses vivres ; mais le général prussien, qui commandait à Littau, rendit cette position inutile : M. de Laudon était à Konitz, et il avait des postes de communication avec l'armée.

Le maréchal Daun partit en secret de Gevies, le 15 juin, et se porta à Prodiwanow. Cette marche se fit dans des bois et des défilés où un petit nombre de troupes aurait pu arrêter une armée très-nombreuse ; elle était d'autant plus hardie, qu'elle se fit presque en présence des Prussiens, qui étaient à Prosnitz. On coucha au bivouac. Le 16, avec les mêmes difficultés et les mêmes dangers, l'armée marcha de Prodiwanow à Evanovitz. M. le maréchal Daun, qui la précéda avec les grenadiers, vit avec plaisir la fin d'une marche dont il connut tous les dangers ; son quartier-maître-général, le comte de Lascy, ne l'y avait engagé, sans doute, qu'après avoir fait la réflexion que le roi, connaissant la prudence du maréchal, ne le croirait jamais assez hardi pour l'entreprendre. C'est ainsi, dit M. le prince de Ligne, que la témérité est souvent de la prudence. Dans le temps que cette marche s'exécutait, les dragons de Barcith, surpris à Filternitz par les chevaux légers

autrichiens de Lowenstein, perdaient leurs timballes, leurs tentes, leurs bagages, je dirai presque (ajoute le même officier-général) leur réputation.

M. le maréchal Daun établit son quartier-général à Evanovitz ; il appuya sa gauche à une hauteur qui était défendue par une vieilleasure et plusieurs précipices. La droite était un peu en l'air ; on y construisit une redoute qui la mit en sûreté, et le front était couvert de marais et de ravins presque inaccessibles. Le village de Predlitz était garni de piquets, et il y avait des postes de hussards esclavons dans toute l'étendue du grand chemin de Brünn à Olmutz.

Le 20, le général-major Bucow, détaché de l'armée autrichienne avec 1,000 hommes de troupes d'élite, entra dans Olmutz, sans tirer un seul coup de fusil.

L'armée était à Evanovitz dans la position qu'on a désignée lorsque M. le comte de Montazet la joignit : ce fut le 21 juin. En passant à Vienne, il avait été présenté à l'impératrice, et il avait reçu de cette princesse un accueil très-favorable. Arrivé à sa destination, il se hâta de prendre toutes les connaissances qui lui étaient nécessaires pour bien informer sa cour des projets du maréchal Daun et de l'exécution de ces projets. Cet officier-général avait l'esprit juste, il était doué d'une grande intelligence, il avait beaucoup d'activité. On ne prononce point ici sur ses talents militaires, ce n'est que par la lecture de ses mémoires qu'on pourra s'en former une idée véritable.

M. le comte de Montazet ne tarda pas à s'apercevoir que le siège d'Olmutz avait été conduit avec beaucoup de lenteur, et que le roi de Prusse n'était pas fort habile dans cette partie de l'art de la guerre. En effet, depuis le 27 du mois de mai que la tranchée avait été ouverte, les Prussiens n'étaient, le 22 juin, qu'à cinquante toises du pied du glais du chemin couvert.

Après que le maréchal Daun et M. de Montazet se furent entretenus sur les opé-

rations ultérieures de la campagne, le maréchal dit à l'officier-général français qu'il était décidé à attaquer le roi de Prusse dès que Olmutz serait réduit à l'extrémité, parce qu'il regardait comme une chose honteuse de laisser prendre cette place sans combattre. M. de Montazet ne put s'empêcher de lui représenter qu'il y aurait du danger à attaquer le roi de Prusse dans la position avantageuse qu'il occupait, et dans celle qu'il pourrait prendre si on voulait le tourner. Il ajouta que, quoique bien des gens imaginassent que le roi présenterait lui-même la bataille aux Autrichiens, ce qui ne lui paraissait pourtant pas vraisemblable, le général ferait, à son gré, une grande faute d'abandonner sa position sans des raisons particulières. A la vérité, cette position était extrêmement resserrée ; mais le pays était si abondant en fourrages, que l'armée devait en trouver encore pour deux mois dans le terrain qu'elle occupait.

Le roi de Prusse ne retirait pas de sa position tous les avantages qu'elle lui offrait ; il était trop indifférent à ce qui se passait sur la droite de Lamarek. Le malheur arrivé au régiment de Bareith, qui n'avait pas été soutenu ; le secours entré dans Olmutz sans aucune difficulté ; ces deux événements en étaient une preuve évidente.

Ce prince avait retiré la plus grande partie des postes qui étaient sur la haute Marck, et il avait fait des dispositions pour tirer de Neiss un convoi considérable. Tout concourait d'ailleurs à faire croire qu'il persistait dans le dessein de continuer le siège d'Olmutz, et qu'il avait l'espérance d'en venir à son honneur ; mais le général Marschal défendait cette place avec beaucoup d'habileté et de courage.

Les choses étaient dans cette situation, lorsque M. le comte de Montazet ne put s'empêcher de dire son avis sur les différents partis que M. le maréchal Daun avait à prendre, et il en fit part à M. l'abbé de Bernis.

Le premier était d'aller attaquer le roi de Prusse ; mais celui-là, comme on vient de le dire, lui paraissait très-dangereux.

Le second, de laisser prendre la ville d'Olmutz sans combattre, et de ne chercher qu'à rendre l'opération du roi de Prusse difficile et meurtrière. Cependant il eût été humiliant pour le maréchal Daun de laisser prendre ainsi cette place en sa présence, et ce succès du roi aurait pu confirmer le bruit qui s'était répandu dans toute l'Europe, que l'armée de l'impératrice avait été détruite à la bataille de Lissa, ce qui était absolument dénué de vérité.

Le maréchal Daun avait alors à peu près 50,000 hommes, sans compter le corps qu'il avait laissé vers Plin, aux ordres de M. Buckau, commandé précédemment par M. de Harsch, et composé en partie de troupes légères. Ce corps était au moins de 14,000 hommes, sans compter d'autres petits corps séparés, aux ordres de MM. de Janus, Laudon et Saint-Ignon, qui occupaient le pays situé au delà de Lamarek, et qui étaient placés pour inquiéter la communication du roi de Prusse avec la Silésie.

Les deux armées, opposées l'une à l'autre près d'Olmutz, pouvaient se mesurer quant au nombre, car celle du roi de Prusse n'était pas de plus de 50 ou 55,000 hommes. Mais, outre l'avantage de sa position, elle avait sur les Autrichiens celui d'être composée de troupes manœuvrières : le maréchal Daun ne pouvait donc se déterminer à l'attaquer sans courir de grands dangers.

M. de Montazet pensait que le parti le plus convenable que le maréchal Daun avait à prendre, était de s'approcher du roi de Prusse le plus près possible, au lieu d'en rester éloigné de 3 lieues comme il l'était, et de le tenir bloqué et continuellement en échec. Il pensait encore qu'il fallait prendre une position près de Lamarek, afin de jeter beaucoup de ponts sur cette rivière ; et, après s'être fortifié dans le camp par de bonnes redoutes et des batteries, faire pas-

ser la rivière à un corps de 10 ou 12,000 hommes : 1° pour intercepter entièrement la communication du roi de Prusse avec la Silésie ; 2° pour se rendre maître absolu de la rive droite de Lomark ; 3° pour rafraîchir la garnison d'Olmütz toutes les fois qu'elle en aurait besoin. Par ce moyen, M. Daun aurait pu, sans se compromettre, se battre tous les jours en détail dans cette place et sur le terrain par lequel le roi de Prusse communiquait avec la Silésie ; que si ce prince, après trois semaines ou un mois, s'obstinait à vouloir prendre la ville, en supposant qu'elle fût aux abois, alors M. Daun passerait Lomark pour aller défendre la brèche avec toutes ses forces ; ce qui, selon M. de Montazet, ne pouvait manquer d'être suivi d'un heureux succès.

Telles étaient les réflexions qu'il adressait à M. l'abbé de Bernis. Cependant il marquait à ce ministre qu'il craignait qu'Olmütz ne fût pris, et qu'ensuite le roi de Prusse ne vint donner une bataille qu'on pouvait bien perdre, attendu que le pays était difficile, susceptible de chicanes, de manœuvres, de tours d'adresse ; que les Autrichiens ne connaissaient que la force et la valeur ; qu'ils n'étaient pas manœuvriers, et que, par conséquent, l'ennemi avait un grand avantage sur eux.

L'armée autrichienne fit, le 27, un mouvement ; elle alla asseoir son camp à Dobromielitz. L'intention du maréchal, en se rapprochant ainsi de l'ennemi, était de lui donner de l'ombrage, et de l'empêcher d'envoyer du secours au convoi qui devait lui arriver vers le 30, et que le général autrichien devait faire attaquer de plusieurs côtés. Ce convoi une fois enlevé, il était à présumer que le roi de Prusse aurait bien de la peine à finir le siège d'Olmütz, et que forcé de le lever, il chercherait à combattre l'armée autrichienne, en quelque endroit qu'elle fût postée. Le maréchal Daun et M. de Montazet, qui ne formaient aucun doute à cet égard, sortirent du camp, le 29, pour

aller reconnaître les environs de Prosnitz et la droite des ennemis. Le 30, à 9 heures du soir, l'armée se mit secrètement en marche, passa Lomark, et arriva le lendemain à 8 heures du matin à 3 lieues d'Olmütz ; elle fit halte pendant 4 heures, continua sa marche, et campa le 2 juillet à Gros-Teinitz, qui n'est qu'à une lieue de la place. Cette nouvelle position convenait aux projets de M. le maréchal Daun, qui était absolument décidé à sauver Olmütz par une bataille ou par des manœuvres. Il préféra le second parti, vu les positions avantageuses que le roi aurait pu prendre pour combattre et pour soutenir son entreprise. Le général autrichien manœuvra pendant plusieurs jours pour persuader au roi qu'il était dans l'intention de l'attaquer, et, pendant ce temps, il n'était occupé que des moyens de faire une marche forcée, et du projet de faire attaquer le convoi dont on a déjà parlé.

Tout réussit selon ses désirs ; le convoi fut détruit aux environs de Bautsch sur les frontières de la Silésie. On prit 2,000 chariots chargés de munitions de guerre et de bouche, et la caisse militaire ; on enleva 12 pièces de canon, on fit 2,000 prisonniers, parmi lesquels il y avait près de 30 officiers, un officier-général et 2 bataillons de grenadiers de 8 à 900 hommes chacun. Il y eut encore plus de 2,000 hommes tués et laissés sur les différents champs de bataille ; car ce convoi fut attaqué par 2 corps séparés, l'un aux ordres du général Laudon, et l'autre commandé par le général Seichowitz.

La perte de ce convoi mit le roi de Prusse dans l'impossibilité de continuer le siège d'Olmütz : le jour même que l'armée autrichienne arriva à Gros-Teinitz, le 2 juillet, il décampa, et abandonna beaucoup de mortiers et de canons, après en avoir fait enterrer un grand nombre. M. le maréchal Daun le fit suivre, pour rendre sa retraite aussi difficile que son entreprise avait été audacieuse, mal combinée et mal conduite.

Ce prince se retira par Konitz, Trinau et

Kwitau ; sa marche fut retardée d'un jour par M. de Lascey qui attaqua son arrière-garde. M. le maréchal Daun marcha aussi avec toute l'armée par Drahanowitz, Konitz, Gewitz, Brisau et Poliezka, il arriva, le 11, à Sebrönitz, hameau situé entre Leutomischel et Politschka. Le roi partit le même jour de Leutomischel ; son intention était d'aller à Hohemant et à Holitsch, MM. de Laudon, Saint-Ignon et Schichowitz côtoyèrent son flanc droit vers Chotzen et Kosteletz, et le général Laudon lui disputa des passages très-difficiles, ce qui l'empêcha de se jeter vers Glatz. D'un autre côté, un corps de 10,000 hommes, aux ordres de M. de Boucok, occupait le poste de Pardubitz : tout cela rendait la position du roi très-désavantageuse ; on ignorait le parti qu'il allait prendre, ses subsistances n'étaient pas abondantes, et il faisait piller tous les lieux par où il passait.

Il y eut, le 13, entre une colonne de son armée et les colonnes détachées de MM. de Laudon, Saint-Ignon et Schichowitz, un combat assez opiniâtre qui dura près de 3 heures ; l'avantage se déclara du côté de l'armée autrichienne. M. de Saint-Ignon fit 60 prisonniers, il prit un étendard et battit 4 régiments de cavalerie prussienne. Il avait trop peu de troupes sous ses ordres pour pousser ses avantages plus loin, l'ennemi marcha à lui avec des forces supérieures et de l'artillerie.

Le maréchal Daun, voulant profiter de ces avantages, quitta, le 14, le camp qu'il occupait à Sebrönitz et se porta à Hohemant ; il y demeura tout le jour, parce que son armée avait besoin de repos. Le lendemain, il disposa sa marche vers Königsgratz, où il présumait que le roi de Prusse avait pris poste ; il s'y porta avec d'autant plus de célérité, que ce point, qui est la tête de la vallée de Trautenau, est un des meilleurs débouchés pour entrer en Silésie.

Le général autrichien occupa successivement les camps d'Hohemant et celui de

Hrochowleinetsih, et, le 20, il alla camper à Dobrozenitz, d'où il pouvait observer le roi de Prusse. Jamais ce prince n'avait été aussi embarrassé qu'il était alors ; il ne fallait, pour en juger, que bien peser les deux choses extraordinaires qu'il avait tentées au commencement de la campagne : faire passer le Rhin aux Hanovriens, en présence d'une armée plus nombreuse, et la leur faire attaquer ; mettre en même temps le siège devant Olmutz, avec une armée inférieure à celle des Autrichiens, et avec une communication de 30 lieues à garder ; c'était là deux entreprises extraordinaires, imprudentes même, qui ne pouvaient être suggérées que par la nécessité où était le roi de faire des efforts pour éblouir ses alliés, et les engager à lui donner des secours pour continuer la guerre. A la vérité, une de ces entreprises avait réussi comme une espèce de miracle ; mais à quoi servait aux Hanovriens d'avoir combattu les Français avec avantage sur le bas Rhin, dès que ceux-ci étaient encore en état de leur tenir tête ? Et comme M. le prince de Soubise allait rentrer dans leur pays, il fallait nécessairement qu'ils allassent le défendre. Cependant, le roi de Prusse avait rempli un objet capital en empêchant M. le prince de Soubise de marcher en Bohême ; car, à quelle extrémité n'aurait-il pas été réduit, si les 30,000 hommes que commandait ce général eussent joint l'armée de l'impératrice, et surtout si les Suédois et les Russes se fussent déterminés à agir décisivement et avec vigueur.

A toutes ces réflexions que faisait dans le temps M. le comte de Montazet, il en ajoutait encore d'autres. Selon lui, si jamais la gloire du roi de Prusse se trouva dans le cas d'être ternie par des conjectures désavantageuses à ses talents militaires et à sa gloire, ce fut sans doute dans ce moment ; il était dans la situation la plus critique, ses alliés et l'Europe entière n'avaient jamais été plus éclairés sur ses moyens et sur ses ressources, il ne pouvait que très-difficilement jus-

tifier l'entreprise du siège d'Olmütz. Quel motif lui avait fait tenter une opération trop au-dessus de ses forces ? Il est évident que par là, il avait voulu éblouir ses alliés, et les engager à faire tous leurs efforts pour suppléer à sa faiblesse. Que pouvait penser l'Angleterre sur le compte d'un prince qui, après avoir affiché la plus grande supériorité et annoncé la guerre la plus offensive, avait passé, sans avoir essuyé d'échec, à la défensive la moins équivoque ?

En effet, l'armée que le roi de Prusse avait en présence des Autrichiens, ne montait pas à plus de 40 à 45,000 hommes, celle qu'il avait fait passer en Silésie, sous les ordres du prince Henri, n'était pas de plus de 20 à 24,000 hommes, et le surplus, qui était à peu près de 12 à 15,000, tenait les Suédois en respect. A l'égard des places, elles étaient réduites aux plus minces garnisons, et il n'était guère possible de supposer qu'on pût encore en tirer des troupes ; mais le roi n'était pas obligé de les renforcer, et c'est un des avantages qu'on pouvait lui supposer. Il allait tenir la campagne avec ces 3 armées, qui pouvaient monter à 80,000 hommes, mais on était en état de lui opposer : 1^o l'armée de M. le maréchal Daun, presque aussi forte elle seule que les 3 armées de ce prince ; 2^o l'armée de l'empire et le corps de M. de Serbelloni, faisant ensemble 40 à 45,000 hommes ; 3^o en ne comptant que sur 40 à 50,000 Russes et sur 20,000 Suédois, il était évident que les forces de l'empire réunies excédaient de plus de 100,000 hommes les forces du roi de Prusse.

Mais quel était le meilleur moyen pour employer avec succès des forces aussi formidables ? Cette matière importante est traitée dans un mémoire que M. de Montazet adressa, à cette époque, à M. le prince de Kaunitz, qui le lui avait demandé ; il disait dans ce mémoire, que si l'on voulait finir la guerre dans le cours de la campagne, et obliger l'ennemi à demander la paix à des

conditions avantageuses pour les alliés, il fallait que les 4 corps de troupes dont on vient de parler, et qui composaient alors les forces agissantes de l'alliance en Allemagne, s'arrangeassent pour opérer des deux côtés, sans pourtant se réunir, l'armée impériale, le corps de Serbelloni et les Suédois se prêtant, quoique de loin, un mutuel secours, ce qui ne leur était pas difficile ; c'est-à-dire, que si les Suédois avançaient dans l'électorat de Brandebourg, et que l'ennemi voulut s'y porter en force, l'armée de l'empire et le corps de Serbelloni devraient déboucher sur Pirna, et faire le siège de Torgau ou de Dresde. Que dans le cas où l'ennemi arrêterait les opérations des troupes suédoises, celle-ci prendraient une situation défensive, et qu'ainsi elles l'obligeraient à les attaquer dans une position avantageuse, ou qu'elles le fixeraient devant elles, ce qui devait faciliter les opérations de l'Elbe.

Si, au contraire, l'ennemi s'opiniât à vouloir protéger Dresde et Torgau, c'était aux Suédois à faire dans le Brandebourg les opérations qu'ils croiraient les plus utiles à la cause commune. Pendant ce temps, l'armée impériale devait menacer la Saxe, sans agir, afin de ne rien risquer de son côté, et de protéger par cette diversion les opérations des Suédois. Telle était, selon M. de Montazet, la conduite que devait tenir l'armée impériale, les troupes suédoises et le corps de Serbelloni.

Quant au reste des forces de l'alliance, qui consistaient dans l'armée du maréchal Daun et celle des Moscovites, il pensait qu'elles devaient avoir pour objet la Silésie, et qu'elles devaient faire de ce pays le théâtre de la guerre ; mais que, pour rendre ces 2 armées également redoutables, il faudrait donner un corps considérable de cavalerie à l'armée russe, ce que l'impératrice pouvait faire sans inconvénient. Les forces de l'alliance agissant ainsi séparément, l'ennemi était obligé de diviser les siennes, à

moins qu'il ne se déterminât à abandonner tout à fait l'Elbe, et, dans ce cas, l'armée de l'empire pouvait facilement s'emparer du camp de Pirna, de Dresde et de Torgau, l'artillerie de Königstein pouvant même servir à faire ces deux petits sièges.

Si l'ennemi prenait ce parti, il ne pouvait se dispenser de laisser au moins 15,000 hommes vis-à-vis des Suédois, pour les empêcher d'arriver à Berlin; par conséquent, le roi de Prusse serait réduit à n'en avoir tout au plus avec lui que 65,000, et de s'opposer avec ce petit nombre aux efforts de l'armée du maréchal Daun et de celles des Russes, dont l'ensemble devait monter au moins à 120,000 hommes.

Les choses étant dans l'état où les supposait M. de Montazet, que pouvait faire le roi de Prusse? Réunissait-il toutes ses troupes en un même corps, ou les divisait-il? Dans le premier cas, où pouvait-on présumer qu'il les placerait? Était-ce au centre de la Silésie, dans l'intention de pouvoir être partout? Était-ce sur le bas Oder, pour couvrir son propre pays? Était-ce enfin, entre Glatz et Neiss, pour empêcher l'armée du maréchal Daun d'entrer par ce passage en Silésie? Dans cette dernière supposition, l'armée des Russes avait toute liberté d'agir sans rien risquer, et celle du maréchal Daun, sans chercher à attaquer l'ennemi, l'aurait contenu en occupant seulement des positions de défensive; toutefois, le général autrichien faisant agir vigoureusement sur les derrières du roi de Prusse et sur ses flancs, la grande quantité de troupes légères qu'il avait à ses ordres, en le harcelant, obligerait ce prince à lui livrer bataille dans une position avantageuse, à moins qu'il ne se soumit à voir ravager son propre pays, et à voir prendre quelques-unes de ses places sur le bas Oder par l'armée russe.

En supposant que le roi de Prusse ne trouvât pas ce poste avantageux, placerait-il son armée dans le centre de la Silésie, afin de se porter sur celle qui tenterait la

première une opération? Ce projet, qui semblait être le plus propre aux circonstances, était néanmoins susceptible des plus grands inconvénients, puisque par-là le roi se coupait les vivres de tous les côtés, et se mettait dans le cas de voir écraser son pays, de manière à n'en pouvoir plus tirer de secours d'aucune espèce, les Suédois et les Russes ayant alors l'inappréciable avantage de pouvoir se rapprocher au point de manœuvrer de concert, et de ravager ensemble le Brandebourg, après avoir détruit ou chassé le corps que l'ennemi aurait laissé dans cette province.

« Poussons les conjectures plus avant, » disait M. de Montazet : si le roi de Prusse est effrayé des suites que pourrait avoir ce parti, prendra-t-il celui de se porter sur le bas Oder avec toutes ses forces, pour être en état de tenir en respect les troupes suédoises et d'imposer aux Russes, afin de conserver Dresde, Torgau et l'Elbe? Dans ce cas, il faut qu'il abandonne la haute Silésie à l'armée de M. le maréchal Daun, qui ne manquera pas de faire les sièges de Neiss, Brieg et Breslau, en un mot, ceux qu'il jugera les plus convenables aux intérêts de la cause commune; ce sera aux Russes à prendre devant l'ennemi une excellente position de défensive, pour jouir de l'avantage du terrain, et pour n'avoir pas à manœuvrer devant lui, dans le cas où il voudrait risquer une bataille.

« Bien plus encore, continue M. de Montazet, l'ennemi ne prenant aucun de ces trois partis, préférant, au contraire, de diviser ses forces, n'aurait-il pas quatre points essentiels à garder : 1° celui qu'occuperait l'armée de M. le maréchal Daun; 2° celui où se porteraient les troupes russes; 3° il faudrait, au moins, un corps de 12 à 15,000 hommes vis-à-vis l'armée suédoise; 4° enfin, pouvait-il se dispenser d'en laisser autant pour garder l'Elbe? »

Il ne restait donc au roi de Prusse, et ce

prince n'avait tout au plus à opposer à l'armée de M. le maréchal Daun, et à celles des Russes, que 50 à 55,000 hommes ; s'il en mettait 30 à 35,000 vis-à-vis la première, en destinant le reste pour l'autre, c'était le moyen le plus sûr pour se faire écraser en détail, et pouvait-on supposer que le roi adopterait un si dangereux système ? On pouvait plutôt présumer que, serré de près par les Suédois, il préférerait d'abandonner l'Elbe, de mettre un corps de 15,000 hommes dans le camp de Pirna, et avec le reste de ses forces de faire face à l'armée russe ou à celle de l'impératrice, sans s'embarasser des Suédois : ce cas arrivant, M. de Montazet explique au ministre de l'impératrice les moyens dont il se servirait pour déconcerter ce projet de l'ennemi. « Avant tout, dit-il, je mettrais Prague dans le meilleur état de défense, pour n'avoir plus aucune inquiétude sur la Bohême ; ensuite je prendrais quelques détachements de cavalerie et d'infanterie du corps que commande M. de Serbelloni, pour remplacer celle que M. le maréchal Daun aurait fait passer à l'armée russe, et quelque position qu'aurait pu prendre l'ennemi, je voudrais que l'armée du maréchal Daun entrât en Silésie par la voie la plus sûre et la plus commode, et c'est sur le haut Oder que je ferais diriger ses pas, afin de séparer de plus loin les forces du roi de Prusse, en supposant qu'il les eût partagées également, c'est-à-dire, qu'il eût mis 30,000 hommes en face des Russes, et 35,000 vis-à-vis l'armée de l'impératrice. » C'était là, selon M. de Montazet, le cas où il fallait que les Russes prissent une position de défensive, pour ne risquer aucun échec. Tel devait être, à son gré, le plan de cette campagne. Les Moscovites occupant par ce moyen 30,000 Prussiens, le roi en avait 35,000 au plus à opposer à l'armée autrichienne qui pouvait être renforcée encore d'une partie du corps de Serbelloni : alors, avec une pareille supériorité, on

pouvait tenter de faire des sièges en Silésie.

Quant aux places que M. de Montazet pensait qu'il fallait assiéger de préférence, il se dispensait de les nommer, ne connaissant pas assez les moyens de l'impératrice ; mais son sentiment était qu'il fallait se saisir du cours de l'Oder, afin d'avoir une communication plus assurée avec les Russes, et, par ce moyen, couper celle que le roi de Prusse avait avec la Pologne, dont il tirait des secours immenses et de toute espèce. Telles étaient les idées de M. de Montazet sur ce qu'on pouvait faire pendant la campagne, en supposant qu'on agirait de concert avec les Russes et les Suédois ; mais ces réflexions portant à faux sur cette intelligence, il était bien difficile de faire une guerre véritablement offensive en Silésie, c'est-à-dire, d'y faire des sièges et de s'y établir pour l'hiver, à moins que l'impératrice n'eût voulu donner des batailles décisives, ce qui, comme on le verra, n'était ni dans la politique de la cour de Vienne, ni dans le caractère du général qui commandait ses armées.

On ne pouvait pas compter d'ailleurs sur de grands succès de la part des Russes et des Suédois, ils n'avaient encore rien fait de remarquable. L'armée de l'impératrice de Russie, pour sortir de la campagne en meilleur état qu'elle n'y était entrée, devait prendre les plus grandes précautions pour ne pas se compromettre, et si chaque allié en eût fait autant de son côté, ce moyen, quoique plus lent, aurait plus sûrement détruit les forces du roi de Prusse. Ce prince, environné de toutes parts et bloqué dans son propre pays, n'en pouvant tirer aucun secours, eût été réduit à ses propres forces ; il lui aurait donc été bien difficile de rétablir son armée, lorsqu'elle aurait été délabrée, ses ancêtres et lui-même ayant eu tant de peine pour la former en temps de paix, après avoir épuisé d'hommes, de chevaux et d'argent, non-seulement ses propres États, mais encore les pays limitrophes.

Après avoir ainsi développé les pensées

de M. le comte de Montazet, dans cette circonstance importante, nous allons continuer de tracer rapidement les mouvements des deux armées.

Le 26, le roi de Prusse occupait Königsgratz, et l'armée du maréchal Daun était à Dobresenitz. Ce général fut instruit par des espions que le roi n'avait mis que 2 bataillons dans les faubourgs de Königsgratz ; il prit la résolution de les faire attaquer la même nuit, ce qui fut exécuté avec le plus grand succès. Le colonel qui commandait ces 2 bataillons, y fut tué avec plusieurs officiers et près de 50 soldats : on prit 3 pièces de canon. L'armée du roi de Prusse, qui se disposait depuis quelques jours à faire sa retraite, s'éloigna de Königsgratz : les Autrichiens ne s'attendaient pas à un départ aussi précipité ; depuis la levée du siège d'Olmütz, l'ennemi semblait ne recevoir la loi que de leurs mouvements.

Le 31, le maréchal Daun occupait les environs de Horzinoves. Le 30, le roi de Prusse avait fait un mouvement en arrière, et s'était porté entre les deux rivières de Aupa et de Métau ; sa droite était à la hauteur de Studnitz, et sa gauche vers Nahorzau. Le maréchal Daun, informé le même jour que l'ennemi devait encore rétrograder, fit un mouvement par sa gauche, et campa, la droite en avant de Troitin, la gauche adossée à des hauteurs près de Rothenoss, le corps des grenadiers en avant de la gauche au-dessous de la ville de Jaromitz. Il résolut d'observer et de suivre le roi pas à pas. La nature du pays ne permettait pas qu'on en vint aux mains de part et d'autre ; le maréchal s'en tint à faire harceler l'ennemi par ses troupes légères, et à cheminer comme lui et vis-à-vis de lui. Le roi, qui, la campagne précédente, cherchait les affaires, ne pensait alors qu'à les éviter et qu'à défendre ses États et ses conquêtes : par une marche rétrograde, il avait entièrement évacué la Bohême et regagné son pays. On entrevoyait cependant dans sa conduite l'in-

tention de se débarrasser du général autrichien, pour aller attaquer l'armée russe, qu'on présumait devoir se porter à Francfort sur l'Oder. Alors le maréchal Daun forma le projet de marcher droit en Lusace.

Le 9 août, il mit son avant-garde en mouvement, et, le 10, l'armée quitta le camp d'Horzinoves. Elle forma deux divisions, passa par Horzitz, Gitschen, Turnau et Richenberg ; et, après plusieurs marches fatigantes, elle campa, le 17, à Zittau, sur le chemin de la Lusace. Ce poste était précisément celui que les Autrichiens avaient occupé l'année précédente, et dans lequel le roi de Prusse n'avait pas osé les attaquer. Le maréchal n'y resta que le temps nécessaire pour faire reposer son armée, ensuite il continua sa marche, et il arriva, le 20, à Gorlitz. Par là, il se rendit maître de la rive gauche de la Neiss. On ne s'attendait guère que le roi de Prusse laisserait prendre aussi tranquillement un poste qui le séparait tout à fait de l'armée du prince, son frère, et qui donnait aux Autrichiens la facilité d'agir sur l'Elbe avec succès.

Rien n'était plus facile que d'empêcher le roi de Prusse d'entrer en Lusace par ce côté. Il y a plusieurs positions avantageuses depuis Zittau jusque vers Nothembourg, où commencent des forêts immenses qui longent la rivière de Neiss, et qui continuent jusque vers Muska, en basse Lusace. Si, pour y entrer, ce prince eût voulu se jeter plus bas, et tourner les Autrichiens par le confluent de la Neiss, la Sprée, l'Elster et l'Elbe, il leur aurait donné le temps de prendre des positions sur ces rivières, et de l'arrêter dans sa marche.

Les opérations que le maréchal Daun pouvait entreprendre sur l'Elbe, étaient les sièges de Dresde et de Torgau, et même il était nécessaire pour cela qu'il fût aidé par l'armée russe ou par celle de France. Le succès de ce qu'on pouvait projeter, dépendait uniquement de la parfaite intelligence qui devait régner entre les différents alliés

de l'empire, et cette combinaison, qui était le projet favori ou la chimère du prince de Kaunitz, devenait le mobile de toutes les opérations. La supériorité des forces était du côté de l'empire, celle de l'ennemi consistait dans son expérience et dans le grand art qu'il avait de faire la guerre. Mais, dit M. de Montazet : « l'Europe ne fut jamais » abusée sur les moyens que ce prince employa pour tirer parti de tout, et le bonheur présida souvent à des opérations qui devaient le couvrir d'humiliation et de honte. »

Cet officier-général français avait prévu que l'intention du roi était de se porter du côté des Russes, de les attaquer et d'éblouir l'Europe par quelque coup hardi ; il semble cependant que son véritable intérêt demandait qu'il s'opposât plutôt à l'entrée des Autrichiens en Lusace. Quoiqu'il en soit, ce prince partit avec 14 bataillons et 38 escadrons, qui formaient environ 15,000 hommes, pour aller se joindre à M. Dohna, qui, avec près de 24,000 hommes, faisait face à l'armée russe. Le reste des forces du roi était dispersé en Silésie, et celles de ses troupes légères qui touchaient de plus près aux Autrichiens, étaient à Lowenberg.

Le prince Henri, qui protégeait Dresde et Torgau, n'avait tout au plus que 20 à 22,000 hommes à ses ordres. L'armée autrichienne, qui pouvait agir sur l'Elbe avec avantage, était au moins de 40,000 hommes : elle campait, le 25, à Gorkitz.

Le maréchal Daun, sentant l'importance extrême de faire les sièges de Dresde et de Torgau, envoya à la cour de Vienne, par un officier, le plan de ses opérations : ce plan fut accepté. Le maréchal Daun devait laisser auprès de Gorkitz, dans le camp de Schonberg, qui est une espèce de citadelle, un corps de 16 à 18,000 hommes, pour contenir tout ce qui pourrait venir de la Silésie, avec ordre de se retirer derrière Zittau, si l'ennemi venait avec des forces supérieures pour tourner et bloquer ce corps dans son

poste. Ensuite le maréchal devait marcher, avec le gros de l'armée, pour se porter vers Meissen, à 4 lieues au-dessous de Dresde. Il pensait que ce mouvement obligerait le prince Henri de quitter la position qu'il occupait, et d'où l'armée de l'empire n'avait pu parvenir jusqu'alors à le déposter. On marchait droit par ce moyen à la communication qu'il avait avec son pays ; il fallait ou qu'il se retirât vers Torgau, ou qu'il se jetât dans Dresde avec son infanterie, pour s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, à moins qu'on ne présumât qu'en s'éloignant de Dresde, il y laisserait une forte garnison.

Mais pour entreprendre des sièges, il fallait de l'artillerie, et le maréchal n'en avait pas. Il fut obligé d'envoyer un courrier à Varsovie, pour prier le roi de Pologne de lui permettre de se servir de celle qui était à Konigstein. Cette circonstance prouve, dit M. de Montazet, combien un général d'armée doit avoir de ressources toujours prêtes à mettre en usage, si l'ennemi déconcerte ses projets. Cependant, selon M. de Montazet lui-même, la situation du roi de Prusse était embarrassante ; car, outre l'armée autrichienne qui occupait le poste dont nous venons de parler, il y avait encore 12,000 Autrichiens dans la haute Silésie, qui l'obligeaient nécessairement à tenir ses places garnies, et à y observer les mouvements de ce corps. Il y avait encore 15 à 16,000 Autrichiens vers Trautenau et Konigsgratz, qui obligeaient l'ennemi à tenir des troupes vers Landshut et Schweidnitz, pour empêcher que les Autrichiens n'entrasent en Silésie de ce côté. Indépendamment de ces deux corps, les Russes inquiétaient aussi beaucoup le roi de Prusse. C'était dans l'espérance de les battre, qu'il avait marché vers eux : ils auraient pu éviter d'être attaqués, en restant derrière la basse Wartha, où ils étaient, et où ils bombardaient Custrin. De son côté, le général Laudon, toujours entreprenant, se rendit maître de Peitz ; ce poste était une vedette assez près

de Berlin, puisqu'il n'en est éloigné que de 7 lieues.

L'armée autrichienne s'avança jusqu'à Königsbruck, et elle y campa le 31. Le lendemain, 1^{er} septembre, elle devait aller à Radeburg, éloigné de Messen et de Dresde de 2 petites lieues. Elle y marcha en effet ; et ensuite, en s'éloignant de Dresde, elle se porta sur Radeburg, et campa à Stolpen. Le prince Henri n'avait encore fait aucun mouvement, quand on apprit au maréchal Daun qu'il y avait eu un combat entre les Moscovites et le roi de Prusse en personne. Ce combat, dont on ignorait encore les particularités, avait été donné le 25 août, et il était vraisemblable qu'il s'était terminé à l'avantage du roi de Prusse, puisque le prince Henri avait fait faire à Dresde des réjouissances. Ce fut par M. de Laudon qu'on en sut la première nouvelle. Ce général avait envoyé un espion à Custrin ; mais cet espion ne put pénétrer que jusqu'à Francfort. Il rapporta que le roi de Prusse avait passé l'Oder le 24 ; que le 25, à 5 heures du matin, il avait attaqué l'armée russe, et qu'il avait mis le feu à un village qu'elle occupait. Il ajoutait que l'action avait été vive ; qu'elle avait duré jusqu'à 9 heures, et qu'ensuite les Moscovites s'étaient retirés. L'espion assurait aussi que le lendemain 26, les Russes avaient attaqué le roi de Prusse à la pointe du jour ; que l'action avait duré jusqu'à 4 heures du soir ; qu'elle avait été sanglante, et que des officiers prussiens, qui avaient été blessés à cette bataille, et qui étaient à Francfort, avaient dit que 14,000 des leurs étaient restés sur le champ de bataille ; qu'ils étaient sûrs que les Moscovites en avaient bien perdu autant de leur côté ; qu'après la bataille, ils avaient repris leur ancien camp, et que, le 27, ils avaient recommencé à tirer sur Custrin.

On a dit que le maréchal Daun était campé à Stolpen lorsqu'il apprit cette nouvelle. Il avait formé le projet d'attaquer incessam-

ment le prince Henri ; mais M. de Laudon l'avait informé en même temps que le roi de Prusse revenait sur ses pas, ce qui déterminait le maréchal à rassembler chez lui, le 10 septembre, les principaux officiers-généraux de son armée. Il envoya aussi chercher M. de Montazet. Celui-ci se rendit chez le général ; il y trouva le comte Odonel, général de cavalerie, le baron de Nottlosky, intendant de l'armée, M. de Lascey, quartier-maitre-général, et M. Ehpringer, général russe, envoyé par sa cour à l'armée de l'impératrice.

Le maréchal Daun, après avoir fait passer tous ces officiers-généraux dans son cabinet, adressa la parole à M. de Montazet. « Je » me trouve, lui dit-il, monsieur, dans un » moment critique ; je suis bien aise de vous » en faire part. Mon projet était, comme vous » savez, de passer l'Elbe demain à la pointe » du jour, entre Pirna et Dresde, au-dessous » de l'embouchure de la rivière de Lock- » witz, dans l'intention de prendre en dos » M. le prince Henri, qui campe, la droite » à Maxen et la gauche vers Gahinig, tandis » que M. le prince des Deux-Ponts l'attaque- » rait en tête, et que le corps de M. Hadek » se porterait sur son flanc droit. Le projet » m'a d'abord paru excellent : c'est en con- » séquence que tout est disposé pour jeter » des ponts cette nuit, et pour faire marcher » l'armée aujourd'hui, à 3 heures après midi, » afin qu'elle puisse déboucher de l'autre » côté de l'Elbe, même pendant la nuit, et » que demain, à la pointe du jour, nous » puissions attaquer le prince Henri tous » ensemble et par 3 côtés différents. Mais » je reçois dans l'instant des nouvelles du » général Laudon, qui me mande que l'ar- » mée, ou du moins un corps très-con- » sidérable de l'armée du roi de Prusse, » est à Dobritz ; sans doute que c'est pour » passer l'Elbe tout de suite à Dresde, moyen- » nant quoi je dois m'attendre d'avoir de- » main le roi de Prusse sur mon flanc droit, » et alors mon opération devient si diffi-

» cile, que je me trouve fort embarrassé. »

Le maréchal Daun dit ensuite qu'il fallait qu'il prit promptement son parti, puisque le mouvement était arrangé et combiné pour le soir même avec le prince des Deux-Ponts. M. de Montazet lui demanda s'il l'avait fait venir pour lui communiquer l'embarras où il se trouvait, ou si, au contraire, c'était pour lui demander son sentiment, et ce qu'il pensait qu'on pouvait faire dans la situation présente. M. Daun lui répondit : « Je » vous ai envoyé prier de venir chez moi » pour avoir votre avis ; nous n'avons même » pas beaucoup de temps à perdre, puisque » l'armée doit marcher dans 2 heures d'ici, » si le projet proposé doit avoir son exécution. »

M. de Montazet ne put s'empêcher de témoigner la surprise où il était de ce qu'on avait recours si précipitamment à son avis ; mais le maréchal lui répondit : « Voilà quel » est mon projet, voici les nouvelles que me » donne M. de Laudon ; que feriez-vous à » ma place ? »

Des instances ainsi réitérées obligèrent M. de Montazet de dire au maréchal, qu'étant environné d'officiers qui avaient combiné le projet, et qui, sans doute, y avaient réfléchi depuis plusieurs jours, il le priait de vouloir ordonner à M. Odonel, en qui il avait le plus de confiance, de parler le premier, afin que son opinion pût l'éclairer. Alors le maréchal, adressant la parole à cet officier : « Eh bien, M. Odonel, dites-nous, je vous prie, quel est votre avis ? »

Celui-ci, après quelques cérémonies, dans lesquelles il s'excusa de parler le premier, finit enfin par dire que, étant persuadé que le roi de Prusse serait à Dresde le même jour, il pensait qu'il y aurait trop à risquer si l'on tentait cette entreprise, puisque ce prince pourrait prendre les Autrichiens en flanc et en dos, lorsqu'ils marcheraient au prince Henri. M. Odonel ajouta même qu'il aimerait mieux hasarder l'attaque, si le roi de Prusse était joint à son frère ; que, par

conséquent, il était d'avis qu'on renonçât à ce projet.

M. de Montazet était bien loin de ce sentiment. Il ne put s'empêcher de dire que si l'on renonçait au projet dont venait de parler M. le maréchal Daun, il fallait renoncer à tout pour cette campagne ; que, malgré toute la sagesse qu'il y aurait à conserver l'armée de l'impératrice, il était cependant des occasions urgentes, telles que celle-là, où il fallait prendre un parti décisif. Alors le maréchal Daun prenant la parole : « Dites- » moi donc précisément quel serait votre » avis, car nous n'avons pas de temps à » perdre, d'autant qu'il faut faire avertir » M. le prince des Deux-Ponts, si nous nous » trouvons obligés de changer les dispositions que j'avais prises, puisque nous » sommes convenus hier qu'on ferait marcher cette nuit M. Hadek sur le flanc droit » de M. le prince Henri, et qu'il marcherait » lui-même avec son armée. » Pressé de nouveau, et aussi vivement, M. de Montazet répondit au général : « Si ce n'est que mon » avis que vous attendez pour prendre votre » parti, j'aurai l'honneur de vous dire que, » puisque les circonstances vous ont empêché d'exécuter votre premier projet, qui » était de jeter des ponts sur l'Elbe au-dessous de Messen, pour menacer ou couper » la communication du prince Henri avec » Torgau et Leipsig, je crois que le seul » moyen de réparer le fâcheux mouvement » que nous avons été obligés de faire en » avant ici, est d'exécuter, sans perdre un » instant, l'entreprise que vous avez projetée ; elle est aussi sage que bien combinée, » et ne paraît pas même aussi hasardée que » M. Odonel le prétend, parce que nous devons passer l'Elbe au-dessous de l'embouchure de la rivière de Lockwitz, et qu'elle » doit nous séparer du corps de M. le prince » Henri, de manière que, quand même le » roi de Prusse serait à Dresde avec les 20 » ou 25,000 hommes qu'il destine à renforcer l'armée de son frère, son arrivée ne

» devrait pas nous faire changer de projet.
 » Mais il ne me paraît pas possible qu'il
 » puisse être ce soir à Dresde avec les trou-
 » pes qu'on lui suppose : 1° parce qu'elles
 » viennent de différents endroits ; 2° parce
 » qu'on ne fait guère marcher tout ensem-
 » ble un corps aussi considérable que celui-
 » là, quand on veut le conduire avec une
 » grande précipitation ; et je parierais ,
 » ajouta M. de Montazet, que ce que les es-
 » pions de M. de Laudon ont vu, n'est que
 » la tête du renfort que le roi fait venir des
 » frontières de la Silésie. » Messieurs Daun,
 Odonel et Notolesky prirent la parole et lui
 dirent : « Pourquoi voulez-vous douter d'un
 avis que nous recevons d'un de nos meil-
 leurs officiers ? » M. de Montazet répliqua
 que personne n'avait plus de confiance que
 lui en la personne de M. de Laudon ; mais
 que, comme il n'avait envoyé que le rapport
 d'un espion, il pouvait en douter à un cer-
 tain point, puisqu'il n'était pas aisé, même
 aux gens du métier, de bien juger de la
 force d'un corps quand on ne le voyait qu'à
 la hâte. Alors les officiers-généraux autri-
 chiens, d'une commune voix, s'empres-
 sèrent de lui dire qu'on était sûr que presque
 tout le renfort était à Dobritz, à l'exception
 néanmoins d'un corps de 6 à 7,000 hommes,
 qui était resté un peu plus loin.

Cette assertion ne déconcerta point M. de
 Montazet ; il répondit encore qu'en suppo-
 sant, ce que ces messieurs pensaient et ce
 qu'il était fort éloigné de croire, que le roi
 fût le même jour dans Dresde avec 15 ou
 18,000 hommes, et qu'il pût s'en servir le
 lendemain à la pointe du jour, à un mille de
 Dresde, pour prendre les Autrichiens en
 flanc et à dos, comme on le craignait, il
 était très-possible de parer à cet inconvé-
 nient. « M. le maréchal Daun a, dit-il, ici
 45,000 combattants : qu'il en destine 12 à
 15,000 pour prendre en dos M. le prince
 Henri, et masquer ses débouchés sur la ri-
 vière de Lockwitz qui est derrière lui, tandis
 que l'armée de l'empire, composée de

40,000 hommes au moins, la prendra en
 tête et en flanc, alors le corps que com-
 mande M. le prince Henri n'étant que de
 20,000 hommes, à ce que tout le monde
 assure, sera attaqué par 55,000 hommes,
 dont 35,000 au moins de bonnes troupes. »
 M. de Montazet ajouta que si le roi de Prusse
 paraissait alors sur le flanc droit des Au-
 trichiens avec 15 ou 18,000 hommes, on en
 avait 30,000 pour le recevoir, et que s'il
 ne se présentait pas, on ferait usage de ces
 troupes contre le prince Henri, et il finit en
 disant, que quoiqu'il y eût quelque chose à
 risquer dans l'exécution de ce projet, puis-
 qu'on ne se battait pas sans courir le dan-
 ger d'être battu, il insistait néanmoins sur
 ce qu'il avait avancé, parce que sans l'exé-
 cution de ce projet, il fallait regarder la
 campagne comme finie, et qu'il était dou-
 loureux de consacrer au repos deux mois
 qu'il croyait qu'on pouvait employer bien
 utilement.

Dès qu'il eut fini de parler, M. le maré-
 chal Daun pria M. de Lascy de dire son
 avis ; celui-ci s'en défendit beaucoup et
 longtemps, mais comme tous les officiers-
 généraux qui composaient ce conseil paraiss-
 aient désirer de l'entendre, le général
 le pressa de se rendre à leurs instances ;
 son avis se trouva parfaitement conforme
 à celui de M. de Montazet, et il ne dissimula
 point qu'il n'y avait pas un moment à
 perdre. Appuyé de ce sentiment, M. de
 Montazet prit encore la parole, et dit, que
 si le roi de Prusse avait une fois joint
 son frère, avec une vingtaine de mille hom-
 mes, il regarderait comme extrêmement
 dangereux de l'attaquer, vu la position de
 Dresde, la nature du lit de l'Elbe et celle du
 pays qui l'environnait, et il répéta encore
 que tout était fini pour cette campagne si
 on n'agissait pas dans ce moment.

Nonobstant la conformité d'opinion de
 MM. de Montazet et de Lascy, M. le maré-
 chal Daun prit la parole, et s'adressant à
 tous les officiers qui étaient dans le conseil,

il s'expliqua en ces termes : « Messieurs, je » vais vous dire à présent quel est mon sentiment. Je suis au désespoir que nous » n'ayons pu hier exécuter notre projet, » c'est la faute de l'armée de l'empire qui » n'a pu me permettre d'agir que demain » matin ; or, pour ne rien hasarder de trop, » et, d'un autre côté, pour ne pas perdre » l'espérance qui nous reste, je vais tous » jours faire marcher les grenadiers de » l'armée et les pontons ; j'ai même envie » de faire marcher toute l'armée, afin que » nous puissions faire notre opération, si » les nouvelles de M. de Laudon se contredisent, ou que nous ne voyons pas le roi » de Prusse en état de nous disputer le terrain. »

Le comte de Lasey osa représenter au général les inconvénients qu'il y avait à faire ce mouvement, s'il n'était pas bien déterminé à passer l'Elbe ; il fit à cette occasion des observations très-judicieuses. Il lui dit que ses doutes ne seraient pas plus éclaircis le lendemain qu'ils ne l'étaient alors, puisqu'il n'y avait pas d'apparence que le secours que le roi menait à son frère reculât au lieu d'avancer ; que la nuit qu'on allait passer était une nuit perdue, et qu'enfin, le secours arriverait et que l'affaire ne serait point entreprise. M. de Lasey conclut qu'il fallait ou rester dans le camp de Stolpen et renoncer à tout, ou partir avec la ferme résolution de passer l'Elbe et d'attaquer l'ennemi, tout étant disposé pour jeter des ponts à l'entrée de la nuit.

Le caractère lent et incertain de M. le maréchal Daun ne lui permettait pas d'adopter cette opinion, il parut même prendre de l'humeur de ce qu'on contrariait sa dernière résolution ; il dit à M. de Lasey, qu'il n'allait pas si vite en besogne, et il ajouta beaucoup d'autres choses qui montraient autant de prudence que de sagesse, mais qui, selon le comte de Montazet, étaient hors de saison. Il finit par ordonner à son maréchal-général-des-logis de marcher avec les

grenadiers de l'armée et les pontons, lui commandant de ne rien entreprendre. Il lui promit de lui envoyer des ordres aussitôt qu'il aurait reçu de nouveaux avis et qu'il aurait pris un parti décisif. Ayant ensuite fait entrer M. de Lampas, lieutenant-général de l'armée de l'empire, il le chargea d'aller aussitôt chez M. le prince des Deux-Ponts, pour le prévenir du changement qui venait d'arriver, afin qu'il suspendît ses dispositions et qu'il n'attaquât pas sans lui le prince Henri.

Ainsi donc, la timidité du maréchal Daun lui fit perdre l'occasion de combattre avec avantage l'ennemi de l'impératrice. Ce général avait fait une première faute en se portant sur Stolpen, au lieu d'aller droit à l'Elbe, comme il l'avait assuré en partant de Gorkitz. Que pouvait penser l'armée russe de cette conduite si éloignée des promesses qu'on lui avait faites de ne pas perdre un instant de vue le roi de Prusse ; s'il marchait à elle de ne pas le quitter ; et, par ce moyen, de le mettre toujours entre les deux armées ? Les Autrichiens sortent de la Bohême, ils arrivent à Zittau et à Gorkitz, quoique le roi de Prusse ait pu les en empêcher, au lieu de suivre le plan concerté avec les Moscovites, et de profiter de la faute que l'ennemi a faite de les laisser déboucher aussi tranquillement en Lusace, ils forment le plan de délivrer la Saxe, et marchent sur l'Elbe avec l'intention de déposer ou de combattre le prince Henri, mais ils manquent l'occasion favorable de l'attaquer, et ce grand capitaine, couvert de Dresde et de l'Elbe, ne se décide pas à changer sa position.

Telle fut, en effet, la conduite des Autrichiens, qu'on fit tout ce qu'on ne devait pas faire, et qu'on n'entreprit point ce qu'on aurait dû entreprendre. Jeter des ponts sur l'Elbe au-dessous de Meissen, menacer la communication du prince Henri avec Leipzig et Torgau, c'est là ce qu'on aurait dû faire ; au contraire, les Autrichiens se por-

tent tout à coup sur leur gauche pour aller à Stolpen, et par là ils se mettent hors d'état de rien entreprendre sur l'ennemi, il semble même qu'ils se retirent pour faciliter la jonction du roi de Prusse avec l'armée de son frère.

Quoique le roi fût véritablement en marche, comme l'avait mandé M. de Laudon, cependant l'événement prouva que le maréchal Daun aurait pu suivre son projet concerté avec l'armée de l'empire, et s'il eût été vainqueur, comme on doit le présumer de la supériorité de ses forces, quel avantage n'aurait-il pas eu à aller ensuite lui-même au-devant de Frédéric ? Le conseil de guerre dans lequel on agita cette grande question se tint le 10, et le roi ne joignit son frère que le 13 ; il se posta entre Dresde et Stolpen, et à une lieue de l'armée autrichienne qui tenait toujours le même camp à Stolpen. Ce prince occupa les hauteurs qui sont aux environs du village de Windehendorf : on estimait qu'il pouvait avoir 20 ou 25,000 hommes. Aussitôt qu'il fut arrivé, il fit jeter des ponts sur l'Elbe auprès du village de Punitz, pour communiquer avec son frère, qui, avec 15,000 hommes, conservait toujours la même position sur la rive gauche de l'Elbe, faisant face aux Impériaux, la droite à Maxen, le centre vers Dohna et la gauche vers l'Elbe. Le roi commandait le reste en personne. Au moyen des ponts que ce prince avait fait jeter, les Prussiens, au nombre de 45 à 50,000 hommes, étaient à cheval sur la rivière ; le nombre des Autrichiens et des Impériaux était de 100,000, et cependant, malgré cette supériorité, le roi leur disputa le terrain. Il y eut, le 17, une escarmouche assez vive entre le corps de M. Laudon, composé de 8 à 10,000 hommes, et un corps de Prussiens bien plus considérable. Laudon fut forcé de quitter la position qu'il avait prise près du village de Fischbach et de se replier sur Stolpen, après avoir perdu au moins 200 hommes.

Tout semblait indiquer que le roi de

Prusse était bien décidé à attendre ses ennemis dans le poste qu'il occupait ; eux, de leur côté, pensèrent que le roi pourrait bien venir les attaquer, et ils se fortifièrent de quelques redoutes.

Le 29, les Prussiens chassèrent de Bischoffswerda les Autrichiens qui y étaient, M. de Laudon même fut obligé de quitter un poste qu'il occupait près de cette ville. Ainsi les Autrichiens, avec une supériorité de plus du double, se réduisaient à la défensive, et, par ce moyen, le roi de Prusse se trouvait maître de la communication entre Dresde et Budissin.

Le 5 octobre, le maréchal Daun décampa de Stolpen, et son armée, après avoir marché près de 60 heures, presque sans relâche, arriva au camp de Kittlitz ; le roi fit attaquer l'arrière-garde des Autrichiens, mais sans succès, on lui fit même près de 100 prisonniers, et il perdit 3 pièces de canon. La position de Kittlitz couvrait les débouchés de la Bohême et même la communication la plus belle et la plus courte de la Silésie, celle de Gorkitz et de Lauban.

Aussitôt que Daun a quitté Stolpen, le roi de Prusse quitte aussi son poste et marche à Budissin avec toutes ses forces, il va ensuite à Hockirchen. Les deux armées ne sont alors qu'à une demi-lieue l'une de l'autre, elles occupent chacune des hauteurs, et sont séparées par quelques ravins et quelques défilés. Il est malheureux que M. de Montazet n'ait point écrit la relation de la bataille qui se donna le 14, et où le roi de Prusse fut surpris et vaincu. L'officier-général français eut beaucoup de part aux dispositions des Autrichiens ; la vivacité de son imagination, dit M. le prince de Ligne, échauffait un peu celle du maréchal Daun, qui en avait besoin. Ce général lui avait permis de donner des ordres en son nom pendant la bataille ; comme il se portait à une troupe pour lui ordonner de marcher, son habit d'officier-général français le fit prendre pour un officier prussien : on lui tira des

coups de fusil ; il jugea la méprise du corps autrichien, et il pensa qu'il y aurait moins de danger pour lui à se précipiter dans l'escadron qu'à l'éviter, il le fit en effet, mais il fut blessé de plusieurs coups de sabre.

Il faut dire avec cet officier-général que le roi de Prusse fit une faute d'occuper la position de Hockirchen, au lieu de rester dans celle de Budissin ; Hockirchen ne répondait pas également à ce que ce prince devait avoir en vue, c'est-à-dire, d'être plus à portée de Dresde, d'où il tirait ses subsistances, et de pouvoir faire filer plus facilement de sa gauche des troupes en Silésie, à l'insu des Autrichiens, afin de communiquer plus commodément avec son pays, et de pouvoir y porter des secours, si les Russes eussent eu envie d'y marcher, comme le bruit en courait.

N'ayant rien trouvé dans la correspondance de M. de Montazet qui soit relatif à la bataille de Hockirchen, pour y suppléer, et pour que le lecteur puisse s'en former une idée aussi juste et aussi précise qu'il est possible, on transcrira ici la disposition qui fut faite et l'ordre qui fut donné par le général la veille de la bataille, et celle des relations qui furent publiées, qu'on a jugée la plus vraie et la plus instructive. Elle fut rédigée par M. le comte de Marainville, officier français qui était aussi dans l'armée des Autrichiens, et que M. le maréchal Daun envoya au roi de France, pour lui porter la nouvelle du gain de cette bataille.

Dispositions générales pour l'attaque du camp ennemi.

L'ennemi ayant son front couvert dans toute son étendue par un profond ravin, et sa gauche par le village de Lauvrig, l'on ne peut former de ce côté-là une attaque en règle. Il faut cependant y pousser un corps d'infanterie et de cavalerie, pour se mettre d'abord dès le commencement en vue des ennemis et partager ses soins ; il passera le

défilé au moment que la droite des Prussiens sera renversée, et qu'on se sera emparé de la hauteur de Hockirchen.

La seconde attaque doit être entièrement dirigée sur leur gauche par Serlha, et sans la commencer avec autant de vigueur que celle de Hockirchen, elle ne doit rien opérer de plus que d'empêcher les ennemis de porter du secours à leur droite ; mais dès que l'on se sera aperçu que celle-là aurait été enfoncée, elle ne saurait avoir trop de vivacité.

Quant à celle de Hockirchen, on doit surtout avoir attention, lorsque les avant-gardes des 3 colonnes auront forcé la redoute, le village et même le ennemis qu'ils poursuivront, de faire prendre pour point d'appui aux 3 colonnes la droite de Hockirchen, et que de là elles se rangent en s'étendant toujours vers la gauche, afin qu'elles puissent joindre et soutenir au besoin les troupes du général Laudon, qui attaque par les hauteurs qui sont derrière le camp prussien. Maître de celle de Hockirchen, au jour paraissant, il n'est plus question que d'y tenir ferme pour s'assurer la victoire.

Cette attaque devant s'envisager comme un assaut, ne peut être protégée par l'artillerie, qui d'ailleurs n'a aucune élévation pour elle ; ainsi, dès que les avant-gardes auront fait leur première décharge, le reste doit principalement s'effectuer la baïonnette au bout du fusil et le sabre à la main, l'un de la part des Vallons, et l'autre de la part des Hongrois choisis par une grâce du maréchal pour cette noble expédition, leurs pièces de canon de campagne seront laissées à la réserve de l'artillerie, pour qu'on puisse ensuite s'en servir avec avantage. Tous les gros canons suivront les grenadiers, afin que, après la première attaque, on puisse les placer sur les hauteurs que l'on aura gagnées, le plus serré qu'il se pourra, et de là faire le feu le plus vif qui augmentera le désordre de la déroute.

On a lieu d'espérer que pendant la pre-

mière attaque, on s'emparera de toute l'artillerie ennemie de la droite. Il ne faut pas cependant s'arrêter à en faire feu, mais la faire amener par les Croates, qui seront là pour cet effet. Cependant le prince de Durlach attaquera en même temps, sur le Weissemberg, M. de Zetzow, afin que celui-ci ne puisse point prendre notre droite en dos par Wasserkretzen.

Si, comme on l'espère, l'ennemi est battu de cette manière, il ne faudra point le poursuivre à la débandade, mais rester ferme sur le champ de bataille, parce qu'on fera les dispositions nécessaires pour la poursuite.

Mais si, contre toute attente, l'affaire avait un mauvais succès; pour assurer la retraite vers l'ancien camp, 3 bataillons de la réserve seront portés sur le Stromberg, et le lieutenant-général Collorédo couvrira celle du duc d'Aremberg.

Ordre donné à 4 heures après midi.

On se mettra le soir en marche à la sourdine, de sorte que les colonnes puissent arriver de nuit à l'endroit où l'attaque pourra se faire à la fois, par les troupes qui la composent; la droite aura à se conformer à la gauche, et attaquera, d'abord que celle-ci aura fait feu; il y aura un cordon de Croates, pour empêcher la désertion.

Les tentes demeureront tendues, et on ne les pliera pas jusqu'au jour. Dès que le jour paraîtra, les bagages marcheront aux hauteurs de Hernkuth, où ils resteront avec leur escorte jusqu'à nouvel ordre.

M. le maréchal sera à la gauche, il restera dans le camp deux tambours et un fifre de chaque régiment, ils y battront les ordonnances et resteront ensuite aux tentes.

Il ne faut pas beaucoup s'arrêter à faire des prisonniers.

Les grenadiers à cheval resteront à la gauche, aux ordres de M. le maréchal.

Le bataillon des grenadiers qui joindra le régiment des ailes, conduit avec soi 2 pièces de douze et 2 de six.

De l'artillerie de réserve, auprès du comte de Collorédo, 2 de douze et 2 de six.

Sur le Stromberg, 2 de douze, 2 de six, 6 de trois, et le reste sur la hauteur où est Harrach.

Telles étaient les dispositions générales: plus de secret qu'il n'y avait ordinairement dans l'armée des Autrichiens en faisait espérer un heureux résultat.

Relation de la bataille d'Hockirchen, gagnée par l'armée impériale, commandée par S. E. M. le feld-maréchal, comte de Daun, sur celle du roi de Prusse, commandée par ce prince en personne, le 14 octobre 1758.

« M. le maréchal Daun, après avoir occupé pendant quelque temps le camp de Stolpen, et avoir reconnu les grandes difficultés qu'il y avait à se rendre maître de Dresde avant la fin de la campagne, résolut de quitter ce camp. Les forces du roi de Prusse, réunies à celles du prince Henri, son frère, près de cette ville, et plus encore la saison avancée et la qualité du pays, qui fournit des positions extrêmement avantageuses pour s'y tenir sur la défensive, déterminèrent M. le maréchal à perdre de vue cet objet important.

« La cour de Vienne avait formé le projet d'assiéger Neiss, les préparatifs s'en faisaient avec diligence. M. le maréchal Daun voulait favoriser le succès de cette entreprise, en prenant une position qui empêchât le roi de Prusse de se porter en Silésie, ou d'envoyer à M. de Fouquet un renfort qui le mît en état de s'opposer à cette opération. Le camp qu'il vint occuper près de Lobau, en haute Lusace, lui avait paru propre à remplir ses vues. Ce point le rapprochait de Gorlitz et de Zittau, et le mettait à portée de gagner, avant les Prussiens, l'un ou l'autre de ces endroits, et de les em-

pêcher de diriger leur marche par le premier, vers Neiss, en longeant la Silésie, et par l'autre, d'entrer en Bohême, et de la traverser pour se rendre dans le comté de Glatz et y joindre M. de Fouquet.

• M. le maréchal Daun quitta donc son camp de Stolpen, le 5 octobre, à l'entrée de la nuit, pour cacher sa marche au roi de Prusse, parce qu'il était obligé de passer près de Bischofswerda, et de là diriger par la vallée de Neukirch, et ensuite par celle de Cunewalda. Cette marche était délicate, l'armée prussienne avait sa gauche près de Bischofswerda, et on était obligé de lui prêter le flanc, et de passer dans des gorges serrées et difficiles. Les dispositions en furent faites avec tant de secret, que le roi de Prusse l'ignora, et elle fut exécutée avec tant d'ordre et de précautions, qu'il n'y eut aucune confusion, malgré l'obscurité de cette nuit.

• L'arrière-garde fut attaquée par quelques bataillons et quelques escadrons de hussards et de cavalerie que le roi de Prusse détacha le matin lorsqu'il eut connaissance de la marche de l'armée impériale ; mais cette arrière-garde, loin d'être entamée, chargea, au contraire, et culbuta tout ce qui se présenta, et particulièrement 2 bataillons de compagnies franches, auxquels on prit 4 pièces de canon. Ils étaient soutenus par plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie, qui n'osèrent plus rien entreprendre le reste de la journée. La marche se termina tranquillement ; l'armée campa dans la vallée de Cunewalda, et M. le maréchal Daun prit son quartier à Crûsta.

• Cette marche fait infiniment d'honneur à M. le comte de Lascy, quartier-maître-général-des-logis de l'armée impériale, ainsi que toutes celles qu'il a dirigées pendant le cours de cette campagne. La supériorité de ses talents se fera toujours plus connaître à mesure que les occasions de les employer se multiplieront.

• Le 7, l'armée marcha au camp de Kitt-

litz, près de Lobau. On eut avis ce même jour que celle du roi de Prusse avait aussi marché pour se porter vers Bautzen. Cette dernière vint, le 8, camper en avant de cette ville, et y séjourna le 9. M. le maréchal Daun avait fait le projet d'attaquer le lendemain le corps prussien qui était à Weissenberg ; ses dispositions étaient faites, et les troupes furent au moment de marcher pendant la nuit, lorsqu'il leur arriva contre-ordre, parce que M. le maréchal avait appris que l'armée du roi de Prusse était en mouvement pour s'approcher de lui. Le 10, de grand matin, les postes avancés de l'armée impériale qui étaient sur la hauteur de Hochkirchen, furent obligés de se retirer, parce que la tête de l'armée prussienne vint l'occuper. Elle arriva successivement, et y appuya sa droite : sa gauche fut portée vers Rodewitz. Elle avait devant son front un petit ruisseau qui coule dans un vallon profond et serré. Les deux armées furent alors à une portée et demie de canon l'une de l'autre. Cette proximité obligea M. le maréchal à faire des changements dans sa position, et surtout à sa droite, qu'il jugea à propos d'avancer, pour l'appuyer à une grosse butte, qui commande toute cette partie nommée Stromberg. Il y plaça des batteries de gros canons avec 4 bataillons de grenadiers, qui étaient soutenus par 12 autres d'infanterie de la réserve et par la cavalerie de cette aile. Il fit camper quelques bataillons de la seconde ligne de son aile gauche en avant, pour soutenir des batteries qu'il plaça sur le flanc de la montagne de Hohenstein, qui fait partie d'une chaîne de hautes montagnes, qui s'étend du côté de Bautzen, à laquelle M. le maréchal avait appuyé l'aile gauche de son armée. Ces batteries furent placées pour balayer la plaine et prendre en flanc les colonnes de troupes qui seraient venues pour attaquer cette aile. Il fit faire des abatis dans les bois qui couvrent ces montagnes ; on les garnit de Croates, pour entretenir la communication

avec M. de Laudon, qui était à Meschwitz sur les derrières de Hochkirchen, du côté de Bautzen. Le centre de son armée, protégé par deux grosses buttes qui commandent tous les environs, avait l'avantage du terrain. Il fit fortifier avec beaucoup de soin le village de Glossen, poste très-important à deux égards, l'un pour assurer toujours plus sa droite, et l'autre pour avoir une tête au delà du ruisseau nommé Lobauwasser, qui le mit en état de tomber sur le flanc du roi de Prusse, si ce prince, à la faveur du corps qui était à Weissenberg, avait tenté de dérober une marche pour attaquer celui que commandait M. le prince de Durlach à Reichenbach, et s'emparer de Gorkitz par ce moyen.

» Le roi de Prusse, de son côté, avait fait construire plusieurs batteries et quelques redoutes sur le flanc de la hauteur de Hochkirchen, et y avait placé 8 bataillons pour les soutenir. La première ligne d'infanterie avait sa droite appuyée au village, et la seconde à la hauteur un peu en arrière du village; la gauche s'étendait du côté de Rodewitz, qui était le quartier du roi de Prusse. Ce prince avait avancé un corps de l'autre côté du ruisseau, vers Laussig, où il avait des retranchements garnis de quantité de grosse artillerie. Il y avait un corps de 7 à 8,000 hommes à Weissenberg, au delà du Lobauwasser, qui avait sa communication établie vers l'armée. Telles étaient les dispositions respectives des deux armées.

» M. le maréchal Daun était tous les jours à cheval dès la pointe du jour, soit pour reconnaître la situation des ennemis, soit pour examiner soigneusement la sienne, et y ajouter tout ce qu'il croirait convenable. Il sentit, au premier coup d'œil, que la droite du roi de Prusse donnait prise sur elle, ce qui lui fit former le projet de l'attaquer. Il s'occupa alors des dispositions qu'il fallait faire pour arranger cette opération, et tromper la vigilance d'un ennemi habile et toujours sur ses gardes. En consé-

quence, il faisait tous les jours changer de place à quelques corps, afin que le roi de Prusse s'accoutumât à leurs mouvements, et ne prît point ombrage de ceux que feraient les troupes qui marcheraient pour tourner sa droite. Il fit ordonner pendant plusieurs jours que tous les équipages se tinssent prêts à marcher, ainsi que les troupes elles-mêmes. Il feignit de vouloir attaquer le corps qui était à Weissenberg; il en fit les dispositions, en distribua les ordres deux jours de suite, et les révoqua chaque fois dans la nuit. Enfin, la veille de l'attaque générale qu'il avait projetée, il fit tracer des redoutes en avant du front de son armée, à la vue des ennemis, et si près de leur camp, qu'ils tirèrent du canon sur les travailleurs. Ces feintes les confirmèrent toujours plus dans l'idée que M. le maréchal Daun ne pensait qu'à prendre des sûretés contre leurs entreprises sur lui, et nullement à les attaquer. Elles ont produit leur effet, ainsi qu'on le verra dans les détails suivants :

» M. le maréchal Daun fit marcher, le 13, dans l'après-dîner, la plus grande partie de la seconde ligne et de la réserve, tant infanterie que cavalerie, pour la porter en deux colonnes par la vallée de Cunewalda, sur le sommet des montagnes dont on a déjà parlé, qui, beaucoup plus élevées que celle de Hochkirchen, et couvertes de bois de sapin, étaient propres à cacher toutes les manœuvres qu'on devait faire. On y avait préparé, sans donner de soupçon, des passages pour l'artillerie. M. de Laudon, qui était encore plus loin avec un corps de 5 à 6,000 hommes, fut renforcé pour former une troisième colonne, et attaquer par les derrières le flanc des Prussiens. Ce qu'on avait destiné de la première ligne à former une quatrième colonne qui devait attaquer en tête le village de Hochkirchen était resté dans le camp, et ne prit les armes qu'à la nuit, pour se porter vers le village de Plotzen, et agir de concert avec les trois autres.

» M. le duc d'Aremberg avait ordre d'at-

taquer, avec deux colonnes, la gauche des ennemis ; M. le prince de Durlach, qui était à Reichenbach avec le corps qu'il commandait, avait marché pendant la nuit pour le soutenir, et avait détaché M. le prince de Lowenstein avec 5 ou 6,000 hommes, pour aller attaquer le corps qui était à Weissenberg : on avait distribué de petites troupes d'infanterie et de cavalerie sur tout le front de l'ennemi, afin de lui donner de l'inquiétude partout.

• Ces dispositions ainsi faites, M. le maréchal Daun se porta vers le soir à sa gauche, et passa la nuit dans une maison du village de Jauernick, pour être plus à portée de se rendre pendant la nuit à la tête des colonnes qui devaient attaquer le flanc de la hauteur de Hochkirchen : il y arriva 2 heures avant qu'elles se missent en mouvement. Tout ce qui l'accompagnait observait le plus grand silence, ainsi que les troupes, à cause de la grande proximité où on était des ennemis, qu'on pouvait entendre parler.

• A 5 heures du matin, M. le maréchal envoya aux 3 colonnes qui étaient le plus près de lui, ordre de marcher. Elles eurent à peine marché un quart d'heure, qu'on entendit un coup de fusil qui fut suivi, quelques instants après, de deux autres, et enfin par le feu de tout un petit poste, qui, apercevant distinctement la tête de ces colonnes, donna l'alarme par des cris qui se répandirent promptement sur tout le front de l'armée de l'ennemi. Les grenadiers, qui étaient à la tête des colonnes, se portèrent avec vivacité sur le flanc de la hauteur de Hochkirchen, pour profiter des premiers moments de la surprise de l'ennemi, et s'emparer de ses retranchements et de ses batteries. Mais comme il faut rendre justice en toute occasion à qui elle appartient, on doit aux troupes prussiennes celle de dire qu'elles sont très-bien disciplinées, et qu'elles manœuvrent avec ordre, et surtout avec beaucoup de célérité. Elles étaient déjà en bataille, avant que les grenadiers impériaux eussent

pu arriver à leurs retranchements. Ces derniers, et l'infanterie des colonnes qui les suivait, essuyèrent de leur part un feu de mousqueterie des plus vifs. Celui de l'artillerie, qui ne l'était pas moins, avait commencé peu de minutes après la première alerte ; de sorte qu'on n'a tiré d'autre avantage de cette surprise, que celui d'avoir pu se trouver en force sur le flanc d'une armée distribuée dans toute l'étendue de son camp. Cet avantage, au reste, devait être décisif, et il l'a été. Les retranchements et les batteries, quoique disputés avec valeur, furent emportés en peu de temps par les troupes autrichiennes.

• Il n'en a pas été de même du village de Hochkirchen, qui a été disputé plus de 2 heures et demie, parce que l'infanterie de la première ligne des Prussiens qui appuyait à ce village, s'y est portée sur-le-champ. Le roi de Prusse sentit qu'il était de la dernière importance de soutenir ce point, afin d'avoir le temps de faire des dispositions, soit pour tâcher de rétablir l'affaire, soit pour en rendre les suites moins fâcheuses. Ce prince envoya, en conséquence, à M. le maréchal Keith, ordre de le soutenir jusqu'à l'extrémité ; aussi s'en est-il acquitté avec un courage qui lui fait honneur, et qui lui a coûté la vie. Ce village était couvert d'ouvrages et flanqué de batteries. Un cimetière fermé de murs, une grande église et le clocher même, étaient remplis d'infanterie ; il en sortait un feu de mousqueterie prodigieux, et il y avait sur toutes les avenues du canon qui tirait à car touche, et qui a été fort meurtrier.

• M. le maréchal Daun, se reposant sur l'intelligence et la bravoure de M. de Sincere, général d'infanterie, qu'il avait chargé de l'attaque de ce village, faisait toujours avancer la gauche de ses troupes, pour pousser les ennemis qui se reliaient et se renforçaient dans les environs, et qui sont venus à trois reprises tenter de reprendre le terrain qu'on avait gagné successivement

sur eux. Ces attaques ont été des plus vives, mais elles ont été reçues avec beaucoup de fermeté par les troupes autrichiennes, et repoussées en gagnant chaque fois du terrain sur les Prussiens. Pendant tout ce temps, M. le comte Odonel, général de cavalerie, qui commandait celle de la gauche, la faisait manœuvrer avec la bravoure et la capacité que tout le monde lui connaît par ses actions précédentes ; il l'a employée suivant les occasions, soit à charger ce qui se présentait de la cavalerie ennemie, soit à la faire avancer pour envelopper toujours plus l'ennemi dans cette partie. Enfin, au bout de 2 heures et demie, le village de Hochkirchen a été forcé ; on a emporté ce cimetière l'épée à la main, et on a fait prisonnier tout ce qui s'est trouvé. L'infanterie qui soutenait ce village s'est jointe aux débris de celle que M. le maréchal Daun avait toujours combattue en personne, pour faire la troisième attaque. Elle a été la plus vive, et a été décidée par une charge que M. le comte de Lascy a faite sur le flanc de l'infanterie prussienne, avec quelques troupes de carabiniers et de grenadiers à cheval, qui étaient en réserve, et qu'il alla prendre par ordre de M. le maréchal, pour faire cette attaque. La victoire, depuis ce moment, n'a plus été disputée. Il était alors environ 10 heures et demie ; de façon que cette affaire a duré plus de 5 heures, sans que le feu de l'artillerie et celui de la mousqueterie aient discontinué un instant. On laisse à juger quelle était la vivacité de cette bataille, puisqu'il y avait au moins 500 pièces de canon, tant de part que d'autre.

» M. le duc d'Aremberg devait attendre que l'attaque de Hochkirchen fût engagée, avant que de commencer la sienne, parce que M. le maréchal Daun avait dessein de couper le corps de 8,000 hommes qui était à Weissenberg, et qu'il imaginait que le roi de Prusse dégarnirait sans doute beaucoup sa gauche pour renforcer sa droite, et qu'alors on pourrait plus aisément et plus

promptement forcer cette gauche, et empêcher ce corps de joindre le gros de l'armée ; mais l'attaque de Hochkirchen lui ayant donné l'alarme, il avait songé de bonne heure à sa retraite. M. le duc d'Aremberg a trouvé la gauche des ennemis très-bien garnie et fortifiée par des retranchements et des batteries de grosse artillerie ; il les a emportées l'épée à la main. Cependant toute l'infanterie prussienne de cette partie s'étant rassemblée, le combat y a été très-vif. M. le duc d'Aremberg y a montré, avec la valeur qui lui est naturelle, toute l'intelligence d'un militaire qui a une parfaite connaissance de son métier. M. le baron de Buccow, général de cavalerie, qui commandait celle de la droite, a formé avec elle une espèce de croissant, comme M. le comte Odonel avait fait de son côté, pour envelopper les ennemis et rendre leur retraite difficile, ou du moins très-coûteuse. Mais comme ils y avaient sûrement pourvu de bonne heure, ayant vu dès le commencement de cette journée qu'elle ne pouvait être que malheureuse pour eux, ils l'ont faite à propos, et se sont retirés par l'espace libre qui leur restait encore.

» L'attaque de M. le maréchal Daun s'étant réunie à celle de M. d'Aremberg à une lieue et demie environ plus loin que Hochkirchen, l'armée y est restée en bataille, et M. le maréchal a chargé M. de Laudon, officier dont le mérite est si connu, de suivre les ennemis dans leur retraite, qui s'est faite vers Klein-Bautzen.

» On leur a fait 2,000 prisonniers, dont 66 officiers de tout grade, et on estime qu'ils ont eu 7 à 8,000 hommes, tant tués que blessés. On leur a pris 29 drapeaux, et seulement 3 étendards, parce que le terrain où l'on a combattu, fort inégal et plein de broussailles, n'a pas permis à la cavalerie d'agir. On leur a pris aussi plus de 100 pièces de canon, dont une bonne partie du calibre de 24 et de 12.

» Le camp entièrement tendu est resté en

la possession des Autrichiens, ainsi que la plus grande partie des bagages des officiers, et même les marmites des soldats. Il n'y a eu que le corps de Weissenberg qui ait eu le temps d'emporter ses tentes et de sauver ses bagages.

» Les officiers de marque, tués du côté des Prussiens, sont M. le maréchal Keith, d'un coup de feu à travers de la poitrine, et M. le prince Frédéric de Brunswick; M. le prince Maurice d'Anhalt Dessau, blessé dangereusement, fait prisonnier sur sa parole, et conduit pendant la bataille à Bautzen; M. le général Kleist, blessé également.

» La perte des Impériaux a été environ de 5 à 6,000 hommes. Les officiers de marque qu'ils ont eu parmi leurs blessés, sont M. le marquis d'Einsc, feld-maréchal-lieutenant, qui a reçu un coup de feu dans le côté; M. de Siskowitz, général-major, aussi blessé d'un coup de feu; M. le comte de Brown, général-major, et son frère, colonel, propriétaire du régiment de son nom, tous deux fils de M. le maréchal de Brown, le premier, blessé d'un coup de feu derrière la tête, l'autre ayant la jambe cassée d'un coup de feu près de la cheville du pied. Les principaux officiers tués sont M. le baron de Buttler, colonel, attaché aux grenadiers, et M. le comte d'Estienne, colonel du régiment de dragons de Löwenstein. M. le comte de Montazet, maréchal-de-camp au service de France, employé à l'armée impériale, a reçu plusieurs coups de sabre sur la tête dans une mêlée de cavalerie où il s'est extrêmement distingué.

Après la bataille dont on vient de lire la relation, le roi de Prusse alla camper à Bautzen, sa droite appuyée à cette ville, sa gauche à Klein-Bautzen, la rivière de Sprée derrière lui, et un petit ruisseau devant son front, qu'il retrancha. Dans cette position, il fit venir de Dresde du canon et des munitions; il fit aussi travailler de toutes parts à des tentes, son armée en ayant abandonné les trois quarts en se retirant. La perte faite

dans la bataille, se trouva plus forte de part et d'autre qu'on ne l'avait cru d'abord; celle des Autrichiens passait 6,000 hommes, et celle du roi était de plus de 10,000 : il y avait 3,000 Prussiens blessés dans les hôpitaux autrichiens.

En même temps que le roi de Prusse s'était retiré à Bautzen, le maréchal Daun avait porté son armée au delà du champ de bataille. Il appuya sa droite à des hauteurs près du village de Belgren, et sa gauche à Chikowitz; les corps avancés de l'armée autrichienne n'étaient qu'à un demi-quart de lieue de la ville, cependant le maréchal trouva la nouvelle position du roi trop avantageuse, et il ne jugea pas à propos de l'attaquer.

Le 24, à 8 heures du soir, le roi quitta cette position. Le maréchal Daun ne fut instruit de son départ que le 25; il ne savait pas même, à 11 heures, la direction que les ennemis avaient prise. Il fit occuper Bautzen; le roi n'y avait laissé que ceux des blessés qui n'étaient pas en état d'être transportés. De ce nombre étaient le maréchal prince Maurice de Dessau et le général-major Keist. Sur les rapports qui vinrent, à 3 heures, à M. le maréchal Daun, de la marche de l'armée ennemie vers Rotenbourg, il fit partir aussitôt ses grenadiers, ses carabiniers, la réserve et le corps aux ordres de M. de Dourlach, leur ordonnant de pousser leur marche vers Gorlitz avec la plus grande vivacité. Ces différents corps arrivèrent à Reichenbach à l'entrée de la nuit, et ils s'y arrêtèrent jusqu'à 2 heures du matin qu'ils continuèrent leur marche. M. Daijasas, général-major, commandant le corps des carabiniers, avait eu l'ordre particulier d'occuper avant le jour les hauteurs du village d'Ebersbach, et M. d'Esterhazi, qui commandait les hussards de l'avant-garde, devait se porter en avant des carabiniers, pour être à portée d'observer de près la direction de la marche des ennemis.

Ces deux généraux furent rendus à l'heure

indiquée au lieu de leur destination. Les rapports qui vinrent à M. d'Esterhazy, l'assuraient tous que l'armée du roi était en pleine marche depuis minuit sur le chemin de Spremberg à Gorkitz; il fit informer M. Daijasas de ce qu'il avait appris. Celui-ci, de son côté, envoya des officiers de confiance sur le flanc des ennemis, et avec ordre d'observer leurs forces, et de venir lui en rendre compte; leurs rapports furent conformes aux avis de M. d'Esterhazy, et M. Daijasas ne put pas douter longtemps de cette vérité, puisqu'il vit arriver à 10 heures et demie tous les hussards de M. d'Esterhazy, qui étaient poussés par 5 régiments de hussards ou de dragons prussiens, et qui venaient se mettre sous la protection des carabiniers. M. Daijasas fut attaqué presque en même temps que les hussards se furent rapprochés de lui; il soutint pendant près d'un quart d'heure le choc des ennemis; mais leur nombre s'étant augmenté, et une partie de la cavalerie de l'armée du roi étant venue à l'appui des 5 régiments que M. Daijasas avait combattus, cet officier fut obligé de faire des dispositions de retraite; et les ennemis lui en rendirent l'exécution d'autant plus difficile, qu'ils harcelèrent son flanc droit avec avantage, et qu'ils le resserrèrent près d'un marais dans lequel plusieurs des troupes qui étaient à son arrière-garde furent culbutées. Il ne put même rétablir l'ordre de ses escadrons qu'après qu'il eut dépassé ce marais. Alors il se mit en bataille, et se rapprocha de l'infanterie qui venait d'arriver à la montagne de Landsron. Les carabiniers autrichiens perdirent à cette occasion 450 hommes; plusieurs capitaines et deux colonels de hussards furent tués ou pris dans le même combat.

Le prince de Levesti, lieutenant-général, qui était arrivé à Gorkitz, à 4 heures du matin, avec 6 régiments de cavalerie détachés du corps de M. Dourlach, abandonna cette ville dès qu'il sut que l'armée du roi y marchait. Un détachement de Croates, aux or-

dres de M. de Nugent, lieutenant-colonel, se replia en même temps que la cavalerie du prince, qui fut mise en bataille dans la plaine entre Gorkitz, et la montagne qu'occupait l'infanterie autrichienne.

L'armée du roi de Prusse arriva successivement à Gorkitz, où la gauche fut appuyée; la droite le fut à Ebersbach, qu'on garnit d'infanterie, et l'armée campa sur cette ligne après y avoir resté plusieurs heures en bataille.

Celle des Autrichiens partit de Wurchen le 26, à 4 heures du matin; elle arriva une heure avant la nuit à Jauernick, où elle campa. La droite fut mise près Leschwitz; le centre de la première ligne fut adossé à la montagne de Landsron, et la gauche à la hauteur du village de Marchersdorff. La seconde ligne fut mise derrière la montagne et dans la même direction que la première. Le même jour, le maréchal Daun fit un changement dans sa position; il fit avancer toute sa gauche, et l'appuya au village de Marchersdorff. Il fit occuper en même temps les montagnes de Konigshayn sur le flanc droit du roi de Prusse, par le corps de M. de Laudon, dont la communication avec l'armée fut assurée par de l'infanterie qui était au village d'Oltersdorff. M. de Vela, général-major, était à Schonberg avec un corps de 4,000 hussards ou Croates; les petites villes de Marcklissa et de Greiffenberg étaient aussi gardées par des troupes de la même espèce. Par ces précautions, M. le maréchal Daun se donnait les moyens d'être instruit du moment où le roi de Prusse passerait la Neiss.

Ce prince leva à Gorkitz de fortes contributions, et il couvrit sa position de redoutes et d'artillerie. Elle lui faisait regagner l'avantage qu'il avait perdu par sa faute, lorsque l'armée autrichienne partit de Stolpen; il était ainsi maître des débouchés les plus courts et les plus beaux pour se porter en Silésie, et pour délivrer Neiss, que les Autrichiens assiégeaient alors.

Pour favoriser cette entreprise, le maréchal Daun voulut renforcer les troupes qui étaient devant Neiss. Il détacha, le 27, de son armée, 5 régiments d'infanterie et 4 de cuirassiers ; le comte de Vit, lieutenant-général, qui les commandait, eut ordre de diriger sa marche vers Reichenberg, pour autoriser le bruit que le général avait fait répandre qu'il envoyait des troupes à M. le duc des Deux-Ponts ; mais il y avait peu d'apparence que le roi de Prusse se laissât tromper par cette ruse.

Ce prince quitta, le 30, à 2 heures du matin, la position de Gorlitz. Son armée passa la Neiss sur le pont de cette ville et sur celui qui est dans le faubourg, et elle continua sa marche jusqu'à Lauban, où elle campa à 5 heures du soir. Son arrière-garde fut suivie et chargée avec succès pendant sept heures de suite par le corps de M. de Laudon et par celui de M. de Vela. Le premier de ces généraux partit à 6 heures du poste de Königshayn, et il ne put atteindre les ennemis qu'à 11 heures au village de Schonberg. Il les attaqua avec tant d'ordre et de vigueur, qu'il culbuta 3 régiments d'infanterie qui formaient leur arrière-garde, et qui ne purent se rallier qu'à la faveur des bois de Pfaffendorff, dans lesquels ils se jetèrent.

M. de Vela, qui était parti de Schonberg dès qu'il avait entendu les premiers coups de canon que M. de Laudon avait fait tirer, arriva vers midi sur le flanc des ennemis. Il les fit charger par des Croates, et son attaque eut aussi beaucoup de succès. Les ennemis mirent le feu successivement dans les trois villages par où ils passèrent, afin de favoriser leur retraite, et rendre très-difficiles aux Autrichiens les mêmes débouchés par lesquels ils se retiraient. Les Croates les suivirent dans tous ces moments avec un acharnement incroyable, et M. de Laudon surmonta toujours les difficultés avec la plus grande intelligence. Dès qu'il s'apercevait que le feu prenait dans les vil-

lages, il les faisait longer de droite et de gauche par ses Croates, qui arrivaient ensuite sur les flancs des ennemis, et les mettaient en désordre. M. de Vioménil, qui, à l'absence de M. de Montazet, informait sa cour de ces détails et des précédents, servit lui-même d'aide de camp au général Laudon pendant cette journée. Il assura le ministre qu'elle aurait été bien brillante si cet admirable général avait eu de la cavalerie à l'appui de ses Croates dans les moments où l'infanterie prussienne avait des plaines à traverser, et si M. de Naundorff, qui commandait un corps de hussards considérable, s'était placé de manière à être de quelques secours aux Croates qui dépostèrent les bataillons prussiens de tous les bois où ils s'étaient réfugiés, et qui les suivirent à la demi-portée de fusil jusque dans leur camp.

Dès que M. de Laudon s'aperçut qu'il touchait au camp du roi de Prusse, il fit replier ses Croates en deçà du village de Geilsdorff, qu'ils avaient dépassé, et il les mit dans les bois de Schreibersbach, d'où ils pouvaient observer la position que le roi avait prise à Lauban. M. de Vioménil, allant rendre compte au maréchal Daun de ce qui s'était passé à l'arrière-garde, et prenant les ordres de M. de Laudon, le trouva très-piqué de ce que les hussards n'avaient pas combattu dans les moments où ils auraient pu le faire avec avantage. Selon M. de Vioménil, on ne pouvait donner trop d'éloges à ce général ; il songeait à tout, il se trouvait partout, il conduisait tout et toujours avec la plus grande intelligence. Selon le même officier, il réunissait à ces talents la modestie la plus honorable.

Le roi de Prusse séjourna, le 31, à Lauban ; il fit marcher ce jour-là tous ses équipages à Lowenberg : sans doute, il prit cette précaution, parce qu'il savait que M. de Laudon était à portée de le suivre. Son armée prit, le 2 novembre, le même chemin que ses équipages. MM. de Laudon et de Vela passèrent la Queiss à sa suite ; ils

canonnèrent vivement son arrière-garde, mais cela ne l'arrêta pas dans sa marche : il alla en Silésie, et fit lever le siège de Neiss.

M. le comte de Montazet ne pouvant agir à cause de ses blessures, s'était retiré à Lauban après la bataille de Hochkirchen. Il vit avec douleur que le maréchal Daun ne tirait aucun avantage de la victoire qu'il avait remportée, et il écrivit à ce sujet à M. le cardinal de Bernis dans les termes suivants : « Le roi de Prusse a une armée avec » laquelle il peut faire faute sur faute, » parce qu'elle est toujours prête à les ré- » parer. Voilà son fort et ce qui doit le ren- » dre redoutable à l'Europe ; car, surpris à » Hochkirchen, et battu à 8 heures du ma- » tin, ayant même perdu presque toute son » artillerie et abandonné son camp tout » tendu, son armée fait la plus belle retraite » du monde, et s'arrête à une lieue du » champ de bataille qu'elle a perdu ; elle y » prend une position qui nous en impose au » point que nous nous fortifions de redou- » tes, et que nous reprenons le ton de dé- » fensive quinze jours après nos succès. Ce » n'est pas tout : l'ennemi, non content de » cette espèce d'audace, suit le projet qu'il » a conçu de nous prévenir à Gorlitz ; il a » l'air d'oublier la bataille qu'il a perdue, » et ne fait aucun cas de notre supériorité. » Il calcule encore moins la difficulté qu'il » a d'exécuter son entreprise ; et comme » s'il eût été sûr de notre inaction, il tente » tout, et rend par là notre victoire, non- » seulement inutile, mais même nuisible, » puisque c'est elle qui nous a fait quitter » la position d'où nous n'aurions dû jamais » sortir. »

On sait que ce fut à peu près dans ce temps que M. le cardinal de Bernis quitta le département des affaires étrangères, et que M. le duc de Choiseuil, qui était ambassadeur à Vienne, fut appelé pour être mis à sa place. M. le comte de Montazet alla à Vienne pour remplir les fonctions de l'am-

bassadeur relativement à l'objet militaire ; le secrétaire d'ambassade Boyer y resta chargé de la partie diplomatique.

Dans une conférence que M. de Montazet eut à son arrivé avec l'impératrice, il insista sur la nécessité qu'il y avait de changer la manière de faire la guerre au roi de Prusse en attaquant son armée, et non pas le cours de l'Elbe et la Silésie, et il parla en ces termes à cette princesse :

« C'est un roi plein d'orgueil qu'on veut » humilier, c'est un prince à la tête des pre- » mières troupes de l'Europe, dont on veut » abattre les forces, qui, à la vérité, n'est » pas une puissance par la constitution de » son royaume, mais qui s'est rendu aussi » puissant que dangereux par la façon dont » il fait la guerre, et le peu de cas qu'il fait » des conventions et des lois. Il prend par- » tout ce qui lui est utile ou nécessaire ; le » malheur des peuples n'a aucun droit sur » son cœur. Tous les lieux lui sont égaux ; » il n'aime pas plus Berlin que Leipsig ou » Dresde : enfin, son trône est assis au mi- » lieu de son armée. C'est donc là, madame, » que l'alliance doit porter ses coups » »

M. de Montazet continue : « C'est le seul » parti qu'il y ait à prendre, quoiqu'il soit » cependant extrêmement dangereux ; mais, » encore une fois, que peut-on espérer de » la guerre en détail, si ce n'est la ruine et » la désolation de l'armée entière ? Il faut » même envisager que plus les malheurs » seront grands chez les princes vertueux, » plus la force de leur ennemi s'accroîtra, » parce qu'elle ne réside que dans le nom- » bre et la qualité de ses soldats (1). Le roi » de Prusse est donc sûr de conserver une » armée formidable jusqu'à ce qu'on la dé- » truisse par les coups de fusil, car il la » nourrira, il la paiera et la vêtira toujours » mieux que personne, parce qu'il prendra » de l'argent et des denrées sans scrupule »

(1) Les soldats prussiens ne désertaient plus alors comme auparavant.

» et sans ménagement partout où il en trou-
 » vera. Ainsi, quelque répugnance qu'on
 » ait à suivre un système de guerre aussi
 » cruel et aussi dangereux, c'est pourtant
 » le seul que puisse remplir le grand objet
 » de l'alliance; et si votre majesté peut le
 » calculer sans écouter les sentiments de
 » son cœur, elle verra que c'est le seul parti
 » à prendre pour finir la guerre prompte-
 » ment. »

Mais pour prendre ce parti, il fallait à la tête de l'armée autrichienne un chef audacieux, entreprenant, et l'on a pu voir combien le maréchal Daun était loin d'avoir de semblables qualités. « Cet officier, dit M. de Montazet à l'impératrice, sert votre majesté avec un zèle inexprimable; il est véritablement honnête homme, et sa valeur égale sa bonne volonté. Il est rempli d'ordre, de vigilance, et connaît fort bien les détails et les besoins d'une armée; il faut même lui rendre cette justice, il n'a pas peu contribué à former celle qu'il commande aujourd'hui. Voilà bien des qualités, madame; quant aux talents, vous savez tout aussi bien que moi ceux qui lui manquent; mais malheureusement votre majesté n'a pas à choisir. Je l'aurais sacrifié sans balancer, répondit Marie-Thérèse, puisque j'ai eu le courage de sacrifier le prince Charles l'année dernière; et elle ajouta : je ne vous cache point que je n'ai jamais eu de combat plus violent avec mon cœur que dans cette occasion; j'ai été la plus malheureuse de toutes les créatures pendant tout le temps de mon incision, et si j'avais eu alors le moindre secours pour étayer les sentiments que j'ai pour lui, je vous réponds qu'il n'aurait jamais cessé de commander mes armées, parce que je connais son attachement pour moi. » Ces dernières expressions de l'impératrice pourraient servir de leçon aux chefs des gouvernements, et leur apprendre que dans des choix de cette importance, c'est toujours moins leur cœur que leur

raison qu'ils doivent consulter. Assurément le prince Charles, comme on a pu le voir par les fautes qu'il commit pendant la campagne de 1757, était inférieur en talents militaires au maréchal Daun; mais celui-ci, toujours trop circonspect, étant cependant le seul qu'on pût mettre à la tête des armées, M. de Montazet n'aurait-il pas dû prévoir que par cela seul le nouveau système de guerre qu'il proposait était impraticable?

Nous avons laissé le roi de Prusse marchant en Silésie pour faire lever le siège de Neiss; ce prince réussit selon ses desirs dans son entreprise : les Autrichiens levèrent le siège en désordre, comme s'ils avaient été battus, et laissèrent beaucoup de munitions.

Quant au maréchal Daun, il s'était mis en marche, le 4 novembre, pour se porter en Saxe. Le général Itzemplitz, à qui le prince Henri avait laissé le commandement de son corps, était l'espérance du roi de Prusse pour la conservation de Dresde. La garnison de cette place n'était, à la vérité, que de 3,000 hommes, mais elle pouvait être rafraîchie par le corps que commandait le général prussien, et lui-même il pouvait aisément, de la belle position qu'il occupait à Petterwitz auprès de Dresde, passer l'Elbe avec tout son corps, et se jeter dans la ville par le Neustadt.

Le prince des Deux-Ponts, qui s'était posté à Freiberg, ne pouvait être d'aucune utilité aux Autrichiens. On disait que c'était une ruse pour attirer de ce côté le général prussien; mais celui-ci n'avait garde de perdre de vue son objet principal.

Le maréchal Daun passa l'Elbe avec son armée; il arriva le 7 à Lockwitz. Le 9, il fit prendre les armes à toute son armée, la fit approcher de Dresde, et donna ordre à 3 régiments, du nombre desquels était celui de M. le prince de Ligne qu'il commandait en personne, d'emporter le jardin, qui n'était séparé des faubourgs que par une petite esplanade environnée d'une bonne muraille.

On chassa les Prussiens qui défendaient ce jardin, et on s'en rendit maître. Une redoute couvrait le faubourg de Pirna. M. le prince de Ligne dit dans son journal qu'il offrit de l'attaquer, et de prendre poste près des portes de la ville; mais qu'on lui répondit que les ordres de M. le maréchal étaient de ne rien entreprendre de plus.

Pendant qu'on emportait les jardins, le général Itzemplitz passa l'Elbe, et alla établir son camp entre Neudorff et Neustadt.

Les choses étaient dans cet état, et M. le maréchal Daun paraissait vouloir entreprendre le siège de Dresde, lorsqu'il apprit que celui de Neiss avait été levé; que le roi de Prusse serait bientôt de retour, et que Dohna avançait. Ces nouvelles le décidèrent à terminer la campagne. Son armée prit, le 16, son dernier camp, la droite à Pirna, et la gauche à Ghieshubel; ensuite elle rentra en Bohême, et fut répartie dans ses quartiers d'hiver.

CAMPAGNE DE 1759.

Toutes les troupes autrichiennes, dont le fond était de plus de 200,000 hommes, sortirent le 2 mai de leurs cantonnements pour former plusieurs camps. La plus grande partie campa à Schurtz ou Uchurtz entre Jaromitz et Arnau, sous les ordres de M. le maréchal Daun. M. de Laudon et le général Beck occupèrent les défilés qui mènent en Silésie par Landshut et Braunau. Le comte de Harsch, général d'infanterie, avait un corps à Nachod; M. de Buckow, général de cavalerie, en commandait un autre à Gabel, et il tenait un détachement à Rumburg. Le général Gering était chargé de couvrir la Bohême du côté d'Aussig et de Commotau; il avait, pour cet effet, à ses ordres 10 bataillons, 18 escadrons, 2 régiments de hussards et quelques mille Croates. Le marquis Deville était dans la haute Silésie à huit

lieues de Neiss et à Hermbstadt, un peu en arrière de Zukmantel.

Quant à l'armée que commandait le roi de Prusse en personne, elle était entre Neiss et Schweidnitz; bientôt après elle se porta à Landshut. Celle du prince Henri, divisée en plusieurs corps, était à Pirna, Freyberg, Chemnitz et Zwickau, et les nouvelles qu'on avait de la Saxe apprenaient que quelques troupes avaient marché vers Leipsig. Jusqu'alors la disposition des troupes autrichiennes, divisées en différents camps, n'avait d'autre objet que de donner des facilités pour les faire subsister, et de couvrir la Bohême et la Moravie dans toute leur étendue. Les peuples, effrayés, craignaient beaucoup que le roi n'entrât en Bohême. Ce qui contribuait à inspirer de la terreur, c'est que quelques-unes des troupes de ce prince, en voulant brûler les magasins de Budyn, avaient réduit en cendre une grande partie de cette petite ville.

Le roi restant tranquille dans son camp près de Landshut, le général Laudon marcha, le 22, avec la plus grande partie des corps qu'il commandait à Trautenau, pour donner l'alarme au camp prussien, et pour en examiner de plus près la position. Il essaya en même temps d'enlever 2 bataillons de compagnies franches, qui formaient, avec quelques escadrons de hussards, un avant-camp près de Liebau; il les chassa de ce poste et de quelques petits retranchements qu'elles occupaient sur les hauteurs voisines, leur tua environ 150 hommes, et fit 30 prisonniers, sans avoir perdu plus de 25 Croates ou hussards. Les dispositions qui précédèrent l'attaque, donnèrent l'alarme au camp des ennemis, et le roi de Prusse vint en personne à la tête de 10 bataillons et de 17 escadrons au secours des attaqués. M. de Laudon, qui n'avait pas dessein de conserver un poste aussi près du camp ennemi, ni d'engager un combat à forces inégales, se retira en bon ordre vers Trautenau, et il rentra dans son camp. A l'approche des

troupes autrichiennes qui venaient du camp de Landshut, il y eut un feu d'artillerie assez vif, mais qui n'occasionna presque aucune perte de part ni d'autre.

Un officier russe, envoyé par le général Fermor, apprit, vers la fin du mois de mai, au maréchal Daun, que l'armée russe, rassemblée en deçà de la Vistule, marchait en plusieurs divisions pour arriver successivement à Posen; que la première y serait arrivée avant le commencement de juin, et qu'elle serait suivie à quelques jours de distance par les autres. On assurait que cette armée était de 60,000 hommes de troupes réglées et de 15,000 de troupes légères, et qu'en outre une division de 18 à 20,000 hommes prenait sa marche vers la Poméranie, pour arriver à Stettin. Les Russes amenaient avec eux 360 pièces d'artillerie.

Le roi de Prusse, dont on ne pénétrait pas encore les véritables desseins, fit avancer vers Glogau celles de ses troupes qui étaient dans la haute Silésie, entre autres 12,000 hommes que commandait M. de Fouquet près de Neiss, et la garnison de cette place qui campa sur le glacis, était le seul corps qui restait opposé à M. Deville. Un détachement de 12,000 Prussiens, sous les ordres de M. de Dohna, s'était porté près de Francfort pour observer les mouvements des Russes.

Le roi, qui faisait faire des marches et des contremarches à tous les différents corps qui n'étaient pas à Landshut, qui tantôt les rapprochait, et tantôt les éloignait de lui, était par là à ses ennemis la connaissance des forces qu'il pouvait rassembler, et mettait l'armée autrichienne et celle des Russes dans l'impossibilité de démêler contre laquelle des deux il emploierait ses principales forces. Cependant, comme ce prince n'était pas en état de se mettre sur l'offensive des deux côtés, et qu'il ne convenait pas à son caractère de se tenir sur la défensive de toutes parts, on présumait qu'il se porterait contre les Russes, qui

étaient les plus faibles soit par le nombre, soit par leur inhabileté dans l'art de manœuvrer.

Les détails qu'on vient de lire furent envoyés à M. le duc de Choiseul, alors ministre des affaires étrangères, par M. de Boisgelin.

M. de Montazet, qui, après avoir passé quelque temps à Vienne, était venu à la cour, rejoignit, le 15 juin, l'armée du maréchal Daun. Il trouva les troupes de l'impératrice réparties dans l'ordre suivant: La principale armée était toujours campée à Schurtz ou Uchurtz; elle était composée de 52 bataillons, 40 compagnies de grenadiers, 90 escadrons et 200 pièces de canon. M. de Harsch avait à Neustadt 18 compagnies de grenadiers, 18 bataillons, 30 escadrons et 50 pièces de canon. M. Deville occupait le poste de Wildchutz ou Wiltowitz, avec 14 compagnies de grenadiers, 14 bataillons, 43 escadrons et 58 pièces de canon. M. de Vela occupait celui de Gabel avec 3 compagnies de grenadiers, 4 bataillons et 10 escadrons. Le corps de M. de Laudon, à Trautenau, était de 15 compagnies de grenadiers, 18 bataillons, 18 escadrons; il y avait aussi 44 pièces de canon. M. Beck était campé à Pilau vers Bronau, avec 16 compagnies de grenadiers, 20 bataillons, 18 escadrons et 32 pièces de canon. Ces deux derniers corps étaient des vedettes sur l'ennemi.

Le roi de Prusse, dont les principales forces étaient toujours à Landshut, avait son quartier général à Reichtennerstorff; il avait fait venir à sa portée M. Fouquet, qui était avec un corps dans la haute Silésie, et rappelé auprès de lui toutes les troupes qu'il avait envoyées sur le bas Oder, à l'exception d'un corps de 8 à 10,000 hommes qu'il avait laissé vers Gros-Glogau. Le roi avait alors au moins 80,000 hommes en Silésie, et toutes ses forces pouvaient monter à 120,000 combattants.

En conférant avec M. le maréchal Daun

sur les projets pour la campagne, M. de Montazet vit avec peine que le roi paraissait vouloir rester sur la défensive, et qu'il cherchait à rendre de jour en jour plus difficiles les débouchés qui percent de Bohême en Silésie, en y faisant des redoutes, des batteries et des retranchements. En supposant qu'il prendrait ce parti, le sort de la campagne dépendait plus que jamais du concert entre les armées des différentes nations, car celle de l'impératrice ne pouvait pas, sans courir beaucoup de dangers, entreprendre seule des opérations d'une certaine importance.

Le maréchal Daun, qui n'aurait jamais rien osé entreprendre sans consulter sa cour, avait envoyé le général Lascy à Vienne pour faire part de ses projets au conseil de l'impératrice, et pour recevoir les derniers ordres de cette princesse. M. de Lascy revint le 24, et le général se disposa à se porter bientôt du côté de la Lusace.

Il quitta, le 28, son camp de Schurtz ou Uchurtz, campa le même jour à Neudorff, et le lendemain à Lomnitz, où il séjourna le 30. Le 1^{er} juillet, l'armée partit de Lomnitz, et se porta en deux marches à Reichenberg. Elle y séjourna, et de là elle marcha à Friedland et ensuite à Seidemberg.

M. de Harsch resta avec un corps de près de 24,000 hommes à Jaromitz et à Pletz. M. Deville, qui n'était qu'à deux marches de là, en commandait un de 10,000 hommes; il était lui-même aux ordres de M. de Harsch. Ces corps devaient défendre l'entrée de la Bohême à l'ennemi; et, dans le cas où ils seraient pressés par des forces très-supérieures, ils avaient ordre de se replier et de se couvrir de l'Iser, afin d'assurer les subsistances de l'armée, qui, dans ce cas, devait rétrograder pour soutenir M. de Harsch et défendre ses vivres.

L'armée autrichienne continua sa marche, et, le 6, elle arriva à Gerlachshayn sur la Queiss. Elle occupa des hauteurs qui bordent cette rivière près du village de Mark-

lissa. Quoique cette rivière soit peu considérable en cet endroit, cependant les hauteurs qui la bordent sur l'une et l'autre rive, offrent des positions si respectables, qu'on ne pourrait y attaquer une armée de front. Le pays est d'ailleurs si coupé et si couvert de bois, qu'il serait très-difficile d'y manœuvrer. L'armée se reposa le 7; elle en avait besoin, car elle marchait depuis 8 jours par un temps très-pluvieux.

M. le maréchal Daun n'avait encore reçu aucune nouvelle des mouvements de l'ennemi, ce qui n'était pas extraordinaire, parce que MM. de Laudon et de Beck, qui étaient aux postes avancés vers Trautenau et Politz, ne s'étaient mis en mouvement qu'un jour après l'armée, afin de dérober au roi au moins une marche. M. de Laudon, que le général avait détaché avec 2,000 chevaux, s'était battu avec sa valeur ordinaire contre des Prussiens qu'il avait rencontrés; il avait même été repoussé par la supériorité du nombre. Ce pays est si couvert, qu'il ne put apprendre que par des prisonniers que ce n'était point le roi lui-même, mais un détachement de 5 à 6,000 hommes commandé par M. de Saidlitz; on sut cependant, le 6, que ce prince avait quitté Landshut, qu'il s'était porté à Hirschberg et ensuite à Loewemberg.

Par la convention faite entre les deux cours de Vienne et de Pétersbourg, l'armée autrichienne et l'armée russe devaient s'approcher l'une de l'autre, et c'est pour cela que M. le maréchal Daun s'était porté sur la Queiss. Il y reçut des nouvelles du général russe, M. de Fermor, qui céda, bientôt après, le commandement à M. de Soltikof. Fermor l'avertissait qu'un corps prussien, de 40,000 hommes au moins, marchait vers lui au travers de la Pologne; qu'il savait qu'on devait l'attaquer, et qu'il allait se mettre sur ses gardes. Le lendemain, le même général fit savoir plus positivement encore à M. le maréchal Daun que les Prussiens se portaient sur la Wartha, et qu'il lui

était impossible d'exécuter ses mouvements du côté des Autrichiens aux époques fixées.

M. le maréchal Daun, voulant passer la Queiss nonobstant ces avis, assembla chez lui, le 9, à Gerlachshayn, les principaux officiers-généraux de son armée. Tous opinèrent pour que l'armée ne passât point cette rivière ; et M. de Montazet, qui pensait comme les autres, ne voulant pas cependant que l'opinion d'un officier français, qui était présumé n'être là que pour connaître le local, servit de prétexte à ceux qui étaient d'un avis contraire à celui du général, se contenta, dans cette occasion embarrassante, de dire des choses générales. Cependant, lorsque le général se fut déterminé à suspendre sa marche, M. de Montazet s'expliqua plus ouvertement. Il fondait son opinion sur ce que le poste que le maréchal Daun se proposait d'occuper à Friderstorff, n'étant pas plus éloigné de Gerlachshayn que de Loewemberg, où le roi était avec toutes ses forces, si ce prince avait envie de le disputer, il y arriverait au moins en même temps que les Autrichiens, ce qui rendait ce mouvement dangereux, vu que le pays par lequel il fallait passer était plein de montagnes, de défilés et de ravins, et que la retraite, en cas de malheur, y serait très-difficile. De plus, c'était mettre derrière soi une rivière peu considérable, à la vérité, mais dont le lit est si encaissé et les rives si escarpées, qu'il fallait vouloir tout hasarder pour s'exposer à se battre avec un obstacle semblable derrière soi. Et même, dans la supposition où l'on aurait passé la Queiss sans combattre, le seul avantage qu'il en aurait résulté, était d'avoir acquis un mille de pays, mais on perdait une communication plus libre avec la Bohême ; et au moindre mouvement que l'ennemi aurait fait ou sur la droite ou sur la gauche des Autrichiens, ils auraient été forcés de repasser la rivière pour ne pas courir les risques de perdre leur communication avec leurs magasins.

M. de Bolta, que le maréchal Daun avait envoyé à l'armée des Moscovites, en revint le 12, et il apprit au général autrichien, de la part de M. de Soltikof, que celui-ci avait été obligé de faire repasser la Wartha aux troupes qui étaient sur la rive gauche de cette rivière, et de se fortifier dans une position sur la rive droite, parce que les Prussiens étaient à portée de lui du même côté. Le général russe annonçait qu'il allait envoyer de gros détachements sur l'ennemi, pour savoir véritablement quelles étaient ses forces. M. de Bolta donna à M. Daun une bonne idée de l'armée russe, mais il ne parla pas fort avantageusement du nouveau général qui la commandait. Le jour que les Prussiens avaient paru auprès de Posen, au nombre de 10,000 hommes, il y eut du désordre dans l'armée russe ; M. de Soltikof ne se montra nulle part, ce fut M. de Fermor qui fit toutes les dispositions et qui tâcha de rétablir l'ordre dans le camp. Tout ce qu'on pouvait donc espérer de cette armée, selon le sentiment de M. de Montazet, c'était qu'elle occuperait 30 ou 40,000 Prussiens pendant toute la campagne.

Ainsi donc, jusqu'alors les projets du roi de Prusse semblaient se borner à arrêter la marche des Moscovites, et à observer à Loewemberg l'armée du maréchal Daun et M. de Harsch. Ce dernier général avait été détaché de la principale armée avec 35 ou 40,000 hommes, pour attaquer, ou du moins pour faire reculer un corps de 12 ou 13,000 hommes, avec lesquels M. de Fouquet défendait l'entrée de la Silésie à Landshut ; mais M. de Harsch, peu entreprenant par caractère, ne profita point de l'avantage que lui donnait la supériorité de ses forces, et il lui manqua toujours quelque chose pour entrer en Silésie. Trompé dans ses espérances à cet égard, M. le maréchal Daun en avait de l'humeur, et, en effet, par cela même, il se trouvait dans une position embarrassante. Pressé par sa cour d'agir de concert avec les Russes, il pouvait difficile-

ment sortir de sa position de Gerlachshayn : il avait devant lui le roi de Prusse qui se fortifiait dans un pays redoutable par sa nature ; le prince Henri se promenait sur ses derrières en Lusace, et le maréchal n'aurait pu se déposter sans abandonner à ce prince l'entrée de la Bohême et ses subsistances.

Toutefois, pour remplir les intentions de sa cour, et pour marquer aux Russes l'envie qu'il avait de les seconder, le général autrichien destina M. Hadeck pour marcher avec 25,000 hommes sur le bas Oder vers Crossen ; mais au lieu de l'y envoyer directement, il l'envoya en Lusace, lui ordonnant de manœuvrer pour en éloigner le prince Henri : un corps de 20,000 hommes devait succéder à M. Hadeck, dès que ce général se porterait à sa principale destination.

Pour masquer le débouché de Lauban, le général autrichien y envoya, le 17, un corps de 23 bataillons et de 20 escadrons, sous les ordres du duc d'Arenberg.

D'après les nouvelles dispositions que le maréchal Daun venait de faire, si les Russes poussaient M. de Dohna et se portaient sur l'Oder, le général Hadeck devait agir de concert avec eux, et si le roi de Prusse marchait alors au secours de son pays, l'armée de Daun devait le suivre.

Le pays de ce prince serait donc devenu le théâtre de la guerre ; et même, si dans cette supposition le prince Henri avait quitté la Saxe, le corps qui l'aurait observé jusque-là, devait le suivre de près, s'il n'aimait mieux faire une tentative sur Dresde. Mais en supposant que M. Hadeck ne pût se flatter d'être joint par les Russes, soit que ces derniers fussent forcés, par leurs subsistances ou par l'ennemi, de rester près de Posen, alors M. Hadeck devait se porter sur Francfort, Berlin, etc., et ravager cette partie du Brandebourg, après avoir fait contribuer le pays et la capitale ; peut-être même une telle manœuvre aurait-elle irrité

le roi de Prusse au point de lui faire abandonner ses projets de défensive.

Il paraît que telles étaient les combinaisons de M. le maréchal Daun, lorsqu'il apprit que le prince Henri, après avoir reçu 6 courriers du roi, son frère, dans un même jour, avait passé, le 19, de la rive gauche à la rive droite de l'Elbe. M. Hadeck se porta sur Lobau avec le corps nombreux dont on a déjà parlé ; il y arriva le 24. Il avait sous ses ordres MM. de Laudon, de Macquire et de Vela : le premier fut posté à Rotemburg avec 7,000 hommes de troupes légères, et il poussait des détachements dans la basse Lusace vers le Brandebourg et Sagan ; bientôt après, avec un corps plus nombreux, il eut une autre destination : il déperissait, dit M. le prince de Ligne, de l'indolence générale.

Une autre nouvelle acheva de déranger les projets de M. le maréchal Daun. Il sut, mais d'abord d'une manière confuse et incertaine, que les Russes avaient vaincu le corps des Prussiens qui leur était opposé. Ce qui paraissait en assurer la vérité, c'est que le roi détacha de son armée environ 10,000 hommes aux ordres du prince du Wurtemberg, pour aller renforcer le corps qui était vis-à-vis des Russes. On crut même d'abord que le prince Henri allait marcher avec 15,000 hommes pour le même objet. En conséquence, le général autrichien donna ordre au général Laudon de suivre le prince de Wurtemberg avec 20,000 hommes : le prince avait pris sa route par Freivald. M. Hadeck, avec le même nombre de troupes, eut ordre d'observer le prince Henri, qui se couvrit d'abord de la Sprée, mais qu'on soupçonnait de vouloir passer cette rivière pour se joindre au prince de Wurtemberg. M. Hadeck devait l'en empêcher ; et si le prince Henri se rejetait sur Berlin, il devait le suivre, tandis que M. de Laudon marcherait sur le bas Oder vers les Russes. Pour M. Daun lui-même, il devait rester dans la position de Gerlachshayn ; il ne

pouvait pas, tandis que le roi tenait la sienne, abandonner sa communication avec la Bohême; son intention était d'ailleurs de faire filer les troupes en détail sur l'Oder, si le roi y en envoyait encore, et d'y marcher avec toutes ses forces, si ce prince s'y portait avec les siennes.

On reçut enfin des nouvelles plus sûres de l'armée des Moscovites. On apprit que, le 28, ils avaient battu les troupes du roi à Zullikau; que les Russes avaient enterré 10,000 Prussiens sur le champ de bataille; qu'ils avaient fait autant de prisonniers; que les Prussiens avaient emmené 500 chariots chargés de blessés, et que les Russes avaient eu dans cette action 1,500 des leurs tués et 3,000 blessés; qu'ils avaient pris à l'ennemi 21 pièces de canon, 6 drapeaux et 3 étendards. Le général Vovernoff y avait été tué, et M. de Martel blessé dangereusement.

Après cette bataille, M. de Soltikof manda à M. de Laudon, que, par raison de subsistances, il était obligé de se porter à Francfort, et qu'il le priait de diriger sa marche vers cette ville, ce que fit M. de Laudon. La victoire des Russes aurait été plus complète, si la valeur de leur général eût répondu à celle des troupes; et si, après l'action, il eût fait suivre les Prussiens vaincus, il en aurait tiré de grands avantages. Ce fut le lendemain qu'on trouva dans les bois, le canon, les drapeaux, les étendards, et plus de 12,000 fusils que les Prussiens avaient jetés en fuyant, quoique sans être poursuivis.

Le 29, le maréchal Daun apprit que le roi avait détaché de son armée de nouvelles troupes pour les envoyer sur l'Oder, et bientôt après, que le roi y était allé en personne. Le maréchal se porta, le 30, avec 20,000 hommes, à Lauban, pour y attendre les événements: on a déjà dit que le duc d'Aremberg y avait été envoyé, et il ne paraît pas qu'il se fût retiré de ce poste.

A cette époque, la Saxe était presque en-

tièrement abandonnée; le prince Henri, en la quittant, n'y avait laissé que 7 à 8,000 hommes, aux ordres de M. de Finck. Un corps autrichien, supérieur en nombre, les observait, sous les ordres de M. de Magoire. Le roi, avec près de 60,000 hommes, allait se trouver vis-à-vis des Russes, qui, joints par 40,000 Autrichiens, formaient une armée d'environ 100,000 hommes. Le prince Henri avait pris le commandement de celle que le roi avait laissée dans la même position où elle avait toujours été, c'est-à-dire, entre Lahn et Loewemberg, couvrant une partie de la Silésie.

D'un autre côté, M. Fouquet barrait la vallée de Landshut, et s'étendait jusqu'à Hirschberg: ce dernier poste était soutenu par l'armée que commandait le prince Henri.

La Saxe étant ainsi abandonnée, c'était donc sur la Saxe qu'il fallait porter les principaux coups. M. de Montazet ne cessait de le dire: tout autre projet, selon lui, était difficile à exécuter, parce que la Silésie, qui se défend par elle-même, était, de plus, couverte par les forces de l'ennemi. Pour y pénétrer, il aurait fallu manœuvrer, et ce n'était pas là le fort des Autrichiens. Quels étaient d'ailleurs les officiers-généraux à qui M. le maréchal Daun pouvait se confier pour des entreprises difficiles? Exceptons toutefois MM. de Laudon et de Lascy; mais le premier, comme on vient de le voir, avait joint les Moscovites, et le maréchal ne rendait pas assez de justice aux talents du second, et peut-être même en était-il un peu jaloux. Quant à M. de Harsch, la conduite qu'il avait tenue jusqu'alors ne devait pas inspirer de la confiance; pour en bien juger, il faut se rappeler quelle avait été sa destination. Le maréchal Daun l'avait chargé d'attaquer, avec 35,000 hommes, M. de Fouquet, qui n'en avait pas 12,000, ou de manœuvrer pour faire abandonner à ce général prussien la vallée de Landshut, et couper sa communication avec Schweidnitz, d'où il tirait ses subsistances; le suc-

cès de cette entreprise devait donner des facilités pour faire quitter au roi la position de Loewemberg.

En conséquence de la promesse qu'avait faite M. de Harsch, d'exécuter ce dont il était chargé, le maréchal Daun se mit en marche, comme on l'a vu, pour aller prendre une position à Marklissa. Mais M. de Harsch, après être resté longtemps dans l'oisiveté, et étant ensuite tombé malade, remit le soin de son entreprise à M. Deville. Celui-ci promit d'abord beaucoup au maréchal Daun ; et pour exécuter ses promesses, il s'enfonça dans les montagnes de la Silésie, et il manœuvra si mal, qu'il laissa couper par M. de Fouquet sa communication avec la Bohême, et qu'il fut trop heureux de pouvoir y rentrer. Le maréchal avait de vives inquiétudes sur son compte ; il fut huit jours sans recevoir de ses nouvelles. Deville, rentré en Bohême, manda au général qu'il avait pris une pièce de canon et fait 200 prisonniers, mais il ne lui apprit pas la perte qu'il avait faite. Cependant MM. de Harsch et Deville étaient deux des plus habiles officiers-généraux de l'impératrice ; M. Hadeck, qui en était un troisième, n'avait pas trop bien manœuvré depuis qu'il avait été mis vis-à-vis du prince Henri. Par la marche des Russes et de M. de Laudon sur Francfort, après la bataille du 3 juillet, forcé de soutenir les efforts de l'ennemi de ce côté, ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'il se retira sur Spremberg ; il perdit même une partie de ses équipages, 1 bataillon, 1 escadron et 4 pièces de canon.

Tous ces événements concouraient pour intimider le maréchal Daun ; il n'avait pas un seul officier-général sur qui il pût compter, et il est vraisemblable que la connaissance qu'il en avait, influait beaucoup sur le caractère de lenteur et de timidité qu'on lui reprochait. Comment, en effet, aurait-il pu entreprendre des opérations combinées, lorsque, pour les exécuter, il lui fallait des

officiers-généraux plus que intelligents ? Il n'eût pas été sage de trop hasarder dans sa situation ; les Autrichiens ne devaient donc espérer d'autres avantages que ceux qui dépendaient de la force et de la supériorité du nombre.

On devait même s'attendre qu'il y aurait peu de concert entre le général russe et M. de Laudon. A peine celui-ci eut-il joint M. de Soltikof, qu'il s'offrit, s'il voulait lui donner 30,000 Russes, d'aller attaquer le roi, tandis que le reste de l'armée ravagerait le Brandebourg ; mais Soltikof voulait laisser prendre du repos à son armée, et il promit de se déterminer après qu'il en aurait fait la revue. Sur cette réponse que M. de Laudon fit passer au maréchal Daun, celui-ci fit partir un officier-général russe qu'il avait auprès de lui, pour aller rejoindre M. de Soltikof, l'inviter à passer l'Oder, et lui offrir de sa part tout ce qui dépendrait de lui pour favoriser ce mouvement.

M. Soltikof avait un grand avantage, dont il ne sut jamais profiter ; ses soldats, braves à l'excès, inspiraient une telle crainte à l'ennemi, que les déserteurs prussiens disaient eux-mêmes que 30 Russes dans une redoute la défendraient contre 600 grenadiers, et ne la laisseraient pas prendre : le roi de Prusse, à qui cet esprit de crainte déplaisait beaucoup, faisait tout ce qui dépendait de lui pour le changer.

Enfin, le général russe répondit à M. de Laudon sur la proposition qu'il lui avait faite ; il l'assura que, non-seulement il était dans l'intention de passer l'Oder, mais encore d'aller lui-même attaquer le roi, dès qu'il aurait reçu 60 pièces de gros canon qu'il attendait de Posen, aux conditions cependant que le maréchal Daun s'approcherait de la rive gauche de l'Oder, afin qu'on pût se prêter un mutuel secours. Pour ne pas laisser au général russe le prétexte de se rétracter, le maréchal Daun prit aussitôt la résolution de s'approcher de lui ; il se porta en trois marches sur Pribus, où quel-

ques jours auparavant il avait envoyé 7 à 8,000 hommes sous les ordres de M. Beck. Il laissa M. de Boukoff avec un corps vis-à-vis de Marklissa. Le marquis d'Eus, qui était à la droite de M. de Boukoff avec 4 ou 5,000 hommes, alla occuper Lauban aussitôt que le maréchal en fut parti, et M. de Magoire eut ordre de se porter à Gorlitz avec 8 ou 10,000 hommes qu'il commandait, afin de couvrir la communication de l'armée. Par ces dispositions, il y avait plus de 30,000 hommes à portée de rassembler, en 4 ou 5 heures de marche tout au plus, dans le cas où le prince Henri voudrait tenter quelque chose sur cette communication ; et, en supposant que ces troupes fussent repoussées de la Quieß, où devait être leur premier champ de bataille, elles pouvaient, sans inconvénient, se retirer sur la Neiss, où l'on avait reconnu des positions : enfin, 14,000 hommes ; que le maréchal avait ôtés à M. Deville, devaient être, le 16 août, en Lusace à portée de tous les points.

Il est vraisemblable que ce qui contribua le plus à déterminer le général autrichien à se porter sur l'Oder, ce fut l'avis que lui donna M. de Laudon, que le roi était campé à Lebus sur la rive gauche de ce fleuve, et qu'il se faisait joindre par 6,000 hommes qu'il avait laissés à Stettin. La position qu'occupait le roi était très-bonne ; celle des Russes vis-à-vis de Francfort ne l'était pas moins ; de sorte que ces deux armées étaient comme dans des citadelles. Dans son poste, le roi remplissait le double objet de se tenir à l'abri des attaques des Russes et des Autrichiens, et de les empêcher d'aller à Berlin, puisqu'ils ne pouvaient pas le laisser sur le flanc, à cause de leurs subsistances. Heureux alors ce prince, si, consultant plus ses véritables intérêts que son caractère entreprenant, et le désir de faire des choses extraordinaires, il s'y fût tenu sur la défensive.

Au commencement de la campagne, son

armée s'étant retirée de devant les Russes, furieux, il exila M. Dohna qui la commandait. Il ordonna ensuite à MM. de Vedel et de Seidlitz, ses favoris, d'aller réparer les fautes du général disgracié, mais ils furent battus ; ce qui fit dire au roi qu'il n'avait que lui seul sur qui il pût compter. Il s'emporta contre tout le monde, et même contre son frère ; il assembla ses plus grandes forces, marcha avec ses meilleures troupes, se fit seconder par ses généraux les plus distingués ; et, selon l'expression de M. de Montazet, après avoir invité l'Europe à le contempler, il alla lui-même se faire battre à Francfort.

Ce fut à Pribus que le maréchal Daun apprit, le 13, cette nouvelle bien importante pour lui et pour les alliés de l'impératrice. Quelques jours avant il avait appris à Lauban la défaite des Français près de Minden, sous les ordres du maréchal de Contades. Il sut, par un officier qu'envoya M. de Laudon, que la bataille de Francfort avait commencé, à 11 heures du matin, et qu'elle n'avait fini qu'à la nuit. Depuis longtemps il ne s'était livré une bataille aussi vive et aussi opiniâtre ; le roi avait fait, à la vérité, tout ce qu'il fallait pour la rendre telle, car il avait mis les 60,000 hommes qui composaient son armée sur une seule colonne, qu'il porta toute entière sur le flanc gauche des alliés, à la faveur d'un bois qui cachait ses dispositions. Il repoussa successivement les deux lignes de l'armée des alliés, qui se formaient sur leur flanc à mesure que les Prussiens gagnaient du terrain : l'action fut ainsi disputée pendant plus de 3 heures ; enfin, les Russes et les Autrichiens, à force de charger avec des troupes fraîches cette colonne prussienne, la repoussèrent au point qu'après avoir fait des efforts incroyables, elle ne voulut plus attaquer, et qu'elle fut mise dans un grand désordre. Il est vraisemblable que toutes les troupes prussiennes avaient chargé successivement, puisque le champ de bataille était jonché de toutes sortes d'u-

niformes. Cette colonne gagna dans sa marche plus des deux tiers du terrain ; et naturellement elle devait, par son propre poids, culbuter la gauche sur la droite, si la fermeté du soldat n'avait pas été inaltérable depuis le commencement de l'action jusqu'à la fin.

M. de Laudon, surtout, s'y distingua, et les Autrichiens, qui avaient la gauche, y combattirent avec autant de courage que les Russes. On estima d'abord la perte des Prussiens à 10,000 morts ou blessés ; on crut ensuite qu'elle montait à près de 30,000 : le duc de Wurtemberg, MM. de Vedel et de Seidlitz, y furent blessés. Les Russes prirent 240 pièces de canon, 30 drapeaux ou étendards, 300 caisses, et plus de 20,000 fusils, qu'on trouva sur le champ de bataille, ou que dans la déroute les fuyards jetèrent dans les bois. Les Russes firent aussi plus de 5,000 prisonniers, et il y eut un grand nombre de déserteurs prussiens.

Après avoir reçu la nouvelle de cette opiniâtre et sanglante bataille, M. le maréchal Daun se porta de Pribus à Triebel, désirant de se concerter avec le général russe ; il lui députa plusieurs officiers, qui tous rapportèrent que celui-ci était très-disposé à se reposer. Le maréchal crut qu'il obtiendrait quelque chose de mieux en demandant une entrevue lui-même. En effet, le 21, les deux généraux eurent une conférence dans laquelle ils arrêterent qu'on attaquerait Dresde à la fin du mois, et qu'ensuite on ferait une entreprise sur Neiss : Leipsig, Torgau et Wurtemberg s'étaient déjà rendus à l'armée impériale, et les garnisons en étaient sorties avec les honneurs de la guerre.

Si, au lieu de se reposer, M. de Soltikof eût marché à Berlin aussitôt après la bataille de Francfort, il n'aurait éprouvé aucune résistance ; le roi de Prusse, dont l'armée était diminuée de 20,000 hommes, n'aurait pas pu s'y opposer. Cependant, après la bataille, ce prince se plaça entre Francfort et

Berlin, pour couvrir sa capitale. M. Hadeck était à Mithore, MM. de Boukoff et d'Arenberg entre Lauban et Marklissa, où ils étaient toujours restés, et M. Beck à Sagan, tenant Christianstadt, pour observer un corps de 7 à 8,000 Prussiens qui étaient à Sprottau.

Telle était la situation générale des troupes, lorsque, le 29, M. le maréchal Daun, toujours à Triebel, apprit que le prince Henri avait quitté le poste qu'il occupait entre Lahn et Loewemberg, derrière le Bober, et qu'il avait passé cette rivière avec 35,000 hommes. M. Daun, qui n'en avait que 22,000 avec lui à Triebel, se déterminait aussitôt à marcher sur Muska. Il envoya ordre à M. de Boukoff, qui était à Rotembourg, de se rendre à Muska en même temps que lui ; par ce moyen, il se mettait en état, non-seulement de faire tête à l'ennemi, mais encore de marcher à lui, s'il voulait se porter sur Dresde ou sur les derrières des Russes, comme il en était convenu avec M. de Soltikof. Aussitôt que le maréchal Daun eut fait cette marche rétrograde, il reçut les représentations les plus fortes et des plaintes très-amères de la part du général russe, de ce qu'il s'éloignait de lui, et de ce qu'il l'exposait à avoir affaire à toutes les forces du roi de Prusse et à celles du prince Henri. M. de Soltikof ajoutait qu'il voyait bien qu'on voulait lui faire supporter tout le poids de la guerre, et qu'il allait se reposer sur Guben, et de là à Crossen, si l'armée autrichienne ne le soutenait pas.

Uniquement dans le dessein d'appaiser les murmures du général russe, le maréchal Daun s'avança, le 31, sur Forsta avec la moitié de ses forces ; son projet était de se porter le lendemain à la hauteur de Triebel, de s'y joindre à la moitié de l'armée qu'il avait laissée à Muska, et de marcher ensuite sur Sorau pour combattre le prince Henri, ou le forcer de repasser le Bober ; mais il apprit auprès de Triebel, le 1^{er} septembre, que ce prince n'avait fait passer

qu'un corps de 7 à 8,000 hommes, et qu'il n'avait pas quitté sa position. Pour vérifier les rapports qu'il avait reçus, et qui étaient tous différents les uns des autres, M. le maréchal Daun se porta lui-même, le 2, avec 6,000 hommes sur Sorau; il y arriva comme le détachement des Prussiens se retirait : il y eut une légère escarmouche, le désavantage fut du côté des Prussiens. L'armée autrichienne campa le même jour à un mille de Sorau, petite ville où le maréchal Daun établit son quartier général.

Dresde venait d'ouvrir ses portes aux Impériaux sans tirer un coup de canon; et le roi de Prusse, après avoir détaché de son armée 8 ou 10,000 hommes pour reprendre la Saxe, campé à Luben, semblait y braver, avec 30,000 hommes qui lui restaient, les forces des Russes et des Autrichiens, qui, réunies à Lieberosa, montaient au moins à 60,000 hommes.

Pour prendre un parti décisif, et pour savoir à quoi s'en tenir sur le compte des Russes, le maréchal Daun envoya successivement à leur armée plusieurs officiers-généraux autrichiens. Ceux-ci discutèrent les plans proposés avec M. de Soltikof, et ils cherchèrent à pénétrer quelles étaient ses véritables intentions : cela ne leur fut pas difficile. Soltikof dit qu'il ne pouvait absolument rien faire, parce que la saison était trop avancée pour songer au siège de Neiss. Lorsqu'on lui fit la proposition d'aller contenir le prince Henri, tandis que l'armée de l'impératrice-reine marcherait au roi de Prusse, il répondit qu'il voyait bien qu'on voulait l'exposer par là à avoir affaire à une armée, toute fraîche, et faire supporter à la sienne tout le poids de la guerre; il dit cependant qu'il attendait un courrier de sa cour, et que s'il recevait l'ordre d'agir, il l'exécuterait, parce que sa souveraine était la maîtresse de faire détruire son armée.

Alors le maréchal Daun prévint que désormais il ne résulterait rien de bon de cette

association. Il envoya M. de Nogent pour en rendre compte à sa cour, et pour lui faire part de ses projets ultérieurs. Le siège de Gros-Glogau lui paraissait impossible, et il pensait qu'il serait trop tard pour entreprendre celui de Neiss, quand même le courrier qu'attendait M. de Soltikof lui apporterait l'ordre positif de seconder les Autrichiens. Le maréchal Daun pensait donc que le parti le plus convenable à la circonstance était de marcher au roi de Prusse en se rapprochant de la Saxe, et de tâcher de se faire joindre par les Suédois. En suivant ce plan, il devait laisser un corps de 20,000 hommes sur la Neiss pour observer le prince Henri, et ce corps devait se joindre aux Russes dans le cas où ce prince voudrait marcher sur leurs derrières. Le maréchal Daun espérait que les Russes pourraient faire quelque chose de mieux que ce qu'ils avaient fait depuis un mois, quand les Autrichiens seraient plus à portée de se concerter avec eux. Pour assurer l'exécution de ce projet, un corps de 20,000 hommes, sous les ordres de M. Deville, fut chargé de couvrir la Bohême, et d'assurer les subsistances qui venaient de ce côté-là. Le maréchal Daun partit ensuite de Sorau pour marcher droit sur Spremberg, et pour se porter ensuite vers Kalan et Sonnervalda, en dirigeant ses pas sur l'armée du roi de Prusse et sur la Saxe; mais toutes ses dispositions et ses espérances furent détruites en un instant.

M. Deville ne suivit en rien les ordres qui lui avaient été donnés par son général. Il se retira sur Budissin avec une précipitation inconcevable, et il laissa ouverts les passages qui conduisent en Bohême de ce côté, ce qui donna à l'ennemi non-seulement la facilité d'y pénétrer et de prendre 6 ou 700 Croates à Friedland, mais encore d'enlever une quantité prodigieuse de chariots qui portaient à l'armée des subsistances. Sur cette nouvelle, le maréchal Daun assembla son conseil, et on jugea qu'il fallait qu'il se

portât lui-même avec l'armée à Budissin. En effet, il rétrograda, et il y arriva le 13. M. Deville, pour sa justification, manda au maréchal qu'il s'était retiré à Budissin, parce que l'ennemi le serrait de très-près, mais cette excuse n'est pas jugée valable par M. de Montazet. Quoiqu'il en soit, M. Deville ne se présenta point devant son général ; il lui fit dire qu'il était malade, et qu'il était obligé d'aller à Prague pour y rétablir sa santé.

Arrivé à Budissin, le maréchal Daun apprit par M. de Romansoff, que le général des Russes lui députa, que celui-ci avait quitté le camp de Lieberosa ; qu'il marchait sur Guben, et qu'il était déterminé à faire le siège de Gros-Glogau, si on voulait lui envoyer un renfort de 10 ou 12,000 hommes, lui former un magasin de subsistances pour un mois dans les environs de Gros-Glogau, lui fournir de l'artillerie, et enfin empêcher le roi de Prusse et le prince Henri de le troubler dans ses expéditions.

Ces conditions, qu'imposait M. de Soltikof, difficiles, et même impossibles à remplir, annonçaient qu'il ne demandait qu'un prétexte pour rester dans l'inaction. Le maréchal Daun, au contraire, pour prouver sa bonne volonté, fit partir aussitôt le renfort que lui demandait le général russe, avec 6 pièces de 24, et il lui en promit une plus grande quantité dès qu'il pourrait lui en faire passer avec sûreté. Il lui fit d'ailleurs observer qu'il était impossible de former des magasins dans un pays ennemi ; mais que la Silésie étant un pays tout neuf et très-abondant, elle fournirait à la subsistance de l'armée pendant le siège. Quant à la condition de contenir le roi de Prusse et le prince Henri, le maréchal Daun représenta qu'il ne lui était pas possible de remplir ces deux objets en même temps, vu que les armées que commandaient ces deux princes, étaient fort éloignées l'une de l'autre, et qu'il avait, de plus, la Saxe et la Bohême à protéger ; mais il demandait quel

était celui des deux sur lequel on voulait qu'il fixât son attention, et il promettait de ne le pas perdre de vue.

Que fallait-il de plus à M. de Soltikof, si véritablement il eût voulu concourir au bien de la cause commune ? Mais si telle eût été son intention, il n'était pas nécessaire qu'il entreprît des sièges ; depuis longtemps le roi de Prusse, après avoir détaché la moitié de ses forces pour secourir la Saxe, restait posté impunément avec 20,000 hommes à deux milles de l'armée russe : le général aurait pu marcher à ce prince, et l'accabler par la supériorité de ses forces ; mais il ne voulait rien faire, et encore moins voulait-il permettre que M. de Laudon le quittât.

Si M. Daun ne fit rien pendant toute cette campagne, il doit être justifié par la conduite et la mauvaise volonté du général russe, et par l'inhabileté des officiers qu'il avait à ses ordres. La cour de Vienne était cependant étonnée qu'avec des forces supérieures il n'eût pas fait de grandes tentatives, et de ce qu'il n'avait pas accablé ou le roi de Prusse ou le prince Henri. Pour juger combien il lui était difficile de tenter quelque chose sur les corps d'armée que commandaient ces deux princes, il faut examiner quelle était alors la situation générale des affaires. Forcé, par la mauvaise manœuvre de M. Deville, de rétrograder sur Budissin, le maréchal ne pouvait plus s'écarter sans craindre de perdre sa communication avec Dresde, d'où il tirait alors ses subsistances. Il avait donné un corps de 25,000 hommes à M. le prince des Deux-Ponts, pour défendre la Saxe et en chasser 15 ou 16,000 Prussiens qui la ravageaient. M. Beck couvrait la Bohême du côté de Rekenberg et de Gabel, pour la garantir des incursions que l'ennemi faisait depuis la retraite précipitée de M. Deville sur Budissin ; M. de Harsch, avec 18,000 hommes, couvrait aussi la Bohême à Trautenau, et protégeait la Moravie. Ainsi, en comptant les 25,000 hommes qui étaient avec les

Russes, sous M. de Laudon, il en avait 75,000 détachés, et le général autrichien n'en avait pas plus de 50,000 effectifs au camp de Budissin.

A cette époque, le roi de Prusse était avec 25,000 hommes entre Spremberg et Muska. Le prince Henri, qui avait attiré à lui une partie des forces de M. Fouquet, était entre Lauban et Gorlitz à Seidenberg. Il avait 40,000 hommes ; cette armée et le corps du roi pouvaient aisément se joindre en deux petites marches.

Dans cette situation des choses, que pouvait donc faire M. le maréchal Daun ? Devait-il attaquer le roi ou le prince Henri, ou devait-il se mettre entre l'un et l'autre ? Dans ces trois suppositions, les ennemis étaient toujours les maîtres de se joindre, et s'ils y avaient rencontré quelque obstacle, celui auquel on aurait marché, n'aurait eu qu'à rétrograder, tandis que l'autre se serait porté entre Dresde et l'armée autrichienne. Alors, placé entre le roi et son frère, ayant perdu sa communication avec ses subsistances, dans quelle position embarrassante ne se serait pas trouvé le maréchal Daun ?

Ayant appris cependant que les Russes avaient passé le Bober à Christianstadt, et que le prince Henri avait poussé de la rive droite de Neiss, où il était à un mille en avant de Gorlitz sur Landscron, un corps que commandait M. de Ziethen, il se détermina à marcher, le 23, sur le prince Henri. Celui-ci resta dans sa position jusqu'à l'arrivée des Autrichiens à Reichenbach ; mais la nuit du 23 au 24, M. de Ziethen abandonna le Landscron, et avant la pointe du jour, le prince Henri et lui se mirent en marche en longeant la rivière de Neiss ; les troupes légères des Autrichiens les suivirent jusqu'à Rotembourg, où les Prussiens firent une halte de quelques heures ; ils se remirent ensuite en mouvement, et dirigèrent leurs pas sur Pribus et Freyvald. Les rapports que reçut ce jour-là le maréchal Daun, annonçaient que le prince Henri marchait sur Sagan ;

cependant la colonne prussienne, qui avait passé la Neiss à Nidbilla, ne laissa pas de lui donner des soupçons sur les vrais projets du prince ; mais la crainte qu'il eut que les Russes ne se plaignissent de lui, et les ordres qu'il avait de sa cour de protéger leurs opérations en Silésie à quelque prix que ce fût, le déterminèrent à marcher, le 26, de Reichenbach à Gorlitz. En arrivant dans ce nouveau camp, il apprit par d'autres rapports et par beaucoup de déserteurs que l'armée du prince Henri avait marché nuit et jour, les uns disaient sur Sagan, les autres sur Muska, et d'autres sur Spremberg ; mais sur le rapport que lui fit un officier, qu'à la pointe du jour il avait laissé l'ennemi au delà de Neuhamer, se dirigeant sur Hoyerswerda, le maréchal partit aussitôt de Gorlitz, marcha jusqu'à 9 heures du soir qu'il fit faire halte à son armée, en attendant le jour pour gagner Budissin, où elle arriva très-fatiguée, car par un temps pluvieux elle avait fait près de huit milles en 24 heures.

L'armée du prince Henri ne devait pas être moins harassée ; elle avait fait près de onze milles presque sans s'arrêter, et elle perdit beaucoup par la désertion dans les bois où elle passa. Mais si la nature du pays causa une partie de cette perte, elle cacha aussi la marche du prince Henri au maréchal Daun, qui, peut-être, sans cela l'aurait attaqué dans sa retraite.

L'objet de cette marche, aussi savante que pénible, que le roi de Prusse fit faire au prince Henri, était de secourir et de délivrer la Saxe, et elle montrait combien peu le roi redoutait les mouvements des Russes. Le prince, arrivé à Hoyerswerda, y surprit et y enleva le corps de M. de Vela, et ensuite il alla en Saxe.

Pour conserver ce pays, le maréchal Daun part, le 28, de Budissin ; le même jour il campe à Schmiedefeld, dans les environs de Harteau ; il en part le 29, il passe au travers de la ville de Dresde pendant la nuit,

et il campe à Peterwitz près Dohlen, où il séjourna le 30.

Le maréchal n'était pas sans inquiétude sur le parti que pouvait prendre le roi de Prusse dans cette circonstance ; l'inaction à laquelle les Russes étaient voués pour le reste de la campagne, pouvait faire croire que ce prince se joindrait à son frère. Avant de passer l'Oder, M. de Soltikof avait signifié au général Laudon que la saison était trop avancée pour entreprendre un siège ; et Laudon, après avoir reconnu le camp des Prussiens, ayant demandé à M. de Soltikof un secours de 10,000 hommes pour aller attaquer le roi, le général russe répondit qu'il n'était pas venu là pour se battre ; que son armée en avait assez fait, et que si le corps autrichien ne passait pas l'Oder avec lui, il continuerait sa marche vers Posen ; cependant il promit de ne s'éloigner de la rive droite de l'Oder que vers le 15 octobre. C'est à quoi se bornent tous les efforts des Russes en faveur de l'alliance. Avant la campagne, la cour de Vienne avait donné de l'argent aux généraux de cette armée. M. de Montazet pensait que ce n'était pas là, politiquement parlant, la conduite qu'il eût fallu tenir ; qu'il aurait été plus avantageux de leur donner des espérances, et de ne leur accorder cette récompense pécuniaire qu'à la fin de la campagne, et il jugeait que, par ce moyen, on aurait fait des Russes tout ce qu'on aurait voulu.

N'ayant donc rien de plus à espérer des généraux et des troupes de cette nation, M. le maréchal Daun tourna ses vues du côté de la Saxe ; il craignit cependant de rencontrer dans l'exécution, des obstacles de la part de l'armée de l'empire ; et pour les prévenir, il s'aboucha à Dresde avec le prince des Deux-Ponts qui la commandait. M. Daun fit sentir à ce général qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour prendre un parti, puisque d'un côté les Russes avaient passé l'Oder, que de l'autre le prince Henri allait se joindre au corps de M. Finck, et

que vraisemblablement le roi ne tarderait pas d'arriver avec un renfort considérable ; qu'il fallait donc, sans perdre de temps, que l'armée de l'empire, ou l'armée autrichienne, balayassent la rive gauche de l'Elbe. Le maréchal offrit de s'en charger, si le prince des Deux-Ponts voulait rester sous Dresde, et lui rendre une partie des troupes autrichiennes qui étaient dans son armée. Le prince se chargea non-seulement de garder Dresde et de présider aux travaux qu'on devait y faire, mais il offrit encore de tenir un corps sur la rive droite de l'Elbe, afin d'empêcher que l'ennemi ne vint canonner la place ou la bombarder.

En conséquence de cette convention, et pour mieux exécuter le plan concerté, le maréchal Daun donna de nouveau une armée particulière à commander à M. Hadeck. C'était sans doute, dit M. le prince de Ligne, pour en rendre la chute plus sensible ; en effet, cet officier-général reçut, quelques jours après, la nouvelle de sa disgrâce. D'après l'autorité qu'on vient de citer, des tracasseries de cour en furent la cause : on voulut qu'il se justifiât sur l'affaire du 20, près de Patzdorff ; il se justifia, sans doute, puisqu'il revint servir dans l'armée à la fin de la campagne.

L'armée qui suivait le corps de Hadeck se porta à Heyde, et ensuite à Hoff près Strehla. Le prince Henri avait passé l'Elbe le 3 ; il occupait avec M. de Finck ce poste redoutable. Strehla était en avant de leur gauche ; ils avaient deux ruisseaux devant le front de leur camp, de sorte qu'il n'était pas possible de les attaquer en front ni par leur gauche, puisqu'elle était appuyée à l'Elbe : la droite seule était attaquable. Le maréchal Daun, après avoir bien examiné cette position, et désirant faire abandonner l'Elbe au prince Henri avant qu'il fût joint par son frère, discuta avec les officiers-généraux de son armée les avantages et les désavantages du local. Presque tous trouvèrent la position inattaquable, mais ils con-

vinrent en même temps que si on n'attaquait pas le prince Henri où il était, il fallait se mettre sur la défensive, et s'en tenir uniquement à conserver Dresde, sauf à recevoir une bataille sous cette place, si le roi voulait la risquer avec toutes ses forces réunies. M. de Lascy fut d'un avis contraire ; il avoua que la position du prince Henri était avantageuse, mais que la supériorité du nombre devait donner les plus grandes espérances du succès : enfin, il s'étendit sur ce sujet comme un militaire instruit qui avait bien vu le pour et le contre des différents partis qu'il y avait à prendre.

M. le comte de Montazet, à qui le général demanda aussi quel était son avis, répondit que la position de l'ennemi lui paraissait fort bonne, mais qu'avant de dire ce qu'il pensait, il priait M. le maréchal de répondre lui-même à deux questions. La première, si la cour de Vienne était en état et avait le dessein de laisser 60,000 hommes en Saxe pendant l'hiver, afin que l'ennemi ne pût y rentrer si on parvenait à l'en chasser. La seconde, si dans le cas du succès il était déterminé à suivre l'ennemi avec beaucoup de vivacité jusqu'à ce qu'il fût de l'autre côté de l'Elbe. M. de Montazet ajouta que dans la supposition où on répondrait affirmativement à ces deux questions, son avis était qu'il fallait attaquer l'ennemi dans sa position, quoiqu'elle fût avantageuse, parce qu'il lui paraissait de la plus grande importance pour les puissances alliées de délivrer entièrement la Saxe et d'occuper le cours de l'Elbe pendant l'hiver ; que si, au contraire, le désir d'illustrer les armes autrichiennes était l'objet principal, il s'en fallait beaucoup qu'il crût nécessaire de donner une bataille, puisque l'événement était très-incertain, et que pour risquer, il fallait au moins avoir de grands objets et de grandes espérances.

Après que tous les officiers-généraux eurent donné leur avis, le maréchal Daun les remercia ; il leur dit que la chose valait bien

la peine d'y réfléchir de son côté, et qu'en attendant, M. de Lascy ferait les dispositions pour l'attaque projetée.

Le 11, l'armée autrichienne, occupant toujours le camp de Hoff, et tout étant disposé pour attaquer le prince Henri dans son poste, le maréchal Daun communiqua de nouveau son plan aux officiers-généraux de son armée. Ceux-ci étaient toujours persuadés que la position de l'ennemi était trop avantageuse, et qu'il y aurait trop à risquer au cas qu'on fût obligé de se retirer : en un mot, le vœu général et les réflexions de M. Daun furent contre l'attaque proposée. Elle devenait d'ailleurs tous les jours plus difficile, parce que le prince Henri fortifiait son camp par de nouvelles batteries et par des redoutes, et que le roi pouvait s'approcher de lui d'un moment à l'autre.

Après avoir fait reconnaître de nouveau le front des ennemis, le maréchal Daun jugea qu'il était inattaquable, et il prit le parti de faire marcher, le 21, vers Dalhen, un corps de 17 à 18,000 hommes, sous les ordres de M. de Boukoff, pour menacer Torgau et la communication de ce poste avec l'armée du prince Henri. Il espérait, par cette manœuvre, l'obliger à quitter le poste de Strehla ; mais ce prince, loin de l'abandonner, s'y fortifiait toujours, et il en avait fait un champ de bataille excellent. Ayant reçu cependant, le 17, 3 courriers du roi son frère, il partit le même jour avec son armée, à 7 heures du soir, et en une seule marche il alla jusqu'à Torgau.

Le maréchal Daun marcha aussitôt à Strehla, et ensuite à Torgau, dans le dessein d'y attaquer les ennemis, s'il en trouve l'occasion favorable. Le comte de Lascy fut blessé en reconnaissant leur nouvelle position. La gauche de leur armée était appuyée à la ville de Torgau, le centre était couvert en partie par de grands étangs, et la droite était appuyée à des bois qui couronnaient une hauteur. C'était le point par lequel on jugeait leur camp plus accessible.

En conséquence, le maréchal Daun forma le projet de porter son armée sur le flanc droit du prince Henri, d'où il se proposait de prendre un parti décisif, ou pour l'attaquer, ou pour le tourner, car l'un et l'autre de ces moyens pouvait le rejeter de l'autre côté de l'Elbe, et c'était là tout ce qu'on désirait. Le maréchal engagea même le prince des Deux-Ponts à faire marcher un corps de 6,000 hommes sur la rive droite de l'Elbe; ce corps devait se porter jusqu'à la hauteur de Dhubigau ou Dobrigau, afin de rendre à l'ennemi les subsistances plus difficiles, et l'obliger par là à abandonner sa position.

De son côté, le prince Henri avait fait marcher 8 ou 10,000 hommes à Eilenbourg; par cette disposition, il paraissait vouloir soutenir Leipsig, ce qu'il ne pouvait faire sans soutenir Torgau en même temps. Mais, le 22, le maréchal Daun s'étant porté à Schilda avec le gros de son armée, et ayant poussé le même jour M. de Guemingen avec 5 ou 6,000 hommes à une lieue de Eilenbourg, les ennemis abandonnèrent cette place.

M. le maréchal Daun détacha ensuite 18,000 hommes de son armée, et les envoya à Malischen, sous les ordres de M. le duc d'Aremberg. M. de Printano, qui était à ses ordres, fut envoyé à Dommitz, ce qui devait être regardé comme la même position. Bientôt le général renforça le corps de M. d'Aremberg de 9 bataillons et 3 régiments de cavalerie, aux ordres de M. Odonel : il y avait en tout 31 bataillons, 15 compagnies de grenadiers, 7 régiments de cavalerie, et de plus 104 pièces de canon.

L'objet du maréchal Daun, en formant cette petite armée, était d'abord d'occuper Wittemberg, si cela était possible; secondement de couper la communication de l'ennemi avec Magdebourg, tant par eau que par terre, et ensuite de rejeter de l'autre côté de l'Elbe le corps de M. Rebutisch qui rodait entre la Mulda et l'Elbe, et celui de

M. de Wunsch, que le prince Henri avait détaché depuis deux jours pour renforcer le premier. Ces deux corps réunis pouvaient, selon tous les rapports, être de 7 à 8,000 hommes, et ils ne devaient pas résister à celui de M. le duc d'Aremberg. Les détails que donne M. le prince de Ligne de cette marche et de l'événement qui la suivit, ne sont pas bien intelligibles; ceux que M. le duc d'Aremberg envoya lui-même au maréchal Daun, le sont encore moins : c'est pourquoi on se bornera à en faire connaître ici la cause et les résultats.

Dans un combat entre les hussards prussiens et autrichiens, qui se donna, le 26, près de Dommitz, les Prussiens firent prisonnier un des adjudants du duc d'Aremberg, et ils trouvèrent sur lui l'état de la force du corps autrichien, et l'état de ce qui lui manquait, par lequel on voyait qu'on avait oublié de lui donner des munitions. Cet adjudant avait de plus sur lui les instructions du maréchal Daun au duc d'Aremberg. Il paraît que le prince Henri et M. de Finck eurent connaissance de ce que contenaient ces papiers qu'on trouva sur l'adjudant; ils en profitèrent, et, le 29, le duc se portant sur Kemberg, fut attaqué à son avant-garde et à son arrière-garde : alors il changea sa marche, et se dirigea sur Duben. Les troupes qui d'abord formaient l'avant-garde, formèrent l'arrière-garde. Dans la seconde disposition, M. de Guemingen, qui les commandait, fut fait prisonnier; 18 compagnies de grenadiers, qu'il avait à ses ordres, furent détruites, dispersées ou prises; 5 bataillons et quelques escadrons souffrirent aussi beaucoup. S'il faut en croire M. le prince de Ligne, ces troupes furent sacrifiées absolument par la faute de M. de Guemingen.

La conduite de M. de Printano fut bien différente. C'était lui qui dans la marche sur Spremberg commandait l'arrière-garde. Il fut attaqué, comme on l'a dit, par M. de Finck : il combattit; et quoique séparé

du reste des troupes, il ne souffrit aucun échec.

Le duc d'Aremberg arriva le même jour, en très-bon ordre, à Duben; il y fut joint par les troupes de MM. Odonel et Printano, et, le lendemain, il marcha avec eux jusqu'auprès d'Eilenbourg.

Le maréchal Daun, affligé de plus en plus de voir qu'il n'avait dans son armée aucun officier-général à qui il pût confier des expéditions de quelque importance, forma un nouveau projet, celui de se porter lui-même sur Leipsig, et de s'emparer de cette place. Il était dans ces dispositions, et sa marche était déjà concertée avec le prince des Deux-Ponts, lorsqu'il reçut des dépêches des frontières de la Silésie, par lesquelles on lui apprenait que les Russes s'étaient mis en marche, le 24 octobre, pour s'en retourner sur la Wartha, et que le roi de Prusse marchait aussi de son côté avec la plus grande partie des forces qu'il avait en Silésie, faisant des marches forcées pour se joindre au prince Henri. Ces nouvelles, conformes à celles que le maréchal recevait de Vienne, le déterminèrent aussitôt à envoyer un officier au prince des Deux-Ponts, pour le prier de différer sa marche sur Leipsig. Ainsi l'entière défection des Russes mettait dans l'impossibilité de faire de nouvelles conquêtes en Saxe, et rendait même difficile la conservation de celles qu'on y avait faites.

Le roi venait avec 30 à 34,000 hommes, et par sa jonction avec son frère, il allait se trouver supérieur aux Autrichiens de 15,000 hommes. Alors la position de Schilda n'était plus soutenable, et le maréchal la quitta pour en aller occuper une plus sûre. Il alla camper, le 3, à Neudorff près de Hoff; il fut joint par le corps que commandait le duc d'Aremberg. Le 4, il alla à Lomalch, mais cette position n'était pas aussi avantageuse qu'il le pensait; il remonta vers Dresde, et campa à Heinitz ou Hanitz.

Il ne pouvait avoir que très-difficilement des nouvelles des ennemis, et ce ne fut que

le 13 qu'il apprit que le roi avait joint, en effet, le prince Henri; qu'un corps de 17 à 18,000 hommes avait marché sur Freyberg, et que chemin faisant il avait repoussé un poste Autrichien qui était à Nossen. Sur ces nouvelles, le maréchal Daun se détermina à s'approcher encore de Dresde, pour ne pas perdre sa communication avec cette place, et pour avoir la facilité de détacher des troupes de son armée, et empêcher l'ennemi de pousser des détachements en Bohême, ce qu'il pouvait faire très-aisément, dès qu'il occupait Freyberg. Le maréchal pria aussi le prince des Deux-Ponts de faire occuper Dipodiswalda, poste essentiel à tous égards, et ce prince y envoya 4 bataillons et 2 régiments de cavalerie. Mais quelque temps après, ces troupes, sur lesquelles le maréchal avait compté pour défendre ce poste, s'enfuirent à l'approche de quelques husards prussiens. Rien n'était plus triste pour le maréchal Daun; les troupes elles-mêmes, découragées d'avance, l'étaient encore plus par la saison qui devenait rigoureuse, et elles soupiraient toutes après la fin de la campagne.

L'armée autrichienne était alors à Planen. Le maréchal Daun eut d'abord le projet de faire avancer un corps de 16 à 18,000 hommes sur Dipodiswalda; mais le prince des Deux-Ponts lui ayant donné avis que M. de Finck était à Maxen, le général envoya sur ce point M. de Printano pour en déposter l'ennemi: la faiblesse du corps de Printano, et la bonté de la position qu'occupait M. de Finck, obligèrent l'officier autrichien de se retirer sans avoir rempli sa mission.

MM. de Lascy et de Montazet, qui jugeaient que la marche que le roi avait fait faire sur Maxen était imprudente, redoublèrent leurs instances auprès du maréchal Daun, pour le déterminer à y porter un corps plus nombreux. Ils avaient continuellement besoin de réveiller sa lenteur ordinaire: ils y réussissaient quelquefois; mais, selon l'expression de M. de Montazet, leurs paroles

ne faisaient que ce que les gouttes du général Lamothe opèrent sur les apoplectiques, c'est-à-dire, qu'elles donnaient une secousse pour un moment, et que l'instant d'après, la léthargie recommençait de plus belle.

Ils eurent cependant la satisfaction de voir attaquer le corps prussien qui était à Maxen, et qui coupait la communication avec la Bohême. Il était composé de 18 bataillons et de 39 escadrons, et aux ordres de MM. de Finck, Wunch et Rebendiche, généraux favorisés et chéris du roi de Prusse. L'action dura jusqu'à la nuit ; les troupes la passèrent en bataille à 500 pas les unes des autres. M. le prince de Ligne rapporte que le général Lascy fit la plaisanterie de lui demander à quelle heure il voulait que les ennemis se rendissent prisonniers le lendemain. En effet, le 21, à la pointe du jour, comme les Autrichiens recommençaient à tirer, M. de Rebendiche demanda à parler à M. le maréchal Daun de la part de M. de Finck : M. de Lascy fut chargé de la négociation, et, dans moins d'une demi-heure, il fut arrêté que tout ce qui restait des Prussiens, serait prisonniers de guerre. La matinée se passa à désarmer une armée en plein champ. Ce succès était dû aux bonnes dispositions qu'on avait faites pour l'attaque, à la valeur des troupes, à la rapidité avec laquelle elles repoussèrent les Prussiens, et au feu et aux manœuvres de l'artillerie, qui décide aujourd'hui le gain des batailles.

La perte des Prussiens fut énorme dans tous les points ; on leur prit 70 pièces de canon, 44 chariots chargés de munitions, 4 paires de timballes, 24 étendards, 96 drapeaux, tous les caissons attachés à cette petite armée, 9 officiers-généraux, 20 bataillons et 36 escadrons ; le tout estimé à plus de 19,000 hommes, suivant les états trouvés sur les généraux. M. le comte de Montazet, qui avait eu beaucoup de part à ce succès, envoya M. de Galibert, son aide de

camp, pour en apprendre la nouvelle à sa cour ; M. le maréchal Daun envoya aussi en France M. le prince de Ligne pour le même objet.

Il est vraisemblable que le roi de Prusse, à qui les révers donnaient ordinairement de l'humeur, en eut beaucoup lorsqu'il fut informé de celui-ci. La première lettre qu'il écrivit, le 23, de Wilsdorff, à M. de Finck à cette occasion, est cependant très-moderée.

« Mon cher lieutenant-général de Finck, lui » disait-il, votre lettre du 21 m'a été remise. » C'est jusqu'à présent un exemple inouï » qu'un corps prussien ait mis bas les armes » devant son ennemi ; on n'a même jamais » eu l'idée d'un cas pareil. Je suspends d'ail- » leurs mon jugement sur le fond de la » chose, puisque j'ignore entièrement les » circonstances dans lesquelles vous vous » êtes trouvé. Je suis votre affectionné roi. »

Peut-être ce prince n'aurait-il pas été si modéré, s'il n'eût pas senti qu'il était le seul coupable des fautes qui avaient amené ce revers.

De son côté, M. de Finck, prisonnier dans l'armée des Autrichiens, disait à des officiers-généraux : « Je ne serais pas actuelle- » ment avec vous, messieurs, si le roi mon » maître avait voulu écouter les représenta- » tions que je lui ai faites, lorsqu'il m'a » ordonné de prendre la position de Dohna » et de Maxen. Il m'a répondu : Les Autri- » chiens ne pensent qu'à se retirer en Bo- » hême ; ils sont déjà en mouvement pour » y marcher ; ils manquent de subsistances, » et, par cette position, vous les priverez de » celles qu'ils reçoivent journellement de » leur pays, ou, du moins, vous les leur » rendrez bien plus rares par la difficulté de » les avoir. »

Ainsi donc, c'est au roi qu'on doit imputer la seule faute commise pendant la campagne à l'armée du prince Henri, qui, plus sage et plus froid, passait déjà pour être plus habile que son frère dans l'art de la guerre.

Si, après avoir envoyé du côté de la Bohême le corps qui devait intercepter la communication des Autrichiens avec ce pays, le roi se fût approché lui-même de leur armée, prêt à combattre tous les corps qui en auraient été détachés, et même l'armée entière, si elle eût fait un mouvement; alors le maréchal Daun n'aurait pu attaquer M. de Finck sans courir lui-même le danger d'être attaqué, et vraisemblablement le corps de M. de Finck n'aurait pas été forcé de mettre bas les armes; mais, après la première faute qu'il avait faite, ce prince fit encore celle de rester dans l'inaction dans les environs de Wilsdruff.

Il faut convenir cependant que dans l'exécution des ordres du roi, M. de Finck fit aussi des fautes impardonnables. Ses dispositions étaient mauvaises, et il se battit mollement, quoique le nombre de ses troupes et le terrain lui permissent encore de se bien défendre.

Pour se faire une idée plus juste de l'affaire de Maxen, il faut lire les détails suivants sur cet événement extraordinaire :

Détails de l'affaire qui s'est passée près de Maxen, le 20 du mois de novembre, entre un corps de troupes impériales et autrichiennes, et un corps de troupes prussiennes, commandé par le lieutenant-général de Finck.

Le maréchal Daun avait levé son camp de Wilsdruff le 17, et il s'était établi dans celui de Plauen près de Dresde, d'où il comptait prendre des quartiers de cantonnement, lorsqu'il apprit que le roi de Prusse avait envoyé un corps considérable à Maxen de l'autre côté de Dippodiswalda. Aussitôt il fit marcher de ce côté-là le général Printano avec un corps de troupes; et comme l'ennemi, non-seulement avait renforcé celui qu'il avait près de Maxen, mais qu'il en avait aussi fait avancer un autre près de Dippodiswalda, ce maréchal, pour

mettre en sûreté les derrières de l'armée, fut obligé de détacher vers Rusgen un second corps aux ordres du général baron de Sincere. La position de l'ennemi rendait la rentrée des fourrages très-difficile, et elle lui permettait de tenter une invasion dans la Bohême.

Ces considérations déterminèrent le maréchal Daun à renforcer le corps du baron de Sincere de 3 régiments d'infanterie et de 2 régiments de cavalerie.

Le baron de Sincere partit de Rusgen, le 19, à 7 heures du matin, et marcha sur Dippodiswalda. La cavalerie de ce corps était commandée par le comte Odonel. En arrivant à Horslich, ce général trouva les ennemis en mouvement pour se rendre à Maxen; le maréchal Daun arriva de l'armée presque aussitôt. Il reconnut que l'on ne pouvait point attaquer l'ennemi dans sa marche, à cause des défilés; et comme le jour se trouva trop avancé, lorsque toutes les troupes d'infanterie et de cavalerie eurent rejoint, et qu'on eut amené toute l'artillerie, il fit marquer un camp; il y fit passer les troupes, en ordonnant à l'aile gauche de se porter sur les hauteurs, la première du côté de Dippodiswalda près de Maltern, et l'autre du côté de Hestlich. Il fit passer 3 bataillons dans Dippodiswalda, et partit aussitôt pour l'armée, voulant s'y trouver au cas que le roi de Prusse voulût tenter quelque entreprise. Il ordonna, avant de partir, au baron de Sincere et au comte Odonel, de se porter, le 20, à 7 heures du matin, sur Maxen, afin qu'à son retour il pût trouver la colonne déjà en marche.

Le maréchal Daun fut de retour, le 20, dans le moment où les têtes des colonnes arrivaient à Reinhargsgrimma. Le comte Odonel se mit à la tête de la cavalerie, et le baron de Sincere à la tête de l'infanterie. La marche se fit sur 4 colonnes, et l'avant-garde fut composée d'un régiment de husards, de quelques Croates et d'une brigade de grenadiers.

• Le baron de Seckendorff, avec 2 régiments d'infanterie, 2 escadrons de cavalerie et 100 hussards et dragons, fut envoyé du côté de Maltern, où avait été postée l'aile droite, pour s'assurer du passage de Freyberg à Dippodiswalda.

• Le général Printano eut ordre de s'avancer près de l'ennemi par delà Lockwitz, pour soutenir le maréchal Daun aussitôt qu'il aurait attaqué l'ennemi avec le corps qu'il commandait. Quant à l'armée combinée de l'empire, il fut convenu qu'elle enverrait des détachements sur les hauteurs vers Dohna, pour canonner de là l'ennemi. Le comte de Palfi eut ordre de s'y porter avec 3 régiments de hussards et un corps de Croates.

• Lorsque le maréchal Daun fut arrivé à Reinhargsgrimma, où l'ennemi avait posté un bataillon franc et quelques hussards, il le reconnut sans perdre de temps ; et comme les Prussiens ne faisaient pas trop bonne contenance, il fit aussitôt marcher à eux un régiment de hussards, les Croates et un bataillon de grenadiers. A leur approche, ce poste fut abandonné par l'ennemi, qui se retira dans le bois : les chemins étaient étroits, la forte gelée les avait rendu glissants, et les hauteurs étaient escarpées ; cela fit craindre pour la cavalerie et l'artillerie, dont les chevaux n'étaient point ferrés à glace. Le maréchal Daun employa tous les moyens possibles pour surmonter ces difficultés, ce qui ne fut pas l'affaire d'un moment. Pendant ce temps-là, les hussards et les Croates s'emparèrent du bois ; les hussards chassèrent même l'ennemi des hauteurs voisines ; et enfin, aussitôt que le passage fut rendu praticable, le maréchal Daun ordonna de poursuivre la marche et d'attaquer.

• La colonne passa le village de Reinhargsgrimma, et les grenadiers occupèrent le bois avec toute la vivacité possible. Aussitôt que le premier bataillon des grenadiers eut monté sur les hauteurs de la droite,

le maréchal Daun s'y transporta pour reconnaître plus exactement la position de l'ennemi, et il remarqua qu'on pouvait le prendre en flanc par cette même hauteur, et que, par celle de la gauche, on pouvait le canonner avec succès. Il fit aussitôt avancer la grosse artillerie, et on commença à tirer. La première colonne eut ordre de passer le défilé et le bois, et de se poster au pied de la hauteur jusqu'à l'attaque.

• La canonnade fut très-vive de part et d'autre, et le maréchal Daun ayant reconnu que notre artillerie faisait beaucoup d'effet, et que les ennemis commençaient à plier, il donna ordre de charger. L'infanterie attaqua par bataillons, et la cavalerie par escadrons, qui se succédaient les uns aux autres. En très-pen de temps, l'ennemi fut chassé de la principale hauteur, qui était très-escarpée : pour y parvenir, il fallait descendre dans une vallée très-profonde, et grimper ensuite par un précipice. Les Prussiens abandonnèrent la redoute qu'ils avaient construite sur cette hauteur, et y laissèrent du canon. On ne douta plus de la victoire, et il parut que l'infanterie et la cavalerie se disputaient à qui donnerait le plus de preuves d'intrépidité. En un instant, toutes ces troupes furent rangées en bataille sur la hauteur. Les grenadiers attaquèrent le village de Maxen, et s'en emparèrent.

• L'ennemi avait repris poste sur la hauteur qui commande Maxen, y avait établi ses batteries, et attendait une nouvelle attaque ; mais le courage et la bravoure de nos troupes ne lui permirent pas de s'y maintenir. Il fut forcé d'abandonner plusieurs hauteurs l'une après l'autre, et de se replier jusqu'au village de Ploschewitz.

• Dans ce combat, la cavalerie, qui avait monté avec une vivacité surprenante sur les plus élevées de ces hauteurs, avait plusieurs fois enfoncé l'ennemi, et si le jour n'eût pas été près de finir, tout le corps ennemi aurait été poussé dans l'Elbe. Le général Printano, qui de son côté avait chargé l'ennemi avec

succès, se rapprocha de l'aile droite du principal corps; les postes avancés furent occupés par les hussards, et il leur fut expressément recommandé de veiller avec grand soin sur les mouvements de l'ennemi, qui était obligé de passer la nuit à la portée de notre canon.

Le maréchal Daun fit ses dispositions pour attaquer de nouveau l'ennemi, à la pointe du jour. Pendant la nuit, il fut averti que les hussards et les dragons de Staal, postés devant Dippodiswalda, avaient été repoussés, et que l'on avait vu de l'autre côté de ce même lieu de l'infanterie et de la cavalerie ennemie. Il envoya ordre au général Printano de défendre ce débouché; et comme il pouvait arriver que l'on fût dans la nécessité de se replier sur Reinharsgrimm et Maxen, il fit occuper ce dernier poste par 6 bataillons et 2 régiments de cavalerie. Il envoya ordre au baron de Buckow de faire passer à Rusgen 4 bataillons, et il le chargea, au cas qu'il n'y eût rien à craindre pour l'armée, de fortifier ses postes. Il s'assurait par là de tous les passages.

Après avoir fait ces dispositions, le maréchal Daun se rendit à Maxen pour s'y reposer. Une heure avant le jour, il reparut à l'aile droite du corps, et il ordonna de porter l'artillerie le plus avant qu'il serait possible. Il fit avancer les grenadiers, et donna les ordres pour une nouvelle attaque à la pointe du jour. Mais presque aussitôt une garde du camp vint lui apprendre qu'on y avait trouvé un général prussien, accompagné d'un trompette, et qu'il demandait à lui parler. Il envoya le comte de Lasey, en le chargeant de déclarer qu'il fallait que tout le corps ennemi se rendit prisonnier de guerre, ou, en cas de refus, qu'il s'attendit à être poussé dans l'Elbe.

Tandis que le comte de Lasey exécutait cet ordre, le feu de notre artillerie recommença, et nos grenadiers fondirent sur l'ennemi; cependant l'ordre de suspendre l'attaque avait été envoyé très-promptement.

Le comte de Lasey revint, et il rapporta que le corps ennemi se rendait prisonnier de guerre, et demandait seulement de conserver ses bagages, ce que M. le maréchal Daun voulut bien accorder comme une grâce particulière. Tout le corps ennemi, en conséquence, mit bas les armes, et rendit ce qui lui restait de canons, d'étendards, de timballes, de trompettes, et d'autres attirails de guerre. Ensuite quelques corps de cavalerie et d'infanterie s'emparèrent des prisonniers, et les conduisirent, en attendant qu'on les envoyât plus loin, dans les grands jardins près de Dresde, où ils les gardèrent.

Après le départ du maréchal Daun pour l'armée, le corps resté aux ordres du comte Odonel se porta sur les hauteurs de Maxen, et celui du général Printano sur les hauteurs en avant de Dippodiswalda. Les prisonniers ennemis partirent, le 19, pour la Bohême, l'infanterie marchant sur la rive droite de l'Elbe, et la cavalerie sur la rive gauche.

Les généraux de l'état-major et les principaux officiers partirent le lendemain à leur suite.

Voici l'état des prisonniers. Généraux, les sieurs de Finck, Rebentisch, Lenstatt, Glosel, Wunsch, Platten, Wassold, Bredor et Gastorff. Officiers. Six colonels, 3 lieutenants-colonel, 32 majors, 88 capitaines, 253 lieutenants, 100 enseignes, 50 de l'état-major, 8 de l'artillerie : en tout 540 officiers et environ 12,000 soldats, avec 70 pièces de canon et 44 chariots de munition.

La perte de notre côté se monte à 4 officiers tués et 26 blessés dans l'infanterie, 299 soldats tués et 586 blessés. Il n'y a dans la cavalerie qu'un officier de blessé, un cavalier tué et 17 blessés.

Les officiers et toutes les troupes ont donné en cette occasion des preuves du plus grand courage.

Revenu à son camp près de Dresde, M. le maréchal Daun détacha toute sa cavalerie, ses dragons et ses hussards avec de l'infan-

terie et du canon, pour aller reconnaître l'armée du roi, que quelques personnes disaient être campée, et d'autres cantonnée. A l'approche du détachement, ce prince se mit en bataille, et, dans moins d'une heure, quelques régiments cantonnés furent rendus à leur destination. Après quelques coups de canon tirés de part et d'autre, les Autrichiens se retirèrent parce qu'on jugea qu'il était trop difficile d'attaquer l'ennemi dans la position de Kesselsdorff qu'il avait choisie.

Le maréchal Daun, pensant alors qu'on ne pouvait déposter le roi que par des manœuvres, forma le projet de porter deux corps, l'un sur son flanc droit, et l'autre sur la rive droite de l'Elbe, tandis que lui, avec le gros de son armée, resterait dans le camp de Plauen, pour marcher droit au roi de Prusse, s'il se dégarnissait à un certain point.

Pour remplir cet objet, le maréchal fit proposer à M. le prince des Deux-Ponts de marcher, avec l'armée de l'empire, de Gieshubel sur Maxen et sur Dippodiswalda, pour soutenir un corps de 15 à 20,000 hommes de l'armée autrichienne, qui marcherait droit sur Freyberg, et qui pousserait des troupes légères entre Leipzig et les derrières de l'armée du roi, tandis que M. Beck, avec un corps de 8 à 10,000 hommes, longerait la rive droite de l'Elbe jusqu'à Torgau, pour prendre, brûler ou couler à fond les subsistances que l'ennemi devait avoir sur ce fleuve dans des bateaux qui étaient arrêtés par les glaces depuis quelques jours.

Ce projet ne fut point exécuté en entier, parce que M. le prince des Deux-Ponts manda à M. le maréchal que la saison était trop avancée pour que son armée pût commencer une opération; que le dégel survenu rendait les chemins de Freyberg impraticables dans ce moment pour l'artillerie; que le roi ayant porté beaucoup de monde à Freyberg, il aurait fallu y envoyer pour le

moins un corps de 25,000 hommes, ce qui aurait mis le général autrichien dans le cas de rester sous Dresde avec 22,000 seulement, lorsqu'il aurait détaché M. Beck. M. le prince des Deux-Ponts offrait cependant au maréchal de lui envoyer les troupes autrichiennes qu'il avait à ses ordres; mais ce secours ne lui suffisait pas.

Il se contenta donc de faire longer à M. Beck la rive droite de l'Elbe. L'objet du maréchal était, comme on l'a dit, de faire détruire les subsistances que l'ennemi avait sur ce fleuve; de plus, il voulait faire enlever un corps de 10 bataillons et de 1,000 chevaux, que le roi avait placé inconsiderement sur la rive droite de l'Elbe près de Meissen. En effet, ce corps fut entouré, le 3 décembre; toute retraite lui était coupée à 9 heures du matin, mais le reste du jour se passa en spéculations, ce qui donna aux ennemis le temps de rassembler quelques barques dont ils se servirent pour faire passer beaucoup de monde de l'autre côté du fleuve. Cependant, le 4, resserrés de plus près, ils furent forcés de mettre bas les armes. Le général Durg, qui commandait ce corps, fut fait prisonnier avec tous les officiers, et la perte des Prussiens, tués, noyés ou prisonniers, fut estimée à 2,000 hommes, tandis que les Autrichiens ne perdirent qu'une cinquantaine de Croates, le reste des troupes n'ayant fait que se montrer.

Après avoir fait cette heureuse expédition, M. Beck continua sa marche sur l'Elbe. Il brûla ou coula à fond 22 barques des ennemis, chargées de subsistances de toute espèce; mais cette marche se fit si lentement, qu'elle ne produisit pas, à beaucoup près, tous les avantages qu'on en attendait. Il fallait marcher rapidement sur Torgau, enlever la tête de pont, brûler ce pont, qui était le seul passage que l'ennemi pouvait avoir sur l'Elbe dans cette saison, réduire en cendre les magasins de Torgau et de Wittemberg, et envoyer un détachement sur Berlin, ou du moins le faire craindre à l'en-

nemi; alors, sans doute, le roi aurait quitté la position qu'il occupait, ou du moins, il aurait été obligé de s'affaiblir au point qu'on aurait pu l'y attaquer; mais, observe ici M. le comte de Montazet, il y avait dans cette marche une lenteur qui faisait le salut du roi de Prusse, et qui justifiait en quelque façon les idées gigantesques de ce prince.

M. de Montazet pensait encore que si les Autrichiens pouvaient subsister dans la position qu'ils occupaient, la Saxe deviendrait le tombeau du roi de Prusse. Supposé qu'il persistât à vouloir la reprendre, comme il paraissait y être disposé, il est vraisemblable qu'il ferait des projets à sa manière, c'est-à-dire, des projets très-dangereux pour l'hiver ou pour le commencement de la campagne suivante. Selon lui, ce prince avait une tête bouillante et pleine de moyens violents; il n'écoutait personne, et méprisait tout le monde. C'était le mépris qu'il avait pour les Autrichiens qui lui faisait toujours entreprendre des choses au-dessus de ses forces, et qui, suivies quelquefois d'un heureux succès, n'étaient cependant pas excusables. Ses ennemis auraient eu trop à craindre, s'il eût joint la sagesse et la prudence à tant d'autres avantages que la nature lui avait donnés; il fallait donc attendre que, par ses propres fautes, ce prince se détruisit lui-même. Les officiers et les soldats de ses troupes qu'on avait fait prisonniers, murmuraient tout haut de son inhumanité et de son imprudence, et s'estimaient heureux d'être prisonniers de guerre.

La saison avancée, les neiges, le froid excessif, tout devait engager à faire prendre aux troupes leurs quartiers d'hiver; mais, soit que le roi de Prusse eût en vue quelques objets politiques, soit qu'il voulût persuader à ses alliés que les échecs qu'il avait reçus étaient moins graves qu'on ne pensait, il resta toujours dans la même position. Ses plus grandes forces étaient dans les environs de Wilsdorff et de Kesselsdorff;

il avait un corps de 15 à 18 bataillons et près de 30 escadrons à Freyberg. Les Autrichiens étaient également séparés en deux corps, un à Dippodiswalda et dans les environs, à peu près de même force que celui que l'ennemi tenait à Freyberg; le reste de l'armée était dans les villages les plus à portée de Dresde et dans les faubourgs; 100 hommes par bataillon gardaient le camp de Plauen, et étaient relevés de 24 heures en 24 heures. Par ces dispositions, l'armée du maréchal Daun pouvait être en bataille en moins de deux heures, et était, par conséquent, à l'abri de toute surprise de la part de l'ennemi, qui, par le petit espace de terrain qu'il occupait, avait de son côté le même avantage. L'armée de l'empire avait déjà pris ses quartiers d'hiver sur la Saala.

MM. de Lasey et de Montazet pensaient que le seul moyen qu'il y avait pour changer la situation des affaires en Saxe, était de faire approcher M. de Laudon de la Lusace avec 20,000 hommes. Ils ne cessaient de le répéter au maréchal Daun et de l'écrire à la cour de Vienne; mais on y préférait de conserver et de laisser reposer les troupes. Cependant M. de Montazet, jugeant que ce mouvement était absolument nécessaire, persuadé d'ailleurs que le maréchal Daun ne ferait aucune tentative, se détermina à partir pour Vienne, afin de tâcher d'amener cette cour à son opinion: il y arriva le 8 décembre. Alors les choses y avaient bien changé de face; on y avait reçu des nouvelles qui faisaient connaître combien les représentations qu'il avait faites étaient importantes. Ces nouvelles portaient que le roi de Prusse avait attiré à lui le prince héréditaire avec un détachement de l'armée hanovrienne, pour tenter de reprendre la Saxe à quelque prix que ce fût; cette cour en était alarmée, et elle avait fait expédier tous les ordres pour faire porter vers Prague et vers les extrémités de la Bohême, toutes les troupes qui étaient en état de marcher. Le commandement en avait été

donné à M. de Laudon, qui s'était rendu aussitôt à Prague avec le pouvoir de faire tout ce que bon lui semblerait. Ce général alla se concerter avec le maréchal Daun ; mais au moment de se porter en Saxe, il fut arrêté par les neiges qui couvraient les montagnes qui séparent ce pays de la Bohême. Cependant, le roi ne fit aucune nouvelle tentative sur la Saxe ; il en retira par les moyens les plus violents tout ce qu'il put en recrues, en argent et en subsistances. Les troupes hanovriennes, qu'il avait attirées auprès de lui s'en retournèrent en Hesse, et les Autrichiens et les Prussiens passèrent l'hiver dans la position qu'on a précédemment désignée.

CAMPAGNE DE 1760.

M. le comte de Montazet, qui, à la fin de la campagne précédente, avait été élevé au grade de lieutenant-général, après avoir passé l'hiver en France, retourna à Vienne, et alla ensuite continuer de remplir, auprès du maréchal Daun, les fonctions dont il était chargé par sa cour.

Le général Laudon avait obtenu un commandement d'une armée particulière. Cette armée, qui était de près de 40,000 hommes, devait agir en Silésie.

Les principales forces de l'impératrice, que commandait encore le maréchal Daun, occupaient toujours la Saxe : elles étaient de 72,000 hommes.

La grande armée du roi de Prusse campait à Radeberg ; elle était de 53,800 hommes. Le reste de ses forces était sous les ordres du prince Henri, qui devait observer les Russes, et M. de Fouquet en commandait une partie en Silésie. L'armée russe, qui n'avait encore fait aucun mouvement, mais qui devait approcher des États du roi de Prusse, était de plus de 100,000 hommes ; un corps de 11,000 hommes devait

rester en Prusse près de la Vistule, et l'armée de l'empire allait incessamment s'approcher de Dresde.

Toutes les troupes étaient encore dans l'inaction, quand M. de Laudon ouvrit, d'une manière brillante, la campagne en Silésie, en détruisant presque entièrement le corps prussien qui la défendait, et en faisant M. de Fouquet lui-même prisonnier de guerre. Les détails suivants, qui furent envoyés par M. le comte de Choiseul, ambassadeur à Vienne, feront connaître cet événement et les mouvements qui le précédèrent.

Relation de la victoire remportée par M. le baron de Laudon, sur l'armée prussienne, commandée par M. de Fouquet en Silésie.

« Pour faire connaître les circonstances qui ont amené cet événement, on croit devoir remonter jusqu'au commencement de nos opérations de cette campagne, et il faut remarquer, en premier lieu, que le baron de Laudon n'avait d'abord pour but que de s'ouvrir un chemin en Silésie, et de régler ensuite ses opérations suivant les démarches des ennemis.

« Il exécuta ce dessein par des manœuvres qui pouvaient faire croire que ses vues étaient principalement dirigées sur les postes de Landshut, partie par la circonspection et la rapidité avec laquelle il traversa le comté de Glatz. Il ne fut pas plutôt arrivé à Frankenstein, qu'il donna la chasse à un détachement ennemi que venait de déloger un de nos postes avancés qui devait observer les mouvements de M. de Fouquet. Les camps qu'il fit marquer ensuite en différents endroits, et les préparatifs qu'il affectait de faire, confirmèrent ce général dans l'opinion où il était que le baron de Laudon cherchait à pénétrer jusqu'à la montagne de Zottenberg, pour couper la communication entre Schweidnitz et Breslau. Partant de cette idée, M. de Fouquet retira tous les

postes qu'il avait à Landshut et aux lieux circonvoisins, avec tant de précipitation, qu'il abandonna même le magasin considérable qui se trouvait dans cette ville, où M. de Wolfferstorff, feld-maréchal-lieutenant, entra avec quelques bataillons dans le moment même que les ennemis en sortaient. Les dispositions du général prussien, et l'impossibilité de faire quelque entreprise importante pendant que nos troupes avaient derrière elles la forteresse de Schweidnitz et le corps considérable de M. de Fouquet, firent prendre sur-le-champ à M. le baron de Laudon le parti de laisser sa cavalerie à Frankenstein, de bien garnir les gorges de Silberberg, de Wartha et de Reichenstein, et de faire rentrer le reste de son infanterie dans le comté de Glatz. Allant ensuite, sans perte de temps, investir avec cette dernière partie de ses troupes la forteresse du même nom, il prit des mesures si justes, qu'il se trouva en état de faire face à l'ennemi partout où il se présenterait pour en empêcher le siège, et d'ouvrir, par conséquent, la campagne par la prise d'une ville forte, qui est la clef de la Silésie et de la Bohême, ou d'engager les Prussiens à faire quelque démarche dont il pût tirer un avantage considérable.

» Afin d'assurer, s'il était possible, la réussite de l'un et de l'autre dessein, on fit à Vienne toutes les dispositions nécessaires pour le prompt transport de l'artillerie de siège, et M. le baron de Laudon mit dans Landshut 5 bataillons de troupes allemandes et 3 de Croates, avec le régiment de cuirassiers de Modène et celui de hussards de Rudolff Palffy. Il envoya en même temps 5 bataillons et 7 escadrons, pour prendre poste à Friedland, et pour soutenir, en cas de besoin, les troupes chargées de la défense de la partie des retranchements de Landshut, qui pouvait nous servir contre l'ennemi, et qu'on n'avait pas fait raser par cette raison.

» Ces dispositions ne pouvaient faire soupçonner autre chose au général Fouquet,

si ce n'est que la grosse artillerie était déjà arrivée, et qu'on avait dessein de pousser vivement le siège de Glatz; voyant de plus que le défilés de Silberberg, de Wartha et de Reichenstein étaient trop bien garnis pour qu'il pût tenter avec succès de les forcer, il ne lui resta pas d'autre parti à prendre que celui de chercher à retourner à Landshut, et de se rouvrir par là les différents chemins qui conduisent en Bohême, à Glatz et vers la Queiss.

» Déterminé par ces considérations, il fit avancer, le 17, tout le corps à ses ordres vers Landshut, et s'empara de cette ville, après avoir occupé de nouveau les retranchements conservés sur la montagne de Buchberg, et défendus par 600 Croates, qui, dans leur retraite, n'eurent que 2 morts et 6 blessés. Nonobstant ce premier succès, les bataillons allemands et les autres troupes impériales et royales, postées près de Reichenhennerstorff sur la montagne nommée le Langengenberg, s'y soutinrent, et furent ensuite renforcées par le détachement de Friedland : pendant ce temps, l'ennemi s'était campé sur le Buchberg, où il se tint tranquille. Le baron de Laudon avait déjà, le 15 et le 16, donné et retiré l'ordre que la grosse artillerie destinée au siège de Glatz, fit halte; et aussitôt qu'il fut instruit des mouvements que les Prussiens avaient fait le 17, il se mit à la tête de son corps de réserve, passa la montagne de Johannisberg, et avança par Thanhausen à Schwarzwald, où il arriva, le 19, dans le dessein de combattre M. de Fouquet, supposé qu'il n'eût pas avec lui tout son corps; mais il apprit dès son arrivée que le général ennemi, non-seulement avait toutes ses troupes près de Landshut, mais qu'il y avait aussi fait venir de Schweidnitz un train de grosse artillerie très-considérable. Dans ces circonstances, M. de Laudon trouva à propos de différer l'attaque et de se contenter d'occuper avec son corps de réserve les hauteurs de Forst, qui communiquent par

quelques endroits avec la montagne de Buchberg, de faire avancer sa cavalerie jusqu'à Hartinaunstorff, et de donner ordre aux commandants des troupes impériales et royales qui étaient restées dans le comté de Glatz, de les faire marcher vers Landshut, et de ne laisser en arrière que celles qui étaient nécessaires pour défendre les gorges et pour continuer le blocus de la ville de Glatz. Dans le même temps, il fit prier M. le baron de Beck, feld-maréchal-lieutenant, qui campait à Friedberg, de faire avancer une partie de ses troupes à Schmideberg, pour boucher encore ce passage à l'ennemi : il faut ajouter qu'en marchant sur le Schwarzwald, M. de Laudon rencontra sur les hauteurs un détachement ennemi de 300 hussards et de 300 fantassins, tirés de quelques bataillons francs, et commandés par M. de Malachowsky, et il le fit attaquer tout de suite par 50 grenadiers volontaires, 80 hussards et 2 escadrons de dragons, dont l'un était du régiment de l'archiduc Joseph, et l'autre de celui d'Oltan. L'ennemi fut aussitôt culbuté qu'attaqué; notre cavalerie tomba sur les Prussiens le sabre à la main, en tua environ 50, parmi lesquels il y eut un capitaine, 3 lieutenants et 30 soldats prisonniers de guerre, qui furent suivis d'un grand nombre de déserteurs : nous n'eûmes, dans cette rencontre, que 20 hommes de blessés et 10 de tués.

» Le 22, les troupes venues du comté de Glatz, arrivèrent près de Schwarzwald. Après les avoir fait reposer pendant quelques heures, M. le baron de Laudon attaqua, entre le 22 et le 23, par trois endroits, les retranchements des ennemis, en faisant en même temps une fausse attaque du côté de Grosshennersdorff. Nos troupes agirent avec tant de courage et de succès, que ces retranchements furent emportés d'emblée, tout le corps prussien entièrement défait, et le général Fouquet, avec ceux de Schencken-dorff et de Malachowsky, faits prisonniers de guerre. Il resta un grand nombre d'en-

nemis sur la place; plus de 3,000 furent faits prisonniers; toute leur artillerie, tous leurs étendards et drapeaux tombèrent, avec une paire de timballes, dans les mains des vainqueurs.

» M. le baron de Laudon ne sait louer assez énergiquement la bravoure distinguée que tout son corps d'armée a fait voir dans cette mémorable journée. On se dispense de rien dire de lui-même, ses actions parlent assez, et font l'éloge le plus authentique de son expérience militaire, de la célérité et de la fermeté de ses résolutions.

» M. d'Alton, lieutenant-colonel, qui apporte cette importante nouvelle à Leurs Majestés Impériales, vient d'entrer dans Laxembourg, précédé de 18 postillons sonnants du cor et de quelques officiers de poste. »

A la nouvelle du succès remporté par M. de Laudon, le maréchal Daun lui fit passer un renfort de troupes pour le mettre en état de faire quelque grande entreprise en Silésie, et cette conduite du maréchal fut approuvée et louée de sa cour. Voulant lui-même donner la main au général Laudon, il quitta les environs de Dresde, et se porta sur Budissin. Le 10 juillet, il campa à Hols-tendorff; son camp faisait face à la Queiss, le bourg de Naumbourg était en avant de la ligne. Le maréchal apprit dans ce camp que le roi, qui s'était porté à Budissin après le combat de M. de Laudon, venait de quitter cette position pour se porter entre Bischoffswerda et Dresde, où était un corps particulier de 19,000 hommes, que commandait M. de Lascy. M. Hadeck était resté sous Dresde avec 18,000 Autrichiens et avec l'armée de l'empire, qui était de 15,000 combattants. M. le prince des Deux-Ponts la commandait; il avait sous ses ordres les deux corps de MM. Hadeck et de Lascy.

Le roi de Prusse obligea, en effet, M. de Lascy à passer sur la rive gauche de l'Elbe par le pont de Dresde, et ce prince passa

lui-même ce fleuve avec toutes ses forces à Briesnitz.

A l'approche du roi de Prusse, le prince des Deux-Ponts sentit très-bien que le camp de Plauen, qu'il occupait, et qui avait été très-bon pour 50,000 Autrichiens, ne valait rien pour 15 ou 20,000 *empiriques, qui, selon M. le prince de Ligne, gâteraient les meilleures positions, quand même ils seraient assez nombreux pour les occuper.* Le prince des Deux-Ponts savait aussi que, battu dans ce camp, il fallait qu'il abandonnât Dresde pour se sauver en Bohême, s'il en avait le temps; il prit donc le parti de jeter des troupes dans Dresde et de se retirer à Grossedelitz. Le roi de Prusse ne perdit pas un moment; il investit la place, et il y jeta des bombes et des boulets rouges.

Le maréchal Daun, craignant que Dresde ne tombât au pouvoir de l'ennemi, revient sur ses pas, et, après 4 jours de marche forcée, il campe, le 17, à Veissig, qui n'est éloigné de Dresde que de 3,000 pas. La journée du 18 fut terrible pour la malheureuse ville de Dresde; le feu de l'ennemi fut dirigé comme avec la main pour porter l'incendie dans tous les quartiers les mieux bâtis; mais, le même jour, le roi négligea un de ses postes, et les Autrichiens, qui s'en aperçurent, y marchèrent, enlevèrent quelques pièces de canon, et firent près de 600 prisonniers.

Le 19, M. de Lascy, comme il en était convenu avec M. le maréchal Daun, voulut, avant le jour, donner l'alarme au camp du roi de Prusse. Elle fut si vive, que le quartier du roi fut culbuté, et que la garde de ce prince s'enfuit. On sut, par les personnes de la maison que le roi occupait, que se voyant ainsi abandonné, ce prince sortit de sa chambre, en chemise, et qu'il cria à haute voix : *Sauvez-moi! cachez-moi!* Il est même vraisemblable qu'il aurait été fait prisonnier, si les troupes autrichiennes n'avaient pas su que leur attaque n'avait d'autre objet que de donner l'alarme. Le roi cassa ensuite

ignominieusement le colonel qui commandait sa garde.

Avec la supériorité que les Autrichiens avaient alors sur ce prince, il était humiliant pour eux de voir ainsi attaquer et réduire presque en cendres la ville de Dresde. L'entreprise était imprudente de la part du roi, mais la faiblesse morale de ses ennemis semblait le justifier. Les conseils de guerre étaient dans ces circonstances la ressource du maréchal Daun. Il rassembla chez lui MM. d'Aremberg, de Bukow et de Odonel, généraux de cavalerie et d'infanterie, ainsi que M. de Chischowitz, qui était son quartier-maitre-général depuis que M. de Lascy avait un commandement particulier. Il appela aussi M. de Montazet, et le maréchal exprima d'abord toute la douleur qu'il ressentait de voir brûler Dresde à la face de son armée, et il pria ces officiers-généraux de lui dire leur sentiment sur ce qu'il pouvait faire. L'opinion presque générale fut qu'il fallait aller passer l'Elbe auprès de Pirna, et s'approcher ensuite des Prussiens par la rive gauche de ce fleuve.

M. de Montazet fut d'un avis contraire; il le motiva sur la difficulté de la marche qu'il aurait fallu faire et sur le temps qu'il fallait pour faire cette marche et pour examiner la position de l'ennemi. Ce temps suffisait au roi pour brûler l'ancienne ville assise sur la rive gauche de l'Elbe; ce prince aurait pu même passer sur la rive droite, et y occuper la position que les Autrichiens auraient quittée, brûler la ville neuve, et couper à M. Daun la communication avec la Silésie.

Après avoir fait voir tous ces inconvénients, M. de Montazet conclut qu'il fallait attaquer le roi de Prusse avec toutes les forces, en passant l'Elbe au-dessus et au-dessous de Dresde en même temps. Par la connaissance qu'il avait du pays, il indiqua les moyens dont il fallait se servir pour exécuter cette importante entreprise, et il dit hautement au général et aux officiers qui composaient le conseil, que jamais ils ne

trouveraient le roi dans une position aussi critique, et que l'intérêt de l'impératrice et celui de l'Europe exigeait qu'on attaquât; il assura même qu'il désirait de tout son cœur d'être chargé de cet événement. M. le maréchal Daun pria M. de Montazet d'aller, avec les officiers qui étaient dans le conseil, examiner l'Elbe dans l'endroit où il proposait de faire passer ce fleuve : on s'y porta aussitôt. Le quartier-maître-général convint qu'effectivement le passage pouvait se faire malgré les ennemis; mais il crut remarquer qu'il y aurait de grandes difficultés à vaincre pour arriver sur les hauteurs où M. de Montazet prétendait que l'armée devait se former; il dit même qu'il croyait qu'il y en aurait aussi de grandes pour faire la retraite en cas de malheur. M. de Montazet ne pensait pas de même; on devait combattre avec 80 ou 90,000 hommes, contre 45 ou 50,000 tout au plus, et cet avantage, joint à celui qu'offrait la proximité d'une ville de guerre, était bien fait pour rassurer sur les dangers de la retraite. Cependant le parti de la timidité prévalut encore dans cette circonstance, et tous les généraux qui composaient le conseil, excepté l'officier-général français, voulurent qu'il y eût trop de dangers à hasarder une bataille. Il fut donc décidé qu'au lieu de combattre, on ferait des sorties très-fréquentes pour épuiser l'ennemi en détail, et on se consola par l'idée que M. de Laudon opérerait plus tranquillement en Silésie.

Désespéré du parti qu'on venait de prendre, M. de Montazet vit en particulier M. le maréchal Daun; il s'excusa sur ce que son devoir l'emportait sur toute autre considération; il remit sous ses yeux les raisons militaires qui lui faisaient désirer une bataille; il lui répéta ce qu'il lui avait dit à son arrivée du désir extrême que tout le monde avait de voir finir la guerre; il lui dit que les puissances alliées ne pouvaient se flatter de la voir finir d'une manière honorable et avantageuse que par un coup décisif comme ce-

lui que la fortune semblait offrir aux Autrichiens; qu'enfin, le sort de l'Europe était entre ses mains, et qu'il pouvait faire finir dans une journée tous les maux dont son cœur, tout le premier, était déchiré chaque jour. Il ajouta qu'il priait M. le maréchal de se souvenir qu'il lui avait apporté une lettre écrite de la main de l'impératrice, par laquelle cette princesse lui mandait qu'elle avait parlé à M. de Montazet avec la plus grande confiance sur sa situation et sur le désir qu'elle avait de voir finir la guerre dans le cours de cette campagne, et, par conséquent, sur la nécessité où elle était de tenter des événements. Il lui dit encore que l'impératrice l'avait chargé, lorsqu'il prit congé d'elle, de remettre sous les yeux de son général dans toutes les occasions ce qu'il avait été chargé de lui dire à elle-même de la part de la cour de France; en un mot, M. de Montazet ne négligea rien pour remplir dans cette occasion importante les devoirs dont il était chargé.

Le maréchal Daun, après l'avoir écouté avec beaucoup d'attention, parut peiné de ne pouvoir se rendre à ses représentations. On transcrit ici les propres paroles de ce général, elles contribueront à faire connaître son caractère. « Vous me faites toujours » très-grand plaisir, dit-il à M. de Montazet, » de me dire votre sentiment, vous savez » même que je vous le demande avec confiance dans toutes les circonstances; mais » j'ai des principes dont je ne saurais me » départir, et les voici. Quand je suis dans » un cas embarrassant, je consulte tous ceux » dont je crois pouvoir tirer des secours, et » je ne demande qu'à être éclairé; mais il » faut, pour me décider, commencer par » me convaincre, sans cela je me détermine » par les lumières que Dieu m'a données : » peut-être ne sont-elles pas les meilleures, » mais il faut bien que je me contente de » celles que j'ai. Il peut se faire que vous » ayez raison de penser qu'il faudrait com- » battre le roi de Prusse; mais comme j'y

» vois de trop grands dangers, je ne saurais prendre ce parti, d'autant que celui que prend l'ennemi favorise nos opérations en Silésie, et déterminera peut-être les Russes à s'y rendre plus tôt qu'on ne l'avait espéré : voilà ma façon de voir. Encore une fois, je suis fâché de ne pas penser comme vous, et peut-être ne suis-je pas l'homme qu'il faudrait pour remplir l'objet qu'on m'a confié ; aussi fais-je des vœux bien sincères pour que l'impératrice mette à la tête de ses armées un autre général qui puisse mieux remplir les vœux de l'alliance, et travailler plus utilement que moi à ses intérêts particuliers : vous savez que je vous ai tenu souvent le même langage ; selon toute apparence, mon caractère et ma façon de penser ne changeront point : au reste, la différence de nos opinions ne changera rien certainement aux sentiments que j'ai pour vous. » La conversation finit ainsi et par des compliments réciproques, et le maréchal s'en tint à penser que des sorties fréquentes sur l'ennemi étaient ce qu'il y avait de mieux à faire. En conséquence, il en ordonna une, qui fut exécutée dans la nuit du 21 au 22 : elle produisit un bon effet, puisque l'ennemi ne tira pas un coup de canon sur Dresde depuis cette époque, parce que tous ses canons et ses mortiers furent encloués. Il abandonna même, le 30, son entreprise sur Dresde ; on ignore si ce fut la nouvelle de la prise de Glatz qui lui fit prendre ce parti, ou si ce fut parce qu'on avait brûlé et coulé à fond les subsistances qu'il avait sur l'Elbe près de Meissen et de Rissa.

Le général Laudon, se livrant toujours à son caractère entreprenant, avait, en effet, emporté d'assaut, le 26, la forteresse de Glatz. Ayant quitté son armée pour aller faire un tour au siège, il s'aperçut qu'il y avait dans la forteresse beaucoup de confusion causée par le fracas de l'artillerie, et que plusieurs déserteurs s'aidaient les uns les autres à descendre du haut des fortifi-

cations ; cela lui fit juger qu'il ne devait pas y avoir de difficulté à emporter la place. Il demanda des gens de bonne volonté pour attaquer sur-le-champ, et il s'en présenta un grand nombre qui furent conduits par un colonel d'artillerie, brave et intelligent. On se rendit maître des ouvrages : le commandant se jeta précipitamment dans l'autre château avec la plus grande partie de son monde ; mais bientôt après, il battit la chamade, et se rendit prisonnier de guerre. Cet assaut coûta 150 hommes aux Autrichiens ; la garnison était de près de 3,000 hommes, il y avait dans la forteresse environ 50 pièces d'artillerie.

Le général Lasey, qui, sans doute, avait gémi, de son côté, de ce qu'on avait ainsi laissé insulter et incendier paisiblement la ville de Dresde, suivit de près le roi dans sa retraite ; le maréchal Daun se porta aussi sans délai sur Bischoffswerda, où il arriva le 2 août. Quant au roi de Prusse, après avoir marché 3 jours de suite en partant de Dresde, il passa l'Elbe vers Merchwitz à deux milles au-dessous de Meissen. Il y prit sa position, Groshayn derrière sa gauche, et sa droite vers l'Elbe. Les gens du pays disaient qu'il s'y fortifiait ; mais le maréchal, jugeant, au contraire, qu'il n'y serait pas longtemps, partit de Bischoffswerda le même jour qu'il y était arrivé, pour aller camper derrière Budissin, la Sprée devant lui, et le corps de réserve à une demi-lieue en avant de sa ligne. M. de Lasey resta à Bocsdorff pour observer le roi de Prusse et couvrir Dresde ; le prince des Deux-Ponts resta sous cette place.

L'entreprise que fit le roi sur Dresde n'était pas seulement imprudente, elle portait de plus avec elle un esprit de vengeance contre la maison de Saxe, qui suffirait pour donner quelque atteinte à la gloire de ce prince. Sans doute, la guerre excuse les désordres, mais elle n'excuse que ceux qui peuvent être utiles à celui qui les commet. La ville de Dresde était soutenue par une

armée plus nombreuse que celle du roi ; la garnison pouvait être rafraîchie continuellement, il était donc inutile de brûler cette place. Mais ce fut en se retirant que le roi mit le comble à sa conduite ; il fit détruire un grand jardin royal qui était au dehors des faubourgs de Pirna, il en fit démolir les murailles de fond en comble. La nuit qui précéda son départ, il donna ordre à tous les charpentiers de son armée de couper les arbres qui formaient les allées, et entre autres celle qui formait le plus beau mail qu'il y eût sûrement en Europe ; il fit hacher l'orangerie, il fit briser de belles statues de marbre fort estimées, qu'on avait enfermées au commencement de la guerre ; enfin, selon M. de Marainville, ces désordres étaient tels, qu'on aurait eu peine à les croire, si on ne les avait pas vus.

Le général Laudon bloquait et bombardait alors la ville de Breslau. L'objet du roi de Prusse était de sauver cette place, celui du maréchal de soutenir Laudon : les Autrichiens et les Prussiens marchèrent donc en même temps en Silésie. Le maréchal Daun arriva, le 6, à Liebenenthal. Craignant que le roi, qui avait chassé de Buntzlau les postes avancés de M. de Laudon, ne le prévînt à Goldberg, le maréchal s'y porta lui-même, le 9 ; il passa la Katzbach ; et se couvrant de cette rivière, il mit sa droite à une demi-lieue de la gauche de M. de Laudon, qui, abandonnant son entreprise sur Breslau, avait pris son camp la veille vis-à-vis de Kroytsch : Goldberg était vis-à-vis la gauche du maréchal.

Le roi, se voyant ainsi prévenu dans ce poste, établit son camp vis-à-vis de M. de Laudon, et les armées passèrent la nuit à la portée du canon, séparées seulement par la Katzbach.

Le 10, à la pointe du jour, elles se mirent en bataille ; et les Prussiens marchant par leur gauche, et les Autrichiens par leur droite, elles longèrent parallèlement la rivière jusqu'à Lignitz, où le roi de Prusse

établit son camp : le maréchal campa vis-à-vis de lui sur le débouché de Lignitz à Breslau. M. de Laudon, qui campait à la droite, avait été chargé d'occuper, la veille, Parckwitz ; le 10, il se renforça dans ce poste, et le général Lascy prit, le même jour, sa position entre Goldberg et la gauche de l'armée : par conséquent, les Autrichiens étaient maîtres absolus de la Katzbach, et le roi ne devait pas se flatter de se réunir au prince Henri, qui alors était campé sous Breslau. Les deux armées formèrent, le 10, dans leur marche, un spectacle tout à fait imposant ; elles cheminèrent à la même hauteur, toujours à la vue l'une de l'autre, et souvent à la petite portée du canon ; et comme les bords de cette rivière sont élevés et découverts de part et d'autre, elles distinguèrent tous leurs mouvements, qui furent parfaitement exécutés.

Les Russes, qui devaient, selon leurs promesses, être déjà rendus sous Breslau, n'avaient cependant pas encore passé l'Oder, et tout annonçait qu'ils allaient se conduire pendant cette campagne comme dans la précédente.

Le 13, les armées étant dans la position qu'on a indiquée, on avertit, pendant la nuit, le maréchal Daun que le roi de Prusse marchait sur Steinau. Le maréchal donna ordre aussitôt à toute son armée de se porter à Parckwitz ; mais il apprit, pendant sa marche, que le roi revenait sur ses pas, et qu'il marchait sur Goldberg. M. de Laudon, qui faisait l'avant-garde, eut ordre de s'arrêter. Le maréchal porta la plus grande partie de ses troupes à Kroystch ; mais ayant jugé que l'ennemi était déjà trop en force sur la rive droite de la Katzbach, pour qu'on pût l'attaquer, il fit rétrograder son armée, et repassa sur la rive droite de la Neiss, petite rivière qui se jette dans la Katzbach au-dessous de Kroytsch, et dont il couvrit sa droite. M. de Montazet, qui jusqu'alors avait été avec M. de Laudon, joignit le corps de Lascy à l'instant où ce mouve-

ment rétrograde finissait. Il fut bien surpris de cette conduite du maréchal; mais jugeant qu'il n'y avait plus rien à faire de ce côté-là, après avoir vu manœuvrer une demi-heure l'avant-garde du roi de Prusse avec l'arrière-garde de M. de Lascy, il se porta avec rapidité vers le maréchal Daun, qu'il trouva à la tête de son armée, remontant la petite rivière de Neiss.

Le roi, de son côté, cheminait parallèlement aux Autrichiens. M. de Montazet jugea que le projet de ce prince était d'arriver à hauteur de Jauer en même temps qu'eux, et de marcher, la nuit suivante, à Striegau, afin de les devancer à Schweidnitz. Il en fit faire la réflexion au maréchal, qui fut de son sentiment, et qui parla en même temps des griefs qu'il avait contre ceux qui auraient dû l'avertir de la marche du roi sur Goldberg. M. de Montazet convint que c'était une faute de la part de ceux qu'il en avait chargés; mais il dit au maréchal qu'il ne tenait qu'à lui de faire payer bien cher cette entreprise au roi de Prusse, parce que ce prince entreprenait avec témérité une marche dans laquelle il pouvait perdre son armée.

Déterminé par M. de Montazet, le maréchal repasse aussitôt la Neiss, pour aller barrer à l'ennemi les deux chemins par lesquels il était en marche. La célérité avec laquelle les grenadiers autrichiens et le corps de réserve repassèrent les défilés de la Neiss entre le village de Schlauphoff et celui de Brechelshauß, donna au maréchal Daun tout le temps qu'il fallait pour faire occuper les hauteurs qui ferment le chemin de Goldberg à Jauer. L'artillerie fit autant de diligence que le corps des grenadiers; elle fut si promptement et si avantageusement placée, que l'ennemi fut obligé de faire halte, et qu'il prit le parti de camper à hauteur du village de Seichau, à un petit quart de lieue des Autrichiens: il appuya sa gauche à ce village, et sa droite à la montagne. De leur côté, les Autrichiens s'établi-

rent en force dans la position où ils étaient, et la ligne resta en arrière du village de Hermsdorff. On passa le reste de la journée à reconnaître la position du roi. Le lendemain, M. de Montazet, accompagné de son frère et de M. de Chiskowitz, examina encore plus particulièrement les moyens qu'il y avait d'attaquer l'ennemi; il vit qu'on pouvait l'approcher de très-près, et que le roi s'était mis dans un coupe-gorge: il en rendit compte à M. Daun. Faisant une nouvelle reconnaissance, il vit qu'on pouvait être caché par des bois comme à Hochkirchen, pour attaquer la droite; il pressa le maréchal de ne pas perdre un instant pour attaquer, parce que le roi devait déjà s'être aperçu de la faute qu'il avait faite; mais M. Daun voulut lui-même s'assurer du pays et des points d'attaque. Cette précaution était nécessaire, sans doute, mais elle était bien tardive; car l'ennemi ayant profité de l'obscurité de la nuit, repassa les terribles défilés de Goldberg, pour reprendre auprès de Lignitz la position qu'il occupait précédemment. L'armée autrichienne reprit aussi son camp vis-à-vis de Lignitz; ainsi les deux armées furent sous les armes et dans un mouvement continu pendant trois fois 24 heures.

Revenu dans sa première position, le maréchal conçut de lui-même le projet d'attaquer le roi dans celle de Lignitz, qui était très-mauvaise. Il fit part de ses dispositions à M. de Montazet, et elles consistaient en trois attaques principales, l'une conduite par M. de Lascy, qui devait se porter sur le village de Lishhures, au flanc droit de l'ennemi; la seconde par M. de Laudon, qui devait se porter sur le village de Pstffendorff, pour attaquer le flanc gauche; l'armée entière, sous les ordres du maréchal, devait attaquer de front. Il y avait des troupes désignées pour une quatrième attaque, qui devait se faire conditionnellement. Ces dispositions étaient bonnes, mais la lenteur des Autrichiens la rendit infructueuse.

Soit que le roi fût averti de leur dessein, soit qu'il voulût changer de position, il partit à 11 heures du soir : il rencontra dans sa marche M. de Laudon, qui s'était déjà mis en mouvement ; il y eut même entre le roi et ce général un combat, à la vérité très-court, mais très-vif. M. de Laudon, qui ne combattit qu'avec 15,000 hommes, en eut plus de 6,000 tués ou blessés ; il perdit 74 pièces de canon, 13 drapeaux ou étendards : l'ennemi ne perdit pas 600 hommes. Le roi de Prusse fit aussitôt faire des réjouissances ; il continua sa marche, et passa la Katzbach, le même jour, à Parchwitz.

M. le prince de Ligne assure que le maréchal Daun fut seul la cause de la défaite du corps de M. de Laudon. Selon lui, M. de Laudon, trop exact à sa parole, avait exécuté, au pied de la lettre, tout ce qu'il avait promis. Ceux des Autrichiens qui revinrent de ce combat sanglant, pleuraient de la douleur dans laquelle ils voyaient leur général ; ils pensaient moins à leurs blessures qu'à son chagrin d'avoir sacrifié, malgré lui, de braves gens qu'il avait toujours menés à la victoire. Laudon pensait qu'on serait parti et arrivé à l'heure convenue ; il s'engagea par une suite des conventions de la veille, il combattit avec sa valeur ordinaire, et se fit battre par son honnêteté. Il continua le combat contre des forces supérieures, dans l'espérance de faire servir sa défaite à celle du roi, qu'il s'imaginait à tout moment être attaqué à sa droite par le maréchal Daun.

Quoiqu'il en soit, après cet échec que souffrit l'armée autrichienne, le roi de Prusse remplit en partie son objet. Il ne put pas se porter sur Schweidnitz, parce que le maréchal Daun l'y prévint et lui ferma le passage ; mais il se mit à portée de joindre son frère, qui observait les Russes, et il alla camper entre la petite rivière de Lohe et celle de Schweidnitz.

Nous avons suivi sans interruption les

mouvements des armées depuis leur départ de Dresde ; jetons maintenant les yeux sur la situation générale des affaires, et voyons les fautes qui furent commises de part et d'autre. Il n'appartenait qu'à M. le comte de Montazet d'en faire une critique judicieuse ; les réflexions suivantes sont extraites de la lettre qu'il écrivit, le 18 août, à M. le duc de Choiseul :

Selon lui, le roi de Prusse avait couru des dangers auxquels un homme sensé ne s'expose pas sans avoir un profond mépris pour les gens auxquels il a affaire. Ce prince se proposait de gagner Schweidnitz par Goldberg, et il y aurait réussi sans les dispositions que M. de Montazet lui-même fit faire à l'armée des Autrichiens. Arrêté dans sa marche, le roi prend une position où son armée aurait été entièrement détruite, si le maréchal Daun avait eu l'audace nécessaire, et s'il se fût livré à l'impulsion que voulut lui donner l'officier-général français. Le roi regagne Lignitz. Les Autrichiens ayant fait la faute de lui laisser passer une fois la Katzbach, devaient-ils souffrir que ce prince la passât impunément une seconde fois ? Ils n'auraient même jamais dû lui laisser déborder le point de Wolau, qui est sur la rive droite de l'Oder ; ils étaient toujours les maîtres de l'empêcher de gagner Schweidnitz et Breslau. Mais les talents du maréchal Daun étaient au-dessous de l'objet qu'il avait à remplir, et il n'avait, comme on l'a déjà dit plusieurs fois, aucun officier autrichien à qui il pût se confier ; car MM. de Lascy et de Laudon commandaient presque toujours des corps particuliers. Lorsque le corps de Laudon combattait seul contre toute l'armée du roi de Prusse, le reste des troupes autrichiennes ne fit aucun mouvement pour le dégager et pour remédier au plus grand inconvénient, qui était le passage de la Katzbach. Le lendemain même de cet événement, on aurait pu se porter sur l'ennemi et le combattre avec avantage ; mais le maréchal connais-

sait trop bien les qualités militaires qui lui manquaient, pour ne pas éviter toutes les occasions où il fallait du coup d'œil, de l'activité et de la résolution. Il savait bien même qu'il ne trouverait pas dans son quartier-maitre-général, M. de Chiskowitz, de grandes ressources dans ce genre. C'est pour cela que le roi de Prusse, avec 30 ou 40,000 combattants, faisait face à une armée de 100,000 hommes ; il la harcelait même, et à la longue il l'aurait détruite sans combattre ; car, lorsque 40,000 hommes en font mouvoir 100,000, ceux-ci doivent essuyer le double de maux et de fatigue.

Le roi avait encore un autre avantage sur les Autrichiens, c'était celui de ne se battre que lorsqu'il le voulait, à moins qu'il ne fût surpris comme il l'avait été à Hochkirchen. Non qu'il s'éloignât de ses ennemis, ni qu'il cherchât des positions inattaquables, au contraire, il se portait partout ; et pourvu qu'il eût une issue, il était sûr d'en profiter, car il avait des qualités qu'il savait bien qui manquaient à son ennemi, la vivacité, l'adresse et la résolution. Les Autrichiens n'avaient donc pour eux que la valeur et la supériorité du nombre ; mais *le premier de ces avantages est inutile quand on ne se bat pas, et le second est souvent à charge.*

Il n'y avait d'ailleurs nulle harmonie dans l'armée autrichienne ; la jalousie y régnait, et le maréchal Daun y avait beaucoup d'ennemis. M. de Lascy n'en manquait pas, et M. de Laudon en avait quelques-uns, mais de la *première trempe* ; ouvrage malheureux, dit M. de Montazet, des exaltations trop outrées de la cour de Vienne en sa faveur.

L'impératrice avait dit elle-même à M. de Montazet que cet officier, à qui elle reconnaissait d'ailleurs des qualités, changeait de sentiment quatre fois par jour, et qu'il ne serait pas prudent de lui confier de grandes entreprises. A la vérité, le prince de Kaunitz ne pensait pas de même ; mais, malgré le grand crédit qu'il avait sur l'esprit de l'impératrice, il n'était pas vraisemblable

qu'il changeât l'opinion de cette princesse, surtout si elle était nourrie par la maréchale Daun, femme adroite, insinuante, assidue, et qui avait un grand ascendant sur l'esprit de Marie-Thérèse.

M. de Lascy donnait plus d'ombrage au maréchal et à la maréchale, parce qu'ils savaient que l'impératrice en faisait grand cas ; mais ils étaient rassurés, peut-être même aidés par M. de Kaunitz, qui n'aimait que le général Laudon, et point du tout M. de Lascy. Ce ministre avait cela de commun avec beaucoup de gens de la cour et de l'armée autrichienne, ce qui doit paraître d'autant moins extraordinaire, que M. de Lascy n'avait point le caractère souple du courtisan, mais, qu'au contraire, suivant l'expression de M. de Montazet, il était un homme de fer. L'éloignement qu'on avait de part et d'autre pour ces deux généraux, était donc ce qui faisait le principal appui du maréchal Daun.

Dans son dernier combat avec le roi de Prusse, M. de Laudon s'était peut-être un peu trop aventuré, mais M. Daun n'avait fait aucun mouvement pour le dégager ; peut-être même n'y aurait-il pas réussi quand il l'aurait entrepris, parce que le combat commença avant que l'armée eût passé la Katzbach, et qu'elle était éloignée du point de l'attaque de près d'un mille. Le tort qu'eut le maréchal dans cette occasion, ce fut de ne pas faire avertir M. de Laudon de la confusion qui se mit dans l'armée pendant la nuit, ce qui retarda de plus de 4 heures l'arrivée des troupes au rendez-vous qui leur avait été donné.

Un autre reproche que M. de Laudon pouvait faire à son général, c'était de lui avoir retiré 8 bataillons et 3 régiments de cavalerie, dont M. Daun pouvait bien se passer, et qui auraient été très-utiles à M. de Laudon dans son combat contre le roi de Prusse.

C'est cette volonté qu'avait M. Daun de tenir toujours tout son monde rassemblé,

qui donna au roi la facilité de passer la Katzbach à Goldberg. Si l'on n'eût pas fait rapprocher M. de Lascey de la gauche, ce prince n'aurait jamais osé tenter ce passage.

Relativement aux Russes, le comte de Montazet prévoyait que les cours de Vienne et de Pétersbourg ordonneraient vainement à leurs généraux de s'entendre et de travailler de concert, parce qu'ils se haïssaient mutuellement autant qu'ils se méprisaient. M. de Soltikof le disait hautement, et parlait indécemment en public du maréchal Daun : ce dernier était plus sage et plus modéré, mais il n'en pensait pas moins dans le fond de son âme.

D'un autre côté, M. de Fermor restait à l'armée russe, malgré tout ce que la cour de Vienne avait fait pour le faire renvoyer. C'était un homme très-fin, très-vindictif, et qui avait dans son armée plus de crédit qu'on ne pensait. Malgré tout cela, on se flattait toujours que les Russes travailleraient de concert avec les Autrichiens, et qu'ils passeraient l'hiver en Silésie. M. de Montazet était bien loin de se le persuader : 1° parce que, en général, les Moscovites avaient un grand intérêt à ne pas s'éloigner de la Vistule ; 2° parce que M. de Soltikof et les autres généraux ne pouvaient pas désirer un arrangement qui les aurait mis dans la dépendance des Autrichiens, et qui les aurait empêchés de faire une guerre de pillage, qui était la seule chose qui les touchait. La tentative de M. de Laudon sur Breslau les avait fort offensés, parce qu'ils pensaient qu'on avait voulu leur enlever une proie sur laquelle ils comptaient, et le général russe n'avait promis des secours à M. de Laudon pour cette entreprise, qu'à condition de partager avec lui les contributions qu'on retirerait d'une ville aussi riche.

A tous ces inconvénients se joignait celui de la dépendance presque continuelle dans laquelle le maréchal était de sa cour. Il y envoya M. de Pelegrini pour recevoir des ordres sur les projets ultérieurs de la cam-

pagne, qui se bornaient au siège de Schweidnitz, au cas que les Russes ne voulussent être d'aucun secours ; peut-être même le général n'était-il pas fâché d'avoir à sa cour un homme qui pût plaider pour lui l'affaire de la Katzbach. Pour peu que les choses restassent dans l'état où elles étaient, il était à craindre que la fin de la campagne arrivât sans qu'on eût opéré aucune chose importante ; il était même préférable qu'on laissât l'armée dans l'inaction, plutôt que d'entreprendre des choses nerveuses, car la machine n'était pas montée pour cela, et il aurait fallu lui donner d'autres ressorts, pour la mettre à de certaines épreuves.

Vainement disait-on que le roi de Prusse était détruit en grande partie ; que ses troupes n'étaient plus les mêmes ; qu'il était sans généraux, etc. ; cela pouvait être à un certain point, mais son esprit, qui animait tout, était toujours le même, et les Autrichiens étaient toujours plongés dans la même léthargie.

Il est vraisemblable que ces réflexions de M. de Montazet frappèrent vivement le conseil du roi de France, puisque ce prince ordonna à M. le duc de Choiseul de déclarer à M. de Staremberg, que, puisque M. le maréchal Daun ne pouvait pas changer sa manière de faire la guerre, la France ne pouvait pas se ruiner, ni recommencer chaque année, à grands frais, une campagne dont il ne résultait pas plus d'avantages que des précédentes, qu'ainsi on le prévenait que, si avec la supériorité qu'il avait sur le roi de Prusse, il ne remplissait pas cette année les vues de l'alliance, on s'occuperait des moyens de faire la paix l'hiver suivant. Ce langage était le même que celui que M. de Montazet avait été chargé de tenir à la cour de Vienne au commencement de la campagne, et la cour de Versailles paraissait alors très-disposée à exécuter cette résolution.

Avant de continuer la narration de ce qui se passa entre l'armée du roi et celle des

Autrichiens, il faut voir ce qu'avait fait M. le prince des Deux-Ponts en Saxe depuis qu'elles avaient quitté ce pays. La supériorité de ses forces sur celles du général Hulsen, que le roi avait laissé en Saxe avec 10 ou 12,000 hommes, mettait le prince des Deux-Ponts en état d'attaquer le général prussien ; il l'attaqua, en effet, dans le poste de Strehla. Voici la relation de ce combat ; elle fut envoyée par M. le comte de Marainville, qui, lors de l'arrivée de M. le comte de Montazet à l'armée du maréchal Daun, avait été reprendre ses fonctions dans l'armée de l'empire.

Détail de l'affaire de Strehla, entre l'armée de l'empire et le corps prussien, commandé par M. de Hulsen.

« M. le prince des Deux-Ponts ayant résolu d'attaquer M. de Hulsen dans le camp de Strehla, s'il y restait, a exécuté ce dessein avec succès. La réputation de ce camp, dont la situation est effectivement très-avantageuse, a sans doute donné à ce général la confiance d'y attendre M. le prince des Deux-Ponts.

« Ce prince avait posté M. le prince de Stolberg près de Borna, avec un corps composé de 8 bataillons et de 6 escadrons, pour attaquer les Prussiens par leur droite, qui était appuyée à une montagne boisée, dont l'accès est fort difficile, qui se nomme Durreberg. Le général Kléefeld était un peu plus loin sur sa gauche, pour tourner tout à fait cette montagne avec 2 bataillons d'infanterie réglée, un de Croates, 3 compagnies de grenadiers, 5 escadrons de dragons, et 400 hussards. Le général de Guasco, avec 3 bataillons de grenadiers, 3 bataillons de fusiliers, 3 compagnies de carabiniers, et 3 escadrons de cavalerie, devait seconder ces deux attaques par le front de la montagne, et l'armée devait soutenir toutes ces attaques par sa gauche, et occuper l'ennemi

» sur son front pour l'empêcher de porter trop de forces à cette montagne, qui était le point décisif de cette entreprise. Ces corps détachés se sont mis en mouvement vers 10 heures du soir, et toute l'armée vers minuit, afin qu'on pût entamer cette affaire à la pointe du jour : tout s'est exécuté avec beaucoup d'ordre et de précision. L'ennemi a commencé à canonner ces corps dès la pointe du jour, à 4 heures du matin. L'artillerie qui couronnait cette montagne, et qui était fort nombreuse, a fait un feu terrible, sans que pendant plus d'une heure de temps nous pussions leur rendre, parce que nous avions à monter la rampe de ces hauteurs. Ce n'est que lorsque M. le prince de Stolberg s'est rendu maître d'une butte où il y a un moulin à vent, sur laquelle l'ennemi avait du canon et de l'infanterie, qu'il a pu faire usage de son artillerie. Le général de Guasco avait de son côté quelques buttes d'où il a favorisé avec son canon l'attaque du prince de Stolberg. Lorsque ce prince a été maître de celle du moulin à vent, il s'est trouvé au niveau de l'ennemi, qui a été obligé de se retirer sur la lisière du bois qui couvre le sommet de la montagne. Il a fait marcher son infanterie droit à celle des Prussiens ; la mousqueterie a commencé alors à devenir très-vive et très-meurtrière. Le général Kléefeld a attaqué la montagne par le flanc, et a très-bien secondé le prince de Stolberg : il a fallu chasser l'ennemi pied-à-pied dans le bois. Le feu de mousqueterie a duré près de 4 heures, au bout duquel temps l'ennemi s'est décidé à faire sa retraite à la faveur des bois, qui sont assez considérables dans cette partie. Le corps de M. de Guasco a commencé à en venir à la mousqueterie peu de temps après ceux dont on a parlé ci-dessus, et a également poussé l'ennemi dans le bois.

« M. de Hulsen avait garni d'infanterie les retranchements que M. le prince Henri

» avait faits l'année passée à la gauche, et il
 » n'a pas osé les dégarnir, malgré le besoin
 » qu'il en aurait eu pour renforcer sa droite.
 » M. le prince des Deux-Ponts avait mis en
 » bataille dans la plaine, à cette intention,
 » une partie de son infanterie et de sa ca-
 » valerie, pour contenir cette gauche des
 » Prussiens.

» On doit dire à la gloire des troupes de
 » l'empire, qui ont été mêlées avec les au-
 » trichiennes, qu'elles ont montré une va-
 » leur et une volonté beaucoup au delà de
 » ce qu'on en attendait; les officiers-géné-
 » raux autrichiens qui les ont conduites, en
 » ont été extrêmement contents. Il y a entre
 » autres le régiment de Wurtzbourg et celui
 » des Deux-Ponts, du cercle du haut Rhin,
 » qui ont fait admirablement. Le premier a
 » perdu infiniment; il y a une de ses com-
 » pagnies de grenadiers à qui il n'est resté
 » que 18 hommes. Un de ses bataillons s'est
 » trouvé attaqué en même temps par de l'in-
 » fanterie et de la cavalerie; il a formé sur-le-
 » champ un bataillon carré, qu'ils n'ont pas
 » pu entamer. Il y en a un du régiment des
 » Deux-Ponts qui a été réduit à 150 hommes.

» On ne sait point encore au juste à quoi
 » monte notre perte, mais on croit qu'elle
 » peut bien aller à 2,000 hommes, ainsi que
 » celle de l'ennemi. Cette affaire a été d'une
 » espèce à ne point procurer beaucoup de
 » trophées au vainqueur, parce que c'est
 » une affaire de poste où l'ennemi avait l'a-
 » vantage des bois pour faire tranquillement
 » et sûrement sa retraite par les che-
 » mins dont ils sont traversés; aussi ne lui
 » a-t-on pris que 3 pièces de canon de 6
 » livres. Cela ne donnera pas un air d'éclat à
 » cette affaire, quoiqu'on puisse dire qu'on
 » n'en a guère vu de plus vives et de plus
 » continues que celle-ci : le feu de mous-
 » queterie a duré près de 4 heures, comme
 » celui d'une réjouissance.

» M. le prince des Deux-Ponts a eu plus
 » d'un objet dans le parti qu'il a pris d'atta-
 » quer M. de Hulsen. L'un était de mettre

» les troupes de l'empire à l'épreuve, pour
 » savoir sur quoi il pouvait compter; un
 » autre était de corriger les Prussiens de
 » leur trop grande confiance et du peu de
 » cas qu'ils paraissaient faire des troupes
 » de l'empire; et enfin, il espérait que les
 » avantages de cette entreprise seraient plus
 » considérables qu'ils ne l'ont été : il vou-
 » lait d'ailleurs la tenter avant que l'ennemi
 » eût gagné le camp de Torgau qu'on re-
 » garde comme inattaquable. Le premier
 » objet doit satisfaire M. le prince des Deux-
 » Ponts; le deuxième doit en avoir imposé
 » aux Prussiens, qui auront vraisemblable-
 » ment plus d'estime actuellement pour les
 » troupes de l'empire; le troisième n'a pas
 » eu toutes les suites qu'on en espérait, à
 » cause de la quantité de bois qu'il y a dans
 » cette partie, ce qui a sauvé l'ennemi. Il
 » n'y a rien à désirer du côté de la gloire
 » des armes, elle est entière. L'ennemi a été
 » déposé de tous les endroits qu'il avait
 » occupés, qui étaient extrêmement avanta-
 » geux; le champ de bataille nous est resté,
 » l'ennemi a été mis en fuite, et a été suivi
 » plusieurs lieues par nos troupes légères
 » soutenues par quelque cavalerie. M. le
 » prince des Deux-Ponts, parfaitement sé-
 » condé par M. le général de Hadeck, avait
 » fait d'excellentes dispositions; elles ont
 » été exécutées avec une précision qu'on n'a
 » guère vu encore dans de pareilles atta-
 » ques. M. le prince de Stolberg et M. de
 » Guasco s'y sont acquis beaucoup d'hon-
 » neur par leur intelligence et leur bra-
 » voure.

» On peut dire, sans prétendre diminuer
 » la valeur et le zèle de personne, que si les
 » intentions de M. le prince des Deux-Ponts,
 » ainsi que les différents ordres qu'il a en-
 » voyés, avaient été exécutés avec moins de
 » lenteur, ou peut-être avec moins de sa-
 » gesse, cette affaire aurait coûté beaucoup
 » plus de monde à M. de Hulsen, et aurait
 » pu être encore plus avantageuse qu'elle
 » ne l'a été.

Si, profitant de l'avantage qu'il venait de remporter, M. le prince des Deux-Ponts eût envoyé un détachement sur Berlin; s'il n'eût fait même que de menacer cette capitale du roi de Prusse, il aurait opéré une diversion très-favorable aux Autrichiens : au lieu de cela, il envoya à Vienne un officier, pour demander les ordres de cette cour. Cependant, comme on le verra dans la suite, ce prince ne resta pas dans l'inaction.

L'armée du maréchal Daun, toujours campée aux environs de Schweidnitz, si disposait à en faire le siège. M. le comte de Choiseul ayant demandé à M. de Montazet ce qu'il pensait de cette opération, celui-ci répondit qu'il avait déjà dit et écrit plusieurs fois à sa cour, à l'impératrice elle-même et à M. de Kaunitz, que les Autrichiens pouvaient tout entreprendre en Silésie avec le secours des Russes, mais que, sans leur secours, toute tentative deviendrait dangereuse. Les forces réunies du roi de Prusse, étaient à peu près égales à celles de l'armée du maréchal Daun; le roi était chez lui et au milieu de ses places, et il ne pouvait éprouver aucune difficulté pour ses subsistances. Celles des Autrichiens, au contraire, pouvaient devenir très-incertaines; et le roi voulant ou les combattre, ou leur faire lever le siège, pouvait arriver jusqu'à un mille d'eux avec toutes ses forces, se séparer pendant la nuit, se porter sur leurs flancs sans donner à connaître quelle était sa principale attaque; enfin, les Autrichiens avaient tout à craindre dans une circonstance où la célérité des mouvements et la résolution prompte d'un général pouvaient faire le salut ou la perte d'une armée.

Le prince Henri, qui venait de se joindre à son frère entre la Lohé et la Schweidnitz, rendait encore l'entreprise de ce siège plus difficile.

Aussitôt que leurs forces furent réunies, ces deux princes quittèrent, la nuit du 29 au 30 août, le camp que le roi occupait près

de Breslau, entre les deux rivières précédemment désignées, et ils se dirigèrent vers les Autrichiens, qui campaient à Guntzendorff, près de Schweidnitz. Le roi parut, le 30, avec son armée à une demi-lieue de Zobten, et il repoussa les postes avancés des Autrichiens jusqu'au hameau de Floriendorff, entre Strehlitz et Guhrau. M. de Lascy, qui campait entre la Schweidnitz et le Zobtenberg près de Gohlau, avait placé M. de Printano en avant de lui à Zobten. Il marcha avec son corps, pour le soutenir ainsi qu'on en était convenu; il était aussi convenu que dans cette circonstance le maréchal passerait la Schweidnitz, pour soutenir le général Lascy. Le maréchal Daun, qui allait reconnaître quelques champs de bataille, lorsqu'il apprit, par un aide de camp de M. de Lascy, la nouvelle de la marche du roi, continua cependant sa promenade, qui le mena vers Zobten. A peine eut-il fait une demi-lieue, qu'il vit arriver ses troupes légères suivies de très-près; alors il donna des ordres pour faire marcher son armée. Les différents rapports qu'il reçut successivement, le mirent dans l'embarras; les champs de bataille qu'il avait voulu reconnaître, furent déclarés mauvais; les chemins étaient difficiles, les points où il fallait se porter pour prévenir l'ennemi et le combattre, furent jugés trop éloignés : tout cela détermina M. le maréchal Daun à faire arrêter la tête de son armée sur les hauteurs de Domantze, après avoir passé la Schweidnitz. L'armée y resta depuis 8 heures du matin jusqu'à 4 du soir, à la tête de ses ponts, attendant des avis de la marche du roi, qui tendit son camp à la portée du canon de M. de Lascy. Le maréchal Daun en étant informé, se détermina à renvoyer dans le camp de Guntzendorff les troupes qui en étaient sorties; M. de Lascy eut ordre de quitter, pendant la nuit, sa position de Zobten, et d'aller couvrir la tête des ponts sur la hauteur de Domantze, que l'armée venait de quitter. Bientôt après

il eut ordre de se porter directement sur Bogendorff, où le maréchal Daun se proposait d'aller camper lui-même le 31, si le roi de Prusse continuait de marcher. En effet, la droite des Autrichiens fut appuyée à Bogendorff, et la gauche à Guntzendorff; M. de Lascy fut placé sur le flanc droit, et M. de Laudon sur la gauche. Cette position était peu avantageuse, et le roi de Prusse aurait pu priver les Autrichiens de leurs subsistances, à moins qu'ils n'en eussent reçu de la Bohême.

Il paraît que le roi de Prusse ne fit tous ces mouvements que pour faire quitter aux Autrichiens la position qu'ils occupaient auprès de Schweidnitz, et pour s'en rapprocher lui-même. Ce prince campa, le 1^{er} septembre, entre la Schweidnitz et le Ruhberg, Groditz devant son front. Il avait pris, de l'armée de son frère, 28 bataillons, 2 régiments de cuirassiers, 2 de dragons, et quelques escadrons de hussards, avec 102 pièces de canon; le reste du corps du prince Henri avait été donné au général Goltze, qui s'était porté vers Glogau : ainsi les Russes n'avaient plus personne devant eux.

Le 4, le roi porta sa gauche sur les hauteurs d'Iawernitz, et sa droite vers Tschehen, hameau de Puschkau, tenant Striegau par un corps détaché. Cette nouvelle position avait entre autres trois grands avantages pour les Prussiens; elle coupait la communication des Autrichiens avec les Russes; elle bloquait, pour ainsi dire, les premiers dans le petit coin qu'ils occupaient au pied des montagnes, et les empêchait de rien retirer du plat pays; enfin, elle coupait la communication qu'ils pouvaient avoir avec la Lusace par Iaver, Goldeberg et Lowemberg. Pour prendre cette position, le roi avait marché à 115 pas des postes avancés des Autrichiens dans une plaine rase, et prêtant continuellement le flanc gauche. M. Daun ne pouvait plus sortir de la sienne que pour aller attaquer le roi, ou pour entrer dans les montagnes qui étaient der-

rière lui. Les Russes seuls auraient pu le dégager du mauvais poste où il s'était laissé rejeter; mais on a vu combien peu il pouvait espérer d'être secouru par les troupes de cette nation.

Le roi fit attaquer le village de Arnsdorff, qui était à 2,500 pas du front du camp des Autrichiens; il était soutenu du corps de M. Beck. Les Autrichiens restèrent maîtres du village; ils y perdirent 400 hommes, et les Prussiens un plus grand nombre.

Le poste de Landshut paraissait fort important au roi de Prusse; ce prince marcha par sa droite. Le 11, de grand matin, il repudia tous ses petits corps, et alla de l'autre côté de Bolkenhayn. Deux heures de plus l'auraient rendu maître de ce poste et des magasins des Autrichiens; mais le général Laudon, qui connaissait parfaitement ce pays, l'arrêta très-à propos par la position qu'il prit à Reichenau. L'armée le suivit. Le général Lascy se porta à Landshut. Dans la nouvelle position qu'elles occupaient, les deux armées n'étaient éloignées l'une de l'autre que de la demi-portée du canon; elles étaient, à la vérité, séparées par des ravins très-difficiles : elles se canonnèrent une demi-heure avant d'asseoir leur camp, et la nuit mit fin à la canonnade.

Le lendemain matin, le roi s'étant aperçu que le corps du prince de Lewenstein, qui avait suivi son arrière-garde, s'était placé trop près de son flanc gauche en avant de Hohenfriedberg, alla l'attaquer à la pointe du jour, et le força de quitter ce poste. La canonnade fut très-vive; il y eut même un feu de mousqueterie, et l'action dura environ une heure et demie. Les Autrichiens y perdirent un colonel et 600 Croates. Le reste du jour se passa à examiner les positions de part et d'autre. Jamais deux armées ennemies n'avaient été campées à une si grande proximité. Le roi s'étant aperçu que sa droite était exposée, parce qu'il n'avait pas fait occuper une hauteur qu'il avait sur son flanc, remédia bientôt à cet inconvé-

nient, en y portant 7 à 8 bataillons avec beaucoup d'artillerie.

Les Autrichiens, de leur côté, ainsi enfoncés dans la montagne autour du village de Reichenau, tenaient Landshut et Freyburg, l'un pour leur communication avec la Bohême, l'autre pour entrer dans le plat pays de la Silésie, quand les circonstances l'exigeraient.

M. le maréchal Daun, MM. de Lascy, de Laudon et de Montazet examinèrent de très-près la position du roi de Prusse. Ils trouvèrent qu'il était inattaquable par son front, mais qu'on pouvait le tourner et l'obliger de combattre désavantageusement. Il fut résolu qu'on l'attaquerait le 17; mais le maréchal Daun ayant voulu, pour plus grande sûreté, faire connaître aux généraux ce qu'ils avaient à faire, différa selon son usage. L'attaque devait se faire le 18, et le roi décampa dans la nuit du 17 au 18; ce qui fit croire à M. de Montazet qu'il avait dans l'armée autrichienne quelque espion du premier ordre, car ce n'était pas pour la première fois qu'il décampait aussi à propos.

Il marcha par sa gauche, laissant Hohenfriedberg à sa droite, et longeant toujours à la petite portée du canon le pied des hauteurs que les Autrichiens occupaient depuis Freyburg jusqu'à Bogendorff, où il passa le défilé de ce village, qui était très-mauvais. Il monta ensuite sur les hauteurs de Hohengiersdorff, pour s'y établir; il repoussa le corps de M. de Riff, et il culbuta 3 bataillons de grenadiers que le maréchal Daun y avait envoyés. Les grenadiers y perdirent près de 200 hommes et tous leurs canons. Le roi ne se contenta pas d'occuper les hauteurs de Hohengiersdorff, il passa les défilés de ce nom, pour pouvoir déborder le lendemain plus à son aise. Ainsi finit la marche la plus extraordinaire et la plus longue qu'on eut faite depuis longtemps. L'armée du roi marcha, sans s'arrêter, toujours sous le canon des Autrichiens, ayant

à la droite de son arrière-garde le corps de M. de Laudon, qui fut joint par celui de M. Beck avec des troupes fraîches, et toute l'armée autrichienne depuis les hauteurs de Hohenfriedberg jusqu'au ravin de Bogendorff, toujours à quinze cents pas de son flanc droit.

M. le maréchal voyant alors que l'ennemi le tournait, et qu'il était rentré dans les montagnes pour lui couper sa communication avec la Bohême, marcha tout de suite, et se porta jusque vers le village de Seitendorff, où il porta sa droite. Le roi, de son côté, porta sa gauche jusque à hauteur et en avant du village de Timansdorff. La nuit arriva; les deux armées firent halte jusqu'à la pointe du jour que celle du roi de Prusse se mit en bataille devant celle des Autrichiens à la portée du canon. Si le roi eût attaqué alors le maréchal Daun, il aurait eu de l'avantage sur lui; car les corps de Lascy et de Laudon n'avaient pas encore joint, et n'arrivèrent que vers les 10 heures. Une partie du corps de Laudon vint à l'armée du maréchal; le reste renforça le corps de Lascy, qui se porta sur le flanc gauche de l'ennemi par le chemin de Friedland à Schweidnitz, de manière que le roi fût contenu et arrêté par la position des Autrichiens. Il feignit cependant de vouloir les attaquer; il les canonna assez vivement pendant une demi-heure, ensuite il se retira et prit son camp vis-à-vis d'eux à la petite portée du canon. Il fit ensuite marcher par ses derrières des troupes qui entrèrent dans la montagne; la plus grande partie des rapports disaient que ces troupes marchaient vers Thanhausen et Bronau (1).

Indépendamment des grenadiers qui avaient péri dans cette marche, et de l'artillerie que les Autrichiens avaient perdus, ils perdirent aussi 100 carabiniers dans une charge vive que fit M. Daijasas contre les

(1) Le maréchal Daun établit son quartier général à Sorgau.

deux lignes de l'ennemi, qu'il perça auprès du défilé de Bogendorff; et s'il eût été soutenu, peut-être cette attaque aurait-elle été nuisible au roi de Prusse (1). L'audace et la rapidité de ses manœuvres, la lenteur et la timidité de celles du maréchal Daun, tout enfin achevait de détruire de plus en plus la confiance que l'armée autrichienne avait en son général. Lui-même perdit l'espoir de se voir soutenu par les Russes, en apprenant que la santé de M. de Soltikof l'avait obligé de remettre le commandement de cette armée à M. de Fermor : on a déjà dit que ce dernier avait des raisons personnelles pour être moins favorable que tout autre aux désirs et aux intérêts de la cour de Vienne. Le nouveau général promit cependant d'entreprendre le siège de Glogau, si les Autrichiens voulaient lui fournir de l'artillerie et 40,000 hommes. Il s'en tenait à cette opération; c'était-là son dernier mot, et c'était dire qu'il ne voulait absolument rien entreprendre.

M. le comte de Montazet, vivement affligé des détours qu'employaient les Moscovites depuis le commencement de la campagne, pour rester dans l'inaction, écrivit à M. le duc de Choiseul, qu'il était plus que jamais de son avis sur le parti sage qu'il avait conçu de songer sérieusement à la paix, car tout semblait annoncer que les choses resteraient comme elles étaient, du moins pendant le reste de cette campagne.

Dans cet état de choses, le maréchal conçut de lui-même un projet plus audacieux qu'on ne devait l'attendre; c'était d'envoyer insulter Berlin par le général Lascey. Il en fit part à M. de Montazet, et lui demanda son sentiment. Celui-ci renouvela les assurances qu'il lui avait données plus d'une fois dans le cours de la campagne, que sa cour ne voulait gêner en rien les

opérations de l'armée de l'impératrice; qu'il avait des ordres de n'appuyer sur rien. Alors le maréchal lui répartit que c'était l'avis de M. de Montazet qu'il demandait, et non pas celui de l'homme du roi, l'impératrice lui ayant ordonné de n'avoir rien de caché pour lui, et de le consulter, dans toutes les circonstances. Encouragé par ce langage, M. de Montazet dit au maréchal, avec sa franchise ordinaire, que le projet sur Berlin ne lui paraissait pas convenable, parce qu'il fallait mettre les Russes de la partie, ou s'attendre à les choquer, puisqu'ils s'étaient offerts pour faire cette expédition, de concert avec les Autrichiens; que M. de Lascey pourrait à peine toucher barres; qu'il se trouverait peut-être fort embarrassé pour se retirer; et qu'enfin ce serait donner au roi de Prusse l'idée de se reporter sur la Saxe. Mais que feriez-vous donc à ma place, pour ne pas rester dans l'inaction, lui dit le général? Après plusieurs instances semblables, M. de Montazet lui répondit qu'il ne balancerait pas à faire le projet de dégager la Saxe entièrement; il y avait deux moyens pour y parvenir, l'un, en laissant vers Landshut 30,000 hommes, de marcher rapidement avec l'armée à Torgau, pour y attaquer aussitôt le général Hulsén, et s'emparer de la rive gauche de l'Elbe, pour que le roi de Prusse ne pût y revenir. Le second moyen était de porter rapidement aussi le corps de M. de Lascey sur Torgau, et de le faire agir, sans perdre un moment, de concert avec l'armée de l'empire, qui pouvait préparer d'avance le passage de l'Elbe. M. de Montazet ajouta que rien ne lui paraissait plus facile que d'écraser le général Hulsén sous Torgau, supposé qu'il y restât, et de s'emparer de ce poste; si le général prussien s'en retirait avant l'arrivée de M. de Lascey, et qu'ainsi les Autrichiens se-

(1) Il paraît que dans la marche hardie et même dangereuse que fit ce prince, le 17, son objet principal était de s'emparer, à quelque prix que ce fût,

des hauteurs de Hohengiersdorff, qui lui étaient nécessaires pour rediviser ses forces, et soutenir en même temps la Saxe et la Silésie.

raient maîtres du cours de l'Elbe jusqu'à Dessau. M. de Montazet dit encore que si on ne s'emparait de Torgau avant le départ des Russes, les Autrichiens seraient obligés de passer l'hiver dans le camp de Plauen, où ils perdraient, comme l'année précédente, au moins 30,000 hommes par les maladies ; que le roi de Prusse pouvait les prévenir dans les environs de Dresde, brûler tous les villages entre les montagnes et le ravin de Plauen, afin d'en faire un désert, et rendre insoutenable la position que les Autrichiens avaient occupée l'hiver précédent : ce projet était inhumain, sans doute, mais le roi était capable de l'exécuter.

Le maréchal fut frappé des observations de M. de Montazet ; il lui dit cependant qu'il n'était pas le maître de quitter la Silésie avec le gros de l'armée sans les ordres de sa cour ; qu'il n'avait d'ailleurs aucun droit de faire agir l'armée de l'empire avec le corps de M. de Lasey, puisque M. le prince des Deux-Ponts était le maître absolu de ses opérations ; qu'il ne savait pas même quels étaient ses projets : ainsi les moyens de reprendre la Saxe parurent impraticables au maréchal Daun, quoiqu'il les eût trouvés fort raisonnables.

Il ignorait alors, ainsi que M. de Montazet, ce qui s'était passé dans ce pays depuis le combat de Strehla.

M. le prince des Deux-Ponts, voulant poursuivre l'avantage qu'il avait remporté sur le général Hulsen, avait marché sur Torgau, où celui-ci s'était retiré, et, de concert avec le duc de Wurtemberg, il l'avait forcé d'abandonner cette place. Hulsen perdit plus de 600 hommes dans sa retraite, et il laissa dans Torgau beaucoup d'artillerie et de pontons. La garnison fut prisonnière de guerre. De Torgau le général Hulsen marcha sur Wittemberg ; le prince des Deux-Ponts le suivit. Il attaqua la place en règle, et il la prit : la garnison fut aussi prisonnière de guerre.

Tandis que cette dernière expédition se

faisait en Saxe, les affaires étaient entièrement changées en Silésie. De concert avec les Russes, les Autrichiens avaient résolu de faire capituler Berlin ; le général Lasey avait été détaché pour cet objet de l'armée principale, avec 15,000 hommes. Il devait se porter, selon ce qui lui paraissait plus convenable, ou en Saxe ou sur Berlin ; c'était le général Tottleben qui commandait les Russes qui marchaient à cette capitale du roi de Prusse. Le général Fermor ayant reçu de sa cour l'ordre exprès de ne pas rester dans l'inaction, avait entrepris le siège de Colberg ; et le maréchal Daun, prévoyant bien que tous ces mouvements feraient abandonner la Silésie au roi de Prusse, se tint prêt à suivre ce prince partout où il se porterait. Ainsi le théâtre de la guerre allait changer ; et s'il eût été possible de changer en même temps quelques ressorts de la grande machine, on aurait pu prévoir des événements consolants ; mais depuis 4 ans, on voyait des choses si extraordinaires, qu'on ne pouvait, selon M. de Montazet, avoir aucune confiance dans les opérations des Autrichiens : elles dépendaient de beaucoup trop de têtes, et ce n'était pas là encore le plus grand inconvénient.

Le roi quitta, le 6 octobre, la position qu'il occupait aux environs de Schweidnitz, et il marcha pendant la nuit par un temps effroyable. Les Autrichiens, qui étaient encore à Sorgau, observèrent ce prince dans la matinée du 7, et ils le virent terminer sa marche vers midi dans les environs de Striegau : tout annonçait qu'il allait au secours de son pays et de ses troupes, qui étaient éparpillées et poussées en Saxe et dans les environs de Berlin. Le roi continua sa marche, le 8 au matin. Les Autrichiens quittèrent Sorgau le même jour, et ils allèrent camper à Lauterbach dans les environs de Laugen-Kelmsdorff, qui est le grand chemin de Schonau. M. le maréchal Daun, qui avait laissé M. de Laudon en Silésie avec le corps

qu'il y commandait précédemment, était obligé de cheminer par la montagne, pour ne pas se trop approcher des Prussiens, qui lui étaient supérieurs en nombre. Le roi arriva, le 9, avec toutes ses forces à Hainau ; il en partit, le 10, pour se porter vers Krikenau : le même jour, les Autrichiens campèrent aux environs de Neyland, ils y séjournèrent le 11. Le corps de M. Beck était à Buntzlau sur le Bober, et les grenadiers à Loewemberg.

Pendant toutes ces marches, celle qui se faisait sur Berlin, quoique avec beaucoup de lenteur, ne fut cependant pas sans succès. MM. de Lascy et de Tottleben y arrivèrent chacun de leur côté ; ils se concertèrent pour attaquer, le 9, les Prussiens, que le général Hulsen avait conduits de Wittemberg, aux environs de Berlin ; mais M. de Tottleben, qui avait plus d'envie de tirer de l'argent de son expédition, que de se battre, trahit, pendant la nuit du 8 au 9, avec les magistrats de Berlin, tandis que M. de Lascy faisait les dispositions pour attaquer. La ville offrit un million d'écus de contributions ; mais le général russe en exigea deux, il dit même à M. de Lascy, qu'il prendrait toute cette somme, parce que sa cour en était d'accord avec celle de Vienne. Les Russes gaspillèrent les habits qu'ils trouvèrent dans les magasins ; il y en avait pour plus de 100,000 hommes. Ils jetèrent dans les rivières une grande quantité d'armes, ils détruisirent des manufactures, des moulins à poudre, et plusieurs autres établissements royaux, et ils enlevèrent tous les bestiaux ; Charlottenbourg fut entièrement pillé et saccagé. Ce général Tottleben, qui passait alors pour le premier militaire de l'armée russe, avait cependant commencé à servir l'année précédente ; selon M. de Montazet, c'était un aventurier qui ne voulait que gagner un million par campagne, il avait cela de commun avec MM. de Fermor, de Soltikof et autres. C'étaient cependant les opérations militaires de ces hommes-là qui de-

vaient donner la paix à l'Europe. L'année suivante, Tottleben, accusé d'avoir été l'espion du roi de Prusse, fut arrêté, mis aux fers et gardé à vue ; et s'il n'avait pas commis le crime dont on l'accusait, au moins tous ceux qui le connaissaient, disaient-ils qu'il en était très-capable.

Le roi, qui avait continué sa marche, était le 10 à Sagan. Il se dirigea sur Guben ; les Autrichiens qui étaient, le 10, à Naumbourg, arrivèrent, le 15, à Hotendorff. De Hotendorff, ils se portèrent en trois marches longues et pénibles, à Bernesdorff, et 3 jours après sur Torgau, où ils arrivèrent le 22. M. de Lascy occupait ce poste avec son corps depuis le 21 ; il était parti de Berlin, le 12, aussitôt que les Russes eurent tourné leur marche du côté de la Poméranie. Les Autrichiens, qui avaient ainsi prévenu le roi de Prusse sur l'Elbe, campèrent sur la rive droite de ce fleuve. Le même jour 22, ce prince était à Schouvalda, il s'y était rendu de Luben, par Luckau et par Dahme.

Il paraît que le roi ne craignait pas que les Russes et les Suédois lui fissent beaucoup de mal en Poméranie, puisqu'il n'envoya point de troupes pour s'opposer à leurs progrès ; il ne laissa aussi en Silésie, qu'un corps composé de 2 régiments de cavalerie, et de 24 bataillons, sous les ordres de M. Goltz, pour s'opposer aux entreprises de l'armée de Laudon, qui était de 40,000 hommes. Ce prince se proposait de diriger tous ses efforts contre l'armée de Daun.

L'armée de Laudon, ne fit rien de remarquable pendant tout le reste de la campagne.

Le général Daun aurait pu avoir quelque avantage sur le roi de Prusse, si son armée, celle de l'empire, et le corps de Wurtemberg, n'avaient formé qu'une armée conduite par un seul général ; mais M. de Wurtemberg se croyait au moins aussi habile que le prince des Deux-Ponts ; ce dernier regardait l'autre comme un écolier, et il n'y avait pas entre eux une grande intelligence.

D'ailleurs, le prince des Deux-Ponts craignait toujours que le maréchal Daun ne l'exposât trop ; le maréchal, de son côté, disait qu'il n'avait aucun droit sur ces deux corps, dont peut-être il ne faisait pas grand cas ; ainsi les espérances, qu'on avait pu se former quelque temps auparavant, commençaient à s'évanouir.

L'armée autrichienne quitta les environs de Torgau, et campa, le 25 octobre, à Grosvig ; elle en devait partir, le 26, pour se porter, en deux marches, vis-à-vis de Wittemberg. Le prince des Deux-Ponts devait y rester jusqu'au moment où les Autrichiens l'auraient remplacé. Le duc de Wurtemberg, dont l'armée était à Halle, vint à Grosvig pour s'aboucher avec le maréchal Daun ; il y reçut un courrier par lequel on l'avertissait que les ennemis avaient passé la Saala au-dessous de Bernebourg ; un second courrier lui apprit que le corps de ses troupes légères, placé à Kothén, avait été obligé de se replier jusqu'à Lobegun, qui n'est qu'à une petite lieue de Halle. Ces mouvements parurent d'autant plus extraordinaires au duc et au maréchal, qu'ils étaient persuadés qu'aucune troupe prussienne n'avait encore dépassé Magdebourg. Le duc de Wurtemberg partit aussitôt, assurant M. Daun, qu'il combattrait l'ennemi, pourvu qu'il ne fût pas plus fort que lui, et que, dans le cas où il serait forcé de quitter la position de Halle, il se reposerait sur Leipzig, où il se maintiendrait ; ce fut là le résultat de l'entrevue.

Le même jour, M. le maréchal reçut un courrier du prince des Deux-Ponts, qui lui apprenait que le roi avait fait jeter un pont dans les environs de Dessau, et qu'il commençait à passer l'Elbe ; le maréchal répondit aussitôt au prince, qu'il avait à portée de lui, à Pretsch, le corps de réserve et les grenadiers de l'armée, qu'il espérait que le prince en ferait usage, pour lui donner le temps d'arriver ; que, de son côté, il irait le joindre diligemment avec le gros de son

armée. Un second courrier, envoyé le même jour, apprit au maréchal Daun, que l'ennemi semblait vouloir jeter un pont à Cosvig, que le prince des Deux-Ponts prenait le parti de marcher à Dubben, sur la Moldau, d'où il se porterait sur Leipzig, où il comptait faire face à l'ennemi, supposé que cela lui fût possible ; ainsi l'armée de l'empire et celle du duc de Wurtemberg, choisissaient leur champ de bataille sous Leipzig, sans avoir voulu tirer un coup de fusil pour défendre l'Elbe et la Saala.

D'après cette circonstance, le maréchal Daun envoya ordre, le 26, au corps de réserve et aux grenadiers qui étaient à Pretsch, et qui avaient marché depuis minuit, pour aller soutenir l'armée de l'empire, de s'approcher de Wittemberg avec circonspection, et de son côté il suspendit la marche de l'armée, calculant que l'ennemi ayant commencé de passer l'Elbe, le 25 à 3 heures après midi, au-dessous de Dessau, il pourrait bien faire un faux mouvement, en se portant sur Wittemberg, comme il l'avait projeté la veille.

Le roi de Prusse avait, en effet, passé l'Elbe au-dessous de Dessau. Sur cette nouvelle, le maréchal Daun marcha à Eilenbourg : arrivé dans cette nouvelle position, il sut que le roi s'était porté à Kénéberg. Aussitôt il donna ordre au général Lasey, de passer sur la rive gauche de l'Elbe, et il se détermina à remarcher sur Torgau, pour soutenir ce point essentiel. Il fit des dispositions pour donner des secours à l'armée de l'empire si elle était attaquée ; c'était-elle, qui, soutenue de celle de Wurtemberg, devait faire les premiers efforts en attendant que les Autrichiens pussent arriver pour soutenir Leipzig ; cela ne devait pas donner beaucoup de confiance pour la sûreté de cette place ; quant à Torgau, le maréchal paraissait décidé à le soutenir, ainsi que la rive droite de la Moldau ; mais bientôt le roi passa cette rivière à Duben, et alla se camper sur les hauteurs d'Eilenbourg. La com-

munication des Autrichiens, avec l'armée de l'empire, fut ainsi interceptée, et Leipsig allait appartenir au roi de Prusse.

Dans ces circonstances embarrassantes, le maréchal, campé à Grosvig, fit assembler chez lui, le 1^{er} novembre, les généraux de cavalerie et d'infanterie, les lieutenants-généraux de l'armée, et M. le comte de Montazet, pour les prier de lui dire leur sentiment sur le parti qu'il y avait à prendre.

Le maréchal commença par exposer à l'assemblée, l'impossibilité qu'il y avait eu pour lui, de prévenir l'embarras où il se trouvait, il se plaignit des manœuvres des troupes de l'empire et de celles de Wurtemberg, et après avoir parlé du passé, il parla de sa situation présente; il dit : qu'il avait des ordres précis de sa cour, de soutenir Leipsig, Torgau et la Saxe, à quelque prix que ce fût, de donner même une bataille avec les plus grands risques, plutôt que de rien céder à l'ennemi, et que dans le cas où il ne lui serait pas possible d'attaquer, la cour voulait qu'il tint Torgau, jusqu'à ce qu'il fût démontré qu'il ne pourrait plus y vivre. Il demanda aux officiers qui composaient le conseil, s'ils pensaient qu'il valût mieux aller attaquer l'ennemi, que de l'attendre où ils étaient; il n'y avait que ces deux partis à prendre, et c'était sur l'un et sur l'autre qu'il les pria de l'éclairer.

L'état déplorable de l'artillerie, les suites d'une bataille perdue dans la situation où on était, la supériorité du roi de Prusse, ce furent-là les trois objets qui servirent de base à l'opinion de presque tous les membres du conseil, et excepté les commandants-généraux Stanbach, Ogelly et Herbschtein, qui opinèrent pour qu'on allât au-devant du roi, lui donner une bataille, presque tout le monde fut d'avis de passer aussitôt sur la rive droite de l'Elbe, et de remonter ce fleuve pour conserver l'armée de l'impératrice et la ville de Dresde, qu'on perdrait infailliblement, s'il arrivait un échec.

M. de Bucow pérorait longtemps en allemand et en français, mais il rendit ses idées si plaisamment, que toute l'assemblée se mit à rire et lui aussi; on comprit cependant qu'il n'était pas d'avis d'attaquer.

Après que tous ces généraux eurent parlé, M. le maréchal Daun, fit un compliment très-honnête à M. de Montazet, et il le pria de dire aussi son avis.

M. de Montazet remit sous les yeux du général les ordres qu'il avait de sa cour, de ne rien proposer, de ne rien demander, à plus forte raison de ne rien exiger de l'armée qu'il commandait; il lui dit que l'impératrice et le roi de France, étant liés de la plus étroite amitié, et par la plus grande confiance, étaient convenus qu'ils ne se gêneraient en rien sur les opérations de leurs armées, bien persuadés que chacun, de son côté, ferait pour le mieux. Ce que le comte de Montazet allait dire, ne lui était donc dicté que par son zèle pour le bien de la cause commune.

Il dit que les ordres de la cour de Vienne, qu'il avait ignorés jusqu'alors, et dont on venait de lui faire part, étaient si clairs et si précis, qu'il ne pensait pas qu'il fût permis de les interpréter. La cour voulait qu'on tint la Saxe ou qu'on se battît, ce n'était pas aux généraux à examiner les dangers et les suites d'une bataille malheureuse, la cour avait, sans doute, prévu l'un et l'autre, avant de parler aussi positivement. Ensuite le comte de Montazet interpella le général, et lui demanda si ce n'était pas là ce qu'il venait de dire : « Oui, répondit le maréchal, » et je vous demande ce que vous feriez » dans le cas où je suis. » M. de Montazet répondit que quoiqu'il fût bien persuadé que M. Daun n'avait pas besoin de son avis, et que son parti était pris d'avance, il allait cependant entrer en matière.

Il dit qu'il trouvait la position des Autrichiens très-mauvaise, sans doute, quoiqu'il fût très-persuadé que le roi n'irait pas les y attaquer, mais qu'il ne tenait qu'à lui de les

y bloquer et de couper, par la rive gauche de l'Elbe, la communication qu'ils avaient avec Dresde. Il était même à craindre pour peu qu'on laissât au roi le temps d'asseoir ses subsistances à Leipsig, qu'il ne s'établît en forces à Belgern et à Strehla, et qu'il ne jettât des ponts sur l'Elbe, ce qui aurait beaucoup incommodé l'armée autrichienne. L'avis de M. de Montazet fut donc qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour quitter la position qu'on occupait et pour marcher à l'appui du corps de M. de Lascey, qui était vis-à-vis de l'ennemi, les derrières à la Mulda, la gauche débordant la ville de Eilembourg. Si l'ennemi fût resté campé, comme il l'était, on pouvait l'attaquer facilement par sa gauche, mais s'il occupait les hauteurs qui étaient à un quart de lieue en avant de son front, alors on tournerait sa droite, et on se placerait entre Schilda et lui, pour l'attaquer, s'il était possible, ou pour l'engager à attaquer lui-même. Après avoir exposé tous ces motifs, M. de Montazet conclut : que l'avis général étant de ne point attaquer, à cause de la difficulté qu'il y avait de faire manœuvrer une artillerie mal attelée, dans une aussi mauvaise saison, on ne pouvait rien faire de mieux, que d'obliger le roi à attaquer ou à se retirer ; il opina donc pour qu'on marchât la nuit même à l'ennemi, et qu'on se déterminât, selon la position où on le trouverait, ou à l'attaquer ou à déborder sa droite et occuper la position qu'il avait indiquée.

Quand M. de Montazet eut fini de parler, M. le maréchal Daun reprit la parole, et il dit qu'il serait, sans doute, de l'avis de M. de Montazet, s'il n'avait pas pris un parti, qui semblait mieux convenir encore aux Autrichiens dans la circonstance où ils étaient ; c'était de tenir Torgau, quoi qu'il en pût coûter, et d'y rester jusqu'à la dernière extrémité. Il remercia tous les officiers qui étaient chez lui, de lui avoir donné leur avis, et il dit que c'était à ce dernier parti qu'il s'était déterminé ; mais le roi lui fit

bientôt abandonner la position de Torgau.

Ce prince, qui était campé à Schilda, chargea, le 3, le général Ziethen d'aller attaquer l'armée autrichienne par ses derrières, avec un corps d'environ 12,000 hommes, en débouchant par Klischen, tandis qu'avec le gros de son armée il attaquerait de front et de flanc, en débouchant par les bois qui venaient de Koilzsch, et qui devaient cacher ses mouvements.

M. de Ziethen, qui avait moins de chemin à faire que le roi, commença son attaque vers midi. Cette attaque ne consista d'abord qu'à repousser quelques bataillons de Croates, que les Autrichiens avaient postés dans les bois qui séparaient leur ligne.

A une heure trois quarts, le roi déboucha des bois par plusieurs endroits vis-à-vis la gauche du maréchal Daun : c'était sa principale attaque. Peu de temps après, sa cavalerie se forma devant le front du camp autrichien, particulièrement vis-à-vis de la droite, et, à 2 heures et demie, le maréchal Daun fut attaqué de front, de flanc et par ses derrières ; les deux armées se chargèrent réciproquement plus de vingt fois, et combattirent, malgré la nuit, jusqu'à 7 heures du soir, sans que le roi eût un moment l'avantage, et n'ayant pu établir que quelques pièces de canon, qui incommodèrent fort peu les Autrichiens. La bataille paraissait finie, lorsque le corps de M. de Ziethen, qui avaient longé derrière la gauche, fit encore une attaque qui ne lui réussit pas ; il en fit une seconde, qui ne dura pas quatre minutes, mais qui fit reculer la gauche des Autrichiens, et lui enleva une partie de son terrain qui dominait un peu le reste du camp. Le bruit se répandit alors parmi les troupes autrichiennes, qu'il fallait s'acheminer vers Torgau ; elles se retirèrent sans être suivies. Ces troupes, qui avaient été victorieuses dans la journée, abandonnèrent le soir une partie du champ de bataille à leur ennemi, et le maréchal Daun, quelques représentations qu'on pût lui faire,

voulut se retirer entièrement le 4 au matin ; ce qu'il exécuta sans obstacle, en faisant passer une partie de son armée par la rive droite, et l'autre par la rive gauche de l'Elbe, et il alla camper à Kaidorff.

M. de Montazet prétend que le roi de Prusse pouvait se dispenser de donner cette bataille, dans laquelle il perdit plus que les Autrichiens, quoiqu'il restât maître de Torgau. Il pouvait, sans combattre, prévenir le maréchal Daun dans le camp de Plauen, lui rendre la défense de Dresde très-difficile, et peut-être le rejeter hors de la Saxe dans cette saison avancée, et la bataille la plus heureuse ne lui aurait pas procuré de plus grands avantages.

Il faut rendre justice à la valeur des troupes autrichiennes, elles firent payer cher au roi de Prusse l'avantage qu'il eut de rester maître du champ de bataille ; et vraisemblablement si M. le maréchal Daun n'avait pas reçu un coup de fusil qui lui perça la jambe, et malgré lequel il resta encore 2 heures à cheval, les Prussiens ne seraient jamais parvenus à enlever la gauche des Autrichiens, quoique ceux-ci, en abandonnant Torgau, parussent convenir de leur défaite. Il est certain que la perte du roi de Prusse était plus forte que la leur ; M. de Montazet assure que ce Prince y perdit un tiers de son armée, on lui fit près de 5,000 prisonniers, et on lui enleva beaucoup de trophées militaires. Selon le même officier, le roi aurait pu se dispenser de sacrifier 17 à 18,000 hommes pour procurer à M. de Ziethen la gloire de réparer une affaire que ce prince avait perdue. On croit qu'il envoya dire à cet officier, une heure avant la nuit, que sa tête répondait de l'événement, c'est ce qui fit, sans doute, que M. de Ziethen fit ses dernières attaques, quoiqu'il fût fort tard, et qu'il parvint à déposter les Autrichiens.

La bataille fut très-meurtrière, les Autrichiens ne perdirent guère moins de 10,000 hommes. M. de Montazet, dont le maréchal

Daun rendit à la cour de Vienne un témoignage très-avantageux, eut un cheval tué sous lui ; son frère, un blessé. Quant au maréchal, il était blessé, comme on l'a déjà dit, et fort grièvement. Il eut alors même une attaque de goutte, et ne pouvant agir il fut obligé de s'en rapporter aux idées des autres ; ce qui ne produisit pas le meilleur effet. L'armée, sous les ordres de M. Odonel, et le corps de M. de Lascy, se reployèrent, le 8, sous Dresde, et se réunirent dans le camp de Plauen. Le corps de M. de Magoire alla en partie occuper Dippodiswalda ; celui de M. Beck était encore, le 9, sur la rive droite de l'Elbe. Le ravin de la Meissen, Nossen et Freyberg furent ainsi à la disposition du roi de Prusse, et les Autrichiens se trouvèrent réduits à la position de l'année précédente.

Depuis le jour de la bataille jusqu'au 13 novembre, le roi resta dans le camp de Meissen ; son peu d'activité à tirer parti de l'avantage qu'il avait remporté, annonçait que sa perte avait été considérable. Le 13, il sortit de Meissen, il fit avancer et camper un corps de 10,000 hommes, sur les hauteurs de Petrevetz, vis-à-vis de la gauche du camp de Plauen. Il fit jeter un pont près de Meissen, et fit passer, le 14, 4 bataillons et quelques escadrons pour couvrir la tête de ce pont. On crut d'abord que le roi avait formé de nouveaux projets, qu'il s'était concerté avec le prince Ferdinand, et qu'il allait entreprendre quelque chose d'extraordinaire pour mieux constater aux yeux de l'Europe le gain de la bataille de Torgau ; mais elle lui avait coûté si cher que toute entreprise lui devenait impossible. Il y avait, le 17, 14,000 blessés dans Torgau ; à cette époque les prisonniers autrichiens blessés n'avaient pas encore été pansés, les autres prisonniers manquaient de tout, de même que les prisonniers malades et blessés ; on voit par ce tableau combien était affreuse la manière dont ce prince faisait la guerre.

Le 18, il reploya les postes avancés qu'il avait vis-à-vis des Autrichiens. Le 22, il fit défiler des troupes au delà du ravin de Meissen. Les jours suivants, son armée continua de passer le ravin ; le roi fit piller et dévaster tous les villages situés entre ce ravin et Dresde, afin de faire de ce coin de pays un désert qui lui servit de barrière, et bientôt après il entra dans ses quartiers d'hiver. Les Autrichiens, qui n'attendaient que ce moment, prirent aussi les leurs. L'armée resta sous les ordres de M. Odonel. Depuis quelques jours le maréchal Daun était parti pour se rendre à sa cour, et il fut suivi bientôt après par M. le comte de Montazet, qui arriva à Vienne le 4 décembre.

Pendant la campagne, le roi de Pologne avait envoyé le cordon de l'Aigle Blanc à M. de Montazet ; il en fut décoré par les princes de Saxe, qui servaient dans l'armée autrichienne.

CAMPAGNE DE 1761.

Après la bataille de Torgau, l'impératrice voulant donner au général Lascy le commandement de l'armée qui était en Saxe, avait ordonné par deux fois à M. le maréchal Daun de revenir à Vienne ; mais M. Daun avait osé résister aux ordres de cette princesse, ce qui prouvait toute l'étendue du crédit dont il jouissait encore ; de

son côté, M. de Lascy, jeune alors, d'un caractère qui n'était rien moins que flexible, et qu'on croyait très-ambitieux, avait dit clairement qu'il ne voulait pas du commandement qu'on lui offrait, quoiqu'on voulût le faire maréchal ; il sentait toute la difficulté qu'il y avait à conduire une machine aussi mal organisée.

Cette question, du choix d'un nouveau général, agita la cour de Vienne pendant tout l'hiver ; le prince de Kaunitz voulait élever M. de Laudon au premier rang, mais, comme on l'a dit précédemment, l'impératrice y avait la plus grande répugnance.

Au milieu de ces agitations, M. le comte de Montazet voyait que la paix devenait de jour en jour plus nécessaire, il voulut en parler à l'impératrice, mais le duc de Choiseul, qui, depuis la mort de M. le maréchal de Belle-Isle, était en même temps ministre de la guerre (1) et ministre des affaires étrangères, ordonna à M. de Montazet, de la part du roi, de s'en tenir uniquement aux fonctions qui lui étaient prescrites. Cependant, quand on sut que le maréchal Daun jugeait lui-même qu'il était temps de faire la paix, le ministre donna plus de liberté à M. de Montazet, et lui prescrivit, toutefois, de laisser agir le maréchal Daun, dont l'opinion ne devait point paraître suspecte à l'impératrice, et il lui recommanda de ne jamais en parler le premier à cette princesse. Ce n'était pas que M. le duc de Choiseul ne sentît lui-même qu'il fallait né-

(1) M. le comte de Montazet, qui connaissait sans doute tous les vices de notre constitution militaire, fit compliment à M. le duc de Choiseul de sa nomination au département de la guerre, comme au seul homme qui fût capable de *remonter la machine, et de lui rendre une partie de ses ressorts usés*. « Donnez-nous, lui disait-il, la paix d'une main, et frappez ensuite sur nous avec l'autre, afin que dans la première guerre nous puissions effacer les impressions fâcheuses que nous avons données dans le cours de celle-ci. » Ainsi s'exprimait M. de Montazet dans sa lettre au nouveau ministre.

Croyait-il, en effet, que M. de Choiseul eût assez de génie, des idées assez vastes pour rendre à la machine une partie de ses ressorts usés ?... Quoi qu'il en soit, celui-ci frappa. . . . Et que résultait-il de cette multiplicité d'ordonnances faites par lui et ses successeurs, presque toujours opposées les unes aux autres, et surtout en opposition directe avec le caractère national ? . . . Au commencement de la révolution, plus de 100,000 Français déserteurs étaient disséminés dans les différentes armées de l'Europe ?

cessairement finir la guerre, puisqu'il écrivait à peu près dans le même temps : « Il faut finir, mon cher Montazet, et se garder de faire une guerre combinée, quand on a affaire à des gens qui ne la combinent jamais. » Mais M. de Choiseul voulait que la question de la paix ne fût agitée que par l'ambassadeur.

Dans les différentes conversations que M. de Montazet eut avec l'impératrice, et dans lesquelles cette princesse lui donna beaucoup de marques de confiance et de bonté, on examina les événements de la campagne passée, et surtout la bataille de Torgau ; on parla du peu d'espérance que donnait M. Daun lui-même de pouvoir faire mieux, de l'organisation de l'armée autrichienne, de celle du roi de Prusse, des malheureux effets de la guerre en général, et les observations qu'on fit sur tous ces objets détruisirent absolument dans l'esprit de l'impératrice le désir de continuer la guerre ; dès lors cette princesse sembla ne rien désirer tant que la paix ; l'empereur, le prince Charles et M. de Kaunitz parurent être dans les mêmes dispositions.

L'embarras dans lequel était l'impératrice sur le choix du général, contribuait encore à lui faire désirer la paix ; le prince de Kaunitz insistait pour que le commandement fût donné à M. de Laudon, mais l'impératrice y avait toujours la même répugnance. Dans une longue conversation qu'elle eut avec M. de Montazet, elle lui dit que cet esprit de partialité de son ministre pouvait infiniment nuire au bien général. M. de Montazet n'entra dans les détails de cette affaire que pour essayer de concilier les esprits, ce qui était difficile, et l'impératrice, après lui avoir dit combien sa situation était embarrassante, ajouta en soupirant : « Pourquoi la paix n'est-elle pas faite ? » Je la voudrais aujourd'hui à quelque prix que ce fût, et si j'avais été écoutée l'année dernière, après l'affaire que Laudon perdit par sa faute, on aurait mis les fers

» au feu pour faire la paix, et nous n'aurions pas été obligés de dépenser tant d'argent pour faire cette campagne. »

Malgré le besoin qu'avaient toutes les puissances de l'Europe de finir la guerre, il fallut cependant la continuer, et tel était le crédit du ministre de l'impératrice que M. de Laudon eut, en Silésie, le commandement d'une armée plus forte que celle que le maréchal Daun devait commander en Saxe.

M. le comte de Montazet partit de Vienne à la fin de mai, et il joignit, le 7 juin, l'armée du maréchal qui, forte de 40 à 45,000 hommes, campait sous Dresde, c'est-à-dire, à Plauen ; la cavalerie était encore dans ses cantonnements, M. Odonel, commandait, à Zittau, un corps de 15 à 20,000 hommes, et M. de Laudon en avait au moins 50,000 sous ses ordres en Silésie. Ainsi les forces de l'impératrice étaient de 100,000 hommes. Le prince Henri, qui était vis-à-vis du maréchal Daun, avait environ 30 à 35,000 hommes. Le roi de Prusse était en Silésie avec 50,000 hommes de ses meilleures troupes, y compris un corps particulier que commandait M. *** ; par conséquent le roi n'avait pas plus de 80 à 90,000 hommes en Saxe et en Silésie.

Ce prince cherchait alors à se procurer un allié qui, par la puissante diversion qu'il aurait pu faire, aurait beaucoup embarrassé l'impératrice ; c'était le grand turc. Frédéric, habile à saisir tout ce qui pouvait être à son avantage, fit publier à son de trompe qu'il avait fait un traité offensif et défensif avec les Ottomans ; il fit faire de grandes réjouissances dans son armée et dans ses États ; il fit supprimer les prières publiques qu'on faisait contre les Turcs, et fit prier au contraire pour le grand seigneur. Cette fausse nouvelle qu'il accréditait ainsi, produisit au moins sur l'esprit des peuples une partie de l'effet qu'il pouvait en attendre, on se persuada que les Turcs allaient prendre parti pour lui ; mais il est vraisemblable

que les puissances alliées contre lui n'en furent pas du tout effrayées.

Au commencement de juillet, M. le maréchal Daun reçut ordre de sa cour d'envoyer à M. de Laudon le corps qui était en dépôt à Zittau, sous les ordres de M. Odonel, et d'y joindre les troupes nécessaires pour en faire un corps de 20,000 hommes complet; on désignait d'ailleurs la quantité de canons qu'il fallait y joindre, et les officiers généraux qui devaient marcher; c'était ceux que M. de Laudon avait demandés lui-même; on lui envoya aussi M. de Krateler, homme de mérite, qui était le chef des vivres de l'armée du maréchal Daun. Ainsi, par les dispositions du cabinet de Vienne, les principaux coups devaient se porter en Silésie, et M. Daun devait observer le prince Henri en Saxe; il y resta en effet dans l'inaction pendant toute la campagne. M. de Montazet ne quitta point le maréchal Daun, mais il envoya M. de Montrozard dans l'armée de M. de Laudon. M. de Montrozard était un officier d'artillerie au service de France, qui servait comme volontaire dans l'armée autrichienne; M. de Montazet en faisait grand cas; c'est de sa correspondance avec M. le duc de Choiseul qu'on va extraire ce qui se passa en Silésie pendant cette campagne.

Le projet qu'avait conçu M. le prince de Kaunitz, et qu'il voulait faire exécuter malgré tout le conseil de l'impératrice, et contre l'opinion de cette princesse elle-même, était la jonction des Autrichiens avec les Russes, projet dont on a déjà vu les funestes effets et les dangers.

Les Autrichiens devaient aller au-devant des Russes pour leur faciliter le passage de l'Oder, se joindre à eux, et agir de concert. Les Russes avaient promis de passer l'Oder entre Brieg et Neiss; ils avaient en conséquence dirigé leur marche sur Namslau, lorsque la cour de Vienne envoya ordre au général Laudon de sortir, le 19 juillet, des montagnes qu'il occupait en Silésie, et d'aller au-devant des Russes; cette démarche

devait gagner leur confiance et les prévenir en faveur du général autrichien, à qui la cour laissa la liberté de donner bataille au roi de Prusse, s'il le jugeait nécessaire.

L'armée de Laudon était de 83 bataillons et de 153 escadrons, sans compter un petit corps, aux ordres du général Bethlem, qui masquait la garnison de Neiss. L'armée du roi était forte de 66 bataillons et de 115 escadrons. A l'approche des Russes, ce prince avait détaché sur l'Oder M. de Ziethen avec 18 bataillons, 20 compagnies de grenadiers, et 31 escadrons; le roi occupait avec le reste le camp de Faulenbruck, entre Schweidnitz et Reichenbach; il avait des troupes légères à Strehlen pour s'assurer de ce poste.

Le camp de Strehlen, fort avantageux par lui-même, est situé entre l'Oder et les montagnes, de sorte que les troupes qui l'occupent sont maîtresses de tout l'espace qu'il y a depuis Brieg jusqu'à Neiss. Pour mieux remplir son objet, pour prévenir le roi à Strehlen, M. de Laudon voulut faire, le 19, une marche forcée sur Olbersdorff, mais il ne put aller que jusqu'à Frankenberg; ce ne fut que le 21 qu'il gagna le camp d'Olbersdorff, près Franckenstein.

Le roi qui voulait empêcher la jonction des deux armées, et qui sentait que si les Autrichiens occupaient Strehlen avant lui, ils couperaient sa communication avec Neiss et la haute Silésie, n'attendit point que M. de Ziethen l'eût rejoint; il sortit rapidement de son camp la nuit du 20 au 21, et se hâta de prévenir les Autrichiens. Son avant-garde poussa la leur, le 21 au matin, à Toepliyoda; il ne fut plus question alors de gagner Strehlen, et les Autrichiens se bornèrent à occuper les hauteurs de Munsterberg, d'où on pouvait au moins se porter sur le chemin de Neiss, et forcer pour donner la main aux Russes, s'ils montraient une tête de l'autre côté de l'Oder.

Dans ce dessein, M. de Laudon alla, le 21 au soir, reconnaître les hauteurs de Munster-

berg, il paraissait décidé à y prendre son camp; il se proposait même d'en faire un champ de bataille pour y essayer le choc des forces ennemies, mais il fut encore prévenu par le roi dans ce poste; le 22, à 4 heures du matin, l'avant-garde du roi, soutenue de son armée, fit plier l'avant-garde des Autrichiens à Closter Henriceau, et ce prince gagna sans obstacle les hauteurs de Munsterberg.

Il paraît que M. de Laudon aurait dû porter, le 21, sa réserve en avant pour soutenir l'avant-garde, et gagner ensuite les hauteurs en question; l'armée n'ayant qu'une heure à marcher pour soutenir les hauteurs, vraisemblablement le roi n'aurait pas attaqué 83 bataillons avec 45 ou 46, car Ziethen n'avait pas encore joint; ce projet manqué, il fallut renoncer à voir les Russes dans la haute Silésie.

Quoique on se fût concerté avec le général de Butterlin qui les commandait, on n'avait cependant pas de nouvelles bien sûres de leurs mouvements; ils erraient de l'autre côté de l'Oder par des marches d'un mille ou deux au plus; et comme la jonction devait être le principal objet pour la campagne, M. de Laudon s'attacha à suivre le roi, le plus près qu'il lui serait possible. Pour cet effet, il descendit vers la Neiss. Le roi de Prusse, qui venait d'être renforcé par le corps de Ziethen, voulut attirer plus bas le général autrichien, en menaçant ses subsistances, dans le dessein, si M. de Laudon donnait dans le piège, de gagner le pied des montagnes avant lui, et de le faire rentrer dans le comté de Glatz. Le roi passa la Neiss, en conséquence, et il alla occuper le camp de Neustadt; M. de Laudon passa aussi cette rivière. Le roi détacha vers Zuckmantel et Jagerndorff; M. de Laudon y envoya le général Draskowitz: le roi pilla Zuckmantel, mais Laudon s'en tint à ses détachements, et pour être plus sûr de regagner le pied des montagnes, il se rapprocha de la Neiss et alla camper, le 4 août, à Patschkan.

Comme le roi, sur ces mouvements, repassa la rivière, et alla camper à Giesmandorff, sous le canon de Neiss, M. de Laudon se décida à regagner son camp de Franken-berg, pour être maître de prévenir le roi dans les montagnes de Schweidnitz.

Depuis longtemps il ne recevait plus que de loin en loin des nouvelles des Russes, lorsqu'il apprit, le 9, qu'ils avaient changé de projets, et qu'ils descendaient l'Oder vers Volhan, dans l'intention de passer ce fleuve entre Breslau et Glogau. Pour les confirmer dans cette intention, et pour favoriser leur passage, M. de Laudon prit le parti de faire une marche forcée, le 9, sur Guntzendorff et la plaine de Schweidnitz, laissant le roi dans son camp de Neiss. Les Cosaques, qui avaient passé l'Oder à Leubus ou Statt-Leubus, le même jour, et qui cherchaient les Autrichiens en haute Silésie, les rencontrèrent à Peterswaldau près Reichenbach. Alors la jonction n'était plus douteuse; les Russes passèrent l'Oder à Leubus sur plusieurs divisions; le 12, toute leur armée avait passé. Ils laissèrent leurs gros bagages à Leubus, et allèrent camper à Parchwitz, ayant la Katzbach derrière eux.

On n'eut dans la journée du 9 aucunes nouvelles du roi de Prusse: ce ne fut que le lendemain qu'on vit la tête de son armée se dirigeant sur Neumarkkt. Soit pour empêcher le passage des Russes, ou pour se rapprocher du grand dépôt de Breslau qu'il lui convenait de mettre en sûreté, il alla s'établir dans le camp de Baudis, camp bien dangereux à occuper, puisque, indépendamment de ce que le roi pouvait prendre sa communication avec Schweidnitz, il avait encore des étangs derrière lui; et rien ne peut excuser ce prince d'avoir pris une semblable position, que la certitude qu'il avait sans doute de n'y être pas attaqué par les Russes.

Pour couper la communication du roi avec Schweidnitz, M. de Laudon, dont l'armée était établie, depuis le 9, sur les mon-

tagnes, et dont l'avant-garde était à Striegau, prit le parti de porter, le 13, toute sa réserve à Striegau même, pour y être en force, et pouvoir gagner à sa volonté le camp de Streitberg et de Niclasdorff, camp qu'il pouvait longer par sa droite à la première marche que les Russes auraient faite vers lui, gagner le Zobtenberg, établir l'armée russe dans le camp qu'il aurait quitté, couper la communication du roi avec Schweidnitz, et, avec la supériorité des deux armées combinées, investir la place, et en entreprendre le siège.

Pour parvenir à ce point, sur lequel roulait tout le dessein de la campagne, il fallut engager les Russes à se détacher de l'Oder et de leur ligne de communication. Il fut convenu qu'ils marcheraient, le 13, pour gagner les hauteurs de Vahlstadt, et qu'on leur menerait non-seulement du renfort en cavalerie, mais encore qu'au premier mouvement du roi, au cas qu'il marchât pour les attaquer, on le côtoierait pour tomber sur ses derrières.

Toute est plaine entre les montagnes de Striegau et les hauteurs de Vahlstadt, de sorte que les Autrichiens et les Russes étant maîtres de ces hauteurs, leur jonction devenait très-facile. C'est ce que sentit le roi, aussi se mit-il en devoir d'y prévenir les Russes. Le 13 au matin, il dirigea son avant-garde sur Vahlstadt; les Russes étaient cependant partis, la nuit du 14 au 15, de leur camp de Parchwitz. M. de Laudon, qui ne perdait point l'ennemi de vue, l'avait observé toute la journée du 14; et quoique le roi feignit de faire un mouvement contraire sur Iaver, Laudon ne prit point le change, il partit, le 15 au matin, de Striegau avec sa réserve, pour aller au-devant des Russes à Vahlstadt. La cavalerie marcha entre Iaver et les montagnes; elle côtoya continuellement l'armée du roi, et 40 escadrons gagnèrent les hauteurs à midi. L'armée des Russes était en bataille depuis près de 2 heures, à la distance de

Vahlstadt d'une demi-heure de marche; la gauche était à Leisbach, et la droite vers Hünern. On ignore ce qui les empêcha de pousser jusqu'aux hauteurs qu'on était convenu qu'il occuperaient, et qui ne sont séparées de la plaine que par un bon ravin; ils eurent tout le temps de s'y déterminer, car l'avant-garde du roi, que commandait le général Knoblock, ne se fit voir qu'à midi à la hauteur de Nickolstadt, et il fut bien aisé de s'apercevoir à l'incertitude du roi, qu'en marchant sur Vahlstadt, il ne s'était pas attendu à être côtoyé par un corps si nombreux : aussi le général Knoblock garda-t-il longtemps la défensive sur la hauteur de Nickolstadt; et ce ne fut qu'après s'être assuré que les Russes ne voulaient point occuper les hauteurs de Vahlstadt, qu'il y marcha avec l'avant-garde. En effet, M. de Laudon faisant annoncer au maréchal de Butturlin les 40 escadrons qui devaient le joindre, lui fit faire les plus vives instances pour que ce général lui envoyât 3 bataillons pour prendre poste à Vahlstadt avec sa cavalerie, son infanterie n'étant pas encore arrivée; mais Butturlin refusa d'envoyer ces 3 bataillons, et il voulut rester dans la position qu'il occupait. Alors il ne fut plus question que de pousser les 40 escadrons à la droite de l'armée russe; et l'infanterie de la réserve autrichienne, qui avait marché entre Iaver et Goldberg, et qui n'avait pas encore pu arriver, eut ordre d'aller à son camp de Striegau. Là M. de Laudon prit les dernières mesures pour s'assurer du camp très-important du Streitberg et de Niclasdorff; en effet, il avait donné ordre à l'armée de descendre dans la plaine le 17, et d'aller occuper ce camp, lorsque les Russes lui envoyèrent dire que s'il ne marchait sur Iaver pour leur prêter la main, ils allaient repasser l'Oder.

Il est impossible de dire quels motifs déterminèrent les Russes à mettre M. de Laudon dans la nécessité de faire une fausse démarche; on ne peut guère en admettre

d'autre cause, que celle qui leur fit mettre, le 13, une rivière derrière eux, qui leur fit négliger, le 15, les hauteurs de Vahlstadt, et enfin, qui, au mois de septembre suivant, leur fit livrer dans leur retraite leur communication à 14 bataillons prussiens, qui leur enlevèrent leurs magasins de Kalisch, d'où ils tiraient leurs subsistances. Les Russes ne devaient pas ignorer que le camp du Streiberg étant découvert, le roi l'occuperait le plus promptement qu'il lui serait possible, pour se rapprocher d'une place aussi importante que Schweidnitz.

Ainsi pressé par les Russes, et n'osant pas prendre sur lui de leur résister, M. de Laudon marcha, le 17, sur Iaver. Il envoya l'avant-garde de M. de Brentano au-devant des Russes pour les recevoir; le roi ayant abandonné Vahlstadt, ils avaient le champ libre pour joindre les Autrichiens; on les attendit toute la journée du 17, et même celle du 18, mais ils finirent leur marche au village d'Hochkirch, à un petit mille de leur dernier camp; alors le roi voyant le chemin de Schweidnitz ouvert, ne perdit pas un moment, il marcha, le 19, sur Javernig, et alla occuper le camp d'où il ne sortit que le 26 du mois suivant. Il ne resta plus à M. de Laudon d'autre parti à prendre que de regagner ses montagnes, ayant ses communications à garder, et d'aller prendre le camp de Freybourg.

Depuis le 19 jusqu'au 25 on négocia avec les Russes, et ils se déterminèrent enfin, à marcher, le 25, de Iaver, où ils étaient depuis peu de jours, sur Hohen-Friedeberg, il aurait été plus court pour eux d'aller occuper tout de suite le camp de Striegau, qu'ils prirent 3 jours après, mais il semblait qu'ils eussent juré de ne point faire de marche offensive.

Le 26, l'armée de Laudon descendit dans la plaine, et alla camper, la droite joignant Bogendorff, et la gauche à Zirlau; le corps de Brentano à Striegau. Le 27 se passa à reconnaître les derrières de l'armée du roi

jusqu'à Lahsen. Enfin, le 28, les Russes allèrent prendre le camp de Striegau, la droite en avant d'Oëse, Stanovitz devant le front, et la gauche sur les hauteurs en avant de Striegau, joignant Heydau. Le corps de Czernicheff, détaché de l'armée russe, fort de 20 bataillons, alla camper sur les hauteurs de Iarischau; le corps de Brentano, faisant environ 12,000 hommes, sur les hauteurs de Niclasdorff, et enfin, le corps de Bergen, composé de toutes les troupes légères russes, à Lahsen. Le roi était campé, la gauche à la hauteur de Vurben, la droite à la hauteur de Javernig, et toute la seconde ligne et partie de la première, depuis la hauteur de Javernig jusqu'à celle de Zedlitz, et en avant du bois de Neudorff, faisant face aux Russes.

Le camp qu'occupait le roi n'était point un de ceux dans lesquels on peut braver impunément les efforts de deux armées supérieures; il est vrai qu'il s'y retrancha, mais tous les retranchements qu'il y fit ne seront jamais des titres valables pour justifier la négative honteuse dont les Russes ne voulurent jamais se départir.

Le roi avait dans ce camp trois points principaux; la hauteur de Vurben qu'il avait retranchée de tous côtés, et qui devait favoriser sa retraite; la hauteur de Javernig qui soutenait sa droite et son flanc, et enfin, la hauteur de Zedlitz qui soutenait le flanc de sa seconde ligne; ses derrières n'étaient défendus que par des trous de loups et des palissades.

M. de Laudon était préparé à l'attaque; il avait déjà fait camper en avant de la droite et de la gauche de son front les deux corps qui devaient entamer les deux attaques que l'armée impériale devait faire, l'une à la gauche de Javernig pour en gagner la hauteur, et l'autre à la droite sur Buntzelwitz. Chaque colonne attaquante devait être composée de 12 bataillons russes; il devait y avoir de la cavalerie à proportion pour couvrir les flancs.

L'armée russe devait se porter en avant pour canonner le front de l'armée du roi et le tenir en respect. Pour les corps de MM. de Czernicheff et Brentano, ils devaient frapper les grands coups; le premier en attaquant entre les bois de Neudorff et Zedlitz, secondé de la gauche de l'armée russe, et le second entre les mêmes bois et le village de Neudorff. Ce dernier corps, composé de 12 à 15,000 hommes, était celui qui, dans son attaque, devait avoir le plus d'avantage. Quant au corps de Bergen, composé de hussards, de Cosaques, de Calmoucks et lanciers de toute espèce, il devait marcher par Ekersdorff, entre le moulin à vent de Neudorff et la hauteur de Vurben, et tomber sur les derrières de la gauche du roi.

Le corps de Brentano avait passé le ruisseau de Putschau, et ses troupes occupaient le village; le corps de Beck s'était établi, le 1^{er} septembre, dans les bois de Zedlitz, et le corps du général Bergen, qui s'était avancé jusqu'à Sara, avait ses postes à Peterwitz; tous ces corps n'avaient ni à monter ni à descendre pour arriver au terrain que le roi occupait, et les vedettes environnantes étaient suivies de très-près par les corps auxquels elles appartenaient.

L'attaque de droite de l'armée impériale avait pour but la tête de Buntzelwitz, mal retranchée, et enfilée de tout le terrain d'alentour qui la domine. Cette attaque était d'ailleurs favorisée par la diversion que les corps dont on a parlé ci-dessus auraient pu faire. Peut-être même la hauteur de Vurben, fort accessible par son flanc, et séparée du reste de l'armée aurait-elle été emportée par les troupes qui devaient faire l'attaque de la droite; les 15,000 hommes de Brentano, et les troupes légères de Bergen une fois rassemblées à ce point, il ne devait rester que très-peu de moyens de retraite au roi de Prusse.

Quant à l'attaque de gauche qui devait se faire sur la hauteur de Javernig, elle paraissait plus difficile; cependant on arrivait

à couvert jusqu'aux hauteurs, et vraisemblablement lorsqu'on les aurait eu gagnées, on aurait fait plier la tête de Javernig. On aurait éprouvé, en avançant, plus de difficultés, parce que les troupes n'auraient pas pu être débordées à cause des ruisseaux marécageux, et des bois qui les joignaient: il aurait donc fallu les attaquer de front.

L'attaque de Czernicheff avait aussi ses difficultés, et elle dépendait des manœuvres de l'armée russe.

Telles étaient les dispositions que le général Laudon avait faites pour attaquer le roi dans son camp: le poste, qu'occupait ce prince, n'était pas assez avantageux pour qu'il pût y être en sûreté, et avec la supériorité des deux armées russes et autrichiennes, si tous les corps eussent agi avec le concert désirable, un jour aurait terminé la guerre, et décidé de la couronne du roi de Prusse.

L'attaque devait se faire le 3 septembre; le 2, il se tint un conseil de guerre entre les généraux russes et autrichiens, et le résultat de ce conseil de guerre, fut qu'on n'attaquerait point. Quoiqu'on ne trouve pas dans la correspondance d'où ces détails sont extraits, ce qui déterminait M. de Laudon à donner un ordre contraire aux dispositions qu'on avait faites, on croit pouvoir assurer cependant que la faute doit en être attribuée entièrement au général russe.

Bientôt après, les troupes de cette nation quittèrent l'armée autrichienne, et s'en retournèrent sur la Vistule. Cependant le corps de Czernicheff, resta avec le général Laudon; ce corps était de 20 bataillons, de 2 régiments de cavalerie, 1 de hussards et de 500 Cosaques.

Le roi se voyant tout à fait libre par la retraite des Russes, crut pouvoir détacher 14 bataillons pour aller ruiner les magasins qu'ils avaient à Kalisch et renforcer la Poméranie: enfin, le 26 septembre, il quitta son camp de Javernig, et passa à celui de Faulenbruck, de l'autre côté de Schweid-

nitz. Le 28 et le 29, il marcha jusqu'à Gross-Nossen. Outre le défaut de subsistances qui l'obligeait à regagner ainsi la haute Silésie, il est vraisemblable que ce prince était persuadé, que menaçant delà la Moravie et les subsistances des Autrichiens, il obligerait M. de Laudon à le suivre ; mais rien ne rend ce prince excusable d'avoir laissé Schweidnitz dégarni, à moins qu'on n'établisse pour principe à la guerre qu'il faut compter que l'ennemi auquel on a affaire commettra des fautes. M. de Laudon profita de celle du roi, et par un de ces coups hardis et vigoureux qui lui fit beaucoup d'honneur à lui et à ses troupes, le 1^{er} octobre, il emporta d'assaut la ville de Schweidnitz. Voici la relation de cet événement :

« Sur l'avis que le roi de Prusse avait
» marché de Nimptsch à Nossen, près de
» Munsterberg, et qu'il avait détaché vers
» Ottmachau, le baron de Laudon ordonna
» au corps du comte de Draskowitz de se
» porter vers la haute Silésie, pour soutenir
» le comte de Bethlem, et au général Brentano d'occuper les défilés de Silberberg et
» de Wartha. Tous les mouvements de sa
» majesté prussienne n'avaient pour but
» que d'attirer hors des montagnes l'armée
» de l'impératrice-reine. Le baron de Laudon n'y fut pas trompé. Résolu d'exécuter
» le projet qu'il avait formé sur Schweid-
» nitz, et en ayant conféré avec le comte de
» Czernicheff, il fit reconnaître la place par
» le comte Gianini. En même temps, le
» prince Charles de Lichtenstein, général-
» major, fut chargé de tenir un certain
» nombre d'échelles prêtes pour le 30 du
» mois. Ce jour, entre 9 et 10 heures du
» matin, un détachement de hussards, de
» Croates et de Cosaques, entoura de loin
» la ville, avec ordre de s'en approcher de
» plus près vers le soir, afin que personne
» ne pût y rentrer n'y en sortir. Après ces
» dispositions préliminaires, le baron de
» Laudon forma ainsi son plan d'attaque.

» Il confia celle du fort de la Potence, au

» comte de Wallis, à qui il donna pour cet
» effet un bataillon de grenadiers, un de
» Charles-Lorraine, un de Loudon Bleu, un
» de Waldegg, un de Gierlay, et 2 compa-
» gnies de grenadiers russes. Le major Linck
» eut ordre d'attaquer le fort de Jauer-
» nick, avec un bataillon de grenadiers,
» un de l'archiduc Ferdinand, un de Mercy,
» un de Diesbach et un de Harrach. L'atta-
» que du fort du Jardin fut destinée au
» lieutenant colonel Caldwell, et celle du
» fort des arcades, au baron Dewins, aussi
» lieutenant colonel ; le premier de ces
» deux officiers, ayant sous son commande-
» ment 2 bataillons de grenadiers, un de
» Botta, un de Königseg, et un de Platz, le
» second devant marcher à la tête de 6 ba-
» taillons, dont un de grenadiers, un de
» Bathiaux, un de Joseph-Esterhazy, un
» d'Aremberg, un de Kollowrath ; 2 com-
» pagnies de grenadiers russes, étaient de
» cette dernière division. Le baron de Lau-
» don commit au général-major Amadai, le
» le soin de diriger les quatre attaques.

» Vers les 9 heures du soir, les troupes
» qui devaient y être employées, se mirent
» en marche pour les soutenir au besoin ; le
» prince de Lichtenstein et le colonel comte
» de Kinsky, se portèrent à Camerau, avec
» 4 bataillons, et un pareil nombre d'esca-
» drons ; cependant les hussards, les Croa-
» tes et les Cosaques, qui avaient formé
» une espèce de cordon autour de Schweid-
» nitz, amusèrent la garnison par une fausse
» attaque de l'autre côté de la ville.

» On commença, sur les 2 heures et de-
» mie du matin, l'assaut du fort de la Po-
» tence. Les trois autres attaques suivirent
» de près la première. Malgré la vivacité du
» feu de l'artillerie et de la mousqueterie
» des ennemis, les troupes de l'impératrice-
» reine pénétrèrent de toutes parts dans les
» chemins couverts ; les enveloppes de cha-
» que fort furent emportées, ainsi que les
» lunettes placées dans les intervalles, et les
» ennemis furent chassés successivement

» de tous les ouvrages extérieurs. Alors on
 » escalada les remparts du corps de la
 » place, dont on fut entièrement maître à 6
 » heures du matin.

» La vigueur et la promptitude qu'on a
 » apportées à l'exécution d'une entreprise
 » si glorieuse pour le baron de Laudon,
 » n'ont pas laissé au général-major, comte
 » de Zastrow, qui commandait dans la ville,
 » le temps de proposer une capitulation. Il
 » a été fait prisonnier avec toute sa garni-
 » son, composée de 5 bataillons ; savoir,
 » un du régiment dont il est colonel, 2 ba-
 » taillons de Treshow, un de Munchow, et
 » un cinquième formé des convalescents,
 » laissés à Schweidnitz, par le roi de Prusse.

» Entre les particularités qui rendent cet
 » événement plus remarquable, on doit ob-
 » server que notre artillerie n'y a point eu
 » de part. Notre infanterie a percé partout
 » la baïonnette au bout du fusil, et l'on ne
 » s'est servi, contre la ville, que des canons
 » dont on s'était emparé dans les forts.

» Toutes les troupes ont parfaitement se-
 » condé le zèle et la valeur de leurs com-
 » mandants, et le baron de Laudon loue
 » particulièrement l'intrépidité des grena-
 » diers russes.

» Ils ont eu 51 hommes tués et 46 bles-
 » sés. Du nombre de ces derniers, est un
 » major et 4 autres officiers. Dans les trou-
 » pes autrichiennes, on compte 12 officiers,
 » et 266 soldats tués, 50 officiers, et 957
 » soldats blessés. Il manque 140 soldats.

» On a trouvé dans Schweidnitz 136 ca-
 » nons de bronze, 26 de fer, 2 obusiers,
 » 38 mortiers de bronze, 6 de fer, 2 pier-
 » riers et 135 petits mortiers à grenades.

» Le baron de Laudon a donné le com-
 » mandement de cette place au lieutenant
 » feld-maréchal Buttler. Il a envoyé le prince
 » Charles de Lichtenstein, pour présenter à
 » leurs majestés impériales, 25 drapeaux
 » de la garnison prisonnière.

La perte de Schweidnitz était d'autant
 plus importante pour le roi de Prusse,

que outre la principauté de ce nom, il per-
 dait aussi les montagnes qui fournissent par
 leurs toiles à tout le commerce de la Silésie ;
 le roi se trouvait aussi dans la nécessité
 d'être en force pour n'être pas coupé de la
 haute Silésie, il était de plus dans l'impossi-
 bilité d'envoyer des détachements en Saxe,
 puisque M. de Laudon étant le maître du
 plus court chemin, était toujours à portée
 de l'y prévenir ; et enfin le roi ne pouvait
 établir des quartiers d'hiver de ce côté de
 l'Oder, puisque, la continuité des monta-
 gnes, que donnait aux Autrichiens le comté
 de Glatz, mettait à même d'entreprendre
 avec succès, sur tout ce que le roi hasarde-
 rait de faire rester pendant l'hiver dans la
 plaine.

La prise de Schweidnitz fut la seule expé-
 dition qui se fit pendant la campagne. M. de
 Gribauval s'occupa aussitôt des moyens de
 remédier au vice radical des fortifications
 de cette place. Le roi resta avec son armée
 dans le poste de Sthrele, le général Laudon
 dans le camp de Freybourg, et à la fin de
 novembre toutes les troupes entrèrent dans
 leurs quartiers d'hiver.

CAMPAGNE DE 1762.

La mort d'Élisabeth Petrowna, impéra-
 trice de Russie, arrivée le 8 janvier 1762,
 produisit d'abord un grand changement
 dans les affaires de l'Europe. Pierre III, son
 successeur, snivit un plan opposé à celui
 du ministère précédent : il s'allia avec le
 roi de Prusse, les prisonniers furent rendus
 de part et d'autre ; mais à peine ce malheu-
 reux prince était-il affermi sur le trône,
 qu'il fut contraint d'en descendre pour aller
 finir ses jours dans une prison. L'impéra-
 trice, son épouse, vivement soupçonnée
 d'avoir excité cette révolution, prit aussitôt
 le gouvernement de l'empire, elle rappela
 les troupes que le czar avait jointes aux

Prussiens ; ainsi le roi de Prusse vit en moins de trois mois les Russes embrasser et abandonner son parti (1). Il eut cependant l'adresse de séduire M. de Czernicheff, et de l'engager à différer l'exécution des ordres de la nouvelle impératrice.

M. le comte de Montazet, qui selon son usage, était venu passer l'hiver à sa cour, pour y conférer avec les ministres sur l'état général des affaires, retourna à Vienne, au mois de mai. Le maréchal Daun, commandait alors les troupes qui étaient en Silésie, il avait sous ses ordres les généraux Laudon et Lascy. M. de Serbelloni commandait les troupes qui étaient en Saxe ; le prince de Stolberg, qui commandait les troupes de l'empire, était aux ordres de M. de Serbelloni.

Quoique Serbelloni fût supérieur en forces au prince Henri, qui cherchait à reprendre la Saxe, cependant il manœuvra si mal, qu'il se retira de Freyberg, et qu'il se laissa resserrer par ce prince derrière le ravin de Weisseritz. La cour de Vienne fut très-mécontente de sa conduite ; cependant l'impératrice eut la faiblesse de ne pas lui ôter tout de suite le commandement.

M. de Montazet devait servir, en Silésie, auprès du maréchal Daun ; cependant on crut qu'il serait utile au service de l'impératrice, de l'envoyer préalablement en Saxe ; il s'y rendit, en effet, au mois de juillet. Il dit à M. de Serbelloni, au nom de Leurs Majestés Impériales, tout ce qu'on pouvait dire pour prouver la nécessité et la possibilité de garder la Saxe, mais il pensa lui-même que M. de Serbelloni n'en ferait qu'à sa tête : c'était, selon lui, un homme

qu'on ne persuadait pas et qui n'était nullement propre à commander une armée. Selon M. de Montazet encore, le seul remède qu'il y avait, était de rappeler ce général, et d'envoyer en Saxe, ou M. Haddick, ou M. de Lascy, ou M. de Laudon, et il se proposa dès lors d'engager M. le maréchal Daun à céder un de ces trois généraux. Il arriva le 20 juillet en Silésie.

Alors l'armée autrichienne occupait la position de Gunzendorf, près de Schweidnitz. Le roi de Prusse était Javernig, la droite au bois de Nonenbusch, la gauche à Wuerben ; toutes les démarches de ce prince tendaient à reprendre la ville de Schweidnitz. Il avait attaqué, le 6, avec 26 bataillons et 50 escadrons, M. de Printano qui occupait les hauteurs de Gablau, mais il avait été repoussé, et il avait eu 1,500 hommes tués ou faits prisonniers.

Le roi avait fait, quelque temps après, une autre tentative, vraisemblablement dans l'objet de faire abandonner, au maréchal Daun, sa position auprès de Schweidnitz : une centaine de Prussiens, déguisés en Cosaques et en Calmoucks, pénétrèrent en Bohême, du côté de Trotenau ; un lieutenant-colonel autrichien, qui était à Konigsgratz, avec 400 hommes, pour y garder des magasins, les abandonna à l'approche du détachement prussien ; et quoique ce petit corps eût bientôt regagné la Silésie, cependant il avait répandu la terreur dans cette partie de la Bohême.

Les choses étaient dans cet état, quand M. de Montazet joignit M. le maréchal Daun.

Le 21, lendemain de son arrivée, il monta à cheval avec le maréchal, pour aller exa-

(1) *Extrait d'une lettre du roi de Prusse, écrite à un de ses ministres, lors de la mort de l'empereur de Russie.*

« Voilà donc le pauvre empereur de Russie dé-
» trôné par son épouse : on s'y attendait. L'impé-
» ratrice a infiniment d'esprit, aucune religion, et
» les inclinations de la défunte, mais contrefait la
» dévote en même temps. C'est le second tome de

» l'histoire de Zenon, empereur grec, et son
» épouse Ariadne, et de Catherine de Médicis. Le
» ci-devant chancelier Bestuchef était le grand
» favori de cette princesse ; et comme il était entiè-
» rement attaché aux guinées, je me flatte que les
» engagements d'à-présent subsisteront. Le pauvre
» empereur voulait imiter Pierre I^{er}, mais il n'en
» avait pas le génie. On le dit massacré. »

miner la position de l'armée autrichienne ; c'était le jour que le roi de Prusse avait choisi pour prendre la revanche sur le général Printano ; MM. de Daun et de Montazet étaient en chemin pour aller du quartier général au camp, lorsque le roi fit faire une fausse attaque à la gauche de l'armée des Autrichiens ; une demi-heure après, il fit attaquer le poste de Burckersdorff, qui couvrait leur flanc droit : il fit ensuite attaquer le poste de Leitmersdorff, qui était à une lieue en arrière de leur droite ; ce poste était défendu par 9 bataillons, 2 régiments de cavalerie et un de hussards, aux ordres de M. de Printano, qui, après une défense de cinq heures, fut obligé de se replier et de céder à l'ennemi, une gorge par laquelle il pouvait se porter sur les derrières des Autrichiens ; et pour n'être pas coupé du pays de Glatz et de la Bohême, d'où il tirait ses subsistances. Le maréchal Daun se trouva forcé de reculer sa position ; c'était tout ce que désirait le roi.

Pendant ces attaques, le gros de l'armée de ce prince était resté en bataille vis-à-vis de celle des Autrichiens à la distance de quatre mille pas ou environ l'une de l'autre ; elles s'observèrent ainsi jusqu'à la nuit, que les Autrichiens firent un mouvement en arrière pour reculer leur position de près d'une lieue ; ils campèrent à Giersdorff, barrèrent la vallée de Thannhausen, et mirent derrière eux les débouchés sur Glatz et sur Bronau. M. de Printano perdit 800 hommes et 4 pièces de canon ; il fit une belle retraite ; mais il n'en résultait pas moins que le roi s'était rendu maître des premières montagnes, et qu'il avait entièrement séparé les Autrichiens de Schweidnitz.

Ce premier pas était de la plus grande importance ; il pouvait, selon M. de Montazet, ramener bien vite les Autrichiens en Bohême, si le roi prenait le parti de bloquer Schweidnitz et Glatz, et de les suivre pas à pas en les tournant dans ce pays de montagnes qu'il connaissait parfaitement.

Ce prince avait d'ailleurs la supériorité du nombre, car l'armée du maréchal Daun, d'abord de 70,000 hommes, avait été considérablement diminuée par le scorbut qui y régnait encore ; de sorte que presque tous les régiments ne formaient plus qu'un bataillon, et même il y en avait beaucoup de très-faibles : de plus, une grande partie de la cavalerie était en très-mauvais état. M. de Montazet prévint dès lors une fin de campagne fâcheuse.

Les deux armées se retranchèrent chacune dans sa position, éloignées l'une de l'autre seulement de la portée de canon. Le roi occupait quatre à cinq grandes montagnes qui se communiquaient, et quoiqu'il coupât la communication des Autrichiens avec Schweidnitz, cependant M. Daun avait tous les jours des nouvelles de ce qui se passait dans la place, parce que le roi n'avait pas assez de troupes pour la bloquer entièrement.

Ce prince, dans la position qu'il occupait, pouvait avoir trois partis à prendre : le premier de rester comme il était et d'attendre les événements ; pendant ce temps, la garnison de Schweidnitz aurait consumé ses subsistances, et quoiqu'elle en eût encore pour trois mois, il devait venir un temps où il faudrait la ravitailler, ce qui n'aurait pu se faire de la part des Autrichiens qu'avec beaucoup de difficulté : pendant ce temps, le roi de Prusse pouvait faire de petites courses en Bohême.

Le second parti que ce prince pouvait prendre, était de se fortifier de plus en plus vis-à-vis des Autrichiens, et d'envoyer tout d'un coup un renfort en Saxe, pour en chasser l'armée chancelante qui y était. Le troisième, enfin, était de tenter le siège de Schweidnitz. Le roi prenant ce dernier parti, on n'avait que deux moyens pour lui faire lever le siège, le premier de lui donner une bataille dont le succès était très-incertain, et le second de couper sa communication avec Breslau.

Schweidnitz était, néanmoins, un point si important pour ce prince, qu'il fallait s'attendre qu'il tenterait les choses les plus extraordinaires pour le reprendre.

Il ouvrit, en effet, la tranchée devant cette place, la nuit du 7 au 8 août. C'était le comte de Guasco et M. de Gribauval qui la défendaient. De son côté, M. le maréchal Daun fit des dispositions pour aller la secourir, quand le siège serait plus avancé. Il communiqua son plan à M. de Montazet qui ne l'approuva pas. Au contraire, il en proposa lui-même un auquel on trouva trop de difficultés, et le maréchal Daun se mit en marche pour exécuter le sien.

Le gros de l'armée déboucha des montagnes, le 15 au soir, par les vallées de Wartha et de Silberberg, et, le 16, le reste des troupes entra dans la plaine par le débouché de Languenbilla, et toute l'armée réunie à hauteur de Huteberg, y prit sa position à 11 heures du matin.

Le roi avait deux camps dans la plaine : l'un appuyant sa droite aux grandes montagnes, avait le village et le ravin de Peterswalda devant lui, l'autre était placé au-dessous du village de Pey sur la rive droite du ruisseau, qui coule vers Reichenbach. Le premier était commandé par le prince de Wittemberg, qui avait à sa droite presque toute la cavalerie du roi de Prusse, et assez d'infanterie pour couvrir son flanc droit.

Le prince de Bevern qui, depuis la bataille de Breslau, avait été dans la disgrâce du roi, venait d'être rappelé, et commandait le second corps, qui consistait en 10 bataillons, 2 régiments de dragons et quelques hussards ; il y avait beaucoup d'artillerie, et la position qu'occupaient ces troupes était excellente.

M. le maréchal Daun, voyant que le seul moyen d'arriver à Schweidnitz, était de culbuter l'un de ces deux corps, donna la préférence, avec raison, à celui du prince de Bevern, et se détermina à l'attaquer tout de suite ; mais comme les troupes étaient

fatiguées, il fallut leur laisser le temps de manger et de se reposer. On ne commença que vers 5 heures du soir à canonner M. de Bevern dans son camp, qui se défendait par lui-même. L'artillerie fit de part et d'autre tous les frais de ce combat, mais la cavalerie autrichienne destinée à soutenir l'attaque, ayant été obligée d'en venir aux mains plusieurs fois avec des renforts considérables qu'envoyait le prince de Wittemberg, fut obligée, après plusieurs charges très-vigoureuses, de se retirer sous le feu du canon de son infanterie.

C'est ainsi que finit le combat. Les Autrichiens se retirèrent en bon ordre dans leur camp dont ils n'étaient éloignés que de 3,000 pas. Le maréchal Daun et les autres officiers-généraux passèrent la nuit pour voir si à la pointe du jour le roi ne ferait pas quelque mouvement, ou si les Autrichiens ne pourraient pas en faire eux-mêmes, mais tout resta tranquille de part et d'autre. Les Autrichiens perdirent dans ce combat plus de 600 hommes, et 3 étendards, ils firent près de 600 prisonniers et prirent 3 pièces de canon. On fit des réjouissances de part et d'autre, cependant le désavantage avait été du côté des Autrichiens.

Le 18, leur armée alla camper à Wartha, le 19, à Mittelsteine, et, le 20, elle alla prendre des positions dans les environs de Scherfeneck. Elle fut divisée en 5 corps : l'un à Wartha, l'autre à Silberberg, le troisième à Thauhausen, le quatrième à Dittersback, entre Gottersberg et Thauhausen, et le reste à Scherfeneck, où était M. Daun lui-même, pour se trouver également à portée de soutenir, de ce point central, les 4 corps qui défendaient l'entrée des gorges du pays de Glatz.

Le maréchal ayant perdu tout espoir de faire lever le siège de Schweidnitz, se décida à rester dans les positions qu'il occupait, il s'y trouvait plus à portée d'envoyer des secours en Saxe et en Bohême, si le roi

lui-même se déterminait à y envoyer des troupes. Cependant M. Daun aurait dû considérer l'effet qu'allait produire en Europe une retraite aussi précipitée. En restant encore quelque temps dans les plaines de la Silésie, il aurait mangé le pays et il aurait toujours été à temps d'exécuter la marche rétrograde qu'il venait de faire.

Il fut question cependant d'un nouveau plan pour sauver Schweidnitz ; ce plan consistait à marcher pendant deux jours secrètement dans la montagne, à reprendre les hauteurs de Hohengiersdorff et Cuntzen-dorff, auxquelles le roi était appuyé, et où il pouvait se porter en bataille en moins d'une demi-heure, lorsque les Autrichiens n'auraient pu y arriver que par d'affreux défilés, et en 2 jours de marche ; il fallait même qu'ils culbutassent des troupes dans leur marche. Le maréchal communiqua ce projet à M. de Montazet ; il lui demanda son avis, et il lui confia qu'il avait envoyé M. de Brachainville à Vienne, pour demander les ordres de sa cour. M. de Montazet dit avec franchise au général que le succès de ce plan lui paraissait hors de toute vraisemblance, et qu'il y avait à parier cent contre un, qu'en voulant l'exécuter, les Autrichiens seraient battus. Alors le maréchal lui fit l'aveu que ce projet était de M. de Laudon ; qu'il le croyait en effet dangereux, mais que comme M. de Laudon avait une grande réputation, et que son opinion avait beaucoup de poids à Vienne, il n'avait pas cru pouvoir se dispenser de proposer à sa cour le moyen que ce général indiquait pour faire lever le siège de Schweidnitz ; qu'il avait chargé M. de Brachainville d'en bien faire connaître tous les dangers, mais qu'il l'exécuterait, si la cour le lui ordonnait, parce qu'il pouvait y avoir des circonstances politiques où on pouvait tout hasarder.

L'officier, qui avait été envoyé à Vienne, revint avec l'ordre de la cour de tout entreprendre pour faire abandonner au roi le siège de Schweidnitz. Le maréchal envoya

aussitôt chez M. de Laudon, pour lui faire part de cet ordre ; mais M. de Laudon répondit que ce projet ne pouvait plus s'exécuter, parce que la pluie avait rendu les chemins impraticables. En examinant de nouveau le terrain, on vit que le roi avait ajouté des travaux à sa position, et tous les avis se réunirent pour qu'on abandonnât entièrement ce projet : sans l'obstacle des mauvais chemins, l'armée autrichienne aurait fait sans doute une triste expérience de l'influence des cours dans les armées.

Comme on vient de le voir, les affaires n'étaient pas en Silésie dans une situation fort avantageuse pour les Autrichiens, et ils auraient entièrement perdu la Saxe, si l'impératrice ne s'était pas enfin déterminée à rappeler le général Serbelloni. Celui-ci avait dit à M. de Marainville qu'il n'avait jamais reçu d'échec, et qu'il ne voulait pas risquer d'en recevoir. D'après ce principe que Serbelloni s'était fait, il restait dans l'inaction, quoiqu'il fût supérieur en forces au prince Henri, et il avait laissé faire des incursions dans la Bohême par des partis prussiens. Il quitta l'armée sans en être regretté, et il fut remplacé par le général Haddick ; mais la saison était déjà si avancée, que le plus grand général aurait eu de la peine à terminer heureusement la campagne en Saxe.

La cour de Vienne commit alors une faute capitale. Le prince de Stolberg, qui commandait l'armée de l'empire, avait été sous les ordres de M. de Serbelloni ; le lendemain de son arrivée en Saxe, M. Haddick reçut un courrier de Vienne, par lequel la cour lui apprenait que M. de Stolberg aurait séparément le commandement de l'armée de l'empire ; mais quoique ces deux généraux s'estimassent réciproquement, les intérêts de l'impératrice devaient nécessairement en souffrir.

Le général Haddick ne perdit pas un moment pour prendre connaissance du pays et de la position des ennemis qui étaient der-

rière la Weisseritz, et bientôt après il se mit en mouvement pour attaquer le prince Henri, et pour exécuter ce que M. de Serbelloni avait jugé impraticable.

Le corps de Lowenstein et celui de Campitelli, étaient destinés à tourner la droite de la position de Pretschendorff, en se portant par Einsiedel sur Nassau et Fravenstein, où étaient les premiers postes considérables des Prussiens; M. de Haddick, lui-même à la tête des troupes, aux ordres de M. Maguire, devait déboucher de Dippodiswalda, et attaquer de front, tandis que M. le prince de Stolberg, qui commandait les troupes restées dans le camp de Plauen, devait faire des démonstrations d'attaque sur le corps de Hulsen, posté à Witstruff; pendant ce temps, M. de Lusynski, avec la moitié du corps à ses ordres, devait descendre la rive droite de l'Elbe jusqu'à Marchwitz, et mener un équipage de pontons, pour pouvoir donner de l'inquiétude aux ennemis sur leurs derrières : ces différentes dispositions quoique très-complicquées, eurent tout le succès désirable; le 29 septembre, les Prussiens furent enfoncés partout où ils voulurent faire résistance; le poste de Nassau, et celui de Fravenstein furent emportés, et le prince Henri se vit forcé d'abandonner Pretschendorff, après différentes attaques dans les abatis dont il avait entouré cette position. La perte des Prussiens fut estimée à près de 2,000 hommes tant tués que blessés et prisonniers; ils abandonnèrent 4 pièces de canon, et peut-être le prince Henri aurait-il eu bien de la peine à retirer son artillerie, si le corps de Campitelli fût arrivé à temps, et si on n'eût pas été obligé de perdre près de 24 heures pour l'attendre. Ce délai donna aux Prussiens le temps de retirer leur canon et de se préparer à la retraite. Elle se fit sur

2 colonnes, dont l'une prit le chemin de Kazenhayser, où le corps de Hulsen s'était déjà retiré à l'approche de M. le prince de Stolberg, l'autre colonne se dirigea sur Freyberg.

Si, dès le commencement de la campagne, on eût pris le parti d'agir ainsi offensivement en Saxe, le roi de Prusse, pressé par cette diversion, n'aurait peut-être pas entrepris le siège de Schweidnitz.

Ce prince poursuivait son entreprise, mais avec beaucoup de lenteur; on a déjà fait remarquer qu'il était moins habile dans la guerre de siège, que dans la guerre de campagne.

La défense que faisaient les assiégés, semblait annoncer que la ville de Schweidnitz ne se rendrait que lorsqu'elle serait absolument dépourvue de munitions et de subsistances; mais une bombe qui tomba sur le fort d'Yavernitz fit sauter, le 10 octobre, un laboratoire de poudre, le commandant de ce fort fut enseveli avec 2 compagnies de grenadiers; l'explosion fit ouvrir la gorge de l'ouvrage et le rendit insultable, et par la perte de ce magasin la garnison n'ayant plus que pour 2 jours de munitions, fut obligée de se rendre prisonnière de guerre. Il périt 1,000 Autrichiens pendant ce siège, et le roi de Prusse y perdit 7,000 des siens (1).

Après cet événement, le roi de Prusse et le maréchal Daun envoyèrent chacun de leur côté des renforts de troupes dans la Saxe, mais alors les affaires n'y étaient plus dans la situation où le général Haddick les avait mises.

Le prince Henri avait abandonné Freyberg, et le prince de Stolberg avait occupé ce poste avec 28,000 hommes, dont la plus grande partie était des troupes de l'empire.

(1) Le siège de Schweidnitz étant un des plus remarquables de ceux entrepris de nos jours, surtout par l'usage que les assiégeants y firent du globe de compression, nous croyons faire plaisir à nos

lecteurs en leur donnant le journal de ce siège. Cette relation, qui se trouve à la fin de cette campagne, est tirée des œuvres du major Lefebvre, ingénieur du roi de Prusse.

Le prince Henri attaqua cette armée, et il eut un grand avantage sur elle : elle perdit plus de 3,000 hommes, et 20 ou 24 pièces de canon.

Voici quelques détails de ce combat, qui se donna le 29 octobre, ils furent envoyés par M. le comte du Chatelet, qui avait succédé, dans l'ambassade de Vienne, à M. le comte de Choiseul.

Le prince Henri, après avoir assemblé la plus grande partie de ses forces, dans sa position derrière le Zelter-Wald, en déboucha le 28, et repoussa tous les avant-postes de l'armée du prince de Stolberg ; il attaqua, le 29, à 6 heures du matin, par quatre points différents la position de Freyberg, et après avoir éprouvé une résistance de plus de 8 heures, il parvint à s'en emparer. Au rapport de M. de Stolberg lui-même, l'infanterie autrichienne, au nombre de 16 bataillons, et celles des cercles firent des merveilles, mais trop inférieur en cavalerie, ce général fut obligé de se retirer, après avoir perdu environ 2 ou 3,000 hommes et quelques pièces de canon, qu'on ne put emmener à cause des mauvais chemins. M. de Stolpen alla prendre une nouvelle position entre Freyberg et Fravenstein, à peu près à moitié chemin de l'une et de l'autre de ces deux villes.

Cet événement est d'autant plus glorieux

pour le prince Henri, qu'il n'avait point encore reçu les renforts que le roi, son frère, lui faisait passer de Silésie.

MM. de Montazet, de Marainville et du Chatelet, pensaient que le prince Henri n'aurait pas remporté cet avantage, si l'armée de l'empire avait été sous les ordres du général Haddick. M. de Montazet, surtout, avait déjà écrit que cette armée devait être uniquement destinée à garder le camp de Plauen, dans lequel elle aurait été en sûreté, mais que dans toute autre position elle attirerait les Prussiens vers elle. Cet fut encore par un des malheurs attachés à la cause commune, qu'il n'y eut jamais de parfait accord entre les généraux de l'armée autrichienne et ceux de l'armée de l'empire.

La prise de Schweidnitz, et le combat de Freyberg, furent les deux derniers événements de la guerre, qui durait depuis sept ans entre le roi de Prusse et l'impératrice-reine ; les troupes prirent leurs quartiers d'hiver, et bientôt après les puissances de l'Europe, excepté la France qui perdit le Canada, rentrant dans la situation où elles étaient, après avoir épuisé leurs États d'hommes et d'argent, après avoir dévasté inutilement beaucoup de pays, firent la paix entre elles, parce qu'elles étaient dans l'impuissance de continuer la guerre.

JOURNAL DU SIÈGE

DE LA

VILLE DE SCHWEIDNITZ,

EN L'AN 1762.

Le roi de Prusse, après avoir délogé l'armée autrichienne, commandée par le feld-maréchal comte de Daun, qui occupait les hauteurs près de Schweidnitz, donna le commandement du siège au lieutenant-général de Tauenzien, qui avait à ses ordres les généraux-majors de Gablentz, le prince de Berembourg et de Tadel.

L'armée, destinée à en faire le siège, consistait en 21 bataillons et 20 escadrons, tant cuirassiers que dragons et hussards ; mais il est à remarquer que ces bataillons étaient très-faibles, puisqu'il y en avait qui n'étaient pas de 300 hommes.

Il se trouvait dans cette place environ 12,000 hommes, pourvus abondamment de toutes sortes de munitions.

Les ingénieurs, nommés pour ce siège, furent le major le Febyre, qui eut la direction des attaques ; les capitaines de Guion, Castillon, Haape et Harroy ; les lieutenants Gherard, Freund, Maske, Legatte, Kitsmaker, Pernette, Boulet, Wolff et Mul-

ler ; quelques conducteurs et officiers volontaires.

Le major Signoret et son lieutenant Bauerée avec 40 mineurs.

Le capitaine Raoul, du régiment des gardes, y fit la fonction de major de tranchée, et eut sous lui 2 officiers pour aides.

Son excellence le lieutenant-général de Tauenzien partit de Breslau, et vint prendre son quartier au couvent de Wurben, à un bon mille de Schweidnitz, où il donna les ordres nécessaires pour l'investissement de cette place ; et, le 5 août, il s'approcha plus près de cette place, et prit son quartier au Teichenau, château situé à un demi-mille de Schweidnitz.

Les ennemis ne cessaient de faire un feu prodigieux d'artillerie sur nos hussards, qui rôdaient continuellement à l'entour de la ville.

Comme on n'avait pas un plan exact de cette forteresse ni de ses environs (ce qui doit paraître extraordinaire, vu qu'il n'y

avait qu'un an qu'on avait perdu cette place), le major le Febvre, accompagné de 7 ou 8 ingénieurs, et soutenu par un détachement de hussards, fut reconnaître cette place et ses environs, et fut prendre ses alignements, le 5 après midi, et le 6 au matin.

Mais comme cette compagnie était trop nombreuse, l'ennemi ne cessa de la canonner.

Ensuite le major le Febvre fut prendre la distance des ouvrages les plus avancés de la place, jusqu'à l'endroit où il se proposait d'ouvrir la tranchée.

Pour cet effet, il fut opérer sur la montagne, où devait aboutir la queue de la communication du centre. Ensuite il fut se poster sur une hauteur; et ayant fait son opération, il fit mesurer avec la chaîne la distance depuis cette hauteur jusqu'à la montagne, par 2 lieutenants ingénieurs, qui furent exposés pendant tout ce temps au canon de la place.

Ainsi l'on voit que par cette façon de mesurer en présence de l'ennemi, l'on faisait assez connaître l'endroit où l'on avait résolu d'ouvrir la tranchée.

Les arrangements étant pris et l'artillerie arrivée, qui consistait en 28 canons de 24 livres, 30 de 12 livres, 20 mortiers de 50 livres, 12 obusiers de 7 livres, et quelques pièces de 6 livres (mais tout cela ne fut pas suffisant), on ouvrit la tranchée la nuit du 7 au 8 août, où furent employés 4,100 travailleurs, dont 2,100 étaient venus de l'armée du roi.

Monseigneur le prince de Prusse assista à l'ouverture de la tranchée, qui se fit selon les dispositions suivantes :

Dispositions pour l'ouverture de la tranchée.

La tranchée s'ouvrira ce soir : pour cet effet, les 2,100 travailleurs de l'armée du roi seront reçus vers midi à Camerau par le major de la tranchée, qui les amènera tout de suite au dépôt à droite du village de

Tunkendorff, où doivent se rendre en même temps les 2,000 travailleurs de notre armée, pour y recevoir les instructions, et y prendre les fascines et les outils qui leur sont nécessaires.

S'ils ne sont par encore mis en brigades, on les y mettra, et on leur marquera leurs officiers, dont chacun, sur des peines rigoureuses, doit répondre de sa brigade, afin qu'il n'y ait point de confusion, et que l'ouvrage se fasse diligemment.

Les ingénieurs de service pour ce soir se rendront au dépôt en même temps que les travailleurs, pour faire l'arrangement de leur monde, et quelque exercice sur la manière de les mettre à l'ouvrage.

Il sera commandé 8 bataillons pour la garde de la tranchée. Deux de ces 8 bataillons seront pour couvrir les travailleurs destinés pour la parallèle : deux seront pour la droite, trois pour le centre ou à peu près, et un pour la gauche, conjointement avec quelqu'un du centre.

Les 2 bataillons de la droite doivent être assemblés une heure avant le coucher du soleil, derrière le village de Schonbrunn, observant rigoureusement que personne ne s'expose à être vu de la place.

Les 2 bataillons couvreurs, et les 3 du centre, s'assembleront vers les 5 heures derrière Tunkendorff.

Le bataillon destiné pour la gauche, s'assemblera au village de Sabisdorff.

Les ingénieurs et officiers volontaires que sa majesté a destinés pour faire le siège, seront partagés en 3 brigades, de 5 chacune, et de ces 3 brigades, il y en aura 2 de service cette nuit.

Seize brigades de travailleurs assemblés près de Tunkendorff, se rendront par le chemin qu'on leur indiquera à Schonbrunn, d'où le capitaine Haape, chargé de cette partie, les mènera à leur destination, lorsqu'il en sera temps.

Les commandants de 2 bataillons assemblés derrière Schonbrunn, ont leurs instruc-

tions pour se porter à la nuit tombante sur la Briqueterie par le chemin qui y mène, et pour chasser ceux des ennemis qui pourraient s'y trouver.

Le capitaine Haape marchera immédiatement après les bataillons avec ses travailleurs en file de deux pas de distance l'un de l'autre, et fera sa besogne, ainsi qu'elle lui est prescrite.

N. B. Que ces 2 bataillons, après avoir nettoyé la Briqueterie, se porteront aux endroits le plus à couvert du feu de la place, soit en avant, soit à côté.

A mesure que les travailleurs arriveront du centre, ils défileront par leur gauche pour se mettre à deux de hauteur sur les revers de la parallèle à quatre pas de distance des travailleurs, ne laissant qu'un ou deux pelotons pour éclairer le fond à la droite de la Briqueterie.

Les 2 bataillons couvreurs du centre et des ailes de la parallèle, partiront, la nuit tombante, du dépôt de Tunkendorff, marchant doucement en 2 colonnes de 8 pelotons chacune, conduites par le lieutenant ingénieur Ereund, jusqu'à ce qu'ils reçoivent ordre de faire halte. Sur cet ordre, ils s'arrêteront et mettront ventre à terre à la place même où ils se trouveront, jusqu'à ce qu'ils en reçoivent un second de se porter, l'un par sa droite, et l'autre par sa gauche, pour gagner le terrain en avant de la parallèle, et même de le déborder; les pelotons observant pour cela de garder une distance de 200 pas l'un de l'autre, et de se placer tous à 200 pas de la parallèle: c'est pourquoi leurs mouvements se feront suivant l'ordre et les rubriques ordinaires du service.

Les travailleurs destinés pour la parallèle, marcheront immédiatement après les bataillons en deux files, et à deux pas de distance l'un de l'autre, les ingénieurs à leurs têtes.

Le major le Febvre et le capitaine de Guion traceront l'ouvrage en allant du cen-

tre, le premier par sa gauche à peu près jusqu'au chemin qui vient de la barrière de Koppen, et l'autre par sa droite jusqu'à la Briqueterie.

Après les deux files de travailleurs, suivront les trois bataillons jusqu'au centre de la parallèle, où étant arrivés, ils défileront, l'un par sa droite derrière les travailleurs, et les autres par leur gauche, pour se mettre tous à deux de hauteur sur le revers de la parallèle à quatre pas des travailleurs, observant de se porter le plus avant qu'il se pourra vers les extrémités, puisqu'en conjonctures pareilles, ce n'est pas le centre qui aura le plus à craindre.

Le lieutenant Legatte suivra les trois bataillons du centre avec dix brigades de travailleurs qu'il posera en rétrogradant à peu près sur l'alignement de la Briqueterie et du centre.

Le lieutenant Maske, avec huit brigades, viendra jusqu'au sommet de la hauteur, où il commencera à poser du point qui lui est indiqué près des croix de pierre sur le grand chemin: il a ses instructions sur l'alignement qu'il doit suivre pour rencontrer la ligne tracée par le lieutenant Legatte.

Treize brigades des travailleurs se rendront, ainsi que le huitième bataillon, pour la garde à Sabisdorff, d'où le lieutenant Gherard les menera, la nuit tombante, jusqu'au lieu où doit commencer la communication de la gauche dont il est chargé. Il a ses instructions d'ailleurs sur l'endroit de la parallèle, où cette communication doit à peu près aboutir.

Le bataillon marchera en avant des travailleurs, et se portera extérieurement le long de la communication jusqu'à la parallèle, le long de laquelle il marchera ensuite par sa gauche pour en garnir l'extrémité.

On mettra dans le fond quelques centaines de chevaux, pour parer à tout ce qui pourrait venir de la place par le dessous des hauteurs.

Au reste, il dépendra de son excellence M. le lieutenant-général de Tauenzien, de mettre autant d'escadrons qu'il lui plaira derrière les hauteurs de Schonbrunn, pour soutenir la droite de la tranchée.

Si les pelotons en avant de la parallèle trouvent un fossé devant eux à peu près à la distance de deux cents pas, ils ne le passeront pas ; mais si le fossé se trouvait proche de la parallèle, ils doivent le passer, et se mettre à deux cents pas en avant.

Au cas que l'ennemi fasse, pendant la nuit, une sortie sur quelques parties de la parallèle, les pelotons qui se trouveront en face ou à côté se replieront doucement, et en bon ordre, jusqu'à la parallèle, d'où les bataillons sortiront pour recevoir l'ennemi, et alors ces pelotons se mettront à côté des bataillons aux endroits où ils se trouveront pour faire ligne tous ensemble, et agir conjointement contre la sortie.

Ainsi, sous quelque prétexte que ce soit, les pelotons ne feront point feu, s'il n'est décidé que ce soit un gros corps qui vienne à eux ; car, pour une simple patrouille, ils ne doivent pas bouger de leur place.

Les officiers prendront bien garde que les travailleurs ne se débandent pas pour quelques coups de mousquets ou de canon, qui ne peuvent manquer d'être tirés pendant la nuit ; et, au cas qu'on soit absolument obligé de se retirer, on observera de le faire en bon ordre, et de ne pas s'éloigner de la parallèle, afin de pouvoir y revenir dès que l'action aura cessé.

A la pointe du jour, les pelotons se retireront dans la parallèle, où le général de la tranchée les placera selon les instructions dont on est convenu.

La tranchée doit être, cette nuit, de trois pieds de profondeur en terre, sur six pieds au moins de largeur. Les travailleurs resteront tout le jour de demain pour l'élargir jusqu'à douze pieds, et d'y faire les banquettes nécessaires.

Demain, vers le soir, la garde et les tra-

vailleurs seront relevés, ainsi que les ingénieurs.

Voilà les dispositions qui furent faites par le major le Febvre ; voici comme tout fut exécuté.

La nuit du 7 au 8 août. Ouverture de la tranchée.

Deux bataillons d'infanterie marchèrent en deux colonnes de Tunkendorff, suivis de deux files de travailleurs, dont l'une était composé de dix-sept brigades, et l'autre de dix-huit, de cinquante hommes chacune.

Ces deux bataillons se portèrent environ à deux cents pas en avant de l'endroit où devait être le centre de la parallèle (selon les ordres qu'ils en avaient reçus) ; qui était la distante des ouvrages les plus avancés de la place d'environ mille pas. Puis l'un prit à droite et l'autre à gauche pour couvrir les ailes de la parallèle, que les ingénieurs, chargés de cette partie, tracèrent avec des rouleaux de mèche, qu'on déroulait à mesure qu'ils s'avançaient vers le point de leur direction ; l'un commençant à l'endroit où devait être le centre de la parallèle, et marchant jusqu'à la Briqueterie, et l'autre partant de même centre et allant jusqu'au chemin qui vient de la barrière de Koppen ; et à mesure que les ingénieurs marchaient, chaque soldat posait la fascine le long de la mèche, et s'asseyait dessus en attendant l'ordre de travailler.

Après ceux-ci, marchaient trois bataillons l'un à la queue de l'autre, dont l'un se porta par sa droite à une distance du centre, et se rangea à deux de hauteur sur le revers de la parallèle qui était déjà entreprise ; et les deux autres se portèrent sur leur gauche, et se rangèrent de même.

Le développement de cette parallèle était d'environ trois mille pas.

L'ingénieur, qui suivait ces trois bataillons avec ses travailleurs, traça la communication du centre, qui ne put être finie cette nuit.

L'ingénieur qui était chargé de tracer la communication de la droite, qui devait joindre la parallèle à la Briqueterie, n'en put faire qu'environ la moitié, soit par faute des travailleurs ou autrement; il était précédé par deux bataillons.

Quant à la communication de la gauche, il n'y eut qu'une partie ébauchée, la plupart des travailleurs ayant pris la fuite sans aucun sujet.

N. B. Cette communication n'a jamais été mise dans sa perfection.

Ceux de la ville ne commencèrent à faire feu, qu'environ deux heures après qu'on eut commencé à travailler.

Le 8 août. Le directeur des attaques et le chef de l'artillerie furent marquer, dans la parallèle, les endroits les plus propres à faire des batteries, savoir : (*Voyez le Plan.*)

N° 1, de six obusiers, qui avaient pour objet de battre par ricochet la face droite du fort N° II, et la partie en delà.

N° 2, batterie de 6 mortiers	} contre le	
N° 3, batterie de 6 mortiers		front d'at-
N° 4, batterie de 6 mortiers		

N° 5, batterie de six obusiers, destinés à enfler le chemin couvert à gauche de la flèche de Striegau, et la partie entre la ville et le fort N° III.

Les assiégés, voyant une parallèle imparfaite, et n'ayant que la communication du centre qui pût servir, sortirent vers les deux heures après midi, en deux colonnes, l'une par la barrière de Striegau, et l'autre par celle de Koppen.

La première tomba sur la droite de notre parallèle, en combla cinquante à soixante pas, et nous fit le colonel de Falkenheim et 150 hommes prisonniers.

L'autre colonne, qui devait attaquer la gauche de notre parallèle, ne bougea point du glacis de la place : je ne sais ce qui la retint; mais si elle avait donné comme celle de la droite, je ne sais ce qui en serait arrivé, puisque, dans ce même temps, rien ne l'empêchait de tourner la parallèle, et de

prendre en flanc et de revers ceux qui s'y trouvaient.

Cette sortie, qui fut estimée d'environ 5,000 hommes, fut protégée par un feu très-vif d'artillerie, qu'on tira contre le centre de la parallèle pendant tout le temps que dura cette action; mais nos troupes ayant tenu ferme, et étant secourues par nos dragons et hussards, les assiégés se retirèrent dans leur chemin couvert.

Vers les quatre heures du soir, huit bataillons relevèrent la garde de la tranchée, de même que les ingénieurs, avec un nombre suffisant de travailleurs.

Le dépôt fut transporté, de Tunkendorff, derrière la hauteur où vient aboutir la communication du centre.

La nuit du 8 au 9 août.

On travailla à perfectionner et à faire des banquettes dans la parallèle, et à suivre les communications du centre et de la droite.

On fit aussi les batteries projetées pendant le jour.

Le 9 août. Au matin, les batteries faites pendant la nuit commencèrent à tirer.

Le directeur des attaques, accompagné du chef de l'artillerie, marqua les emplacements pour deux batteries, savoir : N° 6, de 10 canons de 24 livres, et N° 7, de 6 canons de 12 livres pour battre l'ouvrage opposé.

La garde de la tranchée fut relevée à quatre heures du soir, par huit bataillons, de même que les ingénieurs, avec le nombre des travailleurs nécessaires pour l'ouvrage ordonné : pendant ce temps, l'ennemi fit un feu très-vif de l'artillerie, trois ou quatre heures consécutives.

La nuit du 9 au 10 août.

On déboucha des points A et B de la parallèle par deux boyaux, qui se joignirent en C, environ à 35 verges vers la place.

On fit les batteries projetées pendant le jour.

Le 10 août. A la pointe du jour, on fit un feu terrible de toutes les batteries de part et d'autre, qui ne cessa que vers les neuf heures ; et vers midi, on recommença, pour finir vers les deux heures ; et à quatre heures, temps auquel on relevait la garde de la tranchée, toutes les batteries recommençaient à jouer jusqu'à huit et neuf heures ; ce qui a été continué sur ce pied pendant tout le siège.

Le directeur des attaques et le chef de l'artillerie marquèrent les emplacements des batteries à faire la nuit suivante.

La nuit du 10 au 11 août.

On travailla aux batteries projetées pendant le jour, N° 8 et 9, chacune de 6 pièces de 12 livres ; et celle de N° 10, sur une hauteur près de la queue de la communication de la droite, fut pour 8 pièces de 24 livres.

La première de ces batteries avait pour objet de battre le fort N° II, et les deux autres le fort N° III, et la partie en delà.

On assura aussi la gauche de la parallèle par une espèce de redoute, où l'on mit 2 pièces de 6 livres, et l'on prolongea la communication de la gauche jusqu'au ravin, comme il se voit sur le plan.

Le 11 août. On tira de la batterie N° VI, avec 4 canons de 24 livres ; de la batterie N° VII, avec 6 canons de 12 livres ; et avec 10 canons de 24 livres, de la batterie N° X.

On releva la garde de la tranchée à l'ordinaire par 8 bataillons, et les ingénieurs et travailleurs.

La nuit du 11 au 12 août.

On poussa du point C ou de l'attaque de la droite, qui est en avant de la parallèle vis-à-vis de la flèche de Striegau, cinq zigzags CD, qui furent portés environ à 36 verges du point C, d'où on était parti.

A la gauche de la parallèle, on déboucha par un boyau EF, qui fut porté jusqu'à 30 verges en avant.

Cette même nuit on fit la batterie N° II, sur une hauteur près de la communication de la gauche, pour 6 pièces de canon de 24 livres, afin de pouvoir battre par ricochet entre le fort et la ville.

On acheva aussi la redoute à la gauche de la parallèle, qui n'avait pu être finie la nuit précédente.

Le 12 août. On tira de la batterie faite pendant la nuit ; et la batterie N° VI tira avec 10 pièces de 24 livres.

A cette batterie, le feu prit à 20 ou 30 quintaux de poudre.

Les deux batteries N° VIII et N° IX tirèrent chacune avec 6 canons de 12 livres.

La garde de la tranchée fut relevée, de même que les ingénieurs et travailleurs. Elle a toujours été de 8 bataillons, excepté vers la fin, où elle fut de 9 et même de 10 bataillons, puisqu'ils devenaient tous les jours plus faibles, à cause des tués et blessés qu'il y avait chaque jour.

La nuit du 12 au 13 août.

A la droite, au bout des cinq zigzags de la veille, on poussa un boyau GD, dont l'extrémité G venait aboutir à une petite éminence près du chemin de Striegau.

A la gauche, on poussa aussi de l'extrémité F du boyau EF de la nuit précédente, le boyau FH : à ce tracé, le lieutenant-ingénieur Muller fut blessé, et mourut trois jours après de sa blessure.

On travailla aussi à deux batteries N° XII et XIII, chacune pour 4 mortiers ; et à la place de 6 obusiers à la batterie N° V, on y mit 4 mortiers. On ôta aussi 2 mortiers de la batterie N° III, et 2 de celle N° IV, de même que les 6 mortiers de la batterie N° II.

Le 13 août. On tira des batteries faites la nuit précédente, et la garde de la tranchée

se releva à l'ordinaire, de même que les ingénieurs et travailleurs.

La nuit du 13 au 14 août.

À la droite, on déboucha du point G, extrémité du boyau DG, les deux zigzags GI ; et à la gauche, les deux zigzags HK.

Vers les 10 heures, l'ennemi fit une sortie estimée environ de 2,000 hommes, qui comblèrent une partie de nos ouvrages les plus avancés, qui leur coûta bien cher par la perte qu'ils y firent.

Le 14 août. Il ne se fit aucun changement, et la garde de la tranchée se releva dans le même ordre, de même que les ingénieurs et travailleurs.

La nuit du 14 au 15 août.

On répara le dommage que la sortie nous avait fait la nuit précédente, et même on prolongea la gauche depuis H jusqu'en L.

Le 15 août. On ôta 2 pièces de canon de la batterie N° 10. La garde fut relevée à l'ordinaire.

La nuit du 15 au 16 août.

Cette nuit fut employée à faire la seconde parallèle. Pour cet effet, un ingénieur partit du point I de la droite, et un autre du point K de la gauche, afin de se rencontrer dans le milieu ou centre de cette parallèle.

On prolongea aussi à la droite le zigzag GD du point D vers M.

Le 16 août. Tout fut en bon ordre dans les tranchées.

Le général Beck, voulant secourir la place, voulut percer du côté de Reichenbach; mais il fut repoussé avec grande perte par le corps du duc de Bevern.

La garde de la tranchée se releva à l'ordinaire, de même que les ingénieurs et travailleurs.

La nuit du 16 au 17 août.

On prolongea la droite de cette parallèle jusqu'en N ; et du point O dans cette seconde parallèle, on poussa l'ouvrage jusqu'en P.

De plus, l'on fit au centre de cette parallèle une batterie N° 14, pour 2 mortiers, et la batterie N° 7 fut prolongée par sa gauche, afin d'y pouvoir placer 4 obusiers.

Le 17 août. On travailla à perfectionner la seconde parallèle. Le matin, les 2 mortiers de la batterie N° 14, et les 2 obusiers de la batterie N° 7, commencèrent à tirer.

À l'occasion de l'échec qu'eut le général Beck à Reichenbach la veille, l'on fit trois décharges de toute l'artillerie de la tranchée.

La garde de la tranchée fut relevée à l'ordinaire.

La nuit du 17 au 18 août.

On déboucha de la droite de la seconde parallèle, et l'on fit l'ouvrage IQ, et à la gauche, on poussa les deux zigzags PR.

On commença cette nuit à se servir des gabions; mais comme les sapeurs n'étaient que des volontaires de l'armée, l'on peut s'imaginer comment on en fut servi. Aussi les ingénieurs en ont-ils beaucoup souffert, puisqu'à la fin du siège il n'y en avait plus que 2 en état de faire le service.

Vers les 10 heures, les assiégés firent une sortie, et comblèrent en grande partie l'ouvrage qui venait d'être commencé.

Le 18 août. Les assiégés ayant fait une grande perte dans leur sortie, envoyèrent vers le général de tranchée pour demander une suspension d'armes d'une heure, afin de pouvoir enterrer les morts. Pendant ce temps, les sapeurs remplirent environ trente gabions à la droite, et en firent autant à la gauche.

La batterie N° 1 ne tira plus que de 4 obusiers.

On releva la garde de la tranchée dans le même ordre, de même que les ingénieurs et travailleurs.

La nuit du 18 au 19 août.

A la droite et à la gauche, on continua les sapes Q S et R T, qu'on avait abandonnées pendant le jour.

Vers les 9 heures, les assiégés firent une petite sortie sur notre droite, mais sans succès.

Le major Le Febvre avait résolu de faire cette nuit une tentative sur la flèche de Striegau, pour voir si l'ennemi y était bien sur ses gardes ; et selon les dispositions qu'il en fit, 200 hommes conduits par le lieutenant-ingénieur Legatte, qui avait à ses ordres 6 charpentiers, devaient s'emparer de la flèche, et devaient être soutenus, en cas de besoin, par un bataillon de la tranchée ; et ces 200 hommes, après la tentative faite, devaient se retirer en bon ordre dans les tranchées.

Ce détachement sortit, vers les 10 heures, des tranchées, avec le lieutenant-ingénieur Legatte, qui fit couper quelques palissades du chemin couvert, par où ce détachement entra et s'empara de ladite flèche, sans aucune résistance de la part de l'ennemi, puisqu'il prit aussitôt la fuite ; et comme ce détachement, malgré les ordres qu'il avait reçus, voulut se maintenir dans ladite flèche, le major Le Febvre, qui était resté dans les tranchées pour voir la suite de cette expédition, fit battre la caisse pour le rappeler, et la retraite de cette belle tentative coûta 50 ou 60 hommes.

Ces sortes d'attaques sont ordinairement tenues pour bonnes, lorsqu'elles viennent à réussir, et c'est ce qui aurait dû être ici ; et pour cela, on devait commander un nombre suffisant de travailleurs pour se loger dans la flèche, et faire une communication de la tranchée jusqu'à ladite flèche. Mais on voulut seulement faire une tentative, afin

d'apprendre à l'ennemi à être mieux sur ses gardes ; et c'est aussi ce qu'il a fait, comme on le verra bientôt.

Le 19 août. On répara le dommage qui arrive d'ordinaire aux tranchées.

La batterie N° 5 ne tira plus que d'un mortier.

La garde de la tranchée se releva comme de coutume.

La nuit du 19 au 20 août.

Comme on était découvert dans la sape Q S à la droite (qu'on avait faite la nuit précédente), et vu des ouvrages entre les forts N° II et N° III, on la fit double, et l'on fit un petit logement V pour couvrir quelques fusiliers.

A la gauche, on poussa les trois zigzags T Z ; de plus, on fit à droite, dans la première parallèle, la batterie N° 15, pour 4 obusiers, qui avait pour objet de battre, par ricochet, la partie entre le fort N° II et la ville.

Le 20 août. On voulut mettre les sapeurs à l'ouvrage ; mais le feu de la place était si vif, qu'il ne leur fut pas possible de poser un gabion.

La garde de la tranchée fut relevée à l'ordinaire.

La nuit du 20 au 21 août.

On fit les réparations nécessaires.

A la gauche, on poussa du point Z le boyau X ; on estima la distance de ce point X jusqu'au chemin couvert, d'environ 15 verges ; mais on sut dans la suite qu'il y avait 20 verges. Le lieutenant-ingénieur Maske y fut blessé.

Le 21 août. La sape Z X faite la nuit, étant prise en flanc et en front, on la fit double, et on l'approfondit davantage.

On tira des 4 obusiers de la batterie N° 15.

La nuit du 21 au 22 août.

Le major Le Febvre voulant prendre des établissements sur le glacis de la flèche de Striegau, résolut pour cela d'attaquer ladite flèche ; et selon les dispositions qu'il en fit, 30 fusiliers débouchèrent vers les 9 heures de la tête des sapes de la droite, suivis du lieutenant-ingénieur Boulet, qui conduisait 12 charpentiers qui devaient hacher la barrière du chemin couvert, et 40 travailleurs pour faire un logement sur le talus extérieur d'une traverse, qui est en avant de la flèche, et qui tient au chemin couvert.

Cinquante autres fusiliers débouchèrent de la tête des sapes de la gauche, avec ordre de chasser tous ceux qui étaient pour la défense du chemin couvert, et furent aussitôt suivis par le lieutenant Gherard, qui menait 80 travailleurs pour faire le couronnement de l'angle saillant du chemin couvert.

Enfin, 220 fusiliers partirent de la droite de la seconde parallèle, avec ordre de se porter, autant qu'il serait possible, sur leur gauche, et devaient recevoir du lieutenant Boulet, quelques charpentiers pour se faire passage au travers des palissades.

Ils furent suivis du capitaine Haap et du lieutenant Pernette, qui conduisait 130 travailleurs.

Le premier était chargé de prolonger, par la gauche, le logement du lieutenant Boulet, et le second devait tracer une communication, depuis la tête des sapes de la droite, jusqu'aux nouveaux logements.

Une partie de ce détachement entra dans le chemin couvert, et pénétra jusqu'à la flèche. Le lieutenant Boulet fut blessé, et ne put faire son logement. Le capitaine Haap fut aussi blessé ; son logement en resta là, et les travailleurs se débandèrent.

Le lieutenant Pernette ne fit qu'ébaucher la communication dont il était chargé, parce qu'il fut blessé ; enfin, le lieutenant Gherard eut le bonheur de faire son logement sur l'angle saillant, mais d'un côté seulement.

Enfin, malgré la valeur de nos troupes, elles furent obligées de se retirer, laissant la place toute couverte de morts. Mais pouvait-il résulter autre chose de cette attaque ? Car, après la tentative faite, la nuit du 19 au 20, l'ennemi avait appris à être mieux sur ses gardes. On fait partir une partie des assaillants de la gauche, pour attaquer tout à fait à la droite. Ces gens, exposés à un front d'attaque, eurent à souffrir beaucoup du feu de l'ennemi, avant que d'être arrivés à leurs destinations : et les travailleurs, qui suivaient de trop près les assaillants, se trouvèrent pêle-mêle ; ce qui ne pouvait que mettre partout de la confusion.

D'un autre côté, on voulait emporter la flèche, et on n'avait commandé ni ingénieurs, ni travailleurs, pour faire un logement à sa gorge ; de façon que si nos troupes s'en étaient emparées, elles n'auraient pas été en état de s'y maintenir, vu que les assiégés, après la tentative du 19 au 20, avaient dégorgé huit embrasures à l'ouvrage, qui se trouve précisément derrière.

Le 22 août. On rétablit les sapes qui se trouvaient endommagées, et on attacha le mineur à la tête de la sape de la gauche, qui devait cheminer vers l'angle saillant du fort N° 2.

Le comte de Guasco, commandant de la place, envoya le colonel de Rasp, pour proposer à son excellence, le lieutenant-général de Tauenzien, la reddition de la forteresse, à condition que la garnison sortirait libre, avec armes et bagages, etc., etc. ; mais ces conditions ne furent point acceptées.

La garde de la tranchée fut relevée à l'ordinaire.

La nuit du 22 au 23 août.

Elle fut employée à faire la troisième parallèle : pour cet effet, un ingénieur partit de la droite, et un autre de la gauche, afin de se rencontrer vers le milieu.

Le capitaine-ingénieur Harroy y fut blessé légèrement.

On travailla avec toute la diligence possible à la batterie N° 16, pour 3 canons de 12 livres, et à la batterie N° 17, pour 3 mortiers.

Le 23 août. Le mineur était avancé de dix pieds.

Les batteries faites la nuit commencèrent à tirer.

On répara les têtes des sapes, et la garde fut relevée comme de coutume.

La nuit du 23 au 24 août.

On fit, vers le centre de la troisième parallèle, une batterie N° 18, pour deux pierriers.

On fit les réparations nécessaires.

Le 24 août. L'ouvrage des mineurs fut avancé de vingt-quatre pieds.

On tira de deux pierriers, et la garde se releva à l'ordinaire.

La nuit du 24 au 25 août.

On communiqua par une sape, jusqu'à la barrière de la flèche de Striegau, et l'on fit les réparations nécessaires.

Le 25 août. On perfectionna l'ouvrage de la nuit; et comme on y était plongé de la flèche, on fit une traverse en l'air, portée par des madriers.

La garde se releva dans le même ordre.

Le mineur, qui travaillait avec toute l'activité possible, eut sa galerie de vingt-quatre pieds.

La nuit du 25 au 26 août.

On pénétra, avec la sape dans le chemin couvert de la flèche de Striegau, avec beaucoup de peine, étant barricadé avec des grands chevaux de frise; et comme on y était plongé de la flèche, et qu'on y était acablé de grenades, on l'abandonna au jour.

Le lieutenant-ingénieur Kitsmaecker y fut blessé.

La batterie N° 16 fut augmentée de 4 pièces de 24 livres.

Le 26 août. Le travail du mineur fut à quarante-deux pieds.

La nuit du 26 au 27 août.

On étendit un peu le logement fait sur l'angle du chemin couvert de la flèche.

Comme on ne savait pas la distance qu'il y avait depuis la tête de la sape de la gauche, où on avait attaché le mineur, jusqu'à l'angle saillant du chemin couvert du fort N° II (ce qui doit beaucoup étonner les gens du métier), le major Le Febvre chargea le major Signoret de faire mesurer cette distance avec une corde : c'est pourquoi on attacha une pierre au bout d'une corde et un mineur porta ladite pierre attachée à la corde (ou dit l'avoir portée), jusqu'à six pieds de la palissade, et l'on trouva que cette distance était de 17 verges; mais l'on a su ensuite qu'on s'était trompé d'environ 3 verges.

Le 27 août. Le mineur allait bon train, puisqu'il était à douze pieds dans les terres.

On répara les ouvrages dégradés de la tranchée.

La garde fut relevée dans le même ordre.

La nuit du 27 au 28 août.

A la droite, on perfectionna la sape faite la veille.

Le 28 août. Le colonel de Rasp vint de la part du commandant, proposer de rendre la forteresse aux conditions que la garnison se retirerait dans les États de sa majesté l'impératrice-reine, et qu'elle ne servirait contre le roi pendant un an et un jour; ce qui fut refusé.

On fit un bout de sape à la gauche de la barrière de Striegau.

La galerie du mineur fut avancée de quatre-vingt-quatre pieds.

La garde fut relevée à l'ordinaire.

La nuit du 28 au 29 août.

Le bout de sape, qu'on avait fait pendant le jour, fut mis dans sa perfection.

L'ennemi fit, après minuit, une sortie de quelques grenadiers qui attaquèrent la sape de la gauche, où le mineur avait commencé sa galerie, à côté de laquelle il n'y avait que 8 ou 10 grenadiers pour la garde, n'ayant pas assez de place pour en mettre davantage; et comme cette garde prit la fuite, ils entrèrent dans la galerie, où ils firent un bas-officier et un mineur prisonniers, et en tuèrent un autre; puis se retirèrent, après avoir répandu dans la galerie des matières combustibles, et renversé quelques châssis.

Le 29 août. Les mineurs réparèrent le dommage qu'on avait fait à la galerie; et lorsqu'ils furent au fond pour y continuer l'ouvrage, ils tombèrent en faiblesse l'un après l'autre, à cause du mauvais air dont la galerie était infectée, et qui ne fut évacué que le soir.

La nuit du 29 au 30 août.

On prolongea un peu la sape de la gauche, pour y mettre plus de monde pour garder les mineurs, qui continuèrent leurs ouvrages, et on fit les réparations nécessaires.

Le 30 août. L'air manquant dans la galerie, qui était de quatre-vingt-six pieds, l'on ne put aller plus avant; c'est pourquoi les majors Le Febvre et Signoret, jugèrent à propos de faire faire la chambre.

La nuit du 30 au 31 août.

Elle fut employée à faire la chambre, qui eut environ six pieds en carré.

On répara les sapes qui se trouvaient endommagées.

Le 31 août. Comme il y avait un peu d'eau dans la galerie, on avait fait faire une grande caisse de cinq pieds cubiques, qu'on monta dans la chambre; et dans cette caisse, on mit quatre petites caisses, qui étaient bien poissées, pour que l'eau ne fit aucun tort à la poudre.

La nuit du 31 août au 1^{er} septembre.

On mit dans ces caisses la poudre nécessaire pour produire un grand effet: cette charge était de 5,000 livres de poudre, et on commença tout de suite à bourrer, après que la saucisse fut placée dans l'auge.

Les ennemis firent cette nuit trois petites sorties, une sur la droite, et deux sur la gauche; mais sans succès.

Le 1^{er} septembre. Les mineurs finirent leur bourrage vers les 5 heures du soir.

Comme il y avait une redoute en avant du fort N° 1, à côté duquel, et derrière une traverse, il y avait une petite pièce de canon, qui enfilait notre troisième parallèle, on fut obligé d'y construire deux traverses; à chaque côté de la batterie, une.

La nuit du 1^{er} au 2 septembre.

Les troupes qui étaient le plus à portée de la mine, eurent ordre de se retirer plus en arrière; et, vers les 9 heures, on fit jouer la mine, dont l'effet fut prodigieux, puisque le diamètre de l'entonnoir eut environ quatre-vingts pieds, sur une profondeur de seize à dix-sept pieds.

Aussitôt après l'effet de cette mine, un ingénieur déboucha de l'extrémité de la tête de la sape, et traça la communication jusqu'en l'entonnoir, pendant qu'un autre prolongeait un peu ladite sape, pour y loger quelques grenadiers.

Le 2 septembre. Les mineurs travaillèrent à débarrasser la partie de la galerie res-

tante, afin d'avoir un passage souterrain jusqu'à l'entonnoir.

La nuit du 2 au 3 septembre.

On répara la communication qui menait à l'entonnoir; et comme elle était en partie enfilée du fort N° II, on fut obligé, pour la couvrir, de dresser une haute traverse sur le bord de l'entonnoir. Le capitaine-ingénieur Guyon y fut blessé légèrement.

On fit cette nuit deux nouvelles traverses dans la troisième parallèle, qui était toujours enfilée par la pièce de canon qui était près de la redoute en avant du fort N° 1; et, malgré tout cela, on en a toujours été maltraité pendant tout le reste du siège.

Le 3 septembre. On attacha le mineur dans l'entonnoir, et chemina vers l'angle saillant du chemin couvert.

C'est ici où le major Le Febvre s'est brouillé avec le major Signoret. Le premier attribua un retardement au second, de ce qu'il n'avait pas attaché le mineur dans l'entonnoir sitôt que la mine eut joué, et de ce qu'il avait commencé son blindage presque au milieu de l'entonnoir. Enfin, comme ces deux personnages ne s'étaient jamais vus de bon œil, le major Le Febvre ne manqua pas d'en témoigner tout son ressentiment au major Signoret: il en écrivit au roi; et quelques jours après, celui-ci fut congédié: son lieutenant Bauverée reçut la compagnie; et le plus ancien bas-officier, nommé Stroost, fut fait lieutenant.

La nuit du 3 au 4 septembre.

La traverse faite la nuit précédente pour couvrir la communication, ayant été battue en brèche et en partie renversée par les bombes, fut réparée de même que la communication.

Le 4 septembre. On était occupé sans cesse à rétablir les sapes.

Le mineur eut entièrement débourré la

galerie; ce qui donna une communication souterraine, qui fut dans la suite d'un très-grand secours.

La nuit du 4 au 5 septembre.

La traverse qui couvrait la communication, fut réparée de nouveau, de même que la communication, et l'on y a dû travailler continuellement pendant le reste du siège.

Le 5 septembre, et

La nuit du 5 au 6 septembre.

L'eau empêcha le mineur de continuer sa galerie, et il fut obligé d'en commencer une autre à côté de celle qu'il venait d'abandonner, mais un peu plus élevée.

Comme l'entonnoir était le réceptacle de tous les feux verticaux, pour s'en garantir, on y a construit une traverse.

Le 6 septembre, et

La nuit du 6 au 7 septembre.

Le mineur travaillait avec toute la diligence possible.

On travaillait sans relâche à entretenir la communication et têtes de sapes en bon état.

Le 7 septembre. Le roi vint examiner les attaques.

Le lieutenant-ingénieur Wolff fut blessé.

L'ouvrage du mineur fut à 17 pieds dans les terres.

La nuit du 7 au 8 septembre.

On répara la communication, qui conduisait à l'entonnoir, de même que la traverse dans ledit entonnoir, qui étaient continuellement bouleversées par les bombes.

Le 8 septembre. La galerie fut avancée de 35 pieds.

La nuit du 8 au 9 septembre.

On travailla aux réparations ordinaires,

c'est-à-dire, dans l'entonnoir et la communication.

Le 9 septembre. Le mineur eut sa galerie à 54 pieds.

La nuit du 9 au 10 septembre.

L'ennemi nous donna un camouflet (*planche III*) qui endommagea un peu l'extrémité de la galerie, et où le mineur, qui se trouvait au fond, put en sortir blessé et froissé.

On fit en outre les réparations ordinaires.

Le 10 septembre. On répara bientôt le dommage que le camouflet avait fait à la galerie, et le mineur continua son ouvrage.

La nuit du 10 au 11 septembre.

Le mineur, en continuant son travail, fut donner dans les terres infectées par le camouflet de la nuit précédente, et fut obligé de se retirer; ce qui fut pour lui un grand bonheur, car peu de temps après, l'ennemi, dont les galeries étaient très-peu éloignées du bord de notre entonnoir, nous donna de nouveau un camouflet qui ne nous laissa que 6 ou 7 pieds de toute notre galerie. Peut-être que si nos mineurs avaient sondé à droite et à gauche, comme aussi en avant, et fait jouer de temps en temps quelque camouflet, cela ne leur serait pas arrivé; mais ils ne l'ont jamais fait.

On fit les réparations partout où il était besoin.

Le 11 septembre, et

La nuit du 11 au 12 septembre.

Le mineur travailla à réparer la galerie détruite, mais ce fut du temps perdu.

On fit les réparations ordinaires dans l'entonnoir et la communication.

Le 12 septembre. Le major Le Febvre, qui s'était entêté à vouloir rétablir cette galerie, fut pourtant obligé d'en faire commencer une autre un peu à la gauche de celle-ci;

néanmoins on avait toujours perdu 24 heures en voulant rétablir cette galerie.

Le 13 septembre. La nouvelle galerie se trouva de 17 pieds.

Le commandant de la place envoya le colonel de Freudensels, pour représenter à son excellence le lieutenant-général de Tauenzien, que s'il ne voulait pas accepter les propositions faites le 28 août, la garnison se défendrait jusqu'à la dernière extrémité, selon les ordres du feld-maréchal Daun; qu'il ne manquait rien dans la place pour une bonne défense; par conséquent, que le siège en serait long et pénible, et que sa majesté y perdrait beaucoup, puisqu'elle ne trouverait à la fin dans la ville qu'un hôpital, des prisonniers, des magasins vides, et la forteresse hors d'état de défense.

M. de Tauenzien répondit qu'après un temps et des travaux aussi considérables, de telles propositions n'étaient point acceptables; qu'il restait ferme dans la résolution de faire la garnison prisonnière de guerre.

La nuit du 13 au 14 septembre,

L'ennemi ayant fait jouer quelques jours auparavant une mine assez mal à propos, un peu en avant sur la droite de notre entonnoir, on lia par une sape cet entonnoir avec le nôtre.

On fit partout les réparations nécessaires.

Le 14 septembre. Le mineur eut sa galerie de 32 pieds.

L'ennemi nous donna deux camouflets, l'un à droite, et l'autre à gauche de notre galerie, et dont il n'y eut presque rien d'endommagé.

Le commandant de la place envoya à son excellence M. le lieutenant-général de Tauenzien les articles suivants:

La garnison veut se rendre prisonnière, à condition que: 1° les officiers et communs soldats ne seront pas divisés et séparés les uns des autres;

2° Que la garnison, dans l'espace de deux ou trois mois, serait échangée tête pour tête, caractère contre caractère ; mais avant toutes choses et avant de signer la capitulation, que le commandant pourrait envoyer un officier vers le maréchal Daun pour lui demander son approbation ;

3° Que tous les déserteurs, tant du siège qu'auparavant, leur demeureraient ;

4° Que les officiers et soldats garderaient leurs équipages.

La réponse fut, que quant à l'échange, cela ne souffrirait point, de notre part, de difficulté, mais que ce serait au commandant à en presser l'exécution après que la capitulation aurait été signée.

Qu'on ne pourrait permettre d'envoyer un officier au maréchal Daun.

Que tous les déserteurs, durant et avant le siège, nous seront livrés.

Que les officiers et soldats garderaient leurs équipages.

La nuit du 14 au 15 septembre.

Le mineur travaillait avec toute l'activité possible.

On fit les réparations partout où il était nécessaire.

Le 15 septembre. Le terrain des environs de la galerie étant infecté par les camouflets que l'ennemi nous avait donnés, le matin les mineurs tombèrent en faiblesse les uns sur les autres, et comme on ne voulait pas perdre du temps, on se détermina à charger tout de suite.

Pour cet effet, l'on fit mettre dans une caisse au fond de la galerie (qui était de 44 pieds), 2,400 livres de poudre, et l'on commença à bourrer vers le soir après avoir posé les augets et la saucisse.

Le 16 septembre.

La mine étant prête, on la fit jouer à 5 heures du matin ; son entonnoir fut de 60

pieds de diamètre sur 15 pieds de profondeur, et la communication d'un entonnoir à l'autre (dont le bord se joignait), fut prête vers le soir ; et la nuit suivante, on y fit une traverse pour se garantir des bombes, grenades, etc., etc., que l'ennemi y jetait sans cesse, et l'on fit les réparations nécessaires.

Le 17 septembre.

On attacha le mineur dans le second entonnoir ; et à peine sa galerie avait 6 pieds, que l'ennemi, dans la nuit suivante, vers les 2 heures du matin, nous donna un camouflet qui la combla, et enterra deux travailleurs sous les décombres.

Le commandant de la place fit offrir de rendre tous les déserteurs prussiens, qu'il ne voulait garder que les sujets de sa majesté l'impératrice-reine, qui avaient été forcés, pendant leur prison, à prendre du service, et voulait envoyer un officier vers le maréchal Daun, avant la signature de la capitulation, pour lui demander son agrément par rapport à l'échange ci-devant proposé.

Son excellence le lieutenant-général de Tauenzien lui répondit qu'il ne consentirait point à ce qu'il envoyât un officier vers le maréchal Daun ; qu'il voyait bien que ce n'était pas son sérieux de vouloir capituler, et qu'on ne cherchait qu'à gagner du temps ; qu'il lui déclarait donc de la part de sa majesté, que s'il ne voulait pas se rendre de bonne foi, purement et simplement, on ne lui donnerait plus de capitulation.

Le 18 septembre.

Au matin, on remit d'abord le mineur à l'ouvrage ; et à peine avait-il commencé sa nouvelle galerie, qu'elle fut renversée par un camouflet qui souffla dans notre entonnoir, nous tua trois mineurs, et blessa un quatrième. On en recommença tout de suite une autre.

La nuit suivante, on fit toutes les réparations nécessaires.

Le 19 septembre.

Cette galerie, commencée la veille, fut de même renversée par un camouflet que nous donna l'ennemi, et où fut tué un mineur et un autre blessé.

Le mineur en recommença aussitôt une autre.

La nuit suivante, on répara les communications qui mènent aux entonnoirs, de même que les traverses dans lesdits entonnoirs.

Le 20 septembre.

La galerie étant avancée de 9 pieds, l'ennemi nous donna un camouflet vers les 6 heures du matin, qui bouleversa tout.

Le lieutenant Stroos, des mineurs, y eut une jambe cassée, un mineur et un travailleur blessés furent tirés des décombres.

Le mineur travailla à remettre cette galerie en état.

Le soir, le major Le Febvre attacha le mineur à l'attaque de la droite, qui devait pousser une galerie sous la flèche pour la faire sauter ; mais il eut ordre de se désister de ce côté-là. L'ennemi s'étant préparé déjà de ce côté, avait fait deux puits assez profonds dans ladite flèche, d'où partaient les rameaux ; mais il ne s'en est pas servi, puisque les nôtres abandonnèrent cette partie.

Le 21 septembre.

Le mineur avait rétabli la galerie renversée la veille, et continuait son ouvrage le plus vite possible.

A la gauche de cette galerie, on en commença une autre.

Sur la montagne (nommée Kursberg), de l'autre côté de la ville, on fit, la nuit suivante, une tranchée pour y placer 2 batte-

ries, l'une pour 2 mortiers et 1 obusier, et l'autre pour 6 pièces de canon, dont 2 de 24 livres et 4 de 12 livres.

On travailla aux réparations à l'ordinaire.

Le 22 septembre.

Le colonel de Rasb fut envoyé par le commandant de la place pour demander qu'il lui fût permis d'envoyer un officier au maréchal Daun, et qu'il voulait tâcher d'en venir à quelque accommodement. Mais son excellence le lieutenant-général de Tauenzien lui répondit, que ce n'était pas sa faute, si les propositions du commandant n'étaient point acceptées, et que pour l'officier qu'il demandait d'envoyer vers le maréchal Daun, c'était une chose que lui-même à sa place ne permettrait jamais.

On répara les parties des sapes qui étaient le plus endommagées.

La nuit du 22 au 23 septembre.

Notre galerie à gauche n'était avancée que de sept pieds, lorsque l'ennemi nous donna un camouflet, qui la renversa.

On prolongea, par ordre du roi, la première parallèle par sa droite d'environ 500 pas ; et, presque au bout, on fit une batterie N° 19, pour 4 canons de 12 livres, afin de battre par ricochet l'espace qui est entre la ville et le fort N° 2.

On fit les réparations à l'ordinaire.

Le 23 septembre. On recommença une galerie à côté de celle qui avait été détruite la veille.

La batterie faite pendant la nuit commença à tirer.

Sa Majesté, accompagnée du prince de Prusse, vint de Péterswalde à Bogendorff, où elle prit son quartier ; ensuite elle fut visiter les tranchées.

On répara, tant pendant le jour que la nuit, les communications et traverses dans les entonnoirs.

Le 24 septembre.

On entendit le mineur ennemi de deux côtés, et, fort près de la galerie la plus avancée, qui était de vingt pieds; et comme on craignait encore de recevoir des camoufflets, on fit d'abord un retour capable de contenir 3,600 livres de poudre; la mine chargée et les augets et saucisses placés, on bourra tout de suite.

La nuit du 24 au 25 septembre.

Par ordre du roi, l'on prolongea la seconde parallèle, par sa gauche d'environ 300 pas de K en W, où l'on fit 2 batteries, l'une, N° 20, pour 2 canons de 6 livres, et 2 obusiers pour battre par ricochet la gauche du fort, N° 2, et la partie qui est entre ledit fort et la ville.

L'autre batterie, N° 21, était pour 2 mortiers.

On ôta les 2 mortiers d'une des batteries C, qu'on avait placées sur la montagne de Kutsberg, parce que la distance était trop grande pour l'effet qu'on en attendait.

Notre mine étant prête, on la fit jouer vers les 10 heures; et le bord de son entonnoir, dont le diamètre était d'environ soixante pieds, sur une profondeur de seize pieds, n'était qu'à dix pieds de la palissade. On perça aussitôt d'un entonnoir dans l'autre.

On fit partout les réparations à l'ordinaire.

Le 25 septembre. On attacha les mineurs dans deux endroits de cet entonnoir.

On tira des batteries faites la nuit précédente.

La nuit du 25 au 26 septembre.

Comme tous les feux verticaux de l'ennemi étaient dirigés vers les entonnoirs, nos mineurs en furent très-incommodés dans le temps de leur attachement.

On construisit dans cet entonnoir une traverse pour se garantir des bombes, grenades, etc., etc.

On répara les ouvrages dégradés.

Le 26 septembre. Malgré le feu que faisait l'ennemi dans les entonnoirs, les galeries furent avancées, l'une de sept, et l'autre de huit pieds.

Le commandant de la place envoya le colonel de Rasb pour demander à son excellence le lieutenant-général de Tauenzien, pourquoi il ne voulait pas lui permettre d'envoyer un officier vers le maréchal Daun, et qu'il n'y avait en cela aucune finesse; enfin, qu'il dépendait de M. de Tauenzien, de marquer comment on pourrait de quelque autre manière venir à un accommodement.

M. de Tauenzien répondit qu'il n'assiégeait pas M. le maréchal Daun, qu'il ne voulait pas avoir de complaisance pour la garnison, et qu'il priait, une fois pour toutes, de finir toutes correspondances jusqu'à ce qu'on battît la chamade.

On travailla continuellement à réparer les communications et les traverses.

La nuit du 26 au 27 septembre.

Vers les 11 heures, l'ennemi nous donna un camoufflet, qui bouleversa une de nos galeries, qui était avancée de onze pieds.

Vers le minuit, il fit jouer une mine, qui combla en partie le passage du second au troisième entonnoir, où quelques grenadiers furent à moitié enterrés: les autres, de même que les mineurs et travailleurs, se retirèrent à temps; car aussitôt après l'effet de cette mine, comme l'ennemi s'était fait un passage en ôtant quelques vues de ses palissades, une compagnie de grenadiers s'empara de nos entonnoirs, y bouleversa toutes les communications, comme aussi la galerie dans le troisième entonnoir, qui n'avait pas été endommagé par le camoufflet, et ne se retira que le matin après avoir bien

barricadé le passage du second au troisième entonnoir avec des poudres, des gabions et des fascines, qui nous avaient servi à faire une traverse dans le troisième entonnoir.

Le 27 septembre. On avait commandé 200 hommes qui devaient déloger l'ennemi des entonnoirs, mais il s'était déjà retiré.

Il est étonnant que l'ennemi n'ait pas songé à faire plus souvent des sorties sur ces entonnoirs, où il n'y avait jamais que 24 grenadiers pour soutenir le mineur ; outre que ces entonnoirs n'étaient d'ailleurs protégés que par quelques grenadiers, qui étaient dans la sape ; car pour la partie, qui n'était qu'une communication fort profonde, il n'était pas possible de mettre du monde ; donc l'ennemi était toujours le maître de le prendre de la droite et de la gauche, et s'en serait emparé après une très-faible résistance ; car il était, pour ainsi dire, impossible de donner du secours à ceux qui étaient dans ces entonnoirs par la communication *a b* ; qu'à peine il y pouvait passer un homme, outre qu'elle était continuellement embarrassée par les bombes, grenades et pierres, etc., etc., qu'on y jetait continuellement. Il aurait donc fallu sortir du logement à la gauche de la communication et de la troisième parallèle, pour en chasser les assiégés, et pour lors on aurait été exposé à bout touchant au feu de tous les ouvrages. C'était cependant le seul parti qu'il y avait à prendre, et qu'on aurait pris, si l'ennemi ne s'était pas retiré de bon matin.

Enfin, vis-à-vis d'une telle garnison, on avait cheminé avec trop peu de circonspection. On aurait dû au moins, pour se garantir contre les sorties, s'étendre à droite et à gauche du premier entonnoir, afin d'avoir un logement capable de contenir un nombre suffisant de grenadiers, pour défendre et soutenir ceux qui se trouvaient dans les entonnoirs.

La nuit du 27 au 28 septembre.

Le logement à gauche de la communica-

tion, qui menait au premier entonnoir, fut prolongé d'environ cinquante pas de *c* en *d*, pour y mettre plus de monde, qui devait soutenir ceux qui étaient dans les entonnoirs.

On commença à réparer la communication, *a b*.

Le 28 septembre. Vers les 4 heures et demie du soir, le major Le Febvre, accompagné des ingénieurs qui étaient de jour, fit examiner les entonnoirs et les communications, et voulut faire débarrasser le passage du second au troisième entonnoir ; mais comme c'était un endroit fort critique, vu qu'on y était plongé, et que l'ennemi y faisait rouler continuellement des bombes et des grenades, on l'abandonna.

Le capitaine Guyon y fut tué.

La nuit du 28 au 29 septembre.

On répara toutes les communications, et on attacha le mineur dans le second entonnoir, qui devait passer sous terre dans le troisième ; mais comme il s'est trouvé plus profond, on a fait un autre usage de cette galerie, comme on le verra tantôt.

On fit la batterie, N° 22, à gauche de la seconde parallèle, de 4 canons de 24 livres.

Le 29 septembre. Le mineur, qui travaillait avec toute l'activité possible, eut sa galerie de quatorze pieds.

Comme le canon, qui était à côté de la flèche en avant du fort N° 1, nous incommodait toujours dans notre troisième parallèle, on fut obligé, pour s'en garantir, de rehausser les traverses déjà faites, et même de les allonger.

On fit les réparations partout où il était nécessaire.

La nuit du 29 au 30 septembre.

Une bombe étant tombée sur la traverse qui masquait la communication *a b*, par où on arrivait au premier entonnoir (dont la

moitié en hauteur n'était faite que de fascines et de gabions vides), y mit le feu; elle fut aussitôt réparée, de même que toutes les autres communications.

Le 30 septembre. Le mineur était avancé de vingt-trois pieds.

On répara les dommages faits par les bombes et grenades d'obusiers, de même que la nuit suivante.

Le 1^{er} octobre.

La galerie fut de trente-cinq pieds, et, la nuit suivante, on fit partout les réparations nécessaires.

Le 2 octobre.

On fit encore une traverse dans la troisième parallèle un peu à droite de la batterie.

De plus, on construisit une batterie, N° 23, pour 3 mortiers, un peu en avant de la droite de la troisième parallèle, et l'on plaça une pièce de campagne dans l'extrémité du dernier zigzag, près la gauche de la troisième parallèle, pour servir contre les sorties qu'on aurait pu faire de ce côté-là.

Le mineur, qui travaillait le plus vite possible, fut à quarante-cinq pieds.

La nuit suivante, on travailla aux réparations à l'ordinaire, et à la batterie N° 18, on joignit un mortier.

Le 3 octobre.

Le travail du mineur fut à soixante pieds, et l'on travaillait aussi à une sape couverte, pour communiquer dans notre troisième entonnoir, de même que dans l'entonnoir d'une mine que l'ennemi avait fait jouer un peu à notre gauche, où on voulait faire un logement pour les couvreurs.

La nuit suivante fut employée à faire les réparations nécessaires.

Le 4 octobre.

Le mineur eut sa galerie à soixante-cinq pieds.

Vers le soir, l'ennemi nous donna un camouflet un peu à droite de la galerie, et qui en fut un peu infectée; ce qui fit tomber les mineurs en faiblesse, et retarda l'ouvrage jusqu'à la nuit suivante.

Le 5 octobre.

Le jour, de même que la nuit suivante, on travailla sans discontinuer à rétablir les communications et traverses, comme de coutume.

Le 6 octobre.

La galerie fut avancée de quatre-vingt-sept pieds.

Par les pluies continuelles, les tranchées furent pleines d'eau.

La nuit suivante, les réparations se firent partout à l'ordinaire.

Le 7 octobre.

L'après-midi, nous reçûmes un camouflet un peu à gauche, mais qui ne nous fit aucun mal.

La nuit suivante, l'ennemi nous donna de nouveau un camouflet, qui n'eut aucun succès.

On fit partout les réparations nécessaires.

Le 8 octobre.

La galerie se trouvant de quatre-vingt-seize pieds, on résolut de charger tout de suite, et 5,000 livres de poudre furent apportées dans des sacs du dépôt, qui furent mis au fond de la galerie, l'un sur l'autre; et, après avoir été saignés, on y plaça les augets et saucisses, et l'on bourra tout de suite.

Pendant le temps du bourrage, l'ennemi nous donna deux camouflets, l'un à droite,

et l'autre à gauche de la galerie, mais sans succès.

Vers une heure après midi, le feu ayant pris au magasin à poudre, qui était sous la gorge du fort N° II, joignant les casemates de ce fort, toute la gorge fut enlevée depuis un bout jusqu'à l'autre ; et environ 300 grenadiers et deux officiers qui y étaient lorsque cet accident funeste arriva, furent enlevés sous les décombres.

Les assiégés barricadèrent le mieux qu'ils purent cette brèche avec de grands chevaux de frise.

Le feu, de part et d'autre, n'était plus si vif, à cause des pluies continuelles.

La nuit du 8 au 9 octobre.

La mine étant prête, on la fit jouer vers le minuit ; son effet fut prodigieux, et fit une brèche (sans endommager le revêtement de l'enveloppe du fort N° II) par les terres, qui furent jetées jusqu'au haut du parapet.

Aussitôt que cette mine eût joué, deux compagnies de grenadiers, qu'on avait commandés la veille, sautèrent dans l'entonnoir, et se glissèrent les uns à droite, et les autres à gauche du chemin couvert ; mais l'en-

nemi ayant fait des traverses avec des gabions de droite et de gauche, il en sortit un feu très-vif de mousqueterie pendant le reste de la nuit, et dont nous perdîmes beaucoup de monde : nos gens se retirèrent dans les entonnoirs.

On posa, pendant que les grenadiers attaquèrent le chemin couvert, quelques gabions dans l'entonnoir, mais qui n'étaient utiles à rien, puisqu'on y était plongé de l'enveloppe, et battu de revers par la flèche de Striegau : aussi, dès que le jour parut, le reste du détachement se retira, et on ne laissa dans les entonnoirs qu'une trentaine de grenadiers.

Le 9 octobre.

Le commandant de la place fit battre la chamade vers les 9 heures, et envoya un officier à son excellence le lieutenant-général de Tauenzien, pour demander à capituler.

Il y eut une cessation d'armes.

Le roi, qui avait souvent visité les tranchées, retourna à Peterswalde.

L'après-midi, le commandant de la place envoya le colonel de Rasp, pour régler la capitulation d'après les articles suivants :

CAPITULATION.

Article I^{er}. La garnison sortira de la ville tambour battant ; les officiers et bas officiers garderont leurs épées.

II. La garnison conservera ses équipages et tout ce qui lui appartient.

III. On partagera la garnison par bataillons ; les officiers resteront près des soldats, et on leur donnera à tous des quartiers dans la Silésie.

IV. On ne logera point les troupes dans des casemates ; on leur fournira le bois et la paille, contre quittance, de même que les habits et petites montures.

V. La garnison sera des premières échangées.

Réponse. Accordé.

Réponse. Accordé.

Réponse. On assignera aux officiers et soldats les quartiers qui leur conviendront.

Réponse. On donnera à chacun selon qu'il est spécifié dans le cartel.

Réponse. Accordé.

VI. A l'égard de cet échange, on demande de pouvoir envoyer deux officiers avec la capitulation chez le maréchal Daun, pour qu'il l'agrée, et qu'il la sollicite.

VII. On demande au roi la grâce pour les déserteurs qui ont servi autrefois dans les troupes de sa majesté l'impératrice-reine, qui ont été forcés à prendre service pendant la prison, et qui se sont rançonnés eux-mêmes par la désertion ; ainsi on demande qu'ils soient regardés et traités comme les autres prisonniers de guerre.

VIII. Les officiers seront transportés *gratis* avec tous leurs équipages jusqu'aux lieux de leur destination ; ils pourront aussi renvoyer leurs effets dans les États de sa majesté l'impératrice-reine, ou les en faire venir avec des *voorspannes gratis* : on leur donnera les passeports et escortes nécessaires pour cela.

IX. Le commissariat, les munitionnaires, les chirurgiens, les écrivains de la fortification et de l'artillerie seront libres, et on leur permettra de se retirer avec leurs équipages, papiers, comptes, etc., etc., où bon leur semblera.

X. Les vivandiers et tous ceux qui ont suivi la garnison, même les femmes, peuvent retourner avec leurs effets dans les pays de sa majesté l'impératrice-reine.

XI. On aura soin des malades et des blessés ; à l'effet de quoi il restera près d'eux des officiers, chirurgiens, valets de lazaret et autres. Les estropiés, seront, après leur guérison, transportés dans les États de sa majesté l'impératrice-reine, pour y recevoir le soulagement qu'ils méritent.

XII. Si le commandant demande pour quelques officiers la permission de se retirer chez eux, pour quelques affaires particulières d'intérêt ou de santé, on ne le refusera pas.

XIII. Les dettes de la caisse de la garnison seront liquidées par des obligations, qui seront ensuite payées par la caisse générale de l'impératrice.

Réponse. On peut faire ces choses-là par écrit, permis cependant d'envoyer un officier au maréchal Daun, avec la capitulation signée.

Réponse. Tous les déserteurs quelconques seront livrés pour être renvoyés aux régiments où ils ont servi. Quant à leur grâce, cela dépend de la volonté du roi.

Réponse. Les officiers seront transportés avec leurs équipages *gratis* ; mais pour les renvoyer en d'autres pays ou les en faire venir, ils le peuvent à leurs frais.

Réponse. Les chirurgiens et médecins seront libres ; mais pour les autres, quoiqu'on leur permette de se retirer en d'autres pays, ils donneront revers par lequel ils seront prisonniers de guerre jusqu'à l'échange, et jusqu'à ce que leurs comptes soient rendus.

Réponse. Accordé.

Réponse. Les officiers, chirurgiens, etc., peuvent rester ; on renverra les estropiés après leur guérison, restant pourtant prisonniers de guerre jusqu'à l'échange.

Réponse. Cela dépend du roi.

Réponse. Bon ; mais outre cela, les officiers donneront des assurances pour leurs dettes particulières.

XIV. La ville, le magistrat, les églises, les cloîtres, conserveront leurs privilèges, et chacun le libre exercice de sa religion.

Réponse. Cela s'entend.

XV. Après la signature de la capitulation, on se donnera des otages de part et d'autre ; toutes les hostilités seront finies ; on remettra aux troupes prussiennes le fort Jauernick, la flèche et la barrière de Striegau.

Réponse. Bon.

XVI. Vingt-quatre heures après la signature de la capitulation, les chariots voorspans seront prêts, et la garnison sortira comme il est dit au premier article, pour être transportée aux lieux de sa destination ; jusque là il ne sera permis aux troupes prussiennes d'aller en d'autres postes, ni d'entrer dans la ville, excepté les officiers du commissariat, de l'arsenal et du génie, etc., auxquels les magasins doivent être remis : même les officiers chargés de reprendre les prisonniers, n'entreront point dans la ville.

Réponse. Bon ; mais la garnison sortira demain à 8 heures du matin.

XVII. S'il y avait quelques points d'oubliés dans la capitulation, on pourra y revenir après la signature, et faire des arrangements en conséquence.

Réponse. On fera alors ce qu'on jugera à propos.

Schweidnitz, ce 9 octobre 1762.

P. S. Cette capitulation est acceptée dans toute sa teneur, excepté pourtant que la garnison ne sortira que le 11, à cause des arrangements indispensables qu'elle a à faire pour ses bagages, équipages, etc., etc.

Signé, LE COMTE DE GUASCO. DE TAENZEN.

En conséquence de cette capitulation, les otages furent envoyés de part et d'autre, et nos troupes prirent possession du fort Jauernick, dit N° II, et de la barrière et flèche de Striegau, et la garde resta toujours dans les tranchées.

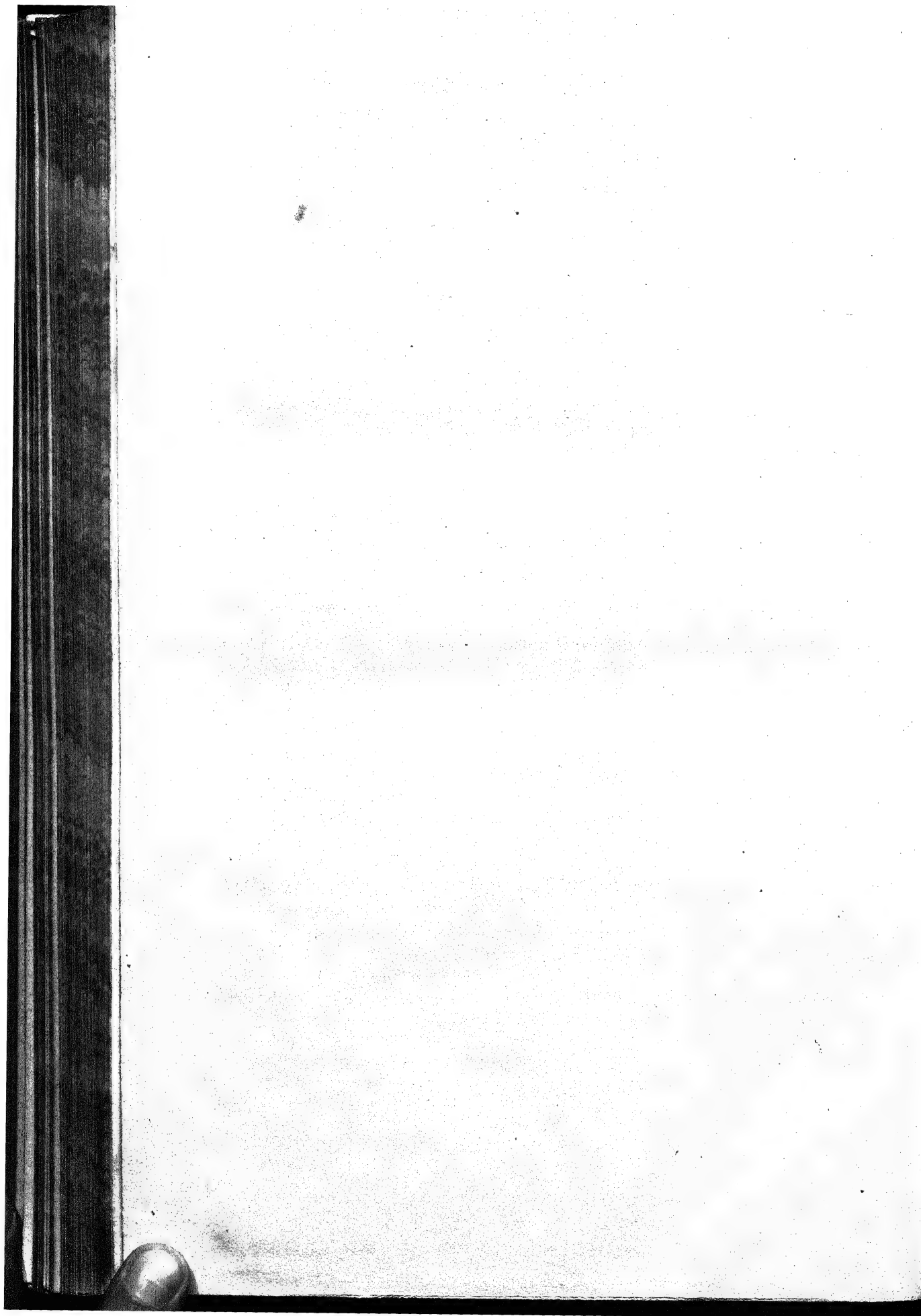
Le 11 octobre au matin, la garnison sortit tambour battant par la barrière de Koppen, où elle mit bas les armes ; puis elle fut conduite par division chacune au lieu de sa destination.

Le nombre des prisonniers montait à 9,000 hommes, dont 3 généraux, savoir le comte de Guasco, de Yaneny, et de Gribeauval.

Leur nombre, en tués ou morts de leurs blessures, a été de 1,280, parmi lesquels il y avait 32 officiers. Celui des blessés a été de 2,270 hommes, y compris 50 officiers.

Du côté des assiégeants, il y a eu 1,130 tués ou morts de leurs blessures, y compris 20 officiers. Le nombre des blessés a été d'environ 2,000 hommes, parmi lesquels on comptait 48 officiers.

Après la reddition, l'on a trouvé dans la place 60 pièces de canon de fonte, 30 de fer, 46 mortiers, 134 à grenades, 2 obusiers, et environ 1,002 quintaux de poudre, ainsi que beaucoup d'autres munitions.



RELATION

DE LA

CAMPAGNE DU ROI DE PRUSSE,

ÉCRITE PAR LUI-MÊME.

CAMPAGNE DE 1744.

Je partis le 13 août pour me mettre à la tête de mes troupes, qui, divisées en trois colonnes, s'étaient mises en marche pour Prague, à peu près au même jour.

J'imaginai que les Saxons ni aucune puissance de l'Europe ne pouvaient trouver étrange, qu'après avoir fait annoncer ma marche par des réquisitoriaux de l'empereur, je poursuivisse mon chemin sans m'arrêter au travers de cet électorat, et en faisant observer la meilleure discipline du monde.

Le bruit qu'en firent les Saxons avait en vue trois objets différents, dont l'un était la passion et la jalousie qu'ils ont contre la Prusse, croyant ce voisinage trop puissant pour leur faiblesse, et se flattant de révolter par leurs cris les puissances du Nord, et principalement la Russie, contre une action qui n'avait en elle-même rien d'odieux ni de contraire aux lois et aux constitutions de

l'empire; leur second objet consistait dans la partialité de la reine et du père Guarini pour la cour de Vienne; et le troisième, l'extrême disette d'argent, qui s'étendait si loin dans ces circonstances, que la cour manquait souvent de quoi pouvoir fournir aux besoins les plus pressants, ce qui leur fit espérer que le moment favorable était venu de vendre leurs troupes à plus gros marché qu'on ne les eût jugées en toute autre occasion.

Pendant que tous ces mouvements se passaient à Dresde, et encore plus à Varsovie, je m'avançais à grands pas vers les frontières de la Bohême. Il n'y eut rien de plus ridicule que la crainte extrême du ministère saxon, mêlée avec une fierté composée et toute nue des moyens les plus faibles et les plus insuffisants: l'on m'accordait d'un côté tout ce que je pouvais désirer relativement à mon passage et à la subsistance des troupes: d'un autre côté l'on protestait sur ce qu'on faisait, et en même temps on faisait

travailler jusqu'aux manufacturiers de porcelaine, pour faire plus de vingt coupures et des barricades dans les rues de la nouvelle ville de Dresde ; la ville était fermée, on avait doublé la garnison, mais 3 bataillons de mes troupes, 40 pièces de batterie et 20 mortiers, passaient, malgré ces grands préparatifs, sur l'Elbe, au beau milieu de la ville, tandis que l'armée côtoyait cette capitale des deux côtés. Que de singulières contradictions ne renferme point l'esprit humain !

Nous trouvâmes bientôt un obstacle plus réel à notre entrée en Bohême. Les Autrichiens avaient fait une espèce d'estacade dans l'Elbe, qui en interrompait totalement la navigation, et cette estacade était défendue par un bon château situé sur un rocher escarpé de tous les côtés, et qui commande toute la rivière. Le château fut sommé ; un capitaine hongrois avec 100 hommes se rendit prisonnier de guerre ; l'Elbe fut débloquée, notre petite flotte y passa, et toutes ces formalités ne nous firent perdre que deux jours.

L'armée continua sa route depuis vers Praguesans aucun empêchement. Une avant-garde, composée de 4 régiments de hussards et de 4 bataillons de grenadiers, précédait sa marche d'une journée, et ramassait en chemin faisant les subsistances dont les troupes avaient besoin. Dans toute cette marche, on n'a eu d'autres nouvelles du comte de Badiani (qui au bruit de notre marche était entré en Bohême avec un corps de 15,000 hommes), que par un détachement du régiment de Ziethen, qui le surprit, et défit 300 hommes du régiment de Barnay, que M. de Badiani avait envoyé à Munzifai, petit bourg non éloigné des rives de l'Egra : les prisonniers, au nombre de 50, déposèrent que l'ennemi était aux environs de Beraun.

Nous arrivâmes, le 2 septembre, aux environs de Prague, après une marche longue et difficile dans un temps pluvieux, de fa-

çon que le 3 et le 4 furent employés à faire la circonvallation et contrevallation de la ville. Le corps du maréchal de Schwerin et celui du prince Léopold étaient arrivés le 1^{er} septembre. Les ponts de communication étaient jetés sur la Muldau, et il ne manquait plus que la grosse artillerie pour commencer le siège. L'Elbe n'est navigable que jusqu'à Leutmeritz, et de là on est obligé de faire le transport du canon, des munitions de guerre et de bouche, par chariots, ce qui emporta 8 jours de temps, pendant lesquels on fit les fascines et les autres arrangements nécessaires pour l'ouverture de la tranchée.

Je reçus entre ce temps l'avis, par un de nos espions, que le comte Badiani faisait amasser des gros magasins à Beraun, et que ces magasins n'étaient gardés que par 1,000 hommes, ce qui me fit naître le dessein de m'emparer de ce poste, et de déranger par là considérablement les desseins de l'ennemi. Le général Hacke fut commandé pour cet effet avec 5 bataillons et 600 hussards, et eut ordre d'emporter ce poste. Il se trouva que l'ennemi en eut des nouvelles, et quoique ce plan fût assez bien concerté, le général Hacke, après avoir emporté la porte de la ville du côté du pont, se vit obligé de se retirer, voyant deux corps considérables de cavalerie qui passaient la Beraun pour le prendre dans ses derrières. Il perdit à cette retraite un canon, dont les roues furent cassées. Il se posta ensuite sur une hauteur, où il soutint, 6 heures de suite, l'attaque des cuirassiers et des pandours, et, après les avoir repoussés par cinq différentes reprises, il les poursuivit et les chassa de l'autre côté de la rivière.

Je fus averti à midi que le corps du général Hacke était environné, que le nombre des ennemis augmentait, et qu'il avait besoin de secours. J'y marchai en personne avec 50 escadrons et 16 bataillons. Nous arrivâmes à 10 heures au delà des plaines d'Unhost, à l'embouchure du défilé ; et j'appris que l'affaire s'était heureusement passée

à notre avantage, quoique à la vérité le but de l'expédition se trouvât manqué.

Nous avons eu le malheur, dans cette campagne, que les gens préposés à la fourniture des vivres s'en sont si mal acquittés, et se sont trouvés si peu intelligents, que l'armée a été toujours mal fournie ; et à la fin, cette fatalité est devenue d'autant plus funeste, qu'elle nous a obligés de quitter la Bohême.

Le jour que je marchais vers Beraun, l'armée n'avait plus de pain, ce qui m'empêcha de poursuivre ma pointe, et d'occuper le poste de Beraun ; et de plus, j'avais appris que M. de Badiani avait fait rétrograder ses magasins de Beraun à Pilsen.

Le 10 au soir, l'ouverture de la tranchée se fit à Prague, à trois endroits différents à la fois ; savoir : à la montagne de Ziska, vers le plateau de la montagne de Saint-Laurent, et vers la nouvelle porte du côté du moulin sur la basse Muldau. La première attaque s'appela celle du maréchal de Schwerin, la seconde, celle du comte Truchses, et la troisième, celle du prince Charles. L'ouverture de la tranchée nous coûta peu de monde, à cause qu'on en déroba la connaissance à l'ennemi. Le 12, on emporta d'assaut le fort de Ziska, et encore un autre fortin qui lui était adjacent. Le prince Guillaume fut tué ce jour à la batterie qui portait le nom de son frère.

Les jours suivants, les attaques se poursuivirent avec beaucoup de vigueur ; le moulin de la basse Muldau fut abîmé par les bombes, et l'écluse rompue ; de façon qu'après que l'écoulement de l'eau eut duré quelques heures, on eût pu donner un assaut au travers de la rivière, et entrer au milieu de la ville : ce fut la raison qui détermina M. Harsch à battre la chamade ; il y eut encore quelques pourparlers, mais il fut obligé de se rendre prisonnier de guerre, le 16 septembre.

La garnison sortit forte de 12,000 et quelques 100 hommes, ce qui était distribué en 22 bataillons. On ne put y donner que des

escortes faibles, qui étaient longues à faire : il en déserta presque la moitié avant qu'ils arrivassent en Silésie.

La ville de Prague une fois prise, c'était la grande question de quel côté diriger les opérations. La trahison des Saxons était encore ensevelie sous les cendres. J'étais à la vérité informé que leurs troupes remuaient dans leurs quartiers ; mais je ne leur supposais pas la hardiesse de se déclarer contre moi dans un commencement de guerre, où la fortune ne s'était pas encore déclarée ni pour l'une ni pour l'autre partie, et d'exposer à la vengeance de leur voisin, un pays ouvert de tous côtés, mal garni de troupes, et qui doit être ruiné de fond en comble toutefois que la guerre se fera, et que l'ennemi se tournera du côté de Leipsig, qui est le nerf de leur État, le siège de leur commerce, et la ressource de leur crédit.

Toutes ces suppositions, toutes ces probabilités se trouvèrent ensuite fausses : le marteau d'or des Anglais avait ouvert les portes de fer des Saxons, et l'intérêt d'un moment les avait aveuglés sur un intérêt plus durable.

Je fis deux fautes capitales en quittant Prague, qui ont entraîné après elles le dérangement de toute la campagne. Je n'aurais pas dû m'éloigner de cette capitale sans l'avoir pourvue suffisamment de vivres. Car au moment que nous l'occupâmes il n'y avait des provisions de bouche que pour 8 jours. Je n'y laissais non plus qu'une garnison de 6 bataillons et de 300 chevaux ; ce qui aurait été bon dans le cas que l'on fût resté dans le voisinage, mais ce qui devenait insuffisant pour défendre une place de cette immense étendue, qui ne se soutient qu'à force de bras.

L'autre faute était encore plus de conséquence. Si l'armée avait d'abord marché à Pilsen, nous aurions fort dérangé, et peut-être rompu la jonction des Saxons et du prince Charles ; nous aurions pris le principal magasin des Autrichiens, et nous cou-

vriers Prague. Mais, au lieu de prendre ce parti sage, et qui semblait obvier à beaucoup d'inconvénients, il parut à mes généraux, que M. de Badiani, ayant fait construire à Kameck, un pont sur la Muldau, passerait incontinent cette rivière, dès que nous serions sur la rive gauche; et dès que les Saxons avaient résolu de se déclarer, M. de Badiani aurait pu se joindre à eux par la Lusace, me raffier mes magasins sur l'Elbe, et faire le dégât en Silésie, pendant que j'aurais été vis-à-vis du prince Charles, qui se serait jeté par les montagnes du Palatinat et de la haute Autriche, vers Tabor et Budweiss, où Badiani et les Saxons l'auraient pu joindre également.

La raison principale, qui me déterminait de marcher sur Tabor et Budweiss, est que les Français ont regardé l'abandon de ces deux postes, l'année 1741, comme la perte de toutes leurs affaires; de plus, l'empereur, Seckendorff et Schmettau me rebattaient les oreilles de la nécessité d'occuper ces postes importants.

Le lieutenant-général de Nassau fut détaché avec 10 bataillons, 30 escadrons de dragons et 30 de hussards, à Tabor. La ville se rendit après avoir fait une sortie, où nos hussards sabrèrent et firent prisonniers plus de 140 hommes. L'avant-garde marcha de là à Budweiss, de là à Frauenberg, et prit ces deux postes presque sans coup férir. L'armée suivait à pas lents le chemin de Tabor, partagée en deux corps, dont l'un côtoyait la Muldau et l'autre marchait plus à gauche.

Dès que j'eus quitté Prague, M. de Badiani envoya 2,000 hussards, quelques mille de Talpatsch, et 1,000 hommes de cavalerie, à Beraun et Kœnigsaal : ceux-là bloquèrent, pour ainsi dire, la ville de Prague, et en occupèrent si bien les avenues, qu'on n'y put faire entrer aucune provision. Je me suis alors trouvé pendant quatre semaines sans aucune nouvelle, sans lettres, sans pouvoir trouver de bons espions, sans

savoir si M. de Badiani, le prince Charles et les Saxons étaient en Bohême ou à Pékin. On s'étonnera peut-être que nous n'ayons tiré aucune lumière des prisonniers que l'on faisait tous les jours sur l'ennemi : mais il faut savoir que les prisonniers autrichiens ne sont que des hussards ou des pandours, détachés avec leurs corps 6 semaines ou plus longtemps de leur armée, et qui n'en ont aucune connaissance; on ne se trouve guère avancé après les avoir examinés. Les espions de ce pays ne sont pas de plus grande ressource; ou on n'en trouve aucun, ou ils rapportent des faussetés. Le plat pays et le peuple sont superstitieux, attachés au gouvernement; ils cachent et enfouissent le blé, et tout devant les armées, n'apportent ni vivres ni subsistances dans les camps, et vous obligent de nourrir le soldat des denrées que l'on a eu la faculté de conduire avec soi. Les baillis et les prêtres sont encore pires; ils servent d'espions aux Autrichiens, et ayant toutes les commodités d'apprendre ce qui se passe dans une armée, qui embrasse leurs villages dans le camp qu'elle occupe, ils informent incontinent l'ennemi de la moindre manœuvre, d'un petit mouvement et des détachements qui sortent; et obligent, par conséquent, à n'envoyer jamais des partis, mais des corps au moins de 10,000 hommes, pour ne les pas aventurer et les exposer mal à propos à quelque affront.

Ce n'était pas là tout l'embarras encore, il y en avait un autre, auquel des contretemps infinis se sont joints, et qui nous ont dans la suite forcés à tous les mouvements rétrogrades que nous avons été obligés de faire. Il y avait pour un mois de farine pour l'armée, chargée sur des caissons, et qui nous suivait sous l'escorte de l'arrière-garde, que commandait le général de Posadowski. Soit que cet officier s'ennuyât de la lenteur de sa marche, soit qu'il y eût quelque autre accident, il n'amena à Tabor que la moitié de nos caissons, qui avaient eu la

tête de l'escorte. L'ennemi n'en enleva pas un, mais Posadowski les laissa en chemin à la garde des gens du pays, qui, bien éloignés de s'employer pour les faire suivre, brisèrent les caissons, volèrent les chevaux et la farine, et chassèrent les valets qui les conduisaient. Le seul moyen qu'il y avait pour remédier à ce malheur, était de faire livrer et contribuer le pays. Le régiment de hus-sards de Dieury, nouvellement levé, paraissait le plus propre à cet emploi ; il y fut destiné, mais il arriva encore d'autres fatalités qui achevèrent de nous déranger, comme on le verra dans la suite.

L'armée à Tabor et l'avant-garde à Budweiss, il s'agissait de régler les opérations ultérieures. Nous pouvions aller à Neuhauss, pour donner au prince Charles des jalousies sur l'Autriche. Nous pouvions aller à Budweiss, et nous pouvions passer la Muldau à Tein, pour marcher au prince Charles, que l'on nous disait campé à Piseck. Je ne me serais pas aventuré aussi en avant, si un malheureux espion ne m'avait assuré que l'armée autrichienne avait marché sur trois colonnes vers Budweiss. Nous n'eûmes pas passé la Muldau, que nous apprimes que sa nouvelle était fautive. On sut ensuite par les partis, que l'ennemi était campé à Mirotitz, à deux milles de l'autre côté de Piseck, proche de la Muldau. Ce faux avis rendit ma manœuvre mauvaise, qui n'était bonne qu'au cas où l'ennemi se serait approché de Protivin ou de Budweiss. Nous séjournâmes cependant trois jours dans le même camp, et dans cet espace, le général Ghy-lani passa la Muldau avec un corps de 10,000 hommes, tomba sur 3 ou 4 détachements du régiment de Dieury, qu'il défit, et empêcha toutes les livraisons du pays pour Tabor. Nous étions au 7 octobre, et nous n'avions de farine à Tabor que pour 8 jours, point de ressource pour en faire une nouvelle provision, ni aucune espérance d'en pouvoir prendre sur l'ennemi ; ce qui me fit prendre le parti de marcher à

Tabor, pour être de là plus à portée de me rapprocher de mes magasins. J'appris à Tabor que les Saxons allaient joindre les Autrichiens, que le prince Charles faisait faire 4 ponts sur la Muldau, qu'il faisait amasser des provisions à Beneschau, et qu'il voulait me couper de Prague et de la Sassawa.

Je savais que le poste de Beneschau est inattaquable, et que si l'ennemi s'y mettait une fois, ne fût-ce qu'avec un détachement d'une vingtaine de mille hommes, il serait impraticable de l'en déloger ; que ce mouvement me rejetait sur Ratay et Pardubitz, où j'avais un petit dépôt ; que je n'avais que pour huit jours de farine, ce qui était opiné suffisant pour faire la marche de Beneschau ; que j'aurais par conséquent manqué de pain avant que d'atteindre Pardubitz ; que de plus, si l'ennemi se mettait entre moi et Prague, cette ville et la garnison, trop faibles pour en soutenir la vaste enceinte, seraient à coup sûr perdues. Il y avait à considérer d'un autre côté, que ce mouvement rétrograde était fort préjudiciable à mes desseins, qu'il pourrait me faire perdre Tabor et Budweiss, et donner même à mes alliés des soupçons de ma fidélité. Ce raisonnement était fort, mais la faim était plus forte encore, et l'article de Prague un argument sans réplique. Il restait à savoir si l'on garderait Tabor et Budweiss. Si l'on considérait d'un côté que nous en éloignant, il y avait à craindre que l'ennemi ne les prit, nous aurions dû les évacuer d'abord ; mais à cela il y avait beaucoup à objecter. Je savais que le prince Charles était joint par les Saxons ; je savais qu'il avait fait faire des ponts sur la Muldau : ce qui me semblait indiquer qu'il n'aurait pas quitté l'Alsace, qu'il n'aurait pas rassemblé tant de forces, et qu'il ne ferait pas un mouvement aussi décisif que celui de passer la Muldau, s'il n'avait intention d'en venir à une bataille. A ces préjugés je joignais ceux de l'espérance. Dans la guerre

dernière, l'ouverture des campagnes se faisait par une bataille ; et ce qui achevait de me persuader que c'en serait de même de celle-ci, c'est la coutume qu'ont les Autrichiens de tirer tout le parti qu'ils peuvent de leurs auxiliaires, le peu de risque qu'il y avait pour eux de faire tuer quelques Saxons, et l'espérance qu'ils pouvaient avoir qu'en me battant ils gardaient le champ libre, et gagnaient la faculté de tourner toutes leurs forces, ou du moins la plus grande partie contre la Bavière : enfin, soit que l'on songe ce que l'on espère, ou que ces raisons fussent solides, elle me parurent du moins telles, et dans cette supposition je devais conserver nécessairement les postes de Tabor et de Budweiss, qui étaient à l'ennemi, s'il avait été battu, toutes ses ressources, lui coupaient le chemin de l'Autriche, et le rejetaient dans cette partie montueuse de la Bohême qui tient à la basse Autriche.

Il s'est manifesté dans toute cette campagne une fatalité si ouverte, si opiniâtre à déranger mes entreprises, que je ne puis m'empêcher d'en rapporter quelques exemples à mesure que l'occasion s'en présente. A la prise de Budweiss, il ne s'était presque point trouvé de munitions de guerre dans la place. Le régiment de Creytzen, qui devait défendre cet endroit, n'avait que 60 coups à tirer par tête. On ne pouvait alors ravitailler suffisamment la place, étant trop éloignée de Prague. J'envoyais cependant une assez bonne provision de cartouches au général Creytzen, si un accident qu'on ne pouvait prévoir ne l'en eût privé. Le général Du Moulin était commandé avec quelques bataillons pour prendre son chemin par Budweiss, et pour repasser par Neuhauss à Tabor, afin d'amasser des vivres et surtout de la farine. Les caissons de poudre entrèrent à Budweiss avec le détachement de Du Moulin, et celui qui avait la lettre à rendre au général Creytzen, n'arriva que le lendemain ; de sorte que les caissons suivirent Du Moulin et que le général Creyt-

zen ne reçut la lettre qui lui marquait que les caissons étaient pour lui, que lorsque le petit convoi était à une grande marche de lui, et que beaucoup de hussards lui avaient déjà ôté la communication avec Du Moulin. Depuis ce moment, l'armée perdit également la communication avec cette ville.

Tabor devenait absolument nécessaire pour avoir la communication avec Budweiss, et, de plus, il y avait dans la ville 500 malades qu'il nous était impossible de conduire avec l'armée faute de charriage : ainsi nous ne pûmes l'abandonner.

Nous nous mîmes, le 17 octobre, en marche vers la Sassawa, et je détachai le maréchal de Schwerin avec 16,000 hommes, pour gagner Beneschau, ce qui me réussit : l'armée y arriva deux jours après ; nous occupâmes ce poste sonica, ayant gagné 4 heures sur l'ennemi.

Nous séjournâmes huit jours au camp de Kennopischt et Beneschau, pendant lequel temps j'envoyais un détachement à Leutmeritz pour faire transporter incessamment des farines tant pour l'armée que pour Prague. Les Autrichiens, qui, voyant leur coup manqué, s'étaient retirés du côté de Neveklau, furent bientôt joints par toutes leurs forces, et le prince Charles fut se camper à Marchowitz : j'appris cette nouvelle avec beaucoup de plaisir, me flattant de pouvoir attaquer le prince Charles et de le battre. Je fis défiler l'armée sur 8 colonnes, et nous primes le chemin de Marchowitz aux environs de Gabel. Nous arrivâmes le 24 octobre après le coucher du soleil, de façon que l'armée n'était pas même tout à fait en bataille pendant la nuit.

Le lendemain, à la pointe du jour, nous nous préparions à attaquer l'ennemi. Il était posté sur une montagne qui faisait comme un demi-cercle, dont la gauche tournait vers notre droite, et leur droite était entièrement éloignée de nous dans la vallée au pied de la montagne : il y avait un marais à travers duquel coulait un ruisseau maréca-

geux ; à l'extrémité de leur gauche, on voyait quelques grands étangs qui couvraient tout leur flanc, en retournant vers leurs derrières. Nous commençâmes à nous former de notre côté sur la montagne qui était vis-à-vis de leur centre ; mais le terrain qu'il y avait à notre droite se trouvait si étroit, qu'à peine aurait-on pu mettre 6 bataillons en bataille, et cela fait, on ne pouvait les faire marcher en avant à cause du précipice qui séparait les deux armées : le centre était encore plus immuable, car un monticule et deux fonds considérables la séparaient de l'armée ennemie.

Toutes ces positions bien reconnues, il fut facile de juger que ç'aurait été une témérité très-condamnable, que d'engager une affaire dans ces circonstances ; c'est ce qui m'obligea à me replier vers mon camp. Je cachai cette manœuvre à l'ennemi par quelques fausses démonstrations, comme si l'on avait toujours intention de les attaquer ; ce qui me réussit si bien, que toute l'armée rentra dans le camp sans qu'il parût une âme de l'ennemi.

Les fourrages étaient cependant consumés aux environs de Konnopischt, où nous avions séjourné longtemps. Il fallait changer de camp. Nous ne pouvions prendre d'autre position que celle de Pischely, le côté de Ratey étant trop montueux et moins abondant en fourrage que les autres contrées de la Bohême.

Deux jours après, le prince Charles vint occuper le camp que nous avions quitté. Le fourrage se livrait à son armée par ses derrières ; ce qui lui donnait autant de facilité que nous trouvâmes d'obstacles.

De Prague à Pischely, il y a 5 lieues d'Allemagne ; les chemins étaient remplis de défilés : l'ennemi nous enlevait quelquefois des caissons ; et pour surcroît d'inconvénients, les gens préposés aux vivres s'étaient si mal acquittés de leurs fonctions, qu'après avoir séjourné 8 jours à Pischely, nous n'é-

tions pas en avance de pain d'un jour pour l'armée.

L'ennemi avait fait un détachement commandé par le général Ghylani, qui marcha à Kammerbourg le même jour que nous marchions à Pischely. Je fis, d'abord que j'en fus informé, un gros détachement contre celui-là, sous les ordres du général de Nassau, avec ordre de côtoyer le corps autrichien, et de le chasser de Kammerbourg.

Le général de Nassau s'acquitta très-intelligemment des ordres que je lui avais donnés. Il chassa M. Ghylani de Kammerbourg, et le prévint sur le poste de Kollin, dont les Autrichiens voulaient s'emparer.

M. de Nassau n'eut pas fait deux marches, qu'il me fut impossible de communiquer avec lui, et bien moins de recevoir des nouvelles de ce qu'il était devenu.

Dans cette situation, j'appris que le prince Charles avait décampé, qu'il se portait à Ratey, et que son dessein était d'occuper le camp de Janowitz. Si j'avais pu, dans cette conjoncture, gagner le camp de Kuttenberg avant le prince Charles, je suis d'opinion que j'aurais pu me soutenir en Bohême, ou du moins en conserver une partie. Je voulais faire marcher incessamment l'armée, mais il n'y avait pas de pain, le convoi devait arriver le lendemain : perdre deux jours dans un cas si pressant, c'était perdre Pardoubitz et ma communication avec la Silésie, la seule qui me restait depuis que les Saxons avaient barré leurs frontières.

Dans cet embarras, je résolus de marcher avec l'aile gauche de l'armée à Schwartz-Kosteletz, et de laisser le prince Léopold avec l'aile droite pour amener le convoi des vivres.

J'arrivai le 31 octobre au camp. Le lendemain, lorsque j'allais me mettre en marche, pour me porter sur Kauersim, il me vint deux cuirassiers déserteurs des Autrichiens, qui déposèrent que toute leur armée

était à Janowitz. Dans ce cas, j'aurais fait une manœuvre dangereuse, si j'avais poursuivi le chemin de Kauerzim, principalement n'ayant aucune nouvelle du général Nassau, que je croyais à Pardubitz. Je me crus donc obligé de diriger ma marche sur Bohmisch-Brod, où je fus joint le lendemain par le prince Léopold et l'aile droite. Là j'appris par un juif, qui faisait le vivandier dans l'armée, et qui venait de Kollin, que le général Nassau y était campé de l'autre côté de l'Elbe, ne se croyant pas sûr de celui de la Sassawa, vu la poursuite de l'armée ennemie. J'appris, d'un autre côté, que les ennemis en voulaient à mon magasin de Pardubitz, où il n'y avait qu'un bataillon pour le défendre. Cela m'engagea d'y envoyer le général Du Moulin avec 6 bataillons, que le général Nassau détacha. Tous ces postes de la Bohême sont de nature qu'il leur faut des remparts de rabalais pour les défendre.

L'armée marcha le 3 novembre à Kauerzim, où notre aile droite se trouva fort près des ennemis, séparés seulement par des bois et des marais. Le lendemain nous marchâmes à Gross-Gebel, ce qui nous approchait de Kollin, et nous mettait en passe de gagner le lendemain le camp de Kutenberg. Mais les Autrichiens, s'apercevant de notre dessein, et ayant encore un demi-mille d'avance sur nous, forcèrent leur marche, et gagnèrent la hauteur avant nous. Je laissai exprès le général Nassau à Kollin, dans l'espérance que ce détachement donnerait aux ennemis la hardiesse de m'attaquer, ou les induirait peut-être à prendre des camps moins forts que ceux qu'ils avaient été jusqu'alors fort soigneux de choisir. Mais ces espérances furent vaines : le maréchal de Traun ne fit aucun mouvement pour quitter les montagnes, et il me fut impossible de l'y forcer, pendant que M. de Traun était sur la cime de ces rochers. Nadasti se mettait toujours à portée d'observer notre droite, et Ghylani notre gauche.

Pour faire un fourrage, la moitié de l'infanterie était obligée de le protéger, et l'espace étroit du camp ne nous fournissait pas à beaucoup près ce qu'il nous fallait pour le nécessaire. Il est toujours fâcheux pour une grande armée d'être à l'étroit ; mais cette situation était susceptible de remède : le nombre des dyssenteries, qui augmentait considérablement dans l'armée, n'était pas de cette nature. Le soldat avait manqué d'eau-de-vie et de bière depuis la seconde marche que nous avions faite du côté de Tabor ; la nécessité nous avait même obligés de lui fournir de la farine au lieu de pain : cette mauvaise nourriture en partie, et principalement les eaux bourbeuses des lacs et des étangs, jointes aux fatigues des marches continuelles que nous faisons, ajoutez à tout cela les nuits froides de l'arrière-saison, rendaient les trois quarts des fantassins malades, soit des fièvres malignes, soit des dyssenteries.

Toutes ces circonstances faisaient envisager le cantonnement des troupes comme l'unique moyen de les conserver. Ce fut cette circonstance qui m'obligea à passer l'Elbe le 8 novembre. Nous fîmes cette manœuvre avec tant de précaution, que l'ennemi n'osa nous entamer, où que nous étions en état d'engager une affaire générale.

Lorsque toute l'armée eut passé l'Elbe, jusqu'aux 10 bataillons que j'avais destinés à garder Kollin, il vint un corps de quelques mille, Hongrois qui voulurent attaquer Kollin. Ils en perdirent promptement l'idée, et se retirèrent tout de suite à un demi-mille de là.

Les postes de Kollin et de Pardubitz doivent être regardés comme les principaux qui se trouvent sur l'Elbe. Pardubitz est important pour la communication avec la Silésie : Kollin l'est pour celle de Prague, de Leutmeritz et de Nimbourg, où étaient les magasins de l'armée. Il y avait encore d'autres avantages à tirer de ces deux postes, puisqu'ils empêchaient l'ennemi de

pouvoir prendre des quartiers entre l'Elbe et la Sassawa, que moyennant ces deux débouchés leurs quartiers auraient été rafiés tout autant de fois qu'ils auraient hasardé d'en prendre soit à Kuttenberg, Czaslau, Chrudim.

L'armée ennemie ne fit aucun mouvement pendant quelques jours, et resta tranquille sur les montagnes. Ils attaquèrent encore une fois nos troupes à Kollin, mais ils y furent si mal reçus, qu'ils se retirèrent avec une perte de 600 hommes.

Mon armée était distribuée de façon que 10 bataillons et 10 escadrons étaient sous le général de Nassau à Kollin, 10 bataillons étaient sous les ordres du général Du Moulin à Pardubitz, et l'armée cantonnée en ordre de bataille occupait le terrain qui se trouve entre Clumetz, Bohdanetz et l'Elbe. Des bataillons de grenadiers étaient postés le long de l'Elbe, de demi-mille en demi-mille : entre ces bataillons, il y avait de Pardubitz à Kollin 40 escadrons de hussards, pour faire les patrouilles le long de l'eau, observer la quantité étonnante de gués qui s'y trouvent, avoir l'œil sur les mouvements de l'ennemi, et principalement d'avertir l'armée au moment qu'on s'apercevrait de quelques préparatifs pour la construction d'un pont. Les ordres et les mesures étaient si bien prises, que l'armée étant une fois avertie, ne pouvait pas manquer de faire échouer les desseins des ennemis. Mais on sait que le chapitre des accidents est plus vaste à la guerre qu'en toute autre occasion.

Pendant mon séjour à Trnowa, je reçus des avis par des lettres de Vienne interceptées, que les ennemis avaient un dessein de conséquence qu'ils exécuteraient le 18 novembre. Il était bien difficile de juger de ce dessein : j'étais dans l'opinion que, vu les mesures que j'avais prises pour empêcher aux ennemis le passage de l'Elbe, et vu la saison avancée, ils ne tenteraient pas de l'entreprendre ; mais j'avais reçu des nou-

velles de Prague, que l'on y faisait construire des échelles dans les environs, ce qui me faisait juger que le dessein des ennemis pouvait être plutôt de surprendre une ville dont l'enceinte était immense, que de tenter quelque chose sur une armée postée derrière une rivière à portée de la soutenir.

Ce raisonnement, qui paraît simple et naturel, m'induisit à jeter 3 bataillons et 5 escadrons de dragons dans Prague, pour mettre la ville hors de toute insulte.

Le 18 arriva. Je fus fort intrigué d'apprendre quels pouvaient être les mouvements de l'ennemi. J'eus beaucoup de faux avis, entre autres, qu'un corps de leurs troupes marchait vers Kauërzim et Prague, et qu'un gros corps s'avancait vers Pardubitz. Ce même, le général Nassau m'écrivit que les espions lui déposaient unanimement que l'ennemi avait dessein de l'attaquer à la pointe du jour.

Le 19 arriva enfin. J'étais levé avant 8 heures, et j'entendis un grand bruit de canons mêlé à des décharges très-fortes de petites armes. Je supposais d'abord que ce serait quelque nouveau dessein que l'ennemi voulait exécuter sur Kollin. Le prince Léopold me fit dire la même chose de Bondanez ; et tout ce que j'en appris se réduisit à ce que l'ennemi tentait quelque chose sur cette ville. J'étais d'autant moins embarrassé de cet événement, que je connaissais la situation de Kollin, pour y avoir posté les troupes moi-même, et je n'attendais que des avis ultérieurs du général Nassau pour faire faire à mes troupes la manœuvre qui aurait été la plus convenable en ce cas. Mon incertitude dura jusqu'à midi, qu'un officier vint me dire que les Autrichiens avaient passé l'Elbe avec toute leur armée auprès de Selmitz. On peut s'imaginer facilement dans quel état de surprise me jeta cette nouvelle. Il n'était plus temps à songer d'empêcher une chose qui était déjà faite, il ne s'agissait plus que d'y apporter un remède prompt et

efficace, ou qui du moins levât les inconvénients considérables qu'il y avait à craindre. Je fis pour cet effet rassembler, encore le même jour, l'armée entre Bohdanets et Clumetz. Là j'appris par le lieutenant-colonel Wedel, dont le bataillon avait été à Selmitz, que les hussards n'ayant pas fait leurs patrouilles avec l'exactitude qu'il se devait, n'avaient pas averti d'abord le lieutenant-colonel des mouvements des ennemis, ni des pontons que la patrouille avait entendu conduire ; que lorsque Wedel s'était mis en marche avec son bataillon, pour empêcher le dessein des ennemis, il y en avait déjà 3,000 hommes de passés ; qu'il les avait attaqués indépendamment de leur nombre, et les avait obligés de se retirer sous la protection de 3 batteries qu'ils avaient, de 50 canons ; que, dans cette terrible situation, nos grenadiers avaient arrêté les ennemis 3 heures ; mais qu'ils avaient été obligés de se retirer faute de secours, n'ayant perdu que 2 officiers et 100 hommes ; que l'on avait envoyé 3 officiers pour m'avertir de ce qui se passait, qu'il y en avait eu un de tué et les autres faits prisonniers. En un mot, la fatalité qui m'en voulut, avait si bien secondé les Autrichiens dans cette rencontre, que leur dessein réussit comme ils l'avaient projeté, malgré toutes les dispositions que l'on avait faites pour les faire échouer.

L'armée ne fut assemblée qu'à l'entrée de la nuit. Il nous manquait encore le détachement de Nassau : ce fut tout mon soin de faire des mouvements capables de faciliter la jonction et d'aviser à ce qu'il y avait à résoudre pour la ville de Prague.

Il était absolument nécessaire alors de choisir entre le parti de tirer avec l'armée vers Nimbourg et Prague ou vers Königsgratz. Dans le premier de ces cas, je m'exposais à des inconvénients si dangereux, que j'aurais été perdu avec l'armée, si j'avais choisi ce parti-là ; car les Autrichiens, sentant que j'étais coupé de mon pays par

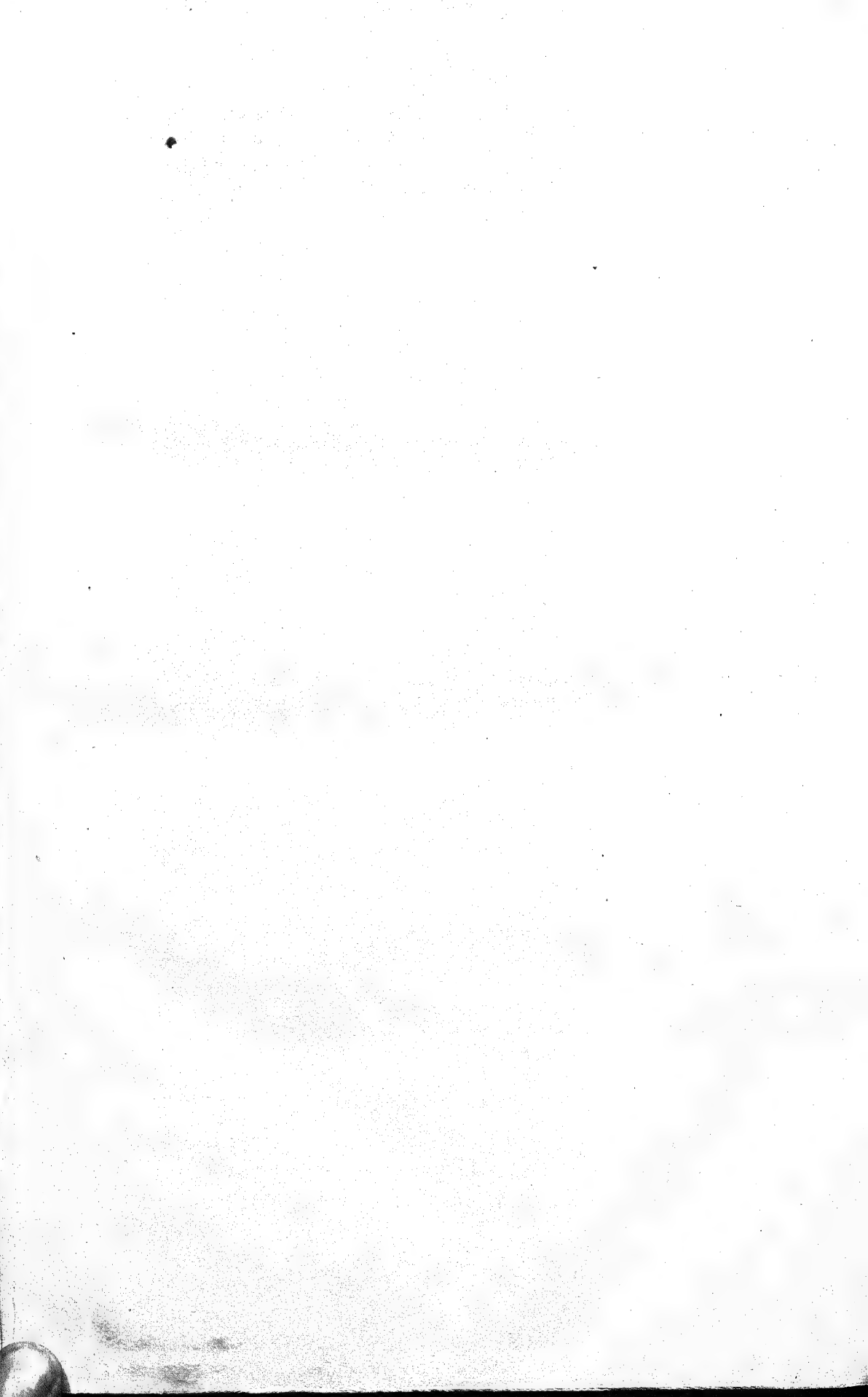
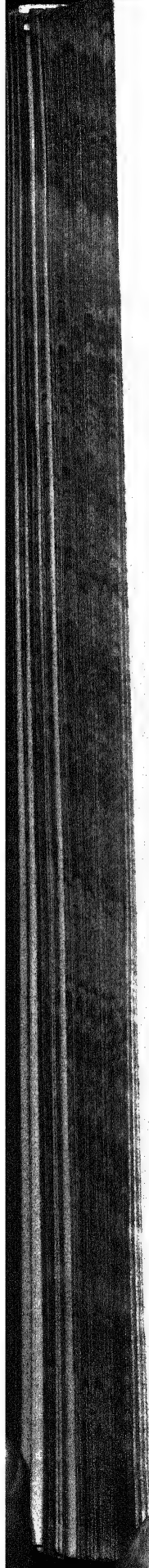
les frontières de la Saxe, et que je n'avais plus d'autre connexion avec mes États que par la Silésie, se seraient postés le long des gorges et des défilés qui conduisent vers ce duché, moyennant quoi, j'aurais manqué de toutes les choses nécessaires pour refaire une armée en tout genre ; et, ce qui était plus décisif encore, que tout ceci, c'était que le trésor de l'armée était épuisé à la fin de novembre, que je ne pouvais trouver de l'argent en assez grande quantité pour payer les troupes.

Toutes ces raisons résumées me déterminèrent à marcher vers Königsgratz, après avoir attiré à moi le corps du général Nassau. Ce n'était pas encore là tous les embarras de ma fâcheuse situation. Mes dernières lettres de Prague portaient qu'il y avait de la farine pour 6 semaines pour la garnison, mais pas davantage. Cette garnison était augmentée depuis de 3 bataillons et de 5 escadrons. Dès que je voulais marcher vers Königsgratz, je me voyais hors d'état de ravitailler Prague. S'il y avait eu pour trois mois de vivres dans la ville, j'aurais laissé la garnison dedans, et tout ce qui en dépendait ; mais me voyant hors d'état de pouvoir secourir en 6 semaines, je fus obligé, pour sauver la garnison, de donner encore le même soir les ordres pour lui faire évacuer la ville, dirigeant sa marche par Leutmeritz, Bohmisch-Leipe à Friedland. Le lendemain, je fis un mouvement avec l'armée qui m'approchait de l'ennemi (que je ne pouvais attaquer à cause des lacs) : je m'y tins le lendemain, ce qui donna au général Nassau la faculté de gagner Neu-Bitschow. Alors je marchais vers Nechanowitz, où notre jonction se fit le 24, sans que le général Nassau en ait reçu un mot de mes ordres, et sans que j'eusse appris un mot de lui. Mais nous calculâmes si juste les manœuvres de l'un et de l'autre, que nous n'avons manqué que d'une demi-journée le moment de la jonction. La jonction faite, nous allâmes camper à Königsgratz, nous

évacuâmes Pardoubitz, et l'armée se divisa en 3 colonnes pour entrer par les 3 gorges des montagnes en Silésie. Il n'y eut que de petites affaires d'arrière-garde, où les en-

nemis ont eu constamment le désavantage.

J'apprends aujourd'hui, ce 18 décembre, que la garnison de Prague a heureusement regagné la frontière.



APERÇU

DES

PRINCIPALES EXPÉDITIONS D'OUTRE-MER.

J'ai pensé qu'on trouverait avec plaisir ici la note des principales expéditions maritimes, à l'appui des maximes sur les descentes (Art. 40).

Les forces navales des Égyptiens, des Phéniciens et des Rhodiens, sont les plus anciennes dont l'histoire rappelle confusément le souvenir. Les Perses ayant soumis ces peuples, ainsi que l'Asie Mineure, devinrent alors la puissance la plus redoutable sur terre comme sur mer.

Cependant, vers le même temps, les Carthaginois, maîtres des côtes de la Mauritanie, appelés par les habitants de Cadix, passaient le détroit, colonisaient la Bétique, s'emparaient des îles Baléares et de la Sardaigne, enfin descendaient en Sicile.

Les Grecs luttèrent comme on sait contre les Perses avec un succès difficile à espérer, bien que jamais pays ne fût plus favorisé par la nature pour avoir une marine respectable, que la Grèce avec ses 50 îles et ses nombreuses côtes.

La prospérité d'Athènes, fruit de sa marine marchande, en fit une puissance maritime, à qui la Grèce dut son indépendance. Ses flottes, alors réunies à celles des insu-

lares, furent, sous Thémistocle, la terreur des Perses et les arbitres de l'Orient. Mais elles n'exécutèrent jamais de grandes descentes, parce que les forces de terre n'étaient pas proportionnées à celles de la mer. Si la Grèce eût été un empire uni, au lieu d'une fédération de républiques, et si les flottes d'Athènes eussent été jointes à celles de Syracuse, de Corinthe et de Sparte, au lieu de se battre sans cesse contre elles, les Grecs eussent peut-être conquis l'empire du monde avant les Romains.

S'il faut en croire les traditions exagérées des anciens historiens grecs, la fameuse armée de Xerxès n'avait pas moins de 4,000 vaisseaux, et ce nombre étonne même quand on lit la nomenclature qu'en donne Hérodote. Mais ce qui est plus difficile à croire, c'est qu'au même instant, et par un effort concerté, 5,000 autres vaisseaux aient débarqué 300,000 Carthaginois en Sicile, où ils auraient été détruits par Gelon, le jour même où Thémistocle détruisait la flotte de Xerxès à Salamine. Trois autres expéditions, sous Annibal, Imilcon, Amilcar, durent y porter tantôt 100,000 hommes, tantôt 150,000 : Agrigente et Palerme furent pri-

ses, Lylibée fondée, Syracuse assiégée vainement à deux reprises. La troisième fois, Androclès s'échappa avec 15,000 hommes, descendit en Afrique, et fit trembler Carthage même ! Cette lutte dura un siècle et demi.

Alexandre le Grand franchit l'Hellespont avec 50,000 hommes seulement ; et sa marine militaire n'étant que de 160 voiles, tandis que celle des Perses comptait 400 bâtiments de guerre, il la renvoya en Grèce pour ne pas l'exposer.

Les généraux d'Alexandre, qui se disputèrent son empire pendant un demi-siècle, ne firent aucune expédition maritime notable.

Pyrrhus, appelé par les Tarentins, descendit en Italie au moyen de leur flotte, amenant 26,000 fantassins, 3,000 chevaux et les premiers éléphants qui aient paru dans la péninsule (280 ans avant J.-C.). Vainqueur des Romains à Héraclée et à Ascoli, on ne sait trop pourquoi il s'en fut courir en Sicile pour en chasser les Carthaginois à la sollicitation des Syracusains. Rappelé après quelques succès par les Tarentins, il repassa le détroit, harcelé par la marine carthaginoise ; puis, renforcé de Samnites ou de Calabrois, il s'avisa un peu tard de marcher sur Rome. Battu à son tour et repoussé vers Bénévent, il repassa en Epire avec 9,000 hommes qui lui restaient.

Carthage, qui prospérait depuis longtemps, profita de la ruine de Tyr et de l'empire Persan. Les guerres puniques entre cette république africaine et celle de Rome qui devenait prépondérante en Italie, furent les plus célèbres dans les annales maritimes de l'antiquité. Les armements faits par les Romains et les Carthaginois furent surtout dignes de remarque par la rapidité avec laquelle les premiers perfectionnèrent et augmentèrent leur marine. En l'an 488 (264 avant J.-C.), ils avaient à peine des canots pour passer en Sicile, et 8 ans après, on les voit, sous Régulus, vaincre à Ecnone, avec

340 grands vaisseaux, montés chacun par 300 rameurs et 120 combattants, formant au total 140,000 hommes. Les Carthaginois étaient, dit-on, encore plus forts de 12 à 15,000 hommes et de 50 vaisseaux.

Cette grande victoire d'Ecnone, plus extraordinaire peut-être que celle d'Actium, fut le premier pas des Romains vers l'empire du monde. La descente qui s'en suivit en Afrique, était composée de 40,000 hommes ; mais les vainqueurs ayant commis la faute de rappeler la majeure partie de ces forces en Sicile, le reste fut accablé, et Régulus, fait prisonnier, devint aussi célèbre par sa mort que par sa fameuse victoire.

La grande flotte armée pour le venger, et victorieuse à Clypée, fut détruite à son retour par la tempête ; celle qui lui succéda eut le même sort au cap Palinure. Battus à Drépane (an 249), les Romains perdirent 28,000 hommes et plus de 100 vaisseaux. Une autre flotte est engloutie entièrement la même année au cap Pactyre, en voulant aller assiéger Lylibée.

Dégoûté de tant de désastres, le sénat renonça d'abord à tenir la mer ; mais voyant que l'empire de la Sicile et de l'Espagne dépendrait de la supériorité maritime, il arma de nouveau, et, en 242, on vit Lutatius partir avec 300 galères et 700 bâtiments de transport pour Drépane, et gagner la bataille des îles Egates, où les Carthaginois perdirent 120 vaisseaux ; cet événement mit fin à la première guerre punique.

La seconde, ayant été signalée par l'expédition d'Annibal en Italie, donna une tournure moins maritime aux opérations. Scipion porta cependant les aigles romaines devant Carthagène, et, par la conquête de cette place, ruina pour toujours l'empire des Carthaginois en Espagne. Enfin, il porta la guerre en Afrique avec un armement qui n'égalait pas même celui de Régulus, ce qui ne l'empêcha pas de triompher à Zama, d'imposer à Carthage une paix honteuse et de lui brûler 500 bâtiments. Plus tard, le

frère de ce grand homme franchit l'Hellespont avec 25,000 hommes, et alla remporter à Magnésie la célèbre victoire qui livra le royaume d'Antiochus et toute l'Asie à la merci des Romains. Cette expédition fut favorisée par une victoire navale, remportée à Myonnèse en Ionie, par les Romains unis aux Rhodiens contre la marine d'Antiochus.

Dès lors les Romains n'ayant plus de rivaux, augmentèrent leur puissance de toute l'influence qu'assure l'empire de la mer. Paul Émile descendit à Samothrace à la tête de 25,000 hommes (168 avant J.-C.), vainquit Persée et soumit la Macédoine.

Vingt ans plus tard, la troisième guerre punique décida du sort de Carthage; le port important d'Utique s'étant donné corps et biens aux Romains, un immense armement, parti de Lylibée, y transporta aussitôt 80,000 fantassins et 4,000 chevaux : le siège fut mis devant Carthage, et le fils de Paul Émile, adopté par le grand Scipion, eut la gloire d'achever la victoire de ses pères, en détruisant cette rivale acharnée des Romains.

Après ce triomphe, Rome domina en Afrique comme en Europe; mais son empire fut un moment ébranlé en Asie par Mithridate : ce grand roi, après s'être successivement emparé des petits États voisins, ne commandait pas moins de 250,000 hommes, et avait une flotte de 400 vaisseaux, dont 300 pontés. Il battit les trois généraux romains qui commandaient en Cappadoce, envahit toute l'Asie Mineure, y fit massacrer 80,000 sujets romains, et envoya même une puissante armée en Grèce.

Sylla y descendit avec un renfort de 25,000 Romains, et reprit Athènes; mais Mithridate envoya successivement deux grandes armées par le Bosphore ou par les Dardanelles; la première, de 100,000 hommes, fut détruite à Chéronnée; la seconde, de 80,000, eut le même sort à Orchomène. En même temps, Lucullus assemble toutes les forces maritimes des villes de l'Asie Mineure,

celles des îles, et surtout des Rhodiens, et vient prendre l'armée de Sylla à Sestos pour la conduire en Asie : Mithridate effrayé fait la paix.

Dans la seconde guerre, faite par Murena, et dans la troisième, conduite par Lucullus, il n'y eut plus de descentes opérées. Mithridate, poussé successivement jusqu'en Colchide, et ne tenant plus la mer, conçut alors le projet de tourner la mer Noire par le Caucase, pour revenir par la Thrace contre Rome, projet difficile à concevoir de la part d'un homme qui ne pouvait pas défendre ses États contre 50,000 Romains.

César descendit en Angleterre pour la seconde fois, avec 600 vaisseaux, portant près de 40,000 hommes. Dans les guerres civiles, il transporta 35,000 hommes en Grèce. Antoine, parti de Brindes pour le rejoindre avec 20,000 hommes, en passant au milieu des forces navales de Pompée, fut autant favorisé par la fortune de César que par les dispositions de ses lieutenants.

Plus tard César transporta 60,000 hommes en Afrique, mais ces derniers n'y arrivèrent que successivement et à plusieurs reprises.

Le plus grand armement qui signala les derniers jours de la république romaine fut celui d'Auguste, qui transporta 80,000 hommes et 12,000 chevaux destinés à combattre Antoine en Grèce; car, indépendamment des nombreux bâtiments de transport nécessaires pour une pareille armée, il avait 260 vaisseaux de guerre pour les protéger. Antoine avait des forces supérieures sur terre, et remit le sort du monde à celui d'une bataille navale; il avait 170 bâtiments de guerre, outre 60 galères égyptiennes de Cléopâtre, le tout monté de 22,000 fantassins d'élite, outre les équipages de rameurs.

Plus tard Germanicus conduisit aux bouches de l'Ems une grande expédition, composée de 1,000 vaisseaux partis des bouches du Rhin, et portant au moins 60,000 hom-

mes. La moitié de cette flotte fut détruite au retour par la tempête, et on ne conçoit pas trop pourquoi Germanicus, maître des deux rives du Rhin, s'exposa aux chances de la mer pour un si court trajet, qu'il pouvait exécuter par terre en peu de jours.

Lorsque l'empire romain eut étendu ses limites du Rhin jusqu'à l'Euphrate, les expéditions maritimes furent rares, et la grande lutte qui survint avec les peuples du Nord, après le partage de l'empire, fit porter toutes les forces de l'État du côté de la Germanie et de la Thrace. L'empire d'Orient conserva néanmoins une grande marine, dont les îles de l'Archipel lui faisaient une nécessité et lui fournissaient les moyens.

Les cinq premiers siècles de l'ère chrétienne offrent donc peu d'intérêt sous le rapport maritime. Les Vandales furent les seuls qui, maîtres de l'Espagne, s'en allèrent descendre en Afrique, sous Genserik, au nombre de 80,000 ; ils furent ensuite vaincus par Bélisaire, mais leur marine, maîtresse des Baléares et de la Sicile, domina un instant la Méditerranée.

Au moment même où les peuples de l'Est se jetaient sur l'Europe, ceux de la Scandinavie commençaient à visiter les côtes d'Angleterre. Leurs opérations ne sont guère mieux connues que celles des barbares ; elles se perdent dans les mystères d'Odin. Des Bardes de la Scandinavie accordent 2,500 navires à la Suède ; des calculs moins poétiques en donnent 970 aux Danois et 300 à la Norvège, qui souvent agirent de concert.

Les Suédois tournèrent naturellement leurs incursions vers le fond de la Baltique, et poussèrent les Varègues sur la Russie. Les Danois, placés plus à portée de la mer du Nord, se dirigèrent vers les côtes d'Angleterre et de France.

Si l'énumération citée par Depping est exacte, il est certain du moins que la majeure partie de ces navires n'étaient que des

barques de pêcheurs montées d'une vingtaine d'hommes. Il y avait aussi des *Snekars* à 20 bancs de rameurs, ce qui ferait 40 rames pour les deux bords. Les chefs montaient des *Dragons* à 34 bancs de rameurs. Les incursions des Danois, qui remontèrent bien avant dans la Seine et la Loire, portent à croire que la majeure partie de ces bâtiments étaient très-petits.

Toutefois Hengist, appelé en 449 par le Breton Wortiger, conduisit 5,000 Saxons en Angleterre avec 18 vaisseaux seulement, ce qui prouverait qu'il y en avait aussi de grands, ou que la marine des bords de l'Elbe était supérieure à celle des Scandinaves.

De 527 à 584, trois nouvelles expéditions, sous Ida et Cridda, mettent l'Angleterre au pouvoir des Saxons, qui en forment sept royaumes. Ce n'est qu'au bout de trois siècles (833) que cette heptarchie est réunie en un seul État sur la tête d'Ecbert.

Par un mouvement inverse de celui des Vandales, les populations africaines visitèrent à leur tour le midi de l'Europe. Les Maures franchirent en 712 le détroit de Gibraltar, sous la conduite de Tarik. Appelés par le comte Julien, ils ne vinrent d'abord qu'au nombre de 5,000, et loin d'éprouver une vive résistance ils furent favorisés par les nombreux ennemis des Visigoths. C'était alors le beau temps des califes, et les Arabes pouvaient bien passer pour libérateurs en comparaison des dominateurs du Nord. L'armée de Tarik, bientôt portée à 20,000 hommes, vainquit le roi Rodrigue à Xérès de la Frontera, et soumit le royaume. Peu à peu plusieurs millions d'habitants de la Mauritanie passèrent la mer pour s'établir en Espagne ; et si leurs migrations nombreuses ne peuvent figurer précisément au nombre des descentes, elles forment néanmoins un des tableaux les plus imposants et les plus curieux de l'histoire, placées entre les courses de Vandales en Afrique, et des croisades dans l'Orient.

Une révolution non moins importante, et

qui laissa de plus durables traces, signala au Nord l'établissement du vaste empire qui porte aujourd'hui le nom de Russie. Les princes Varègues, appelés par le Novogorodiens, et dont Rurick fut le premier, se signalèrent bientôt par de grandes expéditions.

En 902, Oleg s'embarqua, dit-on, sur le Dniéper avec 2,000 barques portant 80,000 hommes, qui franchirent les cataractes du fleuve, débouchèrent dans la mer Noire tandis que leur cavalerie longeait la côte, se présentèrent devant Constantinople, et forcèrent Léon le Philosophe à leur payer un tribut.

Quarante ans après, Igor prend la même route avec un armement que les chroniques portent à 10,000 barques. Arrivée près de Constantinople, sa flotte, effrayée des terribles effets du feu grégeois, est chassée sur la côte d'Asie, y met à terre des troupes qui sont repoussées, et l'expédition retourne dans son pays.

Loin de se décourager, Igor rétablit sa flotte et son armée, puis va descendre aux bouches du Danube, où l'empereur Roman-Lapoucène lui envoie demander la paix et renouvelle les tributs (943).

A peine un quart de siècle est-il écoulé, que Swiatoslaf, favorisé par les disputes de Nicéphore avec le roi des Bulgares, embarque 60,000 hommes (967), débouche dans la mer Noire, remonte le Danube et s'empare de la Bulgarie. Rappelé par les Petschenègues, qui menacent Kiew, il s'allie avec eux, retourne en Bulgarie, rompt son alliance avec les Grecs, puis, renforcé de Hongrois, franchit le Balkan et va attaquer Andrinople. Le trône de Constantin était alors occupé par Zimmiscès qui en était digne; au lieu de se rançonner, comme ses prédécesseurs, il lève 100,000 hommes, arme une flotte respectable, repousse Swiatoslaf d'Andrinople, l'oblige à se retirer sur Silistrie, et fait reprendre d'assaut la capitale des Bulgares. Le prince russe marche au-devant de l'ennemi, lui livre bataille

non loin de Silistrie, mais est forcé à rentrer dans la place, où il soutient un des sièges les plus mémorables dont l'histoire fasse mention.

Dans une seconde bataille, plus sanglante encore, les Russes font des prodiges et sont de nouveau forcés à céder au nombre. Zimmiscès, sachant honorer le courage, signe enfin avec eux un traité avantageux.

Vers le même temps, les Danois sont attirés en Angleterre par l'espoir du pillage; on assure que Lothaire appela aussi en France leur roi Ogier, pour se venger de ses frères. Les premiers succès de ces pirates augmentèrent leur goût pour les aventures: tous les 5 ou 6 ans, ils vomissent sur les côtes de France et de Bretagne des bandes qui dévastent tout. Ogier, Hasting, Régner, Sigefroi, les conduisent tantôt aux bouches de la Seine, tantôt à celles de la Loire, enfin à celles de la Garonne. On prétend même que Hasting entra dans la Méditerranée et remonta le Rhône jusqu'à Avignon, ce qui est pour le moins douteux. La force de leurs armements n'est pas connue, le plus grand paraît avoir été de 300 voiles.

Au commencement du 10^e siècle, Rollon, descendu d'abord d'Angleterre, trouve dans Alfred un rival qui lui laisse peu d'espérance de succès, il s'allie avec lui, descend en Neustrie en 911, et marche de Rouen sur Paris; d'autres corps s'avancent de Nantes sur Chartres. Repoussé de cette ville, Rollon se répand dans les provinces voisines et ravage tout. Charles-le-Simple ne voit pas de meilleur moyen de délivrer son royaume de ce fléau sans cesse renaissant, que d'offrir à Rollon de lui céder cette belle province de Neustrie, à charge d'épouser sa fille et de se faire chrétien, ce qui fut accepté avec empressement.

Trente ans plus tard, le petit-fils de Rollon, inquiété par les successeurs de Charles, appelle le roi de Danemark à son secours. Celui-ci descend avec des forces considérables, bat les Français, fait leur roi prison-

nier, et assure pour toujours la Normandie au fils de Rollon.

Dans le même intervalle de 838 à 950, les Danois ont montré le même acharnement contre l'Angleterre et l'on traitée plus mal encore que la France, bien que la conformité de langage et de mœurs les rapproche plus des Saxons que des Francs. Iwar établit sa race dans le Northumberland après avoir saccagé le royaume ; Alfred le Grand, d'abord vaincu par les successeurs de ce chef, parvient à reconquérir son trône, et contraint les Danois à se soumettre à ses lois.

Les choses changent de nouveau de face ; Swenon, plus heureux encore que Iwar, après avoir parcouru l'Angleterre en dévastateur autant qu'en maître, lui vend deux fois la paix au poids de l'or, et retourne en Danemark en laissant une partie de son armée dans le pays.

Ethelred, qui lui a disputé sans talents les débris de la puissance saxonne, croit ne pouvoir mieux se débarrasser de ses hôtes importuns, qu'en ordonnant le massacre simultané de tous les Danois restés dans l'île (1002). Mais Swenon reparait l'année suivante avec une force imposante, trois flottes ont opéré successivement, de 1003 à 1007, autant de débarquements, qui ravagent de nouveau la malheureuse Angleterre.

En 1012, Swenon, descendu aux bouches de l'Humber, se répand encore une fois comme un torrent ; les Anglais, fatigués d'obéir à des princes qui ne savent pas les défendre, le reconnaissent comme roi du Nord. Son fils Canut le Grand eut à disputer le trône à un rival plus digne de lui (Edmond Côte de Fer). Revenu du Danemark avec des forces considérables et secondé par le perfide Edric, Canut ravagea la partie méridionale et menaça Londres. Un nouveau partage eut lieu, mais Edmond ayant été assassiné par Edric, Canut fut enfin reconnu roi de toute l'Angleterre, en partit ensuite pour soumettre la Norvège, revint pour

attaquer l'Écosse, et mourut en partageant ses royaumes à ses trois enfants, selon l'usage du temps.

Cinq ans après sa mort, les Anglais rendirent la couronne à leurs princes Anglo-Saxons ; mais Édouard, à qui elle échet en partage, était plus fait pour être moine, que pour sauver un pays en proie à de pareils déchirements. Il mourut en 1066, en laissant à *Harold* une couronne que lui contestait le chef des Normands établis en France, à qui Édouard en avait, dit-on, fait la cession ; et malheureusement pour Harold, ce compétiteur était un ambitieux et un grand homme.

Cette année 1066 fut signalée par une double expédition extraordinaire. Tandis que Guillaume le Conquérant apprêtait en Normandie un armement formidable contre Harold, le frère de celui-ci, chassé du Northumberland pour ses crimes, cherche un appui en Norvège, part avec le roi de ce pays et plus de 30,000 hommes, portés sur 500 vaisseaux, qui descendent aux bouches de l'Humber. Harold les détruit presque entièrement dans une bataille sanglante livrée près de York ; mais à l'instant même un orage plus furieux va tomber sur lui. Guillaume a profité du moment où le roi anglo-saxon combattait les Norvégiens, pour appareiller de Saint-Valeri avec un des armements les plus considérables (Hume affirme qu'il avait 3,000 bâtiments de transport, d'autres en réduisent le nombre à 1,200, portant 60 à 70,000 combattants). Harold, accouru de York en toute hâte, lui livre près de Hastings une bataille décisive, dans laquelle le roi d'Angleterre trouve une mort honorable, et son heureux rival soumet bientôt tout le pays à sa domination.

Au même instant où ceci se passait, un autre Guillaume, surnommé Bras de Fer, Robert Guiscard et son frère Roger, vont conquérir avec une poignée de braves la Calabre et la Sicile (1058 à 1070).

Trente ans sont à peine écoulés depuis ces mémorables événements, lorsqu'un prêtre exalté anime l'Europe entière d'un vertige fanatique, et la précipite sur l'Asie pour conquérir la Terre-Sainte.

Suivi d'abord de 100,000 hommes, puis de 200,000 vagabonds mal armés, qui périssent en partie sous le fer des Hongrois, des Bulgares et des Grecs, Pierre l'Hermite parvient enfin à franchir le Bosphore, et arrive devant Nicée avec 50 ou 60,000 hommes, qui sont entièrement détruits ou pris par les Sarrasins.

Une expédition plus militaire succède à cette campagne de pèlerins : 100,000 Français, Lorrains, Bourguignons et Allemands, conduits par Godefroi de Bouillon, se dirigent par l'Autriche sur Constantinople ; un pareil nombre, sous le comte de Toulouse, marche par Lyon, l'Italie, la Dalmatie et la Macédoine. Enfin Bohémond, prince de Tarente, avec des Normands, des Siciliens et des Italiens, s'embarque pour suivre la route par la Grèce sur Gallipoli.

Cette grande migration rappelle les expéditions fabuleuses de Xerxès ; et les flottes génoises, vénitiennes, grecques, sont frêtées pour transporter ces essaims de croisés en Asie en passant le Bosphore ou les Dardanelles ; plus de 400,000 hommes se réunissent dans les plaines de Nicée, et y vengent la défaite de leurs devanciers ; Godefroi vainqueur les conduit ensuite à travers l'Asie et la Syrie jusqu'à Jérusalem, où il fonde un royaume.

Tous les moyens maritimes de la Grèce et des républiques florissantes de l'Italie furent employés, soit à transporter ces masses au delà du Bosphore, soit à les approvisionner durant le siège de Nicée, et le grand mouvement que cela imprima aux puissances littorales de l'Italie, fut peut-être le plus heureux résultat des croisades.

Ce succès momentané devint la cause de grands désastres : les Musulmans, divisés entre eux, se ralliaient toutes les fois qu'il

s'agissait de combattre les infidèles ; et la division passa à son tour dans le camp des croisés. Il fallut une nouvelle expédition pour secourir le royaume que menaçait le vaillant Noureddin. Louis VII et l'empereur Conrad partirent à la tête chacun d'environ 100,000 croisés et prirent, comme leurs prédécesseurs, la route de Constantinople (1142). Mais les Grecs, effrayés par les visites réitérées de ces hôtes menaçants, conspirèrent leur ruine.

Conrad, qui avait voulu prendre les devants, tomba dans les pièges des Turcs avertis par Manuel Comnènes, et fut défait en détail dans plusieurs rencontres par le sultan d'Icône. Louis, plus heureux, vainquit les Turcs sur les bords du Méandre, mais son armée privée de l'appui de Conrad, harcelée par l'ennemi, battue partiellement au passage des défilés et manquant de tout, se vit confinée à Attalie, sur la côte de Pamphylie, où elle chercha les moyens de s'embarquer : les Grecs lui en fournirent d'insuffisants, et à peine 15 à 20,000 hommes parvinrent à Antioche avec leur roi ; le reste périt ou tomba aux mains des Sarrasins.

Ces faibles secours, bientôt dévorés par le climat et les combats journaliers, quoique alimentés par les petites troupes successives que la marine italienne amenait d'Europe, étaient de nouveau prêts à succomber sous les coups de Saladin, lorsque la cour de Rome parvint à unir l'empereur Frédéric Barberousse avec les rois de France et d'Angleterre pour sauver la Terre-Sainte.

L'empereur, parti le premier à la tête de 100,000 Allemands, se fraie un passage par la Thrace, malgré la résistance formelle des Grecs alors gouvernés par Isaac l'Ange. Frédéric victorieux marche à Gallipoli, franchit les Dardanelles, s'empare d'Icône, et meurt pour s'être baigné imprudemment dans une rivière qu'on a prétendu être le Cydnus. Son fils, le duc de Souabe, harcelé par les Musulmans, abîmé par les maladies,

amène à peine 6,000 hommes à Ptolémaïs.

Au même instant, Richard-Cœur-de-Lion et Philippe-Auguste, mieux inspirés (1), prirent la voie de mer en partant de Marseille et de Gênes avec deux grosses flottes (1190). Le premier s'empara de Chypre, et tous deux descendirent ensuite en Syrie, où ils eussent probablement triomphé sans la rivalité qui s'éleva entre eux et ramena Philippe en France.

Douze ans après, une nouvelle croisade est décidée (1203) ; une partie des croisés s'embarque en Provence ou en Italie ; d'autres, sous le comte de Flandre et le marquis de Montferrat, prennent la route de Venise dans l'intention d'en faire autant. Mais ces derniers, séduits par l'habile Dandolo, se réunissent à lui pour aller attaquer Constantinople, sous prétexte de soutenir les droits d'Alexis l'Ange, fils de cet Isaac l'Ange, qui avait combattu l'empereur Frédéric, et successeur de ces Comnènes qui avaient favorisé la destruction des armées de Conrad et de Louis VII.

Vingt mille hommes osent aller attaquer l'ancienne capitale du monde, qui compte au moins 200,000 défenseurs. Ils lui livrent un double assaut par terre et par mer, et s'en emparent. L'usurpateur s'enfuit : Alexis l'Ange replacé sur le trône ne peut s'y maintenir ; les Grecs s'insurgent en faveur de Murzuphe, mais les Latins livrent un assaut plus sanglant que le premier, s'emparent de Constantinople, et placent sur le trône leur chef, le comte Baudouin de Flandre. Cet empire dure un demi-siècle : les débris de celui des Grecs se réfugièrent à Nicée et à Trébizonde.

Une sixième expédition fut dirigée sur l'Égypte par Jean de Brienne, et malgré le succès de l'horrible siège de Damiette, il fut obligé de céder devant les efforts toujours

croissants de la population musulmane ; les débris de sa brillante armée, près d'être submergés par les eaux du Nil, furent trop heureux d'acheter la permission de se rembarquer pour l'Europe.

La cour de Rome, qui trouvait son compte à entretenir l'ardeur des chrétiens pour ces expéditions, dont elle seule retirait le fruit, stimulait les princes allemands à soutenir le royaume chancelant de Jérusalem. L'empereur Frédéric et le landgrave de Hesse s'embarquèrent à Brindes en 1227, à la tête de 40,000 soldats d'élite. Mais ce landgrave, et ensuite Frédéric lui-même, étant tombés malades, la flotte relâcha à Tarente, d'où l'empereur, irrité de l'orgueil de Grégoire IX qui osa l'excommunier parce qu'il n'obéissait pas assez vite au gré de ses desirs, repartit plus tard avec 10,000 hommes, cédant ainsi à la terreur qu'inspiraient les foudres pontificales.

Louis IX, animé du même esprit, ou guidé, s'il faut en croire Ancelot, par des motifs d'une politique plus élevée, partit d'Aigues-Mortes en 1248, avec 120 gros vaisseaux et 1,500 petits bâtiments, loués des Génois, Vénitiens et Catalans, car la France, quoique baignée par deux mers, n'avait pas alors de marine. Ce roi descendit à Chypre, y rallia encore quelques forces, et en repartit, dit Joinville, avec plus de 1,800 vaisseaux pour descendre en Égypte. Son armée devait être d'environ 80,000 hommes, car bien que la moitié fût dispersée et jetée sur les côtes de Syrie, il marcha, quelques mois après, sur le Caire, avec 60,000 combattants, dont 20,000 à cheval. Il est vrai que le comte de Poitiers avait opéré un second débarquement de troupes venant de France.

On sait assez quel funeste sort éprouva cette brillante armée, ce qui n'empêcha pas,

(1) Richard partit d'Angleterre avec 20,000 fantassins et 5,000 cavaliers, et débarqua en Normandie, d'où il se rendit par terre en Guyenne et de là

à Marseille. On ignore quelle flotte le porta en Asie. Philippe s'embarqua à Gênes sur des navires italiens, avec des forces au moins aussi considérables.

20 ans après, le même roi de tenter les chances d'une nouvelle croisade (1270). Il descendit cette fois sur les ruines de Carthage et assiégea Tunis; mais la peste détruisit la moitié de son armée en quelques semaines, et lui-même en fut victime. Le roi de Sicile, débarqué avec de puissants renforts au moment de la mort de Louis, voulant ramener les débris de l'armée dans son île, essuya une tempête qui engloutit 4,000 hommes et 20 grands vaisseaux. Ce prince n'en méditait pas moins la conquête de l'empire grec et de Constantinople, comme une proie plus utile et plus sûre. Mais Philippe, fils et successeur de saint Louis, pressé de retourner en France, rejeta cette proposition. Cet effort fut le dernier; les chrétiens, abandonnés en Syrie, y furent détruits dans les attaques mémorables de Tripoli et de Ptolémaïs; quelques débris des ordres religieux se réfugièrent à Chypre et s'établirent à Rhodes.

Les Musulmans passèrent à leur tour les Dardanelles à Gallipoli en 1355, et s'emparèrent successivement des provinces européennes de l'empire d'Orient, auquel les Latins eux-mêmes avaient porté le dernier coup.

Mahomet II, assiégeant Constantinople (1453) fit, dit-on, passer sa flotte par terre pour l'introduire dans le canal et fermer le port, on va jusqu'à dire qu'elle était assez considérable pour être montée par 20,000 fantassins d'élite. Renforcé après la prise de cette capitale de tous les moyens de la marine grecque, Mahomet place en peu de temps son empire au premier rang des puissances maritimes. Il ordonne des attaques contre Rhodes et même contre Otrante sur le continent italien, tandis qu'il court en Hongrie chercher un rival plus digne de lui (Huniade). Repoussé et blessé à Belgrade, le sultan se jette sur Trébizonde avec une flotte nombreuse, soumet cette ville, et va avec 400 voiles débarquer à l'île de Négrepont, qu'il prend d'assaut. Une seconde

tentative sur Rhodes, exécutée, dit-on, avec 100,000 hommes, par un de ses meilleurs lieutenants, est repoussée avec perte. Mahomet s'appropriait à y aller en personne à la tête d'une armée immense, assemblée sur les côtes d'Ionie, et que Vertot porte à 300,000 hommes, lorsque la mort le surprit dans ce projet.

Vers la même époque, l'Angleterre commençait aussi à se montrer redoutable à ses voisins sur terre comme sur mer; et les Hollandais, arrachant leur pays aux flots de l'Océan, formaient le germe d'une puissance plus extraordinaire encore que celle de Venise.

Édouard III débarqua en France et assiégea Calais avec 800 vaisseaux et 40,000 hommes.

Henri V descendit deux fois, en 1414 et 1417; il avait, dit-on, 1,500 vaisseaux et seulement 30,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie.

Mais jusqu'à cette époque et à la prise de Constantinople, tous les événements que nous venons de rapporter avaient eu lieu avant l'invention de la poudre, car, si Henri V eut quelques canons à Azincourt, comme on le prétend, il est certain qu'on n'en faisait pas encore usage dans la marine. Dès lors toutes les combinaisons des armements changèrent, et cette révolution eut lieu, pour ainsi dire, au même instant où la découverte de la boussole, du cap de Bonne-Espérance et de l'Amérique, allaient changer aussi toutes les combinaisons du commerce maritime, et créer un système colonial absolument nouveau.

Nous ne parlerons pas ici des expéditions des Espagnols en Amérique, ni de celles des Portugais, des Hollandais et des Anglais dans l'Inde, en doublant le cap de Bonne-Espérance. Malgré leur grande influence sur le commerce du monde, malgré le génie des Gama, des Albuquerque, des Cortez, ces expéditions, entreprises par de petits corps de 2 ou 3,000 hommes, contre des

penplades du littoral qui ne connaissaient pas les armes à feu, n'offrent aucun intérêt comme opérations de guerre.

La marine espagnole, portée à un haut degré de splendeur par suite de cette découverte d'un nouveau monde, brilla sous Charles-Quint : cependant la gloire de l'expédition de Tunis, que ce prince conquit à la tête de 30,000 hommes d'élite, portés par 500 bâtiments génois ou espagnols, fut balancée par le désastre qu'essuya une expédition de même force, entreprise contre Alger (1541), dans une saison trop avancée, et malgré les sages avis de l'amiral Doria. A peine débarqué, l'empereur vit 160 de ses vaisseaux et 8,000 hommes engloutis par les flots, et le reste, sauvé par l'habileté de Doria, se réunit au cap Metafuz, où Charles-Quint ne le rejoignit pas sans danger ni sans peine.

Dans ces entrefaites, les successeurs de Mahomet n'avaient pas méconnu tous les avantages que leur promettait la domination de tant de belles provinces maritimes qui, tout en leur faisant connaître l'importance de l'empire des mers, leur fournissaient d'immenses moyens pour y arriver. A cette époque l'artillerie et l'art militaire n'étaient pas moins avancés chez les Turcs que chez les Européens. Leur grandeur fut portée à son apogée sous Soliman I, qui assiégeait et prit Rhodes (1552) avec un armement qu'on a porté à 140,000 hommes de troupes de terre, et qui serait encore considérable en le réduisant de moitié.

En 1565, Mustapha et le célèbre Dragut descendirent à Malte, où les chevaliers de Rhodes avaient fait un nouvel établissement ; ils conduisaient 32,000 janissaires avec 140 vaisseaux : on sait comment Jean de la Valette s'immortalisa en le repoussant.

Un armement plus redoutable, qu'on porte à 200 galères et 55,000 hommes, fut dirigé en 1527 contre l'île de Chypre, où il prit Nicosie et mit le siège devant Famagouste. Les horribles cruautés commises

par Mustapha, augmentaient les alarmes qu'inspiraient ses progrès : l'Espagne, Venise, Naples et Malte réunirent leurs forces navales pour secourir Chypre ; mais Famagouste avait déjà succombé malgré l'héroïque défense de Barberigo, que Mustapha eut la lâcheté de faire écorcher vif, pour venger la mort de 40,000 Turcs, qui avaient péri depuis deux ans dans l'île. Cependant la flotte combinée, conduite par deux héros, Don Juan d'Autriche, frère de Philippe II, et André Doria, atteignit celle des Turcs à l'entrée du golfe de Lépante, près du même promontoire d'Actium où s'était jadis décidé l'empire du monde entre Antoine et Auguste. Ils la détruisirent presque entièrement ; plus de 200 bâtiments et 30,000 Turcs furent pris ou coulés (1571). Cette victoire ne mit pas fin à la suprématie des Ottomans, mais elle en arrêta l'essor : toutefois ils firent de si grands préparatifs, que l'année suivante une flotte aussi considérable reprit la mer ; la paix mit un terme à tant de ravages.

Le mauvais succès de Charles-Quint contre Alger n'empêcha pas Sébastien de Portugal de vouloir tenter la conquête de Maroc, où l'appelait un prince maure dépouillé de ses États. Descendu sur les côtes de ce royaume, à la tête de 20,000 hommes, ce jeune prince fut tué et son armée taillée en pièces à la bataille d'Alcazar, par Muley Abdelmeleck, en 1578.

Philippe II, dont l'orgueil s'était accru depuis la bataille navale de Lépante, par les succès que son machiavélisme et l'aveuglement des ligueurs lui procuraient en France, ne croyait pas que rien pût résister à ses armes. Il imagina de soumettre l'Angleterre. L'invincible Armada destinée à cet effet, et qui fit tant de bruit dans le monde, se composait d'une expédition partie de Cadix au nombre de 137 bâtiments armés, selon Hume, de 2,630 canons en bronze, et montés par 20,000 soldats outre 11,000 marins. A ces forces devait se joindre une

armée de 25,000 hommes que le duc de Parme amènerait des Pays-Bas par Ostende. La tempête et les Anglais firent justice de cet armement, considérable pour l'époque, mais qui, loin de mériter l'épithète pompeuse qu'on lui avait donnée, perdit 13,000 hommes et la moitié de ses vaisseaux sans avoir approché des côtes d'Angleterre.

Après cette expédition, celle de Gustave-Adolphe en Allemagne se présente la première (1630). L'armée n'était que de 15 à 18,000 hommes ; la flotte, assez considérable, comptait 9,000 matelots ; mais c'est sans doute par erreur que M. Ancillon affirme qu'elle portait 8,000 canons. Le débarquement en Poméranie fut peu disputé par les Impériaux, et le roi de Suède trouva un grand point d'appui dans les peuples d'Allemagne. Son successeur fit une expédition d'une nature tout extraordinaire, et dont on ne trouve dans l'histoire qu'un seul autre exemple : nous voulons parler de la marche du roi de Suède Charles X, passant le Belt sur la glace, pour se rendre de Schleswig par l'île de Fionie sur Copenhague (1658). Il avait 25,000 hommes, dont 9,000 de cavalerie et une artillerie proportionnée. Cette entreprise fut d'autant plus audacieuse, que la glace n'était pas sûre, puisque plusieurs pièces de canon et la voiture même du roi y furent englouties.

Après 75 ans de paix, la guerre entre Venise et les Turcs avait recommencé (1615). Les derniers portèrent une armée de 55,000 hommes avec 350 galères ou vaisseaux à Candie, et s'emparèrent du poste important de la Canée, avant que la république songeât à la secourir. Quoique Venise commençât à perdre des mœurs qui avaient fait sa grandeur, elle possédait encore quelques braves : Morosini, Grimani et Mocenigo, luttèrent plusieurs années contre les Turcs, à qui leur supériorité numérique et la possession de la Canée donnaient de grands avantages.

La flotte vénitienne avait acquis néan-

moins sous Grimani un ascendant marqué, lorsque une tempête horrible en détruisit les deux tiers, avec l'amiral lui-même.

En 1648 commença le siège de Candie ; Jussuf l'attaque avec fureur à la tête de 30,000 hommes : deux assauts sont repoussés, une brèche immense permet d'en tenter un troisième ; les Turcs pénètrent dans la place. Mocenigo se jette sur eux pour chercher la mort ; une victoire éclatante couronne son héroïsme, il les repousse et comble les fossés de leurs corps.

Venise aurait pu chasser les Turcs en envoyant 20,000 hommes à Candie, mais l'Europe la soutenait faiblement, et la république avait mis en jeu tout ce qui lui restait de véritables guerriers.

Le siège, repris quelque temps après, dura plus que celui de Troie, chaque campagne était signalée par de nouvelles tentatives des Turcs pour porter des secours à leur armée et par des victoires navales des Vénitiens qui, suivant les progrès que la tactique navale faisait en Europe, avaient sur les stationnaires musulmans, une supériorité marquée, et leur faisaient payer cher chaque tentative pour sortir des Dardanelles. Trois Morosini et plusieurs Mocenigo se signalèrent dans cette longue querelle.

Enfin le célèbre Kiouperli, placé par son mérite à la tête du ministère ottoman, résolut de conduire lui-même une guerre qui traînait depuis si longtemps ; il se rendit dans l'île où ses transports successifs amenèrent 50,000 hommes, à la tête desquels il poussa vivement les attaques (1667).

Les Turcs déployèrent dans ce mémorable siège plus d'art qu'ils n'en avaient montré jusqu'alors ; leur artillerie, d'un calibre énorme, était bien servie, et ils firent pour la première fois usage des tranchées, inventées par un ingénieur italien.

Les Vénitiens, de leur côté, perfectionnèrent la défense par les mines ; jamais on ne vit plus d'acharnement pour s'entre-détruire

par les combats, les mines, les assauts. Cette héroïque résistance donna à la garnison les moyens de gagner l'hiver : au printemps, Venise lui envoya des renforts, et le duc de la Feuillade amena quelques centaines de volontaires français.

Les Turcs ayant également reçu de puissants renforts, redoublèrent d'énergie, et le siège tirait à sa fin, lorsque 6,000 Français, conduits par le duc de Beaufort et Navailles, arrivèrent au secours (1669). Toutefois une sortie mal conduite découragea cette présomptueuse jeunesse, et Navailles, au bout de deux mois, dégoûté des souffrances du siège, prit sur lui de ramener les débris de ses troupes en France. Morosini n'ayant plus alors que 3,000 hommes exténués, pour défendre une place ouverte de toutes parts, consentit enfin à l'évacuer par une convention qui devint un traité de paix formel. Candie avait coûté aux Turcs 25 ans d'efforts, plus de 100,000 hommes tués dans 18 assauts et dans plusieurs centaines de sorties ; on estime à 35,000 hommes le nombre des chrétiens de toutes les nations qui périrent dans cette honorable défense.

La lutte entre Louis XIV, la Hollande et l'Angleterre, offrit de grandes opérations maritimes, mais aucune descente notable. Celle de Jacques II en Irlande (1660), ne fut composée que de 6,000 Français, bien que la flotte de Tourville comptât 73 vaisseaux de ligne, portant 5,800 pièces de canon et 29,000 matelots. Ce fut une faute grave de n'avoir pas jeté au moins 20,000 hommes en Irlande avec de pareils moyens. Deux ans après, Tourville ayant été vaincu à la fameuse journée de la Hogue, les débris des troupes débarquées durent revenir par suite d'un traité d'évacuation.

Au commencement du 18^e siècle, les Suédois et les Russes firent deux expéditions bien différentes.

Charles XII, voulant secourir le duc de Holstein, descend en Danemark à la tête de 20,000 hommes, portés par 200 trans-

ports et protégés par une forte escadre ; à la vérité, il fut secondé par les marines anglaise et hollandaise, mais cette expédition n'en fut pas moins remarquable par les détails du débarquement. Le même prince alla descendre en Livonie pour secourir Narva, mais il abordait dans un port suédois.

Pierre le Grand ayant à se plaindre des Persans, et voulant profiter de leurs discordes, s'embarque, en 1722, sur le Volga ; il débouche dans la mer Caspienne avec 270 bâtiments, portant 20,000 fantassins, et va descendre à Agravan aux bouches du Koïssou, où il attend sa cavalerie qui, forte de 9,000 dragons et 5,000 cosaques, vient le joindre par terre en franchissant le Caucase. Le czar va alors s'emparer de Derbent ; il assiège Bakou, puis il traite enfin avec un des partis qui déchiraient l'empire des Sofis, en se faisant céder Astrabad, la clef de la Caspienne, et en quelque sorte celle de la monarchie persane.

Le siècle de Louis XV ne fut signalé que par des expéditions secondaires, sans en excepter celle de Richelieu contre Minorque, très-glorieuse comme escalade, mais moins extraordinaire comme descente.

Les Espagnols firent cependant, en 1775, une descente de 15 à 16,000 hommes pour attaquer Alger et punir la piraterie audacieuse de ses forbans ; mais l'expédition, conduite sans harmonie entre l'escadre et les troupes de terre, échoua contre le feu des tirailleurs turcs et arabes, dispersés dans les broussailles qui entouraient la ville ; les troupes mises à terre se rembarquèrent après avoir eu 2,000 hommes hors de combat.

La guerre d'Amérique (1779) fut l'époque des plus grands efforts maritimes de la France : l'Europe ne vit pas sans étonnement cette puissance porter en même temps le comte d'Estaing en Amérique avec 25 vaisseaux de ligne, tandis que M. Orvilliers, avec 63 vaisseaux de ligne franco-espagnols, devait protéger une descente opérée

par 300 vaisseaux de transport et 40,000 hommes réunis au Havre et à Saint-Malo.

Cette nouvelle armada se promena pendant deux mois sans rien entreprendre ; les vents la chassèrent enfin dans ses ports.

Plus heureux, d'Estaing domina dans les Antilles et débarqua aux États-Unis 6,000 Français sous Rochambeau, qui, suivis plus tard d'une autre division, contribuèrent à investir la petite armée anglaise de Cornwallis à New-York (1781) et à fixer ainsi l'indépendance de l'Amérique. La France aurait triomphé peut-être pour toujours de son implacable rivale, si, à l'aide de ses parades dans la Manche, elle eût envoyé 10 vaisseaux et 7 à 8,000 hommes de plus avec le bailli de Suffren dans l'Inde.

La révolution française ne fournit que peu d'exemples de descentes ; l'incendie de Toulon, l'émigration et la bataille d'Ouessant avaient ruiné sa marine.

La tentative de Hoche contre l'Irlande avec 25,000 hommes fut dispersée par les vents, et n'eut pas d'autres suites (1796).

Plus tard l'expédition de Bonaparte, portant 23,000 hommes en Égypte avec 13 vaisseaux, 17 frégates en 400 transports, obtint d'abord des succès, bientôt suivis de cuisants revers. On sait que, dans l'espoir de l'en chasser, les Turcs débarquèrent à Aboukir au nombre de 15,000, et que malgré l'avantage de cette presqu'île pour se retrancher et attendre des renforts, ils furent tous culbutés à la mer ou pris : exemple mémorable de défensive à imiter en pareil cas.

L'expédition considérable dirigée en 1802 contre Saint-Domingue fut remarquable comme descente, elle échoua ensuite par les ravages de la fièvre jaune.

Depuis leurs succès contre Louis XIV, les Anglais s'attachèrent plutôt à détruire des flottes rivales et à conquérir des colonies qu'à faire de grandes descentes. Celles qu'ils tentèrent au 18^e siècle contre Brest et Cherbourg, avec des corps de 10 à 12,000 hom-

mes, ne pouvaient rien, au cœur d'un État aussi puissant que la France. Les conquêtes inouïes qui leur valurent l'empire de l'Indostan furent successives. Possesseurs de Calcutta et ensuite du Bengale, ils s'y renforcèrent peu à peu par des envois de troupes partiels, et par les Cipayes qu'ils disciplinèrent jusqu'au nombre de 150,000

L'expédition anglo-russe contre la Hollande, en 1799, fut exécutée par 40,000 hommes, mais par plusieurs débarquements successifs ; elle est néanmoins intéressante par ses détails.

En 1801, Abercrombie, après avoir inquiété le Ferrol et Cadix, vint descendre avec 20,000 Anglais en Égypte : chacun en connaît les résultats.

L'expédition du général Stuart en Calabre (en 1806), après quelques succès à Mayda, dut regagner la Sicile. Celle contre Buenos-Ayres plus malheureuse, se termina par une capitulation.

En 1807, lord Cartearth descendit avec 25,000 hommes à Copenhague, en fit le siège et le bombardement ; il s'empara de la flotte danoise, but de son entreprise.

En 1808, Wellington descendit en Portugal avec 15,000 hommes. On sait comment, victorieux à Vimiero et appuyé par l'insurrection de tout le Portugal, il força Junot à évacuer ce royaume. La même armée, portée à 25,000 hommes, sous les ordres de Moore, voulant pénétrer en Espagne pour secourir Madrid, fut rejetée sur la Corogne, et forcée à se rembarquer avec grande perte. Wellington, débarqué de nouveau en Portugal avec quelques renforts, ayant réuni 30,000 Anglais et autant de Portugais, vengea cette défaite en surprenant Soult à Oporto (mai 1809), et en allant ensuite jusque aux portes de Madrid battre Joseph à Talavera.

L'expédition d'Anvers, exécutée la même année, fut la plus considérable que l'Angleterre ait entreprise depuis Henri V. Elle ne comptait pas moins de 70,000 hommes,

dont 40,000 de troupes de terre et 30,000 marins : elle n'atteignit point son but par le peu de génie de celui qui la commandait.

Une descente d'une nature tout à fait semblable à celle du roi de Suède Charles X, fut celle de 30 bataillons russes passant, en 5 colonnes, le golfe de Bothnie sur la glace, avec leur artillerie, pour aller conquérir les îles d'Aland et semer la terreur jusque aux portes de Stockholm, tandis qu'une autre division passait le golfe à Umeo (mars 1809).

Le général Murray fit, en 1813, une descente bien combinée vers Tarragone pour couper Suchet de Valence ; toutefois, après quelques succès, il dut se rembarquer.

L'armement que l'Angleterre fit en 1815 contre Napoléon, revenu de l'île d'Elbe, fut remarquable par l'immense matériel qu'il débarqua à Ostende et Anvers. Les troupes montaient aussi à 60,000 anglo-hanovriens ; mais les uns venaient par terre, et les autres débarquaient chez une puissance alliée, en sorte que ce fut un transport successif et pacifique plutôt qu'une expédition militaire.

Enfin, les Anglais firent, dans la même année 1815, une entreprise qui peut être rangée parmi les plus extraordinaires ; nous voulons parler de celle contre la capitale des États-Unis d'Amérique. On vit, au grand étonnement du monde, une poignée de 7 à 8,000 Anglais, descendre au milieu d'un État de 10,000,000 d'âmes, pénétrer assez

avant pour s'emparer de la capitale, et y détruire tous les établissements publics : résultats dont on chercherait vainement un autre exemple dans l'histoire. On serait tenté d'en accuser l'esprit républicain et antimilitaire des habitants de ces provinces, si l'on n'avait pas vu ces mêmes milices comme celles de la Grèce, de Rome ou de la Suisse, défendre mieux leurs foyers contre des agressions bien plus puissantes ; et si, dans cette même année, une expédition anglaise plus nombreuse que l'autre, n'avait été totalement défaite par les milices de la Louisiane, sous les ordres du général Jackson.

Excepté les armements peut-être un peu fabuleux de Xerxès et des croisades, rien de tout ce qui s'est fait, principalement depuis que les flottes de guerre portent une artillerie formidable, ne peut soutenir la moindre comparaison avec le projet colossal et les préparatifs proportionnés que Napoléon avait faits pour jeter 150,000 vétérans aguerris sur l'Angleterre, au moyen de 3,000 péniches, ou grandes chaloupes canonnières, protégées par 60 vaisseaux de ligne.

On voit aussi combien il est différent de tenter de pareilles descentes lorsqu'on n'a à franchir qu'un bras de mer de quelques lieues, ou lorsqu'on doit se porter en haute mer à de grandes distances. La quantité d'opérations exécutées par le Bosphore s'explique par cette différence, qui est décisive dans ces sortes d'entreprises (1).

(1) Six mois après la première publication de cette notice, 30,000 Français embarqués à Toulon furent descendre à Alger, et plus heureux que Charles-Quint, s'emparèrent en peu de jours de

cette place et de toute la régence. Cette expédition, aussi bien conduite par les troupes de la marine que par celles de terre, fit honneur à l'armée comme à ses chefs.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.		
AVERTISSEMENT,	3	ART. 15. De l'esprit militaire des nations et du moral des armées,	47
Notice sur la théorie actuelle de la guerre et sur son utilité,	5		
Définition des six branches de l'art,	15	CHAPITRE III.	
		DE LA STRATÉGIE.	
CHAPITRE I^{er}.		<i>Définition de la stratégie et de la tactique,</i>	51
DE LA POLITIQUE DE LA GUERRE.		<i>Du principe fondamental de la guerre,</i>	54
ART. 1. Des guerres offensives pour revendiquer ses droits,	17	ART. 16. Du système des opérations offensives ou défensives,	55
— 2. Des guerres offensives en politique et offensives militairement,	18	— 17. Du théâtre des opérations,	57
— 3. Des guerres de convenance,	ib.	— 18. Des bases d'opérations,	59
— 4. Des guerres avec ou sans alliés,	19	— 19. Des points et lignes stratégiques, des points décisifs du théâtre de la guerre, et des objectifs d'opérations,	64
— 5. Des guerres d'intervention,	ib.	— 20. Des fronts d'opérations; des fronts stratégiques; des lignes de défense et positions stratégiques,	69
— 6. Des guerres d'invasion par esprit de conquêtes ou autres causes,	22	— 21. Des zones et des lignes d'opérations,	75
— 7. Des guerres d'opinions,	24	— 22. Des lignes stratégiques de manœuvre,	97
— 8. Des guerres nationales,	26	— 23. Des moyens d'assurer les lignes d'opérations par des bases passagères ou des réserves stratégiques,	100
— 9. Des guerres civiles et de religion,	30	— 24. De l'ancien système des guerres de positions et du système actuel des marches,	103
— 10. Des guerres doubles et du danger d'entreprendre deux guerres à la fois,	31	— 25. Des magasins et de leurs rapports avec les marches,	107
		— 26. Des frontières et de leur défense par les forteresses ou par des lignes retranchées. De la guerre des sièges,	111
CHAPITRE II.		— 27. Rapports des camps retranchés et têtes de ponts avec la stratégie,	117
DE LA POLITIQUE MILITAIRE OU DE LA PHILOSOPHIE DE LA GUERRE.		— 28. Des opérations stratégiques dans les montagnes,	122
ART. 11. De la statistique et géographie militaires,	34		
— 12. De diverses autres causes qui influent sur les succès d'une guerre,	35		
— 13. Des institutions militaires,	37		
— 14. Du commandement des armées et de la direction supérieure des opérations,	42		

355.4

Call No. JOM

Accession No.

13151

Title Precis De L'art De La
Guerre.

Author

Jomini De,

FOR CONSULTATION
ONLY